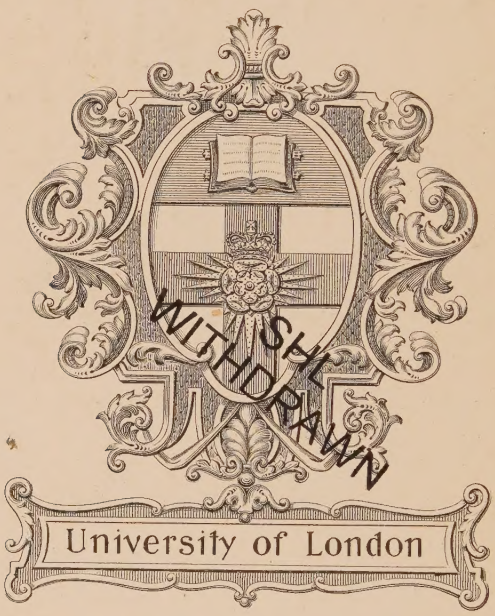
REFERENCE ONLY

Law Periodicals
Academic



Tables générales des Cours

1923 À 1937 INCLUS

COMPOSITION

DU

Curatorium de l'Académie

Président :

M. N. Politis, Ministre de Grèce à Paris, Membre de l'Institut de France, ancien Ministre des Affaires étrangères de Grèce, Professeur honoraire à la Faculté de Droit de l'Université de Paris.

Vice-Président :

M. Gilbert Gidel, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris et à l'Ecole libre des Sciences Politiques.

Membres :

MM. Al. Alvarez, Conseiller juridique des légations du Chili en Europe, Associé étranger de l'Institut de France.

D. Anzilotti, Professeur à l'Université de Rome, Membre et ancien Président de la Cour permanente de Justice internationale.

V. Bruns, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Berlin.

L. de Hammarskjöld, ancien Gouverneur de la Province d'Upsal, ancien Président du Conseil des Ministres de Suède.

Max Huber, Président du Comité international de la Croix-Rouge, ancien Président de la Cour permanente de Justice internationale, Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Zurich.

Sir Cecil J. B. Hurst, Vice-Président et ancien Président de la Cour permanente de Justice internationale.

J. Kosters, Vice-Président à la Haute-Cour de Justice des Pays-Bas.

James Brown Scott, Secrétaire général de la Dotation Carnegie pour la Paix Internationale.

Baron Michel de Taube, ancien Professeur à l'Université de Saint-Pétersbourg.

Charles De Visscher, Professeur à l'Université de Louvain, Membre de la Cour permanente de Justice internationale.

Secrétaire général :

M. E. N. van Kleffens, Directeur des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

Secrétaires généraux adjoints :

M. le Dr L. H. J. J. Mazel.

Chargé du Secrétariat de la Présidence du Curatorium :

M. Georges Scelle, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris.

Attaché à la Présidence pour la publication des Cours :

M. Paul Lacroix.

ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL DE LA HAYE

ÉTABLIE AVEC LE CONCOURS

DE LA DOTATION CARNEGIE POUR LA PAIX INTERNATIONALE

L'Académie constitue un centre d'études et d'enseignement du Droit international public et privé, et des sciences connexes. Son but est de faciliter l'examen approfondi et impartial des problèmes se rattachant aux rapports juridiques internationaux.

L'enseignement de l'Académie est donné au Palais de la Paix, à La Haye, par des personnalités de différents Etats. Il porte sur la théorie, la pratique, la législation et la jurisprudence internationales. Sa durée est d'environ huit semaines, s'étendant sur les mois de juillet et d'août et partagée en deux périodes égales comportant chacune un même nombre de leçons. Chaque période comprend, outre des cours généraux sur les principes du Droit international public et privé, un certain nombre de cours particuliers choisis d'après la spécialité des professeurs et tenant compte, autant que possible, de l'intérêt d'actualité des problèmes juridiques internationaux. Des séances de séminaire, sous la direction des professeurs, permettent une coopération active des auditeurs aux travaux de l'Académie.

Il n'existe pas de cadre permanent de professeurs à l'Académie. Le Curatorium, qui est le corps chargé de la direction scientifique de l'institution et qui se compose de douze membres appartenant statutairement à des nationalités différentes, adresse chaque année, en toute liberté, ses invitations aux personnes qu'il estime qualifiées pour traiter le sujet choisi. Aucune des personnes ayant donné des cours à l'Académie n'est donc fondée à s'intituler Professeur à l'Académie de Droit international de La Haye. L'Académie, qui a eu parfois à constater ces errements de nature à induire le public en erreur, désire préciser qu'ils ont eu lieu en dehors de son aveu, et n'engagent que leurs auteurs.

L'enseignement est donné en langue française. Il est conçu dans un esprit à la fois pratique et hautement scientifique. Nettement différencié des enseignements similaires des Universités et Ecoles nationales, il s'adresse à tous ceux qui possèdent déjà des notions de Droit international et ont, par intérêt professionnel ou curiosité d'esprit, le désir de se perfectionner dans cette science.

L'accès de l'Académie est ouvert de la façon la plus large. Il suffit à toute personne qui désire suivre les cours de faire parvenir au Secrétariat du Conseil d'administration de l'Académie, au Palais de la Paix, à La Haye, une demande d'admission indiquant ses nom, prénoms, nationalité et adresse.

Un certain nombre de bourses d'études sont instituées auprès de l'Académie. Le mode d'attribution de ces bourses fait l'objet d'un règlement que tout intéressé peut également obtenir du Secrétariat du Conseil d'administration.

Tous les cours professés à l'Académie font, en principe, l'objet d'une publication dans le *Recueil des Cours de l'Académie de Droit international de La Haye.*

Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/recueil-des-cours-hague-academy_1923-1937_1-62

ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL

ÉTABLIE AVEC LE CONCOURS

DE LA DOTATION CARNEGIE POUR LA PAIX INTERNATIONALE

Tables générales

du

Recueil des Cours

PUBLIÉS

DE 1923 À 1937 INCLUS

Tome 1 à 62

de la Collection

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, rue Soufflot, PARIS (V^e^)

51883.

BIBL.
LONDIN.
UNIV.

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.
Copyright by Librairie du Recueil Sirey. 1939.

Avant-Propos

L'Académie de droit international de La Haye, inaugurée en 1923, publie les cours qui y sont professés. De 1923 à 1937 inclusivement les cours des quinze premières années insérés dans le *Recueil* remplissent soixante-deux volumes.

Le *Recueil* de ces cours forme une encyclopédie qui rend les plus grands services. Mais la consultation de ces volumes devient de plus en plus difficile à mesure que le nombre s'en accroît. Les tables qui accompagnent chacun d'eux ne sauraient suffire aux besoins des recherches rapides.

Dès 1927, à l'expiration de la première période quinquennale de son fonctionnement, il avait paru indispensable à l'Académie d'établir des *Tables générales* permettant de trouver instantanément la place du *Recueil* où sont traitées les diverses questions, où sont cités les auteurs qui ont donné leur opinion sur les points douteux, les personnalités qui ont joué dans l'histoire un rôle en la matière, enfin où les cours eux-mêmes ont été reproduits.

Le premier volume de *Tables générales quinquennales* couvrant les années 1923 à 1927 inclus, a vu le jour en 1930. Il comprenait 622 pages.

En 1933 paraissait un second volume de *Tables*. Il dépassait 1.030 pages. On y trouvait incorporée la substance des cours professés de 1928 à 1932 inclus et publiés dans les tomes XXI à XLII du *Recueil*.

Au moment où allait s'achever la période quinquennale suivante de son activité, l'Académie a décidé de publier non plus un troisième volume de *Tables quinquennales* couvrant seulement les cinq dernières années écoulées, mais un volume de *Tables générales* contenant la matière de la totalité des cours professés à l'Académie et publiés au *Recueil* pendant les quinze premières années d'enseignement.

Les avantages d'un tel projet apparaissaient à l'évidence

très importants. Les difficultés qu'il y avait à le réaliser n'étaient pas moindres. L'Académie n'a pas cru pouvoir reculer devant elles. Elle a estimé qu'elle avait le devoir de ne négliger aucun effort, si considérable fût-il, pour rendre toujours plus accessible la consultation de cette immense Somme du droit international qu'est le *Recueil des Cours*.

L'Académie est heureuse d'avoir pu mener à bien l'exécution du projet qu'elle avait conçu. Elle offre aujourd'hui au public l'instrument indispensable de travail qui lui permettra d'utiliser dans les conditions de commodité les plus grandes possibles, les précieuses études insérées au *Recueil*.

Le Curatorium de l'Académie exprime ici sa vive gratitude à M. Edouard Oudin, Secrétaire-Bibliothécaire honoraire du Service de législation étrangère au Ministère de la justice de France, pour la méthode et le soin avec lesquels il s'est acquitté de la lourde tâche qu'il a bien voulu assumer.

Le Curatorium remercie également l'imprimeur des *Tables*, M. Georges Thone, maître-imprimeur à Liège, et l'éditeur, la librairie du Recueil Sirey, d'avoir très exactement secondé ses vues tendant à donner à ce volume de *Tables* les qualités de maniabilité et de lisibilité requises, malgré la masse prodigieuse de caractères entrant dans sa composition.

I. Table analytique

A

Abordage.

Liberté des voies de communication (V. *Voies de communication*, **2**, 129); Haute mer, **2**, 132 et s.; Sécurité de la navigation, **2**, 146; Convention de Bruxelles (1910), **2**, 147.

Droit international (V. *Droit international*, **34**, 181 et s.).

V. *Responsabilité des Etats.*

Absents. — V. *Conflits de lois.*

Absolutisme. — V. *Doctrine pacifique. Domaine réservé. Liberté réservée. Minorités.*

Abus du droit.

Limitations de la souveraineté (V. *Souveraineté*, **6**, 5 et s.). Théorie de l'abus du droit, **6**, 77; son développement en droit interne, droit privé, **6**, 79; indices révélateurs de l'abus, **6**, 80; les législations étrangères, **6**, 81; l'abus en droit public, théorie française de l'excès de pouvoir, **6**, 83 et s.; l'application de la théorie dans les rapports internationaux, conceptions théoriques, **6**, 86; l'Etat responsable de l'usage de sa liberté d'action, **6**, 86; individualisme d'Etat, anachronisme dans la communauté internationale, **6**, 87; nouvelles conceptions sur le fondement social du droit international, **6**, 88; conflits de souveraineté, excès de pouvoir en matière législative, théorie de Dicey, fraude à la loi en droit international privé, **6**, 89 et s.; application pratique de de la théorie de l'abus de droit, **6**, 92; examen des faits, **6**, 93; fermeture des ports, **6**, 94 et s.; expulsion, **6**, 101 et s.; nécessité de combler les lacunes du droit international, **6**, 111.

V. *Domaine réservé. Droit international. Fraude à la loi. Sujets du droit international.*

Académie. — V. *Doctrine pacifique.*

Académie de droit comparé. — V. *Droit international privé* (Allemagne).

Académie de droit international de La Haye. — V. *Ordre public.*

Académie internationale de droit comparé. — V. *Conférences de droit international privé.*

Académie diplomatique internationale. — V. *Individu.*

Accès direct aux tribunaux internationaux. — V. *Arbitrage international. Cour permanente de justice internationale. Individu. Sujets du droit international.*

Accession. — V. *Traité diplomatique. Unions internationales.*

Accidents du travail.

Condition juridique des navires de commerce (V. *Navire de commerce*, **10**, 5). Accidents du travail à bord d'un navire de commerce étranger, application de la loi du pays riverain, **10**, 148; assurance des marins, compétence de l'Etat sur les navires nationaux, **10**, 149; rapports de l'assurance et de la loi sur les accidents du travail d'après la législation italienne, **10**, 150 et s. V. *Assurance-accident. Etranger. Extraterritorialité.*

Accord bulgaro-turc (novembre 1913). — V. *Echange de populations.*

Accord gréco-turc (juillet 1914). — V. *Echange de populations.*

Accord italo-espagnol (de 1925). — V. *Emigration.*

Accords internationaux. — V. *Acte de Genève. Coutume internationale. Droit international. Sources du droit international. Traités.*

Accord de Latran. — V. *Cité du Vatican.*

Accords de Locarno. — V. *Acte de Genève. Arbitrage international. Arbitrage obligatoire. Conciliation internationale. Guerre hors la loi. Pacte de la Société des Nations.*

Accords particuliers. — V. *Protocole de Genève.*

Acte administratif. — V. *Extraterritorialité.*

Acte authentique. — V. *Droit international privé* (Espagne).

Acte d'hostilité. — V. *Visite (droit de).*

Acte de Barcelone. — V. *Fleuve international.*

Acte de Bruxelles. — V. *Mandats internationaux.*

Acte de guerre. — V. *Justice pénale internationale.*

Acte de l'état civil. — V. *Extraterritorialité.*

Acte de mariage. — V. *Extraterritorialité.*

Acte de Vienne. — V. *Escaut. Fleuve international.*

Acte du blé. — V. *Agriculture.*

Acte du Congo. — V. *Fleuve international. Missions catholiques.*

Acte du Niger. — V. *Fleuve international.*

Acte général de Bruxelles (1890). — V. *Voies de communication.*

Acte général de Genève.

L'acte général de Genève, **27**, 501 et s.; introduction historique, **27**, 501 et s.; l'œuvre du droit international avant la Société des Nations, **27**, 501 et s.; médiation au XIX^e^ siècle (art. 8 du Traité de Paris de 1856, art. 12 de l'Acte de Berlin de 1885), **27**, 501; la première Conférence de la Paix, **27**, 503; arbitrage international, deuxième Conférence de la Paix, **27**, 505; l'œuvre accomplie depuis l'avènement de la Société des Nations, **27**, 507 et s.; les traités particuliers entre Etats, **27**, 507; l'action de la Société des Nations, **27**, 510; procédure de conciliation, **27**, 511; Protocole de Genève de 1924 (arbitrage, sécurité, désarmement), **27**, 513; Accords de Locarno (1925), **27**, 514. La Genèse de l'Acte général, **27**, 516 et s.; la constitution du Comité d'arbitrage et de sécurité (1927), **27**, 516 et s.; Genèse de l'Acte général, rôle du Comité, **27**, 517; observations des gouvernements sur l'arbitrage (norvégien, suédois, allemand, anglais), **27**, 517 et s.; travaux du Comité d'arbitrage et de sécurité, **27**, 520 et s.; propositions relatives à l'arbitrage, **27**, 521; propositions relatives à la procédure de conciliation, **27**, 522; modèles de conventions d'arbitrage et de conciliation proposés par le Comité, **27**, 524; décisions de l'assemblée de la Société des Nations, **27**, 527; communication de l'Acte général, **27**, 527. Commentaires de l'Acte

général, **27**, 529 et s.; l'Acte général dans son ensemble, **27**, 529 et s.; difficulté de conclure un accord général d'arbitrage obligatoire, **27**, 529; avantages d'un accord unique, **27**, 530; conditions de sa réalisation, **27**, 531; structure de l'Acte général, sa portée à l'égard des conventions déjà en vigueur, **27**, 532; possibilité pour les Etats adhérents de restreindre leur adhésion à la procédure de conciliation, **27**, 533; obligation pour chaque Etat adhérent de s'obliger vis-à-vis de tous les autres Etats qui se sont engagés pour les mêmes matières que lui, **27**, 534; valeur technique de l'Acte général, **27**, 536; effet de l'Acte général sur les accords analogues qui l'ont précédé, **27**, 537; procédures établies par l'Acte général, **27**, 538 et s.; procédure de conciliation, **27**, 538 et s.; domaine de la conciliation, **27**, 539; Commission de conciliation permanente ou *ad hoc*, **27**, 542; composition et nomination de la Commission, **27**, 542; procédure, **27**, 546 et s.; action de la justice internationale, **27**, 550 et s.; arbitrage et règlement judiciaire, **27**, 550 et s.; différences entre ces deux moyens d'action de la justice internationale, **27**, 550 et s.; objet, traits essentiels de l'arbitrage, **27**, 551; Cour permanente de justice internationale, **27**, 553; ce qui la distingue des tribunaux internationaux, **27**, 554 et s.; considérations déterminant la limitation de la justice internationale, **27**, 558 et s.; limites tracées à l'action de la justice internationale, **27**, 563; les réserves (stipulations des traités d'arbitrage), différends touchant à l'honneur, l'indépendance, la souveraineté de l'Etat qui peut refuser l'arbitrage, **27**, 563; nécessité de préciser clairement les réserves, **27**, 565; article 39 de l'Acte général, réserves permises, **27**, 566 et s.; garanties assurant l'action de la justice internationale dans la mesure où elle est consacrée, constitution du tribunal arbitral, rédaction du compromis, **27**, 573; procédure arbitrale, droit appliqué par le tribunal arbitral, **27**, 574; le tribunal doit se conformer aux règles de l'article 38 du Statut de la Cour permanente de justice internationale, **27**, 575; critiques de cette prescription, **27**, 576; la sentence arbitrale, l'incompétence de la justice arbitrale et l'excès de pouvoir des arbitres, **27**, 579; le règlement judiciaire, **27**, 582; litiges intéressant plusieurs parties, **27**, 583; absence de dispositions dans l'Acte général réglant la litispendance entre une instance prévue par lui et le Conseil de la Société des Nations, **27**, 584; comment se règlent les questions de litispendance pour les instances prévues par l'Acte général, **27**, 585; rédaction du texte de l'Acte général, **27**, 586. Adhésions à l'Acte général (Suède, Belgique, Norvège, France), **27**, 587 et s.; ce que réalise l'Acte général, ses possibilités, son avenir, **27**, 591.

V. *Arbitrage international. Chose jugée. Conciliation internationale. Cour permanente de justice internationale. Droit international nouveau. Guerre hors la loi.*

Acte général de la Conférence de Berlin (26 février 1885). — V. *Acte général de Genève. Communications internationales. Compétences internationales. Danube. Fleuve international. Missions protestantes. Voies de communication.*

Acte juridique.

PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DROIT APPLICABLES AUX RAPPORTS INTERNATIONAUX

(V. *Droit*, **36**, 483 et s., *Etat*, **36**, 493 et s., *Crimes et délits internationaux*, **36**, 516 et s.). L'acte juridique dans le domaine du droit des gens, **36**, 530 et s.; éléments et définition de l'acte juridique, capacité de l'Etat d'accomplir un acte juridique, **36**, 531 et s.; actes juridiques sont unilatéraux, ou bilatéraux ou multilatéraux (contrats), **36**, 537; pas d'actes juridiques à cause de mort dans le droit des gens (l'Etat ne meurt pas), **36**, 537; les contrats du droit des gens sont indépendants, **36**, 538; le contrat ne restreint pas la souveraineté, **36**, 539; distinction entre traités et conventions, **36**, 539; extinction de l'acte juridique, **36**, 540; actes juridiques de diverses natures, **36**, 543.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **58**, 475 et s.). Acte juridique en droit international, **58**, 638 et s.; définition, catégories, exemples, **58**, 638 (V. *Traité international*, **58**, 640).

V. *Arbitrage privé. Cour permanente de justice internationale. Droit international. Guerre.*

Acte juridique unilatéral. — V. *Traités.*

Actes politiques. — V. *Emprunts publics d'Etat.*

Actes (forme des). — V. *Droit international privé* (Italie).

Actes internationaux des Etats. — V. *Traités.*

Actes passés à l'étranger. — V. *Droit international privé* (Espagne).

Action civile. — V. *Action publique, action civile.*

Action en justice. — V. *Apatrides.*

Action publique, action civile.

L'action publique et l'action civile dans les rapports de droit pénal international, **26**, 211 et s. Historique de la distinction entre l'action publique et l'action civile, **26**, 212; union ou séparation des deux actions, **26**, 213; les deux types de législations sur les rapports de l'action publique et de l'action civile, **26**, 216; prescription de ces actions, **26**, 219; tendance au rapprochement des législations et à une coordination plus logique de l'action publique et de l'action civile, **26**, 221; sujet actif de l'action publique, **26**, 222; sujet actif de l'action civile, **26**, 224. Régime de la compétence à l'égard de l'action publique et de l'action civile, **26**, 226 et s.; l'action publique en droit français, **26**, 226; du cas où l'infraction a eu lieu sur le territoire, **26**, 228 et s.; législation française, **26**, 226 et s.; du cas où l'infraction a été commise par un Français hors du territoire de la France, **26**, 236 et s.; du cas où l'infraction a été commise par un étranger à l'étranger, **26**, 239 et s. Exercice de l'action publique et de l'action civile, **26**, 245 et s.; du rôle respectif des pouvoirs publics et de l'initiative privée quant à l'exercice des deux actions, **26**, 246 et s.; application de la *lex fori*, **26**, 246 et s.; questions préjudicielles à l'action, **26**, 253; exceptions préjudicielles au jugement, **26**, 255; exceptions préjudicielles créées par la jurisprudence, **26**, 257; de l'interdépendance des deux actions dans le temps, **26**, 259 et s.; litispendance et connexité, **26**, 261; rapport du civil et du criminel, **26**, 263; jurisprudence, affaire du *Lotus*, **26**, 263; doctrine, opinion de M. Bartin, **26**, 264; régime international de la litispendance, **26**, 267; procédure criminelle internationale, loi suisse de 1892 sur l'extradition, **26**, 268; conditions nécessaires à l'efficacité de la litispendance et de la con-

nexité, **26**, 270; du droit d'option de la partie lésée, **26**, 276 et s.; application de la règle « le criminel tient le civil en état » au cas où l'action publique est mise en mouvement par l'initiative de la personne lésée, **26**, 276; droit d'option appartenant à celle-ci, **26**, 276; le droit d'option, en France, est, en cas de conflits de juridictions, régi par la loi française, **26**, 278; cas où l'exercice d'une action à l'étranger ne met pas obstacle au renouvellement de la poursuite, **26**, 280. Extinction de l'action publique et de l'action civile, **26**, 287; cas d'extinction précédente de l'action civile, **26**, 289; cas d'extinction précédente de l'action publique, **26**, 293.

Actions individuelles. — V. *Droit international.*

Actions personnelles. — V. *Compétence judiciaire.*

« Actor sequitur forum rei. » — V. *Compétence judiciaire.*

Adhésion. — V. *Traités.*

Administrateur. — V. *Faillite.*

Administration. — V. *Immunité des Etats.*

Administration internationale. — V. *Unions internationales.*

Admission des étrangers. — V. *Etranger. Expulsion.*

Adoption. — V. *Divorce. Droit international privé* (Bulgarie). *Ordre public.*

Aéronautique. — V. *Crimes et délits internationaux. Justice pénale internationale.*

Affaires commerciales. — V. *Impôts.*

Affaires réservées. — V. *Société des Nations.*

Afrique du Sud. — V. *Dominions britanniques.*

Age. — V. *Fonctionnaires internationaux. Migration.*

Agence de société commerciale. — V. *Domicile.*

Agents diplomatiques et consulaires.

Développement historique du droit international dans l'Europe orientale (V. *Europe orientale*, **11**, 345 et s.). Byzance, droit d'ambassade dans l'Empire d'Orient, **11**, 369; importance du mouvement diplomatique entre Byzance, Rome, Aix-la-Chapelle, Bagdad et Cordoue, **11**, 373; évolution du droit d'ambassade, **11**, 373 et s., pratique du droit d'ambassade, lettres de créances, **11**, 375; classes et rangs des envoyés diplomatiques, leur inviolabilité, **11**, 376; exterritorialité diplomatique, **11**, 377; droit d'ambassade dans les pays slaves, **11**, 423.

Immunités diplomatiques (V. *Immunités diplomatiques*, **12**, 119 et s.). Protection des agents diplomatiques, devoir de l'Etat, **12**, 124; devoir de l'Etat de ne pas leur porter atteinte, **12**, 125; d'empêcher les particuliers de les offenser, **12**, 126; de punir les particuliers coupables d'offenses envers les agents diplomatiques, **12**, 128; non-protection d'un agent, protestation du corps diplomatique, **12**, 131; protection de l'hôtel de la Légatoin, **12**, 131; protection contre les attaques de la presse, **12**, 132; limites du devoir de protection, actes de l'agent nuisibles à l'Etat, **12**, 133.

La codification du droit international en Amérique (V. *Codification du droit international en Amérique*, **22**, 85 et s.). Conventions sur les agents diplomatiques, **22**, 213; les chefs de mission diplomatique, **22**, 214; personnel de la mission diplomatique, **22**, 215; immunités et privilèges diplomatiques, **22**, 215; à qui s'applique l'inviolabilité des agents diplomatiques, **22**,

216; criminels réfugiés dans les légations, **22**, 218; exemption de l'impôt, **22**, 219; immunité de juridiction, **22**, 220; fin de la mission diplomatique, **22**, 223; Convention sur les consuls, **22**, 225 et s.; Convention sur l'asile complète la Convention sur les agents diplomatiques, **22**, 229.

Droit et pratique diplomatiques et consulaires (V. *Consul*, **48**, 483 et s. *Droit diplomatique*, **48**, 483 et s.). Privilèges et immunités diplomatiques et consulaires, **48**, 502 et s.; immunités diplomatiques dans les lois et les traités, **48**, 502; agréation, **48**, 503; lettres de créance et audience de réception, **48**, 506; exemption d'impôts, **48**, 506; droit de libre passage, **48**, 508; droit de chapelle, **48**, 509; droit de cérémonial, **48**, 509; inviolabilité des agents diplomatiques, **48**, 511; inviolabilité de la correspondance, **48**, 513; inviolabilité de l'hôtel, **48**, 514; droit d'asile, **48**, 515; inviolabilité des archives, **48**, 516; étendue et durée de l'inviolabilité, **48**, 517; immunité de juridiction civile et criminelle, **48**, 518; renonciation à l'immunité, **48**, 519; fin de la mission, **48**, 520. Devoirs et fonctions diplomatiques, **48**, 524 et s.; l'envoyé vis-à-vis de son gouvernement, **48**, 524; le devoir de bien négocier, **48**, 527; observation et préparation des rapports, **48**, 528; forme des rapports, **48**, 530; relations avec la presse, **48**, 532; protection des nationaux, **48**, 533; services rendus aux nationaux, **48**, 534; relations du diplomate avec le gouvernement près duquel il est accrédité, **48**, 536; les lettres de cérémonie, **48**, 538; ingérence dans les affaires intérieures, **48**, 539; relations avec les collègues du corps diplomatique, **48**, 540; la femme de l'envoyé, **48**, 541; la vie mondaine, **48**, 541; traités et conférences internationales, **48**, 543; problèmes exceptionnels, **48**, 543.

V. *Ambassade. Cité du Vatican. Diplomatie-diplomate. Droit international. Expulsion. Exterritorialité. Gouvernement de fait. Instruments diplomatiques. Mariage. Missions protestantes. Relations internationales.*

Agression-agresseur.

Protocole de Genève (V. *Protocole de Genève*, **7**, 5 et s.). Détermination de l'agresseur, **7**, 94; procédure à suivre par le Conseil de la Société des Nations, **7**, 95; présomption d'agression, **7**, 96; réfutation de la présomption, **7**, 97; caractère automatique de la détermination en cas de présomption, **7**, 98; portée de la présomption, **7**, 101; menaces d'agression, garanties contre elles, **7**, 103; limitation des armements, **7**, 108; responsabilité de l'agresseur, **7**, 115.

V. *Crimes et délits politiques. Guerre. Justice pénale internationale. Neutralité. Protocole de Genève.*

Agriculture.

Coopération internationale en matière d'agriculture, **56**, 305 et s. Agriculture et droit international, **56**, 305 et s.; intérêt d'une intervention des pouvoirs publics en matière agricole, **56**, 305; doctrines idylliques des physiocrates, de Malthus et de Ricardo favorables à l'agriculture, **56**, 306; doctrine réaliste montrant les difficultés de l'exploitation agricole, **56**, 307; causes de trouble pour l'agriculture, **56**, 308 et s.; nécessité d'une aide gouvernementale sur le plan national, **56**, 309; oppositions à l'inter-

vention, **56**, 310; respect des principes du libéralisme, **56**, 310; diversité régionale de la culture et de ses conditions, **56**, 310; morcellement des propriétés rurales, **56**, 311; mesures de contrôle dans les pays libéraux (Angleterre et France), **56**, 313; les grands pays européens à économie contrôlée (Allemagne, Italie et Russie), **56**, 314; système d'économie dirigée aux Etats-Unis, **56**, 315; contrôle au Canada, **56**, 315; aide à l'agriculture sur le plan international, **56**, 316; mesures concernant la production, **56**, 316; nécessité de crédit agricole, orientation vers un crédit agricole international, **56**, 317; commerce des produits agricoles, intérêt que lui porte le droit international, **56**, 317; contrôle du commerce agricole international, **56**, 318. Organes de l'administration internationale de l'agriculture, **56**, 321 et s.; Congrès internationaux d'agriculture, IIe Congrès de Paris (1889), **56**, 321; Congrès suivants, Commission internationale d'agriculture, **56**, 322; Institut international d'agriculture de Rome, **56**, 324; origine, **56**, 324; but et organisation, **56**, 326; ressources financières, **56**, 328; ses organes (Assemblée générale et Comité permanent), **56**, 329; immunités diplomatiques pour ses bureaux, archives et délégués étrangers dans l'exercice de leurs fonctions, **56**, 329; contentieux des fonctionnaires et employés, **56**, 331; l'Institut, discussion sur sa personnalité juridique, **56**, 332; publication de renseignements statistiques et économiques sur l'agriculture, **56**, 334; étude des maladies des plantes, **56**, 335; insectes nuisibles, **56**, 336; étude de géographie agricole, **56**, 337; critiques de l'Institution, **56**, 338; rôle de la Société des Nations dans les questions économiques intéressant l'agriculture, **56**, 339; signature de deux Arrangements (1928), **56**, 341; contacts de la Société et de l'Institut de Rome, **56**, 342; Accord de 1932, **56**, 343. Organisation internationale du Travail, sa compétence discutée vis-à-vis des agriculteurs, **56**, 343 et s.; avis de la Cour permanente, **56**, 345; rapports entre l'Organisation internationale du Travail et l'Institut international d'Agriculture, **56**, 346; Office international du vin, **56**, 347; Office international des épizooties, **56**, 348. Conventions internationales sur la production agricole, **56**, 350 et s.; Convention antiphylloxérique, **56**, 350; Convention de Rome (1929), mesures contre les maladies des plantes, **56**, 352; lutte contre les sauterelles, **56**, 355; Convention de Paris (1902), protection des oiseaux, **56**, 356; protection des produits du commerce agricole (œufs, vins, café, soie naturelle), **56**, 358; protection des appellations d'origine, **56**, 361; Union pour la protection de la propriété industrielle, **56**, 362; Arrangement de Madrid (1891), **56**, 363; Convention de Rome (1930) pour protéger la dénomination des fromages, **56**, 364; marquage des œufs pour détermination du temps de ponte, **56**, 367. Lutte internationale contre la crise agricole, **56**, 371 et s.; causes de la crise, guerre de 1914, **56**, 371; de la surproduction en agriculture, **56**, 373; de la sous-consommation, **56**, 375; traditionnalisme du paysan français, souci d'approvisionner sa famille avant de vendre sa récolte, **56**, 377; transformation rationnelle de l'agriculture, autarchie dans certains pays, **56**, 378; remèdes à la crise agricole, diminution de la production, accroissement de la consommation, **56**, 379; nécessité d'une action internationale, **56**, 381; histoire des efforts internationaux

pour réglementer l'agriculture, **56**, 383; résultats pratiques obtenus depuis 1930, Commission d'études pour l'Union européenne, **56**, 386; la question du blé en Europe centrale et orientale, **56**, 388; Acte final du blé, **56**, 390; critiques élevées contre l'Accord du blé, **56**, 393; Convention de Bruxelles sur le sucre (1902), **56**, 395; Accord sur le caoutchouc, **56**, 399; autres produits pris en considération par la Conférence monétaire et économique de Londres (1933), **56**, 402. Institutions de crédit agricole international, **56**, 405 et s.; les trois espèces de crédit agricole, **56**, 405; Convention sur la société internationale de crédit hypothécaire agricole, **56**, 407; projet de création d'une banque internationale de crédit agricole, **56**, 409.

V. *Etranger. Unions internationales.*

Aide financière. — V. *Entr'aide financière internationale. Guerre.*

Air. — V. *Navigation aérienne. Piraterie.*

Allégeance. — V. *Impôts. Nationalité.*

Alliance. — V. *Pacte de la Société des Nations.*

Alsace-Lorraine. — V. *Nationalité. Traités.*

Altruisme d'Etat. — V. *Morale internationale.*

Ambassadeur. — V. *Agents diplomatiques. Asile (droit d'). Diplomatie. Droit international. Exterritorialité. Grotius. Immunités diplomatiques. Instruments diplomatiques.*

Amérique.

L'Amérique et la Société des Nations (V. *Société des Nations*, **28**, 5 et s.). Participation de l'Amérique à l'organisation internationale, **28**, 23; Conférence de la Paix de 1919, travaux du Président Wilson, **28**, 32 et s.; création de la Société des Nations, **28**, 34; attitude et mécontentement de certaines républiques américaines, **28**, 36 et s.; retraits de l'Argentine et du Brésil, **28**, 37 et 38; doctrine de Monroe (V. *Doctrine de Monroe*, **28**, 42). Coopération de l'Amérique à l'œuvre de la Société des Nations, **28**, 76; collaboration de l'Amérique latine à l'administration internationale et aux problèmes sociaux, **28**, 76 et s.; participation de délégations américaines dans la question des formalités douanières et à la Conférence sur le transit, **28**, 78; participation américaine à l'œuvre d'hygiène, **28**, 80; admission d'un délégué argentin à la Commission de coopération intellectuelle, **28**, 81; travaux du Dr Alvarez sur la nécessité de reconstitution du droit international, continentalisme et régionalisme de la vie internationale, **28**, 83; projet de codification du droit international américain, **28**, 84 et s.; projet de réforme du Pacte de la Société des Nations discuté à l'Union juridique internationale, **28**, 86; l'Union panaméricaine, **28**, 88; tentatives de constitution d'une Société des Nations américaines, **28**, 91; Convention pour l'établissement d'une Cour de justice internationale centre-américaine, **28**, 92; IIe Conférence de La Haye, participation américaine, **28**, 94; Cour permanente de justice internationale, participation américaine, **28**, 95; traité d'arbitrage de Washington du 5 janvier 1929, **28**, 95; pacte Briand-Kellog de renonciation à l'emploi de la force, **28**, 96; nécessité d'étudier les questions purement européennes dans le cadre universel de la Société des Nations, **28**, 98.

Amérique latine.

Contribution de l'Amérique latine au développement du droit international public et privé, **32**, 697 et s. Influence des doctrines anglo-françaises du XVIIIe siècle sur les hommes d'Etat latino-américains, **32**, 697. L'Amérique latine et l'organisation internationale, **32**, 699; injustes préjugés contre l'Amérique latine, son influence sur le progrès du droit international, **32**, 699, entrée du Nouveau-Monde dans la vie internationale, **32**, 700; solidarité et fraternité des Etats latins, leur tendance à l'organisation internationale, **32**, 701; le Congrès de Panama de 1926, première idée d'une Société des Nations, **32**, 702; comparaison entre le Pacte de Panama et le Pacte de la Société des Nations, **32**, 702 et s.; supériorité du traité de Panama, **32**, 705; continuité des idées d'organisation internationale et de solidarité continentale de l'Amérique latine, **32**, 706; 1er Congrès de Lima (1848), Congrès de Santiago-du-Chili et de Washington (1856), 2e Congrès de Lima (1864), **32**, 706; participation des Républiques latines à la vie internationale, **32**, 707; les idées de M. Alvarez, **32**, 709; origine latino-américaine du projet de fédération européenne, **32**, 711; participation empressée de l'Amérique latine aux travaux de la Société des Nations, **32**, 711 et s. L'Amérique latine et la Codification du droit international, **32**, 714 (V. *Codification du droit international*, **32**, 714 et s.); travaux des Conférences panaméricaines pour la codification, **32**, 719 (V. *Conférences panaméricaines*, **32**, 719). Principes de droit international proclamés en Amérique latine avant de l'être dans le reste du monde, **32**, 731 et s.; origine latino-américaine de la doctrine de Monroe, **32**, 731 et s.; doctrine de Drago, **32**, 737; les lois de la guerre sur le terrain desquelles l'Amérique latine a devancé les autres nations, **32**, 740; condamnation de la guerre par les pays latino-latins, **32**, 743; la non-intervention d'un Etat dans les affaires d'un autre, règle qui est comme l'épine dorsale du droit international dans les Républiques américaines, **32**, 746; ce principe est en quelque sorte l'acte de naissance de l'Amérique latine, **32**, 746; condamnation unanime de l'intervention à la VIe Conférence panaméricaine (La Havane 1928), **32**, 747; autres principes latino-américains de droit et de politique internationale, **32**, 748 et s.; l'Amérique latine et la solution des conflits internationaux, **32**, 752 et s.; activité scientifique en faveur de l'arbitrage, c. Pessoa (Rio de Janeiro, 1912), **32**, 753; mention de l'arbitrage dans les Constitutions des Etats de l'Amérique latine, **32**, 755; arbitrage inclus dans les traités entre Républiques latino-américaines, **32**, 756; l'arbitrage dans les Conférences panaméricaines, **32**, 757; adoption de l'arbitrage obligatoire entre Républiques américaines à la VIe Conférence panaméricaine de La Havane, **32**, 759; création d'une Cour de justice centro-américaine, **32**, 761; attitude des Etats de l'Amérique latine en matière d'arbitrage à la IIe Conférence de La Haye, **32**, 764; traités stipulant le recours à l'arbitrage, cas où des conflits entre républiques latino-américaines furent résolus par l'arbitrage, **32**, 766 et s.; la conciliation internationale, **32**, 770 et s.; origines latino-américaines de la conciliation internationale, Ve Conférence panaméricaine (Santiago-du-Chili, 1923),

Convention Gendra, **32**, 771; négociations directes, conflit de Tacna et Arica, **32**, 772 et 773; conflit entre le Brésil et l'Uruguay au sujet de la lagune de Mérim, **32**, 774; le droit international américain, **32**, 774 (V. *Droit international américain*, **32**, 776).

V. *Amérique. Solidarité.*

Amiable composition. — V. *Droit international. Justice internationale.*

Amitié protectrice. — V. *Territoire.*

Amortissement. — V. *Impôt.*

Anabaptiste. — V. *Doctrine pacifique.*

Anarchie-anarchiste. — V. *Crimes et délits internationaux. Expulsion. Organisation internationale.*

Annexion. — V. *Droit international. Droits acquis. Jugements répressifs étrangers. Mandats internationaux. Occupation. Traités.*

Antimilitariste. — V. *Doctrine pacifique. Expulsion.*

Antiquité. — V. *Droit naturel.*

Apatrides.

Statut international des apatrides, **43**, 119 et s. Aperçu historique et juridique, **43**, 119 et s.; l'apatridie en fait, **43**, 119; l'apatridie chez les Romains, **43**, 121; au moyen âge et sous l'ancien régime, **43**, 122; reconnaissance du *jus emigrandi*, **43**, 122; époque moderne, liberté d'expatriation, **43**, 125; droit pour l'individu qui s'expatrie de garder sa nationalité, **43**, 126; la doctrine à l'égard de l'apatridie, **43**, 127; l'heimatslosat pendant la guerre, **43**, 130; apparition du terme « apatride » remplaçant « heimatslos », **43**, 134; définition du mot, **43**, 135; catégories d'apatridie : de naissance, **43**, 136; de la femme mariée, **43**, 137; de l'individu après retrait de nationalité, **43**, 138; apatridie collective comme peine infligée aux adversaires du régime, **43**, 140; apatridie de citoyens différant de la majorité au point de vue religieux ou national ou ethnique, **43**, 142; apatridie résultant d'un transfert de souveraineté territoriale, **43**, 144. Apatridie en Europe centrale après les traités de paix, **43**, 145 et s.; indigénat comme base de nationalité et comme une des causes de l'apatridie, **43**, 146; loi autrichienne de 1863 dite « Heimatsgesetz », **43**, 147; conflits entre l'indigénat formel de l'indigent et son indigénat de fait, **43**, 149; apatridie résultant du traité de Saint-Germain, **43**, 150; loi hongroise de 1886 sur l'indigénat, apatridie résultat des difficultés d'acquisition des nationalités serbo-croato-slovène, tchécoslovaque et italienne, **43**, 151; divergences du droit national et désaccord entre ce droit et les obligations internationales, **43**, 153; remèdes apportés sur le plan de la législation interne aux conséquences défavorables de la réglementation internationale, **43**, 155; traités bilatéraux entre Etats successeurs de l'Autriche-Hongrie pour prévenir les cas d'apatridie, **43**, 158; Convention austro-tchécoslovaque de Brno (1920), **43**, 158; Convention entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie (1920), **43**, 160; Convention de Rome, **43**, 161; efforts de l'Union des Associations pour la Société des Nations, **43**, 163; son activité en faveur des apatrides originaires des Etats successeurs de l'ancienne Autriche-Hongrie, **43**, 164. Législations des divers pays à l'égard des ressortissants russes devenus apatrides, **43**, 168 et s.; apatridie comme conséquence de changement de régime et comme mesure pénale, **43**, 169;

décret soviétique de 1921 privant du droit de nationalité certaines catégories de Russes résidant à l'étranger, **43**, 171; leur situation dans les pays n'ayant pas de représentants soviétiques, **43**, 172; décret de 1924 retirant la citoyenneté aux Russes qui refusent de retourner en Russie soviétique et qui deviennent apatrides, **43**, 176; les dénationalisés russes devant la loi étrangère, **43**, 177; avant la reconnaissance des Soviets, **43**, 178; après la reconnaissance, **43**, 179; la jurisprudence étrangère, **43**, 180; la jurisprudence française, **43**, 183; la communauté internationale et les apatrides, **43**, 187. Société des Nations et apatrides de Russie et de Turquie, **43**, 189 et s.; Société des Nations sollicitée par la Croix-Rouge de s'occuper de la situation matérielle et juridique des réfugiés russes, **43**, 189; activité du Conseil de la Société, **43**, 190; création d'un Haut-Commissaire pour les apatrides, **43**, 191; recherche de la solution dans la naturalisation ou le rapatriement, **43**, 195; la question des pièces d'identité, **43**, 198; l'Arrangement de 1922, **43**, 199; les apatrides *sui generis*, **43**, 201; situation des apatrides russes munis du certificat d'identité prévu par l'Arrangement, **43**, 201; les apatrides arméniens, **43**, 204; attitude du gouvernement turc vis-à-vis des Arméniens à l'étranger, **43**, 206; Arrangement de 1924, Arrangement de 1926, **43**, 207; définition de la qualité de réfugié, **43**, 208; intervention du Gouvernement allemand, **43**, 210; recommandations de la II[e] Conférence générale des communications et du transit (Genève 1927) relatives à la délivrance d'un titre d'identité et de déplacement aux apatrides, **43**, 211; Arrangement de 1928 relatif aux Assyriens, Assyro-Chaldéens et Turcs, **43**, 214. Statut juridique des apatrides : les Arrangements, l'accord, la Convention, **43**, 216 et s.; lacunes à combler, formuler la règle de conflit de lois applicable au statut des apatrides, condition des apatrides comme étrangers non nationaux, **43**, 217; initiative des apatrides, mémoire d'une Commission de juristes russes, **43**, 217; Arrangement relatif au statut juridique, **43**, 218; l'Accord franco-belge, **43**, 221; controverse doctrinale et jurisprudentielle, **43**, 222; application pratique de l'Arrangement, **43**, 226; plan de liquidation de la protection internationale des apatrides, **43**, 229; nécessité d'une Convention formelle, **43**, 230; procédure à suivre pour les conventions générales négociées sous les auspices de la Société des Nations, **43**, 231; problème de l'apatridie et Convention sur le statut juridique des apatrides aux yeux de la science juridique et sociologique, **43**, 235; projet d'une Convention relative au Statut international des réfugiés, **43**, 239 et s.

Le problème des apatrides, **53**, 287 et s. Causes de l'apatridie, **53**, 287 et s. Apatridie de naissance, **53**, 288 et s.; principes généraux, **53**, 288 et s.; *jus sanguinis* et *jus soli*, leur application dans les divers pays, **53**, 288; apatrides *jure sanguinis*, **53**, 290; cas spéciaux, **53**, 291. Apatridie par suite de perte de nationalité, **53**, 292 et s.; déchéance de la nationalité à la demande du sujet, **53**, 293; permis d'expatriation de l'Etat, **53**, 294; déchéance de la nationalité par séjour prolongé à l'étranger, **53**, 296; par acceptation de fonctions publiques ou enrôlement militaire à l'étranger, **53**, 298; par dénaturalisation, **53**, 301; légis-

lation française, **53**, 301 et s.; dénationalisation à titre de peine, **53**, 305; perte de la nationalité par la femme en vertu de son mariage, **53**, 307; perte de la nationalité des mineurs, **53**, 309; perte de la nationalité par suite de cession de territoire, **53**, 310 et s.; Traités de Saint-Germain et de Trianon, **53**, 310; Traité de Versailles, **53**, 313; Statut des apatrides, **53**, 315 et s. Droits des individus en vertu du droit des gens indépendamment de leur nationalité, **53**, 315 et s.; Déclaration des Droits internationaux de l'Homme, **53**, 316; droit conventionnel concernant les apatrides, **53**, 318. Traitement des apatrides, **53**, 321 et s.; les apatrides sont traités comme des étrangers, **53**, 321; admission sur le territoire, **53**, 321 et s.; les apatrides ne sont pas fondés à être admis de droit sur le territoire, **53**, 321; déplacement difficile par défaut de passeport des apatrides, **53**, 322; les Juifs apatrides venant d'Allemagne, **53**, 322; sort des réfugiés apatrides, **53**, 325; droits politiques refusés aux apatrides, **53**, 326; exclusion du service militaire, **53**, 326; droit de s'adonner à une profession ou occupation, **53**, 327; apatrides soumis à l'impôt, **53**, 329; les apatrides et l'assistance aux indigents, **53**, 329; droits privés, difficultés d'application aux apatrides des règles du droit international privé, **53**, 331; juridiction civile, les apatrides admis à ester devant les tribunaux locaux en matière réelle immobilière, en matière d'actions personnelles, compétence du juge du domicile du défenseur même apatride, **53**, 333; juridiction criminelle, situation des apatrides semblable en général à celle des autres étrangers, **53**, 335. Quasi-apatridie par suite du retrait des droits civiques, **53**, 336 et s., sujets italiens, allemands, conservant leur nationalité à l'étranger mais perdant certains de leurs droits qui leur sont refusés par leur pays d'origine, **53**, 336. Remèdes proposés aux inconvénients de l'apatridie, **53**, 339 et s. Restriction des causes d'apatridie, **53**, 340 et s.; point de vue théorique, **53**, 340 et s., tentation visant à restreindre les causes d'apatridie, **53**, 343 et s.; Conférence de codification de La Haye (mars 1930), **53**, 343; apatridie de naissance, **53**, 344; perte de la nationalité, **53**, 348; déchéance de la nationalité à la demande de l'intéressé, **53**, 348; séjour prolongé à l'étranger, acceptations de fonctions publiques ou prise de service militaire à l'étranger, **53**, 350; dénaturalisation ou dénationalisation, **53**, 350; perte de la nationalité de la femme par mariage, **53**, 351; changement de souveraineté du territoire, **53**, 353. Atténuation des conséquences fâcheuses de l'apatridie, **53**, 358 et s.; admission sur le territoire, **53**, 358 et s.; réfugiés russes, projet de certificats d'identité du Dr Nansen pour remplacer les papiers d'identité, passeport Nansen, Conférences de Genève (1922 et 1926), **53**, 358 et s.; situation des apatrides devant la Conférence de Genève de 1927, **53**, 360; extension des Arrangements aux réfugiés assyriens, assyro-chaldéens et turcs, **53**, 362; Convention de Genève relative au statut des réfugiés (28 octobre 1933), **53**, 362; débats sur les apatrides à la Conférence de codification du droit international, **53**, 364; les réfugiés provenant d'Allemagne, leur situation examinée par le Conseil d'administration de la Société des Nations, rapports du Haut-Commissaire (1934 et 1935), **53**, 365 et s.; résolution rela-

tive aux réfugiés prise par l'Union internationale des Associations pour la Société des Nations, **53**, 369; assistance aux indigents, **53**, 370; droit privé, **53**, 370.

V. *Conférences de droit international privé. Nationalité.*

Appellation d'origine.

Protection internationale de la propriété industrielle (V. *Propriété industrielle*, **39**, 357). Appellations d'origine et répression de la concurrence déloyale, **39**, 513 et s.; noms et appellations d'origine, **39**, 513 et s.; valeur de l'appellation d'origine, **39**, 513 et s.; nature juridique du nom d'origine, **39**, 514; le nom d'origine dans la vie économique, **39**, 515; protection du nom d'origine par la Convention de Paris, **39**, 517; l'article 10 base de protection des noms contre toute fausse indication de provenance, **39**, 517; discussions à la Conférence de La Haye, propositions française et anglaise, **39**, 518 et s.; propositions de notifications de l'article 10 à la Conférence de Londres, **39**, 521; Arrangement de Madrid, **39**, 522 et s.; principe de l'Arrangement de Madrid, **39**, 523; réserve de l'article 4 (appellations génériques), **39**, 525; propositions à Londres de modifier l'article 4, **39**, 526; protection selon les traités, **39**, 528; protection des traités de paix, **39**, 528; exemple des traités passés par la France, **39**, 529; mesures de droit interne, multiplications depuis la guerre de 1914 des mesures de droit interne destinées à protéger les appellations d'origine, **39**, 533 et s. (V. *Concurrence déloyale*, **39**, 536.)

V. *Agriculture.*

Arabes. — V. *Europe orientale.*

Arbitrage. — V. *Conflit de lois.*

Arbitrage international.

Le protocole de Genève (V. *Protocole de Genève*, **7**, 5 et s.). Question de l'arbitrage, **7**, 26; compétence de la Cour de justice internationale limitée à certains différends, **7**, 27; la nouvelle juridiction arbitrale; **7**, 55; litiges d'ordre politique, difficulté de les résoudre, **7**, 56; médiation et arbitrage, **7**, 57 et s.; le tribunal arbitral du premier degré, sa constitution et sa compétence, **7**, 60; consultation de la Cour permanente sur la demande d'une partie, **7**, 62; décision unanime du Conseil et arbitrage du second degré, **7**, 66; l'appel à l'Assemblée, **7**, 68; exécution des sentences, **7**, 69; arbitrage international ou justice internationale, **7**, 69; le droit de dénonciation, **7**, 71; Protocole de Genève et Cour permanente ne jugent pas d'après les mêmes principes, **7**, 73, essai de perfectionnement de la juridiction arbitrale « classique », **7**, 76; litiges non soumis au nouveau système d'arbitrage, **7**, 78 et s. (V. *Arbitrage obligatoire*, **7**, 23 et s.)

Solidarité internationale dans l'Amérique latine (V. *Solidarité internationale*, **8**, 207). Arbitrage obligatoire (V. *Arbitrage obligatoire*, **8**, 313).

La justice pénale internationale (V. *Justice pénale internationale*, **10**, 227 et s.). Arbitrage international, **10**, 261; l'expérience sociale, **10**, 262; l'expérience historique, échec des trois propositions de conférences qui ont précédé la guerre de 1914, Cour permanente d'arbitrage non sollicitée, **10**, 264; des bons offices à la médiation, **10**, 265; de la médiation à l'arbitrage, **10**, 267; histoire de l'arbitrage international, **10**, 268; son apologie, **10**,

269; conférences et congrès internationaux, **10**, 270; option entre l'arbitrage et l'examen du conflit, **10**, 271.

Histoire de la doctrine pacifique et de son influence sur le droit international (V. *Doctrine pacifique*, **13**, 175 et s.). Doctrine de Pierre Dubois, projet détaillé d'arbitrage international, **13**, 208; cas d'arbitrage à la fin du moyen âge, **13**, 213; traité du 11 mars 1517 entre l'empereur d'Autriche et les rois de France et d'Espagne, aucune stipulation d'arbitrage dans ce traité, **13**, 215; Emeric Crucé, sa doctrine de l'arbitrage, **13**, 235 (V. *Droit international*); arbitrage et clauses compromissoires entre Etats à l'époque de l'absolutisme, **13**, 334; arbitrages anglo-américains au début du XIX^e^ siècle, **13**, 362; progrès importants de l'arbitrage international, **13**, 383; rôle important des colonies espagnoles dans l'histoire de l'arbitrage, **13**, 383; l'arbitrage après le Congrès de Vienne, **13**, 383; traités d'arbitrage américains, **13**, 384; l'affaire de l'Alabama, **13**, 397; motions parlementaires en faveur de l'arbitrage, **13**, 397; statistique de l'arbitrage au cours du XIX^e^ siècle, **13**, 398; Conférences de La Haye, **13**, 404; traités d'arbitrage obligatoire conclus après la première Conférence de la Paix, **13**, 406. (V. *Organisation internationale*, **13**, 200.)

L'arbitrage international en matière privée (V. *Droit international*, **23**, 331 et s.). Droit privé et droit international, **23**, 378; Convention sur l'établissement d'une Cour internationale des prises (V. *Cour internationale des prises*, **23**, 378); Cour de justice centro-américaine reconnaissant le droit d'action individuelle, **23**, 381; abus du droit individuel, **23**, 383; Convention de Washington (1923) tendant à l'établissement d'un tribunal international centro-américain non accessible aux particuliers, **23**, 383; création de tribunaux arbitraux mixtes par les traités de paix, **23**, 383; compétence des tribunaux arbitraux mixtes, **23**, 384 et s.; admission des particuliers devant ces tribunaux, **23**, 387; Commissions mixtes de réclamation, **23**, 387; situation des particuliers devant ces Commissions, **23**, 388 et s.; caractère international de ces juridictions arbitrales, **23**, 390; Convention germano-polonaise du 15 mai 1922 relative à la Haute-Silésie, **23**, 393 et s.; absence de dispositions sur la compétence personnelle, **23**, 395; dispositions relatives à la compétence matérielle, **23**, 395 et s.; création d'une instance arbitrale par la volonté des Etats intéressés, **23**, 398; droit du particulier de demander la désignation d'un arbitre, **23**, 400; cas où les parties (Etats d'une part, particuliers d'autre part) s'accordent pour faire régler leurs différends par un tribunal arbitral, **23**, 402; divers arbitrages européens, **23**, 404 et s.; garanties à prendre dans l'exercice du droit d'action individuelle, **23**, 406 et s.; traités de paix de la Russie soviétique, droits des particuliers en matière privée, réglementation internationale, **23**, 409. Traits distinctifs de l'arbitrage international en matière privée, **23**, 411 et s.; tendance à l'extension de la compétence arbitrale, **23**, 411; classification des litiges internationaux, matière publique et matière privée, **23**, 412; critère supposant la possibilité d'une action indépendante et autonome des particuliers, **23**, 414; critère subjectif, son insuffisance, **23**, 415; Etat agissant en nom propre en vertu des titres de droit privé, **23**, 417; situation de l'Etat

agissant au nom des particuliers en matière privée, **23**, 418; les conflits de qualification, **23**, 421; procédé de l'énumération détaillée des causes à soumettre à la juridiction internationale, **23**, 423; questions spéciales, **23**, 424 et s.; élargissement de la compétence de la Cour permanente de justice internationale quant à l'accès des particuliers, **23**, 424; action individuelle et volonté étatique, **23**, 426 et s.; droits acquis des particuliers au regard de la volonté unilatérale de l'Etat, **23**, 427; retrait du droit d'action individuelle par l'accord des volontés des Etats qui ont créé l'instance internationale, **23**, 429; compétence *ratione personae*, **23**, 431; nationalité de réclamation, **23**, 432 et s.; compétence *ratione materiae*, **23**, 436; cas où le particulier ne peut agir, **23**, 437; cas où la voie de procédure internationale est ouverte aux particuliers, **23**, 438; particuliers dans leurs relations privées avec un Etat étranger, **23**, 439; Etat demandeur à titre de droit privé contre un particulier étranger, **23**, 441; contestations en matière privée entre ressortissants de divers pays, **23**, 442; arbitrage privé spécial de la Chambre de commerce internationale à Paris, **23**, 443; critère proposé : contestations d'ordre privé de caractère international, son insuffisance, **23**, 444; situation spéciale des particuliers dans les procès internationaux, **23**, 447 et s.; récusation des juges, **23**, 447; renonciation à l'instance et à l'action, **23**, 448; les « clauses Calvo », **23**, 450; compétence *ratione ordinis*, **23**, 453; questions de procédure et problème des qualifications, **23**, 453.

Le droit international nouveau (V. *Droit international nouveau*, **31**, 399). Modes pacifiques de solution des différends internanaux, **31**, 528 et s.; de la guerre à la paix, **31**, 528; modes pacifiques de solution : négociations, conférences, commissions internationales d'enquête, action du temps, bons offices, médiation, organisation de commissions de conciliation, arbitrage, **31**, 532 et 533; arbitrage international, **31**, 533; l'arbitrage et les Conférences de la Paix de La Haye, efflorescence de conventions particulières, **31**, 535; l'arbitrage et le Pacte de la Société des Nations, **31**, 537; l'arbitrage et le statut de la Cour permanente de justice internationale, **31**, 538; l'arbitrage et le Protocole de Genève, **31**, 539; l'arbitrage et les Accords de Locarno, **31**, 540; le Pacte de Paris et les modes de solution des différends internationaux, **31**, 542; l'Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux, **31**, 542; traités bilatéraux de conciliation et d'arbitrage, **31**, 547; distinction entre litiges d'ordre juridique et d'ordre politique, **31**, 549; l'appel subsidiaire à l'équité dans les sentences arbitrales, **31**, 551 et s.

Règles générales du droit de la paix. Arbitrage international, **32**, 232 et s., Conventions de la paix de La Haye de 1899, **32**, 232; historique depuis l'Antiquité, **32**, 234; difficulté d'exécution de la sentence, **32**, 235; arbitrage obligatoire, **32**, 236; les deux Conférences de la paix et le Pacte, **32**, 237; Protocole de Genève, **32**, 238.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **35**, 5 et s. *Compétences internationales et étatiques*, **35**, 101 et s.). Règlement pacifique des différends internationaux, **35**, 187 et s.; arbitrage et règlement par la Cour permanente, **35**, 187; diffé-

rends juridiques et différends politiques, **35**, 187; l'arbitrage, en vertu du Pacte, n'est jamais obligatoire, **35**, 191; l'obligation arbitrale, sa source dans une Convention, **35**, 192; efforts du Comité chargé d'établir le statut de la Cour permanente pour rendre obligatoire l'arbitrage dans la plupart des différends juridiques, échec de ces efforts, **35**, 195; effort dans le même sens du Protocole de Genève, son échec, **35**, 196; l'Acte général de Genève, **35**, 198; les Conventions d'arbitrage, **35**, 199 et s.

Organisation actuelle de l'arbitrage international, **36**, 267 et s.; formes de l'arbitrage (la statique de l'arbitrage), **36**, 269; négociations diplomatiques, **36**, 269; la constitution de l'organe d'arbitrage dépend des parties, **36**, 271 et s.; organe composé exclusivement des représentants des parties : Commissions mixtes paritaires sans président, **36**, 271; Commission mixte de réclamations germano-américaine avec un président national, **36**, 273; Commissions mixtes avec présidents temporaires, **36**, 274; Commissions mixtes avec présidents élus au sort alternativement, **36**, 275; organe composé avec le concours d'un tiers sans pleins pouvoirs : Commissions internationales d'enquête, **36**, 276; organes internationaux consultatifs, **36**, 278; organes internationaux de consultation, **36**, 280; organe composé avec le concours d'un tiers et muni de pleins pouvoirs : composition amiable, **36**, 284; arbitrage législatif, **36**, 289; arbitrage judiciaire avec compromis, **36**, 292; arbitrage judiciaire sans compromis, **36**, 297; la constitution de l'organe est indépendante des parties, **36**, 300 et s.; le « Règlement judiciaire » avec juges nationaux, **36**, 302; sans juges nationaux, **36**, 304; sources de l'arbitrage (la génétique de l'arbitrage), **36**, 306 et s.; l'arbitrage isolé, **36**, 307; l'arbitrage institutionnel, **36**, 310 et s.; arbitrage institutionnel limité, **36**, 310 et s.; arbitrage institutionnel général, **36**, 316 et s.; traités généraux d'arbitrage bilatéraux, **36**, 316; traités de conciliation, **36**, 316; traités d'arbitrage *stricto sensu*, **36**, 319; traités instituant le règlement judiciaire, **36**, 321; traités d'arbitrage et de conciliation, **36**, 323; traités conjugués de conciliation, d'arbitrage et (ou) de composition amiable, **36**, 324; traités conjugués de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire et (ou) de composition amiable, **36**, 326; simples claoses d'arbitrage général, **36**, 330; traités généraux d'arbitrage multilatéraux, **36**, 331 et s.; traités d'arbitrage régionaux, **36**, 332, traités d'arbitrages mondiaux, **36**, 337; l'arbitrage au travail (la dynamique de l'arbitrage), **36**, 342 et s.; mise en œuvre des différentes procédures, **36**, 344 et s.; procédure déclenchée par les parties, **36**, 344; demande d'avis consultatif, **36**, 344; demande de conciliation, **36**, 345; demande d'arbitrage et de composition amiable, **36**, 346; procédure mise en mouvement par l'organe même, **36**, 349; compétence de l'organe, **36**, 351 et s.; compétence *ratione personae*, 36, 352; compétence *ratione materiae*, **36**, 355 : litiges d'ordre juridique et d'ordre non juridique, **36**, 355; question des normes (règles de fond), **36**, 357 et s.; les réserves, **36**, 363 et s.; rapport entre la décision arbitrale et le droit interne des parties, **36**, 375 et s.; nécessité d'avancer par degrés pour le développement de l'arbitrage, **36**, 379.

Les origines de l'arbitrage international (antiquité et moyen âge),

42, 5 et s.; Grèce antique, berceau de l'arbitrage international, **42**, 6; l'arbitrage international au moyen âge, **42**, 7; littérature juridique sur l'arbitrage international, **42**, 7 et s. Premiers arbitrages entre Etats, l'Orient ancien et les arbitrages archaïques de l'Hellade à base religieuse, **42**, 11 et s.; pauvreté des arbitrages antérieurs, **42**, 13; origine religieuse de la pratique arbitrale, **42**, 14; arbitrages de l'époque héroïque et mythique de l'Hellade, **42**, 14; ce qu'étaient ces arbitrages, **42**, 15; cas d'arbitrage dans l'Orient ancien, **42**, 16; arbitrage d'un conflit de frontières entre deux Etats-cités de la Mésopotamie, Lagash et Ummea, **42**, 17; différend entre Jacob et Laban, narré dans la Bible, **42**, 18; arbitrages authentiques par des institutions religieuses au sein de la Grèce ancienne, **42**, 19; pratique de l'Amphictyonie de Delphes, **42**, 21. Arbitrage international dans le monde gréco-romain, **42**, 24 et s.; communauté juridique des Etats-cités grecques et l'éclosion intermunicipale, **42**, 24 et s.; les juges, la procédure arbitrale, **42**, 43; publication et exécution de l'arrêt de l'arbitre, **42**, 45; rôle de Rome dans le développement de l'arbitrage international, **42**, 47 et .; non-utilisation par Rome de la procédure d'arbitrage, **42**, 47; l'arbitrage venu de Grèce se transmet à la nouvelle Europe romano-germanique, **42**, 52; Convention d'arbitrage entre Sardes et Ephèse, **42**, 53; arbitrage privé des Romains source de l'arbitrage international moderne, **42**, 55. Développement de l'arbitrage international au moyen âge, **42**, 57 et s.; les conditions sociales décisives pour le transfert privé dans le domaine du droit public et international, **42**, 57 et s.; transfert de l'arbitrage privé dans le domaine du droit public, **42**, 59 et s.; influence de la pratique arbitrale au sein de l'Eglise catholique romaine, **42**, 60; de l'arbitrage au sein des communes municipales, **42**, 62; de l'arbitrage au sein de la société féodale, **42**, 64; pratique arbitrale dans l'Europe orientale, **42**, 67 et s.; l'arbitrage en Russie, à quoi il se réduit, **42**, 69; projet de création d'un tribunal arbitral permanent par Romain de Halitch, échec de ce projet, **42**, 71; essai d'arbitrage interprincier, **42**, 72; tableau général des progrès de l'arbitrage international dans le monde romano-germanique du moyen âge, **42**, 74 et s.; arbitrage des papes, **42**, 74; arbitrages entre entités politiques mi-souveraines, **42**, 76; arbitrage entre Etats souverains, nombreux exemples, **42**, 77 et s.; essai d'analyse juridique des arbitrages internationaux au moyen âge, **42**, 86 et s.; analyse du compromis d'arbitrage, ses éléments essentiels, sa forme, **42**, 87; fonctions judiciaires de l'arbitre, **42**, 88; droit appliqué par l'arbitre, **42**, 91; personne des arbitres, sa grande variété, **42**, 94; arbitrage par commissions arbitrales, cas du partage des voix (majorité, sur-arbitre, tirage au sort), **42**, 96; forme de l'arrêt ou de la sentence arbitrale, **42**, 99; exécution des sentences, **42**, 99; garanties et sanctions morales des obligations internationales, **42**, 100; sanctions matérielles, **42**, 101; garanties des tierces Puissances ou personnes, **42**, 101; clause compromissoire et germes de l'arbitrage permanent, **42**, 102.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **46**, 331 et s.). Evolution de la juridiction arbitrale, **46**, 551 et s.;

origines sociologiques, **46**, 551; arbitrage international, **46**, 553; définition de La Haye : arbitrage juridictionnel, **46**, 555; arbitrage diplomatique et arbitrage juridique, **46**, 556; l'état du droit à La Haye, **46**, 556; l'arbitrage obligatoire, **46**, 558; traités Bryan, **46**, 558; obstacles à la juridiction arbitrale, **46**, 559; arbitrage et droit interne, **46**, 561; querelle du politique et du juridique, **46**, 562 et s.; solutions du droit constructif interne, **46**, 561; arbitrage réglementaire, **46**, 563; litiges internationaux : la contestation de droit, **46**, 564; le *non liquet* ou déni de justice, **46**, 565; conflit politique ou méconnaissance de la compétence : arbitrage d'équité, **46**, 566; pratique arbitrale, **46**, 567; arbitrage dans le Pacte de la Société des Nations, **46**, 569 et s.; Locarno, **46**, 572; Pacte de Paris, **46**, 573; effort vers la juridiction institutionnelle, Cour permanente de justice internationale, **46**, 573 et s.; arbitrage et juridiction, **46**, 574; Cour permanente de justice internationale, **46**, 575; compétence interprétative de la Cour, **46**, 577; compétence facultative et compétence obligatoire, **46**, 578 et s.; clause dite « optionnelle », **46**, 579; avis consultatifs, **46**, 579; force obligatoire des avis, **46**, 582; règlement de la Cour et les avis, **46**, 583; refus d'avis, la juridiction obligatoire et la fonction judiciaire, **46**, 584; procédure de demande d'avis et attitude des Etats-Unis, **46**, 586; pouvoirs de la « magistrature internationale », **46**, 587 et s.; l'intervention, **46**, 587; chose jugée, **46**, 588; révision, mesures conservatoires, **46**, 589; Acte général et juridiction, **46**, 590 et s.; préliminaires de conciliation, **46**, 590; juridiction, **46**, 592; réserves, progrès techniques, **46**, 594; vers les solutions d'autorité, **46**, 595; solutions autoritaires et le néo-arbitrage, **46**, 596; article XV du Pacte, **46**, 597; portée du paragraphe 6, **46**, 597; exception du paragraphe 8, **46**, 599; Protocole de Genève, **46**, 600; jugement en équité, **46**, 603. Conseil arbitre, **46**, 604 et s.; conseils de médiation, **46**, 605; traités particuliers, **46**, 606 et s.; Cour permanente, tribunal des conflits, **46**, 607; politique des gouvernements, **46**, 609; Acte général et néo-arbitrage, **46**, 610 et s.; l'article 28, **46**, 611; solution législative des litiges, **46**, 615 et s.; conciliation, **46**, 615; amiable composition, **46**, 616; le superlégislateur, **46**, 617.

Voies de recours contre les sentences arbitrales, **52**, 5 et s.; historique de l'arbitrage, **52**, 7; au cours du XIX^e^ siècle, l'institution devient régulière, **52**, 8; projet de Règlement (1874) à l'Institut de droit international, **52**, 9; projet russe à la Première Conférence de la Paix (1899), **52**, 9; les Conférences de la Paix (1899 et 1907), **52**, 10; après la guerre mondiale, substitution de l'arbitrage institutionnel à l'arbitrage occasionnel, **52**, 12; réserve à laquelle ont recours les Etats engagés dans la voie de l'arbitrage institutionnel (honneur, indépendance, intérêts vitaux), **52**, 12; lutte contre la réserve, tentative de faire accepter l'arbitrage obligatoire, substitution du droit à la réserve, arbitrage devenant l'action d'une justice internationale, **52**, 13; tendance à demander à la justice internationale les décisions tranchant pacifiquement un conflit, **52**, 15; création de la Cour permanente de justice internationale, **52**, 16; impossibilité de séparer les causes justiciables de celles qui ne le sont pas, **52**, 18; réso-

lution de l'Institut de droit international (Grenoble 1922), **52**, 19; méthodes de détermination des cas justiciables de la Cour : définition générale ou énumération, **52**, 20; critique de ces méthodes, **52**, 21; violation par la loi roumaine de réforme agraire, réclamation du Gouvernement hongrois, **52**, 23; Acte général de Genève (septembre 1927), **52**, 25; projet d'instituer auprès de la Cour permanente un recours en révision, **52**, 30; Convention de 1907, article 83, révision possible de la sentence arbitrale, **52**, 31; voies de recours en droit interne, appel, **52**, 32; différence entre le droit interne et le droit international, **52**, 35; cas envisagés : incompétence ou excès de pouvoir de l'arbitre en droit international, **52**, 37; de la question de savoir si la sentence arbitrale internationale est définitive, **52**, 39; proposition du Gouvernement finlandais de conférer à la Cour permanente la qualité d'une instance de « révision » des sentences des tribunaux arbitraux, **52**, 40; délibérations à la première Commission de l'Assemblée de 1929 sur la proposition finlandaise, **52**, 42; Comité de spécialistes, institution de la compétence obligatoire de la Cour permanente pour statuer sur la nullité des sentences arbitrales, **52**, 46; causes de nullité, **52**, 47; rapport du Comité devant le Conseil (septembre 1930), nomination d'une sous-Commission, projet de celle-ci, **52**, 49 et s., cas d'un vice de la sentence, **52**, 52; exécution de la sentence par la Partie condamnée, **52**, 57; affaire Cerutti c. Gouvernement colombien, compromis donnant pleins pouvoirs à l'arbitre, caractère choquant de la sentence, **52**, 58; Affaire de l'*Orinoco Steamship Co.* c. Gouvernement vénézuélien, recours à un nouvel arbitrage d'un commun accord entre parties, **52**, 61 et s.; recours au Conseil de la Société des Nations en vertu de l'article 13, alinéa final du Pacte, **52**, 68 et s.; faiblesse de la justice arbitrale tient à ce qu'elle est un instrument créé *ad hoc* par les Parties, ce sont les Parties qui constituent le Tribunal, **52**, 72; la Cour permanente création d'une grande collectivité d'Etats, **52**, 73; compétence de la Cour à connaître d'un recours pour incompétence ou excès de pouvoir de l'arbitre (article 36 du statut de la Cour), **52**, 75; différends pour interprétation ou application de l'Acte général y compris ceux relatifs à la qualification des litiges et à la portée des réserves sont de la compétence de la Cour, **52**, 78; motifs de recours à prévoir, **52**, 84 et s.; sanction de l'incompétence et de l'excès de pouvoir, **52**, 84; vice essentiel de procédure, **52**, 84; fausse application du droit, **52**, 85; décision du juge international en équité, **52**, 87; excès de pouvoir à raison d'une sentence rendue en équité contre le droit, **52**, 90; excès de pouvoir à raison d'arbitraire dans l'application du droit, **52**, 91; décision sur une question du « domaine réservé », **52**, 92; vices du compromis d'arbitrage, **52**, 95; exception d'incompétence, **52**, 97; première réalisation : Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire entre Luxembourg et Norvège (12 février 1932), **52**, 101.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **54**, 313 et s.). Jurisprudence des Cours permanentes de justice et d'arbitrage international, **54**, 410 et s.; les particuliers ne tirent leurs droits et intérêts que des traités en vigueur et n'ont aucune

capacité juridique internationale, **54**, 410; résultats obtenus, **54**, 413. Rapports directs entre particuliers et instances internationales, **54**, 416 et s.; rapports d'ordre procédural, **54**, 416; accès direct des tribunaux internationaux, **54**, 420 et s.; avantages de l'accès direct, **54**, 424. Juridiction internationale, **54**, 524 et s.; règlement arbitral et judiciaire, **54**, 524; règlement *ex aequo et bono*, **54**, 527; formes de clauses juridictionnelles, **54**, 535; différends d'ordre juridique et d'ordre politique, **54**, 539 et s.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **58**, 5 et s.). Différends interétatiques, **58**, 131 et s.; différend réglé par les Parties ou pour les Parties par un tiers, **58**, 132; solution par les Parties : diplomatie, bons offices, médiation, commissions d'enquête et de conciliation, **58**, 132; solution pour les Parties : arbitrage ou décision judiciaire, **58**, 132; catégories de différends pouvant être tranchés par des moyens juridiques, **58**, 134; l'Acte général de 1928, ses dispositions sur la conciliation, le règlement judiciaire, l'arbitrage, **58**, 136 et s.; interprétation de l'article 28 de l'Acte général ne laissant aucune possibilité de juger *ex aequo et bono*, **58**, 139; cause du peu d'efficacité des Commissions de conciliation, **58**, 140; importance des dispositions de l'Acte relatives aux règlements judiciaires d'arbitrage, comparaison avec les moyens employés à l'intérieur des Etats pour conserver la paix sociale, **58**, 141 et s.; nécessité pour la paix internationale de trouver un organisme remplaçant un gouvernement international, **58**, 144.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **58**, 475 et s.). Procédure de règlement des différends internationaux, **58**, 676 et s.; différends entre les Etats, **58**, 676; cas où un différend entre un Etat et un étranger relève du droit international, **58**, 678; différend entre un Etat et une institution internationale, **58**, 679; différends d'ordre juridique et différends d'ordre politique, **58**, 680; méthodes diverses pour la solution des différends internationaux, **58**, 682; procédure d'arbitrage, **58**, 684.

V. *Amérique latine. Arbitrage obligatoire. Codification du droit international. Conciliation internationale. Conférences de la paix de La Haye. Conférences panaméricaines. Confessions religieuses. Conflits internationaux (Règlement pacifique des). Cour internationale des Prises. Doctrine pacifique. Droit international. Frontières. Médiation. Mer (Haute). Organisation internationale. Protocole de Genève. Solidarité.*

Arbitrage obligatoire.

Le protocole de Genève, le principe de l'arbitrage obligatoire est posé, **7**, 23; extension de la compétence obligatoire de la Cour permanente, **7**, 48; certains litiges exclus de la compétence obligatoire, **7**, 51 et s.; exceptions au système arbitral obligatoire : questions ayant fait l'objet d'une recommandation unanime du Conseil, **7**, 78; inconvénients, **7**, 79; cas où un Etat prend des mesures de guerre d'accord avec le Conseil, **7**, 80; inconvénients, **7**, 81; révision des traités ou modification de l'intégrité territoriale, **7**, 82; exception *in limine litis*, **7**, 84; exceptions relatives à la compétence exclusive des Etats, **7**, 86; possibilité d'une guerre, **7**, 87. (V. *Protocole de Genève*, **7**, 5 et s.)

Solidarité internationale dans l'Amérique latine, nombreuses conventions d'arbitrage obligatoires conclues après la deuxième Conférence de la paix (1907), **8**, 313; Constitution des Républiques sud-américaines obligent à recourir à l'arbitrage en cas de différends, **8**, 314 et s.; Commissions internationales d'enquête, **8**, 319; Cour de justice centro-américaine, **8**, 320. (V. *Société des Nations*, **8**, 323 et s. *Cour de ustice centre-américaine*, **8**, 320. *Conférences panaméricaines*, **8**, 252.)

Les progrès de l'arbitrage obligatoire depuis la création de la Société des Nations, **25**, 237 et s. Sens des mots arbitrage et obligatoire, **25**, 238; le caractère obligatoire de l'arbitrage est une question de procédure, **25**, 239. Historique de l'arbitrage obligatoire, **25**, 241 et s.; l'arbitrage obligatoire avant la guerre mondiale, les deux Conférences de la Paix (1899 et 1907), **25**, 21 et s.; la Convention Drago-Porter, **25**, 243; la nouvelle situation créée par la Société des Nations, **25**, 245 et s.; création par le Pacte d'une obligation alternative, **25**, 245; création de la Cour permanente de justice internationale, **25**, 246; l'arbitrage obligatoire dans le cadre de la Société des Nations, **25**, 248 et s.; tentatives des Etats neutres, **25**, 248; l'arbitrage obligatoire lors de l'élaboration du statut de la Cour permanente, **25**, 248; III^e^ Assemblée (procédure de conciliation), **25**, 250; IV^e^ et V^e^ Assemblées (Protocole de Genève), **25**, 250; V^e^ Assemblée (Accords de Locarno), **25**, 252; VII^e^, VIII^e^, IX^e^ Assemblées (Acte général, trois modèles de Convention), **25**, 254; l'arbitrage obligatoire en vertu de traités particuliers, **25**, 256 et s.; accords classés selon l'année de la signature, **25**, 256; Etats participants, **25**, 258; valeur pratique des engagements, **25**, 259; traités instituant l'arbitrage obligatoire, les différents types, **25**, 261. Extension de l'arbitrage, **25**, 263 et s.; les deux catégories de conflits internationaux (essai d'une théorie des conflits internationaux), **25**, 264 et s.; les conflits de nature juridique et de nature politique, distinction fondamentale, **25**, 264; classification des conflits, sa difficulté, **25**, 265 et 266; l'arbitrage n'est qu'un rouage de l'organisation internationale, **25**, 267; les trois fonctions de l'Etat, **25**, 268; la fonction législative par rapport aux situations juridiques générales, **25**, 270; la fonction législative par rapport aux matières réglées ou non par le droit international, **25**, 271; cas célèbres dans l'histoire de l'arbitrage, **25**, 273; les différends d'ordre juridique d'après le statut de la Cour permanente de justice internationale, **52**, 279 et s.; caractère essentiellement juridique des fonctions de la Cour permanente, **25**, 279; compétence de la Cour art. 13, al. 2 du Pacte, **25**, 282; article 36 du Statut de la Cour, **52**, 282; limitations à la juridiction obligatoire de la Cour, **25**, 285; situation de la Cour en présence d'un différend de caractère juridique ou politique, **25**, 287; caractère strictement juridique de la Cour, **25**, 289; analogie entre le droit international et le droit interne, **25**, 291; extension de l'arbitrage d'après les traités soumettant à l'arbitrage obligatoire les différends d'ordre juridique, **25**, 293 et s.; traités du type franco-britannique de 1903, **25**, 293; traités employant la formule de l'article 36 du Statut, **25**, 295; les réserves du traité germano-suisse, **25**, 296; traités employant la formule de Locarno, **25**,

298; extension de l'arbitrage d'après les traités soumettant à l'arbitrage obligatoire tous les différends, **25**, 300; les traités contenant des réserves, **25**, 301 et s.; traités instituant l'arbitrage obligatoire sans conditions ni réserves, **25**, 307; distinction entre conflits juridiques et politiques, **25**, 308; action du Conseil après le jugement, **25**, 310; projet d'une Cour de conflits, **25**, 312. Organisation de l'arbitrage, **25**, 313 et s.; organismes appelés à trancher les conflits, **25**, 313 et s.; création de la Cour permanente de justice internationale, **25**, 313; organisation, **25**, 313; compétence, **25**, 316; les tribunaux arbitraux, **25**, 317; leur composition, **25**, 317; leur tâche : compléter la juridiction de la Cour, **25**, 319; le Conseil de la Société des Nations, son rôle d'après l'article 15 du Pacte, **25**, 322; son rôle d'après le Protocole de Genève, **25**, 322; le Conseil investi de l'arbitrage politique, **25**, 324; fonction quasi-législative du Conseil, **25**, 325; séparation des pouvoirs dans l'exercice de la fonction arbitrale, **25**, 326; peu de confiance dans l'intervention du Conseil, **25**, 327; le droit applicable, **25**, 328 et s.; règles que doit appliquer le tribunal arbitral, **25**, 328; règles pour les différends d'ordre juridique, **25**, 329; le fond de la décision pour les différends d'ordre politique, **25**, 333; sens de l'expression *ex aequo et bono* de l'article 38 du Statut de la Cour, **25**, 335; son obscurité, son peu de précision, **25**, 336; les divers cas relatifs à l'étendue du pouvoir du juge, **25**, 336; conflits d'ordre juridique devant la Cour, conflits d'ordre politique devant un tribunal arbitral, distinction quant au fond de la sentence, **25**, 339; fonctionnement de l'arbitrage, **25**, 343 et s.; conditions pour qu'il y ait arbitrage obligatoire, **25**, 343; systèmes des Conférences de La Haye, **25**, 343; intervention d'une Commission de conciliation, **25**, 344; comment saisir la Cour ?, **25**, 345; les deux procédures que font naître les traités particuliers d'arbitrage, **25**, 346; procédure, **25**, 347; procédure par défaut, **25**, 348; révision de la sentence, **25**, 348; effet de la sentence sur les Etats-tiers, **25**, 348; mesures conservatoires, **25**, 349; conduite des parties pendant la procédure, **25**, 350; les parties devant la Cour, **25**, 350; caractère obligatoire de la décision de la Cour qui doit être exécutée de bonne foi (art. 13 du Pacte), **25**, 351; relations entre l'arbitrage et la Société des Nations (art. 12, 13, 15 et 21 du Pacte), **25**, 352; exécution des sentences, **25**, 354.

V. *Acte général de Genève. Conférence de la Paix de La Haye. Guerre. Solidarité.*

Arbitrage privé.

L'ARBITRAGE PRIVÉ DANS LES RAPPORTS INTERNATIONAUX, **51**, 291 et s. Théories générales, **51**, 291 et s.; arbitrage et problème des qualifications, **51**, 291 et s.; valeur des nouvelles tendances en faveur de l'arbitrage, **51**, 291; les deux courants favorable et contraire à l'arbitrage en droit interne et en droit international, **51**, 292 et s.; la tendance favorable a prévalu, **51**, 293; Protocole de Genève (24 septembre 1923) et Convention de Genève (26 septembre 1927), **51**, 293; opposition entre les conceptions de la nature de l'arbitrage, **51**, 295; caractère doctrinal des divergences sur la nature de l'arbitrage, **51**, 297; arguments à l'appui de la thèse (erronée) du caractère juridictionnel de l'arbitrage,

critique de ces arguments, **51**, 299; prétendue distinction entre activités publiques et privées, **51**, 300; les arbitres ne sont pas comparables à des organes de l'Etat, **51**, 302; ils ne sont pas personnes privées exerçant une fonction publique, **51**, 303; la sentence n'est pas œuvre commune des arbitres et des juges, **51**, 305; argument de la possibilité de recours contre une sentence arbitrale mais qui n'implique pas qu'elle soit un jugement, **51**, 308 et 309; argument de la force exécutoire accordée à la sentence comme à une décision de justice, **51**, 309; les arbitrages forcés en droit interne et en droit international, **51**, 312. Loi d'après laquelle il faut juger la liberté pour les parties de recourir à l'arbitrage, **51**, 318 et s.; loi d'après laquelle on détermine si les Parties pouvaient recourir à l'arbitrage et si le compromis était possible pour tel ou tel autre litige, **51**, 319; compétence de la *lex fori* déterminant les litiges dont doivent, peuvent ou ne peuvent pas être saisis des juges nationaux, **51**, 320; doctrine de M. Anzilotti partisan de la nature contractuelle de l'arbitrage; **51**, 322; domaine distinct des arbitres et des juges, **51**, 324; le juge n'intervient que si les Parties ne s'accordent pas, **51**, 325; l'arbitrage témoigne de l'accord des Parties sur le point de savoir quelles personnes trancheront le litige, **51**, 325; l'arbitrage n'enlève rien à la compétence de l'autorité judiciaire, **51**, 325; de même, le compromis n'ôte rien à la compétence des organes judiciaires, **51**, 327; question de savoir si les Parties peuvent indifféremment recourir à un arbitrage national ou étranger, **51**, 328; loi compétente pour juger de la liberté des Parties de recourir à l'arbitrage, **51**, 330. Loi qui régit le compromis, le rapport entre les Parties et les arbitres, la procédure et la sentence arbitrale, **51**, 334 et s.; actes juridiques composant l'arbitrage : compromis, contrat, actes des arbitres et sentence, **51**, 334 et 335; liens entre les actes n'entraînent pas pour eux l'application de la même loi, **51**, 336; lois applicables pour les divers actes, **51**, 336; loi compétente pour régler le fond des actes composant l'arbitrage leur est commune, les actes étant, quant à leur forme, régis par des lois différentes, **51**, 338; théorie admettant la loi du lieu où les arbitres opèrent, **51**, 342; théorie qui soumet l'arbitrage, exercé par une institution permanente, à la loi de cette institution, **51**, 348; le compromis et tout l'arbitrage régis par la loi compétente à régler les contrats, **51**, 349; limites à l'autonomie de la volonté, **51**, 350; interprétation de la volonté des Parties, **51**, 353. Loi d'après laquelle il faut déterminer les pouvoirs des juges et les autorités judiciaires compétentes pour les exercer, **51**, 356 et s.; c'est la même loi que celle qui règle le compromis et la procédure arbitrale, **51**, 356; les formes d'intervention de l'autorité judiciaire sont déterminées par la loi d'arbitrage, intervention réservée aux autorités judiciaires dont les lois régissent l'arbitrage, **51**, 358. Sentence arbitrale étrangère : sa définition, ses effets, son exécution, **51**, 360 et s.; nationalité d'un acte juridique, d'une sentence, **51**, 360; nationalité des sentences arbitrales, **51**, 361; question de savoir s'il y a lieu de distinguer entre l'arbitrage national et étranger, **51**, 363; exécution des sentences arbitrales étrangères, **51**, 365; distinction

entre effets de droit civil et de procédure, **51**, 366; possibilité dans certains cas d'exécuter la sentence arbitrale étrangère aux mêmes conditions dans les mêmes formes que la sentence nationale, **51**, 370; action en nullité de la sentence ou du compromis, **51**, 373. Arbitrage privé dans les Conventions internationales, **51**, 377 et s.; Conventions particulières, **51**, 377 et s. Protocole de Genève (24 septembre 1923), **51**, 381 et s.; arbitrages que concerne la Convention, **51**, 382; objet du compromis d'arbitrage, **51**, 386; reconnaissance du compromis indépendamment du lieu de l'arbitrage, **51**, 387; loi déterminant la validité du compromis, **51**, 388; Convention de Genève (26 septembre 1927), **51**, 391 et s.; question de la reconnaissance à l'étranger des sentences arbitrales, **51**, 391; Convention liée au Protocole de 1923, **51**, 392; conditions pour que la Convention soit applicable à une sentence arbitrale, **51**, 392 et s.; conditions différentes de celles des sentences arbitrales nationales pour reconnaître les arbitrages étrangers, **51**, 395; loi applicable à l'arbitrage ressort de la Convention, **51**, 396; régularité de la procédure arbitrale au point de vue du compromis et de la volonté des Parties, **51**, 397; reconnaissance et exécution de la sentence conforme à l'ordre public, **51**, 398; nécessité d'un développement des conventions générales, **51**, 400.

Argent. — V. *Assistance financière. Code des prisonniers de guerre.*

Armateur. — V. *Trusts et cartels internationaux.*

Armée. — V. *Désarmement.*

Arme chimique. — V. *Guerre chimique.*

Arméniens. — V. *Apatrides.*

Armes-Armements. — V. *Banque des Règlements internationaux. Conférences panaméricaines. Désarmement. Guerre chimique. Liberté du commerce. Pacte de la Société des Nations. Protocole de Genève. Représailles.*

Armes empoisonnées. — V. *Représailles.*

Arrangement d'Athènes (1859). — V. *Emprunts publics d'Etat.*

Arrangement de Karlsbad (1895). — V. *Contrôles financiers internationaux.*

Arrangement de Madrid (1891). — V. *Agriculture. Appellations d'origine.*

Arrangement franco-italien (1905). — V. *Missions catholiques.*

Arrestation d'agents diplomatiques. — V. *Immunités diplomatiques.*

Arts.

Coopération intellectuelle internationale (V. *Coopération intellectuelle*, **9**, 311). L'art au point de vue des relations internationales, intérêt international de sa diffusion, **9**, 392; développement de sa faculté créatrice, sa nécessité chez tous les peuples, **9**, 393; influence de la crise économique sur la qualité de la production artistique, nécessité de la défendre, **9**, 395; protection des artistes et des œuvres, loi française de 1920 sur le droit de suite, **9**, 397; nécessité de développer le sens artistique dans le peuple, de le diffuser, **9**, 399 (V. *Sciences*, **9**, 326).

V. *Œuvres littéraires et artistiques.*

Asile (droit d').

Condition juridique des navires de commerce (V. *Navire de commerce*, **10**, 5 et s. Droit d'asile, **10**, 170 et s.; fiction d'exterritorialité inapplicable aux navires marchands exclus par suite du droit d'asile, **10**, 171; leurs obligations dans les ports étrangers, **10**,

172; cas des réfugiés politiques à bord des navires de commerce étrangers, **10**, 173 et s.; délinquants de droit commun, différence avec les réfugiés politiques, **10**, 174.

Les immunités diplomatiques (V. *Immunités diplomatiques*, **12**, 119); droit d'asile, **12**, 214; réception admise des réfugiés politiques dans les ambassades et légations étrangères de l'Amérique latine, **12**, 217; traités de la Perse limitant le droit d'asile, **12**, 219.

V. *Agents diplomatiques. Crimes et délits internationaux. Exterritorialité. Jugements répressifs étrangers. Nationalité. Ports maritimes.*

Assiette de l'impôt. — V. *Impôt.*

Assignat. — V. *Monnaie.*

Assignation « sub poena ». — V. *Compétence.*

Assignation de recettes. — V. *Emprunt public d'Etat.*

Assignation « Writ ». — V. *Compétence judiciaire.*

Assistance. — V. *Apatrides. Emigration.*

Assistance et sauvetage en mer. — V. *Navire de commerce.*

Assistance financière.

Convention pour l'assistance financière aux Etats victimes d'agression, **34**, 81 et s. Projet de Convention, **34**, 81; le projet, comme tout droit, se base sur les faits, plus particulièrement sur l'argent, **34**, 82; rapports de l'argent avec la question de la guerre, **34**, 83 et s.; projet de Convention pour mettre la puissance de l'argent au service du droit, **34**, 85; le projet a sa source dans la recherche, pour les obligations du Pacte, d'une sanction efficace, **34**, 86; sens du mot sanction, **34**, 87 et s. Origines et importance du projet de convention, **34**, 90 et s.; origines du projet : situation des petits Etats ayant désarmé devant une agression, nécessité de se procurer du matériel de guerre, **34**, 90; étude à la Société des Nations d'un plan mutuel d'assistance financière pour un Etat victime d'agression, **34**, 90; rôle du Comité financier de la Société des Nations, **34**, 91; projet de Convention, hostilité de l'Angleterre, **34**, 93; effets financiers et économiques, valeur du prêt, **34**, 95; effets politiques, **34**, 97. Analyse du texte du projet : Préambule (cas où la Convention est applicable), **34**, 99; art. 1er (mise en œuvre en cas de recours à la guerre), **34**, 100; droit de la partie lésée à l'assistance financière, **34**, 101; art. 2 (cas où la guerre n'a pas éclaté, assistance financière facultative), **34**, 102 et s.; art. 3 (forme de l'assistance financière), **34**, 105; art. 4 (service d'un emprunt), **34**, 106; art. 5 (amortissement), **34**, 106; art. 6 et 7 (garanties), **34**, 106 et s.; art. 8 à 12 (garanties spéciales), **34**, 111 et s.; art. 13 (« Trustees » ou « Commissaires-fiduciaires »), **34**, 115; art. 14 (autorisation des emprunts), **34**, 117 et s.; art. 15 (émission des emprunts autorisés, **34**, 120 et s.; art. 16 (réglant le dépôt de bons), **34**, 122; forme des bons de garantie, **34**, 123; art. 17 à 21 (mécanisme des garanties), **34**, 124 et s.; art. 22 (compétence arbitrale), **34**, 128; art. 23 (garanties offertes par Etats non-membres de la Société), **34**, 128; art. 24 à 29 (priorité de l'article 16 du Pacte), **34**, 129 et s.; art. 30 à 36 (clauses finales, faculté d'adhésion, condition de réduction des armements suspensive de l'entrée en vigueur, durée de la Convention, son enregistrement), **34**, 133 et s. Considérations générales, **34**, 136 et s.; l'individu en droit international, il n'en est pas sujet, consé-

quence : porteur de titres d'un emprunt ayant un différend avec l'Etat emprunteur, **34**, 137; la neutralité, dispositions de la Convention non conciliables avec la neutralité, **34**, 139 et s.; sanctions, **34**, 145 et s.; premier exemple d'une sanction automatique, **34**, 145; texte de la Convention, **34**, 149 et s.

V. *Double imposition.*

Assistance fiscale. — V. *Double imposition.*

Assistance judiciaire. — V. *Assistance juridique internationale.*

Assistance juridique internationale.

La justice pénale internationale (V. *Justice pénale internationale*, **10**, 227). Assistance juridique internationale, **10**, 228; devoirs d'assistance mutuelle en droit international, **10**, 229; devoirs d'humanité, **10**, 230; devoirs d'assistance judiciaire, **10**, 231; vie juridique, politique et administrative internationale, **10**, 231 et s.; la justice internationale, son impuissance, **10**, 234 et 235; existence juridique, vie juridique et politique supranationale, **10**, 236 et s.; Assemblée et Conseil de la Société des Nations, **10**, 239; l'administration et la justice supranationales, **10**, 239.

Assistance mutuelle. — V. *Zones militarisées.*

Association. — V. *Coopération intellectuelle.*

Association d'Etats. — V. *Unions d'Etats. Unions internationales.*

Association internationale de droit pénal. — V. *Justice pénale internationale.*

Association internationale pour la protection légale des travailleurs. — V. *Cour permanente de justice internationale. Organisation internationale du travail.*

Association littéraire et artistique internationale. — V. *Œuvres littéraires et artistiques.*

Associé. — V. *Droit international privé* (Etats-Unis).

Assurances.

Droit international des assurances, **19**, 5 et s. L'assurance privée en droit international, **19**, 9; notion d'assurance, **19**, 10; besoin d'assurance, **19**, 12; définition de l'assurance, **19**, 14; le risque, **19**, 17; la prime, **19**, 17; la prestation, **19**, 18; compensation des risques, **19**, 19; division de l'assurance, **19**, 20 et s.; droit de l'assurance, **19**, 28; règle de droit, **19**, 29; fondement du droit international, **19**, 34; constitution du droit international, **19**, 38; la règle *pacta sunt servanda* et la communauté des Etats, **19**, 40; la même règle et l'Etat, **19**, 40; droit international et droit interne, **19**, 42; le droit international des assurances, **19**, 44 (V. *Assurances sociales*, **19**, 8. *Assurance-accidents*, **19**, 104. *Assurance-invalidité-vieillesse*, **19**, 97. *Assurance-maladie*, **19**, 93. *Assurance-maternité*, **19**, 97); l'assurance privée en droit international, **19**, 117; droit de l'assurance privée, **19**, 119; forme juridique de l'assurance, **19**, 119; contrôle de l'Etat, **19**, 123; lois sur le contrat d'assurance, **19**, 125; problèmes juridiques d'ordre international de l'assurance privée, **19**, 128; détermination dans l'espace des lois d'assurance privée, **19**, 130; conflits de lois en matière de contrat d'assurance, **19**, 130; limites territoriales du contrôle de l'Etat, **19**, 133; condition légale des sociétés étrangères d'assurance, législation comparée, **19**, 136 et s.

Assurance-accidents.

Le droit international des assurances (V. *Assurances*, **19**, 5 et s.). Assurance-accidents, convention concernant la réparation des

accidents du travail, **19**, 104; convention concernant la réparation des accidents du travail dans l'agriculture, **19**, 106; convention sur la réparation des maladies professionnelles, **19**, 107; convention relative à l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail, **19**, 109; conventions bilatérales, **19**, 110.

Assurance des marins. — V. *Accidents du travail.*

Assurance-invalidité-vieillesse.

Le droit international des assurances (V. *Assurances*, **19**, 5 et s.). Convention générale, **19**, 97; conventions bilatérales, **19**, 99.

Assurance-maladie.

Le droit international des assurances (V. *Assurances*, **19**, 5 et s.); assurance-maladie, convention générale, **19**, 88 et s.; conventions bilatérales, **19**, 93.

Assurance-maternité.

Le droit international des assurances (V. *Assurances*, **19**, 5 et s.); assurance-maternité, conventions générales, **19**, 95 et s.; conventions bilatérales, **19**, 97.

Assurances sociales.

Droit international des assurances sociales, **19**, 8 (V. *Assurances*, **19**, 5 et s.). Le droit international de l'assurance sociale, **19**, 46 et s.; problèmes juridiques internationaux de l'assurance sociale, **19**, 48 et 60; droit comparé de l'assurance sociale, **19**, 49; historique de l'assurance sociale, **19**, 50; technique juridique de l'assurance sociale, **19**, 53; contenu-type de l'assurance sociale, **19**, 54; problèmes provenant de l'inégale détermination des législations nationales, **19**, 60; détermination des lois d'assurance dans l'espace, **19**, 60; détermination des lois d'assurance dans le temps, **19**, 63; détermination des lois d'assurance quant aux personnes visées, **19**, 64; problèmes généraux, **19**, 65; argument de la concurrence internationale, **19**, 66; argument de la paix sociale, **19**, 67; moyens de solution : solution du problème général, **19**, 68; solution des problèmes spéciaux, **19**, 71; sources du droit international de l'assurance sociale, **19**, 75; conventions générales sur l'assurance sociale, **19**, 76; le législateur international, **19**, 77; le fonctionnement du législateur international, **19**, 78; l'application des conventions, **19**, 81; le contrôle international, **19**, 82; la juridiction internationale, **19**, 82; conventions bilatérales sur l'assurance sociale, **19**, 84; le législateur international, **19**, 85; le fonctionnement du législateur international, **19**, 85; l'application des conventions bilatérales, **19**, 86; la juridiction internationale, **19**, 86; les règles du droit international de l'assurance sociale, **19**, 87 et s. (V. *Assurance-maladie*, **19**, 93. *Assurance-maternité*, **19**, 97. *Assurance-invalidité-vieillesse*, **19**, 97. *Assurance-accidents*, **19**, 104.)

Assyriens. — V. *Apatrides.*

Assyro-Chaldéens. — V. *Apatrides.*

Attachés militaires. — V. *Agents diplomatiques et consulaires. Immunités diplomatiques.*

Australie. — V. *Dominions britanniques.*

Autarchie. — V. *Agriculture.*

Auteur. — V. *Droit d'auteur. Œuvres littéraires et artistiques*

Auto-limitation de l'Etat. — V. *Codification du droit international. Droit international.*

Automobile. — V. *Unions internationales.*
Autonomie. — V. *Minorités.*
Autonomie de la volonté.
Théorie de l'autonomie de la volonté, **16**, 5. Sa définition, pouvoir pour les parties de choisir la loi compétente en matière de contrats, **16**, 5; en droit interne, la loi impérative limite les conventions des parties, en droit international, cette loi devient facultative, **16**, 7; historique : avant Dumoulin, **16**, 8; Dumoulin et ses successeurs, **16**, 9; but recherché : extraterritorialité de la loi sur les contrats, **16**, 10; régime des époux sans contrat n'est pas imposé par la loi mais résulte d'une convention tacite, **16**, 10; développement de l'autonomie de la volonté au XIX^e^ siècle, **16**, 12; elle devient une théorie générale dont l'application facilite la solution des conflits de lois en matière de contrat, **16**, 13; réaction contre l'autonomie, **16**, 14. Droit positif actuel, **16**, 17 et s.; la jurisprudence, domaine qu'elle a reconnu à la liberté des conventions, matières exclues de cette liberté, **16**, 17; restrictions : nécessité d'un conflit entre les lois à choisir, **16**, 18; nécessité d'un contrat de pur intérêt privé, **16**, 20; nécessité d'un acte non successoral, **16**, 21; restriction imposée par l'ordre public, **16**, 22; matières non exclues par la jurisprudence de la liberté des conventions, consultation par les tribunaux de la volonté des parties, **16**, 25; jurisprudence du tribunal fédéral suisse contre l'autonomie de la volonté, **16**, 27; matières soumises à la loi choisie par les parties : contrats en général, **16**, 28; régime matrimonial, **16**, 33; cas où la loi choisie par les parties contient des règles impératives, **16**, 34 et s.; détermination de la loi compétente dans le domaine de la liberté des conventions, **16**, 36; les parties ont fait un choix, **16**, 37; elles n'ont fait ni choix expressif, ni choix tacite, contrats ordinaires, **16**, 37; régime matrimonial, **16**, 39; la loi, solutions législatives dans le domaine de la liberté des conventions, **16**, 42 et s.; détermination de la loi compétente dans les limites de l'autonomie, **16**, 47; lois guidant le juge en présence du silence des parties, **16**, 47; lois auxquelles peuvent se référer les parties, **16**, 49; étude critique de la théorie de l'autonomie de la volonté, **16**, 51 et s.; la liberté des conventions ne peut, en droit interne, s'exercer à l'encontre de la loi, **16**, 51; pas plus qu'en droit international, **16**, 52. Lois impératives en droit interne ne le seraient pas, d'après la jurisprudence, en droit international, **16**, 53; l'autonomie de la volonté doit se limiter à son domaine propre, **16**, 55; il n'y a pas, en droit international, d'autonomie de la volonté, mais liberté des conventions, **16**, 57; opinion de l'Institut de droit international (sessions de 1925 et 1927), **16**, 57; le choix de la règle applicable à un contrat est-il une question d'autonomie ?, **16**, 58; cas où les parties ont usé de leur pouvoir, **16**, 58; les parties n'ont pas usé de leur pouvoir, **16**, 61; les contrats en général, **16**, 61; les règles facultatives affectent un véritable caractère impératif, **16**, 65; régime matrimonial des époux mariés sans contrat, **16**, 66 et s.; recherche de la loi compétente en matière impérative, **16**, 70; compétence de la *lex fori*, **16**, 70; loi compétente pour déterminer l'étendue de la liberté des conventions, **16**, 74; problème de la loi unique ou non du contrat, **16**, 75 et s.; loi principale du contrat, **16**, 84;

méthode synthétique : la *lex fori*, **16**, 84; la loi du débiteur, **16**, 85; la *lex loci contractus*, **16**, 87; la *lex loci executionis*, **16**, 89; méthode analytique : système de M. Jitta, **16**, 94 et 95; système de M. Audinet, de M. Caleb, **16**, 96; système de M. Dreyfus, **16**, 98; système de M. Niboyet, **16**, 99 et s.; loi compétente dans les matières facultatives, **16**, 106 et s.

Rôle du droit comparé dans le droit international privé (V. *Droit international* privé, **57**, 577). Autonomie de la volonté des parties en matière contractuelle, **57**, 664 et s.; opposition de la doctrine et de la jurisprudence sur l'autonomie en matière contractuelle dont le principe est universellement admis, **57**, 664; différences de conception du principe, **57**, 665; limitation à la liberté des Parties, **57**, 668; respect de la *lex loci contractus* et de la *lex loci executionis*, **57**, 668; faiblesse de la doctrine de l'autonomie en raison de ses inconvénients pratiques, **57**, 676; législation internationale, utilité du droit comparé, **57**, 677.

V. *Arbitrage privé. Clause-or. Conflits de lois. Domicile. Droit international privé (Allemagne). Droit international privé (Bulgarie). Droit international privé (Espagne). Droit international privé (Grèce). Droit international privé (Italie). Ordre public. Personnalité des lois.*

Autorité de l'Etat. — V. *Droit international.*

Aval. — V. *Effets de commerce.*

Avancement. — V. *Fonctionnaires internationaux.*

Avaries. — V. *Ports maritimes.*

Avis consultatif. — V. *Arbitrage international. Cour permanente de justice internationale.*

Avocat. — V. *Etranger.*

Avortement. — V. *Crimes et délits internationaux.*

B

Baies. — V. *Mer territoriale. Territoire.*

Bail international. — V. *Droit international. Escaut. Territoire douanier.*

Balance des comptes. — V. *Change.*

Baltique. — V. *Détroits. Mer baltique.*

Banditisme. — V. *Crimes et délits internationaux.*

Banque d'émission. — V. *Organisation économique.*

Banque d'Etat. — V. *Contrôles financiers internationaux. Dettes publiques d'Etat.*

Banque des Règlements internationaux.

Problèmes internationaux de l'or (V. *Or*, **37**, 209). Banque des Règlements internationaux et problème de l'or, **37**, 294 et s.; origine de la Banque et extension de ses fonctions, **37**, 294; fonctions qu'on pourrait lui confier, **37**, 295; son action possible sur les mouvements et la répartition de l'or, **37**, 296; variations du taux de l'escompte et mouvement de l'or, **37**, 299; influence de la Banque sur les points de l'or et les fluctuations du change, **37**, 300; activité de la Banque, **37**, 303; développement ultérieur qu'elle pourrait prendre, **37**, 305.

La Banque des Règlements internationaux, **42**, 559 et s. La Banque et les forces économiques internationales, **42**, 359. Nationalisme et internationalisme économiques, **42**, 361 et s.; transformation profonde de l'économie, **42**, 361; intervention de l'Etat dans la

production, la consommation et la distribution des richesses ainsi qu'en matière de crédit et de banque, **42**, 363; création de la Banque des Règlements internationaux en vue des transferts, **42**, 364; importance des facteurs politiques pour les problèmes économiques, **42**, 365; influence de la politique sur la crise mondiale, **42**, 367; deux courants antithétiques parcourent les Etats : nationalisme et internationalisme économiques, **42**, 368; exemple de réaction nationaliste : l'Institut national italien d'assurances-vie, **42**, 368; apparition des institutions économiques internationales, **42**, 370; Institut international d'agriculture de Rome, **42**, 370; Société des Nations, **42**, 372; Bureau international du Travail, **42**, 373; Chambre de commerce internationale, **42**, 374; Banque des Règlements internationaux, **42**, 375; nécessité d'une évolution du processus en cours dans la politique et l'économie quant au nationalisme et à l'internationalisme, **42**, 377; prédominance actuelle du nationalisme, **42**, 378. Tâches de la Banque et son organisation, **42**, 379 et s.; les phases de l'histoire de la Banque, **42**, 379; précédents idéologiques de la Banque, **42**, 380; principaux projets précédents de la Banque, **42**, 383; projets relatifs à la monnaie, **42**, 383; projet Luzzati (1907) de fondation d'une Chambre internationale de compensation, **42**, 383; les projets d'après guerre, **42**, 384; Conférence de Gènes de 1922, **42**, 385, projet adopté de la Banque des Règlements internationaux (1929), **42**, 387; fonctions de « trustee » pour les règlements financiers internationaux, **42**, 387; liaison entre les banques centrales d'émission, **42**, 389; tâche de restaurer l'étalon-or, **42**, 391; tâche de favoriser la coopération des banques centrales, **42**, 391; tâche de contribuer à la stabilisation des conditions financières, **42**, 392; banque correspond à un système financier plutôt qu'à un système politique, **42**, 393; elle n'est pas une superbanque, **42**, 394; ses statuts, son siège à Bâle, **42**, 395; Convention avec la Suisse, **42**, 396; nature juridique de la Banque, **42**, 397. Internationalisme monétaire, **42**, 399 et s.; tâche de reconstitution monétaire, **42**, 399; causes de la crise, **42**, 399; conditions de reprise de la prospérité (solution des réparations, réduction des armements, confiance), **42**, 400; critique des théories essentiellement monétaires, **42**, 400; mauvaise répartition de l'or, **42**, 404; causes fondamentale de la crise, **42**, 405; diminution du pouvoir d'achat, **42**, 407; nécessité de réorganisation économique et de reconstruction monétaire, **42**, 408; rôle de la Banque pour ce redressement, **42**, 409; le but : système monétaire international basé sur l'étalon-d'or, **42**, 409; mesure transitoire : le « gold exchange standard », **42**, 410; soutien des papiers-monnaies par la Banque, **42**, 412; la « clause-or », **42**, 413; surveillance par la Banque du fonctionnement de l'étalon-or, **42**, 417; coordination nécessaire du système monétaire international et des systèmes économique et politique, **42**, 418. Internationalisme financier, **42**, 420 et s.; tâches financières internationales de la Banque, **42**, 420; les opérations financières permises à la Banque, **42**, 422; celles qui ne lui sont pas permises, **42**, 423; interdiction de faire des opérations avec les Gouvernements, **42**, 424; ses opérations sont à court terme, **42**, 425; elle peut créer du crédit et de l'inflation dans le monde, **42**, 428; les placements à moyen et

à long terme, **42**, 430 et s.; son rôle de « trustee » dans les opérations financières internationales, **42**, 436. Activité de la Banque au cours des premiers exercices, **42**, 437 et s.; situation pour les deux premiers exercices, **42**, 438; les trois phases de son activité, **42**, 440; résultats obtenus, **42**, 443; son effort pour résoudre les problèmes d'organisation monétaire, **42**, 445; son activité en matière de crédit, **42**, 446; conséquences du moratoire Hoover, **42**, 447; jugement d'ensemble sur la Banque, **42**, 449.

Banque internationale de crédit agricole. — V. *Agriculture.*

Banqueroute d'Etat. — V. *Intervention. Obligations financières internationales.*

Barrières économiques. — V. *Politique commerciale internationale.*

Bassin du Congo. — V. *Communications internationales.*

« Bast ». — V. *Immunités diplomatiques.*

Bateau de pêche. — V. *Conférence de Genève* (1923).

Belligérance (Reconnaissance de). — V. *Gouvernement de fait.*

Belligérants. — V. *Congrès américain.*

Bénéfice de discussion. — V. *Emprunts publics d'Etat.*

Bénéfice de division. — V. *Emprunts publics d'Etat.*

Bénéfices. — V. *Impôts.*

Bibliothèque. — V. *Sciences.*

Biens. — V. *Droit international privé* (Italie). *Faillite. Impôts. Mandats internationaux.*

Biens de l'Etat. — V. *Morale internationale.*

Biens de mineurs. — V. *Etranger.*

Billets à ordre. — V. *Effets de commerce.*

Billets de banque. — V. *Monnaie.*

« Bill of Exchange Act ». — V. *Effets de commerce.*

Blé. — V. *Agriculture. Organisation économique.*

Blessés militaires. — V. *Conférences de Genève. Croix-Rouge. Prisonniers de guerre.*

Blocus (en général). — V. *Représailles. Traités.*

Blocus de guerre. — V. *Neutralité.*

Blocus économique. — V. *Droit international.*

Blocus maritime. — V. *Abus de droit. Neutralité. Visite (droit de).*

Blocus pacifique. — V. *Droit international. Neutralité.*

Bodin (Jean).

Sa place parmi les fondateurs du droit international, **50**, 549 et s.; sa vraie place, **50**, 549; ce que fut Jean Bodin : comparatiste, internationaliste, **50**, 551; la pensée de Bodin dans les écoles étrangères, **50**, 553; l'école anglaise montre ses notions de la souveraineté, **50**, 553; autres écoles étrangères, **50**, 553 et 554; Bodin non fondateur du droit international, **50**, 554; originalité, force de ses nombreuses idées, **50**, 555. Formation des idées, **50**, 558 et s.; le milieu et le moment, **50**, 558 et s.; influence de l'humanisme de la Renaissance, **50**, 559; le droit universel de Michel de l'Hospital, **50**, 559; action de la Réforme, théorie du tyrannicide, **50**, 561; constitution de l'Etat moderne, Bodin, partisan actif du triomphe du pouvoir central, **50**, 562; Bodin et la découverte de l'Amérique, **50**, 563; Bodin et les conséquences économiques de cette découverte, **50**, 563; biographie, **50**, 564 et s.; formation théologique, son étude de la philosophie aux Carmes de Paris (1544 à 1546), **50**, 567; l'étude du droit international chez Bodin d'après ses connaissances du droit com-

paré dont la technique et celle du droit international se compénètrent, **50**, 567; influence sur Bodin de l'évêque Bouveri, lettré de la Renaissance, imbu d'humanisme, **50**, 568; influence de Bodin sur les Jésuites, **50**, 569; œuvres de Bodin : *Methodus* (1566) (idée du droit universel et du droit comparé), **50**, 571 et 572; les « Six livres de la République » (1576), **50**, 574; *Juris Universis distributio*, **50**, 575; son adhésion à la Ligue, **50**, 577; « Discours sur aucunes parties de l'état de Magistrat » (1590), **50**, 577; *Theatrum Naturae* et *Heptaplomeres*, **50**, 578. Idées fondamentales, **50**, 580 et s.; *lex divina* souvent citée dans l'œuvre de Bodin, **50**, 581; sa référence à la Loi des Hébreux, **50**, 584; retentissement de cette idée dans le domaine du droit international, **50**, 585; analyse de l'ouvrage « Discours sur aucunes parties de l'état de Magistrat », **50**, 586 et s.; l'idée de la souveraineté fonction, pour Bodin, de l'idée des rapports de la Royauté et de la Papauté, **50**, 589; loi de nature et de raison, **50**, 593 et s.; confusion montrée dans son œuvre « La République » des deux « Loys » de Dieu et de nature, **50**, 595; rôle capital de la raison dans la pensée de Bodin, **50**, 597; place du droit des gens, **50**, 598 et s.; justice et droit des gens, **50**, 599; l'explication de la loi salique, la gynécocratie, **50**, 600; la communauté humaine, **50**, 602 et s.; source : la loi mosaïque, **50**, 602; son lien avec le *jus gentium*, **50**, 603; observation par Bodin de l'homme social et physique, **50**, 605; la République universelle, **50**, 606; idées se dégageant de sa « Réponse à M. de Malestroit » (1568), **50**, 607; souveraineté, **50**, 611 et s.; son rapport avec l'ordre international, **50**, 612; sources livresques anciennes de l'idée de souveraineté, **50**, 614; l'idée de puissance absolue qui se dégage, **50**, 615; l'idée de souveraineté de Bodin se dégage de l'influence des juristes français, **50**, 616; des observations et expériences personnelles de Bodin se dégagent surtout ses idées de la souveraineté, **50**, 619; ses conclusions sur la souveraineté, **50**, 623 et s. Applications, **50**, 628 et s.; les droits fondamentaux, **50**, 628 et s.; droit de communication et droit de commerce, **50**, 628 et s.; la liberté, l'esclavage, **50**, 633; anti-esclavagisme, **50**, 634; conditions d'affranchissement des esclaves, **50**, 636; le droit doit faire céder à son pouvoir le monde social, il règne et sur la société étatique et surtout sur la société interétatique, primauté du droit international, **50**, 641; le droit de la paix, **50**, 644 et s.; les traités, **50**, 644 et s.; opposition de Bodin à Machiavel, **50**, 645; conditions que doit remplir un traité, **50**, 647; force obligatoire d'un traité, **50**, 649; source de cette force souveraine d'un traité, **50**, 651; respect, semble-t-il, de la foi jurée, de source religieuse, **50**, 651; les ambassadeurs, **50**, 654 et s.; droits et devoirs des ambassadeurs, **50**, 655 et s.; l'étranger et la nationalité, **50**, 658 et s.; nationalité conservée à qui change de pays, **50**, 659; différences entre l'étranger et le naturel, **50**, 660; condition des étrangers, **50**, 660; droit comparé des étrangers d'après Bodin, **50**, 662; exécution des jugements étrangers, extradition, **50**, 664 et s.; la guerre, **50**, 669 et s.; fondement moral et juridique du droit de la guerre, **50**, 672; problème de l'intervention, **50**, 677; la neutralité, **50**, 680 et s.; la mer, **50**, 684 et s.; solution des conflits, **50**, 688 et s.; l'assistance, **50**, 688; l'arbitrage, **50**, 690.

Place de Bodin, **50**, 694 et s.; son influence sur le développement du droit international, **50**, 694 et s.; succès de son œuvre, France, Suisse, Angleterre, **50**, 695 et s.; influence sur Gentilis, **50**, 699; influence de Bodin, après traductions de ses œuvres, sur les juristes de divers pays, **50**, 704; ses disciples Crucé et Chappuzeau, **50**, 706; son influence par Crucé sur Grotius, **50**, 708; intérêt porté par Grotius à l'œuvre de Bodin, **50**, 712; oppositions entre les deux juristes, **50**, 713 et s.; concordances, **50**, 717; les véritables parentés de Bodin, **50**, 721 et s.; Jean Bodin et Vitoria, **50**, 721 et s.; contraste de vies, **50**, 721; absence commune de toute intention de mise en système, **50**, 723; attitude à l'égard du problème de la souveraineté, **50**, 724; fondement de la communauté humaine, **50**, 726; problème de la guerre, **50**, 729; modernité de Bodin, **50**, 729 et s.; rôle des publicistes français ses contemporains dans le développement du droit international, **50**, 733; appréciation d'ensemble de son œuvre, **50**, 737.

Bolchevisme. — V. *Droit naturel. Missions protestantes.*

« Börde ». — V. *Frontières.*

Bonne foi. — V. *Traités.*

Bons de garantie. — V. *Assistance financière.*

Bons offices. — V. *Arbitrage international. Conférences de la paix. Doctrine pacifique. Médiation.*

Boxers. — V. *Immunités diplomatiques.*

Brevet d'invention.

Protection internationale de la propriété industrielle (V. *Propriété industrielle*, **39**, 357). Vie internationale des brevets d'invention, **39**, 403 et s.; valeur du titre de brevet d'invention en droit international, **39**, 403; notion du concept inventif, **39**, 405; condition de nouveauté, **39**, 407; droit de priorité, **39**, 409 et s.; principe de ce droit, **39**, 409; revendication de ce droit, **39**, 410; des ayants droit, **39**, 412; conditions du droit de priorité, **39**, 413; calcul du délai de priorité, **39**, 415; restitution du droit de priorité, **39**, 419; réserve du droit des tiers, **39**, 420 et s.; historique du droit des tiers, **39**, 420; caractère de ce droit, **39**, 422; le droit des tiers et le traité de paix, **39**, 426; priorités multiples, revendication des priorités multiples, **39**, 428; indépendance des brevets, **39**, 430; obligation d'exploiter, **39**, 433 et s.; ancien régime de l'obligation d'exploiter, **39**, 433 et s.; système de la licence obligatoire, **39**, 434; propositions pour la Conférence de Londres, **39**, 436; délai de grâce et restauration, **39**, 438 et s.; régime de la Conférence de La Haye, **39**, 438; restauration et droit des tiers, **39**, 439; immunité des navires et avions, **39**, 441; transmission des brevets entre vifs et à cause de mort, **39**, 443 et s.; importance des questions de transfert, **39**, 443 et s.; nécessité d'un régime uniforme, **39**, 444; proposition d'un texte international, **39**, 445.

Budget. — V. *Dettes publiques d'Etat.*

Bureau de Berne. — V. *Propriété industrielle. Propriété littéraire et artistique.*

Bureau international du Travail.

Organisation permanente du travail (V. *Travail*, **4**, 69). Le Bureau international du Travail, **4**, 182; son organisation, **4**, 184; direction, **4**, 185; les trois divisions (diplomatique, des recherches,

des relations et renseignements), **4**, 187 et 188; le personnel, **4**, 190; l'organisation financière, **4**, 193; immunités diplomatiques et personnalité civile du Bureau, **4**, 195; les locaux, **4**, 196, rapports avec la Société des Nations, **4**, 198 et s.

V. *Banque des Règlements internationaux. Conférence internationale du travail. Cour permanente de justice internationale. Domaine réservé. Fonctionnaires internationaux. Mandats internationaux.*

Bureaux internationaux. — V. *Coopération intellectuelle. Œuvres littéraires et artistiques. Unions internationales.*

Bustamante. — V. *Code de Bustamante.*

Byzance. — V. *Europe orientale.*

C

Cabarets flottants. — V. *Navire de commerce.*

Câbles sous-marins. — V. *Justice pénale internationale. Mer (Haute). Unions internationales.*

Cabotage. — V. *Conférence de Barcelone. Conférence de Genève (1923). Navires de commerce. Ports maritimes.*

Caisse de la Dette publique ottomane. — V. *Emprunts publics d'Etat.*

Caisse internationale de recherches. — V. *Sciences.*

Camp. — V. *Code des prisonniers de guerre.*

Canada. — V. *Dominions britanniques.*

Canal de Kiel. — V. *Canaux maritimes. Communications internationales. Cour permanente de justice internationale.*

Canal de Panama. — V. *Canaux maritimes. Compétences internationales. Cour permanente de justice internationale.*

Canal de Suez. — V. *Canaux maritimes. Communications internationales. Visite (droit de).*

Canaux maritimes.

Liberté des voies de communication (V. *Voies de communication*, **2**, 129 et s.). Canaux maritimes, **2**, 194; les principes, **2**, 194; canal de Suez, **2**, 196; actes de concession de 1854 et 1856, **2**, 196; opposition du gouvernement britannique, **2**, 197; firman du Sultan de 1866, **2**, 198; attitude de l'Angleterre, occupation de l'Egypte, **2**, 199; Commission internationale de Paris de 1855, **2**, 200; traité de Constantinople de 1888, **2**, 202; réserves britanniques, **2**, 203; Déclaration de Londres, 8 avril 1904, traité de Lausanne du 24 juillet 1923, **2**, 206; canal libre sous le contrôle de l'Angleterre, **2**, 206. Canal de Panama, **2**, 207; traité du 12 décembre 1846 entre la Nouvelle-Grenade et les Etats-Unis et du 19 avril 1850 entre l'Angleterre et les Etats-Unis, **2**, 207; création de la Compagnie universelle du canal de Panama, 31 janvier 1881, **2**, 208; politique américaine, **2**, 209; négociations anglo-américaines, **2**, 210; nouveau traité Hay-Pauncefote du 18 novembre 1901, ses clauses, **2**, 211; traité Hay-Herran du 22 janvier 1903 entre les Etats-Unis et la Colombie, **2**, 213; non-ratification par le Sénat colombien, révolution, proclamation de l'indépendance de la République de Panama, **2**, 214; traité Hay-Buneau-Varilla, le canal libre sous le contrôle des Etats-Unis, **2**, 214; canal ouvert en 1914, **2**, 216. Canal de Kiel, **2**, 217; traité de Versailles, canal libre sous le contrôle de la Cour de justice internationale, **2**, 218.

V. *Droit international.*

Capacité de la femme mariée. — V. *Ordre public.*
Capacité de paiement. — V. *Impôts.*
Capacité des sociétés de commerce étrangères. — V. *Sociétés de commerce.*
Capacité juridique. — V. *Code civil allemand. Conflits de lois. Domicile. Droit international privé* (Etats-Unis et Grèce).
Capital. — V. *Impôt.*
Capitation. — V. *Impôt.*
Capitaine de port. — V. *Navire de commerce. Ports maritimes.*
Capitaux. — V. *Coopération internationale. Double imposition.*
Capitulations.

L'ORGANISATION DES TRIBUNAUX MIXTES D'EGYPTE (V. *Tribunaux mixtes*, **17**, 5 et s.). Capitulations, **17**, 6 et s.; régime capitulaire dans l'Empire ottoman, **17**, 7; son origine, son caractère religieux et utilitaire, **17**, 8; capitulations françaises, accord de 1535 entre François Ier et le sultan Soliman, **17**, 9; capitulations anglaises de 1583, hollandaises de 1612 et autres Etats chrétiens, **17**, 11; capitulations en Egypte, les tribunaux consulaires, **17**, 13; droit coutumier, extension qu'il donne à la compétence des tribunaux consulaires, **17**, 15 et s.; abus et désordre judiciaire, **17**, 17; nécessité d'une réforme judiciaire, **17**, 18.

V. *Droit international. Exterritorialité. Immunités diplomatiques. Mandats internationaux. Missions catholiques. Solidarité. Sources du droit international.*

Captivité. — V. *Prisonniers de guerre.*
Capture.

DROIT DE VISITE ET DE CAPTURE [V. *Visite (droit de)*, **11**, 69] DANS LA GUERRE MARITIME. Capture admise comme légitime, opérée par des bateaux armés par des particuliers (corsaires) en se défendant ou en attaquant, mais propriété ennemie n'est pas transmise au capteur, **11**, 83; exemption de capture, **11**, 119; quand un navire est-il capturé ?, **11**, 142; capture en eaux territoriales, **11**, 142; reprise par l'ancien propriétaire, **11**, 142; condition de validité d'une capture, **11**, 144; moment de la saisie, **11**, 144; terminologie pour désigner la capture d'un navire, **11**, 145; saisie, confiscation, séquestre, **11**, 146 et s.; moment du transfert de propriété vis-à-vis du propriétaire ennemi, **11**, 147; vis-à-vis du propriétaire neutre, **11**, 149; destruction des navires saisis, réglementation de cette destruction, **11**, 151; navire de commerce ennemi et navire neutre, distinction, **11**, 152; navires ennemis, instructions américaines de 1813, **11**, 153; règlement des prises maritimes de l'Institut de droit international, **11**, 154; guerre 1914-1918, **11**, 155 et s.; navires neutres, **11**, 156; guerre russo-japonaise, **11**, 157; IIe Conférence de La Haye, **11**, 157; Conférence de Londres, **11**, 158. (V. *Sous-marins*, **11**, 91.)

V. *Navire de commerce. Piraterie. Prisonniers de guerre.*

Cartels internationaux. — V. *Trusts et Cartels internationaux.*
Caution « judicatum solvi ». — V. *Danube.*
Certificat. — V. *Domicile. Etranger. Traités.*
Certificat d'identité. — V. *Apatrides.*
Cessation de commerce. — V. *Faillite.*
Cessation de paiement. — V. *Faillite.*
Cession d'administration. — V. *Territoire.*
Cession de créances. — V. *Faillite.*
Cession de territoire. — V. *Religions. Territoire.*

Chambre de commerce internationale. — V. *Arbitrage international. Banque des Règlements internationaux. Effets de commerce. Unions internationales.*

Chambre internationale de compensation. — V. *Banque des Règlements internationaux.*

Change.

Les paiements internationaux (V. *Paiements internationaux*, **14**, 165). Change, **14**, 175; cas du débiteur simple particulier, paiement par lettres de change, chèques, coupons payables à l'étranger, ou devises, **14**, 175; mécanisme du change, chaque créancier payé et chaque débiteur paie en sa monnaie nationale, **14**, 176; règlement triangulaire, banquiers cambistes, marché des changes, arbitrages, **14**, 177; règlement des dettes internationales d'un gouvernement comme celui des particuliers, **14**, 178; variations du cours du change, **14**, 179; change entre deux pays à monnaie saine, **14**, 179; cours du change varie suivant la balance des comptes (comparaison entre total des créances et total des dettes des pays), **14**, 179; le « gold point », point d'or, point où il est plus avantageux de payer en or qu'en devises, **14**, 180; causes de l'oscillation des changes, **14**, 180; change entre deux pays dont un a une monnaie saine et l'autre un papier-monnaie déprécié à cours forcé, **14**, 182; causes de variation du cours des changes, **14**, 182; influence des achats de devises étrangères par un gouvernement débiteur, **14**, 183; paiement à l'étranger de dettes modiques pour des dépenses productives, **14**, 185; paiement de dettes énormes, prêts de guerre, rançon de guerre, réparations de guerre, **14**, 186; ressources en monnaie nationale à se procurer, moyens, **14**, 187; transformation de la monnaie nationale en valeurs internationales, **14**, 188; achat par l'Etat débiteur à ses nationaux de leurs excédents de créances sur l'étranger, **14**, 189.

Aspects juridiques des transferts contractuels de richesse entre Etats (V. *Transfert de richesses*, **16**, 545). Change, **16**, 570 et s.; manque d'une monnaie internationale dans la civilisation actuelle, **16**, 571; Etat créancier et monnaie de l'Etat débiteur, **16**, 572; variations du change en relations avec la situation économique d'un Etat, **16**, 572; mécanisme juridique et administratif du Plan Dawes, **16**, 573; rôle du Comité des transferts, protection du change allemand, **16**, 574; protection du change hongrois et du change bulgare dans les paiements des réparations, **16**, 575.

V. *Banque des Règlements internationaux.*

Changement de constitution. — V. *Traités.*

Changement de domicile. — V. *Domicile.*

Changement de gouvernement. — V. *Traités.*

Charité chrétienne. — V. *Guerre juste.*

Chartreux (affaire des). — V. *Droits acquis.*

Chasseur. — V. *Etranger.*

Chef d'Etat. — V. *Compétence. Droit international. Expulsion. Exterritorialité. Immunité de juridiction. Rapports entre Etats. Traités.*

Chemins de fer.

Liberté des voies de communication (V. *Voies de communication*, **2**, 129 et s.). Chemins de fer, **2**, 263; raccordement des réseaux nationaux, **2**, 263; Convention de Berne du 14 octobre 1890,

contrat unique de transport, **2**, 264; traité de Versailles, **2**, 266; Convention de Genève du 9 décembre 1923 sur le régime international des voies ferrées, **2**, 266.

V. *Unions internationales.*

Chèque. — V. *Conflit des lois. Effets de commerce.*

Chevalerie. — V. *Eglise. Europe orientale.*

Chimie. — V. *Arme chimique. Guerre chimique.*

Chine-Chinois. — V. *Concessions étrangères. Etranger. Missions catholiques.*

Chômage. — V. *Association internationale.*

Chose jugée.

L'AUTORITÉ DE CHOSE JUGÉE DES DÉCISIONS DES JURIDICTIONS INTERNATIONALES, **30**, 523 et s. Valeur du principe de la chose jugée pour le droit international, **30**, 523 et s.; autorité de la chose jugée, en droit interne, principes, **30**, 523; le principe de l'autorité de la chose jugée existe en droit international, **30**, 525; la chose jugée met fin irrévocablement au procès, elle donne force probante au jugement, **30**, 527; elle facilite l'exécution du jugement, **30**, 528; conditions pour qu'une juridiction soit internationale, **30**, 528; tribunal d'arbitrage, **30**, 528; Cour permanente d'arbitrage de La Haye, **30**, 529; Cour permanente de justice internationale, **30**, 530; nomination des juges, **30**, 531; juridiction obligatoire, **30**, 531; compétence de la Cour, **30**, 532; Commissions arbitrales connaissant de différends entre particuliers et Etats, **30**, 534; les tribunaux arbitraux mixtes, **30**, 534; le principe *non bis in idem* devant les juridictions internationales, **30**, 535; le problème de la chose jugée et les tribunaux arbitraux, **30**, 536; la sentence arbitrale a autorité de chose jugée entre les mêmes parties, **30**, 536; opinion de la doctrine sur la sentence arbitrale, **30**, 537; le tribunal arbitral prévu dans un traité, **30**, 538; articles 81 et 84 de la Convention de La Haye de 1907 (sentence arbitrale définitive, elle n'est obligatoire que pour les parties), **30**, 539; critique de la distinction de M. Lammasch entre arbitrage institutionnel et arbitrage isolé, **30**, 539; examen de la conception juridique qui déduit l'autorité de la chose jugée en matière arbitrale internationale de la volonté commune des parties, **30**, 540; distinction par M. Max Hubert entre les décisions portant sur des cas spéciaux et celles qui se rapportent à l'interprétation d'un traité, **30**, 543; pas de différence de principe entre l'arbitrage isolé et l'arbitrage institutionnel, **30**, 547; l'autorité de la chose jugée s'étend à tous les différends entre les parties où la même question est identiquement en jeu, **30**, 548; effets de la décision arbitrale vis-à-vis des Etats tiers, **30**, 550 et s.; article 84 de la Convention de La Haye de 1907 : la sentence arbitrale obligatoire seulement pour les parties en litige, **30**, 552; articles 59 et 63 du Statut de la Cour permanente de justice internationale, **30**, 556 et s.; nécessité de modifier les principes qui régissent actuellement l'autorité de la chose jugée vis-à-vis des Etats tiers, **30**, 558; interprétation d'un traité collectif entre plusieurs Etats, **30**, 558; nécessité d'une application uniforme des traités collectifs, **30**, 559; sentences de la Cour permanente de justice internationale et celles de tout tribunal arbitral, distinction, **30**, 560; sentence *ex aequo et*

bono, son effet sur les cosignataires de la Convention, **30**, 561; la chose jugée internationale et les décisions des instances nationales, **30**, 563 et s.; autorité de la chose jugée et exécution des jugements internationaux, confusion, **30**, 563; conflit de la décision internationale avec une mesure administrative prise par un des Etats en litige, **30**, 563; pas de règles pour l'exécution des sentences internationales, **30**, 565; discussions à la seconde Conférence de la Paix, sur la primauté des jugements nationaux sur les décisions internationales, **30**, 568 et s.; arbitrage international organisé à la suite d'un jugement national, mesures pour réparer le tort causé par le jugement national, **30**, 572; refus de M. Asser d'étendre aux jugements nationaux antérieurs les effets d'une sentence arbitrale, **30**, 575; solution fournie par l'article 305 du Traité de Versailles, **30**, 579; rapport entre la sentence internationale et les jugements nationaux rendus postérieurement, **30**, 580; discussion à la seconde Conférence de la Paix, **30**, 580; suppression de la distinction d'un arbitrage institutionnel ou d'un isolé, **30**, 581; cas où le traité ne nécessite pas de modification à la loi nationale, **30**, 583; traité nécessitant cette modification, **30**, 584; juridictions internationales les plus récentes, **30**, 587 et s.; traités excluant de l'arbitrage les différends sur des matières qui dans l'Etat défendeur sont de la compétence des tribunaux judiciaires, **30**, 587; dispositions de l'Acte général de Genève sur les effets de la décision internationale vis-à-vis des jugements nationaux, **30**, 590; système donnant pouvoir d'intervention aux individus intéressés dans un procès international, **30**, 594; mesures proposées pour éviter les difficultés quant au rapport de la décision internationale et des jugements nationaux, **30**, 596 et s.; les « Claims-Commissions », **30**, 600; caractère définitif des décisions des tribunaux arbitraux mixtes, **30**, 602; autorité de la chose jugée d'une décision de la Cour permanente de justice internationale dans une question identique entre d'autres Etats, **30**, 604; avis consultatifs de la Cour permanente de justice internationale, autorité de chose jugée de ces avis, **30**, 607; Cour des Prises, **30**, 610; révision des décisions internationales, **30**, 611 et s.

V. *Cour permanente de justice internationale.*

Christianisme. — V. *Confessions religieuses. Doctrine pacifique. Droit international. Droit naturel. Etat. Europe centrale. Guerre. Missions catholiques. Missions protestantes. Réforme.*

Cinématographe. — V. *Arts.*

Circulation fiduciaire. — V. *Monnaie.*

Circulation monétaire. — V. *Monnaie.*

Cité du Vatican.

Condition juridique de la Cité du Vatican, **33**, 117 et s.; le nouvel Etat pontifical, sens général de la solution donnée en 1929 à la Question romaine, **33**, 117; solution unilatérale, italienne, purement juridique et législative, donnée par la loi des garanties de 1871, **33**, 117; solution bilatérale, régie par le droit international, à base territoriale donnée par les Accords de Latran du 11 février 1929, **33**, 118; sens dans lequel la Cité du Vatican constitue un Etat, **33**, 118; territoire, population, juridiction exclusive de l'autorité publique sur la population, pouvoir législatif, judiciaire et exécutif, force armée, autonomie postale, mon-

naie, gouvernement ayant droit de légation active et passive, **33**, 119; importance de la reconnaissance par l'Italie de l'indépendance de la Cité vaticane, **33**, 120; la Cité du Vatican est un Etat qui présente des caractères exceptionnels, **33**, 122; conditions exceptionnelles d'existence du nouvel Etat pontifical, leur accord avec son but distinctif, **33**, 124; adaptation du petit territoire, **33**, 125; changement des conditions historiques, **33**, 126; les institutions de la Cité du Vatican, **33**, 132 et s.; les textes en vigueur, **33**, 132; le territoire et ses annexes : la Cité du Vatican, **33**, 134; annexes de la Cité du Vatican, édifices jouissant de l'exterritorialité diplomatique et d'exonération fiscale, **33**, 135; le statut de la citoyenneté vaticane, **33**, 137 et s.; nationalité de fonction, **33**, 137; retour à la nationalité d'origine, **33**, 138; rapport avec la législation française, **33**, 139; nationalités chevauchantes, **33**, 140; régime judiciaire dans l'Etat pontifical, **33**, 141 et s.; relations diplomatiques du Saint-Siège, **33**, 144 et s.; nombre important des ambassades et légations au regard de la faible population, **33**, 144; une garantie nouvelle et inédite accordée par le Traité, article 12, reconnaissance du droit de légation, **33**, 145; résidence en Italie des diplomates accrédités auprès du Saint-Siège, **33**, 146; hypothèse de l'état de guerre, **33**, 147; sur le territoire italien, même en temps de guerre, les agents diplomatiques du Saint-Siège jouissent du même traitement que celui des agents diplomatiques des autres gouvernements étrangers, **33**, 149; la controverse de 1915, **33**, 149; droit de libre circulation, **33**, 150; Conférences internationales, abstention volontaire du Saint-Siège dont la mission est uniquement spirituelle, **33**, 150; Société des Nations, article 24 du Traité écarte toutes perspectives d'accès de la Papauté, **33**, 151; action internationale du Pape nettement sauvegardée, **33**, 152; rapports éventuels avec Genève, **33**, 153; mission spirituelle et charitable, **33**, 153; Conférences internationales ne réglant pas de litiges politiques, l'article 24 n'interdit pas la collaboration du Saint-Siège s'il s'agit de paix et d'arbitrage, **33**, 155; inviolabilité du territoire pontifical, **33**, 156; neutralité du territoire, **33**, 157; caractère universaliste de la Papauté, **33**, 158 et s.; consécration internationale des Accords de 1929; non-inscription du Traité au secrétariat de la Société des Nations, **33**, 158; conséquence au point de vue de la garantie, **33**, 158; réception des chefs des missions diplomatiques près du Saint-Siège, discours remarquable du doyen du Corps diplomatique auprès du Saint-Siège, reconnaissance de l'immuable souveraineté du Pape même privé de territoire, **33**, 159; puissance immatérielle et universelle, **33**, 161.

Civilisation.

Droit international nouveau (V. *Droit international nouveau*, **31**, 399 et s.). La civilisation et son rayonnement dans le monde, **31**, 404 et s.; définition générale de la civilisation, **31**, 404; stades sociaux de l'évolution civilisatrice, **31**, 405; les départements de la civilisation (vies matérielle, intellectuelle, artistique, morale, religieuse, juridique), **31**, 406; le laboratoire de la civilisation, **31**, 409 et s.; conditions de terroir et de climat, **31**, 409; l'énergie racique, **31**, 410; la personnalité humaine, **31**, 411; constitution sociale de l'humanité, **31**, 412; dynamisme de la civili-

sation, le génie progressif dans l'humanité, **31**, 415; science de la civilisation et ses critères, **31**, 417.

« Claims-Commissions ». — V. *Chose jugée.*

Clause-argent. — V. *Clause-or.*

Clause alternative. — V. *Monnaie.*

Clause « Calvo ». — V. *Arbitrage international (en matière privée).*

Clause coloniale. — V. *Colonies.*

Clause compromissoire. — V. *Arbitrage international.*

Clause d'accession. — V. *Unions internationales.*

Clause d'attentat. — V. *Extradition.*

Clause d'ordre religieux. — V. *Missions catholiques.*

Clause de garantie. — V. *Monnaie.*

Clause de la nation la plus favorisée.

Droit et technique des traités de commerce (V. *Traité de commerce*, **3**, 295 et s.). Clause de la nation la plus favorisée et le principe égalitaire en matière de droit de douane, **3**, 409; inégalité de fait, **3**, 410; deux rédactions pour exprimer la clause, **3**, 411; rayon d'action de la clause dans le temps et dans l'espace, **3**, 412; clause à effets douaniers limités, **3**, 416; généralisation possible de la clause égalitaire, **3**, 417; régime de la « porte ouverte » en Chine, **3**, 420; clause conditionnelle de la nation la plus favorisée, **3**, 422. (V. *Tarifs douaniers*, **3**, 391 et s.)

La clause de la nation la plus favorisée et les tarifs préférentiels, **39**, 5 et s.; différence entre la clause et les tarifs préférentiels, **39**, 6; échange de marchandises entre Etats, contrôle aux frontières, **39**, 8; réglementation des échanges autorisée stipulée dans les traités de commerce, **39**, 9; structure moderne des tarifs de douane, **39**, 11; ce qu'est un tarif de douane, droits *ad valorem*, droits spécifiques, **39**, 12; justification des droits de douane, **39**, 13; classification des tarifs douaniers : tarifs exclusivement conventionnels, **39**, 15; tarifs exclusivement internes, exemple de l'Angleterre, **39**, 16 et s.; tarifs mixtes (mi-conventionnels, mi-internes), **39**, 18 et s.; système allemand, **39**, 19; système français, **39**, 20; histoire et définition de la clause en matière de droits de douane, **39**, 23 et s.; traitement égalitaire et traitement préférentiel en général, **39**, 23 et s.; le système préférentiel est une exception, **39**, 25; histoire de la clause de la nation la plus favorisée en matière de droits de douane, **39**, 24 et s.; apparition de l'idée de parité des droits avec d'autres Etats étrangers, **39**, 27; apparition (traité d'Utrecht de 1713) du principe moderne de l'égalité de traitement, **39**, 27 et s.; clause de la nation la plus favorisée dite « conditionnelle », **39**, 29; désaffection consécutive à la guerre de 1914, **39**, 31; définition du traitement de la nation la plus favorisée, analyse de la « formule-type » de la Société des Nations, **39**, 31 et s.; raisons qui ont fait confier cette définition à la Société des Nations, **39**, 32; attitude des Conférences économiques réunies sous les auspices de la Société des Nations, **39**, 33 et s.; formule-type élaborée par le Comité économique de la Société, sa critique, **39**, 35 et s.; champ d'application de la clause en matière de droits de douane, **39**, 38 et s.; importation, exportation, transit, **39**, 38; admission temporaire, **39**, 41; nationalité et similitude des marchandises au regard du traitement égalitaire du commerce, **39**, 44 et s.; sources des droits acquis au titre de la clause de la nation la

plus favorisée, **39**, 48; application de la clause de la nation la plus favorisée aux différents types de tarifs douaniers, **39**, 53 et s.; tarifs strictement autonomes, **39**, 53; tarifs strictement conventionnels, **39**, 55; tarifs mixtes, **39**, 58; la clause et les droits « antidumping », **39**, 63 et s.; « dumping des primes », « dumping social », « dumping des changes », **39**, 65; limitations intérieures et restrictions extérieures du traitement égalitaire, **39**, 70 et s.; généralités, **39**, 70; clause de la nation la plus favorisée limitée à des listes de marchandises, **39**, 72; clause limitée à l'acquisition des avantages d'un nombre restreint d'Etats tiers, **39**, 75; clause et contingentement des efforts, **39**, 77; clause et commerce étatisé, **39**, 80 et s.; clause conditionnelle de la nation la plus favorisée, **39**, 85 et s.; textes et doctrines, **39**, 85; valeur de la clause conditionnelle au regard de la structure des tarifs douaniers, **39**, 87; analyse de la clause conditionnelle, **39**, 89 et s.; le traitement préférentiel, **39**, 93 et s.; régimes douaniers réservés et traitement préférentiel, **39**, 93 et s.; trafic frontière et union douanière, **39**, 93; réserves régionales, **39**, 95 et s.; observations générales sur les tarifs préférentiels, **39**, 98; commerce préférentiel interimpérial britannique, **39**, 101; mesures préférentielles des Dominions, **39**, 101; début du mouvement préférentiel en Grande-Bretagne, **39**, 104; Conférence impériale de 1930 et Conférence d'Ottawa, **39**, 105; traités préférentiels des Etats-Unis d'Amérique, traité avec le Canada de 1854; traité avec Hawaï de 1875, **39**, 109; traité avec Cuba de 1902, **39**, 110; précédents européens, **39**, 111 et s.; système préférentiel austro-allemand (1853-1865), **39**, 111; projet d'alliance douanière et économique entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie de 1918, **39**, 113; le protocole de Vienne de 1931, **39**, 115; ententes économiques régionales suivant les recommandations de la Société des Nations, **39**, 116; accord préférentiel entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas de 1932, **39**, 120; technique de la clause préférentielle, sa valeur au point de vue de l'organisation du commerce international, **39**, 122 et s.; technique de la clause préférentielle, **39**, 122; valeur de la clause préférentielle comme méthode d'organisation internationale du commerce, **39**, 125.

V. *Œuvres littéraires et artistiques. Sociétés de commerce. Traités de commerce.*

Clause de réserve. — V. *Pacte de la Société des Nations.*

Clause de transfert. — V. *Clause-or.*

Clause égalitaire. — V. *Clause de la nation la plus favorisée. Traités de commerce.*

Clause monnaie-or. — V. *Clause-or.*

Clause-or.

La clause-or dans les contrats internationaux, **43**, 559 et s. Clauses-or et autres clauses semblables, Contrats internationaux, **43**, 559 et s.; définition de la clause-or, **43**, 559; son emploi ainsi que celle de la clause-argent au moyen âge, **43**, 560; clauses-or et argent actuelles, **43**, 561; garantie contre la dévalorisation de la monnaie fiduciaire, **43**, 561; utilisation (1880) contre un retour du bimétallisme, **43**, 562; clause espèces-or et clause valeur-or, **43**, 562; caractère juridique de la dette valeur-or et de la dette espèces-or, **43**, 563; arrêt de la Cour permanente de

La Haye (emprunts serbes et brésiliens), **43**, 565; jurisprudence anglaise, **43**, 566; jurisprudence allemande, **43**, 567; extension territoriale de la clause et cas d'application, **43**, 569; non-acceptation de l'Angleterre et des Pays-Bas, **43**, 569; attitude de la Suisse, **43**, 570; les clauses-argent devant les tribunaux, **43**, 572; clauses-or et argent alternatives, **43**, 573; clauses-argent et clauses en espèces sonnantes, **43**, 574; signification de la clause-or dans les contrats internationaux, **43**, 575. Questions d'interprétation, **43**, 577 et s.; clauses-or dans les prospectus, **43**, 577; dans les factures, **43**, 578; adhésion tacite à la clause-or, **43**, 578; pseudo-clauses-or, emploi du dollar-goldmark, **43**, 583; clauses à raison du passage de l'étalon-argent à l'étalon-or, **43**, 583; mention « en or » considérée comme clause-or, **43**, 585; questions d'interprétation relatives au montant de la dette clause-or, **43**, 588. Non-validité de la clause-or d'après la jurisprudence, **43**, 590 et s.; jurisprudence française, **43**, 590; altérations de la monnaie sous la monarchie française, **43**, 591; système Law, **43**, 592; nullité des clauses-or à l'encontre des monnaies ayant cours légal, **43**, 593; arrêt de la Cour de cassation (11 février 1873), **43**, 593; arrêt de la Cour de cassation (7 juillet 1920), distinction entre cours forcé et cours légal, **43**, 595; circulaire du ministre de la Justice (16 juillet 1926), recherche du critère pour recevabilité de la clause-or, **43**, 596; limitation des clauses-or à leurs succédanés : clause de paiement en monnaie étrangère et clause de garantie de change, **43**, 599; jurisprudence, **43**, 599 et s.; fixation des prix d'après une échelle mobile, **43**, 601; répercussion de la nullité de la clause-or sur la validité du contrat, **43**, 604; attitude critique de la doctrine française à l'égard de la jurisprudence, **43**, 606; peu d'influence de la jurisprudence française sur la jurisprudence étrangère dans la question de la clause-or, **43**, 609; rapprochement de la thèse française dans la récente jurisprudence anglo-américaine, **43**, 613; lois spéciales contre la clause-or, **43**, 618; lois qui écartent la clause-or, **43**, 618; restrictions des obligations fondées sur la clause-or, **43**, 619; abolition définitive de la clause-or (Etats-Unis), **43**, 623. Fonctionnement pratique de la clause-or et de ses succédanés, **43**, 624 et s.; mode de détermination de la valeur de l'or, **43**, 624; prix de l'or à Londres, à Berlin, **43**, 626; faibles variations du prix de l'or, **43**, 627; fixation du jour qui servira de base à la détermination du prix de l'or, **43**, 628; dette-or et dette en monnaie étrangère ne sont pas simple dette d'argent mais dette d'argent modifiée, **43**, 631; pouvoir du juge de condamner au paiement en or ou en monnaie étrangère, **43**, 631; conversion en monnaie étrangère du montant de la monnaie nationale prévu par la condamnation, **43**, 634; question de l'inscription d'hypothèques-or ou d'hypothèques en monnaie étrangères au registre foncier, **43**, 635. Questions de droit international, **43**, 638 et s.; reconnaissance du principe du nominalisme monétaire en matière de contrats internationaux, **43**, 639; application dans le commerce international de la clause-or, interprétation des prescriptions nationales, **43**, 642; problème de l'application des lois d'un Etat concernant la validité de la clause-or dans l'autre Etat, **43**, 643; influence de l'arrêt de la Cour permanente de La Haye (emprunts serbes et brésiliens), **43**, 645 et s.

Les défaillances d'Etat, Clause-or, **53**, 401 et s.; loi des Etats-Unis (1933) annulant cette clause dans les contrats existant, arguments à l'appui, argument de la Cour suprême, **53**, 402 et s.; cas particulier de la clause-or dans les emprunts d'Etat, **53**, 409 et s.; argument de la Cour suprême des Etats-Unis contre la prétention de l'Etat américain, **53**, 410 et s.; affirmation par la Cour de l'inconstitutionnalité de toute loi du Congrès annulant la clause-or dans les contrats d'emprunts publics fédéraux mais refus aux porteurs de titres de la dette publique de dommages-intérêts, **53**, 412 et s. Effet d'une loi d'annulation de la clause-or sur les emprunts émis par un Etat étranger avec clause de paiement sur la base d'une monnaie d'or étrangère, **53**, 416 et s.; question de savoir s'il s'agit d'un emprunt d'Etat souverain, **53**, 417; examen du libellé de la clause-or, **53**, 418; monnaie stipulée dans la clause-or autre que la monnaie de compte, **53**, 419; arrêt de la Cour d'appel de Stockholm du 16 avril 1935, **53**, 421 et s,; Arrêt de la Haute Cour de justice d'Angleterre du 8 novembre 1935, **53**, 424 et s.

La clause-or dans les contrats publics et privés, **60**, 657 et s.; effondrement des systèmes monétaires pose des problèmes nouveaux dans les relations internationales, **60**, 658; la clause-or ajoute au montant de la somme due la valeur de la monnaie de paiement, **60**, 659; les modes de fixation à défaut d'accord des Parties : métallisme monétaire, **60**, 660; théorie de la valeur d'échange, **60**, 660; son application par la loi française du 1er octobre 1936, échec dès le début, **60**, 661; théorie du nominalisme, **60**, 662; notion de la clause-or, **60**, 664; les succédanés de la clause-or, **60**, 655 et s.; clause de paiement en monnaie étrangère, **60**, 665; option de place et option de change, **60**, 666; clause-valeur marchandise, **60**, 667; emploi de la clause-or et sa réalisation pratique, **60**, 668. Nature juridique de la clause-or, **60**, 674 et s.; analyse de la clause valeur-or et de la clause monnaie-or, **60**, 674 et s.; clause de valeur-or ou d'or agio, **60**, 674; clause de monnaie-or ou de paiement-or, **60**, 677; relation entre les deux clauses dans la jurisprudence, **60**, 679 et s.; jurisprudence allemande et française ont établi une cloison étanche entre les deux clauses, **60**, 679; jurisprudence anglo-saxonne, distinction entre les clauses-or dégagée lentement, **60**, 681; interprétation de la clause-or, **60**, 685 et s.; d'après la jurisprudence nationale et internationale, l'interprétation se fait conformément à l'intention des Parties, **60**, 685; certitude de la clause-or s'il y a référence à un étalon monétaire-or suffisamment précis, **60**, 687; engagement de payer en or si la clause-or figure sur le titre et pas sur les coupons et réciproquement, **60**, 688; la clause-or ne peut être tacite, **60**, 693; difficulté pratique de délimiter les deux clauses de monnaie-or et de valeur-or, **60**, 693; pas de formule spéciale pour la clause de garantie de valeur, **60**, 694. Lutte contre la clause-or, **60**, 696 et s.; Etats ayant complètement invalidé la clause-or, **60**, 696 et s.; « Joint Resolution » du 5 juin 1933 du Président Roosevelt, **60**, 696; droit pour la Cour suprême d'en examiner la constitutionnalité, les arguments, **60**, 699; précision par les tribunaux américains de la portée de la « Joint Resolution », **60**, 704; autres législations ayant répudié la clause-or, **60**, 705; Etats reconnaissant

une validité relative à la clause-or, **60**, 707 et s.; jurisprudence française attribue à la clause-or des effets divergents selon qu'elle affecte des obligations de nature interne ou internationale, **60**, 707 et s.; criterium des « paiements internationaux », **60**, 711; même distinction en Belgique qu'en France, **60**, 713; Autriche, Allemagne et Pologne limitent aussi les effets de la clause-or, **60**, 714; Etats reconnaissant sans réserve la clause-or (Grande-Bretagne, Suède et Suisse), **60**, 717. Conflits de lois sur la clause-or, **60**, 718 et s.; portée de la loi applicable à la définition de l'étalon-or, **60**, 720 et s.; distinction entre la substance et les modalités de paiement des dettes-or, **60**, 724 et s.; loi applicable à la validité de la clause-or, **60**, 726; *lex obligationis* régissant la substance du contrat, **60**, 726; diverses jurisprudences, **60**, 729 et s.; loi applicable à l'exécution de l'obligation avec clause-or, **60**, 735 et s.; territorialité des lois dirigées contre la clause-or, **60**, 735; clause-or et ordre public étranger, **60**, 741; solution du problème intéressant les modalités de paiement, **60**, 744 et s. Portée internationale de la clause-or dans les contrats publics et privés, **60**, 748 et s.; la clause-or dans les contrats publics, **60**, 748 et s.; la clause-or dans les contrats entre Etats et personnes privées, **60**, 751 et s.; *lex obligationis* applicable aux emprunts d'Etat est la loi de l'Etat emprunteur, **60**, 752; possibilité pour l'Etat de soumettre ses obligations à une loi autre que la sienne (autonomie de la volonté), **60**, 753; tous les porteurs soumis à une seule et même loi (en vertu de l'unité de l'emprunt d'Etat), **60**, 753; diversité des jurisprudences nationales, **60**, 756 et s.; clause-or dans les contrats entre particuliers, **60**, 762 et s.; distinctions : les Parties ont expressément soumis leurs obligations au droit d'un Etat qui a aboli la clause-or, **60**, 763; les Parties ont expressément soumis leurs obligations à la loi d'un Etat qui admet la validité de la clause-or, **60**, 767; les Parties n'ont pas expressément déterminé la loi applicable, **60**, 768; les obligations sont garanties par les hypothèques avec clause-or, **60**, 772; cas de conflits de lois, impossibilité d'exécution des obligations-or, nécessité d'examiner l'existence d'un domicile subsidiaire de paiement, **60**, 773. Incohérence de la législation et de la jurisprudence relatives à la clause-or, **60**, 778.

V. *Banque des Règlements internationaux.*

Clause pénale. — V. *Droit international.*

Clause « rebus sic stantibus ».

Terminaison et dissolution des traités (V. *Traités*, **22**, 465). Terminaison par effet de la clause *rebus sic stantibus*, **22**, 467; définition de la clause, **22**, 467; danger que comporte son abus, **22**, 468; elle se classe parmi les modes de terminaison par l'effet du droit et non par le fait d'une des Parties au traité, **22**, 469; opinion des auteurs, **22**, 469; la jurisprudence, **22**, 471 et s.; aucun tribunal international n'a été appelé à envisager l'application de cette règle, **22**, 474; cas où elle a été invoquée dans les discussions politiques ou diplomatiques, **22**, 476; portée éventuelle de l'article 19 du Pacte relativement à la règle *rebus sic stantibus*, **22**, 477.

V. *Communications internationales. Droit international. Pacte de la Société des Nations. Servitudes internationales.*

Clause valeur-or. — V. *Clause-or.*

Clauses secrètes. — V. *Traités.*

Clergé indigène. — V. *Missions catholiques.*

Co-auteurs. — V. *Crimes et délits internationaux.*

Code civil. — V. *Ordre public.*

Code civil allemand.

Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique en Allemagne (V. *Droit international privé* [*Allemagne*], **15**, 437). Code civil allemand et le droit international privé, **15**, 442; loi d'introduction au Code civil allemand (art. 7-29), **15**, 485 et s.; lacunes de la loi, difficultés de son application, **15**, 485; divergence de la doctrine, **15**, 490; pratique et jurisprudence, **15**, 492; le système du droit international privé dans les conventions du Reich avec les autres Etats, **15**, 498; traité germano-turc du 11 janvier 1917, **15**, 498; art. 7 de la loi d'introduction (capacité juridique), **15**, 487, 505 et 508; art. 13, al. 1 (validité du mariage), **15**, 489; art. 14 (relations des époux), **15**, 487; art. 15, 16 et 28 (régime matrimonial), **15**, 494 et s.; art. 18 (filiation légitime), **15**, 487; art. 19 (rapports entre enfants légitimes et parents), **15**, 487; art. 27 (renvoi), **15**, 488, 506 et s.; art. 30 (ordre public), **15**, 514.

V. *Droit international privé. Mariage. Renvoi.*

Code civil autrichien. — V. *Codification du droit international privé. Conflit de lois.*

Code civil belge. — V. *Mariage.*

Code civil brésilien (1916). — V. *Codification du droit international privé.*

Code civil crétois. — V. *Droit international privé* (Grèce).

Code civil commun. — V. *Droit international privé* (Italie).

Code civil espagnol. — V. *Droit international privé* (Espagne). *Mariage.*

Code civil français.

Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique en Allemagne (V. *Droit international privé* [*Allemagne*], **15**, 437). Influence du droit français, Code civil, art. 3 (application des lois françaises), **15**, 477; art. 8 et 9 (acquisition de la nationalité française), **15**, 478; art. 14 (citation des étrangers devant les tribunaux français), **15**, 478; art. 11 (droits de l'étranger en France), **15**, 481.

V. *Codification du droit international privé. Conflit de lois. Droit international privé. Droit international privé (Allemagne). Jugement étranger. Mariage. Qualifications. Renvoi.*

Code civil italien.

Conception italienne du droit international privé (V. *Droit international privé* [*Italie*], **17**, 347 et s.). Doctrine de Mancini est passée dans le titre préliminaire (art. 6-12), **17**, 357; article 6 (état et capacité), **17**, 361, 364, 366, 367, 406, 409, 412, 414, 417, 419, 423; article 8 (loi nationale du défunt applicable en matière de succession), **17**, 361, 366, 368, 377, 392, 393, 398, 426; art. 3, livre I^{er} du Code civil (droits civils des étrangers), **17**, 363, 426; art. 2, Livre I^{er} du Code civil (personnes morales), **17**, 363, 364; art. 7 (loi compétente pour régir meubles et immeubles), **17**, 367, 369, 376, 391; art. 9 (loi compétente pour régir la substance et les effets des obligations), **17**, 360, 368, 370 et s., 408, 413; art. 9, al. 2 (dispositions de dernière volonté),

17, 377 et s., 432 et s.; (donations, obligations), **17**, 378; art. 10, al. 1 et 2 (formes de procédure, moyens de preuve des obligations), **17**, 383, 384, 386, 410 et s.; 436; (exécution des jugements étrangers), **17**, 436 et s.; art. 11 (application des lois pénales, de police et de sûreté publique à qui se trouve sur le territoire), **17**, 386 et s.; art. 12 (ordre public), **17**, 368, 371, 376, 381, 386 et s., 406, 410, 419, 421, 430, 432, 440; art. 14 du Code civil (citoyenneté), **17**, 366; (acquisition par la femme de la nationalité de son époux), **17**, 409; art. 55 (mariage), **17**, 406; art. 100, 102 (mariage), **17**, 406, 407; art. 103 (attestation à fournir par l'étranger qui veut se marier, **17**, 421; art. 148 (écarte le divorce), **17**, 419; art. 721, 758 (succession vacante), **17**, 431; art. 761 (nullité des testaments conjonctifs et réciproques), **17**, 402 et s.; art. 925 (saisine héréditaire), **17**, 434; art. 954 (renonciation à succession future), **17**, 390; art. 1382, 1385 (immutabilité du régime matrimonial), **17**, 414; art. 1425 (régime légal entre époux, séparation de biens), **17**, 412; art. 1433 (prohibition de la communauté universelle), **17**, 412, 415.

V. *Codification du droit international privé. Mariage. Renvoi.*

Code civil néerlandais. — V. *Mariage.*

Code civil samien. — V. *Droit international privé* (Grèce).

Code de Bustamante. — V. *Codification du droit international privé. Compétence judiciaire. Conférences panaméricaines. Domicile. Droit international privé.*

Code de commerce grec. — V. *Droit international privé* (Grèce).

Code de commerce italien.

Conception italienne du droit international privé (V. *Droit international privé* [*Italie*], **17**, 347 et s.). Code de commerce italien, art. 77 (sociétés de commerce), art. 230 (sociétés de commerce étrangères), **17**, 363; art. 230 (sociétés de commerce étrangères), **17**, 363; art. 58 (obligations commerciales, loi compétente), **17**, 382 et s.

Code de la paix. — V. *Conciliation internationale.*

Code de procédure civile allemand. — V. *Jugement étranger. Qualification.*

Code de procédure civile grec. — V. *Droit international privé* (Grèce). *Jugement étranger.*

Code de procédure civile italien.

Conception italienne du droit international privé (V. *Droit international privé* [*Italie*], **17**, 347 et s.). Code de procédure civile italien, art. 941 et s. (exécution des jugements étrangers), **17**, 437 et s.; art. 105-106 (compétence judiciaire), **17**, 439; art. 494, al. 1 et 4 (cas de rétractation possible de jugements contradictoires rendus en appel), **17**, 441.

V. *Jugement étranger.*

Code de procédure civile roumain. — V. *Jugement étranger.*

Code de procédure civile russe. — V. *Jugement étranger.*

Code de la guerre. — V. *Justice pénale internationale.*

Code des prisonniers de guerre.

Les prisonniers de guerre (V. *Prisonniers de guerre*, **21**, 5 et s.). Projet de Code de prisonniers de guerre de 1923, art. 91 : prisonniers civils, **21**, 35; art. 3 : capacité civile, **21**, 40; respect de la personnalité et de l'honneur, **21**, 41; art. 4, al. 2 : égalité des prisonniers devant la loi de captivité, **21**, 42; art. 32 et

art. 30, al. 2 : travail, **21**, 42 et 43; art. 3, al. 2 : pas de contrainte pour obtenir des prisonniers de guerre des renseignements, **21**, 43; art. 6, al. 3 : conservation des papiers d'identité, des décorations et objets de valeur, **21**, 44 et 45; art. 6, al. 2 : sort des sommes d'argent trouvées sur les prisonniers de guerre, **21**, 45; art. 7 : évacuation, **21**, 46; art. 10 à 13 : hygiène, art. 14 : nourriture, art. 15 : habillement, art. 16, al. 2 : distractions, **21**, 48; art. 9, al. 2 et 3 : réunion dans un même camp, **21**, 49; art. 24 et 36 : argent que peuvent conserver les prisonniers, **21**, 49; art. 17 : discipline des dépôts, **21**, 50; art. 28 à 31, 33 et 34 : réglementation du travail, **21**, 51; art. 19 à 22 : régime des officiers, **21**, 52; art. 43 et 44 : rapport avec les autorités de l'Etat capteur, **21**, 53 : art. 41 : correspondance, **21**, 55; art. 40 : ravitaillement, **21**, 56; art. 47, 49, 50, 54 à 61 : peines disciplinaires, **21**, 57; art. 62 à 67 : poursuites judiciaires, art. 67 : exécution des jugements, **21**, 58; art. 52, ch. 3 : tentative d'évasion, **21**, 60; art. 79 : échanges de prisonniers, **21**, 91; art. 84 : rapatriement, **21**, 93; art. 92 : conventions, **21**, 98; art. 2 : prohibition des représailles, **21**, 101; art. 93 à 97 : Commissions de contrôle, **21**, 102.

Code international des signaux. — V. *Navire de commerce.*

Code pénal de la guerre. — V. *Crimes et délits internationaux. Guerre. Justice internationale.*

Code pénal international.

La justice pénale internationale (V. *Justice pénale internationale;* **10**, 227). Code pénal universel, sa possibilité, **10**, 379; le Code pénal international, non-suppressions des codes pénaux nationaux, **10**, 381; compétence législative, **10**, 382; quels pourront être un jour les sujets de la juridiction législative du Code pénal international, **10**, 384; contenu du Code pénal, **10**, 384; avant-projet de Code pénal international, **10**, 386; loi pénale internationale en général, **10**, 389; dans le temps, **10**, 391; dans l'espace, **10**, 393; par rapport aux personnes, **10**, 395; l'infraction criminelle et sa répression internationale, **10**, 397; l'infraction dans le temps, **10**, 399; l'infraction dans l'espace, **10**, 401; l'infraction par rapport aux personnes, l'Etat délinquant, **10**, 403; l'individu délinquant, **10**, 406; les sanctions pénales, sociales, militaires, **10**, 408 et s.; sanctions contre les individus, **10**, 412 et s.; mesures contre les Etats, **10**, 417; mesures de sûretés contre les individus, **10**, 418; application des sanctions dans le temps, **10**, 420; dans l'espace, **10**, 421; application des sanctions aux personnes, **10**, 422.

Code pénal turc. — V. *Navire de commerce (affaire du « Lotus »).*

Code pénal universel. — V. *Code pénal international.*

Code prussien de Frédéric le Grand (1794). — V. *Droit international privé.*

Code saxon (1863). — V. *Codification du droit international privé.*

Code zurichois (1853). — V. *Codification du droit international privé.*

Codification du droit civil. — V. *Droit international privé. Droit international privé* (Grèce).

Codification du droit international.

La codification du droit international, **6**, 329 et s. Violations du droit pendant la guerre font naître le désir de le réglementer, **6**, 329; vœu du Comité des juristes de 1920, **6**, 330; proposition du Gouvernement suédois, **6**, 333; la codification du droit inter-

national en Amérique, **6**, 334; objet de l'étude : codification du droit international public, **6**, 336; (V. *Sources du droit international*, **6**, 349). Codifications du droit interne, leur influence en faveur d'une codification du droit international, **6**, 378; différences essentielles d'objet et de méthode entre les deux codifications, **6**, 379; difficultés de la codification du droit international, **6**, 381; nécessité pour les Etats d'affirmer clairement leur volonté, **6**, 383; objections : 1° le code de droit international ne résout pas toutes les difficultés, **6**, 383; 2° sa création n'est pas à recommander, **6**, 388; 3° la codification tend à créer une casuistique, **6**, 390; elle ne renforce pas l'autorité du droit international, **6**, 391; assimilation inexacte par M. Pillet entre la Convention et le contrat, **6**, 392; avantages de la codification : 1° elle stimule l'activité législative internationale, **6**, 395; 2° elle diffuse le droit international dans l'opinion publique, **6**, 399; 3° elle donne une certitude dans l'application du droit par les cours de justice internationale, **6**, 401; la codification et l'extension de l'arbitrage obligatoire, **6**, 405; historique de la codification du droit international, **6**, 408 et s.; rôle des Associations scientifiques dans la codification, **6**, 413 et s.; codifications partielles dues à l'activité diplomatique des Gouvernements, les Conférences de La Haye, **6**, 416 et s.; les Conférences panaméricaines, **6**, 426; conditions actuelles d'une codification, son esprit, **6**, 429; caractère général de la codification, **6**, 431; choix des matières soumises à une réglementation conventionnelle, **6**, 433; méthode de travail et technique des Conventions de droit international, **6**, 440; influence heureuse de la Société des Nations, **6**, 441; généralisation de la procédure de révision, **6**, 445; importance du travail préparatoire, **6**, 446; déclaration et Convention, **6**, 448; mission de l'Institut américain de droit international, **6**, 449; nécessité de tendre à la coordination des travaux de divers pays pour obtenir l'unité du droit, **6**, 450.

La codification du droit international en Amérique, **22**, 85 et s. Principes du droit international proclamés par les Etats américains depuis leur constitution, **22**, 85 et s.; les origines de la Révolution, **22**, 85; émancipation des colonies anglaises de l'Amérique du Nord, **22**, 87; influence de la Révolution française sur l'émancipation des colonies espagnoles de l'Amérique du Sud, **22**, 89; première époque de la vie indépendante des nations américaines, **22**, 92 et s.; lutte armée, **22**, 92; Bolivar, son idéal international, **22**, 93; Congrès de Panama (22 juin 1926), **22**, 96; traité d'Union, de Ligue et de Confédération, **22**, 96; principe de la codification du droit international, **22**, 97; défense par les Etats du Nouveau-Monde du principe des nationalités, **22**, 98; message de Monroe, reconnaissance par les Etats-Unis de l'indépendance des républiques sud-américaines, **22**, 100; protestation de l'Espagne, **22**, 101; attitude de la Sainte-Alliance opposée à l'éclosion des nationalités, **22**, 102; proclamation de la doctrine de Monroe, **22**, 103; reconnaissance par l'Espagne (1836), **22**, 104; Congrès de Lima (1847), **22**, 105; traités d'Union, **22**, 105. (V. *Conférences panaméricaines*, **22**, 107 et s.) Conférences régionales et Congrès scientifiques, **22**, 127 et s.; Congrès « bolivariano » (Caracas 1883 et 1911), **22**, 127; Conférences centre-américaines, leur œuvre, **22**, 128; Con-

grès scientifiques, **22**, 130; Institut américain de droit international, **22**, 131; les Républiques américaines et les Conférences de la paix de La Haye. (V. *Conférences de la paix de La Haye*, **22**, 132.) Républiques américaines, la guerre mondiale et la Société des Nations, **22**, 141 et s.; l'Amérique devant la guerre, **22**, 141; le Président Wilson interprète des idées américaines, **22**, 142; initiatives américaines en faveur d'une réorganisation internationale, **22**, 144; le Pacte de la Société des Nations correspond aux aspirations américaines, **22**, 145; attitude des Etats américains au sein de la Société des Nations, **22**, 146; attitude des délégations américaines favorable à la juridiction obligatoire internationale, **22**, 148; la législation des Etats américains, leurs traités et les actes des Conférences panaméricaines consacrent la doctrine de la responsabilité des Etats pour crime commis sur leur territoire, **22**, 151; problèmes d'ordre international, leurs caractères devant l'Amérique, **22**, 152; codification du droit international en Amérique, **22**, 154 et s.; historique de la codification, **22**, 154 et s.; instructions formulées par Lieber, possibilité d'une codification progressive du droit international, **22**, 156 et s.; Congrès de Lima (8 décembre 1877) pour codification du droit international privé, **22**, 158; Congrès de Montevideo (1888), **22**, 159; Congrès de Columbia (1898), **22**, 160; travaux des Conférences panaméricaines pour la codification du droit international, **22**, 161; Institut américain de droit international, adoption d'une déclaration sur les droits et devoirs des Nations, **22**, 164; projets de l'Institut, **22**, 164 et s.; la Codification devant l'Assemblée de la Société des Nations, **22**, 167; technique de la codification du droit international en Amérique, **22**, 170 et s.; le droit international américain, **22**, 170; les idées d'Alvarez, **22**, 171; doctrine américaine sur fleuves navigables, **22**, 172; les méthodes envisagées en Amérique pour la codification du droit international, **22**, 173 et s.; les anciennes idées sur la codification du droit international, **22**, 173; nouvelles tendances, **22**, 174; nécessité d'une reconstruction du droit international, **22**, 175; méthode suivant laquelle devrait s'effectuer la codification du droit international, **22**, 177; but pratique de la codification du droit international : lois internationales pour régir les relations entre Etats, **22**, 179; contribution des Conférences de La Haye au progrès du droit international, **22**, 181; intérêt d'harmoniser le travail de codification de l'Amérique et de l'Europe, **22**, 182; Congrès de jurisconsultes américains (Rio de Janeiro, 18 avril 1927), **22**, 184 et s.; antécédents et travaux réalisés, **22**, 184; travaux de la V^e^ Conférence, **22**, 184; bases fondamentales du droit international, **22**, 186; projet de convention sur le statut des Etats, **22**, 187; projet sur la solution pacifique des conflits internationaux, **22**, 188; progrès récents sur le terrain de l'arbitrage international, **22**, 190; conventions adoptées par la VI^e^ conférence panaméricaine, **22**, 193 et s.; convention de la Havane sur les traités, **22**, 193 (V. *Etranger*, **22**, 204. *Traités*, **22**, 193).

Contribution de l'Amérique latine au développement du droit international (V. *Amérique latine*, **32**, 697 et s.). Amérique latine et codification du droit international, **32**, 714 et s.; projet de codification présenté par le Pérou au Congrès de Panama (1826),

32, 715; Congrès de Lima (1848), traité formant codification des règles de la guerre maritime, **32**, 716; traité établissant des règles pour la solution des conflits de lois en diverses matières de droit privé au second Congrès de Lima (1877), **32**, 716; codification du droit international privé au Congrès de Montevideo (1889), adoption de la *lex domicilii*, **32**, 717.

Développement et tendances récentes du droit international, résultats du mouvement pour la codification, **35**, 676 et s.; impulsion donnée à la codification par les événements de la guerre de 1914 et l'établissement de la Cour permanente, **35**, 677; Conférence de La Haye (mars 1930) en vue de la codification du droit international, **35**, 678; son programme d'établissement d'une législation internationale, **35**, 680; impossibilité pratique de distinguer entre actes déclaratifs du droit existant et actes énonçant le droit nouveau, **35**, 681; résultats peu important de la Conférence, **35**, 681; ce qui fut fait en matière de nationalité, **35**, 682 et s.; obstacle formé par la divergence des législations, **35**, 683; tentative de codification du droit de la mer territoriale, son échec, **35**, 684; résultats négatifs relativement à la question de la responsabilité des Etats, **35**, 685; causes de l'insuccès de la Conférence, **35**, 686 et s.; les adversaires de la codification, **35**, 690.

Les Conférences de droit international privé depuis la fin de la guerre mondiale (V. *Conférences de droit international privé*, **44**, 443. *Conférences de droit international privé de La Haye*, **44**, 457. *Conférences panaméricaines*, **44**, 485). Ire Conférence pour la codification du droit international tenue sous les auspices de la Société des Nations (La Haye, 1930), préparation, ordre du jour, **44**, 513 et s.; Etats participants, organisation, **44**, 516; langue, **44**, 517; établissement de règles sur la nationalité, **44**, 518, Convention sur la nationalité adoptée, **44**, 519; appréciation de l'œuvre de la Conférence, **44**, 521; résolution adoptée en vue de la préparation d'une prochaine Conférence, **44**, 525.

V. *Amérique. Congrès américains. Doctrine pacifique. Doubles impositions. Droit international privé. Droit international privé* (Grèce). *Guerre. Pacte de la Société des Nations. Renvoi.*

Codification du droit international privé.

La codification du droit international privé, **55**, 303 et s. Etat actuel des sources du droit international privé, **55**, 303; définition de « codification », **55**, 304; formes de codification, **55**, 305; Code américain formé de l'ensemble des décisions judiciaires sur les matières de droit international privé (« Restatement of the Law of conflicts of Laws »), **55**, 305; importance de la codification du droit international privé, **55**, 307. Codifications nationales, **55**, 308 et s.; débuts de la codification législative, **55**, 308 et s.; le « Landrecht » prussien, **55**, 308; Code Napoléon, **55**, 311; Code civil autrichien de 1811, **55**, 314; caractères généraux des premières codifications, **55**, 315. Codes du milieu du XIXe siècle, **55**, 317 et s.; renaissance doctrinale du droit international privé et la codification, **55**, 317; Code zurichois de 1853, Code saxon de 1863 et Code balte de 1864, **55**, 319; « Codice civile » italien de 1865, **55**, 322; nouvelles méthodes et nouvelles tendances, **55**, 325. Codifications législatives modernes, **55**, 327 et s.; loi d'introduction allemande au Code civil de 1896, **55**,

327; projet Gebhard (1895), articles 7 à 31 de la loi d'introduction, règles du droit international privé, **55**, 328; rédaction définitive de la loi d'introduction, **55**, 329; système de la loi d'introduction (application de la loi étrangère), dispositions sur les conflits de lois en certaines matières de droit privé, **55**, 330; loi japonaise de 1898, **55**, 332; articles 3 à 30, règles sur les conflits de lois, **55**, 333; le Code civil brésilien de 1916, **55**, 333; dispositions sur les conflits, **55**, 334; lois polonaises de 1926 : droit interprovincial privé et droit international privé, **55**, 335; système de la loi polonaise, **55**, 336; projets récents, renaissance de la controverse entre la loi nationale et la loi du domicile, **55**, 338. « Restatement » des Etats-Unis, **55**, 343 et s., genèse, fondation de l' « American law Institute », sa tâche : préparation d'exposés des diverses parties du « Common law » américain, **55**, 343; difficultés, jurisprudence abondante et diverse, **55**, 344; système du « Restatement », matières spéciale, **55**, 345; règles du « Restatement » relatives au droit civil, **55**, 346; règles générales relatives aux principes généraux du droit international privé, **55**, 348 et s. Codifications internationales, **55**, 351 et s.; Traités de Montevideo de 1889, **55**, 351 et s.; de la codification nationale à la codification internationale, **55**, 351; Congrès de droit international privé de Montevideo (1888-1889), **55**, 353; principes fondamentaux des Traités de Montevideo, **55**, 356; ratification des Traités de Montevideo, **55**, 359. Code Bustamante, **55**, 360 et s.; origine, **55**, 360; principes généraux du Code, dédoublement de la loi personnelle, **55**, 361; parties spéciales du Code, **55**, 363. (V. *Conférences de droit international privé de La Haye*, **55**, 367.) Conventions de Genève sur les conflits de lois en matière de lettres de change et de chèques, **55**, 399 et s.; précédents nationaux et précédents internationaux, **55**, 399; historique des Conventions de Genève, **55**, 401; système des Conventions de Genève, **55**, 403. Problème moderne de la codification du droit international privé, **55**, 405 et s.; structure juridique des règles de conflit dans les codifications internes, **55**, 405; structure juridique des règles de conflit dans les codifications internationales, **55**, 409; rayon d'action des règles internationales codifiées, **55**, 411; clauses facultatives dans les Conventions de codification, **55**, 413; codification du droit international privé et règle de l'ordre public, **55**, 414; codification internationale et intérêts nationaux, **55**, 417; codification internationale et diversité des conceptions juridiques nationales, **55**, 422.

V. *Droit international privé* (Allemagne).

Codification du droit privé. — V. *Droit international privé.*

« Co-hang » (Système du). — V. *Concessions étrangères.*

« Coïmperium ». — V. *Droit international.*

Collisions maritimes. — V. *Navire de commerce.*

Colonies.

Rapports de droit public entre la métropole et les colonies, dominions et autres territoires d'outre-mer, **55**, 511 et s.; caractères des colonies : distance, spécialité de régime, subordination à la métropole, **55**, 511; régimes essentiellement autoritaires, territoires africains, **55**, 513. Empire français, **55**, 515; composition de l'Empire et organisation des territoires d'outre-

mer, **55**, 515; situation particulière des territoires de l'Afrique du Nord, **55**, 515; organisation gouvernementale des colonies françaises, **55**, 516. Rapports entre la métropole et les territoires d'outre-mer, **55**, 519 et s.; législation coloniale, **55**, 519; représentation des colonies dans la métropole, **55**, 521; relations extérieures, **55**, 523; régime commercial et douanier, **55**, 524. Empire néerlandais, **55**, 526 et s.; composition de l'Empire et organisation des territoires d'outre-mer, **55**, 526 et s.; pouvoirs accordés au Roi par la Constitution de 1815, **55**, 527; revision de la Constitution (1922), **55**, 528; Constitution des Indes (1925), pouvoirs de législateur au gouverneur, **55**, 529. Etat unique du Royaume des Pays-Bas comprenant quatre territoires dont trois sont d'outre-mer, **55**, 530; double caractère des organes du Royaume, **55**, 531; nationalité, distinction entre Néerlandais et non-Néerlandais, **55**, 531; législation, **55**, 532; représentation des colonies dans la métropole, **55**, 533; relations extérieures, **55**, 533. Empire britannique, **55**, 535 et s.; composition de l'Empire, **55**, 535. Colonies et autres dépendances du Royaume-Uni, **55**, 540 et s.; organisation, **55**, 540 et s.; disparition de la distinction entre colonies d'immigration et colonies conquises relativement au pouvoir législatif, **55**, 541; évolution des institutions coloniales vers un plus haut degré d'autonomie, **55**, 541; gouvernements des différentes colonies, rapports entre les pouvoirs métropolitain et colonial, **55**, 542 et s.; rapports entre le Royaume-Uni et ses colonies et autres dépendances, **55**, 546 et s.; législation, **55**, 550; relations extérieures, **55**, 551; régime commercial et douanier, **55**, 551. (V. *Dominions*, **55**, 511 et s.) Inde, **55**, 571; organisation, **55**, 571 et s.; loi de 1919, affaires provinciales transférées et réservées, système de diarchie, **55**, 572; Conseil législatif et gouverneur, **55**, 572; pouvoirs du Gouverneur, **55**, 573; loi constitutionnelle du 2 août 1935, **55**, 575; rapports entre le Royaume-Uni et l'Inde, **55**, 576; immixtion du gouvernement métropolitain dans les affaires de l'Inde, **55**, 576; représentation de l'Inde dans la métropole, **55**, 578; régime commercial et douanier, **55**, 582. Empire des Etats-Unis d'Amérique, **55**, 583 et s.; évolution des institutions politiques aux Philippines, **55**, 584 et s.; « Jones Act » 1916, première étape : colonie à large autonomie, **55**, 584; deuxième étape « Tydings-Mac Duffie law » 1934 : régime de protectorat vers l'indépendance complète, **55**, 585 et s.; réglementation spéciale du régime commercial et de l'immigration, **55**, 586 et s.; terme idéal de l'évolution des relations de droit public entre métropoles et territoires d'outre-mer, **55**, 589.

Régime des étrangers dans les colonies, **61**, 5 et s. Objet : situation au point de vue international des étrangers établis dans les colonies, **61**, 5; distinction entre communautés coloniales et celles des pays non coloniaux, **61**, 5; structure sociale non homogène des pays coloniaux, **61**, 5; gouvernement étranger, **61**, 6; portée du terme « colonies », **61**, 9. Aspect international du régime des étrangers dans les colonies, **61**, 12 et s.; connexité du régime de commerce et de navigation et du régime des étrangers, **61**, 12; au début, du XV^e^ au XVIII^e^ siècle (première période), régime de l' « exclusif » (exclusion de tout commerce étranger ou non licencié), **61**, 13; libération graduelle du com-

merce, de la navigation et de l'établissement coloniaux, **61**, 17; ouverture du commerce à l'activité étrangère, **61**, 18; arrivée de missionnaires, de savants, **61**, 19; traités de la deuxième période, **61**, 19 et s.; troisième période (depuis 1875), maintien du régime libéral, essor du capitalisme colonial, **61**, 22; régime internationaliste, **61**, 25 et s.; traitement national sans limites appliqué aux étrangers, **61**, 25; régime internationaliste conventionnel de l'Afrique centrale, **61**, 26; garantie de l'étranger, manque dans les pays coloniaux du contrôle prévu dans le système des mandats, **61**, 28; chartes des mandats des classes A, B, C, égalité économique, commerciale et industrielle, **61**, 29; organisation d'un contrôle supranational, ses caractéristiques, **61**, 31. Aspect colonial du régime des étrangers, **61**, 34 et s.; situation des non-indigènes aux colonies, **61**, 35; pour la population autochtone est étranger celui qui ne fait pas partie de ses communautés quelle que soit sa nationalité, **61**, 35; double sens de « nationalité » en droit colonial, **61**, 36; civilisation apportée par les étrangers, **61**, 37; différences entre immigrants occidentaux ou orientaux, **61**, 38; le gouvernement conduit par des non-indigènes, **61**, 39; rôle d'arbitre du gouvernement entre indigènes et étrangers, **61**, 40; état social de la société coloniale, sa signification pour le droit, **61**, 41. Sources et système du droit international des étrangers dans les colonies, **61**, 43 et s.; application du droit international aux situations coloniales, **61**, 43 et s.; question de l'applicabilité des principes généraux du droit international aux colonies, différence avec les pays européens ou européanisés, **61**, 43; les trois attitudes différentes adoptées par les traités de la métropole quant à leur opération dans les colonies, **61**, 45; le « clause coloniale » du Traité de Versailles, **61**, 46; droit national et droit international, **61**, 49 et s.; les Conventions de la métropole rendues applicables, soit par décision autonome, **61**, 50; soit en exécution d'un engagement international, **61**, 51; conventions et actes spécifiquement coloniaux : collectifs, bilatéraux, **61**, 52 et s.; étrangers et nationaux devant le droit international colonial, **61**, 55 et s.; régime des étrangers et réciprocité, **61**, 60 et s.; droit colonial et opération de la clause de la nation la plus favorisée, **61**, 63 et s. Etranger et droit colonial interne, **61**, 68 et s.; admission des personnes venues du dehors, **61**, 68; établissement de l'étranger, **61**, 70 et s.; étranger et nationalité de la population coloniale, **61**, 73 et s.; droits privés des étrangers, **61**, 77 et s.; régime foncier (aliénation privée des terres), **61**, 79; activité économique des étrangers, **61**, 79; position de l'étranger dans la vie publique, **61**, 84 et s. Gouvernement, étranger et protection consulaire, **61**, 90 et s.

V. *Codification du droit international. Doctrine pacifique. Droit international. Mandats internationaux. Personnes internationales.*

Colonies allemandes. — V. *Mandats internationaux.*

Colonies espagnoles d'Amérique. — V. *Droit international. Sujets du droit international.*

Colporteur. — V. *Etranger.*

Combat singulier. — V. *Europe orientale.*

Comité consultatif de juristes. — V. *Cour permanente de justice internationale.*

Comité d'arbitrage et de sécurité. — V. *Acte de Genève.*

Comité de juristes de La Haye. — V. *Cour permanente de justice internationale. Justice pénale internationale.*

Comité des experts. — V. *Pacte de la Société des Nations.*

Comité des experts économiques. — V. *Double imposition.*

Comité des experts techniques. — V. *Double imposition.*

Comité économique. — V. *Restrictions douanières. Unions internationales.*

Comité financier. — V. *Monnaie.*

Comité international de la Croix-Rouge. — V. *Croix-Rouge.*

Comité maritime international. — V. *Immunité de juridiction. Navire de commerce.*

« Comity ». — V. *Droit international privé* (Etats-Unis).

Commerce-commerçant. — V. *Colonies. Commerce maritime international. Etranger. Europe orientale. Faillite. Liberté du commerce. Politique commerciale internationale. Traité de commerce. Unions internationales.*

Commerce des armes. — V. *Guerre chimique.*

Commerce des neutres. — V. *Grotius. Navire de commerce.*

Commerce ennemi. — V. *Visite (droit de).*

Commerce international. — V. *Agriculture. Clause de la nation la plus favorisée. Clause-or. Droit international. Effets de commerce. Europe orientale. Extraterritorialité. Faillite. Guerre chimique. Politique commerciale internationale. Traités. Zones franches.*

Commerce maritime international.

CONDITION JURIDIQUE DES NAVIRES DE COMMERCE, exercice du commerce maritime, **10**, 110; liberté du commerce ou traitement de la nation la plus favorisée pour les navires marchands étrangers, **10**, 110; exceptions à cette liberté ou à ce traitement, **10**, 111; formule des conventions consulaires, **10**, 112; chargement et déchargement d'un navire étranger en Hollande, sentence de la Rechtsbank de Rotterdam, **10**, 112; affaire du consortium de Gênes, **10**, 113; fonctions du consul à l'étranger sont de la compétence de l'autorité maritime de son pays d'origine, **10**, 116; cabotage, **10**, 119. (V. *Navire de commerce*, **10**, 9 et s.)

Commission arbitrale. — V. *Arbitrage international. Chose jugée.*

Commission (course maritime). — V. *Piraterie.*

Commission centrale du Rhin. — V. *Unions internationales.*

Commission de conciliation. — V. *Acte général de Genève. Arbitrage obligatoire. Justice pénale internationale. Médiation.*

Commission de coopération intellectuelle de la Société des Nations. — V. *Coopération intellectuelle.*

Commission des réparations. — V. *Contrôles financiers internationaux.*

Commission européenne. — V. *Cour permanente de justice internationale. Danube. Fleuve international. Individu.*

Commission fluviale. — V. *Immunités internationales.*

Commission internationale. — V. *Danube. Fleuve international. Plébiscite. Unions internationales.*

Commission internationales d'enquête. — V. *Arbitrage international. Conciliation internationale. Conférences de la paix de La Haye. Exterritorialité. Solidarité dans l'Amérique latine.*

Commission internationale de Paris (1885). — V. *Canaux maritimes.*

Commission internationale du Caire. — V. *Tribunaux internationaux.*

Commission neutre de surveillance. — V. *Guerre chimique.*

Commission permanente des mandats. — V. *Mandats internationaux.*

Commission rogatoire. — V. *Droit international privé.*
Commission sanitaire. — V. *Sources du droit international.*
« Common law ». — V. *Etranger.*
« Commonwealth ». — V. *Union d'Etats.*
Communauté internationale. — V. *Apatrides. Assurances. Droit des gens. Droit international. Droit international privé (Italie). Droit naturel. Droits fondamentaux des Etats. Etat. Ordre public. Religion. Société internationale. Sujet de droit international.*
Communauté religieuse. — V. *Religion.*
Communauté universelle. — V. *Code civil italien.*
Communications internationales.

Examen de quelques règles du droit international dans le domaine des communications et du transit, **40**, 403 et s. Le droit des communications est la préface nécessaire à l'étude du droit international selon la méthode inductive, **40**, 407; principes fondamentaux propres au droit des communications, **40**, 411 et s.; exposé des principes fondamentaux, **40**, 411; liberté de navigation et liberté de transit, **40**, 412 et s.; distinction entre les deux, **40**, 412; la question de la liberté des ports maritimes, **40**, 414; égalité de traitement, **40**, 416 et s.; l'égalité de traitement conséquence de la liberté de navigation, **40**, 416; principe de liberté des communications inscrit à l'article 23 (*e*) du Pacte de la Société des Nations, **40**, 419; analyse de la notion de liberté de la navigation, **40**, 421 et s.; les différentes voies auxquelles peut s'appliquer la liberté des communications, distinction entre les modes de communication, **40**, 421; énumérations, péages, redevances et la liberté de navigation, **40**, 424; réglementation de la navigation et de la circulation en haute mer, **40**, 426; liberté de navigation sur les voies d'eau internationales d'Europe, **40**, 427; même liberté prévue par la Convention générale des voies navigables de Barcelone, **40**, 427; Convention générale des Ports maritimes, **40**, 428; coutume maritime, actes de navigation et conventions générales, **40**, 430; communauté de fait des voies de navigation, **40**, 432; droit formel (organisation) et droit matériel (régime), **40**, 435 et s.; les organisation internationales en matière de navigation, **40**, 436 et s.; souveraineté territoriale et droits territoriaux, **40**, 440 et s.; essai d'une théorie synthétique de la souveraineté territoriale, **40**, 440 et s.; droits territoriaux en matière de communications, **40**, 444 et s.; caractéristique d'un droit territorial, **40**, 445; réfutation du concept de servitude internationale, **40**, 448; la théorie et les faits juridiques, **40**, 450 et s.; haute mer, **40**, 450; voies d'eau internationales, **40**, 454; ports maritimes, **40**, 458; mer territoriale, **40**, 459; espace aérien, **40**, 463; les statuts territoriaux dans leur ensemble répondent à la nature permanente des choses, **40**, 465; droits territoriaux et conventions, **40**, 465; Etats sujets actifs ou passifs de normes créées par une convention entre tiers, **40**, 466; quand il existe des droits territoriaux, **40**, 467; droits des tiers, **40**, 470; problème de la reconnaissance à propos des droits, **40**, 473; distinction entre droits irrévocables ou inconditionnels et les droits révocables ou conditionnels, **40**, 474 et s.; problème de la norme première du droit international, **40**, 476 et s.; rejet de la norme *pacta sunt servanda* comme norme première du droit interna-

tional, **40**, 476; le droit conventionnel réductible au droit coutumier, **40**, 479; norme matérielle première du droit international, **40**, 479; nécessité de rattacher la norme matérielle première à une norme formelle logiquement antérieure, **40**, 482; norme première et philosophie morale, **40**, 484; norme première et sociologie, **40**, 484; clause *rebus sic stantibus*, **40**, 486; individus et droit des communications, **40**, 488 et s.; position du problème, **40**, 488; les divers cas, **40**, 491 et s.; voies d'eau internationales, **40**, 491 et s.; tribunaux pour la navigation, **40**, 491; le droit de plainte, **40**, 496; la mer, **40**, 497 et s.; les prises, **40**, 497; la piraterie, **40**, 503; le droit de la mer en général, **40**, 507; conséquences au point de vue des principes du droit international, **40**, 507 et s.; les sujets du droit international, **40**, 507; caractère contingent des droits économiques de l'individu, **40**, 508; droit des communications et organisation internationale, **40**, 510 et s., droit de communication et statut de la Cour permanente de justice internationale, **40**, 512; droit des communications et codification, **40**, 513.

Règles générales du droit des communications internationales, **55**, 5 et s. Origine du droit des communications internationales, **55**, 5 et s.; rôle capital des communications dans les rapports internationaux, **55**, 5; prétentions des Etats à régenter les communications extérieures, contrôle en temps de guerre, **55**, 7; raisons qui ont amené le relâchement des restrictions à la liberté des communications, **55**, 8; intervention des Etats relative au régime des communications, **55**, 12; le droit des communications né de ces atteintes, **55**, 14; extension progressive du droit des communications internationales, **55**, 16; navigation fluviale et maritime, **55**, 16 et 17; Conventions postales, **55**, 18. Objectifs du droit des communications internationales, **55**, 19 et s.; liberté de navigation fluviale sur les fleuves internationaux, **55**, 19; transit, son importance vu les intérêts en cause, **55**, 21; redevances en matière de transit, **55**, 23; services et outillage mis à la disposition du transit par l'Etat dont il emprunte le territoire, **55**, 24; pratiques protectionnistes dans le régime des communications internationales, **55**, 25; Etat enclavé, emprunt à la voie maritime, tarifs de transport appliqués, **55**, 26; sujétion des conditions du régime douanier, **55**, 29; transports postaux et communications télégraphiques, **55**, 30; transports d'énergie électrique, **55**, 31; radiodiffusion, **55**, 32. Statuts particuliers du droit des communications internationales, **55**, 34 et s.; Statut du Rhin élaboré d'abord en 1804, **55**, 34; nouvelle élaboration du Statut par l'Acte final du Congrès de Vienne, **55**, 34; principes étendus à l'Elbe, à l'Escaut, au Danube, **55**, 35; navigation sur le Rhin, Traité de Versailles, **55**, 35; Elbe et Danube, Oder et Niemen, **55**, 35; égalité de traitement pour les navigants, **55**, 36; taxes et dispositions diverses, **55**, 37; Commission du Danube, **55**, 38; navigation sur l'Escaut, traité du 19 avril 1839, **55**, 38; Bassin du Congo, Acte de Berlin de 1885, **55**, 41; liberté de navigation dans le canal de Suez, **55**, 42; canal de Kiel, **55**, 43; tarification des transports en Allemagne, **55**, 44; trafic de la ligne du Gothard, **55**, 45. Statuts généraux du droit des communications internationales, **55**, 47 et s.; navigation maritime, **55**, 47; haute mer, pas de

réglementation internationale, eaux territoriales, droits particuliers des Etats riverains, **55**, 47; conditions de navigation dans les détroits, **55**, 48; Convention postale universelle de Berne du 9 octobre 1874, premier statut général du droit des communications internationales, **55**, 49; voies télégraphiques, Convention de Saint-Pétersbourg de 1875, **55**, 50; statut des câbles sous-marins, Convention de Paris du 14 mars 1884, **55**, 51; Convention de Barcelone du 20 avril 1921, liberté du transit, **55**, 54; Convention de Genève du 9 décembre 1923, régime international des voies ferrées, **55**, 53; navigation aérienne, son caractère essentiellement international, Convention internationale du 13 octobre 1919, **55**, 54 et s.; certificats de navigabilité des appareils, brevets d'aptitude au personnel, **55**, 56; liberté de circulation des aéronefs des Etats contractants sur leur territoire réciproque, pour les autres Etats autorisation nécessaire, **55**, 57; radiocommunications, **55**, 58; radiodiffusion, **55**, 59. Règles générales du droit des communications internationales, **55**, 61 et s.; leurs multiples statuts, **55**, 61; caractère de droit coutumier de la liberté de navigation, **55**, 62; extension de cette liberté aux ports maritimes et la mer territoriale, **55**, 64; liberté de la mer dans ses rapports avec la navigation dans les détroits, **55**, 66; liberté de navigation sur les voies navigables internationales, règles dont elle relève, **55**, 67; position de la question dans le cas du domaine aérien, **55**, 69; statuts conventionnels du droit des communications internationales, durée, **55**, 70; situation des tiers vis-à-vis des statuts, **55**, 71; distinction des droits territoriaux, **55**, 72; leurs rapports avec le régime des communications internationales, **55**, 73; l'égalité corollaire de la liberté du droit des communicatoins internationales, **55**, 75; conflits dans l'application des divers statuts des communications internationales, juridictions compétentes pour les résoudre, **55**, 77; responsabilité des Etats, **55**, 79.

Compagnie de la Mer du Nord. — V. *Dettes publiques d'Etat.*

Compagnie des Indes. — V. *Dettes publiques d'Etat. Missions protestantes.*

Compétence.

Compétence ou incompétence des tribunaux à l'égard des Etats étrangers, **1**, 525; art. 14 du Code civil français, **1**, 525; compétence des juges nationaux au regard des chefs d'Etats étrangers, **1**, 526; fiction de l'exterritorialité, **1**, 527; personne du souverain distincte de celle de l'Etat, **1**, 529; s'il agit au nom de l'Etat, non-soumission à la juridiction étrangère, **1**, 532; s'il agit à titre privé, pas d'immunité de juridiction, **1**, 532; jurisprudence française et italienne faisant droit à des actions contre des souverains agissant à titre privé, **1**, 533; difficultés d'exécution, **1**, 534; cas de l'Etat qui lui-même a un litige, **1**, 536; différences entre le souverain et l'Etat, **1**, 537; distinction entre Etats et circonscriptions, provinces, départements, villes, **1**, 538; Etats révolutionnaires, **1**, 540; les tribunaux français sont-ils compétents dans les actions contre des Etats étrangers ? **1**, 540; distinction entre actes « jure imperii » et actes « jure gestionis », **1**, 544; l'incompétence ne s'impose que si le litige est né d'un acte politique, **1**, 548.

V. *Accidents du travail. Action publique, action civile. Arbitrage international. Arbitrage privé. Arbitrage obligatoire. Capitula-*

tions. Clause d'attentat. Code civil italien. Code de commerce italien. Code de procédure civile italien. Code pénal international. Compétence judiciaire. Compétences internationales et étatiques. Conférence de droit international privé de La Haye. Conférence des Ambassadeurs. Cour permanente de justice internationale. Crimes et délits internationaux. Divorce. Domicile. Droit international. Droit international privé. Droits acquis. Expulsion. Faillite. Guerre d'agression. Immunité des Etats. Impôts. Intervention. Jugement étranger. Pacte de la Société des Nations. Séparation de corps. Société des Nations. Société étrangère. Travail. Tribunaux mixtes.

Compétence exclusive des Etats. — V. *Compétences internationales et étatiques. Domaine réservé. Droit international.*

Compétence judiciaire.

Le conflit des lois de compétence judiciaire dans les actions personnelles, **44**, 115 et s. Défaut de règles uniformes pour la solution des conflits de juridiction, réglementation abandonnée au droit positif de chaque pays, **44**, 116; terminologie : compétence *ratione materiae*, compétence *ratione personae*, **44**, 121; compétence générale directe, compétence générale indirecte, **44**, 121. Théorie de la compétence dans le droit international privé anglo-américain, **44**, 125 et s.; compétence générale directe, **44**, 125 et s.; compétence exclusivement territoriale des tribunaux anglais ne dépendant au moyen âge que de l'assignation reçue par le défendeur *en personne*, **44**, 125; actions locales et actions transitoires, **44**, 126; juridiction gracieuse du Souverain représentée par le Chancelier chargée d'adoucir la sévérité du « Common law », **44**, 127; l'ancienne assignation « Writ » transformée en assignation « Sub poena » qui n'obligeait pas à une remise à la personne du défendeur, **44**, 128; extension de cette modification à la compétence des Cours royales, **44**, 128; mais la procédure reste la base de la compétence générale directe ,**44**, 129; difficulté d'assigner une société étrangère en Angleterre, **44**, 129; actions personnelles, les règles de la procédure anglaise, **44**, 130 et s.; compétence générale indirecte, **44**, 133 et s.; les règles de cette compétence ne datent que de l'époque actuelle, **44**, 133; théorie de la compétence générale indirecte en droit international privé anglais, **44**, 134; doctrine de Dicey : principe de l'efficacité et de la prorogation volontaire, **44**, 135; cas dans lesquels un tribunal étranger sera tenu pour compétent, **44**, 136; loi anglaise de 1928 sur l'effet des jugements étrangers, **44**, 137; traits principaux de la compétence judiciaire en Angleterre, **44**, 138; l'Ecosse, **44**, 139; autres territoires britanniques, **44**, 140; droit américain, **44**, 141 et s.; système de conflits particuliers aux quarante-huit juridictions des Etats-Unis, pouvoirs de la Cour suprême, **44**, 141; différences entre le droit anglais et le droit américain, **44**, 142 et s. Systèmes continentaux de compétence judiciaire, **44**, 146 et s.; actions personnelles, application de la règle *Actor sequitur forum rei*, **44**, 146; règles de droit français, articles 14 et 15 du Code civil, **44**, 148 et s.; compétence générale indirecte d'un tribunal étranger niée par la jurisprudence française quand le défendeur est français, **44**, 150; dérogations au principe du *forum rei*, **44**, 150; *forum obligationis*, **44**, 151; en droit français : prédominance du point de

vue national, identité des règles de compétence générale directe et compétence générale indirecte, **44**, 152; droit allemand, **44**, 153 et s.; application du *forum rei* dans les actions personnelles, **44**, 153; *forum obligationis*, **44**, 154; droit italien, **44**, 155 et s.; règles de compétence générale directe dans les actions personnelles divisées en compétence par territoire et compétence relative aux étrangers, **44**, 155. Compétence en droit international privé, **44**, 158 et s.; compétence dans les litiges entre étrangers, **44**, 158; tendance moderne à ouvrir l'accès des tribunaux à tout plaideur quels que soient sa nationalité et son domicile, **44**, 159; criterium pour résoudre la question de compétence dans un procès contre un défendeur absent, **44**, 160; recherche du moyen de protéger le défendeur sans exposer le demandeur à un déni de justice, **44**, 161; manque de symétrie des divers systèmes, **44**, 161; doctrine du *forum non conveniens*, **44**, 162; solution du problème de la compétence générale indirecte, cas d'un défendeur présent dans le pays, **44**, 163; compétence fondée sur le domicile du défendeur, **44**, 164; adoption comme base de juridiction de la résidence du défendeur, **44**, 165; cas d'un défendeur absent du pays, **44**, 167; nationalité du demandeur, son inadmissibilité comme criterium de la compétence générale indirecte, **44**, 167; nationalité du défendeur, son inacceptabilité comme base de compétence générale indirecte, **44**, 167 et 168; le *forum obligationis*, **44**, 168; tribunal compétent en matière de délit civil, **44**, 169; cas des contrats, *forum contractus*, **44**, 169; compétence judiciaire basée sur le fait que le débiteur est en possession de biens situés dans le pays où le créancier désire intenter un procès, **44**, 170; prorogation conventionnelle, **44**, 172; compétence à l'égard des sociétés, **44**, 174; ordre public, **44**, 176; renvoi, **44**, 177; problème des qualifications, **44**, 177 Œuvre d'unification, **44**, 179 et s.; l'unification des règles de conflits de juridictions touche à l'indépendance des Etats, **44**, 179; tentatives des organismes internationaux, **44**, 180; Convention franco-belge de 1899 et Convention austro-allemande de 1923, **44**, 181; Convention de La Haye de 1905 (frais de justice), **44**, 181; Convention franco-italienne de 1930, Convention franco-suisse de 1869, but de ces Conventions, **44**, 182; la compétence dans le Code de droit international privé, dans les traités franco-suisse de 1869, franco-belge de 1899, **44**, 184; article 30 de la Convention franco-italienne de 1930, règles de compétence, **44**, 185; traité austro-allemand de 1923, **44**, 186; expérience de conciliation des règles du droit continental avec celles du droit anglais, **44**, 187; loi anglaise du 13 avril 1933, **44**, 187; compétence générale indirecte du tribunal étranger suivant la résidence du débiteur, **44**, 188; prorogation volontaire, **44**, 188; principes d'uniformisation réalisable des règles dans les actions commerciales : résidence du défendeur dans le pays du tribunal saisi, **44**, 191; prorogation volontaire, **44**, 192; compétence du *forum obligationis*, **44**, 192; procès entre étrangers, **44**, 193; litispendance, **44**, 193.

V. *Jugement étranger.*

Compétence pénale. — V. *Tribunaux internationaux.*

Compétences internationales et étatiques.

Règles générales du droit international de la paix (V. *Droit inter-*

national, **30**, 275 et s.). Compétence internationale, **30**, 351 et s.; compétence territoriale et compétence réelle, **30**, 351; compétence réelle déterminée par un élément personnel ou territorial, **30**, 353; compétence réelle, **30**, 354 et s.; partage de la compétence réelle entre le droit international et le droit interne, **30**, 354; le partage des compétences provient du droit des gens, **30**, 354; deux sphères de compétence étatique, **30**, 356; compétence concurrente des Etats, **30**, 357; compétence exclusive des Etats, **30**, 358 et s.; compétence exclusive et liberté des Etats, **30**, 358; matières assignées par le droit international public à la compétence exclusive des Etats, **30**, 361; les conflits de nationalité ne rentrent pas dans le domaine exclusif des Etats, **30**, 363; compétence territoriale, **30**, 365 et s.; diverses catégories de compétence territoriale, **30**, 365 et s.; la compétence territoriale est exclusive ou non, **30**, 365.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **35**, 5 et s.). Attribution des compétences, **35**, 101 et s.; les compétences dérivent de l'ordre juridique international, **35**, 101 et s.; attribution des compétences et réglementation de leur exercice, **35**, 101; compétences des sujets du droit international, elles dérivent du droit des gens pour les sujets autres que les Etats, **35**, 102; pour les Etats, la source de leurs compétences est controversée, **35**, 102; décision de la Cour permanente, affaire du *Lotus*, juridiction territoriale de l'Etat sauf règle permissive du droit international ou convention, **35**, 103; la décision ne donne pas l'origine de la compétence de l'Etat, **35**, 105; définition de la compétence territoriale, **35**, 106; les compétences de l'Etat dérivent du droit international, **35**, 107; reconnaissance et attribution des compétences, **35**, 108 et s.; caractère déclaratif de la reconnaissance d'Etat, **35**, 111; double portée de l'acte de reconnaissance, **35**, 111; les titres de compétence, **35**, 112 et s.; compétence territoriale pure, **35**, 113; la notion de territoire, **35**, 113; la notion de compétence territoriale, **35**, 115, le domaine terrestre, **35**, 116; domaine maritime, **35**, 118 et s.; étendue de la mer, **35**, 118 et s.; compétence de l'Etat sur sa mer territoriale, les deux thèses, **35**, 120; le domaine aérien, **35**, 122; exceptions à la compétence territoriale de l'Etat, **35**, 122; compétence exclusive limitée *ratione loci*, **35**, 122; le régime des immunités, **35**, 123; compétence territoriale avec effets extra-territoriaux, **35**, 124; distinction entre lois politiques qui ne régissent à l'étranger que les nationaux, **35**, 124; lois pénales en général applicables aux seuls nationaux à l'étranger et non applicables aux étrangers à l'étranger, **35**, 125; lois civiles, complexité de la solution, **35**, 126; compétence extraterritoriale, **35**, 127 et s.; compétence non-territoriale, **35**, 130; compétence occasionnelle et momentanée, **35**, 132; compétences dérivant du droit particulier, **35**, 133; exercice des compétences, **35**, 135 et s.; rapports du droit international et du droit interne, **35**, 135 et s.; trois systèmes, monisme avec primauté du droit interne (doctrine de M. Wenzel), **35**, 136; dualisme (conception de M. Triepel, **35**, 136; critique de la doctrine dualiste, **35**, 138 et s.; troisième système : monisme juridique avec primauté du droit des gens, les raisons qui militent en sa faveur, **35**, 143 et s.; domaine de la compétence discrétionnaire, **35**, 146 et s.;

pour l'attribution des compétences, dosage entre l'intervention du droit international et la liberté de l'Etat, pour l'exercice des compétences, la liberté du droit interne est la règle, **35**, 147; art. 15, al. 8 du Pacte : « questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des Etats », **35**, 149; consistance du domaine de la compétence discrétionnaire ou domaine réservé, **35**, 150 et s.; le domaine de la compétence réglée, **35**, 156 et s.; liberté des communications, **35**, 157; protection des droits individuels, **35**, 161; admission des étrangers sur le territoire de l'Etat, **35**, 162; leur statut, **35**, 164; procédure de contrôle, **35**, 167; protection internationale des droits individuels, élargissement de son champ d'application, **35**, 167; annexion, **35**, 168; droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, **35**, 169; option individuelle, **35**, 170; protection des minorités, **35**, 171. (V. *Arbitrage international*, **35**, 187 et s. *Guerre*, **35**, 173 et s.)

Règles générales de la paix (V. *Droit international*, **46**, 5 et s.). Activité licite de l'Etat selon le droit international constitue sa compétence selon ce même droit, **46**, 56; compétence territoriale, compétence spatiale, **46**, 56; limites positives de la liberté de l'Etat, leur fixation par le droit international, **46**, 57; problème du traitement des étrangers, **46**, 58; compétence « exclusive », compétence « concurrente », **46**, 59; compétence « commune », **46**, 60; identité de la compétence et de la souveraineté, **46**, 61; compétence exclusive, **46**, 63 et s.; différence entre la compétence et la compétence exclusive, **46**, 64.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **46**, 331 et s.). Investiture de reconnaissance des compétences internationales, **46**, 373; le droit positif international coutumier ou conventionnel réglemente les compétences indépendamment de la personnalité de leurs titulaires, **46**, 373; relativité de la notion d'immédiateté, **46**, 374; compétences individuelles privées, **46**, 375; les minorités, **46**, 378; compétences des gouvernants et des agents, **46**, 382; gouvernements de droit et gouvernements de fait, **46**, 382; actes-condition attributifs de compétence, **46**, 385; la reconnaissance, **46**, 387; elle est due et doit intervenir à chaque modification des compétences, **46**, 388; refus de reconnaissance, **46**, 390; modalité de la compétence gouvernementale internationale, **46**, 393 et s.; les associations de gouvernants, fédéralisme constructif, **46**, 393; droit objectif du fédéralisme, **46**, 395; droit positif du fédéralisme, **46**, 398; pouvoirs propres des organes fédéraux, **46**, 399; application à la Société des Nations, **46**, 400; phénomène de dissociation, **46**, 402 et s.; Commonwealth britannique cas-type, **46**, 403; sécession et principe du droit des peuples, **46**, 405; conditions légitimant la volonté collective, prévalence de l'élément volonté sur l'élément force, **46**, 406; théorie des nationalités, **46**, 407; droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, danger, condition de reconnaissance de ce droit, **46**, 408 et 409; phénomènes de subordination ou tutelle internationale, **46**, 411; protectorats, **46**, 411; mandats, **46**, 412 et s.; domaine réservé à la compétence exclusive des Etats, **46**, 414 et s.; intéresse les gouvernants des Etats à compétence majeure, pleinement souveraine, **46**, 414; sens de « compétence exclusive », **46**, 415; compétence plus ou moins discrétionnaire ou plus ou moins liée, **46**, 416.

Droit international de la paix (V. *Droit international*, **54**, 5 et s.). Domaine réservé à la compétence exclusive de l'Etat, **54**, 272 et s.; interprétation de l'article 15, § 8, du Pacte, **54**, 272 et s.; limitation arbitraire de la compétence de la communauté internationale, **54**, 277; existence d'un droit objectif supérieur au droit positif, **54**, 283; maintien par le droit objectif de droits aux membres qui composent le groupe pour le bien de ce groupe, **54**, 292; détermination du critère permettent de reconnaître le domaine de la compétence exclusive, **54**, 294; existe-t-il un plan de compétence en dehors de la compétence de l'Etat et de celle de la Société des Nations ?, **54**, 297.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **58**, 5 et s.). Attribution des compétences étatiques, **58**, 145 et s.; principe général, **58**, 145 et s.; question de savoir si ce qui est permis par le droit des gens est permis aux Etats, affaire du *Lotus*, **58**, 145 et s. Compétence territoriale, **58**, 148 et s.; domaine terrestre, **58**, 148 et s.; domaine maritime, **58**, 154 et s.; domaine aérien, **58**, 159 et s.; exceptions à la compétence territoriale, **58**, 160 et s.; immunité de juridiction, **58**, 161; protection des droits individuels, **58**, 165 et s.; reconnaissance par un Etat de droits aux étrangers qui habitent son territoire, **58**, 165; protection diplomatique accordée par l'Etat à ses nationaux à l'étranger, **58**, 166; responsabilité de l'Etat vis-à-vis de l'étranger, **58**, 171; l'Etat ne répond que des actes de ses fonctionnaires, **58**, 172; responsabilité internationale naissant d'une violation internationale de l'Etat défendeur, **58**, 174; déni de justice, **58**, 176; fondement doctrinal de la protection des étrangers, **58**, 177; limites de la compétence pénale étatique, **58**, 180 et s.; les eaux intérieures, **58**, 184 et s.; Etats anormaux, **58**, 188 et s.; la compétence personnelle, **58**, 194 et s.; compétence de l'Etat sur les personnes de sa nationalité, **58**, 194 et s.; compétence extraterritoriale, **58**, 197 et s.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **58**, 475 et s.). Répartition des compétences, **58**, 591 et s.; comment est fixée la compétence d'un Etat ?, **58**, 593 et s.; question de savoir si la répartition des compétences se règle par le droit international ou si chaque Etat fixe sa propre compétence, **58**, 593; la souveraineté de l'Etat fixe sa compétence, le droit international la limite, **58**, 594 et s.; compétence personnelle, **58**, 597; compétence de l'Etat au titre de ses services publics, **58**, 598; conflit entre la compétence territoriale d'un Etat et celle d'un autre Etat, **58**, 600; domaine réservé à la compétence exclusive d'un Etat, **58**, 603 et s.; article 15, § 8, du Pacte, **58**, 603; analyse du concept de « compétence exclusive », **58**, 605 et s. Quelques caractères de la compétence territoriale, **58**, 614 et s.; importance de la compétence territoriale, **58**, 614; non-assimilation entre souveraineté territoriale et propriété, **58**, 615 et s.; solution du droit international au problème de l'acquisition de la souveraineté sur les territoires sans maître, **58**, 618; diverses formes de l'action de l'Etat sur son territoire applicable aux étrangers, exceptions, **58**, 619; action de l'Etat non limitée à son territoire, **58**, 622; espace échappant à la compétence territoriale de l'Etat : haute mer, **58**, 623; mer territoriale, non-rattachement à la haute mer, **58**, 625. Régle-

mentation par le droit international de l'exercice des compétences, **58**, 628 et s.; règles du droit international applicables à l'exercice de la compétence sur une matière déterminée, **58**, 628; indépendance de l'Etat dans l'exercice de sa compétence, **58**, 629; l'Etat exerce sa compétence selon ce qu'il juge à propos, **58**, 631; objet de la servitude internationale, **58**, 633; l'Etat exerce sa compétence par sa propre action et sous sa responsabilité, **58**, 634.

V. *Protocole de Genève.*

Compétence « ratione materiae ». — V. *Cour internationale des prises.*

Complicité. — V. *Piraterie.*

Complot. — V. *Crimes et délits internationaux. Expulsion.*

Compromis. — V. *Acte général de Genève. Arbitrage international. Arbitrage privé.*

Comptabilité fiscale. — V. *Mandats internationaux.*

Concentration commerciale. — V. *Trusts et cartels internationaux.*

Concert européen. — V. *Droit international.*

Concessions étrangères.

Régime des concessions étrangères de Chine, **27**, 5 et s. Puissances à traités et résidence des étrangers, **27**, 5 et s.; modalités de la résidence des étrangers, **27**, 7 et s.; situations différant des concessions au point de vue juridique mais qui leur ressemblent, **27**, 7 et s.; régime des concessions proprement dites, **27**, 11; origine, établissement, classification des concessions, **27**, 14 et s.; précédents hors de Chine, **27**, 14; établissements de la Ligue hanséatique, **27**, 15; colonies fondées en Orient par les Républiques maritimes italiennes, **27**, 16; précédents en Chine, **27**, 18; traité sino-portugais du 1er décembre 1887, concession de Macao au Portugal, **27**, 19; traités qui accordent en Chine des comptoirs à la Russie, **27**, 19 et s.; rapports des Chinois avec les étrangers, **27**, 22 et s.; différences entre la mentalité chinoise et celle d'Europe, **27**, 23; les premières relations sino-étrangères, mémorandum à la Conférence de la Paix (1919), **27**, 24 et s.; régime d'exterritorialité, **27**, 25; le régime du *Co-hong* et des factoreries à Canton, **27**, 26; mesures de rigueurs édictées au XVIIIe siècle contre les commerçants étrangers, **27**, 26; impossibilité pour les Européens de tout trafic direct avec les Chinois, intermédiaire chinois, institution à Canton du Marchand de l'Empereur monopolisant le commerce sino-étranger, **27**, 27; système des factoreries et du *Co-hong*, **27**, 29; traités de 1842-1844 et les premières concessions, **27**, 30 et s.; suppression du *Co-hong* par le traité de Nanking, ouverture de cinq ports aux étrangers, **27**, 30; imprécision du traité de Nanking et des accords suivants, conséquences, **27**, 30; création de la concession anglaise de Chang-Haï, **27**, 30; création des concessions française et américaine de Chang-Haï, **27**, 32 et 33; classification des concessions, **27**, 34; concessions nationales et internationales, **27**, 35; classification fondée sur la différence des modes d'assignation des terrains, « settlement » et concession proprement dite, **27**, 36; criterium du régime des concessions, **27**, 37; liste des concessions existantes, **27**, 38; administration des concessions, les organes, **27**, 41; ports ouverts « open ports » et marchés de commerce, « trade marts », **27**, 41; Yotcheou, **27**, 42 et s,; Tché-fou, **27**, 43 et s.; concessions natio-

nales, **27**, 44 et s.; rôle de premier plan du consul, **27**, 44; ses pouvoirs administratifs et de police, **27**, 45; pouvoirs respectifs du consul et de la municipalité dans la concession française de Chang-Haï, **27**, 46 et s.; la charte municipale de Chang-Haï, principales dispositions, **27**, 49; l' « International Settlement » de Chang-Haï, **27**, 51 et s.; déclaration du 6 août 1863 élaborant un plan de construction, **27**, 51; corps diplomatique de Péking et corps consulaire de Chang-Haï, divergences, **27**, 52; les « Land Regulations » de 1869, leurs caractéristiques, **27**, 53; leur révision en 1881 sanctionnée en 1898, **27**, 55; ce qu'elles édictent, **27**, 58 et s.; administration des concessions, le fonctionnement, **27**, 60 et s.; évolution organique des concessions, **27**, 61 et s.; représentation chinoise dans l'administration municipale des concessions, **27**, 65 et s.; condition juridique des Chinois dans les concessions, source de difficultés, **27**, 71 et s.; taxation, **27**, 72; condition au point de vue des droits immobiliers, **27**, 75; question du droit d'asile, **27**, 76; presse chinoise dans les concessions, **27**, 78; neutralité des concessions, **27**, 81 et s.; extension des concessions, **27**, 84 et s.; juridiction sur les concessions, **27**, 90 et s.; l'exterritorialité, **27**, 90 et s.; sujets de Puissances n'ayant aucun traité avec la Chine, sujets de Puissances ayant avec la Chine des traités ne contenant pas de clauses d'exterritorialité, **27**, 91; sujets de Puissances ayant avec la Chine des traités d'exterritorialité expirés ou dénoncés et non remplacés par de nouveaux traités, **27**, 93; sujets de Puissances ayant avec la Chine des traités d'exterritorialité en vigueur, **27**, 93; concessions et juridiction, **27**, 94; les Cours mixtes de Chang-haï, **27**, 97; Cours mixtes dans les concessions française et internationale, **27**, 97; confiscation au profit du corps consulaire des attributions des juges chinois, **27**, 101; accord de 1926, **27**, 103; politique actuelle du Gouvernement national chinois, **27**, 105; juridiction des Cours mixtes, **27**, 106 et s.; accord sur la restitution de la Cour mixte, son importance, ses dispositions, **27**, 106; remarque sur cet accord provisoire, **27**, 109; autres Cours mixtes, **27**, 112; Cour des consuls, **27**, 113; nature juridique des concessions, négociations en vue de leur restitution à la Chine, **27**, 115 et s.; nature juridique des concessions, **27**, 115 et s.; traités de la Chine en vue de supprimer le régime d'exterritorialité et, comme conséquence, d'accorder aux étrangers égalité de droit avec les Chinois, **27**, 115 et s.; procédé employé par la Chine pour matérialiser les liens entre l'exterritorialité et les concessions, **27**, 117; politique chinoise de restrictions à la résidence étrangère, zone de résidence imposée aux étrangers dispersés, **27**, 118; traits caractéristiques de la conception territoriale et de la conception personnelle, **27**, 118 et s.; affaire de la compagnie française des tramways et d'éclairage électrique de Chang-haï, jugement du tribunal consulaire qui admit son incompétence, jugement confirmé par la Cour de Saïgon et porté devant le Conseil d'Etat, **27**, 122; l'arrêt de Saïgon cassé par la Cour de cassation, **27**, 123; négociations en vue de restituer les concessions à la Chine, **27**, 124; reprise par la Chine des concessions ennemies pendant la guerre de 1914, **27**, 125; restitution par l'Angleterre de ses concessions de Han-K'eou et de Kiou-Kiang,

27, 126; autres restitutions, **27**, 129; phase d'évolution et état actuel du problème des concessions, **27**, 131.

Concessions internationales à perpétuité. — V. *Droit international.*

Conciles. — V. *Confessions religieuses.*

Concile de Chalcédoine (451). — V. *Confessions religieuses.*

Concile de Constance. — V. *Confessions religieuses.*

Conciles de Latran (1123 à 1179). — V. *Confessions religieuses.*

Concile de Lyon (1274). — V. *Confessions religieuses.*

Concile de Nicée. — V. *Confessions religieuses.*

Concile de Tolède. — V. *Confessions religieuses.*

Concile du Vatican. — V. *Confessions religieuses.*

Conciliation internationale.

La conciliation internationale, **18**, 5 et s. Traités bilatéraux de conciliation, **18**, 7; la médiation, **18**, 8; proposition russe de désarmement de 1898, **18**, 9; l'Union interparlementaire et le développement de la médiation, **18**, 14 et s.; Commissions internationales d'enquête, **18**, 18 et s.; responsabilité des Etats pour crimes internationaux, **18**, 22; traités Knox d'arbitrage anglo-américains, **18**, 25; proposition Bryan pour éviter le recours à la guerre, **18**, 26 et s.; les trente traités signés par les Etats-Unis en 1913 et 1914, les clauses favorables à la paix, **18**, 28 et s.; la Commission de cinq membres prévue par les traités, **18**, 29; les traités britanniques, **18**, 31; droit de la Commission reconnu par les traités, **18**, 31 et s.; la fédération mondiale préconisée par Crosier et Raleigh C. Minor, **18**, 37; résolutions de la Commission ministérielle française, **18**, 39; les projets d'une Société des Nations par la Commission italienne, **18**, 41; proposition d'un pacte fédéral de la Ligue des nations par le Gouvernement suisse, **18**, 44; Conseil de médiation, **18**, 44; Commission de conciliation, **18**, 45; distinction entre conciliation et médiation, **18**, 45; contre-projet du Gouvernement allemand à la Conférence de la paix de Versailles, **18**, 46; note autrichienne et projet Lammasch, **18**, 47; avant-projet de la Commission néerlandaise pour le règlement pacifique des conflits internationaux, **18**, 48; avant-projet des comités gouvernementaux scandinaves organisant la procédure d'enquête et de conciliation, **18**, 50; projet de la société des Fabiaus, **18**, 50; projet La Fontaine, **18**, 52; projet Marburg d'une « League to enforce Peace », **18**, 53; propositions Bryce pour préventions de guerres futures, **18**, 54; projet Phillimore, **18**, 55; projet du colonel House, **18**, 56; projet Smuts, **18**, 57; projet Wilson, **18**, 57 et s.; Pacte de la Société des Nations, modifications, **18**, 58 et s.; procédure de conciliation, **18**, 59; résolution de la III[e] Assemblée, **18**, 64; traités européens bilatéraux de conciliation, **18**, 64; les traités scandinaves et l'institution de Commissions de conciliation, **18**, 65; tous les traités instituent l'obligation de la conciliation, **18**, 65. Accords de Locarno, **18**, 68 et s.; tâche de la Commission permanente de conciliation instituée par les traités, **18**, 74; les traités allemands, **18**, 74; diverses stipulations des traités, **18**, 75 et s.; autorité du rapport, **18**, 75; droit d'initiative de la Commission, **18**, 76; publicité du rapport, **18**, 78; indemnité des membres de la Commission, **18**, 79; durée des traités, **18**, 80; traités bilatéraux de conciliation et de règlement judiciaire ou arbitral, progrès de l'idée de con-

ciliation, **18**, 81; projet norvégien d'amendement, **18**, 82; traité d'arbitrage germano-suisse, **18**, 83; l'arbitrage dans les traités bilatéraux, **18**, 88 et s.; les traités ne prévoient pas de tribunal arbitral permanent, **18**, 92; nature non obligatoire des suggestions de la Commission de conciliation, **18**, 93; mesures provisoires pendant la procédure de conciliation, **18**, 95; Accords de Locarno, accord principal et conventions bilatérales qui le complètent, **18**, 96; résolution de l'Union interparlementaire sur la procédure de conciliation, **18**, 98; proposition Schücking de création d'un Conseil de conciliation, **18**, 98; projet R. Unwine d'un Conseil de conciliation, **18**, 100; traités collectifs, **18**, 102 et s.; traité balte de 1925, traités collectifs américains, **18**, 103; le traité A-B-C (Argentine, Brésil, Chili), **18**, 103; la Commission permanente de conciliation dans les traités, **18**, 104 et s.; projet de traité de M. Efremoff, composition de la Commission, **18**, 104; rapports avec les gouvernements, **18**, 112; rémunération des membres, **18**, 113; durée des traités, **18**, 114; Protocole de Genève, **18**, 114 et s.; projet du gouvernement danois de conciliation devant une commission de la Cour permanente de justice internationale, **18**, 117 et s.; projet Gorgé créant une chambre de conciliation au sein de la Cour permanente, **18**, 118; danger que la multiplication des traités bilatéraux collectifs présente pour la Société des Nations, **18**, 121; idée émise par Gorgé d'une convention collective générale, **18**, 124; partialité du Conseil tenant à ce qu'il comprend quatorze Etats ayant leurs visées égoïstes, **18**, 125; proposition Efremoff d'un Institut international de conciliation, **18**, 126 et s.; ce que serait cet Institut, son fonctionnement, **18**, 129; les recherches pour amener la conciliation ne sont pas limitées, en cas d'arbitrage il faut au contraire limiter le litige, **18**, 132; possibilité, par la conciliation, d'éviter les guerres futures, **18**, 135.

Organisation de la conciliation comme moyen de prévenir les guerres, **59**, 103 et s. Société des Nations et prévention de la guerre, **59**, 103 et s.; article 12 du Pacte ne mentionne pas une procédure de conciliation, **59**, 104; cas prévus à l'article 13, moyens de coercition, **59**, 105; article 16, sanctions militaires non obligatoires, **59**, 107; la conciliation devant la Société des Nations, traités nombreux de conciliation, **59**, 109; les traités américains, **59**, 110; traités de l'Union soviétique, **59**, 111; traités de l'Islande, **59**, 113; influence de l'Acte général du 26 septembre 1928 sur la rédaction des traités de conciliation, **59**, 113; liberté laissée par cet Acte aux Etats entraînant l'abandon de la permanence des commissions de conciliation et de leur institution avant naissance d'un différend, **59**, 115; mémorandum de M. Holsti sur l'étude méthodique des conventions d'arbitrage, **59**, 116; six Conventions modèles soumises à l'approbation de la IX^e^ Assemblée de la Société des Nations, **59**, 118; importance théorique de l'Acte général, **59**, 120. Organisation adéquate de la conciliation internationale, **59**, 124 et s.; nécessité d'une procédure rapide devançant la tension entre les Parties, **59**, 124; distinction de la conciliation et des autres moyens de règlement pacifique (bons offices, médiation, arbitrage, règlement judiciaire), **59**, 124 et s.; constitution de la Commission dès ratification du Traité de conciliation, **59**, 127; impartialité de l'organe conci-

liateur, **59**, 128; projet de Conseil mondial de médiateurs privés de M. Efremoff, **59**, 129; projets divers de conciliation, **59**, 131 et s.; résolutions concernant la création d'un organe mondial de conciliation votées par la XXVIII[e] Conférence interparlementaire (1932), **59**, 135; résolution du Congrès universel de la Paix de Cardiff (1936), **59**, 136; opinions des juristes en matière de conciliation, **59**, 136; les traités bilatéraux de conciliation, **59**, 139; considérations militant en faveur d'un Organe mondial de conciliation, **59**, 141. Amérique et prévention de la guerre, **59**, 145 et s.; origine du procédé de conciliation en Amérique espagnole (1822), **59**, 145; la conciliation internationale sud-américaine jusqu'au Congrès de Lima, **59**, 146; les traités Bryan, **59**, 147; traité sud-américain de Rio-de-Janeiro (1932) pour prévenir la guerre, ses intéressantes dispositions, **59**, 151; projet de Code de la paix présenté à la VII[e] Conférence panaméricaine de Montevideo (décembre 1933), **59**, 154; Protocole additionnel à la Convention générale de conciliation interaméricaine de 1929, **59**, 156; Conférence interaméricaine pour le maintien de la Paix, Buenos-Ayres (1936), **59**, 159; Traité relatif à la prévention des conflits, **59**, 162; Traité interaméricain relatif aux bons offices et à la médiation, **59**, 163. Nécessité de sauvegarder la sécurité des Etats, **59**, 167 et s.; propositions tendant à amender le Pacte de la Société des Nations dans le sens d'un renforcement de la prévention des conflits, **59**, 168; Union des Associations pour la Société des Nations, **59**, 168; « New Commonwealth Institute », **59**, 169; propositions des Gouvernements des Etats membres, **59**, 171 et s.; accords bipartites établissant l'obligation réciproque de non-agression et de neutralité, **59**, 176; projet de Pacte balkanique de non-agression, d'assistance mutuelle et de conciliation (1932), projet de Code de la paix (1933), **59**, 179 et s.; projet Efremoff de Pacte régional de non-agression (1934), **59**, 184; question d'une police internationale de la Société des Nations, **59**, 186. Prévention efficace de la guerre, **59**, 190 et s.; pas de possibilité actuelle d'une action coercitive collective contre laquelle un Etat agresseur ne pourrait lutter, **59**, 190; nécessité d'action rapide de l'organe conciliateur, **59**, 191; rôle du ministre des Affaires étrangères en matière de prévention, **59**, 193; l'opinion nationale, l'opinion internationale, leur influence, **59**, 195; projet Efremoff de création d'un Institut mondial ou d'Instituts continentaux de conciliation, **59**, 197 et s.; réalisation partielle du projet dans les travaux de la Conférence interaméricaine de Buenos-Ayres, **59**, 210.

V. *Acte général de Genève. Amérique latine. Arbitrage international. Conférences de la paix de La Haye. Conférence des Ambassadeurs. Cour permanente de justice internationale. Médiation. Société des Nations.*

Concordat (Eglise catholique). — V. *Droit international. Papauté. Traité international.*

Concordat (commercial). — V. *Faillite.*

Concurrence déloyale.

Protection internationale de la propriété industrielle (V. *Propriété industrielle*, **39**, 317). Protection internationale contre la concurrence déloyale, **39**, 536 et s.; protection de l'article 10*bis*

de la Convention de Paris, **39**, 536; définition à La Haye de la concurrence déloyale, **39**, 538; examen analytique des cas de concurrence déloyale, **39**, 539; propositions de modifier à Londres l'alinéa 3 de l'article 10*bis*, 39, 540.

V. *Appellations d'origine. Crimes et délits internationaux. Justice pénale internationale. Propriété industrielle.*

Condition des étrangers. — V. *Etranger.*

« Condominium ». — V. *Droit international.*

Confédération d'Etats.

Solidarité internationale dans l'Amérique latine (V. *Solidarité internationale*, **8**, 207). Projets de confédération américaine, **8**, 227; nécessité pour les Républiques sud-américaines de s'unir en Congrès, **8**, 227; rôle de Bolivar dans le projet, qui échoua, d'une Confédération américaine, **8**, 228 (V. *Congrès américains*, **8**, 230). Dessein de confédérer les Etats américains, **8**, 243. (V. *Conférences panaméricaines*, **8**, 252).

V. *Pacte de la Société des Nations. Solidarité internationale.*

Confédération générale du travail. — V. *Organisation permanente du travail. Travail.*

Conférence anglo-coloniale (1920). — V. *Impôts.*

Conférence d'Algésiras. — V. *Conférences internationales.*

Conférence d'arbitrage et de conciliation de Washington. — V. *Arbitrage international.*

Conférence de Baden-Baden (1929). — V. *Banque des Règlements internationaux.*

Conférence de Barcelone.

Le régime international des ports (V. *Ports maritimes*, **15**, 5 et s.). Conférence de Barcelone (1921), recommandation relative aux ports soumis à un régime international, **51**, 33; Statut de Barcelone : assimilation des cours d'eau naturels aux voies navigables (art. 1er), **15**, 110; catégorie spéciale de voies d'intérêt international (art. 2), **15**, 110; Protocole additionnel à la Convention de Barcelone sur les voies navigables sans intérêt international, **15**, 111; navires exceptés des dispositions du Statut (art. 17), **15**, 115; Etats ayant la liberté de navigation (art. 3), **15**, 119; égalité du traitement (art. 4), **15**, 121; réserves au principe de liberté d'utilisation des ports (art. 9, § 2), **15**, 123; droits de douane et taxes de port, prohibition de la discrimination de pavillon, égalité des droits en tout point de la frontière (art. 9, §§ 3 et 4), **15**, 124; réserves au principe de liberté, principe d'égalité (art. 6), **15**, 124; égalité de traitement (art. 12, § 1), **15**, 124; cabotage (art. 5, § 1), **15**, 126; Convention de Barcelone (art. 2), réserve des stipulations du Traité de Versailles, **15**, 128; appréciation du rôle de la Conférence de Barcelone, **15**, 139.

V. *Fleuve international. Traités de commerce. Unions internationales de nature économique. Voies de communication.*

Conférence de Berlin (1885). — V. *Fleuve international.*

Conférence de Berlin (1890). — V. *Organisation internationale du travail. Justice pénale internationale. Travail.*

Conférence de Berne. — V. *Travail* (femmes et enfants).

Conférence de Bruxelles (1874). — V. *Guerre.*

Conférence de Bruxelles (1890). — V. *Justice pénale internationale. Sources du droit international. Traite des noirs.*

Conférence de Bruxelles (1920) **financière et économique.** — V. *Effets de commerce. Nationalisme économique.*

Conférence de Bruxelles (1926) **sur l'unification du droit maritime.** — V. *Visite (droit de).*

Conférence de Bucarest. — V. *Religion.*

Conférence de Buenos-Ayres (1910). **(IV^e^ Conférence panaméricaine).** — V. *Etranger.*

Conférence de Cannes (1922). — V. *Reconnaissance d'Etats.*

Conférence de Gênes (1920). — V. *Travail.*

Conférence de Gênes (1922). — V. *Monnaie. Reconnaissance d'Etats. Transports.*

Conférence de Genève (1923).

Régime international des ports. Statut de Genève sur le régime des ports : définition des ports maritimes (art. 1^er^), **15**, 33; égalité de traitement des navires (art. 2), **15**, 41; réserve en matière de police, du trafic, de pilotage (art. 10 et 11), **15**, 16; navires d'Etat (art. 13, § 1), **15**, 53; exception des navires de guerre (art. 13, § 2), **15**, 66; réserve relative aux bateaux de pêche (art. 14), **15**, 50; réserve relative au cabotage maritime (art. 14), **15**, 51; réserve de la sûreté de l'Etat et de ses intérêts vitaux (art. 16), **15**, 55; égalité de traitement (art. 17), **15**, 43; restrictions au principe de liberté pour des motifs de police, d'hygiène, **15**, 57; application du Statut en temps de guerre (art. 18), **15**, 58, 87, 90, 92; contrôle juridictionnel (art. 21 et 22), **15**, 46.

V. *Chemins de fer. Nationalisme économique. Ports maritimes. Voies de communication.*

Conférence de Genève (1925). — V. *Crimes et délits internationaux. Guerre chimique.*

Conférence de Genève (1926). — V. *Passeports.*

Conférence de Genève (1927). — V. *Apatrides.*

Conférence de Genève (1928) **intergouvernementale pour le statut des réfugiés.** — V. *Apatrides.*

Conférence de Gratz (1922). — V. *Apatrides. Passeports.*

Conférence de La Havane (1928). **(VI^e^ Conférence panaméricaine).** — V. *Agents diplomatiques. Codification du droit international privé. Etranger. Immunités internationales. Nationalité de la femme mariée. Traités.*

Conférence de La Haye (1894). — V. *Conflit de lois.*

Conférence de La Haye (1928). — V. *Conflit de lois.*

Conférence de La Haye (1930). — V. *Codification du droit international.*

Conférence de l'Amérique centrale. — V. *Protocole de Genève.*

Conférence de la Paix (Paris, 1919). — V. *Amérique. Conférences internationales. Détroits. Droit international. Travail.*

Conférence de Lausanne. — V. *Conférences internationales. Mer Baltique.*

Conférence de Londres (1831). — V. *Etat.*

Conférence de Londres (1871). — V. *Traités.*

Conférences de Londres (1883). — V. *Danube.*

Conférence de Londres (1909). — V. *Traités. Tribunaux internationaux.*

Conférence de Londres (1932). — V. *Conférences panaméricaines.*

Conférence de Londres (1933) **monétaire économique et mondiale.** — V. *Conférences internationales. Domicile. « Gold standard. » Monnaie. Nationalisme économique.*

Conférence de Paris (1858). — V. *Danube.*

Conférence de Paris (1866). — V. *Danube.*
Conférence de Paris (1896). — V. *Œuvres littéraires et artistiques.*
Conférence de Paris (1920) **(traitement des étrangers).** — V. *Colonies (étrangers).*
Conférence de Paris (1920). — V. *Passeports.*
Conférence de Mexico (1901) **(IIe Conférence panaméricaine).** — V. *Etranger. Police internationale.*
Conférence de Montevideo (VIIe Conférence panaméricaine). — V. *Personnes morales.*
Conférence de Rio-de-Janeiro (1906) **(IIIe Conférence panaméricaine).** — V. *Codification du droit international privé. Etranger.*
Conférence de Rome (1924). — V. *Emigration. Mer Baltique. Passeports.*
Conférence de San-Remo (1920). — V. *Mandats internationaux.*
Conférence de Santiago (1923). **(Ve Conférence panaméricaine).** — V. *Amérique latine.*
Conférence de Washington (1889) **(Ire Conférence panaméricaine).** — V. *Etranger.*
Conférence de Washington (1921). — V. *Traité de commerce. Traités.*
Conférence des Ambassadeurs.
Conciliation internationale d'après le Pacte et la jurisprudence du Conseil de la Société des Nations (V. *Société des Nations*, **14**, 339 et s.). Société des Nations et Conférence des Ambassadeurs, **14**, 457; cas traités en commun par la Conférence et le Conseil : frontières albanaises, **14**, 458; affaire de Kirschlag entre l'Autriche et la Hongrie, art. 10, 11 et 17 du Pacte), **14**, 465; cas renvoyés par la Conférence des Ambassadeurs au Conseil de la Sociétés des Nations et résolus conformément aux indications de ce dernier; affaire du monastère de Saint-Naoum, **14**, 467; affaire de Jaworzina, **14**, 470; frontières hongroises, **14**, 475; affaire de la Haute-Silésie (art. 11 du Pacte), **14**, 478 et s.; la question de Memel, **14**, 489 et s.; cas traités par la Conférence des Ambassadeurs bien que relevant de la compétence du Conseil de la Société des Nations : conflit italo-grec de Yanina-Corfou, **14**, 495 et s.
V. *Cour permanente de justice internationale. Justice pénale internationale. Passeport.*
Conférence du désarmement. — V. *Conciliation. Droit constitutionnel. Droit international. Presse. Tribunaux internationaux.*
Conférence extraordinaire de Buenos-Ayres (1936). — V. *Société des Nations.*
Conférence impériale britannique (1926). — V. *Dominions britanniques.*
Conférence impériale (1930). — V. *Clause de la nation la plus favorisée.*
Conférence interaméricaine de Buenos-Ayres. — V. *Conciliation internationale.*
Conférence internationale de la Croix-Rouge. — V. *Croix-Rouge.*
Conférence internationale du travail.
Organisation permanente du travail (V. *Travail*, **4**, 69). Conférence internationale du travail, **4**, 116; sa composition, les quatre délégués, **4**, 116; les délégations incomplètes, **4**, 119; nomination des délégués non gouvernementaux, **4**, 121; nomination du délégué ouvrier néerlandais à la Conférence de 1921, **4**, 123; contestation au sujet de la nomination du délégué ouvrier italien, **4**, 126; conseillers techniques, **4**, 128; annualité de la Conférence, **4**, 130; vote individuel, **4**, 131; attribution de la Conférence, **4**, 133; vérification des pouvoirs, **4**, 133; amendements

à la Partie XIII du traité de Versailles, **4**, 134; le règlement, **4**, 136; les élections, **4**, 138; l'ordre du jour, **4**, 138; les Commissions, **4**, 139; les décisions de la Conférence, **4**, 140; projets de Convention et recommandations, **4**, 142; discussion des Conventions devant les autorités compétentes des Etats, **4**, 145; faute de l'assentiment de ces autorités, **4**, 146; enregistrement, **4**, 146; les Etats fédératifs, **4**, 149; Convention particulière, rapport annuel, **4**, 151; les Conférences internationales du travail, leur œuvre, **4**, 205 et s.

V. *Bureau international. Contrôle parlementaire. Coopération internationale. Droit international public. Organisation permanente du travail.*

Conférence interparlementaire. — V. *Conciliation internationale. Protocole de Genève.*

Conférence maritime internationale (1921). — V. *Impôt.*

Conférence panaméricaine de Cuba (1928). — V. *Restrictions douanières.*

Conférence parlementaire internationale de Bruxelles (1919). — V. *Impôt.*

Conférences balkaniques. — V. *Régionalisme.*

Conférences centre-américaines. — V. *Codification droit international.*

Conférences de droit international privé.

Les Conférences de droit international privé depuis la fin de la guerre mondiale, **44**, 443; deux méthodes pour régler le droit dans les rapports internationaux : codification du droit international ou unification des législations nationales, **44**, 444; matières de droit international privé dont s'occupent les Conférences, **44**, 445; leur œuvre principale est la codification du droit international privé, **44**, 446; but des Conférences : élaboration des Conventions, **44**, 447; les Conférences émettent des vœux, font des déclarations, adoptent des résolutions relatives au droit international privé, **44**, 447; influence des événements d'après-guerre sur les travaux des Conférences, **44**, 449; modifications des Conventions par les traités de 1919, **44**, 450; Société des Nations, son Pacte, création de la Cour permanente de justice internationale, **44**, 452; changements dans le domaine du droit privé d'après-guerre, **44**, 453; rivalité entre le principe de la nationalité et celui du domicile, **44**, 454; influence des migrations, **44**, 454 (V. *Conférence de droit international privé de La Haye*, **44**, 457; *Conférences panaméricaines*, **44**, 485; *Codification du droit international*, **44**, 513). Coordination des travaux des diverses Conférences, **44**, 527 et s. Liens entre les Conférences de droit international, **44**, 527 et s.; liaison entre l'œuvre de La Haye et celle de la Société des Nations, **44**, 527; aucun lien entre les Conférences de La Haye et celles provoquées par l'Union panaméricaine, **44**, 528; liaison entre l'œuvre de la Société des Nations et celle de l'Union panaméricaine, interprétation délicate, **44**, 529; matières communes aux diverses Conférences, comparaison des solutions et des résultats, **44**, 533. Nationalité, **44**, 534 et s.; double nationalité d'après la Convention conclue à la I^re^ Conférence, apatridie à la VI^e^ Conférence, **44**, 535; cas de diversité de nationalités des époux quant aux effets du mariage (VI^e^ Conférence, Code Bustamante), **44**, 536; divorce et séparation de corps en relation avec la nationalité, **44**, 537; successions et testaments, **44**, 539; faillite, **44**, 540; reconnaissance et exécution des jugements étrangers, **44**, 540; assistance

judiciaire gratuite, **44**, 541. Avenir des Conférences de droit international privé, **44**, 543 et s.; Institut international de Rome pour l'unification du droit privé (1928), **44**, 543; Académie internationale de droit comparé (1924), **44**, 544; travaux des Associations juridiques privées, **44**, 545; influence heureuse des corps savants sur l'œuvre de La Haye, **44**, 545; intérêt du mouvement pour l'unification internationale du droit, **44**, 549; nationalisme juridique, obstacle aux travaux des Conférences, **44**, 549; acceptation difficile à obtenir des peuples d'une codification de droit international privé, **44**, 551; existence de techniques législatives opposées, **44**, 552; notion d'ordre public, **44**, 553; pratique des réserves gênant l'épanouissement des Conférences, **44**, 554; possibilité de dénonciation des Conventions, **44**, 555; espoir dans le succès final de ces Conférences, **44**, 559.

Conférences de droit international privé de La Haye.

Les Conférences de droit international privé depuis la fin de la guerre mondiale (V. *Conférences de droit international privé*, **44**, 443). Œuvre de La Haye, V^e^ Conférence de droit international privé de 1925, **44**, 457 et s.; convocation, **44**, 457; organisation, langue, **44**, 458; troisième Commission : successions et testaments, **44**, 459; première Commission : faillite, **44**, 459; deuxième Commission : exécution des jugements étrangers, **44**, 460; révision des Conventions de 1902 et 1905, **44**, 460 et s.; vœux émis sur la suggestion d'Etats représentés, **44**, 462; résultats de la V^e^ Conférence, **44**, 463 et s.; VI^e^ Conférence de droit international privé de 1928, **44**, 465 et s.; représentation de la Grande-Bretagne, **44**, 465; réglementation des successions et des testaments, **44**, 465; question de la nationalité, **44**, 466; réglementation de l'assistance judiciaire, **44**, 468; résultats obtenus en matière de contrat de vente, **44**, 470; question de la Convention-modèle, **44**, 471; problème de l'interprétation uniforme des Conventions, interprétation confiée à la Cour permanente de justice internationale, **44**, 474; appréciation des résultats, **44**, 479; traits caractéristiques de l'œuvre de La Haye, **44**, 481 et s. (V. *Conférences panaméricaines*, **44**, 485. *Codification du droit international*, **44**, 516.)

La codification du droit international privé (V. *Codification du droit international privé*, **55**, 303). Conférences de droit international privé de La Haye, **55**, 367 et s.; les six Conférences de droit international privé de La Haye, **55**, 367 : I^re^ Conférence (1893), II^e^ Conférence (1894) aboutit à une Convention de procédure civile, **55**, 367; III^e^ Conférence (1900) et IV^e^ Conférence (1904), Conventions de 1902 (mariage, divorce et séparation de corps, tutelle des mineurs), **55**, 368; Conventions de 1905 (procédure civile, effets du mariage, interdiction), **55**, 369; V^e^ Conférence (1925) et VI^e^ Conférence (1928), aucune Convention, **55**, 369; échec des projets de codification, projet sur les successions, **55**, 370 et s.; difficultés du problème, tendances à intégrer dans les projets certaines règles en vigueur dans les pays respectifs des délégués, **55**, 372; reprise du projet sur la succession en 1928, complications touchant aux règles de procédure et de compétence, **55**, 376; VI^e^ Conférence, reprise de la discussion, des résultats acquis ne satisfont plus certains délégués, **55**, 377; faillite, discussion, adoption du principe de l'unité de la fail-

lite, **55**, 380; projet ni signé, ni ratifié, **55**, 381; résultats positifs, Convention du mariage (1902), **55**, 382; analyse de la convention, **55**, 385; dénonciation par la France et la Belgique, **55**, 386; Convention du divorce (1902), **55**, 387; Convention de 1905 sur les effets du mariage et le régime matrimonial (1905), **55**, 391; Conventions de 1902 et 1905 sur la tutelle, **55**, 392; autres projets, **55**, 393; méthode des Conférences de La Haye, **55**, 394 et s.

V. *Apatrides. Conflit de lois. Droit international. Droit international privé. Droit international privé (Allemagne). Jugement étranger. Mandats internationaux. Nationalité de la femme mariée. Renvoi. Succession.*

Conférences de la Paix de La Haye (1899 et 1907).

Régime international des ports (V. *Ports maritimes*, **15**, 5 et s.). VII[e] Convention : transformation d'un navire de commerce en navire de guerre, **15**, 74; XIII[e] Convention (art. 8) (neutralité dans la guerre maritime) : armement d'un navire de guerre dans un port neutre, **15**, 75; séjour des navires belligérants dans les ports neutres, **15**, 77; sanction contre les navires de guerre belligérants dans un port neutre, **15**, 89; rôle de la II[e] Conférence de La Haye dans la codification du droit de la guerre maritime, **15**, 95; VIII[e] Convention : pose de mines devant les ports, **15**, 99; IX[e] Convention : bombardement par des navires de guerre, **15**, 96 et 98; XI[e] Convention : conséquences de la mise en état de défense des ports, **15**, 98; V[e] Convention (art. 11 et 12) (droits et devoirs des neutres dans la guerre sur terre), obligation d'interner les navires et troupes des belligérants venant dans un port intérieur, **15**, 136.

La codification du droit international en Amérique (V. *Codification du droit international*, **22**, 85). Républiques américaines et Conférences de la paix de La Haye, **22**, 132; les délégués américains à la II[e] Conférence de La Haye défendent le principe de l'arbitrage obligatoire, **22**, 134; la doctrine de Drago présentée à la II[e] Conférence (non-recours à la force armée pour régler les dettes contractuelles entre Etats), **22**, 136; organisation de la Cour permanente de justice par la II[e] Conférence, propositions de la délégation américaine, **22**, 138; les systèmes proposés pour l'élection des juges, **22**, 139.

Contribution des Conférences de la paix de La Haye au progrès du droit international, **37**, 533 et s. Point culminant de l'évolution du droit international d'avant-guerre, **37**, 533; intérêt des Conférences au point de vue historique et juridique, **37**, 533 et 534; raisons de leur échec, **37**, 534; organisation internationale avant la première Conférence de la Paix de La Haye, **37**, 536 et s.; mouvement anglo-américain en faveur de la paix, **37**, 536; initiative franco-anglaise (1888) d'un traité d'arbitrage, **37**, 537; mouvement pacifiste, attitude de la diplomatie officielle, **37**, 538; Encyclique de Léon XIII (1894) montrant le danger de la paix armée, **37**, 538; appels en faveur d'une limitation internationale des armements, **37**, 538; faveur accordée à l'arbitrage international, **37**, 540; tentative, au XIX[e] siècle, de réunion d'une Conférence mondiale, **37**, 542; la première Conférence de la Paix, **37**, 544 et s.; les préliminaires de la première Conférence, **37**, 544; ses origines, **37**, 544; initiative russe, mémoire de

Priklonsky concluant à un désarmement général, **37**, 546; manifeste du Tzar, **37**, 546; accueil réservé par les Puissances, **37**, 548; élargissement du programme, **37**, 548; acceptation des Puissances, **37**, 549; travaux de la première Conférence, **37**, 551 et s.; règlement pacifique des conflits internationaux, **37**, 554 et s.; lutte pour la Cour permanente d'arbitrage, **37**, 554 et s.; état d'esprit du Comité d'examen de la Commission d'arbitrage, **37**, 554; oppositions entre délégués et gouvernements, **37**, 555; projets déposés à la Conférence, opposition de l'Allemagne, **37**, 556; adhésion tardive de l'Allemagne, réserves formulées par elle, **37**, 561; adoption finale de la création d'une Cour permanente d'arbitrage internationale sans arbitrage obligatoire, **37**, 562; question de l'arbitrage obligatoire, **37**, 564 et s.; les propositions russes devant la Conférence, **37**, 564; apparition de la clause relative à l'honneur et aux intérêts vitaux des Etats, **37**, 566; conséquences fâcheuses de la suppression de l'arbitrage obligatoire, **37**, 569; Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, **37**, 571 et s.; bons offices et médiation, **37**, 572; Commissions internationales d'enquête, **37**, 576; arbitrage international, **37**, 579; justice arbitrale en général, base juridique de l'arbitrage, **37**, 579; exécution des sentences arbitrales, **37**, 580; organisation de la Cour permanente d'arbitrage, **37**, 581; nationalité des juges, **37**, 583; bureau international, **37**, 584; mise en œuvre, **37**, 585; détermination par la Cour de sa propre compétence, **37**, 588; procédure arbitrale, **37**, 588 et s.; nullité et révision des sentences arbitrales, **37**, 590; appréciation de l'œuvre, **37**, 591; problème de la limitation des armements, **37**, 594 et s.; propositions russes de trêve des armements terrestres et navals, **37**, 595; opposition générale des grandes Puissances, **37**, 598; conclusions du Comité chargé de l'examen des propositions russes, **37**, 601; délibérations sur le droit de la guerre, **37**, 607 et s.; la II^e^ Conférence de la Paix, **37**, 610 et s.; préliminaires, **37**, 610 et s.; initiative de la Conférence interparlementaire, **37**, 611; programme envisagé, **37**, 611; désarmement, ses partisans, ses adversaires, **37**, 614; travaux de la II^e^ Conférence, **37**, 617 et s.; abondance de projets nouveaux, problèmes essentiels retenant l'attention, **37**, 618; échec du projet de Traité mondial d'arbitrage, **37**, 621. Règlement pacifique des conflits internationaux, **37**, 623 et s.; arbitrage obligatoire, **37**, 623 et s.; nombre important de projets sur la question, **37**, 624 et s.; objections de l'Allemagne, **37**, 625 et s.; trente-deux délégations contre dix et trois abstentions votèrent le traité d'arbitrage obligatoire, **37**, 629; la Convention Porter, **37**, 630 et s.; exclusion du recours à la force pour régler certains conflits internationaux, **37**, 631; Convention sur la Cour internationale des Prises, **37**, 634 et s.; initiatives de l'Allemagne et de l'Angleterre, divergences de leurs projets respectifs, **37**, 635; controverses sur la composition de la Cour, **37**, 636; importance de cette Convention quoique restée simple projet, **37**, 638; projet de Convention relative à l'établissement d'une Cour de justice arbitrale, **37**, 640 et s.; révision de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, **37**, 644 et s.; limitation des armements devant la deuxième Confé-

rence, **37**, 646 et s.; délibérations sur le droit de la guerre, **37**, 648 et s.; préparation d'une IIIe Conférence de La Haye, **37**, 652 et s.; initiative de l'Union interparlementaire (1910), **37**, 652; l'œuvre de La Haye et la Société des Nations, **37**, 656 et s.; la guerre mondiale montre les défauts de cette œuvre, **37**, 656; idée de créer une Ligue des Nations, **37**, 657; refus du Président Wilson d'intégrer dans la Société des Nations même une mention relative aux Conférences de la Paix, **37**, 659; réaction postérieure au sein de la société en faveur des Conférences de La Haye, **37**, 660.

V. *Chose jugée. Codification du droit international. Communications internationales. Conciliation internationale. Conférences internationales. Contrôles financiers internationaux. Croix-Rouge. Doctrine pacifique. Droit international. Guerre hors la loi. Intervention. Mer Baltique. Navire de commerce. Personne morale. Plébiscite. Presse. Preuve. Procès international. Protocole de Genève. Souveraineté. Traités. Visite (droit de).*

Conférences générales des communications et du transit. — V. *Voies de communication.*

Conférences internationales pour l'unification du droit pénal. Ire Conférence (Varsovie), **33**, 786; IIIe Conférence (Bruxelles, juin 1930), **33**, 184, 218, 320.

Conférences internationales.

Organisation et technique des Conférences internationales, **48**, 391 et s., universalité et buts juridiques, **48**, 391 et s.; Congrès, **48**, 394 et s.; différences entre Congrès et Conférences, **48**, 394; différence de buts, **48**, 394; différences de méthodes, **48**, 395; organisation des Congrès se ressent de la pression des faits, **48**, 396; Congrès de Vienne, **48**, 396; Congrès de Berlin, **48**, 398; autoritarisme du Congrès de 1919, **48**, 399; critiques de la méthode employée, **48**, 400; Conférences, **48**, 402 et s.; la convocation, **48**, 402; modalité de la Convention, **48**, 402; vœux des Conférences antérieures, **48**, 403; application d'un statut préexistant, **48**, 404; détermination des Etats convoqués, **48**, 405 et s.; le programme, **48**, 408 et s.; travaux préparatoires, **48**, 408; échange de *memoranda*, **48**, 409; recours à un Comité intergouvernemental, **48**, 410; bases de discussion, **48**, 413; choix du siège, **48**, 414; organisation, **48**, 416 et s.; Présidence et Commissions, **48**, 416; désignation du Président, **48**, 416; désignation des Vice-Président, **48**, 419; le Bureau, **48**, 419; le Règlement, **48**, 420; les Commissions, **48**, 423; répartition du travail entre les Commissions, **48**, 425; Comité de la Chambre entière, **48**, 427; égalité des Etats, conséquence au point de vue de leur représentation, **48**, 428; règle de l'unanimité, **48**, 430; Présidents des Commissions, leur rôle, **48**, 433; les Sous-Commissions, **48**, 433; rapporteurs et secrétariat des Commissions, **48**, 434; procès-verbaux des séances, publicité, **48**, 436; Comités d'examen, Comités de rédaction, Commissions de vérification des pouvoirs, **48**, 439; séances plénières, **48**, 440; le vote, **48**, 443; égalité dans le vote, décision à l'unanimité, **48**, 443; principe majoritaire, **48**, 446; la procédure, **48**, 449.

V. *Cité du Vatican. Coopération intellectuelle. Droit international. Ententes régionales. Politique intérieure. Presse. Régionalisme.*

Conférences panaméricaines.

Solidarité internationale dans l'Amérique latine (V. *Solidarité internationale*, **8**, 207). Conférences panaméricaines, **8**, 252; Conférence de Washington (1889) qui recommande l'arbitrage obligatoire, permanent et général, **8**, 252; adoption des règles de droit international privé adoptées par le Congrès de Montevideo, **8**, 254; condamnation des guerres de conquête, **8**, 256; Conférence de Mexico (1901), droit des étrangers, **8**, 258; réclamations pécuniaires de dommages et intérêts, arbitrage, **8**, 261; Conférence de Rio-de-Janeiro (1906), principales questions traitées (arbitrage, recouvrement, par contrainte, des dettes publiques, propriété intellectuelle, etc.), **8**, 262; Conférence de Buenos-Ayres (1910), principales questions traitées (attributions de l'Union panaméricaine, questions économiques, services internationaux de navigation à vapeur, déni de justice, etc.), **8**, 266; Conférence de Santiago (1923), principales questions traitées (création d'une Association des nations américaines, solidarité en cas d'offense des Etats non américains, règlement des divergences entre républiques américaines, projet d'une Cour de justice américaine, droit des étrangers), **8**, 270; résultats des Conférences, **8**, 278.

La codification du droit international en Amérique (V. *Codification du droit international*, **22**, 85). Conférences panaméricaines, **22**, 107 et s.; I^re^ Conférence, recommandation relative à l'arbitrage, **22**, 109 et 110; déclarations adoptées, **22**, 111; recommandation relative aux fleuves internationaux, **22**, 112; II^e^ Conférence (Mexico 1901), **22**, 113; Conventions signées à Mexico (droits des étrangers, réclamations pour dommages, extradition), **22**, 114; III^e^ Conférence (Rio-de-Janeiro, 1906), **22**, 116 et s.; doctrine de Drago, proposition Porter (emploi de la force pour recouvrement des dettes), **22**, 117; IV^e^ Conférence (Buenos-Ayres, 1910), soumission des réclamations pécuniaires à la Cour permanente de justice si la question a un caractère international, **22**, 119; V^e^ Conférence ajournée de 1914 à 1923 (Santiago), **22**, 121; la question de la réduction des armements, **22**, 122; l'arbitrage à la Conférence de Santiago, **22**, 123; VI^e^ Conférence (La Havane, 1928), son programme, **22**,125; acte final de la Conférence, **22**, 126; travaux des Conférences panaméricaines pour codification du droit international, **22**, 161; Conférence de Washington (questions politiques), II^e^ Conférence (Mexico 1901) (projets de code de droit international), **22**, 161; III^e^ Conférence (Rio-de-Janeiro, 1906) (modifications des conditions de création d'une Commission de jurisconsultes, **22**, 162; IV^e^ et V^e^ Conférences (Buenos-Ayres, 1910 et Santiago, 1923) (codification du droit international), **22**, 162 et 163; VI^e^ Conférence (projets de conventions, recommandation de tenir compte des travaux du D^r^ Alvarez), **22**, 169.

Contribution de l'Amérique latine au développement du droit international (V. *Amérique latine*, **32**, 697). Travaux des Conférences panaméricaines pour la codification du droit international, **32**, 719 et s. Conférence panaméricaine de Washington (1889) et de Mexico (1901-1902), condition des étrangers, **32**, 719; VI^e^ Conférence (La Havane 1928), **32**, 720. II^e^ Conférence panaméricaine (Mexico), élaboration d'un code de droit international, **32**, 721.

IIIe Conférence (Rio-de-Janeiro, 1906), création d'une Commission de juristes chargée de la codification du droit international, **32**, 722. IVe Conférence (Buenos-Ayres, 1910), première réunion de cette Commission, **32**, 722; projet de M. Alvarez sur le droit international public, **32**, 724; deuxième réunion de la Commission des juristes (Rio, 1927), trente projets de conventions de droit international public, **32**, 725. VIe Conférence panaméricaine (La Havane, 1928), Code Bustamante, formule transactionnelle entre la loi du domicile et la loi nationale pour régir état civil et capacité, **32**, 726; ouvrage de M. Alvarez, **32**, 727.

Les Conférences de droit international privé depuis la fin de la guerre mondiale (V. *Conférences de droit international privé*, **44**, 443. *Conférences de droit international privé de La Haye*, **44**, 457). Œuvre de l'Union panaméricaine, **44**, 485 et s.; latino-américanisme et panaméricanisme, **44**, 485; Etats-Unis et panaméricanisme, **44**, 487; la question du droit international américain, **44**, 488; Ve Conférence panaméricaine (Santiago du Chili, 1923) : Etats participants, organisation, langue, **44**, 491; proposition argentine tendant à concilier les principes du domicile et de la nationalité, **44**, 493; Commission de jurisconsultes de Rio-de-Janeiro, **44**, 495 et s.; méthode adoptée pour la codification du droit international privé, **44**, 495; attitude à l'égard du Code de Bustamante, **44**, 497; VIe Conférence panaméricaine (La Havane, 1928), **44**, 500 et s.; Etats participants, organisation, programme, **44**, 500; approbation du Code de Bustamante, abstention des Etats-Unis, **44**, 501; réserves formulées par certains Etats, **44**, 502; Acte final, **44**, 503; Code Bustamante, **44**, 504; position prise par l'école de La Havane, **44**, 504; division du Code, **44**, 504; classification des règles de droit, **44**, 505; formule de résolution des conflits de lois, **44**, 506. Appréciation de l'œuvre de l'Union panaméricaine, **44**, 510 et s. (V. *Codification du droit international*, **44**, 516).

V. *Arbitrage international. Codification du droit international. Conciliation internationale. Conflit de lois. Droit international privé. Guerre. Immunités internationales. Solidarité internationale.*

Conférences sanitaires internationales.

Conférence de Paris (1862), **33**, 564; Conférence de Constantinople (1865), **33**, 566; Conférence de Vienne (1874), **33**, 566; Conférence de Washington (1881), **33**, 566; Conférence de Venise (1892-1897), **33**, 566; Conférence de Dresde (1893), **33**, 567; Conférences de Paris (1894, 1903, 1911, 1926), **33**, 568, 569, 571, 572. (V. *Droit sanitaire international*, **33**, 549.)

Confessions religieuses.

L'œuvre de toutes les confessions chrétiennes (Eglises) pour la paix internationale, **31**, 297 et s.; fondement moral de la paix internationale, **31**, 297; le christianisme devant la guerre, **31**, 298; importance historique de l'Eglise chrétienne, **31**, 299; l'œuvre pacificatrice des confessions chrétiennes dans le passé, **31**, 303 et s.; l'antiquité et la notion chrétienne de la paix et de la guerre, **31**, 303 et s,; nécessité de reconnaître l'interdépendance des Etats, une morale universelle, **31**, 303; paix ou guerre, influence de la caste sacerdotale, **31**, 304; conception

juive de la paix, **31**, 305; conception grecque, **31**, 306; conception romaine, les « Féciaux » et le droit des gens, **31**, 307; le christianisme, son rôle conservateur dans le monde, **31**, 309; mission arbitrale de l'Empereur, **31**, 310; mission pacifique de l'Empire chrétien, **31**, 313; idée chrétienne de la paix, **31**, 315; la résistance passive contre la guerre, **31**, 316; contribution de l'Eglise chrétienne à la paix, **31**, 317; les missions chrétiennes et la diplomatie, pionniers de la paix, **31**, 318; missions et diplomatie au service de la paix, **31**, 318; diplomatie pontificale, **31**, 319; renseignements sur les opinions des princes et des peuples par les missions, **31**, 320; bons offices et médiation, **31**, 323; le Saint-Siège principale Puissance neutre, **31**, 325; les archives secrètes du Vatican, **31**, 326; les médiateurs célèbres du XVII^e^ siècle, **31**, 330; les « ministri senza carattere » du Saint-Siège aux congrès du XVIII^e^ siècle, **31**, 333; le rôle arbitral des Papes, **31**, 336 et s.; l'arbitrage chez les Grecs et les Romains, **31**, 336 et 337; l'arbitrage dans la doctrine de Grotius, **31**, 337 et s.; le clergé devant l'arbitrage international, **31**, 388; cas d'arbitrages et arbitres désignés, **31**, 339; les arbitrages des Papes, **31**, 340; différends juridiques et conflits politiques, **31**, 341; arbitrage de Boniface VIII, **31**, 343; Alexandre VI arbitre, caractère juridique de sa sentence, **31**, 344 et 345; affaire de Cuba, arbitrage de Léon XIII proposé par von Bülow, **31**, 346; devoir de justice et d'impartialité de la Papauté dans ses arbitrages, **31**, 348; l'œuvre de paix du protestantisme et de l'orthodoxie grecque, **31**, 351 et s.; les idées pacifiques basées sur l'arbitrage sont nées du protestantisme anglo-saxon, **31**, 352; rôle du clergé orthodoxe grec dans l'histoire de la paix, **31**, 352; mission d'arbitre entre les Princes des métropolites russes, **31**, 353; tentatives d'union de la Russie grecque orthodoxe et de Rome, **31**, 354; rôle d'arbitre du Patriarche œcuménique, **31**, 355; la paix basée sur un fond religieux d'après Dostoïewsky, Tolstoï, Solowief, **31**, 355; rôle international de l'orthodoxie grecque, **31**, 356; mission internationale du protestantisme, **31**, 357; le protestantisme anglo-saxon et la paix, **31**, 359; après la dispersion du monde d'unité au moyen âge, naissance de l'idée d'une organisation internationale, **31**, 361; Grotius, père du droit international, ses prédécesseurs, ses successeurs, **31**, 362 et s.; élimination de l'idée de la guerre, la médiation, **31**, 366; le christianisme et le droit de l'avenir, **31**, 371 et s.; la mission pacificatrice des Conciles du passé et de l'avenir, **31**, 371 et s.; pétition des protestants anglais au pape Pie IX pour rétablissement du droit des gens au moment de l'ouverture du Concile du Vatican, **31**, 371; pétition de catholiques anglais au Saint-Siège pour enseignement et application du véritable droit des gens, **31**, 373; pétition des évêques arméniens, **31**, 373; œuvre du philanthrope David Urquhart, **31**, 374; l'Encyclique de Pie XI sur la Paix chrétienne, **31**, 375; importance des Conciles, **31**, 376; Conciles œcuméniques de Clermont (1905) et de Latran (1123 et 1179), leur rôle pacificateur, **31**, 378; Concile de Nicée, **31**, 378; Concile de Tolède, **31**, 378; Concile de Lyon (1274), **31**, 379; Concile de Latran (1870), autonomie et indépendance de l'Eglise vis-à-vis des Etats, **31**, 381 et s.; manifestations de l'Union des Eglises chrétiennes en faveur de la paix, **31**, 383;

rapports de l'Italie et du Saint-Siège, traités de Latran, **31**, 384; Rome médiatrice et créatrice d'un droit universel, **31**, 385; lignes directrices pour l'activité pacificatrice de l'Eglise chrétienne médiatrice dans le droit de l'avenir, **31**, 378.

Confiscation. — V. *Capture.*

Conflit des juridictions. — V. *Action publique, action civile. Compétence judiciaire.*

Conflit de lois.

Théorie continentale des conflits de lois, **2**, 451; théorie des statuts, **2**, 451; historique des statuts, **2**, 452; critique des statuts, **2**, 453; leur influence sur le Code civil, **2**, 454; théorie de M. de Vareilles-Sommières, **2**, 455; doctrine de la personnalité du droit, **2**, 457; doctrine italienne, Mancini, **2**, 457; rejet de la doctrine italienne, motifs, **2**, 459 et s.; théorie combinant la réalité et la personnalité, **2**, 462; doctrine de Wachter, **2**, 462; doctrine de Savigny, **2**, 464; de Bar remplace « rapport de droit » par « nature des choses », **2**, 465; la loi du moindre sacrifice, **2**, 467; la loi est-elle territoriale ou extraterritoriale ?, **2**, 467; nécessité de sacrifier un des caractères de loi pour solution du conflit, **2**, 469; considération du but social de la loi, **2**, 472; comment conserver à la loi son maximum d'autorité ?, **2**, 472; le but de la loi détermine sa valeur, **2**, 473; classification des lois, **2**, 475; quelle loi appliquer ?, **2**, 476; résultats, **2**, 478.

Théorie anglo-saxonne des conflits de lois, **3**, 99. Origine et histoire du droit international privé, droit romain, **3**, 100; début du moyen âge, système des lois personnelles, **3**, 102; deuxième partie du moyen âge, système des lois territoriales, **3**, 109. Théories juridiques et politiques en Angleterre et aux Etats-Unis, **3**, 117; conception médiévale du droit, souveraineté, **3**, 117; les positivistes anglais, **3**, 119; théorie d'Austin, **3**, 119; exercice de la souveraineté, **3**, 122. Application de la loi étrangère en Angleterre après la Renaissance, **3**, 125. Quelques juristes modernes du continent, **3**, 131; Ecole française du XVI^e^ siècle, **3**, 131; Ecole hollandaise du XVII^e^ siècle, **3**, 132; Ecole française du XVIII^e^ siècle, **3**, 133; théorie des statuts au XIX^e^ siècle, **3**, 134. Quelques juristes anglo-américains modernes, **3**, 141 et s. Conclusion : trois théories sur le conflit de lois, théorie statutaire, **3**, 161, doctrine du renvoi, **3**, 164; théorie internationale, **3**, 168; théorie territoriale, **3**, 169.

Les sociétés de commerce (V. *Sociétés civiles et de commerce*, **4**, 5). Conflit de lois, **4**, 29; idée d'une communauté internationale et universelle des Etats dans le domaine du droit privé, **4**, 30; législations internes sont limitées aux principes régissant la condition des étrangers et à la conception de l'ordre public, **4**, 31; méthode pour l'étude des conflits de lois en matière de sociétés, **4**, 33; nationalité des sociétés et conflit de lois, **4**, 33; personnalité juridique des sociétés, **4**, 34; succursales, **4**, 36.

Théorie générale de l'ordre public (V. *Ordre public*, **9**, 411). Efforts pour unifier les principes sur les conflits de lois, **9**, 443.

Conflits de lois en matière de contrats de vente de biens meubles corporels, **25**, 129 et s. Complications juridiques que provoque le commerce international, nombre important de contrats de vente à caractère international, études peu développées sur cette matière dans les traités de droit international privé, **25**, 129;

évolution historique, **25**, 131; Bartole et son école, **25**, 132; Dumoulin, **25**, 134; d'Argentré, **25**, 136; l'école hollandaise, **25**, 137; fondement juridique du droit international privé, **25**, 141 et s.; l'école hollandaise (*Comitas gentium*), **25**, 141; Story (obligation morale incombant à chaque nation de faire justice), **25**, 141; Fœlix (convention tacite d'appliquer des règles de droit international privé), **25**, 142; Savigny (obligations internationales quant à l'application du droit international), **25**, 143; Mancini (nationalité comme fondement du droit des gens), **25**, 144; Weiss (souveraineté personnelle de l'Etat), **25**, 144; internationalistes et nationalistes, **25**, 146; l'ordre public, **25**, 149 et s.; Ambiguïté du concept, **25**, 149; définition donnée par la Conférence de La Haye de 1894; **25**, 150; ordre public international et ordre public interne, **25**, 150; l'ordre public dans diverses législations, **25**, 152; ce qui, d'après Kahn, donne à une loi le caractère d'ordre public international, **25**, 153; l'autonomie des parties, **25**, 157 et s.; les deux tendances relatives, par rapport à la volonté des parties, à la liberté des conventions en matière de contrats, nationaux et extraterritoriaux, **25**, 157; l'école française moderne, **25**, 159 et s.; la doctrine anglaise (Dicey), **25**, 162 et s.; la loi polonaise, **25**, 167; restrictions universellement admises à l'autonomie, **25**, 167; fraude à la loi, **25**, 168; règles spéciales sur la capacité des parties, la forme du contrat et la prescription libératoire, **25**, 170; question de la capacité, **25**, 170; influence des Conventions de La Haye de 1902 et de 1905 sur les législations des Etats signataires en matière de tutelle, **25**, 172; législation comparée, **25**, 172; sauvegarde et sécurité du commerce, intérêts des mineurs et interdits, **25**, 174; forme du contrat, application de la règle *locus regis actum*, **25**, 175; formes décisoires et formes ordinatoires, **25**, 177; loi applicable à la prescription libératoire, **25**, 180; règles normalement applicables au contrat de vente de biens meubles corporels, **25**, 183; en l'absence de droit international privé en matière de vente dans certains pays, à défaut d'intention expresse des parties, les tribunaux recourent à la fiction de l'intention présumée, **25**, 184; *lex domicilii debitoris*, **25**, 185; *lex loci solutionis*, **25**, 187; théorie de Savigny, son influence en Allemagne et en Angleterre, **25**, 188 et s.; *lex loci contractus celebrati*, **25**, 195; inconvénients et avantages de la *lex loci contractus*, **25**, 196; lieu de formation du contrat, contrats entre absents, **25**, 198; transfert du risque, **25**, 201 et s.; transfert du risque et transfert de propriété, **25**, 202; législation comparée, **25**, 202 et s.; droit français, **25**, 205; droit anglais, le « Sale of Goods Act », **25**, 206; chose vendue *in genere*, **25**, 207; vente de marchandises flottantes, **25**, 207; qualification, renvoi et obligation des tribunaux d'appliquer d'office le droit international privé, **25**, 213 et s.; question de qualification, interprétation de la qualification par le juge, **25**, 213; quelle loi décide de la qualification ?, **25**, 214; le renvoi, loi polonaise, **25**, 216; droit anglais, **25**, 216; droit allemand, **25**, 217; projet de réforme de l'Institut de droit international, **25**, 222; projet de Code civil tchécoslovaque, **25**, 224; la loi polonaise de 1926, **25**, 224; proposition préliminaire à la Conférence de La Haye de 1928, **25**, 225.

Conception du droit international privé yougoslave (V. *Droit international privé : Yougoslavie*, **28**, 299; *Etranger*, **28**, 347). Du conflit de lois, **28**, 412 et s.; quatre règles fondamentales, **28**, 412 et s.; loi du lieu du conflit ou loi nationale de l'étranger, **28**, 412; loi nationale ou loi du domicile, **28**, 414; règle *locus regit actum*, **28**, 416; autonomie de la volonté, **28**, 417; application de la loi nationale (statut personnel), **28**, 418 et s.; règle générale, **28**, 418 et s.; application du principe de la personnalité des lois aux différentes institutions juridiques qu'il régit, **28**, 430 et s.; application de la règle *locus regit actum*, **28**, 434 et s.; application de la règle de l'autonomie de la volonté des particuliers, **28**, 439.

Doctrine des qualifications et ses rapports avec le caractère national du conflit des lois (V. *Qualifications*, **31**, 565 et s.).

Rôle de la justice internationale en droit international privé (V. *Justice internationale*, **40**, 158). Conflit de lois, **40**, 157 et s.; étude du droit international privé, étude à caractère national, **40**, 157; la justice internationale évolue sur le plan purement international, **40**, 158; triple fin à réaliser par la justice internationale, conditions de son intervention, **40**, 158 et 159; hypothèses d'intervention, le passé, **40**, 160 et s.; tentative de créer un organe régulateur pour imposer une certaine jurisprudence dans la solution des conflits de lois, **40**, 161; l'avenir, **40**, 164 et s.; contestations entre Etats, **40**, 164; contestations entre particuliers et Etats, **40**, 166; contestations entre particuliers, **40**, 167; conditions de l'intervention de la justice internationale, **40**, 167 et s.; détermination de la loi compétente, **40**, 168 et s.; cas d'interprétation d'un traité diplomatique, **40**, 168; détermination par le compromis de la loi applicable, **40**, 169; cas où la juridiction internationale est une juridiction d'appel d'une juridiction nationale ou internationale, **40**, 170; cas où le juge n'a ni traité, ni compromis, ni aucune circonstance lui dictant sa solution, **40**, 171; pluralité des juges, garanties en ce cas, **40**, 173; application de la loi compétente, **40**, 175; loi du pays du juge ou loi étrangère, **40**, 175; question de l'ordre public, **40**, 177; conditions complexes auxquelles est subordonné le rôle de la justice internationale, **40**, 179; examen de quelques sentences arbitrales, **40**, 181 et s.; sentences autres que celles de la Cour permanente d'arbitrage, affaire du navire *Créole*, Commission mixtes de Londres, transport d'esclaves, Grande-Bretagne-Etats-Unis, 15 janvier 1855 (problème du respect des droits acquis), **40**, 181; affaire du navire *Maria-Luz*, transport de coolies, arbitrage du Tzar de Russie 17-29 mai 1875, **40**, 186; affaire du *Tepeyac*, Etats-Unis, Commission mixte de Washington, traité du 11 avril 1839, taux des intérêts, **40**, 188; affaire du *Macedonian*, intérêts à la suite d'une saisie, Chili-Etats-Unis 15 mai 1863, sentence du roi des Belges, **40**, 189; affaire du *Queen*, abordage, Brésil, Suède et Norvège, 26 mars 1872, **40**, 191; Italie, Pérou, exécution des jugements, sentence de M. Winkler, 19 septembre 1903; **40**, 193; sentences de la Cour permanente d'arbitrage, **40**, 195 et s.; affaire l'Orénoque, compromis de l'acte de cession du droit de navigation sur l'Orénoque partant que la décision se ferait sur la base de l'équité sans tenir compte de la loi locale, **40**, 196; danger de l'intervention du juge inter-

national en matière d'ordre public, **40**, 199; affaire Canevaro, Italie-Pérou, sentence du 8 mai 1912, **40**, 199; décision des arbitres : dans les rapports internationaux, l'efficacité d'un droit dépend de la loi qui le régissait initialement, **40**, 200; arrêts de la Cour permanente de justice internationale, arrêts 14 et 15 du 12 juillet 1929, **40**, 206 et s.; emprunts serbes en France, monnaie de paiement, compromis laissant au juge le soin de rechercher la loi applicable, **40**, 207; système de solution de conflits de lois suivi par la Cour, **40**, 207; les porteurs français demandaient application de la loi serbe (paiement en or), la Serbie demandait l'application de la loi française sur le cours forcé, la Cour affirmant que rien ne s'oppose à ce que le droit international privé ne soit un vrai droit international **40**, 208; adoption par la Cour de la théorie de l'autonomie de la volonté, **40**, 209; pour la substance de la dette, adoption de la loi serbe, **40**, 210; pour la modalité des paiements, adoption de la loi française, **40**, 211; question de qualification, **40**, 211; efficacité des droits, **40**, 211; le renvoi, **40**, 212; détermination du contenu de la loi étrangère et preuve de ce contenu, **40**, 212; arrêt 15; emprunts brésiliens, compromis dégageant la Cour de tout lien avec la jurisprudence des tribunaux respectifs, **40**, 214; preuve de la loi étrangère, **40**, 216; ordre public, **40**, 217; fraude à la loi, **40**, 220; jurisprudence des tribunaux arbitraux mixtes, **40**, 221 et s.; tribunal arbitral mixte franco-allemand, 26 juillet 1922, système de conflits de lois suivi, **40**, 222; tribunal germano-belge, 30 avril 1923, question de conflit de lois, **40**, 224; qualifications, **40**, 225; tribunal arbitral mixte franco-allemand, **40**, 226; conflit de lois, **40**, 226; qualifications, **40**, 228.

Conflits de lois dans le temps (« droit transitoire »), **47**, 149 et s.; l'espace ou le temps où ont lieu les conflits de lois ne sont pas des notions du droit positif, elles constituent des présuppositions logiques de la notion du droit, **47**, 149; le droit transitoire a pour tâche d'établir la volonté du législateur, **47**, 152. Droit transitoire et droit international privé, **47**, 155 et s.; structure des règles de conflit, composition de leurs hypothèses, **47**, 157; règles de conflit générales ou spéciales vis-à-vis de l'étendue de leurs effets, **47**, 159; leurs divisions du point de vue de la forme, **47**, 160; le conflit à la seconde puissance en droit transitoire, **47**, 162; le renvoi en droit transitoire, **47**, 163; les qualifications en droit transitoire, **47**, 165; règles de conflit transitoire en conflit avec celles de conflit internationales, conflit à la troisième puissance, **47**, 166; l'ordre public dans le droit transitoire, **47**, 170; en matière de validité extrinsèque des actes juridiques, application en droit transitoire de la règle *tempus regit actum*, **47**, 171; l'autonomie de la volonté, **47**, 172. Développement historique des principes, **47**, 174 et s.; conflits entre lois nouvelles et anciennes, ce qu'ils étaient en droit primitif, **47**, 174; la rétroactivité dans les Codes les plus anciennement connus (Babylone et Chine), **47**, 175; principe de la non-rétroactivité des lois dans le droit romain, **47**, 175; en droit économique, rétroactivité des lois, **47**, 178; substitution du droit écrit au droit coutumier, **47**, 178. Révolution française de 1789, **47**, 179; apparition du droit transitoire moderne, *Landrecht*, général de

Prusse, **47**, 180; peu de solutions de droit transitoire dans le Code civil français, **47**, 181; dispositions du droit transitoire dans le Code civil allemand de 1897, **47**, 182; Codes du XIX^e^ siècle, **47**, 183; lois transitoires italiennes, **47**, 184; loi d'introduction au Code civil allemand, **47**, 185; droit fédéral suisse, dispositions transitoires importantes dans le Code fédéral des obligations et le Code civil (1907), **47**, 188. Développement de la doctrine du droit transitoire, **47**, 192 et s.; doctrine basée sur l'état des procès (théorie des *causae limitae*), **47**, 192; doctrine des droits acquis, **47**, 193; ses bases théoriques, son évolution historique, **47**, 194; doctrine française (basée sur la nature du lien juridique entre sujet du droit et droit et sur le caractère irrévocable du droit), **47**, 195; doctrine allemande (criterium des droits acquis : contenu du droit subjectif), **47**, 195; doctrine qui cherche le criterium des droits acquis dans la nature des faits juridiques acquisitifs eux-mêmes, **44**, 196; doctrine de Savigny, **47**, 196; doctrine Hofmann, **47**, 196; contribution de la doctrine des droits acquis au développement du droit transitoire, **47**, 198; doctrine basée sur l'état des faits juridiques (théorie des *facta praetaerita*), **47**, 199. Synthèse du droit privé transitoire, **47**, 203 et s.; action normale de la loi dans le temps, **47**, 203; effet anormal de la rétroactivité de la loi, **47**, 203; effet normal de la loi, opinions divergentes, **47**, 204; application exceptionnelle par le juge de la loi ancienne, rétroactivités (ordinaire, modérée, tempérée), **47**, 207 et 208. Règle de conflit générale de la non-rétroactivité, **47**, 210 et s.; règles de conflit générales dans les diverses législations, **47**, 210; la loi est rétroactive quand elle se heurte à des droits acquis, **47**, 211; distinction entre effet rétroactif et effet immédiat, **47**, 211; fondement philosophique du principe de non-rétroactivité, **47**, 213. Règles de conflit quant à l'effet immédiat et à la survie, **47**, 216 et s.; examen critique de la théorie de la survie absolue, **47**, 216; examen critique du principe de l'effet immédiat, **47**, 218; opposition entre les postulats de l'unité du rapport juridique et de l'unité de législation, **47**, 220; nécessité de combiner les deux principes, **47**, 221. Détermination de la loi compétente dans le silence du législateur, **47**, 223 et s.; les quatre facteurs et en particulier la tendance politique générale du législateur, **47**, 223 et s.; premier facteur : nature juridique, structure, objet et but spécial de la loi, **47**, 223; deuxième facteur : nature et position dans le temps des faits juridiques, troisième facteur : effets juridiques produits par les faits juridiques, **47**, 223; quatrième facteur : tendance politique générale du législateur, **47**, 226; nature, objet et but spécial de la loi, **47**, 230 et s.; lois ayant un effet rétroactif (lois pénales), lois ayant un effet immédiat, lois qui font survivre la loi ancienne, **47**, 230; divergence des auteurs sur le caractère des lois produisant les effets ci-dessus, **47**, 232; accord sur la solution du problème de l'effet des lois d'interprétation authentique dans le temps, **47**, 234; explication de la rétroactivité des lois d'interprétation, **47**, 235; effet rétroactif des arrêts judiciaires des Etats, **47**, 237; nature et position dans le temps des faits juridiques, **47**, 238; triple point de vue dans la distinction, en droit transitoire, entre les faits juridiques, **47**, 239 et s.; faits juridiques en cours de

constitution lors du changement de législation, **47**, 245; appréciation de l'efficacité des faits complexes, **47**, 246; caractère volontaire ou involontaire des faits simples, **47**, 247; nature et position dans le temps des effets juridiques, **47**, 248 et s.; distinction entre rapports juridiques abstraits et concrets, **47**, 248; trois groupes de rapports juridiques, **47**, 248; loi applicable dans chaque groupe, **47**, 249 et s.; rapport juridique accessoire et rapport juridique principal, **47**, 250; nature contractuelle ou légale du rapport juridique, **47**, 250; rapports révocables, négatifs, permanents, **47**, 251.

Règles générales des conflits de lois (V. *Droit international*, **57**, 329 et s.). Définition des conflits de lois, **57**, 329; règles générales des conflits, **57**, 330; concept de la règle de conflit, **57**, 333; fondement des normes nationales de conflit, **57**, 334.

Droit international privé dans l'Islam (V. *Droit international privé musulman*, **60**, 511 et s.). Conflit des lois, **60**, 595 et s.; notions générales sur la loi islamique, **60**, 595 et s.; elle emprunte au Koran un caractère sacré de sorte qu'on ne peut l'abroger, **60**, 595; conséquence : maintien du statut personnel dans son intégralité malgré la laïcisation des lois, **60**, 596. Conflit des lois dans l'Islam, **60**, 598 et s. Conflit entre la loi musulmane et la loi des communautés non musulmanes établies sur le territoire de l'Islam, **60**, 599 et s.; compétence au civil comme au pénal du juge musulman pour appliquer sa loi, **60**, 599. Conflit entre les lois de deux dhimmis de deux religions différentes, **60**, 602 et s.; compétence au civil et au pénal du juge musulman pour appliquer sa loi, **60**, 602. Conflit entre deux lois musulmanes de rites différents, **60**, 605 et s.; droit pour le défendeur de demander le juge de son rite, **60**, 605. Conflits de lois résultant du changement de religion d'une ou des Parties en cause, **60**, 607; changement de religion et changement de nationalité, **60**, 607; conflits : dans le mariage, **60**, 607; dans le droit successoral, **60**, 609; dans le domaine patrimonial, **60**, 610; en matière de délits, **60**, 611. Effets sur ses opérations civiles du retour du moustamen dans le pays ennemi, **60**, 613 et s. Fraude à la loi en droit musulman, **60**, 614 et s. Conflit de lois dans l'Empire ottoman, **60**, 618 et s. Conflits de lois et de compétence dans les rapports des étrangers avec les sujets ottomans, compétence du tribunal mixte, **60**, 619 et s. Conflits de lois dans les rapports entre étrangers de même nationalité, **60**, 623; compétence civile et pénale des Tribunaux consulaires, **60**, 623. Conflits de lois dans les rapports entre étrangers de nationalités différentes, **60**, 624; compétence en matière civile du Tribunal consulaire du défendeur, **60**, 624; en matière pénale, revendication depuis 1881 de la compétence des tribunaux ottomans, mais aucune solution n'est intervenue, **60**, 624. Conflit entre juridictions ecclésiastiques concernant des sujets locaux, **60**, 626 et s. Fraude à la loi dans le droit des minorités ottomanes, **60**, 629 et s.

Règles générales des conflits de lois, **62**, 5 et s. Origines historiques et doctrinales du problème des conflits de lois, **62**, 5 et s.; données du problème, **62**, 6; solution simpliste, solution juridique, **62**, 6 et 7; personnalité des lois point de départ du droit international privé, **62**, 8; le droit romain, **62**, 9; l'école italienne,

62, 10; l'école française, **62**, 11; l'école hollandaise, **62**, 12. Grandes écoles universalistes, **62**, 14 et s.; doctrine de Savigny, communauté de droit, **62**, 15; compétence des lois, **62**, 16; base fragile de la doctrine de Savigny, **62**, 17; doctrine italienne dite de la personnalité du droit, **62**, 18; son influence sur le développement du droit international privé, **62**, 20; doctrine de Pillet, théorie universaliste, **62**, 21; doctrine de Frankenstein, **62**, 23. Orientation juridico-positiviste, **62**, 24 et s.; discordance des doctrines universalistes avec la vie juridique réelle, travaux de Fiore et de Weiss, **62**, 24; tendance nationaliste, **62**, 26; solution internationaliste, **62**, 28; solution intermédiaire entre les deux tendances, son attachement à la doctrine espagnole, **62**, 30. Résultats effectifs de la révision juridico-positiviste, **62**, 32 et s.; efforts vers l'unification des règles du droit international privé, **62**, 34; obstacles à l'œuvre d'unification, **62**, 34; les Conférences de La Haye et les Conventions qui les ont suivies, **62**, 35 et 36; Conférences panaméricaines (Lima, Montevideo, La Havane), Code de Bustamante, **62**, 36. Notions fondamentales du droit international privé, **62**, 37 et s.; caractère national des systèmes positifs du droit international privé, problème de la qualification, définition de Bartin, **62**, 37; les deux éléments de la règle du conflit de lois : situation de fait présupposée, facteur de rattachement indiquant la loi applicable, **62**, 39; solution de la *lex fori*, **62**, 40; idées de Kahn qui nomme « collisions latentes » la manifestation du véritable problème des qualifications, **62**, 41; les idées de Bartin, **62**, 42; « affaire de la Cour d'Alger, succession à un immeuble situé en France, *de cujus* maltais, application de la *lex rei sitae*, **62**, 43 et s.; opinions de MM. Arminjon, Ag, Despagnet, **62**, 47; doctrine de MM. Pacchioni, Gemma, Rabel, **62**, 49; qualification en droit international positif, **62**, 50. Antinomie entre les diverses conceptions nationales du droit international privé, **62**, 53 et s.; conflit entre règles de conflit, **62**, 53; conflit positif, **62**, 53; conflit négatif, **62**, 54; le renvoi, ses deux formes, **62**, 55; son apparition en jurisprudence française, **62**, 56; doctrine favorable au renvoi; deux tendances, **62**, 57; thèse de von Bar, acceptation basée sur le respect de la souveraineté étrangère, **62**, 58; fondement sur la pure personnalité des lois, thèse de Fiore, **62**, 59; opinion générale contraire au renvoi, ses motifs **62**, 59; attitude de la jurisprudence, **62**, 60; Convention de La Haye du 2 juin 1902 sur le mariage, les Conventions de Genève (1930 et 1931) sur les effets de commerce, le Code Bustamante acceptent la solution du renvoi, **62**, 61; attitude de l'Institut de droit international, **62**, 62. Problèmes nés du défaut de communauté juridique entre les Etats, notion d'ordre public, **62**, 64 et s.; exception d'ordre public, acception pratique anglo-américaine, **62**, 64; doctrine des universalistes, idées de Savigny, **62**, 66; école italienne, **62**, 66 et s.; thèse de Pillet, **62**, 67; conception de Bustamante, **62**, 68; ordre public : exception dans la doctrine allemande, **62**, 68; essai de détermination *a priori* de l'ordre public, **62**, 70; règles d'application pratique de l'ordre public, **62**, 74. Fraude à la loi et réciprocité, **62**, 76 et s.; manifestations de la fraude dans le droit, **62**, 76; fraude en droit international privé, sa nature juridique, **62**, 77; ses éléments constitutifs, **62**, 79; deux hypothèses possibles, **62**,

80; effets de la fraude, **62**, 83; condition d'application de la loi étrangère, réciprocité, **62**, 84; forme diplomatique et législative de la condition de réciprocité, **62**, 85; conditions d'application de la réciprocité, **62** 85.

Règles générales des conflits de lois (V. *Droit international privé*, **62**, 427 et s. *Courtoisie internationale*, **62**, 427. *Droits acquis*, **62**, 461). Problème des qualifications (V. *Qualifications*, **62**, 490).

V. *Assurances. Autonomie de la volonté. Clause-or. Codification du droit international privé. Compétence judiciaire. Convention de La Haye de droit international privé. Courtoisie internationale. Divorce. Domicile. Double imposition. Droit aérien. Droit international privé. Droit international privé (Allemagne). Droit international privé (Etats-Unis). Droit international privé (Grèce). Effets de commerce. Filiation. Mariage. Nationalité. Ordre public. Société civile et de commerce. Succession.*

Conflit de nationalités. — V. *Compétences internationales et étatiques. Nationalité.*

Conflit de qualifications. — V. *Arbitrage international. Extraterritorialité. Qualifications.*

Conflit de souveraineté. — V. *Droit international privé (Grèce).*

Conflit sino-japonais. — V. *Japon.*

Conflits entre Etats. — V. *Médiation.*

Conflits internationaux. — V. *Coopération internationale. Cour permanente de justice internationale. Domicile. Ecole italienne de droit international.*

Conflits internationaux (Règlement pacifique des).

Principes généraux du droit international de la paix (V. *Droit international*, **34**, 181 et s.). Conflits internationaux, leur règlement pacifique, **34**, 450 et s.; modes politiques de solution des conflits : négociations directes, congrès, bons offices, médiation, **34**, 452; les Commissions internationales d'enquête, **34**, 454; doctrine du général Porter condamnant toute guerre qui éclaterait avant vérification des événements invoqués pour la justifier, **34**, 451; procédure de conciliation par les commissions de conciliation, **34**, 456; modes juridiques de solution des conflits, **34**, 458 et s.; l'arbitrage, **34**, 458; droit coutumier des arbitrages internationaux, **34**, 459; le compromis, **34**, 459; différends susceptibles de solutions arbitrales, **34**, 460; les arbitres, **34**, 461; étendue de leurs pouvoirs, **34**, 462; droit applicable, **34**, 462; sentence arbitrale, **34**, 463; exécution des sentences, **34**, 464; échec des tentatives faites aux Conférences de La Haye (1899 et 1907) pour rendre l'arbitrage possible, pour créer une Cour permanente d'arbitrage, **34**, 465; article 14 du Pacte de la Société des Nations, création d'une Cour permanente de justice internationale, **34**, 469; organisation de la Cour, **34**, 470; droit applicable, **34**, 472; procédure, **34**, 473; compétence de la Cour, **34**, 474; l'arbitrage obligatoire, idéal d'une réalisation difficile, **34**, 476; projets d'un traité général d'arbitrage obligatoire à la Conférence de 1907, **34**, 477; article 12, alinéa 1, du Pacte obligeait à soumettre à l'arbitrage les différends entre pays signataires, **34**, 479; article 36 du statut de la Cour, compétence obligatoire de la Cour acceptée par quelques Etats, **34**, 481; incompétence de la Cour pour juger les différends entre particuliers

et Etats, **34**, 482; cas prévus par l'Institut dans lesquels les particuliers pourraient saisir directement une justice internationale dans leurs différends avec des Etats, **34**, 483; exécution des jugements de la Cour, **34**, 485; l'Acte général d'arbitrage de 1928, **34**, 486.

La prévention de la guerre (V. *Guerre*, **50**, 5 et s.); le règlement pacifique des conflits, **50**, 37 et s.; développement des tribunaux facilite l'affermissement de la paix, **50**, 37. Acte général, mode de règlement pour tous conflits, **50**, 38; principe admis, importance des méthodes d'application, **50**, 39; règlement arbitral en matière de conflits juridiques, **50**, 40; conflits touchant aux intérêts essentiels et à l'honneur, conciliation entre Etats ayant un caractère politique, **50**, 42; article 4 de l'Acte général, procédure de conciliation, **50**, 43; droit absolu des membres de la Société des Nations de recourir, en cas de péril, aux instances de la Société, **50**, 46; faiblesse des résultats vu le peu de décision à agir de l'Assemblée, **50**, 47; influence de l'excès du nombre des membres de l'Assemblée, **50**, 48; procédure d'après l'article 15, **50**, 49; résultats que permet d'obtenir l'article 15 du Pacte, **50**, 49. Pouvoir législatif international, **50**, 71 et s.; révision des traités, **50**, 71 et s.; nécessité de confier à la Cour de La Haye la révision des traités inacceptables, **50**, 73; abrogation des traités contraires au Pacte, **50**, 74; droit d'amendement que possède l'Assemblée, **50**, 75; droit reconnu aux membres de refuser les amendements, **50**, 76; développement des organes du pouvoir législatif international, **50**, 77.

Droit international de la paix (V. *Droit international*, **54**, 5 et s.). Différends juridiques et non juridiques, **54**, 247 et s.; de l'existence des différends non juridiques, **54**, 247; oppositions doctrinales, **54**, 247; des lacunes en droit international, **54**, 249; distinction, en droit international, entre différends d'ordre juridique ou politique, **54**, 250; solution de l'Acte général de Genève, différends portés devant un tribunal arbitral qui jugera *ex aequo et bono*, **54**, 254 et s.; la seule solution consiste dans l'amélioration de l'article 15 du Pacte, **54**, 259.

V. *Amérique. Arbitrage obligatoire. Codification du droit international. Conciliation internationale. Conférences de la paix de La Haye. Coopération internationale. Sanctions du droit international.*

Conflits juridiques. — V. *Arbitrage obligatoire.*

Conflits négatifs ou positifs. — V. *Double imposition. Droit.*

Congo. — V. *Droit fluvial international. Fleuve international.*

Congrès. — V. *Conférences internationales.*

Congrès. — V. *Conférences internationales. Conflits internationaux (règlement pacifique des). Coopération intellectuelle. Diplomatie. Europe orientale.*

Congrès américains.

Solidarité internationale dans l'Amérique latine (V. *Solidarité internationale*, **8**, 207 et s.). Congrès américains, Congrès de Panama, programme : belligérants, belligérants et neutres, attitude des Etats-Unis, sa représentation au Congrès, résultats, **8**, 230 et s.; Congrès de Lima (1847), son programme, **8**, 237; traité continental de Santiago du Chili, **8**, 230; traité d'Alliance et de Confédération (1856), **8**, 240; Congrès de Lima (1864), **8**, 241; Congrès de jurisconsultes de Lima (1877), essais de codifi-

cation du droit international privé, **8**, 246; Congrès de Montevideo (1888), codification de diverses matières du droit international privé, **8**, 248.

V. *Conférences panaméricaines. Droit international.*

Congrès bolivariens (1883 et 1911). — V. *Codification du droit international* (**6**, 48).

Congrès d'Aix-la-Chapelle (1818). — V. *Agents diplomatiques* (**22**, 214). *Doctrine de Monroe* (**32**, 420). *Droit international* (**32**, 117, 206 [Directoire européen]). *Guerre chimique* (**16**, 376). *Intervention* (**1**, 37). *Pétition* (**40**, 538, 543). *Société des Nations* (**60**, 78). *Solidarité internationale* (**8**, 218).

Congrès d'Anvers. — V. *Effets de commerce* (**8**, 238).

Congrès d'Arras. — V. *Europe orientale* (**11**, 468).

Congrès de Berlin. — V. *Conférences internationales* (**48**, 398). *Droit international (histoire du)* (**2**, 68). *Pétition* (**40**, 544). *Religions* (**5**, 385). *Voie de communications* (Détroits) (**2**, 188).

Congrès de Bréda. — V. *Pétition* (**40**, 535).

Congrès de Bruxelles (1923). — V. *Coopération intellectuelle* (**9**, 385).

Congrès de Bruxelles (1928). — V. *Rhin* (**28**, 114).

Congrès de Châtillon (1814). — V. *Doctrine pacifique* (**13**, 360). *Intervention* (**1**, 376). *Société des Nations* (**60**, 67).

Congrès de Genève (août 1864). — V. *Sources du droit international (Croix-Rouge)* (**11**, 24).

Congrès de Laybach. — V. *Solidarité internationale* (**8**, 218).

Congrès de Lima (1847). — V. *Amérique* (**28**, 30). *Doctrine pacifique* (**13**, 384).

Congrès de Lima (1848 et 1864). — V. *Amérique latine* (**32**, 706, 715, 741).

Congrès de Lima (1877). — V. *Codification du droit international* (**6**, 426). *Solidarité internationale* (**8**, 246).

Congrès de Luck (1429). — V. *Europe orientale* (**11**, 468).

Congrès de Montevideo (1888-1889). — V. *Amérique latine* (**32**, 717). *Codification du droit international* (**6**, 426). *Solidarité internationale* (**8**, 248).

Congrès de Montevideo (1925). — V. *Solidarité internationale* (**8**, 278).

Congrès de Nimègue. — V. *Diplomatie* (**4**, 239). *Immunités diplomatiques* (**12**, 193). *Pétition* (**40**, 535).

Congrès de Panama (1826). — V. *Amérique* (**28**, 23). *Amérique latine* (**32**, 702, 714, 756, 771, 776). *Codification du droit international* (**6**, 426). *Doctrine de Monroe* (**5**, 310) (**32**, 485, 488, 495, 501, 504). *Doctrine pacifique* (**13**, 383). *Droit international américain* (**46**, 53). *Solidarité internationale* (**8**, 234). *Sources du droit international* **53**, 599).

Congrès de Paris (1856). — V. *Codification du droit international* (**6**, 416). *Doctrine pacifique* (**13**, 386). *Droit international* (**2**, 63) (**32**, 207, 266). *Justice pénale internationale* (**10**, 307). *Pétition* (**40**, 537). *Plébiscite* (**18**, 167). *Voies de communication* (**2**, 235).

Congrès de Rastadt (1798). — V. *Révolution française* (**22**, 438). *Rhin* (**28**, 126, 128, 164).

Congrès de Ratisbonne (1803). — V. *Rhin* (**28**, 130).

Congrès de Rio-de-Janeiro (1927) (Jurisconsultes américains). — V. *Codification du droit international en Amérique* (**22**, 161). *VI^e^ Conférence panaméricaine* (**22**, 125, 215).

Congrès de Rome (1882). — V. *Œuvres littéraires et artistiques* (**12**, 453).

Congrès de Ryswick (1697). — V. *Diplomatie* (**4**, 240).

Congrès de Santiago du Chili (1856). — V. *Amérique latine* (**32**, 9).
Congrès de Soissons. — V. *Diplomatie* (**4**, 240).
Congrès de Stettin. — V. *Europe orientale* (**11**, 485).
Congrès de Troppau. — V. *Société des Nations* (**60**, 93).
Congrès de Varsovie (1926). — V. *Œuvres littéraires et artistiques* (**12**, 563, 566).
Congrès de Vérone (1822). — V. *Doctrne de Monroe* (**5**, 310, 322) (**32**, 427). *Rhin* (**28**, 159, 160). *Société des Nations* (**60**, 99).
Congrès de Vienne (1815). — V. *Communications internationales* (**55**, 13, 34, 68). *Conférences internationales* (**48**, 391, 414, 477). *Diplomatie* (**4**, 266). *Doctrine pacifique* (**13**, 382). *Droit administratif international* (**51**, 610). *Droit international* (**54**, 388) (**30**, 346, 449, 456) (**32**, 113, 115, 266). *Echange de populations* (**24**, 321). *Ententes régionales* (**56**, 669). *Escaut* (**21**, 292, 317). *Fleuve international* (**45**, 87, 155, 165). *Frontières* (**55**, 267). *Justice pénale internationale* (**10**, 320). *Liberté et moralité individuelles (lutte contre l'esclavage)* (**45**, 573). *Mandats internationaux (administration des îles Ioniennes)* (**29**, 125). *Minorités* (**1**, 370 et 371). *Monnaie* (**27**, 289). *Nationalisme* (**53**, 134). *Politique économique* (**35**, 269). *Ports (intérieurs)* (**14**, 108, 114). *Reconnaissance d'Etats* (**44**, 227). *Religions* (**5**, 380, 411). *Rhin* (**28**, 111, 119, 185). *(Acte final):* (**28**, 113, 141, 143, 158, 164, 166, 168, 175, 177 et s., 191 et s., 203). *Solidarité (Amérique latine)* (**8**, 216). *Sources du droit international* (**53**, 195). *Souveraineté* (**6**, 28). *Succession d'Etats* (**44**, 721). *Traités* (**49**, 224). *Union d'Etats* (**24**, 469, 492, 493).
Congrès de Westphalie. — V. *Diplomatie* (**4**, 234). *Religions* (**5**, 377).
Congrès de Washington. — V. *Amérique* (**28**, 31).
Congrès de Zurich (août 1897). — V. *Organisation internationale du travail* (**51**, 492).
Congrès des Etats-Unis. — V. *Droit international américain* (**40**, 354). *Etranger (Etats-Unis)* (**27**, 430). *Unions d'Etats* (**24**, 528).
Congrès international de droit pénal (I^er^ Bruxelles, 1926). — V. *Lutte internationale contre la criminalité* (**36**, 178).
Congrès international de droit pénal (X^e^ Prague). — V. *Lutte internationale contre la criminalité* (**36**, 179).
Congrès international de droit pénal (Bucarest, 1929). — V. *Lutte internationale contre la criminalité* (**36**, 159).
Congrès international de police criminelle (Vienne, 1923). — V. *Lutte internationale contre la criminalité* (**36**, 114).
Congrès internationaux de la Paix. — V. *Doctrine pacifique* (**13**, 375, 400).
Congrès panaméricains de Rio-de-Janeiro. — V. *Obligations financières internationales* (**1**, 327).
Congrès paneuropéen de Vienne. — V. *Droits fondamentaux des Etats* (**17**, 201).
Congrès pénitentiaires de Bruxelles. — V. *Justice internationale* (**10**, 334).
Congrès pénitentiaires internationaux. — V. *Lutte internationale contre la criminalité* (Londres, 1925): (**36**, 110, 113, 122); Prague (**36**, 114, 157).
Congrès scientifiques et techniques. — V. *Doctrine pacifique* (**13**, 398, 409).
Congrès universels de la Paix. — V. *Conciliation internationale* (**59**, 136). *Légitime défense* (**49**, 727). *Organisation économique* (**15**, 340). *Police internationale* (**48**, 73, 75, 80, 119, 120). *Protocole de Genève* (**7**, 12). *Régionalisme* (**53**, 66). *Société des Nations* (**15**, 292, 293).

Conquête. — V. *Droit international. Frontières.*
Conscience du droit. — V. *Contrôle parlementaire. Droit international*
Conseil d'Etat. — V. *Expulsion. Ports maritimes.*
Conseil de conciliation. — V. *Conciliation internationale. Société des Nations.*
Conseil de la Société des Nations. — V. *Arbitrage international. Conférence des Ambassadeurs. Cour permanente de justice internationale. Dominions britanniques. Ententes régionales. Guerre. Neutralité. Société des Nations.*
Conseil de ravitaillement interallié. — V. *Entr'aide financière internationale.*
Consentement (exprès ou tacite). — V. *Droit international. Société internationale.*
Consentement mutuel. — V. *Traités.*
Consolidation. — V. *Dettes publiques d'Etat.*
Constitution. — V. *Colonies. Droit constitutionnel. Droit international. Etat. Guerre. Japon. Traités.*
Constitution de partie civile. — V. *Tribunaux mixtes.*
Constitution argentine (1853). — V. *Droit international et droit interne* (**61**, 448).
Constitution argentine (1860). — V. *Peuples sauvages* (**31**, 262). *Unions d'Etats* (**24**, 529).
Constitution albanaise. — V. *Mandats internationaux* (**59**, 648).
Constitutions allemandes d'avant-guerre. — V. *Dettes publiques d'Etat* (**23**, 164, 169 et s., 176, 180, 204, 208 et s., 225). *Droit international privé (Allemagne)* (**15**, 441, 442, 503). *Unions d'Etats* (**24**, 504, 505).
Constitution allemande de Weimar (1919). — V. *Diplomatie* (**60**, 282, 289). *Droit international* (**16**, 271, 273) (**30**, 307) (**47**, 270, 412, 503). *Droit international et droit interne* (**61**, 425, 441, 446). *Droits de l'homme* (**59**, 24, 28, 41, 60, 75). *Monnaie* (**27**, 289). *Œuvres littéraires et artistiques* (**12**, 497). *Reconnaissance des Etats* (**4**, 329). *Traités* (**57**, 440). *Unions d'Etats* (**24**, 533 et s.).
Constitution bavaroise. — V. *Droits de l'homme* (**59**, 24, 28, 37).
Constitution belge. — V. *Contrôle parlementaire* (**56**, 260). *Droit international (fondement du)* (**16**, 272). *Monnaie* (**27**, 249).
Constitution brésilienne. — Article 34 ; admission du principe de l'arbitrage international, **45**, 701. Article 88 : renonciation à la guerre de conquête, **45**, 700. — V. *Domicile* (**23**, 16). *Nationalité de la femme mariée* (**60**, 121). *Peuples sauvages* (**31**, 270, 272 et s.). *Unions d'Etats* (**24**, 529).
Constitution canadienne. — V. *Dominions britanniques* (**19**, 419, 444).
Constitution chilienne. — V. *Nationalité de la femme mariée* (**60**, 121, 175).
Constitution danoise. — V. *Contrôle parlementaire* (**56**, 268). *Monnaie* (**27**, 249).
Constitution de l'Amérique latine. — V. *Passeports* (**50**, 107).
Constitution de l'Etat de Massachussetts. — V. *Cour permanente de justice internationale* (**57**, 6).
Constitution de l'Irak. — V. *Mandats internationaux (Analyse de la Constitution)* (**29**, 148).
Constitution de l'U.R.S.S. — V. *Unions d'Etats* (**24**, 535, 536).
Constitution de la République d'Autriche. — V. *Droit international (de la paix)* (**30**, 299, 307) (**34**, 190). *Droit international (fondement du)*

(**16**, 271 et s.). *Monnaie* (**27**, 249). *Unions d'Etats* (**24**, 531 et 532).

Constitution de la République de Turquie. — V. *Droits de l'homme* (**59**, 21, 27, 62, 76). *Echange de populations* (**24**, 405).

Constitution de la Ville libre de Dantzig. — V. *Droit constitutionnel* (**45**, 753). *Frontières* (**55**, 284).

Constitution des Dominions britanniques. — V. *Dominions britanniques* (**19**, 279).

Constitution des Etats-Unis d'Amérique. — V. *Conflit de lois* (**57**, 436). *Contrôle parlementaire* (**56**, 248). *Droit international (de la paix)* (**34**, 190, 468). *Droit international et droit interne* (**61**, 402 et 404). *Droit international (fondement du)* (**16**, 272). *Droit international privé* (Etats-Unis) (**21**, 193, 241, 243, 253, 411, 414, 425, 444). *Etranger* (Etats-Unis) (**27**, 453, 462, 473, 476, 482). *Peuples sauvages* (**31**, 244). *Traités* (**22**, 494) (**24**, 28, 63, 132). *Unions d'Etats* (**24**, 528).

Constitution du Canada. — V. *Colonies* (**55**, 555). *Droit international privé* (Canada) (**53**, 203).

Constitution du Paraguay (1844 et 1870). — V. *Peuples sauvages* (**31**, 265).

Constitution du Salvador (1886). — V. *Codification du droit international* (**22**, 208).

Constitution du Vénézuéla. — V. *Doctrine de Monroe* (**5**, 340). *Unions d'Etats* (**24**, 530).

Constitution égyptienne. — V. *Tribunaux mixtes d'Egypte* (**17**, 46).

Constitution espagnole (1868). — V. *Monnaie* (**27**, 249).

Constitution espagnole (1931). — Article 6 : *renonciation à la guerre* (**45**, 743). Article 78 : *adhésion à la Société des Nations* (**45**, 731). — V. *Contrôle parlementaire* (**56**, 272). *Nationalité de la femme mariée* (**60**, 137).

Constitution esthonienne. — V. *Droits de l'homme* (**59**, 23, 37, 60, 76). *Mer Baltique* (**52**, 136).

Constitution fédérale suisse. — Article 4 : *égalité devant la loi* (**52**, 91). Article 56 : *définition de l'Heimathlos* (**33**, 133). Article 68 : *service militaire des apatrides* (**33**, 139). Article 89 : *traités soumis au referendum, condition* (**46**, 139). — V. *Droit international (fondement du)* (**16**, 272). *Fonction exécutive* (**55**, 121). *Impôts* (**55**, 459). *Politique intérieure* (**59**, 476). *Unions d'Etats* (**24**, 494, 530 et 531).

Constitution finlandaise. — V. *Droits de l'homme* (**59**, 22, 27, 37, 60). *Mer Baltique* (**52**, 135). *Monnaie* (**27**, 249).

Constitutions françaises : 1791. — V. *Dettes publiques d'Etat* (**23**, 221, 257). *Défaillances d'Etat* (**53**, 387). *Droits de l'homme* (**59**, 13). *Echange de populations* (**24**, 432). *Guerre hors la loi* (**24**, 283). *Passeports* (**50**, 101). *Politique intérieure* (**59**, 476). *Révolution française* (**22**, 324 et s.).

— **1793.** — V. *Dettes publiques d'Etat* (**23**, 258). *Droits de l'homme* (**59**, 13). *Politique intérieure* (**59**, 479).

— **An VIII.** — V. *Révolution française* (**22**, 323 et s., 330 et s.).

— **1848.** — V. *Révolution française* (**22**, 324 et s., 437).

— **1875.** — V. *Colonies* (**55**, 519). *Contrôle parlementaire* (**56**, 261). *Droit international (fondement du)* (**16**, 273). *Révolution française* (**22**, 300 et s.).

Constitution grecque. — V. *Droits de l'homme* (**59**, 20, 28, 36, 61). *Echange de populations* (**24**, 405).

Constitution irlandaise. — V. *Dominions britanniques* (**19**, 485). *Droits de l'homme* (**59**, 23, 47, 61).
Constitution japonaise. — V. *Contrôle parlementaire* (**56**, 246). *Missions protestantes* (**29**, 139).
Constitution lettone. — V. *Guerre hors la loi* (**24**, 286).
Constitution lithuanienne. — V. *Droits de l'homme* (**59**, 23, 27, 37, 61). *Mer Baltique* (**52**, 141).
Constitution mexicaine (1917). — V. *Droits acquis* (**59**, 374 et s.). *Droit international et droit interne* (**61**, 448).
Constitution néerlandaise (1922). — V. *Guerre hors la loi* (**24**, 286).
Constitution nicaraguayenne. — V. *Nationalité femme mariée* (**60**, 176).
Constitution péruvienne. — V. *Droit international (de la paix)* (**34**, 342). *Droit international (fondement du)* (**16**, 269). *Nationalité de la femme mariée* (**60**, 176). *Reconnaissance des Etats* (**4**, 361).
Constitution polonaise (3 mai 1791). — V. *Révolution française* (**22**, 342, 344 et s., 426 et 437).
Constitution polonaise. — V. *Droits de l'homme* (**59**, 23, 27, 39, 61).
Constitution portugaise. — V. *Guerre hors la loi* (**24**, 285).
Constitution roumaine (1886). — V. *Droits de l'homme* (**59**, 22, 40, 61, 76).
Constitution suédoise. — V. *Guerre hors la loi* (**24**, 286).
Constitution tchécoslovaque. — V. *Droit international (fondement du)* (**16**, 273). *Droits de l'homme* (**59**, 22, 26, 38, 62).
Constitution yougoslave. — V. *Droits de l'homme* (**59**, 27, 58).
Consul.

Théorie et pratique des services consulaires, **34**, 815 et s.; cadre international des services consulaires, **34**, 815 et s.; structure des services consulaires partout à peu près la même, **34**, 816; qualités que doit avoir le consul, **34**, 817; efficacité de plus en plus grande du service consulaire, **34**, 819; accès du consulat aux particuliers, **34**, 819; traitement des consuls, **34**, 822; recrutement et avancement, **34**, 823; utilité de maintenir en place les consuls, **34**, 824; contrôle sur place du service consulaire,**34**, 825; avantages spéciaux du service consulaire, **34**, 825; sa situation comparée à celle de la diplomatie, **34**, 827; sa situation privilégiée, par rapport aux nationaux de son pays séjournant au même lieu, son caractère officiel, **34**, 828; devoirs multiples des consuls, **34**, 829; l'interdépendance des services diplomatique et consulaire, ainsi que des consuls de carrière et honoraires, **34**, 830 et s.; différences entre le service consulaire et la diplomatie, **34**, 830; historique des missions diplomatiques temporaires puis permanentes, **34**, 831; historique du service consulaire qui remonte aux Croisades, **34**, 832; les consuls en Orient, les capitulations, **34**, 833; exterritorialité des consuls en Orient, **34**, 835; domaine respectif des services, **34**, 835; collaboration nécessaire des services, **34**, 838; les consuls honoraires, **34**, 839; consuls de carrière et consuls électifs, **34**, 840; cas où le consul électif est indispensable, **34**, 841; consuls électifs de nationalité étrangère, **34**, 843; position officielle du consul au lieu de son séjour, **34**, 845 et s.; double caractère officiel du consul, **34**, 845; manque de précision des législations du pays qui les reçoit relativement à la condition des consuls étrangers, **34**, 846; confusion, dans certains pays, sur le caractère officiel et public des consuls, **34**, 848; droits et immunités

des consuls, leur base mal établie, **34**, 849 et s.; nécessité d'un règlement international de la question, **34**, 850; juridiction exercée par la magistrature anglaise sur certaines catégories d'étrangers, **34**, 851 et s.; nécessité d'exempter en Angleterre les consuls au service du jury, **34**, 854; les consuls étrangers en Angleterre devraient s'occuper des aliénés de leur pays, **34**, 855; droits qui rentrent dans la capacité consulaire : inviolabilité des archives, **34**, 817; droit de placer l'écusson national, **34**, 858; exemption d'impôts directs et personnels, **34**, 858; privilèges vis-à-vis de la juridiction locale, **34**, 859; fonctions notariales du consul, **34**, 861; droits concernant la navigation, **34**, 865; aperçu général des devoirs des consuls de carrière, **34**, 868 et s.; patriotisme des consuls, **34**, 869; défense des intérêts commerciaux, **34**, 870; légalisation des documents, les devoirs de nature juridique, **34**, 872; rôles des consuls vis-à-vis de la navigation, **34**, 873; leurs fonctions administratives, **34**, 874; service consulaire des renseignements économiques dans les divers pays, **34**, 875 et s.; création d'agents commerciaux, **34**, 885; protection des particuliers, **34**, 889 et s.; limite de cette protection, **34**, 889; compétence officielle des consuls, sa limite, **34**, 890; demandes d'emplois ou de recommandations au consul par des particuliers, **34**, 893; demandes abusives des particuliers aux consulats, **34**, 895 et s.; les secours en argent, **34**, 899; aide aux marins par les consulats des ports de mer, **34**, 902; aide aux personnes chargées de missions scientifiques à l'étranger, **34**, 905; les successions à des biens situés à l'étranger et annoncées par les journaux, **34**, 905; non-intervention des consuls dans les affaires véreuses, **34**, 907.

Droit et pratique diplomatiques et consulaires (V. *Droit diplomatique*, **48**, 463). Développement historique du droit consulaire, **48**, 483 et s.; les proxénies grecques, **48**, 483; institutions similaires chez les Romains, **84**, 485; débuts du régime consulaire, **48**, 487; les Rooles ou Jugements d'Oléroy, **48**, 488; le consulat de la mer, **48**, 488; droit maritime germanique, **48**, 490; commerce de la Méditerranée et les établissements consulaires, **48**, 491; développement de l'institution consulaire, **48**, 493; droit consulaire au moyen âge, **48**, 495; transformation du consulat; le régime actuel, **48**, 497; traités consulaires d'aujourd'hui, **48**, 498; codification du droit consulaire, **48**, 499. (V. *Agents diplomatiques et consulaires*); caractère représentatif des consuls, **48**, 521; privilèges et immunités consulaires, **48**, 521. Devoirs et fonctions consulaires, **48**, 545 et s.; traités commerciaux, **48**, 545; l'exequatur, **48**, 546; développement des intérêts commerciaux, **48**, 548; protection du commerce, **48**, 550; surveillance de la navigation nationale, **48**, 551; administration de la succession des nationaux, **48**, 556; attributions judiciaires, **48**, 557; délivrance des passeports, **48**, 558; fonctions notariales et légales, **48**, 559; fonctions diverses, **48**, 560; fonctions en temps de guerre, **48**, 563; fonctions des consuls en pays d'exterritorialité, **48**, 563.

V. *Agents diplomatiques et consulaires. Concessions étrangères. Crimes et délits internationaux. Droit constitutionnel. Droit*

international (Russie soviétique). *Extraterritorialité. Tribunaux mixtes.*

Consul-missionnaire. — V. *Missions protestantes.*

Consulat de la mer. — V. *Consul. Neutralité. Visite (droit de).*

Contingentement. — V. *Migration.*

Contrainte. — V. *Code des prisonniers de guerre. Droit international. Sanctions du droit international. Représailles.*

Contrat.

Théorie de l'autonomie de la volonté (V. *Autonomie de la volonté*, **16**, 5 et s.). Détermination de la loi principale du contrat, **16**, 84 et s.; méthode synthétique, **16**, 84 et s. (*lex fori*, **16**, 84; loi du débiteur, **16**, 86; *lex loci contractus*, **16**, 87; *lex loci executionis*, **16**, 89); méthode analytique, **16**, 94; (système Jitta, **16**, 95; système André Audinet, **16**, 96; système Caleb, **16**, 96; système Dreyfus, **16**, 98; système Niboyet, **16**, 99).

V. *Arbitrage privé. Codification du droit international. Droit aérien. Droit civil. Droit international. Grotius. Intervention. Ordre public.*

Contrat à la grosse. — V. *Faillite.*

Contrat d'assurance. — V. *Assurance.*

Contrat de « cambium ». — V. *Crédits bancaires internationaux.*

Contrat de mariage.

Conflits de lois relatifs aux effets patrimoniaux du mariage. Loi applicable au régime choisi par le contrat de mariage, **40**, 266; conséquences du changement de nationalité ou de domicile des époux, **40**, 268; loi du domicile des époux au moment de la célébration, **40**, 270; loi applicable aux conditions d'existence et de validité du contrat de mariage, **40**, 272 et s.; capacité des parties, **40**, 272; formes du contrat, **40**, 273; application de la règle *locus regit actum*, **40**, 274; possibilité d'application de la loi nationale des époux (de même nationalité), **40**, 274; loi applicable aux formes et conditions de l'authenticité du contrat, **40**, 275 et s.; publicité du contrat de mariage, **40**, 278; publicité, sauvegarde des tiers, **40**, 278; législation comparée, **40**, 278; époque du contrat de mariage, immutabilité des conventions matrimoniales, **40**, 281; restrictions à la liberté des conventions matrimoniales, **40**, 285. (V. *Régime matrimonial.*)

V. *Droit international privé. Droit international privé* (Etats-Unis).

Contrat de transport. — V. *Droit aérien.*

Contrat de travail. — V. *Migration.*

Contrat féodal. — V. *Traités (Inviolabilité des).*

Contrat-traité. — V. *Traités (Inviolabilité des).*

Contrats internationaux. — V. *Clause-or.*

Contrebande de guerre. — V. *Crimes et délits internationaux. Droit des gens. Grotius. Hall.*

Contrefaçon.

Protection internationale des droits sur les œuvres littéraires et artistiques (V. *Œuvres littéraires et artistiques*, **12**, 453). Contrefaçon internationale, **12**, 444 et s.; la lutte contre la contrefaçon, **12**, 448 et s.; lois protectrices, loi française de 1852, **12**, 450; mouvement en faveur d'une protection internationale, **12**, 452.

V. *Propriété littéraire et artistique.*

Contributions. — V. *Droit des gens. Impôts.*

Contrôle. — V. *Désarmement. Fonction exécutive en droit international. Jugement étranger. Nationalité des sociétés de commerce. Or. Organisation internationale du travail.*

Contrôle des pêcheries. — V. *Mer.*

Contrôle international. — V. *Agriculture. Assurances. Code des prisonniers de guerre. Compétences internationales et étatiques. Cour internationale des prises. Désarmement. Dominions britanniques. Droit international. Extraterritorialité. Guerre. Guerre chimique. Mandats internationaux. Plébiscite. Prisonniers de guerre. Tribunaux militaires. Zones démilitarisées.*

Contrôle judiciaire.

Contrôle des Cours suprêmes sur l'application des lois étrangères (jurisprudence comparée), **57**, 205 et s.; emploi d'une méthode empirique pour traiter le sujet, **57**, 206; double aspect de la question, **57**, 206; fonctions des Cours suprêmes, **57**, 208 et s.; institution de l'appel, procédure d'appel, **57**, 208 et 209; système français de cassation en matière civile, **57**, 211 et s.; système allemand de la révision, **57**, 215; différence entre la cassation et la révision, **57**, 217; influence de la cassation française et de la révision allemande, **57**, 219; Cour suprême comme troisième instance, Chambre des Lords, **57**, 220 et s.; procédure anglaise, « appeal », seule voie de recours, **57**, 220. Contrôle de la détermination de la loi applicable, **57**, 225 et s.; cas d'application erronée d'une règle de conflit, **57**, 225; question soumise à la Cour suprême est celle de savoir si la décision attaquée est ou non entachée d'une erreur de droit, *error in procedendo*, **57**, 225; *error in judicando*, **57**, 226 et s.; dispositions législatives prévoyant le recours en cassation pour violation et fausse application de la loi, **57**, 228; causes pouvant engendrer une application erronée d'une règle de conflit, **57**, 230; cas de violation de la règle de conflit, **57**, 232; règle de conflit écrite et non écrite, importance de cette distinction en jurisprudence, **57**, 233 et s.; Cour de cassation gardienne de la loi écrite, **57**, 253; prédominance de la loi écrite, **57**, 234; manifestation, dans les jurisprudences belge et néerlandaise, de l'étroitesse de la conception originaire de la cassation, **57**, 236; motifs de la réserve de ces deux Cours à l'égard du contrôle des solutions données par le juge du fond à la question du droit applicable, **57**, 239; contrôle du rattachement, **57**, 245 et s.; principe du contrôle de la détermination des circonstances de rattachement, **57**, 245; cas particulier de la nationalité, **57**, 246; arrêt d'exception de la Cour de Florence, affaire Samama, **57**, 247; refus par la Cour suprême allemande de contrôler l'application de la loi étrangère pour détermination de la nationalité comme élément de rattachement, **57**, 248; volonté des parties comme élément de détermination de la loi applicable, **57**, 250; contrôle de la règle de conflit étrangère dans le système du renvoi, **57**, 253 et s.; cas du juge inférieur négligeant la règle de conflit étrangère ou en faisant une application erronée, contrôle ou non-contrôle de la Cour suprême, **57**, 253; intérêt que présente la jurisprudence allemande, interprétation du « Reichsgericht » de l'article 27 de la loi d'introduction au Code civil sanctionnant le renvoi, **57**, 255; jurisprudence française, affaire Forgo, première décision de renvoi, **57**,

257; jurisprudence des pays n'admettant pas le renvoi, **57**, 259; conditions de procédure concernant l'exercice du contrôle, **57**, 260 et s.; les règles générales de procédure déterminent les conditions de contrôle de la Cour suprême et d'après elles se décide la possibilité pour les parties d'invoquer pour la première fois devant la dite Cour l'application de la loi étrangère, **57**, 260; limite du pouvoir de contrôle dans le système de cassation, **57**, 261; jurisprudence des Pays-Bas où est admis le système de cassation, **57**, 262; jurisprudences allemande, autrichienne et suisse, **57**, 265 et s.; sanction de la violation de la règle de conflit, **57**, 269 et s.; système de cassation, **57**, 269; système de révision, **57**, 273. Contrôle de l'application exacte de la loi étrangère, **57**, 279 et s.; intérêt de ce contrôle, **57**, 279; aperçu de droit comparé, **57**, 281 et s.; la *revisio in jure* et le contrôle de l'application exacte de la loi étrangère, **57**, 281 et s.; le contrôle n'est pas admis, **57**, 281; le contrôle est admis, **57**, 288; la loi étrangère dans le système de la *revisio in facto* et *in jure*, **57**, 292; conséquences de la non-admission du contrôle, **57**, 295; identité de la règle de droit étrangère et de la règle de la législation interne, **57**, 295; application du droit interne en tant que loi étrangère, **57**, 300; violation de la loi interne en répercussion de la violation de la loi étrangère, **57**, 302 et s.; cas d'application combinée des deux lois, **57**, 303; exemples, **57**, 304 et s.; cas de réciprocité, **57**, 310; application cumulative de la loi interne et de la loi étrangère, **57**, 313; opposition entre la doctrine et la pratique, **57**, 318.

V. *Cour permanente de justice internationale. Mandats internationaux.*

Contrôle parlementaire.

Technique parlementaire des relations internationales, **56**, 219 et s. Evolution du régime représentatif et relations internationales, **56**, 219; influence de la politique intérieure sur les relations internationales, **56**, 221; les partis politiques, leurs conceptions des relations internationales, **56**, 223; droit constitutionnel, technique de la liberté, droit international, technique de la paix, rapports entre ces techniques dans la pensée juridique moderne, **56**, 224; transformation du droit public sous les Révolutions française et américaine, naissance d'une conscience juridique internationale et des idées de paix et de liberté, **56**, 225; égalité des Etats et identité juridique des Etats, analyse des différences juridiques entre Etats, **56**, 227; Etat absolutiste et Etat démocratique, armes que possède l'Etat démocratique contre la violation par ses gouvernants d'une règle internationale, **56**, 229. Décret de l'Assemblée constituante du 22 mai 1790, **56**, 232 et s.; problème du contrôle parlementaire de la politique étrangère résolu par la Constituante (1790), **56**, 232 et s.; programme faisant passer du pouvoir royal à l'Assemblée la politique étrangère, **56**, 235; le problème devant la Constituante, les diverses opinions des députés, **56**, 235 et s.; thèse (adoptée) de Mirabeau de la collaboration de l'Assemblée et du roi dans la conduite de la politique extérieure, **56**, 239. Rôle des Parlements dans la conclusion des Traités internationaux, **56**, 243 et s.; procédure constitutionnelle de la conclusion des traités internationaux : Etat absolutiste, monarchie dualiste, **56**, 245; régime présiden-

tiel, Etats-Unis, **56**, 247 et s.; élargissement de la compétence parlementaire, **56**, 250; élargissement de la compétence du Président, **56**, 251; prédominance du Président en politique générale et diplomatie, **56**, 251. Régime parlementaire et conclusion des Traités internationaux, **56**, 256 et s.; formes de répartition des compétences entre exécutif et législatif, **56**, 256; règle fondamentale de la pratique parlementaire rendant impossible au pouvoir exécutif toute dérogation à une loi ou atteinte aux finances de l'Etat, **56**, 258; système franco-belge, **56**, 260; système anglais, **56**, 265; système de l'approbation préalable du Parlement, **56**, 267; conception démocratique de la compétence absolue du parlement dans la conclusion des traités et réalité internationale, **56**, 268. Adaptation du contrôle parlementaire de la politique extérieure au Pacte de la Société des Nations, **56**, 270 et s.; problème posé par les nouvelles formes de conclusion des traités, **56**, 270; mise en harmonie du droit constitutionnel avec le droit international dans la Constitution espagnole de 1931 (art. 76 et 77), **56**, 272. Contrôle politique des relations internationales sous le régime parlementaire, **56**, 276 et s.; les partis et les électeurs en face de la politique extérieure, **56**, 276; rôle et compétence constitutionnels du chef de l'Etat, **56**, 277; rôle du ministre des Affaires étrangères, **56**, 279; ses rapports avec le Cabinet, **56**, 280; rapports avec le Parlement, **56**, 281; prérogative gouvernementale, prérogative parlementaire, **56**, 283; contrôle parlementaire par « Questions écrites », **56**, 287; l'interpellation, **56**, 289; le contrôle parlementaire impuissant à casser un traité ne nécessitant pas l'approbation des Chambres, **56**, 290. Contrôle parlementaire de la politique extérieure et sauvegarde de la paix, **56**, 291 et s.; justification historique du contrôle, **56**, 290; contrôle parlementaire de la politique étrangère lié à l'évolution générale des institutions constitutionnelles, **56**, 293; compétence internationale des parlements, garantie pour la paix, **56**, 294.

Contrôles financiers internationaux.

Les contrôles financiers internationaux, **5**, 5; définition, caractéristique, **5**, 5; interventions financières de la Société des Nations, **5**, 7; les contrôles sont de date récente, **5**, 8; leur développement, **5**, 9; Tunisie, dette tunisienne jusqu'à l'établissement du contrôle, **5**, 13; le contrôle établi en 1869, **5**, 15; le contrôle au point de vue juridique, financier, politique, **5**, 17; fin du contrôle tunisien, **5**, 18; Egypte, **5**, 20; premiers emprunts, **5**, 21; leurs conditions onéreuses, **5**, 22; décret de 1876 unifiant la dette égyptienne, **5**, 24; faillite de 1878, **5**, 25; loi de liquidation du 11 juillet 1880 distingue trois dettes, **5**, 26; garanties aux créanciers, **5**, 27; prélèvement sur le fonds de réserve de la dette égyptienne pour la guerre du Soudan annulé par les tribunaux mixtes, **5**, 31; le décret de 1904 et ses suites, **5**, 32; Maroc, les trois étapes du contrôle, **5**, 34; comment le contrôle fut remplacé par l'administration française, **5**, 37; Turquie, **5**, 41; les emprunts à jet continu (1854-1874), **5**, 41; de la faillite au contrôle (1875-1880), **5**, 43; le décret de Mouharrem, **5**, 45; ses résultats, **5**, 48; administration financière des jeunes Turcs, **5**, 49; guerre 1914, paiement des coupons suspendus, paiements partiels après l'armistice, **5**, 51; Grèce, l'ère des grands em-

prunts (1879-1890), **5**, 55; la faillite, **5**, 58; de la faillite au contrôle (1893-1898), **5**, 58; Contrôle, composition de la Commission financière, revenus affectés, pouvoirs de la Commission, intérêt et amortissement, **5**, 62 et 63; appréciation du contrôle grec, **5**, 65; résultats du contrôle, **5**, 67; Serbie, premiers emprunts, **5**, 70; arrangement de Karlsbad (1895), **5**, 72; appréciation du protocole de Karlsbad, **5**, 73; résultats du contrôle, **5**, 75; guerres balkaniques, montant de la Dette, situation en 1920, **5**, 76; Bulgarie, annexion de la Roumélie orientale, répercussion sur les finances, **5**, 79; emprunts, **5**, 80; le contrôle et ses résultats, **5**, 82; guerre 1914, sort des emprunts d'avant-guerre, **5**, 86; Amérique : Saint-Domingue, contrôle financier des Etats-Unis, **5**, 90; Honduras et Nicaragua, **5**, 91; caractère spécial des contrôles américains, **5**, 93; enseignements généraux, formes et caractères des contrôles internationaux, **5**, 97; tendance qu'ils ont à s'étendre, **5**, 99; dangers politiques, **5**, 100; les contrôles et l'entr'aide internationale, **5**, 102.

Les limitations de la souveraineté, les contrôles financiers internationaux, **6**, 35; IIe Conférence de la paix de La Haye (1907), **6**, 36.

L'intervention en matière financière, les contrôles financiers, **8**, 11; les contrôles internationaux en Egypte, leur organisation, loi égyptienne de liquidation, **8**, 12; Grèce, paix avec la Turquie, loi grecque de garantie, **8**, 17; Commission des Réparations créée par les traités de paix, son caractère, **8**, 19; Tunisie, Comité exécutif et Commission de contrôle, **8**, 21; le Maroc, contrôle par la Banque de Paris puis par la Banque du Maroc, **8**, 23; Turquie, Conseil de la Dette comprenant des ressortissants et non des représentants de Puissances créancières, **8**, 24; Serbie, **8**, 27; Bulgarie, **8**, 27; Saint-Domingue, **8**, 28; Haïti, **8**, 29; Honduras et Nicaragua, **8**, 30; contrôles institués par les traités de Londres d'août 1924 en vertu du rapport Dawes, différences avec les autres contrôles internationaux tant par le fondement que par le contenu, **8**, 31; Banque d'Etat allemande, les chemins de fer du Reich, leurs obligations, **8**, 32 et s.; contrôles financiers ayant un caractère d'entr'aide internationale, **8**, 35; le contrôle financier en Autriche, en Hongrie, **8**, 36 et 38.

V. *Doctrine de Monroe. Entr'aide financière internationale. Intervention.*

Convention. — V. *Autonomie de la volonté. Contrat. Cour permanente de justice internationale. Etranger. Traité international.*

Convention anglo-chinoise (1er mars 1894): interdiction de fortifications (**26**, 622).

Convention anglo-danoise (4 juin 1901) : droit de pêche (**29**, 478).

Convention austro-allemande (1923). — V. *Compétence judiciaire.*

Convention austro-italienne (6 avril 1922) : article 271 Traité de Saint-Germain, modification (**29**, 58).

Convention austro-tchécoslovaque de Brno (1920). — V. *Apatrides.*

Convention austro-turque (21 avril 1879) : Bosnie-Herzégovine, administration (**26**, 491).

Conventions Bancroft : résidence, nationalité (**34**, 684).

Convention bulgaro-tchécoslovaque (26 mai 1928). — V. *Organisation actuelle de l'arbitrage internationale* (**36**, 272).

Convention centro-américaine (7 février 1923) : reconnaissance d'Etats (**30**, 388).

Convention consulaire : conventions entre Allemagne et Turquie et Russie (**15**, 498).

Convention consulaire serbo-turque : nationalité serbe (**28**, 325).

Convention d'assistance. — V. *Droit administratif international* (**34**, 97, 99).

V. Table des textes.

Convention d'Athènes (1843). — V. *Emprunts publics d'Etat* (**7**, 189).

Convention d'Helsinki (17 janvier 1925) : Commission de conciliation (**36**, 282).

Convention d'Union. — V. *Conventions de Berne.*

Convention de Barcelone (1921). — V. *Amérique* (**28**, 79). *Rhin* (**28**, 185, 198). V. *Conférence de Barcelone. Statut de Barcelone.*

V. Table des textes.

Convention de Berne (1886). — V. *Œuvres littéraires et artistiques* (**12**, 415).

Conventions de Berne (20 mars 1883) : Propriété industrielle (**22**, 510). (9 septembre 1886) : maintenue pendant la guerre (**22**, 511). (1890) : Commission internationale (**30**, 535). (1906) : phosphore interdit (**33**, 638).

V. *Chemins de fer. Droit international. Jugement étranger.*

Convention de Bruxelles (23 septembre 1910) : Abordage (**34**, 421). Assistance en mer (**30**, 59). Navigation maritime (**32**, 260). (10 avril 1926) : Unification des règles de navigation (**23**, 439).

V. *Mer (Haute).*

Convention de Genève (1864). — V. *Codification du droit international* (**6**, 417). *Cour permanente de justice internationale* (**12**, 23, 27, 30, 31).

Conventions de Genève (1864) : Blessés militaires (**21**, 9, 11). (1906) : Révision (**21**, 22). (15 mai 1922) : Haute-Silésie (**23**, 293). (3 novembre 1923) : maintien accords sur stupéfiants (**33**, 650). (27 juillet 1927) : prisonniers de guerre (**36**, 311). (26 septembre 1927) : exécution des sentences arbitrales étrangères (**23**, 444; **36**, 422). (20 avril 1929) : correspondance entre offices centraux (**36**, 111).

V. *Croix-Rouge.*

Convention de Genève (9 décembre 1923). — V. *Fleuve international.*

Convention de Genève (1925). — V. *Crimes et délits internationaux.*

Convention de Genève (1933) relative au statut des réfugiés. — V. *Apatrides.*

Convention de l'Elbe. — V. *Jugement étranger.*

Convention de l'octroi (1804). — V. *Rhin* (**28**, 126, 128, 164, 173, 199, 213).

Convention de la Baltique (1907). — V. *Détroits* (**55**, 608, 638).

Convention de La Haye de 1882. — *Mer* (**29**, 452). *Pêcheries de la mer du Nord* (**29**, 448; **30**, 75).

Convention de La Haye de 1887 : *Cabarets flottants, Mer* (**29**, 455).

Convention de La Haye pour règlement pacifique des conflits internationaux. — V. *Acte général de Genève* (**27**, 503, 506, 511, 549, 551, 552, 559, 579).

Conventions de La Haye (droit international privé). — V. *Conférences de droit international privé. Droit international privé.*

Convention de La Haye sur le mariage (1902) : aptitude (**11**, 179 et s.). Forme du mariage (**11**, 189 et s.). Interprétation de la Convention. sa dénonciation (**40**, 169).

Convention de La Haye sur le divorce et la séparation de corps (1902): divorce, loi applicable (**11**, 218 et s.). Jugement de divorce (**11**, 235). Compétence du tribunal (**11**, 239). Séparation de corps (**11**, 246). Dénonciation par la Suisse (**34**, 726). V. *Extraterritorialité* (**27**, 235).

Convention de La Haye relative à la procédure civile (14 novembre 1896 et 17 juillet 1905) admission des étrangers à l'assistance judiciaire (**37**, 384). Dénonciation par la Russie (**22**, 484). V. *Extraterritorialité* (**27**, 209).

Convention de La Haye relative à la tutelle : ses inconvénients (**34**, 745).

Convention de La Haye sur l'interdiction (17 juillet 1905): effets de l'interdiction dans tous les Etats contractants (**25**, 172).

Convention de La Haye sur les effets du mariage (17 juillet 1905). — V. *Conflits de lois relatifs aux effets patrimoniaux du mariage* (**40**, 241 et s.).

Convention de La Haye sur la lettre de change (1912): influence sur l'Amérique (**22**, 126).

Convention de La Haye sur la nationalité (1930). — V. *Nationalité* (**42**, 553 et s.).

Convention de La Haye sur l'opium (23 janvier 1912). — V. *Droit sanitaire international.*

Conventions de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux (I^re^, 1899; II^e^, 1907). — V. *Contribution des conférences de la paix de La Haye au progrès du droit international* (**37**, 571 et s.). *Conférences de la paix de La Haye* (**15**, 74; **22**, 132; **37**, 133).
V. Table des textes.

Convention de La Haye (1907). — V. *Droit international (règlement du droit de la paix)* (**26**, 526, 539, 551).

Convention de La Haye relative aux lois et coutumes de la guerre sur terre (18 octobre 1907): IV^e^ (droit de la guerre).
V. Table des textes.

Convention de La Haye concernant les neutres : adoption à la II^e^ Conférence de la paix (**37**, 650).
V. Table des textes.

Convention de La Haye (VI^e^): Statut des navires de commerce ennemis au début des hostilités (**22**, 516). Dénonciation par l'Angleterre (**22**, 516). V. *Navire de commerce.*

Conférence de La Haye (XII^e^): Cour internationale des Prises (**23**, 378).

Convention de la Marsa. — V. *Emprunts publics* (**7**, 211).

Convention de Lausanne (30 janvier 1923). — V. *Echange de populations* (**24**, 327, 371).

Convention de Lausanne (24 juillet 1923). — V. *Cour permanente de justice internationale* (**12**, 76). *Détroits* (**26**, 652; **55**, 679).
V. Table des textes.

Convention de Londres (1832). — V. *Emprunts publics* (**7**, 187).

Convention de Londres (13 juillet 1841). — V. *Détroits* (**26**, 651).

Conventions de Londres (1885). — V. *Emprunts publics* (**7**, 192).

Conventions de Londres (1914 et 1929). — V. *Régime juridique des navires de commerce* (**30**, 54 et 55).

Convention de Mannheim. — V. *Rhin* (**28**, 112, 113, 117, 150, 162, 168, 172, 174, 176, 178, 182, 184, 185, 188, 190 et s., 196 et s.).
V. Table des textes.

Convention de Mayence. — V. *Rhin* (**28**, 147, 150, 162, 165 et s., 180, 182, 185, 188, 194, 198).

Convention de Montreux. — V. *Détroits* (**55**, 679).
Convention de navigation aérienne (10 décembre 1927): Souveraineté de l'Etat sur le domaine atmosphérique (**30**, 390).
Convention de Paris (1856). — V. *Emprunts publics* (**7**, 194).
Convention de Paris (13 octobre 1919). — V. *Règles générales du droit international de la paix :* Commission internationale (**30**, 315); liberté des communications (**30**, 460).
V. Table des textes.
Convention de Pékin (1860). — V. *Missions catholiques (chrétiens en Chine)* (**26**, 132).
Convention de Rome. — V. *Apatrides.*
Convention de Saint-Germain (1919): abrogation des Actes de Berlin et de Bruxelles (**29**, 124; **30**, 370). [V. *Mandats internationaux* (**5**, 215, 218.)]
Convention de Saint-Pétersbourg (1875). — V. *Communications internationales.*
Convention de travail. — V. *Travail.*
Convention de Washington (1911). — V. *Emprunts publics* (**7**, 169).
Convention de Washington (6 février 1922): Limitation des armements navals (**22**, 516). Tribunal international centro-américain, sa création (**23**, 383).
Convention Drago-Porter (18 octobre 1907). — V. *Contrôles financiers internationaux* (**5**, 11, 94 et s., 98). *Intervention en matière financière* (**8**, 100, 108, 110). *Contribution des conférences de la paix de La Haye au progrès du droit international (recouvrement de dettes contractuelles)* (**37**, 630 et s.).
Convention du flétan pour le Pacifique du Nord (1924). — V. *Richesses de la mer* (**29**, 440).
Convention en vue d'une action économique concertée (24 mars 1930). — V. *Règles générales du droit de la paix* (**32**, 180).
Convention franco-belge (8 juillet 1899). — V. *Compétence. Faillite* (**19**, 39, 51, 58, 85, 89, 114, 137, 142).
Convention franco-britannique (29 septembre 1923). — V. *Richesses de la mer* (**29**, 479).
Convention franco-mexicaine (27 novembre 1886). — V. *Règles générales du droit de la paix (responsabilité internationale des Etats)* (**32**, 107).
Convention franco-suisse (1869). — V. *Faillite* (**14**, 39, 51, 91, 104, 136, 141 .
Convention générale de conciliation interaméricaine. — V. *Prévention de la guerre* (**59**, 148, 156).
Convention générale pour développer les moyens de prévenir la guerre (1931). — V. *Article XI du Pacte de la Société des Nations* (**39**, 692, 775, 777, 781). *Prévention de la guerre* (**50**, 66).
Convention germano-polonaise (15 mai 1922). — V. *Cour permanente de justice internationale.*
Convention germano-polonaise (5 juillet 1928). — V. *Monnaie (valorisation)* (**29**, 72).
Convention germano-tchécoslovaque (1920). — V. *Apatrides.*
Convention gréco-turque (décembre 1926). — V. *Echange de populations.*
Convention internationale. — V. *Codification du droit international* (**6**, 329 et s.).
Convention internationale (3 mai 1910): Répression traite des blanches (**36**, 122).

Convention tacite. — V. *Autonomie de la volonté.*

Convention panaméricaine (La Havane, 20 février 1928). — V. *Conférences panaméricaines. Etranger* (**37**, 332, 344, 351). *Union panaméricaine* (**24**, 466).

V. Table des textes.

Convention polono-allemande (15 mai 1922) relative à la Haute-Silésie (**36**, 280). V. *Arbitrage international.*

V. Table des textes.

Convention polono-autrichienne (13 novembre 1923). — V. *Arbitrage international* (**36**, 320).

Convention postale universelle. — V. *Communications internationales. Droit international.*

Convention radio-télégraphique de Londres (1912). — V. (**30**, 57).

Conventions de La Haye sur le mariage, le divorce et la séparation de corps (juin 1902).

Conflits de lois en matière de mariage et divorce (V. *Mariage*, **11**, 175 et s. *Divorce*, **11**, 217). Mariage, principe posé par la Convention sur le mariage (art. 1er) de l'application de la loi nationale des époux, **11**, 177; preuves des conditions imposées par la loi nationale (art. 4), **11**, 182; mariage célébré malgré le prohibitions de la loi nationale, validité reconnue par les Etats tiers (art. 3), **11**, 184 et 199; classification établie par la Convention des empêchements mettant obstacle au mariage des étrangers, **11**, 188; défaut de publication (art. 5), **11**, 194; validité quant à la forme du mariage célébré par les agents diplomatiques (art. 6), **11**, 207; cas où le mariage ne peut être contracté devant le consul (art. 2), **11**, 209. Accord nécessaire des lois nationales et du lieu de la demande en divorce, Convention sur le divorce et la séparation de corps (art. 1er), **11**, 218; cause de divorce antérieure au changement de nationalité (art. 4), **11**, 227; changement de nationalité de l'un des époux (art. 8), **11**, 228; application de la dernière loi nationale commune, **11**, 228.

V. *Conflit de lois.*

Conventions internationales. — V. *Contrôle parlementaire* (**56**, 270). *Droit international* (**47**, 406 et 415; **58**, 99). *Nationalisme* (**61**, 131). *Prévention de la guerre* (**50**, 77, 80). *Production agricole* (**56**, 319). *Régionalisme* (**53**, 31).

Conventions monétaires (1865, 1878, 1885). — V. *Monnaie.*

Conventions et conférences sanitaires.

Le droit sanitaire international, les Conventions et Conférences sanitaires, **33**, 564; Paris (3 février 1852), **33**, 564; Paris (1859), **33**, 565; Conférence de Constantinople (1865), de Vienne (1874), de Washington (1881), de Rome (1885), de Venise (1892), **33**, 566 et s.; Convention contre le choléra de Dresde (15 avril 1893), **33**, 567; Conventions de Paris (3 avril 1894), de Venise (19 mars 1897) modifiée par Déclaration du 24 janvier 1900, **33**, 568; Convention de Paris (3 décembre 1903), **33**, 569; Conférence de Paris (1911), **33**, 571; Convention sanitaire de Paris (17 janvier 1916), Conférence de Paris (1926), **33**, 572; Convention de Paris (21 juin 1926), ratification et adoption, **33**, 572; maladies infectieuses visées, **33**, 605; maladies contagieuses, **33**, 606; causes des maladies visées par la Convention, **33**, 607; prescriptions de la Convention de Paris, **33**, 611; dénonciation des mala-

dies par l'Etat où elles se sont révélées avec déclaration obligatoire par les médecins aux autorités dudit Etat, **33**, 611; centralisation des dénonciations par l'Office international d'hygiène de Paris, **33**, 613; dénonciation de la peste murine, **33**, 614; obligations imposées aux Etats infectés, **33**, 615; mesures de défense des Etats non atteints, **33**, 616; fin des mesures de défense, **33**, 618; mesures préventives dans les cas visés, **33**, 619; mesures vis-à-vis des marchandises, **33**, 620; mesures sanitaires vis-à-vis des individus, **33**, 621; police sanitaire maritime, patente de santé, **33**, 623; mesures vis-à-vis des navires, **33**, 624; cas de peste à bord, **33**, 626; dératisation, **33**, 627; cas du choléra à bord, **33**, 628; régime sévère de prophylaxie à l'égard de la fièvre jaune, **33**, 629; dispositions spéciales de la Convention de Paris vis-à-vis du canal de Suez, **33**, 631; mesures vis-à-vis des pèlerinages à la Mecque, **33**, 633; sanctions pénales édictées par la Convention, **33**, 637.

(V. *Droit international*, **33**, 549 et s.)

Convention vétérinaire polono-belge (18 décembre 1930). — V. (**36**, 275).

Convention vétérinaire polono-italienne (22 juillet 1930). — V. (**36**, 311).

Convoi. — V. *Visite (droit de)*.

Coopération fiscale internationale. — V. *Double imposition. Impôts.*

Coopération intellectuelle internationale.

Principes de la coopération intellectuelle internationale, **9**, 311 (V. *Travail intellectuel*, **9**, 315. (V. *Vie intellectuelle*, **9**, 321 et s.) Coopération intellectuelle dans le passé, ses formes actuelles (Congrès, Commissions internationales, Instituts, Associations et bureaux internationaux), son organisation à la Société des Nations, l'Institut international de coopération intellectuelle à Paris, **9**, 364 et s.; Commission de coopération intellectuelle, son esprit, son programme, **9**, 369; premières affaires de l'Institut international, **9**, 375; principes de la coopération internationale dans les sciences (V. *Sciences*, **9**, 326), dans les arts (V. *Arts*, **9**, 392) et dans les lettres.

L'œuvre de l'Institut international de coopération intellectuelle, **61**, 461 et s. Organisation, **61**, 461; traits caractéristiques de cette coopération, **61**, 461; coopération intellectuelle dans la Société des Nations, **61**, 463 et s.; les Organismes techniques de la Société, **61**, 463; fixation des principes, **61**, 466; création de la Commission internationale de coopération intellectuelle, **61**, 467 et s.; composition, **61**, 468; nouveauté et difficulté de la tâche, **61**, 470; rôle des intellectuels dans la vie internationale, **61**, 472 et s.; premiers travaux de la Commission internationale de coopération intellectuelle, **61**, 475 et s.; création de l'Institut de coopération intellectuelle, ses fonctions, **61**, 477; autonomie de l'Institut, **61**, 479; budget, secrétariat, **61**, 480; constitution de l'Organisation technique de coopération intellectuelle, **61**, 482; les Commissions nationales de coopération intellectuelle, **61**, 484; Conférences diplomatiques, **61**, 485; Comités spécialisés, **61**, 487; fonctionnement de l'organisation, **61**, 489. Réalisations, **61**, 493 et s.; Correspondance et Entretiens, **61**, 494; droits intellectuels, **61**, 501; coordinations administratives, **61**, 507; nomenclature des liaisons effectuées, **61**, 511; organisation de l'Enseignement supérieur, **61**, 512; encombrement des carrières libérales, chômage des intellectuels, réorganisation de

l'enseignement secondaire, **61**, 515; problèmes d'éducation, **61**, 517; questions artistiques, **61**, 518; étude des relations internationales, **61**, 521; Conférence permanente des Hautes Etudes internationales, **61**, 523; institutions nationales, **61**, 526; réunions internationales, **61**, 528 et s. Avenir de la coopération intellectuelle, **61**, 536 et s.

V. *Amérique. Droits de la pensée.*

Coopération internationale.

La coopération internationale en matière fiscale, **25**, 5 et s.; la coopération internationale en matière d'impôts est un problème intérieur, **25**, 6; point de vue scientifique relatif au problème des conflits internationaux en matière d'imposition, **25**, 9 et s.; répartition actuelle des impôts soulève des froissements, **25**, 9; problèmes de la double imposition et de l'évasion de l'impôt, **25**, 10; cas de double imposition, **25**, 14; cas d'évasion fiscale, **25**, 16; évasion fiscale devient l'instrument d'une justice internationale élargie, **25**, 17; rôle des experts techniques, **25**, 18; les Conventions internationales inopérantes pour éviter les conflits d'imposition entre Etats, **25**, 20; nécessité de faire établir par un Institut international de législation financière un projet de législation fiscale qui servira de cadre aux législations internes, **25**, 21; critères logiques pour l'interprétation et la discussion des problèmes fiscaux, **25**, 24 et s.; dans le conflit entre l'impôt et la matière imposable, c'est le principe d'imposition qui doit être réformé, **25**, 24; dans le passé, les exigences du développement de la matière imposable ont modifié la structure de l'impôt, **25**, 25; impôt proportionnel à la superficie du terrain, **25**, 25; la dîme, **25**, 26; impôt calculé en proportion de la capacité contributive de l'individu, **25**, 27; évasion fiscale née de la double imposition, **25**, 30; nécessité d'élever le niveau moral des Etats et des contribuables, **25**, 31; le problème de l'évasion fiscale, **25**, 32; Etats qui pratiquent l'équité fiscale, Etats où les impôts sont mal répartis, **25**, 33; Etats-tampons, Etats-Unis faisant de la propagande pour attirer les capitaux en s'appuyant sur l'absence de certains impôts, **25**, 35; rôle des conventions internationales en matière de doubles taxations et d'évasions fiscales, **25**, 38; principe de résolution des conflits et systèmes de distribution des impôts, **25**, 40 et s.; pour éliminer les conflits, nécessité d'appliquer un principe apte à cette élimination en tenant compte de la multiplication des rapports entre Etats, **25**, 41; les bases du droit d'imposition : imperiums de l'Etat, principe de l'allégeance politique, de la résidence, **25**, 41 et s.; le droit des Etats à la taxation se place entre le lieu de la chose et la résidence du contribuable, **25**, 48 et s.; ces principes correspondent à celui de la réalité et à celui de la personnalité de l'impôt, **25**, 50; production de biens par les citoyens de l'Etat, **25**, 52; droit de l'Etat de s'approprier une part de ces biens, dividende national, **25**, 54; impôt considéré comme prix payé par le citoyen pour jouissance des services publics, **25**, 55; impropriété des systèmes de distribution personnelle de l'imposition comme moyen de limiter les conflits internationaux, **25**, 59 et s.; système de distribution personnelle, ses concepts fondamentaux, **25**, 59; dans un pays fermé, possibilité de connaître le revenu total du contribuable, **25**, 60; dans une communauté

de nations, difficulté de connaître les revenus du contribuable à l'étranger, **25**, 61; conséquences, **25**, 63; placement de capitaux à l'étranger, titres au porteur, **25**, 65 et s.; suppression des titres au porteur en Italie (1920), **25**, 68; remèdes pour éviter le transport des titres au porteur à l'étranger, **25**, 71 et s.; conservation de la règle de la progression tout en abandonnant le principe de la personnalité, **25**, 72 et s.; impossibilité d'un compromis entre les systèmes (réel et personnel) de distribution de l'impôt, **25**, 77 et s.; anachronisme des systèmes actuels de distribution personnelle de l'imposition dans l'Etat moderne et nécessité de leur perfectionnement ultérieur, **25**, 79 et s.; abandon de l'impôt personnel dans les petites collectivités, **25**, 79; l'impôt personnel doit être remplacé par l'impôt réel, **25**, 81; perfectionnement du concept de l'impôt personnel, **25**, 84; objection que la taxation de l'épargne donne lieu à double taxation, **25**, 87; réponse à l'objection, **25**, 88; la taxation de la partie épargnée du revenu est une prime à l'imprévoyance, **25**, 89; impossibilité de réaliser absolument le principe de l'exemption de l'épargne, **25**, 94; possibilité d'une application limitée du principe, **25**, 95; le concept de taxation du revenu consommé favorise la résolution des conflits internationaux, **25**, 98; importance dans les conflits internationaux du concept de la taxation du revenu consommé, **25**, 98; limitation à l'application de la taxation du seul revenu consommé, **25**, 99; exemption de l'impôt accordée aux étrangers, **25**, 101; les deux manières d'exempter l'épargne, **25**, 102; exemption perpétuelle et exemption limitée dans le temps, **25**, 103; exemption des améliorations, **25**, 104; exemption temporaire, exemption permanente, **25**, 105; conséquence de l'exemption de l'épargne au point de vue des conflits internationaux, **25**, 106; cas où, pour les impôts personnels, surgit la double taxation, **25**, 107; forces qui tendent à la transformation des systèmes d'impôts, **25**, 108; barrière que les impôts opposent à l'importation des capitaux étrangers, **25**, 109; double taxation et mauvaise taxation, **25**, 112; nécessité d'une coopération entre les idées des différents législateurs, **25**, 113.

V. *Agriculture. Or.*

Corporations. — V. *Impôt.*

Correspondance. — V. *Code des prisonniers de guerre. Prisonniers de guerre.*

Corsaire. — V. *Capture. Piraterie. Visite (droit de).*

Cosmopolitisme. — V. *Doctrine pacifique.*

Cour d'arbitrage de La Haye. — V. *Missions catholiques.*

Cour des conflits. — V. *Arbitrage obligatoire.*

Cour de justice centre-américaine.

La Cour de justice centre-américaine, organisation, tribunal de justice internationale obligatoire, sa non-réussite, **8**, 320 et s.

V. *Amérique. Arbitrage international. Conférences panaméricaines.*

Cour de justice universelle. — V. *Cour permanente de justice internationale.*

Cour internationale des prises.

L'arbitrage international en matière privée, convention relative à l'établissement d'une Cour internationale des prises (II^e^ Conférence de la paix de La Haye, 1907), reconnaissance du droit d'ac-

tion individuelle dans le domaine international, **23**, 378; l'incertitude des règles de droit maritime à appliquer entraîne l'échec de la Convention, **23**, 378; article 7 : la Cour autorisée à juger d'après les principes du droit et de l'équité, **23**, 378; article 3 : recours contre les décisions des tribunaux de prises, contrôle international pouvant être mis en œuvre par les particuliers, **23**, 378; objections des Etats-Unis quant à la compétence *ratione materiae* de la Cour, **23**, 379; action des particuliers devant la Cour, **23**, 379; article 4 : droit de recours des particuliers neutres ou ennemis, **23**, 379; article 5 : droit de recours des ayants droit de ceux-ci, **23**, 379; article 4 : étendue du droit d'action du particulier neutre et du particulier ennemi, **23**, 379 et 380

V. *Arbitrage international. Conférences de la paix de La Haye. Droit international. Sources du droit international. Visite (droit de).*

Cour permanente d'arbitrage de La Haye. — V. *Arbitrage international. Chose jugée.*

Cour permanente de justice internationale.

Les avis consultatifs de la Cour permanente de justice internationale, **8**, 344; lenteur du développement judiciaire du droit des gens, Cour permanente d'arbitrage, ses débuts en 1902, peu de valeur de ses sentences, **8**, 347; la création de la Cour de justice internationale ouvre une ère nouvelle, ses travaux sont travaux d'éclaireur, **8**, 348 et 349; article 14 du Pacte base juridique de la compétence de la Cour pour ses avis consultatifs, **8**, 350; buts poursuivis par l'article 14 du Pacte, **8**, 352; la Cour constituée conformément à l'article 14 ne possède pas toutes les caractéristiques prescrites par lui, **8**, 353; divergences des textes français et anglais de cet article 14, **8**, 356; distinction entre différends (disputes) et points (questions), **8**, 357; organisation de la juridiction consultative, avis des juges Moore et Negulesco, **8**, 360; règlement du 24 mars 1922, **8**, 360 et s.; procédure d'ordre pour transmission des requêtes, **8**, 363; les avis consultatifs au sujet de l'organisation internationale du travail, **8**, 365; huit autres avis consultatifs, **8**, 367 et s.; formule de demande d'avis consultatif, **8**, 376; cas où le Conseil ne demande pas l'avis de la Cour, affaires de Corfou, de Vilna, **8**, 376; procédure, vote nécessaire au sein du Conseil, **8**, 378; juridiction consultative par les tribunaux des Etats, Etats-Unis, Cour suprême, refus de donner des avis consultatifs, **8**, 383; Etats particuliers, Constitutions en général, stipulent que les Cours donneront avis consultatifs, **8**, 384 et s.; Canada, Cour suprême, ses avis consultatifs, **8**, 389; autres Etats, **8**, 396 et s.; avis consultatifs émanant de divers organismes internationaux, **8**, 401; affaire des îles d'Aland, **8**, 401; compétence consultative conférée à certains organismes internationaux, **8**, 402 et s.; nature juridique des avis consultatifs, **8**, 406 et s.

La justice pénale internationale, Cour permanente de justice internationale, **10**, 275; organisation et procédure de la Cour, **10**, 276 et s.; possibilité de révision, **10**, 278. Les précurseurs de la Cour (1462-1916), **10**, 360; Comité de juristes de La Haye, projet de statut contenant l'idée d'une Haute Cour de justice internationale, **10**, 362 et s.; le projet devant la Société des Nations, devant l' « International law Association », **10**, 364; Cour de justice universelle, **10**, 366; compétence de la Cour permanente de justice internationale, **10**, 367 et s.

La jurisprudence de la Cour permanente de justice internationale, **12**, 5; questions de procédure, acte introductif d'instance, **12**, 6; conditions de forme, **12**, 7; conditions de fond, intérêt pour agir en justice, **12**, 10; intérêt pour intervenir au procès, **12**, 12; articles 62 et 63 du statut de la Cour, **12**, 12; phase de la procédure interne antérieure au recours à la Cour, **12**, 13; condition des « négociations diplomatiques », **12**, 15; compétence, article 36 du statut de la Cour, considérations générales, fondement de la compétence de la Cour, rapport avec la compétence du Conseil, **12**, 18; nature de l'examen concernant la question de compétence, **12**, 20; compétence pour connaître de l'applicabilité d'une disposition déterminée, **12**, 23; étendue de la compétence relative à différentes dispositions d'un traité se trouvant dans une connexion logique, **12**, 24; compétence à connaître par voie incidente d'un acte international qui n'admet pas la juridiction de la Cour, **12**, 26; litispendance, **12**, 33; renvoi par un acte international admettant la compétence de la Cour, à un autre acte qui ne prévoit pas la même compétence, **12**, 36; unité de la demande concernant des objets différents, **12**, 38; différends entre un Etat et un particulier, **12**, 39; cas de compétence concurrente entre le Conseil et la Cour, **12**, 41; de l'effet des décisions rendues, compétence pour les interpréter, **12**, 45; demande d'interprétation d'un arrêt de la Cour, **12**, 45; article 60 du statut de la Cour, **12**, 48; question de la révision, **12**, 50; procédure consultative, caractère de l'avis, système adopté dans la procédure pour avis, un cas d'avis obligatoire, **12**, 51; procédure par défaut, article 53 du statut de la Cour, **12**, 53; nature juridique des fonctions de deux organes de la Société des Nations, caractère de l'activité du Conseil (un cas d'élargissement de sa compétence), **12**, 56; fonctions du Haut-Commissaire de Dantzig, **12**, 65; application et interprétation de ces dispositions, **12**, 72; sens d'une expression en relation avec tout l'ensemble de la Convention, **12**, 72; la place où se trouve une disposition dans le texte d'un traité, annexe à une section d'un traité, **12**, 74; la valeur d'une expression doit être déterminée en restant dans l'ordre juridique dans lequel elle a été employée, obligation et souveraineté, conséquence à l'effet de l'interprétation, **12**, 75; engagements internationaux qui laissent un pouvoir discrétionnaire à l'Etat, **12**, 79; interprétation des expressions de deux textes de langue différente investie d'une égale autorité lorsqu'il y a une divergence dans le sens des expressions, **12**, 80; rôle du temps dans les traités, **12**, 81; questions particulières, situation juridique du canal de Kiel, **12**, 97; affaire des colons allemands en Pologne, **12**, 103; concessions en Palestine, **12**, 107.

Conciliation internationale d'après le Pacte et jurisprudence du Conseil de la Société des Nations, recours à l'avis consultatif de la Cour permanente de justice internationale, **14**, 524; ce droit de consulter la Cour permanente est-il absolu ou dépend-il du consentement des parties ?, **14**, 525 et s.; examen à cet égard des affaires portées par le Conseil devant la Cour permanente, **14**, 525 et s.; le Conseil déduit de l'article 14 du Pacte son droit à demander l'avis consultatif de la Cour en dehors du consentement des parties, **14**, 538; la résolution du Conseil demandant cet avis doit-elle être votée à l'unanimité des voix des membres

du Conseil ?, **14**, 540; conditions que doit remplir le vote du Conseil sur l'acceptation ou le rejet de l'avis consultatif donné par la Cour, **14**, 541;

Les avis consultatifs de la Cour permanente de justice internationale, **26**, 5 et s.; origines et précédents des avis consultatifs, **26**, 5 et s.; article 14 du Pacte : « ... La Cour donnera aussi des avis consultatifs sur tout différend ou tout point dont la saisira le Conseil ou l'Assemblée », **26**, 5; précédents : les *responsa* du droit romain, **26**, 8; attributions consultatives du Comité judiciaire du Conseil privé d'Angleterre (Act de 1833), **26**, 9; attribution de la Cour suprême du Canada, **26**, 10; les Cours fédérales et les Cours des Etats des Etats-Unis, **26**, 10; pratique de la procédure consultative devant certaines juridictions internes, difficultés, **26**, 10 et s.; genèse de la disposition de l'article 14 relative aux avis consultatifs, **26**, 13; œuvre du Comité de juristes chargé d'élaborer le statut de la Cour, **26**, 16 et s.; attitude de la première assemblée de la Société des Nations (décembre 1920), **26**, 18; discussion née de la suppression dans le statut de la Cour de toute mention relative à sa fonction consultative, **26**, 19; nature juridique des avis consultatifs et limites de leur autorité, **26**, 23 et s.; distinction entre le « point » et le « différend », **26**, 23; controverse et contestation, **26**, 24; ce qu'est l'avis consultatif, **26**, 25; autorité de l'avis à l'égard du Conseil, **26**, 25; son autorité à l'égard des Etats intéressés, **26**, 26; l'avis de la Cour n'a pas l'autorité de la chose jugée, **26**, 26; correctifs à ce principe né du caractère judiciaire de la Cour, **26**, 27; impossibilité éventuelle pour la Cour de rendre un avis consultatif, affaire de la Carélie orientale, **26**, 30 et s.; objections contre la décision de la Cour dans cette affaire, **26**, 32; cas où l'avis de la Cour joue le rôle d'une véritable sentence judiciaire, affaire des décrets français de nationalité en Tunisie et au Maroc, **26**, 38; affaire de la Commission européenne du Danube, **26**, 41; conditions de votes requises pour l'adoption d'une requête d'avis consultatif, **26**, 42; réserves formulées par les Etats-Unis, **26**, 43; différend roumano-hongrois sur l'application des lois agraires en Transylvanie, **26**, 43; projet de résolution à l'Assemblée de la Société des Nations (28 septembre 1914), **26**, 44; comment le Conseil est lié par un avis de la Cour, **26**, 46; c'est la règle de l'unanimité qui est prédominante, dans cette unanimité faut-il compter les voix des représentants des Parties ?, **26**, 48; règles de procédure applicables en matière consultative, **26**, 52 et s.; opinion du Comité des juristes chargé de l'élaboration du statut de la Cour, **26**, 52; élaboration du Règlement de 1922, **26**, 53; participation des juges nationaux à la procédure d'avis, **26**, 55; article 31 du statut, son évolution, **26**, 56; résolution du 7 septembre 1927 complétant l'article 71 du Règlement de la Cour, **26**, 57; fonction consultative de la Cour, ses résultats, son avenir, **26**, 58 et s.; objections fondamentales élevées au moment où naissait la Cour, **26**, 58; services considérables rendus par la fonction consultative de la Cour, **26**, 61; autorité due au caractère judiciaire de la Cour, **26**, 61; avis consultatifs et adhésion des Etats-Unis au Protocole de signature de la Cour permanente, **26**, 66 et s.; réserves formulées par les Etats-

Unis en 1926, **26**, 67; examen de ces réserves américaines par la Conférence de Genève de septembre 1926, **26**, 67; proposition Kellog d'un échange de vues sur les réserves américaines, **26**, 70 et 71; projet de Protocole établi par le Comité des juristes, **26**, 71.

Organisation de la Cour permanente de justice et son avenir, **38**, 657 et s.; création de la Cour, sa mission (art. 14 du Pacte), **38**, 657 et s.; son rôle dans la codification du droit international, **38**, 659; ses avis consultatifs, **38**, 661; la Cour actuelle, **38**, 664 et s.; le statut de la Cour, **38**, 666 et s.; son Règlement, **38**, 667; compétence et procédure, **38**, 667; importance de la mission consultative de la Cour, **38**, 668; article 2, les juges, garantie d'indépendance, **38**, 670 et s.; situation du juge *ad hoc*, **38**, 673; critiques relatives au mode d'élection, **38**, 674; audiences, les Chambres de la Cour, **38**, 675; rémunération des juges, **38**, 676; compétence de la Cour, **38**, 676; droit applicable, **38**, 677; amendements au statut de la Cour proposé par la Société des Nations, **38**, 678; procédure établie par le Règlement, **38**, 683; article 3 : nombre des juges, **38**, 684; arrêts, **38**, 685; révision, **38**, 685; force obligatoire, **38**, 686; avis dissidents, **38**, 686; révision du Règlement, **38**, 687; avenir de la Cour, **38**, 688 et s.; situation juridique de l'individu en droit international, **38**, 688; nécessité d'une politique judiciaire, **38**, 691; centralisation des compétences de la Cour, **38**, 693; augmentation du nombre des juges, **38**, 695; objections à la subdivision de la Cour en Chambres, **38**, 696; principe de l'égalité des nations, **38**, 699; émoluments des juges, **38**, 699; suppression du juge *ad hoc*, **38**, 702; arbitrage obligatoire comme moyen de prévenir la guerre, **38**, 704; compétences comme pouvant être attribuées à la Cour, **38**, 704; compétence relative aux litiges de nature politique, **38**, 708 et s.; compétence en matière commerciale, **38**, 713 et s.; question des juges, **38**, 717; loi applicable, **38**, 718; compétence répressive, **38**, 724 et s.; responsabilités pénales (Etat et individu), **38**, 728 et s. et 735; instauration possible d'un droit international pénal, **38**, 737; projet de création d une Cour internationale répressive, **38**, 738; modalités du fonctionnement d'une Cour constituant une organisation d'ensemble, **38**, 744; en matière civile, **38**, 744; création nécessaire d'une Chambre de justice internationale commerciale, **38**, 745; organisation en matière répressive, **38**, 748; proposition du baron Descamps d'instituer une Haute Cour de justice internationale, **38**, 750; études au sein de l' « International law Association » et de l'Association internationale de droit pénal des questions relatives à l'organisation d'une juridiction internationale répressive, **38**, 752 et s.; projets de juridiction criminelle international, **38**, 760; organisation du recours en matière Cour, **38**, 758; la question des peines appropriées au domaine international, **38**, 760; organisation du reçours en matière d'appel, **38**, 768; constitution d'un Barreau près de la Cour, **38**, 769; son idée directrice, **38**, 773; mode d'élection au Barreau, **38**, 774.

Questions d'intérêt général au point de vue juridique dans la jurisprudence de la Cour permanente de justice internationale, **39**, 135 et s.; autorité des déclarations de la Cour permanente sur des

points d'intérêt juridique général comme sources du droit international, **39**, 137 et s.; article 59 du statut de la Cour (décision obligatoire pour les seules parties en litige et dans le cas décédé), **39**, 140; opinions individuelles et opinions dissidentes, **39**, 142 et s.; arrêt motivé de la Cour qui a force de chose jugée entre les parties, **39**, 142 et 143; déclarations *obiter dicta*, **39**, 144; droit matériel, **39**, 148 et s.; principes généraux, **39**, 148 et s.; nature du droit international : preuves de l'existence d'une règle coutumière de droit international, **39**, 148 et s.; affaire du *Lotus*, opinions de la Cour, **39**, 148 et s.; droit international et ses rapports avec le droit interne, **39**, 150 et s.; avis consultatif de la Cour sur le traitement des nationaux polonais à Dantzig, **39**, 151; importante opinion de la Cour, **39**, 152; cas où, d'après la Cour, un Etat peut être responsable de la décision de ses tribunaux, **39**, 154; affaire (Suisse et France) des zones franches, **39**, 155; le droit international et ses rapports avec les particuliers, **39**, 157 et s.; avis consultatif de la Cour dans l'affaire des fonctionnaires ferroviaires dantzikois, **39**, 157; arrêt de la Cour dans l'affaire Mavrommatis, **39**, 158 et s.; arrêts de la Cour dans le litige germano-polonais relatif à l'usine de Chorzow, **39**, 161; règle d'après laquelle le droit de faire une réclamation diplomatique au sujet des dommages subis par les particuliers est subordonnée à l'épuisement par ces derniers des moyens de recours accordés par le droit interne, **39**, 163 et s.; opinion de la Cour dans l'affaire des intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise, **39**, 163; décisions sur des points particuliers de droit international, **39**, 166 et s.; compétence d'un Etat à l'égard des crimes commis par des étrangers, affaire du *Lotus*, **39**, 166 et s.; compétence d'un Etat à l'égard des navires appartenant à des particuliers en haute mer, affaire du *Lotus*, **39**, 172; obligations de l'Etat successeur, avis de la Cour sur les colons d'origine allemande dans les territoires cédés par l'Allemagne à la Pologne, **39**, 172; affaire des zones franches (Haute-Savoie), **39**, 173; une action unilatérale accomplie pour mettre fin à un différend international et acceptée par l'autre partie peut créer un droit conventionnel, affaire des zones franches (franco-suisse), **39**, 173; principe du respect des droits acquis en droit international, **39**, 174; intérêts allemands en Haute-Silésie, **39**, 174; les traités peuvent-ils créer des droits en faveur des Etats tiers ?, intérêts allemands en Haute-Silésie, **39**, 175; affaire des zones franches en Haute-Savoie et pays de Gex, **39**, 176 et s.; la clause *rebus sic stantibus*, affaire franco-suisse des zones franches, **39**, 182; neutralité, utilisation des voies d'eau artificielles ouvertes au trafic de tous Etats, affaire du *Wimbledon*, **39**, 184; pouvoirs et attributions des personnes exerçant la fonction d'arbitres entre Etats : force obligatoire d'une sentence légalement rendue, affaire de l'interprétation de l'accord gréco-turc du 1er décembre 1926, **39**, 184; la Cour permanente de justice internationale et les questions de droit international privé et de droit interne, affaire des emprunts serbes et brésiliens, **39**, 186 et s.; règles de droit international privé que devrait appliquer la Cour dépourvue d'un droit international propre, **39**, 187; la Cour appliqua pour l'emprunt serbe la loi française, **39**, 188; question de la monnaie de paiement dans laquelle l'Etat serbe devait se libérer,

39, 188; sens et effet d'un accord à conclure, trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne, **39**, 190; effet des stipulations conventionnelles de traitement non discriminatoire, convention entre Pologne et Dantzig, **33**, 191; sens des mots « interprétation » et « application » dans les clauses d'arbitrage, affaire de la Haute-Silésie polonaise, **33**, 193; application des causes d'arbitrage à des différends antérieurs ou nés de faits antérieurs à la date de la signature du compromis, affaire Mavrommatis, **39**, 193; réparation pour rupture d'une obligation internationale, principes généraux, affaire polono-allemande de l'usine de Chorzow, **39**, 194 et s.; attribution de dommages-intérêts, affaire du *Wimbledon*, **39**, 197; le Pacte de la Société des Nations, procédure à suivre pour le règlement d'une question soumise par traité au Conseil, affaire de la frontière entre la Turquie et l'Irak, **39**, 197; article 15, § 8 du Pacte : sens des mots « compétence exclusive », affaire des décrets français de nationalité appliqués en Tunisie et au Maroc, avis consultatif de la Cour, **39**, 201; article 23*e* du Pacte : liberté de transit, affaire du trafic ferroviaire entre Lithuanie et Pologne, **39**, 204; Organisation internationale du travail, **39**, 205 et s.; un Etat non-membre de la Société des Nations peut-il devenir membre de l'Organisation internationale du travail, avis consultatif de la Cour sur le point de savoir si la ville libre de Dantzig pouvait être membre de l'Organisation internationale du travail, **39**, 205; détermination du statut international nécessaire pour permettre à un Etat de remplir ses obligations de membres de l'Organisation internationale du travail, ville libre de Dantzig sous la protection de la Société des Nations et ses relations extérieures confiées au Gouvernement polonais, possibilité pour la ville d'être membre de l'Organisation internationale du travail, **39**, 209 et s.; article 389, § 3, du Traité de Versailles, mode de désignation des membres de l'Organisation internationale du travail, avis de la Cour sur la nomination du délégué ouvrier des Pays-Bas, **39**, 213; compétence de l'Organisation internationale du travail, avis consultatif de la Cour, **39**, 214; procédure, **39**, 216 et s.; question de compétence, **39**, 216 et s.; compétence de la Cour en vertu du consentement donné par les agents des parties durant la procédure, affaire Mavrommatis, **39**, 217; question de savoir si un différend est international, affaire des emprunts serbes et des emprunts brésiliens, **39**, 218; avis consultatifs (art. 14 du Pacte), affaire de la Carélie orientale, **39**, 222; la Cour ne peut, d'après l'article 14 du Pacte, donner d'avis consultatif qu'à la demande du Conseil de l'Assemblée, affaire de Haute-Silésie polonaise, **39**, 224; avis consultatifs (art. 72 du Règlement de la Cour), interprétation de l'Accord gréco-turc du 1er décembre 1926, **39**, 227; question de savoir si la Cour habilitée par compromis peut agir comme arbitre et rendre un arrêt équivalent à un règlement désirable sur des bases d'opportunité politique et modifiant les droits juridiques des parties, affaire franco-suisse des zones franches, **39**, 227 et s.; exceptions d'incompétence, manière de les soulever, manière pour la Cour de les trancher, à quel moment et si elles doivent l'être *ex officio* (art. 36 du Statut et 38 du Règlement de la Cour), affaire Mavrommatis, **39**, 232; interprétation des compromis donnant com-

pétence à la Cour, **39**, 237; principes généraux d'interprétation, affaire franco-suisse des zones franches, **39**, 237; devoir de la Cour en cas d'impossibilité d'exécution totale de la tâche à elle confiée par le compromis, affaire franco-suisse des zones franches, **39**, 239; limite de la compétence de la Cour pour les questions relatives à des traités autres que le traité source de sa propre compétence, affaire de l'usine de Chorzow, **39**, 240; fait constituant un conflit ou un différend au sens des clauses donnant compétence obligatoire à la Cour, affaire Mavrommatis, **39**, 244; interprétation et application du Statut et du Règlement de la Cour dans des matières autres que les questions de compétence, **39**, 247 et s.; composition de la Cour, changement pendant le cours de la procédure (art. 13, 23 et 26 du Statut de la Cour), affaire franco-suisse des zones franches, **39**, 247; article 31 du Statut de la Cour, juges nationaux, affaire de l'Union douanière austro-allemande, **39**, 250; article 60 du Statut (obligation pour la Cour d'interprétation de l'arrêt à la demande de toute partie, en cas de contestation sur le sens et la portée de cet arrêt), régime douanier entre l'Allemagne et l'Autriche, **39**, 251; articles 41 du Statut et 37 du Règlement de la Cour, mesures provisoires, affaire de la dénonciation du traité sino-belge de 1865, affaire de l'usine de Chorzow, **39**, 252 et 253; jugements déclaratoires, affaire de la Haute-Silésie polonaise, **39**, 253; article 38, § 4, du Statut (décisions de la Cour comme moyen auxiliaire de déterminer les règles de droit, affaire Mavrommatis, **39**, 254; article 52 du Statut (exclusion de preuves), affaire franco-suisse des zones franches, **39**, 255; articles 59 et 63, § 2, du Statut (force obligatoire des arrêts de la Cour), affaire franco-suisse des zones franches, **39**, 256; autorité de l'agent d'un Gouvernement près de la Cour, **39**, 256; règles de preuve et autres points de procédure, **39**, 257; utilisation des travaux préparatoires pour l'interprétation d'un traité, affaires du traitement des nationaux polonais de Dantzig et des navires de guerre dans le port de Dantzig, **39**, 258; événements postérieurs à la conclusion d'un traité, **39**, 259; interprétation d'un traité en deux langues, mandat anglais sur la Palestine, **39**, 260; la décision de la Cour sur un différend international ne dépend pas principalement d'un point de procédure, **39**, 260; principes généraux d'interprétation, **39**, 261 et s.; limitation à la souveraineté de l'Etat, **39**, 261; de la règle *ex injuria jus non oritur*, affaire de l'usine de Chorzow, **39**, 262; autres principes d'interprétation, **39**, 263; autres points de procédure et d'application, **39**, 263 et s.; points non envisagés dans les plaidoiries, affaire de l'*Oder*, **39**, 263; négociations en vue d'arriver à un règlement « sans préjudice », affaire de l'usine de Chorzow, **39**, 264; doctrine de l' « estoppel », emprunts serbes, **39**, 264; litispendance, affaire de la Haute-Silésie polonaise, **39**, 265; frais de procédure, **39**, 266.

Cour permanente de justice internationale comme instance de recours, **43**, 5 et s. Justice internationale et voies de recours (V. *Voies de recours*, **43**, 5); attribution d'un contrôle judiciaire à la Cour comme remède aux inconvénients qui découlent de l'organisation défectueuse de la justice internationale, **43**, 107; résolutions de l'Institut de droit international, **43**, 107;

nécessité d'un recours « réglé », **43**, 109; nécessité de procéder par étapes, **43**, 111.

QUESTIONS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL AU POINT DE VUE JURIDIQUE DANS LA JURISPRUDENCE DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE, **50**, 193 et s. Droit matériel, **50**, 196 et s.; principes généraux, **50**, 196 et s.; règle d'après laquelle le droit de faire une réclamation diplomatique au sujet des dommages subis par les particuliers est subordonné à l'épuisement par ces derniers des moyens de recours accordés par le droit interne, affaire de l'administration du prince de Pless, **50**, 196 et s.; cas de manquement aux exigences du droit international par les tribunaux ou le droit interne d'un pays, cas où la violation du droit international engage la responsabilité de l'Etat du fait de ses propres autorités exécutives, **50**, 200 et s.; droit intertemporel, arbitrage dans l'affaire de l'île Palmas (Etats-Unis c. Pays-Bas), **50**, 204; décisions sur des points particuliers de droit international, **50**, 206 et s.; question de savoir si les traités peuvent créer des obligations pour les Etats tiers, **50**, 206 et s.; avis de la Cour relatifs à Dantzig et à l'Organisation internationale du travail d'une part et, d'autre part, au traitement des nationaux polonais à Dantzig, **50**, 207 et s.; droits d'un Etat exerçant la protection d'une minorité en vertu des traités de minorités, **50**, 212 et s.; affaires soumises à la Cour pour violation des minorités, **50**, 214 et s.; affaire du prince de Pless, **50**, 215 et s.; différend germano-polonais sur les effets de la réforme agraire polonaise sur la minorité allemande, **50**, 217; acquisition de la souveraineté territoriale au moyen de l'occupation, effets de la découverte, contiguïté, **50**, 218 et s.; caractères de l'occupation, **50**, 218; affaire du Groenland oriental, **50**, 220, sentence de l'île de Palmas, **50**, 221; prétentions des Etats-Unis, **50**, 222; réclamation par les Pays-Bas de la souveraineté de l'île, l'arbitrage, **50**, 222 et s.; arrêt de la Cour permanente dans l'affaire du Groenland oriental, **50**, 231 et s.; litige entre le Danemark et la Norvège, décrets d'annexion norvégiens de deux secteurs de la côte orientale du Groenland, **50**, 231; prétention du Danemark à la souveraineté sur cette partie du territoire groenlandais, **50**, 232; historique des faits de colonisation, **50**, 234 et s.; arguments de la Cour favorables au Danemark, **50**, 240 et s.; la prescription comme mode d'acquisition du territoire, **50**, 248 et s.; la prescription en droit international, affaire de l'île de Palmas, **50**, 249; perte de la souveraineté territoriale par abandon, affaire du Groenland, **50**, 252; effets juridiques d'une assurance donnée verbalement par le ministre des Affaires étrangères à un représentant d'un autre Etat, **50**, 255; annexion par la Norvège en contradiction avec les assurances du ministre des Affaires étrangères norvégien Ihlen au ministre danois à Oslo, décision de la Cour relativement à la déclaration Ihlen, **50**, 255 et s.; dispositions conventionnelles excluant, à la demande d'un Etat, un territoire donné de l'application d'un traité, portée de cette exclusion comme preuve de la souveraineté de cet Etat sur ce territoire, **50**, 264; effets de l'absence de réserves par un Etat, lors de la réception ou de la communication d'un traité impliquant transfert de souveraineté, au profit d'une tierce Partie, sur un territoire revendiqué par cet Etat, **50**, 265; octroi

en temps de guerre de concessions relatives à un territoire soumis à l'occupation militaire, affaire des phares (France c. Grèce), **50**, 266; Organisation internationale du travail, **50**, 268 et s.; compétence de l'Organisation internationale du travail, **50**, 268; Procédure, **50**, 271 et s.; questions de compétence, **50**, 271 et s.; question de savoir si un différend est de caractère international, **50**, 271 et s.; appel d'un jugement du tribunal arbitral mixte hungaro-tchécoslovaque dans l'affaire de l'Université Peter Pazmany, **50**, 272; la Cour ne peut, d'après l'article 14 du Pacte, donner un avis consultatif qu'à la demande du Conseil ou de l'Assemblée, **50**, 275 et s.; affaire relative à l'interprétation du Statut du territoire de Memel, **50**, 276 et s.; exceptions d'incompétence, conditions à remplir et délais pour les élever, manière à employer par la Cour pour les trancher, conséquences du défaut de soulever l'exception d'incompétence dans les délais, question de savoir si la Cour doit les soulever *ex officio*, **50**, 281; détermination de la compétence de la Cour dans l'affaire de l'Université Peter Pazmany, **50**, 281. Interprétation des accords donnant compétence à la Cour, **50**, 282 et s.; principes généraux, affaire des Phares (France c. Grèce), **50**, 282 et s.; interprétation et application du Statut et du Règlement de la Cour dans des matières autres que les questions de compétence, **50**, 284 et s.; article 31 du Statut : juges nationaux, **50**, 284; article 41 du Statut et article 5 du Règlement de la Cour, mesures provisoires, **50**, 285 et s.; ordonnance de la Cour relative au Statut juridique du territoire sud-oriental du Groenland (Danemark c. Norvège), **50**, 286; deux ordonnances de la Cour relatives l'une au développement d'une instance et l'autre, à la requête norvégienne, aux fins de mesures conservatoires, **50**, 287 et s.; jugements déclaratoires, **50**, 294 et s.; article 52 du Statut et article 47 du Règlement de la Cour, exclusion des preuves et production des documents, **50**, 294 et s.; affaire du Statut du Groenland oriental, **50**, 294; affaire de l'île de Palmas, **50**, 296; article 40 du Statut et articles 35 et 40 du Règlement de la Cour : la requête doit indiquer la chose demandée et ne pas poser de question à la Cour, **50**, 298; article 39 du Règlement de la Cour : affaire porteé devant la Cour par requête, requêtes présentées simultanément par les deux Parties opposées, **50**, 299; procédure consultative : article 72, 3°, du Règlement de la Cour, **50**, 299; article 64 du Statut, frais de procédure, **50**, 300; Règles de preuve et autres points de procédure, **50**, 301 et s.; utilisation des travaux préparatoires pour l'interprétation d'un traité, **50**, 301; principes généraux d'interprétation, **50**, 302.

Droit international de la paix (V. *Droit international*, **54**, 5 et s.). Cour permanente, avis consultatifs, **54**, 261 et s.; nature juridique, **54**, 261; avis n° 5 relatif à la Carélie orientale, refus d'avis par la Cour, un Etat, en droit international, ne pouvant soumettre ses différends avec d'autres Etats à la procédure d'une solution pacifique sans le consentement de la Cour, **54**, 263; projet austro-allemand d'accord pour assimiler le régime de la politique douanière et commerciale dans leurs pays, avis de la Cour relatif à la question de savoir si cet accord était compatible avec les traités de paix, **54**, 265; dissociation du juridique et du politique sur lequel la Cour se déclarait incompétente, **54**, 267.

Evolution de la procédure des avis consultatifs de la Cour permanente de justice internationale, **57**, 5 et s.; article 14 du Pacte fixant la compétence de la future Cour permanente, **57**, 5. Phases successives de l'évolution des avis consultatifs et principes qui s'en dégagent, **57**, 10 et s.; phases successives de l'évolution, travaux préparatoires du Pacte (1919), **57**, 10 et s.; Comité des juristes (1920), distinction entre avis sur « différend » et avis sur « point », **57**, 12; projet de Cour permanente déféré à la première Assemblée, **57**, 12; statut de la Cour et Protocole du 16 décembre 1920, **57**, 14; session préliminaire de la Cour en vue de la rédaction du Règlement (1922), **57**, 14; première phase de la jurisprudence de la Cour, affaire des décrets de nationalité en Tunisie et au Maroc (avis du 7 février 1923), **57**, 17; affaire de la Carélie orientale (avis du 23 juillet 1923), **57**, 18; faits de la cause, **57**, 18; mêmes conditions d'exercice des fonctions consultatives que des fonctions contentieuses par la même nécessité du consentement des parties, **57**, 19; affaire de Mossoul (avis du 21 novembre 1925), obligation pour la Cour de se prononcer malgré l'opposition d'une des Parties, **57**, 20; révision du Règlement (1926), **57**, 22; application de l'article 31 du Statut aux Avis sur différend, **57**, 24; réserves américaines et Conférence des Etats signataires du Protocole du Statut de la Cour (septembre 1926), **57**, 1926; Comité des juristes (1929), **57**, 28 et s.; projet du Protocole d'adhésion des Etats-Unis, **57**, 29; projet de révision du Statut de la Cour, **57**, 31 et 34; Conférence des Etats signataires du Protocole du Statut de la Cour (1929), **57**, 33; adoption du projet de Protocole relatif à l'adhésion des Etats-Unis, **57**, 35. Dixième Assemblée de la Société des Nations, **57**, 35; Protocole d'adhésion des Etats-Unis au Statut de la Cour, **57**, 36; projet de révision du Statut de la Cour, **57**, 36. Deuxième phase de la jurisprudence de la Cour (1927-1936), **57**, 37 et s.; affaire du Danube (avis consultatif du 8 décembre 1927), **57**, 37; affaire de l'Union douanière entre l'Allemagne et l'Autriche (avis consultatif du 5 septembre 1931 et ordonnance du 20 juillet 1931), **57**, 38; exercice du droit pour les Parties d'avoir un juge national, « cause commune » en matière d'avis, **57**, 39; affaire relative aux minorités grecques en Albanie (avis du 8 avril 1935), **57**, 39; avis sur « différend », conditions pour qu'il s'agisse d'un « différend actuellement né », **57**, 39; affaire relative à la compatibilité de certains décrets-lois dantzikois avec la Constitution de la Ville libre (avis du 4 décembre 1935), **57**, 41; Parties pouvant avoir un juge national, **57**, 41; travaux préparatoires en vue de modifier le Règlement (1931-1936), **57**, 42; rapport de la IV^e^ Commission, **57**, 42; Commission de coordination, **57**, 43; discussions de la Cour, **57**, 44; Statut et Règlement révisés, entrée en vigueur (1936), **57**, 45; principes se dégageant du Statut et du Règlement révisés, **57**, 46; article 68 nouveau, **57**, 47 et s.; règles de procédure, **57**, 54 et s.; règles communes applicables à tous avis consultatifs, **57**, 54; règles spéciales applicables aux avis sur différend, **57**, 56 et s. Principes qui se dégagent de l'évolution des avis consultatifs, **57**, 60 et s. Nature juridique des avis consultatifs, **57**, 64 et s.; avis consultatif, simple consultation rendue par la Cour sur demande du Conseil ou de l'Assemblée, **57**, 64; le caractère

judiciaire de l'avis consultatif résulte du choix de l'expression que renferme l'article 14 du Pacte, **57**, 66; égalité des Parties en cause, **57**, 68; critère de distinction entre avis sur « point » et avis sur « différend », **57**, 70; avis sur « différend » vaut pour la Cour d'être saisie d'un véritable litige, conformément à l'article 14 du Pacte, **57**, 71; principe de l'égalité des Parties, ses conséquences, **57**, 74; cas où la Cour est saisie d'une simple question, **57**, 76; la Cour ne peut rendre son avis que dans les limites de sa propre compétence, **57**, 77; relations qui naissent d'un avis sur « différend », **57**, 78. Nouvelles tendances des avis sur « différend » : nouveau moyen pour préparer la solution ou même résoudre les conflits internationaux, **57**, 81 et s.; nouvelle forme d'avis sur différend permettant aux Etats de faire saisir la Cour d'une requête pour avis consultatif, **57**, 81; affaire des décrets de nationalité en Tunisie et au Maroc (avis consultatif du 7 février 1923), **57**, 82; demande d'avis, consultative par sa forme, est un arbitrage sur une question préalable fixée par un compromis, **57**, 83; les Parties peuvent-elles déclarer d'avance que l'avis rendu aura force obligatoire ?, **57**, 84; affaire du Danube (avis consultatif du 8 décembre 1927), **57**, 86; procédure permettant aux Etats de solliciter l'avis de la Cour, nouveau moyen pour préparer la solution et même résoudre les conflits internationaux, **57**, 88.

Juridiction et jurisprudence de la Cour permanente de justice internationale en matière de mandats et de minorités, **59**, 591 et s.; juridiction de la Cour en matière de mandats et de minorités, **59**, 596 et s.; la clause visant la Cour, **59**, 596; nature judiciaire de la clause, **59**, 597 et s.; forme juridique des mandats et l'article 36 du Statut de la Cour, **59**, 599; compétence de la Cour *ratione personae*, **95**, 601; compétence de la Cour *ratione materiae*, **59**, 605. Jurisprudence de la Cour en matière de mandats, **59**, 608 et s.; affaire Mavrommatis, **59**, 608; règles visant la mise en jeu de la clause, **59**, 609 et s.; existence d'un différend entre l'Etat demandeur et la Puissance mandataire, **59**, 609; condition des négociations préalables, **59**, 612; nature et objet des conflits soumis à la compétence de la Cour, **59**, 614; règles générales ayant trait au régime des mandats, **59**, 622 et s.; obligations internationales du mandataire, **59**, 622; responsabilité de la Puissance mandataire, **59**, 623; caractère impératif ou facultatif des dispositions du mandat, **59**, 623; règles concernant les stipulations particulières du mandat pour la Palestine, **59**, 627 et s.; notion de « public control », définition donnée par la Cour, **59**, 627; signification des termes « obligations internationales acceptées par le mandataire », **59**, 629; statut juridique de l'organisme juif (« jewish agency »), **59**, 631. Jurisprudence de la Cour en matière de minorités, **59**, 633 et s.; droit matériel, **59**, 634; notion de minorité, **59**, 634; éléments constitutifs de la minorité, **59**, 637; égalité de droit et de fait, **59**, 643; égalité réelle et effective, **59**, 647; protection des droits privés, **59**, 655; sens de l'expression « de parents y étant domiciliés », **59**, 655; déclaration des parents en matière scolaire d'après la Convention de Genève, **59**, 656; définition du terme « communauté », **59**, 658; but des traités de minorités, **59**, 659; procédure, **59**, 662 et s.; étendue de la protection des minorités, **59**, 662; exa-

men des points incidents, **59**, 664; extension de la compétence de la Cour par accord des Parties, **59**, 665; cas de l'article 72, alinéa 3, de la Convention de Genève, **59**, 667; légalité des Comités de minorités, **59**, 667; pouvoir du Conseil de déterminer la procédure et de la modifier, **59**, 669; conditions de vote requises pour l'adoption d'une demande d'avis par le Conseil, 59, 670; inapplicabilité de l'article 31 du Statut de la Cour en matière de minorités, **59**, 672; conflits de compétence entre le Conseil et la Cour, **59**, 673; règles pour l'interprétation des chartes minoritaires, **59**, 679. Rôle de la Cour en matière de mandats et de minorités, **59**, 682 et s.; système des mandats, **59**, 682 et s.; intervention de la Cour en cas de désaccord entre le Conseil contrôleur des mandats et l'une des Puissances mandataires, **59**, 683; demande par le Conseil d'avis consultatif de la Cour, **59**, 685; intervention de la Cour en cas de révocation d'un mandat, **59**, 687; clause juridictionnelle arme de contrôle pour les Gouvernements des Etats membres, **59**, 690; clause facultative de l'article 36, **59**, 691; régime de la protection des minorités, **59**, 694 et s.

Cour permanente de justice internationale, **62**, 551 et s. Organisation de la Cour, **62**, 553 et s.; parallèle avec la Cour permanente d'arbitrage, **62**, 553; caractère de permanence, **62**, 556; rôle du juge, **62**, 556; mode d'élection des juges, **62**, 558; qualités requises pour les membres de la Cour, **62**, 561 et s.; institution du juge *ad hoc*, **62**, 567; désignation des juges *ad hoc*, **62**, 569; leur rôle, **62**, 572; augmentation du nombre des juges, **62**, 573; durée de la fonction, **62**, 575; droits et devoirs des juges de la Cour, **62**, 576; articles 16 et 17 du Statut de la Cour, fonctions incompatibles avec celle de juge, **62**, 580; Présidence et greffe de la Cour, **62**, 582. Agents devant la Cour, **62**, 585 et s.; situation de l'agent, ses droits et ses devoirs, **62**, 585; nomination de l'agent par son gouvernement, l'octroi des pleins pouvoirs lui donne la qualité d'agent, **62**, 589; son rôle de représentant engageant son gouvernement, **62**, 591; possibilité de pluralité d'agents pour une même affaire, **62**, 593; conseils et avocats des Parties, **62**, 594; ils sont contrôlés par l'agent de la Partie, **62**, 596; étendue des pleins pouvoirs de l'agent, **62**, 600 et s.; l'agent non accrédité auprès du Gouvernement néerlandais, **62**, 604; aucune disposition réglant la question de jouissance des privilèges et immunités diplomatiques, **62**, 604. Parties, **62**, 606 et s.; capacité d'ester en justice devant la Cour ne revient qu'aux Etats reconnus, **62**, 606; compétence de la Cour limitée aux différends entre Etats, **62**, 609; refus aux particuliers de l'accès direct à la Cour, mais possibilité pour eux de voir soutenus par leur Gouvernement, devant la Cour, la réparation de leurs dommages, **62**, 611; comment un Etat peut prendre fait et cause pour un de ses ressortissants lorsque ses intérêts sont garantis par le droit international, jurisprudence de la Cour, **62**, 613 et s.; possibilité pour un Etat d'agir devant la Cour en faveur des ressortissants d'un autre Etat, **62**, 616; ceux qui ont accès à la Cour, **62**, 619. Compétence de la Cour, **62**, 623 et s.; juridiction non obligatoire de la Cour, **62**, 623; la Cour n'est compétente que si les Parties l'ont stipulé, **62**, 624; l'accord nécessaire des Parties en cause, **62**, 625; les Parties

ne sont pas libres de fixer les règles de procédure, **62**, 626 et s.; différends que, d'après le Statut, les Parties peuvent soumettre à la Cour, **62**, 632 et s.; en cas de désaccord des Parties, la Cour n'est pas compétente, **62**, 639; compromis ou accord spécial des Parties sur la compétence des Parties, **62**, 640; forme du compromis, **62**, 641; interprétation du compromis par la Cour, **62**, 644; droit et devoir de la Cour de vérifier si les stipulations du compromis sont compatibles avec son Statut, **62**, 646; article 36 du Statut, compétence étendue aux cas prévus par les traités et conventions en vigueur, clauses compromissoires, **62**, 648; compétence dans les différends relatifs à l'interprétation d'un traité, **62**, 650; compétence pour différends relatifs à tout point de droit international, **62**, 652; pour différends ayant pour objet la réalité d'un fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international, **62**, 652; pour différends ayant pour objet la nature ou l'étendue de la réparation due pour rupture d'un engagement international, **62**, 653; système nouveau adopté par les Accords de Locarno (16 octobre 1925), différends entre Allemagne et l'un des trois autres Etats signataires portés devant un tribunal arbitral ou devant la Cour permanente, **62**, 654; seuls les différends juridiques sont de la compétence de la Cour, **62**, 655; les traités d'arbitrage portant juridiction de la Cour soit obligatoire, soit facultative, **62**, 656; compromis ou requête, actes d'introduction de l'instance devant la Cour, **62**, 656; incompétence et irrecevabilité, **62**, 658; échec des négociations diplomatiques, **62**, 661; conditions de compétence et d'exercice de la juridiction, **62**, 662; pouvoirs de la Cour en matière d'interprétation des accords internationaux, **62**, 664.

V. *Acte de Genève. Arbitrage international. Arbitrage obligatoire. Chose jugée. Communications internationales. Conciliation internationale. Conférence de la paix de La Haye. Conflits internationaux. Coutume internationale. Différends non justiciables. Domicile. Dominions britanniques. Droit. Droit administratif international. Droit civil. Droit international. Droits acquis. Echange de populations. Emprunts public. Equité. Etranger. Expulsion. Guerre. Justice internationale. Minorités. Monnaie. Protocole de Genève. Servitudes internationales. Société des Nations. Sources du droit international. Souveraineté de l'Etat.*

Couronne (patrimoine et revenus). — V. *Dettes publiques d'Etat.*

Courrier. — V. *Immunités diplomatiques.*

Cours d'eau. — V. *Droit international. Fleuve international. Frontières.*

Cours forcé. — V. *Clause-or.*

Cours légal. — V. *Clause-or.*

Cours mixtes. — V. *Concessions étrangères.*

Course maritime. — V. *Piraterie. Visite (droit de).*

« Court of claims ». — V. *Immunité des Etats.*

Courtoisie ou « Comity ». — V. *Droit international. Droit international privé (Etats-Unis).*

Coutume. — V. *Droit civil. Droit international. Droit international privé. Sources du droit international.*

Couverture métallique. — V. *Monnaie. Or.*

Courtoisie internationale *(Comitas gentium)* (V. *Droit international privé*, **62**, 427).

Droit international privé. Doctrine formulée par les juristes de

l'Ecole hollandaise du XVII^e siècle pour mettre en harmonie la souveraineté de l'Etat et l'application des lois étrangères, **62**, 453; adoption de la doctrine en Angleterre, **62**, 454; portée de la doctrine, l'application de la loi étrangère n'est qu'un acte de bonne volonté de l'Etat, **62**, 455; principe posé par la doctrine du caractère national des règles de conflit de lois, **62**, 456; sens véritable de « comity », **62**, 458.

Coutume internationale.

DROIT INTERNATIONAL DE LA PAIX, **54**, 196 et s. Coutume et principes généraux de droit comme sources du droit international public, **54**, 196 et s.; article 38 du Statut de la Cour permanente signale comme source du droit, la coutume internationale et les principes généraux du droit, **54**, 196; nature de la coutume internationale, théorie positiviste, la coutume repose sur la volonté des Etats, théorie de la subordination, la coutume se soumet à une règle juridique obligatoire, **54**, 196 et 197; en vrai, il y a dans la coutume deux éléments : l'un matériel, l'autre psychologique, **54**, 198; même divergence pour les principes généraux du droit, **54**, 198; application en pratique de ces principes, **54**, 199; exemples tirés des décisions arbitrales, **54**, 200; leur reconnaissance dans les textes formels des traités généraux, **54**, 201; portée exacte et contenu des principes généraux, **54**, 202 et s.; moyen pour le juge ou l'arbitre de reconnaître que telle règle constitue un principe général du droit, **54**, 207 et s.; rapports des différentes sources du droit international, leur valeur relative en cas de désaccord, **54**, 208 et s.; rapports entre la coutume internationale et les traités, **54**, 208; rapports entre principes généraux et coutumes ou traités, **54**, 209. (V. *Droit international*, **54**, 5 et s.)

V. *Droit international privé. Etranger. Immunités internationales. Sources du droit international.*

Crédit. — V. *Banque des Règlements internationaux. Crédits bancaires internationaux.*

Crédit agricole international. — V. *Agriculture.*

Crédit irrévocable. — V. *Crédits bancaires internationaux.*

Crédits à l'exportation. — V. *Crédits bancaires internationaux.*

Crédits à l'importation. — V. *Crédits bancaires internationaux.*

Crédits bancaires internationaux.

FORMES INTERNATIONALES DES CRÉDITS BANCAIRES, **51**, 207 et s.; intérêt de fait et de droit de l'étude, **51**, 207. Historique des crédits bancaires internationaux, **51**, 210 et s.; antiquité, **51**, 210; moyen âge, **51**, 212 et s.; contrat de *cambium*, **51**, 213; unification des royaumes de l'Europe occidentale entraîne l'unification des monnaies intérieures, conséquence pour le contrat de *cambium*, **51**, 215; enrichissement des banquiers, banquiers italiens prêteurs des rois, **51**, 216; uniformité du droit commercial et particulièrement bancaire au moyen âge causée par la généralité de la prohibition canonique du prêt à intérêt et le rayonnement du droit des foires, **51**, 217; temps modernes, **51**, 218 et s.; opérations internationales de banque commerciale centralisées, aux XVI^e et XVII^e siècles, aux foires de Lyon et de Gênes, créations aux foires de Lyon des acceptations de traites et des scoutrations (origine des « clearings »), **51**, 219; les grands banquiers italiens, allemands (les Fugger), **51**, 220; Crédits

internationaux entre banques, **51**, 222 et s.; crédits consentis aux banques d'émission, **51**, 222 et s.; période antérieure à la création de la B.R.I. (Banque des Règlements internationaux), **51**, 223; période postérieure à la création de la B.R.I., **51**, 226; organisation des opérations internationales de crédits entre banques, **51**, 226; crédits entre banques commerciales, **51**, 229 et s.; représentation des banques sur les places étrangères, **51**, 229 et s.; procédés juridiques des crédits entre banques commerciales, **51**, 233 et s.; forme des comptes, **51**, 233; Crédits des banques au commerce international, les acceptations de banque, **51**, 237 et s.; crédits à l'exportation, **51**, 238 et s.; garanties de paiement, **51**, 238; avances immédiates, **51**, 239; crédits à l'importation, **51**, 243 et s.; les acceptations de banque, **51**, 245; acceptations de banques étrangères, **51**, 247; effets de l'acceptation, **51**, 249; Convention de Genève sur l'unification du droit en matière d'effets de commerce et de lettres de change, loi applicable à la forme de l'acceptation, **51**, 249. Lettres commerciales de crédit, **51**, 251 et s.; noms divers donnés à l'institution de ces lettres, **51**, 251; fonctionnement et formes diverses, **51**, 252 et s.; développement de l'opération, **51**, 252; crédit ordinaire ou simple, **51**, 254; crédit avec engagement ferme du banquier, **51**, 255; conception juridique du crédit irrévocable dans quelques droits nationaux, **51**, 258 et s.; droit allemand, **51**, 259; droit américain, **51**, 261; droit anglais, **51**, 262; droit français et droit italien, **51**, 263; unification internationale, **51**, 265 et s.; question de la possibilité d'une loi uniforme, ressemblance des solutions pratiques admises dans divers pays, **51**, 266; obligations du banquier dans le crédit irrévocable, **51**, 267; question de savoir si une loi uniforme est souhaitable, **51**, 272 et s.; tendance à l'unification du droit bancaire international, **51**, 276.

« Credo ». — V. *Missions catholiques.*

Crimes contre la personnalité de l'Etat.

Répression des crimes contre la personnalité de l'Etat, **33**, 677 et s.; la personnalité de l'Etat, théories divergentes sur l'Etat, **33**, 677; deux doctrines : personnalité fictive, personnalité réelle, **33**, 678; personnalité de l'Etat, **33**, 680; données scientifiques de la psychologie collective, **33**, 681; infractions contre la personnalité de l'Etat, **33**, 683; autre dénomination : crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, **33**, 684; aperçu historique sur les crimes contre la sûreté de l'Etat, **33**, 687 et s.; variation des critériums d'incrimination, **33**, 688; droit pénal primitif, l'antiquité, **33**, 688; le moyen âge, **33**, 690; l'ancien droit allemand, **33**, 691; l'ancien droit français, **33**, 691; répression des crimes contre l'Etat anglais au moyen âge, **33**, 692; les temps modernes, **33**, 693; le droit allemand : Hochverrat et Landesverrat, **33**, 694; le droit anglais, **33**, 695; crimes contre l'Etat du XV^e^ à la fin du XVIII^e^ siècle, **33**, 696; règles spéciales de procédure, **33**, 697; peines injustes et cruelles, **33**, 698; époque contemporaine, œuvre de la Révolution, crime de lèse-Nation, **33**, 699; crimes contre l'Etat considérés comme crimes politiques, **33**, 700; réaction contre cette conception, apparition du terrorisme, **33**, 701; lois répressives contre le terrorisme, **33**, 703; autres causes de cette réaction, valeur exclusive de l'idée de patrie, régime de paix armée, caractère de la guerre moderne, **33**, 704; tendance

à une répression des crimes contre l'Etat plus sévères que celle que l'on applique aux crimes de droit commun, **33**, 706; protection pénale des intérêts fondamentaux de l'Etat, **33**, 709 et s.; limites que l'Etat doit observer dans l'incrimination des faits qui portent atteinte à ses intérêts fondamentaux, **33**, 709; objet juridique de l'infraction, l'existence de l'Etat, **33**, 710; objet matériel des infractions contre la personnalité de l'Etat, **33**, 713; classification des infractions, **33**, 714; répartition des infractions en différentes catégories et caractère unitaire de la personnalité de l'Etat, **33**, 715; crimes contre la personnalité internationale de l'Etat, **33**, 718 et s.; infractions en temps de paix, infractions en temps de guerre, **33**, 718; infractions contre l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Etat, **33**, 719; incrimination contre les machinations pratiquées avec des Puissances étrangères pour provoquer la guerre, **33**, 720; ou d'entretenir des intelligences avec une Puissance étrangère pour engager l'Etat à maintenir sa neutralité, **33**, 721; législations pénales punissant ces actions criminelles, **33**, 722; trahison militaire, trahison diplomatique, espionnage, **33**, 726; le défaitisme politique, moral et économique, **33**, 730; autres faits de nature à compromettre les intérêts internationaux des Etats, **33**, 730; défense de la vie morale de l'Etat, diffamation de l'Etat, **33**, 732 et 733; crimes contre la personnalité interne de l'Etat, **33**, 735 et s.; intérêts fondamentaux de l'Etat que doit protéger la loi pénale, **33**, 735; insurrections contre les pouvoirs de l'Etat, **33**, 736; protection des organes constitutionnels, **33**, 737; protection pénale de la personne du chef de l'Etat, **33**, 738; Code pénal italien, protection contre le chef du gouvernement, **33**, 739; les crimes complexes, **33**, 742 et s.; infractions anarchistes, communisme révolutionnaire, **33**, 742; de telles infractions semblent bien commises contre la personnalité de l'Etat, **33**, 744; en général, elles ne revêtent pas un caractère politique, **33**, 744; le fait d'adopter ces doctrines ne doit pas être puni, **33**, 745; caractère complexe de ces infractions, **33**, 747; nature de ces infractions, **33**, 748; dans les pays communistes, emploi des mêmes répressions contre la réaction anticommuniste, **33**, 753; dérogations aux règles communes pour l'exercice de la répression, **33**, 756 et s.; motifs des dérogations, **33**, 756; impuissance de la loi pénale quand une révolution réussit, **33**, 752; incrimination de la non-dénonciation des crimes contre la personnalité de l'Etat, **33**, 758; les excuses absolutoires, le repentir actif, **33**, 759; les peines, **33**, 760; dérogations aux règles de la prescription, **33**, 761; retour pour ces crimes à des règles exceptionnelles de procédure, **33**, 762; influence de l'esprit international sur la répression des crimes contre la personnalité de l'Etat, **33**, 765 et s.; doctrine du désintéressement de l'Etat en matière de répression d'infractions contre un autre Etat, doctrine contraire d'assistance, **33**, 766; principes du droit pénal international, **33**, 769 et s.; principes de la territorialité et de la personnalité active, **33**, 770; principe de la protection réelle, **33**, 771; dérogations importantes aux règles de répression d'infractions commises à l'étranger, **33**, 772; système territorial des pays anglo-saxons, **33**, 773; système de l'exterritorialité, **33**, 774; application de la loi pénale pour infractions par des étrangers à l'étranger, **33**, 776; déroga-

tions dans le cas d'infractions contre l'Etat, double incrimination, **33**, 777; jugement par défaut, **33**, 780; abandon de la règle *non bis in idem* pour infractions contre l'Etat, **33**, 781; répression de la complicité, **33**, 784; actes commis contre l'Etat à l'étranger et pendant la guerre par des ennemis ou des neutres, **33**, 784; tendances à l'unification internationale du droit pénal, Ire Conférence de Varsovie, **33**, 786; principe de non-collaboration des Etats étrangers, infractions politiques, **33**, 787; le terrorisme, solidarité internationale, **33**, 788; l'extradition, **33**, 792; crimes contre la personnalité de l'Etat portant atteinte aux intérêts de la communauté internationale, **33**, 795 et s.; rapports pacifiques entre Etats, législations internes punissent les infractions troublant ces rapports, **33**, 795; actes punissables, **33**, 794; protection accordée aux chef et représentants d'un Etat étranger mais non à l'Etat lui-même, **33**, 800; obligations qui naissent du Pacte de la Société des Nations et du Pacte Kellog, **33**, 802 et s.; les nouveaux codes pénaux, incriminations nouvelles, incrimination de propagande guerrière, **33**, 806 et s.; caractère du nouveau délit, **33**, 810 et s.; délit de fausses nouvelles mettant en danger la paix internationale, **33**, 814; problèmes de droit pénal interétatique, **33**, 816 et s.; différences entre le droit pénal international classique et le nouveau droit pénal international, **33**, 818; notion plus restreinte à laquelle correspond le droit pénal interétatique, **33**, 819; cas où la répression des infractions contre la personnalité de l'Etat doit être soustraite aux juridictions nationales, **33**, 820; responsabilité de l'Etat pour infractions contre personnalité d'un Etat étranger, **33**, 821; responsabilité internationale des personnes physiques, **33**, 824; crimes contre l'Etat à caractère complexe, **33**, 826; crimes et délits à l'occasion d'une guerre, **33**, 827.

Crimes anarchistes. — V. *Crimes contre la personnalité de l'Etat.*

Crimes complexes. — V. *Crimes contre la personnalité de l'Etat.*

Crimes et délits.

Compétence des tribunaux à raison d'infractions commises hors du territoire (V. *Jurisprudence de la Cour permanente de justice internationale*, **12**, 5 et s.). Principes généraux, **12**, 281; principe de la personnalité (le droit pénal oblige à l'étranger), **12**, 281; principe de l'universalité (l'Etat peut poursuivre la violation de tous droits pénaux étrangers), **12**, 283; principe de la protection (l'Etat peut poursuivre les infractions contre ses biens hors du territoire), **12**, 284; principe de la territorialité (acte délictueux n'est poursuivi à l'étranger que s'il viole le droit pénal national), **12**, 284; droit de punir est ou originaire ou dérivé, **12**, 286; rapport entre ces deux droits, **12**, 290; difficultés de poursuivre les délits à l'étranger, principe d'opportunité et de légalité, **12**, 291; délits commis sur territoire n'appartenant à personne ou appartenant à un Etat non civilisé, **12**, 292; juridiction consulaire, **12**, 293; non-extradition (V. *Extradition*, **12**, 295), des régnicoles, **12**, 295; droits fondamentaux des Etats, leur importance pour la compétence des tribunaux quant à la poursuite des délits commis hors du territoire, **12**, 304 et s.; lieu du délit, territoire de l'Etat, sa composition, **12**, 311; mer côtière, son étendue, règle anglaise, règle française, golfes et baies, **12**, 313 et s.; l'espace souterrain, l'espace aérien, **12**, 319; le lieu du délit est-il là où il a été commis ou là où les suites

du délit se sont réalisées ?, **12**, 321; les théories (des effets, de l'action, mixte, rationnelle), **12**, 321; jurisprudence, **12**, 324; participation au délit (instigation, aides, coauteurs), **12**, 297; récidive, **12**, 330; délit commis en territoire occupé, **12**, 334; occupation (V. *Occupation*, **12**, 331), poursuite des délits à l'étranger, législation comparée, droit français, **12**, 358 et s., droit autrichien, **12**, 364 et s.; droit allemand, **12**, 368; droit russe, **12**, 370; droit anglo-américain, **12**, 372.

V. *Cour permanente de justice internationale. Extradition. Piraterie. Responsabilité internationale de l'Etat.*

Crimes et délits à bord d'un aéronef. — V. *Droit aérien.*

Crimes et délits internationaux.

La justice pénale internationale, criminalité internationale, **10**, 287; délit naturel universel, **10**, 289; délits *juris gentium*, **10**, 291; diverses sortes de délits internationaux, **10**, 292 et s.; délits interétatiques, **10**, 296; l'Etat délinquant, **10**, 296; crimes politiques interétatiques : violation d'engagements internationaux, intervention abusive dans la politique ou l'administration d'un autre Etat, **10**, 298 et s.; crimes et délits militaires interétatiques, la guerre criminelle, **10**, 300; Code de la guerre, Code pénal de la guerre, **10**, 302 et 303; l'espionnage, **10**, 305; les massacres collectifs, **10**, 306; contrebande de guerre, **10**, 306; la guerre-crime, l'agression, destruction, menace, **10**, 309 et s.; violation d'une zone démilitarisée, **10**, 311; délits antinationaux, crimes commis par des particuliers contre un Etat étranger, **10**, 312; complot contre Etat étranger, **10**, 314; violations de l'immunité personnelle, **10**, 314; le régicide antinational, **10**, 315; violation de l'immunité locale, **10**, 316; crime anarchiste, formes de la répression internationale, **10**, 317; la piraterie envisagée *ratione personae*, **10**, 317; crime contre le droit des gens universel, **10**, 318; délits internationaux, ceux dont les éléments juridiques, sociologiques sont dispersés sur des territoires différents, **10**, 319; esclavage (évolution, différents délits), **10**, 320; lois répressives, Conventions de Bruxelles et de Londres, traité de Saint-Germain-en-Laye, **10**, 322; l'esclavage devant la Société des Nations, **10**, 323; traites (des esclaves, des femmes), trafic des femmes et des enfants, Convention du 4 mai 1910, **10**, 323 et s.; banditisme international, **10**, 326; trafic de l'opium, Conférence de Genève (1925), les Conventions de La Haye (1912) et Genève (1925), **10**, 326; publications obscènes, avortement, **10**, 328; concurrence déloyale, **10**, 329; trafic illicite d'armes et de munitions, **10**, 330; formes légales criminelles, complicité, recel et récidive dans l'ordre international, **10**, 331 et s.; délits extranationaux (commis dans le désert, sur mer, dans l'air libre), **10**, 336 et s.; piraterie, **10**, 337; abordage (maritime ou aérien) criminel, délits accessoires, **10**, 338 et 339; délits commis par le trafic aérien (destruction, intoxication, infection), **10**, 339; délits contre le trafic aérien, contre la sécurité des câbles sous-marins, **10**, 341; délits pour ou contre la télégraphie sans fil, **10**, 342; délits contre la police de la pêche maritime, **10**, 343; trafic des spiritueux, **10**, 344.

Compétence des tribunaux en matière d'infractions commises hors du territoire, délits extraterritoriaux, piraterie, **12**, 345; définitions de la piraterie par divers juristes, **12**, 346; nature de la

piraterie, conception nationale et internationale, devoir de poursuivre les pirates, **12**, 349; compétence par rapport à la poursuite de la piraterie, **12**, 350; la piraterie est délit du droit des gens, **12**, 354; piraterie et droit de police maritime, **12**, 355; dénationalisation des pirates, **12**, 356; absence d'une conception internationale de la piraterie, motifs, **12**, 356. (V. *Piraterie*, **15**, 149 et s.)

Crimes et délits contre la sûreté des Etats étrangers, **16**, 121; notion d'infraction contre la sûreté de l'Etat, **16**, 124 et 126; évolution historique, **16**, 128 et s.; les droits de l'Etat lésé, **16**, 135; compétence de l'Etat lésé pour infraction commise sur son territoire, le principe, **16**, 136; les exceptions (immunités diplomatiques), **16**, 137 et s.; (droit d'asile dans les légations diplo-consulats), **16**, 143 et s.; (navires et aéronefs), **16**, 152 et s.; exception déduite du caractère non volontaire de la présence du coupable sur le territoire de l'Etat lésé, **16**, 155 et s.; exceptions en pays hors chrétienté, **16**, 161; exception en raison d'occupation militaire, **16**, 162; compétence de l'Etat lésé pour infraction commise hors de son territoire, **16**, 163 et s.; compétence de la loi répressive de l'Etat pour crimes et délits commis à bord de ses navires et aéronefs même par des étrangers, **16**, 164; doctrine anglo-américaine adoptée par le Danemark et le Portugal repoussant toute autre dérogation à cette compétence spéciale, **16**, 165; d'autres Etats se déclarent compétents pour toutes infractions contre sa sûreté, **61**, 166; doctrine de l'Institut de droit international, **16**, 166; à quoi se réduit l'opposition des deux doctrines, **16**, 168; doctrine anglo-saxonne admettant la théorie de la localisation objective, **16**, 170; la compétence extraterritoriale est-elle abus de souveraineté, thèse de M. Beckeh, **16**, 174 et s.; limites du pouvoir de l'Etat lésé en mtière de qualification et de détermination des peines, **16**, 179; dans quelle mesure le pouvoir de qualification de l'Etat est-il circonscrit par le droit positif actuel, **16**, 181; devoirs des autres Etats (V. *Extradition*, **16**, 190); répression par la loi locale des crimes et délits contre la sûreté d'un Etat étranger, **16**, 217; compétence de l'Etat du lieu du crime, **16**, 217; est-il tenu de punir ?, divergence des législations, **16**, 218 et 219; aucune difficulté pour les crimes de droit commun et les crimes politiques purs, **16**, 221; nature des actes donnant naissance à la responsabilité internationale de l'Etat (V. *Responsabilité internationale de l'Etat*, **16**, 224).

Principes généraux du droit applicables aux rapports internationaux (V. *Droit*, **36**, 483. *Etat*, **36**, 493). Délit de droit des gens, **36**, 516 et s.; ce qui constitue le délit : illégalité, **36**, 516 et s.; exclusion de l'illégalité en cas d'assistance personnelle permise, **36**, 519; légitime défense, action en cas de nécessité, **36**, 519; autre caractéristique du délit : la faute, **36**, 523; préméditation ou négligence constitue la faute, **36**, 523; question de l'indemnité dans les délits en droit des gens, de l'obligation de réparation par l'Etat, **36**, 524; causalité, **36**, 526; dommage, **36**, 527; réparation, **36**, 528.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **47**, 268 et s. *Droit international public*, **47**, 263). Délit international, **47**, 557 et s.; définition, **47**, 557; nécessité de violation d'une

norme du droit des gens, **47**, 558; Etats seuls peuvent commettre des délits internationaux, **47**, 559; Etat fédéral responsable des actes des Etats particuliers, **47**, 560; quels organes engagent la responsabilité internationale de leur Etat ?, **47**, 560; délit commis par un organe judiciaire, l'Etat ne peut réclamer avant que la sentence délictueuse n'ait acquis force de chose jugée, **47**, 563; théorie repoussant toute responsabilité en dehors d'une faute de la part de l'Etat, **47**, 563; actes des personnes privées, **47**, 564; conséquences du délit international, **47**, 565; cas où l'illégalité est exclue en droit international, **47**, 567 et s.; droit de nécessité, **47**, 567; les représailles, **47**, 568 et s.

V. *Codification du droit international. Conciliation internationale. Conflit de lois. Désarmement. Droit international privé (Etats-Unis). Droit pénal international. Extradition. Occupation. Responsabilité internationale de l'Etat.*

Crimes et délits militaires. — V. *Crimes et délits internationaux. Piraterie.*

Crimes politiques interétatiques. — V. *Crimes contre la personnalité de l'Etat. Crimes et délits internationaux.*

Criminalité internationale. — V. *Crimes et délits internationaux. Lutte internationale contre la criminalité.*

Crise.

Les crises économiques et financières, **39**, 277 et s. Crises périodiques et cycles économiques, **39**, 277 et s.; diverses espèces de crises, grandes crises modernes, **39**, 277; définition de la crise, **39**, 278; cycle économique sans crise, **39**, 279; autres cycles, leur fréquence, **39**, 279 et s.; caractéristiques fondamentales des grandes crises modernes, **39**, 238 et s.; caractère de la crise, la crise est générale, mondiale, **39**, 284; elle est crise de surproduction, elle est périodique, **39**, 284; principales manifestations des cycles économiques : les prix, **39**, 286 et s.; mouvement des prix, leur inégale durée et intensité, **39**, 286 et s.; les revenus, **39**, 290 et s.; variations cycliques des profits, très grande amplitude de leur mouvement, **39**, 290; variations cycliques du taux de l'intérêt à long terme, **39**, 291; mouvements cycliques du salaire, **39**, 292; le chômage et le salaire global de la population, **39**, 293; la répercussion sociale des cycles économiques, **39**, 295; mouvements cycliques du coût de production, **39**, 297 et s.; mouvements cycliques de la production et des échanges, **39**, 299 et s.; le rythme de la production, **39**, 299 et s.; échanges intérieurs et extérieurs, **39**, 302 et s.; manifestations financières et monétaires des cycles économiques, **39**, 305 et s.; marché financier, cours des actions industrielles, **39**, 305; marché des capitaux, émissions de valeurs mobilières, **39**, 307; marché monétaire, taux de l'escompte, **39**, 308; monnaie de crédit, **39**, 309; finances publiques, **39**, 310; crise de 1929-1932, **39**, 311 et s.; traits communs avec les crises antérieures, **39**, 311; trait particulier à la présente crise, **39**, 313 et s.; causes des crises périodiques : quelques théories des crises, **39**, 317 et s.; théories de la sous-consommation, **39**, 318; impossibilité de la surproduction, surproduction partielle, **39**, 318; théories monétaires, **39**, 319 et s.; causes des crises (production de l'or, mouvement de l'or, monnaie dans son ensemble), **39**, 319 et s.; surproduction partielle généralisée, **39**, 324; éléments d'une théorie des crises, **39**, 327 et s.; réalité de la surproduction comme cause immé-

diate de la crise, **39**, 327; causes immédiates de la crise de 1929, **39**, 329; second degré de l'explication : technique moderne de la production comme facteur de la survenance des crises périodiques, **39**, 330; les erreurs des chefs d'industrie, **39**, 331; mouvements cycliques dans les quantités d'outillage industriel entrant en service, **39**, 332; technique moderne de la production comme facteur de la survenance des crises périodiques, **39**, 333 et s.; de la prévision des crises, **39**, 338 et s.; méthode de l'Université Harvard, réussite momentanée, **39**, 338 et 339; problème non résolu, **39**, 341; peut-on prévenir les crises ou y remédier ?, **39**, 342 et s.

Crise et intervention, **50**, 753 et s. Inanité des théories de crises, faillite de l'école classique, **50**, 753; débuts de l'économie positive, **50**, 756; analyse descriptive des conditions économiques, **50**, 760; mise en lumière de l'organisation spontanée de la vie économique, **50**, 764; complexité des relations fonctionnelles entre les éléments de l'économie, **50**, 767; construction des « index-numbers », **50**, 769; conception organico-biologique de la vie économique (Pr. Wagemann), **50**, 771; distinction entre oscillations continues et mouvements isolés ou arythmiques de la vie économique, **50**, 774; variations saisonnières, **50**, 775; « Business cycles », **50**, 780; dégagement d'un rythme, **50**, 780; délimitation des phases du cycle, **50**, 783; mesure de la cadence, **50**, 787; extension internationale du rythme conjonctural, **50**, 791; types fondamentaux d'organisation économique, **50**, 793; variations du rythme des affaires selon le degré d'intensité de l'activité économique, **50**, 796; construction de « baromètres économiques », **50**, 801; nécessité d'une adaptation suivant les pays, **50**, 801; valeur comme instrument de programme, **50**, 808; mouvements semi-séculaires, **50**, 814; mesure du progrès économique à travers l'histoire, **50**, 819; ondes historiques et ondes économiques, **50**, 821; mouvements des prix, **50**, 825; machinisme, **50**, 828; jeu des faits monétaires, **50**, 29; effets des ondes larges, **50**, 831; caractère mythique de la libre concurrence à l'état pur, **50**, 834.

V. *Banque des Règlements internationaux. Monnaie.*

Crise des marchés. — V. *Politique commerciale internationale.*

Crise économique. — V. *Organisation économique de la paix.*

Croisades. — V. *Europe orientale.*

Croisés. — V. *Droit des gens.*

Croix-Rouge.

Organisation internationale de la Croix-Rouge, **1**, 573. I : partie historique, genèse de la Croix-Rouge et Convention de Genève, **1**, 575; sociétés nationales et conférences internationales de la Croix-Rouge, **1**, 578; comité international de la Croix-Rouge et son activité, **1**, 581; ligue des sociétés de la Croix-Rouge et son programme, **1**, 583; la Société des Nations, **1**, 586. II : partie juridique, **1**, 587; l'ancienne Croix-Rouge, **1**, 587; les résolutions de 1863, les Conférences internationales, **1**, 588; le Comité international, **1**, 589; son autorité, **1**, 590; son caractère, neutre et sans caractère officiel, **1**, 592; statuts du Comité, **1**, 595; ligue des sociétés de la Croix-Rouge, **1**, 596.

V. *Apatrides. Prisonniers de guerre.*

Cuivre. — V. *Trusts et cartels internationaux.*

Curateur. — V. *Etranger. Faillite.*
Cycles économiques. — V. *Crise.*

D

Dantzig (Statut de). — V. *Zones franches.*
Danube.

Le régime international du Danube, **11**, 257. Le Danube, géographie, **11**, 257 et s.; navigation commerciale, **11**, 265; régime juridique, fleuve national et fleuve international (V. *Fleuve international*, **11**, 266); souveraineté des Etats riverains remplacée par propriété commune desdits Etats au traité de La Haye (1795), **11**, 266; Traité de Paris de 1814, liberté de navigation, Congrès de Vienne de 1915 apporte certaines restrictions, **11**, 267; les quatre périodes de l'internationalisation du fleuve, **11**, 268; régime juridique du Danube de la fin du XVIII[e] siècle à la guerre de Crimée, navigation danubienne et Turquie, paix de Teschen (1779), traité de Bucarest (1812), **11**, 269; acte final de Vienne, son silence touchant le Danube, **11**, 270; Convention d'Ackermann (1926), traité d'Andrinople (1929), la Russie et la navigation du Danube, **11**, 270; Convention de Saint-Pétersbourg (1840), **11**, 271; travaux pour faciliter la navigation, **11**, 273; traité de Paris du 30 mars 1856 enlève à la Russie son influence, applique au Danube les principes du Congrès de Vienne, **11**, 275; création de la Commission européenne, **11**, 276; Acte de navigation, 7 novembre 1857, entière liberté de navigation, **11**, 279; rejet de l'Acte de navigation par la Conférence de Paris (août 1858), **11**, 282; articles additionnels à l'Acte de 1857, concessions apportées ne sont pas acceptées, **11**, 285; Acte public de Galatz relatif à la navigation des embouchures du Danube (1865), **11**, 286; Conférence de Paris de 1866, **11**, 291; traité de Londres du 13 mars 1871, maintien pour douze ans de la Commission européenne, **11**, 293; décret du 10 novembre 1875 remplaçant le règlement de 1865, **11**, 294; guerre russo-turque de 1877-1878, victoire de la Russie, préliminaires de San Stefano et traité de Berlin du 13 juillet 1878, **11**, 295; règlement de navigation et de police du 19 mai 1881 et acte additionnel du 28 mai 1881, **11**, 297; projet Barrève du 2 juin 1882 et protestations du gouvernement roumain, **11**, 300; Conférence de Londres de février-mars 1883, **11**, 302; traité de Londres du 10 mars 1883, **11**, 303; refus de la Roumanie, **11**, 303; la question des travaux pour suppression des obstacles à la navigation formés par les Portes de fer, **11**, 307 et s.; inauguration du canal des Portes de fer (1896), **11**, 309; nouveau règlement de navigation 10 novembre 1911 et régime administratif, **11**, 313 et 314; guerre de 1914 et le Danube, **11**, 315; belligérants et statut international du fleuve, **11**, 315; traité de Bucarest du 7 mai 1918, **11**, 316 et s.; protestation anglo-franco-italienne, **11**, 318; traités de paix de 1919-1920, **11**, 320; traité de Saint-Germain, articles 301 et 302, rétablissement de la Commission européenne et création d'une Commission internationale, **11**, 322; Convention de Paris du 23 juillet 1921, **11**, 323; Commission européenne, **11**, 324; Commission internationale, **11**, 325; disposition relatives à la navigation, **11**, 328; la Roumanie peu favorable à la Commission européenne, **11**,

330; rapport à la Société des Nations sur les travaux de cette Commission, **11**, 332; formalités aux frontières, intransigeance à l'égard de la navigation étrangère, **11**, 333; insuffisance de profondeur dans certains secteurs, **11**, 334; comment résoudre ces difficultés, **11**, 335.

V. *Communications internationales. Droit fluvial international. Fleuve international. Zones franches.*

Débauche. — V. *Expulsion.*

Décès. — V. *Faillite.*

Déchéance de nationalité. — V. *Apatrides.*

Déclaration d'indépendance des Etats-Unis. — V. *Egalité juridique.*

Déclaration d'option. — V. *Nationalité.*

Déclaration de guerre. — V. *Grotius.*

Déclaration de Londres (8 avril 1904). — V. *Courses maritimes.*

Déclaration de Saint-Pétersbourg (1908). — V. *Mer Baltique.*

Déclaration des droits de l'homme. — V. *Individu. Réforme.*

Déclaration des droits et devoirs des Nations. — V. *Echange de populations.*

Déclaration des droit internationaux de l'homme. — V. *Egalité juridique. Etranger. Individu.*

Décorations. — V. *Code des prisonniers de guerre.*

Défaitisme. — V. *Crimes contre la personnalité de l'Etat.*

Défaut. — V. *Arbitrage obligatoire.*

Dégrèvement. — V. *Impôt. Visite (droit de).*

« De jure Belli ac Pacis ». — V. *Grotius. Machiavel.*

Délégué-délégation. — V. *Conférence internationale.*

Délégué-ouvrier néerlandais. — V. *Conférence internationale du travail.*

Délinquant politique. — V. *Extradition.*

Délit de droit des gens. — V. *Crimes et délits internationaux.*

Délit de droit international. — V. *Désarmement.*

Délit de fauses nouvelles. — V. *Crimes contre la personnalité de l'Etat.*

Délits. — V. *Crimes et délits. Crimes et délits internationaux. Lutte internationale contre la criminalité. Navires de commerce.*

Délits contre la pêche maritime. — V. *Crimes et délits internationaux.*

Délits contre la sécurité des câbles sous-marins. — V. *Crimes et délits internationaux.*

Délits contre la T.S.F. — V. *Crimes et délits internationaux.*

Délits extraterritoriaux. — V. *Crimes et délits internationaux.*

Délits interétatiques. — V. *Crimes et délits internationaux.*

Délits internationaux. — V. *Crimes et délits internationaux. Intervention.*

Délits « jus gentium ». — V. *Crimes et délits internationaux.*

Délits spéciaux. — V. *Droit aérien.*

Démembrement. — V. *Droit international. Etat. Traités.*

Démilitarisation. — V. *Guerre chimique.*

Démocratisation. — V. *Pacte de la Société des Nations.*

Démonstration aérienne. — V. *Guerre chimique.*

Démonstration navale. — V. *Guerre chimique.*

Dénationalisation. — V. *Apatrides. Crimes et délits nationaux. Nationalité.*

Dénonciation. — V. *Traités.*

Déni de justice.

Déni de justice en droit international, **52**, 369 et s. Position générale du problème, **52**, 396 et s.; acte illicite international imputable à l'Etat, **52**, 369; moyen d'obtenir au moyen âge réparation d'un déni de justice, lettres de marque ou de représailles, **52**, 370 et 371; liaison entre les représailles privées et le déni

de justice, **52**, 371; traités attestant cette liaison, **52**, 372; protection judiciaire due par l'Etat aux étrangers, **52**, 374; caractère de ce devoir de protection judiciaire, **52**, 374; traitement des étrangers, sous la garantie du droit international, **52**, 375; conséquences de l'indépendance du déni de justice à l'égard du droit interne, **52**, 376; apparition du déni de justice après usage des voies de recours du droit interne, **52**, 379; bien-fondé de l'allégation du déni de justice, preuve de violation du droit international de protection judiciaire, **52**, 380. Définition du déni de justice, ses formes diverses, **52**, 384 et s.; le déni de justice est, par excellence, l'acte illicite international, la base certaine de la responsabilité pour dommage d'origine privée, **52**, 384; tendance (Etats-Unis) à élargir sa notion en supprimant l'exercice de la fonction juridictionnelle alliée au devoir de protection, **52**, 385; tendance contraire (Amérique latine) limitant la responsabilité internationale, **52**, 386; ce qui constitue le déni de justice, **52**, 388; sa définition, **52**, 390; actes se rattachant à l'exercice de la fonction juridictionnelle, **52**, 391; formes que peut revêtir le déni de justice, **52**, 394; responsabilité de l'Etat pour les sentences de ses tribunaux, problème du « mal jugé », **52**, 399; distinction entre le mal jugé et l'injustice manifeste, **52**, 400; critère par lequel le juge international décidera si la sentence est manifestement injuste, **52**, 406; peut-elle être injustice pour une de ses parties ?, **52**, 408; responsabilité pour non-exécution des jugements rendus, **52**, 408; déni de justice en matière répressive, **52**, 410 et s.; détention arbitraire, irrégularités de procédure, jugement injuste de condamnation vis-à-vis d'un étranger, **52**, 411 et 412; manquement de l'Etat à son devoir international de répression de la criminalité est la base du déni de justice, **52**, 413; autres cas de responsabilité internationale, **52**, 415 et s. Rapport du déni de justice avec la responsabilité internationale et la règle de l'épuisement préalable des recours internes, **52**, 421 et s.; obligation de l'épuisement préalable des recours internes est une règle de procédure, **52**, 421; cette obligation figure dans beaucoup de conventions bilatérales, **52**, 422; conséquences découlant de la règle de de l'épuisement, **52**, 423; règle inapplicable au cas où les voies de recours internes n'existent pas, **52**, 423; autres cas d'inapplication de la règle, **52**, 424 et s,; rapports entre la responsabilité internationale, le déni de justice et l'épuisement des recours, leur examen, **52**, 425 et s.; cas où l'exception à la règle de l'épuisement des recours est indépendante du déni de justice, **52**, 428; responsabilité internationale après épuisement des recours, **52**, 429. Sanction du déni de justice, **52**, 433 et s.; mesure de la réparation, **52**, 433; limitation au dommage causé par l'exercice insuffisant de la fonction juridictionnelle, **52**, 433; dommage individuel et dommage étatique, **52**, 434; mode de réparation, **52**, 436; réparation directe, réparation par équivalent, **52**, 437.

Dépenses de l'Etat. — V. *Dettes publiques d'Etat. Impôts.*

Dépenses militaires. — V. *Désarmement.*

Déportation. — V. *Echange de populations.*

Député. — V. *Contrôle parlementaire.*

Déracinement. — V. *Echange de populations.*

Déroutement. — V. *Visite (droit de).*

Désarmement.

Protocole de Genève. Objections anglaises au désarmement, **7**, 105 et s.; désarmement, **7**, 132 et s.; possibilités, avantages, **7**, 136. (V. *Protocole de Genève*, **7**, 5.)

Doctrine pacifique, son influence sur le droit international (V. *Doctrine pacifique*, **13**, 175). John Bellers, réduction des armements, **13**, 282; accord franco-anglais limitant les armements, **13**, 335; Kant, ennemi des armements, **13**, 350; traités relatifs au désarmement, frontière entre Etats-Unis et Canada, **13**, 363; motion Cobden : désarmement naval, **13**, 379; propositions en France et en Allemagne du Nord, **13**, 396; Convention Rush-Bagot et affaire de l'Alabama, **13**, 397.

Les travaux de la Société des Nations en matière de désarmement, **25**, 369 et s.; désarmement et organisation pacifique des relations internationales, **25**, 369 et s.; désarmement, problème actuel mais ancien, **25**, 369; le domaine de la paix, **25**, 370; nécessité vitale de la paix intérieure pour une société politique, **25**, 371; nécessité de la sécurité pour la vie sociale, **25**, 372; nécessité d'un ordre juridique, d'un droit, **25**, 373; le développement de la vie sociale suppose un objet, **25**, 374; développement rapide des intérêts internationaux que toute guerre est appelée désormais à atteindre, **25**, 375; concentration des armements dans les mains du pouvoir, raisons de cette concentration, **25**, 375 et s.; condition de la paix internationale, nécessité pour l'humanité de disposer d'une armée formidable, **25**, 377; travaux de la Société des Nations en vue du désarmement, **25**, 378 et s.; article 8 du Pacte (réduction des armements), **25**, 379; les premières Assemblées recommandent d'arrêter l'augmentation des dépenses militaires, **25**, 380; nécessité de ne pas séparer l'idée de sécurité de celle du désarmement, **25**, 381; proposition de Lord Robert Cecil à la Commission du désarmement, **25**, 381; la trilogie : arbitrage, sécurité, désarmement, **25**, 383; le problème du désarmement est un aspect de celui de l'organisation pacifique internationale, **25**, 383; des obligations de désarmement contractées par les Etats, **25**, 385 et s.; le traité de Washington limité à cinq Puissances, effets de désarmement précis, **25**, 385; critères de désarmement adoptés, **25**, 387; le traité de Versailles, désarmement imposé à l'Allemagne, obligations strictes et étendues, **25**, 388; obligation morale pour les autres Etats signataires de limiter leurs armements (déclaration de M. Paul Boncour), **25**, 390; article 8 du Pacte, le droit de l'Etat de se donner un établissement militaire, ne peut être exercé que pour sa sécurité, **25**, 392; délit de droit international en cas de contravention, ce qu'il entraîne lorsqu'il est commis, **25**, 393; les sanctions prévues par l'article 11 du Pacte, **25**, 393 et s.; désarmement contractuel et désarmement volontaire, **25**, 395; l'interdiction de la guerre chimique, **25**, 396 et s.; nature du désarmement et son organisation, **25**, 402 et s.; dans quel but faut-il réduire les armements ?, principe de la bataille napoléonienne (guerre courte) oblige à des armements considérables, conséquences et résultats de l'application de ce même principe à l'époque actuelle, **25**, 403 et s.; possibilités qu'offre à la Société des Nations l'article 11, **25**, 405; le désarmement retarde un

déclanchement rapide des hostilités et permet les interventions pacificatrices, **25**, 406; organisation du désarmement, **25**, 406 et s.; les six règles des alinéas 2, 3, 4 et 6 de l'article 8 du Pacte, **25**, 407; sanctions de l'article 16, nécessité de prendre l'avis des Etats non-membres, **25**, 408; limitation des dépenses militaires, **25**, 410; désarmement économique, **25**, 411; réduction au minimum compatible avec la sécurité, **25**, 412 et s.; méthode de limitation, **25**, 414; méthode consistant à partir d'armements de paix nuls, **25**, 415; critères d'armement, **25**, 417 et s.; influence des forces de police et des forces coloniales sur les niveaux d'armement, **25**, 417 et s.; quels armements faut-il limiter ?, **25**, 419 et s.; critères portant sur les effectifs ou relatifs aux effectifs, **25**, 425 et s.; critère portant sur la durée du service, **25**, 426; suppression de la conscription, armée de métier, **25**, 429; limitation du nombre de soldats légalement inscrits dans la réserve, **25**, 430; contrôle du désarmement, **25**, 431 et s.; critères relatifs aux armes, munitions et matériel, **25**, 432; armements navals, **25**, 432; armements aériens, **25**, 433; armements terrestres, **25**, 437; critères relatifs aux dépenses, **25**, 440; contrôle du désarmement, **25**, 441; renseignements fournis par les membres de la société (art. 8, al. 6 du Pacte), **25**, 441; projet de la Commission permanente du désarmement, **25**, 442 et s.; sanctions en cas de dépassement, **25**, 443.

Règles générales du droit de la paix, limitation des armements, difficulté d'application, **32**, 211; réduction ou limitation des armements, projets depuis le traité de Paris (1814), **32**, 211 et s.; article 8, § 1, du Pacte, **32**, 215; échec du plan dont la réalisation incombait au Conseil de la Société des Nations, par le fait de Léon Bourgeois, **32**, 216; autre plan confié à deux Commissions, projet d'assistance mutuelle, **32**, 217; échec du projet par l'hostilité de l'Angleterre, **32**, 218; sécurité, arbitrage, désarmement, **32**, 218; potentiel de guerre, avantages des armées de métier, **32**, 221; ajournement des travaux de la Commission préparatoire de la Conférence générale du désarmement, **32**, 223.

V. *Acte de Genève. Conciliation internationale Conférences de la paix de La Haye. Frontières. Guerre chimique. Protocole de Genève.*

Désarmement moral. — V. *Droit constitutionnel.*

Déserteur. — V. *Ports maritimes.*

Dessaisissement. — V. *Faillite.*

Dessins et modèles.

Protection internationale de la propriété industrielle (V. *Propriété industrielle*, **39**, 357); notion de dessin ou modèle de fabrique, **39**, 447 et s.; historique, **39**, 447; rapports entre la propriété industrielle et la propriété artistique, **39**, 448; protection des dessins et modèles suivant la Convention de Paris, **39**, 451 et s.; intérêt du droit de priorité, **39**, 452; obligation d'exploiter les dessins et modèles, **39**, 453; protection selon l'arrangement international de La Haye, **39**, 455 et s.; historique, **39**, 455; les délibérations de La Haye, **39**, 457; économie de l'arrangement, **39**, 461 et s.; dépôt unique, **39**, 461; champ des lois internes, **39**, 462; portée de la protection, **39**, 463; protection provisoire aux expositions, **39**, 465 et s.; règles de compétence et de procédure, **39**, 470; conséquences du principe de territo-

rialité, **39**, 470; régime conventionnel, **39**, 471; application du brevet par un pays étranger, **39**, 472; propositions de réforme, **39**, 474; cautionnement spécial, **39**, 475; caution *judicatum solvi*, **39**, 475; compétence d'un tribunal international pour interpréter la Convention d'Union et les autres traités, **39**, 478 et s.; proposition anglaise à la Conférence de La Haye, **39**, 478; proposition française à la Conférence de Rome de 1928, **39**, 479; propositions pour la Conférence de Londres, **39**, 480.

Destruction. — V. *Capture. Droit des gens. Sous-marins.*

Destruction aérienne. — V. *Crimes et délits internationaux.*

Détention arbitraire. — V. *Déni de justice.*

Détroits.

Eaux adjacentes au territoire des Etats. Détroits, **1**, 155; Bosphore et Dardanelles, **1**, 155; Sund et Belt danois, **1**, 157; la Manche, le détroit de Magellan, **1**, 159; usage en temps de guerre, **1**, 159; règles proposées par l'Institut de droit international, **1**, 160; projet de l'Union interparlementaire, **1**, 161.

Liberté des voies de communication. Les détroits, **2**, 182. Etats riverains et non-riverains, opposition d'intérêts, **2**, 182; conventions internationales, **2**, 183; détroits de la mer Baltique, **2**, 184; détroits de Constantinople, Bosphore et Dardanelles, **2**, 185; conventions successives, **2**, 188; convention de Lausanne du 24 juillet 1923, **2**, 189; détroit de Magellan, traité de Buenos-Ayres, détroit de Gibraltar, déclaration de Londres, **2**, 192.

Régime international des détroits maritimes, **45**, 479 et s.; étendue de la juridiction des Etats riverains, **45**, 479; recommandations de l'Institut de droit international (1894), **45**. 481. Détroit de Magellan, **45**, 483 et s.; contrôle revendiqué par l'Espagne puis par l'Argentine et le Chili, **45**, 483; traité entre le Chili et l'Argentine, article 5, neutralisation perpétuelle du détroit, **45**, 484; le détroit pendant la guerre mondiale, **45**, 485; Fleuve Saint-Laurent, détroit de Cabot, détroit d'Hudson et détroit de Béring, **45**, 487 et s. La rivière. Détroit, **45**, 490; démilitarisation presque totale des Grands Lacs, **45**, 491; affaire Rudgers, **45**, 492. Détroit de Juan-de-Fuca, **45**, 494 et s.; traité anglo-américain de 1818, **45**, 494; fixation de la frontière par un nouveau traité de 1896, **45**, 495; arbitrage de la frontière par l'Empereur d'Allemagne, **45**, 497. Détroit de Gibraltar, **45**, 499. Dardanelles, mer de Marmara, Bosphore, **45**, 501 et s.; historique, **45**, 501 et 502; importance stratégique de Constantinople, **45**, 502; les attaques successives contre la ville, **45**, 503; l'empire turc et les détroits : objectifs importants pour la diplomatie des grandes Puissances occidentales, **45**, 504; guerres renouvelées entre les Turcs et les Russes, **45**, 504 et s.; traité avantageux pour la Russie de Koutchouk-Kaïnardji (1774), **45**, 506; tractations entre Marie-Thérèse d'Autriche et Catherine de Russie, **45**, 507; paix de Jassy (1792), la Russie conservait la Crimée, **45**, 508; diplomatie de Napoléon, **45**, 509; Turcs et Grecs, défaite des Turcs à Navarin, indépendance de la Grèce, **45**, 510; traité d'Unkiar Skélessi (1833), **45**, 510; traité de Londres (1841), **45**, 511; prétention de la Russie au rôle de protecteur des sujets chrétiens du Sultan, **45**, 512; guerre de Crimée et traité de Paris de 1856, **45**, 513; dénonciation par la Russie de la neutralisation de la mer Noire, **45**, 514; Congrès de Londres, **45**, 515; traité de San-Stefano (1878),

45, 515; Congrès et traité de Berlin (1878), **45**, 516; guerres balkaniques, **45**, 517; projets des Alliés pendant la guerre de 1914, **45**, 521; règlement de la question des Détroits par les traités de paix de 1919, **45**, 523; traité de Lausanne, **45**, 525; Commission internationale des Détroits, **45**, 527. Droits du Sund, **45**, 529 et s.; relations entre le Danemark et la ville libre de Lübeck, charte de pêches dans le Sund accordée à Lübeck, **45**, 530 et s.; accords avec les villes de la Hanse, **45**, 532; guerre entre le roi Erik de Danemark et les villes wendes hanséatiques, **45**, 533; traité de 1490 entre les rois Hanse et Henry VII d'Angleterre, **45**, 535; résultats obtenus par la Suède au traité de Bromsebro (1645), **45**, 538; avantages des Hollandais au traité de Christianopel (1645), **45**, 539; mouvement pour l'abolition des droits, **45**, 539; plan de capitalisation des droits proposé par le Danemark, **45**, 545; traité général du 14 mars 1817, abandon par le Danemark du droit de lever des redevances sur les navires et les marchandises passant par le Sund et les Belts, **45**, 549.

Politique russe d'accès à la Méditerranée au XX^e^ siècle, **47**, 603 et s. Evolution de la question des Détroits depuis Pierre le Grand jusqu'au Traité de Berlin, **47**, 603 et s.; maintien de la mer Noire entre les mains de la Turquie jusqu'à la mort de Pierre le Grand, **47**, 604; traité du Koutchouk-Kaïnardji (1774), accorde à la Russie libre passage de la mer Noire dans la mer Blanche, **47**, 604; les conditions du traité de Tilsit (1807), **47**, 605; alliance anglo-turque du 6 janvier 1809, fermeture des Détroits aux vaisseaux de guerre en temps de paix, **47**, 606; traité d'Andrinople, libre passage des Détroits pour les navires de commerce, **47**, 607; traité d'Hunkiar-Iskellessi (8 février 1833), clause de fermeture des Détroits en temps de guerre, **47**, 608; Convention des Détroits (13 juillet 1841), fermeture, sans condition, des Détroits aux bâtiments de guerre, **47**, 609; traité de Paris du 30 mars 1856, garantie par les Puissances de l'intégrité et de l'indépendance de la Turquie, neutralisation de la mer Noire, **47**, 611; Conférence de Londres (1871), abrogation de la neutralité de la mer Noire, **47**, 612; guerre russo-turc, traité de San-Stefano (3 mars 1878), liberté de la navigation marchande, **47**, 614; traité de Berlin (13 juillet 1878), maintien du *statu quo* dans la question des Détroits, **47**, 615; mémoire Nélidow (1882), importance pour la Russie de s'installer dans les Détroits, les trois moyens d'y arriver, **47**, 617 et s.; projet de mainmise sur le Bosphore et les causes de son abandon (1896), **47**, 620 et s.; voyage en Europe du comte Mouraview en 1897, **47**, 627; entente austro-russe de 1897, **47**, 628; démarche russe auprès du cabinet de Berlin, **47**, 630. Politique russe dans les Détroits de 1900 à 1907, **47**, 632 et s.; programme du comte Mouraview, **47**, 632 et s.; incidents diplomatiques anglo-russes à la suite du passage des Détroits par des torpilleurs et des navires de la flotte volontaire russe, **47**, 636; incident des quatre torpilleurs russes en 1902, **47**, 636; incidents pendant la guerre russo-japonaise en 1904, **47**, 638; attitude de l'Allemagne vis-à-vis des aspirations russes dans les Détroits, **47**, 641 et s.; politique russe du maintien du *statu quo* dans les Balkans (1903-1908), **47**, 643 et s.; rapprochement anglo-russe et sa répercussion sur le problème

des Détroits (1906-1907), **47**, 647 et s.; mémerandum de Sir Ch. Harding, **47**, 647; attitude dilatoire de Sir E. Grey, **47**, 649; memoranda du comte Iswolsky, **47**, 652; résultat exclusivement moral des pourparlers, **47**, 655. Crise austro-russe de 1908-1909, **47**, 656 et s.; discours du baron Aehrenthal du 27 janvier et conférence secrète russe du 3 février 1908, **47**, 656 et s.; politique de M. Iswolsky vis-à-vis de la Jeune-Turquie, **47**, 662 et s.; entrevue de Buchlau (16 septembre 1908), **47**, 667; en cas d'annexion de la Bosnie et de l'Herzegovine par l'Autriche, attitude bienveillante de la Russie, **47**, 671; équivalent, desiderata russes dans les Détroits, abandon de cet équivalent, tension austro-russe, indignation en Russie devant l'annexion austro-hongroise, **47**, 674; analyse de la diplomatie de M. Iswolsky. **47**, 676; position des grandes Puissances pendant la crise bosniaque vis-à-vis des aspirations russes dans les Détroits, **47**, 681 et s.; attitude évasive de l'Angleterre dans les pourparlers anglo-russes, **47**, 681; le ministre anglais non opposé en principe de l'ouverture des Détroits, **47**, 684; même atttiude évasive de la France, **47**, 685; position de l'Allemagne, **47**, 685 et s. Action diplomatique russe à Constantinople en 1911, **47**, 692 et s.; mission secrète confiée à l'ambassadeur Tcharykow par M. Nératow, **47**, 692 et s.; attitude des Puissances vis-à-vis de l'action russe, **47**, 696 et s.; France, **47**, 696; Grande-Bretagne, **47**, 701; Allemagne et Autriche-Hongrie, **47**, 704 et s. Politique russe dans les Balkans pendant l'année 1911, **47**, 709 et s.; Russie et alliance bulgaro-serbe, **47**, 709; raisons du désaveu par Sazonow de l'action diplomatique entreprise par Tcharykow à Constantinople, **47**, 709; annexe secrète au traité d'alliance bulgaro-serbe, **47**, 713; politique générale de la Russie envers les peuples slaves de la Péninsule balkanique, **47**, 714; la Russie et l'idée d'une Confédération balkanique, **47**, 718 et s. Guerres balkaniques (1912-1913), **47**, 722 et s.; oscillations de la politique russe pendant la première guerre balkanique, **47**, 722 et s.; crainte d'une entrée à Constantinople des Alliés balkaniques victorieux, **47**, 723; attitude de la Russie sur la questions des Détroits définie par une note au Gouvernement français, demande de simples modifications dans le régime des Détroits, **47**, 726; attribution d'Andrinople et des îles de la mer Egée, **47**, 729; rôle conciliateur de la Russie pendant la seconde guerre balkanique, **47**, 731. Question des Détroits à la veille de la Grande Guerre, **47**, 734 et s.; rapport de M. Sazonow sur la politique russe dans les Détroits (23 novembre 1913), **47**, 734 et s.; mission militaire allemande Liman von Sanders à Constantinople, **47**, 739; pourparlers russo-allemands, **47**, 740; action de la Triple Entente, **47**, 744; Conférence spéciale du 31 décembre 1913, **47**, 748; liquidation de l'incident Liman von Sanders, **47**, 751; réformes arméniennes, **47**, 754 et s.; « Conférence spéciale » russe (21-28 février 1914), **47**, 757; entrée en guerre de la Turquie, **47**, 759. Question des Détroits pendant la Grande Guerre, **47**, 762 et s.; buts de guerre de la Russie en Turquie, **47**, 762; opérations dans les Détroits, **47**, 765 et s.; question de la participation de la Grèce à l'expédition contre les Détroits, **47**, 771 et s.; projets d'établissement de zones d'influence dans les possessions asiatiques de l'Empire ottoman, **47**, 773 et s.; renonciation de la

Russie révolutionnaire à la possession des Détroits, **47**, 778 et s. Régime introduit dans les Détroits après la Grande Guerre, **47**, 784 et s.; Russie nationale devant la Conférence de la Paix (1919), **47**, 784 et s.; traité de Sèvres (1920), **47**, 787; Bolcheviks à la Conférence de Lausanne (1922-1923), **47**, 787; reprise par la Russie soviétique de la politique séculaire russe, **47**, 788; attitude de la Turquie, **47**, 792; buts d'ensemble de la politique russe dans les Détroits au XX^e^ siècle, **47**, 796.

Les détroits danois au point de vue du droit international, **55**, 599 et s. Topographie des détroits, **55**, 599 et s.; leur fonction géographique, **55**, 602; aperçu de l'histoire politique des Détroits, **55**, 604; Convention de la Baltique (avril 1908), **55**, 608. Régime juridique quand éclata la guerre de 1914, **55**, 610 et s.; étendue des eaux territoriales dans les détroits, **55**, 610; droit de passage des navires de commerce, avant le traité de 1857, **55**, 614 et s.; interprétation des stipulations du Traité de 1857, **55**, 619 et s.; droit de passage des bâtiments de guerre, jusqu'à la disparition des Ligues de neutralité armée, **55**, 625 et s.; existait-il en 1914 des règles particulières de droit international quant au passage des navires dans les détroits ?, **55**, 628 et s.; temps de guerre, Etat riverain belligérant ou Etats riverains neutres, **55**, 629; règles générales du droit international relatives au droit de passage dans les détroits internatiouax au début de la guerre 1914, **55**, 634 et s. Détroits danois pendant la Grande Guerre, **55**, 638 et s.; le barrage des Belts : les faits, **55**, 638 et s.; premières politiques immédiates du barrage, **55**, 638; comment le barrage des détroits fut décidé ?, **55**, 640; étendue, mode de réalisation et suppression du barrage, **55**, 645; impression produite par le barrage chez les belligérants, sa valeur militaire et politique, **55**, 647; le barrage des Belts : le droit, **55**, 652 et s.; le barrage des Belts portait-il atteinte aux règles du droit internationale en tant que contraire aux stipulations de la VIII^e^ Convention de La Haye sur la pose des mines sous-marines ?, **55**, 652; le barrage des Belts portait-il atteinte à des règles particulières de droit international applicables aux détrois danois ?, **55**, 653; le barrage des Belts portait-il atteinte aux règles générales du droit de passage dans les détroits internationaux ?, **55**, 657; le barrage des Belts portait-il atteinte aux règles du droit international en tant qu'incompatibles avec la neutralité danoise ?, **55**, 659. Evolution de fait et de droit dans la période d'après-guerre et son influence directe ou indirecte sur le régime des détroits danois, **55**, 665 et s.; évolution de fait, **55**, 665 et s.; évolution politique générale dans la Baltique, **55**, 665; évolution des moyens et des méthodes de guerre, **55**, 667; retour du Slesvig du Nord au Danemark, **55**, 670; construction du pont du Petit Belt, **55**, 671; évolution du droit, **55**, 673 et s.; traits de l'évolution générale du droit international d'après-guerre pouvant influencer indirectement le régime juridique des détroits, **55**, 673; article 16, § 3, du Pacte de la Société des Nations, **55**, 673; article 23*e* du Pacte, **55**, 674; traits de l'évolution du droit international après la guerre particulièrement en ce qui concerne des passages maritimes internationaux, **55**, 676 et s.; internationalisation du canal de Kiel, **55**, 676; Conventions de Lausanne (24 juillet 1923) et de Montreux (20 juillet 1936), **55**,

679; régime des détroits internationaux et Conférence de La Haye pour la Codification du droit international, **55**, 680; évolution du droit d'après-guerre particulièrement en ce qui concerne les détroits danois, **55**, 683 et s.; modifications à l'étendue des eaux territoriales danoises, **55**, 683; article 195 du Traité de Versailles, **55**, 687; utilité d'une consécration officielle du régime des détroits danois, **55**, 689.

V. *Droit administratif international.*

Dette publique égyptienne. — V. *Contrôles financiers internationaux.*

Dette publique ottomane. — V. *Dettes publiques d'Etat.*

Dettes. — V. *Paiements internationaux. Monnaie.*

Dettes de guerre. — V. *Paiements internationaux.*

Dettes entre Etats. — V. *Conférences de la paix de La Haye. Monnaie.*

Dettes interalliées. — V. *Paiements internationaux.*

Dettes publiques d'Etat.

La succession aux dettes publiques d'Etat, **23**, 149. Effets des transformations politiques ou territoriales des Etats sur leurs dettes publiques, **23**, 149; évolution historique et principes généraux, **23**, 151; nature juridique des dettes publiques d'Etat, **23**, 153 et s.; évolution juridique du patrimoine public, **23**, 155; en Angleterre, patrimoine de la Couronne, **23**, 155; revenus de la Couronne, **23**, 155; historique de la modification du revenu de la Couronne, **23**, 157; emploi des subsides de la Couronne, **23**, 159; étatisation du patrimoine public d'Angleterre, **23**, 162; évolution du patrimoine public en Allemagne, **23**, 162 et s.; coexistence du patrimoine du prince régnant et de celui des Etats, **23**, 162; finances publiques du prince régnant, **23**, 164; finances publiques des Etats, **23**, 165; lutte entre les princes et les Etats, **23**, 167; constitutions des Etats allemands au XIX^e^ siècle, elles établissent l'obligation de voter les impôts et proclament l'inaliénabilité des domaines et reconnaissent au prince des biens personnels, **23**, 167 et s.; étatisation des domaines du du prince, transfert de leurs revenus au pays, **23**, 173; liste civile du prince, **23**, 174; maintien de ce dualisme jusqu'en 1918, sa suppression après 1918, **23**, 176 et s.; révolution du patrimoine public en France, **23**, 178 et s.; le patrimoine public entre les mains du roi, **23**, 178 et s.; évolution juridique des dettes publiques, **23**, 182 et s.; en Angleterre, **23**, 182 et s.; dettes de la Couronne n'étaient pas dettes d'Etat, **23**, 182; emprunts au XV^e^ siècle garantis par des subsides parlementaires, **23**, 183; ordres délivrés par l'Echiquier, **23**, 185; garanties des dettes publiques, **23**, 186; absence d'éléments d'obligation contractuelle dans les dettes publiques anglaises, **23**, 189; les trois compagnies qui détenaient en 1733 toute la dette du royaume, **23**, 189; la banque d'Angleterre, **23**, 190; la compagnies des Indes orientales, **23**, 191; la compagnie de la Mer du Sud, **23**, 192; garantie du Parlement, **23**, 193; les bons de l'Echiquier, **23**, 194; garantie de la Banque d'Angleterre, **23**, 195; consolidation des appropriations, **23**, 196; consolidation des dettes à court terme, **23**, 197; organisation du budget unifié de l'Etat, création du fonds consolidé, dettes publiques transformées en dettes de la nation, **23**, 198 et s.; les pays allemands, **23**, 203 et s.; dualisme des dettes publiques, dette de la Chambre et dette d'Etat, **23**, 203; nature juridique des dettes de pays alle-

mands, **23**, 205; les dettes publiques en Suède et en Finlande, **23**, 205 et s.; dettes publiques des pays allemands contractées par la Couronne et garanties par les Etats, **23**, 208; l'ancienne France et les autres Etats absolutistes, **23**, 210 et s.; formes des opérations de crédit, opérations avec des individus, **23**, 210; opérations passées avec des compagnies de créanciers, **23**, 212; l'expérience John Law, **23**, 213; nature des opérations financières, ventes-achats, **23**, 214; évolution de la garantie des dettes publiques, **23**, 220. Révolution française, **23**, 220; Etats-Unis, **23**, 223; unification effective des ressources en un seul fonds budgétaire, **23**, 224; la sécurité légale des dettes publiques d'Etat contemporaines, **23**, 228; garantie des dettes publiques par tout le patrimoine de l'Etat, **23**, 228; priorité de paiement du service des dettes publiques, **23**, 229; priorité des dépenses administratives, **23**, 230; nécessité de consolidation légale des ressources publiques, **23**, 231; en quoi consiste le patrimoine de l'Etat, **23**, 233; participation par les personnes et les choses aux dépenses de l'Etat, impôt, territorialité de l'impôt, **23**, 235 et s.; la dette publique grève le territoire de l'Etat, **23**, 237; la succession aux dettes publiques d'Etat en cas de transformation politique de l'Etat, **23**, 239 et s.; succession aux dettes royales, **23**, 239; emprunts des princes régnants, garanties spéciales aux prêteurs, **23**, 241; succession aux dettes de la Couronne, **23**, 243; Angleterre, engagements de la Couronne seule, **23**, 244; prise en charge par les communes de toutes les dettes publiques de la Couronne, **23**, 247; pays allemands, transfert aux Etats des dettes du prince, sans transformation de son patrimoine, **23**, 248; dettes contractées par le prince sous responsabilité subsidiaire des Etats « Aerarialschulden », **23**, 250; succession de l'Etat aux dettes personnelles du prince antérieures à son avènement, **23**, 252; succession aux dettes publiques d'Etat de nos jours, doctrine, **23**, 255; pratique, **23**, 257; succession aux dettes publiques en cas de transformation territoriale de l'Etat, **23**, 262 et s.; antérieurement à l'époque contemporaine, **23**, 262; les dettes régionales, leur fréquence au XVIII^e^ siècle, leur nature, **23**, 263; leur transfert d'une province à l'autre en cas de changement territorial, **23**, 266; dettes conclues sans assentiment des Etats, **23**, 267; dettes régionales de l'Etat, dettes spéciales de l'Etat et dettes locales, distinction, **23**, 271 et s.; bases juridiques de la succession aux dettes publiques en cas de transformation territoriale à l'époque contemporaine, **23**, 274 et s.; le changement territorial d'un Etat est un fait anormal, **23**, 274; liberté du gouvernement pour disposer du domaine de l'Etat, risques à courir pour les créanciers, **23**, 276; leur garantie dans le fait que leurs créances grèvent le territoire de l'Etat débiteur et engage tout nouveau gouvernement en cas de changement, **23**, 276; principe de la sauvegarde des personnes privées, **23**, 278; théories relatives à la succession aux dettes publiques de l'Etat en cas de changement territorial de l'Etat, **23**, 280 et s.; théories qui nient le principe de cette succession, **23**, 280; arguments tirés de la nature souveraine de l'Etat, **23**, 283; arguments tirés de la nature des dettes d'Etat, **23**, 287; dettes générales de l'Etat, **23**, 287; dettes spéciales de l'Etat, **23**, 291; théories qui affirment le principe de la succession aux dettes d'Etat, **23**, 293;

théorie reposant sur la non-disparition de la personnalité territoriale et économique de l'Etat, **23**, 294; théories reposant sur le fait que les territoires de l'Etat débiteur ont profité des emprunts qu'il a contractés, **23**, 295; théorie reposant sur une considération de justice envers l'ancien Etat amoindri, **23**, 299; rapports juridiques entre l'ancien Etat amoindri et les Etats successeurs, **23**, 299; obligations des Etats débiteurs et droits des créanciers, **23**, 303; chaque partie de l'Etat démembré doit prendre en charge une part de l'ancienne dette limitée à cette part, **23**, 303; l'ancien Etat amoindri a, par la succession aux dettes publiques, même situation que les Etats successeurs, **23**, 305; cas de pertes territoriales insignifiantes, **23**, 307 et s.; la Dette publique ottomane après la guerre russo-turque, **23**, 309 et s.; les pertes territoriales de la Turquie après la guerre russo-turque, répartition de la Dette ottomane, **23**, 312 et s.; droits des créanciers à l'égard des Etats débiteurs, **23**, 316 et s.; droit de créance égal au montant de la part de dette incombant à chaque territoire grevé, **23**, 316.

V. *Contrôles financiers internationaux. Emprunts publics d'Etat. Reconnaissance d'Etats.*

Dévalorisation. — V. *Clause-or.*

Devises. — V. *Change. Monnaie.*

Diffamation. — V. *Crimes contre la personnalité de l'Etat.*

Différend (avis sur). — V. *Cour permanente de justice internationale.*

Différends internationaux. — V. *Arbitrage internationaux. Cour permanente de justice internationale. Egalité juridique. Equité. Excès de pouvoir.*

Différends non justiciables.

Théorie des différends non justiciables en droit international, **34**, 499 et s. Comparaison entre la doctrine des différends non justiciables et celle de la souveraineté, **34**, 499; le problème de la justiciabilité en tant que problème juridique, **34**, 501; science du droit international et doctrine de la non-justiciabilité, **34**, 501; les quatre façons dont la doctrine peut être comprise, **34**, 504 et s.; conception des différends non justiciables dans les conventions d'arbitrage, **34**, 507 et s.; conventions représentatives d'arbitrage, **34**, 507; traités d'arbitrage en application des Conventions de La Haye pour le règlement pacifique, **34**, 508; clause facultative de l'article 36 du Statut de la Cour permanente de justice internationale, **34**, 510; traité comportant la formule américaine des différends non justiciables, **34**, 510; conventions d'arbitrage du type Locarno, **34**, 512; conventions de règlement pacifique de l'Acte général, **34**, 514; l'effet de la doctrine dans les conventions d'arbitrage, **34**, 516; l'autorité de la doctrine des différends non justiciables telle qu'elle est adoptée dans les Conventions d'arbitrage, **34**, 517; limitation de la fonction de la loi dans la société internationale, **34**, 520 et s.; limitation de la fonction de la loi en tant que problème juridique de portée générale, **34**, 520; limitations inhérentes aux fonctions de la loi, **34**, 521; limitation dans le temps et dans l'espace, **34**, 523; « Self-Help » (légitime défense), **34**, 526; analogie réelle ou apparente avec le droit national, **34**, 528; non-justiciabilité des différends internationaux en raison de l'absence de règles de droit international, **34**, 531 et s.; absence de règles de droit

international applicables aux différends, **34**, 531; sens d'une règle de droit international applicable au règlement d'un différend, **34**, 533; le problème des lacunes dans le droit positif, **34**, 536; l'interdiction du *non liquet* en tant que principe juridique fondamentale, **34**, 538; doctrine positiviste et problème des lacunes en droit international, **34**, 539; les lacunes formelles et matérielles en droit international, **34**, 543; les lacunes provisoires en droit international, perfection de droit en tant que problème de la méthode et de la fonction judiciaire, **34**, 547; différends politiques *stricto sensu*, **34**, 551 et s.; la doctrine, **34**, 551 et s.; historique de l'arbitrage international et justiciabilité des différends importants, **34**, 558; le caractère politique de tous les différends internationaux, y compris les controverses juridiques, **34**, 563; caractère juridique de tous les différends internationaux, y compris les controverses politiques, **34**, 566 et s.; fonction de la doctrine de la non-justiciabilité des différends politiques, **34**, 571 et s.; la conception des différends politiques en tant que conception juridique, **34**, 578; cette conception est incapable de faire partie d'une obligation juridique, **34**, 579; valeur politique et morale possible de ces obligations, **34**, 581; refus d'arbitrage, exemples, **34**, 582 et s.; non-justiciabilité des problèmes politiques et le droit international public d'aujourd'hui, **34**, 585 et s.; le droit international et l'obligation du règlement judiciaire, **34**, 585; le droit dit « politique » dans les relations des Etats entre eux, **34**, 588; protection des intérêts vitaux des Etats par le droit international et les tribunaux internationaux, **34**, 592; le principe de *maximis non curat praetor* pris comme proposition juridique, **34**, 597; la non-justiciabilité des différends politiques et le Pacte de la Société des Nations, **34**, 600; la non-justiciabilité des différends politiques et le Pacte de renonciation à la guerre, **34**, 605; article 1er du Pacte de Paris (déclaration condamnant le recours à la guerre), article 2 (solution des conflits ne doit être cherchée que par des moyens pacifiques), **34**, 606; postulat de la non-justiciabilité des conflits relatifs à l'exercice du droit de légitime défense, **34**, 608; valeur morale et politique du traité pour la renonciation à la guerre, **34**, 612; non-justiciabilité des différends en raison de l'absence d'un pouvoir législatif international, **34**, 614 et s.; le problème, **34**, 614; les moyens de règlement alternatifs : conciliation internationale, **34**, 617; législation internationale, **34**, 619; législation jurisprudentielle en droit international : législération par les tribunaux, **34**, 622; extension de la législation judiciaire par la volonté des parties, **34**, 625; substituts politiques de la législation, **34**, 632; non-justiciabilité des conflits d'intérêts, **34**, 635 et s.; différends relatifs à des droits et à des conflits d'intérêts, **34**, 635; valeur pratique et théorique de la conception des différends relatifs aux droits, **34**, 638; élément de conflit dans les relations internationales, **34**, 640; le règlement et les conflits d'intérêts, **34**, 643; solution pratique : le règlement judiciaire et la préservation de la paix, **34**, 645; rejet de la doctrine des différends non justiciables sous toutes ses formes, **34**, 648.

Diplomatie. Diplomate.

Les relations internationales. Privilèges et immunités diplomatiques. Rôle de la diplomatie, **2**, 304; formule de Montesquieu, le diplomate selon La Bruyère, **2**, 305; formule de Funk-Brentano et Sorel, **2**, 307; deux écoles de diplomatie : celle de Machiavel, **2**, 308; celle des modérés, **2**, 309; Vergennes, **2**, 310; Talleyrand, **2**, 311; intérêts particuliers à concilier avec l'intérêt commun qui prévaut sur les intérêts contraires, **2**, 314; l'esprit international, **2**, 315; modalités de l'action diplomatique, **2**, 318; observer, protéger, négocier, **2**, 318.

La diplomatie et ses fonctions, **60**, 251. Eclaircissements terminologiques, **60**, 251; plan de l'étude, **60**, 253. Pouvoir externe des Etats et son organisation considérés comme principe organique des droits et des devoirs du diplomate ainsi que des fonctions diplomatiques, **60**, 257 et s.; essence du pouvoir externe, **60**, 256 et s.; pouvoir externe et administration des affaires étrangères, **60**, 263; contribution à l'histoire du pouvoir externe et de l'administration des affaires étrangères, spécialement en ce qui concerne l'Allemagne, **60**, 267 et s.; les tâches du pouvoir externe, **60**, 273; pouvoir externe, droit international public et droit constitutionnel, **60**, 275 et s.; organisation du pouvoir externe et de l'administration des affaires étrangères, **60**, 281 et s.; appareil étatique du pouvoir externe, **60**, 282 et s.; pouvoir externe de l'Etat dit constitutionnel et de droit, exemple : Allemagne de Weimar, **60**, 282; pouvoir externe dans un Etat dit « autoritaire », exemple : III^{e} Reich, **60**, 288; organisation et administration des Affaires étrangères, **60**, 290 et s.; ministre des Affaires étrangères, exemple : services allemands des Affaires étrangère, **60**, 291; époque bismarkienne, **60**, 292; époque de Weimar, **60**, 293; représentations à l'étranger, **60**, 295; formes dans lesquelles sont expédiées les affaires dans l'administration de l'extérieur, **60**, 298 et s. Lois de la politique extérieure et diplomatie, **60**, 303 et s.; jugement de Jules Cambon sur la diplomatie, **60**, 305 et s.; loi de la politique extérieure : la « loi de la frontière médiate », **60**, 307; conclusion et transition, **60**, 310. Rapports personnels du diplomate avec sa profession et l'examen de ses fonctions, **60**, 314 et s.; fondement et nature des controverses, **60**, 314; règne des deux impératifs antagonistes : renoncer à soi-même ou s'affirmer, **60**, 318; les quatre idées qui président à la carrière diplomatique, **60**, 320 et s.; le lieu, **60**, 320 et s.; le lieu de l'activité diplomatique, **60**, 321; temps, **60**, 328 et s.; problème du rythme en face de l'arythmie de la profession, **60**, 330; caractère spécifique de la carrière diplomatique, **60**, 333 et s. Problème du pouvoir externe à l'heure actuelle, philosophie et rôle réservés au diplomate, **60**, 347.

V. *Agents diplomatiques et consulaires. Arbitrage international. Confessions religieuses. Domicile. Droit international. Traités.*

Dissolution. — V. *Traités.*

Dividende national. — V. *Coopération internationale.*

Diarchie. — V. *Colonies.*

Divorce.

Théorie générale de l'ordre public (V. *Ordre public*, **9**, 411). Lois

des divers Etats de l'Union américaine, **9**, 495; validité aux Etats-Unis du divorce entre Américains à l'étranger, **9**, 499 et s.; jugements étrangers de divorce intéressant l'ordre public, **9**, 501; compétence des tribunaux français en matière de divorce entre étrangers, s'il n'y a pas de juge étranger compétent, **9**, 504.

Conflit de lois en matière de mariage (V. *Mariage*, **11**, 575), de divorce et de séparation de corps, **11**, 217; cas où les époux de même nationalité demandent le divorce aux tribunaux de leur résidence, loi décidant s'ils peuvent divorcer, **11**, 218; cas d'époux de nationalité différente avant leur mariage, conflit insoluble, **11**, 223; cas où les deux époux changent de nationalité, **11**, 224; cas où l'un d'eux change de nationalité pendant le mariage, **11**, 228; reconnaissance du divorce prononcé en pays étranger, **11**, 234; compétence en matière de divorce, **11**, 237; conflits de juridiction, **11**, 240; divorce à caractère confessionnel, **11**, 242.

V. *Conférences de droit international privé de La Haye. Droit international privé (Etats-Unis). Droit international privé (Grèce). Droit international privé (Italie).*

Doctrine de Drago. — V. *Conférences de la Paix de La Haye. Conférences panaméricaines. Intervention. Obligations financières internationales.*

Doctrine de l' « estoppel ». — V. *Cour permanente de justice internationale.*

Doctrine de Monroe.

Contrôles financiers internationaux. Emprunts des Etats américains, forme financière de la doctrine de Monroe, **5**, 89, 92, 94 et s.

L'extension de la Doctrine de Monroe en Amérique du Sud, **5**, 270. Doctrine affirmant le droit des Etats du Nouveau-Monde à la souveraineté et l'indépendance, **5**, 273; esprit et idéal américain, **5**, 274; le Brésil reconnut le premier la Doctrine, **5**, 275; attitude de l'Uruguay et du Vénézuéla, **5**, 276 et s.; unanimité des idées et des principes dans l'Amérique du Sud, **5**, 282; le panaméricanisme, **5**, 283; la Doctrine de Monroe incarne la politique d'indépendance, de liberté et de fraternité, entre les Etats américains, **5**, 286; affirmations de divers Présidents du maintien de la Doctrine de Monroe, **5**, 291; origines latino-américaines de la Doctrine, **5**, 294; les trois grands principes américains, **5**, 300; désir d'indépendance exprimé par les dirigeants des républiques sud-américaines, **5**, 301 et s.; Bolivar et la Doctrine de Monroe, **5**, 306 et s.; les aspirations et les principes américains de politique internationale, **5**, 311; Doctrine de Bolivar comparée à celle de Monroe, **5**, 319; la Doctrine de Monroe dans la pratique, **5**, 328; antécédents historiques, **5**, 329 et s.; lutte entre l'Espagne et les républiques sud-américaines, neutralité proclamée par le Président Monroe, qualité de belligérants reconnue aux Etats de l'Amérique du Sud, **5**, 331; reconnaissance par Monroe de leur indépendance, **5**, 332; origine et but des déclarations de Monroe, **5**, 336; la Doctrine de Monroe est un principe de politique internationale américaine, **5**, 338; son interprétation par les hommes d'Etat américains, **5**, 343; la politique impérialiste des Etats-Unis est indépendante de la Doctrine, **5**, 344; ce que la Doctrine de

Monroe a fait pour affermir l'indépendance des Etats de l'Amérique, **5**, 350 et s.

L'Amérique et la Société des Nations (V. *Société des Nations*, **28**, 5). Art. 21 du Pacte, doctrine de Monroe compatible avec le Pacte, **28**, 42; histoire de la doctrine, **28**, 42 et s.; la doctrine de Monroe réagit contre les projets d'intervention dans les colonies espagnoles de l'Amérique émis par la Sainte-Alliance et contre les progressions territoriales de la Russie dans certains territoires américains, **28**, 45; accueil du message du Président Monroe par le Brésil, **28**, 48; par l'Argentine et l'Uruguay, **28**, 49; par les Etats-Unis, **28**, 50; la déclaration de Monroe diversement interprétée dans le cours des temps, **28**, 51 et s.; interprétation de M. Hughes, **28**, 56 et s.; nécessité d'adapter la Doctrine aux changements des circonstances, **28**, 60; méfiances provoquées en Amérique latine par l'insertion de la Doctrine dans le Pacte, **28**, 61; opnion de M. de La Pradelle, l'adhésion éventuelle des Etats-Unis à la Société des Nations est en contradiction avec la politique de non-intervention qu'affirme la Doctrine de Monroe, **28**, 63; demande du Salvador d'éclaircissement au sujet de la Doctrine, interprétation du Gouvernement de Washington, **28**, 65; explication sollicité par le Gouvernement de Costa-Rica, **28**, 67; Pacte Briand-Kellog compatible avec la Doctrine, **28**, 69; opinion des sénateurs Borah et de J. B. Scott, **28**, 70; conflit entre la Bolivie et le Paraguay, intervention du Conseil de la Société des Nations, **28**, 72 et s.

La doctrine de Monroe dans son développement historique particulièrement en ce qui concerne les relations interaméricaines, **32**, 397 et s.; préhistoire de la Doctrine, **32**, 397 et s.; les racines très éloignées, **32**, 397 et s.; le triptyque du message américain : non-colonisation en Amérique, incompatibilité de la politique du Nouveau-Monde avec celle de l'Europe, pas d'intervention américaine en Europe, **32**, 397 et 398; affirmation doctrinale du particularisme américain, **32**, 399; proclamation légale que l'Amérique ne peut être aliénée, **32**, 400; reconnaissance contractuelle de la neutralité perpétuelle de l'Amérique (traité hispano-portugais de 1750), **32**, 401; proclamation nord-américaine de l'intangibilité d'un continent, **32**, 403; particularisme de l'Amérique du Nord, **32**, 404; évolution de l'Amérique hispanique, **32**, 405; explication du particularisme nord-américain, **32**, 408 et s.; tendance à l'isolement « politique des deux sphères », **32**, 408; la thèse d'Adams, **32**, 409; le particularisme dans la Constitution américaine, **32**, 410; neutralité des Etats-Unis, **32**, 412; Washington et Jefferson, consolidation de la politique de l'isolement, **32**, 413 et s.; l'hispano-Amérique et la politique pendulaire anglaise (Castlereagh), **32**, 417 et s.; influence de la politique anglaise sur le dénouement de la révolution hispano-américaine, **32**, 417; politique américaine de Castlereagh, **32**, 419; essais de médiation par Castlereagh, **32**, 420; accord possible de l'Angleterre et des Etats-Unis au sujet des républiques hispano-américaines, **32**, 422; obstacle que les Etats-Unis opposent à une action monarchique du Vieux-Monde dans le Nouveau, **32**, 422; ce qui pouvait affecter l'hégémonie des Etats-Unis, **32**, 423; mort de Castlereagh, conséquences, **32**, 424; l'équidistance de Canning, **32**, 426 et s.; conséquence pour l'avenir de l'Angle-

terre d'un rapprochement avec le Nouveau-Monde, **32**,428; Canning devant la possibilité d'instauration par la France de monarchies dans le Nouveau-Monde, **32**, 429; négociations Canning-Rush, **32**, 432; dissentiments Canning-Rush, **32**, 434; expression et extension de la doctrine de Monroe, collaboration de Madison, Jefferson et Monroe, **32**, 437 et s.; inclination des Etats-Unis à accepter l'initiative anglaise, **32**, 437; Monroe sollicite l'avis des ex-Présidents Jefferson et Madison au sujet de la proposition anglaise, politique pendulaire de l'Angleterre, **32**, 483 et s.; guerre civile de polémique à Washington, **32**, 442 et s.; divergences au sein du Cabinet, thèses de Calhoun, Monroe, Adams, **32**, 442 et 443; projet de message de Monroe en opposition avec celui du 2 décembre 1923, **32**, 447; doctrine de Monroe inspirée par la thèse d'Adams en réaction contre la politique monarchiste de l'Europe, **32**, 448; projet de réponse d'Adams (25 novembre 1923) à une note du Gouvernement anglais, **32**, 449; complexité qui se dégage de l'échange des notes anglo-américaines, **32**, 451; lettre d'Adams à Rush (30 novembre 1823), l'union momentanée anglo-américaine tient à la commune aversion des deux pays pour les desseins légitimistes des Alliés mais peut être troublée par la politique internationale de l'Europe, double politique possible pour l'Angleterre, impossible pour les Etats-Unis, **32**, 454; importance de la lettre d'Adams qui fait prévoir la Doctrine de Monroe, **32**, 455 et s.; le message de 1823 est un monologue, l'échange de notes est un dialogue, force coercitive des notes d'Adams plus forte que celle du message, **32**, 456; échange de notes entre Canning et de Polignac (octobre 1823), garanties fournies par la France aux Etats-Unis, **32**, 457; le message de Monroe au sud de Rio-Grande, **32**, 459 et s.; interprétation du message par rapport à l'Hispano-Amérique, **32**, 459; suggestion de Rivadavia, Président des Provinces-Unies du Rio de la Plata relative à un projet d'addition à la Doctrine de Monroe sur la non-altération par la force des frontières, **32**, 461; possibilité d'une aide du Portugal au Brésil en guerre avec les Provinces-Unies, conséquence pour la Doctrine de Monroe, **32**, 462; réponse américaine à ce sujet, **32**, 463; la Doctrine de Monroe au Mexique, **32**, 464 et s.; le Message de 1923 en Colombie, **32**, 467; proposition brésilienne d'alliance aux Etats-Unis, **32**, 469; refus par les Etats-Unis de toute alliance avec l'Hispano-Amérique, **32**, 470; essai infructueux d'une expression interaméricaine de la Doctrine de Monroe (Panama, 1826). Monroïsme et solidarité, **32**, 472; essais successifs de formation d'un bloc hispano-américain, **32**, 472 et s.; caractère temporaire de la cause explicative des projets de groupement, **32**, 474; hantise de la menace du Vieux-Continent, **32**, 474; instabilité des Constitutions américaines, **32**, 474; Bolivar et le Congrès de Panama, **32**, 476; idées fédératives de Bolivar qu'il considère comme irréalisables, **32**, 477 et s.; son idée d'alliance des républiques hispano-américaines en face du péril extérieur, **32**, 479; les deux périodes de Bolivar (1815 et 1824), **32**, 481; son projet d'alliance avec la Grande-Bretagne, **32**, 481 et s.; comment certains publicistes interprètent l'anglophilie de Bolivar, **32**, 485; différences, entre les deux Amériques, d'interprétation de la doctrine, **32**, 488; attitude de Bolivar vis-à-vis de Cuba et

Porto-Rico, **32**, 491 et s.; thèse de Buenos-Ayres au sujet du Congrès de Panama, **32**, 495 et s.; opinion de Buenos-Ayres sur l'extension de la doctrine de Monroe, **32**, 498; série de manifestations sécessionistes, leur influence sur l'état d'esprit de Bolivar, **32**, 500; attitude de l'Angleterre en face de l'idée d'unité hispano-américaine, **32**, 501; attitude des Etats-Unis au sujet d'une possible participation au Congrès de Panama, **32**, 504; étendue de cette participation, **32**, 504; mandat donné aux délégués qui doivent participer au Congrès, **32**, 508; questions spécifiquement hispano-américaines, **32**, 509; questions d'intérêt égal pour les deux Amériques, **32**, 510; questions comportant disparité entre le Nord et le Sud, **32**, 511; la doctrine de Monroe dans les relations interaméricaines, essais de caractérisation, **32**, 515; attitude de l'Argentine devant la Doctrine de Monroe, doctrine de Drago rejetée par les Etats-Unis, **32**, 517 et s.; conséquences de la doctrine de Drago, **32**, 520; diplomatie du dollar, **32**, 521; reconnaissance par le Chili de la Doctrine de Monroe comme règle de droit international obligatoire, **32**, 525 et s.; même reconnaissance par le Pérou, **32**, 529 et s.; l'article 21 du Pacte de la Doctrine de Monroe, conséquences, attitudes des Républiques sud-américaines, **32**, 532 et s.; thèse du délégué du Honduras à la Conférence de la Paix, **32**, 533; intervention du Salvador, **32**, 534; proposition du Président de l'Uruguay, acceptation de la Doctrine transformée et amplifiée, **32**, 536 et s.; expression de la solidarité continentale dans la constitution d'une Société des Nations américaine, **32**, 539; Costa-Rica dont on sollicite le retour à la Ligue demande une interprétation de l'article 21 du Pacte, **32**, 541; réponse du Conseil de la Société des Nations, **32**, 543; c'est aux Républiques américaines de définir la Doctrine de Monroe, **32**, 544; la Société des Nations est-elle compétente dans des questions purement américaines ?, **32**, 546; Cantilo, délégué de l'Argentine, considère la doctrine, comme une déclaration unilatérale des Etats-Unis, **32**, 549; le Mexique ne reconnaît pas la Doctrine de Monroe, **32**, 552; Doctrine Hoover en vue de supprimer les obstacles de la Doctrine de Monroe, **32**, 554; Doctrine Hoover non formulée, **32**, 555; approbation par le Sénat américain du Pacte Kellog, sa déclaration sur la Doctrine de Monroe, but des Etats-Unis, **32**, 557; le traité d'arbitrage-type conclu par les Etats-Unis, comparaison avec le Pacte de Paris, **32**, 558; la Doctrine de Monroe exclut la codification, **32**, 562; projets de codification élaborés par l'Institut de droit international américain de la Havane (1925) et présentés au Conseil de l'Union panaméricaine, articles concernant la doctrine de Monroe, **32**, 563; interaméricanisme de la Doctrine, **32**, 564; la Doctrine de Monroe dans les relations interaméricaines, **32**, 567; travaux de la Commission de jurisconsultes à Rio (1925), examen du droit d'intervention, diverses propositions qui aboutissent à la condamnation de l'intervention, **32**, 567; les débats de la VI[e] Conférence panaméricaine, **32**, 572 et s.; le rapport Maurtua, **32**, 574; article 3 du projet de Rio : condamnation unanime de l'intervention, **32**, 575; thèse de M. Hughes admettant une « interposition » temporaire d'un gouvernement pour protéger vie et biens de ses nationaux, **32**, 579; débats de La Havane, **32**, 580 et s.; thèse Maurtua, **32**,

581; condamnation catégorique de l'intervention contenue dans l'article 3 du projet de Rio, condamnation conditionnelle proposée par Maurtua, **32**, 582; les explications de Maurtua, **32**, 585 et s.; critique de la réponse de Maurtua, **32**, 590 et s.; thèse du délégué cubain à la VI[e] Conférence panaméricaine, **32**, 591; critique de cette thèse, **32**, 593 et s.; motion de non-intervention retirée de la VI[e] Conférence, **32**, 597.

V. *Amérique. Amérique latine. Codification du droit international. Doctrine pacifique. Intervention. Pacte de la Société des Nations.*

Doctrine pacifique.

Histoire de la doctrine pacifique et de son influence sur le développement du droit international, **13**, 175 et s.; définition des termes, doctrine pacifique, doctrine militariste, **13**, 176; évolution du groupe social peut entraîner celle de l'Etat, importance fondamentale du facteur économique, **13**, 178; orientations diverses des Etats, conflit de tendances opposées, crise européenne, paix armée, guerre 1914-1918, **13**, 179 et 180; conséquences de la thèse militariste et étatiste, **13**, 180; à la doctrine militariste s'oppose la doctrine pacifique, **13**, 181; théorie des pacifistes, **13**, 182; théorie internationaliste, **13**, 184; le pacifisme et l'internationalisme agissent par éducation et propagande, **13**, 186; influence de l'internationalisme sur le droit international, **13**, 187; idées pacifistes de l'antiquité et du moyen âge, **13**, 189 et s.; guerre à l'état endémique, **13**, 189; origine de l'humanitarisme, unité fondamentale du genre humain, les hommes sont frères et la guerre devient fratricide, **13**, 189; le christianisme, **13**, 192; condamnation primitive de la guerre puis distinction entre guerres justes et injustes, **13**, 192 et 193; doctrine de Saint-Augustin, **13**, 193; sectes du moyen âge, **13**, 194 et s.; antimilitarisme des sectes, **13**, 197; idées d'une organisation internationale (V. *Organisation internationale*, **13**, 200), **13**, 200; influence de la doctrine pacifique sur le droit international, **13**, 211; arbitrage dans l'antiquité et au moyen âge, **13**, 211; traité de 1518 entre François I[er], Henry VIII et Charles I[er] d'Espagne, **13**, 213; ligue contre les Turcs consacrant une paix universelle, **13**, 213; pacifisme des humanismes chrétiens, **13**, 223; Erasme, son pacifisme, **13**, 223 et s.; son plaidoyer en faveur de la guerre contre les Turcs, **13**, 227; Thomas More, son humanisme condamne la guerre, **13**, 228; les pacifistes Vives, van Clichtove, **13**, 229 et s.; débuts de l'internationalisme constructif, **13**, 232; Emeric Crucé, son organisation de la paix, **13**, 237; Sully et le Grand Dessein de pacification, **13**, 241 (V. *Droit international*, **13**, 249); les sectes modernes et le pacifisme, **13**, 263; idées religieuses sur la guerre au moment de la Réforme, **13**, 263 et s.; les Anabaptistes, **13**, 265; le pacifisme des Mennonites, **13**, 266; les Sociniens, leur doctrine, **13**, 267; les Frères moraves, **13**, 268; les Quakers, **13**, 270; William Penn, son internationalisme, sa méthode de colonisation, **13**, 275 et 276; John Bellers, précurseur des penseurs socialistes, **13**, 281; son idée sur le désarmement (V. *Désarmement*, **13**, 282); les Académies, les sociétés secrètes, favorables à l'internationalisme, **13**, 284 et s.; les internationalistes : Comenius, **13**, 285; Leibniz, **31**, 287; non utopiste comme souvent les internationalistes, **13**, 288; la Franc-Maçonnerie, **13**, 291; pacifisme et internationalisme des philosophes du XVIII[e] siè-

cle, **13**, 294 et s.; le pacifisme et les écrivains, Addison, **13**, 294; Swift, Pascal, La Bruyère, Fénelon, **13**, 295; Fénelon, Vaubau, **13**, 296; Montesquieu, **13**, 297; Voltaire, **13**, 298; Diderot, Frederic II, Rousseau, **13**, 300; l'internationalisme constructif, **13**, 302 et s.; l'abbé de Saint-Pierre, ses ouvrages, son influence, **13**, 304 et s.; le marquis d'Argenson, **13**, 308; le cardinal Alberoni, **13**, 310; Eobald Toze, **13**, 311; J.-J. Rousseau, **13**, 311 et s.; les économistes ou physiocrates, **13**, 314; influence de la doctrine pacifique sur les Etats à l'époque de l'absolutisme, **13**, 334; Révolutions d'Amérique et de France, **13**, 336 et s.; les nouveaux principes et leur portée internationale, **13**, 336; la Constituante, le projet de Volney, **13**, 338; Condorcet, **13**, 339; le cosmopolitisme d'Anacharsis Clootz, **13**, 342; Déclaration du droit des gens de l'abbé Grégoire, **13**, 343; Emmanuel Kant, **13**, 347; sa foi dans le progrès, son ouvrage *Zum ewigen Frieden*, **13**, 348 et 349; la littérature pacifiste et internationaliste provoquée par les guerres de la Révolution et de l'Empire, Saint-Simon, **13**, 353; système européen et système mondial, après le règlement de 1814-1815, **13**, 357 et s.; Sainte-Alliance, retour au principe de l'équilibre, **13**, 358; caractère mondial du règlement de 1814-1815, **13**, 361; formation des Etats de l'Amérique latine et doctrine de Monroe, **13**, 361; pacifisme et internationalisme (1816-1856), 13, 364 et s.; idées pacifiques dans les pays anglo-saxons, **13**, 364 et s.; Jonathan Dymond, **13**, 367; le mouvement pacifique en France, **13**, 370; influence pacifiste du mouvement libre-échangiste, **13**, 372; Congrès de la Paix de Bruxelles (1848), discours de V. Hugo, **13**, 375; « Peace Congrès Committee », **13**, 379; projet anglais de désarmement naval, **13**, 379; l'internationalisme de Mazzini, **13**, 380; victoires du nationalisme économique, protectionnisme s'étend, **13**, 391; pacifisme et internationalisme dans la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe siècle, **13**, 395; désarmement et arbitrage, **13**, 396; l'Institut de droit international et l' « International law Association », **13**, 398; la première Internationale socialiste fondée par Karl Max (1864), **13**, 399; mouvement internationaliste et les Congrès de la Paix après 1889, **13**, 400; l'Union interparlementaire, **13**, 401; deuxième Internationale, **13**, 402; Conrences de la paix de 1899 et de 1907, **13**, 404 et 407; nouvelle orientation pacifique et science, **13**, 409 et s.

V. *Arbitrage international. Frontières.*

Dol. — V. *Droit aérien.*

« Dollar-goldmark ». — V. *Clause-or.*

Domaine aérien. — V. *Communications internationales. Compétences internationales et étatiques. Droit administratif international. Droit international.*

Domaine de l'Etat. — V. *Dettes publiques d'Etat.*

Domaine fluvial. — V. *Droit international.*

Domaine maritime. — V. *Compétences internationales et étatiques. Droit international. Mer.*

Domaine public international. — V. *Droit administratif international.*

Domaine réservé.

Limitations de la souveraineté. Domaine réservé, définition, **6**, 43; réserves insérées dans les traités d'arbitrage obligatoire, **6**, 43; article 15, alinéa 5 du Pacte de la Société des Nations, **6**, 45;

nature juridique du domaine réservé, **6**, 46; contenu du domaine réservé, **6**, 48; contenu variable, matières qui en font partie, **6**, 49; influence des traités, **6**, 50; détermination du contenu réglée par voie internationale, résistance des Etats, **6**, 51; jurisprudence de la Cour permanente de justice internationale, **6**, 53; inconvénients du domaine réservé, **6**, 56; matières graves qu'il contient, dangereux pour la paix, **6**, 56 et s.; réduction progressive du domaine réservé, **6**, 61; développement du droit constitutionnel, accords particuliers, **6**, 62; migration, **6**, 64 et s.; activité du Bureau international du travail, **6**, 67; activité de la Société des Nations, **6**, 69; codification du droit international, **6**, 71 et s.

V. *Arbitrage international. Compétences internationales et étatiques.*

Domaine terrestre. — V. *Compétences internationales et étatiques. Droit international.*

Domestiques. — V. *Immunités diplomatiques.*

Domicile.

La doctrine du domicile en droit international privé, **23**, 5 et s.; portée de cette expression, importance de la notion de domicile, **23**, 5; notions de nationalité et de domicile, **23**, 6; peu d'intérêt de la notion de domicile pour les internationalistes, **23**, 7; le domicile et l'évolution du droit international privé, **23**, 9; importance du domicile dans le droit international privé, **23**, 11; rôle du domicile en droit international privé, loi du domicile comme loi personnelle, **23**, 12; rôle du domicile dans l'acquisition de la nationalité, **23**, 15 et s.; le domicile et la condition des étrangers, **23**, 19; le domicile et la compétence judiciaire, **23**, 20; conflits de lois sur les différentes matières du droit privé, **23**, 21; rôle du domicile dans la solution des conflits de lois en matière de droits de famille, **23**, 21; en matière de droits de créance et de droits réels, **23**, 24; droit commercial international, loi du lieu d'établissement du commerçant, **23**, 26; régime international de la faillite, rôle important de la loi du domicile, **23**, 28; les conflits de lois et le domicile, **23**, 30; le domicile dans la doctrine et dans les législations, **23**, 32 et s.; notion du domicile n'est pas de droit international mais de droit interne, **23**, 32; la notion de domicile est aussi bien de droit public que de droit privé, **23**, 33; notion de domicile varie avec les législations, législation comparée, **23**, 35 et s.; deux catégories de léigslations (lieu du principal établissement, lieu de résidence permanente), deux catégories également dans la doctrine, **23**, 38 et s.; distinction entre domicile et résidence, **23**, 42 et s.; domicile des personnes naturelles ou physiques et des personnes juridiques, **23**, 44; en général, le domicile des personnes juridiques coïncide avec leur nationalité, Code de Bustamante, **23**, 44 et s.; le domicile légal ou nécessaire et le domicile volontaire, **23**, 48; personne capable peut choisir son domicile, pour les incapables c'est la loi qui le détermine, **23**, 48; diversité des législations relatives au domicile légal, **23**, 49 et s.; domicile de la femme mariée, **23**, 52; domicile des fonctionnaires publics, des diplomates, **23**, 54; domicile commercial, **23**, 55; autres cas de domicile légal, **23**, 56; le domicile d'origine et le domicile secondaire, **23**, 57 et s.; les cas de défaut de domicile et de pluralité de domiciles, **23**, 59; domicile de ceux qui vivent en nomades, **23**, 59; législation compa-

rée, **23**, 60; pluralité de domiciles, désaccord entre la doctrine et le droit positif, **23**, 61 et s.; législation française, **23**, 63 et s.; notion de domicile donnée par la Cour permanente de justice internationale lors de l'arbitrage germano-polonais, **23**, 66; domicile des succursales, filiales, agences de sociétés commerciales établies dans des Etats différents, **23**, 68; pluralité de domicile admise dans certaines législations, **23**, 69; élection d'un domicile spécial, **23**, 70; son choix est admis par la plupart des législations, **23**, 70; le domicile spécial en législation comparée, **23**, 71; changement de domicile, conditions requises, **23**, 72; comment il se produit, **23**, 72; droit de résidence des étrangers, **23**, 73; droit d'expulsion appartenant à l'Etat, distinction entre résidence et domicile, **23**, 75; les législations accordent de plus en plus aux étrangers le droit de domicile, **23**, 76; changement de nationalité des sociétés en corrélation avec leur changement de domicile, **23**, 76; comment s'effectue le changement volontaire de domicile, **23**, 78; qui peut changer de domicile, **23**, 78; législation comparée, **23**, 78 et s.; changement de domicile des personnes juridiques, **23**, 82; perte et récupération du domicile, législation comparée en matière de perte de domicile, **23**, 83; récupération du domicile, **23**, 84; preuve du domicile, **23**, 85; unification législative en matière de domicile, considérations générales, **23**, 88; importance de la législation comparée pour la solution des conflits de lois, **23**, 88; l'unification législative, codification progressive du droit international, **23**, 90; l'unification législative n'est pas compilation de législation comparée mais comporte création d'un droit nouveau, **23**, 91; l'unification législative en matière de nationalité, **23**, 92; avant-projet d'unification en matière de domicile, **23**, 93; unification relative au domicile des personnes naturelles, **23**, 91 et s.; la conception du domicile est à peu près la même dans toutes les législations, **23**, 95 et s.; formule générale impliquant, suivant le cas, le domicile légal, le lieu de résidence et le centre des affaires et intérêts, **23**, 97; détermination du domicile, **23**, 100; unification relative au domicile des personnes juridiques, **23**, 103 et s.; nécessité de concordance entre leur nationalité et leur domicile, domicile des filiales, loi du domicile applicable, **23**, 103; unification des cas de domicile légal, **23**, 104 et s.; grande variété des législations sur le domicile des incapables, des femmes mariées, **23**, 105; domicile commercial, **23**, 106; possibilité d'uniformité législative en matière de domicile des fonctionnaires (sauf ceux qui jouissent de l'exterritorialité), **23**, 107; unification en matière de changement de domicile, **23**, 108; qui peut changer de domicile? celui qui a la capacité, **23**, 108; impossibilité de changer de domicile légal, **23**, 108; loi applicable pour déterminer le domicile légal, **23**, 109; conditions de changement de domicile, **23**, 108 et s.; unification en matière de perte et de récupération de domicile, **23**, 112; unification en matière de preuve du domicile, **23**, 113; cette preuve devrait se faire de la même manière suivant la législation intérieure de chaque Etat en l'établissant devant les tribunaux étrangers, **23**, 114; délivrance d'un certificat par l'autorité compétente de chaque Etat, **23**, 115; distinction entre l'admissibilité et l'admission de la preuve, les législations anglo-américaines ne l'ap-

pliquent pas, application par elles de la *lex fori* absolue, conséquences, **23**, 117; l'unification en matière d'élection de domicile spécial, **23**, 119 et s.; réglement des conflits de lois en matière de domicile, **23**, 121 et s.; considérations générales, **23**, 121; loi compétente pour détermination du domicile, **23**, 122; législations en conflits, systèmes proposés : loi du domicile (*lex loci*), ou loi nationale, ou autonomie de la volonté, ou combinaison de *lex fori* et de la loi nationale, examen de ce système, **23**, 122 et s.; la doctrine, **23**, 123 et s.; loi compétente pour changement de domicile, **23**, 132 et s.; les cas de fraude à la loi en matière de domicile, **23**, 134.

Nouvelle conception du domicile dans le règlement des conflits de lois, **34**, 659 et s.; opportunité d'un nouvel examen du rôle à reconnaître à la loi du domicile dans la solution des conflits de lois, **34**, 659 et s.; notion et rôle du domicile, **34**, 664 et s.; notion du domicile, **34**, 664; les définitions, **34**, 664; rareté des lois réglementant le domicile, ce qui, en droit international privé, est apprécié par les tribunaux, **34**, 666; les deux éléments constitutifs du domicile, **34**, 668; défaut ou pluralité de domiciles, **34**, 669; le droit au domicile, **34**, 671; importance du domicile d'origine, **34**, 674; les conflits de lois sur la détermination du domicile, **34**, 676 et s.; effets des divergences de législation en matière de domicile, conflit négatif, conflit possibilité, **34**, 676; théories diverses pour détermination du domicile, **34**, 677; rôle général du domicile, **34**, 681; influence du domicile sur la nationalité des personnes physiques, **34**, 682; son influence sur la nationalité des personnes morales, **34**, 684; le domicile et la condition des étrangers, **34**, 685; le domicile et le droit fiscal, **34**, 686; rôle du domicile dans les conflits internationaux de juridiction, le domicile tend à l'emporter sur la nationalité, **34**, 687 et s.; le domicile dans le conflit des lois, **34**, 691 et s.; rôle inégal de la loi du domicile dans les conflits d'ordre privé, **34**, 692; conflits interprovinciaux, **34**, 692; conflits interlocaux, leur particularité facilitant le règlement, **34**, 693; pays attachés à la territorialité des lois ou aux distinctions de races en ce qui concerne le statut personnel, pays qui ont adopté la nationalité comme régulatrice du statut d'état, **34**, 695 et s.; loi régissant les biens meubles et immeubles, **34**, 696; rôles divers que remplit la loi du domicile, **34**, 697; le domicile dans l'évolution du droit international privé, **34**, 699 et s. (V. *Droit international privé*, **34**, 699); les raisons du retour à la loi du domicile, **34**, 737 et s.; données classiques de la controverse : nationalité-domicile, **34**, 737 et s.; arguments des partisans de la loi nationale, **34**, 737; les partisans de la loi du domicile se basent sur des raisons de convenance individuelle, familiale et sociale, **34**, 740 et s.; éléments nouveaux d'ordre particulier, **34**, 744 et s.; Etats d'immigration ou de refuge éprouvés par les excès de l'application de la loi nationale, **34**, 744 et s.; statuts juridiques des réfugiés politiques, les *heimatlose* ou apatrides, **34**, 747; réfugiés arméniens et émigrés russes, **34**, 748 et s.; éléments nouveaux d'ordre universel, **34**, 752; pluralité des nationalités à l'intérieur d'une même famille, **34**, 752; maintien possible pour la femme de conserver, en se mariant avec un étranger, sa nationalité d'origine, **34**, 754; règlement des conflits en matière

d'effets de mariage et de sa dissolution, **34**, 755; adoption de la loi du ménage, **34**, 757; autre élément nouveau : l'extention du commerce international, **34**, 760; autre élément nouveau : avènement d'une communauté des Etats juridiquement organisée, **34**, 762; proposition du Gouvernement français d'une Union européenne, de mise en état de préfédéralisme, **34**, 766; loi du domicile au regard de l'Etat, de l'individu et de l'ordre international, **34**, 767 et s.; limites à la souveraineté de l'Etat vis-à-vis de la communauté internationale et de l'individu, **34**, 769; Déclaration des droits internationaux de l'homme, soumission volontaire préalable aux lois du pays où demeure l'individu, **34**, 770; rôle utile et important que peut jouer la loi du domicile dans le règlement des conflits internationaux, **34**, 771; compétence à reconnaître à la loi du domicile, **34**, 773 et s.; méthodes en présence, **34**, 773; première méthode : laisser évoluer les différents systèmes nationaux de solution des conflits de lois, **34**, 773 et s.; deuxième méthode : délimitation de ces systèmes par un accord entre les pays, **34**, 775; tâches incombant aux juristes, **34**, 777; première tâche : s'accorder sur une définition du domicile, **34**, 777; deuxième tâche : parer à la facilité de changement de domicile, **34**, 779; troisième tâche : délimitation du domaine à réserver à la loi du domicile en face de la loi nationale, de la loi locale et de la loi d'autonomie, **34**, 781; principales applications de la loi du domicile, **34**, 787 et s.; le statut de la personne et de la faillite, **34**, 788; l'activité juridique de la personne dans le domaine patrimonail, **34**, 793; les régimes matrimoniaux et les successions, **34**, 797; sociétés et personnes morales, **34**, 799.

Développement récent du principe du domicile en droit anglais, **49**, 377 et s. Nature du domicile, **49**, 379 et s.; statut personnel est réglé par la loi du domicile, **49**, 377; signification en droit anglais du mot domicile, **49**, 380; domicile d'origine légué par les parents, **49**, 380; règles qui la déterminent en droit anglais, **49**, 381; différence entre la conception anglaise et la conception étrangère du domicile, **49**, 382; multiplicité des lois anglaises concernant le statut personnel, d'où importance du domicile, **49**, 383; autonomie en matière de droit personnel dans les possessions anglaises, **49**, 384; conséquences en ce qui concerne l'application de la loi du domicile qui varie avec chaque colonie, **49**, 384; tendances de la jurisprudence anglaise en matière de détermination du domicile, **49**, 385; les cas divers, **49**, 385 et s.; appréciation du changement de domicile varie considérablement même à l'intérieur de la Grande-Bretagne, **49**, 390; possibilité pour un anglais d'acquérir dans pays d'Orient un domicile dans certaines conditions, **49**, 393; principes généraux du droit de domicile appliqués aux étrangers, **49**, 394; doctrine du renvoi par rapport aux droits du statut personnel, **49**, 395. Domicile et mariage, **49**, 397 et s.; forme du mariage est réglée par la *lex loci celebrationis*, **49**, 397; en dehors de la forme, le droit du mariage est réglé par la loi du domicile, **49**, 397; jurisprudence des tribunaux anglais, **49**, 398; absence d'une cérémonie religieuse reconnue par la loi du domicile des conjoints, **49**, 400; « common law marriage », applicable aux anglais à l'étranger par exception à la règle qu'un mariage doit être célébré dans

la forme du lieu de la célébration, **49**, 402; diversité des conditions formelles du mariage suivant les parties de l'Empire britannique, **49**, 403; cas d'un mariage en Russie soviétique, **49**, 404; divorce selon la loi soviétique, jurisprudence anglaise non définitive, **49**, 405; reconnaissance des mariages polygamiques sur la loi anglaise, **49**, 407. Dissolution du mariage, **49**, 411 et s.; tribunaux compétents, **49**, 411; impossibilité du retour de la femme abandonnée à son domicile anglais, **49**, 412; législations dérogatives en certains Dominions, **49**, 415; loi de 1926 sur la compétence en matière de divorce pour les Indes et les Colonies, **49**, 416; régime matrimonial contractuel, condition de sa modification après divorce, **49**, 419; motifs de divorce, loi du domicile applicable, **49**, 421; compétence en matière de nullité de mariage, **49**, 422; jurisprudence, **49**, 422 et s.; compétence admise du tribunal du domicile étranger pour mariage célébré en Angleterre, **49**, 424; projet d'uniformiser la compétence dans les affaires matrimoniales et la reconnaissance mutuelle des jugements étrangers de divorce et de nullité, Conférence d'Oxford de 1932 (« International law Association »), **49**, 426. Succession, **49**, 428 et s.; application de la loi du domicile sauf pour la forme des testaments quelle qu'elle soit (*locus regit actum*) et le fond et la forme des testaments en matière de propriété immobilière (*lex rei sitae*), **49**, 428; la succession en droit anglais, **49**, 428; administration de la succession, **49**, 428; envoi en possession, **49**, 429; acte de révocation d'un testament réglé par la loi du domicile, **49**, 435; interprétation du testament, partage (sans testament), application de la loi du domicile, **49**, 437; les droits de succession, détermination du domicile en ce qui les concerne, **49**, 438. Légitimation, **49**, 440 et s.; légitimation par mariage subséquent, loi de 1926, application de la loi étrangère, **49**, 441. Tutelle des mineurs, **49**, 443 et s. Application du renvoi en matière de statut personnel, **49**, 446 et s.; acceptation du principe en droit anglais, **49**, 446; la jurisprudence, **49**, 448 et s.; tout système étranger de droit international privé auquel on renvoie d'Angleterre peut décider si l'application de la loi nationale est toujours valable ou seulement dans le cas où la loi nationale renvoie à la *lex domicilii*, **49**, 457.

Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique au Canada. Domicile, **53**, 184 et s.; pas de domicile canadien mais un domicile de province, **53**, 185; cas de conflit de lois en matière de domicile pour la détermination de la loi en matière d'état et de capacité d'un étranger domicilié au Canada, cas d'un Français, **53**, 187; définition du domicile, **53**, 188; sa recherche, **53**, 189; affaire *Wadsworth* c. *McCord*, **53**, 191; théorie du domicile d'origine, **53**, 194; jurisprudence anglaise et jurisprudence canadienne, **53**, 195; détermination du domicile de la femme séparée de corps, **53**, 198; domicile des incapables, **53**, 199; domicile de l'enfant naturel est celui de la mère, **53**, 201; domicile des personnes morales, les sociétés par actions, **53**, 202; sociétés étrangères, **53**, 202.

V. *Compétence judiciaire. Double imposition. Etranger. Filiation.*

Domicile fiscal. — V. *Impôts.*

Dominions britanniques.

Le statut juridique actuel des Dominions britanniques dans le domaine du droit international, **19**, 249 et s. Affirmation par certains juristes de leur personnalité internationale sans définir leur condition juridique, **19**, 249; influence sur la situation du Pacte de la Société des Nations et du rapport du Comité formé à la Conférence impériale britannique de 1926, **19**, 250; faits politiques concernant l'Empire britannique : nationalité des Dominions et unité du « Commonwealth », **19**, 255; éléments composant les Dominions, **19**, 256; unités subordonnées de fait au gouvernement de Londres, unités autonomes, unités dans un état transitoire, **19**, 256 et s.; les Indes, **19**, 258; situation spéciale de Terre-Neuve, **19**, 260; les cinq Dominions : Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Irlande, sont des nations, non au sens ethnologique mais au sens politique, **19**, 261; les trois éléments dans la nationalité, selon Stuart Mill, **19**, 262; le sentiment national appuyé sur la possession d'une histoire nationale, **19**, 265; les Dominions sont la base du sytème actuel de l'Empire britannique, **19**, 267; base du statut constitutionnel des Dominions, **19**, 269; la Conférence impériale prouve que les Dominions sont des nations, **19**, 270; reconnaissance solennelle de nationalité des Dominions, **19**, 271; raisons du développement rapide des Dominions, **19**, 273; union ininterrompue des Dominions par leur allégeance commune à une seule couronne, **19**, 275; développement des droits des Dominions dans le domaine des affaires internationales, **19**, 277 et s.; partage du contrôle de la politique étrangère avec le gouvernement britannique, **19**, 277; les quatre restrictions de Durham, **19**, 279; lutte du Canada contre ces restrictions, **19**, 280; élargissement de son commerce, sa participation à la Conférence de Washington, **19**, 281; élargissement des privilèges des Dominions relativement à la conclusion des traités de commerce, **19**, 283; traité de commerce franco-canadien, **19**, 285; Délégations des Dominions au Congrès de l'Union postale universelle, à la Conférence pour la propriété industrielle, à celle de la télégraphie sans fil, **19**, 287; histoire de la participation progressive des Dominions aux questions de politique intérieure, **19**, 288; questions de politique extérieure, traité d'arbitrage anglo-américain de 1908 et traité Bryan de 1914. **19**, 291; les Dominions et la guerre de 1914, **19**, 293; admission des Dominions à la Société des Nations, **19**, 296; traités séparés des Dominions après la guerre, **19**, 297; droit pour eux de prendre part aux questions de paix et de guerre, **19**, 299; leur liberté, **19**, 300; statut juridique des Dominions dans le domaine international en leur qualité de membre de la Société des Nations, **19**, 302 et s.; droits et obligations des Dominions comme membres de la Société des Nations et les droits et obligations en dehors d'elle, **19**, 303; nature juridique du Pacte, **19**, 304; méthode de réception des Dominions à la Société des Nations, **19**, 305 et s.; leurs droits et obligations comme membres de la Société des Nations, **19**, 313; leur situation au Conseil, **19**, 316; dans l'Organisation internationale du travail, **19**, 317; aux conférences internationales techniques, **19**, 318; aux comités techniques, **19**, 319; droit de vote individuel des Dominions, **19**, 319; droit de prendre con-

tact directement avec les organes de la Société des Nations, **19**, 322; droit d'initiative, **19**, 323; droit d'intervention, **19**, 325; droits à l'égard de la Cour permanente de justice internationale, **19**, 325; droit d'exercer un mandat, **19**, 328; obligations de l'article 8 du Covenant, **19**, 329; de l'article 10, **19**, 330; des articles 11, 12-15, **19**, 333; de l'article 16, **19**, 334; des articles 18 et 20 et des articles 23 et 24, **19**, 337; de l'article 6, **19**, 338; la personnalité internationale des Dominions, la doctrine à ce sujet, **19**, 339 et s.; les Dominions sont-ils Etats souverains ?, **19**, 343; situation internationale des Dominions dans le domaine du droit international diplomatique, **19**, 346 et s.; rapport du Comité institué à la Conférence impériale britannique de 1926 pour l'examen des relations impériales, **19**, 346; motif et but du rapport, **19**, 348; ses caractères comme instrument constitutionnel, **19**, 350; position des Dominions dans le Commonwealth britannique, **19**, 353 et s.; conduite générale de la politique extérieure, **19**, 357; droit de légation, **19**, 361; droits à l'égard des services consulaires, **19**, 365; représentation aux conférences internationales, **19**, 367; procédure relative aux traités, **19**, 372; négociation, **19**, 373; forme du traité, **19**, 376; pleins pouvoirs, **19**, 379; signature, **19**, 381; ratification et entrée en vigueur des traités multilatéraux, **19**, 382; conclusions relatives aux droits des Dominions touchant la conclusion des traités, **19**, 386 et s.; conclusions générales relatives au statut des Dominions dans le domaine du droit international diplomatique, **19**, 398; caractère juridique des liens qui rattachent les uns aux autres les membres du Commonwealth britannique, **19**, 402 et s.; l'indépendance des Dominions n'a pas détruit les liens juridiques essentiels du système impérial qui reste une unité dans le monde des Etats, **19**, 403; l'allégeance commune, **19**, 405; la position de la Couronne, **19**, 406; la Couronne, pouvoir exécutif suprême dans tout l'Empire britannique, **19**, 407; conservation de certaines prérogatives de la Couronne, **19**, 412; nationalité commune, **19**, 414; suprématie de la législation du Parlement britannique dans le Commonwealth entier, **19**, 417; droit de faire appel au Comité judiciaire du Conseil privé britannique, **19**, 421; personnalité des Dominions en droit international, **19**, 425 et s.; quelques problèmes non résolus se rapportant au statut juridique des Dominions dans le domaine international, **19**, 432 et s.; droit pour les Dominions d'établir des missions diplomatiques non reconnu par les Etats sauf par l'Angleterre, **19**, 433; ratification des traités par les Dominions, **19**, 433; maintien d'une loi commune sur la nationalité, **19**, 434; position des missions diplomatiques des Dominions, **19**, 434 et s.; les Dominions peuvent-ils rompre leurs relations avec l'Empire britannique ?, **19**, 439 et s.; la Convention constitutionnelle relative aux questions intéressant un groupe : 1° négociations, 2° représentation aux Conférences internationales, **19**, 447 et s.; la politique de Locarno intéresse un groupe (le Commonwealth), **19**, 459; la question de l'adhésion des Etats-Unis au statut de la Cour permanente, son intérêt pour le groupe Commonwealth, acceptation de la « clause facultative » du statut de la Cour, « clause facultative » et traité d'arbitrage dont les Dominions ont été exclus, **19**, 460; les traités internationaux s'appliquent-ils

aux relations des membres du Commonwealth britannique *inter se* ?, **19**, 463; le Pacte de la Société des Nations s'applique-t-il aux rapports des membres du Commonwealth *inter se* ?, **19**, 469; les accords entre membres du Commonwealth britannique doivent-ils être enregistrés comme traités ou engagements internationaux aux termes de l'article 18 ?, **19**, 475; un Dominion, dans le domaine international, peut-il être partie à un différend auquel aucun autre membre du Commonwealth ne le serait ?, **19**, 479; le problème de la belligérance automatique, **19**, 484.

Rapports de droit public entre métropole et colonies, dominions et autres territoires d'outre-mer (V. *Colonies*, **55**, 511 et s.). Dominions, **55**, 553 et s.; rapport Durkam, transplantation des institutions métropolitaines, **55**, 553; traits communs aux Constitutions des Dominions, **55**, 554; Conférence de 1926, reconnaissance internationale de l'indépendance des Dominions, **55**, 556; rapport avec le Royaume-Uni, **55**, 556; indépendance complète en matière législative, **55**, 561; situation internationale des Dominions, sujets britanniques, nationaux des Dominions, guerre et neutralité, droit de sécession, **55**, 566 et s.

V. *Etat. Personnes internationales. Traité de commerce. Unions d'Etats.*

Dommages. — V. *Conférences panaméricaines. Cour permanente de justice internationale. Droit international privé* (Etats-Unis). *Immunité des Etats. Missions protestantes.*

Dommages-intérêts. — V. *Conférences panaméricaines. Cour permanente de justice internationale. Jugement répressif étranger.*

Donation. — V. *Code civil italien.*

Donné du droit. — V. *Droit naturel.*

Douane.

Unions internationales de nature économique. Simplification des formalités douanières, **3**, 241; prohibition d'importation et d'exportation, **3**, 244; publication des règlements, information officielle, **3**, 244; solution des litiges, **3**, 245; mesures prises par les Etats, **3**, 246; échantillons et modèles, **3**, 246; certificats d'origine, **3**, 247; certificats divers, factures consulaires, **3**, 248 et 249.

V. *Amérique. Clause de la notion la plus favorisée. Colonies. Cour permanente de justice internationale. Droit fluvial international. Restrictions douanières. Territoire douanier. Traité de commerce. Unions douanières. Zones franches.*

Double imposition.

La double imposition et la coopération fiscale internationale. Problème de la double imposition, **20**, 548; choix entre le principe du *situs* ou de l'origine et celui de la résidence, **20**, 548; pour les prix, redevances et impôts (V. *Impôts*, **20**, 463) spéciaux, pas de complications entre Etats, les impôts se paient au lieu de la situation des biens ou de la transaction, **20**, 548; l'impôt personnel payble là où est l'individu, **20**, 548; impôts semi-personnels, impôts quasi-personnels, prise en considération de l'évolution des richesses, **20**, 549; importance du lieu de production des richesses, **20**, 549; lieu de leur possession, de leur consommation, **20**, 549 et s.; double imposition, distinction entre les espèces d'impôts et évaluation de la notion d'allégeance économique, **20**, 551; rapport du Comité des experts économiques, **20**, 552; conséquences économiques de la double impo-

sition, **20**, 553; ses effets sur chacun des deux pays, **20**, 554; effets de l'imposition sur le placement international des capitaux, **20**, 555; analyse par le Comité du concept de l'allégeance économique, **20**, 556; principes appliqués aux impôts fonciers, **20**, 558; aux entreprises commerciales, **20**, 559; aux objets mobiliers, **20**, 559; biens matériels rattachés au lieu d'origine, biens immatériels (sauf hypothèques) au domicile, **20**, 560; classification par le Comité des impôts sur le revenu, **20**, 560; critique des travaux du Comité, **20**, 561; méthodes proposées pour éviter les doubles impositions : déduction, exemption, division, classification, leur application par le Comité aux différentes classes d'impôts, **20**, 563; application particulière à l'impôt sur le revenu, **20**, 565; critique du rapport du Comité, **20**, 566; Comité des experts techniques, **20**, 569 et s.; rapport sur la double imposition, **20**, 570; différence entre les rapports des deux Comités, **20**, 570 et s.; conclusions des experts techniques, **20**, 572 et s.; critique de ces conclusions, **20**, 574; Comité de 1927, ses quatre projets de conventions, **20**, 576; projet d'une Convention relative à l'impôt de succession, **20**, 579; relativement à l'attribution à chaque Etat de la part du revenu qui y a été créé ou lui appartient, commencement de solution pratique en certains pays, **20**, 580; difficultés aux Etats-Unis à propos des entreprises d'intérêt public, **20**, 581; systèmes en vigueur aux Etats-Unis, solution adoptée par la Commission de répartition des Etats de la République américaine, **20**, 582; moyens de coopération internationale pour enrayer l'évasion de l'impôt, **20**, 583; vue d'ensemble du problème dans son état actuel, **20**, 586; conventions internationales contre la double imposition, **20**, 589; méthodes d'élimination de la double imposition, applications pratiques, **20**, 590; avenir de la coopération fiscale, **20**, 593.

Les doubles impositions au point de vue juridique, **31**, 5 et s. Les faits juridiques, **31**, 8 et s.; rappel de certaines formules, **31**, 8 et s.; conflits positifs, **31**, 12; conflits négatifs, **31**, 13; causes de doubles impositions, causes fortuites, **31**, 14; les cas voulus, **31**, 15; cas de doubles impositions, **31**, 15; rapports interprovinciaux, rapports intercoloniaux, **31**, 16; rapports internationaux, **31**, 17; conflits positifs résultant de législations contraires, **31**, 17; impôts directs, **31**, 17; successions, **31**, 18; sociétés, **31**, 19; impôts divers, **31**, 20; conflits positifs entre législations identiques, **31**, 20; légitimité des doubles impositions dans une certaine mesure, **31**, 23; inconvénients des doubles impositions, la question de leur légitimité au point de vue juridique, **31**, 23; opinion des juristes, **31**, 24; point de vue de l'opportunité, **31**, 25; travaux concernant le problème de la double imposition, **31**, 27; Comité d'experts techniques de la Société des Nations, **31**, 28; Comité d'experts gouvernementaux, **31**, 29; projet de Convention pour suppression des doubles impositions, **31**, 30; création d'un Comité fiscal chargé de publier un Recueil annuel des Conventions sur les doubles impositions, **31**, 34; nature juridique du problème, **31**, 36; la double imposition et le droit des gens, **31**, 37; la coutume internationale, sa définition, **31**, 37; restrictions concernant les immunités diplomatiques, **31**, 38; mesures différentielles que peuvent prendre les Etats dans le domaine fiscal, **31**,

40; suppression ou diminution des doubles impositions en faveur des étrangers, **31**, 41; les traités, **31**, 42; justice internationale, **31**, 43; le problème des doubles impositions au regard du droit international privé, **31**, 44 et s.; le problème des doubles impositions fait-il partie du droit international privé ?, peut-il donner naissance à un conflit de lois ?, **31**, 44; opinion des juristes, **31**, 44 et s.; en droit international privé, une place doit être faite aux lois étrangères de droit public, cas de nationalité, **31**, 49; cas de domicile, de loi étrangère, validité des personnes morales, **31**, 50; méthode juridique de solution, méthode unilatérale, méthode nécessitant une grande excellence des lois de chaque pays, réalisation difficile, **31**, 53; certaines lois ont dégrevé des contribuables déjà imposés à l'étranger, loi allemande 10 août 1925, **31**, 54; méthode internationale, ses divers aspects, **31**, 57; les Unions universelles, **31**, 58; les Unions restreintes, **31**, 62; les accords bilatéraux, **31**, 63; objet de la méthode internationale, règles d'uniformité, **31**, 65; règles sur les conflits de lois, **31**, 66; solutions juridiques : la détermination du pays compétent, **31**, 68; examen de certaines notions juridiques préjudicielles, **31**, 69; notion de domicile au point de vue fiscal, **31**, 70; premier type de traités, **31**, 71; deuxième type de traité (Convention austro-italienne), **31**, 73; troisième type (accord franco-sarrois, 5 juillet 1923), **31**, 74; quatrième type (Convention entre Allemagne et Tchécoslovaquie), **31**, 75; classification des biens en meubles et immeubles, **31**, 75; détermination de la situation d'un bien incorporel, **31**, 77; la qualification des impôts, **31**, 78; elle varie suivant les pays, nécessité de définir dans les traités la nature des impôts, **31**, 78 et s.; modification des législations des pays contractants, nécessité de réviser les traités, **31**, 81; le statut des sociétés, **31**, 82 et s.; pays qui le détermine (pays du siège social, de la direction, du siège social ou du siège central réel, de la constitution, du centre effectif de direction et de contrôle), **31**, 83; les conflits dans le temps (cession du territoire, entrée en vigueur d'un traité, changement de domicile), **31**, 85 et s.; détermination du pays compétent pour percevoir l'impôt, **31**, 88; traités avec localisation de l'autorité compétente pour percevoir l'impôt, **31**, 89 et s.; impôts directs, **31**, 90; le principe du domicile, **31**, 90; clauses de localisation sans principe général, **31**, 91; impôts successoraux, **31**, 92; impôts spéciaux, **31**, 93; traités ne faisant pas une localisation de l'impôt **31**, 94; système des exemptions, **31**, 94; de déduction d'impôts déjà payés, **31**, 95; de la ventilation, **31**, 96; entente entre les administrations, **31**, 97.

Les accords internationaux concernant la double imposition et l'évasion fiscale, **55**, 437 et s. Différence entre les systèmes fiscaux des Etats du monde et les formes des relations économiques entre Etats donnant lieu à des questions de double imposition, **55**, 437 et s. Nombre des Etats et colonies levant des impôts, **55**, 438; multiplicité des systèmes fiscaux, **55**, 438; accords distinguant impôts directs et impôts indirects, **55**, 439; impôts réels et impôts personnels, **55**, 440; accords spéciaux pour les droits de succession, **55**, 440; méthodes d'éviction de la double imposition, **55**, 443; relations économiques entre les différents pays, **55**, 445 et s. Accords internationaux dans le sys-

tème du droit fiscal international, **55**, 451 et s.; objet et nature du droit fiscal international, **55**, 451 et s.; comparaison entre le droit fiscal international et le droit international privé, **55**, 451; droit fiscal international formé par des dispositions de droit interne sur des faits juridiques internationaux, **55**, 455; tâche des normes de droit fiscal international appartenant au droit des gens, **55**, 457; normes de droit international commun limitant les pouvoirs nationaux d'imposer, **55**, 458; accords internationaux concernant la double imposition et l'évasion fiscale, **55**, 460. Répartition du revenu industriel et commercial, **55**, 465 et s.; but de la répartition, **55**, 465 et s.; conditions préalables de l'imposition d'une entreprise par un Etat, **55**, 469 et s.; conception du terme « revenu industriel et commercial », **55**, 472 et s.; ventilation des revenus sur la base de la comptabilité, **55**, 475 et s.; méthodes subsidiaires pour la ventilation des bénéfices, **55**, 482; dispositions spéciales aux entreprises bancaires et aux assurances, **55**, 483; indications sommaires pour le régime des sociétés internationales (sociétés ayant succursales ou filiales à l'étranger, **55**, 483; société filiale elle-même, **55**, 484; imposition des actionnaires, **55**, 485. Répartition des revevenus d'autres sources, des impôts sur la fortune, des impôts réels, des droits de succession, **55**, 486 et s.; impôt sur les revenus autres que les revenus commerciaux et industriels, **55**, 486; impôts réels, **55**, 489; impôt sur la fortune, **55**, 490; droits de succession, **55**, 491. Questions de procédure et de coopération administrative, **55**, 494 et s.; procédure, **55**, 494; conventions d'assistance mutuelle en matière d'imposition, **55**, 498; développement futur des accords internationaux contre la double imposition, **55**, 501.

V. *Coopération internationale. Extraterritorialité. Impôts.*

Double nationalité. — V. *Conférences de droit international privé. Coopération internationale. Expulsion. Nationalité.*

Droit.

Le droit international nouveau (V. *Droit international nouveau*, **31**, 399). Les horizons comparés de la morale et du droit, **31**, 419 et s.; science morale, science juridique, **31**, 419; envergure de la morale plus ample et plus pénétrante que celle du droit, **31**, 420; sanction du droit, sanction de la morale, **31**, 421; arbitraire de la séparation de la morale et du droit, **31**, 422; harmonie naturelle entre la morale et le droit, **31**, 423; thèse artificiellement séparatiste de Kant, **31**, 424; critique de cette doctrine, **31**, 425; concours réciproque que se prêtent la morale et le droit, **31**, 425; conflits positifs entre eux, **31**, 426; critère distinguant l'ordre juridique de l'ordre moral, **31**, 428; distinction et harmonies du droit naturel et du droit positif, **31**, 429 et s.; diversité et unité des régimes juridiques, **31**, 430; harmonies du droit naturel et du droit positif, **31**, 432; le positivisme exclusif, **31**, 435.

Les principes généraux du droit applicables dans les rapports internationaux, **36**, 483 et s. La notion des principes généraux du droit, **36**, 483 et s.; application par la Cour permanente des principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées (art. 38 du statut), **36**, 483; importance donnée au droit civil par les romanistes qui ont négligé le droit public, **36**, 484; le

principe général du droit civil peut être un principe du droit entier et à ce titre applicable au droit des gens, **36**, 484; nécessité de définir ce qu'est le droit, **36**, 485; notion de l'observabilité (attitude extérieure correspond à une attitude intérieure), **36**, 486; la « supponibilité » cas spécial de l'observabilité, **36**, 487; la détermination, **36**, 487; la direction, **36**, 489; co-détermination et co-direction, **36**, 490; plusieurs dirigés connaissant la direction sous un même directeur forment une communication, **36**, 490; communauté gouvernementale, société, **36**, 490; criterium du souverain, **36**, 491; souveraineté et indépendance, **36**, 491; le droit est ce qui est supponible à un souverain dans le cadre de sa souveraineté, **36**, 492; limitation dans le cadre de la souveraineté, **36**, 492; ce qui est impossible ne peut être déclaré droit, **36**, 493; trois classes de principes généraux du droit : dérivant des notions de droit et d'Etat, dérivant d'un certain droit positif, reconnus dans les divers droits positifs, **36**, 498; analogie des droits, **36**, 498; contradiction entre un principe général du droit et une règle positive du droit des gens, **36**, 500.

Droit administratif international.

Les transformations du droit administratif international, **34**, 5 et s.; science récente, juristes qui l'ont étudiée, **34**, 5 et s.; administration interne et administration extérieure, **34**, 7; existence réelle d'une administration internationale, **34**, 8; objet du droit administratif international, **34**, 9; manières diverses dont certains juristes conçoivent le droit administratif international, **34**, 9 et s.; question du rattachement au droit public interne et au droit international public, **34**, 13; activité administrative de la Société des Etats, **34**, 14; l'administration conçue autrefois comme droit subjectif du pouvoir est devenue règle d'organisation des services publics, **34**, 16; question de l'existence du droit administratif international, de sa place dans la classification générale des matières juridiques, d'après la doctrine, **34**, 18 et s.; les dénominations : droit international administratif, droit administratif international, **34**, 21; distinction, pour le droit international administratif, comme pour le droit international, de deux branches (publique et privée), **34**, 22; sources du droit administratif international, **34**, 25 et s.; sources directes et sources indirectes, **34**, 25; relations entre le droit interne et le droit international au point de vue des sources du droit administratif, **34**, 27; pour ce dernier pas d'organes de nature analogue aux organes législatifs du droit interne, **34**, 29; pas de Parlement international, mais organismes créés par la Société des Nations, **34**, 29; Organisation internationale du travail, **34**, 29 et s.; nature juridique de ses conventions, **34**, 31; autres sources du droit administratif international, **34**, 34; organes de l'administration internationale, **34**, 36 et s.; organisation constitutionnelle et organisation administrative, **34**, 36; à côté d'organes représentatifs d'un Etat sur le territoire d'un autre, existent des organes au service de la Société internationale des intérêts communs des peuples, **34**, 37; titulaires des fonctions à remplir dans l'ordre administratif international, distinction entre eux, **34**, 39; Société des Nations et Organisation internationale du travail, **34**, 39; organes individuels et organes collectifs dans l'administration internationale, organes collectifs

collégiaux et organes collectifs bureaucratiques, **34**, 41; nature des normes internes de fonctionnement des organes collégiaux, **34**, 43; organes collectifs pour solution des conflits internationaux, **34**, 47; les Unions internationales, organes d'administration internationale, **34**, 48; fonctionnaires internationaux, **34**, 53; leur statut juridique, **34**, 55; activité administrative de la Société des Nations, **34**, 58 et s.; but du Pacte : coopération de nature administrative entre les nations, **34**, 58; obligations aux membres de la Société relatives aux conditions humaines et équitables du travail, **34**, 58 et 59; organes délibérants de la Société (Assemblée, Conseil), analogues à ceux de l'administration interne des Etats, **34**, 60; article 23 du Pacte, création d'organes techniques, **34**, 61; organisations administratives ou exécutives, **34**, 64, article 22 du Pacte, les mandats internationaux, **34**, 66 et s.; fonctions d'administration internationale d'une éventuelle Union européenne, **34**, 70.

Développement historique du droit international (V. *Guerre hors la loi*, **41**, 505. *Souveraineté*, **41**, 548. *Droit international*, **41**, 559); droit administratif international, **41**, 587 et s.; son développement depuis la création de la Société des Nations, **41**, 588; champ d'action administrative de la Société des Nations, **41**, 589; communications et transit, **41**, 589; hygiène, œuvre sociale et humanitaire de la Société des Nations, **41**, 590; coopération intellectuelle, **41**, 591; organisation économique et financière, **41**, 592; l'individu et le nouveau droit international, **41**, 593; évolution dans les rapports entre Etats dans le sens de la création d'une Communauté internationale organisée, **41**, 595.

Principes du droit international administratif, **51**, 583 et s.; classement des manifestations de la vie sociale à l'intérieur d'un Etat, **51**, 583; vie internationale, **51**, 586. Administration internationale et son rôle, **51**, 589 et s.; classement des manifestations, **51**, 589 et s.; administration internationale et droit international administratif, **51**, 592 et s.; définition du droit international administratif, **51**, 593; la question de savoir s'il est science juridique autonome ou branche du droit international, **51**, 595 et s.; sources formelles du droit international administratif, **51**, 599 et s.; sujets des droits dans le droit international administratif, **51**, 603. Méthode de la science du droit international administratif, **51**, 606 et s.; objet du droit administratif, **51**, 606; indépendance des Etats, **51**, 607; caractère de limitation dans l'espace de l'Etat, d'où modification possible de la nationalité, **51**, 607; l'homme général, l'homme individuel, **51**, 608; organismes créés par l'accord des Etats, **51**, 609; la convention source du droit international administratif, **51**, 609; Congrès de Vienne, **51**, 610; Unions et Commissions internationales, **51**, 611; services publics internationaux, leur organisation et leur fonctionnement forment le droit international administratif, **51**, 613; la méthode, **51**, 613. Théorie générale du service public dans l'administration internationale, **51**, 615 et s.; services publics internationaux, **51**, 615; Union postale universelle, **51**, 616; les Unions internationales, **51**, 617; caractère d'organisme totalitaire de la Société des Nations, **51**, 618; Cour permanente de justice internationale principal organe judiciaire de la Société des Na-

tions, **51**, 619; Bureau international du Travail, **51**, 620; les mandats, **51**, 621; la Société ne s'occupe que de l'administration des territoires et non de leur attribution, **51**, 621; les trois catégories de mandats, **51**, 621 et s.; service de l'enregistrement des traités internationaux (secrétariat de la Société des Nations), **51**, 623; Organes de l'administration internationale, **51**, 624 et s.; doctrine, en droit public, du mandat représentatif, **51**, 625; doctrine de l'organe juridique, **51**, 626; titulaire (personne physique) d'un organe d'un service public international : par le titulaire, l'organe exprime sa volonté, **51**, 626 et 627; les délégués des Etats dans les organes juridico-administratifs représentent, non tel Etat, mais l'organisme administratif, **51**, 628; modification des normes, de certains organismes, adoption à la majorité des voix, **51**, 630; classification, **51**, 632 et s.; Unions internationales, **51**, 632 et s.; Commissions internationales, **51**, 635 et s. Etablissements d'utilité publique, **51**, 639 et s.; personnalité juridique internationale, **51**, 641 et s.; personnalité de la Société des Nations, **51**, 641; controverse sur la personnalité juridique des Unions et des Bureaux, **51**, 644 et s.; fonctionnaires internationaux, **51**, 647 et s.; caractères des fonctions publiques administratives internationales, **51**, 648; mode de recrutement, **51**, 651; statut des fonctionnaires internationaux, **51**, 653; question de nationalité, son importance pour la nomination des fonctionnaires internationaux, **51**, 654. Moyens économiques à la disposition de l'administration internationale, **51**, 657 et s.; finances : cotisations des Etats, taxes, emprunts, **51**, 657 et s.; domaine public international, **51**, 660 et s.; dépendances du domaine public naturel, **51**, 661 et s.; la mer libre, **51**, 661; les détroits, **51**, 663; les fleuves internationaux, **51**, 663; domaine aérien, **51**, 666; dépendances du domaine international artificiel, **51**, 667. Moyens juridiques permettant à l'administration internationale de réaliser son but, **51**, 668 et s. Contentieux international, **51**, 673 et s.; limitation de la justiciabilité en droit international, **51**, 673; les « Claims Committees », **51**, 674; système général de règlement pacifique des conflits internationaux, **51**, 675; statut de la Cour permanente (sauvegarde et indépendance des juges), **51**, 676; (parties aux instances), **51**, 676; (clause facultative), **51**, 678; juge *ad hoc*, **51**, 679; (compétence supplétive), **51**, 679; juridictions à compétence spéciale, **51**, 683; protection judiciaire des fonctionnaires internationaux, **51**, 684; insuffisance de la coopération internationale, inexistence de la solidarité internationale, **51**, 688.

Droit aérien.

Conflits de lois en droit aérien, **48**, 285 et s. Concours de lois en droit aérien, **48**, 285 et s.; le droit aérien ne peut se définir que par son objet, **48**, 286; conflit dans le droit aérien entre les tendances à l'Universalisme et au Nationalisme, **48**, 289; formes présentes d'élaboration du droit aérien, **48**, 290; circonstances de rattachement spéciales en droit aérien, **48**, 293; nationalité de l'aéronef, **48**, 294; différences entre le droit maritime et le droit aérien, **48**, 297; Convention de Paris de 1910, nationalité de l'aéronef est celle de l'Etat de leur immatriculation celle-ci n'étant accordée que si l'aéronef appartient à un ressortissant dudit Etat, **48**, 298; conséquences de cette limitation de

la nationalité quant à la loi applicable, **48**, 299; autre circonstance de rattachement : situation de l'aéronef dans un espace atmosphérique soumis à la souveraineté d'un Etat, **48**, 301; régime plus rigoureux que celui de la souveraineté terrestre et maritime, **48**, 302. Propriété des aéronefs, hypothèque et privilèges, **48**, 305 et s.; Conventions interdisant l'immatriculation dans plusieurs pays, **48**, 305; qui est propriétaire d'un aéronef ?, **48**, 306; difficulté de contrôler la navigabilité d'aéronefs étrangers, **48**, 307; loi compétente pour régir les modes d'acquisition de la propriété des aéronefs, **48**, 308; systèmes doctrinaux proposés, **48**, 310; effort d'uniformité législative, **48**, 311; nature des rapports, dans les diverses législations, entre la nationalité de l'aéronef et celle du propriétaire, **48**, 313; aliénation entre deux personnes de même nationalité, celle de l'aéronef ne change pas, **48**, 315; aliénation entre personnes de nationalités différentes, l'aliénation est régie par la *lex rei sitae*, **48**, 317; hypothèque et privilèges sur les aéronefs, **48**, 318 et s.; législations qui admettent l'hypothèque aérienne exclue pour les avions légers et de sport, **48**, 318; effets de cette hypothèque aérienne quand l'aéronef grevé est saisi dans un pays qui n'admet pas l'hypothèque aérienne, **48**, 319 et s.; les privilèges, **48**, 321. Transport aérien et responsabilité de l'exploitant pour dommages aux tiers à la surface, **48**, 324 et s.; caractère international immédiat de l'exploitation aérienne, **48**, 324; loi d'interprétation du contrat de transport, **48**, 324; nécessité d'une unité législative, **48**, 326; principes posés par la Convention de Varsovie (1929), **48**, 327; responsabilité du transporteur, **48**, 328; règles légales et uniformes établies par la Convention, **48**, 329; mesure dans laquelle la Convention a réalisé l'uniformité législative en matière de transport aérien, **48**, 331; projets antérieurs ayant adopté une règle unique de compétence législative, **48**, 332; solutions des conflits de lois, **48**, 333 et s.; réparation des dommages causés aux tiers à la surface, **48**, 337 et s.; responsabilité délictuelle, **48**, 337; application de la *lex loci*, conséquences fâcheuses pour les compagnies aériennes à cause de la diversité des lois, **48**, 337 et s.; Conférence et Convention de Rome (1933), responsabilité objective limitée et garantie, et illimitée en cas de faute lourde ou dol de l'exploitant ou de ses préposés, **48**, 339. Faits et actes juridiques accomplis à bord d'un aéronef, **48**, 341 et s.; faits et actes intéressant l'état civil des personnes, **48**, 344 et s.; nationalité des enfants nés à bord, **48**, 344; décès à bord, **48**, 350; mariages, **48**, 351; contrats et testaments et forme des actes, **48**, 352 et s.; loi compétente en matière d'obligations contractuelles, **48**, 352; domaine des dispositions supplétives. **48**, 353; domaine des lois prohibitives, **48**, 356; application de la règle *locus regit actum*, **48**, 359. Infractions, **48**, 363 et s.; crimes et délits à bord des aéronefs, **48**, 363; principe de la territorialité du droit pénal, **48**, 364; difficulté d'application des règles de la compétence territoriale, **48**, 367; circonstance de lieu à rechercher, situation de l'aéronef au moment de l'infraction, **48**, 369; nationalité de l'aéronef à bord duquel l'infraction a été commise, **48**, 371; lieu dans lequel l'infraction a produit ses effets, **48**, 371; lieu d'atterrissage, **48**, 374; délits spéciaux à la navigation aérienne, **48**, 377; infractions disci-

plinaires, **48**, 378; imperfection des solutions des conflits de lois en droit aérien, **48**, 380.

Droit au commerce. — V. *Droit fluvial international. Droits fondamentaux des Etats.*

Droit autorisé. — V. *Droit international.*

Droit civil.

Règles du droit civil applicables aux rapports internationaux, **44**, 569 et s. Application des règles du droit civil dans les rapports internationaux, **44**, 569 et s.; article 38, alinéa 3 du Statut de la Cour permanente, application par la Cour des principes généraux du droit reconnus par les nations civilisées, **44**, 571; sources des règles de droit applicables, **44**, 572; nature d'un principe général, **44**, 575; comment les principes généraux se dégagent de l'équité, du droit naturel, de la raison, **44**, 575 et s.; les législations positives sources des principes généraux du droit, **44**, 579; principes généraux sont principes de droit interne, **44**, 580; transformation nécessaire des règles de droit interne pour les appliquer au droit international, **44**, 581; communauté de principes du droit des nations civilisées, caractère technique particulier de leur droit codifié, **44**, 582; droit civil, source des principes de droit interne, **44**, 582; sens de « droit civil », **44**, 583; le droit civil fait appel à l'idée morale de justice, **44**, 584; le droit civil a besoin d'ordre, **44**, 585; tendance à l'unification des législations civiles, **44**, 585. Contrat, valeur de la volonté, **44**, 588; fondement de la force obligatoire des conventions, **44**, 589; reconnaissance de cette force en droit international, **44**, 590. Formation du contrat, **44**, 591 et s.; capacité de contracter, **44**, 592; représentation, gestion d'affaire, stipulation pour autrui, **44**, 593; vices du consentement, **44**, 596; volonté déclarée, volonté interne, **44**, 597; nullité pour impossibilité de l'objet, **44**, 598; ordre public, **44**, 599. Effets du contrat, **44**, 600 et s.; condition et terme, exécution de bonne foi en droit international, **44**, 600; responsabilité du débiteur en cas d'inexécution, **44**, 601; courant actuel favorable à la révision des contrats pour cause d'imprévision, solution en droit international, **44**, 604; exécution des contrats synallagmatiques trait pour trait, principe applicable en droit international, **44**, 605. Responsabilité civile, **44**, 608 et s.; fondement de la responsabilité civile, **44**, 609 et s.; responsabilité de l'Etat pour violation de ses obligations contractuelles, **44**, 612; pour violation d'une obligation reconnue par la coutume internationale, **44**, 613; responsabilité sans faute admise par le droit privé, **44**, 614; le droit international ne l'admet pas, **44**, 615; éléments de la responsabilité civile, **44**, 616; acte dommageable dont l'Etat est responsable, **44**, 618; abus du droit applicable en droit international, **44**, 618; non-obligation à réparer en cas de nécessité ou de légitime défense de l'Etat, **44**, 619; problème de la compensation des fautes, **44**, 620; responsabilité du fait d'autrui, **44**, 620; réparation du dommage, **44**, 622 et s.; responsabilité internationale pour réparation du préjudice causé, **44**, 622; paiement d'une indemnité pour réparation admis en droit international, **44**, 623; montant des réparations, règles du droit civil adoptées par les juridictions internationales, **44**, 624; intérêts moratoires devant les juridictions internationales, **44**, 625; multiplication future des em-

prunts au droit interne, **44**, 627. Exercice des droits, **44**, 628 et s.; droits et obligations des Etats, **44**, 628 et s.; naissance des obligations, **44**, 629 et s.; obligations légales, **44**, 629; obligations contractuelles, **44**, 630; obligations naissant de manifestations unilatérales de la volonté, **44**, 630; acquisition d'un territoire comparable à l'acquisition de la propriété, **44**, 632; exercice des droits, **44**, 633; respect des droits acquis reconnu par le droit international, **44**, 634; droits acquis et exercés de bonne foi, principe fondamental du droit international, **44**, 637; transmission des obligations, **44**, 638; extinction des obligations, **44**, 640 et s.; paiement ou compensation, **44**, 640 et 641; impossibilité d'exécution, **44**, 642; prescription, le droit international y fait appel, **44**, 643. Preuve et interprétation, **44**, 645; application au droit international des principes (communs aux législations civiles) concernant la preuve, **44**, 645; charge de la preuve, **44**, 646 et s.; principe que le fardeau de la preuve incombe au demandeur est admis devant les juridictions internationales, **44**, 646; moyens de preuve admissibles, **44**, 647; règles d'interprétation, leur application en droit international, **44**, 648; respect du texte, **44**, 649; recherche de la commune intention des parties, **44**, 651; cette recherche s'applique en droit international, **44**, 651; utilisation des travaux préparatoires d'une Convention, **44**, 652; interprétation favorable au débiteur, **44**, 653; prévalence des causes spéciales sur les causes générales, **44**, 654; clauses susceptibles de deux sens, **44**, 654; interprétation d'après l'usage et le sens usuel des mots, **44**, 655; autorité de la chose jugée, **44**, 656; création future par le droit international de règles basées sur les mêmes principes que ceux du droit civil, **44**, 660.

Droit commercial. — V. *Droit international privé* (Grèce).

Droit comparé.

Rôle du droit comparé dans le droit international privé (V. *Droit international privé*, **57**, 577). Remarques annexes sur l'histoire du droit comparé et les rapports entre la méthode historique et la méthode comparative, **57**, 706 et s.; Grèce ancienne, **57**, 706; droit romain, **57**, 708; science moderne du droit comparé, **57**, 710.

V. *Autonomie de la volonté.*

Droit constitutionnel.

Le droit constitutionnel et l'organisation de la paix, **45**, 673 et s. Garanties internes de la paix, **45**, 673 et s.; problèmes et méthodes du droit constitutionnel de la paix, **45**, 673; théorie de l'unité du droit public, **45**, 675; Etat constitutionnel et organisation internationale de la paix, **45**, 679 et s.; l'Etat constitutionnel est lié davantage par un traité international, **45**, 679; problème de la paix internationale, problème de technique juridique, **45**, 681; droit interne de la paix, **45**, 681; mise en harmonie des Constitutions modernes avec le Pacte de la Société des Nations, **45**, 682. Renonciation constitutionnelle à la guerre, **45**, 684; doctrine constitutionnelle de la paix de la Révolution française, **45**, 684; Révolution française et Révolution américaine ont posé le problème de la guerre comme un problème de droit public, **45**, 686; décret de l'Assemblée constituante du 22 mai 1790, **45**, 689; renonciation à la guerre dans le droit constitu-

tionnel moderne, **45**, 699; renonciation constitutionnelle à la guerre dans quelques Constitutions de l'Amérique latine, **45**, 700; regain de vie de cette renonciation dans l'Europe d'après-guerre, **45**, 703; votation populaire sur la déclaration de guerre, **45**, 704 et s.; application de cette votation prévue par la Constitution française de 1793, **45**, 704; procédure de votation populaire évoquée à la Conférence interparlementaire de 1932, **45**, 707. Organisation de la paix et régimes politiques, **45**, 710 et s.; doctrine de la Révolution française sur l'organisation internationale, **45**, 710 et s.; tendances de la Révolution française, **45**, 711; paix internationale comme conséquence de l'organisation juridique, **45**, 713; organisation de la paix entre les Etats de régime identique, **45**, 717 et s.; doctrine de l'intervention révolutionnaire, **45**, 721; projet russe de fédération européenne (1804), **45**, 723; théorie de la Sainte-Alliance, **45**, 725; portée internationale des régimes politiques, **45**, 726. Pacte de la Société des Nations et Pacte Briand-Kellog, **45**, 729; adhésion à la Société des Nations au point de vue constitutionnel, **45**, 729; constitutionnalisation de l'adhésion des Etats à la Société des Nations, **45**, 729; signification constitutionnelle des articles du Pacte de la Société des Nations, répercussion dans le droit interne du Pacte, article 18 du Pacte, **45**, 731 et s.; importance de la mise en harmonie du Pacte de la Société des Nations avec les Constitutions nationales, **45**, 733; moratorium de l'article 12 du Pacte, **45**, 734; Pacte Briand-Kellog, **45**, 738; résolution votée par la XXII[e] Conférence interparlementaire, **45**, 739; résolution de l'Union interparlementaire (1932), **45**, 740; résolution du XXVIII[e] Congrès universel de la paix (octobre 1929), **45**, 741; Constitution espagnole du 9 décembre 1931, **45**, 742 et s.; droit interne de la paix, **45**, 746 et s. Mise en harmonie des règles internationales de la paix avec le droit public interne invoquée à la conférence du désarmement, **45**, 751 et s.; désarmement moral, projet polonais, **45**, 751 et s.; réception du Pacte de la Société des Nations dans les Constitutions, **45**, 753; réglementation de la fabrication et du commerce des armes, modifications du droit public interne, **45**, 756; avant-projet pour le désarmement moral, **45**, 761; projet de Convention, **45**, 762; droit constitutionnel de la paix, **45**, 767; intérêt d'un *jus gentium pacis*, lien entre le droit constitutionnel de la paix et évolution historique des peuples, **45**, 768; universalisation du régime démocratique comme condition préalable de l'organisation de la paix, **45**, 769; caractère positif du droit constitutionnel de la paix, son avenir, **45**, 771.

V. *Contrôle parlementaire.*

Droit coutumier. — V. *Capitulations. Conflit de lois. Coutumes internationales. Droit international. Intervention. Sources du droit international.*

Droit d'asile. — V. *Agents diplomatiques et consulaires. Concessions étrangères. Etranger.*

Droit d'association. — V. *Etranger.*

Droit d'auteur.

PROTECTION INTERNATIONALE DES DROITS SUR LES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES. Nature juridique du droit d'auteur : théories s'inspirant du droit public (délit, réflexe, monopole), **12**, 423

et s.; théories se rattachant au droit privé (droit des obligations), **12**, 429; (droits réels), **12**, 430; (droits personnels), **12**, 432; (droit double), **12**, 434; théories qui font du droit d'auteur un droit *sui generis*, **12**, 434; Picard et Kohler, **12**, 435 et 437; comparaison des doctrines de ces deux juristes, **12**, 440. (V. *Droits de la pensée*, **12**, 391. *Œuvres littéraires et artistiques*, **12**, 453).

V. *Impôt.*

Droit d'enregistrement. — V. *Impôt.*

Droit d'intervention. — V. *Dominions britanniques. Droits fondamentaux des Etats.*

Droit d'option. — V. *Action publique, action civile. Droit international.*

Droit de chapelle. — V. *Agents diplomatiques et consulaires. Diplomatie.*

Droit de commerce. — V. *Droits fondamentaux des Etats. Etat.*

Droit de communication. — V. *Droits fondamentaux des Etats.*

Droit de conquête. — V. *Machiavel.*

Droit de famille. — V. *Domicile.*

Droit de guerre. — V. *Droits fondamentaux des Etats.*

Droit de la paix.

Règles générales du droit de la paix, **26**, 315 et s. Droit de la guerre et droit de la paix, **26**, 315; différences entre ces deux droits, **26**, 316 et s.; sujets des règles générales du droit de la paix, **26**, 318; leur définition, controverse quant à leur existence, **26**, 322 et s.; ce qu'est la société juridique internationale, **26**, 327; comment sont régis les rapports entre le droit général et le droit particulier, **26**, 330; droit continental, **26**, 332; régime juridique de la Société des Nations, **26**, 332; importance de la détermination du droit général de la paix, **26**, 334; règles générales du droit coutumier et du droit général, **26**, 335; reconnaissance d'un nouvel Etat, **26**, 337; l'Etat dans les manifestations de sa personnalité internationale, **26**, 340 et s.; source de cette personnalité, **26**, 340; formation de l'Etat et sa reconnaissance internationale, **26**, 341; condition de l'Etat non encore reconnu, **26**, 346; reconnaissance *de jure* et reconnaissance *de facto*, **26**, 350; portée internationale de la reconnaissance, ses effets juridiques, **26**, 355; règles de droit général que doit observer l'Etat nouveau, **26**, 356; les prétendus droits fondamentaux des Etats, **26**, 357; critique de ces droits fondamentaux, **26**, 357 et s.; règle de droit général obligeant les Etats à respecter mutuellement leur intégrité territoriale et leur activité souveraine, **26**, 360; la règle *pacta sunt servanda*, **26**, 361; le droit d'auto-protection, **26**, 363; la personnalité des Etats et les modifications de leur constitution, **26**, 364; Protocole de Londres du 19 février 1831, **26**, 366; gouvernement *de jure* et gouvernement *de facto*, **26**, 366; effets juridiques de la reconnaissance d'un gouvernement *de facto*, **26**, 367; pas de règles générales pour la reconnaissance d'un gouvernement, **26**, 369; pas de règles générales pour l'extinction des Etats, **26**, 371; sort des droits et obligations d'un Etat qui disparaît, **26**, 373; cas d'un Etat annexé, cas de démembrement ou fusion, **26**, 374; l'Etat annexant n'est pas tenu des obligations réelles, **26**, 376; l'Etat annexant est tenu de prendre à sa charge les obligations patrimoniales, **26**, 379; l'Etat dans l'exercice de son pouvoir territorial, **26**, 382 et s.; importance essentielle de la délimitation territoriale des Etats

à l'égard de leurs rapports juridiques mutuels, **26**, 383; définition du territoire au point de vue international, **26**, 384; nature juridique du droit de l'Etat sur son territoire, **26**, 384; espace soumis à la souveraineté d'un Etat, ses frontières, **26**, 386; composition du territoire de l'Etat, domaine terrestre, fluvial, maritime, **26**, 389; mer territoriale, **26**, 391 et s.; limites de la mer territoriale, **26**, 394; les deux zones de mer territoriale proposées par l'Institut de droit international, **26**, 396; régime juridique des baies et détroits, **26**, 398; domaine aérien de l'Etat, **26**, 399; modes d'acquisition ou d'aliénation du domaine territorial, **26**, 401; modes originaires et modes dérivés, **26**, 402; conquête par *debellatio*, **26**, 403; prescription, **26**, 405; occupation seul mode originaire d'acquisition, **26**, 407; occupation des territoires sans maître (*res nullius*) ou abandonnés (*res delicta*), protectorat colonial, **26**, 408; Acte de Berlin de 1885, **26**, 409; Convention de Saint-Germain (10 septembre 1919), **26**, 412; modes dérivés d'acquisition, **26**, 412; conversion de l'*occupatio bellica* en *occupatio imperii*, **26**, 415; effets juridiques de l'acquisition d'un nouveau territoire, **26**, 416; existence ou non d'un traité de cession, **26**, 417; les obligations internationales de l'Etat cédant, **26**, 418; effets juridiques de la cession sur la nationalité des habitants du territoire cédé, **26**, 420; le plébiscite, **26**, 421; droit d'option, **26**, 422; émigration forcée dans un certain délai, **26**, 424; limitations du pouvoir souverain de l'Etat en vertu du droit international général, **26**, 425; limitations du droit de l'Etat sur son territoire, **26**, 426 et s.; domaine terrestre, **26**, 426; domaine fluvial, **26**, 429; les canaux maritimes, **26**, 433; les ports maritimes, **26**, 434 et s.; la mer territoriale, liberté de passage, **26**, 443; les détroits, **26**, 445; le domaine aérien, **26**, 446; régime juridique des aéronefs étrangers, **26**, 448; rapports radiotélégraphiques, **26**, 449; limitations du droit d'*imperium* de l'Etat dans son territoire, **26**, 452 et s.; rapports de l'Etat et de ses ressortissants, **26**, 452; protection des minorités, **26**, 452; condition juridique des étrangers, **26**, 454; minimum accordé aux étrangers d'après le droit international, **26**, 457; reconnaissance de l'activité des organes diplomatiques et consulaires des autres Etats, **26**, 460; exemption de certains étrangers de la juridiction territoriale, **26**, 465; privilèges d'inviolabilité et d'exterritorialité, **26**, 466; personnes qui en jouissent : chefs d'Etat, **26**, 468; agents diplomatiques, **26**, 469; navires et aéronefs militaires étrangers, **26**, 473; militaires des corps de troupes d'occupation, **26**, 474; exercice extraterritorial de l'activité souveraine d'un Etat, **26**, 475; dans un territoire qui est *res nullius*, **26**, 476; en haute mer, **26**, 477; limitations de droit général : droit de poursuite en haute mer, **26**, 480; police de la haute mer, **26**, 481; répression de la piraterie, **26**, 482; l'autorité extraterritoriale d'un Etat peut s'étendre au territoire d'un autre Etat n'appartenant pas à la communauté juridique internationale, **26**, 484; régime des capitulations, **26**, 484; cession de l'exercice de pouvoirs administratifs, **26**, 487; cession de l'exercice de la souveraineté, **26**, 488; occupation militaire en temps de paix, **26**, 490; cession d'administration (Bosnie et Herzégovine à l'Autriche, Chypre à l'Angleterre), **26**, 491; cession à bail, **26**, 493; les mandats internationaux, **26**, 495; l'Etat dans

l'exercice de son activité internationale, **26**, 497 et s.; les organes de l'activité internationale des Etats, **26**, 497; le chef de l'Etat, **26**, 498; le ministre des Affaires étrangères, **26**, 501; les agents diplomatiques, **26**, 503 et s.; les organes internationaux, **26**, 507; rapports juridiques internationaux, **26**, 508; les actes juridiques (en droit international), conditions de validité, **26**, 509; vices du consentement, **26**, 510; manifestations tacites de volonté, **26**, 512; les actes unilatéraux, notification, reconnaissance, **26**, 515; protestation, **26**, 516; renonciation, **26**, 517; actes juridiques bilatéraux, **26**, 518; négociation des traités, **26**, 519; ratification, **26**, 519; ratification irrégulière, *quid* de la validité du traité, **26**, 522; enregistrement des traités, **26**, 524; effets juridiques des traités internationaux, **26**, 525; leur interprétation, **26**, 529; causes d'extinction des traités, **26**, 531 et s.; la guerre, **26**, 532; inexécution, par un des Etats signataires, d'une clause du traité, **26**, 534; la clause *rebus sic stantibus*, **26**, 536; fait illicite international, **26**, 539; ses conditions (violation d'une règle de droit international avec dommage, responsabilité de l'Etat qui viole la règle), **26**, 541 et s.; l'abus de droit dans les rapports internationaux, **26**, 544; comment un Etat peut-il manquer à ses obligations internationales ?, **26**, 546; l'Etat est responsable des actes de ses agents, **26**, 546; responsabilité du fait d'un déni de justice, **26**, 548; d'où découle la responsabilité internationale de l'Etat ?, **26**, 550; responsabilité de l'Etat pour actes commis par des particuliers sur son territoire, **26**, 552; causes d'exclusion de la responsabilité, légitime défense, **26**, 554 et s.; l'Etat dans la revendication de son droit, **26**, 561 et s.; rapport entre l'Etat lésé et l'Etat coupable, **26**, 561; formes des réparations, **26**, 562; moyens de résoudre pacifiquement les contestations relatives à la détermination et à la réparation du fait illicite, **26**, 564; absence d'autorité supérieure aux Etats pouvant punir les violations du droit, faculté d'auto-protection, **26**, 567; moyens coercitifs en dehors de la guerre, **26**, 568; intervention, **26**, 570; représailles, **26**, 574; elles sont proportionnelles à la gravité du délit, **26**, 575; emploi de la force armée, **26**, 576; le blocus pacifique, **26**, 580; tort qu'il cause aux tiers, **26**, 580.

V. *Arbitrage international. Droit international.*

Droit de légation. — V. *Droit diplomatique. Etat.*

Droit de libre passage. — V. *Agents diplomatiques et consulaires.*

Droit de navigation fluviale internationale. — V. *Droit fluvial international.*

Droit de nécessité. — V. *Etat. Intervention.*

Droit de pêche. — V. *Ports maritimes.*

Droit de prélèvement. — V. *Succession.*

Droit de priorité. — V. *Brevet d'invention. Dessins et modèles.*

Droit de propriété. — V. *Droit international privé (Etats-Unis). Missions catholiques.*

Droit de punir (originaire ou dérivé). — V. *Crimes et délits.*

Droit de reprise. — V. *Faillite.*

Droit de réunion. — V. *Etranger.*

Droit de saisie. — V. *Extradition.*

Droit de suite. — V. *Arts.*

Droit de souveraineté. — V. *Droits fondamentaux des Etats.*

Droit de visite. — V. *Visite (droit de).*

Droit de vote. — V. *Dominions britanniques.*

Droit des gens.

L'Islam et le droit des gens, **60**, 375 et s. Méconnaissance fréquente du droit des gens musulman, **60**, 375; connaissance du droit privé, méconnaissance du droit public musulman, **60**, 377; nature du droit des gens, sa source, son fondement, diversité des définitions du droit international, **60**, 378; distinction entre pays chrétiens et pays hors chrétienté, **60**, 379; peuple chrétien et peuple civilisé, nécessité d'une base morale, **60**, 381; écrits musulmans sur le droit des gens, **60**, 384; état politique du monde à l'époque de Mahomet, **60**, 384 et s.; à l'époque de l'apparition de l'Islam, deux Empires épuisés : l'Empire romain d'Orient et l'Empire des Perses, **60**, 388; naissance au VII^e^ siècle de l'Empire d'Occident, agonie de l'Empire d'Orient, **60**, 390; traits essentiels de la société politique musulmane, organisation du pouvoir public, **60**, 391 et s.; piliers de la société musulmane : liberté, **60**, 391 et s.; égalité devant Dieu et devant la loi, **60**, 394 et s.; fraternité religieuse, **60**, 396; justice équitable, **60**, 397; caractère et résultats de l'expansion musulmane, **60**, 398 et s.; prospérité des pays et des cités (Bagdad, Cordoue) conquis et gouvernés par l'autorité musulmane, **60**, 402 et s.; les musulmans en Egypte, **60**, 403 et s.; les musulmans en Espagne, **60**, 407; séjour des Arabes dans le sud de la France, **60**, 409. Rapports internationaux dans l'état de la paix, **60**, 411 et s.; bases koraniques des relations internationales dans l'état de paix, institution de la sauvegarde, **60**, 411; conception de la nationalité et de l'extranéité dans le droit musulman, **60**, 415; condition des étrangers, **60**, 416; ambassadeurs, **60**, 421; consuls, **60**, 423; traité, otages, **60**, 425; respect des traités, **60**, 425; principe de la nullité de la parole donnée aux musulmans par les chrétiens maintenu à travers les siècles, **60**, 427; doctrine musulmane de l'inviolabilité des otages, **60**, 432; extradition, **60**, 434; rapports commerciaux, **60**, 435 et s.; arbitrage comme moyen de solution pacifique des conflits, **60**, 440. Rapports internationaux dans l'état de guerre, **60**, 442 et s.; définition de la guerre, **60**, 442; diverses espèces de guerre, guerre sainte et son but, **60**, 447; lois de la guerre, **60**, 449 et s.; inhumanité de la guerre à l'époque de Mahomet, **60**, 449; lois de la guerre de l'Islam, interdiction de toute cruauté, **60**, 452; cruautés de Croisés, **60**, 456 et s.; sévérité et discipline dans les armées mahométanes, **60**, 461 et s.; déclaration de la guerre sainte, appel à l'Islam, sommation préalable, **60**, 464; agents, moyens et méthodes de guerre, **60**, 466 et s.; combattants et non-combattants, **60**, 466 et s.; levée en masse, **60**, 469; prisonniers de guerre, otages, **60**, 470 et s.; esclavage, sort du prisonnier de guerre, **60**, 474; espions, **60**, 479; siège, projectiles, destruction ou détournement de cours d'eau, poison, attaque nocturne, embuscade, **60**, 480; destruction de biens ennemis, **60**, 481; ruse et perfidie, **60**, 482; contrebande de guerre, **60**, 484; invasion, prise de possession, conséquences, **60**, 485 et s.; traitement des habitants (personnes et biens), **60**, 485 et s.; contributions, **60**, 494; butin et pillage, **60**, 495; relations inhostiles entre belligérants, **60**, 497 et s.; parlementaires, **60**, 497; la sauvegarde, **60**, 500; traité de paix et de trêve, caractère de la paix musulmane, trêve et conséquences, **60**, 500.

V. *Conflit des lois. Droit international. Droit international privé. Droit international privé (Grèce). Etat. Individu. Justice internationale. Machiavel. Morale internationale. Nationalité. Papauté. Ports maritimes. Réforme. Représailles. Société internationale. Sources du droit international.*

Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. — V. *Plébiciste.*

Droit diplomatique.

Droit et pratique diplomatiques et consulaires, **48**, 463 (V. *Agents diplomatiques et consulaires*, **48**, 502 et s. Développement historique du droit diplomatique, **48**, 463 et s.; origines de la diplomatie, **48**, 463; relations diplomatiques chez les Romains, **48**, 466; la diplomatie au moyen âge, **48**, 468; les premières ambassades permanentes, **48**, 469; inviolabilité des ambassades, **48**, 470; droit d'asile, **48**, 472; frais d'ambassade, **48**, 473; problèmes du cérémonial et de l'étiquette, **48**, 475; classification hiérarchique du Congrès de Vienne, **48**, 477; droit de légation, **48**, 478; codification du droit diplomatique, **48**, 480. (V. *Consul*, **48**, 483).

V. *Diplomatie.*

Droit étatique. — V. *Droit international.*

Droit fiscal international. — V. *Double imposition.*

Droit fluvial coutumier. — V. *Droit fluvial international.*

Droit intellectuel. — V. *Droits de la pensée.*

Droit fluvial international.

Principes généraux du droit fluvial international, **45**, 79 et s.; définition, droit fluvial partie du droit international public, **45**, 79; le droit fluvial international comprend les règles relatives à la frontière fluviale des Etats, **45**, 80; cours d'eau traversant plusieurs Etats, obligation pour chacun de ceux-ci de respecter les droits de ses voisins, **45**, 81; droit fluvial international est aujourd'hui droit de navigation fluviale internationale, **45**, 84; importance du droit fluvial, rôle des fleuves dans l'histoire, **45**, 84; interdépendance des peuples unis par le cours d'un fleuve, **45**, 85; historique du principe de libre navigation, ouverture des bouches de l'Escaut par la I^re^ République française, **45**, 86; Acte final du Congrès de Vienne, **45**, 87; entente entre Etats riverains au sujet de la navigation de leurs rivières communes, **45**, 88; Acte de Berlin (1885), liberté de navigation du Congo et du Niger, **45**, 89; traités de paix de 1919, nouveau développement du droit fluvial international, **45**, 90 et s. Terminologie et définitions, **45**, 95 et s.; fleuves nationaux (traversent un seul Etat), fleuves internationaux (traversent plusieurs Etats sans distinction de fleuves frontières), **45**, 96; historique de la terminologie, **45**, 97; Traité de Versailles, **45**, 99; discussion au sujet de la demande d'internationalisation des cours d'eau navigables du Danube, **45**, 101; terminologie adoptée par la Convention de Barcelone, **45**, 103. Liberté de navigation et souveraineté territoriale, **45**, 107 et s.; base juridique du droit de navigation en territoire étranger, sa recherche par Engehardt dans le droit naturel dont le droit romain est l'expression, **45**, 107 et s.; droit romain des eaux, **45**, 111; les glossateurs du XII^e^ et XIII^e^ siècles et leurs commentaires du droit romain, **45**, 113; les postglossateurs et leur doctrine relative aux fleuves, **45**, 114; moyen âge, fiscalité accablant la navigation fluviale, **45**,

115: d'après Grotius, les fleuves sont susceptibles d'appropriation, **45**, 118; le droit d'usage innocent, **45**, 119; formule de Puffendorf, sa ressemblance avec la règle de droit formulée par le solidarisme, **45**, 121; droit de nécessité selon Wolff et Vattel, **45**, 123; danger de l'appel au droit naturel, **45**, 125; liberté de navigation fluviale comme conséquence de la liberté des mers, **45**, 126; *condominium* (propriété commune des Etats riverains), **45**, 128; droit de navigation en territoire étranger présenté comme servitude internationale, **45**, 129; critique de la notion de servitude internationale, **45**, 132; harmonie à conserver entre le droit naturel qui renaît actuellement et le droit positif, **45**, 137; exemples historiques, **45**, 138; droit au commerce comme droit fondamental des Etats, **45**, 142; consentement de l'Etat territorialement intéressé base juridique du droit de naviguer en territoire étranger **45**, 147; histoire du droit fluvial international en Amérique, **45**, 149; traités et conventions relatifs à la navigation fluviale, **45**, 153 et s.; traités aboutissant à formuler des règles qui s'imposent en dehors de toute convention, ou créant un droit fluvial coutumier, **45**, 158. Liberté de la navigation fluviale et ses limites, **45**, 161 et s.; conditions d'exercice du droit de la navigation internationale, **45**, 161; différence entre navigation maritime ou aérienne et navigation fluviale, **45**, 161; droits des Etats riverains et non-riverains, **45**, 162; article 5 du Traité de Paris de 1814 prévoit la liberté de navigation pour les Etats non-riverains, **45**, 163; Acte final du Congrès de Vienne consacre cette liberté, **45**, 164; extension de la liberté aux fleuves de la Pologne après son partage, **45**, 166; Conventions postérieures à 1815, **45**, 167; égalité entre riverains et non-riverains, **45**, 168; Traité de paix de 1919 et 1920, assimilation des riverains et non-riverains, **45**, 170; point à partir duquel les Conventions admettent le droit de navigation, limites amont ou à partir du point où le fleuve est navigable, **45**, 173; question de navigabilité, **45**, 174; la limite aval de la partie du fleuve ouverte à la libre navigation, **45**, 176; traitement des affluents, **45**, 177; question des embranchements, **45**, 179; la question des canaux latéraux, **45**, 181; exceptions à la liberté de navigation, **45**, 182; les accords sur la navigation non applicables en temps de guerre, **45**, 183; utilisation des fleuves pour des fins autres que la navigation, **45**, 185. Egalité (problème de l'), **45**, 189 et s.; les droits de navigation, leur raison d'être, **45**, 189; égalité en matière de droits de navigation, **45**, 190; égalité de traitement de domaine administratif, de la police sanitaire, des formalités douanières, **45**, 191; le cabotage fluvial, **45**, 192; Acte de l'Elbe (1821) et Acte additionnel de 1844, **45**, 193; problème du remorquage, **45**, 195; droit d'utilisation des ports fluviaux, **45**, 197. Travaux (problème des), **45**, 200 et s.; nécessité de travaux vu les conditions changeantes de la navigation, difficulté d'exiger du riverain plus de travaux en faveur d'étrangers qu'il n'en fait pour lui-même, **45**, 200; les dispositions des Traités de paix relatives aux travaux sur les fleuves navigables, **45**, 201; Conférence et Convention de Barcelone, **45**, 202. Administration des voies navigables, **45**, 205 et s.; distinction entre navigation et administration fluviales, **45**, 205; administration centrale de l'octroi entre France et

Empire germanique, **45**, 206; Commission européenne du Danube, **45**, 207; création par les Traités de paix de Commissions internationales pour l'Elbe, l'Oder, le Danube, **45**, 208.

Droit international.

Introduction à l'histoire du droit international, **1**, 5 et s.; le monde ancien, **1**, 5; sainteté des contrats, **1**, 7; principe d'égalité, **1**, 8; sanction religieuse, **1**, 9; Grèce, **1**, 10; relations des cités grecques entre elles, **1**, 10; relations internationales, **1**, 11; fédérations politiques, **1**, 12; Rome, **1**, 13; différences entre la civilisation romaine et les civilisations voisines, **1**, 13; guerres justes et injustes « jus fetiale », **1**, 13; « jus gentium et jus naturae », **1**, 14; le moyen âge, **1**, 17; théorie des deux souverainetés, **1**, 17; suprématie des papes, **1**, 17; causes de division et de rapprochement des Etats, **1**, 18; naissance de la diplomatie, **1**, 19; origines des ambassades permanentes, **1**, 20.

Les rapports entre le droit interne et le droit international, **1**, 77; distinction du droit interne et du droit international, **1**, 79; critérium de la distinction, opposition des rapports sociaux régis par ces droits, **1**, 80; opposition des sources juridiques, **1**, 82; non-superposition des deux droits, **1**, 83; théorie de Kelsen, **1**, 85; règle « international law is a part of the law of the land », **1**, 88; règle du droit international et règle du droit interne, **1**, 92; leurs rapports quant à leur contenu, **1**, 92; la « réception » se distingue du renvoi, **1**, 93; appel du droit interne au droit international, **1**, 93; appel du droit international au droit interne, **1**, 95; rapports des deux droits quant à leurs sources, **1**, 103; au point de vue de la compétence, pas de prédominance d'un droit sur l'autre, **1**, 103; prescriptions du droit international, **1**, 106; droit interne internationalement important et droit interne internationalement indifférent, **1**, 106; droit conforme et droit contraire au droit international, **1**, 106; droit autorisé, droit ordonné, **1**, 107; droit occasionné par le droit international, **1**, 109; droit interne immédiatement ordonné et droit interne internationalement indispensable, différences et caractères respectifs, **1**, 112; responsabilité internationale de l'Etat, **1**, 116; devoir de satisfaction et devoir de réparation, **1**, 117.

Codification du droit international (V. *Codification du droit international*, **6**, 329). Fondement du droit international dans la conscience individuelle, **6**, 339; règles normatives dont l'autorité ne dépend pas du commandement de l'Etat, **6**, 341; règles constructives, leur place dans le droit international, **6**, 343.

La justice pénale internationale (V. *Justice pénale internationale*, **10**, 227). Droit international, sa valeur, **10**, 243; il est sans loi, sans autorité, sans consentement ni justice, **10**, 244 et s.; ses sanctions sont hypothétiques, **10**, 247; garanties précaires, **10**, 248; clause pénale, **10**, 249; débâcle du droit international, **10**, 250 et s.; proposition de MM. Jitta et de Louter, **10**, 251 et s.

Le fondement du droit international, **16**, 251 et s. Morale universelle comme base du droit des gens positif, **16**, 251; droit des gens de l'antiquité et droit international moderne, différence, **16**, 251; les stoïciens et le christianisme, **16**, 252; théorie des deux glaives (le Pape et l'Empereur), **16**, 253; la Réforme et la naissance des Etats nationaux, fondateurs du droit des gens (Vitoria,

Suarez, Grotius), **16**, 253; *jus gentium*, **16**, 255; l'école du droit naturel, **16**, 257; théorie d'un positivisme absolu : J.-Jacques Meser, **16**, 259. Théorie de l'autolimitation de l'Etat et doctrine de la primauté du droit national, **16**, 262 et s.; les traités internationaux dans la jurisprudence romaine, **16**, 262; théorie de Spinoza, d'Hegel, **16**, 264; doctrine de l'autolimitation, **16**, 266; droits fondamentaux des Etats, **16**, 267; théorie de la primauté du droit national, **16**, 268; théorie erronée car l'Etat qui change demeure internationalement le même, **16**, 269; article 4 de la Constitution allemande de 1919, article 9 de la Constitution fédérale de la République d'Autriche, **16**, 271. Volonté collective des Etats comme base du droit international et renaissance de la doctrine classique, **16**, 275; doctrine de M. Triepel, le « Vereinbarung », critique, **16**, 275; la souveraineté suivant M. Krabbe, **16**, 277; doctrines de Kelsen et Duguit, **16**, 278; norme originaire hypothétique de Kelsen et Anzilotti, **16**, 279; renaissance du droit naturel, **16**, 282; différence relative entre le droit positif et la morale, **16**, 283. Primauté du droit des gens et conception unitaire du droit, **16**, 287; critique de la théorie dualiste, **16**, 290; garanties assurant la légalité des actes juridiques, **16**, 293; droit interne contraire au droit des gens, **16**, 295. Fonctionnement du droit des gens, **16**, 297, connexion nécessaire du droit des gens et du droit interne, **16**, 297; exécution du droit international par des organismes internationaux, **16**, 299; les *coimperia* et les *condominia*, **16**, 302; les trois types de communautés internationales, **16**, 305. Les deux notions de la souveraineté de l'Etat, **16**, 308 et s.; souveraineté absolue, **16**, 308; souveraineté comme compétence conférée aux Etats par le droit international, **16**, 311.

L'ARBITRAGE INTERNATIONAL EN MATIÈRE PRIVÉE. Droit privé et droit international, les points de contact, **23**, 331 et s.; stabilité du droit privé, caractère incertain du droit international, **23**, 332; idée catégorique du droit, droit pur vidé de son contenu, concept nécessairement un et indivisible, **23**, 333 et s.; l'idée formelle du droit unit les contenus différents du droit privé et du droit international, **23**, 336; notion de coordination rapproche les deux domaines du droit, **23**, 338; rapports mutuels du droit privé et du droit international, **23**, 340; les situations juridiques interétatiques réglées exclusivement par le droit privé, **23**, 341; les particuliers comme sujets de droit international, **23**, 343; rapports entre l'Etat et les ressortissants étrangers, **23**, 344; litiges internationaux provoqués par des atteintes au droit privé, **23**, 344; internationalisation de l'action privée dans les rapports entre l'Etat et les particuliers et entre les particuliers entre eux, **23**, 348. Action individuelle en droit international, **23**, 352 et s.; la reconnaissance par le droit international des actions individuelles, **23**, 352 et s.; théories éliminant les actions individuelles du domaine du droit international, **23**, 354 et s.; le droit d'action, **23**, 356; l'obligation individuelle, **23**, 357; les particuliers sujets passifs d'ordre international, **23**, 358; droit d'action et contrôle de l'Etat, **23**, 360; protection des personnes morales contre les empiétements de l'Etat, **23**. 361. Nature des droits subjectifs individuels dans les rapports internationaux, **23**, 362 et s.; notion de droit subjectif, sa valeur, **23**, 363; les particu-

liers envisagés comme sujets de droit international, **23**, 367; théorie qui fait du ressortissant d'un Etat soumis à la règle internationale en quelque sorte son « organe », **23**, 368; nécessité d'une reconnaissance des droits et obligations dans le domaine international, **23**, 372 et s. Reconnaissance de la subjectivité par le droit positif, **23**, 375; évolution du droit international, ses tendances nouvelles, Cour internationale des prises, **23**, 378. (V. *Arbitrage international*, **23**, 331 et s.)

Le fondement du caractère obligatoire du droit international, **23**, 467 et s. Droit international, ses théories et réalité de la vie internationale, **23**, 467; définition du droit international, **23**, 468; critique des droits naturels et fondamentaux, **23**, 470 et s. (V. *Droits fondamentaux des Etats*, **23**, 470.) Critique de la doctrine qui base l'obligation juridique sur le consentement, **23**, 478 et s.; conséquences de cette doctrine, **23**, 480 et s.; doctrine hégélienne de l'autolimitation de l'Etat, **23**, 482; théorie de la « Vereinbarung» des Etats pour étayer le fondement consensuel de l'obligation, **23**, 484; la théorie du consentement comme base du droit international est celle de l'école positiviste, **23**, 486; la doctrine du consentement transforme les Etats en Etats-individus sans constitution d'un super-Etat pour mettre de l'ordre dans leurs relations mutuelles, **23**, 490; examen de la souveraineté de l'Etat, **23**, 490 et s.; comment s'est formée la conception d'un certain nombre d'Etats souverains, **23**, 492; Grotius et la théorie de la souveraineté, **23**, 493; système de Hobbes, **23**, 494 et s.; le souverain d'après Rousseau, **23**, 498 et s. Considération de la nature exacte de l'Etat basée sur le fait qu'il vit au milieu d'autres Etats, **23**, 503; application de la théorie de l'Etat souverain aux relations d'Etat à Etat par les juristes de cette théorie (Hobbes, Locke, Rousseau, Kant, Hegel), **23**, 504 et s. Côté juridique et côté politique du problème que cherche à résoudre la théorie de la souveraineté, **23**, 511 et s.; partie juridique, **23**, 511 et s.; partie politique, **23**, 514 et s.; nature de l'autorité dans l'Etat, relations entre la volonté et l'autorité, **23**, 516; la volonté n'est pas la base unique de l'autorité, **23**, 518; la souveraineté source de l'autorité politique différente des autres formes d'autorité, **23**, 518; différence entre la souveraineté et les autres sortes d'autorités, **23**, 519; existe-t-il des Etats souverains ?, **23**, 520; relation de l'Etat avec la force, **23**, 521; limite de l'autorité de l'Etat, **23**, 522. Non-identification de l'Etat avec le territoire ou les personnes, **23**, 524; l'Etat est une institution, **23**, 525; différence entre le droit international et le droit de l'Etat, **23**, 526; relation entre une institution et ses membres, **23**, 527; les explications de Saleilles : système de la fiction, thèse individualiste, théorie réaliste (Etat par et pour les individus), **23**, 527 et s.; sujets du droit international, **23**, 529; nécessité de réformer la notion de la personnalité internationale pour favoriser la paix, **23**, 531; différence entre les caractères essentiels du droit international et du droit étatique, **23**, 531 et s. Théorie de la solidarité de M. Duguit, **23**, 536 et s.; théorie de la conscience du droit de M. Krabbe, **23**, 539 et s.; comparaison des deux systèmes, **23**, 544. Nécessité d'une norme fondamentale d'où découlent les autres normes, **23**, 546; senti-

ment de la justice, **23**, 547; la nature du fondement de la validtié du droit est éthique, **23**, 547.

Règles générales du droit international de la paix, **30**, 275 et s. Développement et structure de l'ordre international, **30**, 275 et s. Naissance de la science du droit des gens et son influence sur le droit international moderne, **30**, 275 et s.; relations entre le droit des gens et la science de ce droit, **30**, 275; conception d'un droit *inter gentes* par François de Vitoria, **30**, 277; unité morale du genre humain, idée universaliste, **30**, 278; droit naturel et droit des gens d'après François Suarez, **30**, 280; le système de Grotius et son influence sur la pratique internationale, **30**, 283; naissance du positivisme dogmatique, **30**, 285; renaissance de la doctrine classique, **30**, 287. Création de l'ordre international, **30**, 290; les degrés de la pyramide juridique en général, **30**, 290; la hiérarchie du droit établie en paliers par Bodin avec le droit naturel au sommet, **30**, 290; système unitaire de droit à la base du droit des gens, **30**, 292; droit coutumier international, **30**, 293; droit conventionnel, **30**, 297 et s.; conventions générales et particulières, **30**, 297; organes compétents, **30**, 298; traités à la charge et en faveur d'Etats tiers, **30**, 301; principes généraux du droit, **30**, 301 et s.; sources du droit international : coutume et convention, **30**, 301; rapports entre les différentes sources du droit international, **30**, 303; la doctrine, **30**, 305; exécution indirecte des règles générales du droit international, **30**, 306; exécution directe des règles générales du droit international, **30**, 307; exécution internationale à l'égard d'individus, **30**, 309; exécution internationale à l'égard d'Etats, **30**, 311; le tribunal arbitral crée une règle individuelle s'insérant entre la norme de droit international à appliquer et son exécution par les Etats, **30**, 312; organes internationaux exécutifs d'un caractère politique édictant des décisions administratives ou instructions qui obligent l'Etat, **30**, 313; organes dont l'activité embrasse seulement des actes exécutifs *stricto sensu*, **30**, 314; création des organes internationaux, **30**, 316. Communauté internationale et ses membres, **30**, 318 et s.; étendue de la communauté internationale universelle, **30**, 318; communautés internationales partielles, **30**, 319; classification des membres de la communauté internationale, **30**, 321; les Etats (V. *Etat*, **30**, 322. *Compétences internationales*, **30**, 351. *Territoire*, **30**, 366. *Droits fondamentaux des Etats*, **30**, 411. *Traités*, **30**, 428). Devoirs internationaux des Etats à l'égard de leurs propres ressortissants, **30**, 449 et s.; protection des minorités, **30**, 449; protection des droits de l'homme et du citoyen, **30**, 452. Droit international des communications et du transit, **30**, 455 et s.; fleuves internationaux, **30**, 455; ports maritimes, **30**, 458; transports ferroviaires et fluviaux, **30**, 459; navigation aérienne, **30**, 460; transit d'énergie électrique, **30**, 461; transit d'ondes électriques, **30**, 461. Responsabilité internationale, **30**, 463 et s.; principe de la responsabilité des Etats, **30**, 463; violation du droit des gens imputées à l'Etat, **30**, 464. Règlement pacifique des différends internationaux, **30**, 468 et s.; divers modes de règlement pacifique prévus par les conventions en vigueur avant la guerre mondiale, **30**, 468; voie diplomatique, bons offices, médiation, **30**, 468; arbitrage international, **30**, 469; règlement pacifique

d'après le Pacte de la Société des Nations, **30**, 470; développement de la procédure judiciaire et de conciliation après la mise en vigueur du Pacte, **30**, 472; cas de nullité de la sentence, **30**, 476. Moyens internationaux de coercition, **30**, 479 et s.; leur fondement, **30**, 479; légitime défense, **30**, 481; actes d'autoprotection défensive autre que la légitime défense, **30**, 485; état de nécessité, **30**, 488; représailles, d'après le droit commun, **30**, 491; sur la base du Pacte, **30**, 493; guerre, **30**, 496; conditions de licéité d'une guerre, **30**, 497; Pacte de la Société des Nations, guerres interdites, **30**, 498; Pacte Kellog, **30**, 499.

Règles générales du droit de la paix, **35**, 5 et s. Evolution du droit international, **35**, 5. Matière et structure du droit international, **35**, 9 et s.; conception étatique du droit international, **35**, 9 et s.; doctrine du moyen âge, *civitas maxima* et *jus gentium*, **35**, 9 et s.; les deux acceptions de la notion de souveraineté, bouleversement de la Renaissance et triomphe de l'Etat, **35**, 13 et s.; orientation du droit international sous la Révolution française, **35**, 19; conception purement étatique à la fin du XIX^e^ siècle, **35**, 21; déclin actuel du positivisme étatique, causes de ce déclin, **35**, 22 et s.; le fait international, **35**, 26 et s.; ce qui caractérise le fait international, **35**, 26 et s.; distinction entre la matière d'un système juridique et sa structure, **35**, 27 et s.; construction technique du droit international, **35**, 33 et s.; la notion de sujet de droit, **35**, 33 et s.; son sens et son rôle en droit international, **35**, 34; l'Etat peut-il être sujet du droit international ?, **35**, 36 et s.; doctrine de M. Duguit qui dénie à l'Etat d'être sujet du droit, pas d'Etat-personne mais seulement des individus, **35**, 37; le concept de la personnalité juridique de l'Etat, **35**, 39; l'Etat d'après l'école positiviste est seul sujet du droit international, **35**, 40 et s.; doctrine qui accorde à l'individu la possibilité d'être sujet du droit international, **35**, 42 et s.; exemples à l'appui de cette doctrine, **35**, 44 et s.; sources et fondement du droit international, **35**, 48 et s. (V. *Sources du droit international*, **35**, 48.) Fondement du droit, norme fondamentale, **35**, 75 et s.; le droit positif implique une idée de nécessité, le droit lui-même implique une idée d'obligation, **35**, 75; norme fondamentale, ce qu'elle est, **35**, 77 et s. Organes de l'ordre juridique international, **35**, 81 et s.; les organes étatiques (diplomatie), **35**, 81 et s.; les organes internationaux, **35**, 85 et s.; définition de l'organe international, **35**, 86. (V. *Société des Nations*, **35**, 87. *Compétences internationales*, **35**, 101. *Sanctions internationales*, **35**, 202.)

Règles générales de la paix, **46**, 5 et s. (V. *Compétences internationales*, **46**, 56). Règles du droit international, conception du droit international, **46**, 5 et s.; droit international positif, règle non positive *pacta sunt servanda*, **46**, 6; fonction de cette règle, **46**, 9; comparaison entre engagements internationaux et engagements entre individus, **46**, 11; la justice internationale (règle positive), **46**, 14; manifestation de volonté des Etats, **46**, 16 et s.; manifestation de volonté interne et externe, **46**, 18; question de la manifestation de volonté juridique ou politique, **46**, 18; conviction commune et coutume, **46**, 19; conviction unanime, **46**, 21; manifestation écrite de volonté (les traités), **46**, 24; la violence, **46**, 25; licéité du contenu d'un

traité, **46**, 26. (V. *Droit international et droit interne*, **46**, 30.) Sujets du droit international, **46**, 38 et s.; détermination des sujets, **46**, 38 et s. (V. *Reconnaissance d'Etats*, **46**, 41.) Abus du droit en droit international, **46**, 66 et s.; actes abusifs et actes *ad aemulationem*, **46**, 66; dépendance des Etats, **46**, 69 et s.; dépendance interne et dépendance internationale, **46**, 72; dépendance et souveraineté des Etats, demi-souveraineté, **46**, 73; dépendance de deux Etats envers un organe, Union, **46**, 75. (V. *Organes internationaux*, **46**, 78. *Responsabilité internationale de l'Etat*, **46**, 96.)

Facteurs sociologiques et psychologiques du droit international, **46**, 233 et s. Le droit international envisagé comme moyen d'assurer la paix, déception résultant de l'expérience des dernières années, **46**, 234; emploi pour traiter le droit de la méthode sociologique, **46**, 235; impuissance de la méthode logico-dogmatique (de M. Kelsen) à résoudre le problème de l'origine du droit, **46**, 236; essence de l'examen sociologique, **46**, 237; nécessité de cet examen en droit international, **46**, 238 et s. Statique du droit international, **46**, 241 et s,; ordre juridique et substratum sociologique, **46**, 241 et s.; écart entre le droit et le *substratum* social, **46**, 241; manque d'équilibre dans le droit des gens entre contrainte et liberté, **46**, 241; conditions d'une réglementation des relations internationales par la contrainte, **46**, 244; écart très faible entre règles de droit et *substratum* social dans le droit international coutumier et le droit conventionnel librement accepté, **46**, 245; traités-contrats et traités collectifs, **46**, 247; traités d'arbitrage, **46**, 248; Pacte Kellog, ses avantages dans le domaine politique, **46**, 251; il n'éclaircit pas les relations juridiques entre Etats, **46**, 252; difficulté de trouver une instance pour trancher les controverses, **46**, 253; codification du droit international, **46**, 257 et s.; différence entre la tâche de codifier un droit interne déterminé et le droit international, **46**, 258; absence d'une opinion publique universelle soutenant le travail législatif, **46**, 259; égalité des Etats, **46**, 260 et s.; inégalité des Etats, **46**, 261; obstacle à la dépendance juridique d'un Etat vis-à-vis d'un autre, **46**, 262; inégalité ayant son origine dans l'individualité différente des divers pays, **46**, 264; droit capable d'opposer des limites idéales aux effets de la force pure, **46**, 266; neutralité permanente de la Suisse, **46**, 267; protection des minorités et mandats de la Société des Nations, **46**, 269. Dynamique du droit international, **46**, 271 et s.; clause *rebus sic stantibus*, **46**, 271 et s.; présupposition d'une certaine harmonie entre le droit et les conditions de fait, **46**, 271; exemple de la clause *rebus sic stantibus*, **46**, 273 et s.; l'article 19 du Pacte de la Société des Nations, **46**, 277; révision et modification des traités par accord volontaire, **46**, 277; importance de l'article au point de vue de la dynamique du droit international, **46**, 278; différends d'ordre juridique et non-juridique dans l'arbitrage international, **46**, 280 et s.; impossibilité de résoudre tous les conflits internationaux par voie de décision arbitrale, **46**, 280; conflits non juridiques, **46**, 282. Organisation de la vie internationale, **46**, 286 et s.; Etat particulier et Etat mondial, **46**, 286 et s.; impossibilité de formation d'un Etat mondial, motifs, **46**, 286; situation particulière de la Société des Nations, **46**, 288; problème de

l'objectivité de la volonté des organes internationaux, **46**, 290; universalité de la volonté, à laquelle doit correspondre la volonté de l'autorité législative, **46**, 290; généralité de l'objet de la loi, **46**, 291; Société des Nations, but à atteindre supranational, **46**, 292; caractère politique de la Société des Nations qui représente un compromis entre les intérêts collectifs de la société des Etats et les intérêts particuliers de ses membres, **46**, 293. Psychologie du droit international, **46**, 297; opinion publique et droit international en général, **46**, 297; opinion publique (nationale et internationale), **46**, 297; caractéristiques de l'opinion publique, **46**, 299; simplisme, **46**, 299; émotivité, **46**, 304; prédominance de l'instinct de combat, **46**, 307; opinion publique et politique étrangère, **46**, 308 et s.; influence pernicieuse de l'opinion publique, **46**, 308; exemple tiré de l'histoire parlementaire de la Suisse, **46**, 310; la diplomatie secrète et la publicité de la politique extérieure, **46**, 312; politique intérieure et politique extérieure, **46**, 314 et s.; guerre entreprise comme diversion pour dominer les difficultés intérieures, **46**, 315; facteurs constants de la politique étrangère, **46**, 318; facteurs constants résidant dans les particularités du caractère psychologique des peuples, **46**, 326.

Règles générales du droit de la paix, **46**, 331 et s. Introduction méthodologique, postulats du droit international public classique : Société internationale est une société d'Etats, Etats sont personnes juridiques, sujets de droit et créateurs du Droit, Etats-personnes sont souverains, etc..., **46**, 331; critique réaliste, **46**, 332; fonctions de la science (analyse, synthèse, prévision), **46**, 334. Eléments de l'ordre juridique international, **46**, 339 et s. (V. *Sociétés internationales*, **46**, 339); le droit international, **46**, 346 et s.; autodétermination du droit, **46**, 346; droit objectif, **46**, 348; droit positif, **46**, 349; droit international, **46**, 350; hiérarchie des normes, **46**, 350; monisme juridique, **46**, 352; fédéralisme, **46**, 353 (V. *Sujets du droit*, **46**, 363. *Compétences internationales*, **46**, 373). Technique constitutionnelle du droit des gens, **46**, 421 et s.; notion du droit constitutionnel international, **46**, 421; contenu de ce droit, **46**, 422; fonction législative et élaboration du droit, **46**, 422; théorie des libertés publiques, **46**, 423; fonction juridictionnelle, **46**, 424; fonction exécutive, **46**, 425. Fonction d'élaboration du droit, **46**, 428 et s.; règle de droit, **46**, 428 et s.; sources formelles du droit positif, sa validité, **46**, 428; égalité juridique et spécialisation fonctionnelle, **46**, 429; durée de la règle du droit, **46**, 430; caractère obligatoire et caractère impératif, distinction, **46**, 431; la coutume, **46**, 432 et s.; constatation coutumière de la règle du droit, élément matériel, **46**, 432; élément psychologique, **46**, 434; validité des sources formelles du droit, **46**, 435; problème des principes généraux du droit, **46**, 435; acte législatif international, ses procédés techniques, **46**, 437 et s.; législation unilatérale, **46**, 438 et s.; droit international privé, **46**, 438; législation internationale matérielle par voie unilatérale, **46**, 441; législation internationale de fait, **46**, 441; la loi des garanties, **46**, 442; législation internationale conventionnelle. (V. *Société des Nations*, **46**, 482. *Traités*, **46**, 444. Contrôle des situations juridiques (fonction juri-

dictionnelle), **46**, 498 et s.; acte juridictionnel, sa technique, **46**, 498 et s.; acte juridictionnel et prescription, **46**, 499; éléments de l'acte de juridiction, **46**, 500; acte juridictionnel pur, **46**, 502; jugement de fait, opération judiciaire, **46**, 504; formule exécutoire, magistrat, **46**, 505; distinction de l'acte juridictionnel et des autres modes de solution des litiges internationaux, **46**, 507 et s.; médiation, **46**, 507; effort des Conférences de la paix de La Haye, **46**, 508; solutions non juridictionnelles, par voie d'autorité, **46**, 509; plaideurs, influence de leur personnalité sur la technique juridictionnelle, **46**, 512; les actes de gouvernement du droit interne, **46**, 512; immunités juridictionnelles de l'Etat, **46**, 514; acte juridictionnel international dans les rapports entre particuliers, **46**, 516 et s.; compétence judiciaire et dédoublement fonctionnel, **46**, 516; juridiction internationale des tribunaux étatiques, procédé additionnel, **46**, 518 et s.; obligations de compétence, **46**, 518; conflits de compétence, **46**, 520; coopération internationale, **46**, 521; exequatur des jugements étrangers, **46**, 521; juridiction pénale, extradition, **46**, 524; juridiction étatique sur le domaine public international, **46**, 526; juridictions mixtes, procédé de transition, **46**, 528 et s.; les capitulations, **46**, 528; juridictions consulaires, **46**, 530; tribunaux mixtes, **46**, 531; tribunaux mixtes égyptiens, **46**, 532; tribunaux arbitraux mixtes, **46**, 534; arbitrage commercial international, **46**, 539; juridiction arbitrale de la Banque des Règlements internationaux, **46**, 543. Gouvernements plaideurs, **46**, 545 et s.; immunités de juridiction, **46**, 545; juridiction étatique internationale et Etat plaideur, **46**, 546; Convention Porter, **46**, 549; chefs d'Etat et agents diplomatiques, **46**, 550. (V. *Arbitrage international*, **46**, 551.) Fonction exécutive, **46**, 619 et s.; fonction exécutive ou gouvernementale au sens étroit, **46**, 618 et s.; rôles gouvernementaux, **46**, 618; gouvernants et agents, **46**, 621; individualisation et spécialisation du pouvoir, **46**, 622; évolution sociale, **46**, 623; féodalisme international, **46**, 624; prévention des troubles à l'ordre public, pacigérance, **46**, 626; Société des Nations et prévention, **46**, 627; articles X et XI du Pacte, **46**, 628; article XVI du Pacte, **46**, 630; assistance financière, **46**, 631; contrôle gouvernemental, **46**, 633; contrôle diplomatique, **46**, 633; contrôle institutionnel, **46**, 634; communications, contrôles financiers, **46**, 635; organismes techniques et Organisation internationale du travail, **46**, 637; Commissions des mandats, **46**, 637; enquête, **46**, 639. (V. *Garanties internationales*, **46**, 641.)

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international public*, **47**, 263). Attaques contre l'existence d'un droit international, leur réfutation, **47**, 268 et s.; attaques fondées sur la prétendue nature du droit, **47**, 268; méconnaissance par les théories agressives des expériences historiques, de la sociologie, **47**, 269; mesures de contrainte en droit des gens, **47**, 269; existence de tribunaux véritables en droit des gens, **47**, 271; problème de la communauté internationale, **47**, 271; attaques contre le droit international qui se fondent sur l'inexistence de tout droit en dehors de l'Etat, **47**, 273 et s.; la doctrine, puissance de l'Etat, les auteurs (Hegel, Philippe, Zorn), **47**, 273 et s.; conception par Zorn d'un droit constitutionnel extérieur, **47**, 275; théorie

de l'auto-limitation et de l'auto-obligation, **47**, 278; théorie du droit imparfait ou naissant, négation du droit des gens, **47**, 282; les soi-disant moralistes, doctrine de John Austin, pas de droit positif en dehors de la société « Etat », **47**, 285. (V. *Sources du droit international*, **47**, 301. *Sujets du droit international*, **47**, 418.) Organes et agglomérations d'Etats, **47**, 522 et s.; organes nationaux, **47**, 522 et s.; chef de l'Etat, **47**, 524; immunités, agents diplomatiques, **47**, 525; consuls, **47**, 529; représentants non permanents, **47**, 529; organes internationaux, **47**, 531 et s.; les *subditi temporarii*, **47**, 535 et s.; population comme élément de l'Etat, **47**, 535; les étrangers, **47**, 538 (V. *Territoire*, **47**, 540. *Crimes et délits internationaux*, **47**, 557); règles du droit prophylactique de la guerre constituent-elles des règles générales de la paix ?, **47**, 573 et s.; le droit prophylactique de guerre ancien et nouveau styles, **47**, 573 et s.; alliance, **47**, 573; garantie, **47**, 575; neutralisation, pacigérat, démilitarisation, **47**, 575; arbitrage et médiation, **47**, 575; problème de codification, nécessité d'un droit naturel, **47**, 581.

Sources modernes du droit international. Facteurs de la formation du droit international dans les temps modernes, **53**, 538 et s.; propagation du droit romain dans l'Europe occidentale à partir du XII^e^ siècle, **53**, 538; renouvellement du commerce et de l'industrie au moyen âge, **53**, 538; ligues de villes marchandes pour protection de leur commerce et de leurs marchands, **53**, 540; recueils de droit maritime rendus nécessaires par l'augmentation du commerce international par mer, **53**, 540; rôle des grandes compagnies d'outre-mer aux XVI^e^ et XVII^e^ siècles, **53**, 541; coutume répandue d'envoyer et de recevoir des légations permanentes, **53**, 542; coutume de maintenir, depuis la guerre de Trente Ans, des armées permanentes, **53**, 544; Renaissance et Réforme facteurs du développement du droit international moderne, **53**, 546; découverte de l'Amérique, influence énorme sur le développement du droit international, **53**, 549; Révolution américaine et établissement du premier Gouvernement indépendant dans le Nouveau-Monde, **53**, 550. (V. *Source du droit international*, **53**, 552 et s.) Droit international devant les tribunaux, **53**, 605 et s.; tribunaux de prises, **53**, 605; arrêts des tribunaux nationaux en temps de paix, restriction à cette juridiction, **53**, 608; principe de non-poursuite d'un souverain devant les tribunaux d'un Etat étranger; **53**, 608; beaucoup de matières du droit international ont fait l'objet de décisions judiciaires des tribunaux nationaux, **53**, 613; les tribunaux nationaux ne se préoccupent pas des questions théoriques sur la source ou la nature de leur autorité, **53**, 615; développement moderne de l'arbitrage, **53**, 617; l'objet des arbitrages se rapporte à des réclamations d'individus contre des gouvernements étrangers, **53**, 619; les commissions mixtes, leur utilisation, **53**, 620; exclusion des questions politiques dans les traités d'arbitrage, **53**, 621; institution de la Cour permanente de justice internationale, **53**, 621; article 38 du statut de la Cour, exposé des sources du droit international moderne, **53**, 624.

Droit international de la paix, **54**, 5 et s. (V. *Compétences internationales*, **54**, 272). Etat du droit international après les tentatives faites par la Société des Nations, pour sa transformation,

54, 5; doctrines volontaristes (domination des volontés des individus ou des groupes), doctrines objectivistes (la loi supérieure à ces volontés), **54**, 6; apparition du droit international, **54**, 7 et s.; principes sur lesquels repose le droit international : unité du genre humain et existence d'un minimum de loi commune, **54**, 9 et 10; ces principes n'ont existé qu'après le christianisme, **54**, 11; obstacles à la formation dans l'antiquité du droit international, **54**, 11; la chrétienté, Société des Nations en germe, comparaison entre elles, **54**, 13; l'Eglise et la guerre, Paix de Dieu, Trêve de Dieu, **54**, 14; les précurseurs du droit international, Vitoria, **54**, 15; Suarez, **54**, 16; cause de l'échec de leur doctrine, manque d'un pouvoir temporel, **54**, 17; apparition de de la Renaissance et de la Réforme, laïcisation du droit international, **54**, 18 et 19; l'Etat moderne (XVI^e^ siècle), Machiavel, **54**, 19; lutte qui se continue entre la théorie traditionnelle à fondement moral et la doctrine positiviste, **54**, 19. Doctrines sur le fondement du droit international, **54**, 21 et s. Autolimitation, **54**, 21 et s.; doctrine allemande : le droit international est un droit mais incomplet par défaut de sanctions, **54**, 21; juristes allemands n'admettant qu'un droit positif, émanant d'un Etat, leur théorie de l'autolimitation pour expliquer la nature juridique du droit international, théorie qui aboutit au droit de la force, **54**, 22; explications de Jellinck, **54**, 24. Doctrine dualiste, **54**, 26 et s.; théorie de Triepel sur la différence de discipline par nature et fondement du droit international et du droit interne, **54**, 26; critique de la théorie dualiste, **54**, 30. Doctrine moniste, **54**, 33 et s.; doctrine de Kelsen, base unique de tout le droit, **54**, 33; plan statique, ce qui est et ce qui doit être, « Sein » et « Sollen », ordre naturel et ordre nominatif, **54**, 33; Kelsen panthéiste admet une seule volonté qui règle la volonté de l'Etat qui se confond avec le droit, **54**, 34; identification du droit, de la contrainte et de l'Etat, **54**, 35; plan dynamique, **54**, 36; hiérarchie des normes juridiques : au sommet la Constitution et au-dessus d'elle une règle hypothétique à admettre comme un postulat, **54**, 36; délégation, lien qui relie les éléments de la hiérarchie des normes, **54**, 37; y a-t-il une norme hypothétique ou deux (droit interne, droit externe) ?, **54**, 38; admission par Kelsen de la primauté du droit international, **54**, 39; son hypothèse fondamentale : la règle *pacta sunt servanda*, **54**, 40; critiques diverses de la doctrine moniste, **54**, 41 et s. Doctrine fondant le droit sur l'opinion dominante des juristes (système majoritaire, **54**, 45 et s.; la doctrine de Kelsen, dans sa logique, aboutit au culte de la force, négation du droit international, **54**, 47; doctrine de Spiropoulos, **54**, 48; point de départ de la théorie : séparation complète de la règle de droit et du concept, **54**, 50; caractère arbitraire des constructions juridiques, **54**, 51; erreur commise jusqu'alors par la science du droit, **54**, 53; liberté pour chacun de choisir le point de départ mais il faut ensuite s'y tenir logiquement, **54**, 55; principe sur lequel doit s'appuyer la doctrine : opinion dominante de la science du droit, **54**, 56; critique de cette théorie, **54**, 58 et s. Théorie de Duguit, théorie de la solidarité, **54**, 72 et s.; solidarité ou interdépendance des hommes, **54**, 73; règle morale et juridique, **54**, 72, la règle de droit dérive de cette solidarité, **54**, 74; critique par

Duguit des doctrines française et allemande, **54**, 75 et s.; la conception objectiviste du droit international dans la doctrine de Duguit conduit à l'établissement de sanctions organisées, **54**, 81; erreur et vérité mélangées dans la doctrine de Duguit, **54**, 81 et s.; manque de reconstruction après destruction, **54**, 84; les erreurs de cette théorie, **54**, 86; les trois objections, **54**, 88; son rejet de la métaphysique affaiblit sa doctrine, **54**, 91; théorie traditionnelle du droit supérieur à la volonté de l'homme, **54**, 93. Théorie biologique de M. Georges Scelle, **54**, 95 et s.; doctrine nettement antivolontariste, **54**, 95; hésitation de l'auteur devant l'existence d'un droit antérieur et supérieur au droit positif, **54**, 97; rôle de la vérité scientifique en matière de droit, **54**, 98; objections que soulève cette doctrine, **54**, 101 et s. Idéologie de l'Etat universel, **54**, 107; doctrine de M. Jacques Lambert, substitution de la justice publique à la guerre dans les relations entre Etats, **54**, 107; exemple des Etats-Unis, **54**, 108 et s.; critique de la doctrine, **54**, 112 et s.; l'auteur impose un super-Etat qui n'existe pas, danger d'une telle conception, **54**, 120. Doctrine de M. Alvarez fondée sur la conscience juridique et non la volonté des gouvernants, **54**, 125; le fondement du droit se trouve dans la constatation du droit objectif par les juristes, **54**, 127; réintégration dans le droit des notions de politique et de psychologie, **54**, 127; le régionalisme international, **54**, 128 et s.; codification du droit international, **54**, 131 et s.; droit, nécessité de ne pas l'envisager isolément, **54**, 133; son lien avec la politique, **54**, 133 et s.; intervention de la politique dans l'élaboration, l'application, la modification ou l'abrogation des règles de droit, **54**, 135 et s.; rôle de la psychologie dans le droit, **54**, 143 et s.; caractères psychologiques différents suivant les peuples, d'où nécessité d'en tenir compte pour l'application des règles de droit, **54**, 144. Théories récentes sur le fondement du droit international, **54**, 147 et s.; maxime *pacta sunt servanda*, **54**, 147 et s.; l'obéissance à la loi, doctrine de M. Whitton, **54**, 152 et s.; la « Grundnorm », la seule possible c'est : il faut faire son devoir, **54**, 159; distinction entre la forme de la règle de droit et son contenu, **54**, 160 et s.; doctrine de M. Corbu, juriste roumain, séparation entre la règle de droit formelle et son contenu, **54**, 162 et s.; la religion substituée au droit naturel comme fondement des règles de la vie sociale, **54**, 166; négation du droit naturel ou droit rationnel, **54**, 166; exagération de cette doctrine, **54**, 168; erreur de n'admettre que la morale religieuse dont l'Eglise elle-même affirme qu'elle ne fait que compléter la morale naturelle, **54**, 168 et 169; conscience commune des peuples civilisés, **54**, 170; similitude avec les nôtres de certaines règles du droit ancien ou des peuples d'Asie, preuve qu'il existe une morale naturelle, **54**, 170. Théorie réaliste et synthétique, **54**, 172 et s.; droit, règle de vie, suit la vie dans son évolution, **54**, 172; l'homme (« animal juridique ») a seul un droit, **54**, 174; l'homme, être social, comme certains animaux (fourmis, abeilles, etc...), **54**, 174; l'homme est de plus un être raisonnable doué de sens corporels lui donnant directement les sensations du toucher, de la vue, etc..., doué également de sens spirituels lui donnant directement les notions du bien, du juste, du beau, du vrai, **54**, 175; deux règles de conduite : une s'adresse

à la conscience de l'homme avec le remord ou, en cas d'acte coupable connu, la réprobation publique pour sanction, l'autre, la règle (de droit) écrite, promulguée, obligatoire et accompagnée d'une sanction positive, **54**, 176; la raison de l'homme lui fait découvrir et la règle morale et le droit, **54**, 177; disparition de l'antinomie entre le droit individuel et le droit social, **54**, 178; reconnaissance quasi universelle de la loi morale, **54**, 181; question du fondement du droit, **54**, 182; dualisme entre droit positif et droit à base scientifique, **54**, 183; droit et morale, **54**, 186; ce qu'est le droit international, **54**, 190; volonté des gouvernants et rôle de l'opinion publique dans le droit international, **54**, 190; absence d'esprit international, cause de la faiblesse de la Société des Nations, **54**, 191; absence de pouvoirs publics internationaux, **54**, 192. (V. *Coutume internationale*, **54**, 196. *Conflits internationaux*, **54**, 297.)

Règles générales du droit de la paix, **54**, 313 et s. Droit général et droit particulier, **54**, 315 et s.; droit international général non écrit et droit international particulier écrit, **54**, 313; où se trouvent les règles générales du droit international ?, **54**, 315; les écoles positivistes (positivisme étatique et positivisme sociologique), **54**, 317; écoles opposées à l'idée d'un droit naturel comme base du droit, **54**, 318; question de savoir si le droit est *jus inter gentes* et non *jus gentium*, **54**, 320; triple objet des faits internationaux, **54**, 323; thèse de M. Duguit sur la transformation du droit international, **54**, 325. (V. *Etat*, **54**, 328. *Souveraineté*, **54**, 351. *Territoire*, **54**, 377.) Particularités de l'ordre international, **54**, 402 et s.; droits et intérêts des particuliers dans l'ordre international, nature de ces droits et intérêts, **54**, 402 et s.; protection diplomatique des citoyens à l'étranger, jurisprudence arbitrale, « Claims commissions » et autres tribunaux arbitraux, indemnités pour réparation des dommages subis par des étrangers, **54**, 402; Etats particuliers, **54**, 405; conditions que la pratique américaine impose aux réclamations des particuliers, **54**, 407 (V. *Arbitrage international*, **54**, 410 et s., 524 et s.). Particuliers non sujets du droit international, **54**, 415; droit des particuliers établi par le droit international, **54**, 427 et s.; droits fondamentaux des étrangers, **54**, 427 et s.; vie, liberté et honneur, **54**, 428; propriété, **54**, 429; exercice de la foi, **54**, 430; déni de justice, **54**, 431; droits conventionnels des particuliers, **54**, 433 et s.; variations de ces droits, leurs causes, **54**, 433; ordre international et droit interne, **54**, 436 et s.; principes dominants, **54**, 436 et s.; rapport d'unité spirituelle et d'autonomie mutuelle, **54**, 436; rapport de superposition et de présupposition, **54**, 437; rapport de relevance et d'irrelevance, **54**, 439; unité de l'idée du droit dans les deux ordres, **54**, 440; théories moniste et dualiste, **54**, 441; phénomène reliant les deux ordres et dits « appropriation » et « renvoi », **54**, 443 et s. (V. *Droit international et droit interne*, **54**, 448.) Idée du droit dans l'ordre international, **54**, 459 et s.; idée du droit et formes de sa manifestation, **54**, 459; le juste objectif, **54**, 459; formes de la justice, **54**, 462 et s.; justice commutative et distributive, **54**, 462; justice compensatoire et vindicative, **54**, 466; justice procédurale et constitutionnelle, **54**, 471; institutions de l'ordre moral et social, **54**, 476 et s.; institutions et ordre, **54**,

476; institutions de l'ordre international, **54**, 481; règles de droit, **54**, 483 et s.; règles juridiques et non juridiques, **54**, 484; division des règles juridiques, **54**, 486; règles générales et règles particulières, **54**, 489; doctrine des sources du droit international, **54**, 491 et s.; sens et portée de la doctrine, **54**, 491; traités internationaux, **54**, 494; leur interprétation, **54**, 494; effets des traités, notamment des traités collectifs, **54**, 497; droit coutumier et pratique, **54**, 501 et s.; jurisprudence internationale, **54**, 505 et s.; principes généraux du droit, **54**, 507 et s.; sens et portée, **54**, 507; classification des principes généraux, **54**, 510; *pacta sunt servanda* et clause *rebus sic stantibus*, **54**, 515 et s. Communauté internationale et droit international politique, **54**, 554 et s.; structure de la Communauté internationale, **54**, 554; ses buts, **54**, 557; sa composition et ses organes, **54**, 560; organes individuels et organes collectifs, **54**, 561; direction de la communauté par un pouvoir minoritaire, **54**, 564; organes de la Société des Nations, **54**, 569; droits fondamentaux des Etats, **54**, 574; leur sens et leur portée, **54**, 574; droit de propre conservation et ses corollaires, **54**, 576 et s.; droit à l'existence, à l'indépendance, **54**, 577; recours à la contrainte pour leur protection, **54**, 580; droit au développement des capacités nationales, **54**, 584; droit au respect de l'honneur, **54**, 584; égalité des Etats en droit, **54**, 585; droit au commerce international, **54**, 586; système de sécurité collective, **54**, 589 et s.; article 10 du Pacte, intervention recommandatrice, **54**, 589; articles 10 et 11 du Pacte, intervention médiatrice et conciliatrice, article 17 du Pacte, **54**, 593; article 12 du Pacte, intervention quasi coercitive et problème de la guerre, **54**, 596; article 16 du Pacte, intervention coercitive, **54**, 602; traits caractéristiques du système du Pacte, **54**, 607 et s.

Règles générales du droit de la paix, **58**, 5 et s. Communauté internationale, **58**, 5 et s.; le droit international repose sur l'existence d'une société internationale, **58**, 5; besoin pour la société d'une base spirituelle, **58**, 6; influence et caractéristiques du droit international déterminées par le caractère de la société où il prend sa naissance, **58**, 12; le droit des gens gouverne les relations entre Etats et non celles entre individus, **58**, 15; caractéristiques que la nature de la société internationale impose au droit des gens, **58**, 16; projet de codification du droit international, **58**, 20. Etat dans l'ordre international, **58**, 23 et s.; base de la validité d'un droit supérétatique, **58**, 23 et s.; signification du terme « Etat souverain », **58**, 23; le droit international s'occupe non de l'Etat abstrait (s'il existe) mais des Etats, **58**, 25; reconnaissance du droit international comme un droit, d'où nécessité de placer le droit au-dessus de ceux qui lui sont assujettis, **58**, 28; doctrine volontariste (force obligatoire du droit dérivant de la volonté de l'Etat), **58**, 28; droit international, droit de coordination, **58**, 29; autolimitation, **58**, 31; doctrine de la « Vereinbarung » de M. Triepel, **58**, 32; impossibilité de construire un système juridique sur une base purement contractuelle, **58**, 33; droit interne et droit international, **58**, 35 et s.; rapports entre ces droits, doctrine moniste, **58**, 35; doctrine dualiste : opposition des rapports sociaux régis par ces deux droits et opposition des services juridiques, en droit interne : la volonté de l'Etat, en droit inter-

national, la volonté commune des Etats (« Vereinbarung »), **58**, 35 et s.; théorie pluraliste, **58**, 41; sujets du droit international, **58**, 42 et s.; doctrine admettant l'Etat comme seul sujet du droit international, **58**, 42; avis opposé de la Cour permanente reconnaissant, dans l'affaire des chemins de fer polonais, droit de recours judiciaire aux fonctionnaires dantzikois contre l'administration polonaise, **58**, 43 (V. *Reconnaissance d'Etat*, **58**, 48 et s.). Succession d'Etats, **58**, 63 et s.; les cas de succession d'Etats, **58**, 64; principes régissant les successions d'Etats, **58**, 66; sources du droit international, **58**, 69 et s.; une des sources formelles : la coutume, **58**, 70; autre source formelle : les traités, **58**, 71; coutumes et traités en nombre limité, combinaisons de faits en nombre illimité auxquels un tribunal devra appliquer une règle juridique, danger d'un *non liquet*, article 38 du statut de la Cour, lacune dans le droit que le tribunal est autorisé à remplir *ex aequo et bono*, **58**, 73; ce que sont les principes généraux comme source du droit international, **58**, 77. Organisation juridique de la communauté internationale, **58**, 82 et s.; caractère général de l'organisation, **58**, 82 et s.; rôle des institutions internationales, **58**, 82; Société des Nations, organisme sans pouvoir effectif, **58**, 83 (V. *Justice internationale*, **58**, 84 et s.). Fonction législative, **58**, 94 et s.; lente formation du droit coutumier, **58**, 94; difficulté de cette formation, **58**, 96; législation internationale, son instrument : le traité, **58**, 97; traité-loi et traité-contrat, leurs différences, **58**, 97; Conférence générale de l'Organisation internationale du travail, organe législatif, **58**, 99; nécessité de l'unanimité quand on légifère par traité, **58**, 100. Fonction exécutive et administrative, **58**, 105 et s.; absence d'organes internationaux, **58**, 105. Maintien de la paix et règlement des différends internationaux (V. *Guerre*, **58**, 109 et s. *Arbitrage international*, **58**, 131 et s. *Compétences internationales*, **58**, 145 et s. *Traités*, **58**, 202 et s.). Avenir du droit international, **58**, 229 et s.

Règles générales du droit de la paix, **58**, 475 et s. Règles générales du droit de la paix sont des règles de droit international, **58**, 476; place importante du droit naturel dans le droit des gens, **58**, 476; sa subjectivité, **58**, 477; dépendant du sujet, le droit naturel ne peut s'imposer comme règle générale, **58**, 478; nécessité d'une règle de droit international positif, **58**, 479; seul, ce dernier lie les Etats, **58**, 482. Conception universelle et relativisme en droit international, **58**, 484 et s.; le droit international relatif, sa nature conventionnelle et coutumière, **58**, 485 et 486; place des règles générales et des règles particulières en droit international, **58**, 488; autorité respective des règles générales et des règles relatives, **58**, 493 et s. (V. *Sources du droit international*, **58**, 497. *Sujets du droit international*, **58**, 523). Efficacité des règles générales du droit de la paix, **58**, 533 et s.; limites du caractère obligatoire des règles, **58**, 534 et s.; une règle n'est obligatoire qu'à partir du moment où elle est entrée en vigueur, **58**, 534; elle n'est obligatoire que jusqu'à intervention pour elle d'une cause d'extinction, **58**, 538; exceptions à l'application des règles : souveraineté, légitime défense, **58**, 539; autre exception : représailles, **58**, 550; nécessité (quatrième exception), **58**, 551 et s.; exception de la force majeure, **58**, 555; procédés pour assu-

rer l'efficacité des règles, **58**, 557 et s.; éléments psychologiques formant le support d'efficacité du droit, **58**, 565. Classification des règles générales du droit de la paix selon leur objet, **58**, 568; répartition des compétences, **58**, 568; réglementation de l'exercice par l'Etat de ses compétences, **58**, 570; règles concernant les institutions internationales, **58**, 571; intérêt de cette classification, 58, 571 et s. (V. *Droits fondamentaux des Etats*, **58**, 577 et s. *Compétences internationales et étatiques*, **58**, 591. *Acte juridique*, **58**, 638. *Traités*, **58**, 640 et s. *Responsabilité internationale des Etats*, **58**, 656. *Arbitrage international*, **58**, 676 et s.). Méthodes de solution des conflits internationaux, **58**, 682 et s.; négociation diplomatique, médiation, **58**, 682; enquête internationale, procédure de conciliation, **58**, 683; règlement par le Conseil ou l'Assemblée de la Société des Nations, **58**, 683; méthode de l'article 19 du Pacte, **58**, 684; préférence donnée à la solution pacifique sur les moyens de contrainte, **58**, 685; représailles, guerre, **58**, 685; question de la liberté de l'Etat de décliner ou non les procédures de règlement pacifique, **58**, 686; nombreux Etats s'obligent par traité à soumettre leurs différends d'ordre juridique à la procédure pacifique, **58**, 687; la place créée récemment au juge international est éminente mais étroite, **58**, 688.

Règles générales du droit de la paix, **62**, 99 et s. Fondements du droit international, **62**, 100 et s. Place du droit international dans le droit, **62**, 100 et s.; éléments essentiels de la notion du droit international, **62**, 100; droit international et éléments fondamentaux du droit, **62**, 103; force obligatoire du droit, **62**, 104; détermination du droit, **62**, 106; sanction du droit, **62**, 107; défenses du caractère juridique du droit international, **62**, 107; droit international et conception générale du droit, **62**, 109; étendue de l'incorporation des principes généraux de droit dans le droit international, **62**, 110; principes généraux du droit et base éthique du droit international, **62**, 115; fonction du droit entre les individus et les Etats, Spinoza, **62**, 116; théorie de la primitivité nécessaire et permanente du droit international, **62**, 118; le droit international en tant que droit spécifique de coordination, **62**, 119; conséquences théoriques et pratiques du droit de coordination, **62**, 123; le monisme (qualifié par le dualisme) comme la base du droit international, **62**, 126. (V. *Droit international et droit interne*, **62**, 128 et s. *Sources du droit international*, **62**, 149). Communauté internationale et universalité du droit international, **62**, 188 et s.; la communauté internationale, ses éléments essentiels, **62**, 188 et s.; base de la communauté internationale et sécurité collective, **62**, 192; universalité du droit international, **62**, 195 et s.; conception du droit international universel, **62**, 195; droit international américain, **62**, 197; conceptions nationales du droit international, **62**, 199; différences supposées entre l'Ecole anglo-américaine et l'Ecole continentale, **62**, 200 et s. (V. *Sujets du droit international*, **62**, 207 et s. *Reconnaissance d'Etats*, **62**, 244 et s. *Traités*, **62**, 297 et s. *Territoire de l'Etat*, **62**, 318 et s. *Responsabilité des Etats*, **62**, 339 et s.). Organisation de la paix et révision du *statu quo* comme problème général de la société internationale, **62**, 371 et s.; signification de la révision pacifique

comme institution juridique, **62**, 376; révision pacifique par accord, **62**, 380; obligation de négocier, **62**, 381; Commissions de conciliation, **62**, 381; conciliation par la Société des Nations, **62**, 382; efficacité de la révision pacifique par accord, **62**, 382; tribunaux internationaux et révision pacifique, **62**, 385; considération du changement de conditions comme élément de la fonction judiciaire : jurisprudence et législation judiciaire, **62**, 386; doctrine *rebus sic stantibus*, **62**, 388; prohibition de l'abus des droits, **62**, 389; octroi de pouvoirs législatifs aux tribunaux judiciaires, **62**, 391; octroi de pouvoirs législatifs pour un conflit donné, **62**, 392; octroi de pouvoirs législatifs en général, **62**, 393; article 19 du Pacte et législation internationale, **62**, 396; les possibilités de l'article 19, **62**, 396; révision pacifique, législation internationale et Etat mondial, **62**, 402; compétence d'une législation internationale, **62**, 403; développements graduels vers une législation internationale, principe d'unanimité, **62**, 405; doctrine de l'égalité des Etats, **62**, 407; législature internationale et réalisme international, **62**, 408; législature internationale et souveraineté des Etats, **62**, 411.

V. *Acte de Genève. Agriculture. Amérique. Amérique latine. Arbitrage international. Arbitrage obligatoire. Arbitrage privé. Assurance-accident. Assurances. Autonomie de la volonté. « Bodin ». Brevet d'invention. Chose jugée. Cité du Vatican. Clause-or. Codification du droit international. Colonies. Communications internationales. Compétences internationales. Conférences de la paix de La Haye. Conflits de lois. Conflits internationaux. Contrôle parlementaire. Cour permanente de justice internationale. Désarmement. Doctrine pacifique. Dominions britanniques. Double imposition. Droit civil. Droit naturel. Droits acquis. Droits fondamentaux des Etats. Echange de populations. Ecole italienne de droit international. Eglise. Etat. Etranger. Europe orientale. Expulsion. Extradition. Faillite. Fonction exécutive. Frontières. Garanties internationales. « Grotius ». « Hall » (W. Edward). « Holland » (Sir Thomas, Erskine). Immunités diplomatiques. Individu. Intervention. Inviolabilité des traités. Jugement étranger. Justice internationale. Légitime défense. Limitation de la souveraineté. « Lorimer ». Mandats internationaux. Mer. Mer territoriale. Minorités. Missions protestantes. Morale internationale. Œuvres littéraires et artistiques. Organisation internationale. Pacigérat. Papauté. Ports intérieurs. Preuve. Reconnaissance d'Etats. Réforme. Servitudes internationales. Sources du droit international. Traités. « Westlake » (John).*

Droit international (Développement du).

Développement historique du droit international, **2**, 5 et s. Considérations générales, **2**, 5; l'espace et le temps dans l'histoire du droit des gens, **2**, 7; le droit international dans l'antiquité, **2**, 7; au moyen âge, **2**, 9; Grotius, fondateur du droit international, **2**, 11; le droit international est « anational », **2**, 13; il est « apolitique », **2**, 14; le droit international est fondé sur la Science, **2**, 17; problème de la paix, **2**, 18; problème moral, **2**, 20. Principes de la politique du XIX^e^ siècle et leur importance pour le développement du droit international, **2**, 22; principe de la souveraineté, **2**, 22; principe de l'équilibre européen, **2**, 25; principe de la légitimité, **2**, 30; principe de la nationalité, **2**, 36.

Principe dirigeant du droit des gens au XIX^e^ siècle et la base de ce droit, **2**, 43; égalité des Etats, **2**, 43; concert européen, **2**, 49; principe de la Communauté internationale, **2**, 51. Progrès positifs du droit des gens au cours du XIX^e^ siècle, **2**, 58; Congrès de Vienne, liberté de navigation sur les cours d'eau internationaux, **2**, 59; abolition de la traite des nègres, **2**, 60; règlement sur le rang des agents diplomatiques, **2**, 61; Traités et Conventions postérieurs au Traité de Vienne : neutralité de la Belgique et de la Suisse, **2**, 61; Convention des Détroits, **2**, 63; Congrès de Paris de 1856, **2**, 63; Acte du Congo, **2**, 68; Convention de Genève, **2**, 69; Convention postale universelle, **2**, 71; propriété industrielle, Convention, **2**, 72; transport des marchandises, Convention, **2**, 73; procédure et droit international privé, Conférences et Conventions de La Haye, **2**, 74; Traités d'extradition, Conventions diverses, **2**, 74 et s. Conférences de La Haye et Société des Nations, **2**, 79; première Conférence de La Haye (1899), son importance, **2**, 79; création d'une procédure internationale, **2**, 80; deuxième Conférence de La Haye (1907), ses résultats, **2**, 82; obligation morale, **2**, 83; la Grande Guerre, son influence, **2**, 85; nécessité des sanctions internationales, **2**, 87; « League to enforce peace », **2**, 88; Société des Nations, **2**, 90. Organisation internationale et avenir du droit des gens, **2**, 100; leçons de l'Histoire, **2**, 100; bases et directions du développement du futur droit international, **2**, 102; relations internationales, manque de confiance, **2**, 102; les grands projets d'organisation dans l'Histoire, **2**, 104; mouvements pacifistes au XIX^e^ siècle, **2**, 110; nécessité d'une organisation internationale, **2**, 112; nécessité d'une morale dans les relations internationales, **2**, 113; l'avenir, **2**, 116.

DÉVELOPPEMENT HISTORIQUE DU DROIT INTERNATIONAL DANS L'EUROPE ORIENTALE, **11**, 345 (V. *Europe orientale*, **11**, 351). Histoire universelle du droit international, **11**, 347; dix-sept types de civilisation, **11**, 349; types divers de droit international, **11**, 349

HISTOIRE DE LA DOCTRINE PACIFIQUE ET DE SON INFLUENCE SUR LE DÉVELOPPEMENT DU DROIT INTERNATIONAL. Influence du pacifisme sur le droit international, **13**, 187 (V. *Doctrine pacifique*, **13**, 189 et s.). Science du droit international, **13**, 249; les auteurs : Vitoria, **13**, 251; Suarez, **13**, 253; Gentili, **13**, 254; Grotius, **13**, 256; traités de Westphalie, **13**, 261. (V. *Doctrine pacifique*, **13**, 263 et s.) Droit des gens et droit de la nature, **13**, 316; les trois écoles issues de Grotius, **13**, 316 : l'école historique (Zouch, Rachel, Leibniz, de Martens), **13**, 317; l'école de droit naturel fondée par Grotius (Pufendorff, Wolff), **13**, 319; l'école intermédiaire de Vattel, **13**, 325; les réformistes : Günther, **13**, 329; Bentham, **13**, 330. (V. *Doctrine pacifique*, **13**, 334.) Progrès du droit international, **13**, 382; Congrès de Vienne, **13**, 383; Congrès américains, **13**, 383; Concert européen, **13**, 385; consolidation de l'Etat national à la suite des guerres nationales de 1853 à 1878, **13**, 389 et s.

DÉVELOPPEMENT ET TENDANCES RÉCENTES DU DROIT INTERNATIONAL, **35**, 609 et s. Effets de la Grande Guerre sur le droit international, **35**, 609 et s.; affirmations de juristes internationaux pendant la Grande Guerre de la vitalité et du progrès du droit international à la suite de celle-ci, **35**, 610 et s.; répercussion de la Grande

Guerre sur la mentalité des peuples, **35**, 613; vœu du Président Wilson de former une association pour empêcher une guerre future (1917), **35**, 613; Société des Nations et Cour permanente de justice internationale ont préparé le développement du droit international, **35**, 614; pendant la guerre, violations du droit international coonnues des peuples qui ont aussi la compréhension des principes de ce droit, conséquences et résultats, **35**, 616; extension de l'enseignement du droit international, **35**, 617; organisations juridiques internationales, revues de droit international, **35**, 618 et 619; intérêt porté aux recherches scientifiques de droit international, **35**, 620; facilités accordées aux étudiants et recherches dans ce domaine, **35**, 622; publication des nouveaux « Case books », des arbitrages internationaux, **35**, 622 et 623; ratification quasi universelle du Pacte Briand-Kellog, **35**, 625. Extension du domaine du droit international, **35**, 626 et s.; expansion territoriale, **35**, 626; création de la Société des Nations, **35**, 627; développement du droit de la paix par l'évolution de la coutume, **35**, 629; fréquence plus grande des Conférences internationales, impulsion donnée par la Société des Nations, **35**, 630; retard des Etats à ratifier les Conventions qu'ils ont signées sous les auspices de la Société des Nations, intervention de celle-ci, **35**, 637. Nouveau droit international conventionnel, **35**, 641 et s.; droit ouvrier international, **35**, 641; droit international sanitaire, social et moral, **35**, 643; droit international pour protection de la propriété artistique, littéraire et scientifique, **35**, 644; droit international des communications et du transit, **35**, 647; droit international aérien, **35**, 649; clauses de l'air dans les traités de paix, conventions bilatérales, **35**, 651 et s.; Convention de Paris de 1919, **35**, 652; radiotéléphonie et radiodiffusion, **35**, 653; droit international financier et monétaire, **35**, 655; droit pénal international, **35**, 657. Contribution des tribunaux judiciaires et arbitraux, **35**, 661 et s.; les tribunaux aidant au développement du droit international devant la difficulté de la codification internationale, **35**, 661; les tribunaux spéciaux d'arbitrage depuis la guerre de 1914, **35**, 663; caractère des décisions des tribunaux internationaux, **35**, 667; jurisprudence de la Cour permanente, **35**, 668; interprétation par la Cour des traités et accords internationaux, **35**, 669; les avis consultatifs de la Cour, **35**, 670; questions de droit international tranchées par les décisions des tribunaux arbitraux, **35**, 674; résultats du mouvement pour la codification, **35**, 676 et s. (V. *Codification du droit international*, **35**, 676.) Tendances actuelles, **35**, 694 et s.; accès des particuliers aux juridictions internationales, **35**, 694; réaction contre la doctrine de la souveraineté de l'Etat dans les relations internationales, **35**, 698 et s.; déclin du principe de l'égalité des Etats, **35**, 702 et s.; règle de l'unanimité dans les Conférences internationales, **35**, 705; le consentement comme base de la force obligatoire du droit international, **35**, 707; renaissance du droit naturel, **35**, 708; autres tendances, **35**, 710.

Interprétation et application du droit international dans les pays anglo-américains, **40**, 309 et s. Processus régional, **40**, 309 et s.; définition du processus régional (interprétation et application régionales du droit international), **40**, 309; facteurs déterminant

les modes d'interprétation et d'application des règles du droit international, **40**, 311 et s.; longueur de la frontière de l'Amérique du Nord, action de la situation géographique sur le processus régional, **40**, 312; influence du facteur ethnique sur le processus régional, **40**, 315; influence sur lui des intérêts économiques nationaux, **40**, 316; influence sur l'interprétation et l'application du droit international du commerce, des ressources naturelles et des mouvements de la population, **40**, 317; organismes nationaux aidant au développement du processus national, **40**, 321; organe législatif, **40**, 321; organe exécutif, **40**, 323; organe judiciaire, **40**, 323; coopération des juristes, **40**, 325. Processus régional dans les tribunaux anglo-américains, **40**, 328 et s.; doctrine des tribunaux nationaux incorporant le droit international au droit national, **40**, 328; décisions (anglaise et américaine) à l'appui de cette doctrine, **40**, 329; origine de la doctrine d'incorporation (la Cour d' « admiralty »), **40**, 333; développement de la doctrine dans le milieu des civilistes et romanistes anglais, **40**, 334; de l'influence du droit naturel, la doctrine passe à l'influence des théories de l'école positiviste, **40**, 336 et 337; transition perceptible dans les décisions anglaises relatives aux privilèges et immunités diplomatiques, **40**, 337; affaire *Barbuit*, **40**, 338; affaire *Engelke*, **40**, 341; décisions anglo-américaines, **40**, 342; défauts de la doctrine de l'incorporation, **40**, 346 et s. Limites du procès régional dans les tribunaux anglo-américains, **40**, 350 et s.; indépendance judiciaire anglo-américaine, **40**, 351; limites fixées aux tribunaux : par les lois, **40**, 351 et s.; par le contrôle directeur des décisions de l'autorité administrative en matière internationale, **40**, 356 et s.; l'acte d'Etat, **40**, 359; limites établies par les tribunaux eux-mêmes, **40**, 364 et s.; exemples de limitations judiciaires, **40**, 366; difficulté de définir les limites de la compétence judiciaire, **40**, 368. Participation anglo-américaine à l'interprétation et à l'application du droit international, **40**, 372 et s.; elle se fait par l'intermédiaire des organes nationaux : organes législatifs, **40**, 373; influences législatives sur la compétence judiciaire, la nationalité, la protection des intérêts des Etats étrangers, les acquisitions territoriales, **40**, 373 et s.; législation anglo-américaine sur l'acquisition et la délimitation du domaine national, **40**, 374; contribution du pouvoir exécutif, **40**, 379 et s.; contribution judiciaire, **40**, 386 et s.

Développement historique du droit international. De l'anarchie internationale à une communauté internationale organisée. (V. *Guerre hors la loi*, **41**, 505. *Souveraineté*, **41**, 548.) Primauté du droit international, **41**, 559 et s. (V. *Droit international et droit interne*, **41**, 559.) Primauté généralement admise, article 20 du Pacte de la Société des Nations, **41**, 560; modifications législatives ou constitutionnelles en raison de la reconnaissance de cette primauté, **41**, 561; règles superconstitutionnelles, **41**, 562; droit de conclure des traités secrets et de déclarer la guerre d'après la Constitution française, **41**, 565; cas de compétence exclusive des Etats, **41**, 568; répression pénale des actes interdits par le droit des gens, **41**, 570 et s.; protection contre une presse mensongère, **41**, 570; lois internes réprimant ces délits internationaux, **41**, 571; sanctions nécessaires pour les lois morales et

sociales, **41**, 573; nécessité de l'intervention comme sanction, intervention humanité, intervention collective, **41**, 573; théorie des vices du consentement, **41**, 574 et s.; les vices du consentement en droit international, **41**, 575; traités imposés par la force, la question de leur annulation pour violence, **41**, 576; intervention nécessaire de la communauté internationale en cas d'une guerre qu'elle n'a pu empêcher, **41**, 577; vice du consentement dans les traités, **41**, 579 et s.; apparition en droit international d'une technique législative nouvelle, **41**, 583. (V. *Droit administratif international*, **41**, 587.)

V. *Droits de la pensée. Europe orientale. Grotius.*

Droit international administratif. — V. *Droit administratif international.*

Droit international américain.

Contribution de l'Amérique latine au développement du droit international, le droit international américain, sens de cette expression, **32**, 776 et s.; Congrès de Panama (1826), projet de code de droit des gens américain, **32**, 776; documents officiels, ouvrages où cette expression a été employée, **32**, 776 et s.; débat Alcorta-Calvo, **32**, 779; débat Alvarez et La Viana, **32**, 780; ouvrage et étude de M. Alvarez sur le droit international américain, **32**, 782; juristes européens reconnaissant l'existence de ce droit, **32**, 782; les opposants américains et européens, **32**, 785; attitude de l'Institut de droit international américain, **32**, 788; le droit international américain est un aspect du régionalisme contemporain qui admet à la fois des principes juridiques universels et des principes régionaux, **32**, 791.

Problèmes fondamentaux du droit des gens en Amérique, **47**, 5 et s. Définition du droit international américain, **47**, 5; sa conception et son contenu d'après l'Institut de droit américain de droit international, les trente projets de cet Institut, **47**, 6 et s.; M Alvarez, sa doctrine du droit international américain, **47**, 8; coexistence d'un droit universel et d'un droit particulier, **47**, 9; place importante du droit international américain parmi les droits particuliers, **47**, 12; caractéristiques du continent américain au point de vue politique et juridique, **47**, 13 et s. Souveraineté de l'Etat, **47**, 17 et s.; position des nations américaines à l'égard du problème de la souveraineté de l'Etat, **47**, 17; influence des idées de la Révolution française sur l'indépendance des Républiques sud-américaines, **47**, 17; conception traditionnelle des Etats-Unis de la souveraineté étatique, motif de non-rattachement à la Société des Nations et de non-adhésion au statut de la Cour permanente, **47**, 19 et s.; article 11 des traités d'arbitrage signés par les Etats, affirmation de la Souveraineté de l'Etat, **47**, 23; adhésion des Républiques sud-américaines à la Société des Nations et à la Cour de La Haye, **47**, 26 et s.; persistance de la conception de la souveraineté, **47**, 27; droits fondamentaux des Républiques sud-américaines, **47**, 29; doctrine rejetant la souveraineté et la personnalité de l'Etat, **47**, 31; le respect de la souveraineté étatique base du Pacte de la Société des Nations, **47**, 34; souveraineté et responsabilité des Etats, **47**, 36. Gouvernements *de facto* et le droit international américain, **47**, 39 et s.; principe de la doctrine de Monroe : le Gouvernement de fait est le Gouvernement légitime, **47**, 40; politique américaine à l'égard de ce principe, **47**, 41; politique

internationale du Président Wilson, **47**, 42 et s.; son intervention au Mexique et à Costa-Rica, ingérance dans les affaires intérieures d'autres Etats, **47**, 42; doctrine de M. Tobar, non-reconnaissance de gouvernements nés d'une révolution, **47**, 46; révolutions sud-américaines, nombreux gouvernements de fait, doctrine de M. Estrada, **47**, 49. (V. *Intervention*, **47**, 51.) Condition juridique des étrangers et responsabilité internationale des Etats, **47**, 91 et s.; principes posés dans les Conférences panaméricaines relativement à la condition des étrangers, **47**, 91; assimilation aussi complète que possible des étrangers et des nationaux, **47**, 91 et s.; Conventions entre Etats américains sur la condition des étrangers, **47**, 95; responsabilité des Etats pour dommages causés sur leur territoire à la personne et aux biens des étrangers, **47**, 97; éléments essentiels engageant la responsabilité de l'Etat (dommage, faute de l'Etat, acte illicite selon le droit international), **47**, 99; traités où sont parties les nations américaines reconnaissant les principes de responsabilité de l'Etat, **47**, 103; dispositions constitutionnelles et législatives dégageant cette responsabilité de l'Etat, « clause Calvo », validité contestée, **47**, 105; dispositions relatives à la responsabilité de l'Etat vis-à-vis des étrangers adoptées par les Conférences panaméricaines, **47**, 108; opposition des Etats-Unis à la définition du déni de justice autorisant l'intervention diplomatique, **47**, 111. Société des Nations et Union panaméricaine, **47**, 115 et s.; différences entre les deux organismes, **47**, 115 et s.; ce qui a trait à l'origine et au développement de l'Union panaméricaine, **47**, 120 et s.; œuvre accomplie par chaque Conférence pour l'organisation de l'Union panaméricaine, **47**, 120 et s.; organes de l'Union panaméricaine, **47**, 122; non-existence d'un lien entre la Société des Nations et l'Union panaméricaine, ignorance voulue par la Société des Nations des travaux de codification de l'Union, conséquences, **47**, 124; avantages d'une collaboration entre les deux organismes, **47**, 126 et s.; projet de résolution sur les rapports entre les deux Institutions voté à la XV[e] session de l'Assemblée de la Société des Nations, **47**, 132.

V. *Amérique. Amérique latine. Codification du droit international. Conférences panaméricaines.*

Droit international coutumier. — V. *Intervention.*

Droit international de la paix.

Principes généraux du droit international de la paix, **34**, 181 et s. Fondement du droit international, **34**, 182 et s.; vie en commun, **34**, 182; l'autorité de la force remplacée par l'autorité du droit, **34**, 183; droit international, droit interne, primauté du premier sur le second, **34**, 184; fondement unique de la discipline juridique, règle *pacta sunt servanda*, **34**, 186; inexactitude de la formule : « the international law is a part of common law », **34**, 189; le droit international, né après les droits internes, les a absorbés, **34**, 192; recherche de la hiérarchie des ordres juridiques pour dégager une règle de droit s'imposant aux autres, **34**, 195; droit naturel base du droit, **34**, 195; son insuffisance. recherche d'autres fondements du droit international, **34**, 197; fondement du droit international basé sur la règle *pacta sunt servanda*, critique et danger de cette conception, **34**, 198; le seul fondement du droit international : la volonté coïnci-

dente des Etats à base morale s'imposant à tous les Etats, **34** 199; l'article 20 du Pacte de la Société des Nations, **34**, 201; évolution en matière de justice internationale, **34**, 302 et s. (V. *Sources du droit international*, **34**, 477.) Evolution du droit international, **34**, 216 et s.; l'apparition primitive du droit international sous forme de droit réglementant la guerre, **34**, 216; amphictyonies grecques, **34**, 218 et s.; les traités dans l'antiquité grecque, **34**, 223; l'arbitrage dans l'ancienne Grèce, **34**, 225; le droit de la guerre chez les Grecs anciens, **34**, 227; pas de droit international dans l'antiquité romaine, rapports de Rome et des autres Etats enlevaient à ces derniers leur liberté, fâcheuse interprétation du *jus gentium*, **34**, 228; les fétiaux, leur rôle réel, **34**, 230; le droit international au moyen âge, **34**, 234 et s.; la Papauté et l'Empire, **34**, 236; droit international se résume en quelques règles morales immuables, **34**, 236; rôle de la Papauté, arbitrage, paix de Dieu, trève de Dieu, essai de promouvoir la paix universelle, **34**, 283 et s.; découverte de l'Amérique, Réforme, début au xv^e^ siècle du droit international, ses promoteurs Vitoria, Suarez, Grotius, **34**, 240 et s.; Vitoria, précurseur du droit international actuel, **34**, 243; sa doctrine de l'obligation de la sociabilité, fondement du droit *inter omnes gentes*, **34**, 244; Suarez suit la même doctrine, **34**, 246; œuvre de Grotius, son *Mare liberum*, **34**, 247; politique de l'équilibre, **34**, 248; le *Jus naturae et gentium* de Pufendorf, **34**, 249; négation du droit international (Voltaire, Rousseau, Montesquieu), **34**, 250; la Sainte-Alliance (1815), sa politique, protection du principe de la légitimité, **34**, 254 et s.; le concert européen, **34**, 256; le principe des nationalités, **34**, 259; conférences de La Haye, collaboration plus étroite des grands et des petits Etats, **34**, 261 et s.; leur échec au point de vue des résultats pratiques, **34**, 265; la Société des Nations (V. *Société des Nations*, **34**, 265), travaux préparatoires du Pacte, **34**, 267 (V. *Pacte de la Société des Nations*, **34**, 269). Personnes du droit international, **34**, 292 et s.; Etat, seul sujet du droit international, **34**, 292; concept de l'Etat-personne, de l'Etat-rôle, ses avantages, **34**, 294; les Etats, **34**, 295; les Etats composés, **34**, 297 et s.; Union personnelle, **34**, 297; Union réelle, **34**, 298; Confédération d'Etats, **34**, 299; Etat fédéral, **34**, 300; Etat vassal, **34**, 302; protectorats, **34**, 302; Dominions, **34**, 303 et s. Pays sous mandat, **34**, 306; personnes du droit international conventionnelles ou juridiques, **34**, 308 et s.; personnalité juridique internationale de la Société des Nations, **34**, 309; les Commissions internationales, **34**, 309; le droit international et l'individu, **34**, 310; l'homme n'est pas sujet direct du droit international, **34**, 311; cas où le droit international s'est intéressé à l'être humain, répression de la traite, **34**, 312; Déclaration des droits et devoirs des nations avec mission d'assurer le bonheur humain, **34**, 313; Déclaration des droits internationaux de l'homme votée par l'Institut (1929), **34**, 315; vœu de l'Institut de reconnaître aux particuliers le droit d'assigner directement les Etats devant une juridiction internationale, **34**, 316; argument de la souveraineté invoqué pour nier la personnalité de l'individu dans le domaine international, critique de cette conception, **34**, 319; minorités, traités des minorités, **34**, 320; protection des minorités, **34**, 321; dif-

ficultés de la reconnaissance par le droit international des droits de minorités englobées dans un Etat, **34**, 323; minorités de langue, de religion, de race, **34**, 324; neutralité perpétuelle, **34**, 327 et s.; historique, **34**, 327; capacité internationale des Etats naturalisés, **34**, 328; entrée au sein de la Société des Nations des Etats neutralisés, **34**, 329. Apparition et reconnaissance internationale de l'Etat, **34**, 333 et s.; la personnalité de l'Etat ne peut apparaître que s'il est reconnu, **34**, 333; reconnaissance expresse ou tacite, **34**, 335; reconnaissance de la qualité de belligérance, **34**, 335; reconnaissance des Gouvernements, **34**, 339 et s.; droits des Etats (V. *Droits fondamentaux des Etats*, **34**, 343. *Intervention*, **34**, 386). Domaine territorial de l'Etat, **34**, 401 (V. *Territoire*, **34**, 401). Voies internationales de communication, **34**, 405; domaine fluvial, fleuves nationaux, cours d'eau internationaux, **34**, 406; restrictions des droits des Etats riverains, **34**, 407; nécessité de Conventions pour régler la navigation des fleuves internationaux (V. *Fleuve international*, **34**, 409). La mer, **34**, 416; la haute mer, **34**, 417; régime de liberté, **34**, 418; police en haute mer, répression de la piraterie, de la traite, des délits de pêche, protection des câbles sous-marins, **34**, 418 et s.; abordages, sauvetages, **34**, 420 et s.; mer territoriale, **34**, 423; son étendue, **34**, 426 et s.; régime des navires de toute nature en mer territoriale, **34**, 430; territoire maritime de l'Etat, **34**, 431; règlement de l'Institut de droit international (1898) sur le régime légal des navires et de leurs équipages dans les ports étrangers, **34**, 434; crimes et délits commis à bord d'un navire, bâtiments militaires, **34**, 435; bâtiments de propriété privée, **34**, 436; le régime des détroits, **34**, 438; détroits des Dardanelles et du Bosphore, **34**, 441; navigation commerciale dans les détroits, **34**, 442; les bâtiments de guerre dans les Détroits, **34**, 445; domaine aérien de l'Etat, droit de souveraineté de l'Etat sur l'espace aérien au-dessus de son domaine terrestre, **34**, 448. (V. *Conflits internationaux*, **34**, 450.)

V. *Compétences internationales et étatiques. Droit international.*

Droit international diplomatique. — V. *Dominions britanniques.*

Droit international économique. — V. *Monnaies.*

Droit international et droit constitutionnel.

Droit international et droit constitutionnel, **38**, 311 et s. Méthode historique de l'étude des rapports entre le droit international et le droit interne, **38**, 311 et s.; doctrines relatives aux rapports des deux branches du droit, **38**, 312; doctrine dualiste, sa décadence, **38**, 313; théorie moniste avec primauté du droit international, **38**, 314; nationalisme constitutionnel, **38**, 317; principe de l'unité du droit public, **38**, 317; substitution de la recherche de l'unité du droit à celle de la primauté d'une catégorie juridique, **38**, 320; rôle de l'évolution interne des Etats dans les rapports du droit interne et du droit international, **38**, 324. Droit international et régimes constitutionnels, **38**, 326 et s.; le droit international et le régime politique, **38**, 327; exemples de la Sainte-Alliance et de la reconnaissance de la Grèce subordonnée au maintien de la monarchie, **38**, 327; établissement par le droit international des bases constitutionnelles d'un Etat, **38**, 328; article 99 du Traité de Versailles, statut juridique de Memel, **38**, 332; subordination à la Société des Nations du pouvoir consti-

tuant de la Ville libre de Dantzig, **38**, 334; gouvernement international de la Sarre, **38**, 335; mandats internationaux, **38**, 336; validité internationale d'un régime interne, **38**, 338 et s.; article premier du Pacte, essai de définition d'un régime constitutionnel par une règle internationale, **38**, 339; difficultés d'interprétation de l'article premier pour l'entrée de la Hongrie dans la Société des Nations, **38**, 339; doctrine politique interne et droit international (intervention révolutionnaire), **38**, 343 et s.; droit international et changement du régime politique d'un Etat, **38**, 345 et s.; nullité dans certaines constitutions de l'Amérique latine des actes des usurpateurs, **38**, 345; distinction par Fauchille entre les traités (réels et personnels), **38**, 347; doctrine et pratique devant le principe de la continuité de l'Etat et la persistance de ses obligations internationales, **38**, 349; négation par les Soviets du principe de la continuité de l'Etat, **38**, 351. Traités internationaux et droit constitutionnel (V. *Traités*, **38**, 237. *Guerre*, **38**, 410). Droit constitutionnel international (*Jus gentium pacis*), **38**, 449 et s.; importance pratique de la mise en harmonie des règles internationales et des Constitutions, **38**, 449 et 455; problème de la mise en harmonie du Pacte de la Société des Nations et des Constitutions, **38**, 450; mise en harmonie complète des règles du droit public interne et du Pacte dans la Constitution espagnole de 1931, **38**, 454.

Droit international et droit interne.

Rapports de système entre le droit interne et le droit international public (V. *Etat*, **14**, 231). Droit interne et droit international, **14**, 275; construction dualiste, les trois constructions possibles du rapport, **14**, 275; conséquences de la construction dualiste, négation de la nature juridique du droit international, **14**, 276; négation du caractère juridique des Etats étrangers, **14**, 277; impossibilité de la délimitation du domaine juridique des Etats, **14**, 279; identité d'objets des règles de droit interne et de droit international, **14**, 280; problème des sujets du droit international, la théorie de l'union « Vereinbarung », **14**, 283; problème de la transformation du droit international en droit interne, **14**, 287; construction moniste, primauté du droit interne, nécessité du monisme juridique, **14**, 289; souveraineté de l'Etat et problème de l'auto-limitation, **14**, 289; auto-limitation et reconnaissance, **14**, 291; conséquences et valeur de la théorie de la reconnaissance du droit international, force obligatoire des traités, **14**, 293; existence juridique des Etats étrangers, **14**, 294; primauté du droit international, égalité juridique des Etats, **14**, 299; caractère objectif du droit international et ses conséquences, **14**, 300; source du droit international, **14**, 302; théorie de la reconnaissance du droit international, **14**, 303; théorie des droits fondamentaux des Etats, **14**, 304; entrée des Etats dans la communauté internationale, **14**, 305; naissance, reconnaissance et fin de l'Etat (V. *Etat*, **14**, 306). Caractère positiviste de la théorie de la primauté du droit international : conflits entre droit interne et droit international, **14**, 314; sanction du droit international, son avenir, Etat et société internationale, **14**, 317; la thèse de la primauté du droit international étant de science juridique se rattache à la théorie philosophique de la connaissance, c'est une théorie objective dont l'objet est le monde, **14**, 322;

pacifisme, **14**, 323; supériorité de l'objection juridique, **14**, 325.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **35**, 5 et s.). Rapports du droit international et du droit interne, **35**, 135; théories faisant sortir le droit international du droit interne, **35**, 135; conception dualiste, **35**, 136; conception moniste avec primauté du droit des gens, **35**, 143; réglementation de l'exercice des compétences étatiques, **35**, 143 et s.

Interprétation et application du droit international dans les pays anglo-américains, **40**, 309. [V. *Droit international (Développement du)*, **40**, 309 et s.] Doctrine anglo-américaine de l'incorporation du droit international au droit interne, **40**, 328 et s.; expression de la doctrine, **40**, 329; origine de la doctrine, **40**, 333, 335 et 336; son évolution, **40**, 336; version moderne de la doctrine, **40**, 342; opinion sur la doctrine de l'incorporation et ses apports au droit national et au droit international, **40**, 346; critique de la doctrine, **40**, 347; son application pratique, **40**, 348.

Développement historique du droit international [V. *Droit international (Développement du)*, **41**, 559]. Reconnaissance moderne de la primauté du droit international sur le droit interne, **41**, 559; incorporation par certains Etats (doctrine anglo-saxonne) des normes du droit international dans leur droit interne, **41**, 561 et 562; cas de conflit entre les deux droits, **41**, 562; primauté de la loi internationale sur la loi constitutionnelle, article 61, § 2, de la Constitution de Weimar, **41**, 563; Constitution française de 1875 et Pactes internationaux, **41**, 564 et s.; la question de ratification des traités dans la Constitution française en contradiction avec la partie XIII du Traité de Versailles sur l'organisation du travail, **41**, 566.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **46**, 5 et s.). Droit international et droit interne, **46**, 30; conception dualiste, **46**, 31; la doctrine moniste admet que les règles du droit interne fassent partie du droit international, **46**, 33; à quoi se réduit l'opposition entre monistes et dualistes, **46**, 33; critère d'appréciation de la licéité internationale des règles internes résidant internationalement dans le droit international, **46**, 33; source du droit interne, opposition des doctrines monistes et dualistes sur ce point, **46**, 34.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **54**, 313 et s.). Ordre international au point de vue de l'ordre interne, **54**, 448; ordre interne du point de vue de l'ordre international, **54**, 451; décision par l'autorité internationale au sujet de questions relevant du droit interne, **54**, 454.

Rapports du droit international et du droit interne, **61**, 379 et s. Les différentes thèses, **61**, 379 et s.; droit interne et droit international ou droit des gens : leur définition, **61**, 380; théories pluralistes, **61**, 381 et s.; théorie dualiste proprement dite, **61**, 382; doctrine de Triepel, **61**, 382 et s.; influence et développement de la théorie, **61**, 386; théorie pluraliste intégrant le droit international aux ordres internes, **61**, 387; le droit international dans le rôle d'un droit subordonné, **61**, 388; la théorie pseudomoniste, **61**, 390; théories monistes, **61**, 391 et s.; construction moniste de la théorie normative transcendentale, **61**, 391 et s.; ordre juridique universel fondé sur la constitution

internationale justifiée par la pratique, **61**, 395; arguments psychologiques en faveur de l'unité du droit international et du droit interne, **61**, 396. Données fondamentales de la pratique juridique, **61**, 399 et s.; loi interne en conflit avec le droit international, **61**, 399 et s.; droit anglais, **61**, 400; droit américain, **61**, 402; droit français et droit belge, **61**, 404; droit allemand, **61**, 405; conclusion, **61**, 406; sujets du droit international, **61**, 407 et s.; question de l'autorité immédiate du droit international sur les individus, **61**, 409 et s.; juridiction allemande, **61**, 410; juridiction américaine, **61**, 411; pratique des conseils de prises anglais, **61**, 412; juridiction nationale dans les autres Etats, **61**, 414; application du droit international, **61**, 414 et s. Rapports juridiques entre le droit international et le droit interne, **61**, 418 et s.; points de vue méthodiques, **61**, 418 et s.; logique émaniste et monisme juridique, **61**, 418; logique analytique et expérience juridique, **61**, 422; argumentation psychologique en faveur de l'unité du droit international et du droit interne, **61**, 423; rôle des données fondamentales de la pratique juridique dans la construction de la théorie, **61**, 424; droit international au sens originaire et droit international public dans un sens dérivé, **61**, 425 et s.; conclusion finale, **61**, 429 et s.; criterium des constructions monistes et dualistes, **61**, 429; coup d'œil critique sur les théories monistes, **61**, 431; justification de la théorie pluraliste, **61**, 433. Méthodes nationales employées pour la validation interne du droit international, **61**, 435 et s.; règles juridiques nationales pour assurer l'exécution du droit international coutumier, spécialement les règles généralement reconnues par le droit international, **61**, 436 et s.; pratique anglaise, **61**, 436; pratique américaine, **61**, 439; pratique allemande, **61**, 440; pratique juridique dans les autres Etats, **61**, 442; règle d'interprétation en faveur de l'autorité interne du droit international, **61**, 442; institutions nationales assurant l'exécution du droit international conventionnel, **61**, 443 et s.; système anglais, **61**, 443; système américain, **61**, 444; système allemand, **61**, 446; pratique des systèmes juridiques dans les autres Etats, **61**, 448. Droit international devant les autorités et les tribunaux internes, **61**, 449.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **62**, 99 et s.). Droit international et droit interne, **62**, 129 et s.; théorie moniste et théorie dualiste, **62**, 129; doctrine anglaise et opération directe du droit international coutumier, **62**, 131; portée de la doctrine anglaise, **62**, 135; pays continentaux et opération directe du droit international coutumier, **62**, 137; théorie d'incorporation et progrès du droit des gens, **62**, 140; doctrine anglaise et transformation du droit international conventionnel, **62**, 141; théorie de l'incorporation et primauté du droit des gens, **62**, 143; possibilités de développement dans l'avenir, **62**, 145.

V. *Codification du droit privé* (**55**, 306). *Conflit de lois* (**57**, 342, 367, 372 — **58**, 253, 255 — **62**, 27, 28 — **40**, 186). *Contrôle parlementaire de politique extérieure* (**56**, 219). *Cour permanente de justice internationale* (**50**, 196). *Crédits bancaires internationaux* (**51**, 278, 418). *Droit administratif international* (**34**, 16, 27). *Droit civil*, **44**, 581, 624, 643, 645, 646, 648, 651. *Droit*

international (**46**, 11, 441 — **47**, 273, 278, 295 — **54**, 6, 26, 33, 295, 415, 440, 443, 445, 482, 508 — **58**, 28, 35 et s. — **62**, 126, 129 et s.). *Droit international (Développement du)* (**40**, 362, 379, 385). *Droit international privé. Droit international privé (Grèce). Droit international public. Droits de l'homme* (**38**, 177). *Fonction exécutive* (**55**, 97). *Réciprocité diplomatique* (**52**, 272). *Règle « pacta sunt servanda »* (**49**, 156, 200). *Sources du droit international* (**53**, 614 et 615). *Westlake* (John) (**40**, 32).

Droit international financier. — V. *Monnaie.*

Droit international français. — V. *Code civil français. Jugement étranger.*

Droit international naturel. — V. *Droit naturel.*

Droit international nouveau.

Le droit international nouveau. Influence de la condamnation de la guerre sur l'évolution juridique internationale, **31**, 399 et s.; droit de la guerre, prérogative de la souveraineté, précarité de la paix internationale, **31**, 401; nations désormais constituées à l'état de société pacifique inviolable trouvant en elle la solution pacifique des différends internationaux, **31**, 401; la civilisation (V. *Civilisation*, **31**, 404); les horizons comparés de la morale et du droit (V. *Droit*, **31**, 410. *Pacte de Paris*, **31**, 449. *Souveraineté*, **31**, 437. *Légitime défense*, **31**, 469. *Pacigérat*, **31**, 486). Problème de l'agresseur dans le droit international nouveau, **31**, 504 et s.; difficultés soulevées par le problème de l'agression, **31**, 504; définition critiquable donnée par l'article 10 du Protocole de Genève, **31**, 504; définition proposée, **31**, 505; éléments de fait et éléments de droit dans l'agression, **31**, 506; Haute Cour de la paix juridique internationale, **31**, 507; la science nouvelle du droit des gens à la lumière du pacigérat positif, **31**, 510; rapports entre le droit et la force dans l'ordre international nouveau, **31**, 514 et s.; le droit et la force, **31**, 514; caractéristique du régime ancien et du régime nouveau quant à l'emploi des voies de fait, **31**, 515; voies de fait considérées comme distinctes de la guerre : suspension des relations diplomatiques, **31**, 516; rétorsion, **31**, 517; représailles, **31**, 518; intervention, **31**, 519; voies de fait constitutives de la belligérance et consécutives à la guerre, **31**, 522; critères régulateurs de la belligérance et de la pacigérance quant à l'emploi de la force dans le droit international nouveau, **31**, 523 et s.; ordre public international, **31**, 523; lois et coutumes de la guerre, **31**, 525; rapports du belligérant avec le droit antérieur au Pacte de Paris, **31**, 525; responsabilité de l'Etat illicitement guerroyeur, **31**, 527; Etat injustement attaqué excipant de la légitime défense peut employer la force, **31**, 527; rôle des membres de l'Union pacifique en cas de guerre, **31**, 527. (V. *Arbitrage international*, **31**, 529.)

V. *Inviolabilité des traités.*

Droit international ouvrier. — V. *Organisation internationale du travail. Travail.*

Droit international pénal. — V. *Droit pénal international.*

Droit international privé.

Questions de droit international privé, des successions, **9**, 5. (V. *Succession*, **9**, 5.) Importance de l'œuvre des Conférences de La Haye, état actuel et but du droit international privé, chaque

Etat possède son droit international privé qui diffère de pays en pays, but final : unification du droit, **9**, 6 et s.

Théorie générale de l'ordre public (V. *Ordre public*, **9**, 411). Ordre public, fondement du droit international privé, **9**, 416; origine des questions et du terme de droit international privé, **9**, 417; définition du droit international privé, **9**, 419; ses sources, **9**, 420. Historique du droit international privé, **9**, 423; ses origines, diversités des coutumes en France, rôle du domicile dans leurs conflits, **9**, 423; au XVI^e^ siècle, théorie des statuts, au XVII^e^, conflits de lois nés de la confédération de provinces aux Pays-Bas et de l'Union d'Etats en Amérique, **9**, 425; doctrine hollandaise, suprématie territoriale sur les personnes et les biens, **9**, 426. Situation actuelle du droit international privé, **9**, 429; souveraineté territoriale base du droit international privé, **9**, 430; doctrine américaine, **9**, 431; critique de la souveraineté territoriale, **9**, 432; théorie de la courtoisie ou « Comity », **9**, 433; réciprocité en droit international privé, **9**, 434. Caractère du droit international privé, **9**, 436; pour la plupart des pays il est de caractère national, **9**, 436; théorie du renvoi, **9**, 438; absence de communauté internationale, **9**, 439; impossibilité d'uniformité des lois sur un même sujet dans les divers pays, règles uniformes pour résoudre les conflits, l'ordre public leur fait obstacle, **9**, 440; « droits acquis », **9**, 441; théories modernes sur le droit international privé : 1° territorialité des lois; 2° nationalité des lois et personnalité des lois, **9**, 446; importance du statut personnel, **9**, 447. (V. *Nationalité des lois*, **9**, 449. *Personnalité des lois*, **9**, 449.)

Compétence des tribunaux à raison d'infractions commises hors du territoire. Notion et essence du droit international privé, **12**, 251; sa genèse, **12**, 252; caractère fragmentaire de ses théories et de ses codifications, **12**, 254; idée et nature du droit international privé, sa définition, **12**, 255; son expression, **12**, 256; droit des gens et droit international privé, **29**, 257; collisions des divers droits internationaux privés, **12**, 258; importance de la codification du droit international privé, **12**, 260; la codification et le droit naturel, **12**, 261; codification interne et codification internationale, **12**, 261. (V. *Droit pénal international*, **12**, 264. *Infractions commises hors du territoire*, **12**, 281.)

Objet et méthode du droit international privé, **21**, 433 et s. Objet du droit international privé, **21**, 433 et s.; obscurité de l'expression « droit international privé », **21**, 433; diversité des définitions proposées par la science, **21**, 434; indétermination de l'objet par suite du domaine du droit international privé, **21**, 434; caractère spécial des règles du droit international privé, règles positives, règles de rattachement, **21**, 436; la nationalité et la condition des étrangers, auparavant de droit civil, ont été rattachées pour des raisons scolaires au droit international privé, **21**, 437; les règles du droit international privé ne font que préparer la solution des questions, **21**, 439; nécessité d'après Pillet d'une communauté juridique internationale dont la loi commune sera le droit international privé, **21**, 440; définition du droit international privé, il est l'ensemble des règles (règles de rattachement) de chaque législation, **21**, 441; les règles se divisent en règles de qualification et règles constitutives, **21**, 442; les

règles de rattachement proprement dites, **21**, 443; exceptions que comportent les règles de rattachement, fraude à la loi, **21**, 444. Méthode en droit international privé, **21**, 445 et s.; insuffisance des textes, de la coutume et de la jurisprudence, rôle de la doctrine, **21**, 445; méthode théorique, méthode analytique, **21**, 447; notions historiques, **21**, 450 et s.; les origines, la théorie des statuts, **21**, 450 et s.; les théories allemandes, théorie de Savigny, **21**, 454; théorie de la personnalité du droit, **21**, 457; théories contemporaines qui donnent même base au droit des gens et au droit international privé, **21**, 459. Méthode *a priori*, ses applications, **21**, 462; ses résultats, **21**, 465; application des lois étrangères aux rapports de droit, partage de souveraineté, **21**, 467; le renvoi, **21**, 468; extension de l'autonomie des parties notamment dans le droit des obligations conventionnelles, **21**, 470; la méthode *a priori* produit-elle l'unité de doctrine et de solution ? obstacles qui s'y opposent, **21**, 472. Méthode analytique, **21**, 477 et s.; description et applications de cette méthode, **21**, 477; applications quant aux meubles et immeubles, **21**, 478; quant à l'état des personnes, **21**, 479; quant à la règle *locus regit actum*, **21**, 480; quant aux jugements étrangers, **21**, 481; considération essentielle : but de l'institution en cause d'après la *lex fori*, **21**, 481; rôles respectifs de l'analyse et de l'induction, de la déduction et de la synthèse, **21**, 486. Mise en œuvre de la méthode analytique, ses organes, **21**, 489 et s.; la loi et le traité international, **21**, 489; Conventions internationales (Montevideo, Code Bustamante, La Haye), **21**, 490; leur efficacité, **21**, 492; problèmes que pose leur usage, **21**, 495; le juge, **21**, 497 et s.; les auteurs, les théoriciens, **21**, 503 et s.

Le développement historique du droit international privé, **29**, 291 et s. Importance de l'histoire en droit international privé, **29**, 292; caractère international de la science du droit international privé dès sa naissance, **29**, 292; les deux périodes de l'histoire du droit international privé : période jurisprudentielle et scientifique, période légale, **29**, 293; l'élément étranger contenu dans le droit international privé, **29**, 294. Points de départ : jurisprudence primitive, **29**, 296 et s.; le droit coutumier des villes d'Italie au XI^e^ siècle, leur diversité, le droit commun appliqué en cas de lacune, **29**, 297; la *lex fori* solution instinctive de la jurisprudence de cette époque, **29**, 298; compétence pénale du tribunal du lieu du délit, **29**, 298; les points de vue théoriques, les professeurs de l'Ecole de Bologne, **29**, 300; fondation de la doctrine par M^e^ Aldricus, **29**, 301; esprit de justice de l'Ecole italienne, **29**, 301; les gloses, leur importance pour la formation du droit international privé, **29**, 302; la loi *cunctos populos*, la loi territoriale n'oblige que les citoyens, règles applicables aux étrangers, **29**, 303; contrats, loi du lieu, procédure civile applicable aux étrangers, **29**, 304; écrits des canonistes et des légistes, **29**, 306. Période doctrinale et ses différentes étapes (la théorie des statuts), **29**, 310; théorie des statuts, origine du droit international privé, **29**, 310; ce qu'est la théorie des statuts, **29**, 310; même méthode à laquelle s'attachent tous les statutaires de Bastole à Bouhier, **29**, 312; part apportée au problème des conflits de lois par chaque Ecole, **29**, 313; les juristes français au début du XIV^e^ siècle, leur distinction entre procédure et cause, **29**, 314;

Belleperche et Guillaume de Cugneaux distinguent le réel du personnel, **29**, 315; progrès du droit international sous l'influence de Bartole, **29**, 316; problème de l'extension des statuts aux personnes hors du territoire (contrats, délits, testaments et autres faits juridiques), **29**, 317; problème de l'extension du statut par rapport aux indigènes et biens indigènes en territoire étranger, **29**, 318; critique des thèses de Bartole, **29**, 318 et 319; seconde théorie des statuts : la doctrine française, **29**, 321; principe de la territorialité stricte et absolue des coutumes, **29**, 322; Bertrand d'Argentré crée un nouveau système de solution des conflits de coutumes, **29**, 323; loi du lieu de situation pour les immeubles; loi du domicile pour les personnes et les meubles, **29**, 323; comparaison avec la doctrine italienne, **29**, 324; la doctrine hollandaise, la courtoisie internationale, **29**, 325; souveraineté et territorialité des coutumes, **29**, 326; Ecole statutaire allemande, **29**, 328. Débuts du droit international privé légal à partir de 1794, principes qui ont inspiré le droit international privé du XIX^e^ siècle, **29**, 332 et s.; œuvre de codification civile du XIX^e^ siècle, **29**, 333; introduction de l'individualisme national dans le droit civil, conséquences au point de vue du conflit des lois, **29**, 334; progrès du droit international privé sous l'influence de Story, Savigny et Mancini, **29**, 335; les dispositions de droit international privé du Code prussien de 1794, **29**, 336; l'article 3 du Code civil français, **29**, 337; influence de Story, **29**, 338; sa doctrine, **29**, 342; elle inspire le droit international privé anglo-saxon, **29**, 344; conception anglaise du domicile centre des relations de droit civil, **29**, 345; les exceptions, le mariage régi par la loi du lieu du contrat, **29**, 346; application de la loi étrangère en Angleterre et aux Etats-Unis, **29**, 348; l'ordre public en droit anglais, **29**, 349; nette distinction dans le droit anglais et le droit américain des meubles et immeubles, **29**, 350. Principes : la théorie de Savigny et son écho dans la doctrine, la législation, la jurisprudence, **29**, 352 et s.; le traité de droit romain de Savigny contient une théorie complète du droit international privé, **29**, 354; côté méthodique de la doctrine savignienne, **29**, 354; son côté substantiel, **29**, 355; les droits réels, **29**, 356; les obligations, **29**, 356 et s.; le mariage, **29**, 358; critique de la doctrine de Savigny, **29**, 359; son influence en Allemagne, **29**, 361; en Angleterre, **29**, 361; en France et en Italie, **29**, 362; l'Ecole de Mancini, son retentissement international, **29**, 365 et s.; système de la personnalité du droit, **29**, 366; doctrine de Mancini, la nationalité fondement du droit international, **29**, 366 et s.; influence de cette doctrine sur le développement du droit international privé, **29**, 368; deux liens, d'après Mancini, rattachent la personne à un ordre social (dualisme): lien juridique (nationalité), lien actuel, **29**, 369; application de la loi personnelle aux rapports de droit international privé, de la loi territoriale aux rapports de droit public, **29**, 370; nationalité (d'où application de la loi personnelle), souveraineté territoriale (d'où reconnaissance de l'ordre public), liberté individuelle (d'où prise en considération de l'autonomie de la volonté), **29**, 370; remplacement du domicile par la nationalité, **29**, 370; importance de l'ordre public, **29**, 371. Principes du droit international privé individuel de nos jours, avènement

d'un droit international privé collectif, **29**, 375 et s.; caractère individuel de l'application du droit international privé dans les divers pays, **29**, 376 et s.; tendances récentes du droit international privé individuel, **29**, 379; loi d'introduction du Code civil allemand, **29**, 380; législations nationales sur les conflits de lois, **29**, 381; réglementation franche des conflits, **29**, 382; réglementation des confits d'obligations conventionnelles, **29**, 382; innovations quant à la méthode, **29**, 384; innovations quant à la substance, **29**, 385; superposition d'un droit international privé collectif aux systèmes nationaux, **29**, 386; l'Institut de droit international, **29**, 386; Conférences de La Haye de droit international privé, **29**, 387 et s.; Conférences panaméricaines, **29**, 391; œuvre de la Société des Nations, **29**, 394.

Tendances nouvelles du droit international privé, **33**, 245 et s. Le droit international privé comme expression des grands courants actuels, **33**, 245; portée du sujet et méthode selon laquelle le traiter, **33**, 246. Tendances régnantes, **33**, 250 et s.; tendances fondamentales, les deux tendances principales, **33**, 251; tendance nationaliste, **33**, 252 et s.; la territorialité (abandonnée aujourd'hui), **33**, 252; théorie néerlandaise du XVII^e^ siècle (*comitas gentium*), « comity » de Story au XIX^e^ siècle, **33**, 253; critique : conflits perpétuels, **33**, 254; jurisprudence, **33**, 254; le renvoi, **33**, 257; problème de la qualification, **33**, 258; problème du changement de statut, **33**, 260; tendance internationaliste, **33**, 261; doctrine de Savigny, **33**, 261; l'école italienne, **33**, 262; théorie de Zitelmann, **33**, 264; tendances intermédiaires, **33**, 265; résultats : situation chaotique, incertitude de la science, situation difficile de la jurisprudence, **33**, 266; désir de créer des principes internationaux par voie de conventions internationales, **33**, 268; bilan de la tendance régnante, **33**, 270; causes de la confusion actuelle : exagération de la conception de la souveraineté, **33**, 271; méconnaissance de la nature du droit, **33**, 273. Tendances nouvelles, **33**, 275 et s.; tendances générales de l'époque actuelle, **33**, 275; bases du droit international privé, **33**, 278 et s.; principe de la personnalité, **33**, 278; nature du droit, **33**, 278; les rapports de l'homme et de l'ordre juridique, **33**, 281; recherche scientifique et droit positif, **33**, 286; principe de la territorialité, **33**, 294 et s.; souveraineté territoriale par opposition avec la souveraineté personnelle, **33**, 294; souveraineté territoriale, **33**, 294; formes dans lesquelles elle s'exerce, **33**, 296; comparaison des deux souverainetés, la territoriale restant l'exception, conflit entre elles, **33**, 298 et s.; principes de la personnalité et de la territorialité pris comme base du droit international privé, **33**, 302 et s. Application de la nouvelle doctrine aux problèmes fondamentaux, **33**, 306 et s.; délimitation du droit international privé, **33**, 306; droit privé interlocal, **33**, 306; le droit privé interconfessionnel, **33**, 308; le droit privé interracial, **33**, 310; conflits principaux, **33**, 310; conflits dans l'espace (entre droits matériels), **33**, 310; la question du renvoi; **33**, 312; problème de la qualification, **33**, 313; les conflits dans le temps, **33**, 316; conflit des règles matérielles (changement de statut), **33**, 316; conflit des règles de conflits, **33**, 320; l'ordre public, **33**, 321; ordre public absolu, ordre public relatif, **33**, 322; danger de l'ordre public relatif, **33**, 323;

limitation de l'ordre public, **33**, 324; l'abus qu'on en fait, **33**, 325; contenu et forme des actes juridiques, **33**, 328; le contenu, rapports juridiques bilatéraux, façons de les traiter (actuelle et nouvelle), **33**, 328; forme des actes juridiques, **33**, 331; la règle *locus regit actum*, **33**, 332; le patrimoine, **33**, 335 et s.; problème du patrimoine formant un ensemble unique sous différents ordres juridiques, la solution, **33**, 336; application à la faillite, **33**, 337; adaptation de la nouvelle doctrine aux conditions nouvelles du milieu social, **33**, 339.

Nouvelle conception du domicile dans le règlement des conflits de lois (V. *Domicile*, **34**, 659 et s.). Domicile dans l'évolution du droit international privé, **34**, 699 et s.; période antérieure au Code civil français, **34**, 699 et s.; évolution du droit international privé qui a eu comme facteur la loi du domicile avant la formation des lois nationales, **34**, 700; apparition de la théorie des statuts, **34**, 700; l'école italienne, **34**, 701; domaine nouveau ouvert par Dumoulin à la loi du domicile, **34**, 702; la doctrine de d'Argentré basée sur le principe de la souveraineté territoriale n'élimine pas complètement la loi du domicile, **34**, 703; assaut des juristes hollandais du xvii^e^ siècle contre la loi du domicile symbole du statut personnel, leur échec, **34**, 705; admission du principe du domicile dans de nombreux pays à la veille de la Révolution de 1789, **34**, 707; premier recul : de 1804 à Mancini, **34**, 707 et s.; article 3, § 3, du Code civil applique aux Français même résidant en pays étranger les lois sur l'état et la capacité, **34**, 707; silence du Code sur la condition des étrangers en France, **34**, 709; interprétation de ce silence, théorie de l'incolat de Proudhon, **34**, 709; adoption à l'étranger de la loi nationale introduite par le Code Napoléon, **34**, 710; Savigny, sa doctrine favorable à la loi du domicile, **34**, 711; apogée de la loi nationale : de Mancini à la Grande Guerre, **34**, 713 et s.; doctrine de Mancini, **34**, 713; théorie de la personnalité du droit, supériorité de la nationalité sur le domicile pour résoudre les conflits de lois, **34**, 714; influence conjuguée du Code civil français et de l'Ecole italienne, **34**, 715; interprétation de la jurisprudence, **34**, 717; adoption par cinq sur six des Conventions de La Haye du 2 juin 1902 et du 17 juillet 1905 du système de la personnalité des lois, **34**, 718; ralliement à la loi nationale dans les Codes nouveaux de certains pays, **34**, 719; renouveau de la théorie du domicile, **34**, 720 et s.; dans les pays anglo-saxons, **34**, 721; aux Etats-Unis, Story fait appliquer la doctrine de la territorialité, **34**, 722; les doctrines successives dans les pays sud-américains, article 9 du Code de La Havane, adoption de la loi du domicile, **34**, 724; pays fidèles à la loi du domicile, **34**, 725; l'ordre public et le système des qualifications, freins à l'application de la loi étrangère du domicile, **34**, 727; le renvoi, **34**, 727; réaction entre les empiétements des lois nationales, dénonciations par la France, la Belgique et la Suisse des Conventions de La Haye, **34**, 729; conditions des Français à l'étranger et des étrangers en France, doctrine française favorable à la loi du domicile, **34**, 732; bien des pays ont adopté la loi du domicile, modifications en ce sens des Conventions de La Haye, **34**, 733 et s.

Histoire des principes fondamentaux du droit international privé, spécialement en Europe occidentale, **49**, 547 et s. (V. *Personnalité des lois*, **49**, 549. *Statuts* [*théorie des*], **49**, 592).

Règles des conflits de lois (V. *Conflits de lois*, **57**, 329 et s.). Signification des conflits de lois, **57**, 329; concept de la règle de conflit, **57**, 333. Souveraineté étatique et loi étrangère, **57**, 333; fondement des normes nationales de conflit, **57**, 334 et s.; systèmes de liberté étatique absolue, **57**, 334; théorie anglo-saxonne de la « comity », **57**, 334; théorie de l'indépendance des ordres juridiques interne et international, **57**, 342; obligation coutumière de droit des gens positif, **57**, 351; le droit naturel, l'idée de justice, systèmes théoriques de solution, **57**, 357; objet et fonction de la règle positive de conflit, **57**, 364 et s.; le problème et ses deux solutions, **57**, 364; thèse de la délimitation des souverainetés législatives, **57**, 364; thèse de la réglementation des situations ou rapports à éléments extranationaux, **57**, 367; le double objet des règles de conflit, **57**, 369 et s.; titre d'application de la loi étrangère, **57**, 376 et s.; inapplicabilité de la loi étrangère, **57**, 376; le système de la réception (transformation de la loi étrangère en loi nationale), **57**, 380; compétence de la loi étrangère, **57**, 387; application de la loi étrangère, **57**, 389 et s.; notion de la loi étrangère, **57**, 389; question des pouvoirs d'interprétation, **57**, 392; question des conditions de validité de la loi étrangère, **57**, 394; cas d'impossibilité pour le juge de connaître la loi étrangère, **57**, 401; condition de la loi étrangère, **57**, 402. Nature de la règle de conflit, **57**, 407 et s.; le criterium de distinction du droit privé et du droit public, **57**, 407; nature mixte de la règle de conflit, **57**, 409; principes méthodologiques de solution, **57**, 416; exigences de la vie sociale nationale et internationale, **57**, 417; principe de la solution exacte ou juste, **57**, 418; idée de l'harmonie légale ou harmonie internationale des solutions, **57**, 421; recherche de la justice dans la vie internationale, **57**, 423; règle de la réciprocité, **57**, 424. Sources et caractères du droit international privé, **57**, 425 et s.; sources : loi nationale, **57**, 426; coutume et usage internationaux, **57**, 428; traités, **57**, 431; caractère du droit international privé, **57**, 433 et s.; thèse du caractère purement national et sa critique, **57**, 433; conséquences de la solution adoptée, **57**, 440 et s.; rapports de la loi et du traité, **57**, 440; interprétation des traités, **57**, 443; mode d'interprétation des traités par les tribunaux, **57**, 447; problème de la codification internationale, **57**, 450 et s.; Code Bustamante, **57**, 455. Sens et application de la règle de conflit, **57**, 458 et s.; interprétation de la règle de conflit, **57**, 458. (V. *Qualifications*, **57**, 460.) Moyens de désignation du droit applicable : quelques mots sur les points de rattachement et leur désignation, **57**, 512 et s.; *lex causae* et *lex fori*, **57**, 516; loi compétente, **57**, 518. (V. *Renvoi*, **57**, 519.) Pluralité de lois dans l'ordre juridique compétent : détermination de la loi applicable, **57**, 550 et s.; observation par le juge saisi des règles de l'ordre juridique compétent pour les conflits entre les systèmes de cet ordre, **57**, 551; obligation pour le tribunal saisi, si lesdites règles n'existent pas, de combler la lacune de son droit international privé, **57**, 553; la question préalable, **57**, 554 et s.; concept préjudiciel, **57**, 554;

le droit de conflit applicable à la question préalable, **57**, 558. Exceptions ou limitations au jeu de la règle de conflit, **57**, 563.

Rôle du droit comparé dans le droit international privé, **57**, 577 et s. Principes et méthodes, **57**, 577 et s.; divergences entre droit international privé et droit comparé, **57**, 577; théorie internationaliste du droit international privé, **57**, 578; doctrine nationaliste, **57**, 579; droit comparé favorable à la doctrine nationaliste, **57**, 579; raisons de l'application de la loi étrangère, **57**, 580; méthode du droit international privé, **57**, 584; méthode exclusivement nationale de M. Bartin, **57**, 587; doctrine de M. Franz Kahn, droit international privé, droit national mais qui demande une méthode internationale de développement, **57**, 586; article 21 de la loi d'introduction du Code civil allemand, **57**, 588; dispositions étrangères saisies par les règles de conflit de l'article 21, difficultés du problème, **57**, 589; solution de MM. Neumer et Rabel inspirée de la méthode comparative et universaliste, **57**, 591; rôle du droit comparé découlant de l'application de la loi étrangère, **57**, 593; difficulté de trouver une institution correspondante à une institution de la loi du for n'existant pas telle quelle dans la législation étrangère, **57**, 593; exemples, **57**, 593 et s.; méthode de comparaison générale quant aux sources, **57**, 597. (V. *Qualifications*, **57**, 598. *Renvoi*, **57**, 621. *Ordre public*, **57**, 641. *Autonomie de la volonté*, **57**, 664. « *Locus regit actum* », **57**, 679); remarques finales sur la contribution du droit comparé à la création d'un droit international privé mondial, **57**, 703 et s.

Règles générales des conflits de lois, **58**, 247 et s. Contraste des conceptions en matière de droit international privé, **58**, 247; tendance à s'éloigner des systèmes purement scientifiques pour aller vers la réalité juridique, **58**, 248; détermination des conceptions propres à individualiser la nature réelle des règles du droit international privé, **58**, 249. Nature des règles du droit international privé, **58**, 251 et s. Objet de ces règles, **58**, 251 et s.; conception traditionnelle de cet objet et idée du conflit de lois, **58**, 251; conception positive internationaliste, sa critique, **58**, 252; doctrine de Zibelmann, **58**, 253; doctrine de Donato Donati, **58**, 254; doctrine universaliste de M. Frankenstein, se fonde sur l'idée du droit ou de la recherche du but social, **58**, 262; doctrine nationaliste allemande, **58**, 264; doctrine voyant dans les règles du droit international privé des normes formellement internes et substantiellement internationales, **58**, 270; les règles du droit international privé provenant de l'ordre juridique interne ne peuvent avoir pour objet que des faits et rapports concernant les sujets de l'ordre juridique interne, **58**, 278; détermination de l'objet de ces règles dans les faits et les rapports qui se rattachent à la vie réelle interne d'autres Etats, **58**, 280; relations entre l'ordre juridique interne et l'ordre juridique international relativement au domaine du droit international privé, **58**, 284 et s. Fonction des règles du droit international privé, **58**, 294 et s.; détermination de la fonction de ces règles, **58**, 294; critique systématique de l'idée de dualité de fonctions, **58**, 294; fonction unique consistant dans la détermination d'un rattachement entre le rapport matériel et un ordre juridique étranger, **58**, 297; caractère du recours effectué par

les normes du droit international privé aux règles du droit étranger, examen critique des différentes théories, **58**, 299; attribution de compétence souveraine à l'ordre juridique étranger sur le territoire national, **58**, 299; insertion nécessaire, dans l'ordre juridique dont fait partie la norme du droit international privé, des règles du droit étranger auxquelles elle a recours, question de savoir s'il y a création de règles nouvelles ou simple envoi de réception, **58**, 304; définition de la fonction des règles du droit international privé, **58**, 308. Interprétation des règles du droit international privé, **58**, 313 et s. Détermination des rapports envisagés par les règles de rattachement, **58**, 313 et s.; le problème de l'interprétation et ses caractères relativement aux règles du droit international privé, **58**, 313; premier moment du problème, détermination de l'ensemble des rapports envisagés par chaque règle du droit international privé, **58**, 314 (V. *Qualifications*, **58**, 316); problème des lacunes en droit international privé, **58**, 342; problème découlant de la succession dans le temps des règles de rattachement, **58**, 347; inexistence d'un problème de rétroactivité propre aux règles du droit international privé, **58**, 351. Détermination des circonstances de rattachement, **58**, 354 et s.; deuxième moment du problème d'interprétation des règles du droit international privé : détermination des circonstances de fait auxquelles ces règles donnent la valeur de circonstances de rattachement entre les rapports envisagés et un ordre juridique étranger, **58**, 354 et s.; analogie avec le problème des qualifications, **58**, 357; hypothèse d'une pluralité de législations territoriales dans l'Etat étranger, **58**, 361; délimitation du problème de la recherche d'une circonstance de rattachement complémentaire de celle donnée par la nationalité, **58**, 368 et s.; hypothèse d'une pluralité de lois personnelles dans l'Etat étranger, **58**, 378. Détermination des règles étrangères désignées par les règles de rattachement, **58**, 380 et s.; troisième moment du problème d'interprétation des règles du droit international privé, **58**, 380. (V. *Renvoi*, **58**, 381.) Détermination des limites à l'insertion des règles étrangères dans l'ordre juridique interne, **58**, 420 et s.; quatrième moment du problème d'interprétation des règles du droit international privé, **58**, 420. (V. *Ordre public*, **58**, 420.)

Méthode en droit international privé, **62**, 427 et s. Méthode théorique ou *a priori*, méthode positive ou pratique, **62**, 427; tendance continentale à adopter la méthode théorique, **62**, 427; l'Ecole française, **62**, 428; l'Ecole hollandaise, **62**, 429; l'Ecole du « Common law », elle ne fait pas dériver un système de droit international privé d'un principe *a priori*, **62**, 430; raisons de la différence entre le point de vue anglo-saxon et le point de vue continental, **62**, 435; comparaison des deux méthodes (théorique et positive), **62**, 437; abondance de la jurisprudence anglo-saxonne rend le droit inextricable, **62**, 440; tendance à dégager des décisions judiciaires des principes juridiques engageant les tribunaux, **62**, 440 et s. Nature du droit international privé, son caractère national, **62**, 443 et s.; classification de M. Beale en systèmes statutaires, internationaux et territoriaux, **62**, 443; système statutaire, **62**, 443; système international, **62**, 445 et s.: ce qu'est le conflit de souveraineté, **62**, 447; limitation ou non-

limitation du pouvoir de l'Etat de régler un conflit de lois à sa manière par l'existence d'un système international de droit international privé, **62**, 448; sources éventuelles de ce système : conventions internationales, **62**, 448; jurisprudence, **62**, 450; droit coutumier international, **62**, 450; doctrine internationale, **62**, 451 et s. (V. *Courtoisie internationale*, **62**, 427. *Droits acquis*, **62**, 461.) Ecole réaliste américaine, **62**, 476; création d'une nouvelle doctrine aux Etats-Unis s'opposant à l'Ecole territoriale, **62**, 476; raisons de cette opposition, **62**, 476; point de vue nouveau adopté par la doctrine réaliste pour traiter le problème du conflit des lois, **62**, 478. Droit international privé en Angleterre, nouvelle conception, **62**, 482 et s.; influence de l'Ecole réaliste américaine, **62**, 482; théorie du D^r^ Cheshire, **62**, 483; controverses soulevées par cette doctrine, **62**, 484. [V. *Conflit de lois* (Qualification, Renvoi), **62**, 489.] Exceptions à l'application normale des règles du conflit de lois : Ordre public, **62**, 517. Fraude à la loi, **62**, 531.

V. *Amérique. Code civil allemand. Code civil français. Code civil italien. Code de commerce italien. Code de procédure civile italien. Compétence judiciaire. Conférences de droit international privé de La Haye. Conflit de lois. Cour permanente de justice internationale. Domicile. Double imposition. Droit international. Droit international privé (Allemagne, Angleterre, Brésil, Bulgarie, Canada, Espagne, Etats-Unis, Grèce, Italie, Pologne, Russie soviétique, Yougoslavie). Droit international privé musulman. Droit maritime international. Droits acquis. Ecole italienne de droit international. Etranger. Fraude à la loi. « Locus regit actum ». Mariage. Code de commerce. Ordre public. Personne morale. Réciprocité diplomatique. Renvoi (théorie du). Société civile et de commerce. Succession.*

Droit international privé (Allemagne).

Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique en Allemagne, **15**, 437. Notions générales, **15**, 437; droit intertemporal dans la doctrine allemande, **15**, 438; droit interterritorial divisé en interprovincial et international, **15**, 439 et s.; histoire du droit allemand, **15**, 440 et 450; portée de l'expression « droit international privé », droit des étrangers ou bien conflit de lois, **15**, 444; en doctrine allemande le droit international privé est limité aux conflits de lois, **15**, 448. Droit international privé en Allemagne, **15**, 450; influence du droit romain sur le droit allemand, **15**, 455; influence des juristes néerlandais sur le droit allemand, système de la *collisio statutorum*, **15**, 457; les statuts personnels, réels, mixtes, **15**, 458 et s. Essor du conflit des lois en Allemagne, **15**, 463; théorie de Wachter, souveraineté du droit national, **15**, 463 et s.; von Savigny, son droit international privé, **15**, 466 et s.; von Bar, **15**, 469; Zitelmann, **15**, 470; Meili, **15**, 472; Niemeyer, **15**, 474; Kelsen et l'école de Vienne, **15**, 474. Influence étrangère sur la doctrine et la pratique du droit international privé en Allemagne, **15**, 476; forte influence du Code Napoléon, prépondérance de l'idée de souveraineté nationale, **15**, 477; Code civil français (V. *Code civil français*, **15**, 477); influence de l'école italienne moderne, règle de Mancini « les lois concernent les personnes », triomphe du

nationalisme, **15**, 480 et s.; règles anglo-saxonnes en matière de droit international privé, l'œuvre de Story, positivisme des tribunaux et des juristes anglo-saxons, son influence sur les auteurs et juges allemands, **15**, 483 et s.; le droit international privé allemand dans la loi d'introduction au Code civil allemand (V. *Code civil allemand*, **15**, 442 et s.), **15**, 485 et s. Modifications d'application des lois étrangères en Allemagne, **15**, 504; théorie du renvoi dans la législation allemande, **15**, 505; rôle de l'ordre public dans la conception allemande du droit international privé, **15**, 513 et s.; réciprocité en droit international privé, **15**, 516; théorie de la rétorsion ou des représailles, **15**, 518; conception allemande des sources supranationales du droit, **15**, 520; renaissance de cette conception au temps romantique, **15**, 521; les théoriciens allemands recherchent si la solution des conflits de lois repose sur le même principe, **15**, 523; Conférences de La Haye sur le droit international privé, **15**, 523; vœu d'unification des règles sur le conflit des lois, **15**, 524.

Droit international privé (Angleterre).

Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique britanniques, **36**, 5 et s. Débuts historiques et évolution du système anglo-saxon de droit international privé au XIX^e^ siècle, **36**, 5 et s.; origine récente de ce droit en Angleterre, **36**, 5; conflit de lois au début du XVIII^e^ siècle, leurs causes, **36**, 6; début du XIX^e^ siècle, transformation de la position internationale du Royaume-Uni, application des lois étrangères dans certaines colonies anglaises, naissance d'un corps considérable de jurisprudence, **36**, 7; les auteurs classiques, **36**, 8 et s.; Story, **36**, 9; Burge, Phillimore, **36**, 10; Westlake, **36**, 11; Foote, Dicey, **36**, 12; les auteurs modernes, **36**, 13. Sources du droit international privé anglais, **36**, 14 et s.; la « Common law », **36**, 14; doctrine de la *Comitas gentium*, de Paul Voet, application de la loi territoriale à tous ceux qui résident sur le territoire, **36**, 17; cette doctrine adoptée en Angleterre, application rigoureuse de la loi territoriale tempérée par la courtoisie internationale (« Comity »), **36**, 18; Westlake et Dicey, adversaires de la doctrine, **36**, 19. Règles fondamentales de la solution des conflits de lois, respect international des droits régulièrement acquis, **36**, 22; les limites posées par la jurisprudence anglaise à la reconnaissance des droits acquis, conditions requises, compétence de la loi qui accorde les droits, **36**, 23; droits acquis non contraires à l'ordre public anglais, **36**, 24; droits acquis non contraires aux institutions juridiques, sociales et politiques du pays de leur exécution, **36**, 25; signification du terme « contraire à la justice naturelle » (esclavage), **36**, 26; rejet d'une incapacité de nature pénale ou religieuse édictée par une loi étrangère, **36**, 27; droits acquis en vertu d'un jugement étranger, **36**, 28; doctrine de l'autonomie de la volonté, son rôle important dans la solution des conflits de lois, **36**, 30 et s.; territorialité des lois sur la propriété immobilière, **36**, 34; la règle *locus regit actum*, la *lex fori*, **36**, 35; doctrine de l'exterritorialité, **36**, 36. Domicile en droit anglo-saxon, **36**, 38 et s.; domicile d'origine, **36**, 40; domicile de choix, **36**, 41; domicile anglo-indien, **36**, 42; importance du domicile en matière de statut personnel, **36**, 43; régime matrimonial, **36**, 45; propriété mobilière, **36**, 46; régime

successoral mobilier, **36**, 47; la nationalité, **36**, 48 et s.; condition des étrangers, **36**, 51; la doctrine du renvoi, **36**, 52 et s. Règles de délimitation des conflits de lois, **36**, 58 et s.; droit international privé spécial à chacun des Etats, solution des conflits de lois particulière à chaque Etat, **36**, 58; recherche d'uniformisation du droit international privé, procédé d'un Code universel, ou, à défaut, d'un accord sur des règles uniformes de solution des conflits, **36**, 59; « Common law » anglaise, caractère spécial de la procédure anglaise, **36**, 60; adoption en Angleterre du domicile comme base des lois personnelles, **36**, 62; nouvelle conception en France de la nationalité, théorie nationaliste italienne de Mancini, critique par les doctrinaires de la nationalité de la doctrine anglo-saxonne du domicile, **36**, 62 et s.; influence heureuse au point de vue des Conventions de l'Institut de droit international et de l' « International law Association », **36**, 66; progrès en Amérique de l'unification du droit international privé, les Congrès (Panama, Montevideo), Conférence de La Havane, Code de Bustamante, **36**, 67; les Conférences de La Haye de droit international privé, **36**, 68; la Cour permanente de justice internationale, **36**, 69; travaux de l'Union panaméricaine, **36**, 69; action de la Société des Nations, **36**, 70; pas de codification générale en Angleterre, **36**, 71; législation anglaise, son évolution lente par la jurisprudence des tribunaux britanniques, **36**, 71.

V. *Compétence judiciaire.*

Droit international privé (Brésil).

Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique au Brésil, **39**, 555 et s. Principes fondamentaux, **39**, 555 et s.; territoires et ressortissants, **39**, 555; limites entre droit national et droit étranger, chaque individu relevant du droit de sa patrie, chaque objet du droit du territoire où il se trouve, **39**, 556; donnée de la nationalité, **39**, 556; principe exact et permanent, **39**, 558; prétendu retour à la loi du domicile, **39**, 558; donnée sur la territorialité, **39**, 559 et s.; Etat et territoire concepts inséparables, choses subordonnées à la *lex rei sitae*, **39**, 559; les deux principes : loi nationale, loi territoriale, **39**, 560; le problème de la loi-contenu, **39**, 562 et s.; loi du domicile adoptée comme loi de la personne, difficultés que cela engendre, **39**, 562; article 10 de la loi d'introduction au Code civil brésilien, **39**, 567; loi applicable, **39**, 568; cas spéciaux d'apatridie et de plurinationalité, **39**, 569 et s.; première donnée à rechercher : Etat auquel appartient la personne, **39**, 569; loi personnelle de l'apatride, **39**, 570; loi personnelle du plurinational, dispositions de l'article 9, n° 11 de l'introduction au Code civil brésilien, **39**, 574 et 575; troisième principe, celui de la compétence concernant les services publics, **39**, 579. Problèmes d'ajustement dans la législation brésilienne, **39**, 581 et s.; délimitation internationale des compétences, **39**, 581; loi compétente pour régir les biens meubles, **39**, 582; loi régissant la forme des actes juridiques, *locus regit actum*, **39**, 585; critique de l'article 11 de la loi d'introduction au Code civil brésilien, **39**, 585; distinction entre la forme et le contenu, **39**, 587; actes solennels, loi applicable, **39**, 590; loi qui régit la preuve, **39**, 593; *lex obligationis*, **39**, 595; *lex successionis*, **39**, 595; caractère illusoire de la

notion de renvoi, **39**, 596. Principes de la production et de la non-production des effets, **39**, 598 et s.; principe de la production d'effets sur le plan international, **39**, 598; changement de statut personnel, **39**, 598; biens meubles, **39**, 599; pouvoir législatif dont émane le commandement dans l'application de la loi étrangère, **39**, 601; application au Brésil des lois étrangères et exécution des jugements étrangers sans réciprocité (loi 20 novembre 1894), **39**, 604; principe de non-production d'effets pour motif d'ordre public, **39**, 609 et s.; notion d'ordre public, ordre public international, **39**, 609; l'ordre public suppose une différence fondamentale entre le droit substantiel de la *lex fori* et celui de la loi compétente, les règles de droit international privé ne sont pas en cause, **39**, 610; le principe d'ordre public résulte de la profonde inégalité des législations substantielles, **39**, 611; condition de validité au Brésil d'un acte d'un étranger incapable, **39**, 612; solution du projet brésilien, **39**, 615; conflits dans le temps des lois sur les conflits dans l'espace, **39**, 617 et s. Matières spéciales du droit international privé, **39**, 619 et s.; partie générale, distinction entre capacité de jouissance et capacité d'exercice des droits, **39**, 620; nationalité des personnes morales, **39**, 623; universalité des biens, préceptes du projet brésilien, article 14, **39**, 624; droit de famille, **39**, 625 et s.; formes et validité du mariage, **39**, 625; rapports entre époux, régime matrimonial, contrat de mariage, **39**, 627; divorce et dissolution du bien conjugal, **39**, 632; filiation, **39**, 633; adoption, **39**, 634; puissance paternelle, aliments, **39**, 635; incapables, **39**, 636; droit des choses, **93**, 637 et s.; il est dominé par la *lex fori*, **39**, 637; concept et classification des choses, **39**, 637; possession, **39**, 639; caractère réel ou personnel d'un droit, **39**, 639; choses immobilisées, **39**, 641; meubles *in transitu*, **39**, 643; loi applicable à l'universalité, **39**, 645; régime des biens, **39**, 646; expropriation, **39**, 648; droit des obligations, **39**, 648 et s.; capacité de contracter, **39**, 648; compétence de l'Etat pour régir l'obligation du national, **39**, 650; *lex loci contractus*, **39**, 653; *lex loci executionis*, **39**, 654; *lex debitoris*, **39**, 655; *lex fori*, **39**, 656; obligations délictuelles et quasi délictuelles, **39**, 659; matières spéciales et droit commercial, **39**, 662; droit des successions, **39**, 668 et s.; capacité, **39**, 669; succession testamentaire, **39**, 670; partage, **39**, 671.

Droit international privé (Bulgarie).

Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique en Bulgarie, **33**, 487 et s. Enseignement universitaire, **33**, 488; manque d'un Code civil complet, hétérogénéité des lois bulgares, **33**, 488; communautés confessionnelles, conflits de lois personnelles, **33**, 489; caractère du droit international privé, **33**, 491; objet du droit international privé, **33**, 492; sources du droit international privé (constitution, lois, conventions), **33**, 493 et 494; doctrine, jurisprudence, **33**, 495; la nationalité, loi de 1904, deux espèces de naturalisation, **33**, 495; le traité de Neuilly et la loi bulgare sur la nationalité, **33**, 497; effets des guerres balkaniques sur la nationalité, Convention de 1925 avec la Turquie, **33**, 498 et 499; régime des étrangers (droits publics, droits privés, réciprocité), **33**, 500 et s. Conflit de lois, **33**, 503 et s.; caractère, constatation de la loi étrangère, limites d'appli-

cation de la loi étrangère, ordre public, **33**, 504; règle *locus regit actum*, **33**, 506, renvoi, **33**, 507; droits acquis, **33**, 507; qualification, **33**, 508; capacité juridique, personnes physiques, **33**, 508 et s.; système territorial adopté par la doctrine, article 170 du Code de procédure civile, **33**, 509; article 627 du Code de commerce, **33**, 510; articles 61, 62 et 63 de la Constitution, dispositions d'ordre public international, non-application de la loi étrangère, **33**, 511; sociétés étrangères, **33**, 515; régime des biens, droits réels, **33**, 517; droits de famille, **33**, 519; tutelle, application de la Convention de La Haye de juin 1902, **33**, 519; règle *locus regit actum* pour la forme, **33**, 519; adoption, Convention judiciaire avec la Roumanie, application de la loi de l'adoptant, **33**, 519; règle *locus regit actum* pour la forme, **33**, 519; mariage, adhérents des communautés confessionnelles suivant la loi de leur religion, **33**, 519 et s.; musulmans, compétence des muftis en matière de mariage, **33**, 520; mariage des juifs, mariages mixtes, libéralisme du chériat, **33**, 521; divorce de conjoints d'un mariage mixte, **33**, 523; mariage des étrangers en Bulgarie, **33**, 523; successions, **33**, 525; obligations, article 247 du Code de procédure civile, règle *lex loci contractus* et exceptions que ne mentionne pas la loi, **33**, 527 et s.; application des Conventions en matière de propriété littéraire et industrielle, de transports internationaux, **33**, 529; procédure, **33**, 531 et s.; régime des capitulations, **33**, 531; procès entre étrangers, **33**, 532; compétence, **33**, 532; caution *judicatum solvi*, assistance judiciaire, **33**, 533; exception de litispendance, **33**, 534; règles de procédure proprement dites, **33**, 534; commissions rogatoires, **33**, 534; légalisation de documents, **33**, 535; force probante de documents passés à l'étranger, **33**, 534; le jugement étranger comme preuve, **33**, 535; exécution de jugements étrangers (sentences arbitrales, jugements civils ou commerciaux, biens immeubles, réciprocité, procédure), **33**, 536 et s.; faillite, **33**, 538.

Droit international privé (Canada).

Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique au Canada, **53**, 182 et s. Législation particulière des neuf provinces du Canada, législation fédérale pour certaines matières, **53**, 182. (V. *Domicile*, **53**, 184. *Etranger*, **53**, 261. *Mariage*, **53**, 203. *Preuve de la loi étrangère*, **53**, 222. *Jugement étranger*, **53**, 243.)

Droit international privé (Espagne).

Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique en Espagne, **31**, 627 et s. Evolution historique du droit international privé en Espagne et sa conception actuelle, **31**, 627 et s.; adoption du principe de la personnalité des lois, **31**, 627; pénétration du romanisme dans la vie juridique, **31**, 628; publication des « Partidas » (corps de lois), leur système de solution du conflit des lois, **31**, 629; altération des « Partidas » pour les ajuster au système des statutaires italiens, **31**, 630 et s.; la « Novisima Recopilacion » de 1805, **31**, 634; la codification : projet de Code civil, **31**, 635 et 636; articles 7 à 10 réglant le droit international privé, **31**, 636; décret du 17 octobre 1851 sur les actes publics notariés en pays étranger, **31**, 637; la jurisprudence considère le droit international comme coutumier, **31**, 638; Code civil de 1889, doctrine des conflits de lois, **31**, 639;

diversité des législations locales, conflits de lois interrégionaux, article 14 du Code civil, **31**, 640; articles 9, 10 et 11 relatifs aux règles de droit international privé s'appliquent sur des territoires ou provinces ayant des législations civiles différentes, **31**, 641; le Code attache l'individu à la région dont la loi doit le régir (régionalité), **31**, 641; régionalité d'origine, **31**, 641; régionalité acquise par droit de cité ou droit de mariage, **31**, 642. Rapports personnels, régime des biens, forme des actes, **31**, 644 et s.; influence de l'Ecole italienne, **31**, 644; condition juridique de l'étranger, **31**, 645; les *heimatlos*, **31**, 647; loi applicable aux meubles et aux immeubles, **31**, 647; forme des actes, *locus regit actum*, **31**, 650; la règle s'applique aux actes publics et privés, **31**, 651; la règle est impérative, **31**, 652; exceptions : option permise, disposition expresse de la loi espagnole, **31**, 653; inefficacité de la *lex loci*, **31**, 654. Principe de l'autonomie de la volonté, notion d'ordre public, solution du renvoi, notion de fraude à la loi, **31**, 656 et s.; autonomie de la volonté en jurisprudence, silence des Codes civil et commercial, **31**, 656; extension du principe de l'autonomie aux questions de la régionalité et de la nationalité, **31**, 658; concordance de l'opinion espagnole et l'opinion hispano-américaine, **31**, 659; la notion d'ordre public d'après le Code civil et la jurisprudence, **31**, 660; pas d'ordre public dans les conflits interrégionaux, **31**, 663; la solution du renvoi d'après la jurisprudence, **31**, 663; la notion de la fraude à la loi, **31**, 666. Application de la loi nationale en matière de mariage, de rapports personnels et patrimoniaux des époux, de divorce et de séparation de corps, **31**, 669 et s.; le mariage en Espagne, **31**, 669; mariage des Espagnols à l'étranger, **31**, 671; mariage des étrangers en Espagne, **31**, 674; effets du mariage : rapports personnels entre époux, **31**, 676; régime matrimonial : avec ou sans contrat, **31**, 687; changement de nationalité des époux pendant le mariage, **31**, 681; la nullité du mariage, divorce et séparation de corps, effets en Espagne, **31**, 682. Règles de droit international privé et de droit interrégional sur les successions, **31**, 685 et s.; égalité de l'étranger et du national en matière successorale, **31**, 685; article 10 du Code, succession légitime réglée par la loi nationale du *de cujus*, **31**, 686; succession testamentaire, **31**, 687; formes du testament, **31**, 687; application de l'ordre public au droit successoral, **31**, 688; modalités du droit interrégional en matière de successions, **31**, 689. Conflits des lois en matière de procédure civile, questions de compétence judiciaire, effets des jugements et des sentences arbitrales étrangères, **31**, 692 et s.; l'étranger et la justice, **31**, 692; conflits de compétence judiciaire, soumission ou prorogation soit en faveur des tribunaux étrangers, soit en faveur des tribunaux espagnols, **31**, 693; dérogations aux règles ordinaires de compétence par suite de la nationalité des plaideurs, demandeur espagnol, défendeur étranger, **31**, 694; demandeur étranger, défendeur espagnol, **31**, 695; demandeur et défendeur étrangers, **31**, 696; tribunal espagnol compétent et tribunal étranger non compétent, **31**, 700; tribunal espagnol non compétent et tribunal étranger compétent, **31**, 701; exécution des jugements étrangers en Espagne, **31**, 701; traités hispano-sarde, hispano-suisse, hispano-colom-

bien, **31**, 702; procédure d'exequatur selon la loi espagnole, **31**, 703.

Droit international privé (Etats-Unis).

Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique aux Etats-Unis, **21**, 193 et s. Débuts de la doctrine, **21**, 193; les travaux de Livermore et de James Kent, **21**, 194 et 195; les conflits de lois de Story, **21**, 196; sources jurisprudentielles du droit international privé, **21**, 198; tendance à son uniformisation, **21**, 199; la sanction du droit international privé, **21**, 201; principe territorial dans l'histoire et dans la pratique, **21**, 205. Doctrine de la courtoisie ou « comity », **21**, 207 et s.; son origine, sa signification aux Etats-Unis, **21**, 207; courtoisie dans la jurisprudence, **21**, 209. L'ordre public aux Etats-Unis, **21**, 214 et s.; restrictions imposées à la reconnaissance de la loi étrangère, **21**, 214; cas où l'application de la loi étrangère porterait atteinte à la morale de toute société civilisée, **21**, 215; cas où la loi étrangère contrevient à une règle bien établie et essentielle de l'ordre public local, **21**, 217; cas où l'application de la loi étrangère causerait un dommage ou commettrait une injustice envers l'Etat ou ses ressortissants, **21**, 219 et s.; dommage envers l'Etat ou ses ressortissants en général, **21**, 219; injustice envers certains nationaux ou résidents de l'Etat, **21**, 220. Loi pénale et procédure de recours, **21**, 222 et s.; jurisprudence pour les crimes et les peines, **21**, 222; les lois de la procédure civile prononçant des peines, **21**, 225; actions locales et actions transitoires (« transitory »), **21**, 226. Capacité des personnes, **21**, 228 et s.; l'étendue de la loi des personnes, **21**, 228; capacité passive ou involontaire, **21**, 230; capacité testamentaire, **12**, 231; capacité de contracter mariage, **21**, 232. Contrat et état de mariage, **21**, 235 et s.; validité du contrat de mariage, **21**, 235; état de mariage ou union matrimoniale, **21**, 236. Juridictions en matière de divorce, **21**, 239 et s.; annulation de mariage, **21**, 239; tribunal compétent pour dissoudre le mariage, **21**, 240; conflit entre les tribunaux de différents Etats des Etats-Unis, **21**, 241. Droit de propriété, **21**, 245; meubles et immeubles, propriété des immeubles, **21**, 245; propriété des meubles, **21**, 247; droit anglo-américain : ventes à condition, hypothèques mobilières, **21**, 248; l'assiette des créances, **21**, 251. Contrats, **21**, 256 et s.; lieu du contrat, **21**, 257; contrats passés par un mandataire ou un associé, **21**, 258; la volonté des parties, **21**, 258; influence du lieu de l'exécution, **21**, 260. Actes dommageables (« torts ») commis à l'étranger, **21**, 262; différence entre la conception des torts reconnus par la « Common law » et ceux reconnus seulement par les législations nationales, **21**, 262; actes dommageables commis en pleine mer, **21**, 264. Successions, **21**, 265 et s.; successions immobilières, **21**, 265; successions mobilières *ab intestat*, **21**, 266; successions testamentaires, **21**, 267. Doctrine du renvoi, **21**, 270.

Droit international privé (Grèce).

La conception du droit international privé en Grèce, **20**, 5 et s. Situation géographique de la Grèce propice au droit international privé, conflits entre les lois des territoires successivement annexés, **20**, 6; développement des études de droit international privé en Grèce, **20**, 8 et s. Nature du droit international privé et

sa place dans le système juridique, **20**, 13 et s.; notion du droit international privé, **20**, 13 et s.; droit international privé *lato sensu* : nationalité, condition des étrangers, droit pénal international, droit de procédure civile international, droit administratif international, **20**, 14 et s.; droit international privé *stricto sensu* : conflit des lois, **20**, 17; conflits de souveraineté, définition du droit international privé proprement dit, **20**, 21; rapport du droit international privé proprement dit avec le droit des gens, **20**, 23 et s.; droit international privé et droit des gens en général, **20**, 23; existe-t-il un droit international privé général ?, **20**, 28; droit des gens et droit interne, **20**, 29; droit des gens règle les relations entre deux ou plusieurs Etats (droit international spécial) ou entre tous les Etats (droit international général), **20**, 30; opinions divergentes sur le droit des gens, **20**, 31; le droit international privé vise des relations entre Etats, motifs, il varie avec les Etats, **20**, 35; codifications conventionnelles du droit international privé, **20**, 37; droit matériel uniforme, **20**, 38; place du droit international privé dans le système juridique du droit interne, **20**, 39 et s.; droit public et droit privé, **20**, 39; le droit international est du droit public en tant qu'il règle l'application de telle ou telle loi, **20**, 42; opinion conforme de Zitelmann, **20**, 43; le problème en droit grec, **20**, 46. Sources et méthode du droit international privé notamment en Grèce, lois et coutumes, traités internationaux, **20**, 48; autres sources, **20**, 49; limites intertemporales des dispositions du droit international privé, question de la rétroactivité, **20**, 51; œuvre de codification en Grèce, codification du droit civil, historique, **20**, 56; codification des règles sur les conflits de lois, **20**, 59; procédure civile, **20**, 63; convention du 7 avril 1927 avec la Tchécoslovaquie, sur l'exécution en Grèce des jugements étrangers, **20**, 65; droit commercial, **20**, 66; méthode en droit international privé, **20**, 66 et s.; méthode individualiste et méthode internationaliste, **20**, 66; science et pratique en Grèce, **20**, 71. Mode et limites de l'application du droit étranger en Grèce, **20**, 74 et s.; mode d'application du droit étranger notamment en Grèce, **20**, 74 et s.; loi étrangère appliquée d'office, **20**, 74; dispositions du droit grec, leur interprétation, **20**, 77; en droit grec d'après le Code de procédure civile, l'application de la loi étrangère est indépendante des parties, **20**, 78; innovation du Code de procédure civile de Crète, **20**, 80; loi 147 de 1914 réglant les conflits de lois entre les différentes législations restées en vigueur en Grèce, **20**, 82; limites de l'application des lois étrangères en Grèce (ordre public), **20**, 82 et s.; notion d'ordre public en général, **20**, 82; ordre public en droit grec, **20**, 87; la question du renvoi, **20**, 94; comment se pose la question, **20**, 94; solution, **20**, 97; doctrine et pratique du renvoi en Grèce, **20**, 101; renvoi *de lege ferenda*, **20**, 103. Conflits entre différentes lois nationales d'un même Etat, **20**, 104 et s.; théorie générale des conflits interprovinciaux, principe, **20**, 104; exceptions, **20**, 107; conflits entre les différents droits civils en Grèce, aperçu général, **20**, 108; conflits avec le droit des îles Ioniennes, **20**, 110; annexion de la Thessalie, conflits de droits personnels, **20**, 114; Macédoine, Epire, Crète et îles de l'Egée, Codes civils crétois et de Samos, loi 147 de 1914, **20**, 116; annexion du Mont Athos;

Thrace occidentale, **20**, 120; réfugiés établis en Grèce, **20**, 120; réglementation des droits personnels, nouveaux traités, **20**, 122; dispositions transitoires à la suite de l'état de guerre, **20**, 125; droit interprovincial en Turquie, droit postcapitulaire, **20**, 127. Matières spéciales, **20**, 133; condition des étrangers en Grèce, **20**, 133 et s.; droit des étrangers, **20**, 134; droit conventionnel de la Grèce, **20**, 136; personnes morales étrangères en Grèce, **20**, 138; conflits de lois, **20**, 141 et s.; capacité de jouissance et capacité d'exercice des droits, filiation, tutelle, **20**, 141; forme des actes, **20**, 143; droits réels, **20**, 145; mariage, capacité, **20**, 146; forme, *locus regit actum*, **20**, 148; divorce, **20**, 151; successions, **20**, 152; autonomie de la volonté, **20**, 153 et s.; généralités, droit grec sur la loi applicable en fait d'obligations contractuelles, **20**, 153; essai d'une solution générale en droit international privé, conflits des règles impératives, **20**, 156.

Droit international privé (Italie).

Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique en Italie (V. *Code civil italien*, **17**, 357 et s. *Code de commerce italien*, **17**, 363), **17**, 347 et s. Doctrine de Mancini en matière de droit international privé, **17**, 347 et s.; le droit international avant Mancini, **17**, 348; école allemande, Savigny, **17**, 349; Mancini, comme Savigny, part de l'idée d'une communauté internationale du droit, **17**, 350; doctrine de Mancini sur l'application du droit étranger, **17**, 351; son idée d'unification du droit international privé et d'un Code civil commun, **17**, 352; le système de Mancini se fonde sur les trois principes : nationalité, liberté, souveraineté, **17**, 357; influence du système de Mancini sur la rédaction du Code civil italien, **17**, 357; critique de cette doctrine, **17**, 358. Doctrine et législation italiennes quant au droit international privé, relativement aux rapports personnels, au régime des biens et à la forme des actes, **17**, 361 et s.; droit privé, partie nécessaire, articles 6 et 8 du Code civil, **17**, 361; article 3 du Livre I^er^ du Code civil et la condition des étrangers, *quid* de son application aux personnes juridiques étrangères, article 2 du Livre I^er^, **17**, 363; *heimathlosat*, article 14 de la loi italienne de 1912, **17**, 365; biens meubles et immeubles, loi compétente, autonomie de la volonté, article 7 du titre préliminaire, **17**, 367 et s.; substance et effets des obligations, loi compétente, article 9 du titre préliminaire, règle *locus regit actum*, **17**, 370 et s. Principe de l'autonomie de la volonté, obligations conventionnelles, **17**, 377; loi applicable aux obligations délictuelles, **17**, 385; ordre public, article 12 du titre préliminaire, **17**, 386 et s.; théorie du renvoi, **17**, 391 et s.; doctrine des qualifications, **17**, 400 et s. Quand et comment, d'après la doctrine et la législation italiennes, on applique la loi nationale des parties en matière de mariage, **17**, 405 et s.; en matière de rapports personnels et patrimoniaux entre époux, **17**, 409, 411 et s.; en matière de divorce et séparation de corps, **17**, 417 et s. Successions et règles de droit international privé suivies en Italie, **17**, 426 et s.; successions, **17**, 426; successions légitimes, **17**, 429; successions testamentaires, réserve, **17**, 431; saisine héréditaire, **17**, 434; bénéfice d'inventaire, **17**, 434; partage, **17**, 435; exécution des

jugements étrangers. Article 10 du titre préliminaire du Code civil, **17**, 436 et s.

Droit international privé (Pologne).

Droit international privé d'après la doctrine et la pratique en Pologne, **41**, 607 et s. Diversité des législations internes, difficultés de régler les conflits de lois, **41**, 607 et s.; impossibilité pour un Etat de refuser l'application de la loi étrangère, **41**, 609; objet du droit international privé, **41**, 610; les cinq législations divergentes trouvées par la Pologne reconstituée, **41**, 612; création d'une Commission de codification pour unification du droit privé, **41**, 612; deux projets : sur les conflits interprovinciaux et sur les conflits internationaux adoptés le 2 août 1926, **41**, 614; différences entre ces deux lois, **41**, 614 et s.; interdépendance entre elles, **41**, 617; le renvoi, **41**, 619; l'ordre public, **41**, 621; application obligatoire de la loi étrangère (sauf si le renvoi ou l'ordre public interviennent), **41**, 623; problème des qualifications, **41**, 625. Personnes, **41**, 629 et s.; rapports internationaux, **41**, 629 et s.; application de la loi nationale en matière de capacité personnelle, **41**, 629; détermination de la nationalité, **41**, 630; capacité des *heimathlose* loi applicable, critère du domicile, **41**, 631; loi applicable à la capacité personnelle du commerçant, **41**, 632; loi polonaise applicable à un commerçant étranger pour acte conforme à cette loi, **41**, 633; capacité des personnes morales, **41**, 636; rapports interprovinciaux, **41**, 636 et s.; critère du domicile remplaçant celui de la nationalité sans objet, **41**, 636; cas de changement de domicile, **41**, 638. Déclaration d'absence, de disparition ou de mort, **41**, 641 et s.; compétence attribuée à la loi du statut personnel, **41**, 641; exception à l'application de la loi nationale, **41**, 642; application de la loi polonaise à la déclaration d'absence d'un étranger, **41**, 642. Forme des actes juridiques, **41**, 645; caractère facultatif de l'application de la règle *locus regit actum*, **41**, 645. Droits réels, **41**, 648 et s.; application de la *lex rei sitae* aux droits mobiliers et immobiliers, **41**, 648. Obligations, **41**, 652 et s.; autonomie de la volonté, **41**, 653; obligations résultant d'actes juridiques, **41**, 655; hypothèse du cas où les parties ont choisi la loi, devant régir l'obligation, **41**, 655; hypothèse du cas où les parties n'ont pas choisi cette loi, **41**, 658; obligation appartenant au groupe des obligations-types pour lesquelles la loi compétente est expressément prévue, **41**, 659; obligations ne rentrant pas dans la liste des contrats types : acte unilatéral et multilatéral, obligation unilatérale ou synallagmatique, **41**, 661; obligations découlant directement de la loi, **41**, 666. Droits matrimoniaux, **41**, 668 et s.; législation polonaise s'inspirant des Conventions de droit privé de La Haye (1902 et 1905), **41**, 668; conclusion du mariage, **41**, 669 et s.; avec les pays signataires de la Convention de 1902, capacité de contracter mariage, compétence de la loi nationale de chacun des époux avec exceptions, **41**, 670 et s.; forme du mariage, loi du lieu de la célébration, **41**, 671; avec les pays n'ayant pas signé la Convention de 1902, capacité juridique des époux, loi applicable, **41**, 672; interdiction aux étrangers de contracter mariage devant les autorités locales polonaises, **41**, 673; sanction de l'inobservation des interdictions, **41**, 674; ma-

riage des Polonais soumis aux différents statuts personnels, **41**, 676; rapports personnels et pécuniaires entre époux, **41**, 679 et s.; rapports personnels, réglementation des lois polonaises modelée sur celle de la Convention de 1905 sur les effets du mariage, **41**, 679; loi nationale des époux, **41**, 679; changement de nationalité des époux, **41**, 679; loi applicable aux rapports pécuniaires, **41**, 681 et s.; comme pour la Convention de La Haye, prédominance de la loi nationale, **41**, 682; cas d'un mariage sans contrat, **41**, 682; cas d'un contrat de mariage, **41**, 683; modification du régime matrimonial, **41**, 685; divorce et séparation de corps, **41**, 687 et s.; problème de droit matériel, d'après la Convention et la loi polonaise, loi nationale commune des époux applicable, **41**, 687; cas où les époux n'ont jamais eu de nationalité de commune, **41**, 688; compétence judiciaire, **41**, 691. Rapports entre parents et enfants, **41**, 693 et s.; filiation légitime, application de la loi personnelle du mari de la mère, **41**, 693; conflits entre droits des parents sur leur fille mariée et droits du mari de celle-ci, application de la loi personnelle du mari, **41**, 694; rapports pécuniaires entre enfants et parents, **41**, 694; filiation naturelle, rapports entre mère et enfant naturel, loi personnelle commune, cas d'un enfant trouvé nouveau-né, loi du lieu de la découverte ou de la naissance, **41**, 695; légitimation, loi personnelle du père, **41**, 696; adoption, loi personnelle de l'adoptant, **41**, 697. Tutelle, dispositions des Conventions de La Haye (1902 et 1905), application de la loi nationale de l'incapable, loi polonaise laisse aux Conventions ci-dessus et aux Conventions entre la Pologne et les pays non signataires et celles de La Haye le soin de fixer la loi applicable, **41**, 698. Droits successoraux, **41**, 700 et s.; immeubles, *lex rei sitae* applicable, cas d'immeubles situés en pays différents, **41**, 700; meubles, loi personnelle du défunt, **41**, 701; adoption par les législations modernes du principe de l'unité de succession, **41**, 701; Conférence de La Haye de 1925 et 1928, projet définitif sur les conflits de lois et de juridictions en matière de successions et de testaments, **41**, 701; droit matériel, les deux lois polonaises appliquant la loi personnelle du défunt (loi nationale dans les rapports internationaux, loi du domicile dans les rapports interprovinciaux), **41**, 702; cas où la loi nationale du défunt renvoie à une autre loi, exception concernant la capacité héréditaire de celui qui succède, **41**, 703; exception relative au changement de loi personnelle du *de cujus* après rédaction de son testament, **41**, 704; réglementation des biens en déshérence, **41**, 706; admission par la loi polonaise de la loi nationale de l'étranger sans garantie de réciprocité, **41**, 708; droit formel, unicité de l'autorité réglant la succession, **41**, 709; règlement des héritages de ressortissants polonais, loi polonaise applicable quel que soit le lieu de situation des biens, héritages des étrangers en Pologne, compétence de la loi nationale du défunt même sur les biens situés en Pologne, **41**, 709.

Droit international privé (Russie soviétique).

Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique russes (U.R.S.S.), **35**, 477 et s. Caractère individuel du droit international privé de chaque pays, **35**, 477; la doctrine officielle du droit soviétique exclue toute communauté

juridique avec les législations étrangères (bourgeoises), **35**, 478; développement historique du droit international privé en Russie, **35**, 478 et s.; règlement sur la forme des testaments rédigés à l'étranger, lois sur les conflits de lois interrégionaux en matière de biens et de successions, article 707 du Code de procédure civile (1864) sur les actes passés à l'étranger, **35**, 479; les ouvrages russes de droit international privé, **35**, 480 et s.; objet et notion du droit international privé, **35**, 485 et s.; doctrine russe d'avant la révolution, adoption de la conception allemande, **35**, 486; ce que sont les règles du droit international privé, **35**, 488; sources du droit international privé soviétique (V. *Sources du droit international*, **35**, 490). Règles de rattachement, **35**, 501 et s.; la *lex fori* (compétence des tribunaux soviétiques), **35**, 501; la loi nationale (nationalité soviétique), **35**, 503; pas de nationalité *jure soli*, ni d'acquisition de nationalité par mariage, **35**, 504; naturalisation, **35**, 505; perte de la nationalité, **35**, 506; les apatrides, **35**, 507. Notion d'ordre public, **35**, 509 et s.; l'ordre public dans l'école allemande, **35**, 509; dans l'école française, **35**, 510; lois d'ordre public absolu et d'ordre public relatif, distinction non reconnue en droit soviétique, **35**, 511; le renvoi, **35**, 514 et s.; le droit soviétique admet le renvoi au premier degré (renvoi de la loi étrnagère à celle du juge saisi), **35**, 516. Capacité des personnes, **35**, 517 et s.; capacité de jouissance des droits, **35**, 517; le droit civil soviétique ne connaît qu'une capacité conditionnelle de jouissance des droits, **35**, 517; conception inapplicable aux ressortissants soviétiques à l'étranger, **35**, 518; capacité d'exercice des droits, **35**, 520; application des lois soviétiques à la capacité de l'étranger en U.R.S.S. et à la capacité du Russe à l'étranger, **35**, 521 et 522. Personnes morales, **35**, 523 et s.; nationalité des sociétés, **35**, 523; le droit soviétique détermine la nationalité d'une personne morale d'après la loi de son origine, **35**, 524; décret soviétique du 12 avril 1923 sur les firmes étrangères, **35**, 524; divers criteriums de la nationalité des personnes morales dans les traités de commerce de la Russie soviétique, **35**, 526; statut juridique des sociétés étrangères en U.R.S.S., **35**, 526; le droit soviétique reconnaît sans restrictions la personnalité des sociétés étrangères mais remet l'exercice de leur activité à une autorisation préalable, **35**, 527; mode d'acquisition du droit d'exercer cette activité, **35**, 529; détermination de l'étendue des opérations permises, **35**, 530; accès des tribunaux aux personnes morales, **35**, 531; réciprocité par voie conventionnelle ou par voie interne, **35**, 531; les personnes morales du droit soviétique à l'étranger, **35**, 534; l'Etat soviétique (les représentations commerciales), **35**, 533; entreprises de l'Etat soviétique, **35**, 537; associations coopératives, **35**, 539. Forme extrinsèque des actes, **35**, 541 et s.; elle est régie en général par la règle *locus regit actum*, **35**, 541; règle adoptée par le droit soviétique, **35**, 542. Prescription libératoire, **35**, 545 et s.; pas de règle de conflits de lois dans le droit soviétique, **35**, 546. Biens corporels (droits réels), **35**, 527 et s.; suppression dans le Code soviétique de la distinction en meubles et immeubles, application aux biens étrangers en Russie de la *lex rei sitae*, **35**, 547; pas de règle dans le droit soviétique pour la loi applicable

aux biens russes à l'étranger, **35**, 548; la jurisprudence étrangère déclare inapplicables en dehors de l'U.R.S.S., les décrets soviétiques sur la nationalisation, **35**, 549. Obligations conventionnelles, **35**, 552 et s.; article 7 du Code de procédure civile, loi applicable aux contrats et actes passés à l'étranger, **35**, 554; commentaires de cet article, **35**, 554 et s.; traités internationaux relatifs aux contrats des représentations commerciales soviétiques à l'étranger, application de la *lex loci contractus*, **35**, 557. Droit matrimonial, **35**, 559 et s.; formation du mariage, **35**, 559; suppression du mariage religieux par la loi soviétique, **35**, 560; le mariage des étrangers sur le territoire de l'U.S.R.R., application de la loi soviétique, réserve relative aux mariages consulaires admis sans condition de réciprocité, **35**, 561; forme du mariage des étrangers en U.R.S.S., application en général du droit soviétique, exception en faveur des mariages diplomatiques et consulaires soumis à la loi nationale des futurs époux, **35**, 562; mariage des ressortissants soviétiques à l'étranger, **35**, 562; mariage devant les agents diplomatiques et consulaires de la Russie soviétique, **35**, 563; rapports juridiques entre époux, **35**, 565 et s.; obligation en droit soviétique d'entretenir l'époux nécessiteux, **35**, 566; loi soviétique applicable aux devoirs des époux étrangers en Russie, mode d'application, loi soviétique applicable aux devoirs des époux russes à l'étranger, **35**, 566 et 567; cas où un seul des époux est ressortissant soviétique, **35**, 567; droit international privé en matière de régime matrimonial, **35**, 568; droit international privé sur le divorce, **35**, 570 et s.; divorce des étrangers en Russie et des ressortissants russes à l'étranger est régi par la loi soviétique, **35**, 572; le divorce consulaire, **35**, 573. Rapports juridiques entre parents et enfants, **35**, 575 et s.; le droit soviétique supprime la différence entre la filiation légitime et la filiation naturelle, **35**, 575; droit soviétique applicable à la filiation des étrangers en Russie et des Russes à l'étrangers, **35**, 576; droit soviétique applicable en matière d'adoption, **35**, 576. Tutelle, **35**, 578 et s.; la tutelle en droit international privé soviétique, à l'étranger la tutelle est confiée aux représentants de l'U.R.S.S., **35**, 578; tutelle des mineurs étrangers en Russie soviétique, **35**, 580. Successions, **35**, 581 et s.; succession des étrangers en U.R.S.S., territorialité du droit successoral soviétique, **35**, 583; le Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères confie la succession mobilière au Consul de l'Etat du *de cujus* sous réserve de réciprocité, **35**, 583; succession des ressortissants soviétiques à l'étranger, **35**, 584 et s.; règles de conflits de lois successorales d'après les conventions conclues par les républiques soviétiques, **35**, 587; conventions internationales des républiques soviétiques, **35**, 587 et s.; application des conventions, problème de la qualification des biens meubles et des biens immeubles, **35**, 588. Conflits de lois interrégionaux, **35**, 592 et s.; négation par le droit soviétique de la communauté internationale, **35**, 597.

Droit international privé (Yougoslavie).

Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique en Yougoslavie, **28**, 299 et s. Etat actuel de la législation en Yougoslavie, son hétérogénéité, son unification, **28**, 199 et s.; droit international privé théorique et positif, **28**, 303;

caractère interne du droit international privé, sa sanction, **28**, 306; objet du droit international privé, **28**, 308 et s.; sources du droit international privé yougoslave, **28**, 310 et s.; nationalité yougoslave, **28**, 313 (V. *Nationalité*, **28**, 313); condition juridique des étrangers en Yougoslavie, **28**, 347 (V. *Etranger*, **28**, 347. *Conflit de lois*, **28**, 413).

Droit international privé musulman.

Droit international privé dans l'Islam, **60**, 511 et s. Nationalité, sa conception et son évolution dans les temps antiques, **60**, 516. Nationalité dans l'Islam, comment elle est conçue, **60**, 518 et s.; différents éléments de la population, **60**, 521 et s.; les citoyens, **60**, 521; d'après le Koran, tous les croyants sont frères donc égaux devant la loi et libres, **60**, 521 et 522; les étrangers (« ahl el kitab » ou « dhimmis ») les polythéistes (les karbiyoun), **60**, 527; les moustamen ou mostaminoun (bénéficiaires d'une sauvegarde), **60**, 527; l' « aman » ou sauvegarde, qui peut l'accorder, ses conséquences, **60**, 527 et s. Concept et évolution de la nationalité dans l'Empire ottoman, **60**, 531 et s.; la religion, durant de longs siècles, a tenu lieu de nationalité, **60**, 531; sécularisation du droit en 1856, **60**, 532; loi sur la nationalité du 19 janvier 1869, **60**, 532; introduction de l'acquisition de la nationalité *jure sanguinis et jure soli*, **60**, 533; laïcisation du droit islamique par Moustapha Kemal, **60**, 535. (V. *Etrangers*, **60**, 537. *Conflit des lois*, **60**, 594.) Appréciation du droit international privé musulman par comparaison avec celui d'autres pays, **60**, 632 et s.; nationalité, **60**, 632; condition des étrangers, **60**, 633; conflit des lois, **60**, 640.

Droit international public.

Règles générales du droit de la paix, **32**, 5 et s. Objet et fondement du droit des gens, **32**, 5 et s.; la morale doit être le fondement du droit international, **32**, 6; le droit international public, définition de Louis Renault : « ensemble des règles généralement pratiquées entre Etats avec appréciation au point de vue du droit naturel », **32**, 6; le droit international public affecté par la conception de la souveraineté, **32**, 8; nécessité d'un droit positif, **32**, 9; différentiation du droit international public suivant les Etats dont il règle les rapports, ses progrès, ses reculs, **32**, 9; influence de la souveraineté (V. *Souveraineté*, **32**, 11).

Théorie générale du droit international public, **42**, 121 et s.; caractère juridique abstrait et formel de cette théorie, **42**, 122. Validité du droit international, **42**, 124 et s.; forme essentielle de toute règle du droit : unir le fait illicite au fait sanction, **42**, 124; acte de contrainte, sanction du fait illicite, **42**, 125; débuts des rapports étatiques sans règles juridiques, étranger considéré comme hors la loi, **42**, 127; règlement juridique de ces rapports amène la formation du droit interétatique, droit international, **42**, 128; normes du droit international n'imposent d'obligations qu'aux seuls Etats, individus non sujets du droit international, **42**, 128; guerre et représailles sanctions du droit international, **42**, 129; le droit international présente les caractéristiques d'un ordre juridique primitif : formation coutumière de normes juridiques générales, absence d'organes spécialisés, responsabilité collective, **42**, 131; supériorité de l'ordre juridique international sur ses sujets, **42**, 131; communauté internationale supérieure

aux Etats particuliers et aussi aux individus, **42**, 133. Domaine de validité, **42**, 138 et s.; une norme n'est valide que si elle impose quelque chose à quelqu'un, quelque part, à un moment déterminé, **42**, 138; domaine de validité territorial et temporel, **42**, 140; domaine de validité personnel, **42**, 141 et s. (V. *Sujets du droit international*, **42**, 141.) Droit international général et particulier, **42**, 172 et s.; domaine de validité personnel du droit international, il n'est limité par aucune norme d'ordre juridique supérieur, **42**, 172 et s.; le droit international particulier, son caractère contractuel, **42**, 175; le droit international général peut naître de la coutume et aussi d'un traité, **42**, 175; domaine de validité matériel du droit international, **42**, 178 et s.; domaine illimité, **42**, 178; objet originaire de la réglementation internationale, **42**, 181; compétence simultanée du droit international et des droits étatiques, **42**, 181. Détermination par le droit international du domaine de validité des différents ordres juridiques étatiques, **42**, 182 et s.; intervention du droit international dans le domaine de validité matériel du droit étatique, **42**, 182; la règle de droit prévoit le fait-condition (fait tout court) et le fait conditionné (sanction), **42**, 183; à ces faits se réfère la détermination dénommée « domaine de validité », **42**, 183; notion de compétence (spatiale, temporelle, matérielle) utilisée à la place de la notion de domaine de validité, **42**, 186; limitation du domaine de validité d'un ordre juridique par un autre acte juridique, **42**, 187; coordination des droits étatiques comme fonction spécifique de l'ordre juridique international, **42**, 190; détermination du domaine de validité territorial de l'ordre juridique étatique, **42**, 192 et s.; illimitation de ce domaine relativement aux faits et actes créateurs de normes, **42**, 192 et s.; limitation du domaine territorial d'accomplissement de l'acte de contrainte étatique, **42**, 199; territoire de l'Etat, **42**, 204 et s.; coïncidence du domaine de validité de l'ordre juridique étatique avec le domaine de son efficacité, **42**, 207; théorie de la souveraineté territoriale, **42**, 209; exceptions au principe de la limitation du domaine de validité territorial du droit étatique, **42**, 215; notion de servitude internationale, **44**, 219; liberté des mers, **42**, 221; fiction de « territoire flottant », **42**, 222; mer territoriale, **42**, 226; restrictions à la souveraineté territoriale de l'Etat riverain, **42**, 227; incorporation au territoire de l'Etat riverain de l'espace occupé par un navire de commerce étranger en eaux territoriales, **42**, 232; détermination du domaine de validité personnel du droit étatique par le droit international (le peuple), **42**, 234 et s.; principe et exceptions (exterritorialité), **42**, 234; signification de l'exterritorialité réciproque des Etats, **42**, 237; droit interne libre de fixer les conditions d'acquisition et de perte de nationalité, **42**, 242; condition des étrangers, **42**, 248 et s.; restrictions à la situation juridique des étrangers, **42**, 251; droit des Etats à la protectoin internationale de leurs ressortissants, **42**, 256; traités d'extradition, **42**, 258; détermination du domaine de validité temporel de l'ordre juridique étatique par le droit international (naissance et fin de l'Etat), **42**, 260 et s.; naissance de l'Etat, début de la validité de l'ordre juridique interne, **42**, 260 et s.; détermination par l'ordre juridique international du fait « Etat au sens du droit

des gens », **42**, 264; absence de valeur juridique de la théorie de la reconnaissance des Etats dominée par le dogme de la souveraineté, **42**, 268 (V. *Renaissance des Etats*, **42**, 268); fin de la validité des ordres étatiques (fin de l'Etat), **42**, 294 et s.; détermination du domaine de validité matériel de l'ordre étatique par le droit international, **42**, 298 et s.; délimitation du domaine de validité respectif des différents ordres étatiques, **42**, 298; délimitation du domaine de validité du droit étatique d'avec celui du droit international, **42**, 299; compétence concurrente du droit international et du droit interne, **42**, 299; inexistence d'une compétence exclusive matérielle des Etats, **42**, 300; article 15, § 8, du Pacte de la Société des Nations, **42**, 304; interprétation donnée par la Cour de justice internationale, ses conséquences inadmissibles, **42**, 306; intention réelle des Etats-Unis auteurs de la disposition, **42**, 308; seule interprétation conforme à l'esprit du Pacte, sa contradiction avec l'intention des auteurs, **42**, 310; succession des Etats (V. *Succession des Etats*, **42**, 312.)

La méthodologie du droit international public, **43**, 313 et s. Méthodologie, exposé de ce qui doit être, **43**, 314. Caractère logique de la proposition juridique, **43**, 316 et s.; « être » et « devoir être » (« sein » et « sollen »), **43**, 316 et s.; proposition juridique est une proposition dans le sens que quelque chose *doit* avoir lieu, **43**, 316; réponse à l'objection : une même action peut être due et en même temps ne pas être due (point de vue juridique et point de vue moral), **43**, 137 et s.; les propositions juridiques sont le point de départ de tout raisonnement juridique positif, **43**, 319; le raisonnement juridique comme raisonnement déductif, **43**, 320; le droit comme monde des idées, **43**, 321; critère de la force obligatoire d'une proposition juridique, **43**, 322; la coutume et le droit, **43**, 322; source du droit international, **43**, 322; caractère obligatoire des traités et des règles du droit coutumier, **43**, 323; traité-loi (« Vereinbarung ») et traité-contrat (« Vertrag »), **43**, 324. Application des dispositions conventionnelles et des règles du droit coutumier, **43**, 326 et s.; interprétation des traités, **43**, 326 et s.; interprétation rationnelle et équitable, **43**, 327; recherche du but rationnel des traités, **43**, 328; cas où l'on doit passer outre au texte d'une disposition conventionnelle, **43**, 330; manière stricte d'interprétation, **43**, 331; interprétation par antithèse, **43**, 334; interprétation de deux traités entre mêmes parties contenant des dispositions contradictoires, **43**, 334; application des règles du droit coutumier, **43**, 335 et s.; moyen de constater une pratique internationale expression d'une règle coutumière de droit existant entre Etats, **43**, 336; mise à l'écart justifiée des normes positives du droit, **43**, 339. Solution de questions juridiques non résolues par des règles conventionnelles ou coutumières, **43**, 341 et s.; comment dégager la norme décisive si le cas envisagé ne tombe pas sous le coup d'une norme positivement établie ?, **43**, 341; *non liquet*, **43**, 342; doit-on rejeter toute prétention de droit international non fondée sur une règle de droit positif, **43**, 342 et s.; transposition, par rejet de cette prétention, du principe de la légalité du droit constitutionnel interne dans le domaine du droit international, **43**, 343; jurisprudence internationale, **43**, 347; interprétation par analogie, **43**, 351 et s.; déduction

d'un principe du droit international, **43**, 354 et s.; raisonnement sur la base des principes du droit international, **43**, 355; exemples, **43**, 357; application de considérations d'équité, **43**, 362 et s.; la jurisprudence, **43**, 366. Article 38 du statut de la Cour permanente de justice internationale, **43**, 368 et s.; article 38, alinéa 1, application des principes généraux du droit reconnus par les nations civilisées, **43**, 369; article 38, alinéa final, faculté par la Cour, si les parties sont d'accord, de statuer *ex aequo et bono*, **43**, 373. Contribution de la théorie au développement du droit international, **43**, 376 et s.; subjectivité insurmontable des solutions données aux problèmes juridiques, **43**, 379; adaptation de la méthodologie du droit international au but de cet ordre juridique, **43**, 380.

Les règles générales du droit de la paix, **47**, 263 et s. Cours limité au droit positif de la paix, **47**, 263; questions préliminaires : fondement du droit des gens, **47**, 264; question des règles destinées à assurer la paix, **47**, 265; terminologie (droit international public), **47**, 265; objections contre l'existence d'un droit international public, **47**, 266 et s. (V. *Droit international*, **47**, 268); théories les plus importantes affirmant la nature juridique du droit international public, **47**, 287 et s.; théories dualistes, théorie de M. Triepel et de ses partisans italiens, **47**, 287 et s.; les théories monistes, **47**, 292 et s.; écoles du droit naturel, **47**, 292; théories monistes d'un droit superétatique(théories de la primauté du droit des gens), **47**, 295; opinion de l'auteur, **47**, 298 et s.; racines de la force obligatoire de tout droit, **47**, 299 (V. *Sources du droit international*, **47**, 301); le droit international et le droit interne, **47**, 389 et s.; les théories dualistes : théorie de M. Triepel, séparation des deux droits avec prépondérance du droit international, **47**, 391 et s.; théorie de M. Anzilotti, **47**, 395; théories monistes de MM. Kelsen, **47**, 397; de M. Verdross, **47**, 400; critique de ces théories par M. Walz, **47**, 403; raisons à l'appui de la théorie dualiste, diversité des sources, **47**, 405; diversité de ceux auxquels les normes des deux droits (international et interne) s'adressent au point de vue formel, **47**, 407; différence (la plus importante) séparant les sphères d'action respectives des normes internationales et internes, **47**, 407; principe généralement admis de séparation du droit des gens et du droit interne, Etat seul obligé par les normes du droit international qui n'atteignent l'individu que par l'intermédiaire du droit interne, **47**, 408; droit anglais, doctrine dualiste de Blackstone : « Le droit international coutumier a besoin d'une transformation en droit interne aussi bien que le droit conventionnel, **47**, 409; droit américain, **47**, 411; situation du droit interne de provenance internationale, **47**, 412; la séparation entre les deux droits est-elle absolue ?, **47**, 414; droit interne indifférent au point de vue du droit international, **47**, 415; droit interne nécessaire au point de vue international, droit interne reproduction du droit international, **47**, 416; administration du droit international par un juge national, **47**, 417. (V. *Sujets du droit international*, **47**, 418. *Territoire*, **47**, 440. *Crimes et délits internationaux*, **47**, 557.)

V. *Amérique latine. Codification du droit international. Différends non justiciables. Droit administratif international. Droit fluvial*

international. Droit international. Droits de l'homme. Etat. Ecole italienne de droit international. Etranger. Mesures conservatoires. Monnaie. Morale internationale. Normes. Société civile et de commerce.

Droit international sanitaire. — V. *Droit sanitaire international.*

Droit interne. — V. *Autonomie de la volonté. Droit international. Droit international et droit interne. Droit international privé* (Grèce). *Mesures conservatoires. Normes.*

Droit interprovincial. — V. *Droit international privé (Allemagne).*

Droit intertemporel. — V. *Droit international privé (Allemagne).*

Droit interterritorial. — V. *Droit international privé (Allemagne).*

Droit maritime international.

Principes du droit international privé maritime, **51**, 409 et s. Définition du droit maritime de M. Gidel, **51**, 409; Code de droit maritime italien, **51**, 409; division du droit international maritime, **51**, 410; les possibilités de conflits de lois depuis une époque assez récente, **51**, 412; inconvénients, tentatives modernes d'unification, **51**, 412; insuffisance des principes généraux du droit international privé, **51**, 414; nature spéciale des navires de mer, **51**, 414; conséquence : application de la loi du pavillon, **51**, 415; recherche de justification de l'application de la loi du pavillon, **51**, 416 et s.; substitution de la loi du pavillon à la loi territoriale, **51**, 422. (V. *Navire de commerce*, **51**, 424). Obligations du droit maritime et conflits de lois les concernant, **51**, 455 et s.; contrat d'affrètement, *lex loci contractus* applicable, **51**, 455; connaissement, Convention de Bruxelles (25 août 1924) en vue d'uniformiser le droit, **51**, 458; conditions de forme du connaissement et loi applicable, **51**, 458; prêt à la grosse, **51**, 461; loi du pavillon applicable, **51**, 462; assurances maritimes, **51**, 465; forme et validité du contrat, objets du contrat, application de la *lex loci contractus*, **51**, 465. Avaries communes, assistance et sauvetage maritimes, abordage, **51**, 467 et s.; avaries communes, règles d'York et d'Anvers, loi applicable en cas de conflit, **51**, 468; assistance et sauvetage maritimes, Convention de Bruxelles (23 septembre 1910), droit uniforme, **51**, 470; loi à appliquer au cas où la Convention n'est pas applicable, **51**, 472; abordage, Convention de Bruxelles de même date, droit uniforme, actuellement en vigueur, **51**, 475; loi applicable en cas de conflits et de non-application de la Convention, **51**, 475.

V. *Coopération intellectuelle. Pétition. Traités.*

Droit musulman. — V. *Conflit de lois. Droit international privé musulman.*

Droit naturel.

L'idée moderne de l'Etat. Conception des stoïciens, **13**, 522; conception de saint Thomas d'Aquin, **13**, 531; de Bodin, **13**, 544; de Grotius, **13**, 547; l'influence du droit naturel sur la science politique, **13**, 549; doctrine de Grotius sur le droit naturel, **13**, 549 et s.; sources du droit : besoin de vivre en communauté, la raison de l'homme, **13**, 549; dualisme du pouvoir, pouvoir souverain, pouvoir personnel, **13**, 551; personnification du pouvoir développée par Hobbes, **13**, 552; fondement du pouvoir, solution adoptée par Spinoza, **13**, 553; garanties contre l'oppres-

sion de l'Etat, **13**, 554; nouvelle fonction du droit naturel d'après Locke, Pufendorf, Thomasius, Wolf, **13**, 557.

Théorie du droit naturel depuis le XVII^e^ siècle et la doctrine moderne, **18**, 263 et s. Nécessité de la philosophie du droit, **18**, 263; résultat du positivisme et du mépris du droit à fondement moral, **18**, 263 et 264; existe-t-il un droit naturel ?, **18**, 264; confusion des termes *jus naturale* et *jus gentium*, **18**, 265; le *jus inter gentes* de Vitoria, **18**, 265; compénétration du droit naturel (objectif) et du droit positif, **18**, 265; les trois phases du droit international, **18**, 266 et s. Phase religieuse (antiquité et moyen âge), **18**, 271 et s.; opinions des juristes sur l'existence dans un droit naturel international, **18**, 272; motifs de la contradiction dans l'opinion des juristes, **18**, 275; pas de rapports normaux entre les peuples de race différente, **18**, 276; la force, même pour Aristote, compte seule, **18**, 277; cas de la Chine, les deux principes fondamentaux de Confucius : bonne foi dans les relations internationales, concorde entre Etats, **18**, 279; époque chrétienne, le moyen âge, **18**, 281 et s.; du christianisme date la vocation jusqu'alors inconnue de toutes les nations civilisées et, à l'intérieur des nations, de tous les citoyens a un même droit, **18**, 121; d'où possibilité d'un droit international, **18**, 283; différence entre l'antiquité païenne et le moyen âge bien que le principe de l'idée religieuse les domine tous les deux, **18**, 283; dans le christianisme, supériorité de la loi naturelle (expression de l'ordre divin), immense progrès du droit naturel dans les écrits de saint Augustin et de saint Thomas d'Aquin, **18**, 284; le christianisme a effectué la synthèse des éléments opposés dans les institutions juives, grecques et romaines, **18**, 285; la Cité de Dieu de saint Augustin, loi naturelle, constatation de l'ordre universel, **18**, 286; doctrine de saint Thomas d'Aquin, droit naturel primaire, droit naturel secondaire ou *jus gentium*, **18**, 287; rôle du prince : faire respecter l'ordre naturel, **18**, 288; conception du droit international naturel au moyen âge, **18**, 288; droit de la guerre, **18**, 289; guerre juste, règles de saint Thomas qui la détermine, **18**, 289; les confusions du moyen âge par non-fixation de la terminologie, **18**, 292. Phase philosophique, **18**, 295 et s.; laïcisation du droit naturel, **18**, 295; souveraineté de l'Etat substituée à la souveraineté spirituelle, **18**, 296 (V. *Grotius*, **18**, 297); les deux grands courants après Grotius, **18**, 325 et s.; lutte entre le droit naturel (objectif) et le droit positif, **18**, 325; école du droit de la nature et des gens, **18**, 326; Pufendorf, **18**, 326; Wolf, **18**, 328; Vattel, **18**, 330; Rousseau, **18**, 331; courant positiviste, **18**, 334 et s.; Gentilis, Zouch, Bynkesshoek, Moser, **18**, 335; branche historique, Savigny, **18**, 336; la conscience nationale, **18**, 336; matérialisme de Karl Marx, bolchevisme, **18**, 337; branche positiviste proprement dite, **18**, 337; utilaristes, organicistes, sociologues, **18**, 337 et s.; solidarisme, **18**, 339; opinion publique, droit de la majorité sans fondement moral, **18**, 340; théorie de la force et pouvoir reconnu au nombre, conséquences, **18**, 341 et s.; partisans du droit naturel, partisans du droit positif, **18**, 345. Droit naturel et droit rationnel ou scientifique, **18**, 349 et s. Renaissance du droit naturel, les juristes qui en sont les défenseurs, **18**, 353 et s.; notion de droit international com-

mun adoptée par la Cour permanente de justice internationale, **18**, 363. Méthode juridique et définitions, données expérimentales du droit, **18**, 366; définitions du droit, **18**, 366; le droit se divise en droit naturel et droit positif et, d'autre part, en droit interne et droit externe ou international, **18**, 367; autre division du droit : droit positif national ou international d'un côté et de l'autre, droit naturel ou objectif, **18**, 367; admission actuelle du droit international, négation du droit naturel au siècle dernier, mais il est aujourd'hui réhabilité, **18**, 369; les théories qui nient le droit naturel dans leur conception purement formelle du droit, critique de la théorie des formalistes, **18**, 370 et s.; la morale et le droit, **18**, 375; les questions de méthode, le « donné » du droit, **18**, 376; les sujets du droit, **18**, 376; les donnés du droit, **18**, 377. Essai d'une mise au point pour notre temps d'une théorie du droit naturel ou mieux rationnel, **18**, 378; opposition entre le droit à base de force et le droit à base de justice supérieure, **18**, 380; erreur des économistes libéraux qui tirent le droit de l'unique notion de liberté, **18**, 380; erreur également de l'idéalisme ou du moralisme pur, **18**, 382; il y a dualisme et non monisme : esprit et matière, fond et forme du droit, **18**, 383; le droit est un science normative, **18**, 384; justice immanente de la volonté qui mène le monde, **18**, 385; criterium de la justice, **18**, 385; théorie de M. Duguit (masse des consciences individuelles, majorité), **18**, 385; théorie de Bunge (intervention des forces morales et intellectuelles), **18**, 386; contenu du droit naturel, **18**, 388; respect obligatoire des engagements et obligation de réparer tout préjudice injuste, **18**, 389 et s.; le droit rationnel, objectif ou scientifique, **18**, 393; applications, **18**, 400; sources du droit international, **18**, 401; personnalité de l'Etat, **18**, 403 et s.; la souveraineté de l'Etat, **18**, 409; la souveraineté n'est pas pouvoir absolu, **18**, 412; la souveraineté en droit international, **18**, 412 et s.; attitude des Etats devant la Société des Nations, **18**, 417; droits et devoirs fondamentaux des Etats, **18**, 419 et s.; le droit d'égalité, **18**, 425 et s.; le droit de nécessité, **18**, 429 et s.; procédure internationale et sanctions, **18**, 437.

V. *Assurances. Droit. Droit fluvial international. Droit international. Droit international privé. Droits fondamentaux des Etats. Etat. Grotius. Guerre. Réforme. Société internationale. Tribunaux mixtes.*

Droit naturel primaire. — V. *Droit naturel.*

Droit naturel secondaire. — V. *Droit naturel.*

Droit pénal. — V. *Etranger.*

Droit pénal interétatique.

Répression des crimes contre la personnalité de l'Etat (V. *Crimes contre la personnalité de l'Etat*, **33**, 677). Droit pénal interétatique, **33**, 816; ses différences avec le droit pénal international, **33**, 819; crimes contre la personnalité de l'Etat qu'il est nécessaire de confier à une juridiction internationale, **33**, 823; crimes d'agent diplomatique, **33**, 823; propagande en faveur de la guerre, **33**, 825; crimes complexes, actes de terrorisme, **33**, 826; délits de guerre, **33**, 827; intervention étrangère, **33**, 829.

Droit pénal international.

Compétence des tribunaux à raison d'infractions commises hors du

TERRITOIRE, définition du droit pénal international, **12**, 259; son évolution historique, travail continu d'élaboration du vrai principe de la territorialité, **12**, 264; évolution du principe territorial, **12**, 266; système des droits personnels (droit des Francs, droit des Burgondes), **12**, 267; droit territorial (droit des princes territoriaux), **12**, 267; école italienne et droits statutaires italiens, élaboration des principes du droit pénal international, Gandine soumet les étrangers au droit pénal du pays, thèse contraire, volonté du droit pénal obligeant les citoyens à l'étranger, les droits statutaires, nationalisme et cosmopolitisme, restrictions à la poursuite des crimes à l'étranger formulées dans les statuts italiens, les thèses de Bartole, **12**, 267 et s.; les juristes français, **12**, 273; le droit autrichien de 1803; bibliographie du droit pénal international, **12**, 275.

V. *Action publique, action civile. Crimes contre la personnalité de l'Etat. Lutte internationale contre la criminalité.*

Droit positif. — V. *Droit. Droit naturel. Equité. Filiation. Immunités internationales.*

Droit privé. — V. *Arbitrage international. Etranger. Extraterritorialité.*

Droit privé interlocal. — V. *Droit international privé.*

Droit privé interconfessionnel. — V. *Droit international privé.*

Droit privé interracial. — V. *Droit international privé.*

Droit public. — V. *Droit. Droit constitutionnel. Droit des gens. Droit international privé (Grèce). Extraterritorialité. Individu. Jugement étranger.*

Droit rationnel. — V. *Droit naturel.*

Droit réel. — V. *Droits de la pensée.*

Droit romain. — V. *Droit fluvial international. Droit international privé (Allemagne). Etat.*

Droit sanitaire international.

LE DROIT SANITAIRE INTERNATIONAL, **33**, 549 et s. Principes généraux branche du droit administratif international, **33**, 549; deux manières de comprendre le droit administratif international, **33**, 550 et s.; droit sanitaire international appartient au droit administratif international créé par les rapports entre les Etats en matière d'administration sanitaire, **33**, 552; droit sanitaire interne, **33**, 552; administration sanitaire partie de la police, lutte contre les maladies, celles contre lesquelles l'Etat doit agir, **33**, 553; maladies contagieuses, intoxications, usage de stupéfiants, abus de boissons, rôle de l'Etat, **33**, 554; maladies professionnelles, **33**, 557; buts de l'administration sanitaire internationale, **33**, 557; son domaine, épidémies exotiques, **33**, 558; étude purement juridique de la question, **33**, 560 et s. Aperçu historique, **33**, 564; lutte contre la peste, le choléra, la fièvre jaune, première Convention sanitaire de Paris (3 février 1852), **33**, 564; deuxième Convention de Paris (1859), **33**, 565; Conférence de Constantinople (1865), Conférence de Vienne (1874), Conférence de Washington (1881), de Rome (1885), de Venise (1892), **33**, 566 et s.; Convention contre le choléra de Dresde (15 avril 1893), **33**, 567; Conventions de Paris (3 avril 1894), de Venise (19 mars 1897) modifiée par déclaration du 24 janvier 1900, **33**, 568; Convention de Paris (3 décembre 1903), **33**, 569; création d'Offices sanitaires internationaux, **33**, 570; Conférence de Paris de 1911, **33**, 571; Convention sanitaire de Paris

(17 janvier 1912), **33**, 572; amendement préparé par l'Office international d'hygiène, Conférence de Paris (1926), **33**, 572; Convention de Paris (21 juin 1926), **33**, 573; IIe Conférence panaméricaine demande l'abolition des quarantaines, création d'un Bureau sanitaire panaméricaine à Washington, **33**, 574; résultats pratiques obtenus dans la lutte contre les maladies venues d'Orient, **33**, 576; effets de la Grande Guerre sur la santé des militaires et des civils, **33**, 577. Organes de l'administration sanitaire internationale, **33**, 579 et s., création en 1907 de l'Office international d'hygiène publique, **33**, 579; frais supportés par les Etats signataires de l'accord qui a créé l'Office, **33**, 580; Comité de contrôle, **33**, 580; personnel, **33**, 581; fonctions et pouvoirs, **33**, 581; Office international des épizooties, **33**, 582; Conseil supérieur de santé de Constantinople, **33**, 583; Conseil sanitaire d'Egypte, **33**, 585; Conseil de santé et d'hygiène publiques du Caire, Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Alexandrie, **33**, 585 et s.; Conseil de santé de Tanger, **33**, 588; Conseil sanitaire international de Téhéran, **33**, 589; articles 23 à 25 du Pacte de la Société des Nations relatif au régime sanitaire international, **33**, 590 et s.; projet, qui échoua, de réforme de l'Office international d'hygiène de Paris, **33**, 591; statut de l'organisation internationale d'hygiène adopté par la quatrième assemblée de la Société des Nations, **33**, 592 et s.; activité de l'organisation sanitaire internationale de la Société des Nations, lutte contre les maladies épidémiques, création d'un Bureau pour l'Extrême-Orient, **33**, 594; unification des méthodes de statistique, **33**, 596; formation du personnel sanitaire et enseignement de l'hygiène, **33**, 597; appui de l'organisation de Genève aux divers Etats dans leur lutte contre les maladies, **33**, 598 et s.; coordination par la Société des Nations des travaux des autorités sanitaires de différents Etats, **33**, 601; étude des maladies et moyens de les combattre, **33**, 602. Convention sanitaire de Paris de 1926, **33**, 605 et s. (V. *Conventions sanitaires*, **33**, 564). Lutte contre les maladies sociales, **33**, 638 et s.; importance des mesures d'hygiène dans la législation ouvrière, Organisation internationale du travail, Convention de Berne 1906 interdisant l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes, **33**, 638; usage des sels de plomb, **33**, 639. (V. *Stupéfiants*, **33**, 640.)

Droit transitoire. — V. *Conflit de lois.*

Droit universel. — V. *Confessions religieuses.*

Droits acquis.

Théorie générale des droits acquis. Principe du respect de ces droits en droit international, **8**, 489; droit acquis dans un pays à faire exécuter dans un autre, **8**, 491; théorie de Dicey, excès de pouvoir en droit international, **8**, 494. Les droits acquis sont de formation nationale ou de formation internationale, **8**, 496; droits d'origine internationale, application de la *lex fori*, **8**, 497; droits territoriaux produisant des effets à l'étranger par suite du respect des droits acquis, exemples, **8**, 499. Effets des droits régulièrement acquis, **8**, 503; propriété littéraire et artistique, **8**, 503 et s.; propriété industrielle, **8**, 506; Compétence, quand elle devient droit acquis, **8**, 509; jugement étranger, droit acquis n'est pas forcément respecté dans les autres pays, **8**, 511. Limite de l'effet international des droits acquis,

8, 514; lois pénales, lois de caractère politique, lois fiscales, **8**, 514 et s. Exceptions au respect des droits internationalement acquis, exceptions d'ordre public, **8**, 520 et s. Extinction de l'autorité des droits acquis, **8**, 526. Influence des droits nouveaux sur les droits antérieurement acquis, **8**, 532.

La notion des droits acquis en droit international privé, **44**, 5 et s. Doctrine, **44**, 5 et s.; les théories de droit international privé relatives aux droits acquis, **44**, 6; les Hollandais du xvii^e^ siècle, **44**, 8; principe de la territorialité stricte des lois et application des lois et décisions étrangères, **44**, 9; les trois axiomes d'Huber Ulrich, **44**, 10. Doctrine de Vareilles-Sommières, exposé, **44**, 14 et s.; réhabilitation de la vieille théorie des statuts, **44**, 14; les principes statutaires conduisent à l'application de la loi territoriale, **44**, 16; loi applicable à la validité (*locus regit actum*) de l'acte, distinction avec les effets de l'acte, **44**, 18; exceptions à la territorialité des lois, **44**, 19; critique, **44**, 22 et s.; l'acte juridique ne peut être localisé dans un seul territoire et se rattacher à une loi unique, **44**, 22; conflits dans l'espace et conflits dans le temps, **44**, 24; conséquences de la territorialité des lois et de la reconnaissance des droits acquis : rattachement de l'acte et de ses effets à des législations différentes, **44**, 26; loi territoriale appliquée à l'époque où l'on ne discernait pas la possibilité de l'application de la loi étrangère, **44**, 27; actuellement la loi étrangère n'est applicable que par son incorporation à la *lex fori* seule applicable sur son territoire, **44**, 27. Doctrine anglo-saxonne, exposé, **44**, 29 et s.; influence prépondérante de Huber et de l'école hollandaise sur la doctrine anglo-saxonne, **44**, 29; notion de droits acquis introduite dans la doctrine anglo-saxonne, jurisprudence, **44**, 30; les principes de Dicey, reconnaissance du droit acquis à l'étranger par le tribunal anglais, **44**, 30; conditions d'acquisition d'un droit en vertu d'une loi étrangère, **44**, 34; en vertu d'un jugement étranger, **44**, 35; critique de la doctrine de Dicey, **44**, 37 et s.; absence de criterium pour le discernement des droits convenablement et justement acquis, **44**, 37; insuffisance de la justification fournie pour l'application d'une loi étrangère, **44**, 39. Doctrine des droits acquis aux Etats-Unis, **44**, 41 et s.; doctrines opposées de MM. Beale, Lorenzen, **44**, 41; application des lois et jugements étrangers en tant que faits, **44**, 42; d'après M. Beale et son école, la *lex fori* reconnaît les droits créés par la loi étrangère compétente, **44**, 45; critique, ambiguïté des mots droit et droit acquis, **44**, 46. Doctrine de Pillet, **44**, 50; la définition de l'expression droit acquis, **44**, 51; conditions pour qu'un droit soit considéré comme acquis dans le pays où il est importé, **44**, 53; exceptions au respect international des droits acquis, **44**, 54; droits internationalement acquis découlant d'un jugement étranger, **44**, 55; critique de cette doctrine, **44**, 55; réduction à une seule des quatre situations envisagées, **44**, 57; distinction sans intérêt entre la détermination de la loi applicable et la reconnaissance des droits acquis, **44**, 59; un droit valide de par la loi compétente d'après la *lex fori* peut n'être pas reconnu par cette dernière et, par contre, un droit peut être considéré comme acquis en vertu d'une loi étrangère qui ne l'établit pas, **44**, 61; un droit acquis qui s'éteint dans le pays où il est né peut subsister

au delà de ses frontières, **44**, 62; cas d'une loi étrangère contraire à l'ordre public, **44**, 64; comparaison entre le système de la doctrine anglo-saxonne et celle de Pillet, **44**, 67. La notion de droits acquis peut-elle être utilisée pour résoudre certaines difficultés, **44**, 69 et s. Effets du changement d'une circonstance de rattachement sur un rapport de droit, **44**, 71 et s.; cas du transport d'un meuble d'un territoire dans un autre, **44**, 72; cas d'une créance, **44**, 73; changement de loi personnelle, **44**, 74; conséquences dans le passé, **44**, 74; conséquences dans l'avenir lorsque le changement est commun à tous les membres de la famille, **44**, 75; le changement n'est réalisé que par une des parties entre lesquelles existe un rapport de famille (naturalisation d'un des époux suivie d'un divorce), **44**, 78 et s.; rattachement à une loi unique de tout rapport juridique relatif à l'état des personnes, **44**, 81 et s. Effets d'un rapport de droit ou d'un état formé à l'étranger et qui n'aurait pu l'être dans le pays où il est invoqué, **44**, 84 et s.; règles sur lesquelles peut se porter le choix du tribunal (droits civil et commercial), **44**, 84; règles en dehors de la sphère du droit international privé, **44**, 85; portée des lois politiques, fiscales et monétaires, **44**, 85; règles de qualification et de rattachement, **44**, 89 et s.; non susceptibles d'entrer en conflit avec celles d'une loi étrangère, **44**, 89; institution inconnue dans le système juridique où une loi étrangère est invoquée, **44**, 93; un rapport juridique rentrant dans cette institution peut-il être constitué là où elle est ignorée ?, **44**, 93 et s.; lois et décisions judiciaires et administratives politiques, pénales, fiscales et monétaires, **44**, 96 et s.; elles ne confèrent de droits que sur leur territoire, **44**, 96; ordre public, **44**, 99 et s.; fondement de l'application de la loi étrangère, **44**, 99; raisons d'être de l'exception apportée aux règles de rattachement par l'ordre public international, **44**, 100; caractère inutilisable de la notion de droits acquis, exemple des inconvénients de la méthode *a priori*, **44**, 103.

Protection internationale des droits acquis, **59**, 321 et s. Valeur pratique de la notion, **59**, 321 et s. Principes fondamentaux, **59**, 327 et s.; notion de droits acquis, **59**, 327 et s.; droits acquis en droit intertemporel ou transitoire, **59**, 328 et s.; droits acquis en droit interterritorial, **59**, 332 et s. Applications analogiques des principes ci-dessus, **59**, 339 et s.; un changement de souveraineté laisse intacts les rapports juridiques d'ordre privé, **59**, 339 et s.; subrogation de l'Etat cessionnaire à l'Etat cédant, **59**, 342 et s.; droits publics et droits mixtes, **59**, 345; concessions, **59**, 348; droits conférés par des lois d'organisation politique, administrative et sociale, **59**, 352; critères divers de la survivance des droits, **59**, 353; droits acquis des étrangers en cas de changement de législation,**59**, 355; non-responsabilité de l'Etat si la nouvelle législation porte atteinte aux droits acquis, **59**, 357; compétence du législatif pour résoudre les conflits entre l'intérêt public et les droits particuliers, **59**, 359; indemnisation de violation des droits acquis, standard minimum du droit international, **59**, 359; principe de non-discrimination entre nationaux et étrangers, **59**, 362; d'un futur droit international concernant la responsabilité des Etats envers les étrangers, **59**, 367. Mécanisme de la protection des droits acquis et pratique inter-

nationale, **59**, 369 et s.; protection diplomatique et arbitrale, **59**, 396 et s.; déclenchement de l'action diplomatique, **59**, 369; lacunes et défauts de cette procédure, **59**, 371; rapports entre les Etats-Unis et le Mexique, rôle prépondérant de la protection diplomatique, **59**, 373; historique des mesures agraires et de nationalisation, **59**, 374; le pétrole, **59**, 375; mesures fiscales, **59**, 376; atteinte partielle, droit de propriété des dépôts de pétrole, situation des sociétés étrangères, protestations anglaise et française, **59**, 376 et 377; réforme agraire, **59**, 384 et s.; subordination des intérêts de l'individu à ceux du groupe, **59**, 384; débats entre les Etats-Unis et le Mexique pour le taux d'indemnisation de la perte des droits acquis, **59**, 384; protection judiciaire, **59**, 386 et s.; Cour permanente de justice internationale, son activité, **59**, 389 et s.; affaire de l'usine de Chorzow, **59**, 389; affaire Oscar Chinn, **59**, 391; différends entre un Etat et un particulier, **59**, 392; organisation spéciale d'une protection judiciaire des droits acquis en Haute-Silésie, **59**, 396 et s.; respect des droits acquis, **59**, 401, 403 et 405; caractère négatif de la jurisprudence existante, **59**, 409 et s. Avenir de la protection des droits acquis en droit international, **59**, 411 et s.

Méthodes en droit international privé (V. *Droit international privé*, **62**, 427). Doctrine des droits acquis, **62**, 461 et s.; son principe dans la troisième maxime de Huber, **62**, 461; opinion de Dicey, critique de M. Arminjon, **62**, 463; doctrine de MM. Pillet et Niboyet, **62**, 463; rôle du principe des droits acquis dans le développement du conflit des lois, **62**, 464; système français de révision des jugements étrangers, **62**, 465; application de la loi anglaise entraînant la non-reconnaissance de droits acquis hors d'Angleterre, trois exemples, **62**, 465; doctrine territoriale des droits acquis, **62**, 470 et s.

V. *Arbitrage international. Clause de la nation la plus favorisée. Conflit de lois. Cour permanente de justice internationale. Droit international privé. Droit civil. Etranger. Fonctionnaires internationaux.*

Droits « ad valorem ». — V. *Clause de la nation la plus favorisée.*

Droits « antidumping ». — V. *Clause de la nation la plus favorisée.*

Droits de conservation, d'indépendance et d'égalité. — V. *Droits fondamentaux des Etats.*

Droits de douane. — V. *Clause de la nation la plus favorisée. Conférence de Barcelone. Tarifs douaniers.*

Droits de l'homme (Protection internationale).

Protection internationale des droits de l'homme, **38**, 129 et s. Déclaration des droits de l'homme votée en 1929 à l'Institut de droit international, portée de cette Déclaration, **38**, 129; maintien de la neutralité de la communauté internationale devant les crimes de lèse-humanité, **38**, 131; éclosion forcée d'un droit réglant les destins de l'humanité, **38**, 131; le droit humain positif, **38**, 133 et s. Traités des minorités, **38**, 133 et s.; les droits de l'homme devant la Commission de Crillon, **38**, 133 et s.; question des droits de l'homme devant la Commission des nouveaux Etats et la protection des minorités, **38**, 138 et s.; droit régional créé par les traités des minorités, **38**, 140. Mouvement en faveur de la généralisation de la protection internationale des minorités, **38**, 142 et s. Problème

de l'existence d'un droit positif humain, **38**, 144; attitude individuelle des principales Puissances alliées et associées en présence des violations du droit humain, **38**, 145; attitude des principales Puissances envers l'Union des Républiques socialistes soviétiques, **38**, 146; attitude des principales Puissances envers le Gouvernement mexicain, **38**, 151; attitude des principales Puissances envers la Turquie dans la question arménienne, **38**, 152; attitude des principales Puissances vis-à-vis de la généralisation des droits de l'homme, **38**, 154; attitude sociale et humanitaire des principales Puissances en tant que membres de la Société des Nations, **38**, 155; lutte contre l'esclavage et la traite des noirs, **38**, 156; lutte contre la traite des femmes et protection de l'enfance, **38**, 158; contrôle du commerce des armes et des munitions, **38**, 158; lutte contre le trafic de l'opium et autres stupéfiants, **38**, 159; organisation de l'hygiène du monde, **38**, 160; l'Union internationale de secours, **38**, 160; assistance aux réfugiés russes, arméniens et autres, **38**, 161; mandats internationaux, **38**, 162 et s.; article 22 du Pacte, **38**, 162; trois types de mandats, **38**, 162; Commission permanente des mandats, **38**, 166; organisation internationale du travail, **38**, 168; appréciation de l'œuvre humanitaire de la Société des Nations, **38**, 170; conclusions relativement à l'existence d'un droit humain positif, **38**, 171. Droit humain intuitif, **38**, 172 et s. Evolution de la science vers la conception d'un droit humain, **38**, 173 et s.; problème de la souveraineté de l'Etat, **38**, 173 et s.; conception universaliste de l'ancienne doctrine du droit des gens, **38**, 173; théorie de la souveraineté de l'Etat au XIX^e^ siècle, **38**, 175 et s.; retour de la doctrine à la conception moniste de la primauté du droit des gens, **38**, 179 et s.; le droit humain et le droit de l'Etat, **38**, 194; protection internationale des droits de l'homme, **38**, 194 et s.; question de l'individu considéré comme sujet ou objet du droit humain, possibilité pour l'individu de mettre lui-même en mouvement la justice internationale, **38**, 199 et s. Déclaration de l'Institut de droit international sur les droits internationaux de l'homme, **38**, 204 et s.; portée de la Déclaration, **38**, 204 et s.; texte, **38**, 205; traits caractéristiques de la Déclaration de New-York, **38**, 207; reconnaissance par l'Etat de certains droits à l'individu, **38**, 207; qualité de sujet du droit international non reconnue à l'individu, **38**, 208; absence de sanctions, **38**, 211; critiques adressées à la Déclaration : crainte des abus, **38**, 215. Vœu de l'Académie diplomatique internationale, **38**, 218. Evolution de l'opinion publique vers la reconnaissance d'un droit humain, **38**, 219 et s.; réaction de l'opinion publique contre le travail forcé en Russie, **38**, 219 et s.; réaction de l'opinion publique contre la persécution religieuse en Russie, **38**, 226; répercussion de la Déclaration de New-York dans le monde, **38**, 227.

La sauvegarde internationale des droits de l'homme, **59**, 5 et s. Droits de l'homme envisagés au point de vue de la sphère idéale du droit, **59**, 5; l'homme sujet du droit international public, **59**, 5; Déclaration des droits internationaux de l'homme par l'Institut de droit international (1929), **59**, 7; elle affirme les droits de l'Etat envers l'individu sans conférer à ce dernier un droit contre les Etats, **59**, 10; préoccupation juridique : crainte de donner

accès à l'individu à la Cour permanente de justice internationale, préoccupation politique : crainte des revendications des minorités, **59**, 10; droit naturel d'assimilation de l'étranger au national, **59**, 11; liberté religieuse, **59**, 15; raisons qui ont fait rejeter les propositions tendant à faire de la Société des Nations la sauvegarde des droits de l'homme, **59**, 17. Liberté de conscience et des cultes, **59**, 19 et s.; liberté de conscience, **59**, 20 et s.; la liberté de conscience dans onze Constitutions européennes d'après-guerre, **59**, 21 et s.; liberté du culte, **59**, 25 et s.; le culte dans divers pays, **59**, 26 et s. Sauvegarde de la propriété individuelle, **59**, 33 et s.; la propriété est « la liberté faite visible », **59**, 34; propriété, droit absolu, perpétuel et héréditaire, **59**, 34; la propriété dans les Constitutions modernes, **59**, 36 et s.; sauvegarde de la propriété contre attentats individuels relève de la législation pénale, **59**, 41; responsabilité internationale des autorités locales pour dommages aux étrangers résidant sur leur territoire, **59**, 43; protection de la propriété intellectuelle, **59**, 45; propriété industrielle, sa sauvegarde internationale par la Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883 et ses révisions (1900 et 1911), **59**, 47; propriété littéraire et artistique, Convention d'Union de Berne du 9 septembre 1886, **59**, 49; propriété commerciale, **59**, 51; effort international de réglementation de la propriété privée, **59**, 52; doctrine internationale pour limitation des profits privés, **59**, 53. Droit d'association, **59**, 56 et s.; sauvegarde internationale du droit d'association, **59**, 56; le droit d'association dans les Constitutions modernes, **59**, 59 et s.; associations étrangères, **59**, 63; associations internationales, **59**, 65; leur statut, vœu du I^er^ Congrès mondial des Associations internationales (1910), **59**, 67; avant-projet de Convention de l'Institut de droit international (1923), **59**, 68; associations à but lucratif, loi qui leur est applicable, **59**, 68. Liberté individuelle au regard de l'ordre public, **59**, 72 et s.; liberté individuelle devant l'ordre public national et l'ordre public international, cas de conflit entre eux, **59**, 72; difficulté de solution de ce conflit, nécessité d'envisager le devoir contre-partie du droit, **59**, 73; la liberté individuelle dans les Constitutions modernes, **59**, 74 et s.; nombreuses atteintes à la liberté individuelle, **59**, 77; question de l'existence d'un ordre public international garantissant la liberté individuelle, **59**, 78; l'ordre international en droit international privé, **59**, 80 et s.; l'ordre international en droit international public, **59**, 84; l'ordre international dans le domaine de la reconnaissance internationale des droits de l'homme, **59**, 85; idéal à poursuivre : droit commun international et ententes internationales sur les points où il y a divergence, **59**, 90.

V. *Echange de populations. Ecole italienne de droit international. Etat. Etranger.*

Droits de la mère naturelle. — V. *Filiation.*

Droits de la pensée.

PROTECTION INTERNATIONALE DES DROITS SUR LES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES, **12**, 391. Droits de la pensée, leur caractère immatériel et international, **12**, 391; impossibilité de leur accorder pleine reconnaissance, protection suffisante, rémunération proportionnée à leur mérite, **12**, 393; le droit d'auteur tend à devenir un droit universel, **12**, 395; influence de la propriété intel-

lectuelle sur le développement du droit international privé, **12**, 397; sur le développement du droit international public, **12**, 399; situation inférieure du droit intellectuel dans la législation interne, **12**, 400; naissance tardive de la protection de la propriété intellectuelle, **12**, 400; les adversaires de la rémunération des auteurs d'œuvres intellectuelles, **12**, 401 et s.; la Révolution française, sa loi de 1793, **12**, 406; Révolution russe, suppression puis rétablissement du droit des auteurs, **12**, 406. Nature juridique des droits de la pensée, **12**, 408 et s.; méthode déductive et inductive pour la déterminer, **12**, 410; système intermédiaire, **12**, 415; exposé des théories, **12**, 416; position systématique des droits de la pensée, **12**, 416; dualité du titre juridique attribué à la protection des œuvres de l'esprit humain (droit d'auteur et droit d'inventeur, propriété littéraire et artistique et propriété industrielle), **12**, 417; découvertes des savants non protégées, **12**, 419; proposition française de protection de la propriété scientifique, **12**, 420; propriété scientifique à l'ordre du jour de la Commission de coopération intellectuelle, **12**, 420; unité ou diversité des droits de la pensée, **12**, 421; nature juridique du droit d'auteur (V. *Droit d'auteur*, **12**, 423).

Droits de l'homme et du citoyen. — V. *Individu.*

Droits de libre commerce et de navigation. — V. *Droits fondamentaux des Etats.*

Droits de mutation. — V. *Droits de succession. Impôts.*

Droits de navigation. — V. *Droit fluvial internationale.*

Droits de préférence. — V. *Faillite.*

Droits de succession. — V. *Double imposition. Impôts.*

Droits des peuples à disposer d'eux-mêmes. — V. *Echange de populations. Egalité juridique. Société des Nations. Traités.*

Droits et devoirs des Etats. — V. *Droit naturel. Droits fondamentaux des Etats. Etat.*

Droits et devoirs des fonctionnaires. — V. *Fonctionnaires internationaux.*

Droits et devoirs des individus. — V. *Egalité juridique. Individus.*

Droits et devoirs du prince. — V. *Guerre.*

Droits fondamentaux des Etats.

Droits et devoirs fondamentaux des Etats. Droits fondamentaux des Etats, **1**, 34; droit de naître, droit de vivre, **1**, 34; droit de souveraineté, **1**, 36; droit d'indépendance, ses limites, **1**, 40; droit de conservation, **1**, 49; droit d'égalité et droit de respect, **1**, 51; droit d'acquisition, **1**, 52; droits relatifs des Etats, **1**, 53; droit d'ambassade, **1**, 53; droit de conclure des traités, **1**, 55; droit de commerce, **1**, 55.

Droits et devoirs des nations. Théorie classique des droits fondamentaux des Etats, **10**, 542. Les cinq droits fondamentaux, **10**, 541; ils appartiennent à tout Etat, définissent sa personnalité internationale, sont inviolables, **10**, 542; droits fondamentaux et droit international conventionnel, **10**, 542 et s.; ces droits fondamentaux sont la base du droit international tout entier, **10**, 545; historique de la formation des Etats (V. *Etat*, **10**, 547). Théorie des droits fondamentaux de l'Etat à certains moments de son développement (V. *Grotius*, **10**, 562).

Francisco de Vitoria (V. *Vitoria*, **17**, 113) et l'Ecole moderne du droit international. Droits fondamentaux des Etats, droit de communication, **17**, 195; droit de commerce, **17**, 206; le droit

d'intervention, **17**, 219; le droit de souveraineté, **17**, 232; le droit de la guerre (V. *Guerre*, **17**, 242).

Le fondement du caractère obligatoire du droit international (V. *Droit international*, **23**, 467). Droits fondamentaux des Etats, **23**, 470; ils naissent plus des besoins d'une cause que de réflexions sur la nature des relations juridiques des Etats, **23**, 471; divergences de doctrine dans leur choix, **23**, 472; la doctrine des droits fondamentaux viole le sens historique, **23**, 472; elle est fausse analytiquement, **23**, 473; elle applique l'individualisme au domaine international, **23**, 474; elle s'applique de plus en plus difficilement à une société qui progresse en interdépendance, **23**, 475; nécessité de non-identification de la doctrine des droits naturels ou fondamentaux avec la doctrine du droit naturel, **23**, 475; influence salutaire de la doctrine des droits fondamentaux, **23**, 476; opinion de M. Gidel sur la nécessité d'épauler par l'autorité les idées égalitaires reposant sur une idée de justice bases du droit mais non constructives, **23**, 476.

Règles générales du droit international de la paix (V. *Droit international*, **30**, 275. *Etat*, **30**, 322. *Territoire*, **30**, 366). Relations internationales, droits et devoirs fondamentaux des Etats, **30**, 411 et s.; sens divers du mot « droit », **30**, 412; critère caractérisant les droits internationaux comme fondamentaux, **30**, 413; les prétendus droits de conservation, d'indépendance et d'égalité, **30**, 415; respect de la compétence territoriale exclusive des Etats, **30**, 416; respect de la compétence réelle exclusive des Etats, **30**, 417; respect de la compétence personnelle des Etats, **30**, 420; respect de la dignité des Etats, **30**, 421; respect de la personnalité civile des Etats, **30**, 422; droit au commerce international, **30**, 423.

Principes généraux du droit international de la paix (V. *Droit international de la paix*, **34**, 181). Droits des Etats, **34**, 343 et s.; droits fondamentaux, ils s'imposent aux autres Etats, **34**, 344; droits suspendus en temps de guerre, **34**, 344; droit à l'existence, **34**, 346; droit de défense, **34**, 347; droit de souveraineté ou d'indépendance, **34**, 348; définition de la souveraineté, **34**, 349; la souveraineté dans l'histoire (Grèce, Rome), **34**, 350; époque féodale, monarchie, **34**, 351; attaques contre l'idée d'indépendance de la souveraineté, **34**, 353; doctrine de Pillet, **34**, 354 et s.; doctrine de l'auto-limitation de la souveraineté, **34**, 357; doctrine de la souveraineté relative, **34**, 359; existence, au-dessus de l'Etat, de la communauté interétatique, **34**, 360; les Etats ne sont ni souverains ni indépendants, **34**, 362; seule, en droit international, existe la souveraineté d'une Société des Nations, **34**, 363; droit d'égalité, **34**, 365; principe de l'égalité de droit des Etats, fréquentes violations en fait, **34**, 365; conséquence de l'égalité, participation des Etats de puissance secondaire à la solution des problèmes internationaux, **34**, 367; droit au respect, **34**, 369; compétence des tribunaux internes dans les procès contre les Etats étrangers, **34**, 370; répugnance des Etats à accepter cette compétence, **34**, 371; abstention de principe que doivent observer les tribunaux à cet égard, **34**, 372; actions exceptionnelles qui, d'après l'Institut de droit international, seraient de la compétence des tribunaux, **34**, 374; droit de libre commerce et de communication, **34**, 376 et s.; tardive évolution

de cette liberté dans l'histoire, **34**, 376; doctrine de Vitoria, **34**, 377; lenteur des relations avec l'Extrême-Orient, régime de la porte ouverte en Chine, **34**, 378; droit de libre commerce et de communication est indivisible, doctrines qui les ont scindés, **34**, 378 et s.; ce droit est, d'après Vitoria, placé au-dessus des souverains, avec la guerre comme sanction, **34**, 379; doctrine semblable de M. de La Pradelle, **34**, 380; Conférence de Barcelone, **34**, 383; Conférence de Genève, **34**, 384; Conventions auxquelles aboutirent ces Conférences, **34**, 384. Devoirs des Etats, **34**, 386 et s.; devoir de non-intervention (V. *Intervention*, **34**, 386.

Règles générales du droit international de la paix (V. *Droit international*, **58**, 475 et s.). Souveraineté de l'Etat, **58**, 577; souveraineté et droit international, **58**, 578; indépendance de l'Etat, **58**, 582 et s.; exception de souveraineté, **58**, 585; égalité des Etats, **58**, 587 et s.; application par chaque Etat des situations internationales le concernant, **58**, 588 et s.

V. *Crimes et délits. Crimes contre la personnalité de l'Etat. Droit fluvial international. Droit naturel. Etat.*

Droits inaliénables. — V. *Egalité juridique. Etranger. Individus.*

Droits immobiliers. — V. *Concessions étrangères.*

Droits naturels. — V. *Egalité juridique.*

Droits patrimoniaux. — V. *Etranger.*

Droits politiques. — V. *Etranger.*

Droits privés. — V. *Etranger.*

Droits publics. — V. *Etranger.*

Droits spécifiques. — V. *Clause de la nation la plus favorisée.*

Dualisme. — V. *Compétences internationales et étatiques. Droit international. Droit international et droit interne. Droit internat. privé.*

« Dumping ». — V. *Clause de la nation la plus favorisée.*

Durée du service militaire. — V. *Désarmement.*

E

Eaux. — V. *Mer (Haute).*

Eaux adjacentes au territoire des Etats. — V. *Mer territoriale.*

Eaux intérieures. — V. *Mer territoriale.*

Eaux territoriales. — V. *Détroits. Droit international public. Mer. Mer territoriale. Navires de commerce. Ports maritimes. Souveraineté. Territoire. Visite (droit de).*

Echange. — V. *Code des prisonniers de guerre. Crise. Echange de populations. Monnaie. Tarifs de douaniers. Traité de commerce.*

Echange de populations.

L'échange des populations, **24**, 311 et s. Les droits de l'homme en droit international, **24**, 311; déclaration des droits et devoirs des nations (Institut de droit international, Rome, 1921), **24**, 313; reconnaissance des droits de l'homme par le droit international, son histoire, la doctrine, **24**, 316 et s.; traités-contrats, **24**, 317; traités-lois, **24**, 321; traités de minorité, **24**, 322; jurisprudence internationale, droits reconnus aux étrangers dont ne jouissent pas les nationaux, **24**, 324; deux décisions de la Cour permanente de justice internationale, **24**, 324; Convention de Lausanne (1923) sur l'échange des populations grecques et tur-

ques, compte non tenu de la volonté des populations, **24**, 327; nullité de la valeur juridique d'un traité contraire à l'ordre public international, **24**, 329; est condamnable toute convention d'échange obligatoire de populations, les traités des minorités formant avec le Pacte un tout indivisible, **24**, 330; intérêt de l'Etat à conserver sa population, **24**, 333; échange d'hommes à l'époque de l'esclavage et de la traite, **24**, 335; cas de l'échange de prisonniers, **24**, 335; transplantations de populations dans l'intérêt des transplantés, faits historiques, **24**, 334 et s.; déracinements du Proche-Orient, **24**, 339; déracinement par la Révocation de l'Edit de Nantes, **24**, 340; transplantations dans l'intérêt du pays dans le sein duquel les déracinés sont transférés, **24**, 342 et s.; au temps des rois d'Assyrie, **24**, 343; anciennes clérouchies de la ville d'Athènes, **24**, 344; transplantations sous la dynastie perse des Sassanides ou au sein de l'Empire byzantin, **24**, 346; au début de l'Empire de Russie, **24**, 347; accords internationaux concernant les échanges de populations, **24**, 350; clause d'option de nationalité, **24**, 351; accord bulgaro-turc (novembre 1913), **24**, 352; sa nature juridique, **24**, 353; accord gréco-turc (juillet 1914), **24**, 354; peu de Turcs quittèrent le sol grec mais un nombre important de Grecs émigrèrent des territoires restés turcs ou cédés à la Bulgarie, **24**, 354; négociations diplomatiques relatives à une proposition d'échange de la Turquie, **24**, 356; exécution de l'Accord du 6 juillet 1914, **24**, 359; brutalité des déracinements opérés par la Turquie pendant la guerre de 1914, **24**, 360; déportation forcée des populations, **24**, 364; émigration réciproque et volontaire des populations gréco-bulgares, **24**, 365; Traité de Neuilly, Convention de 1919 gréco-bulgare sur l'émigration volontaire et réciproque des minorités ethniques, **24**, 366 et s.; Convention de Lausanne (30 janvier 1923) sur l'échange des populations grecques et turques, origines, résultats, **24**, 371 et s.; droit d'expulsion forcée reconnu par la Convention, **24**, 372; protestations générales, **24**, 373; la mission du Dr Nansen, délégué de la Société des Nations, **24**, 374; la paternité de l'échange obligatoire appartient au représentant de la Turquie, **24**, 375; causes génératrices de la Convention d'échange des populations du 30 janvier 1923, **24**, 379 et s.; réfugiés établis en Grèce, **24**, 379; résultats immédiats de la VIe Convention de Lausanne et chiffre approximatif des émigrés, **24**, 385; restrictions conventionnelles à l'échange général, **24**, 387; limites juridiquement obligatoires à la Convention de Lausanne, **24**, 393 et s.; conséquences de la Convention de l'échange sur la nationalité des échangés, **24**, 403; répercussion de l'échange forcé des populations sur la fortune des échangés, **24**, 405 et s.; établissement des réfugiés spécialement en Grèce, **24**, 413; effort financier de ce pays, **24**, 414; intervention de la Société des Nations et création en Grèce de l'Office autonome d'établissement des réfugiés, **24**, 415; l'œuvre de l'Office, **24**, 418; colonies agricoles, **24**, 419; réfugiés urbains, **24**, 420; loi du 3 avril 1925, versement d'indemnités aux émigrés, **24**, 422; Convention gréco-turque du 1er décembre 1926, **24**, 427; échange forcé des populations au point de vue des intérêts des échangés, **24**, 429; échange forcé

des populations au point de vue des intérêts généraux des Etats qui l'opèrent, **24**, 430 et s.

Echanges commerciaux. — V. *Politique commerciale internationale. Traité de commerce.*

Echanges internationaux. — V. *Lutte internationale contre la criminalité. Mer Baltique. Politique commerciale internationale. Tarifs douaniers. Traité de commerce.*

Ecole allemande. — V. *Droit international privé.*

Ecole de Bologne. — V. *Droit international privé.*

Ecole de Vienne. — V. *Droit international privé.*

Ecole des « Grundnormen ». — V. *Règle « Pacta sunt servanda ».*

Ecole du « Common law ». — V. *Droit international privé.*

Ecole du droit naturel. — V. *Règle « Pacta sunt servanda ».*

Ecole française. — V. *Conflits de lois. Droit pénal international.*

Ecole hollandaise. — V. *Conflits de lois. Droit international privé.*

Ecole italienne de droit international.

Les maîtres de l'Ecole italienne du droit international au XIX^e^ siècle, **46**, 708 et s. Principe de nationalité, **46**, 708 et s.; droits de l'homme et droits des collectivités humaines, **46**, 710; apôtres italiens de la doctrine de nationalité, **46**, 711; Mancini, son œuvre comme écrivain, professeur, homme d'Etat, **46**, 712 et s.; Rossi, Durando, Balbo, Turcotti, Ferrari, Mancini, Perbile, Palma, Casanova, **46**, 715 et s.; Pasquale Fiore et le principe fondamental de la personnalité internationale, **46**, 732 et s.; vraie portée du principe de nationalité dans le développement de la doctrine italienne du droit international, **46**, 738; Société des Nations, **46**, 470 et s.; communauté internationale comme phénomène d'ordre sociologique et comme développement d'ordre juridique, **46**, 740 et s.; développement des études sur Alberico Gentile, **46**, 745 et s.; aspiration à la coexistence pacifique des individus et des Etats, **46**, 751; Etats-Unis d'Europe, **46**, 751; faillite de l'idée de monarchie universelle, **46**, 752; organisation de la communauté internationale sur un pied d'égalité des Etats, **46**, 753; essai de codification du droit international d'Augusto Pareldo (1851), **46**, 755; propagande en faveur de l'arbitrage et de l'adoption de clauses compromissoires dans les Conventions entre Etats, **46**, 757; Code de droit des gens de Turcotti, **46**, 760; adoption de l'arbitrage international par le Congrès des savants italiens, **46**, 763; approbation par la Chambre des Députés d'une motion de Mancini en faveur de l'arbitrage international, **46**, 764; Fiore exclut la constitution d'un Etat mondial obligeant à créer une force armée pour faire respecter les décisions du super-Etat, **46**, 765; Fiore précurseur de la Société des Nations, **46**, 767; auteurs subordonnant la société internationale à l'autorité suprême du Saint-Siège, **46**, 771. Principes fondamentaux du droit international public et privé, **46**, 777 et s.; contribution de Pasquale Fiore à la doctrine des sujets de droit international, **46**, 777; justification de l'intervention, **46**, 780; résolution pacifique des conflits internationaux, **46**, 786; réglementation juridique de la guerre, **46**, 787; déclaration de guerre obligatoire, **46**, 790; règles sur le droit de prise, **46**, 792; contribution de la science italienne au droit international privé, **46**, 794; doctrine médiévale des statuts, **46**, 796; l'école italienne et l'application de la loi civile étrangère, **46**, 798; principe de

nationalité dans le droit international privé, **46**, 802; caractère de la règle du droit international privé et limites d'ordre public, **46**, 804; attitude à l'égard des deux principes concurrents de solution des conflits de lois, **46**, 806; statut des formes, **46**, 809; exécution des jugements étrangers, **46**, 811; fraude à la loi, **46**, 818.

V. *Conflit de lois. Droit international privé. Droit international privé (Allemagne). Droit pénal international.*

Ecole de la loi de nature. — V. *Sources du droit international.*

Ecole platonicienne. — V. *Principes généraux du droit.*

Ecole positiviste. — V. *Hall (William). Sources du droit international.*

Ecole réaliste américaine. — V. *Droit international privé.*

Ecoles étrangères. — V. *Mandats internationaux.*

Economie contrôlée. — V. *Agriculture.*

Economie internationale. — V. *Paix économique.*

Economie nationale. — V. *Nationalité des sociétés de commerce. Politique économique internationale.*

Economie politique. — V. *Crise.*

« Economies royales ». — V. *Société des Nations.*

Economistes. — V. *Doctrine pacifique.*

Economistes libéraux. — V. *Droit naturel.*

Ecrivain. — V. *Doctrine pacifique. Droits de la pensée.*

Edit de Nantes. — V. *Echange de populations.*

Education morale des individus. — V. *Société des Nations.*

Effectifs militaires. — V. *Désarmement.*

Effectivité. — V. *Reconnaissance d'Etats. Succession d'Etats.*

Effets de commerce.

Les effets de commerce en droit international, **8**, 129 et s. Leur origine, besoins du commerce international, **8**, 129; leurs qualités : acceptables et sûrs, **8**, 131; pour leur réglementation internationale, nécessité d'une uniformité des législations internes, **8**, 132; œuvre de l'International law Association, de l'Institut de droit international, des Congrès d'Anvers, de Montevideo, **8**, 133 et s.; difficulté de modifier les législations anglaise et américaine, **8**, 136; systèmes juridiques réglementant les effets de commerce, **8**, 139; groupe anglo-américain, groupe français, groupe allemand, lettre de change, divergence des législations, conflits de lois, **8**, 140 et s.; divergences de législations sur les obligations civiles et commerciales, **8**, 144; et sur les falsifications d'endossement, **8**, 147; législation comparée en matière de chèque, **8**, 149 et s.; influence de la mort du tireur sur le chèque, **8**, 152; législations nationales sur les effets de commerce visant l'élimination des divergences, **8**, 154; le Règlement uniforme tend à uniformiser les législations internes sur la lettre de change et le billet à ordre, **8**, 156; Convention de La Haye, réserves autorisées par elle, uniformité des législations non obligatoire (signature, endossement, valeur en nantissement, aval, lettres payables en foire, paiement partiel, protêt, provision, perte d'une lettre de change, etc.), **8**, 157 et s.; réserves relatives aux billets à ordre, **8**, 165; principes et règles obligatoires pour les Etats contractants, capacités des parties, **8**, 168; présomptions, **8**, 170; paiement en une monnaie étrangère, **8**, 172; protêt et recours, **8**, 173; paiement par intervention, **8**, 177; émission des lettres de change en plusieurs exemplaires, copies, **8**, 179;

formalisme adopté par le Règlement uniforme pour les billets à ordre, **8**, 180; chèques, projet d'unification de législation à la Conférence de La Haye de 1912, **8**, 182 et s.; critique du projet, **8**, 186 et s.; Conférence financière de Bruxelles (septembre 1920), elle demande l'intervention de la Société des Nations pour réaliser certaines réformes, **8**, 190 et s.

Effets de l'adoption. — V. *Nationalité.*

Effets de la guerre sur les traités. — V. *Traités.*

Effets de la sentence. — V. *Procès international.*

Effets du mariage. — V. *Conférences de droit international privé. Conventions de La Haye (juillet 1905). Droit international privé. Nationalité. Régime matrimonial.*

Efficacité de la sentence. — V. *Procès international.*

Effets des traités. — V. *Traités.*

Egalité des Etats. — V. *Droit international. Egalité juridique. Etat. Mandats internationaux. Souveraineté.*

Egalité des textes. — V. *Egalité juridique.*

Egalité juridique.

Principe de l'égalité juridique dans les rapports internationaux, **42**, 473 et s. Pacte du « May flower », **42**, 476 et s.; établissement des fondations de l'Etat américain par les Pèlerins du « May flower », leur provenance, **42**, 479; raisons de leur départ en Hollande, **42**, 482; préparatifs de l'expédition, **42**, 486; demande refusée d'obtention d'une patente pour occupation d'un territoire, **42**, 487; pacte au cours du voyage, **42**, 491; but du pacte, **42**, 494; texte du pacte, **42**, 496; établissement d'un type de gouvernement du peuple par et pour le peuple, **42**, 499; fondement sur l'égalité des droits et devoirs des contractants, **42**, 505. Pacte américain, **42**, 505 et s.; égalité de droits et de devoirs des individus comme base du corps politique établi par les Pèlerins du « May flower », **42**, 505; droit des créateurs du gouvernement d'en changer la forme ou d'en modifier les pouvoirs, tel qu'il est exprimé dans la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis, **42**, 511; genèse de la conception américaine du gouvernement, **42**, 514; laïcisation des éléments religieux, naissance des principes démocratiques dans les colonies de la Nouvelle-Angleterre, **42**, 516; les colons de Massachusetts pénètrent dans la Connecticut, leurs « Fundamental Orders », **42**, 516; préambule de ces « Orders » comparé au Pacte du « May flower », **42**, 518; réunion du Connecticut et de New-Jersey, **42**, 520; en 1858, unanime Déclaration des treize Etats unis, **42**, 523. Etat américain, **42**, 526 et s.; conception américaine de l'Etat, **42**, 526; groupement d'individus égaux en droit et en devoirs, **42**, 526; impossibilité pour un gouvernement de faire passer une loi incompatible avec la nature et la dignité de l'individu, **42**, 528; l'Etat, agent du peuple, ne peut posséder plus de droits que lui, **42**, 529; reconnaissance à l'individu des droits et devoirs compatibles avec la dignité et la nature humaine, **42**, 531. Déclaration d'indépendance de 1776, **42**, 532; égalité, d'après Jefferson, de tous les êtres humains devant la loi parce que créés égaux, **42**, 535; droits inaliénables dans la conception de Jefferson ne comprennent pas la propriété, **42**, 536; distinction entre « droits naturels » et « droits inaliénables », **42**, 537; conditions de compatibilité des lois de la communauté avec la nature et la

dignité de l'homme, **42**, 539; définition, par la Cour suprême, de l'Etat américain, **42**, 541. Conséquences de la conception américaine de l'Etat, **42**, 547 et s.; égalité dans les relations internationales, **42**, 549; égalité entre individus en matière de nationalité, reconnaissance du droit naturel d'expatriation, pratique des Etats-Unis, **42**, 511; égalité entre individus au point de vue de leur admission en territoire étranger, **42**, 554; fondement du droit des gens sur l'égalité des droits et devoirs des Etats dans leurs relations, **42**, 555; théorie de l'Etat comme groupe d'individus égaux tenus obligatoirement à reconnaître l'égalité des Etats dans leurs relations internationales, **42**, 561. Communauté internationale, liberté, égalité, fraternité, **42**, 566 et s.; Constitution des Etats-Unis, décrétée et établie par le peuple, **42**, 569; égalité des Etats au sein de la Fédération, **42**, 571; rapports des Etats particuliers entre eux et avec l'Etat fédéral, **42**, 571; la loi, fondement du Gouvernement des Etats-Unis, **42**, 575; disparition progressive de la différence entre les conceptions américaine et européenne de l'Etat, **42**, 576; question de la renonciation par les Etats membres de la communauté internationale au droit de conserver des forces militaires, **42**, 577; existence de la communauté internationale par simple coexistence des divers Etat, **42**, 577; règlement des différends entre Etats, suivant les principes de la Fédération américaine, **42**, 580; unique mesure applicable dans les relations internationales, **42**, 582; égalité des sexes sur le plan humain précédant l'égalité juridique dans les relations internationales, **42**, 584; reconnaissance par l'Institut de droit international à la femme mariée d'une nationalité propre, **42**, 584; rapports de MM. de La Pradelle et Scott, **42**, 585; égalité des sexes par consentement individuel, **42**, 588; unité de la famille et nationalité, **42**, 590; controverses au sujet de la nationalité du mari, de la femme et des enfants, **42**, 591; conflits de lois en matière de nationalité du mari et de la femme, **42**, 594; répercussion sur la nationalité des enfants, **42**, 595; refus par les Etats-Unis de signer la Convention de La Haye sur la nationalité, **42**, 596. Appendices, matières pour les séances de Séminaire, **42**, 598 et s. Déclaration des droits du 12 juin 1876, **42**, 616 et s.; Déclaration des droits internationaux de l'homme, **42**, 621.

V. *Droit des gens. Mandats internationaux. Minorités. Réciprocité diplomatique. Traités.*

Eglise.

L'Eglise catholique et le droit des gens, **6**, 127 et s. L'Eglise primitive et les conseils évangélistes de non-résistance au mal, **6**, 129 (V. *Guerre*, **6**, 132); premières tentatives de l'Eglise pour réprimer les violences, **6**, 143 et s.; conciles et institutions de paix, **6**, 146; la trêve de Dieu, ses origines, **6**, 150; influence de l'Eglise sur les hommes de guerre, **6**, 154 et s.; le Tiers-Ordre franciscain, limitation du droit de porter les armes, **6**, 158; rôle international de la Papauté (V. *Papauté*, **6**, 162). Conception de l'unité politique de la chrétienté : Dante, Bartole, **6**, 179; théories sur la souveraineté universelle du Pape et de l'Empereur, **6**, 179; les Espagnols dans le Nouveau-Monde, **6**, 180; F. de Vitoria, première notion d'un droit international, **6**, 181 et s.; justifications de la domination espagnole en Amérique, **6**, 184.

V. *Confessions religieuses. Etat. Europe orientale. Guerre. Guerre hors la loi. Minorités. Missions catholiques. Nationalités. Organisation internationale. Papauté. Réforme. Relations internationales. Religion. Sujets du droit international. Trêve de Dieu.*

Eglise catholique romaine. — V. *Eglise. Missions catholiques. Papauté.*

Egoïsme d'Etat. — V. *Morale internationale.*

Elaborations musicales. — V. *Plagiat.*

Elargissement du marché. — V. *Union douanière.*

Elasticité. — V. *Monnaie.*

Elbe. — V. *Droit fluvial international. Fleuve international.*

Election-électeur. — V. *Plébiscite.*

Election des juges. — V. *Cour permanente de justice internationale.*

Elément matériel de la coutume. — V. *Sources du droit international.*

Eléments psychologiques de la coutume. — V. *Sources du droit international.*

Eligibilité. — V. *Etranger.*

Embargo. — V. *Représailles.*

Emigration. Emigrants.

Condition juridique des navires de commerce (V. *Navire de commerce*, **10**, 5 et s.), pour le transport d'émigrants, principe d'égalité entre navires étrangers et nationaux, **10**, 127; conditions imposées aux navires étrangers, **10**, 127; loi italienne d'émigration, **10**, 128; loi yougoslave, loi espagnole, **10**, 130 et 131; dispositions prises par les pays d'immigration pour l'acceptation des émigrants, **10**, 132; Conférence de Rome de 1924 réglementant l'émigration et l'immigration, **10**, 133; conditions de transport des émigrants, **10**, 133; service d'assistance aux émigrants, Accord italo-espagnol de 1925, **10**, 134 et s.

V. *Cour de justice internationale. Droit international. Echange de populations. Japon. Migration. Nationalité. Passeports. Souveraineté.*

Emission. — V. *Monnaie.*

Empereur. — V. *Organisation internationale.*

Empire d'Alexandrie. — V. *Organisation internationale.*

Empire d'Orient. — V. *Droit des gens. Europe orientale.*

Empire des Perses. — V. *Droit des gens.*

Empire britannique. — V. *Colonies. Conflit de lois. Dominions. Nationalité. Sujets du droit international.*

Empire britannique et Dominions. — V. *Sujets de droit international.*

Empire ottoman. — V. *Etranger.*

Empire romain. — V. *Organisation internationale.*

Emprunt allemand. — V. *Emprunt public d'Etat.*

Emprunt autrichien. — V. *Emprunt public d'Etat.*

Emprunt brésilien. — V. *Cour permanente de justice internationale.*

Emprunt du Honduras. — V. *Emprunt public d'Etat.*

Emprunt du Nicaragua. — V. *Emprunt public d'Etat.*

Emprunt de Saint-Domingue. — V. *Emprunt public d'Etat.*

Emprunt de l'Uruguay. — V. *Emprunt public d'Etat.*

Emprunt égyptien. — V. *Emprunt public d'Etat.*

Emprunt franco-anglais. — V. *Emprunt public d'Etat.*

Emprunt grec. — V. *Emprunt public d'Etat.*

Emprunt hongrois. — V. *Emprunt public d'Etat.*

Emprunt public d'Etat.

La garantie des emprunts publics d'Etat, **7**, 155 et s. Sûretés réelles,

affectation spéciale de certains recettes, **7**, 156 et s. Sûretés personnelles, emprunts émis solidairement par plusieurs Etats, **7**, 158; problèmes internationaux soulevés : par les sûretés réelles (affectation de recettes), **7**, 160; par les sûretés personnelles (crédits difficilement accordés par les Parlements des Etats garants), **7**, 162; garantie purement morale, sa valeur, **7**, 164; emprunts d'Uruguay, de Saint-Domingue, du Nicaragua et du Honduras, **7**, 166 et s.; la sûreté réelle est la garantie principale, **7**, 170; principes juridiques dominants en matière de garantie des emprunts publics d'Etat, **7**, 172; le contrat d'emprunt d'Etat est de droit public, **7**, 174; nature juridique des sûretés, régime du droit public de l'Etat garant, **7**, 176; conséquences des principes pour les sûretés réelles, **7**, 178; pour les sûretés personnelles, bénéfice de discussion, bénéfice de division, **7**, 179 et 180; moyen juridique de mettre en jeu l'obligation de l'Etat garant, **7**, 181; pratique de la garantie personnelle, **7**, 185; garantie à un Etat en détresse, **7**, 186; emprunt grec de 1883, **7**, 187 et s.; emprunt égyptien, **7**, 192; emprunt grec de 1898, **7**, 194; emprunt autrichien, **7**, 196; garantie à un Etat allié pendant une guerre, **7**, 201; emprunts allemands de 1795 et 1797, **7**, 202; emprunt turc de 1855, **7**, 205; emprunt franco-anglais de 1915, **7**, 208; garantie à un Etat protégé, emprunt tunisien, **7**, 210; pratique des sûretés réelles, affectation de recettes avec contrôle international, **7**, 213 et 214; assignations de recettes avant 1914, Serbie, **7**, 216; Grèce, **7**, 217; Egypte, **7**, 219; Turquie, **7**, 222; Saint-Domingue, Nicaragua, Honduras, **7**, 224; assignations de recettes après 1914, Autriche, **7**, 226; Hongrie, **7**, 228; Allemagne, **7**, 230; conclusion : sûretés personnelles disparaissent, sûretés réelles se développent accompagnées d'un contrôle international, **7**, 234.

Les défaillances d'Etat, **53**, 381 et s. Cas de défaillance : suspension du paiement des intérêts ou de l'amortissement, monnaie de compte différente de celle convenue, détournement des affectations de recettes promises, **53**, 381; degrés dans la défaillance, **53**, 382; dettes politiques et dettes commerciales, **53**, 383; la défaillance entraîne la ruine du crédit de l'Etat, **53**, 384; créanciers étrangers souvent privilégiés par rapport aux nationaux, **53**, 385; Révolution française, assignats, banqueroute des deux tiers, **53**, 387; dépréciation du papier-monnaie aux Etats-Unis, **53**, 388; défaillance des Etats après la guerre de 1914, **53**, 390. Formes modernes de la défaillance, **53**, 391 et s.; autrefois, répudiation de la Dette publique par les Etats secondaires, emploi de la force par les Etats forts pour appuyer les réclamations de leurs nationaux, doctrine de Drago (non-emploi de la force pour recouvrement des dettes), **53**, 391; principe admis suivant lequel un Etat peut suspendre ou réduire le service de sa Dette publique, **53**, 391; autre procédé de défaillance : la dévaluation de la monnaie, **53**, 393; inflation monétaire, **53**, 393; manipulation monétaire sans inflation, **53**, 394; comparaison entre les moyens directs qui violent les contrats et les moyens indirects de manipulation de la monnaie, **53**, 396. Mise à l'abri d'une défaillance d'Etat par les porteurs de titres d'emprunts d'Etat, **53**, 399 et s.; défense contre les mesures directes d'allègement, **53**, 399 et s.; moyens pour mettre les créanciers

à l'abri d'une manipulation de la monnaie (V. *Clause-or*, **53**, 401).

V. *Assistance financière. Clause-or. Conflit de lois. Contrôles financiers internationaux. Dettes publiques d'Etat. Doctrine de Monroe. Entr'aide financière internationale. Intervention. Mandats internationaux. Paiements internationaux.*

Emprunt serbe. — V. *Cour permanente de justice internationale.*

Emprunt tunisien. — V. *Emprunt public d'Etat.*

Emprunt turc. — V. *Emprunt public d'Etat.*

Emprunts internationaux. — V. *Succession d'Etats.*

Ems (dépêche d'). — V. *Presse.*

Encaisse. — V. *Stabilisation des monnaies.*

« Encomedia » (régime de l'). — V. *Sauvages américains.*

Endossement. — V. *Effets de commerce.*

Endossement de la réclamation. — V. *Recevabilité.*

Enfant. — V. *Droit international privé. Filiation. Nationalité. Ordre public. Représailles.*

Enfant naturel. — V. *Domicile. Filiation.*

Engagement du vaincu (fragilité de l'). — V. *Règle « Pacta sunt servanda ».*

Ennemi. — V. *Capture. Coopération intellectuelle internationale. Cour internationale des prises. Représailles.*

Enquête. — V. *Passeports.*

Enquête du pavillon (« Right of approach »). — V. *Mer (Haute). Navire de commerce.*

Enquête internationale.

Règles générales du droit de la paix, procédure internationale d'enquête, **32**, 240 et s. Danger de contradiction entre enquêtes internationales, institution de Commissions internationales d'enquête, **32**, 241; les traités Knox, les traités Bryan, **32**, 243; le Pacte dans l'évolution de la procédure internationale d'enquête, **32**, 243.

V. *Intervention.*

Enregistrement international. — V. *Marque de fabrique.*

Enregistrement des traités. — V. *Pacte de la Société des Nations.*

Enseignement. — V. *Mandats internationaux. Minorités.*

Entente économique régionale des Etats balkaniques. — V. *Union douanière.*

Ententes industrielles. — V. *Organisation économique de la paix.*

Ententes internationales. — V. *Droits de l'homme. Trusts et cartels internationaux.*

Ententes maritimes. — V. *Trusts et cartels internationaux.*

Ententes particulières. — V. *Régime matrimonial.*

Ententes régionales.

Les ententes régionales, **56**, 589 et s. Loi d'hostilité entre pays voisins, **56**, 589; modifications territoriales du Traité de paix, causes d'antagonismes, **56**, 589; ententes régionales entre vainqueurs et vaincus, point de vue politique, point de vue juridique, **56**, 590; mesures dans lesquelles les ententes régionales sont compatibles avec le Pacte de la Société des Nations, **56**, 592. Pacte, articles 20 et 21, **56**, 593 et s.; article 20 : inadmissibilité de traités incompatibles avec les dispositions du Pacte, **56**, 593; article 21 : compatibilité certaine des traités d'arbitrage et des ententes régionales assurant le maintien de la paix, **56**, 593;

difficultés soulevées par les ententes régionales, **56**, 593. Traités de conciliation, **56**, 597 et s.; leur empiétement sur la compétence du Conseil de la Société des Nations, **56**, 598; les Commissions de conciliation, **56**, 599. Pactes de non-agression et de neutralité, **56**, 603 et s. Traités d'amitié, **56**, 609 et s. Pactes consultatifs, **56**, 614 et s. Pactes d'assistance mutuelle et projet du Pacte oriental, **56**, 618 et s. Pactes d'assistance de l'U.R.S.S., **56**, 631. Pacte rhénan de Locarno, **56**, 635. Alliances, **56**, 639 et s.; disparition des traités d'alliance, **56**, 639; alliance de fait, **56**, 640; traités d'alliance déguisée, **56**, 641. Pactes de vassalité, **56**, 647; France et Petite Entente, **56**, 647; relations italo-albanaises, **56**, 648; guerre italo-abyssine, sanctions contre l'Italie, **56**, 650. Traités-blocs, **56**, 656; personnalité juridique du bloc, **56**, 656; les traités-blocs existants, **56**, 658; entrave à l'organisation internationale, **56**, 667; but véritable poursuivi par les pactes dits régionaux, **56**, 667; loi du développement historique et révision nécessaire des situations internationales, **56**, 670.

V. *Société des Nations.*

Entr'aide. — V. *Lutte internationale contre la criminalité.*

Entr'aide financière internationale.

L'ENTR'AIDE FINANCIÈRE INTERNATIONALE, **5**, 113 et s. Différence entre l'Etat souverain et l'individu, **5**, 113; l'aide financière d'Etat à Etat est chose nouvelle, **5**, 113; garantie des emprunts d'Etat, **5**, 114; conseil de ravitaillement interallié, **5**, 116; assistance à l'Autriche, **5**, 117; Comité international de crédits de relèvement, **5**, 118; son œuvre, **5**, 119; coopération avec les autres œuvres, **5**, 121; bons de relèvement, **5**, 122 et s.; situation de l'Autriche, **5**, 124; conditions proposées par le Comité pour aider l'Autriche, **5**, 126; prêts successifs, **5**, 127; établissement d'un contrôle se composant d'un Commissaire général et d'un Comité, **5**, 133; les trois protocoles et la résolution du Conseil de la Société des Nations, **5**, 134 et s.; personnalité de la Société des Nations, **5**, 138; secrétariat de la Société, **5**, 139; mise en œuvre du projet autrichien, **5**, 139; le « Bon général », **5**, 141; l'aide à la Hongrie, situation financière moins mauvaise, **5**, 144; réparations hongroises, **5**, 145; aide financière à la Grèce, projet de colonisation des réfugiés grecs, **5**, 146; Commission de colonisation des réfugiés grecs, organisme international, **5**, 147; effet de l'aide financière internationale, **5**, 150; rôle de la Société des Nations, **5**, 151.

V. *Contrôles financiers internationaux.*

Entrée. — V. *Etranger. Migration. Restrictions douanières.*

Entrée en vigueur. — V. *Traités.*

Entrepôt. — V. *Zones franches.*

Entreprises commerciales. — V. *Double imposition.*

Epizooties. — V. *Agriculture.*

Epoque grecque. — V. *Règle « Pacta sunt servanda ».*

Epoque romaine. — V. *Règle « Pacta sunt servanda ».*

Epuration de la tradition romaine. — V. *Stupéfiants.*

« Equalization Fund ». — V. *Monnaie.*

Equilibre. — V. *Frontières.*

Equilibre des prix. — V. *Monnaie.*

Equilibre européen. — V. *Droit international.*

Equilibre monétaire. — V. *Or.*

Equilibre social. — V. *Organisation internationale.*
Equité.

Pouvoir du juge international de statuer « ex æquo et bono », **49**, 281 et s. Moment où la formule *ex aequo et bono* prend sa signification, **49**, 281; divergences d'opinion sur la procédure *ex aequo et bono*, **49**, 282; le pouvoir du juge international de statuer *ex aequo et bono* se définit d'après l'accord des Parties, **49**, 283; liste des six groupes d'accords, **49**, 283. Faculté de la Cour permanente de justice internationale de statuer *ex aequo et bono*, **49**, 284 et s.; décision ordinaire et décision extraordinaire de la Cour, **49**, 284; normes ordinairement appliquées par la Cour, **49**, 285; article 38, chiffres 1 et 2, du statut de la Cour, **49**, 285; les trois règles appliquées par la Cour, **49**, 286; lacune du droit international positif, **49**, 293; relation entre les catégories de normes appliquées ordinairement par la Cour, **49**, 296 et s.; décision de la Cour *ex aequo et bono*, **49**, 299 et s. Jugements basés sur des considérations tirées de l'équité au sens des accords du type du traité germano-suisse de 1921, **49**, 306 et s.; base de la décision du tribunal germano-suisse, **49**, 306; décision ordinaire, **49**, 307; décision extraordinarie, **49**, 309; article 5 du Traité germano-suisse comparé à l'article 38 du statut de la Cour permanente, **49**, 310. Procédure *ex aequo et bono* selon les accords du type du Traité italo-suisse de 1924, **49**, 312 et s.; système de règlement pacifique du Traité italo-suisse, **49**, 312; procédure *ex aequo et bono* prévue pour les litiges d'ordre non juridique, **49**, 313; critères entre les litiges d'ordre juridique et les autres litiges, **49**, 314; comparaison entre l'article 15 du Traité italo-suisse et l'article 38 du statut de la Cour, **49**, 320. Procédure *ex aequo et bono* selon les accords du type du Traité belgo-suédois de 1926, **49**, 322 et s.; système du règlement pacifique du Traité belgo-suédois, **49**, 322; règlement *ex aequo et bono* applicable aux litiges qui ne sont pas des contestations d'un droit, **49**, 323; critère entre les contestations d'un droit et les autres litiges, **49**, 323; comparaison du Traité belgo-suédois avec l'article 38 du statut de la Cour et l'article 15 du Traité italo-suisse, **49**, 329. Clause *ex aequo et bono* dans l'Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux, **49**, 331 et s.; système de règlement pacifique de l'Acte général, **49**, 331; litiges tranchés *ex aequo et bono* selon l'Acte général, **49**, 333; comparaison de l'Acte général avec les Traités italo-suisse et belgo-suédois et avec l'article 38 du statut de la Cour, **49**, 337. Clause « principes du droit et de l'équité », **49**, 339 et s.; diverses interprétations de la clause, **49**, 339; opinion de Lammasch, **49**, 339; interprétation de la clause par le tribunal arbitral américano-norvégien en 1922, **49**, 341; interprétation de la clause dans la sentence des « Cayuga Indian Claims », **49**, 342; comparaison de la clause avec l'article 38 du statut de la Cour, **49**, 343; signification de la procédure *ex aequo et bono* en droit international contemporain, **49**, 345; la procédure *ex aequo et bono* est le complément de la procédure appliquant les règles du droit en vigueur, **49**, 345; la décision *ex aequo et bono* doit être basée sur des principes objectifs, **49**, 347; pouvoirs d' « amiable composition » du juge, **49**, 348; existence de principes objectifs supérieurs au droit positif, **49**, 349;

recherche des principes de la justice objective par le juge international, **49**, 354; question de l'existence en droit international contemporain du règlement obligatoire *ex aequo et bono*, **49**, 354; rôle de la procédure *ex aequo et bono* dans le règlement pacifique des conflits internationaux, **49**, 357 et s.; avenir de la jurisprudence *ex aequo et bono* en tant que moyen créateur de droit, **49**, 360; instance chargée du règlement *ex aequo et bono*, **49**, 364.

V. *Droit civil. Excès de pouvoir. Justice internationale. Sources du droit international. Tribunaux mixtes.*

Equité harmonisante. — V. *Justice internationale.*

Equité supplétive. — V. *Justice internationale.*

« Error in judicando ». — V. *Contrôle judiciaire. Voies de recours.*

« Error in procedendo ». — V. *Contrôle judiciaire. Voies de recours.*

Escaut.

Le régime international de l'Escaut (V. *Fleuve international*, **21**, 285). Question de l'Escaut, **21**, 301; historique de l'activité commerciale du port d'Anvers, **21**, 301; les exigences de Joseph II, Conférence de Bruxelles (4 mai 1784), **21**, 302; Révolution française, arrêté du 16 novembre 1792, principe admis du monopole des riverains à la navigation fluviale, **21**, 305; Traité de Paris de 1814; principe admis de la libre navigation sur le Rhin étendue secrètement à l'Escaut, **21**, 306. Situation particulière de l'Escaut, **21**, 330 et s.; dispositions concernant la navigation sur l'Escaut adoptées par l'Acte de Vienne, **21**, 330; différence de régime entre le Rhin et l'Escaut, motifs de cette différence exposés à la Conférence de Londres de 1932; garantie nécessaire à donner à la Belgique et au port d'Anvers, **21**, 331; le Bas-Escaut bras de mer ou fleuve ?, **21**, 333; l'embouchure de l'Escaut est-elle estuaire ou baie ?, **21**, 336; difficulté de maintenir la navigabilité de l'Escaut, **21**, 337; évacuation des eaux de la Basse-Flandre, **21**, 338; travaux extraordinaires d'amélioration de la navigabilité imposés aux Pays-Bas par le Traité de 1839; **21**, 339; distinction que le statut de Barcelone établit entre les travaux d'amélioration et d'entretien, **21**, 341; état de nécessité invoqué par un Etat riverain pour exiger d'un autre Etat riverain les travaux d'entretien de la navigabilité, **21**, 343; problème de la navigation de l'Escaut en temps de guerre, **21**, 345; situation actuelle de l'Escaut, **21**, 348 et s.; traités du 19 avril 1839, du 5 novembre 1842 et accords d'exécution du 20 mai 1843, **21**, 348 et 349; caractère du régime adopté, **21**, 349 et s.; défauts de ces accords, **21**, 350; régime de la navigation en temps de guerre, problème de la passe de Wielingen, **21**, 352; révision, après la guerre de 1914 par les Puissances alliées et associées, du régime de l'Escaut, **21**, 353; projet de traité nouveau du 23 mars 1920, comment il fixe la portée du principe de la liberté de navigation, **21**, 354; nouveau projet du 3 avril 1925 et actes additionnels du 18 mai 1926, le projet n'a pas été accepté, **21**, 354 et s.; motifs du rejet, **21**, 357; conséquence pour les Pays-Bas, **21**, 360.

V. *Communications internationales. Droit fluvial international. Fleuve international.*

Esclavage.

Défense internationale de la liberté et de la moralité individuelles,

45, 561 et s. Esclavage en général, **45**, 561; armature du système économique du monde ancien, **45**, 561; moyen âge, mouvement pour l'affranchissement des esclaves chrétiens, **45**, 562; affranchissement des esclaves posant le pied sur le sol libre d'un pays d'Europe, **45**, 563; abolition de l'esclavage des noirs, **45**, 565. (V. *Traite des noirs*, **45**, 568.)

V. *Crimes et délits internationaux. Echange de populations. Droit des gens. Droit de l'homme. Grotius. Liberté et moralité individuelles. Mandats internationaux. Sauvages américains. Traite des noirs.*

Escompte. — V. *Monnaies. Or.*

Espace aérien. — V. *Crimes et délits. Droit international. Etat. Mer territoriale.*

Espionnage. — V. *Crimes et délits internationaux. Droit des gens.*

Esprit international. — V. *Qualification. Société des Nations.*

Esthonie. — V. *Mer Baltique.*

Estuaire. — V. *Escaut.*

Etablissement. — V. *Personnes morales.*

Etablissement d'utilité publique. — V. *Droit administratif international.*

Etalon-argent. — V. *Monnaie.*

Etalon-or. — V. *Banque des Règlements internationaux. Clause-or. Monnaie. Or.*

Etat.

Droits et devoirs des Etats, **1**, 29 et s. Définition de l'Etat, **1**, 29; différentes sortes d'Etats, **1**, 30; nécessité de relations réciproques, **1**, 31; personnes internationales autres que les Etats, **1**, 32; seuls les Etats ont des devoirs et des droits internationaux, **1**, 33. (V. *Droits fondamentaux des Etats*, **1**, 34.) Devoirs fondamentaux des Etats, **1**, 59; entr'aide internationale, **1**, 60; application de la théorie des droits et devoirs aux Etats fédéraux, **1**, 61; l'individu en droit international, **1**, 63.

Les gouvernements de fait (V. *Gouvernement de fait*, **4**, 306). Etats et gouvernements, **4**, 297; formation originelle des Etats, **4**, 300; formations dérivées, **4**, 301; amoindrissement et extinction d'un Etat, **4**, 304.

Immunité des Etats au point de vue de la juridiction ou de l'exécution forcée (V. *Immunité des Etats*, **8**, 417). Signification légale de l'Etat, **8**, 417; l'Etat en droit romain et en Europe, personne juridique, l'Etat dans les pays anglo-saxons, **8**, 419; Etat anglais représenté par le Roi, **8**, 421; droits de l'Etat et de ses sujets, **8**, 423; Etat étranger, **8**, 424; Etat américain, Constitution écrite, interprètes de la Constitution, **8**, 439; rapports entre les Etats de l'Union, **8**, 440; droit français, séparation des fonctions judiciaires et administratives, restrictions à ce principe, **8**, 452; l'Etat français Puissance publique, **8**, 454.

Droits et devoirs des nations, théorie classique des droits fondamentaux des Etats (V. *Droits fondamentaux des Etats*, **10**, 542). Historique de la formation des Etats, idées de liberté et d'égalité, unification de la France, de l'Angleterre, **10**, 547; *La République*, ouvrage de Jean Bodin conclut à l'égalité des Etats, **10**, 547; assimilation des Etats aux individus, **10**, 549; influence du droit naturel sur le droit international, **10**, 550; doctrines de Grotius, d'Isidore de Séville, **10**, 551; caractère du droit naturel, **10**, 552; à l'origine, individus

sujets du droit naturel du droit des gens, **10**, 553; substitution des Etats aux individus comme membres de la collectivité, conséquences, **10**, 553 et s.; doctrines de Pufendorf, des Physiocrates,, des Encyclopédistes, d'Hobbes, de Spinoza, de Kant, d'Hégel, **10**, 554; Révolution française et déclaration des droits de l'homme, **10**, 559; théorie des droits fondamentaux ce qu'elle doit au droit romain, **10**, 560; Wolf qui crée un système complet des droits et devoirs des Etats, **10**, 565 et s.; droit naturel, droit civil, droit des gens, **10**, 566; droits parfaits et imparfaits, **10**, 567; devoirs des nations, **10**, 571; Vattel qui dénatura le système de Wolf, introduction du dogme absolu de la souveraineté, **10**, 577; fondement du droit naturel d'après Vattel, **10**, 580; devoirs et droits des nations, **10**, 582; de l'égalité des Etats d'après Vattel, **10**, 583; le droit de nécessité, **10**, 583; doctrine de de Martens, coexistence du droit naturel (non immuable) et du droit positif, **10**, 585; prédominance du droit positif, **10**, 586; droit de sûreté et d'indépendance, droit d'égalité, droit de commerce mutuel, **10**, 587 et s.; droit naturel au XIX^e^ siècle et réactions contre les doctrines de Vattel, **10**, 590 et s.; appréciation du principe de l'égalité naturelle entre les Etats, **10**, 593 et s.

L'IDÉE MODERNE DE L'ETAT, **13**, 513 et s. Fondements du pouvoir (nature d'une communauté, pouvoir personnel et droit), **13**, 513; idée de l'Etat en Grèce, **13**, 515; les sophistes, leur erreur, **13**, 516; objectivité de la vie spirituelle, **13**, 516; communauté sociale, ses trois classes, idée de justice satisfaite, **13**, 517; l'idée de l'Etat soumet l'individu à l'Etat, **13**, 518; Ecole d'Epicure, **13**, 519; Ecole grecque de Zénon, **13**, 520; Ecole des stoïciens, **13**, 521; l'idée romaine de l'Etat, **13**, 525; idée de l'Etat au moyen âge, **13**, 526; le christianisme, **13**, 526 et s.; prédominance de la foi, **13**, 528; pouvoir spirituel et pouvoir temporel, le Pape et l'Empereur, **13**, 529; Aristote, son influence sur saint Thomas d'Aquin, **13**, 530 et s.; effort de l'Etat pour s'affranchir de l'Eglise, **13**, 532; à côté de la révélation, la raison admise comme source de connaissance, **13**, 533; doctrine de la souveraineté du peuple, **13**, 534 et s.; idée de l'Etat à l'époque de la Renaissance, **13**, 537 et s.; apparition et affermissement de la monarchie absolue, **13**, 537; les écrits de Machiavel, **13**, 537 et s.; l'idée de l'Etat souverain, **13**, 543 et s.; la « République » de Jean Bodin, **13**, 543 et s.; les monomarques s'appuient sur la souveraineté du peuple, **13**, 545; le *De jure belli ac pacis* de Grotius, **13**, 547; influence du droit naturel (V. *Droit naturel*, **13**, 522) sur la science politique; introduction à l'idée moderne de l'Etat, **13**, 559; conception de la Révolution française, souveraineté du peuple, **13**, 559; doctrine de la séparation des pouvoirs de Montesquieu, **13**, 559; le « Contrat social », **13**, 560 et s.; Rousseau, sa conception de la volonté générale en tant que volonté du corps social, **13**, 563; doctrine de la séparation des pouvoirs, **13**, 564; doctrine de l'Etat de droit, **13**, 567; le but de l'Etat réalisé par le droit, **13**, 567; tout pouvoir disparaît qui n'est pas le résultat du droit, **13**, 569; les deux conditions essentielles du droit conçu comme norme, **13**, 570; puissance du droit, puissance spirituelle a remplacé le pouvoir personnel, **13**, 572; la

science politique attachée à la vieille idée d'autorité, **13**, 573; la communauté juridique internationale, **13**, 576 et s.

Rapport de système entre le droit interne et le droit international public, **14**, 231; nature de l'Etat, doctrine de M. Kelsen, **14**, 233; les deux sens du mot ordre, l'Etat-ordre normatif, **14**, 233; validité de l'ordre étatique, **14**, 234; efficacité de l'ordre étatique **14**, 235; validité et efficacité, **14**, 237; imputation à l'Etat, **14**, 238; imputation normative et imputation naturelle, **14**, 239; l'Etat-schéma interprétatif, **14**, 240; normes et société, **14**, 241; l'Etat-ordre de contrainte, **14**, 242; Etat et droit, **14**, 242; règle de droit, sujet de droit, le droit subjectif, norme primaire et norme secondaire, **14**, 243; application de la sanction, organes de l'Etat, **14**, 245; dualité de l'Etat et du droit, **14**, 246; caractère juridique des problèmes de la théorie générale de l'Etat, **14**, 247; éléments de l'Etat, le territoire, **14**, 249; l'élément peuple, **14**, 251; limitation de l'Etat dans le temps, **14**, 252; puissance publique en elle-même, validité de l'ordre juridique, **14**, 252; souveraineté de l'Etat, **14**, 254; les degrés de l'ordre juridique, les fonctions de l'Etat, **14**, 257; l' « unicité » nécessaire de l'ordre souverain, **14**, 259; rapports possibles entre deux systèmes de normes (V. *Normes*, **14**, 263. *Droit international et droit interne*, **14**, 275). Naissance, reconnaissance et fin de l'Etat, définition internationale de l'Etat, **14**, 306; révolution, continuité du droit et identité de l'Etat, **14**, 310; primauté du droit international et souveraineté de l'Etat, **14**, 311; égale valeur des deux thèses : primauté du droit international et primauté de l'ordre étatique, **14**, 313; Etat et société internationale, **14**, 318; thèse de la primauté de l'Etat étant de science juridique intéresse la théorie de la connaissance, c'est une théorie subjective dont le sujet est l'Etat, **14**, 321; impérialisme, **14**, 323.

Règles générales du droit international de la paix (V. *Droit international*, **30**, 275). Différentes catégories d'Etats, **30**, 322 et s.; trois groupes différents de collectivités s'appelant Etats, **30**, 322; naissance et situation internationale des Etats avant leur reconnaissance, **30**, 324; conditions de formation d'un Etat, **30**, 325; efficacité de l'ordre étatique, condition internationale de sa validité, **30**, 325; sa situation internationale avant la reconnaissance, **30**, 325 et s.; reconnaissance des Etats, **30**, 328 et s.; aucune obligation de reconnaître un Etat, mais droit de le reconnaître, **30**, 330; extinction des Etats, **30**, 331 et s.; conditions de cette extinction : perte d'autonomie, d'efficacité, anarchie, subjugation ou debellatio, incorporation dans un autre Etat, démembrement, **30**, 332 et 333; organisation de l'Etat au point de vue du droit des gens, **30**, 334 et s.; l'Etat organisation autonome basée sur le droit des gens, **30**, 334; liberté de la forme de l'Etat, de création d'organes étatiques, **30**, 325; responsabilité de l'Etat, **30**, 336; reconnaissance *de jure*, reconnaissance *de facto*, **30**, 336; Union d'Etats, **30**, 339; Unions réelles et Confédérations d'Etats, **30**, 340; organisations révoltées reconnues comme belligérantes, insurgées ou nations, **30**, 342; reconnaissance de belligérance, conditions, **30**, 343; reconnaissance comme insurgés, **30**, 343; l'Eglise catholique romaine, indépendance du Pape, liberté laissée à l'Eglise ou concordat, **30**, 344 et s.; traité de Latran, souveraineté temporelle du Pape

qui réunit deux autorités différentes, **30**, 345; droit de légation actif et passif du Saint-Siège, **30**, 346.

Les principes généraux du droit applicables dans les rapports internationaux (V. *Droit*, **36**, 483 et s.). Conception de l'Etat, **36**, 493; l'Etat est une communauté juridique formée du souverain et de ses gouvernés, **36**, 494; attributs de l'Etat, **36**, 494; l'Etat dure autant que la souveraineté du souverain, **36**, 496; position juridique de l'Etat, **36**, 501 et s.; créé par le fait de sa souveraineté, il entre dans la famille des nations régie par le droit des gens, **36**, 501; droits fondamentaux de l'Etat, droits acquis, **36**, 503; le territoire, deux théories concernant la relation entre le territoire et l'Etat, **36**, 507; titres d'acquisition du territoire par l'Etat (occupation de territoire sans maître, accession, cession, adjudication, conquête), **36**, 508 et s.; sphère d'action, **36**, 511; l'atmosphère, **36**, 512 et s.; la haute mer, **36**, 514; changement de souverain, **36**, 545; causes : disparition de l'Etat, naissance d'un nouvel Etat, **36**, 545; droits et devoirs transmissibles à l'Etat successeur sans que ce soit droit d'hérédité (l'Etat ne meurt pas), **36**, 546; quasi-contrats, servitudes, principes de procédure, **36**, 548 et s. (V. *Acte juridique*, **36**, 530. *Crimes et délits internationaux*, **36**, 516.)

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **54**, 313 et s.). Institution de l'Etat dans l'ordre international, **54**, 328 et s.; évolution de l'idée de l'Etat, **54**, 328; l'époque médiévale, **54**, 328; formation de l'esprit national et établissement de la souveraineté de l'Etat, **54**, 331; démocratisation et nationalisation de la souveraineté étatique, **54**, 335; conception doctrinale de la souveraineté, **54**, 336; récente évolution économique, **54**, 338; Empires et Unions d'Etats, **54**, 341; vassalité, **54**, 342; Unions personnelles, **54**, 343; protectorat, **54**, 343; Empire britannique, exemple d'Etat étendant son influence politique et son activité au delà de ses limites métropolitaines, **54**, 345; éléments constitutifs de l'Etat, **54**, 348 et s.; conditions d'existence étatique, **54**, 348 (V. *Souveraineté*, **54**, 351 et s.). Population, **54**, 365 et s.; autonomie du facteur ethnique, **54**, 365; thèses contraires : Etat constituant la nation ou nation constituant l'Etat, **54**, 365; formes juridiques du développement des aspirations ethniques, **54**, 366; droit de self-détermination, **54**, 366; plébiscites et comités nationaux, **54**, 368; autonomie, protection minoritaire et d'échange, traités des minorités, **54**, 370; allégeance politique, **54**, 372; groupes nationaux et Etats, de leur affinité étatique, **54**, 376. (V. *Territoire*, **54**, 377); la fortune nationale, élément constitutif de l'Etat, **54**, 392 et s.; elle est une condition d'existence de l'Etat, **54**, 395; Etat sujet originaire de droit et garant du droit objectif international, **54**, 397 et s.; personnalité juridique de l'Etat, **54**, 397; sujets de droit secondaires et fragmentaires, **54**, 399.

V. *Agents diplomatiques. Arbitrage international. Arbitrage obligatoire. Assurances. Cité du Vatican. Code de droit international. Communications internationales. Compétences internationales et étatiques. Conférence de Barcelone. Conférence de Genève (1923). Contrôle parlementaire. Coopération internationale. Cour de justice internationale. Crimes contre la personnalité de l'Etat. Crimes et délits internationaux. Danube. Désarmements. Dettes*

publiques d'Etat. Doctrine économique. Domaine réservé. Droit administratif international. Droit aérien. Droit international. Droit international privé (Grèce). Droit international public. Droit naturel. Droits acquis. Egalité juridique. Emprunt public d'Etat. Entr'aide financière internationale. Escaut. Europe orientale. Extradition. Fleuve international. Grotius. Guerre. Guerre hors la loi. Impôts. Individu. Instrument diplomatique. Intervention. Légitime défense. Machiavel. Monnaie. Morale internationale. Naissance de nouveaux Etats. Nationalité. Nationalité des lois. Nationalités. Navire de commerce. Neutralité. Organisation internationale. Paiements internationaux. Papauté. Personnes internationales. Personnes morales. Ports intérieurs. Recevabilité. Réciprocité diplomatique. Reconnaissance des Etats. Réforme. Règle « Pacta sunt servanda ». Relations internationales. Sécurité internationale. Servitudes internationales. Société internationale. Souveraineté. Sujets du droit international. Territoire. Traité de commerce. Traités. Tribunaux arbitraux mixtes. Tribunaux internationaux.

Etat agresseur. — V. *Droit international. Droit international nouveau. Guerre.*

Etat amorphe. — V. *Frontières. Guerre d'agression. Société des Nations.*

Etat civil. — V. *Droit aérien.*

Etat civil des Indiens. — V. *Sauvages américains.*

Etat complice. — V. *Responsabilité internationale de l'Etat.*

Etat de guerre. — V. *Cité du Vatican. Droit international privé (Grèce). Monnaie. Politique économique internationale.*

Etat de paix. — V. *Monnaie.*

Etat délinquant. — V. *Crimes et délits internationaux.*

Etat démembré. — V. *Dettes publiques d'Etat.*

Etat des personnes. — V. *Droit international privé.*

Etat enclavé. — V. *Communications internationales. Frontières.*

Etat et capacité. — V. *Code civil italien. Domicile. Droit international privé.*

Etat et particuliers (différends entre). — V. *Recevabilité.*

Etat (intervention de l'). — V. *Fonctionnaires internationaux.*

Etat étranger. — V. *Compétence. Crimes et délits internationaux. Droit international. Droit international privé. Etat. Gouvernement de fait. Immunité des Etats. « Petition of right ». Individu. Responsabilité internationale de l'Etat. Succession d'Etats.*

Etat fédéral. — V. *Naissance des nouveaux Etats. Sujets du droit international. Union des Etats.*

Etat féodal. — V. *Territoire.*

Etat mandataire. — V. *Mandats internationaux.*

Etat neutre. — V. *Arbitrage obligatoire. Prisonnier de guerre.*

Etat non souverain. — V. *Sujets du droit international.*

Etat-noyau. — V. *Naissance des nouveaux Etats.*

Etat offensé. — V. *Responsabilité internationale de l'Etat.*

Etat pontifical. — V. *Cité de Vatican.*

Etat protecteur. — V. *Mandats internationaux.*

Etat riverain. — V. *Danube. Droit fluvial international. Droit international public. Fleuve international. Mer. Mer territoriale. Navigation fluviale. Navigation internationale.*

Etat souverain. — V. *Dominions britanniques. Organisation internationale. Pacigérat. Souveraineté.*

Etat victime d'agression. — V. *Assistance financière.*
Etats anormaux. — V. *Compétences internationales et statiques.*
Etats-Unis. — V. *Amérique. Conflit de lois. Conférences panaméricaines. Doctrine de Monroe. Droit international privé (Etats-Unis). Etat. Sauvages américains.*
Etats pontificaux. — V. *Sujets du droit international.*
Etats successeurs. — V. *Impôt (double imposition). Succession des Etats.*
Etendue géographique des Etats. — V. *Réciprocité diplomatique.*
Etranger.

De la nationalité (V. *Nationalité*, **5**, 429). Etrangers, expulsion, passeport, droit d'asile, **5**, 446 et s.; y a-t-il des principes du droit des gens concernant les étrangers ?, **5**, 450 et s.

La codification du droit international en Amérique (V. *Codification du droit international en Amérique*, **22**, 85). Convention sur la condition des étrangers, **22**, 204 et s.; la question des étrangers dans les diverses conférences panaméricaines, **22**, 204; principes généraux de la Convention de La Havane sur la condition des étrangers, **22**, 205; droit des Etats de réglementer l'admission des étrangers, **22**, 206; l'immigration en Amérique, **22**, 207; expulsion des étrangers, **22**, 210; droits et devoirs des étrangers envers l'Etat de leur résidence, **22**, 211.

Condition juridique de l'étranger spécialement aux Etats-Unis, **27**, 405 et s. Malgré la règle du *jus soli*, neuf millions d'étrangers aux Etats-Unis, **27**, 406; gouvernement fédéral des Etats-Unis seul soumis au droit international public, chacun des 48 Etats de l'Union soumis individuellement au droit international privé, **27**, 406; la « Common law » antérieure à la Constitution donne aux législations d'Etats une certaine uniformité, **27**, 407; théorie de la souveraineté territoriale aux Etats-Unis opposée à la théorie européenne de la nationalité, **27**, 408; c'est la loi du pays de leur résidence qui détermine les droits des étrangers, **27**, 409. Qui est considéré comme étranger aux Etats-Unis ?, **27**, 410 et s.; les non-nationaux et les non-citoyens sont des étrangers, **27**, 410; qualité de citoyen de naissance (*jus soli* et *jus sanguinis*), **27**, 411; avantage du *jus soli*, de la souveraineté territoriale, **27**, 412. Pays appliquant le *jus soli*, pays appliquant le *jus sanguinis*, **27**, 413 et s.; nationalité des femmes mariées, de l'enfant, **27**, 416; application du *jus soli* aux Etats-Unis, **27**, 417; lois de naturalisation, **27**, 418 et s.; conditions de résidence, **27**, 420; effet du mariage sur la nationalité, **27**, 422 et s.; législation comparée, **27**, 424. Droit d'entrée et de séjour aux Etats-Unis, **27**, 428 et s.; règlements relatifs à la restriction de l'immigration, **27**, 429; individus exclus des Etats-Unis sans distinction de nationalité, **27**, 432; *quota* ou contingent d'immigrants alloués à chaque pays, **27**, 433; « Immigration Act » du 26 mai 1924, **27**, 434. Immigration des Chinois et des Japonais, exclusion presque totale, **27**, 436 et s.; immigration chinoise, **27**, 436; exclusion des Japonais, **27**, 438 et s.; la « National Origins Law » annulant presque totalement le nombre d'immigrants aux Etats-Unis, **27**, 443; droit d'expulsion aux Etats-Unis, **27**, 445. Droit de propriété aux Etats-Unis, **27**, 447 et s.; législation sur la propriété particulière de chaque Etat, **27**, 447; les territoires et le district de Colombie soumis exclusivement à la juridiction fédérale, **27**, 449; acte du 4 mars 1887; interdiction

aux étrangers de toute propriété foncière (sauf exceptions) dans les territoires et le district de Colombie, **27**, 450; loi du 2 mars 1897, droits de propriété consentis par traités, **27**, 451; modification par traités, du droit des étrangers à la propriété foncière, **27**, 453. Traités conclus par les Etats-Unis, **27**, 456 et s.; affaire Terrasse vs. Thompson, **27**, 460 et s.; affaire Porterfield vs. Webb, **27**, 464; lois restrictives de certains Etats, **27**, 465; liberté en général accordée aux étrangers de posséder des actions de corporations foncières, Etats qui l'interdisent, **27**, 468; curateurs des biens des mineurs pour la partie dont les étrangers non admissibles à la naturalisation ne peuvent l'être, **27**, 469; les Japonais devant les lois foncières en Californie, **27**, 469; propriété des biens mobiliers accordée aux étrangers aux Etats-Unis, **27**, 471. Restrictions relatives à la profession des étrangers, **27**, 473 et s.; colporteur et marchand ambulant, journalier pour travaux publics de l'Etat, **27**, 474; emploi de Japonais dans l'agriculture, **27**, 475; pêcheur, chasseur, **27**, 476; prêteur sur gages, **27**, 477; professions savantes, diplômes, **27**, 479; profession d'avocat, de notaire, **27**, 480; indemnités pour accidents du travail, **27**, 481; port d'armes, **27**, 481; inéligibilité des étrangers à certaines fonctions, **27**, 482; droit de vote, **27**, 483; propriété industrielle et intellectuelle, **27**, 484; propriété littéraire et artistique, **27**, 486; commerce avec l'étranger, **27**, 487; protection de la personne et de la propriété, **27**, 488; admission dans les écoles, **27**, 489; statut personnel, **27**, 491; allégeance temporaire, **27**, 491; service militaire, **27**, 492.

Conception du droit international privé yougoslave (V. *Droit international privé* [*Yougoslavie*], **28**, 299). Condition juridique des étrangers en Yougoslavie, **28**, 347 et s.; législation interne yougoslave, **28**, 347 et s.; condition varie avec la province où réside l'étranger, **28**, 348; Code civil autrichien, **28**, 349 et s.; système de réciprocité diplomatique ou législatives, **28**, 352 et s.; preuve de la réciprocité incombe à l'étranger, **28**, 354; réciprocité formelle et réciprocité matérielle, **28**, 355; cas d'accord aux Autrichiens d'égalité de droit sans réciprocité, **28**, 356; Code civil serbe, système de réciprocité législative, **28**, 360; article 47, propriété immobilière des étrangers, **28**, 363; droit de succession des étrangers, **28**, 367; créanciers étrangers et faillite, **28**, 370; communautés de familles, **28**, 375; *homestead*, **28**, 376; caution *judicatum solvi*, **28**, 380; assistance judiciaire, **28**, 381; propriété intellectuelle, **28**, 382; propriété industrielle, **28**, 386. Traités internationaux, **28**, 387 et s.; composition de la Yougoslavie : Serbie et Monténégro, pays cédés par l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie, traités de droit international privé à prendre en considération, **28**, 389; traités conclus avant la guerre mondiale par la Serbie et le Monténégro avec les Puissances alliées ou associées, **28**, 390 et s.; traités conclus par la Serbie et le Monténégro avec les Puissances ennemies avant la guerre mondiale, **28**, 396 et s.; traités conclus entre la Serbie et le Monténégro et les Etats neutres avant la guerre mondiale, **28**, 401 et s.; traités conclus par l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie avec des Puissances neutres, leur sort quant à l'Etat yougoslave, **28**, 404 et s.; traités conclus entre la Yougoslavie et les Etats étrangers, **28**, 410.

Règles générales du droit international de la paix (V. *Droit inter-*

national, **30**, 275. *Etat*, **30**, 322. *Territoire*, **30**, 366. *Droits fondamentaux des Etats*, **30**, 411). Devoirs internationaux des Etats à l'égard des étrangers, **30**, 438; admission des étrangers, thèses de Vitoria, de Vattel, **30**, 438; droit pour l'Etat de régler l'admission des étrangers, **30**, 439; conditions des étrangers admis sur le territoire d'un Etat, **30**, 440 et s.; leurs droits, **30**, 440; l'Etat est tenu de respecter les droits des étrangers compatibles avec l'ordre public, **30**, 442; obligation pour l'Etat de protéger les étrangers, **30**, 445; conséquence de la violation des règles internationales sur le traitement des étrangers, **30**, 447.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **32**, 5). Souveraineté de l'Etat, ce qu'elle peut faire vis-à-vis des étrangers, **32**, 148; devoir des étrangers envers l'Etat où ils résident, **32**, 149; condition des ressortissants et condition des étrangers, **32**, 150 et 155; rapports entre souverainetés relativement à leurs ressortissants respectifs, **32**, 151; déclaration des droits internationaux de l'homme par l'Institut de droit international, **32**, 152; traités déterminant la condition des étrangers, **32**, 153.

Règles internationales sur le traitement des étrangers, **37**, 327 et s. Conception, sources et système du droit international des étrangers, **37**, 327 et s.; règles internes et règles internationales sur la condition des étrangers, **37**, 327; sources du droit international de l'étranger, **37**, 330; règles contenues dans les traités bilatéraux, règles universelles liant tous les Etats, **37**, 330; en dehors de la coutume et de la convention, la jurisprudence internationale invoque les « principes généraux du droit », **37**, 334; système du droit international des étrangers, **37**, 337. Admission des étrangers, **37**, 338 et s.; opinions de la doctrine, **37**, 338 et s.; règles du droit international positif, **37**, 343; pratique internationale, **37**, 343; légitimation, au point de vue du droit des gens, de tout refus d'admission, **37**, 344; les motifs de non-admission sont subjectifs ou objectifs, **37**, 345; pouvoirs du Conseil de la Société des Nations pour la solution des conflits internationaux relatifs à des questions d'immigration, **37**, 346; règles générales sur le traitement des étrangers admis sur le territoire d'un Etat, **37**, 348 et s.; idée fondamentale, **37**, 348 et s.; respect dans l'étranger de la personnalité humaine, **37**, 348; doctrine et pratique internationales, **37**, 348 et 349; traitement des étrangers différent de celui des nationaux, **37**, 350; traités de commerce assimilant en principe les étrangers aux nationaux, **37**, 352; analyse de ce principe fondamental, **37**, 353 et s.; son interprétation à la lumière des principes généraux du droit, **37**, 353; les cinq groupes de droit, **37**, 354; droits privés, **37**, 354; respect des droits privés acquis, **37**, 357; droits acquis d'après la législation de l'Etat de séjour, **37**, 357; droits acquis à l'étranger, **37**, 360. Propriété privée et limites de ce droit, **37**, 364 et s.; non-expropriation des étrangers sans indemnité, **37**, 364 et s.; exceptions au principe de l'inviolabilité, **37**, 372; contrats passés par l'Etat avec des étrangers ou concessions à eux accordées, cas de responsabilité de l'Etat, **37**, 373; droits publics et obligations politiques, **37**, 376 et s.; sphère de liberté reconnue aux étrangers à laquelle l'Etat ne peut porter atteinte, **37**, 376; exclusion possible des étrangers de la jouissance des droits poli-

tiques, **37**, 379; la question du service militaire, **37**, 381; droit d'accès aux tribunaux, **37**, 382; protection administrative des étrangers, **37**, 386. Règles spéciales sur le traitement des étrangers dans le domaine économique, **37**, 389 et s.; non-discrimination entre ressortissants des Etats étrangers dans un Etat de libre activité économique et de libre disposition des biens, **37**, 390; article 23 du Pacte de la Société des Nations, **37**, 390; son interprétation par le Comité économique, **37**, 390; préparation de la Ire Conférence internationale sur le traitement des étrangers, **37**, 391; Conférence de Paris (1929), **37**, 392; difficulté de codifier les règles, **37**, 393. Principes et règles des projets de Convention, **37**, 395 et s.; principes, **37**, 395 et s.; principe du traitement national, **37**, 395; classification des règles sur le traitement des étrangers, **37**, 398 et s.; liberté de circulation, séjour et établissement, **37**, 398; exercice du commerce, de l'industrie et de toutes professions, **37**, 400; droits de propriété, **37**, 402; régime de fiscalité, **37**, 403; sociétés étrangères, **37**, 405.

Condition des étrangers en Turquie, **46**, 169 et s. Ancien droit, **46**, 169 et s.; Firman de 1535, les capitulations, **46**, 171; protection des étrangers avant l'accord de 1535, **46**, 171; origine des capitulations, **46**, 172; statut des étrangers d'après les textes des « Anciens Traités » et son étendue en pratique, **46**, 174; libertés accordées aux étrangers, **46**, 174; exemption fiscale, **46**, 175; privilèges de juridiction, **46**, 176; bureaux de poste étrangers, **46**, 177; dispositions capitulaires en matière pénale, **46**, 179; loi du 23 février 1915, abolition du régime capitulaire, **46**, 180. Droit actuel, **46**, 183 et s.; principes directeurs de la nouvelle législation turque, **46**, 183; condition des personnes physiques, **46**, 185 et s.; national et étranger selon la loi sur la citoyenneté turque (28 mai 1928), **46**, 185; droits publics, **46**, 188 et s.; admission des étrangers à pénétrer en Turquie, **46**, 188; conditions de séjour et de voyage des étrangers, **46**, 189; liberté individuelle, **46**, 192; interdiction de séjour, expulsion, **46**, 192; extradition, **46**, 193; inviolabilité du domicile, liberté de conscience et des cultes, liberté de la presse, **46**, 194; droit de réunion, droit d'association, **46**, 195; liberté de l'enseignement, **46**, 197; liberté du travail, du commerce, de l'industrie, **46**, 199. Professions ou métiers interdits aux étrangers, **46**, 199 et s.; liberté d'accès aux tribunaux, caution *judicatum solvi*, assistance judiciaire, **46**, 207; droits politiques et droits qui s'y rattachent, **46**, 208; charges personnelles et réelles, exemption du service militaire, de l'emprunt forcé, principes du régime fiscal, **46**, 208. Droits privés, **46**, 210 et s.; état de capacité, droits patrimoniaux, droits et modes d'acquisition et de possession, propriété immobilière, **46**, 210; propriété littéraire et artistique, **46**, 211. Condition des personnes morales, **46**, 214 et s.; sociétés, condition des sociétés étrangères en Turquie, **46**, 214 et s.; compagnies d'assurances, loi du 25 juin 1927, **46**, 219; sociétés d'assurances étrangères, **46**, 220; réassurance, **46**, 222; sociétés étrangères ayant une succursale en Turquie sont tenues à l'inscription au registre du commerce, **46**, 222; droit pour les sociétés anonymes étrangères de posséder et d'acquérir

des biens immeubles, **46**, 222; entreprises des services publics, **46**, 224; régime fiscal des sociétés, **46**, 224.

Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique au Canada [V. *Droit international privé (Canada)*, **53**, 182]. Etrangers, **53**, 261 et s.; nécessité d'inclure la condition des étrangers dans une étude de droit international privé, **53**, 261; loi de naturalisation, articles 20 et 21 sur la condition des aubains, **53**, 262; l'étranger devant les tribunaux, **53**, 263. Condition des aubains dans les diverses provinces, **53**, 265 et s.; formalités de naturalisation et droits qu'elle confère, **53**, 270 et s.; droit de déporter les aubains entrés au Canada sans droit ou sous de fausses représentations, **53**, 275 et s.

Régime des étrangers dans les colonies (V. *Colonies*, **61**, 5 et s.). Aspect international du régime des étrangers dans les colonies, **61**, 12 et s. Aspect colonial du régime des étrangers, **61**, 34 et s. Sources et système du régime des étrangers dans les colonies, **61**, 43 et s. Etranger et droit colonial interne, **61**, 68 et s.; étranger et nationalité, **61**, 73; droits privés des étrangers, **61**, 77; régime foncier, **61**, 78; activité économique des étrangers, **61**, 79; position de l'étranger dans la vie publique, **61**, 84. Gouvernement, étranger et protection consulaire, **61**, 90.

Droit international privé dans l'Islam (V. *Droit international privé musulman*, **60**, 511 et s.). Condition des étrangers, **60**, 537 et s.; condition des dhimmis (chrétiens, juifs, mazdéistes et sabéens), **60**, 537 et s. Conception de la dhimma ou contrat de protection, **60**, 538 et s.; résolution du contrat de dhimma, actes qui la provoque, **60**, 538. Condition juridique des dhimmis, **60**, 540 et s.; ce qu'ils ne peuvent être, leurs droits en général, **60**, 540; condition des dhimmis au point de vue du droit civil, **60**, 541 et s.; mariage, **60**, 541; statut successoral, **60**, 542; wakf (Habous) et testament en faveur d'un dhimmi consenti par un musulman, **60**, 544; propriété, **60**, 546; condition du dhimmi au point de vue du droit pénal, **60**, 546; les dhimmis dans la vie privée, **60**, 547 et s.; condition du dhimmi au point de vue juridictionnel, **60**, 550. Pratique des règles relatives à la condition des étrangers sous les Arabes, **60**, 553 et s.; différence de traitements appliquée aux juifs et aux chrétiens, **60**, 553; régime adopté sous Mahomet et les Khalifes légitimes, **60**, 555; sous les Ommeyades (660 à 750 de l'ère chrétienne), **60**, 558; sous les Abbasides (750 à 1098), **60**, 559; situation juridique faite aux dhimmis de certains Etats conquis par l'Islam, **60**, 562 et s.; Egypte, depuis la conquête jusque 980 de l'ère chrétienne, **60**, 562; période fatimite, **60**, 564; période ayoubite, **60**, 565; période des Mamlouks, **60**, 566; Arménie, **60**, 567; Afrique septentrionale, **60**, 568; Espagne, **60**, 570; conception de la djizia (capitation) et du Kharadje (impôt foncier), **60**, 572; mode de perception de la djizia, **60**, 574; histoire de la djizia dans la pratique, **60**, 575. Condition des étrangers sous l'Empire ottoman, **60**, 577 et s.; régime capitulaire concernant l'étranger à proprement parler, **60**, 577 et s.; condition des étrangers dans l'Empire ottoman réglée par les capitulations, **60**, 577; origines des Capitulations, **60**, 578 et s.; développement historique, **60**, 580 et s.; Traité de Lausanne (1923), suppression des Capitulations, **60**, 581; contenu des privilèges capitulaires, **60**, 583 et s.; « liberté

d'établissement, inviolabilité du domicile, **60**, 583; liberté de circulation sur terre et sur mer, liberté religieuse, **60**, 584; exemption fiscale, privilège postal, **60**, 585; privilèges judiciaires, **60**, 586; régime des non-musulmans nationaux sous l'Empire ottoman, **60**, 586 et s.; minorités non-musulmanes considérées comme étrangers avant la loi du 26 mars 1862, **60**, 586; historique de leur régime, **60**, 586 et s.; régime des étrangers dans la Turquie nouvelle, **60**, 593.

V. *Action publique, action civile. Apatrides. Arbitrage international. Assurance-accident. Code civil français. Code civil italien. Colonies. Compétence judiciaire. Concessions étrangères. Conférences panaméricaines. Conflits de lois. Conventions de La Haye (mariage, divorce, séparation de corps). Coopération internationale. Cour permanente de justice internationale. Crimes contre la personnalité de l'Etat. Crimes et délits internationaux. Déni de justice. Divorce. Domicile. Double imposition. Droit des gens. Droit international. Droit international américain. Droit international privé. Droit international privé (Allemagne). Droit international privé (Brésil). Droit international privé (Grèce). Droit international privé (Italie). Droit pénal international. Droits acquis. Echange de populations. Egalité juridique. Europe orientale. Expulsion. Extradition. Extraterritorialité. Faillite. Gouvernement de faits. Impôt. Jugement étranger. Lutte internationale contre la criminalité. Mandats internationaux. Mariage. Migration. Nationalité. Navire de commerce. Œuvres littéraires et artistiques. Propriété industrielle. Qualifications. Recevabilité. Réciprocité diplomatique. Responsabilité internationale de l'Etat. Souveraineté. Tribunaux internationaux. Tribunaux mixtes.*

Etranger commerçant. — V. *Lutte internationale contre la criminalité.*

« Etre ». — V. *Droit international public* (**43**, 316).

Europe. — V. *Europe orientale. Organisation internationale.*

Europe occidentale. — V. *Statuts* (théorie des).

Europe orientale.

Développement historique du droit international dans l'Europe orientale (V. *Droit international*, **11**, 345). Byzance et ses voisins, **11**, 351; cadres historiques extérieurs où s'est formée la séparation de Byzance du reste de l'Europe, **11**, 351 et s.; séparation ne se fait qu'au VII^e^ siècle, **11**, 353; points de dissemblance entre Rome et Byzance : composition ethnique, **11**, 354; différence de conception du pouvoir souverain (conception chrétienne et germanique d'un chef libre d'une tribu de guerriers libres en face de la conception asiatique d'un maître absolu, **11**, 355 et s.; dissemblance dans les relations entre l'Etat et l'Eglise, **11**, 362; l'Eglise catholique et la guerre, guerre juste, **11**, 365 (V. *Agents diplomatiques*, **11**, 369. *Guerre*, **11**, 365, 384, 424). Le monde de l'Islam et son influence sur l'Europe orientale, **11**, 380 et s.; assaut de l'Europe orientale par les peuples d'Asie, **11**, 381; cadres historiques extérieurs dans lesquels s'est exercée l'influence de l'Islam dans la vie internationale de l'Europe, **11**, 380; religion de Mahomet, son influence sur le développement du peuple arabe, envahissement par lui de la Perse, de l'Empire de Byzance, de l'Espagne, victoire des Poitiers par Charles Martel, **11**, 381 et 382; influence du droit international de l'Islam sur celui de l'Europe orientale, **11**, 384; son influence dans le

domaine de la guerre, **11**, 384. Influence musulmane en matière de commerce international, **11**, 394 et s.; énorme quantité de monnaie arabe, peu de monnaie byzantine, **11**, 395; les conquêtes des Arabes entraînent sur leurs pas les commerçants, **11**, 395; activité des Arabes vers le Nord entraîne celle des Scandinaves vers le Midi, **11**, 397; l'Europe orientale et la Russie avant l'invasion Tartare, le grand commerce international de l'Europe orientale et la formation de nouveaux Etats, **11**, 398; au XIX^e^ siècle, déplacement vers l'Ouest du grand commerce oriental, conséquence, Russie devenant un nouvel Etat de l'Europe orientale, **11**, 398 et 399; disparition du transit direct entre l'Europe centrale et Byzance après le partage de l'Empire de Charlemagne, **11**, 401; formation de l'Etat russe est un phénomène international, triple aspect international de la Russie ancienne avant l'invasion Tartare, **11**, 403 et s.; conditions extérieures du déplacement des commerçants et marchandises, **11**, 406 et s.; règlement visant les marchands étrangers, **11**, 408 et s.; la Russie et le droit des gens de l'Europe orientale du XI^e^ au XIII^e^ siècle, **11**, 412; conversion au christianisme de la Russie, de la Pologne et de la Hongrie, **11**, 413; la Russie membre actif de la vie internationale de la République chrétienne du moyen âge, **11**, 414; rapports de la Russie avec les Etats voisins, **11**, 417 et s.; influence du droit de Byzance sur les conceptions juridiques internationales des peuples slaves, **11**, 421; la Russie et le Saint-Empire romain, **11**, 428; liens juridiques de la Russie avec Byzance, **11**, 429; rapports de la Russie et du Saint-Siège, **11**, 431; rupture de Rome et de Byzance, conséquence juridique pour l'Eglise russe, **11**, 435; l'Europe orientale à la fin du moyen âge et les progrès du droit international, **11**, 441; crises politiques de l'Europe orientale au XIII^e^ siècle et leur influence sur la vie internationale, **11**, 441; échec des Croisades, conséquences, **11**, 441; invasion mongole en Russie, division de la Russie en trois territoires, **11**, 443; poussée germanique, **11**, 444; combinaison du mouvement germanique et du mouvement danois, **11**, 448; ce qu'est devenu le droit international, **11**, 451; le commerce international de la mer Baltique et le droit des gens, **11**, 454 et s.; la « pacicrisie » dans l'Europe orientale à la fin du moyen âge, **11**, 463; l'Europe orientale à l'époque de la renaissance politique de la Russie (XV^e^-XVII^e^ s.), **11**, 471; développement de l'autocratie en Europe et en Russie, **11**, 473; le nationalisme de la Russie au XVI^e^ siècle, **11**, 474; retraite politique de la Russie au XVII^e^ siècle, **11**, 479; la Russie nouvelle au sein de la communauté internationale européenne (XVIII^e^ et XIX^e^ siècles), **11**, 489; intervention d'humanité, **11**, 492; rôle de la Russie dans le droit des neutres et le droit maritime en temps de guerre, **11**, 494; rôle de la Russie dans la consolidation juridique de la communauté internationale européenne, **11**, 494.

V. *Arbitrage international. Politique commerciale internationale.*

Européen-colon. — V. *Sauvages américains.*

Evacuation. — V. *Code des prisonniers de guerre. Plébiscite. Prisonniers de guerre.*

Evaluation du domaine (principe de l'). — V. *Principes généraux du droit.*

Evangélisme. — V. *Organisation internationale.*

Evasion. — V. *Code des prisonniers de guerre. Prisonniers de guerre.*

Evasion fiscale. — V. *Coopération internationale. Double imposition. Extraterritorialité.*
Exception. — V. *Qualifications. Règle « Pacta sunt servanda ».*
Exception de compétence. — V. *Excès de pouvoir.*
Exception de nullité. — V. *Voies de recours.*
Excès de pouvoir.
L'EXCÈS DE POUVOIR DANS LA JUSTICE INTERNATIONALE, **35**, 357 et s. Délimitation de la question, **35**, 357; sens de justice internationale, **35**, 357; sens d'excès de pouvoir, **35**, 359; voies de recours (appel, révision ou correction), **35**, 361; conséquence de la nullité de l'accord d'arbitrage, **35**, 362. Histoire du droit international sur l'excès de pouvoir dans la justice internationale, **35**, 365 et s.; différentes catégories d'excès de pouvoir, **35**, 368 et s.; erreurs quant à la détermination de l'objet du procès, **35**, 368 et s.; affaire de l' « United States and Paraguay Navigation Co. », **35**, 370; affaire de l'île d'Aves, **35**, 371; affaire des optants hongrois, **35**, 373 et s.; affaire des intérêts allemands en Haute-Silésie, **35**, 382; affaire Cerruti, **35**, 385 et 389; vices de procédure, **35**, 388 et s.; affaire de l'expropriation des contrats norvégiens de construction de navires, **35**, 390; différend sur la frontière entre la Bolivie et le Pérou, **35**, 390; affaire de l'île d'Aves, **35**, 391; affaire de la frontière nord-est américaine, **35**, 392. Vices en ce qui concerne la nature des normes sur lesquelles la sentence doit être fondée, **35**, 393 et s.; la nature des normes à appliquer dépend de l'accord d'arbitrage, **35**, 394. Principe de la priorité du droit international sur le droit interne, **35**, 395 et s.; affaire de l'expropriation des contrats norvégiens de construction de navires, **35**, 396; affaire de l' « Orinico Steamship Co. », **35**, 397; affaire Pelletier, **35**, 398. Application de l'équité pour suppléer au droit positif, **35**, 399 et s.; affaire Savarkar, **35**, 401; affaire de l'expropriation des contrats norvégiens de construction de navires, **35**, 402; affaire du *Lotus*, **35**, 403; application de l'équité en opposition au droit positif, **35**, 404 et s.; l'Acte général de 1928, insuffisance de ses dispositions, **35**, 407; différends juridiques et différends non juridiques, **35**, 409. Relation entre la question de l'objet du litige et la question de la nature des normes à appliquer, **35**, 410 et s.; affaire de la frontière nord-est américaine, **35**, 411; le différend de frontière entre l'Argentine et le Chili, **35**, 415; le différend de frontière entre la Bolivie et le Pérou, **35**, 417. Effets juridiques de l'excès de pouvoir, **35**, 421 et s.; condition de validité d'une sentence arbitrale entâchée d'excès de pouvoir, **35**, 421; l'accord d'arbitrage est décisif pour la question des effets de l'excès, **35**, 422. Divergences entre parties sur le pouvoir du tribunal, règlement de ce différend par accord entre parties ou arrêt d'un tribunal autre que celui ayant statué sur le fond, **35**, 423 et s.; différend gréco-bulgare sur l'interprétation du Traité de Neuilly, **35**, 425; pouvoir des tribunaux internationaux de trancher les questions de leur propre pouvoir, **35**, 426 et s.; l'exception de compétence n'arrête pas le procès, **35**, 426; affaire du *Betsey*, **35**, 426. Effet juridique de la détermination par le tribunal de son propre pouvoir, **35**, 428 et s.; affaire « Tiedemann und Gen », **35**, 433; différend sur la compétence du Président du T.A.M. gréco-turc, **35**, 434; décision erronée de la part du tribunal concernant son

propre pouvoir, **35**, 437; conditions requises pour que la décision relative à la compétence soit obligatoire pour les parties, **35**, 439 et s.; la décision doit être prise par un tribunal, **35**, 439; différend sur le pouvoir de la Commission internationale de l'Oder, **35**, 440; la décision doit être prise de bonne foi, **35**, 441; la décision doit être basée sur les accords entre les parties, **35**, 442; affaire de l' « Onorico Steamship Co. », **35**, 444; conséquences juridiques d'une occupation de pouvoir par le tribunal, **35**, 448 et s.; nullité absolue, **35**, 448; différends concernant la nullité d'une sentence, **35**, 450; affaire « La Abra », **35**, 450; affaire Cerrutti, **35**, 452. Question de compétence par rapport aux traités stipulant que les différends juridiques doivent être soumis à la Cour permanente de justice internationale et les différends non juridiques à un tribunal d'arbitrage, **35**, 453 et s. Société des Nations et questions concernant le pouvoir des tribunaux internationaux, **35**, 457 et s.; soumission à la Société des Nations de la question du pouvoir d'un tribunal international, **35**, 457; affaire des optants hongrois, **35**, 458; soumission à la Société des Nations de la question de la nullité d'une sentence, **35**, 461; projets de réforme des règles de procédure à suivre en matière d'excès de pouvoir, **35**, 464.

V. *Abus de droit. Acte de Genève. Arbitrage international. Droits acquis. Expulsion. Justice internationale. Procédure internationale. Procès international. Traités. Voies de recours.*

Excommunication. — V. *Sauvages américains.*

Exécution des jugements étrangers en matière civile. — V. *Jugement étranger.*

Exécution des jugements répressifs étrangers. — V. *Jugement répressif étranger.*

Exécution. — V. *Jugement étranger.*

Exécution des sentences arbitrales. — V. *Police internationale.*

Exécution forcée. — V. *Etat. Immunité des Etats. « Petition of rights ».*

Exemption de juridiction. — V. *Immunités diplomatiques.*

Exemption de l'emprunt forcé. — V. *Etranger.*

Exemption d'impôts. — V. *Immunités diplomatiques.*

Exemption du service militaire. — V. *Etranger.*

Exemption fiscale. — V. *Etranger. Immunités diplomatiques.*

« Exequatur ». — V. *Jugement étranger.*

Exonération fiscale. — V. *Cité du Vatican.*

Expansion économique. — V. *Nationalité des sociétés de commerce.*

Expatriation. — V. *Migration.*

Expéditions militaires. — V. *Police internationale.*

Experts. — V. *Impôt. Preuve de la loi étrangère.*

Experts techniques. — V. *Coopération intellectuelle. Double imposition.*

Exportation. — V. *Clause de la nation la plus favorisée. Paiements internationaux.*

Exportation de l'or. — V. *Or.*

Expropriation. — V. *Droit international privé (Brésil). Etranger.*

Expropriation des contrats norvégiens de construction de navires (affaire de l'). — V. *Excès de pouvoir.*

Expulsion.

L'EXPULSION ET LES DIFFICULTÉS INTERNATIONALES QU'EN SOULÈVE LA PRATIQUE, **18**, 447 et s. Définition de l'expulsion, non applicable aux nationaux, **18**, 447; expulsion des étrangers en connexion

avec les lois restrictives d'immigration, **18**, 449; règles adoptées par l'Institut de droit international de 1892 sur l'admission et l'expulsion des étrangers, **18**, 451; on ne livre en général pas plus ses nationaux qu'on ne les expulse, **18**, 451; l'expulsion et l'admission des étrangers est-elle matière du droit international ou est-elle de la compétence exclusive de l'Etat expulsant ?, **18**, 454; la question discutée à la session de Hambourg de l'Institut de droit international, **18**, 455. Règles internationales sur l'admission et l'expulsion des étrangers adoptées par l'Institut, **18**, 456; questions de doubles nationalités tranchées par décision arbitrale qui n'en attribue qu'une, **18**, 457; les questions de nationalité sont-elles de la compétence de l'Etat ou relèvent-elles du droit international ?, avis de la Cour permanente de justice internationale, **18**, 459; condition des étrangers, **18**, 460; respect de leur nationalité et de leurs obligations envers leur pays d'origine, **18**, 463; tendance à leur accorder mêmes droits privés qu'aux nationaux, **18**, 464; l'immigration, **18**, 465; condition des Allemands en Alsace et Lorraine après réintégration des deux provinces, **18**, 468; expulsion de cinq cents Allemands en 1922, **18**, 469; difficultés polono-allemandes, expulsions en masses de polonais, **18**, 471; fondement juridique et caractère de la faculté d'expulsion, **18**, 473; limites à la liberté d'expulsion, **18**, 474; expulsion injustifiée, protection diplomatique exercée par l'Etat dont l'expulsé est le ressortissant, **18**, 475 et s.; réciprocité des droits et devoirs mutuels de l'Etat expulsant, de l'étranger expulsé et de l'Etat dont relève l'expulsé, **18**, 479; conséquences : 1° la faculté d'expulsion résulte du droit international, **18**, 479; 2° la faculté d'expulsion est une prérogative essentielle à laquelle un Etat ne saurait renoncer, **18**, 484; 3° le droit de protection diplomatique ne doit pas être méconnu par l'Etat expulsant, **18**, 490; 4° tout étranger peut être expulsé sous réserve d'une cause légitime, **18**, 494; expulsion individuelle, **18**, 495; expulsion en masse, **18**, 496; expulsion d'agents diplomatiques et chefs d'Etat étrangers, **18**, 498; conflits franco-vénézuéliens, **18**, 499 et s.; expulsion de Mgr Montagnini, **18**, 510 et s.; critique de cette expulsion, **18**, 514 et s.; expulsion de la Martinique de l'ex-Président Castro, **18**, 518 et s.; expulsion d'un étranger résidant depuis longtemps ou ayant vocation éventuelle à la nationalité de l'Etat qui l'expulse, **18**, 523. Causes d'expulsion, **18**, 532 et s.; condamnation pour faits de droit commun, **18**, 533; mendicité et vagabondage, **18**, 538; débauche et vie déréglée, **18**, 542; maladies épidémiques ou contagieuses, **18**, 545; raisons politiques, danger pour la sécurité publique, **18**, 550; législations étrangères, **18**, 555; menées anarchistes, apologie de l'assassinat, **18**, 560; suspicion d'espionnage, **18**, 561; intrigues et complots contre l'Etat, **18**, 562; intrigues et complots contre les tierces Puissances, **18**, 567; résistance aux lois, **18**, 570; antimilitarisme violent, **18**, 570; lacération de drapeaux, cris séditieux, publication de fausses nouvelles pouvant compromettre la paix publique, **18**, 571. Effets de l'expulsion, **18**, 578 et s.; exclusion du territoire, **18**, 578; comment l'expulsion est-elle effectuée , **18**, 578; lieu du retour en général le pays d'origine, **18**, 581; l'expulsion ne doit pas dégénérer en extradition, **18**, 582 et 583; sort des expulsés refoulés de partout, **18**, 583; consé-

quences de l'expulsion du territoire, **18**, 584; sanction de l'inexécution de l'arrêté d'expulsion, **18**, 586; interdiction de retour sur le territoire, **18**, 587; sanctions possibles d'une expulsion injustifiée (illégale, vexatoire ou arbitraire), **18**, 591 et s.; voies de recours du droit interne, **18**, 591; droit pour le Conseil d'Etat d'annuler les arrêtés d'expulsion pour excès de pouvoir, **18**, 594; ignorance par les tribunaux et le Conseil d'Etat des motifs de l'expulsion, **18**, 595; législation comparée, **18**, 599; sanctions actuelles et éventuelles d'ordre international, **18**, 605; traités stipulant que le gouvernement de chaque Etat communique aux agents diplomatiques et consulaires des étrangers à expulser les motifs de l'expulsion, **18**, 605; arbitrage en matière d'expulsion, affaires Zerman, Costa, Boffolo, Oliva, Maal, Paquet, Ben Tillet, **18**, 608 et s.; abus du droit, sa théorie appliquée en droit international notamment en matière d'expulsion, **18**, 630; la mise en cause directe, par l'expulsé, de la responsabilité de l'Etat expulsant et la citation par lui de cet Etat devant une juridiction internationale sont-elles possibles ?, **18**, 638.

V. *Abus de droit. Domicile. Echange de populations. Etranger. Lutte internationale contre la criminalité. Migration. Nationalité. Responsabilité internationale de l'Etat. Souveraineté.*

Exterritorialité.

L'EXTERRITORIALITÉ ET SES PRINCIPALES APPLICATIONS, **1**, 233. Notion de l'exterritorialité, **1**, 233; son étendue, sa fiction, **1**, 235; exterritorialité des agents diplomatiques et de leur suite, principes généraux, **1**, 237; exterritorialité et inviolabilité, **1**, 238; motifs de l'exterritorialité, **1**, 239; exterritorialité dans les Etats tiers, **1**, 241; cas de l'agent diplomatique sujet de l'Etat qui l'accrédite, **1**, 241; renonciation à l'exterritorialité, **1**, 242; immunités comprises dans l'exterritorialité, **1**, 248; exemption des moyens de contrainte, **1**, 248, exemption de la juridiction locale, **1**, 253; immunités en matière administrative et particulièrement financière, **1**, 256; la famille et la suite de l'agent, **1**, 259; l'exterritorialité des chefs d'Etat, **1**, 263; cas des Régents, des Présidents de République, **1**, 268; exterritorialité des forces armées, **1**, 270; exterritorialité des troupes étrangères, **1**, 270; exterritorialité des navires militaires, **1**, 273.

L'EXTERRITORIALITÉ ET SES APPLICATIONS EN EXTRÊME-ORIENT, **7**, 241; souveraineté territoriale de l'Etat et communauté internationale des peuples, **7**, 243; composition du territoire, **7**, 244 et s.; histoire de l'exterritorialité, sa définition par Grotius dont s'inspire Bynkershoek, exemption de juridiction de l'ambassadeur et de son souverain, **7**, 248 et s.; opinions d'auteurs sur le droit d'asile, **7**, 252; principe de l'exterritorialité, principe de droit et non fiction, **7**, 258; son étendue, **7**, 258; fondement, justification, interprétation de l'exterritorialité, **7**, 262; l'exterritorialité des ministres publics n'est pas un privilège personnel, **7**, 265; ses limites, sa durée, **7**, 266; ambassadeur sujet de l'Etat qui le reçoit, **7**, 267; entourage de l'ambassadeur jouissant de l'exterritorialité, **7**, 268; juridiction personnelle de l'ambassadeur, **7**, 268; son hôtel, **7**, 269; son mobilier, **7**, 270; violation du privilège, conséquences, **7**, 271; exemption dans l'Etat qui reçoit : de juridiction civile, **7**, 272; de juridiction criminelle, **7**, 273; de juridiction de police, **7**, 274; de juridiction fiscale, ecclé-

siastique, **7**, 275; exterritorialité des membres et fonctionnaires de la Société des Nations, article 7 du Pacte, **7**, 277; les trois catégories de privilégiés, **7**, 278; des personnes exterritoriales en raison de leurs fonctions, Commission européenne du Danube, **7**, 280; exterritorialité des souverains, justification, conditions, **7**, 283; incognito des princes, **7**, 284; entourage des souverains, **7**, 285; le Pape et le Saint-Siège, **7**, 286; les consuls en Orient, **7**, 287; régime exterritorial en Chine, traités qui l'établissent, **7**, 290; pays qui ont admis sa suppression, **7**, 291; Cours mixtes de Shanghaï, **7**, 294; exterritorialité au Japon, **7**, 297; en Corée, au Siam, **7**, 298; à Kashgar et Jaskund, **7**, 303; à Mascate, **7**, 304; en Turquie, **7**, 304 et s.; suppression des Capitulations, **7**, 307 et s.; exterritorialité en Perse, **7**, 309; en Egypte, création de tribunaux mixtes, **7**, 310; Etats barbaresques, **7**, 313; navires de mer exterritoriaux, **7**, 314; corsaires brevetés, **7**, 317; navires de l'Etat ne jouissant pas de l'exterritorialité, **7**, 317; navires ayant à bord des souverains ou des ambassadeurs, **7**, 318; corps de troupe exterritoriaux, **7**, 318; les consuls en Occident, **7**, 320; les expositions internationales, **7**, 325; les aérostats, **7**, 326.

V. *Asile (droit d'). Cité du Vatican. Concessions étrangères. Droit international. Droit international public. Grotius. Immunité de juridiction. Mission protestante. Navire. Traités.*

Extinction. — V. *Etat. Traités.*

Extradition.

Quelques questions relatives à l'extradition, **1**, 181. Généralités, **1**, 181; définition de l'extradition, **1**, 181; un Etat peut-il extrader les délinquants étrangers ?, **1**, 184; un Etat peut-il se refuser à toute extradition comme à conclure des traités d'extradition ?, **1**, 187; l'Etat doit-il ou peut-il exiger la réciprocité ?, **1**, 190; lois d'extradition, **1**, 191; histoire de l'extradition, **1**, 193; extradition pour crimes et délits politiques, **1**, 196; son admission avant le XIX^e^ siècle, **1**, 197; protestations contre l'extradition de Provo Kluit et Guizot, **1**, 198; opinion contraire d'un auteur du Sirey, **1**, 199; admission du principe de non-extradition pour infractions politiques, formule belge, **1**, 201; définition de l'infraction politique, **1**, 202; crimes ou délits mixtes et complexes, **1**, 204; clause d'attentat, **1**, 205; résolutions d'Oxford, **1**, 206 et 221; leurs modifications, **1**, 211; insurrection, guerre civile, **1**, 213; extradition des nationaux, **1**, 218; principe de non-extradition généralement admis, **1**, 219; cas du changement de nationalité du délinquant, **1**, 224; nécessité de l'extradition, **1**, 225.

La justice pénale internationale (V. *Justice pénale internationale*, **10**, 227). Extradition, ses deux aspects, sa nature juridique, son évolution, **10**, 349 et 350; extradition personnelle et extradition réelle, **10**, 351; cas d'inefficacité de l'extradition, **10**, 352; difficultés de la procédure diplomatique, **10**, 352; inéquivalence criminelle, **10**, 353; passif considérable de la défense sociale, système actuel de répression à rejeter au nom du pragmatisme juridique international, **10**, 353; l'action pénale internationale, son opposition avec l'extradition, **10**, 354; doctrine d'Hegel, délit négation du droit, **10**, 354; critique de l'extradition, **10**, 355; demande internationale de garantie pénale, **10**, 356.

Compétence des tribunaux à raison d'infractions commises hors du territoire (V. *Crimes et délits*, **12**, 281). Non-extradition des régnicoles, **12**, 295; principe de l'extradition et de la non-extradition des ressortissants, **12**, 296 et 298; délits politiques, non-extradition des délinquants, bases de ce principe, **12**, 299 et s.; nature du délit politique et du délit connexe, **12**, 302; clause d'attentat, **12**, 303. (V. *Jurisprudence de la Cour permanente de justice internationale*, **12**, 5 et s.)

Crimes et délits contre la sûreté des Etats étrangers (V. *Crimes et délits contre la sûreté des Etats étrangers*, **16**, 124). Extradition, **16**, 191; obligation d'extrader, **16**, 191; ses limites (gravité ou nature de l'infraction, nationalité du coupable), **16**, 192. Historique de l'extradition, délinquants politiques, **16**, 194 et s.; asile politique, **16**, 197; portée de la règle de l'asile politique, **16**, 199; infractions politiques, infraction complexe, infraction connexe, **16**, 199; infractions politiques relatives, assimilation aux infractions politiques pures quant à l'extradition, **16**, 200; infractions politiques et infractions anti-sociales, attentats anarchistes, **16**, 202; distinction des infractions fondée sur le but poursuivi, **16**, 202; distinction fondée sur les circonstances de la perpétration du crime, **16**, 207; distinction fondée sur les moyens employés, **16**, 209; distinction fondée sur l'importance relative de l'élément politique et de l'élément de droit commun dont la combinaison caractérise l'infraction, **16**, 214.

L'extradition, **33**, 171 et s. Définition, **33**, 172; nature juridique de la mesure d'extradition, **33**, 173 et s.; acte d'administration ou acte juridique ?, **33**, 173; droit d'extrader, **33**, 175; acte d'assistance internationale en matière répressive, **33**, 177; droit à l'extradition n'emporte pas obligation d'extrader pour l'Etat requis, **33**, 179. L'extradition relève du droit international public, **33**, 181 et s.; sources du droit d'extradition, traités, lois et usages internationaux, **33**, 185. Conditions de fond de l'extradition, **33**, 188 et s.; date de l'infraction par rapport à la date du traité ou de la loi d'extradition, **33**, 188; condition de l'incrimination de l'acte par les deux législations, celle de l'Etat requérant, celle de l'Etat requis, **33**, 189; non-rétroactivité de la loi pénale et loi la plus douce, **33**, 190; droit de l'Etat requis de vérifier l'incrimination légale de l'acte, **33**, 192; conditions de prescription de l'action publique ou de la peine, **33**, 192; conditions relatives à la gravité d'infraction, **33**, 195; difficultés tenant à l'interprétation différente des actes délictueux suivant les législations, **33**, 196; système substituant à l'énumération des infractions le critère de la peine, **33**, 197; condition de réciprocité, **33**, 200. Conditions relatives à la compétence, **33**, 202 et s.; compétence juridictionnelle de l'Etat requérant, **33**, 202; compétence générale, manière de l'apprécier, **33**, 203. Systèmes de détermination des règles de compétence, **33**, 203 et s.; erreurs de compétences juridictionnelles de l'Etat requérant et de l'Etat requis, **33**, 208; l'Etat requis, dont la juridiction répressive est aussi compétente pour juger, a-t-il le droit de saisir ses tribunaux malgré la demande d'extradition ?, **33**, 209; si l'Etat requis ne fait pas usage de son droit de poursuivre et de juger l'individu réclamé, peut-il néanmoins refuser l'extradition, **33**, 210; lorsque l'Etat requis fait usage de son droit

de poursuivre lui-même et de juger l'infraction pour laquelle l'extradition lui est demandée, l'exercice de ce droit d'action doit-il faire refuser l'extradition ?, **33**, 216; non-lieu ou acquittement motivé en droit, **33**, 216; non-lieu ou acquittement motivé en fait seulement, **33**, 217; condamnation, **33**, 217. Concours de compétences de deux ou de plusieurs Etats requérants pour juger la même infraction (territorialité contre territorialité, territorialité contre personnalité passive, territorialité contre personnalité active, personnalité passive contre personnalité active, territorialité contre personnalités passive et active), **33**, 220 et s.; concours de compétences juridictionnelles pour des infractions différentes, soit de l'Etat requis et de l'Etat requérant, soit des deux Etats requérants, **33**, 223 et s.; concours de compétences, pour des infractions différentes, de la juridiction de l'Etat requis et de l'Etat requérant, **33**, 224; concours de compétence, pour des infractions différentes, de la juridiction de deux ou de plusieurs Etats requérants, **33**, 225. Conditions relatives à la nationalité, **33**, 228 et s.; nationalité considérée comme motif de refus d'extrader, **33**, 228; le réclamé est un national de l'Etat requérant, **33**, 228; le réclamé est un national de l'Etat requis, **33**, 229; principe de la non-extradition des nationaux, **33**, 229; de la nationalité considérée comme motif d'extradition préférentielle, **33**, 232; rôle qu'on devrait accorder à la nationalité du réclamé en matière de droit d'extradition, **33**, 233.

V. *Action publique, action civile. Conférences panaméricaines. Crimes contre la personnalité de l'Etat. Etranger. Lutte internationale contre la criminalité.*

Extradition des nationaux. — V. *Extradition. Lutte internationale contre la criminalité.*

Extraterritorialité des lois.

Efficacité extraterritoriale des lois et des actes de droit public, **27**, 145 et s. Solidarité internationale croissante entraîne l'expansion extraterritoriale des lois, **27**, 145; loi pénale, **27**, 146; législation fiscale, convention sur la double imposition et l'évasion fiscale, **27**, 147; lois et actes administratifs dans les rapports internationaux, **27**, 147; territorialité des lois d'ordre public admise comme une sorte de postulatum par la doctrine, essai de rattachement des lois de droit public à l'ordre public, **27**, 149; critique de cette conception, **27**, 150; distinction, sur le terrain positif, du droit public et du droit privé, **27**, 151; caractère historique de cette distinction, **27**, 152 et s.; zones grises entre le droit privé et le droit public dans chaque législation, **27**, 154; sources de la diversité de qualifications des rapports juridiques, **27**, 155; comment résoudre les conflits de qualification, **27**, 156 et s.; efficacité extraterritoriale des lois étrangères de droit public, **27**, 163 et s.; étendue extraterritoriale du pouvoir de commandement de l'Etat, **27**, 163; l'Etat peut, de sa propre autorité, conférer une valeur extraterritoriale à certaines de ses lois, lois administratives, **27**, 164; nature des fonctions du consul, organe administratif de l'Etat en territoire étranger, **27**, 166; cas où l'ordre juridique d'un Etat s'en rapporte à des règles de droit public étranger pour établir une situation à laquelle il attache des conséquences juridiques déter-

minées, **27**, 167; personnes morales de droit public, possibilité d'exercice de leur activité dans les formes du droit privé, **27**, 170; efficacité extraterritoriale des lois d'ordre public facilitée par leur liaison avec des rapports privés reconnus en dehors du pays d'origine, **27**, 171; lois étrangères sur la nationalité, **27**, 172; nationalité des personnes, **27**, 172; nationalité des navires, **27**, 173; extraterritorialité des lois qui créent ou suppriment des personnes morales, **27**, 174; principe déterminant l'efficacité extraterritoriale des lois sur les accidents du travail, **27**, 176; dispositions relatives aux rapports de droit privé édictées dans un but fiscal, **27**, 178; efficacité extraterritoriale des actes de droit public, **27**, 181 et s.; l'application de la loi étrangère plus difficile que l'application de ses conséquences traduites dans un acte juridique, **27**, 181; lois d'ordre public, **27**, 182; caractère de l'attribution d'une valeur aux actes publics étrangers, **27**, 183; actes émanant de l'administration publique d'un Etat étranger dans l'exercice de sa fonction certifiante, **27**, 184; actes étrangers prouvant que des rapports administratifs déterminés sont nés à l'étranger, **27**, 187; actes créant la personne morale, **27**, 188; actes administratifs source de droits privés ayant une valeur extraterritoriale, **27**, 189; droit privé des personnes morales publiques, **27**, 189; nature des actes appartenant à l'administration publique du droit privé, **27**, 191; actes de l'administration publique constatant l'existence des conditions légales pour reconnaître un droit ou un rapport créé par elle, **27**, 192; valeur documentaire ou probante des décisions étrangères, **27**, 196. Examen de la légalité des actes publics étrangers, **27**, 197 et s.; acte public étranger en contradiction avec l'ordre juridique territorial, **27**, 197; possibilité de contrôle de l'acte public étranger : au point de vue du droit international, pouvoir du juge, **27**, 200 et 202; au point de vue du droit interne, pouvoir du juge, **27**, 203 et 204; exemples : perte de nationalité, actes de l'état civil, etc..., **27**, 207; possibilité d'annulation des actes publics étrangers, **27**, 212; actes des consuls, **27**, 212; actes d'administration du droit privé, **27**, 212; actes de mariage, **27**, 213; modification des actes publics étrangers, **27**, 216; rectification des actes de l'état civil, *quid* des actes dressés à l'étrangers, **27**, 216; actes des Etats destinés au commerce international, **27**, 219; contrôle de la légalité des actes législatifs étrangers, **27**, 221; possibilité et formes d'exécution des actes publics étrangers, **27**, 223 et s.; force exécutoire des actes publics étrangers, **27**, 223; attribution de cette force exécutoire, sentence étrangère, exequatur, **27**, 225; l'exécution admise d'un acte public étranger ne lui donne pas qualité d'acte national, **27**, 228; décisions administratives étrangères, **27**, 229; problème de la qualification, **27**, 231; comment une décision administrative étrangère peut obtenir force exécutoire, **27**, 236.

F

Fabrication (contrôle de la). — V. *Stupéfiants.*
Facteur d'entente internationale. — V. *Presse.*
Facteur économique. — V. *Doctrine économique.*
Factoreries. — V. *Concessions étrangères.*
Facture. — V. *Clause-or.*

Facture consulaire. — V. *Douane.*
Faillite.

Les conflits de lois en matière de faillite, **14**, 5 et s. Conflits naissent de l'institution de la faillite, de son organisation et de sa réglementation, **14**, 6. Historique de la faillite depuis l'antiquité, **14**, 7 et s.; première réglementation en France sur la faillite (1673), **14**, 9; nécessité d'une loi générale sur la faillite, **14**, 10; développement du commerce international entraîne les cas de plus en plus nombreux de faillite en droit international, **14**, 11; diversité de législations en matière de faillite (causes d'ouverture, qui peut la demander, aptitude à être déclaré, biens du failli considérés comme son actif; gages, privilèges, admission parfois à la faillite du non-commerçant), **14**, 12 et s.; mouvement et progrès des idées en faveur du principe de l'unité et de l'universalité de la faillite, **14**, 18 et s.; avantages de ce principe reconnus par Lyon-Caen et Renault bien qu'ils n'en admettent pas l'application en France, l'article 14 du Code civil s'y opposant, **14**, 18; principe admis par les juristes belges et néerlandais, doctrines de Jean Voet, **14**, 19; du cardinal de Luca, **14**, 20; de Savigny, **14**, 20; le principe de l'unité et de l'universalité de la faillite proclamé dans les Congrès et Conférences, **14**, 22; principe consacré dans les Conventions franco-suisse du 15 juin 1869 et franco-belge du 18 juillet 1899, **14**, 23; fondement juridique de ce principe, **14**, 25; unité et universalité de la faillite ne peuvent être que liées étroitement pour sauvegarder l'intérêt général du commerce, opinion de Thaller défenseur de la pluralité, **14**, 25; pluralité des faillites, ses inconvénients, **14**, 26; opinion de Weiss soutenant que la faillite touche au droit personnel, la personne du commerçant étant déclarée en faillite, réfutation, **14**, 27 et 28; la faillite ne modifie pas l'état du débiteur, la loi le dessaisit de ses biens, dessaisissement, **14**, 30; incapacité de disposer des biens saisis non régie par le statut personnel du débiteur, **14**, 30; arguments de la Cour de cassation de Belgique, **14**, 32; les lois de faillite ne constituent pas un statut réel, elles sont, d'après Lyon-Caen et Renault, des lois de police commerciale, **14**, 34; personne juridique constituée par la masse des créanciers, **14**, 35 et s.; thèse de Diéna, effet extraterritorial du jugement de déclaration de faillite, **14**, 37; Conventions franco-belge et franco-suisse ne consacrent pas le principe de l'unité de la faillite, **14**, 39; compétence, elle appartient aux tribunaux du pays où le débiteur a son principal établissement, **14**, 40; obstacles que soulève l'ordre public pour l'extension extraterritoriale des effets de la faillite, **14**, 42; assimilation de tous les créanciers du failli, quelle que soit leur nationalité, **14**, 44; effets de la faillite du non-commerçant dans les pays qui ne l'admettent pas, **14**, 45; effets de la faillite étrangère en droit positif, **14**, 49; déclaration de l'Institut de droit international, 1894 et 1902, **14**, 49 et 96; règlement des rapports internationaux en matière de faillite, conventions franco-belge et franco-suisse, **14**, 51; législations du groupe français, législation allemande, **14**, 52; jugement étranger déclaratif de faillite, exequatur, **14**, 53; le groupe anglo-saxon de législations, elles admettent l'universalité de la faillite seulement quant aux meubles, **14**, 56; non-admission en Angleterre de la faillite des per-

sonnes morales, **14**, 58; loi applicable quant aux causes de la faillite, **14**, 61; par qui elle peut être provoquée, prononcée, **14**, 61; loi déterminant l'aptitude à la faillite, **14**, 61; biens compris dans la masse active, **14**, 63; loi décidant si un commerçant peut être mis en faillite après cessation de commerce ou après décès, **14**, 65; désignation du curateur, syndic ou administrateur et ses pouvoirs, **14**, 67; effets de la faillite, dessaisissement, **14**, 70; exigibilité des dettes à terme, cessation du cours des intérêts, **14**, 72; annulabilité, loi applicable en ce qui concerne l'annulabilité de certains actes antérieurs à la faillite, **14**, 73; cas où la loi d'ouverture de la faillite reporte la cessation de paiement à une date antérieure pour diminuer la période suspecte, **14**, 74; loi applicable à l'action paulienne, **14**, 79; inscription des hypothèques valablement constituées, **14**, 81; des effets de la faillite étrangère en ce qui concerne la suspension des actions individuelles des créanciers, **14**, 87; *quid* des biens acquis par le failli après la déclaration de la faillite, législation comparée, **14**, 87; vérification des créances, loi applicable, **14**, 91; loi applicable aux conséquences d'une cession de créance, **14**, 93; loi applicable en cas de faillite du débiteur, en matière d'hypothèques et de privilèges, **14**, 94 et s.; projet Roguin et règles adoptées par les IV^e^ et V^e^ Conférences de La Haye pour déterminer la loi applicable à la réalisation des immeubles, la liquidation des droits de préférence antérieurs à la faillite, la réalisation de l'actif mobilier et les droits de préférence mobiliers antérieurs à la faillite, **14**, 97 et s.; comparaison des deux projets, **14**, 99; projet Diéna, application de la *lex rei sitae* aux hypothèques et privilèges spéciaux et de la loi du pays de déclaration de la faillite aux privilèges généraux, **14**, 101; loi déterminant le rang des privilèges spéciaux, **14**, 105; hypothèque et privilèges maritimes, loi applicable en cas de faillite du propriétaire, **14**, 106; loi belge et loi italienne sur le prêt à la grosse, **14**, 109; effets du déplacement de la chose mobilière sur laquelle un créancier prétend faire valoir un droit de privilège, **14**, 112 et s.; questions de compétence, **14**, 114 et s.; loi applicable en matière de revendications, **14**, 117; rétention et « stoppage » *in transitu* en droit anglais, **14**, 119; compensation en cas de faillite, **14**, 121; contrat à la grosse en tant qu'il donne naissance à un privilège et dont il s'agit de se prévaloir en cas de faillite, **14**, 122; loi applicable, **14**, 123; hypothèque de la femme mariée en cas de faillite du mari, **14**, 124; loi applicable, **14**, 126; droits de reprise de la femme contre son mari commerçant, **14**, 126; situation des créanciers nantis d'un droit de gage, législation comparée, **14**, 129; causes empêchant la déclaration de faillite, sursis, concordat préventif, législation comparée, **14**, 130 et s.; liquidation judiciaire, **14**, 132; effets de ces moyens préventifs dans les pays où la loi ne les prévoit pas ou les applique différemment, **14**, 133; résolution de l'Institut de droit international (1902), **14**, 136; principes admis par les Conventions franco-belge, franco-suisse, hollando-belge, etc..., **14**, 137; conditions de licéité d'un concordat dans certaines législations, **14**, 138; effet extraterritorial de la loi qui accorde le concordat, **14**, 139; compétence pour ouvrir la faillite, **14**, 139 et s.; règles

relatives à la compétence nationale, leurs diversités, législation comparée, **14**, 141; effets de ces règles sur le droit international de la faillite, **14**, 141 et s,; failli ayant une succursale, compétence pour l'ouverture de la faillite dans le pays où elle se trouve, **14**, 142 et 145; incapacités et déchéances entraînant la faillite, **14**, 150; clôture de la faillite par voie d'autorité, sans liquidation, insuffisance d'actif, **14**, 153; liquidation de la faillite, application de la loi qui régit la faillite, **14**, 155; effet à l'étranger du jugement de clôture de la faillite, **14**, 157.

V. *Conférences de droit international privé de La Haye. Contrôles financiers internationaux. Domicile. Droit international privé. Droit international privé (Bulgarie). Tribunaux mixtes d'Egypte.*

[V. Diena, *Table des noms propres cités.*]

Fait-condition. Fait conditionné. — V. *Droit international public.*

Fait nouveau. — V. *Voies de recours.*

Fait sociologique. — V. *Guerre.*

Falsification d'endossement. — V. *Effets de commerce.*

Falsification de la monnaie. — V. *Monnaie.*

Famille (organisation de la). — V. *Sauvages américains.*

Famille des Nations. — V. *Sujets du droit international.*

Fausse indication de provenance. — V. *Appellations d'origine.*

Fausses nouvelles. — V. *Crimes contre la personnalité de l'Etat.*

Faute. — V. *Crimes et délits internationaux. Droit aérien. Droit international américain. Responsabilité internationale de l'Etat.*

Faute de la victime. — V. *Recevabilité.*

Faute « in elegendo ». — V. *Responsabilité internationale de l'Etat.*

Faute « in vigilando ». — V. *Responsabilité internationale de l'Etat.*

Faute manifeste. — V. *Responsabilité internationale de l'Etat.*

Faux témoignage. — V. *Monnaie.*

« Féciaux ». — V. *Conférences religieuses.*

Fédéralisme. — V. *Compétences internationales et étatiques.*

Fédération européenne. — V. *Droit constitutionnel.*

Fédération internationale. — V. *Organisation internationale.*

Femme. — V. *Apatrides. Nationalité. Plébiscite. Représailles.*

Femme mariée. — V. *Agents diplomatiques et consulaires. Apatrides. Code civil italien. Domicile. Egalité juridique. Etranger. Faillites. Ordre public. Régime matrimonial.*

Femme mariée (droit de la) sur ses salaires. — V. *Régime matrimonial.*

Fermeture des frontières. — V. *Frontières. Passeports.*

Fiction (théorie de la). — V. *Personnes morales.*

Fiction de la faute de l'Etat. — V. *Responsabilité internationale de l'Etat.*

Fiches internationales. — V. *Lutte internationale contre la criminalité.*

Filiale. — V. *Nationalité des sociétés de commerce.*

Filiation.

Rapports juridiques entre parents et enfants, **50**, 405 et s. Problèmes de rattachement, **50**, 409 et s.; rattachement à la loi nationale, **50**, 409 et s.; principe de la nationalité et principe du domicile, **50**,, 409; le renvoi, **50**, 410 et s.; renvoi aux règles du droit interne et renvoi dit total, **50**, 411; possibilité pour l'Etat de renvoyer à une règle de droit interne étranger, **50**, 412; application relative à la légitimation, **50**, 415; père anglais, domicile allemand, **50**, 415; père argentin, domicile dans l'Amérique du Nord, **50**, 416. Etat renfermant plusieurs lois locales, **50**, 418; personne faisant l'objet du rattachement,

50, 419 et s.; le problème, la solution, **50**, 419 e ts.; filiation légitime, **50**, 419; rapports juridiques entre parents et enfant légitime, **50**, 420; rapports juridiques entre l'enfant naturel et sa mère, **50**, 422; *légitimatio per subsequens matrimonium*, **50**, 423; le renvoi, **50**, 424; le moment du rattachement (changement de statut), **50**, 426; filiation légitime, **50**, 426. Rapports juridiques entre parents et enfant légitime, **50**, 428 et s.; changement de nationalité de tous les intéressés, **50**, 428; changement de nationalité de l'enfant seul, **50**, 430; changement de nationalité du *parens* seul, **50**, 431; principe polonais de la dernière loi commune, **50**, 432; légitimation, **50**, 434; droit comparé, **50**, 434; cas dans lequel la légitimation a eu lieu selon l'ancien statut, **50**, 435; cas dans lequel elle n'a pas eu lieu d'après l'ancien statut, **50**, 436 et s.; le principe, **50**, 436; la formulation du principe, **50**, 440; l'application du principe, **50**, 442. Rapports juridiques entre l'enfant naturel et sa mère, **50**, 443 et s.; contenu, naissance du rapport de droit, **50**, 444; Père naturel, **50**, 446 et s.; droit comparé, **50**, 446; rattachement local ou personnel, **50**, 448; personne qui fait l'objet du rattachement, **50**, 449 et s.; droit positif, **50**, 449; solution : rapport de droit entre père et enfant naturel en général, **50**, 450; droit aux aliments en particulier, **50**, 452; moment du rattachement (changement de nationalité), **50**, 454 et s.; changement de nationalité du *parens* avant la naissance de l'enfant, **50**, 454; changement de nationalité après la naissance, **50**, 454 et s.; le principe, **50**, 455; application du principe, **50**, 456; le droit positif, **50**, 458; la juridiction française en particulier, **50**, 459; un enfant roumain devient français, **50**, 459; un enfant français devient anglais, **50**, 460 ; changement de nationalité et reconnaissance, **50**, 461. Problème de l'ordre public, **50**, 463 et s.; action en justice de l'enfant naturel contre son père, **50**, 463 et s.; clause minimum polonaise, **50**, 463; l'Allemagne, **50**, 464 et s.; clause maximum de l'article 21 de la loi d'introduction du Code civil, **50**, 464; réserve générale de l'article 30 de la loi d'introduction du Code civil, **50**, 467; la France, **50**, 469 et s.; enfant français père étranger, **50**, 469; enfant italien, père français, **50**, 470; enfant allemand, père français, **50**, 471; la Belgique, **50**, 473. Reconnaissance des jugements étrangers, **50**, 473; action en Allemagne de l'enfant naturel, article 328 du Code de procédure civile allemand, **50**, 473; pratique romane, surtout française, **50**, 474; légitimation, **50**, 476. Problèmes de l'application des règles de conflit, **50**, 477 et s.; problème de la délimitation, **50**, 476 et s.; quatre espèces de problèmes de délimitation, **50**, 477; nature du problème de la délimitation, **50**, 477; renvoi comme conséquence d'une délimitation différente, **50**, 480; exemples de délimitation, **50**, 481; article 7 de la loi d'introduction du Code civil allemand, **50**, 481; article 13 de la même loi concernant la conclusion du mariage, **50**, 483; article 22 de la même loi concernant l'adoption, **50**, 484; article 17 de la même loi concernant le divorce, **50**, 485. Problème de la question préalable, **50**, 485 et s.; nature du problème, **50**, 485; question préalable du mariage relativement au statut de filiation, **50**, 486; affirmation de la question préalable, **50**, 487; négation de la question préalable, **50**, 488; statut de filiation au cas d'un

mariage, **50**, 488; filiation légitime comme question préalable, **50**, 490 et s.; relativement aux rapports juridiques entre parents et enfant légitime, **50**, 490; par rapport au devoir d'entretien, **50**, 491; filiation légitime et illégitimité, **50**, 491; filiation légitime comme question préalable en droit successoral, **50**, 492; question préalable de l'adoption, **50**, 495. Problème de l'adaptation, **50**, 496 et s.; nature du problème, **50**, 496; adaptation relative à l'article 19 de la loi d'introduction du Code civil allemand, **50**, 498; la vingt et unième année, **50**, 498; puissance paternelle et maritale, **50**, 500; le mariage rend majeur, **50**, 501; la jouissance, **50**, 502. Adaptation relative à la légitimation, **50**, 502 et s.; légitimation *post subsequens matrimonium*, **50**, 502; légitimation de l'enfant né dans le mariage, **50**, 503; légitimation et droit soviétique, **50**, 504. Adaptation relative au droit successoral, **50**, 505 et s.; statut successoral et statut de reconnaissance, **50**, 505; statut successoral et statut du régime des biens, **50**, 508; statut successoral et statut d'adoption, **50**, 508 et s.; point de départ, **50**, 508; l'Etat du statut successoral ne connaît pas d'adoption, **50**, 509; les deux Etats connaissent l'adoption, **50**, 510; statut successoral allemand, statut d'adoption anglais, **50**, 511; statut successoral anglais, statut d'adoption allemand, **50**, 512; jurisprudence de l'Amérique du Nord, **50**, 514; statut successoral et statut de légitimation, **50**, 515; problème du classement (qualification), **50**, 517 et s.; problème de la qualification, **50**, 517 et s.; thèse défendue, **50**, 517 et s.; adversaires de la thèse, **50**, 522; application du principe aux droits de la mère naturelle contre le père de son enfant, **50**, 524; article 21 de la loi allemande d'introduction du Code civil par rapport à l'article 318 du Code civil suisse, **50**, 526; même article 21 par rapport à l'article 340*c* du Code civil belge, **50**, 528; même article 21 par rapport à l'article 1382 du Code civil français, **50**, 529; application relative à la preuve de la descendance de l'enfant, **50**, 533 et s.; article 340*b* du Code civil belge, articles 340 et 341 du Code civil français, **50**, 533; présomption légale de la cohabitation et de la conception, **50**, 536.

V. *Droit international privé. Droit international privé (Grèce). Droit international privé (Pologne).*

Filiation légitime. — V. *Nationalité de la femme mariée.*

Finances d'exception. — V. *Monnaie.*

Finances publiques des Etats. — V. *Contrôle parlementaire. Crise. Dettes publiques des Etats.*

Finlande. — V. *Mer Baltique.*

Fiscalité. — V. *Droit fluvial international. Etranger.*

Fléau international. — V. *Lutte internationale contre la criminalité.*

Flétau (Convention du). — V. *Mer.*

Fleuve international.

Les fleuves internationaux et les voies navigables d'intérêt international, **2**, 219. Les principes successifs, **2**, 219; l'ancien régime et la Révolution française, **2**, 221; arrêté du Conseil exécutif de la Convention, **2**, 222; traités de La Haye du 16 mai 1795 et de Campo-Formio du 17 octobre 1797, liberté rendue à la navigation du Rhin, de la Meuse, de l'Escaut, **2**, 223; navigation du Rhin, Convention du 15 août 1804, **2**, 224; navigation sur le Rhin, pro-

position de la rendre plus libre admise en partie, traité de Paris du 30 mai 1814, **2**, 227; le Congrès de Vienne, proposition de la Prusse, **2**, 228; liberté de navigation et liberté de transport, **2**, 229; Acte final de Vienne, liberté de transport adoptée mais non celle de navigation, **2**, 230; le Rhin, Convention de Mayence du 31 mars 1931, **2**, 231; Convention de Mannheim du 17 octobre 1868, **2**, 232; l'Escaut, traité de Paris du 30 mai 1814, **2**, 233; traités de Londres du 15 novembre 1831 et du 19 avril 1839, de La Haye du 12 mai 1863 et de Bruxelles du 16 juillet 1863, **2**, 232; le Danube (V. *Danube*, **2**, 235); traité de Paris du 30 mars 1856, liberté de transport et de navigation, **2**, 235; Commission européenne et Commission riveraine, **2**, 236; liberté de navigation limitée au Danube maritime, l'Autriche l'ayant refusée au Danube fluvial, **2**, 236; traité de Berlin du 13 juillet 1878 et traité de Londres du 10 mars 1883, **2**, 238; échec des projets destinés à assurer la liberté de navigation sur le Danube moyen, **2**, 238 et s.; le Congo et le Niger, Acte général de la Conférence de Berlin du 26 février 1885, **2**, 242; liberté de transport et de navigation, même en temps de guerre, pour toutes les nations neutres ou belligérantes, pour les usages du commerce, **2**, 243; Acte du Congo, Acte du Niger, **2**, 243; les traités de Versailles, de Saint-Germain-en-Laye, de Trianon et de Neuilly, règles sur la navigation sur l'Elbe, l'Oder, le Niémen, le Danube, liberté de navigation, **2**, 245; modification à la navigation sur le Rhin, **2**, 248; les Actes de Barcelone du 20 avril 1921, **2**, 248; statut du régime des voies navigables d'intérêt international, **2**, 249; voies navigables d'ordre international, **2**, 250; Etats riverains et cabotage, **2**, 251; liberté de navigation, conditions, **2**, 251 et s.; règlement des différends, **2**, 253; protocole additionnel et voies d'eau nationales, **2**, 254; critiques par les Américains des principes de Barcelone, **2**, 254 et s.; navigation maritime et navigation purement fluviale, **2**, 259; exemples de l'Escaut et du Danube, **2**, 260; droits des Etats riverains, **2**, 261.

L'ORGANISATION INTERNATIONALE DES VOIES DE COMMUNICATION. La formation, les fleuves internationaux, **5**, 174; décret français de 1792 proclame la liberté de la navigation, **5**, 175; dans le cadre de l'Acte de Vienne, développement de la liberté de navigation fluviale, **5**, 177; Convention et statut de Barcelone (1901) sur le régime des voies navigables d'intérêt international, **5**, 179 et s.; la liberté de navigation fluviale dans les traités de paix de 1919, **5**, 184 et s.; mode de gestion des voies d'eau et obligations des Etats riverains, **5**, 187.

LE RÉGIME INTERNATIONAL DU DANUBE (V. *Danube*, **11**, 266). Histoire, **11**, 266 et s.; Révolution française, **11**, 266 et s.; traité de Paris, 30 mai 1814, **11**, 267; Congrès de Vienne, **11**, 267 et s., 278; Congrès de Paris (1856), **11**, 268; Acte général de Berlin (1885), **11**, 278; traités de paix (1919-1920), **11**, 320.

LE RÉGIME INTERNATIONAL DE L'ESCAUT, **21**, 285. Généralités sur la libre navigation fluviale, **21**, 285; Etats riverains des fleuves internationaux, Etats favorisés par la Nature, **21**, 289 et s.; souveraineté de l'Etat et liberté fluviale, **21**, 291; importance de la liberté fluviale au point de vue du commerce, **21**, 291; Congrès de Vienne de 1814, ses principes appliqués au régime du Bas-Danube, **21**, 293; intérêts généraux et intérêts particuliers, **21**,

294 et s.; œuvre de conciliation de ces intérêts au Congrès de Barcelone, **21**, 297; aperçu historique, droit romain, **21**, 299; le moyen âge, **21**, 300 (V. *Escaut*, **21**, 301). Congrès de Vienne de 1815, restriction à la liberté de navigation fluviale, **21**, 308; dispositions adoptées dans les Actes de navigation fluviale postérieurs, **21**, 309; les principes de l'Amérique en matière de navigation fluviale, **21**, 310; la navigation sur le Saint-Laurent, **21**, 310; traité de Paris du 30 mars 1856, liberté de navigation du Danube, **21**, 312; même liberté reconnue dans les traités postérieurs, **21**, 313 et s.; le traité de Versailles et l'Acte de Barcelone, **21**, 315 et s.; réserves dans l'application du droit à la navigation fluviale, **21**, 315; internationalisation des voies d'eau, son application au Danube, **21**, 317; traité de Versailles, internationalisation intégrale des fleuves déclarés internationaux, **21**, 318; application de la liberté de navigation à certains fleuves intérieurs, élargissement de cette liberté, **21**, 320; Conférence de Barcelone, liberté de navigation assurée aux seuls Etats contractants, possibilité d'adhérer à la Convention, respect absolu de la souveraineté des Etats, **21**, 322 et s.; quelques dispositions de l'Acte de Barcelone, **21**, 324 et s.; problème des travaux d'amélioration de la navigabilité, **21**, 325; les actes de Barcelone sont l'expression officielle des idées actuelles de la communauté internationale, **21**, 327.

Principes généraux du droit international de la paix. Fleuves internationaux, Conventions réglant leur navigation, **34**, 409 et s.; Acte général du 9 juin 1915, liberté de navigation, **34**, 410; Conventions réglant la navigation du Rhin, de l'Escaut, du Danube, **34**, 411; liberté de navigation, égalité absolue des ressortissants des Etats contractants, **34**, 412; Convention de Barcelone, **34**, 413; liberté de navigation sur les fleuves nationaux dont les ports doivent être accessibles en temps de paix à tout navire, **34**, 414; clauses spéciales des traités de paix, **34**, 415.

V. *Codification du droit international. Communications internationales. Conférences panaméricaines. Danube. Droit administratif international. Droit fluvial international. Frontières. Liberté. Ports intérieurs. Servitudes internationales. Souveraineté.*

Fleuve-frontière. — V. *Droit fluvial international.*

Foi. — V. *Inviolabilité des traités. Relations internationales.*

Fonction exécutive en droit international.

Théorie et pratique de la fonction exécutive en droit international, **55**, 91 et s. Théorie de l'ordre juridique international et des fonctions sociales, **55**, 91 et s.; dans l'ordre juridique international s'encadre la fonction exécutive qui se ramène à une fonction de souveraineté, **55**, 92; dans le cadre de l'ordre juridique agissent des sujets de droit (individus) munis, par la règle de droit, de compétences, **55**, 93; ordonnancement juridique, **55**, 94; vérification de l'utilisation des compétences, **55**, 94; en cas d'action de la force, intervention de l'agent d'exécution, **55**, 95; hiérarchisation des ordres juridiques dans les sociétés politiques, **55**, 96; accomplissement des fonctions sociales, **55**, 99; l'acte exécutif en droit international, **55**, 102. Contrôle de l'investiture des fonctions gouvernementales, **55**, 107 et s. (V. *Reconnaissance d'Etats*, **55**, 108). Garantie et prévention, **55**, 136 et s.; sens de l'article 10 du Pacte, **55**, 136; compétence

du Conseil, **55**, 137; acte exécutif proprement dit, **55**, 140; procédure de prévention-inhibition, **55**, 141; interprétation de l'article XI du Pacte, **55**, 142; procédure de conciliation, **55**, 144; conséquences de la pratique de l'unanimité absolue, **55**, 146; procédures de contrainte en vertu de l'article XI, **55**, 146; évolution vers le pouvoir déterminateur du Conseil, nécessité de supprimer le droit de veto, **55**, 150; les expériences diplomatiques dans l'application de la Convention, requête du Gouvernement français du 20 mars 1935, **55**, 150; échec de la prévention dans le conflit italo-abyssin, **55**, 152. Voies d'exécution, **55**, 156 et s.; exécution d'une sentence juridictionnelle, **55**, 158; recours à la guerre d'exécution, gravité de l'acte de se faire justice à soi-même, **55**, 164; évolution vers la suppression de la guerre, **55**, 165 et s.; article 16 du Pacte, **55**, 166; Protocole de Genève (1924), **55**, 168; Pacte Briand-Kellog, **55**, 172; détermination de l'agression, **55**, 175. Procédure de la fondation exécutive, les avatars de l'article 16, **55**, 178; portée originaire de l'article 16, **55**, 178; identité des obligations dans l'ordre militaire et dans l'ordre économique, **55**, 180; amendements de 1921 organisant le pouvoir coordinateur de la Société des Nations, **55**, 183; tentatives d'application (affaire abyssine), **55**, 186; résultats matériels et causes de l'échec, **55**, 186; conclusions à tirer, **55**, 189; résolution finale votée par l'Assemblée, **55**, 191; évolution nécessaire de la Société des Nations dans le sens d'une société d'individus ou de collectivités, cessant d'être ce qu'elle est : une société de gouvernements, une Conférence diplomatique, **55**, 195.

Fonction pacificatrice. — V. *Société des Nations.*

Fonction publique. — V. *Apatrides.*

Fonctionnaires. — V. *Domicile. Etat. Etranger. Fonctionnaires internationaux. Immunités des Etats. Instruments diplomatiques. Japon. Plébiscite.*

Fonctionnaires internationaux.

Les fonctionnaires internationaux, **41**, 725 et s. Existence de véritables fonctions administratives de caractère international, **41**, 726; catégories de fonctionnaires publics, **41**, 727; absence de mention des fonctionnaires internationaux dans les ouvrages de droit international, **41**, 728; différence de sens entre « organe » et « fonctionnaire », **41**, 730; ce qu'est l'organe en droit international, **41**, 731; nature des organisations internationales, **41**, 732; variété des organes, des personnes agissant au nom des organismes, véritables fonctionnaires internationaux, **41**, 733; définition du fonctionnaire, **41**, 734; définition du fonctionnaire international, **41**, 736; ses caractères, **41**, 738; catégories des fonctionnaires internationaux, **41**, 739; article 7 du Pacte, agents internationaux, **41**, 740. Nature juridique de la relation entre l'administration et le fonctionnaire international, **41**, 743 et s.; relation juridique du fonctionnaire avec l'Administration, **41**, 743; statut et garanties du fonctionnaire, **41**, 744; situation contractuelle des fonctionnaires internationaux, **41**, 746; situation des fonctionnaires du Bureau international du Travail et de la Société des Nations, **41**, 749; avec le développement de l'organisme international on tend vers une situation, véritable statut de fonctionnaire, **41**, 751; réserve des droits acquis, **41**, 751; débats relatifs au droit pour la Société des Nations de réduire

les traitements de ses fonctionnaires, **41**, 754; nature juridique des normes édictées par les organes internationaux relativement à leurs fonctionnaires, **41**, 757; naissance de la relation juridique entre l'Administration internationale et son fonctionnaire, **41**, 760; procédure de nomination, **41**, 760; conditions de nomination, **41**, 763; précautions pour éviter que les fonctionnaires internationaux se transforment en représentants d'intérêts nationaux au sein de l'organisme international, répartition des hauts postes entre plusieurs nationalités, **41**, 764; conditions de sexe et d'âge, **41**, 766; aptitude intellectuelle et physique, son contrôle, **41**, 767; stage avant titularisation, **41**, 769; intervention de l'Etat dans la nomination du fonctionnaire international, **41**, 771. Devoirs et droits des fonctionnaires internationaux, **41**, 773 et s.; devoir d'accomplir la fonction, **41**, 773; obligations de présence, **41**, 773; incompatibilités, **41**, 775; devoir de subordination et d'impartialité, **41**, 776; responsabilité, sanctions, **41**, 777; droits des fonctionnaires, **41**, 779; droit à traitement et à pension, **41**, 779; règles objectives de promotion et d'avancement, **41**, 782; privilèges et immunités diplomatiques, leurs bénéficiaires, **41**, 784; garanties juridiques, **41**, 787; droit de pétition, Commissions paritaires, insuffisance de ces garanties, **41**, 787; examen nécessaire juridictionnel de la décision contestée, **41**, 789; impossibilité de soumettre les litiges à une juridiction d'un ordre national, **41**, 789; création du tribunal administratif de la Société des Nations, droit applicable, **41**, 790.

Principes du droit administratif international (V. *Droit administratif international*, **51**, 583). Fonctionnaires internationaux, **51**, 647 et s.; caractères des fonctions publiques administratives internationales, **51**, 648; mode de recrutement, **51**, 651; statut des fonctionnaires internationaux, **51**, 653; question de nationalité, son importance pour la nomination des fonctionnaires internationaux, **51**, 654; protection judiciaire des fonctionnaires internationaux, **51**, 684.

V. *Immunités internationales.*

Fonctions gouvernementales. — V. *Fonction exécutive en droit international.*

Fonctions internationales. — V. *Immunités internationales.*

Fonctions sociales. — V. *Fonction exécutive en droit international.*

Fondations. — V. *Egalité juridique.*

Fondement moral. — V. *Droit naturel.*

Fondement philosophique. — V. *Propriété industrielle.*

Fondement psychologique de la nation. — V. *Nationalité.*

Fondement religieux de l'inviolabilité des traités. — V. *Règle « Pacta sunt servanda ».*

Fonds commun. — V. *Plagiat.*

Fonds consolidé. — V. *Dettes publiques d'Etat.*

Fonds individuel. — V. *Plagiat.*

Force (droit de la). — V. *Guerre hors la loi.*

Force de loi. — V. *Traités.*

Force du droit international. — V. *Sanctions du droit international.*

Force internationale (défaut de). — V. *Sanctions du droit international.*

Force majeure (principe de la). — V. *Principes généraux du droit.*

Force obligatoire des traités. — V. *Règle « Pacta sunt servanda ».*

Formation et déformation des Etats. — V. *Souveraineté.*

Forme des actes. — V. *Droit aérien. Droit international privé (Grèce). Statuts (théorie des).*
Forme du mariage. — V. *Fraude à la loi.*
Forme écrite. — V. *Pétition.*
Formule de Bynkershoek. — V. *Mer territoriale.*
Formule de réciprocité diplomatique. — V. *Réciprocité diplomatique.*
Fortune nationale. — V. *Etat.*
« Forum contractus ». — V. *Compétence judiciaire.*
« Forum obligationis ». — V. *Compétence judiciaire.*
Foyer national juif. — V. *Mandats internationaux.*
Franc-Maçonnerie. — V. *Doctrine pacifique.*
Franchise de l'hôtel. — V. *Immunités diplomatiques.*
Frappe de la monnaie. — V. *Monnaie. Souveraineté.*
Fraternité. — V. *Droit des gens.*
Fraude à la loi.
Règles générales des conflits de lois (V. *Conflit de lois*, **62**, 5). Fraude à la loi et réciprocité, **62**, 76 et s.; manifestation de la fraude dans le droit, **62**, 76; fraude en droit international privé, sa nature juridique, **62**, 77; ses éléments constitutifs, **62**, 79; deux hypothèses possibles, **62**, 80; effets de la fraude, **62**, 83.
Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international privé*, **62**, 427 et s.). Théorie de la fraude à la loi, **62**, 531 et s.; faculté laissée aux parties par le droit international privé de soumettre leurs actes à la loi de leur choix, **62**, 531; abus possibles, fraude à la loi, **62**, 532; la fraude à la loi dans le *de conflictu legum* du juriste hollandais Huber au XVII^e^ siècle, **62**, 532; affaire Bauffremont (Cassation française, 1878), **62**, 533; en quoi consiste la fraude à la loi, **62**, 534; application de la théorie, **62**, 535; non-application de la fraude à la loi en droit anglo-saxon, les motifs, **62**, 535 et s.; règle applicable aux Etats-Unis, **62**, 537; influence de l'absence en droit anglais d'une théorie de la fraude à la loi dans le cas de changement de domicile, **62**, 537; mariage à l'étranger, *lex loci celebrationis* applicable aux seules formes du mariage, **62**, 539; aux Etats-Unis, la *lex loci celebrationis* régit la forme du mariage et la capacité des parties, **62**, 540.
V. *Conflit de lois. Domicile. Droit international privé. Mandats internationaux.*
Fraude fiscale. — V. *Impôt.*
Frédéric-le-Grand. — V. *Presse.*
Frisons germaniques. — V. *Mer Baltique.*
Frontières.
Solidarité internationale dans l'Amérique latine. Questions de frontières en Amérique du Sud, leur caractère peu dangereux, **8**, 293; histoire de l'usage de la propriété territoriale, application du principe *Uti possidetis*, **8**, 294; Chili et Pérou, provinces de Tacna et Arica, arbitrage, négociations, accord de Washington, **8**, 297 et s.; question de frontières entre Brésil et Uruguay, solution amiable, le condominium de la Lagune Mirim, le Brésil applique aux cours d'eau et lacs limitrophes le droit international, Traité de 1909, **8**, 300 et s.; frontières entre Argentine et Chili, divergences, arbitrage entraînant le désarmement des deux pays, **8**, 306 et s.
Les frontières. Etude de géographie politique, **55**, 207 et s. Géogra-

phie des frontières, méthode, **55**, 207 et s.; notion de frontière, **55**, 207; relativité historique de la frontière, **55**, 208; relativité géographique de la frontière, **55**, 210; Etats amorphes, **55**, 213; peuples sauvages de l'Afrique noire, **55**, 213; demi-civilisés de l'Afrique blanche, **55**, 214; civilisés nomades d'Europe en Amérique, **55**, 215; Etats encadrés, **55**, 216; la montagne, cellule d'Etat, **55**, 216; frontières en extension, **55**, 219; la nation yougoslave, **55**, 219; première étape : cellules originelles, **55**, 221; deuxième étape : liaison, **55**, 222; frontières stables, récentes ou anciennes, **55**, 222; les Pays-Bas, **55**, 224. Recherche de l'équilibre, l'Allemagne : Etat et Nation, **55**, 225 et s.; frontières allemandes (selon les géographes allemands), **55**, 225 et s.; peuple et civilisation, **55**, 225; quatre frontières en ligne (militaire, du Reich, du peuple, de civilisation), **55**, 227 et s.; l'Etat impérial allemand, **55**, 230; bases physiques, **55**, 230; les môles, **55**, 230; les vallées, **55**, 232; les bases humaines, **55**, 233; la nation germanique, **55**, 235 et s.; concentration littéraire, **55**, 236; concentration territoriale, **55**, 237; Vienne ou Berlin ?, **55**, 237; l'Etat prussien, **55**, 238; la conquête du Rhin, **55**, 239. Exemple de frontières maritimes : l'Allemagne du Nord sur la mer du Nord, **55**, 242 et s.; le pendule allemand, **55**, 242 et s.; croisade contre les slaves, **55**, 242; poussée vers le Danube ou vers la mer, **55**, 244; l'Allemagne du Nord dans l'Europe continentale, **55**, 246; la « Börde », **55**, 247; la « Geest », **55**, 247; les zones maritimes, **55**, 250; les liaisons fluviales, **55**, 251 et s.; l'Elbe, **55**, 252; Berlin, **55**, 253; la vocation maritime de l'Allemagne, **55**, 254 et s.; la mer du Nord, **55**, 254; Hambourg, **55**, 255; la politique de la mer, **55**, 257. Exemple de frontières terrestres : le Pomorze (couloir polonais), **55**, 259 et s.; le territoire, **55**, 259 et s.; paysage des moraines de fond, **55**, 260; paysage des moraines frontales, **55**, 261; paysage des talus sableux, **55**, 262; paysage des vallées originelles, **55**, 262; les hommes, **55**, 263 et s.; l'histoire, **55**, 264; poussée germanique vers l'Est, **55**, 264; marche de la Pologne vers la mer, **55**, 265; liaison de la Prusse et du Brandebourg, **55**, 266; colonisation, **55**, 267; colonisation agraire, **55**, 267; germanisation linguistique, **55**, 269; l'économie, **55**, 271 et s.; occupation du sol, **55**, 271; les latifundia, **55**, 271; Gdynia, **55**, 274. Etat-frontière : la Ville libre de Dantzig, territoire de l'Etat libre, **55**, 277 et s.; les paysages, **55**, 278; histoire de Dantzig, **55**, 280 et s.; Dantzig hanséate, **55**, 280; Dantzig prussienne, **55**, 282; la nouvelle Ville libre, **55**, 284 et s.; Dantzig, ville de civilisation allemande, **55**, 284; Dantzig, ville de commerce polonais, **55**, 286; l'économie, **55**, 288 et s.; l'importation d'Allemagne, **55**, 288; l'exportation de Pologne, **55**, 289; Dantzig, port moderne, **55**, 292.

V. *Clause de la nation la plus favorisée. Conférence des Ambassadeurs. Cour permanente de justice internationale. Doctrine de Monroe. Danube. Droit international. Migration. Nationalités. Pacte de la Société des Nations.*

Frontière artificielle. — V. *Territoire.*

Frontière au-dessous de la surface terrestre. — V. *Territoire.*

Frontière douanière. — V. *Clause de la nation la plus favorisée. Territoire douanier.*

Frontière démilitarisée. — V. *Servitude internationale.*

Frontière entre Argentine et Chili (Différend sur la). — V. *Excès de pouvoir.*
Frontière entre Bolivie et Pérou (Différend sur la). — V. *Excès de pouvoir.*
Frontière (fermeture de). — V. *Frontière. Passeports.*
Frontière maritime. — V. *Territoire.*
Frontière naturelle. — V. *Mandats internationaux. Territoire.*
Frontière nord-est américaine (Affaire de la). — V. *Excès de pouvoir.*
Fumeur d'opium. — V. *Stupéfiants.*

G

Gages. — V. *Faillite.*
Gages et hypothèques maritimes. — V. *Navire de commerce.*
Garantie. — V. *Assistance financière. Dettes publiques d'Etat. Emprunt public d'Etat. Individu. Minorités. Plébiscite. Police internationale.*
Garantie de change. — V. *Change.*
Garantie de paiement. — V. *Crédits bancaires internationaux.*
Garantie du droit international. — V. *Déni de justice. Droit aérien. Réciprocité diplomatique. Sanctions internationales.*
Garantie sur les navires. — V. *Navire de commerce.*
Garanties internationales.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **46**, 331). Garantie des situations juridiques, **46**, 641 et s.; évolution, traités de garantie, **46**, 642 et s.; « Garantiebeschluss », **46**, 643; garantie de la Société des Nations, **46**, 645 et s.; article X du Pacte, **46**, 645; accords particuliers et Locarno, **46**, 646; autres systèmes de garantie, **46**, 648; en marge de la Société des Nations, **46**, 649; garantie des compétences constitutionnelles internes, **46**, 650 et s.; garanties fédérales, **46**, 651; garantie des compétences individuelles privées, **46**, 652 et s.; minorités, **46**, 652; évolution, **46**, 654; généralisation, **46**, 655; protection diplomatique, **46**, 656 et s.; limitation subjective de la compétence, **46**, 657; règle de la nationalité, **46**, 658; compétence discrétionnaire du gouvernement intervenant, **46**, 659; clause Calvo, **46**, 661.

V. *Contrôles financiers internationaux. Déni de justice. Droit aérien. Fonction exécutive en droit international. Fonctionnaires internationaux. Guerre hors la loi.*

Gaz asphyxiants, délétères ou toxiques. — V. *Guerre chimique.*
Gaz chimiques. — V. *Guerre chimique.*
« Geeste ». — V. *Frontières.*
Genre humain. — V. *Organisation internationale.*
Géographie humaine. — V. *Mer Baltique.*
Géographie physique. — V. *Mer Baltique.*
Germanisation linguistique. — V. *Frontières.*
Glossateurs et post-glossateurs. — V. *Droit fluvial international.*
« Gold exchange standard ». — V. *Banque des Règlements internationaux. Monnaie. Or.*
Golfe. — V. *Crimes et délits. Mer territoriale. Territoire.*
Gouvernement au pouvoir. — V. *Reconnaissance d'Etats.*
Gouvernement de droit. — V. *Compétences internationales et étatiques.*
Gouvernement de fait.

Les gouvernements de fait, **4**, 306 (V. *Etat*, **4**, 297). Quand y a-t-il

gouvernement de fait ?, **4**, 307; sa légitimation dans l'ordre constitutionnel, **4**, 308 et 309; le droit de nécessité, **4**, 313; les gouvernements de fait en France, **4**, 318; en Italie, **4**, 322; en Russie, **4**, 326; dans les anciens empires de l'Europe centrale, **4**, 328; sa légitimation dans l'ordre international, **4**, 332; elle est indépendante de la légitimation constitutionnelle, **4**, 332 (V. *Reconnaissance d'Etats*, **4**, 334). Le gouvernement de fait et le droit de propagande, **4**, 362; l'activité des gouvernements de fait, **4**, 380; responsabilité du gouvernement déchu, **4**, 380; fonctions du gouvernement déchu, **4**, 381; le gouvernement de fait et les agents diplomatiques, **4**, 384 et s.; les gouvernements de fait et le droit privé, **4**, 392; le pouvoir judiciaire et le Gouvernement étranger, **4**, 393; droit étranger et ordre public, **4**, 396; statuts personnels et statuts réels, **4**, 398 et 399; les gouvernements de fait locaux, **4**, 403; situation des Etats étrangers vis-à-vis d'eux, **4**, 404; validité de leurs actes, **4**, 407; traitement des insurgés, **4**, 408.

V. *Compétences internationales et étatiques. Reconnaissance d'Etats, de gouvernements.*

Gouvernement du peuple. — V. *Egalité juridique.*

« Grand dessein de Henri IV ». — V. *Société des Nations.*

Grands féodaux. — V. *Intervention.*

Grèce. — V. *Arbitrage international. Droit international privé (Grèce).*

Grotius.

L'œuvre de Grotius et son influence sur le développement du droit international, **7**, 399. Idée maîtresse du *De jure Belli ac Pacis*, « pouvoir foncier » du passé devient « contrat » dans l'avenir, **7**, 400; histoire de la lutte entre les droits personnels et les droits réels, **7**, 401 et s.; éthique des thomistes basée sur l'idée de « solidarités institutionnelles », la philosophie franciscaine préfère le concept de « coopération sociétaire », **7**, 407; atmosphère spirituelle du « Droit de la guerre et de la paix », **7**, 410; influence de Machiavel, **7**, 411; les moralistes espagnols précurseurs de Grotius, **7**, 411 et s.; Vitoria, ses *Relectiones*, plus de supériorité de droit des peuples croyants sur les païens, **7**, 414; Compagnie des Indes orientales, prise maritime, Grotius écrit le *De jure Praedae*, **7**, 419; analyse du *De jure Belli ac Pacis*, les prolégomènes, **7**, 420; droit de la guerre, **7**, 423; motifs de la guerre, **7**, 425; les cessions de territoire, **7**, 427; peines, faits punissables, humanitarisme de Grotius, **7**, 429; droit des gens en temps de paix, **7**, 433; les cas de guerre légitime, **7**, 433; la manière de conduire la guerre, contrebande, représailles, **7**, 436; nécessité d'une déclaration de guerre, **7**, 438; droit du vainqueur, **7**, 439 et s.; dévastations et pillages, **7**, 442; esclavage, neutres, **7**, 443; influence directe du *De jure Belli ac pacis*, **7**, 444; influence de l'ouvrage dans la période qui suit la paix de Westphalie, motifs, **7**, 445 et s.; les prolégomènes, le droit se libère des principes imposés par un dogme religieux spécial, **7**, 449; *Mare liberum* de Grotius, le *Mare clausum* de John Selden, **7**, 450 et s.; influence indirecte du *De jure Belli ac Pacis*, **7**, 456; point d'appui de Grotius : communauté des Etats ou indépendance de chaque Etat ?, **7**, 457; influence des idées de Grotius, les disciples, **7**, 458; Samuel de Pufendorf, **7**, 458 et s.; Van Bynkershoek, **7**, 461 et s.; le « Droit des gens » de Vattel,

7, 466 et s.; sujets spéciaux ayant subi l'influence du *De jure Belli ac Pacis*, **7**, 473; opinion de Grotius sur les ambassades, fiction de l'extraterritorialité, gens de la suite de l'ambassadeur, **7**, 475 et s.; théorie de Grotius sur la neutralité, **7**, 478; sur la contrebande, **7**, 481 et s.; opinion d'Hübner sur les droits des belligérants et les privilèges de la neutralité, **7**, 485; Lampredi, « Du commerce des neutres en temps de guerre », **7**, 487; les juristes cèdent la place aux hommes d'Etat, diplomates et fonctionnaires, **7**, 491; influence de l'œuvre de Grotius sur l'Amérique naissante, contrebande et saisie, le pavillon couvre la marchandise, **7**, 493; le blocus de la faim contre la France révolutionnaire, méthode inquiétante pour les neutres, **7**, 495; Wheaton, J. Kent et Lincoln réhabilitent Grotius aux Etats-Unis, **7**, 498 et s.

Théorie du droit naturel (V. *Droit naturel*, **18**, 263). Grotius prétendu père et laïcisateur du droit naturel et créateur du droit international, **18**, 297; réfutation de cette double prétention, **18**, 298 et s.; Grotius tempère sa doctrine individualiste en admettant la soumission de l'homme à la sagesse divine, **18**, 305; Grotius distingue d'une part la religion et la morale et, d'autre part, le droit, **18**, 306; en droit naturel, Grotius tient le juste milieu entre l'autonomie de l'homme et le droit de la société, **18**, 309; Grotius et le droit de la guerre (droit international de l'époque), **18**, 309; *De jure Belli ac Pacis*, distinction des guerres justes et injustes, **18**, 310; cette distinction, d'après Grotius, disparaît en droit des gens, **18**, 310; il maintient une distinction de forme que la doctrine n'admet pas, **18**, 311; Grotius et le droit de la neutralité, **18**, 314; Grotius et le droit de la paix, **18**, 316; réfutation de l'affirmation que Grotius serait le laïcisateur du droit international, **18**, 317 et s.; mérite de Grotius : maintien des théories traditionnelles contre le principe de la souveraineté illimitée de l'Etat, **18**, 321.

V. *Arbitrage international. Droit international. Droit naturel. Etranger. Exterritorialité. Guerre. Légitime défense. Mer. Mer (Haute). Servitudes internationales. Souveraineté. Traités.*

Guerre.

L'Eglise catholique et le droit des gens (V. *Eglise*, **6**, 127). Acceptation par l'Eglise de l'idée de guerre, **6**, 132; conditions (Constantin), **6**, 132; théorie de saint Augustin sur la guerre juste, **6**, 133 et s.; causes de guerre juste, **6**, 137; conditions de sa légitimité d'après saint Thomas, **6**, 138; initiatives de l'Eglise médiévale dans le domaine de la guerre, **6**, 142; la doctrine de la guerre et la doctrine de la solidarité internationale chez les théologiens du XVI^e^ siècle, **6**, 179; théories de Vitoria sur la guerre, **6**, 187; Suarez, théorie de la guerre, **6**, 190; critique de la théorie canoniste de la juste guerre par M. Pillet, **6**, 194.

La justice pénale internationale (V. *Justice pénale internationale*, **10**, 227). Crimes et délits internationaux, la guerre criminelle, **10**, 300; code de la guerre, code pénal de la guerre, **10**, 302 et 303; la guerre-crime, agression, présomption, menace, **10**, 309 et s.; la justice pénale internationale et la guerre, toute guerre sauf légitime défense est un crime moral, toute guerre d'agression est un crime juridique, **10**, 370 et 371; pour éviter les guerres, faire la guerre juridique à la guerre antijuridique, **10**,

372; l'action destructive harcèle les œuvres humaines, principalement la guerre, régime de guerre continue, **10**, 373.

Développement historique du droit international dans l'Europe orientale (V. *Europe orientale*, **11**, 351). L'Eglise catholique, sa doctrine sur la guerre fixée par saint Augustin et saint Ambroise, guerre juste, **11**, 365; doctrine orientale de la guerre, saint Basile le Grand s'oppose à la guerre légitime, saint Athanase d'Alexandrie l'admet, **11**, 356; doctrine de la guerre à Byzance, **11**, 367; influence de l'islamisme sur le monde chrétien dans le domaine du droit de la guerre, **11**, 384; opinion de Mahomet sur la guerre juste, **11**, 386; conception de la guerre comme jugement suprême de Dieu, **11**, 387; exemples de jugements de Dieu, **11**, 389 et s.; formation d'un droit de la guerre chez les Arabes, les recueils « Hidayâh » et « Vikayâh » réglementant la manière de faire la guerre, **11**, 391 et 392; la guerre chez les pays slaves, sa cruauté, **11**, 424 et s.

Vitoria (V. *Vitoria*, **17**, 113) et l'école moderne du droit international. Droit de la guerre, **17**, 242 et s.; caractère licite de la guerre, **17**, 242 et s.; arguments de Vitoria pour déclarer licite pour les chrétiens de porter les armes, de faire la guerre, **17**, 247; justice formelle de la guerre, **17**, 249 et s.; autorité compétente pour déclarer la guerre, **17**, 249 et s.; opinion de Vitoria, **17**, 256; Vitoria et les guerres offensives et défensives, **17**, 257; la justice essentielle de la guerre, **17**, 261 et s.; le droit à la guerre et le droit de la guerre, **17**, 261; pensée de Vitoria sur le problème essentiel de la guerre, **17**, 264; guerres pour motif religieux, **17**, 265; guerres de conquête, **17**, 266; doctrine de Vitoria sur elles, **17**, 269; rapport entre la doctrine de Vitoria sur l'impérialisme et le droit international américain, **17**, 270; comment Vitoria caractérise une juste cause de guerre, **17**, 272; la guerre est juste contre ceux qui ont commis le mal, violé le droit, **17**, 272 et s.; doctrine de saint Thomas, **17**, 274; différence entre les conceptions de Vitoria et de Grotius sur les guerres justes, **17**, 275; justice de la guerre comme problème de conscience, **17**, 278 et s.; sanctions d'une guerre juste d'après Vitoria : récupération, indemnité, **17**, 279; destruction, **17**, 281; qui décidera si la guerre est juste, rôle du Prince, des citoyens, doctrine de Vitoria qui exige le conseil des citoyens savants et vertueux, **17**, 283 et 284; devoir des citoyens en cas de guerre injuste, **17**, 285; cas où la justice de la guerre est douteuse, **17**, 287; doctrine de Vitoria préconisant, dans le doute, les solutions pacifiques, **17**, 289; devoir des citoyens, **17**, 289; cas d'une guerre juste des deux côtés, **17**, 294; les théologiens excluent ce cas, **17**, 294; Vitoria examine le cas de l'ignorance invincible, **17**, 295 et s.; sanctions personnelles de la guerre, **17**, 299 et s.; au XVI^e^ siècle, soldats et non-belligérants, **17**, 302; doctrine de Vitoria sur le respect des vies d'innocents, **17**, 304 et s.; la propriété innocente saisissable selon Vitoria, si cela est nécessaire, y compris les transports maritimes, **17**, 308 et s.; sort des habitants innocents du pays ennemi, doctrine de Vitoria, **17**, 311; les combattants, au cours des combats, après la victoire, **17**, 312 et s.; sanctions matérielles de la guerre, biens meubles, doctrine de Vitoria sur la restitution du butin, **17**, 316 et s.; les biens immeubles, Vitoria préconise le système de la compensation, **17**, 321; doctrine

de Vitoria sur les conditions d'occupation de forteresses, d'acquisition d'immeubles, **17**, 321 et s.; silence de Vitoria sur l'annexion par droit de conquête, **17**, 324; sanctions à l'égard des princes vaincus, **17**, 327.

La neutralité et la Société des Nations (V. *Neutralité*, **17**, 453. *Société des Nations*, **17**, 475). Guerres licites dues aux imperfections du Pacte, **17**, 479; absence d'unanimité du Conseil, **17**, 479; refus d'exécuter la décision, **17**, 481; refus des deux Parties, **17**, 483; questions domestiques, **17**, 484; les guerres civiles, **17**, 489; guerres entre non-membres, **17**, 490; la neutralité et les guerres illicites, **17**, 494 et s.; ordre public international, sanctions prévues par le Pacte, **17**, 495; liste des guerres injustes, **17**, 495; mesures économiques contre l'Etat qui viole le Pacte, **17**, 495 et s.

Le problème de la mise hors la loi de la guerre, **24**, 151 et s.; les origines historiques du mouvement en faveur de la mise de la guerre hors la loi, **24**, 151 et s.; les scolastiques et la théorie de la guerre juste, **24**, 151; droit romain, *bellum justum piumque*, début de la guerre, cérémonie des « Fétiales », **24**, 151; saint Augustin, saint Thomas, conditions d'une guerre juste, **24**, 152; doctrine de Vitoria et Suarez sur la guerre juste, **24**, 153; rupture de l'unité du monde chrétien, avènement de la souveraineté des Etats, conséquences au point de vue de la justification de la guerre, **24**, 157; idées des premiers théoriciens de la Société des Nations, période d'avant guerre, **24**, 158 et s.; après le déclenchement de la guerre mondiale, **24**, 160; la guerre et le pacte de la Société des Nations, **24**, 163 et s. (V. *Pacte de la Société des Nations*, **24**, 163 et s.) Résultats partiels obtenus relativement à la mise hors la loi de la guerre, **24**, 169; accords et traités favorisant l'arbitrage obligatoire illimité, **24**, 169; projet de traité d'assistance mutuelle de Lord Robert Cecil, **24**, 170; débats à la Société des Nations sur le projet de garantie, définition de l'agresseur, échec final de ce projet, **24**, 173; Protocole de Genève, définition de l'agresseur, **24**, 173. Mouvement américain en faveur de la mise hors la loi de la guerre, **24**, 174 et s.; tentative de l'Américain Levinson (9 mars 1918), **24**, 174; déclarations des Présidents Harding et Coolidge, **24**, 176; idées fondamentales américaines, **24**, 177; les exigences américaines, renonciation à la guerre et à la violence, **24**, 178; la Cour internationale de justice et la codification du droit international, **24**, 181; le projet du Comité américain de 1924, **24**, 184. Protocole de Genève, **24**, 186 et s.; interdiction de la guerre d'agression, **24**, 186; le système d'arbitrage, **24**, 187; les sanctions, **24**, 190. Jugement d'ensemble sur le Protocole, **24**, 191 et s.; Pacte de Locarno, **24**, 194 et s.; ses origines et sa genèse, **24**, 194; interdiction de la guerre d'agression, **24**, 197; le système d'arbitrage, **24**, 199; les sanctions, **24**, 201; jugement d'ensemble sur le Pacte de Locarno, **24**, 203 et s.; délibérations de la Société des Nations depuis 1925, **24**, 206. Résolutions des VI^e^ et VIII^e^ Assemblées contre la guerre d'agression, **24**, 206 et s.; la VI^e^ Assemblée, **24**, 206; la VIII^e^ Assemblée, **24**, 208 et s.; le conflit gréco-bulgare et le problème de la guerre défensive, **24**, 214; les faits, **24**, 214; adresse de Briand à la Grèce, paroles de M. Chamberlain à la Société des Nations, **24**, 215; Briand et le problème de la légi-

time défense, **24**, 216; la guerre défensive devant le Conseil, **24**, 271 et s.; les développements de l'article 11 du Pacte, **24**, 222; liaison entre Genève et les grandes capitales du monde, **24**, 222; rapport de M. de Brouckère, **24**, 224; mesures nécessaires que le Conseil a droit de prendre pour éviter un conflit armé, **24**, 224; sanctions admissibles, **24**, 226; concessions de M. de Brouckère dont le rapport ne parle pas de décisions, **24**, 227; thèse de M. Boncour, **24**, 229; propositions allemandes au Comité d'arbitrage et de sécurité, **24**, 230 et s.; le Pacte de paix perpétuelle de M. Kellog, **24**, 234 et s.; le message de Briand au peuple américain, **24**, 234; le projet de M. Shotwell (mai 1927), **24**, 236 et s.; le préambule des nouveaux traités d'arbitrage américain, **24**, 239; résolutions de la VI[e] Conférence panaméricaine, **24**, 240; négociation franco-américaine, échange de six notes entre Kellog et Briand, **24**, 243; maintien de la divergence entre la mise hors la loi de la guerre ou seulement de la guerre d'agression, **24**, 243 et s.; manque de prise en considération des sanctions, **24**, 245; attitude des autres grandes Puissances, **24**, 247; projet américain et contre-projet français adressés aux Puissances, **24**, 248; réponses anglaises et allemandes, **24**, 249; projet Kellog du 23 juin 1928, **24**, 250; appréciation du Pacte Kellog, **24**, 253; jugement d'ensemble, **24**, 253 et s.; son importance, importance juridique, importance morale, **24**, 253 et s.; interprétation de détail : la guerre non mise hors la loi, **24**, 255; défaut de sanctions, **24**, 256; exceptions à l'interdiction de la guerre, **24**, 259; projet d'amendement au Pacte de la Société des Nations, **24**, 262; discussions de principe, **24**, 264 et s.; mise de la guerre hors la loi et le problème de la paix, **24**, 264 et s.; la Société des Nations, **24**, 264; l'arbitrage, l'attitude des Puissances, **24**, 265; le désarmement, nécessité de modifier l'article 8 du Pacte, **24**, 267; la sécurité, **24**, 268; l'interdiction de la guerre et ses aspects particuliers, **24**, 270 et s.; la guerre comme instrument de politique, **24**, 270; occupation pacifique d'un territoire étranger, **24**, 271; la guerre défensive, **24**, 273; difficulté d'établir l'Etat agresseur, **24**, 273; article 11, al. 1, du Pacte (toute guerre ou menace de guerre intéresse la Société des Nations tout entière), **24**, 274; guerre de sanction, ses dangers, menaces de conflagration générale, **24**, 277; la punition de l'agresseur, **24**, 281; formes de l'interdiction : traité et modifications constitutionnelles, **24**, 283 et s.; le *jus belli ac pacis* dans les Constitutions nationales, **24**, 283 et s.; l'appel de l'Union interparlementaire, **24**, 286 et s.; la mise hors la loi dans les constitutions nationales, **24**, 290 et s.; modifications constitutionnelles conditionnées ou inconditionnées, **24**, 294; projet d'un traité international concernant la mise de la guerre hors la loi, **24**, 295 et s.; nécessité de devoirs juridiques clairement déterminés, **24**, 295; nécessité de protéger les intérêts vitaux des Etats, **24**, 296; création pour un contrôle international d'une Cour de justice pour la mise de la guerre hors la loi, **24**, 296; nécessité de prescriptions de sécurité en cas de violation du traité, **24**, 298; modèle-type d'un traité, **24**, 300.

Règles générales du droit de la paix (V. *Compétences internationales et étatiques*, **35**, 101 et s.). Mise de la guerre hors la loi, **35**, 173 et s.; ancienneté du problème, son histoire, **35**, 174;

doctrine des théologiens, **35**, 174; doctrine de Grotius, **35**, 175; distinction entre guerre juste et guerre injuste ne vaut qu'en droit naturel, **35**, 176; effort des internationalistes à la fin du XIX^e^ siècle pour réduire l'empire de la force, résistances s'appuyant sur la doctrine de la souveraineté, **35**, 177 et s.; Société des Nations, la guerre considérée dans certains cas comme un crime, **35**, 178; le Pacte de la guerre, **35**, 178 et s.; Locarno, Pacte Briand-Kellog, **35**, 186.

Mise en harmonie du Pacte de la Société des Nations avec le Pacte de Paris, **38**, 5 et s. La guerre, **38**, 7 et s.; guerre fait sociologique et guerre acte juridique, **38**, 7 et s.; doctrine de la guerre juste, **38**, 12; faiblesse de la doctrine, **38**, 13 et s.; sanctions de caractère religieux des guerres injustes, **38**, 14; décadence et rejet de la doctrine, **38**, 15; les guerres injustes devant l'absolutisme du souverain, **38**, 16; conséquences de la conception absolutiste de la souveraineté, **38**, 18; beaucoup de juristes rejettent la doctrine de la guerre juste, **38**, 20; ceux qui continuent à distinguer la guerre juste et la guerre injuste, **38**, 21; la doctrine de la guerre juste s'appuie sur le droit naturel, **38**, 22; influence de la doctrine sur la pratique des Etats, **38**, 25 et s.; guerres licites et illicites selon le Pacte de la Société des Nations, **38**, 28 et s.; système du Pacte, **38**, 28 et s.; système tendant à prévenir la guerre, **38**, 28; les guerres illicites, **38**, 32 et s.; celles qui violent l'article 10 du Pacte, **38**, 32; guerres en violation d'une décision arbitrale ou judiciaire, articles 12 à 15 du Pacte, **38**, 33; guerres licites, **38**, 34 et s.; guerre non interdite mais pas justifiée par le Pacte, **38**, 34; guerres licites, le domaine réservé de la compétence exclusive nationale, **38**, 36 et s.; interprétation de l'alinéa 8 de l'article 15, controverses, **38**, 36; champ d'application de l'article 15, alinéa 8, **38**, 39; l'exception de l'alinéa 8 soustrait à l'examen du Conseil des conflits nombreux, importants, dangereux, **38**, 41; guerres licites, guerres d'exécution, **38**, 46 et s.; guerres de nature douteuse, **38**, 52 et s.; guerres défensives, **38**, 55; détermination de l'événement considéré comme acte d'agression, **38**, 56; cas de présomption d'agression établis par le Protocole de Genève, **38**, 57; inconvénient de l'absence d'une définition de l'agresseur dans le Pacte, **38**, 59; Pacte de Paris, **38**, 61 et s.; renonciation à la guerre comme instrument de politique nationale, **38**, 61 et s.; article 2 du Pacte de Paris, **38**, 63; interprétations dans les travaux préparatoires, **38**, 64 et s.; Pacte de Paris et traités antérieurs, **38**, 67; Pacte de Paris et guerre défensive, **38**, 69 et s.; absence de sanctions, **38**, 74 et s.; portée du Pacte de Paris, **38**, 77. [V. *Pacte de la Société des Nations et Pacte de Paris* (*Briand-Kellog*), **38**, 80.]

Droit international et droit constitutionnel (V. *Droit international et droit constitutionnel*, **38**, 311). La guerre et le droit constitutionnel, **38**, 410 et s.; la déclaration de guerre, règles constitutionnelles de la Révolution en cette matière, **38**, 411; les trois types de répartition des compétences pour la déclaration de guerre, **33**, 413 et s.; le droit international de la paix, **33**, 418 et s.; renonciation constitutionnelle à la guerre établie par la Révolution française, **38**, 418 et s.; renonciation à la guerre dans le droit constitutionnel moderne, **38**, 422; harmonie de la

Constitution de la République espagnole avec le Pacte de Paris, **38**, 427; délit de « propagande en faveur de la guerre d'agression », **38**, 430; projet de Code pénal polonais, **38**, 431; projet de Code pénal brésilien, **38**, 434; résolution d'institutions scientifiques, **38**, 438; délit de propagande en faveur de la guerre entraîne restriction à la liberté de la presse, **38**, 442; les trois conceptions du délit de propagande en faveur de la guerre, **38**, 447.

Les théologiens espagnols du XVI^e^ siècle et l'école moderne du droit international (V. *Suarez*, **43**, 389). Suarez, la guerre et le droit, **43**, 473 et s.; guerre en tant que fait et guerre en tant que réalisation du droit, **43**, 473 et s.; guerre et christianisme, **43**, 474; guerres défensives, offensives ou agressives, critères qui les différencient, **43**, 475; ambiguïté de la confusion employée par Suarez des deux termes : guerre offensive et guerre agressive, **43**, 476. Autorité légitime pour déclarer la guerre, **43**, 478 et s.; monisme impérial repoussé par Suarez, **43**, 479; autorité supérieure au Prince dans ses Etats, celui-ci ne peut de sa propre autorité se venger par la force (guerre civile) sans offenser le droit naturel, **43**, 480; causes justes (V. *Guerre juste*, **43**, 485). Réalisation de la guerre, **43**, 514 et s.; devoirs du prince avant l'ouverture des hostilités, **43**, 514; tentative de conciliation, réparations offertes par le prince coupable, **43**, 515; théorie de Suarez, **43**, 516; droits du prince au cours de la guerre, devoirs du prince victorieux, **43**, 518; responsabilité de l'ennemi (innocents et coupables), **43**, 521; biens des innocents, leur liberté, **43**, 523; leur vie, **43**, 524; paix et sécurité comme but de la guerre, **43**, 527; guerre volontaire ne reposant pas sur une cause juste, **43**, 528; ruses de guerre et manquement aux conventions conclues, **43**, 529.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **46**, 331). Procédures de force, **46**, 670 et s.; rétorsion et représailles, **46**, 671; la guerre, **46**, 673 et s.; fonctions de la guerre, **46**, 674; problème de la guerre juste, **46**, 675; la guerre des souverainetés, **46**, 676; pas de critère matériel de l'acte de guerre, **46**, 677; mise de la guerre hors la loi, **46**, 678 et s.; évolution de la guerre vers la police dans le système de la Société des Nations, **46**, 680 et s.; évolution de guerre à police au sein de la Société des Nations, **46**, 681; la guerre-délit, **46**, 682; détermination automatique de l'agression dans le Protocole de Genève, **46**, 685; Locarno, **46**, 686; mise en harmonie des Pactes, **46**, 686; Pactes soviétiques de non-agression, **46**, 688.

La prévention de la guerre, **50**, 5 et s. Paix, question de sa possibilité, **50**, 5 et s.; échec actuel des efforts pacifistes, les tentatives anciennes, **50**, 8; paix nationale dans la plupart des Etats, guerre intérieure exclue du droit, **50**, 8; paix internationale peut de même être établie, sa nécessité vitale, **50**, 9; raisons pour lesquelles des nations se sont formées, **50**, 10; raison historique de la communauté nationale, **50**, 12; le commerce a commencé avec les hommes, **50**, 13; diminution, depuis les dernières années, du commerce mondial, **50**, 14; tendance à l'isolement des existences nationales, conséquences au point de vue de la vie nationale, **50**, 14; exemple de ce qu'entraînerait l'autarchie anglaise, **50**, 15; développement de l'activité nationale complète celui de

l'activité internationale, **50**, 17; importance des rapports d'affaires, importance également des rapports moraux, **50**, 18. Illégalité de la guerre, **50**, 19 et s.; traités impliquant renonciation au moins partielle à la guerre, **50**, 21; augmentation croissante de leur nombre, **50**, 22; Pacte de la Société des Nations, guerres permises, article 11 du Pacte, acceptation de certaines obligations de ne pas recourir à la guerre, **50**, 24; importance de l'article 11, **50**, 25; articles 11 à 17, explication de leurs dispositions, **50**, 27; Pacte de Paris, **50**, 28; la guerre aujourd'hui est une violation d'un engagement formel, **50**, 30; identification de la guerre illégitime et de la guerre, **50**, 31; doctrine américaine (Kellog) sur le droit de légitime défense, **50**, 31; Pacte Kellog, acte de légitime défense nationale n'est pas un acte de guerre, **50**, 33; il n'existe d'après cela pas de guerre légitime, la guerre est acte d'agression, **50**, 35. [V. *Conflits internationaux* (*Règlement pacifique des*), **50**, 37.] Action contre la guerre, les sanctions, **50**, 54 et s.; nature des actions pacifistes, **50**, 54; nécessité d'une intervention active contre la violence menaçante, **50**, 55; impossibilité pour une nation de s'isoler dans les guerres modernes, **50**, 57; Pacte de Paris et Pacte de la Société des Nations, **50**, 58 et s.; sanctions du Pacte de Paris, intervention pacifiste de la Société des Nations, **50**, 60; les divers moyens d'intervention, **50**, 61; autres accords élargissant les possibilités d'action, **50**, 65; Convention générale en vue de développer les moyens de prévenir la guerre, **50**, 66; aide financière, aide militaire, **50**, 67 et s.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **58** et s.). Guerre juste et guerre injuste, **58**, 109 et s.; rôle principal du droit : régler l'usage de la force, **58**, 109; distinction de la guerre juste et de la guerre injuste, Grotius, Vattel, **58**, 110; doctrine actuelle, **58**, 112; violation des obligations acceptées solennellement par les Etats qui font la guerre, **58**, 114; la doctrine de la juste cause n'est pas une règle du droit positif international, **58**, 115; guerre et révolution, **58**, 117; régime du Pacte de la Société des Nations, **58**, 118; la contrainte armée ne constitue pas la guerre, **58**, 122; le Pacte de Paris, **58**, 125; la légitime défense, **58**, 126.

V. *Amérique latine. Assistance financière. Capture. Conciliation internationale. Conférence de la paix de La Haye. Confessions religieuses. Conflits internationaux. Contrôles financiers internationaux. Crimes contre la personnalité de l'Etat. Crimes et délits internationaux. Danube. Désarmement. Détroits. Doctrine pacifique. Dominions. Droit constitutionnel. Droit des gens. Droit international privé (Grèce). Droit international public. Droit naturel. Droit sanitaire international. Escaut. Fonction exécutive en droit international. Grotius. Guerre chimique. Hall (William). Holland (Sir Thomas). Immunités diplomatiques. Légitime défense. Machiavel. Mer Baltique. Minorités. Missions catholiques. Missions protestantes. Monnaie. Morale internationale. Naissance des nouveaux Etats. Œuvres littéraires et artistiques. Organisation internationale. Pacigérat. Pacte de Paris. Paiements internationaux. Passeports. Police internationale. Prisonniers de guerre. Propriété industrielle. Servitudes inter-*

nationales. Souveraineté. Traités. Unions internationales. Visite (droit de). Westlake.

Guerre 1914-1918. — V. *Codification du droit international. Concessions étrangères. Guerre. Guerre chimique. Hall (William). Navire de commerce. Neutralité. Organisation internationale du travail. Presse. Reconnaissance d'Etats. Restrictions douanières. Société des Nations.*

Guerre aérienne. — V. *Visite (droit de).*

Guerre chimique.

La guerre chimique et le mouvement pour sa répression, **16**, 329. Conférence de la paix de 1899, prévision des gaz asphyxiants, délétères ou toxiques, **16**, 330; difficulté de lutter contre l'arme chimique, **16**, 333; difficulté du désarmement par réglementation internationale, **16**, 335; efforts tentés en vue du désarmement, **16**, 336; le désarmement dans l'histoire, **16**, 338; Conférence de la Paix de 1899, effort pour prévenir la guerre chimique, **16**, 346; reprise du mouvement après la guerre mondiale, **16**, 349; rôle de la Société des Nations, **16**, 352; la Conférence de Genève (1925), pour le contrôle du commerce international des armes, **16**, 354; Comité préparatoire de la Conférence du désarmement, **16**, 356; nécessité d'une démilitarisation des usines de produits chimiques et des expériences en temps de paix, **16**, 358 et s.; nécessité d'un contrôle international efficace, **16**, 360 et s.; moyens de lutter, en temps de guerre, contre l'emploi de l'arme chimique, représailles, **16**, 365 et s.; danger de ce moyen de représailles, **16**, 368 et s.; création de commissions neutres de surveillance dont un membre serait chargé des intérêts de l'autre pays belligérant, **16**, 370; nécessité d'étudier et appliquer la démilitarisation de la chimie, **16**, 371; guerre indirecte contre l'arme chimique par une meilleure organisation internationale, **16**, 373; article 11 du Pacte, démonstrations navales et aériennes collectives contre l'Etat qui pratique l'arme chimique, **16**, 374; essai d'une police internationale après les guerres napoléoniennes, **16**, 375 et s.

V. *Désarmement.*

Guerre civile. — V. *Extradition. Guerre.*

Guerre-crime. Guerre criminelle. — V. *Crimes et délits internationaux. Guerre. Pacte de Paris.*

Guerre d'agression.

Le protocole de Genève (V. *Protocole de Genève*, **7**, 5). La guerre et le Pacte, **7**, 30; la guerre d'agression considérée comme un crime, **7**, 31; à qui et contre qui elle est interdite, **7**, 31; absence de sanctions dans le Protocole, **7**, 34; citoyens de l'Etat agresseur, devoirs envers la Société des Nations, **7**, 36; mesures de coercition, occupation territoriale ou blocus pacifique, **7**, 37; interprétation du Comité des Juristes, **7**, 39; le protocole n'interdit pas la guerre défensive, **7**, 42; il autorise la guerre de sanction, **7**, 46; définition de l'agresseur, **7**, 94; procédure à suivre pour le déterminer, **7**, 95; unanimité ou majorité des voix ?, **7**, 96 et s.; cas où l'ordre de conclure un armistice est ordonné par le Conseil, **7**, 102; garanties contre les menaces d'agression, article 7, alinéa 1, entente entre les Etats signataires du Protocole pour ne pas augmenter leurs armements, **7**, 104; objections contre cette disposition, **7**, 104 et s.; garantie de caractère général, création de zones neutres, **7**, 108.

V. *Guerre.*

Guerre d'Espagne. — V. *Politique intérieure.*
Guerre d'exécution. — V. *Organisation internationale.*
Guerre de Cent ans. — V. *Politique économique internationale.*
Guerre de conquête. — V. *Conférences panaméricaines.*
Guerre défensive. — V. *Guerre.*
Guerre de l'Indépendance. — V. *Paiements internationaux. Zones démilitarisées.*
Guerre de religion. — V. *Organisation internationale.*
Guerre de sanctions. — V. *Protocole de Genève.*
Guerre de Sécession. — V. *Mer Baltique. Reconnaissance d'Etats.*
Guerre d'indépendance. — V. *Politique extérieure.*
Guerre-délit. — V. *Guerre.*
Guerre hors la loi.
Développement historique du droit international; de l'anarchie internationale à une communauté internationale organisée, **41**, 505 et s. Interdiction du recours à la force entre Etats, **41**, 506 et s.; guerre comme seul mode de solution des conflits entre Etats, en l'absence de toute organisation, **41**, 506; affirmations dogmatiques en faveur de ce droit de la force, **41**, 508; guerre juste et guerre légale, **41**, 509 et s.; conditions d'une guerre établies par saint Augustin, **41**, 509; influence de l'Eglise sur les guerres du moyen âge, adoucissements apportés par elle, Paix de Dieu et Trêve de Dieu, **41**, 510; conditions d'une guerre juste, **41**, 511; faiblesse des résultats obtenus par la morale chrétienne, **41**, 512; anticipation géniale de Vitoria et Suarez sur la reconnaissance par les Etats d'un droit des gens avec la garantie d'une communauté internationale organisée, **41**, 513; interdiction du recours à la guerre entre Etats, **41**, 514; création de la Société des Nations, **41**, 514; consultation collective de théologiens allemands, français et suisses, importance de ce document qui préconise l'arbitrage comme un devoir strict des Etats respectueux de la loi morale, **41**, 516; le rôle des deux Conférences de la paix de La Haye suivies du Pacte d'assistance mutuelle contre la guerre et du Protocole de Genève, échec de ces deux derniers, **41**, 516; Pacte de Locarno, Pacte de Paris (Briand-Kellog), **41**, 518; Acte général de Genève, **41**, 518 et s.; Commission de conciliation, **41**, 519; arbitrage en cas d'échec de la Commission, **41**, 521; différence avec l'article 38 du statut de la Cour permanente, obligation pour les arbitres de trancher le différend, **41**, 522; en cas de défectuosité du droit, c'est le législateur qui est compétent, **41**, 525; droit dynamique et droit statique, **41**, 526; question du désarmement, **41**, 528; les représailles, **41**, 533; la légitime défense, **41**, 535; légitime défense et intervention, **41**, 536; demande américaine de renonciation à l'expression de « guerre d'agression », **41**, 538; refus du droit de recours à la force pour protection des nationaux à l'étranger, **41**, 540; évolution de la notion de neutralité, **41**, 542 et s.; difficultés que soulève la neutralité en temps de guerre maritime, **41**, 542.
Guerre juste.
Les théologiens espagnols du XVI^e^ siècle et l'école moderne du droit international (V. *Suarez*, **43**, 389. *Guerre*, **43**, 473), **43**, 473; conception canonique, **43**, 476 et 845. Causes justes des guerres

d'après la raison naturelle, **43**, 485; critérium thomiste et critérium casuiste de la justice de la guerre, **43**, 485 et s.; refus de réparer opposé par l'Etat violateur du droit, **43**, 490; guerre au point de vue de la charité chrétienne, **43**, 492; guerre contre les infidèles, **43**, 496; protection des minorités chrétiennes, **43**, 500; problème de la certitude de la justice de la guerre, **43**, 502; devoir du souverain et de ses sujets de s'assurer de la justice de la guerre, **43**, 502 et 509; un belligérant en possession de l'objet du litige, **43**, 504; doute au sujet de la légitimité de la guerre, **43**,, 505; prudhommes et justice de la guerre, **43**, 505; guerre juste et devoirs des sujets, **43**, 507; coopération, vente des armes, **43**, 512; but de la guerre juste, **43**, 518.

V. *Droit naturel. Grotius. Guerre hors la loi. Machiavel. Neutralité. Organisation internationale.*

Guerre injuste. — V. *Droit naturel. Grotius. Guerre. Suarez.*

Guerre légale. — V. *Guerre hors la loi.*

Guerre maritime.

Le droit de visite et de capture dans la guerre maritime, **11**, 69 et s. (V. *Visite*, **11**, 69. *Capture*, **11**, 83.) Destruction systématique des navires de commerce ennemis ou neutres, déclaration allemande (février 1915), **11**, 155.

V. *Capture. Codification du droit international. Conférence de la paix de La Haye. Europe orientale. Guerre hors la loi. Piraterie. Ports maritimes. Prisonniers de guerre. Visite (droit de).*

Guerre offensive. — V. *Guerre.*

Guerre sainte. — V. *Droit des gens. Organisation internationale.*

Guerre terrestre. — V. *Conférences de la paix de La Haye.*

Guerres balkaniques. — V. *Détroits.*

H

Habillement. — V. *Code des prisonniers de guerre. Prisonniers de guerre.*

Hall (William Edward) (1831-1904).

Contribution de quatre grands juristes britanniques au droit international, **40**, 5 et s. William Edward Hall, biographie, **40**, 44 et s.; représentant de l'école positiviste, sa définition du droit international **40**, 47; sources des obligations juridiques d'un Etat, **40**, 47; principes généraux du droit des Etats, **40**, 48 et s.; doctrine de la haute mer et des eaux territoriales, **40**, 51; relations anormales de l'Etat, conception de la guerre, **40**, 52; immunité de capture en mer de la propriété privée ennemie, **40**, 53; méthode de Hall pour traiter les sujets de droit, **40**, 55; ses vues sur la neutralité, **40**, 55; le commerce neutre, **40**, 57; contrebande et blocus, **40**, 58; caractéristiques de l'œuvre de Hall, **40**, 60 et s.; ses vues prophétiques sur la guerre de 1914, **40**, 63 et s. (V. *Lorimer*, **40**, 7. *Westlake*, **40**, 23. *Holland*, **40**, 66.)

Hanse teutonique. — V. *Mer Baltique.*

Hauts postes. — V. *Fonctionnaires internationaux.*

Hiérarchie des normes. — V. *Traités.*

Haute Cour de justice internationale. — V. *Cour permanente de justice internationale.*

Haute Mer. — V. *Mer (Haute).*

Haute-Silésie (Affaire des intérêts allemands en). — V. *Excès de pouvoir. Pétition.*

Havres. — V. *Eaux territoriales.*
Heimathlos. — V. *Apatrides. Domicile. Droit international privé* (Italie). *Nationalité. Passeports.*
Histoire. — V. *Japon. Politique intérieure. Sources du droit international.*
Histoire des traités. — V. *Règles « Pacta sunt servanda ». Traités.*
Holland (Sir Thomas Erskine) (1835-1926).
Contribution de quatre grands juristes britanniques au droit international, **40**, 5 et s.; Sir Thomas Erskine Holland, biographie, **40**, 66 et s.; ses ouvrages juridiques, **40**, 68 et s.; sa conception du droit international, **40**, 69; ses vues sur le développement historique du droit international, **40**, 71; sa conception de la guerre, **40**, 72; influence sur la politique en matière d'incidents internationaux, **40**, 73; droits et devoirs des neutres, **40**, 76; avenir de la Société des Nations, **40**, 77; apport à la science du droit international, **40**, 78 et s.; représentant du point de vue national, **40**, 81. (V. *Lorimer*, **40**, 7. *Westlake*, **40**, 23. *Hall.* **40**, 44.)
« Homestead ». — V. *Migration.*
Honneur. — V. *Acte de Genève. Code des prisonniers de guerre. Conférences de la paix de La Haye. Conflits internationaux (Règlement pacifique des). Règle « Pacta sunt servanda ».*
Hôtel de l'Ambassade. — V. *Immunités de juridiction.*
« Hovering (Acts) ». — V. *Mer territoriale. Navire de commerce.*
Humanisme. — V. *Organisation internationale.*
Humanitarisme. — V. *Doctrine pacifique.*
Hygiène. — V. *Conférence de Genève* (1923). *Code des prisonniers de guerre. Mandats internationaux.*
Hypothèque. — V. *Clause-or. Faillite.*
Hypothèque aérienne. — V. *Droit aérien.*
Hypothèque de la femme mariée. — V. *Faillite. Régime matrimonial.*
Hypothèque maritime. — V. *Faillite. Navire de commerce.*
Hypothèque mobilière. — V. *Droit international privé* (Etats-Unis).

I

Idéalisme. — V. *Droit naturel.*
Idées. — V. *Plagiat.*
Idées religieuses. — V. *Territoire.*
Identification des criminels. — V. *Lutte internationale contre la criminalité.*
Identité (pièce d'). — V. *Apatrides.*
Identité judiciaire. — V. *Lutte internationale contre la criminalité.*
Ignorance des droits de Dieu. — V. *Relations internationales.*
Iles d'Aland (Affaire des). — V. *Excès de pouvoir. Mer Baltique. Pétition. Servitudes internationales. Zones démilitarisées.*
Iles du Golfe de Finande. — V. *Mer Baltique.*
Illégalité. — V. *Guerre.*
Imagination créatrice. — V. *Plagiat.*
Imitation. — V. *Plagiat.*
Immatriculation. — V. *Droit aérien.*
Immeubles. — V. *Code civil italien. Droit international privé. Droit international privé (Etats-Unis). Droit international privé (Italie). Faillite. Immunités diplomatiques. Impôts. Ordre public. Paiements internationaux. Personnalité des lois. Statuts (théorie du).*

Immigration-immigrants. — V. *Colonies. Emigration. Etranger. Expulsion. Migration. Ordre public. Souveraineté.*

Immunités de juridiction. — V. *Compétence. Exterritorialité. Diplomatie. Immunités diplomatiques.*

Immunité des Etats.

Immunité des Etats au point de vue de la juridiction ou de l'exécution forcée, **8**, 417. Signification légale de l'Etat (V. *Etat*, **8**, 417), en Angleterre et aux Etats-Unis, le « Rule of Law » non applicable à l'Etat, pays continentaux, Cours spéciales compétentes pour demandes des particuliers contre le pouvoir exécutif, **8**, 418; Etat anglais, le Roi le représente, droits légaux existant contre l'Etat, **8**, 421; recours contre Etat souverain, **8**, 424; Etat peut renoncer à son immunité par une loi interne et la conserver d'après la loi internationale, **8**, 425; biens d'un Etat étranger soumis à la juridiction de la Cour, **8**, 425; droit anglais, le Roi jouit de l'immunité de juridiction, sauf par « petition of right » (V. « *Petition of right* », **8**, 427). Droit constitutionnel américain, immunité de juridiction de l'Etat vis-à-vis d'un particulier, « Court of claims », sa compétence, **8**, 441; actions contre des fonctionnaires de l'Etat, **8**, 444; leur responsabilité personnelle, **8**, 447; délégation du pouvoir législatif, cas où il est admis, **8**, 448; l'immunité de l'Etat américain s'étend aux étrangers et à leurs Représentants, **8**, 450; Etat français et ses fonctionnaires non soumis aux tribunaux judiciaires, **8**, 452 et s.; les restrictions de cette immunité, la jurisprudence administrative, **8**, 453; responsabilité des fonctionnaires et des ministres vis-à-vis de l'administré, **8**, 455 et 456; responsabilité de l'administration pour dommages causés par un service public, **8**, 457; immunité des Etats étrangers et de leurs représentants, exceptions, **8**, 458; immunité de l'Etat étranger relativement à ses navires et biens maritimes, droit anglais, **8**, 463; droits de divers pays, opinions des juges et des juristes, **8**, 466; saisie des navires d'Etat, **8**, 473.

Immunité des navires. — V. *Brevet d'invention.*

Immunité fiscale. — V. *Diplomatie.*

Immunité personnelle. — V. *Crimes et délits internationaux.*

Immunités diplomatiques.

Les relations internationales. Privilèges et immunités diplomatiques, **2**, 298. Inviolabilité, **2**, 299; immunité de juridiction, **2**, 301; droit de chapelle, exemption des impôts personnels, **2**, 304. (V. *Relations internationales, les représentants des Etats*, **2**, 287.)

Les immunités diplomatiques, **12**, 119. Ambassades fixes, leur origine, **12**, 119; droit de légation, **12**, 121; raisons et origine des immunités diplomatiques, **12**, 121 et s.; protection des agents diplomatiques (V. *Agents diplomatiques*, **12**, 124). Les immunités diplomatiques sont réglées par le droit international, **12**, 137; cas d'arrestation d'un ambassadeur russe en Angleterre et poursuivi pour dettes, **12**, 138; législation anglaise n'avait pas prévu le cas, statut de la reine Anne basé sur le droit international, **12**, 140; fondements juridiques des immunités diplomatiques, **12**, 142; exemption de juridiction, **12**, 142; non-soumission de l'agent diplomatique à la loi locale, opinion de Clunet sur la situation des hauts agents du gouvernement belge installés à Sainte-Adresse pendant la guerre, **12**, 144; sens réel de l'exterritorialité opinion de Clunet, l'hôtel de l'ambassade n'est pas territoire

étranger, **12**, 145 et s.; restriction incorrecte des immunités diplomatiques, **12**, 149; conditions spéciales que l'Etat a le droit d'imposer aux agents diplomatiques, **12**, 150; ont droit à l'immunité diplomatique le personnel officiel, les femmes et familles de ce personnel, le personnel non officiel, **12**, 152 et s.; liste diplomatique, **12**, 157; représentants de souverains détrônés, **12**, 160; biens jouissant du privilège diplomatique, hôtel de l'ambassade, légation, **12**, 161; exemption de juridiction criminelle, son étendue, **12**, 164 et s.; anciens auteurs de droit international rejetant l'exception de juridiction criminelle, **12**, 167; cas d'ambassadeurs criminels, **12**, 170; immunité de juridiction civile, son application en cas de dettes, **12**, 174 et s.; fin de l'emploi diplomatique, possibilité de poursuites postérieures, **12**, 178; limites de l'immunité de juridiction civile, **12**, 179; actions relatives aux immeubles occupés par l'ambassadeur, maintien de l'immunité, **12**, 180; actions relatives aux opérations commerciales, maintien de l'immunité, affaire Tchitchérine, **12**, 184 et s.; actions concernant l'exercice d'une profession, projet d'exception d'immunité de juridiction de l'Institut de droit international, **12**, 188; procès intentés par les agents diplomatiques, **12**, 189; moment auquel l'exception d'incompétence doit être invoquée, manière de l'invoquer, **12**, 191; renonciation au privilège d'exemption de juridiction, **12**, 193; caractère et forme de la renonciation, **12**, 194; la preuve du consentement du gouvernement de l'agent à la renonciation est-elle exigible ?, **12**, 196; les domestiques, immunité prend fin avec le service, **12**, 201; immunité des domestiques nationaux du pays qui accrédite, **12**, 202; moyens pour obtenir raison des agents jouissant de l'immunité de juridiction en matière civile, **12**, 208 et s.; en matière criminelle, **12**, 211 et s.; droit d'asile [V. *Asile (droit de)*, **12**, 214]; situation des agents diplomatiques de passage dans les pays autres que celui qui les accrédite, **12**, 222; exemption de juridiction dans les Etats qu'ils traversent, opinions n'admettant pas cette exemption, **12**, 223 et s.; les courriers, **12**, 227; situation d'un agent qui s'installe dans un Etat tiers pour raisons personnelles, **12**, 228; immunités diplomatiques en temps de guerre, rappel des ambassadeurs, facilités que l'Etat qui les accréditait doit donner à leur départ, maintien des immunités diplomatiques pendant le délai qui précède leur départ, **12**, 230 et s.; durée des immunités diplomatiques, **12**, 237.

V. *Agents diplomatiques. Cour permanente de justice diplomatique. Crimes et délits internationaux. Double imposition. Fonctionnaires internationaux. Immunités internationales.*

Immunités internationales.

Immunités des personnes investies de fonctions internationales, **56**, 111 et s. Fonctions d'intérêt international, **56**, 112 et s.; définition de la fonction d'intérêt international, **56**, 112; catégories de personnes investies de fonctions d'intérêt international, **56**, 115; cas concrets : organes centraux de la Société des Nations, **56**, 115; institutions gravitant autour des organes centraux, **56**, 119 et s.; Union panaméricaines, **56**, 123; Cour permanente d'arbitrage, **56**, 124; Commissions fluviales, **56**, 125; Union postale universelle, Institut international d'agriculture, **56**, 126; juges non égyptiens des cours mixtes, **56**, 127; fonctionnaires

de la Croix-Rouge internationale, **56**, 127; classification : fonctionnaires internationaux à statut national, délégués d'Etats, représentants de la communauté internationale, fonctionnaires internationaux proprement dits, **56**, 128 et 129. Immunités, **56**, 130 et s.; les non-diplomates investis de fonctions d'intérêt international, leurs immunités sont en général les mêmes que celles dont jouissent les diplomates de carrière, **56**, 130; les immunités et privilèges diplomatiques, **56**, 132; leur contenu déterminé par la coutume internationale, **56**, 133; immunités des locaux et immunités personnelles, qui en bénéficient ?, **56**, 134; personnel administratif de la mission diplomatique, **56**, 135; projet de 1929 de l'Institut de droit international, les quatre groupes d'immunités diplomatiques (inviolabilité personnelle, franchise de l'hôtel, immunité de juridiction, exemption d'impôts), **56**, 138; étendue des immunités diplomatiques dans le temps et l'espace, **56**, 145; validité dans les Etats tiers, **56**, 146. Solutions du droit positif, **56**, 149 et s.; cas où des immunités ont été reconnues à des personnes investies de fonctions d'intérêt international, méthodes, **56**, 149; institutions ne rentrant pas dans le cadre de la Société des Nations, **56**, 150 et s.; Commissions fluviales, **56**, 150 et s.; membre des tribunaux internationaux, leurs immunités, **56**, 155; Commissions d'enquête et de conciliation, **56**, 157; Instituts internationaux, **56**, 157; personnel des Unions internationales, **56**, 159; institutions rentrant dans le cadre de la Société des Nations, **56**, 160 et s.; texte fondamental (article 7, alinéa 4, du Pacte complété par l'article 19 du statut de la Cour), **56**, 160; situation des intéressés en dehors du pays du siège, **56**, 162; leur situation dans le pays du siège, **56**, 164; historique, **56**, 164; secrétariat et Bureau international du Travail, **56**, 164; Cour de justice, **56**, 165; arrangements en vigueur, à Genève, accord de 1926, **56**, 167 et s.; immunités dont jouit le personnel du secrétariat et du Bureau semblables à celles accordées au personnel des missions diplomatiques à Genève, **56**, 168; situation des personnes attachées à la Cour permanente, **56**, 174 et s. Synthèse de l'Etat du droit positif, **56**, 181 et s.; question de l'existence d'un droit coutumier reconnaissant des immunités, **56**, 181; comparaison entre immunités diplomatiques et immunités internationales, **56**, 183. Question d'une réglementation générique, **56**, 187 et s.; discussion entre gouvernements, **56**, 187; position des corps savants (Institut de droit international), **56**, 190 et 191; objections élevées contre une réglementation générique des immunités internationales, **56**, 194; raisons qui militent en faveur de cette réglementation, **56**, 198; contenu éventuel d'une Convention pour instituer ladite réglementation, **56**, 199; limitation aux immunités personnelles, **56**, 201; modalités d'application selon les catégories de personnes, **56**, 202; personnes auxquelles s'étendent les immunités, **56**, 205.

Immutabilité de la sentence. — V. *Procès international.*

Immutabilité du droit naturel. — V. *Principes généraux du droit.*

Impartialité. — V. *Fonctionnaires internationaux.*

Impartialité de la science du droit international. — V. *Sources du droit international.*

Impartialité des juges internationaux. — V. *Tribunaux internationaux.*

Impérialisme. — V. *Etat. Organisation internationale. Politique économique internationale.*
« Imperium maris Baltici ». — V. *Mer Baltique.*
« Imperium romanum » rejeté par les théologiens. — V. *Souveraineté.*
Importation. — V. *Clause de la nation la plus favorisée.*
Impôt.
L'IMPOSITION FISCALE DES ÉTRANGERS, **13**, 5. Diversité des législations fiscales, **13**, 6; raisons qui motivent le paiement de l'impôt, **13**, 8; règles juridiques de répartition des dépenses dans les différents types d'association, dans les communautés temporaires et contingentes, **13**, 9 et s.; sociétés dotées d'une organisation politique, l'Etat, recettes publiques, leur perception basée sur des règles de caractère éthique, **13**, 11; facteurs généraux déterminant la part de chacun, **13**, 12; tendance à rendre à cette part proportionnelle aux moyens de chacun, **13**, 13; cause justifiant la contribution individuelle : avantages que procure l'association, **13**, 14. Influence de l'organisation de l'Etat et de la nature des dépenses sur la structure des prestations publiques, **13**, 14 et s.; les étrangers et la souveraineté financière de l'Etat, **13**, 16; restrictions et limites à la faculté de l'Etat de lever des impôts, **13**, 17; le droit de lever des impôts se fonde sur la souveraineté des Etats, **13**, 18; différents types d'appartenance à l'Etat, **13**, 19; comment l'étranger peut se trouver sous l'indépendance de l'Etat, **13**, 20; le séjour, la résidence et le domicile de l'étranger, production et consommation de toute sa richesse dans son pays d'adoption, **13**, 21; nature juridique de l'impôt dans l'Etat moderne, **13**, 22; l'impôt considéré comme droit réel, critique de cette théorie, **13**, 23; l'impôt obligation *ob rem* du droit romain, critique, **13**, 24; théorie organique de l'Etat, école allemande, l'impôt fondé sur un rapport de sujétion, **13**, 26; imposition des étrangers, **13**, 27; critique de la théorie organique de l'Etat, elle exagère la souveraineté de l'Etat, **13**, 28; obligation de payer l'impôt ne peut être séparée des avantages procurés à l'individu par l'Etat, nature générale de la corrélation entre l'impôt payé et l'avantage procuré, **13**, 29; dispositions des chartes constitutionnelles, **13**, 29; théorie contractuelle, **13**, 30; conception exacte de l'impôt : pouvoir d'*imperium* et acquiescement des contribuables, **13**, 32; l'impôt est un rapport obligatoire personnel de droit public, **13**, 33; cause juridique de l'imposition des étrangers, **13**, 34; doubles impositions internationales et autres phénomènes analogues d'imposition des étrangers, **13**, 35; définitions par la doctrine de la double imposition, **13**, 37; thèse soutenant la légitimité de la double imposition, **13**, 38; perception simultanée de plusieurs impôts, cas où elle est ou non légitime, **13**, 40; concours et conflit d'imposition, **13**, 40; double imposition internationale, **13**, 41; imposition multiple ou plurale, **13**, 43; surimposition, **13**, 43; défaut de péréquation (deux contribuables d'égale capacité contributive frappés inégalement), **13**, 44; excès d'imposition, **13**, 45; abus d'imposition, **13**, 46; conditions et limites de l'imposition et capacité contributive des étrangers, **13**, 48 et s.; participation des étrangers aux avantages de l'Etat avec lequel ils entrent en relations permettant de les imposer, **13**, 48; dépenses ordinaires et extraordinaires, différentes sortes

d'impôts indépendamment de la prestation de services individuels, **13**, 49; situation du contribuable étranger à l'égard de son Etat d'origine (appartenance politique), à l'égard de l'Etat auquel il appartient socialement et économiquement, **13**, 49; participation à la vie économique d'un pays étranger dont on doit tenir compte pour déterminer les conditions d'imposition des étrangers, **13**, 51; dépendance politique et les impôts qu'elle justifie, **13**, 52; dépendance sociale et les impôts qu'elle entraîne, **13**, 54; dépendance économique et les impôts qui en résultent, **13**, 55; impôts personnels sur les sociétés de commerce, **13**, 58; entreprises de transports internationaux, **13**, 59; droit d'auteur, **13**, 59; voyageurs de commerce, **13**, 60; valeurs mobilières, **13**, 60; valeurs étrangères déposées dans une banque nationale, **13**, 61; droits d'enregistrement, impôt de succession, **13**, 61; capacité contributive des étrangers, **13**, 63; imposition des étrangers, doit-elle être différente de celle des nationaux ?, opinions des auteurs, **13**, 64 et s.; les doubles impositions internationales et les impositions sur les étrangers dans les conférences internationales, **13**, 68; accords limitant les prétentions réciproques des Etats et accords contre la fraude fiscale, **13**, 68; œuvre du Comité de la *National Tax Association* aux Etats-Unis, **13**, 68; application de l'*Income Tax* aux rapports de la Grande-Bretagne et des Dominions, **13**, 69; Conférence anglo-coloniale de 1920, **13**, 69; imposition simultanée des successions en Angleterre et dans les colonies, *Finance Act* de 1894, **13**, 71; Conférence parlementaire internationale de Bruxelles (1919), **13**, 72; Conférence maritime internationale de 1921, **13**, 72; l'œuvre de l'Institut de droit international, **13**, 72; études de la Société des Nations et de la Chambre de commerce internationale, **13**, 76; rapports des experts économiques, **13**, 77; conséquences économiques de la double imposition, **13**, 78; principes généraux qui régissent la compétence internationale en matière d'imposition, **13**, 82; principe de l'allégeance économique opposé à l'allégeance politique, **13**, 83; importance de l'origine de la richesse et du domicile du propriétaire qui la consomme, **13**, 85; quatre méthodes pour éviter les doubles impositions, leur application varie suivant les pays, **13**, 88 et s.; la méthode qui exempte le revenu d'un étranger non résident est la plus facile à appliquer, **13**, 90; rapport des experts, ses lacunes, **13**, 92; nécessité d'examiner la cause juridique de l'imposition, **13**, 93; critique du procédé employé par les experts dans la seconde partie du rapport, **13**, 94; étant donné les principes des experts, application nécessaire à tous autres impôts de leurs conclusions relatives à l'impôt sur le revenu, **13**, 95; critique de la théorie de l'amortissement de l'impôt, **13**, 96; les impôts progressifs, **13**, 98; étude dans la seconde partie du rapport des principes généraux qui régissent la compétence internationale en matière d'impôt, **13**, 99; critères d'imposition adoptés par les experts, **13**, 101; classification des impôts par les experts, **13**, 102; les deux types d'impôt personnel progressif sur le revenu : impôt sur l'ensemble du revenu, impôt sur le revenu consommé ou dépensé, conséquence quant à l'imposition des étrangers, **13**, 103 et s.; rapport des experts techniques sur la double imposition et sur l'évasion fiscale, **13**, 107; conclusions des experts

sur la double imposition en matière : d'impôts réels ou cédulaires, **13**, 108; d'impôt personnel sur le revenu, **13**, 110; d'impôts permanents sur l'ensemble de la fortune et du capital et droits de succession, **13**, 111; domicile fiscal, **13**, 112; possibilité pour l'Etat de frapper ses nationaux pour la part non imposée par les autres Etats, **13**, 115; évasion fiscale, conclusions des experts, assiette de l'impôt, recouvrement de l'impôt, **13**, 116 et 117; double imposition devant la Chambre de commerce internationale, **13**, 118; le problème de l'imposition des étrangers non encore définitivement résolu, **13**, 119; législations internes, dispositions relatives à l'imposition fiscale des étrangers, **13**, 120 et s.; impôt global sur le revenu en France, **13**, 121; impôt frappant les revenus qui proviennent du pays (Australie et Afrique du Sud), **13**, 121; impôt sur le revenu des domiciliés et non-domiciliés dont la source est à l'intérieur du pays (Etats-Unis, Hollande, Autriche, Hongrie, etc.), **13**, 121 et 122; pays qui, en cas de double imposition, ne prévoient aucun dégrèvement (Canada, Danemark, Prusse, etc.), pays qui en prévoient un (Etats-Unis, Hollande, Autriche, Hongrie, etc.), **13**, 122; admission d'un droit de priorité de taxation au pays d'origine, **13**, 123; législation comparée (des Etats-Unis, hollandaise, belge), **13**, 123 et s.; impôts sur le revenu produit ou consommé dans les pays (Italie et Suède), **13**, 125; rapports entre Grande-Bretagne et ses Dominions, entre Hollande et ses colonies, **13**, 127; Etats fédéraux : Suisse et Allemagne, **13**, 128; impôts de succession, législation comparée, différences entre les pays quant à la structure de l'impôt, **13**, 128; règles spéciales aux entreprises de navigation maritime, **13**, 130; traités internationaux réglementant l'imposition des étrangers, **13**, 131; traités envisageant tous les impôts directs entre l'Autriche et certains Etats successeurs, Convention de Rome (1921), entre Tchécoslovaquie et Italie (1924), principe de la perception dans le pays d'origine des impôts réels et même parfois personnels, **13**, 132 et s.; traités italo-allemands (octobre 1925) et italo-hongrois (novembre 1925), critérium qui distingue impôts réels et impôts personnels, **13**, 135; dispositions des traités italo-allemands et italo-hongrois relatives aux réclamations pour doubles impositions, **13**, 136; dispositions de ces deux traités pour faciliter l'application et la perception des impôts directs, **13**, 137; ententes peu couronnées de succès pour lutter contre la fraude fiscale, **13**, 137; l'imposition des étrangers dans un système scientifique de législation fiscale, **13**, 140 et s.; crise des systèmes fiscaux actuels, **13**, 140; cause profonde, défaut d'harmonie avec les réalités économiques actuelles, **13**, 142; multiplicité des cas d'imposition des étrangers et des nationaux à l'étranger, **13**, 144; problèmes fondamentaux que soulève l'imposition des étrangers, **13**, 146; incidence finale des impôts doit servir de base à leur organisation rationnelle, **13**, 148; impôt sur le revenu perçu et sur le capital, fraudes, **13**, 148; partisans de l'impôt sur le revenu consommé ou dépensé, **13**, 149; impôt sur les corporations, **13**, 149; impôt sur les affaires commerciales, **13**, 150; impôt sur les successions, **13**, 151; un projet-type d'imposition rationnelle préférable à la conclusion de conventions internationales, **13**, 152; création d'une magistrature uniforme, **13**, 153; nécessité de taux modérés

pour les impôts, **13**, 154; tâche à réaliser par la Société des Nations ou un organisme international, **13**, 155.

La double imposition et la coopération fiscale internationale, **20**, 463. Les trois modes de coopération fiscale : les statistiques internationales en matière d'impôts, l'échange international d'informations relatives aux impôts, solution des conflits entre les systèmes financiers des diverses nations, **20**, 464 et s.; causes politiques, économiques, fiscales ayant fait naître la situation fiscale actuelle, **20**, 466 et s.; l'âge moderne est l'ère de l'imposition et surtout de l'imposition directe, **20**, 469; les quatre phases du développement des dépenses de l'Etat : la répression, **20**, 469; les dépenses préventives, l'amélioration, la phase créatrice ou constructive, **20**, 470; accroissement presque proportionnel des charges de l'individu, **20**, 472; impôts susceptibles de produire double imposition, **20**, 471; critérium de la nationalité, **20**, 472; critérium de la résidence, critérium de la source du revenu et du lieu de la propriété, **20**, 473; quel Etat a le droit d'imposer ce qui doit être imposé ?, **20**, 473; importance de l'intérêt économique du gouvernement, nations créancières, nations débitrices, **20**, 473; difficultés pratiques, **20**, 476 et s.; au début, c'est l'individu, en l'absence de propriété privée, qui supporte le fardeau des dépenses publiques, **20**, 476; capitation égale pour tous, **20**, 476; accroissement et inégalité des richesses amènent inégalité de l'impôt, **20**, 476; impôt sur la richesse remplaçant l'impôt sur l'individu, **20**, 476; impôt sur les biens, sur l'objet à consommer, **20**, 478; impôt sur l'échange des biens (vente), **20**, 478; ancienneté de l'impôt foncier, **20**, 479; impôt sur la production, **20**, 480; transformation de la conception de la richesse, **20**, 481; lieu du revenu imposable, **20**, 485 et s.; source du revenu imposable, **20**, 485; critériums fiscaux, leur diversité dans le monde, **20**, 487; premières solutions proposées, **20**, 488 et s.; historique des efforts pour éviter la double imposition, solutions proposées au moyen âge, **20**, 488 et s.; mesures prises dans le dernier tiers du XIX^e^ siècle, législation fédérale allemande de 1870, **20**, 492; législation suisse, **20**, 493; des Etats-Unis, **20**, 494; de l'Australie, des Indes, **20**, 497; du Canada, **20**, 498; mesures adoptées par les Dominions britanniques, **20**, 498 et s.; les traités sur la double imposition, **20**, 503; classification des impôts par rapport aux personnes et aux biens, **20**, 506; différentes espèces d'impôts, **20**, 510; impôts sur les personnes, impôts sur les biens, **20**, 511; classification française (impôts personnels, impôts réels), **20**, 513; nomenclature allemande, **20**, 514; impôts relatifs aux éléments ou source de la richesse et impôts relatifs aux phases de l'évolution des richesses, **20**, 516; impôts semi-personnels, **20**, 517; critique de la classification en impôts directs et impôts indirects, **20**, 518; examen historique des impôts, **20**, 519 et s.; classification en impôts personnels et semi-personnels, classe des droits de succession, **20**, 523; subdivision des impôts personnels, **20**, 524; impôt sur le revenu, son développement, législation anglaise, **20**, 524 et s.; législation française et italienne, **20**, 526; impôts cédulaires, **20**, 527; du *situs*, de la somme et de l'origine par rapport au bénéfice spécial et à la capacité de paiement, **20**, 531 et s.; comment l'étude des impôts moderne se rattache à la dou-

ble imposition, **20**, 531; impôt sur le revenu, sa perception dans le pays d'origine ou dans le pays de résidence, **20**, 531; principes qui gouvernent l'établissement et la perception de l'impôt, **20**, 532; principe du bénéfice et principe de la capacité, **20**, 532; besoins de l'Etat, frais subis par l'Etat, **20**, 533; bénéfices réalisés par l'individu, son obligation, **20**, 534; actions du groupe Etat pour le groupe, le principe fiscal suivi est celui de la capacité, **20**, 537; action de l'Etat pour l'individu, le principe fiscal suivi est celui du bénéfice, **20**, 537; distinction peu nette entre signes de capacité et signes de bénéfice, **20**, 537; application des principes aux impôts impersonnels ou indirects, **20**, 541; aux impôts semi-personnels ou de *situs* et de source, **20**, 543; aux impôts d'origine ou quasi personnels, **20**, 545; impôts personnels ou directs, **20**, 546; la capacité du contribuable devrait se mesurer aux sacrifices qu'il s'impose pour payer l'impôt, **20**, 547; problème de la double imposition (V. *Double imposition*, **20**, 548).

Condition des étrangers au point de vue fiscal, **61**, 545 et s.; but de l'étude : recherche du fondement théorique de l'imposition des étrangers et ses conséquences, **61**, 547. L'étranger et l'impôt. **61**, 548 et s.; position du problème, **61**, 548; liens rattachant l'étranger à l'Etat de façon que cet étranger soit tenu de contribuer aux charges de l'Etat, **61**, 550; « étranger » dans l'antiquité et au moyen âge est plus ou moins synonyme d'ennemi, **61**, 550; notion d'allégeance politique, **61**, 553; allégeance économique tendant à supplanter l'allégeance politique, **61**, 555; la notion d'allégeance économique justifie l'imposition des étrangers qui ne se distinguent plus des nationaux au point de vue fiscal, **61**, 555; fondement du droit pour l'Etat d'imposer ceux qui sont sous son allégeance, **61**, 556; théorie identifiant le fondement juridique de l'impôt avec son fondement éthique, réfutation de cette théorie, **61**, 557; le fondement de l'impôt réside dans la souveraineté de l'Etat, souveraineté qui s'exerce sur les personnes (allégeance politique) et sur le territoire de l'Etat (allégeance économique), **61**, 559; limites de la compétence fiscale de l'Etat, **61**, 560. Eléments de l'allégeance économique, **61**, 563 et s.; allégeance active ou passive, spéciale ou générale, **61**, 563; le domicile ou la résidence, **61**, 564 et s.; domicile fiscal, **61**, 564; notion du domicile et de résidence dans diverses législations, **61**, 565 et s.; les biens comme second point d'attache d'un étranger à un Etat déterminé, source aussi d'allégeance économique, **61**, 575; biens matériels, **61**, 576; biens incorporels, leur siège au lieu de concession ou, à défaut, au lieu d'exploitation, **61**, 577; droits de succession, **61**, 579; l'activité économique, **61**, 582 et s.; opérations faites *dans* un pays (imposables), opérations faites *avec* un pays (non imposables), **61**, 584; en quoi consiste l'activité économique imposable ?, nécessité d'une concrétisation de cette activité, notion d'établissement, **61**, 586; législation fiscale comparée, **61**, 587 et s.; question des représentants, **61**, 589; pluralité d'établissements, **61**, 592; bénéfices imposables de l'établissement, **61**, 594. L'étranger au regard des systèmes fiscaux, **61**, 600 et s.; comment l'étranger est-il imposé ? : intégration dans les systèmes d'impôts des éléments de l'allégeance économique, **61**, 600;

principe de la non-discrimination entre étrangers et nationaux, **61**, 600; nature des biens au regard de la loi fiscale, meubles et immeubles, **61**, 604; impôts sur les biens, impôts sur les personnes, impôts directs, impôts indirects, **61**, 606; méthode de taxation des revenus (réalité et personnalité), **61**, 609. Conclusion : diversité des législations fiscales, difficulté d'une solution générale du problème des doubles impositions, autonomie du droit fiscal international, **61**, 617 et s.

V. *Coopération internationale. Dettes publiques d'Etat. Double imposition.*

Impôts directs et indirects. — V. *Impôt.*

Impôt foncier. — V. *Double imposition. Impôt.*

Impôts personnels et impôts réels.

L'IMPOSITION FISCALE DES ÉTRANGERS (V. *Impôt*, **13**, 5 et s.). Nature juridique de l'impôt réel, **13**, 23. Les impôts personnels se distinguent des impôts soit par le critérium de répartition, soit par l'établissement de l'assiette, soit par la garantie, **13**, 37; possibilité de double imposition si l'un des impôts est personnel et l'autre réel, **13**, 38; impôt personnel sur le revenu dépensé, **13**, 102 et s., 148 et s.; contraste entre les principes admis par les diverses législations à propos des impôts personnels, **13**, 143; impôt personnel sur les sociétés de commerce en Allemagne, **13**, 63, 149.

V. *Coopération internationale. Double imposition. Impôt.*

Impôt quasi personnel. — V. *Double imposition.*

Impôt semi-personnel. — V. *Double imposition.*

Impôt sur le capital. — V. *Impôt.*

Impôt sur le revenu.

L'IMPOSITION FISCALE DES ÉTRANGERS (V. *Impôt*, **13**, 5 et s.). Impôts personnels sur le revenu et sur le capital, calcul des abattements à la base, des déductions pour charges de famille, du taux progressif applicable quand le contribuable participe à la vie de plusieurs Etats, **13**, 63; nature de l'impôt progressif sur le revenu, **13**, 102; avantage de l'impôt sur le revenu dépensé, **13**, 149.

V. *Double imposition. Impôt.*

Impôt sur les biens. — V. *Impôts.*

Impôt sur les personnes. — V. *Impôts.*

Impôt sur les successions.

L'IMPOSITION FISCALE DES ÉTRANGERS (V. *Impôt*, **13**, 5 et s.). Impôt sur les successions intéressant plusieurs pays, **13**, 61; Angleterre et Dominions, **13**, 71; discussions à l'Institut de droit international, **13**, 72 et s.; rapport des experts techniques à la Société des Nations, **13**, 111; conventions internationales sur l'impôt successoral, **13**, 111; législations internes, **13**, 128.

V. *Double imposition. Impôt.*

Imprévision. — V. *Réciprocité diplomatique.*

Imprimerie. — V. *Presse.*

Incapable. — V. *Domicile. Droit international privé (Espagne).*

Incapacité. — V. *Faillite.*

Incapacité de la femme mariée. — V. *Mariage.*

Incolat. — V. *Droit international privé.*

« Income-tax ». — V. *Impôt.*

Incompatibilité. — V. *Fonctionnaires internationaux.*

Indemnité de guerre. — V. *Monnaie. Paiements internationaux.*

Indépendance. — V. *Dominions. Organisation internationale. Reconnaissance d'Etats. Westlake.*
Indépendance du Pape. — V. *Etat.*
Indésirables. — V. *Migration.*
« Index-numbers ». — V. *Crise.*
Indiens du Brésil. — V. *Sauvages américains.*
Indigénat. — V. *Apatrides. Nationalité.*
Individu.

L'INDIVIDU ET LE DROIT INTERNATIONAL, **30**, 195 et s. Individu sans condition juridique internationale tant que l'Etat demeure maître souverain, **30**, 190; l'évolution du droit public fournit le motif d'une orientation nouvelle, **30**, 197; rapport juridique entre le droit international et l'individu, **30**, 199 et s.; différentes conceptions de principe sur le rapport juridique entre l'ordre de droit international et l'individu, **30**, 199; première conception : seuls les Etats sont sujets de droit international (Anzilotti, Diena, Hofer et Schön), **30**, 201; deuxième conception : le droit des gens réglemente, outre les relations des Etats, les droits et obligations concernant les individus, **30**, 302; première variante : ces droits et obligations ne sont que subjectifs (Schücking), **30**, 203; seconde variante : les individus, comme l'Etat, peuvent être sujets du droit des gens (Cavaglieri, Fiore, Bonflis, Kaufmann, Rehm, Kelsen, Verdross, Isay, Ebers), **30**, 204; troisième conception : les individus et eux seuls sont sujets du droit des gens (Duguit, Krabbe, Politis), **30**, 206 et s.; critique des doctrines sur le rapport juridique entre le droit international et l'individu, la diversité des conceptions tient à ce que les auteurs ne partent pas du même point de vue, **30**, 210; nécessité de définir les concepts : de l'individu (se confond avec le concept physique), du droit des gens, **30**, 210; concept de la personnalité internationale, **30**, 211; concept du droit international, **30**, 212 et s.; les diverses définitions (Grotius, Calvo, Fauchille, Strupp, Politis), **30**, 212; valeur relative des définitions, **30**, 213; nécessité d'une qualification des règles de droit, opération *a priori* de la pensée dépendant du discriminateur, **30**, 214 et 215; définition actuelle : le droit international est l'ensemble des normes réglant les relations entre Etats, **30**, 216; concept de sujet du droit international, **30**, 219 et s.; les sujets du droit des gens sont partie intégrante de la définition du droit des gens, l'un et l'autre concept étant déterminé non empiriquement mais *a priori*, **30**, 219; la pratique internationale et l'individu, **30**, 222 et s.; le droit des individus d'ester en justice devant des fors internationaux, **30**, 222; article 297 du Traité de Versailles, les particuliers devant les tribunaux arbitraux mixtes, **30**, 222; les interprétations opposées de la doctrine, **30**, 223 et s.; les cas de piraterie et de rupture de blocus, **30**, 229; l'article 3 du traité de Washington du 6 février 1922 sur l'emploi en temps de guerre des sous-marins et gaz toxiques, **30**, 231; les organes dits internationaux, **30**, 232 et s.; doctrine démontrant que ces organes sont des organes étatiques, **30**, 232; doctrine qui les considère comme organes internationaux, **30**, 233; doctrine qui en fait des organes d'Etat, **30**, 237; l'individu comme seul destinataire de la règle de droit international, **30**, 238 et s.; protection de l'individu par le droit

international, **30**, 245 et s.; petit nombre des droits particuliers de l'individu reposant sur le droit des gens, **30**, 245; tendances nouvelles pour émanciper l'individu de la tutelle étatique, **30**, 247; protection de l'individu contre les Etats étrangers, **30**, 248 et s.; difficulté de réalisation pratique pour donner des garanties au particulier demandeur, **30**, 249; renforcement de la protection de l'individu, forme qu'elle doit revêtir, **30**, 249; projet d'un accord international (André Prudhomme), **30**, 250; révision des jugements nationaux par un tribunal international, **30**, 252; acte d'un Etat étranger contraire au droit international causant dommage à l'individu, opinion de la doctrine, **30**, 253; tendance à étendre la protection de l'individu quand il subit un dommage de l'Etat étranger, **30**, 253; refus d'ouvrir la Cour permanente de justice internationale aux actions des particuliers, **30**, 254; dotation d'une action directe internationale à l'individu, **30**, 256; protection de l'individu contre son propre Etat, **30**, 258 et s. Nécessité de reconnaissance internationale de l'inviolabilité de beaucoup de droits fondamentaux des individus, **30**, 258; les interventions d'humanité, **30**, 259; la protection des minorités doit s'étendre aux autres éléments de l'Etat, **30**, 259; proposition de M. Mandelstam à l'Académie diplomatique internationale relative aux droits de l'homme, **30**, 260; reconnaissance internationale des droits de l'homme et du citoyen, **30**, 261; condition d'effectivité de la protection de l'individu contre son propre Etat, **30**, 262; modifications récentes de la science du droit public, l'Etat « fin en soi » devenant Etat « moyen de satisfaire les besoins de l'homme », **30**, 262; droits fondamentaux de l'individu, droits personnels inscrits dans la Constitution, **30**, 263.

Règles générales du droit international de la paix (V. *Droit international*, **30**, 275). L'individu comme sujet du droit international public, **30**, 347 et s.; distinction entre membres de la communauté internationale et les simples sujets du droit des gens, individus non-membres de la communauté internationale, **30**, 347; individus soumis à un Etat, individus obligés par des règles formulées par une communauté d'Etats, **30**, 347; obligation des Etats et droits des minorités qu'ils renferment, **30**, 348; les hommes ne sont pas des sujets mais des objets protégés par le droit des gens, **30**, 348; article 297 du traité de Versailles, droit pour les individus de demander une indemnité à des Etats étrangers devant le tribunal arbitral mixte, **30**, 349.

V. *Assistance financière. Communications internationales. Egalité juridique. Fonction exécutive en droit international. Organisation internationale. Personnes internationales. Pétition. Procès international. Relations internationales. Sujets du droit international. Tribunaux arbitraux mixtes. Westlake.*

Individualisme. — V. *Relations internationales.*

Industrie. — V. *Etranger. Politique économique internationale.*

Inexécution des traités. — V. *Règle « Pacta sunt servanda ».*

Infidèles. — V. *Guerre juste.*

Infirmier. — V. *Représailles.*

Inflation. — V. *Emprunt public d'Etat. Monnaie.*

Influence des lois nationales préexistantes. — V. *Traités.*

Information. — V. *Presse.*

Infraction. — V. *Action publique, action civile. Crimes et délits contre la sûreté des Etats étrangers. Extradition.*

Infraction commise hors du territoire. — V. *Crimes et délits. Droit international privé. Droit pénal international.*

Infraction commise par des particuliers. — V. *Sujets du droit international.*

Infraction complexe. — V. *Extradition.*

Infraction connexe. — V. *Extradition.*

Infraction criminelle. — V. *Code pénal international. Crimes et délits internationaux. Droit pénal international. Extradition. Occupation.*

Infraction politique. — V. *Extradition. Jugement répressif étranger.*

Instabilité. — V. *Monnaie.*

Institut américain de droit international. — V. *Codification du droit international. Doctrine de Monroe. Visite (droit de).*

Institut d'émission. — V. *Monnaie.*

Institut de droit international. — V. *Arbitrage international. Autonomie de la volonté. Crimes et délits internationaux. Détroits. Doctrine pacifique. Droits de l'homme. Echange de populations. Effets de commerce. Etranger. Expulsion. Faillite. Immunités de juridiction. Impôt. Mer (Haute). Nationalité de la femme mariée. Renvoi (théorie du). Responsabilité internationale de l'Etat. Sources du droit international.*

Institut international d'agriculture de Rome.

Coopération internationale d'agriculture (V. *Agriculture*, **56**, 305 et s..). Institut international d'agriculture, **56**, 324 et s.

V. *Immunités internationales.*

Institut international de coopération intellectuelle. — V. *Coopération intellectuelle.*

Institut international de législation financière. — V. *Coopération internationale.*

Institut international de Rome pour l'unification du droit privé (1928). — V. *Conférences de droit international privé.*

Instituts internationaux. — V. *Immunités diplomatiques.*

Instruments diplomatiques (autres que les traités).

Conclusion et rédaction des traités (V. *Traités*, **15**, 539) et instruments diplomatiques autres que les traités. Rédaction des instruments diplomatiques autres que les traités, **15**, 601 et s.; instruments échangés entre un Gouvernement et ses agents à l'étranger, **15**, 601; instruments par lesquels s'extériorise l'action diplomatique des Etats, **15**, 602; d'où émanent ces instruments, leur contenu, **15**, 603; leur classification : instruments unilatéraux, **15**, 604; langue de ces instruments unilatéraux, **15**, 606; instruments diplomatiques échangés, **15**, 609; instruments diplomatiques bilatéraux ou collectifs, **15**, 610; instrument diplomatique unilatéral : acte d'adhésion, **15**, 612; les instruments diplomatiques préparant la conclusion des traités, **15**, 614; instruments diplomatiques bilatéraux ou collectifs constatant des accords, **15**, 615 et s.; différence de forme, équivalence en pratique, **15**, 616; types divers de ces instruments, **15**, 617 et s.; instruments dressés par des plénipotentiaires participant à un Congrès, une Conférence ou une Commission spéciale, **15**, 622 et 623; instruments élaborés par des fonctionnaires techniques, **15**, 624; conventions militaires, coloniales, **15**, 626; les protocoles, leur sens divers, **15**, 628; protocole des Conférences, **15**,

628; protocoles ou procès-verbaux d'échange ou de dépôt de ratifications, **15**, 630; protocole de signature, final, de clôture, **15**, 631; protocole dont l'objet est la désignation d'accords, **15**, 636; instruments diplomatiques se rattachant à la Société des Nations, protocoles des délibérations du Conseil et de l'Assemblée, **15**, 638 et s.

V. *Ratification. Traités.*

Insurgés. — V. *Presse. Sujets du droit international. Visite (droit de)*

Insurrection. — V. *Crimes contre la personnalité de l'Etat. Politique intérieure. Sujets du droit international.*

Intégrité de la vie étatique. — V. *Nationalités.*

Intégrité territoriale. — V. *Organisation internationale.*

Interdépendance des Etats. — V. *Servitudes internationales. Souveraineté.*

Interdépendance économique. — V. *Paix économique.*

Interdiction de guerre, de recours à la force. — V. *Pacte de la Société des Nations et Pacte de Paris (Briand-Kellog). Sécurité internationale. Société des Nations.*

Interdits. — V. *Conflit de lois.*

Intérêts agricoles. — V. *Politique commerciale internationale.*

Intérêts démographiques. — V. *Légitime défense.*

Intérêts douaniers. — V. *Mer territoriale.*

Intérêts économiques — V. *Légitime défense.*

Intérêts fiscaux. — V. *Mer territoriale.*

Intérêts internationaux. — V. *Désarmement.*

Intérêts moratoires (principe des). — V. *Principes généraux du droit.*

Intérêts personnels. — V. *Paix économique.*

Intérêts vitaux des Etats. — V. *Conférences de la paix de La Haye. Guerre. Légitime défense.*

« International law Association ». — V. *Codification du droit international en Amérique. Conférences de la paix de La Haye. Cour permanente de justice internationale. Doctrine pacifique. Droit international. Effets de commerce. Nationalité.*

« International Settlement de Chang-Haï ». — V. *Concessions étrangères.*

Internationale socialiste. — V. *Doctrine pacifique.*

Internationalisation. — V. *Fleuve international.*

Internationalisme. — V. *Banque des Règlements internationaux. Doctrine pacifique. Monnaie. Relations internationales. Souveraineté.*

Internationalistes. — V. *Guerre.*

Internement. — V. *Prisonniers de guerre.*

Interposition. — V. *Intervention.*

Interprétation de la Déclaration de Londres. — V. *Traités (interprétation des).*

Interprétation des actes délictueux. — V. *Extradition.*

Interprétation des Conventions de La Haye sur les lois de la guerre. — V. *Traités (interprétation des).*

Interprétation des juridictions. — V. *Qualifications.*

Interprétation des lois. — V. *Sources du droit international.*

Interprétation des traités. — V. *Règle « Pacta sunt servanda ». Traités (interprétation des).*

Intervention.

LES RELATIONS INTERNATIONALES (V. *Relations internationales*, **2**, 287). L'INTERVENTION, **2**, 369. Le droit de souveraineté et l'intervention, **2**, 369; confusion en doctrine et en pratique, raison, **2**, 369; notion équivoque de la souveraineté, **2**, 370;

absolutisme de la souveraineté, **2**, 371 et s.; droit de guerre illimité, critique de M. David Jayne Hill, **2**, 373; la conciliation des contradictions, compromis entre le droit de guerre illimité et le respect de la souveraineté, conditions et limites de l'intervention, **2**, 374; l'intervention dans l'intérêt général et pour la paix, **2**, 376; l'intervention en 1814 et 1815, **2**, 376 et s.; extension de la doctrine de l'intervention, protocole d'Aix-la-Chapelle, **2**, 378; note de Castlereagh, l'intervention ne peut être un système de droit international, **2**, 384; indépendance de la Belgique, les grandes Puissances et l'intervention, **2**, 387; l'intervention pour cause d'humanité ou d'abus de souveraineté, **2**, 389; l'intervention d'après le Pacte de la Société des Nations, **2**, 393; tendances générales vers l'intervention, **2**, 394; intervention dans les affaires extérieures, **2**, 394; intervention dans les affaires intérieures, **2**, 397; intervention dans l'organisation internationale du travail, **2**, 400; solution rationnelles, interventions pour causes limitées et déterminées, **2**, 402.

L'INTERVENTION EN MATIÈRE FINANCIÈRE, **8**, 5. Définition de l'intervention, cas d'intervention dans l'histoire, **8**, 5 et s.; ingérence licite, **8**, 9; les contrôles financiers (V. *Contrôles financiers*, **8**, 11). Cas où l'intervention n'a pas un caractère licite certain, **8**, 41; délit international, comment le caractériser, **8**, 43; il n'est possible qu'entre Etats, **8**, 45; responsabilité internationale, **8**, 45; justification de l'intervention, **8**, 46; droit de nécessité, **8**, 49; définition de la matière financière, **8**, 53; emprunt d'Etat, **8**, 54; banqueroute d'Etat, autres cas où l'Etat nuit à ses créanciers, **8**, 56; dettes d'Etat vis-à-vis des ressortissants d'un autre Etat, **8**, 59; nature juridique des actes contractuels entre Etat et particuliers, **8**, 61; sort futur du contrat conclu par l'Etat, **8**, 64; compétence ou incompétence des tribunaux à l'égard des emprunts d'Etat, **8**, 68 et s.; protection des nationaux à l'étranger sans aucun recours des ressortissants contre leur Etat défaillant, **8**, 76; contrats entre particuliers et gouvernements étrangers en général, **8**, 77. doctrine de Drago, possibilité pour l'Etat créant l'emprunt de le modifier ou de l'annuler de bonne foi, **8**, 85 et s.; doctrine dirigée contre l'intervention armée mais admettant l'intervention diplomatique, **8**, 92; influence de la doctrine de Drago, examen à la seconde Conférence de La Haye de l'usage possible de la force pour recouvrement des dettes publiques, **8**, 95; discussion de la doctrine à La Haye, **8**, 98; Convention Drago-Porter, son contenu juridique, **8**, 104 et s.; portée de la Convention, les représailles, **8**, 109; projet d'une Convention inernationale pour règlement pacifique des litiges nés à l'occasion des dettes pécuniaires dues par des Etats à d'autres Etats ou à leurs ressortissants, **8**, 111 et s.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DANS L'AMÉRIQUE LATINE (V. *Solidarité internationale*, **8**, 207). Doctrine de Drago, inadmissibilité du recours à la force pour protection des étrangers porteurs de titres de la dette publique que ne rembourse pas un Etat américain, **8**, 281; approbation de la doctrine par d'éminents juristes, **8**, 825; l'exclusion de toute intervention étrangère objet de la doctrine était la reproduction de la pensée sud-américaine, **8**, 286; résolutions de la IIe Conférence de La Haye, **8**, 288.

L'INTERVENTION DU DROIT INTERNATIONAL MODERNE, **32**, 611 et s. Nature et

forme de l'intervention, sa place dans le gouvernement international, **32**, 611 et s.; imprécision du sens du mot intervention, **32**, 611; l'immixtion d'Etats dans d'autres Etats est l'élément essentiel, **32**, 614; diversité d'opinion des auteurs relativement à l'intervention, **32**, 615; l'essence de l'intervention est une tentative de contraindre, **32**, 617; consentement de l'Etat sur le territoire duquel s'exerce l'intervention, **32**, 618; intervention et interposition, **32**, 620; intervention fondée sur des motifs juridiques, **32**, 620; intervention par voie diplomatique, **32**, 622; l'intervention appartient au gouvernement international, **32**, 624. Histoire de l'intervention, **32**, 627 et s.; intervention au moyen âge : l'Empereur, les grands féodaux, le Pape, **32**, 628 et s.; fondement nouveau de l'intervention au XVIII^e^ siècle, **32**, 629; offre par la Révolution française d'intervenir dans les pays opprimés, mais condamnation par elle de l'intervention étrangère pour rétablir la Monarchie, **32**, 630; l'intervention s'est élargie par ses méthodes, objectifs et sa reconnaissance juridique, **32**, 633; courant doctrinal hostile à l'intervention, **32**, 633; intervention hors d'Europe pour récupérer par l'Espagne de ses colonies américaines, **32**, 635; divergence entre les Etats-Unis et les républiques sud-américaines au sujet de l'intervention, **32**, 636 et s.; résultat, **32**, 637; Asie et Afrique, **32**, 638. L'intervention en droit international coutumier, **32**, 640 et s.; étude par les juristes de la nature de l'intervention, aspect non étudié du problème, **32**, 640; l'intervention et les règles du droit international, **32**, 641; l'intervention n'est pas entièrement extralégale, **32**, 642; les faits montrent qu'il existe un certain droit d'intervention, **32**, 643; intervention pour motif de légitime défense, **32**, 647; protection des nationaux à l'étranger, **32**, 647; intervention pour donner effet à des droits juridiques, **32**, 650; intervention pour application du droit international, **32**, 651; intervention pour prévenir l'intervention, **32**, 652; valeur juridique comparée de l'intervention collective et de l'intervention particulière, **32**, 654; intervention sur invitation de l'Etat qui la subit, **32**, 655; y a-t-il dans le droit coutumier une obligation d'intervenir ?, **32**, 656; intervention en vertu d'un traité, **32**, 658 et s.; liberté des Etats d'autoriser par traité l'intervention, **32**, 658; traités récents autorisant l'intervention, **32**, 661; immixtions des organes de la Société des Nations prévues dans le Pacte, **32**, 662; diversité des modes d'action de la Société des Nations, **32**, 663; pouvoirs de coercition reconnus aux Etats membres, **32**, 664; l'intervention pratiquée par la Société des Nations sur demande d'un Etat membre, **32**, 667; pouvoirs d'intervention à l'égard d'Etats non-membres, **32**, 669; importance de l'intervention pour l'avenir des relations internationales, **32**, 672 et s.; hostilité à l'égard de l'intervention plus forte que contre la guerre, **32**, 632; elle n'est employée que par les forts contre les faibles, **32**, 673; souveraineté et égalité des Etats, **32**, 674; restrictions à la pratique de l'intervention par voie d'accords, **32**, 676; emploi de la force dans les interventions de la Société des Nations, **32**, 679; point de vue français, **32**, 679; point de vue anglo-américain, **32**, 680; la solution efficace du problème consiste dans la création d'un organisme exécutif et d'une armée de la Société, **32**, 684.

Principes généraux du droit international de la paix (V. *Droit international de la paix*, **34**, 181). Devoirs des Etats, devoir de non-intervention, **34**, 386; divergences entre la doctrine et la pratique, **34**, 386; exemples historiques d'intervention, **34**, 388; exceptions au principe d'intervention, **34**, 388 et s.; intervention comme sanction des droits fondamentaux des Etats, **34**, 391; restriction du droit d'intervention légitime depuis la création de la Société des Nations, **34**, 393; intervention en matière financière, **34**, 395; question de légitimité de cette intervention, **34**, 396; doctrine de Drago, **34**, 395; doctrine de Porter, **34**, 397; doctrine de Monroe intervenant au moment d'une intervention à craindre de la Sainte-Alliance, **34**, 398 et s.

Théorie et pratique de l'intervention, **40**, 91 et s.; nature de l'intervention, **40**, 91; définition, **40**, 91; droits basés sur la réciprocité, **40**, 93; intervention et souveraineté, **40**, 94; contre-intervention et intervention collective, **40**, 94; mise en vigueur par voie de substitution (« vicarious enforcement »), **40**, 95; règlement par voie de police internationale, **40**, 96; procédure d'intervention, **40**, 98 et s.; obligation d'offrir réparation : légitimité de l'emploi de la force, **40**, 98; obligation d'observer les règles de procédure, **40**, 100; nécessité d'une plainte, **40**, 102; examen antérieur à la plainte, **40**, 103; élaboration et présentation des revendications, **40**, 104; enquête, **40**, 104; négociations, **40**, 105; communication aux Puissances tierces, **40**, 106; demande en réparation, **40**, 107; définition du tort, **40**, 108 et s.; énumération des étapes de la procédure, **40**, 111; actes qui constituent un refus de réparation, **40**, 111; refus formel de réparation, refus de négocier, **40**, 113; manque de courtoisie, **40**, 114; tactique dilatoire, **40**, 114; refus de procéder à l'arbitrage ou à la médiation, **40**, 114; attitude intransigeante, **40**, 115; attitude préjudiciable maintenue au cours des négociations, **40**, 116; préparatifs menaçants, **40**, 116; publicité des motifs de plainte qui justifient demande de réparation, **40**, 116; délai pour consentir à la demande, **40**, 117; notification des intentions, **40**, 118; avertissement avant recours à la rétorsion, **40**, 119; délai raisonnable, **40**, 120; déclaration des raisons de ne pas observer le délai, **40**, 121 et s.; restrictions, **40**, 125 et s.; restrictions limitant le recours aux mesures coercitives, **40**, 126 et s.; adoption de la règle de la non-intervention pour certains cas, **40**, 125; doctrines de Drago et de Calvo, **40**, 125; réclamations contractuelles, **40**, 126; coopération ou action par substitution (« vicarious enforcement »), **40**, 127; droits sanctionnés par la réciprocité de traitement, **40**, 127; gradation des moyens, **40**, 128; mesures de rétorsion, **40**, 129; représailles, **40**, 130; lois de la guerre : restrictions et exemptions, **40**, 132; réparation raisonnable, **40**, 133; appel à la collectivité des Etats, **40**, 134 et s.; contre-intervention (obligation de), **40**, 134; définition de l'agression, **40**, 134; neutralité, **40**, 134; traités qui garantissent la sécurité, **40**, 135; doctrine de la non-intervention, **40**, 135; négation indirecte d'une acquisition de souveraineté, **40**, 135; état de représailles et de quasi-neutralité, **40**, 136; intervention collective, **40**, 137; intervention d'humanité, **40**, 138 et s.; bases de l'intervention d'humanité, **40**, 141; persécution, **40**, 141; oppression (droits des minorités), **40**, 141; méthodes barbares

de guerre, **40**, 142; injustice, **40**, 142; droits de l'individu, **40**, 143; doctrine de l'intervention d'humanité limitée aux Puissances désintéressées, **40**, 144; limitation de l'intervention d'humanité aux Etats non civilisés, **40**, 145; action de coopération ou de substitution (« vicarious enforcement »), **40**, 145; contrôle (supervision), **40**, 146; rôle de la Société des Nations, **40**, 148.

Règles générales du droit international de la paix (V. *Droit international*, **46**, 331). Voies d'exécution, **46**, 663 et s.; intervention, **46**, 663 et s.; fondement de la compétence, **46**, 664; évolution des formes, **46**, 665; étendue de la compétence d'intervention, **46**, 666; critère de la légalité, **46**, 667; généralité de l'intervention, **46**, 667; limites techniques de l'intervention, **46**, 668; définition de l'intervention, **46**, 669; privilège du préalable et mesures conservatoires, **46**, 669.

Problèmes fondamentaux du droit des gens en Amérique (V. *Droit international américain*, **47**, 5 et s.). Intervention, **47**, 51; principe de non-intervention d'où sont nées les nations latino-américaines, **47**, 51; interventions malgré la doctrine de Monroe, de l'Europe et même des Etats-Unis dans les Républiques sud-américaines, **47**, 62; intervention en vertu des dispositions constitutionnelles et législatives des pays qui la subissent, cas du Panama et de Cuba, **47**, 66; distinction de Mr. Ch.-Evans Hughes entre intervention et interposition, **47**, 73; œuvres des Conférences panaméricaines en matière d'intervention, **47**, 77; échec du principe de non-intervention à la VI[e] Conférence panaméricaine, son maintien comme principe, **47**, 80; unification des trois Amériques autour de ce principe à la VII[e] Conférence de Montevideo, **47**, 81 et s.; situation créée à Panama par le traité Hay-Buneau-Varilla, **47**, 87; le traité Bryan-Chamarro (1914), ses conséquences, **47**, 88.

V. *Contrôles financiers internationaux. Crimes et délits internationaux. Doctrine de Monroe. Droit international. Etat. Gouvernement de fait. Guerre hors la loi. Reconnaissance d'Etat. Sujets du droit international.*

Intervention armée. — V. *Légitime défense.*

Intervention collective. — V. *Intervention.*

Intervention d'humanité. — V. *Individu. Intervention.*

Intervention en matière financière. — V. *Intervention.*

Intervention judiciaire. — V. *Lutte internationale contre la criminalité.*

Invalidité. — V. *Reconnaissance d'Etats.*

Inventeur (droit de l'). — V. *Propriété industrielle.*

Inviolabilité. — V. *Immunités internationales.*

Inviolabilité du domicile. — V. *Etranger.*

Inviolabilité des traités.

Inviolabilité des traités, **32**, 295 et s. L'axiome *pacta sunt servanda* en face de la formule *rebus sic stantibus*, **32**, 296; fondement psychologique de l'inviolabilité des traités, fondement variant avec les personnes et les pays, fondement subjectif, fondement objectif, **32**, 297; l'Orient ancien et la religion des traités, **32**, 299 et s.; la Chaldée et l'Egypte, **32**, 299; la Mésopotamie et la Syrie, relations entre Etats, existence de traités remplaçant l'anarchie de guerres et d'invasions, **32**, 300 et s.; leur caractère implicitement inviolable, **32**, 304; Pacte de « renonciation à la

guerre » entre l'Egypte (sous Ramsès II) et le royaume de Khéta (1280 av. J.-C.), **32**, 304; accord parfait par sa ratification et définitivement obligatoire et inviolable, **32**, 306; religion des traités dans l'histoire du peuple d'Israël, **32**, 308 et s.; inviolabilité des traités basée sur le serment au nom de la divinité, **32**, 311; châtiments prévus dans la formule d'imprécations en cas de violation des traités, **32**, 312 et s.; dans le monde ancien, chez les Grecs et les Romains, inviolabilité des traités, fonction des conceptions religieuses nationales sur l'inviolabilité du serment sans existence de droit international, **32**, 315; le droit des traités dans la communauté internationale du monde méditerranéen, **32**, 316; affaiblissement chez les Grecs de la croyance aux dieux, philosophie et science, bases théoriques du nouveau droit des traités, **32**, 317; commencement de droit international au temps des Diadogues, **32**, 318; internationalisme de l'époque gréco-romaine né du commerce international méditerranéen base nouvelle de l'inviolabilité des traités, **32**, 320; arrangements commerciaux qui ont précédé l'ère chrétienne, **32**, 322; Union monétaire entre Mytilène et Phocée, **32**, 323; part de Rome dans le développement historique du principe de l'inviolabilité des traités, **32**, 324 et s.; nécessité de la ratification des traités par la majesté du *Senatus Populusque romanus* pour qu'ils soient valables, **32**, 329; caractère de l'obligation contractuelle du droit international, **32**, 330; le *jus gentium* des Romains, **32**, 331; inviolabilité des traités au moyen âge, **32**, 335 et s.; rôle important du moyen âge, formation de la conscience juridique par rapport à l'inviolabilité des traités, **32**, 335; complexité de l'idée de l'inviolabilité des traités, **32**, 334; fondements (religieux et juridiques) adoptés par le monde ancien de l'inviolabilité des traités et maintenus au moyen âge, auxquels s'ajoutent les conceptions nées de la structure féodale et de la chevalerie, **32**, 336; signification du système féodal, **32**, 337; son aspect essentiellement juridique, **32**, 337; similitude d'un contrat féodal ou d'un contrat-traité, **32**, 338; ce qu'était le contrat féodal, **32**, 339; droits contractuels égaux de chaque contractant (suzerain et vassal), **32**, 340; conséquences importantes de ce système politique et social, première éducation politique en matière de liberté, **32**, 340; exemples de refus par le Chef d'Etat de respecter l'inviolabilité d'un traité féodal, **32**, 342 et s.; les idées morales de la chevalerie, influence de l'Eglise sur elles, **32**, 345; la loyauté, la foi (fidélité au traité), vertu du chevalier, **32**, 345; tradition religieuse antique de l'inviolabilité maintenue par l'Eglise médiévale, **32**, 347 et s.; influence des idées de l'Eglise et des écrivains religieux sur la pensée juridique du moyen âge, **32**, 350 et s.; l'Europe moderne et la clause *rebus sic stantibus*, **32**, 353 et s.; naissance au xv^e^ siècle d'Etats aux souverainetés rivales, divisés par des schismes religieux, **32**, 354; nombreuses violations de traités, **32**, 354; influence des idées nouvelles (Renaissance et Réforme), **32**, 355; la « saggione di stato » de Machiavel, **32**, 355; affranchissement de toute morale et de toute religion, **32**, 356; déclarations de nullité de conventions par l'Eglise romaine, **32**, 357; interprétations dangereuses de la maxime *pacta sunt servanda*, **32**, 358 et s.; véritable sens juridique de la clause, **32**, 364; le xx^e^ siècle, la Société des Nations

et le droit nouveau, **32**, 368 et s.; Déclaration de Londres du 17 janvier 1871, affirmation du principe de l'inviolabilité des traités, **32**, 368; cas de violations de traités qui ont suivi cette Déclaration, **32**, 369 et s.; état actuel des conceptions juridiques par rapport à l'inviolabilité des traités, **32**, 370; admission du principe, **32**, 371; exceptions admises, **32**, 372; cas n'admettant pas le bénéfice de la clause, **32**, 373; cas où elle est applicable, **32**, 374; droit nouveau dans son application à l'inviolabilité des traités, **32**, 376; article 19 du Pacte, révision des traités sur l'initiative et au sein de la Société des Nations, **32**, 376; interprétation et application de l'article 19 du Pacte, **32**, 378; avenir et promesses du droit international nouveau en se basant sur la Société des Nations et la Cour de justice internationale, **32**, 383.

V. *Règle « Pacta sunt servanda ». Traités.*

Irlande. — V. *Dominions britanniques.*

Irresponsabilité (clause conventionnelle d'). — V. *Responsabilité internationale de l'Etat.*

Islam. — V. *Droit des gens. Droit international privé musulman. Europe orientale.*

Isolement de l'Amérique. — V. *Doctrine de Monroe. Politique économique internationale. Politique extérieure.*

J

Japon.

Le Japon et la paix en Asie, **57**, 101 et s. Formation du Japon moderne, **57**, 102 et s.; géographie et ethnologie, **57**, 102 et s.; mer abritant le Japon de l'invasion étrangère, tolérance envers la culture étrangère, **57**, 105; mer, route commerciale permettant au Japon de se rattacher aux terres asiatiques, **57**, 106; Japon et Chine, **57**, 108; mythologie et histoire, **57**, 109 et s.; introduction de la civilisation chinoise, **57**, 111; famille Fujiwara au pouvoir gouvernemental, l'Empereur mène une existence monastique, **57**, 113. Restauration du pouvoir gouvernemental à l'Empereur (1881), **57**, 117 et s.; difficultés financières, **57**, 119; renversement de la politique xénophobe, **57**, 121; transformation du Japon en Etat moderne, **57**, 122. Population, **57**, 124 et s.; grand développement de l'industrie, importance de la population ouvrière, surabondance des fonctionnaires, suicides dans la jeunesse, besoin d'expansion à l'étranger, extension aux dépens de la Chine, **57**, 125 et s.; accroissement de la population, **57**, 127 et s.; population de l'avenir, **57**, 132 et s.; surpeuplement **57**, 134; débat politique, **57**, 135. Solutions proposées au problème posé par le surpeuplement, **57**, 136 et s.; malthusianisme, **57**, 137; migration et émigration, **57**, 139; dans l'Empire, accroissement de territoires entre 1875 et 1920 insuffisant pour absorber l'excédent de population, **57**, 140; difficultés de l'existence des fermiers en Corée et à Formose, concurrence des Chinois et des Coréens, **57**, 140; à l'étranger, émigration japonaise, **57**, 142 et s.; expansion et amélioration de l'agriculture, **57**, 147 et s. Industrialisation et expansion du commerce, **57**, 152 et s.; ressources industrielles, **57**, 153 et s.; matières premières, **57**, 153; capital et marchés, **57**, 156; développement industriel, **57**, 157 et s.; textiles, **57**, 159; expansion du commerce extérieur,

57, 162 et s.; défense des Etats industriels occidentaux contre la concurrence japonaise, barrières élevées à l'entrée des produits japonais, **57**, 163; causes des succès industriels du Japon, **57**, 164 et s.; conditions de vie, **57**, 164; rationalisation de l'industrie, **57**, 165; autres facteurs, **57**, 168; développement du Japon dans l'avenir, **57**, 169 et s. Répercussions internationales, **57**, 172 et s.; néo-nipponisme, **57**, 175 et s.; Mandchoukouo, **57**, 179 et s.; Constitution, genèse du conflit sino-japonais, **57**, 179; importance économique et stratégique de la Mandchourie pour le Japon, **57**, 181 et 182; politique de non-intervention en Chine au bénéfice du Japon, **57**, 184.

Japonais. — V. *Etranger.*

Jésuites. — V. *Réforme. Sauvages américains.*

Jeu de la « lex fori ». — V. *Qualifications.*

Jeu du statut efficace. — V. *Qualifications.*

« Joint-resolution ». — V. *Clause-or.*

Journaliste-journalisme. — V. *Presse.*

Juge international. — V. *Equité. Justice internationale. Preuve.*

Jugement constitutif. — V. *Procès international.*

Jugement déclaratif de faillite. — V. *Faillite.*

Jugement dispositif. — V. *Procès international.*

Jugement étranger.

Effets et exécution des jugements étrangers, **10**, 435. Fréquence des procès entre parties de nationalités différentes, **10**, 435; dans tout jugement : force probante, force de chose jugée, force exécutoire, **10**, 437 et 438; compétence du tribunal qui a rendu le jugement exigible pour qu'il produise effet à l'étranger, **10**, 440; compétence générale (indirecte ou directe) et compétence spéciale (*ratione materiae* ou *ratione loci*), **10**, 441 et s.; législations en matière de jugements étrangers, régimes de droit commun ou traités particuliers, **10**, 445; autre division basée sur l'exequatur, quatre systèmes : refus d'exécution, révision absolue, contrôle illimité et contrôle limité, **10**, 445 et s.; législations appliquant l'exequatur, législation française, **10**, 449; procédure, conditions imposées au jugement étranger, validité du jugement et compétence du tribunal, **10**, 450; une des parties françaises, articles 14 et 15 du Code civil, tribunal français seul compétent, inexécutabilité du jugement étranger, possibilité de renonciation par le français aux articles 14 et 15, **10**, 451; autres conditions : respect de l'ordre public et du droit international français, **10**, 453; droit de révision, **10**, 454; effets des jugements non revêtus de l'exequatur, **10**, 456; législation belge, procédure, règles de fond, **10**, 458; conditions d'exécution : respect de l'ordre et du droit publics belge, décision étrangère ayant force jugée, authentification de la copie du jugement, respect des droits de la défense, compétence du tribunal étranger, **10**, 460 et s.; législation allemande, procédure, contrôle limité, conditions d'exécution : compétence du tribunal, respect de l'ordre public allemand, **10**, 463 et s.; cas où l'une des parties est allemande, **10**, 465; législation italienne, procédure, règles de fond, conditions d'exécution, **10**, 457; législations espagnole, brésilienne, suisse, grecque, roumaine, **10**, 468 et s.; législations n'appliquant pas l'exequatur, législation hollandaise, **10**, 473; admission de la force probante du jugement étranger,

non-admission de la force exécutive et de la force de chose jugée, **10**, 473; législation russe, **10**, 475; le groupe anglo-saxon, introduction dans le pays d'une action nouvelle fondée sur le jugement étranger, **10**, 477; le juge anglo-saxon se préoccupe de sauvegarder le plaider loyal quand le jugement étranger décide une exécution en sa faveur dans les pays anglo-saxans, **10**, 478; exécution admise si le tribunal étranger est compétent et le défendeur régulièrement cité, **10**, 479; compétence du juge étranger, **10**, 481; respect de l'ordre public, **10**, 483; jugements portant effet *de plano*, **10**, 484; les traités bilatéraux, **10**, 487; le traité franco-sarde de 1760, **10**, 489; compétence du tribunal étranger, régularité de la citation, respect de l'ordre public, **10**, 492 et s.; convention franco-badoise de 1846, **10**, 495; traité franco-suisse de 1869; **10**, 501; convention franco-belge de 1899, **10**, 507; conventions collectives, convention internationale de Manheim (17 octobre 1868) relative au Rhin, **10**, 514; convenvention de Berne (14 octobre 1890) sur le transport de marchandises par chemin de fer, **10**, 515; conventions de La Haye de 1896 et 1905 sur la procédure civile, **10**, 517; convention internationale de l'Elbe du 22 février 1922; jugements des tribunaux arbitraux mixtes, **10**, 519; conclusions : les pays les plus libéraux obtiennent les meilleurs résultats, **10**, 521; le point de vue juridique (anglo-saxon) vaut mieux que le point de vue politique (continental), **10**, 522 et s.; questions de compétence judiciaire, **10**, 524 et s.; les traités bilatéraux doivent être simples, **10**, 526; les conventions collectives, **10**, 527 et s.; projet de traité hollando-belge, **10**, 530.

Reconnaissance et exécution des jugements étrangers, **36**, 389 et s.; difficulté du problème, question étudiée à La Haye (1925), **36**, 389; impossibilité actuelle d'imposer aux Etats l'exécution d'un jugement étranger, **36**, 390; loi de nécessité, la première loi, **36**, 391; personnes et marchandises ont besoin d'être protégées dans leur déplacement, **36**, 391; égalité souhaitable de l'étranger et de l'indigène devant la loi, la justice et en procédure, **36**, 393; la souveraineté d'un Etat comporte la reconnaissance des sentences étrangères, **36**, 394; le droit romain et le moyen âge, principe de la territorialité des lois, **36**, 397; l'*actio judicati*, **36**, 398; institution de l'exequatur, **36**, 400 et s.; les pays d'Europe refusent souvent l'exequatur, **36**, 403; le règle du refus d'exequatur repose pour une part dans les lois ou la pratique des cours de justice, **36**, 405; système de la négation absolue, **36**, 405; système du bon plaisir, **36**, 406; défaut de système dans le silence de la législation, **36**, 408; système de la norme autonome, **36**, 410; législation italienne, **36**, 411; le système le plus répandu de la réciprocité, **36**, 414; méthode des conventions internationales, **36**, 417; accord de l'exequatur sans examen quant à la régularité du jugement, **36**, 419; convention de Berne (23 octobre 1924), **36**, 420; exécution d'un jugement étranger sous l'unique condition : compétence du juge étranger, **36**, 421; convention de Genève (26 septembre 1927), **36**, 422; connexité entre reconnaissance et exécution d'un jugement étranger, **36**, 423; droit préférable à la force et justice préférable au droit, **36**, 424; justice prompte et rigoureuse indispensable pour l'économie nationale, **36**, 427; titres exécutoires à reconnaître,

qualité de chose jugée et susceptible d'exécution déterminée par la loi d'origine, **36**, 430 et s.; difficulté que présente l'examen de la compétence du juge étranger, **36**, 434; sens équivoque de « compétence », **36**, 435; différence des fors dans les divers Etats, **36**, 437; les deux seuls points de vue autorisant l'examen de la compétence du juge étranger, **36**, 440; théorie de l'examen de la seule compétence abstraite du pays du jugement, **36**, 442; procédure d'obtention de l'exequatur, **36**, 445; le « common law » anglais et américain, **36**, 448; nécessité pour la décision étrangère de ne pas violer l'ordre public du pays d'exécution, **36**, 449; le problème se résoudra par la réalisation de l'uniformité dans l'exécution des jugements étrangers, **36**, 451; à la base égalité parfaite des hommes, **36**, 452; application du système de la norme autonome, **36**, 453; faire l'unanimité sur quelques points fondamentaux, **36**, 456; la loi nationale attribue la qualité exécutoire à la décision, **36**, 457; les résultats de la Conférence de La Haye, **36**, 459; preuve à fournir de la signification régulière de la plainte, **36**, 461; débats sur l'examen de la compétence, **36**, 462; débats sur la question de l'ordre public, **36**, 465; Convention de La Havane (20 février 1928), Code Bustamante, **36**, 470; ce que devrait être le droit futur, **36**, 473.

Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique au Canada [V. *Droit international privé (Canada)*, **53**, 181]. Jugements étrangers, **53**, 243 et s.; situation du Canada vis-à-vis du reste du monde, **53**, 243 et s.; œuvre de l'Association du Barreau canadien dont la filiale, la Commission d'uniformité législative, fit exécuter les jugements d'une province dans une autre, puis s'occupa de l'autorité à donner au Canada aux jugements étrangers, **53**, 243; loi des jugements étrangers, **53**, 244 et s.; défenses possibles à une action basée sur un jugement étranger, **53**, 246; règles en vigueur dans la province de Québec, **53**, 252; situation des provinces du Canada vis-à-vis les unes des autres, **53**, 255 et s.; situation du Canada comme partie de l'Empire britannique, **53**, 258.

V. *Code civil italien. Code de procédure civile italien. Compétence judiciaire. Conférences de droit international privé de La Haye. Domicile. Droit international privé. Droit international privé (Brésil). Droit international privé (Bulgarie). Droit international privé (Grèce). Droit international privé (Italie). Droits acquis. Ecole italienne de droit international. Extraterritorialité. Faillite. Filiation.*

Jugement répressif étranger.

Les effets internationaux des jugements répressifs étrangers, **4**, 419. Caractères des décisions répressives, **4**, 419; non répressive est celle qui statue sur les dommages-intérêts, **4**, 420; caractère des décisions étrangères, **4**, 420; décisions rendues sur territoire annexé ou dans un Etat nouveau, **4**, 421; effets de la décision pénale étrangère, **4**, 423; exécution des peines prononcées, infractions de nature politique et celles de droit commun, distinction, **4**, 424; infractions dénuées de caractère politique, les peines ne sont pas exécutoires, **4**, 425; raisons invoquées (territorialité des lois pénales, des peines, souveraineté des Etats, impossibilité d'exécution, traditions d'humanité, nature propre des sentences pénales), réfutations, **4**, 426 et s.; infractions de nature poli-

tique, les peines ne sont pas exécutoires, **4**, 439; influence de condamnations étrangères sur la récidive et l'application des lois de sursis, **4**, 441; infractions dénuées de caractère politique, décisions étrangères doivent, pour la récidive et le sursis, avoir même effet que les jugements nationaux, s'il y a traité d'extradition ou déclaration de réciprocité, **4**, 441 et s.; en l'absence de convention, le juge décide, **4**, 441; récidive, **4**, 443; application du sursis, **4**, 446; infractions de nature politique, **4**, 448; effet des décisions répressives étrangères sur la capacité des condamnés, infractions de droit commun, incapacités prononcées doivent avoir effet partout, **4**, 449 et s.; infractions en matière politique, **4**, 456; effet d'un jugement étranger sur la recevabilité de nouvelles poursuites pour un même fait, **4**, 457; infractions de caractère non politique, de nouvelles poursuites pénales peuvent être exercées dans un autre Etat, **4**, 458; trois objections : universalité, humanité, maxime « non bis in idem », **4**, 459 et s.; infractions de caractère politique, **4**, 463.

V. *Lutte internationale contre la criminalité.*

Juifs. — V. *Apatrides. Etranger. Religion.*

Juridiction. — V. « *Pétition of rights* ».

Juridiction consulaire. — V. *Crimes et délits. Tribunaux mixtes.*

Juridiction d'appel. — V. *Justice internationale.*

Juridiction gracieuse. — V. *Tribunaux mixtes.*

Juridiction internationale.

Recevabilité des réclamations devant les juridictions internationales, **41**, 5 et s.; juridictions internationales et juridiction interne, impossibilité de les distinguer par le droit qu'elles appliquent, **41**, 5; impossibilité de les distinguer par leur composition, **41**, 6; impossibilité de les distinguer par les procédures suivies devant elles, **41**, 6; critère qui les caractérise : elles rendent la justice au nom des souverainetés concurrentes des Etats en litige, **41**, 7. (V. *Recevabilité*, **41**, 8.)

V. *Chose jugée.*

Juridictions religieuses musulmanes. — V. *Tribunaux mixtes d'Egypte.*

Jurisprudence de la Cour permanente de justice internationale. — V. *Principes généraux du droit.*

Jurisprudence interne. — V. *Réciprocité diplomatique.*

Juristes du droit international (premiers). — V. *Souveraineté.*

« Jus belli ac pacis ». — V. *Grotius. Guerre.*

« Jus emigrandi ». — V. *Apatrides.*

« Jus foederum ». — V. *Souveraineté.*

« Jus gentium ». — V. *Droit naturel.*

« Jus inter gentes ». — V. *Droit naturel. Suarez.*

« Jus intra gentes ». — V. *Suarez.*

« Jus naturale ». — V. *Droit naturel.*

« Jus soli ». — V. *Apatrides. Nationalité.*

« Jus sanguinis ». — V. *Apatrides. Nationalité.*

« Jus tractatuum ». — V. *Souveraineté.*

Justice internationale.

Règles générales du droit international de la paix (V. *Droit international*, **32**, 5). La justice internationale, **32**, 247 et s.; sa différence avec la justice nationale, **32**, 247; projet de 1907, son échec sur le point essentiel de la compositoin de la future Cour de justice internationale, **32**, 249; reprise par le Pacte de l'idée

d'une juridiction internationale, **32**, 251; Cour permanente, sa composition, **32**, 252.

Droit du juge international de statuer selon l'équité, **33**, 357 et s. Historique du développement de la justice et de l'arbitrage internationaux, **33**, 361 et s.; depuis l'antiquité jusqu'aux traités de Jay (1794), **33**, 361 et s.; arbitrages en Grèce et à Rome, **33**, 361; moyen âge favorable à l'arbitrage, **33**, 363; choix des arbitres (Princes, Papes, etc.), **33**, 364; arbitrage à la fin du XVIII[e] siècle, **33**, 366; depuis les traités de Jay jusqu'à la Première Conférence de la paix (1899), **33**, 368 et s.; caractère des arbitrages de cette époque (1794-1900), **33**, 369; caractère définitif de l'arbitrage pour une affaire déterminée, **33**, 370; distinction difficile entre commissions mixtes diplomatiques et commissions mixtes arbitrales, **33**, 371; primauté du compromis d'arbitrage sur la sentence rendue quant à la détermination des normes à appliquer, **33**, 373; exemples de compromis renvoyant au droit international public, **33**, 374; traités renvoyant à la justice et à l'équité, **33**, 375; comment les arbitres ont compris leur tâche, **33**, 379; arbitrage d'un souverain qui peut craindre de se compromettre, **33**, 382; fin du XIX[e] siècle, arbitrage par un arbitre unique, **33**, 384; dans cette période le droit des gens, comme source des sentences arbitrales, gagne du terrain, **33**, 387; vœu de l'Institut de droit international du recours fréquent à l'arbitrage pour résoudre les conflits internationaux, **33**, 388; opinions des juristes sur l'arbitrage, **33**, 389; depuis la première jusqu'à la II[e] Conférence de la paix (1899-1907), **33**, 392 et s.; apogée de l'arbitrage juridique, **33**, 392; rapport du baron Descamps à la première Conférence de la paix, **33**, 392; articles 15 et 16 de la Convention de 1899, l'impulsion qu'ils ont donnée à l'arbitrage, **33**, 393; traités conclus après la I[re] Conférence, en principe renvoi au droit des gens, **33**, 396; les débats devant la II[e] Conférence de la paix (1907), **33**, 401 et s.; projet d'une Cour de justice abritrale, sa non-réalisation faute d'entente sur la répartition des sièges entre les pays, **33**, 401; projet d'une Cour internationale des Prises non réalisé, **33**, 405; à la II[e] Conférence de la Paix accord sur le point que la sentence définitive serait basée sur des considérations empruntées au droit international, **33**, 407; de la II[e] Conférence de la paix à la fin de la guerre mondiale ((1907-1919), **33**, 409 et s.; traités américains d'arbitrage, traités Knox, différends soumis à la Cour de La Haye et susceptibles d'une décision appliquant les principes du droit et de l'équité, **33**, 410; Pacte de la Société des Nations et statut de la Cour permanente de justice internationale, **33**, 414; litiges sur des questions juridiques propres à l'arbitrage, **33**, 414; litiges sur question de fait, institution de commissions d'enquête pour les résoudre, **33**, 415; introduction dans le Pacte d'une institution juridique l' « obligatorium alternatif », **33**, 416; développement ultérieur à travers l'Acte général de 1928 jusqu'aujourd'hui, **33**, 419 et s.; traités de conciliation et d'arbitrage, **33**, 420; traités fréquents où les parties soumettant les litiges de nature juridique à la décision judiciaire, les autres étant réservés à la procédure, **33**, 421; Conférence de Washington (1928-1929), renvoi à l'arbitrage international par le traité de Gondra (1923) des litiges déjà soumis à la conciliation, **33**, 424; commissions mixtes

germano-américaine et mexicano-américaine, **33**, 427; Protocole de Genève, **33**, 431; arbitrage autrefois procédure de conciliation, puis moyen de trancher les différends juridiques d'après le droit des gens enfin par la Cour de justice tribunal décidant les questions juridiques d'une manière juridique, **33**, 434; droit du juge international de statuer selon l'équité, **33**, 437 et s.; le juge international, **33**, 437; définition du juge international, **33**, 441; source de la décision du juge international, **33**, 443; volonté des parties comme source de normes, **33**, 443; le renvoi au droit international public parmi les sources de normes créées par les parties, **33**, 445; renvoi au principe du droit des gens, **33**, 447; soi-disant principes généraux de droit comme prétendue troisième source du droit des gens, **33**, 449; le problème de l'analogie, **33**, 452; le droit national comme quatrième source du droit des gens, **33**, 455; relation entre droit et justice, **33**, 458; l'équité et son importance pour les sentences des juges internationaux, **33**, 460; équité harmonisante, équité supplétive, **33**, 460; fonction de l'équité : adoucir la rigueur du droit, **33**, 462; prépondérance de l'équité supplétive en droit anglais, **33**, 464; point d'équité où il n'y a pas de droit légalement constitué, **33**, 465; réclamation de décisions définitives et obligatoires des questions juridiques selon l'équité, **33**, 467; juges-rois en droit des gens, **33**, 470; renvois intéressants contenus dans des traités d'arbitrage, **33**, 472; résultats à réaliser pour le développement actuel et futur du droit préventif de la guerre, **33**, 476.

Rôle de la justice internationale en droit international privé (V. *Conflit des lois*, **40**, 157 et s.). La justice internationale évolue sur le plan purement international, **40**, 158; triple fin qu'elle doit réaliser, conditions de son intervention, **40**, 158, 159 et 167; cas où la juridiction internationale est une juridiction d'appel d'une juridiction nationale ou internationale, **40**, 170; conditions complexes auxquelles est soumis le rôle de la justice internationale, **40**, 179; sentences arbitrales, **40**, 481 et s.; arrêts de la Cour permanente de justice internationale, **40**, 206 et s.; jurisprudence de tribunaux arbitraux mixtes, **40**, 221 et s.

Règles générales du droit international de la paix (V. *Droit international*, **58**, 5 et s.). Fonction judiciaire, **58**, 84 et s.; facultativité du recours d'un Etat à une juridiction internationale, **58**, 84; article 36 du statut de la Cour permanente, extension de la compétence de la Cour, **58**, 85; possibilité de nullité d'une sentence pour excès de pouvoir, **58**, 85; absence de juridiction internationale pénale, **58**, 88; il n'y a pas en droit d'Etat criminel, **58**, 90; projet d'un tribunal international avec juridiction pénale sur les individus, **58**, 90; Cour pénale internationale, **58**, 91; la question de l'accès des individus aux tribunaux internationaux, **58**, 91.

V. *Acte général de Genève. Arbitrage international. Cour permanente de justice internationale. Double imposition. Droits de l'homme. Excès de pouvoir. Morale internationale. Pacigérat. Société des Nations. Tribunaux.*

Justice pénale internationale.

La justice pénale internationale (V. *Assistance juridique internationale*, **10**, 229. *Droit international*, **10**, 243. *Arbitrage inter-*

national, **10**, 261. *Cour permanente de justice internationale*, **10**, 275. *Crimes et délits internationaux*, **10**, 285. *Délits interétatiques*, **10**, 296. *Guerre*, **10**, 300. *Délits antinationaux*, **10**, 313. *Délits extranationaux*, **10**, 336. *Extradition*, **10**, 349.) Evolution de la justice pénale internationale, **10**, 227. La justice internationale, **10**, 254; les trois lacunes de Grotius, absence d'efficacité de son droit, **10**, 255; le droit et la justice, **10**, 257; la justice internationale, ses sanctions, **10**, 257; ses garanties, **10**, 258; sa loi, **10**, 259. Dénationalisation de la justice, vers la justice pénale internationale, **10**, 359; Traité de Versailles, dispositions concernant la justice pénale internationale, **10**, 361; la justice pénale internationale et la guerre, **10**, 370; la justice pénale internationale, conceptions et réalisations, **10**, 377. (V. *Code pénal international*, **10**, 379.)

Justice sociale. — V. *Organisation internationale du travail.*

L

Lacs limitrophes. — V. *Frontières.*

Lacunes du droit. — V. *Conflit de lois. Conflits internationaux. Différends non justiciables. Droit international et droit interne. Droit international privé. Droit international public. Droits acquis. Equité. Justice pénale internationale. Preuve. Principes généraux du droit. Procès international. Sources du droit international.*

Lagune de Mérim. — V. *Frontières.*

Laïcisation. — V. *Egalité juridique. Religion.*

Laïcisation du droit international. — V. *Grotius.*

Laïcisation du droit naturel. — V. *Droit naturel.*

La Leonora (affaire de). — V. *Traités (interprétation des).*

« Land Regulations » de 1869. — V. *Concessions étrangères.*

Langue. — V. *Codification du droit international. Conférences panaméricaines. Instruments diplomatiques. Mandats internationaux. Minorités. Nationalités. Traité de commerce.*

« Latifundia ». — V. *Frontières.*

Latran (accord de). — V. *Droit international. Traité de Latran (Table des textes).*

« League to enforce peace ». — V. *Sanctions du droit international. Tribunaux internationaux.*

Légalité (principe de la). — V. *Droit international public.*

Légation. — V. *Asile (droit d'). Cité du Vatican. Crimes et délits internationaux. Immunités diplomatiques.*

Légation (droit de). — V. *Bodin. Colonies. Organisation internationale. Reconnaissance d'Etats. Sources du droit international.*

Législation coloniale. — V. *Colonies.*

Législation internationale. — V. *Droit international. Droit international et droit interne. Preuve. Régionalisme. Sources du droit international. Traités.*

Législation internationale du travail. — V. *Organisation internationale du travail. Société des Nations.*

Législation permanente. — V. *Rapports entre Etats.*

Législation sociale. — V. *Organisation économique. Organisation internationale du travail.*

« Legitimatio per subsequens matrimonium ». — V. *Filiation. Sources du droit international.*

Légitimation. — V. *Domicile. Filiation. Nationalité de la femme mariée.*
Légitimation des enfants naturels. — V. *Nationalité de la femme mariée.*
Légitimation par rescrit de prince. — V. *Nationalité de la femme mariée.*
Légitime défense.

Le droit international nouveau (V. *Droit international nouveau*, **31**, 399). Légitime défense, sa caractéristique essentielle, **31**, 469 et s.; objet de la légitime défense, **31**, 471; déclenchement autorisé de la légitime défense, **31**, 472; condition juridique permanente de l'agresseur, **31**, 472; confrontation de la guerre et de la légitime défense, **31**, 472 et s.; ancien régime, la guerre, prérogative de la souveraineté, obscurité de la ligne de démarcation séparant la guerre de la légitime défense, **31**, 473; régime nouveau, netteté de la ligne de séparation, les caractères qui marquent la différence, **31**, 473; le concours à la légitime défense d'autrui, **31**, 475; la thèse régionale anglaise et la doctrine continentale américaine concernant la légitime défense, **31**, 482.

Théorie de la légitime défense, **49**, 691 et s.; problème de la légitimité de la guerre antérieurement à la Société des Nations, **49**, 692 et s.; efforts depuis la Société des Nations pour empêcher l'emploi de la force dans les relations internationales, **49**, 694 et s.; Pacte de la Société des Nations, articles 10, 13, § 4, 15, § 6, **49**, 694 et 695; interdiction générale du recours à la guerre, **49**, 696; tentatives au sein de la Société des Nations, **49**, 696; Locarno, **49**, 697; Pacte de Paris, **49**, 698; recours à la guerre et recours à la force, **49**, 698; guerre de légitime défense, **49**, 701. Comparaison de la légitime défense en droit interne et en droit international, **49**, 705 et s. Légitime défense dans le droit interne, **49**, 706 et s.; ce droit est de tous les temps et de tous les pays, **49**, 706; ses caractères pratiques, **49**, 707; fondement de la légitime défense, **49**, 710. Légitime défense en droit international, **49**, 712 et s.; affirmation du droit de légitime défense, **49**, 712; ses caractères en droit international, **49**, 715; cas de légitime défense, **49**, 716; ses effets, **49**, 717; son contrôle, **49**, 718; son fondement en droit international, **49**, 720. Quand y a-t-il légitime défense ?, **49**, 721 et s. Conceptions extensives du droit de légitime défense, **49**, 722 et s.; guerre pour la défense d'un droit, **49**, 722 et s.; conception traditionnelle, **49**, 722; conception nouvelle tendant à soumettre à des tiers l'appréciation des droits invoqués, **49**, 724 et s.; le respect d'un droit ne pourrait être imposé par la force qu'après recours à des procédures internationales, **49**, 725; conciliation et médiation du Conseil de la Société des Nations, **49**, 725; règlement arbitral, **49**, 726; le respect d'un droit ne pourrait être imposé par la force qu'après autorisation des organes internationaux, **49**, 730; le respect du droit ne pourrait être imposé que par une action collective, **49**, 734; opérations militaires pour protection de la personne et des biens des nationaux à l'étranger, **49**, 735; la pratique, **49**, 735; légitime défense et la forme d'intervention armée, **49**, 736; défense des intérêts vitaux, **49**, 738 et s.; les intérêts vitaux : sécurité, **49**, 738 et 739; intérêts économiques, intérêts démographiques, **49**, 743; discussion de la théorie des intérêts vitaux, **49**, 744; Conceptions restrictives du droit de légitime défense, **49**, 747 et s.; conception des critères souples, **49**, 748; partisans de cette conception, les gouvernements, **49**,

748; importance des faits d'attaque et d'invasion, **49**, 752; cas où le recours à la force ne serait pas un élément décisif, **49**, 754; fait sans portée, **49**, 755; attaque justifiée par provocation de l'autre Partie, **49**, 756; difficulté de déterminer qui a recouru le premier à la force, **49**, 759; nécessité, non de fixer les responsabilités mais d'arrêter les hostilités, **49**, 760; conception des critères précis, **49**, 762 et s.; buts de cette conception, **49**, 763; question de la menace d'agression, **49**, 768; cas d'attaque provoquée par manœuvres dolosives, **49**, 770; application et difficultés de la définition de l'agresseur, **49**, 770; deux définitions précises, **49**, 776; définition de l'agresseur par le Comité de sécurité et dans les Traités de Londres, cinq faits constitutifs d'agression, **49**, 778 et s. Conclusions tirées de l'étude des critères précis, **49**, 785. Thèse niant le droit de légitime défense, **49**, 788 et s.; thèses déclarant toute guerre illégitime, **49**, 788 et s.; thèse condamnant tout recours à la violence, **49**, 788; thèse condamnant toute guerre en raison des maux qu'elle engendre, **49**, 790; thèse soutenant qu'il est impossible, au moment où éclate la guerre, de déterminer l'agresseur, **49**, 793; thèse qui ne légitime que la guerre collective, **49**, 795. Effets de la légitime défense, **49**, 799 et s. Légitime défense et absence d'organisation internationale, **49**, 799 et s.; qui décide s'il y a légitime défense ?, **49**, 800 et s.; conséquences de la légitime défense, **49**, 802 et s. Légitime défense dans un système d'organisation internationale, **49**, 808 et s.; l'action individuelle des Etats, **49**, 808 et s.; l'Etat victime, **49**, 809; les autres Etats, **49**, 812; action des organes de la Société des Nations, **49**, 817 et s.; Société des Nations a à connaître de l'agression et de la légitime défense, **49**, 817; théorie et pratique du Pacte, **49**, 817; tâche des organes de la Société des Nations, **49**, 820; enquête et information, **49**, 821; cessation des hostilités, **49**, 822; détermination des torts, **49**, 826; moment de la détermination, **49**, 826; moyens de preuve, **49**, 827; éléments de la recherche, **49**, 828; conséquences pratiques de la constatation des torts, **49**, 831; question de la détermination confiée à des juges, **49**, 839; assistance à la victime de l'agression, **49**, 842; sanctions économiques, militaires et politiques, **49**, 842; sanctions prévues par le droit positif actuel, **49**, 845; manière de les prendre, **49**, 847; résultats visés par les sanctions, **49**, 849; châtiment de l'agresseur, **49**, 850; décision prise par l'Assemblée ou le Conseil de la Société des Nations, votes, unanimité, voix des Parties, **49**, 853; règle de la majorité, **49**, 855.

V. *Conciliation internationale. Crimes et délits internationaux. Différends non justiciables. Droit international. Fonction exécutive. Guerre. Guerre hors la loi. Intervention. Sécurité internationale. Suarez. Sources du droit international.*

Légitimité. — V. *Droit des gens musulman. Droit international. Société des Nations.*

Legs. — V. *Droit international privé musulman.*

Lésion. — V. *Réciprocité diplomatique.*

Lettonie. — V. *Mer Baltique.*

Lettre. — V. *Lutte internationale contre la criminalité.*

Lettre de cérémonie. — V. *Agents diplomatiques et consulaires.*

Lettre de change. — V. *Change. Clause-or. Codification du droit international. Droit international privé. Effets de commerce. Mer Baltique.*
Lettre de créance. — V. *Agents diplomatiques et consulaires.*
Lettre de crédit. — V. *Crédits bancaires internationaux.*
Lettre de marque. — V. *Déni de justice. Mer Baltique.*
Lettre de représailles. — V. *Déni de justice.*
Lettre payable en foire. — V. *Effets de commerce.*
Lettres de mission. — V. *Immunités internationales. Société des Nations.*
Levée en masse. — V. *Droit des gens. Prisonniers de guerre.*
« Lex causae ». — V. *Qualifications.*
« Lex domicilii ». — V. *Codification du droit international. Conflit de lois. Domicile.*
« Lex fori ». — V. *Action publique, action civile. Autonomie de la volonté. Conflit de lois. Domicile. Droit international privé. Statuts (théorie des).*
« Lex loci celebrationis ». — V. *Droit international privé. Fraude à la loi. Mariage.*
« Lex loci contractus ». — V. *Autonomie de la volonté. Conflit de lois. Droit international privé (Etats-Unis). Qualifications. Statuts (théorie des).*
« Lex loci executionis ». — V. *Autonomie de la volonté. Conflit de lois.*
« Lex loci rei sitae ». — V. *Conflit de lois. Droit international privé. Ordre public. Successions.*
« Lex loci solutionis ». — V. *Conflit de lois.*
« Lex obligationis ». — V. *Clause-or.*
Liaisons fluviales. — V. *Frontières.*
Libéralisme économique. — V. *Agriculture. Colonies. Etranger. Paix économique. Relations diplomatiques. Sauvages américains.*
Liberté. — V. *Droit des gens. Egalité juridique. Organisation internationale.*
Liberté d'accès aux tribunaux. — V. *Etranger. Individu.*
Liberté d'association. — V. *Etranger (Turquie). Fonction exécutive.*
Liberté d'émigration. — V. *Passeports.*
Liberté d'établissement. — V. *Etranger.*
Liberté de chapelle. — V. *Immunités diplomatiques.*
Liberté de choisir une constitution. — V. *Souveraineté.*
Liberté de circulation. — V. *Droit des gens de l'Islam. Etranger.*
Liberté d'opinion. — V. *Presse.*
Liberté de communication. — V. *Communications internationales. Fleuve international. Navigation aérienne. Voies de communication.*
Liberté de conscience. — V. *Apatrides. Droit des gens de l'Islam. Droit international privé de l'Islam. Mandats internationaux. Religion.*
Liberté de la presse (restriction à la). — V. *Guerre. Presse.*
Liberté de navigation. — V. *Colonies. Communications internationales. Conférence de Barcelone. Droit international. Droit fluvial international. Escaut. Etranger. Fleuve international. Mer (Haute). Servitudes internationales. Souveraineté.*
Liberté de réunion. — V. *Etranger* (Turquie).
Liberté de Révolution. — V. *Souveraineté.*
Liberté de séjour. — V. *Etranger.*
Liberté de transit. — V. *Communications internationales. Ports intérieurs.*
Liberté des mers. — V. *Communications internationales. Détroits. Droit international public. Eaux territoriales. Mer. Mer Baltique. Mer territoriale. Navire de commerce. Police internationale.*

Liberté du commerce.

Droit et technique des traités de commerce (V. *Traité de commerce*, **3**, 295 et s.). Liberté du commerce, **3**, 373; deux formules de liberté commerciale, **3**, 373; traitement national et clause de la nation la plus favorisée en matière de liberté commerciale, **3**, 374; conséquence de la liberté du commerce : ouverture du territoire étranger, **3**, 376; exceptions à cette liberté, **3**, 377; prohibition d'ordre public international, armes, spiritueux, opium, **3**, 379 et s.; restrictions découlant des traités bilatéraux, **3**, 383; liberté du transit, **3**, 387.

V. *Etranger. Organisation internationale. Paix économique. Société des Nations.*

Liberté du travail. — V. *Etranger.*

Liberté et moralité individuelles.

Défense internationale de la liberté et de la moralité individuelles, **45**, 561 et s. Esclavage en général, **45**, 561 et s.; histoire de la lutte contre l'esclavage, **45**, 573 et s.; lutte contre l'esclavage de nos jours, **45**, 598 et s.; traite des femmes et des enfants, **45**, 618 et s.; trafic des publications obscènes, **45**, 644 et s. (V. *Esclavage*, **45**, 561. *Publications obscènes*, **45**, 644. *Traite des blanches*, **45**, 618. *Traite des noirs*, **45**, 568.)

V. *Morale internationale.*

Liberté fluviale. — V. *Escaut. Fleuve international. Liberté limitée.*

Liberté limitée.

Les limitations de la souveraineté (V. *Souveraineté*, **6**, 5). Le domaine de la liberté limitée, **6**, 26; origine des limitations, **6**, 26; liberté fluviale intérieure limitée comme celle des fleuves internationaux, **6**, 27 et s.; modes de naissance des règles de droit limitant la liberté des Etats, **6**, 29.

V. *Abus de droit. Etat.*

Liberté religieuse. — V. *Etranger. Minorités. Missions catholiques. Missions protestantes. Religion.*

Libertés individuelles. — V. *Droit international public. Mandats internationaux.*

Libre circulation. — V. *Cité du Vatican.*

Libre échange et protectionnisme.

Politique de commerce internationale en Europe centrale (V. *Politique commerciale internationale*, **51**, 125). Problème au point de vue du libre-échange, **51**, 133 et s.; évolution de la politique internationale de commerce, **51**, 133; deux courants : libre-échange et politique économique positive (protectionnisme), **51**, 135; arguments libre-échangistes chez les physiocrates et Adam Smith, **51**, 138; objections des libre-échangistes contre le système protectionniste, **51**, 140; défauts du libre-échangisme qui se sont fait sentir dans les pays autres que l'Angleterre où cette doctrine s'adapte parfaitement, **51**, 141. Politique de commerce protectionniste, **51**, 143 et s.; résistance américaine au libre-échange, résistance allemande par le Zollverein (système List), **51**, 143; système protecteur à but éducateur, **51**, 146; influence des échanges extérieurs sur la production et la consommation, **51**, 148; nécessité d'un protectionnisme agraire, **51**, 152. Effets de la politique de haut protectionnisme en Europe centrale, **51**, 174 et s.; adoption par les Etats européens et généralisation du protectionnisme économique, **51**, 175; naissance du protection-

nisme agricole, **51**, 176; projets de reconstruction économique et commerciale de la vallée danubienne, initiative (intéressée) de l'Allemagne, plan français (Tardieu), **51**, 180; politique économique de la Petite-Entente, memorandum italien, **51**, 181; accords de Rome (1934), **51**, 182; tarifs avantageux et crédits aux exportateurs autrichiens et hongrois, **51**, 183.

V. *Politique économique internationale. Société des Nations. Souveraineté.*

Libre passage. — V. *Détroits.*

Licéité de la reconnaissance. — V. *Reconnaissance d'Etats.*

Licences. — V. *Mer. Restrictions douanières.*

Licences d'importation et d'exportation. — V. *Esclavage (ancien « assiento » espagnol).*

Lien de causalité entre faute et dommage. — V. *Recevabilité.*

Lieu d'enregistrement. — V. *Nationalité des sociétés de commerce.*

Lieu de résidence. — V. *Conflit de lois.*

Lieu du crime. — V. *Lutte internationale contre la criminalité. Suarez.*

Lieu du paiement. — V. *Clause-or.*

Lieu du principal établissement. — V. *Conflit de lois.*

Lieux saints. — V. *Mandats internationaux.*

Ligue hanséatique. — V. *Concessions étrangères. Détroits maritimes.*

Limitation de la durée du travail. — V. *Droit sanitaire international.*

Limitation de la liberté des Etats. — V. *Traités.*

Limitation des armements.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **32**, 5). Motifs de la limitation des armements, **32**, 211; propositions au cours du XIX^e^ siècle, **32**, 212; Pacte de la Société des Nations, **32**, 214; Commission de la Société des Nations, **32**, 216; problème de la sécurité, **32**, 217; projet de traité d'assistance mutuelle, **32**, 217; Conférence et Convention sur la réduction générale des armements suivant le Protocole de Genève, **32**, 219; limitation des armements en temps de paix, **32**, 220.

Contribution des Conférences de la paix de La Haye au progrès du droit international (V. *Conférences de la paix de La Haye*, **37**, 533 et s.). Appels en faveur de la limitation internationale des armements, **37**, 538; I^re^ Conférence de la paix, **37**, 544 et s.; initiative russe, mémoire de Priklousky concluant à un désarmement général, **37**, 546; problème de la limitation des armements, **37**, 594; propositions russes de trêve des armements terrestres et navals, **37**, 595; opposition des grandes Puissances, **37**, 598; II^e^ Conférence de la paix, limitation des armements devant elle, **37**, 646.

V. *Armements. Désarmement. Pétition. Souveraineté.*

Limitation des défenses militaires. — V. *Désarmement.*

Limitation des effectifs militaires. — V. *Désarmement.*

Liquidation judiciaire. — V. *Mandats internationaux (Syrie et Liban).*

« Liquor Treaties ». — V. *Mer territoriale.*

Liste civile. — V. *Dettes publiques d'Etat.*

Liste diplomatique. — V. *Immuniés de juridiction.*

Lithuanie. — V. *Mer Baltique.*

Litispendance. — V. *Acte de Genève. Action publique, action civile. Cour permanente de justice internationale. Compétence judiciaire. Droit international privé (Bulgarie). Droit international public. Minorités. Recevabilité.*

Livonie. — V. *Mer Baltique.*

Livre sterling. — V. *Clause-or.*

Locarno (Pactes et Accords de). — V. *Acte général de Genève. Arbitrage international. Arbitrage obligatoire. Conciliation internationale. Droit international public. Droits acquis. Ententes régionales. Fonction exécutive. Guerre. Guerre hors la loi. Légitime défense. Mesures conservatoires. Pacte de la Société des Nations. Police internationale. Régionalisme. Règle « pacta sunt servanda ». Sécurité internationale. Traités (interprétation des). Tribunaux internationaux. Voies de recours.*

« Locus regit actum ».

RÔLE DU DROIT COMPARÉ DANS LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ (V. *Droit international privé*, **57**, 577). Règle *locus regit actum* et notion de forme, **57**, 679; attaques contre la règle, doctrine de M. Frankenstein, **57**, 679; grief principal en matière de mariage, **57**, 681; la célébration religieuse est-elle une condition de forme ou une condition de fond obligatoire, **57**, 689; nature sacramentelle du mariage, du point de vue catholique, **57**, 693; la célébration religieuse n'est pas une condition de fond du mariage catholique, **57**, 695.

V. *Conflit de lois. Domicile. Droit international privé. Droit international privé (Angleterre). Droit international privé (Brésil). Droit international privé (Italie). Droits acquis. Mariage. Personnalité des lois. Suarez. Succession.*

Loi. — V. *Sources du droit international.*

Loi « cunctos populos ». — V. *Statuts (théorie des).*

Loi d'introduction au Code civil allemand. — V. *Code civil allemand. Droit international privé (Allemagne). Renvoi.*

Loi de la frontière médiate. — V. *Diplomatie.*

Loi de police et de sûreté. — V. *Code civil italien.*

Loi des garanties. — V. *Cité du Vatican. Droit international.*

Loi des Nations. — V. *Source du droit international.*

Loi du domicile.

NOUVELLE CONCEPTION DU DOMICILE DANS LE RÈGLEMENT DES CONFLITS DE LOIS (V. *Domicile*, **34**, 659). Rôle de la loi du domicile, **34**, 660; évolution de la théorie des statuts, domaine nouveau ouvert à la loi du domicile, **34**, 702; innovation du Code Napoléon, **34**, 707; adoption à l'étranger du système de la loi nationale, **34**, 710; apogée de la loi nationale, **34**, 713; ralliement à la loi nationale après la guerre de 1914, **34**, 719; défense de la loi nationale contre les effets de l'exterritorialité, **34**, 726; dénonciation des Conventions de La Haye basées sur la loi nationale, **34**, 729; raison du retour à la loi du domicile, **43**, 737; arguments des partisans : de la loi nationale, **34**, 737; de la loi du domicile, **34**, 740; loi du domicile au regard de l'Etat, de l'individu, de l'ordre international, **34**, 767; compétence à reconnaître à la loi du domicile, **34**, 773; principales applications de la loi du domicile, **34**, 787; recul de la loi nationale au profit de la loi du domicile, **34**, 801.

V. *Conflit de lois. Statuts (théorie des).*

Loi du pavillon. — V. *Droit maritime international.*

Loi économique. — V. *Paix économique.*

Loi écrite. — V. *Contrôle judiciaire.*

Loi étrangère. — V. *Clause-or. Codification du droit international privé.*

Conflit de lois. Contrôle judiciaire. Courtoisie internationale. Double imposition. Droit international privé. Droit international privé (Allemagne). Droit international privé (Angleterre). Droit international privé (Brésil). Droit international privé (Etats-Unis). Droit international privé (Grèce). Droits acquis. Ecole italienne de droit international. Exterritorialité. Ordre public. Preuve de la loi étrangère. Reconnaissance d'Etats. Statuts (théorie des).

Loi facultative. — V. *Autonomie de la volonté.*

Loi fiscale. — V. *Droits acquis.*

Loi fiscale étrangère. — V. *Preuve de la loi étrangère.*

Loi impérative. — V. *Autonomie de la volonté.*

Loi locale.

Conception nouvelle de l'empire de la loi locale par opposition à la loi personnelle et à la loi territoriale, **52**, 587 et s.; sens de la loi locale, **52**, 587; extension du champ d'application de la loi locale, **52**, 589; les deux caractères de l'empire de la loi locale, **52**, 590; aux réparations des délits civils et à la forme des actes, s'ajoute la condition civile des étrangers, **52**, 591. Applications nouvelles de la loi locale, **52**, 594 et s.; incapacités de disposer et de recevoir à titre gratuit (article 909 du Code civil), **52**, 594 et s.; distinction entre commerçants et non-commerçants, leur différence au point de vue de leur condition juridique, **52**, 601; application à la publicité du contrat de mariage des commerçants (article 67 du Code de commerce français), **52**, 602; à qui est imposée cette obligation, **52**, 603; influence de la qualité de commerçant sur l'application des règle de compétence juridictionnelle, **52**, 607; fonctionnement de cette distinction des commerçants et non-commerçants au point de vue de la compétence juridictionnelle des tribunaux de commerce français sur des commerçants français et étrangers, **52**, 607; cas d'un étranger commerçant en France, **52**, 608 et s.; cas d'un Français commerçant à l'étranger, **52**, 614 et s.; législation sur les accidents du travail, **52**, 618; responsabilité-risque et responsabilité délictuelle, **52**, 619; solution rationnelle du conflit pour la responsabilité-risque, **52**, 620; rupture du contrat de louage de services, **52**, 625; dispositions légales de caractère facultatif, **52**, 630; responsabilité des architectes et entrepreneurs, **52**, 631. Principe auquel répond la loi locale, **52**, 634 et s.; applications possibles en matière de règles professionnelles de droit privé à l'étranger, conditions d'applications, **52**, 634 et s.; obligation d'hospitalité envers l'étranger de passage ou séjournant sur le territoire, **52**, 635.

Loi morale. — V. *Guerre hors la loi.*

Loi nationale des époux. — V. *Nationalité de la femme mariée.*

Loi nationale du mari. — V. *Régime matrimonial.*

Loi naturelle. — V. *Droit naturel. Organisation internationale.*

Loi pénale. — V. *Code civil italien. Droit international privé (Etats-Unis). Droits acquis. Extradition.*

Loi pénale étrangère. — V. *Lutte internationale contre la criminalité.*

Loi personnelle. — V. *Droit international privé. Loi locale. Personnalité des lois.*

Loi personnelle des époux. — V. *Régime matrimonial.*

Loi postérieure au Traité. — V. *Traités.*

Loi réelle. — V. *Personnalité des lois.*

Loi salique. — V. *Bodin.*
Loi territoriale. — V. *Droit international. Droits acquis. Loi locale.*
Lois coactives. — V. *Suarez.*
Lois constitutionnelles (réserves des.) — V. *Réciprocité diplomatique.*
Lois d'extradition. — V. *Extradition* (loi allemande de 1929, loi suisse de 1892, loi française de 1927).
« Lois de chasse » internationales. — V. *Servitudes internationales.*
Lois de police (réserves des). — V. *Réciprocité diplomatique.*
Lois de police et de sûreté. — V. *Clause-or. Droits acquis.*
Lois directives. — V. *Suarez.*
Lois espagnoles. — V. *Sauvages américains.*
Lorimer (James) (1818-1890).
CONTRIBUTION DE QUATRE GRANDS JURISTES BRITANNIQUES AU DROIT INTERNATIONAL, **40**, 5 et s.; James Lorimer, un des fondateurs de l'Institut de droit international, **40**, 7; sa conception du droit naturel, **40**, 8; essence de son système est d'ordre religieux, **40**, 8; définition du droit international, **40**, 11; existence *de facto* de l'Etat suivie de la reconnaissance *de jure*, **40**, 11; tous les Etats n'ont pas le droit d'être reconnus comme Etats égaux, **40**, 12; sa conception de la guerre, **40**, 13; relations normales négatives et positives entre Etats, **40**, 13; relations anormales : guerre et neutralité, **40**, 14 et s.; plan d'une organisation internationale des Etats du monde, **40**, 18 et s. (V. *Westlake*, **40**, 23. *Hall*, **40**, 44. *Holland*, **40**, 66.)
V. *Droit international. Droit naturel. Guerre. Neutralité. Organisation internationale. Reconnaissance d'Etats. Suarez.*
« Lotus » (affaire du). — V. *Cour permanente de justice internationale. Excès de pouvoir. Navire de commerce. Sources du droit international.*
Louage de services. — V. *Loi locale.*
Louis XIV. — V. *Reconnaissance d'Etats.*
« Loyauté ». — V. *Inviolabilité des traités. Sécurité nationale.*
Lübeck. — V. *Mer Baltique.*
Lutte contre l'esclavage. — V. *Traite des noirs.*
Lutte contre la traite des noirs. — V. *Traite des noirs.*
Lutte des classes. — V. *Organisation économique. Politique intérieure.*
Lutte des Princes contre le pouvoir impérial. — V. *Souveraineté.*
Lutte du sacerdoce et de l'Empire. — V. *Souveraineté.*
Lutte économique. — V. *Unions douanières.*
Lutte internationale contre la criminalité.
ENTR'AIDE DES ETATS DANS LA LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ, **36**, 81 et s. Ignorance de cette aide au moyen âge, **36**, 81; conditions de cette entr'aide : courtoisie entre Nations civilisées, sentiment que les criminels constituent un danger social, **36**, 81; renaissance du droit romain, la loi 1 au Code *Ubi de crimine agi oporteat*, deux tribunaux peuvent connaître d'un crime : celui du lieu du crime, celui du lieu de la capture, **36**, 84; priorité du juge du lieu du crime qui peut exercer le droit de renvoi devant son tribunal, **36**, 85; transport de la théorie du droit romain dans le plan international, la courtoisie internationale, **36**, 86; comment les criminels présentent le caractère de fléau international, directement ou indirectement, **36**, 87; déplacement des criminels de pays en pays, conséquences, **36**, 88; au XIX^e^ siècle, facilité de la circulation internationale, développe-

ment des échanges internationaux, l'agissement des criminels dans leur déplacement fait naître l'entr'aide des Etats dans la lutte contre eux, **36**, 89; les Congrès pénitentiaires internationaux, **36**, 90 et s.; devoir de lutter contre la criminalité, limites à ce devoir, **36**, 94; collaboration des Etats, les trois méthodes : aide policière, aide judiciaire, aide législative, **36**, 94 et 95; l'aide policière, **36**, 97 et s.; aide sous forme d'une collaboration à des actes de poursuite ou de recherche, **36**, 99 et s.; besoin de coordination des polices, nécessité d'agir rapidement, moyens (lettre, télégramme, téléphone, T.S.F.), **36**, 100; conditions de l'arrestation au pays de refuge, **36**, 101; assistance policière dans le problème de la recherche, **36**, 102; aide sous forme de renseignements relatifs à un individu arrêté, **36**, 104; identification des malfaiteurs arrêtés, **36**, 104; échange international de bulletins insérés au casier judiciaire, **36**, 105; projet difficile à réaliser à cause de la masse des fiches d'un Bureau central de l'identité judiciaire, **36**, 105; proposition de ne centraliser que les fiches de valeur internationale, **36**, 107; aide sous forme d'indications transmises, **36**, 108; signalisation d'un Etat à l'autre des délinquants internationaux, difficulté de les définir, **36**, 108; c'est l'étranger criminel, **36**, 108; ou celui qui commet un délit international, **36**, 109; son caractère : malfaiteur de profession, malfaiteur cosmopolite, **36**, 110; les faux monnayeurs, **36**, 111; police judiciaire internationale, **36**, 112; les délinquants qui s'internationalisent, **36**, 112; Congrès de police judiciaire internationale de Monaco (1914), **36**, 113; les autres Congrès, **36**, 114; l'aide judiciaire, **36**, 115 et s.; sa légitimité, **36**, 115; elle semble obligatoire, **36**, 116; commissions rogatoires, **36**, 116; demande d'extradition, **36**, 117; reconnaissance d'effet des jugements répressifs étrangers, **36**, 117; première forme de l'aide judiciaire : commissions rogatoires, **36**, 119 et s.; deuxième forme de l'aide judiciaire : l'extradition, **36**, 123 et s.; comparaison de l'extradition et de l'expulsion, **36**, 124; critique de la doctrine faisant de l'extradition (acte international) un acte de gouvernement, **36**, 125; avantage des traités d'extradition, **36**, 126; nécessité d'allonger la liste des infractions, **36**, 126 et 127; réserve (loi française de 1927) d'exclure de l'extradition tout fait non puni par la législation de l'Etat requis, **36**, 127; l'extradition s'applique-t-elle aux délinquants politiques ?, **36**, 129; raisons contre l'impunité du réfugié politique, **36**, 130; en pratique on n'extrade pas les délinquants politiques, **36**, 131; question de l'extradition des nationaux, **36**, 131; théorie qui refuse l'extradition des nationaux, **36**, 132; critique de cette théorie, **36**, 132; exception à la non-extradition des nationaux, **36**, 133; troisième forme de l'aide judiciaire : effets des jugements étrangers, **36**, 134; l'aide législative, **36**, 138 et s.; aide donnée à propos d'un fait commis en dehors du territoire, **36**, 138 et s.; principe de la territorialité de la loi pénale, **36**, 138; tempéraments apportés à ce principe, **36**, 140; naissance d'une obligation internationale de s'entr'aider entre nations pour la lutte contre la criminalité, **36**, 140; conception nouvelle du lieu du délit, **36**, 141; reconnaissance d'infractions distinctes en cas de pluralité de délinquants, **36**, 143; cas des infractions connexes, **36**, 144; séparation des faits criminels, compétence de la

loi territoriale pour un des faits s'il est accompli sur son territoire, **36**, 145; tentative de délit, **36**, 145; théorie de la compétence universelle, **36**, 146 et s.; théorie à rejeter sauf cas exceptionnels, **36**, 149; intervention de la loi pénale étrangère pour un fait commis sur le territiore, **36**, 151 et s.; internationalisation de l'aide, **36**, 155 et s.; internationalisation désirable et possible, **36**, 155 et s.; mesure de cette internationalisation, **36**, 160; cette mesure varie avec la forme de l'aide, **36**, 162; internationalisation des moyens de lutte en matière d'aide policière, **36**, 163 et s.; internationalisation des moyens de lutte en matière d'aïde judiciaire, **36**, 165 et s.; internationalisation des moyens de lutte en matière d'aide législative, **36**, 168 et s.; existence désirable d'une Cour criminelle internationale, **36**, 168 et s.; réfutation des objections soulevées à propos de cette Cour, **36**, 169 et s.; nécessité d'une unification des législations criminelles nationales, **36**, 174 et s.; les travaux de l'Union internationale de droit pénal sur la législation européenne comparée, **36**, 177.

V. *Crimes et délits internationaux. Justice pénale internationale.*

M

Machiavel.

Influence des idées de Machiavel, **9**, 141. Sens de « machiavélique », **9**, 131; à l'ancienne méthode traditionnelle ou diplomatique dite machiavéliste a succédé la méthode juridique, **9**, 132 et s.; le *Prince*, ouvrage de Machiavel, ses *Discorsi*, **9**, 135 et s.; maximes extraites du *Prince*, **9**, 139 et s.; maximes extraites des *Discorsi* (discours sur Tite-Live), **9**, 145; extraits de l'*Art de la guerre*, **9**, 159; le machiavélisme sans Machiavel et contre lui, **9**, 161; Conseil, religion, police que doit avoir un Prince, **9**, 163 et s.; les détracteurs de Machiavel, le protestant Gentillet, le jésuite Rossevin, **9**, 167 et s.; ce qu'ils ont découvert, **9**, 169; les apologistes de Machiavel, l'œuvre de l'abbé Machou, **9**, 172 et s.; naissance en France du mot machiavélisme, **9**, 174; reproches contradictoires adressés à Machiavel, **9**, 175; sa situation sociale quand il écrivit ses ouvrages, **9**, 177; théorie et vie, racines du machiavélisme qui prend sa source dans la lecture des anciens et l'observation de la vie, **9**, 183; l'éducation du Prince avant Machiavel, de son temps et après lui, La Boétie, Pierre Charron, Descartes, Corneille, Pascal, Leibniz, Voltaire, Rousseau, etc., **9**, 184 et s.; les idées de Machiavel et la doctrine du droit des gens, **9**, 233; le *De jure belli ac pacis* de Grotius ne mentionne pas le nom de Machiavel, **9**, 236; les idées de Machiavel et la pratique du droit des gens, **9**, 238 et s.; le machiavélisme à travers quelques personnages historiques, **9**, 245; les types machiavéliques, **9**, 248 et s.; quatre grands types machiavéliques : Richelieu, Frédéric II, Napoléon Ier et Bismarck, **9**, 251 et s.; points particuliers du machiavélisme intéressant la pratique du droit des gens, droit de conquête, **9**, 272; occupation de territoires, **9**, 273; la guerre, **9**, 275; phrase inspirée à Machiavel par l'antiquité : guerre juste qui est imposée par nécessité, armes pieuses quand il n'y a d'espoir qu'en elles, **9**, 278; la conduite des princes entre eux, **9**, 280; la patrie, **9**, 281; ce qu'il y a dans le

machiavélisme de permanent et de nécessaire, **9**, 284; ce qu'il y a de Machiavel, le pouvoir absolu de l'Etat, **9**, 288; la raison d'Etat, **9**, 291; Machiavel élimine la morale et ne s'attache qu'à la politique, **9**, 292; la guerre et la paix, idées de Machiavel et de Grotius, **9**, 293 et s.

V. *Grotius. Morale internationale.*

Machiavélisme. — V. *Machiavel. Suarez.*

Machinisme. — V. *Coopération intellectuelle. Crise. Japon. Organisation économique.*

Main-d'œuvre. — V. *Japon.*

Main-d'œuvre étrangère. — V. *Apatrides. Etranger.*

Maintien actif de la paix. — V. *Souveraineté.*

Maintien passif de la paix. — V. *Souveraineté.*

Maison de tolérance. — V. *Traite des blanches.*

Majeures. — V. *Traite des blanches.*

Majorité. — V. *Droit naturel.*

Malades. — V. *Droit sanitaire international. Prisonniers de guerre.*

Maladies contagieuses. — V. *Expulsion.*

Maladie des plantes. — V. *Agriculture.*

Maladie épidémique. — V. *Expulsion.*

Maladie professionnelle. — V. *Assurance-accident.*

Malfaiteur cosmopolite. — V. *Lutte internationale contre la criminalité.*

Malfaiteur de profession. — V. *Lutte internationale contre la criminalité.*

Maltuss (affaire). — V. *Traités (interprétation des traités).*

Malthusianisme. — V. *Japon. Publications obscènes.*

Mandats internationaux.

Les mandats internationaux. Article 22 du Pacte de la Société des Nations, institution nouvelle, **5**, 215; projet des mandats du général Smuts, **5**, 217; territoires visés, anciennes colonies allemandes, territoires détachés de l'empire ottoman, **5**, 219; conditions pour être mandataires, **5**, 219 et s.; les trois catégories de mandats, **5**, 222; comment le mandataire est-il investi du mandat, **5**, 223; nomination des mandataires, **5**, 224; contrôle du Conseil de la Société des Nations, Commission permanente des mandats, **5**, 227; caractères juridiques de l'Institution des mandats internationaux, **5**, 229; mandat du droit interne et mandat international, **5**, 231 et s.; le terme mandat de l'article 22 du Pacte n'a pas le sens qu'on lui attribuerait selon la technique juridique, **5**, 236; le mandat comparé à la tutelle ou au « trust » anglo-américain, **5**, 236 et s.; la souveraineté des territoires cédés appartient-elle aux Puissances mandataires ?, **5**, 239 et s.; nature des droits de l'Etat mandataire, **5**, 242; restriction à la liberté d'action des Puissances mandataires, **5**, 246; mandats du type A, respect de l'autonomie locale, **5**, 247; mandats du type B, restrictions relatives à la liberté de conscience, polygamie, etc., **5**, 247; restrictions étendues aux mandats du type C, rôle de la Société des Nations, **5**, 251 et s.; limitations établies dans l'intérêt des nations tierces, **5**, 251; Mésopotamie, **5**, 219, 253 et s.; Palestine, **5**, 219, 221, 251, 252; Syrie, Liban, **5**, 239, 251 et s.; Togo, Cameroun, **5**, 250, 254; île de Yap, **5**, 256.

La pratique des mandats internationaux, **19**, 49 et s. Origine et organisation, **19**, 499 et s.; la tutelle et les mandats en droit des gens avant 1914, **19**, 499; la naissance du mandat-tutelle,

19, 502; la mise en œuvre du système, **19**, 506 et s.; désignation des mandataires, **19**, 506; détermination des termes des mandats, **19**, 508; constitution de la Commission permanente des mandats, **19**, 513; territoires pour lesquels la notion du mandat fut envisagée et abandonnée, **19**, 514; pratique des mandats quant au degré d'autorité du mandataire, **19**, 517 et s.; degré d'autorité vis-àvis des populations indigènes, **19**, 517 et s.; dans le cas des communautés de l'empire ottoman, difficulté d'application de l'article 22, § 4 du Pacte, **19**, 518; mandat sur l'Irak, **19**, 520; mandat syrien, **19**, 524; mandat palestinien, **19**, 528; degré d'autorité conféré aux mandataires par les mandats B et C, **19**, 531; nivellement des mandats B et C, **19**, 531; but assigné à tous les mandats : développement des peuples qui leur sont soumis pour les rendre capables de se gouverner eux-mêmes, **19**, 533; mandat belge sur l'Urundi-Ruanda, **19**, 536; mandat français au Cameroun, **19**, 538; relations entre le mandataire et la Société des Nations, **19**, 540 et s.; responsabilité du mandataire, **19**, 540; droits acquis du mandataire, **19**, 541; modalités du contrôle, **19**, 543; examen des rapports des mandataires par la Commission permanente des mandats internationaux, **19**, 543; objet des rapports, **19**, 544; aux rapports est annexée la documentation officielle, **19**, 547; audition et discussion des représentants des Puissances mandataires, **19**, 548; plaintes ou pétitions écrites des populations sous mandat, **19**, 549; avis de la Commission sur toutes questions relatives à l'exécution des mandats, **19**, 552; au-dessus de la Commission, le Conseil, son rôle, **19**, 552; rôle de l'Assemblée de la Société des Nations, **19**, 553; pratique des garanties spéciales prévues en faveur des indigènes, **19**, 555; action en faveur des indigènes dans le mandat A, **19**, 556; non-introduction des restrictions du Pacte à l'utilisation militaire du territoire, **19**, 557; en Palestine, création d'un foyer national juif, **19**, 559; législation du travail en Palestine, **19**, 560; l'action en faveur des indigènes dans les territoires sous mandats B et C, **19**, 561; le contingent ne peut servir que pour la défense locale, **19**, 563; esclavage, **19**, 566; travail forcé, **19**, 567; l'alcoolisme, **19**, 570; liberté de conscience, **19**, 571; l'enseignement, **19**, 571; l'hygiène, **19**, 573; les relations internationales, **19**, 575 et s.; négociation de traités et représentation extérieure, **19**, 575; traité anglo-iranien, article 5, **19**, 575; article 8, **19**, 576; article 10, **19**, 577; relations extérieures dans les mandats syrien et palestinien, **19**, 578; représentation dans les relations internationales pour les mandats B et C, **19**, 579; statut des territoires sous mandat à l'égard des conventions particulières entre Etats pour régler le traitement des personnes ou marchandises étrangères, **19**, 579; traitement des ressortissants étrangers, **19**, 583; principe de l'égalité économique prévu pour les mandats B, **19**, 584; principe étendu aux mandats C, **19**, 585; même principe pour les mandats A, **19**, 586; statut international des indigènes, **19**, 590 et s.; principe de désintéressement et séparation des patrimoines, **19**, 594 et s.; biens séquestrés des ressortissants allemands, **19**, 596; biens ex-ennemis dans les territoires sous mandats, **19**, 597; terres ayant fait partie de l'Etat allemand et terres vacantes, **19**, 598; entreprises à but lucratif de la Puissance man-

dataire, **19**, 600; comptabilité fiscale distincte, **19**, 602; emprunts, **19**, 604; conclusions : nécessité d'une révision des théories par la pratique, **19**, 608; critique des diverses théories sur la souveraineté dans les territoires sous mandat : 1° théorie assimilant les mandats A à des protectorats, les mandats B et C à des colonies, **19**, 609; 2° théorie attribuant la souveraineté aux principales Puissances ou à la Société des Nations, **19**, 615; théorie attribuant la souveraineté effectivement ou virtuellement aux populations sous mandat, **19**, 617; portée et rôle de la notion de souveraineté en droit international, son application au mandat-tutelle, **19**, 618; la personnalité des territoires sous mandat, **19**, 623; statut international spécial des populations sous mandat, **19**, 623.

Le système des mandats, **29**, 119 et s. Le mandat, construction réelle de la société internationale, **29**, 119; origine et histoire du système des mandats internationaux, **29**, 121 et s.; origine : traités conclus à la fin de la Grande Guerre, **29**, 121; projet de gouvernement par une Puissance mandataire de la Société internationale présenté par le général Smuts, **29**, 122; l'article 22 du Pacte instaure le système de gouvernement, **29**, 122; différence entre Etat protecteur et Etat mandataire, **29**, 123; obligations morales envers les indigènes avant 1914, **29**, 123; le système des mandats a augmenté la responsabilité des Puissances administrantes, **29**, 124; l'idée essentielle du mandat repose sur la conception du trust anglais, **29**, 125; caractères divers des territoires sous mandat, **29**, 126; les trois classes A, B, C de mandats, **29**, 127; principe du système des mandats, **29**, 129 et s.; pour les pays détachés de la Turquie, on appuie sur l'idée de tutelle des peuples mineurs, pour les anciennes colonies allemandes, on fait valoir l'idée d'une conduite paternelle du gouvernement pour le bénéfice des indigènes, **29**, 129; devoirs des mandataires, **29**, 130; les mandats n'entraînent ni souveraineté ni annexion, **29**, 131; mandats A, **29**, 133 et s.; la Palestine, **29**, 133 et s.; le foyer national juif, action d'un organisme juif à côté de l'action du mandataire, **29**, 135; caractère d'association publique de l'organisme juif, son rôle, **29**, 135; particularités résultant pour le mandat palestinien de la création d'un Foyer national juif, **29**, 136; Acte constitutionnel de septembre 1922, ordre en conseil privé, **29**, 137; Conseil législatif, **29**, 138; opposition des Arabes au projet de Foyer national juif, **29**, 138; juridiction (religieuse et civile), garantie de justice aux étrangers, **29**, 139; garantie accordée aux intérêts religieux des communautés, **29**, 139; les trois langues officielles, **29**, 140; action du gouvernement pour favoriser le développement du Foyer national juif, **29**, 140; Ordre en conseil de 1925 sur la nationalité, **29**, 141; article 13 du mandat, respect que doit avoir le mandataire pour les lieux saints, **29**, 152; cas de fin de l'autorité mandataire, **29**, 143; l'intérêt archéologique, **29**, 144; Transjordanie, sa situation spéciale, **29**, 144; traité de l'Emir de Transjordanie, **29**, 145; l'Irak, **29**, 146 et s.; rapports de l'Irak avec la Grande-Bretagne, l'Emir Faiçal élu roi, **29**, 146; traité anglo-italien d'octobre 1922, **29**, 147; la loi constitutionnelle, **29**, 148; droits du peuple, droits de la couronne, **29**. 148; les dispositions du mandat originel sur l'Irak, **29**, 149; les obligations du mandataire transférées à l'Irak

par le traité, sous réserves des obligations internationales et financières, **29**, 150; réclamation par la Turquie du Vilay et de Mossoul, traité anglo-turc d'Angora, **29**, 151; marche vers l'émancipation totale de l'Irak, **29**, 152; la Syrie, **29**, 153 et s.; le Liban favorable à la France, la Syrie, à population musulmane, demande l'indépendance, **29**, 153; l'Emir Faiçal proclamé roi chassé par les troupes françaises, administration du Haut-Commissaire, le général Gouraud, **29**, 154; indépendance du Liban, **29**, 155; résistance de la Syrie, **29**, 156; application du mandat, ses difficultés, **29**, 157; les nationalités en Syrie, **29**, 157; les mandats B et C, **29**, 159 et s.; titulaires de ces mandats, **29**, 159; ce qui distingue les mandats B et C, **29**, 160; contrôle du trafic des boissons alcooliques, **29**, 161; sauvegarde des droits des indigènes, **29**, 161; interdiction du travail forcé et du commerce des esclaves, **29**, 162; contrôle de la Commission des mandats, **29**, 163; émeute de 1922, enquête de la Commission, **29**, 165; mandat anglais sur l'île de Nauru, **29**, 165; les indigènes des territoires sous mandats B et C, « heimathlose », réglementation de leur statut par les Puissances mandataires, **29**, 167; contrôle des mandats, **29**, 170 et s.; la Commission permanente des mandats, **29**, 170 et s.; elle est un organe consultatif, responsable devant le Conseil de la Société des Nations, **29**, 170; sa composition, **29**, 171; ses travaux, **29**, 172; les pétitions devant la Commission, **29**, 172 et s.; contrôle judiciaire, **29**, 176 et s.; soit par les tribunaux du mandataire dans le territoire, **29**, 176; soit par la Cour permanente de justice internationale, **29**, 178; exception d'incompétence élevée par le pays mandataire à propos du premier jugement, la Cour se déclare compétente, **29**, 178; autres procès, **29**, 179.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **32**, 5 et s.). Mandats internationaux, **32**, 41; le Président Wilson leur instigateur, **32**, 41; programme sans précision du mandat esquissé par l'article 22 du Pacte, **32**, 42; diverses catégories de mandats, **32**, 44; rôle du mandant, la société des Nations, **32**, 45; propositions faites par les Puissances alliées, **32**, 46; la Commission des mandats, **32**, 47; comment faire cesser le mandat, **32**, 47.

Le mandat de la France sur la Syrie et le Liban, son application en droit international public et privé, **43**, 663 et s. Particularités du pays et du milieu que le mandat doit régir, **43**, 663 et s.; notion du mandat libano-syrien, **43**, 667; comment et par qui le mandat libano-syrien a été conféré, **43**, 669; mandat libano-syrien en droit international public, **43**, 673. Obligations imposées au mandataire libano-syrien, **43**, 673 et s.; obligations en faveur des populations placées sous mandat, **43**, 673; obligations envers les étrangers, **43**, 674; statut organique de la Syrie et du Liban, **43**, 674; statut organique du Liban, **43**, 676; organisation constitutionnelle de la Syrie, **43**, 678; organe du mandant auprès des Etats constitués, **43**, 681; développement de l'instruction publique, **43**, 682; enseignement public, **43**, 683; enseignement privé, **43**, 684; écoles étrangères, **43**, 684; respect du statut personnel, immunités religieuses et contrôle des wakfs, **43**, 685 et s.; statut personnel, **43**, 685; immunités religieuses, **43**, 688; contrôle des wakfs, **43**, 689; sécurité et indépendance des popu-

lations sous mandat, **43**, 691; régime du travail, **43**, 692. Obligations de la Puissance mandataire envers les étrangers, **43**, 694 et s.; devoir d'établir l'égalité économique, **43**, 694; égalité de traitement des missions étrangères, **43**, 697; égalité de traitement dans les recherches archéologiques, **43**, 698. Relations internationales, **43**, 700 et s.; traités négociés par la France après le mandat sur la Syrie et en tant que tel, **43**, 700 et s. Responsabilité de la Puissance mandataire, **43**, 703 et s.; contrôle international, **43**, 703 et s.; Conseil de la Société des Nations et Commission des mandats, **43**, 703; influence, en fait, de la Commission des mandats sur la gestion du mandat syro-libanais, **43**, 707 et s.; contrôle judiciaire, **43**, 708. Application du mandat en droit international privé, **43**, 711 et s. Condition des étrangers, **43**, 711 et s.; notion de l'étranger, son évolution, **43**, 711; conception de l'étranger en droit musulman, **43**, 711; conception de l'étranger dans le droit capitulaire, **43**, 714; conception de l'étranger en droit postcapitulaire, **43**, 716; admission, séjour et sortie des étrangers, **43**, 718; droits et obligations des étrangers en droit public, **43**, 720; condition des étrangers en droit privé, **43**, 722; propriété des immeubles, en général, des personnes physiques et des personnes morales, **43**, 722 et s.; régime antérieur au mandat français, **43**, 722; régime postérieur au mandat, **43**, 723; propriétés incorporelles, **43**, 724; droit de succession, **43**, 724; l'étranger devant la justice, l'organisation des tribunaux mixtes, son évolution, **43**, 725; organisation judiciaire du Liban selon la loi du 17 février 1928, **43**, 727; organisation judiciaire de la Syrie, **43**, 729; les sociétés étrangères, **43**, 730; critérium de la nationalité des personnes morales, **43**, 730; économie générale de la loi du 13 décembre 1914, **43**, 731; règles spéciales aux sociétés d'assurances étrangères, **43**, 732; lois ottomanes (1887, 1906, 1914), ont-elles reçu application à l'égard des sociétés étrangères ?, **43**, 733; arrêté du Haut-Commissaire du 30 janvier 1926 réglementant les sociétés étrangères dans les pays sous mandat, **43**, 733. Conflit des lois, **43**, 736 et s.; statut personnel, **43**, 736; mariage, **43**, 736; dissolution et le relâchement des liens du mariage, **43**, 736; filiation, **43**, 737; capacité, **43**, 737; les biens « ut singuli », régime de la propriété, des droits réels, modes de transfert, **43**, 738; les Wakfs (habous), **43**, 739; faillites, **43**, 741; successions, **43**, 742; forme des actes; **43**, 744; preuves, **43**, 746; compétence internationale, **43**, 746; jugements étrangers, **43**, 746; clause compromissoire, **43**, 749; les effets de commerce, **43**, 750; ordre public et fraude à la loi en droit libano-syrien, **43**, 751; conflit des lois confessionnelles dans ses rapports avec l'étranger, **43**, 754; relativement au mariage, **43**, 755; relativement aux successions, **43**, 755. Evolution du mandat vers le régime contractuel, **43**, 758. Conditions exigées par la Société des Nations pour la cessation du mandat, **43**, 760. Les précédents du projet de traité franco-syrien, **43**, 763; traité anglo-irakien du 30 juin 1930, **43**, 753; admission de l'Irak à la Société des Nations, **43**, 754; différence entre le traité anglo-irakien et le traité franco-syrien projeté, **43**, 764; à quel Etat au juste s'appliquera le traité ?, **43**, 766; où en est maintenant le traité projeté ?, **43**, 768. Réalisations opérées par le mandataire dans les domaines législatif, foncier, économique, **43**,

771; domaine législatif, **43**, 771; réforme foncière, **43**, 772; organisation bancaire, **43**, 775; outillage technique, **43**, 775; industrie électrique, **43**, 776; le tourisme, **43**, 776; recherches archéologiques, **43**, 777; politique agricole et commerciale, **43**, 778; appréciation d'ensemble des avantages apportés par le mandat aux territoires assujettis, **43**, 780.

Juridiction et jurisprudence de la Cour permanente de justice internationale en matière de mandats et de minorités (V. *Cour permanente de justice internationale*, **59**, 591 et s.). Forme juridique des mandats et l'article 36 du statut de la Cour, **59**, 599 et s.; différend entre Etat demandeur et Puissance mandataire, **59**, 609 et s.; conditions des négociations préalables, **59**, 612 et s.; régime des mandats, **59**, 622 et s.; obligations internationales du mandataire, **59**, 622; responsabilité de la Puissance mandataire, **59**, 623; caractère impératif ou facultatif du mandat, **59**, 623; mandat pour la Palestine, **59**, 627 et s.; signification des termes « obligations internationales acceptées par les mandataires », **59**, 629 (V. *Minorités*, **59**, 634). Rôle de la Cour en matière de mandats, **59**, 682; système des mandats, **59**, 682; intervention de la Cour en cas de désaccord entre le Conseil contrôleur des mandats et l'une des Puissances mandataires, **59**, 683; demande par le Conseil d'avis consultatif de la Cour, **59**, 685; intervention de la Cour, **59**, 685; intervention de la Cour en cas de révocation d'un mandat, **59**, 687; clause juridictionnelle « arme de contrôle » pour les Gouvernements des Etats membres de la Société des Nations, **59**, 690; clause facultative de l'article 36, **59**, 691.

V. *Bodin. Colonies. Dominions britanniques. Droit administratif international. Droit international. Droits de l'homme. Etranger. Fonction exécutive en droit international. Missions catholiques. Pétition. Police internationale.*

Mandat libano-syrien. — V. *Mandats internationaux.*

Mandat palestinien. — V. *Mandats internationaux.*

Mandat-tutelle. — V. *Mandats internationaux.*

Mandchoukouo. — V. *Reconnaissance d'Etats.*

Manipulation monétaire. — V. *Emprunts publics d'Etat.*

Marchand ambulant. — V. *Etranger.*

Marchand de l'Empereur. — V. *Concessions étrangères.*

Marchandises. — V. *Mandats internationaux.*

Marchandises flottantes. — V. *Conflit de lois.*

Marchands armés. — V. *Mer Baltique.*

Marchands d'esclaves. — V. *Mer.*

Marché des changes. — V. *Change.*

Marché financier. — V. *Crise. Organisation économique.*

Marchés (conquête des). — V. *Paix économique.*

Marchés d'Orient. — V. *Mer Baltique.*

Marchés de commerce. — V. *Concessions étrangères.*

Marée. — V. *Mer territoriale. Territoire.*

Mariage.

Théorie de l'ordre public (V. *Ordre public*, **9**, 411). La sécularisation du mariage est en France d'ordre public, **9**, 483; mariages conclus en fraude à la loi, nullité, **9**, 486; influence sur la nationalité de la femme, **9**, 493.

Les conflits de lois en matière de mariage et de divorce (V. *Divorce*,

11, 217), **11**, 175; conventions de La Haye (V. *Conventions de La Haye*, **11**, 177) des 2 juin 1902 et 17 juillet 1905, **11**, 175; conflits des lois sur les conditions et la formation du mariage, **11**, 177; conditions intrinsèques et forme du mariage, distinction, **11**, 175; applications de la loi nationale des époux, nécessité de sa conformité à l'ordre public du lieu de la célébration, **11**, 175 et 176; système du renvoi, **11**, 179; étendue de l'application de la loi nationale qui règle l'existence et la validité du consentement, **11**, 180; époux de nationalité différente, **11**, 180; preuve des conditions exigées par la loi nationale, **11**, 182; ordre public, son application au lieu de la célébration, **11**, 183; empêchement d'ordre religieux, racial, mort civile, **11**, 184; empêchements et conditions dans l'intérêt des époux, application de leur loi nationale, **11**, 185; empêchements fondés sur la morale et l'intérêt social, application de la loi territoriale, **11**, 186; sanctions des empêchements d'ordre public, **11**, 188; conditions de forme, formes de la loi du lieu de la célébration, législations admettant le mariage comme acte purement civil, **11**, 190; preuve, **11**, 191; publicité, **11**, 192 et s.; législations considérant le mariage comme un acte essentiellement religieux, **11**, 195; validité du mariage au lieu de la célébration, **11**, 197; reconnaissance du mariage par les Etats tiers, **11**, 199; caractère de la règle *locus regit actum* appliquée au mariage, **11**, 200; mariage religieux, validité dans le pays des époux, **11**, 201; *quid* de sa validité au lieu de la célébration, **11**, 201; mariage religieux de deux étrangers en pays qui n'admettent que le mariage civil, **11**, 201 et s.; mariage consensuel, **11**, 205; mariage devant les agents diplomatiques ou consulaires, conditions, **11**, 205; formes, **11**, 208; application, à ces mariages, de l'ordre public, **11**, 209; sanction des conditions du mariage, mariage putatif, **11**, 210; conflit des lois relatives aux effets personnels du mariage, **11**, 212; obligations réciproques des époux, **11**, 212; incapacité de la femme mariée, **11**, 213.

Conflits de lois relatifs aux effets patrimoniaux du mariage (V. *Régime matrimonial*, **40**, 241 et s.). Effets personnels et effets patrimoniaux, **40**, 241; règles communes aux divers régimes matrimoniaux, **40**, 246 et s.; effets pécuniaires indépendants du régime matrimonial, **40**, 295 et s.

Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique au Canada [V. *Droit international privé (Canada)*, **53**, 181]. Mariage, **53**, 203 et s.; compétence de la loi canadienne en matière de mariage et de divorce, compétence de la loi provinciale en matière de célébration du mariage, **53**, 203; conflit d'autorité entre le Parlement et les législatures provinciales, **53**, 204; différences entre les diverses lois provinciales sur la célébration du mariage, **53**, 206; règle commune d'application de la *lex loci celebrationis*, *lex loci actus* pour la validité du mariage, **53**, 208; nature des formalités du mariage, **53**, 212; consentement des parents considéré comme une formalité du mariage, **53**, 213; mariages de sujets britanniques, à l'étranger, lois anglaises qui les réglementent, conditions de validité, **53**, 218; mariages polygamiques, leur validité, **53**, 219; mariages entre sauvages et blancs, **53**, 220.

V. *Code civil italien. Codification du droit international privé. Con-*

férences de droit international privé de La Haye. Conflit de lois. Conventions de La Haye (mariage, divorce, séparation de corps). Domicile. Droit international privé. Droit international privé (Brésil). Droit international privé (Canada). Droit international privé (Grèce). Etranger. Filiation. Fraude à la loi. « Locus regit actum ». Mandats internationaux. Nationalité de la femme mariée. Ordre public. Sauvages américains.

Mariage (Allemagne). — V. *Code civil allemand. Droit international privé (Allemagne).*

Mariage (Angleterre). — V. *Droit international privé (Angleterre).*

Mariage (Brésil). — V. *Droit international privé (Brésil).*

Mariage (Bulgarie). — V. *Droit international privé (Bulgarie).*

Mariage (Espagne). — V. *Droit international privé (Espagne).*

Mariage (Etats-Unis). — V. *Droit international privé (Etats-Unis).*

Mariage (Yougoslavie). — V. *Droit international privé (Yougoslavie).*

Mariage diplomatique et consulaire. — V. *Agents diplomatiques et consulaires. Droit international privé (Canada). Droit international privé (Russie soviétique).*

Marque de commerce. — V. *Droit international privé (Canada).*

Marque de fabrique.

Protection internationale de la propriété industrielle (V. *Propriété industrielle*, **39**, 357). Marque de fabrique, **39**, 483; valeur d'expansion internationale de la marque, **39**, 483; protection de la marque selon la Convention de Paris, **39**, 485; droit de priorité, **39**, 485; réserve du droit des tiers, **39**, 486; obligation d'exploiter, **39**, 486; statut personnel de la marque, **39**, 489; marque protégée « telle quelle », **39**, 490; réserves et restrictions nationales, **39**, 490; principe de l'indépendance des marques, **39**, 493; enregistrement des marques, **39**, 495; cession de la marque, **39**, 496; marques régionales et collectives, **39**, 498; propositions à la Conférence de Washington, **39**, 499; propositions pour la Conférence de Londres, **39**, 501; des sanctions et recours légaux, **39**, 502; saisie, **39**, 502; droits des syndicats, **39**, 503; enregistrement international des marques, **39**, 504 et s.; historique, **39**, 504; principe de l'enregistrement, **39**, 505; substitution de l'enregistrement international à l'enregistrement national, **39**, 507; motifs de refus de protection à une marque, **39**, 508; mutations de propriété, **39**, 510; modifications de l'article 9 proposées à la Conférence de Londres permettant de concéder tout ou partie de la marque à un ou plusieurs pays déterminés, **39**, 511.

V. *Droit international privé. Réciprocité diplomatique.*

Marseille. — V. *Zones franches.*

Massacres collectifs. — V. *Crimes et délits internationaux.*

Matérialisme. — V. *Droit naturel.*

Matériaux internes. — V. *Plagiat.*

Matériaux sociaux. — V. *Plagiat.*

Mathématiques. — V. *Droit international public.*

Matière. — V. *Droit naturel.*

Matières premières. — V. *Japon. Paix économique. Trusts et cartels internationaux.*

Matriarcat. — V. *Sauvages américains.*

Maximaliste. — V. *Nationalisme économique.*

Mayflower (Pacte du). — V. *Pacte du Mayflower.*

« Mazdéiste ». — V. *Etranger.*

Médecin. — V. *Représailles.*

Médiation.

Médiation et conciliation internationales, **1**, 557; causes de conflits entre Etats, **1**, 558; les remèdes, organisation de la Société internationale, **1**, 561; bons offices, médiation, arbitrage, **1**, 562; Société des Nations, commissions de conciliation, **1**, 565.

V. *Acte de Genève. Arbitrage international. Conciliation internationale. Conférences de la paix de La Haye. Conflits internationaux. Doctrine de Monroe. Droit international. Enquête internationale. Intervention. Organisation internationale. Pacte de la Société des Nations. Paix économique. Société des Nations. Souveraineté. Voies de recours.*

« Meglis Hasbys » (Magistrature pupillaire). — V. *Tribunaux mixtes d'Egypte.*

« Mehkemehs Chariehs ». — V. *Tribunaux mixtes d'Egypte.*

Membres des tribunaux internationaux. — V. *Immunités internationales.*

Memorandum français (17 mai 1930). — V. *Unions douanières.*

Menace de guerre. — V. *Pacte de la Société des Nations. Pacte de Paris. Sécurité internationale. Société des Nations.*

Mendicité. — V. *Expulsion.*

Mensonge d'Etat. — V. *Morale internationale.*

Mentalité internationale. — V. *Relations internationales.*

Mer.

Eaux adjacentes au territoire des Etats, **1**, 127 (V. *Eaux adjacentes au territoire des Etats*, **1**, 237). Doctrine de la souveraineté de la mer, **1**, 127; souveraineté de la mer en droit et en pratique, **1**, 134; situation au commencement du XIX^e^ siècle, **1**, 135.

L'organisation internationale des voies de communication (V. *Voies de communication*, **5**, 163). Les origines, la mer, **5**, 167; domaine maritime des Etats, sa réduction et sa fixation, **5**, 168 et s.; navires de guerre en temps de paix et en temps de guerre, **5**, 171 et s.

L'exploitation des richesses de la mer, **29**, 405; le problème international, **29**, 405; aspects légaux, économiques et scientifiques, **29**, 405; les pêcheries côtières, déclaration officielle des Etats-Unis de 1871, **29**, 405; importance économique de la pêche maritime, **29**, 406; nécessité d'étudier scientifiquement le problème de l'exploration de la mer, **29**, 407; nécessité de la coopération internationale, **29**, 409; interdiction de la pêche au chalut sur les côtes d'Ecosse dans le Moray Firth, condamnation d'un pêcheur norvégien, protestations de la Norvège, **29**, 409; nécessité d'une action internationale, vœu de la Conférence internationale des Pêcheries de Christiania (1901), **29**, 410; Commission nommée pour étudier la question de la fermeture du Moray Firth aux chalutiers, **29**, 410; rapport du sujet avec le mouvement général de codification du droit international, **29**, 412 et s.; Comité d'experts pour la codification progressive du droit international, **29**, 413; vœu de la Société des Nations, questionnaire relatif à l'exploitation des richesses de la mer, **29**, 413; rapport du Comité, **29**, 414; rôle du Conseil et de l'Assemblée, **29**, 415; rôle du Comité économique, **29**, 416; le problème en relation

avec les principes généraux du droit international public, **29**, 471 et s.; la mer libre, **29**, 417; traités conclus par les Etats-Unis leur accordant le droit de répression de la contrebande des boissons alcoolisées en haute mer, **29**, 418; Acte général de Bruxelles, possibilité accordée aux vaisseaux de guerre des Etats contractants de poursuivre les marchands d'esclaves, **29**, 418; les eaux territoriales, **29**, 419; privilège d'exclusivité sur toutes les pêcheries qu'accorde aux Etats riverains sur leur mer territoriale le droit international, **29**, 419; *quid* des pêcheurs étrangers au delà de trois mille, les baies historiques, pêcheries de perles britanniques à Ceylan, **29**, 419; nécessité d'étendre la zone de mer territoriale pour protéger les espèces maritimes, avis du Gouvernement portugais, **29**, 420; impossibilité d'un accord international pour l'extension de la mer territoriale, **29**, 421; travaux des organisations scientifiques internationales relativement aux pêcheries, **29**, 424 et s.; les Congrès internationaux de la pêche maritime, **29**, 425; Commission internationale pour l'exploration scientifique de la Méditerranée, **29**, 427; Commission internationale pour l'exploration scientifique de l'Atlantique, **29**, 428; Conseil permanent international pour l'exploration de la mer, **29**, 428; son organisation, **29**, 429; ses buts et sa portée, **29**, 432; ses travaux et ses résultats, **29**, 433; ses rapports avec la Société des Nations, **29**, 435; collaboration de l'Amérique du Nord aux recherches touchant la pêche et le contrôle des pêcheries, **29**, 437; le Comité nord-américain pour les recherches concernant la pêche, **29**, 437; la Commission internationale des pêcheries (Etats-Unis et Canada), **29**, 438; Convention du flétau pour le Pacifique du Nord, **29**, 440; traité entre les Etats-Unis et le Canada du 27 mars 1929 pour la pêche du saumon « sockeye » sur la côte du Pacifique, **29**, 446; la Commission internationale des pêcheries (Etats-Unis et Mexique), **29**, 446; exemples historiques particuliers, **29**, 448 et s.; les pêcheries de la mer du Nord, objet de la Conférence de La Haye de 1881, **29**, 448; traité franco-britannique de 1867, **29**, 450; ce traité a servi de modèle pour la Convention de La Haye de 1882, **29**, 452; analyse de la Convention, **29**, 452; Convention de La Haye de 1887, **29**, 455; conférences préparatoires, divergences de vue au sujet de la répression de l'ivrognerie, le délégué français affirmant qu'aucun bateau de son pays n'était un « Cabaret flottant », **29**, 457; difficultés soulevées dans la discussion du droit de recherche et de visite, **29**, 457; adoption de la Convention, liberté des mers reste le principe fondamental du droit public maritime, **29**, 458 et 459; affaire des phoques de la mer de Behring, **29**, 460 et s.; historique du problème, **29**, 460 et s.; achat par les Etats-Unis à l'Alaska, législation américaine concernant la chasse et la conservation des phoques à fourrure, **29**, 462; saisies de bateaux anglais par un garde-côtes des Etats-Unis, **29**, 462; proposition américaine d'une Convention, **29**, 463; traité d'arbitrage du 29 février 1892, **29**, 465; Convention de 1911, **29**, 467; affaire des pêcheries des côtes septentrionales de l'Atlantique, **29**, 470 et s.; le problème anglo-américain, **29**, 470; traité de Paris de 1782, droit de pêche des Etats-Unis sur les côtes septentrionales de l'Atlantique, **29**, 470; traité spécial de 1818, restriction des licences accordées aux Etats-Unis, **29**, 471; contestations sou-

mises à la Commission mixte des réclamations (1855), **29**, 472; traité de Washington de 1871, **29**, 472; arbitrage de La Haye, **29**, 473; le problème anglo-français, traité de Paris de 1763, droit pour les Français de capturer le poisson sur certaines parties de la côte anglaise, **29**, 476; cession du Canada à l'Angleterre, droits réservés à la France pour ses pêcheurs, **29**, 476; traité de Londres de 1904, **29**, 477; Convention anglo-néerlandaise du 26 avril 1902 sur les pêcheries de la mer du Nord, **29**, 478; convention anglo-danoise du 4 juin 1901 pour le droit de pêche autour des îles Foeroer et de l'Islande, **29**, 478; autres Conventions, **29**, 478; classification du problème au point de vue des différents règlements internationaux, **29**, 481 et s.; réglementation par convention générale internationale, la question des baleines, **29**, 481 et s.; histoire de l'industrie baleinière, **29**, 481; les Basques chasseurs de la baleine dans la baie de Biscaye, **29**, 482; chasse à la baleine dans les eaux américaines, **29**, 482; dépeçage de la baleine dans les bateaux, « usines flottantes », difficultés à leur sujet, **29**, 483; chasse actuelle en pleine mer, **29**, 484; appareil norvégien de chasse, **29**, 485; les quatre genres de chasse à la baleine, **29**, 486; huile principal produit, autres produits extraits de la baleine, **29**, 488; valeur de la chasse à la baleine, **29**, 488; les connaissances sur la baleine, **29**, 491; réglementation à prévoir après les conclusions tirées des recherches scientifiques en cours, **29**, 494; nécessité d'une Conférence internationale pour la protection des baleines, **29**, 497; Conseil de la Société des Nations saisi de la question, nomination d'un Comité de la baleine, **29**, 499; projet de loi norvégien, **29**, 500; réglementation par convention internationale entre Etats intéressés, **29**, 503; les phoques, **29**, 504; les poissons comestibles, **29**, 505.

V. *Frontières. Territoire.*

Mer (Haute).

Liberté des voies de communication (V. *Voies de communication*, **2**, 129 et s.). La haute mer, **2**, 132; fondement rationnel et fondement historique, origine de la liberté de la mer, **2**, 132; conséquences de la liberté de la mer, **2**, 135; liberté de navigation, pêche, immersion de câbles sous-marins, de survol d'aéronefs, **2**, 135; la mer *res nullius* ou *res communis*, **2**, 136; liberté et réglementation, **2**, 137; impossibilité d'une réglementation internationale, **2**, 137; droit exclusif des Etats sur leurs navires en haute mer, sauf convention, **2**, 138; liberté de navigation, **2**, 138; navires de guerre, navires de commerce, **2**, 139; inconvénients d'une réglementation nationale, remèdes, **2**, 140; exceptions : *a*) piraterie, **2**, 140; *b*) traite des noirs, **2**, 141; police internationale, juridiction nationale, **2**, 142; assimilation de la traite à la piraterie, **2**, 143; enquête du pavillon et droit de visite, **2**, 144; *c*) sécurité de la navigation, **2**, 146; réglementation nationale, **2**, 146; réglementation internationale, Convention de Bruxelles de 1910, **2**, 147; Convention de Londres de 1914, **2**, 149; liberté de la pêche, **2**, 150; réglementation nationale et internationale, **2**, 150; Convention de La Haye de 1882 et 1887, **2**, 151 et 153; pêcheries de la mer de Behring, arbitrage, **2**, 156; liberté d'immersion des câbles sous-marins, **2**, 157; Convention du 14 mars 1884, **2**, 158; survol de la haute mer, **2**, 160.

V. *Canaux maritimes. Communications internationales. Détroits.*

Droit international. Mer territoriale. Navire de commerce. Pêche maritime. Ports maritimes. Unions internationales.

Condition juridique des navires de commerce (V. *Navire de commerce*, **10**, 5 et s.). Droit de poursuite en haute mer, **10**, 79 et s.

Mer Baltique.

Statut juridique de la mer Baltique à partir du XIX^e^ siècle, **52**, 109 et s. Conditions du statut, **52**, 109 et s.; conditions géographiques, **52**, 109 et s.; géographie physique, **52**, 109; géographie humaine : théorie de la Balto-Scandie, **52**, 110; conditions historiques, **52**, 114 et s.; histoire de la Baltique jusqu'au XIX^e^ siècle, **52**, 114; hégémonie allemande sur la Baltique, **52**, 116; l'*Imperium maris baltici* suédois, **52**, 117; la Russie sur la Baltique, **52**, 118; la Pologne, Puissance baltique, **52**, 119; nouvelle géographie politique de la Baltique, naissance des nouveaux Etats, **52**, 120 et s.; statut des pays baltes sous la domination russe et l'éveil des nationalités, **52**, 120 et s.; renaissance nationale chez les peuples de la Baltique orientale, **52**, 121; renaissance lithuanienne, **52**, 123; renaissance conduisant à l'indépendance, **52**, 126 et s.; indépendance de la Finlande, **52**, 126; de l'Estonie, **52**, 128; reconnaissance de l'indépendance estonienne, délimitation de son territoire, **52**, 131; indépendance lettone, **52**, 132; indépendance de la Lithuanie, **52**, 133; les Constitutions, **52**, 135 et s.; Constitution finlandaise, **52**, 135; estonienne, **52**, 136; lettone, **52**, 139; lithuanienne, **52**, 141. Elaboration du statut juridique de la Baltique, **52**, 144 et s.; première étape (1856-1857), **52**, 145; démilitarisation des îles d'Aland, **52**, 146; abolition des péages du Sund, **52**, 148; deuxième étape (1907-1908) : Déclaration de Saint-Pétersbourg de 1908, **52**, 149; les quatre phases, **52**, 151 et s.; troisième étape (1919) : question baltique à la Conférence de la paix et dans le Traité de Versailles, **52**, 154 et s.; neutralisation des îles d'Aland, **52**, 160; les îles du golfe de Finlande, **52**, 162; statuts de Dantzig et de Memel, **52**, 163; phase actuelle, **52**, 164; mouvement de l'Union baltique, **52**, 164 et s.; Conférences des Etats baltiques, **52**, 164; Union esto-lettone, **52**, 168; le Traité d'entente balte, **52**, 170; la solidarité baltique et la Russie, **52**, 172; le projet de Pacte oriental, **52**, 17; projet de Déclaration concernant la liberté de la mer Baltique, **52**, 180.

Statut juridique de la mer Baltique jusqu'au début du XIX^e^ siècle, **53**, 441 et s. Influence des facteurs géographiques et ethniques, des facteurs « géopolitiques » sur les destinées des peuples, **53**, 441. La mer Baltique au temps des Vikings (IX^e^-XI^e^ siècles), **53**, 444 et s.; début des échanges commerciaux internationaux, pénétration des marchands armés scandinaves dans la plaine orientale de l'Europe, **53**, 444; peuples et tribus riverains de la mer Baltique à l'époque des Vikings, **53**, 445; les cités commerciales, **53**, 445; échanges commerciaux des Vikings scandinaves et Frisons germaniques avec les marchés d'Orient, **53**, 446; convention (873) pour la sécurité du grand trafic international entre Francs et Danois, **53**, 447; moyens de faciliter les échanges internationaux, **53**, 448; monnaie quasi internationale, **53**, 448; emploi de poids internationaux, **53**, 450; chez les peuples germaniques, création de « Birks » ou sorte de ports francs, **53**, 451; chez les Slaves droit de séjour étendu accordé aux étrangers,

53, 452; à l'est et au sud-est, domine la piraterie, **53**, 453; envahissement des immenses régions baltes par des peuplades russes du Nord (IXe siècle), **53**, 455; entrée en scène des Allemands du Nord qui s'établissent sur le littoral méridional de la Baltique, **53**, 455; grand commerce international de la mer Baltique et son premier droit conventionnel (XIIe et XIIIe siècles), **53**, 457 et s.; colonisation germanique des terres slaves entre Elbe et Oder, **53**, 457; fondation de Lübeck, **53**, 458; développement rapide de l'activité commerciale allemande, **53**, 461; les Danois sur la rive méridionale de la Baltique, les Allemands sur la Duna, **53**, 463 et 464; croisade dano-allemande pour conquérir l'Estonie et la Livonie, **53**, 466; traité de commerce (1229) entre Allemands, Scandinaves et les principautés russes, **53**, 466; complète liberté du commerce en temps de guerre, **53**, 468; situation juridique des étrangers, **53**, 472. Epoque de la Hanse teutonique (XIVe et XVe siècles), **53**, 477 et s.; apparition de la Hanse teutonique, **53**, 477; villes se fondant autour de Lübeck, accords, tentatives pour les transformer en une Union qui devient la Hanse, **53**, 479; activité juridique de la Hanse, **53**, 481 et s.; problème politique danois, **53**, 483; péage du *Sund*, controverse de droit international, **53**, 485; problème de la Livonie, **53**, 489. Grandes Puissances militaires de la Baltique et lutte pour le *Dominium maris baltici* (XVIe et XVIIe siècles), **53**, 492 et s.; le XVIe siècle, **53**, 492 et s.; naissance de puissance russe, rivalité de la Russie et de la Hanse, **53**, 492; conflit à main armée entre Russes et Allemands, **53**, 493; nouvelle répartition des rôles politiques, **53**, 495; en vertu du principe de la « voie libre », efforts pour maintenir la liberté du commerce même pendant la guerre, **53**, 497; règles de droit maritime se dégageant de la pratique internationale dans le bassin de la mer Baltique, **53**, 500; le XVIIe siècle, **53**, 505 et s.; période de guerres constantes entre Suède, Danemark, Pologne et Russie, **53**, 505; partages des dépouilles de l'ancien Etat de Livonie, lutte pour la domination de la Baltique, **53**, 505; question des détroits danois et du péage du *Sund*, **53**, 506; apparition du problème de la neutralisation de la mer Baltique, **53**, 509. Fermeture de la mer Baltique et système des « neutralités armées » (XVIIIe siècle), **53**, 512 et s.; victoire sur la Suède de la coalition formée par Pierre le Grand, paix de Nystadt, **53**, 512; renonciation de Pierre III de Russie à la couronne du Danemark, **53**, 514; commerce neutre compromis pendant la guerre de Sécession, Déclaration unilatérale russe de 1780 exposant le droit maritime international de l'époque, et se référant à la neutralisation de la Baltique en temps de guerre, **53**, 517; succès dans le monde de cet acte dit de « neutralité armée », **53**, 517; recherche de l'auteur de la Déclaration, **53**, 518; les principes de la Déclaration faisaient partie des règles du droit maritime international coutumier vieux de plusieurs siècles, mais l'origine directe et formelle de l'Acte est russe, **53**, 519; importantes conséquences de la Déclaration de Saint-Pétersbourg, **53**, 521; opinion des Etats-Unis à son sujet, **53**, 522; intention de Catherine de Russie de procéder à une codification du droit maritime international en temps de guerre, **53**, 522; Acte de 1900, seconde neutralité

armée, **53**, 524; principes russes du droit des neutres de 1780 reconnus par la Déclaration navale de Paris de 1856, **53**, 526.

V. *Détroits. Frontières.*

Mer Blanche. — V. *Détroits.*

Mer côtière. — V. *Crimes et délits. Mer territoriale côtière. Territoire.*

Mer Noire. — V. *Détroits.*

Mer territoriale ou côtière.

Eaux adjacentes au territoire des Etats, **1**, 127. La mer territoriale, **1**, 127; reconnaissance croissante de la limite des trois mille, **1**, 138; pratique durant la guerre mondiale, **1**, 141; situation à la fin du XIX^e^ siècle, **1**, 143. Juridiction sur les ports, havres, rades, golfes et baies, **1**, 146; manque de précision des termes employés, **1**, 146; doctrine de Grotius et autres, **1**, 147; baies, **1**, 147; exercice de la juridiction dans les havres, rades et ports, **1**, 150. (V. *Détroits*, **1**, 155.)

Liberté des voies de communication (V. *Voies de communication*, **2**, 129). La mer territoriale, **2**, 161; caractère et raison de la mer territoriale, **2**, 162; son étendue, **2**, 162; système des zones, **2**, 164; utilité d'une Convention, **2**, 165; droits de l'Etat riverain, **2**, 166.

Condition juridique des navires de commerce (V. *Navire de commerce*, **10**, 5 et s.). Nature juridique de la mer territoriale, discussions doctrinales, **10**, 53; Grotius considérait la juridiction sur le territoire maritime comme une extension de la juridiction sur le territoire terrestre, doctrine différente de MM. de La Pradelle et Fauchille, **10**, 54; d'après Rivier, la souveraineté de l'Etat sur la mer territoriale est semblable à celle qu'il a sur son domaine terrestre, **10**, 55; mêmes limitations à la souveraineté sur mer territoriale que sur domaine terrestre, **10**, 57; fonctions des consuls en matière de marine marchande, **10**, 59; théories pour ou contre la fiction d'exterritorialité, **10**, 62; doctrine qui incorpore dans le territoire de l'Etat les golfes, baies, rades et ports, **10**, 63; étendue de la mer territoriale, **10**, 67 et s.; thèse de la plus grande portée de canon, **10**, 67; thèse fixant la limite à trois mille, **10**, 69; arguments contre cette thèse, **10**, 70; Convention de 1924 entre les Etats-Unis et l'Angleterre, l'Allemagne et les Pays-Bas, déclaration qui maintient la limite de trois milles, **10**, 72; lois internes fixant la limite des trois milles, **10**, 73; M. Gidel trouve au delà de la zone des trois milles une zone de respect sur laquelle les Etats riverains exerceraient certains droits, **10**, 73; thèse fixant la limite entre minimum de trois milles et maximum donné par la plus grande portée de canon, **10**, 75; thèse laissant les Etats libres de fixer la limite de leur mer territoriale, **10**, 76; police de sûreté des eaux territoriales, **10**, 83; police de la navigation, **10**, 88; échouage et abordage en eaux territoriales, **10**, 89 et s.; police sanitaire, **10**, 91; police douanière, **10**, 94; législation comparée, **10**, 94 et s.; droits revendiqués par les Etats côtiers, législation italienne, **10**, 97 et s.; législation prohibitionniste américaine, **10**, 99 et s.; prohibition s'étend dans les eaux territoriales américaines aux navires américains et étrangers, **10**, 100; justification de la prohibition, **10**, 101; navires étrangers dans les eaux américaines, **10**, 102 et s.; controverse et négociations anglo-américaines, **10**, 104 et s.; juridiction pénale dans les eaux territoriales, **10**, 190 et s.; droit

absolu de l'Etat riverain, **10**, 190; restrictions extrinsèques à ce droit, **10**, 191 et s.; restrictions basées sur des motifs extrinsèques, infractions disciplinaires, **10**, 193 et s.; autres dérogations à la juridiction territoriale, avis du Conseil d'Etat français de 1806, **10**, 196; commentaires de M. Fauchille, **10**, 197; critique du système français, **10**, 198; valeur de la théorie française, **10**, 201; sa justification, **10**, 203; pays n'admettant pas le système français et conservant le principe de la territorialité (Angleterre, Allemagne, Etats-Unis), **10**, 204; Etats ayant adopté la doctrine française, **10**, 207; position de l'Italie, sa jurisprudence confuse, **10**, 208 et s.

Le régime international des ports, territoire de l'Etat par rapport à la mer, mer territoriale appelée aussi mer côtière, **15**, 10; droit de passage inoffensif, **15**, 11; frontière entre le domaine territorial et mer côtière, elle change avec la marée, elle est fixée à la ligne de la marée la plus basse, **15**, 13.

La mer territoriale et la zone contiguë, **48**, 137 et s. Résultats obtenus par la deuxième Commission de la Conférence de La Haye (1930) de codification du droit international, ses treize articles sur le statut juridique de la mer territoriale, **48**, 137; impossibilité d'accord sur l'étendue des trois milles de la mer territoriale, mais rénovation d'intérêt scientifique de la question des eaux maritimes adjacentes (mer territoriale et zone contiguë), **48**, 138; les différences de nature juridique de la mer territoriale et de la zone contiguë, **48**, 139; en droit, comme au point de vue géographique, entre la haute mer et les eaux intérieures, ils ont même position intermédiaire, **48**, 140; la notion de zone contiguë non universellement admise, sa place dans les travaux de la Conférence de La Haye, **48**, 141; nécessité de ne point séparer l'étude de la mer territoriale et celle de la zone contiguë, raisons doctrinales, **48**, 142; raisons d'ordre politique, **48**, 145. Etendue des espaces maritimes adjacents soumis aux compétences de l'Etat riverain comme tel, **48**, 149 et s.; histoire du développement des notions juridiques concernant les eaux adjacentes, **48**, 149 et s.; statut juridique des eaux adjacentes au moyen âge, pays méditerranéens, **48**, 150; pays du Nord, **48**, 151; divergences au XVI^e^ siècle sur l'étendue de la mer côtière, doctrine de Grotius, son importance, **48**, 152; critère adopté au XVIII^e^ siècle de la portée de canon, **48**, 153; formule de Bynkershoek, **48**, 154; portée de canon limitée par Galiani à trois milles, **48**, 155; pratique concernant les eaux côtières à la fin du XVIII^e^ siècle, **48**, 156; disparition du critère de la portée de canon quand celle-ci dépasse toutes les distances envisagées, **48**, 157; traité anglo-américain de Gand (24 octobre 1818), identité entre portée de canon et trois milles marins, **48**, 159; avec l'augmentation de la balistique, le défaut d'harmonie apparaît et s'accroît entre les deux critères de l'étendue de la mer territoriale, **48**, 159 et s.; abandon, au début de la guerre mondiale, du critère de la portée de canon, adoption des trois milles marins, **48**, 161; la théorie de la zone contiguë remplace la notion de la portée de canon, **48**, 165; limitation de la zone contiguë, **48**, 166. De l'existence des règles du droit international sur l'étendue des eaux adjacentes soumises aux compétences juridiques de l'Etat riverain, **48**, 167 et s.; absence d'unité doctrinale dans les

solutions adoptées, **48**, 167; opinions des Corps savants, **48**, 167 et s.; manque d'uniformité dans la pratique des Etats, **48**, 170; pas de règles de droit international fixant l'étendue des eaux adjacentes, **48**, 171; idée de laisser à l'Etat riverain le pouvoir de fixer lui-même cette étendue, idée combattue par le délégué anglais à la deuxième Commission de la Conférence de La Haye, **48**, 174 et 175; opinions des autres délégués, **48**, 175; principe posé de l'autonomie de l'Etat riverain, fixation de l'étendue à lui assigner, **48**, 176; état actuel du droit international, **48**, 180; fixation conventionnelle de la largeur des eaux adjacentes, **48**, 183 et s.; premières tentatives, **48**, 184; insuccès des travaux de la Conférence de 1930, divergences sur l'étendue de la mer territoriale par l'inégalité des Puissances maritimes, **48**, 187; par variété de configuration des côtes, par inégalité de distance des côtes des fonds de pêche, **48**, 188; trois groupes d'Etats sur la question de la largeur des eaux adjacentes, **48**, 189; conséquences du défaut d'accord sur la question, **48**, 192. Mer territoriale, sa nature juridique, **48**, 195 et s.; elle fait partie du territoire et est soumise à la souveraineté de l'Etat riverain, **48**, 195; doctrine de M. de La Pradelle qui fait rentrer la mer territoriale dans la mer libre, **48**, 197; doctrine de M. Fauchille aboutissant à la même conclusion, **48**, 198; causes qui expliquent la différence entre l'aspect juridique des territoires terrestre et maritime, **48**, 200 et s. Limitations apportées par le droit international coutumier aux compétences de l'Etat riverain sur sa mer territoriale, le passage inoffensif, **48**, 205 et s.; impossibilité de démontrer le fondement juridique du droit de passage inoffensif, **48**, 207; article 3 de la Conférence de La Haye, définition du droit de passage, **48**, 208; navires privés en passage, compétence législative de l'Etat riverain, **48**, 210; liberté de passage inoffensif (art. 4), droits de l'Etat riverain (art. 5), discrimination entre pavillons (art. 6), taxes perçues sur les navires étrangers (art. 7), **48**, 211; applicabilité aux navires étrangers en passage des dispositions en vigueur sur le territoire de l'Etat riverain, **48**, 213 et s.; compétence juridictionnelle de l'Etat riverain, **48**, 217 et s.; juridiction répressive, **48**, 218; juridiction civile, **48**, 221; navires privés étrangers dans la mer territoriale mais non en passage, **48**, 223; navires de guerre étrangers, **48**, 223 et s.; navires publics autres que les navires de guerre, **48**, 227. Limitations conventionnelles ou spontanées établies par l'Etat riverain à ses compétences sur la mer territoriale, **48**, 228. Sol et sous-sol de la mer territoriale, **48**, 229. Espace atmosphérique au-dessus de la mer territoriale, **48**, 230 et s. Poursuite, **48**, 233 et s.; règle du droit international positif, **48**, 234; règles de droit international du droit de poursuite, **48**, 236; responsabilité internationale de l'Etat poursuivant, **48**, 239. Régime juridique de la zone contiguë, **48**, 241 et s.; notion de zone contiguë, **48**, 241 et s.; sources juridiques de la zone, **48**, 243; validité internationale de la zone contiguë, **48**, 245; zone contiguë en matière d'intérêts douaniers et fiscaux, **48**, 248 et s.; les « Hovering Acts » britanniques, **48**, 248; législation anglaise, **48**, 249; législation des Etats-Unis en matière douanière maritime, **48**, 250; difficultés diplomatiques avec les Etats des navires saisis, **48**, 253; Convention anglo-américaine du 23 janvier 1924,

48, 256; « liquor treaties » des Etats-Unis lors de la prohibition, **48**, 260; légitimité de l'institution d'une zone contiguë douanière, **48**, 261. Zone contiguë et intérêts de sécurité de l'Etat riverain, **48**, 263 et s. Zone contiguë en matière de pêche, **48**, 266 et s. Droit positif international actuel, **48**, 269 et s.; limites à son étendue, **48**, 270; attitude des Etats devant la notion à la Conférence de La Haye de 1930, **48**, 271.

V. *Codification du droit international. Droit international. Mer. Ports maritimes. Sources du droit international. Territoire.*

Mercantilisme. — V. *Politique internationale.*

Mère naturelle. — V. *Filiation.*

Message d'adieu de Washington. — V. *Politique extérieure.*

Mesures coercitives. — V. *Intervention. Sécurité internationale.*

Mesures conservatoires.

MESURES CONSERVATOIRES DANS LA PROCÉDURE ARBITRALE ET JUDICIAIRE, **40**, 649 et s.; Leur rapport avec les mesures provisoires pour prévenir la guerre, **40**, 649; limitation à la procédure arbitrale du droit international public, **40**, 649; leur rapport avec les mesures conservatoires du droit interne, **40**, 650; même but général de ces mesures en droit interne comme en droit international public, **40**, 652; la base politique de la communauté internationale autorise-t-elle l'établissement d'ordonnances de mesures conservatoires dans la procédure arbitrale et judiciaire ?, **40**, 653; mesures conservatoires dans la procédure arbitrale et judiciaire ayant la fonction subsidiaire de mesures pour le maintien de la paix, **40**, 656 et s.; mesures conservatoires dans les conventions judiciaires et arbitrales du Nouveau-Monde, **40**, 660 et s.; contenu et application de la Convention du 20 janvier 1902 entre les Républiques de l'Amérique centrale, **40**, 660 et s.; Cour de justice centre-américaine de 1907 et l'établissement de mesures conservatoires, **40**, 662 et s.; pouvoir de la Cour de maintenir en état les parties jusqu'à la décision finale, **40**, 663; cas où la Cour a ordonné des mesures conservatoires, **40**, 664 et s.; mesures conservatoires dans les traités Bryan, **40**, 670 et s.; autres Conventions du Nouveau-Monde, **40**, 672; mesures conservatoires dans le statut, le règlement et la jurisprudence de la Cour permanente, **40**, 676 et s.; l'article 41 du statut de la Cour, **40**, 676; différence avec la disposition analogue des traités Bryan, **40**, 679; l'article 57 du règlement de la Cour permanente, **40**, 680 et s.; mesures conservatoires dans la pratique judiciaire de la Cour, **40**, 686; affaire de l'usine de Chorzow, **40**, 690; litige concernant le statut juridique du territoire du sud-est du Groënland, **40**, 691; principes juridiques de fond et de procédure découlant de la pratique judiciaire de la Cour, **40**, 694; caractère obligatoire de certaines mesures à établir par la Cour, **40**, 696; mesures conservatoires dans les traités de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire, **40**, 698 et s.; rapport entre ces traités, leurs mesures conservatoires, celles prévues par le statut de la Cour permanente et le Pacte de la Société des Nations, **40**, 698; mesures conservatoires à recommander par les organismes techniques de la Société des Nations, **40**, 700; traité contenant une clause d'abstention obligatoire, **40**, 702; traités admettant des mesures conservatoires obligatoires dont l'exécution peut être réalisée par la voie administrative du droit

interne, **40**, 706 et s.; traités admettant des mesures conservatoires obligatoires à ordonner par l'instance compétente sans aucune limitation de ses pouvoirs, **40**, 708; mesures conservatoires dans les traités de Locarno, **40**, 711 et s.; attribution du pouvoir d'ordonner des mesures conservatoires tant au Conseil de la Société des Nations qu'aux organes de conciliation et d'arbitrage, **40**, 712; sanctions spéciales en cas de violation des mesures conservatoires ordonnées, **40**, 714; sanctions obligatoires des mesures conservatoires ordonnées par le Conseil, **40**, 717; les mesures conservatoires de l'Acte général de Genève de 1928, **40**, 720 et s.; différence entre ces mesures et celles des traités de Locarno, **40**, 721; mesures conservatoires prévues dans l'Acte général, **40**, 722 et s.; mesures conservatoires ordonnées par les tribunaux arbitraux mixtes, **40**, 726 et s.; règlement de procédure, **40**, 726; difficulté qu'entraînent les mesures conservatoires des tribunaux mixtes, **40**, 732; pratique initiale des tribunaux mixtes concernant l'application des mesures conservatoires, **40**, 733; pratique ultérieure des tribunaux arbitraux mixtes concernant l'application des mesures conservatoires, **40**, 736; requêtes ayant un caractère de tension politique, **40**, 736; crainte d'intervention dans les affaires intérieures des Etats, **40**, 741; interdiction d'une action directe dans les rapports entre la Ville libre et la Pologne ainsi que le pouvoir du Haut-Commissaire d'ordonner des mesures conservatoires, **40**, 744 et s.; rapport des mesures conservatoires en matière judiciaire et arbitrale avec le droit international public et commun, **40**, 747 et s.; problème de l'exécution des mesures conservatoires, **40**, 747; contraste entre l'étendue de la compétence internationale qui ordonne les mesures conservatoires et celle qui ordonne leur exécution, **40**, 748; tentatives pour remédier à la précarité des mesures conservatoires, **40**, 753; modifications apportées par les mesures conservatoires à la procédure internationale, **40**, 757; question de réparation du dommage causé par l'inexécution des mesures conservatoires, **40**, 759; coïncidence des mesures conservatoires en matière judiciaire et arbitrale avec les mesures provisoires des organes politiques pour la prévention de la guerre, **40**, 760.

V. *Cour permanente de justice internationale. Fonction exécutive en droit international. Guerre. Intervention. Mandats internationaux (Syrie et Liban).*

Mesures de guerre. — V. *Tribunaux arbitraux mixtes.*

Métallisme monétaire. — V. *Clause-or. Monnaie.*

Métallurgie. — V. *Trusts et cartels internationaux.*

Métaphysique. — V. *Relations internationales.*

Métaux précieux. — V. *Monnaie. Or.*

Météorologie. — V. *Crise.*

Méthode distributive par matières. — V. *Réciprocité diplomatique.*

Méthode distributive par pays. — V. *Réciprocité diplomatique.*

Méthode individualiste. — V. *Droit international privé (Grèce).*

Méthode internationaliste. — V. *Droit international privé (Grèce).*

Méthodologie. — V. *Droit international public.*

Métiers. — V. *Etranger.*

Meubles. — V. *Code civil italien. Double imposition. Droit international*

privé. Droit international privé (Etats-Unis). Faillite. Impôts. Ordre public. Personnalité des lois. Statuts (théorie des).

Migration.

Les migrations internationales et leur réglementation, **20**, 169. Définition des migrations, **20**, 171; sens d'émigration, **20**, 172; sens d'immigration, **20**, 173; emploi du mot migration, **20**, 174; Conférence de Rome de 1924, définition italienne de l'émigration combattue par les Républiques sud-américaines, **20**, 174 et 175; divers types de migrations, **20**, 177; temporaires et définitions, **20**, 178; migrations des étrangers, migrations des nationaux, **20**, 181; intensité des mouvements migratoires, **20**, 182; migrations transocéaniques, **20**, 184; migrations continentales, **20**, 185; rapatriement, **20**, 187; rythme des migrations, **20**, 188; grands centres d'émigration et d'immigration, **20**, 190 et s.; évolution du droit d'émigrer, **20**, 196 et s.; législation sur les migrations au début du XIX^e^ siècle, liberté d'émigrer, lois généralement restreignant la liberté d'émigrer, législation comparée, **20**, 197 et s.; Allemagne, 197; Espagne, 199; France, 200; Angleterre, 200; Amérique, 201; évolution de la législation pendant la première moitié du XIX^e^ siècle, **20**, 203 et s.; émigration obligatoire pour les indésirables, réclamations des pays d'immigration, **20**, 204; liberté d'émigration, **20**, 205; demande d'immigrants de la part des Etats-Unis, **20**, 207; droit d'expatriation établi aux Etats-Unis par l'acte du Congrès du 27 juillet 1868, loi du Homestead de 1862, **20**, 208; évolution pendant la deuxième moitié du XIX^e^ siècle, **20**, 210; calcul de la valeur en capital d'un émigrant et d'un immigrant, perte ou profit, **20**, 211; règlements italiens sur l'émigration, **20**, 214; réactions aux Etats-Unis contre l'immigration, groupes de l' « American Pary » et du « Know Nothing », leur programme en 1856, **20**, 218; lois successives des Etats-Unis reflétant les opinions favorables ou défavorables à certaines catégories d'immigrants, **20**, 219; émigrants russes et polonais en Allemagne, **20**, 224; politique des migrations pendant la guerre, **20**, 224; évolution des mouvements migratoires depuis la guerre et les lois actuelles, **20**, 228; augmentation du nombre des immigrants aux Etats-Unis après la guerre, loi de 1922 pour restreindre l'immigration blanche, ses effets, **20**, 229; maintien du régime des passeports dans les pays d'émigration, surveillance des frontières, **20**, 231; politique italienne et colonies italiennes à l'étranger, **20**, 232; les migrations collectives de main-d'œuvre, **20**, 237; les lois de l'émigration, nombreuses réglementations restrictrives, **20**, 241; émigration en transit, transport des émigrants par mer, loi régissant l'émigrant à bord, **20**, 242; embarquement des émigrants, **20**, 244; pays de transit continental, **20**, 246; rapatriement et réémigration (émigration des étrangers), **20**, 246; législations sur l'émigration en général et spécialement sur l'émigration transocéanique des citoyens du pays (émigration des nationaux), **20**, 249 et s.; l'information de l'émigrant, **20**, 250; la valorisation de l'émigrant, **20**, 251; œuvres de valorisation : contrat de travail, **20**, 252; formation et éducation des candidats à l'émigration, **20**, 255; la sélection de l'émigrant, **20**, 258; service militaire restreint la faculté d'émigration, **20**, 261; réglementation et protection de l'émigrant, **20**, 263; recrutement

et contrat de travail, **20**, 263; les papiers de l'émigrant, **20**, 264; son transport, **20**, 264; conclusion du contrat de transport, **20**, 266; voyage de l'émigrant, réglementation à bord, **20**, 267; assurance des émigrants, **20**, 268; sa subvention, **20**, 269; patronage à l'étranger et sauvegarde de l'esprit national, **20**, 273; les migrations de main-d'œuvre (migrations continentales), **20**, 276 et s.; Inde, **20**, 278; Europe, **20**, 279; administration des lois d'émigration, création d'organismes administratifs, **20**, 281; lois de l'immigration, lois sur l'immigration transocéanique, **20**, 284 et s.; évolution des lois d'immigration aux Etats-Unis, **20**, 284; historique, **20**, 285; le contingentement (quotes), **20**, 289; conditions d'entrée aux Etats-Unis, **20**, 291; les indésirables, **20**, 292; conditions de : race, pays, âge, sexe, moralité, santé physique, santé morale, richesse, **20**, 293; travailleurs sous contrat, **20**, 294; conditions résultant de la clandestinité de l'entrée, **20**, 294; débarquement des marins, **20**, 295; création d'un commissariat, **20**, 295; législation comparée, **20**, 296; défense absolue d'entrée, **20**, 298; limitation du nombre des entrants et encouragements au rapatriement, **20**, 298; sélection active, sélection passive, **20**, 299; expulsion, **20**, 300; documentation, **20**, 300; subventions, **20**, 304; autres faveurs accordées lors de la réception, **20**, 302; préparation technique, placement, **20**, 303; accès à la propriété, **20**, 304; rapatriement, **20**, 305; immigration de main-d'œuvre (temporaire, saisonnière, intracontinentale), **20**, 307; pays interdisant l'entrée des travailleurs étrangers, **20**, 308; réglementation française, **20**, 309; législation allemande, **20**, 311; législations asiatiques, **20**, 312; rapatriement et expulsion des immigrés, **20**, 313; réglementation internationale, **20**, 315; les traités bilatéraux, **20**, 317; les Conventions multilatérales, **20**, 319; les grandes Conférences internationales, **20**, 324; question domestique ou question internationale, **20**, 329; le rôle des organisations privées, **20**, 335; négociations et pourparlers entre gouvernements, **20**, 339.

V. *Apatrides. Colonies. Domaine réservé. Emigration. Etranger. Frontières. Immigration. Mer Baltique. Nationalité. Paix économique. Passeports.*

Milieu social. — V. *Recevabilité.*

Mines. — V. *Territoire.*

Mines sous-marines. — V. *Conférences de la paix de La Haye. Détroits.*

Mineur-minorité. — V. *Apatrides. Conflit de lois. Droit international privé (Canada). Droits acquis. Loi locale. Traite des blanches.*

Mineures. — V. *Traite des blanches.*

Minimaliste. — V. *Nationalisme économique.*

Ministère de la guerre. — V. *Prisonniers de guerre.*

Ministère des affaires étrangères. — V. *Droit international. Nationalité de la femme mariée. Presse. Reconnaissance d'Etats.*

Minorités.

La protection des minorités, **1**, 367. Origine du droit des minorités, **1**, 367; protection des droits de l'homme dans les pays de chrétienté, **1**, 369; intervention d'humanité en Turquie et ses répercussions en Europe, **1**, 373; protection des droits de l'homme et de la nation dans la doctrine du droit international, **1**, 383; doctrine de la souveraineté des Etats, **1**, 383; théorie de l'intervention d'humanité, **1**, 388; influence, sur la protection des

minorités, des facteurs sociaux : socialisme, **1**, 392; action juive, **1**, 394; pacifisme pendant la guerre, **1**, 395; attitude des Puissances alliées et associées pendant la Grande Guerre à l'égard du problème des nationalités, **1**, 397; les traités de minorités, **1**, 401. La reconnaissance de fait des minorités, **1**, 407. Droits et devoirs des minorités, **1**, 411; droit positif : droits reconnus aux membres des minorités en qualité d'habitants, protection de la vie et de la liberté personnelle et religieuse, **1**, 411; droits reconnus aux membres des minorités en qualité de ressortissants : 1) acquisition et perte de la nationalité, **1**, 412; 2) égalité civile et politique des ressortissants, **1**, 418; droits reconnus aux habitants ou ressortissants en qualité de minoritaires, **1**, 418; droits reconnus à titre individuel : 1) liberté religieuse, **1**, 419; 2) libre usage de la langue, **1**, 420; 3) l'enseignement : enseignement privé, **1**, 428; enseignement public, **1**, 430; 4) droit aux institutions charitables, **1**, 434; 5) droit à la répartition équitable des fonds publics, **1**, 435; droits reconnus aux minorités comme entités collectives, représentation proportionnelle, **1**, 436; autonomies, **1**, 437; autonomies locales, **1**, 437; autonomies personnelles, **1**, 439; critique du droit positif actuel, **1**, 443; garanties internationales du régime des minorités, **1**, 447; garantie contre les modifications par les pouvoirs nationaux, **1**, 447; droit positif, **1**, 447; commentaire, **1**, 452; garantie d'exécution, **1**, 455; A) action introductive, droit positif : droit de saisir le conseil, **1**, 455; procédure en cas de pétition ou d'investigation officielle, **1**, 457; procédure devant le secrétariat général sur pétition ou plainte, **1**, 457; personnes qualifiées pour présenter des pétitions, **1**, 459; pétitionnaires peuvent-ils s'adresser directement au secrétariat général ou après épuisement des instances nationales ? **1**, 460; règles sur la recevabilité des pétitions, **1**, 461; règles sur la transmission des pétitions, **1**, 462; informations réunies par le secrétariat général, **1**, 463; procédure devant le Comité du Conseil, **1**, 468; réformes désirables, droit des membres de la Société des Nations de saisir le Conseil, **1**, 470; droit des minorités, **1**, 472; réforme de la procédure militaire, **1**, 477; procédure de recevabilité, **1**, 478; examen des pétitions et demandes par le Comité du Conseil, **1**, 481; droit d'initiative du Conseil de la Société des Nations exercé d'office, **1**, 483; procédure devant le Conseil de la Société des Nations, droit positif, **1**, 485; demande d'informations au gouvernement intéressé, **1**, 485; pourparlers avec le gouvernement intéressé, **1**, 485; commission spéciale de juristes, **1**, 486; explications verbales des Etats intéressés, **1**, 486; négociations directes entre les Etats intéressés, **1**, 486; enquêtes sur place, **1**, 488; demande de l'avis consultatif de la Cour permanente de justice internationale, **1**, 488; recours à la Cour permanente de justice internationale, **1**, 492; appréciation du rôle du Conseil de la Société des Nations, **1**, 494; réformes désirables, **1**, 494. Généralisation du droit des minorités, **1**, 499; mouvement en sa faveur, **1**, 499; négociations du Conseil de la Société des Nations avec la Lettonie et l'Esthonie, **1**, 501 et s.

Questions de droit international concernant les religions (V. *Religion*, **5**, 371). Protection des minorités, **5**, 394; les trois sens du mot « minorité », politique, statistique, juridique, **5**, 395;

buts divers du régime juridique des minorités, **5**, 397; personnalité morale reconnue à une minorité, autonomie, **5**, 399; minorité de religion, contenu de cette notion, **5**, 400 et s.; en Orient, Eglises rattachées à l'Etat, protection nécessaire des minorités religieuses, en Occident, égalité des confessions suffit à cette protection, **5**, 403 et s.; histoire de la protection des minorités, **5**, 408 et s.

Limitations de la souveraineté (V. *Souveraineté*, **6**, 5 et s.). Le régime des minorités, **6**, 39.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **32**, 5). Institution par les traités de paix de la protection des minorités (religion, race ou langue), **32**, 48 et s.; précédents historiques, **32**, 49; droits internationaux de l'homme, droits d'ordre religieux visés par le Traité de Berlin, **32**, 50; Traité de Versailles, mise sous l'égide de la Société des Nations de la protection des minorités, **32**, 52; danger de cette institution, **32**, 53; description confuse et équivoque des droits des minorités, **32**, 53; critiques, **32**, 54.

Principes généraux du droit international de la paix (V. *Droit international*, **34**, 181 et s.). Les minorités, **34**, 320; traités des minorités, **34**, 320; protection des minorités, **34**, 321; difficultés de reconnaître, par le droit international, les droits des minorités englobées dans un Etat, **34**, 323; minorités de langue, de religion, de race, **34**.

Le principe des nationalités (V. *Nationalités*, **37**, 5 et s.). Protection des minorités, **37**, 57 et s.; les précédents historiques, **37**, 57 et s.; les normes, principes, véritables droits de l'homme, **37**, 60; devoir de l'Etat à l'égard des minorités, **37**, 61; la procédure, la Charte des minorités, **37**, 62; les stipulations protectrices des minorités sont d'un intérêt international, **37**, 62; rôle de la Société des Nations, **37**, 62 et s.; création par le Conseil d'un Comité des trois pour la protection des minorités, action par voie diplomatique et, en cas d'échec, recours au Conseil, **37**, 63; avantage formel, avantage moral de l'Institution, **37**, 64; effets possible et valeur de la nouvelle Charte, **37**, 66 et s.

Juridiction et jurisprudence de la Cour permanente de justice internationale en matière de mandats et de minorités (V. *Cour permanente de justice internationale*, **59**, 591 et s.); notion de minorité, **59**, 634; éléments constitutifs de la minorité, **59**, 637; égalité de droit et de fait, **59**, 643; égalité réelle et effective, **59**, 647; protection des droits privés, **59**, 655; le sens de l'expression « de parents y étant domiciliés », **59**, 655; déclaration des parents en matière scolaire d'après la Convention de Genève, **59**, 656; définition du terme « communauté », **59**, 658; but des traités de minorités, **59**, 659; étendue de la protection des minorités, **59**, 662; examen des points incidents, **59**, 664; extension de la compétence de la Cour par accord des Parties, **59**, 665; cas de l'article 72, alinéa 3, de la Convention de Genève, **59**, 667; légalité des Comités de minorité, **59**, 667; pouvoir du Conseil de déterminer la procédure et de la modifier, **59**, 669; conditions de vote requises pour l'adoption d'une demande d'avis par le Conseil, en matière de minorités, **59**, 670; inapplicabilité de l'article 31 du statut de la Cour en matière de minorités, **59**, 672; conflits de compétence entre le Conseil et la Cour, **59**, 673;

règles pour l'interprétation des chartes minoritaires, **59**, 679. Rôle de la Cour en matière de minorités, **59**, 682. (V. *Mandats internationaux*, **59**, 599 et 682 et s.) Régime de la protection des minorités, **59**, 699 et s.

V. *Apatrides. Compétences internationales et étatiques. Droit international. Droits de l'homme. Etranger. Garanties internationales. Mandats internationaux. Mer Baltique. Pétition. Régionalisme.*

Minorités (accès des) à la justice internationale. — V. *Tribunaux internationaux.*

Minorités (protection des). — V. *Nationalité.*

Minorités chrétiennes (protection des). — V. *Guerre hors la loi.*

Mise en demeure du débiteur (principe de la). — V. *Principes généraux du droit.*

Mise hors la loi. — V. *Guerre hors la loi.*

Missions. — V. *Sauvages américains.*

Missions catholiques.

CONDITION INTERNATIONALE DES MISSIONS CATHOLIQUES, **26**, 81 et s. Inauguration de la Cour d'arbitrage de La Haye (1902) par un jugement relatif aux missions catholiques de Californie, **26**, 81; définition de la mission, **26**, 83; maximes missionnaires de l'Eglise romaine, **26**, 84; pas de contrainte à l'égard des non-chrétiens, **26**, 84; liberté de prédication, **26**, 85; pas de limitations territoriales pour l'expansion du *Credo*, **26**, 88; maintien rigoureux du caractère supranational de l'activité missionnaire, **26**, 89; création en 1622 de la Congrégation de la Propagande, **26**, 90; elle impose aux missionnaires de ne faire ni politique, ni politique nationale surtout, **26**, 92 et s.; aspiration à former un clergé indigène, **26**, 95; appel de ces maximes dans les actes récents de Pie XI, **26**, 96; la protection des chrétiens en pays musulmans, **26**, 101 et s.; les origines : empire carolingien, empire bizantin, protection résultant de l'idée même d'Empire, **26**, 201; clauses d'ordre religieux jointes aux traités de commerce du moyen âge, **26**, 103; traités de l'époque moderne entre Etats européens et pays barbaresques, **26**, 106; les capitulations signées entre la France et le Sultan, **26**, 108; capitulations signées entre le sultan et d'autres Etats européens, **26**, 113; la propagande en face des diverses puissances protectrices, **26**, 115; situation créée par le traité de Berlin, **26**, 117; mesures du Saint-Siège en faveur du protectorat de la France et de l'Autriche, **26**, 118; Arrangement franco-italien de 1905, **26**, 118; la situation religieuse résultant du traité de Lausanne, **26**, 119; la protection des missions en pays païens, par conventions ou démarches diplomatiques, le protectorat français en Chine, **26**, 123; conventions diplomatiques sur la liberté des missionnaires, **26**, 123; ratification par la souveraineté japonaise des discrets désirs de la diplomatie, **26**, 127; tractations internationales au sujet de la Chine, première étape (1884-1846), **26**, 129; la religion chrétienne autorisée en Chine, **26**, 130; seconde étape (1858-1860), **26**, 131; traités de Tien-Tsin et de Pékin : la liberté des missionnaires, **26**, 131; troisième étape (1860-1894) : l'étape des interprétations, **26**, 133; conventions sur le droit de propriété des missionnaires, **26**, 135; le protectorat français en Chine et le Saint-Siège, **26**, 137; les aspirations de Léon XIII, **26**, 140; aspirations de certaines puissances (Allemagne, Italie) à protéger

leurs missionnaires, **26**, 145; l'idée de protectorat et d'exterritorialité devant l'opinion chinoise, **26**, 147; les discussions diplomatiques de 1844-1846, **26**, 148 et s.; protection des missions par des traités entre nations chrétiennes ou par des décisions de congrès internationaux, **26**, 160 et s.; traités entre nations chrétiennes, **26**, 160; Conférence de l'Afrique occidentale, **26**, 161; esprit supranational dont s'inspira l'Acte du Congo, **26**, 162; Conférence de Bruxelles pour la suppression de l'esclavage, **26**, 164; les deux tendances en présence à la Conférence de Berlin protection spéciale des missions et liberté de toutes les religions, **26**, 165; changements apportés dans la condition internationale des missions par la Grande Guerre et les traités ultérieurs, perspectives d'avenir, **26**, 169; répercussions de la Grande Guerre sur l'œuvre missionnaire, **26**, 169; résultat du traité de Versailles : 1) abrogation des conventions entre les Empires centraux et les Alliés sur les choses missionnaires, **26**, 171; le régime des mandats, **26**, 172; l'acte de Saint-Germain au sujet de l'Afrique, **26**, 179; Convention de 1926 sur l'esclavage, **26**, 181; l'opinion internationale actuelle et les missions, **26**, 182; portée politique de la conception supranationale des missions, **26**, 186; son application dans le mouvement xénophobe en Chine, **26**, 187; état d'esprit des milieux missionnaires au sujet des tendances nationalistes ou impérialistes en matière de mission, **26**, 191; tendance à européaniser les populations lointaines, **26**, 196; tendance à mélanger les diverses nationalités dans la composition des postes de mission, **26**, 197; les missions catholiques durant la Grande Guerre, **26**, 199.

V. *Confessions religieuses.*

Missions diplomatiques. — V. *Dominions britanniques. Immunités internationales.*

Missions étrangères. — V. *Mandats internationaux.*

Missions extraordinaires. — V. *Rapports entre Etats.*

Missions protestantes.

Les missions protestantes et le droit international, **29**, 191 et s. Importants progrès des missions protestantes depuis 1815, **29**, 192; comment l'installation des missions protestantes en divers pays fait naître des problèmes de droit international, **29**, 193; accord ou refus du droit d'entrée aux missionnaires protestants, cas de refus, **29**, 195; situation aux Indes, au Japon, **29**, 196 et 197; pays où les missionnaires sont autorisés, Tahiti, îles Fidji, sud de l'Afrique, **29**, 199; missionnaires appelés par des voyageurs européens ou imposés par une puissance européenne, **29**, 200; situation en Chine, **29**, 201; traité franco-chinois du 27 juin 1858, article 13, **29**, 202; droit de propriété, droit de circulation, de prédication, d'enseignement accordés aux missions catholiques par traité franco-annamite et le traité du protectorat de la France sur l'Annam (1884) et refusés aux missionnaires protestants, **29**, 206; droit d'acquérir et de posséder au Japon et en Chine, **29**, 206; Convention franco-chinoise de 1865 (Convention Berthémy), **29**, 207; règles chinoises de 1911 relatives au droit de propriété des étrangers à l'intérieur, **29**, 208; protection des missionnaires, leur droit à réparation pour les pertes subies, **29**, 210; dans les pays d'exterritorialité (Chine), protection diplomatique, **29**, 211; cette protection assurée aux

missionnaires protestants par leur pays d'origine a fait croire dans le pays où ils exercent leur ministère qu'ils étaient agents de la Puissance protectrice, **29**, 213; principes adoptés par les missions protestantes sur la question de la protection, **29**, 213; résolution adoptée par le Comité de l'American Board (société américaine des missions presbytériennes), **29**, 214; attitude des missions protestantes à l'égard du privilège d'exterritorialité, **29**, 215; protection des chrétiens convertis, **29**, 217; le droit des missionnaires protestants de réclamer la protection des autorités du pays où ils exercent leur activité, **29**, 219; entrée en 1899 des missions catholiques dans la hiérarchie chinoise, attitude des missions protestantes, **29**, 220 et s.; dommages aux personnes ou aux biens dans les pays où travaillent des missions protestantes, leur attitude, **29**, 222; cas particulier de dommages aux personnes, **29**, 224; action diplomatique des missionnaires, **29**, 227 et s.; leur rôle politique dans les pays non civilisés, **29**, 227; peuple des Bassontos, autorité du chef rétablie par les missionnaires de la Société des missions évangéliques de Paris, leur rôle de conseiller auprès du chef en difficulté avec les Boërs, **29**, 229; les interventions du missionnaire Casalis en Afrique du Sud, **29**, 231; activité du missionnaire américain Verbeck au Japon (1859), **29**, 233; les missionnaires peuvent-ils devenir agents diplomatiques dans le pays où ils exercent leur ministère ?, **29**, 235; création aux Indes du Conseil missionnaire, **29**, 237; situation des missionnaires prenant position contre leur pays d'origine, **29**, 238; le travail forcé imposé aux indigènes de certaines colonies par les autorités représentant les gouvernements européens, protestations des missions protestantes, **29**, 240; difficultés et conflits, **29**, 243 et s.; concurrence entre missions de confessions différentes, **29**, 243; affaire de l'île de Lifon (Nouvelle Calédonie) entre la France et l'Angleterre, **29**, 247; de l'Acte de Berlin au Traité de Versailles, **29**, 251; Acte général de la Conférence de Berlin, 26 février 1885, **29**, 251; protection accordée aux missions chrétiennes, quelle que soit leur confession, **29**, 251; les autres accords, **29**, 252; guerre 1914, situation des missions allemandes dans les divers pays du monde, **29**, 253; articles 438 et 297 du Traité de Versailles sur la base des propositions des représentants des Eglises et des sociétés de missions de pays neutres à la Conférence de la paix relativement aux missions religieuses allemandes, **29**, 258; difficultés nées de l'interprétation de ces articles, **29**, 261 et s.; missions protestantes et liberté religieuse, **29**, 266 et s.; l'article 22 du Pacte de la Société des Nations, **29**, 266; son application dans les pays sous mandat, **29**, 267; mesures adoptées par les Puissances chrétiennes à l'égard des missionnaires s'établissant dans leurs colonies, **29**, 270; traité de Lausanne, protection des minorités et de la liberté religieuse, **29**, 276; situation en Turquie, **29**, 276; les missions protestantes en Corée, **29**, 278; mouvement antichrétien en Chine depuis 1922, **29**, 279; le vœu des missions protestantes, **29**, 281.

Missions religieuses. — V. *Mandats internationaux.*

Modifications constitutionnelles. — V. *Guerre.*

Môles. — V. *Frontières.*

Monarchie. — V. *Bodin. Etat.*

Monarchie universelle. — V. *Organisation internationale*

Monisme. — V. *Compétences internationales et étatiques. Droit international. Droit international et droit interne. Droit naturel. Droits de l'homme. Guerre. Suarez.*

Monnaie.

La monnaie en droit international public, **27**, 247 et s. La souveraineté monétaire et ses limites, **27**, 247 et s.; carence de la doctrine juridique de la monnaie, **27**, 247; l'Etat et la monnaie, **27**, 249; monopole de l'Etat en matière monétaire, **27**, 249; tâche de l'Etat dans l'administration de la monnaie, **27**, 251; respect de la monnaie métallique ou fiduciaire à l'intérieur et à l'extérieur, **27**, 251; activité de l'Etat en matière de changes, **27**, 252; l'Etat, la monnaie et le droit international, **27**, 253; territorialité de la législation et de l'administration monétaires, **27**, 253; les Conventions internationales sur la monnaie et leur place dans le système du droit international public, **27**, 255 et s.; droit international public de la monnaie, **27**, 256; droit administratif international, critique, **27**, 257; droit international économique, **27**, 258; droit international financier, **27**, 259; principe de la souveraineté monétaire, **27**, 260 et s.; restrictions, en droit international, à la souveraineté monétaire, **27**, 261; régime de la monnaie dans les paiements internationaux, **27**, 263 et s.; monnaie des paiements internationaux, **27**, 263; doubles cas de limitation de la souveraineté monétaire, **27**, 263; dettes contractuelles entre Etats, **27**, 264; conventions de subsides à l'époque napoléonienne, **72**, 265; indemnités de guerre, **27**, 266 et s.; dettes entre Etats contractées pendant la guerre mondiale, **27**, 268; monnaies de paiement des dettes interétatiques, **27**, 269; obligations *ex delicto* des Etats, **27**, 270; les conventions américaines d'arbitrage en matière d'obligations *ex delicto*, **27**, 271; règles internationales concernant la monnaie de paiement des dettes privées, **27**, 273 et s.; application du droit interne, **27**, 273; plan Young, commercialisation de l'obligation de réparation, **27**, 273; dépréciation des monnaies étrangères, conséquences, **27**, 274; fixation de la monnaie de paiement privé par le droit commun et conventionnel international, **27**, 275; arrêt de la Cour permanente de justice internationale, **27**, 276; conventions entre Etats relatives à la monnaie de paiement dans les rapports privés internationaux, leurs types, **27**, 278; type unilatéral des stipulations directes de valorisation dans les traités de paix, **27**, 279; type de convention monétaire réglant directement la monnaie des paiements internationaux sur la base de la réciprocité, **27**, 281; comment les dettes sont valorisées, **27**, 282; la monnaie en cas de transformations territoriales des Etats et d'exercice temporaire de la souveraineté monétaire, **27**, 285; successions d'Etat, changement du « maître de la monnaie », **27**, 285; ce qu'il arrive de la monnaie métallique vis-à-vis de ses détenteurs, **27**, 285; ce qu'il arrive de la monnaie de papier, **27**, 288; la monnaie métallique en cas de transformation d'Etats, **27**, 289 et s.; la monnaie fiduciaire dans cette transformation des Etats, **27**, 291 et s.; cas de succession partielle, **27**, 294; cas de succession universelle, **27**, 297 et s.; dispositions des traités de paix, **27**, 297 et s.; les billets de banque en cas de succession d'Etats, **27**, 305; changements transitoires de la sou-

verainеté monétaire, **27**, 306; émission de papier-monnaie pendant l'occupation en temps de guerre, **27**, 306; controverse germano-belge sur la question des marks, **27**, 308; émission de papier-monnaie par l'autorité allemande en Roumanie, **27**, 308; régime monétaire de la Sarre, **27**, 312; mesures internationales de redressement monétaire des Etats, **27**, 314 et s.; caractère de l'intervention internationale en matière monétaire, **27**, 315; le précédent d'avant-guerre, la réforme monétaire au Maroc, **27**, 316 et s.; Conférence d'Algésiras, création d'une Banque d'Etat, **27**, 317; insuffisance de la couverture métallique pour émission de billets, monnaie d'argent dite « hassani », **27**, 318; démonétisation de la monnaie « hassani », franc-papier monnaie légale (1920), **27**, 319; monnaie applicable à la zone de Tanger, **27**, 319; les précédents d'après-guerre, **27**, 320 et s.; nombreux changements monétaires, **27**, 320; la réforme monétaire autrichienne (1922), **27**, 322; la réforme monétaire hongroise (1924), **27**, 325; la réforme monétaire allemande (1924), **27**, 328; la réforme monétaire esthonienne (1926), **27**, 331; réforme monétaire hellénique (1927), **27**, 333; stabilisation bulgare (1928), **27**, 335; mesures internationales de régularisation des changes, **27**, 339 et s.; problème nouveau de la réglementation des changes, **27**, 339; clause des transferts dans les actes relatifs à la Hongrie, **27**, 341 et s.; emprunt hongrois de reconstitution et paiements hongrois d'obligations découlant du traité de Trianon, avis du Comité financier de la Société des Nations, maintien de la stabilité monétaire, **27**, 341; clause des transferts dans le plan Dawes, **27**, 345 et s.; influence du précédent hongrois, **27**, 345; distinction entre paiements et transferts de paiements, **27**, 346; création d'un Comité des transferts, **27**, 347; comparaison entre le système hongrois et le plan Dawes, **27**, 349; souveraineté du Comité des transferts en matière de suspension des transferts, **27**, 350; clause des transferts dans le plan Young, **27**, 352 et s.; révision du plan Dawes, mobilisation de la dette allemande, **27**, 352; les dispositions du plan Young, **27**, 352 et s.; annuités non différables et annuités différables, barèmes des paiements allemands, **27**, 354; création d'un Banque des Règlements internationaux, **27**, 356; clause des transferts en Bulgarie, **27**, 358 et s.; décision de la Commission des Réparations, **27**, 359; les Unions monétaires, **27**, 364 et s.; tentatives d'unification internationale de la monnaie, leur échec, **27**, 364 et s.; origine des Unions monétaires, **27**, 366 et s.; chaos monétaire de l'Europe dans la première moitié du XIX^e^ siècle, **27**, 366; tentatives d'Union, **27**, 367; Unions allemandes et austro-allemandes, **27**, 368 et s.; Union monétaire latine, **27**, 372 et s.; Convention de 1865, **27**, 372; Convention de 1878, **27**, 375; Convention de 1885, **27**, 377; l'Union monétaire jusqu'à la guerre de 1914, **27**, 378; effets de la guerre, afflux de monnaies divisionnaires françaises en Suisse, Arrangement franco-suisse de 1920, **27**, 380; Union monétaire austro-hongroise, **27**, 382; Union monétaire scandinave, **27**, 384; accords entre Etats et Banques d'Etat, **27**, 385; disparition par suite de la guerre 1914, **27**, 386; double forme d'unification monétaire, **27**, 358.

QUESTIONS JURIDIQUES SOULEVÉES DANS LES RAPPORTS INTERNATIONAUX PAR LES VARIATIONS DE VALEUR DES SIGNES MONÉTAIRES, **29**, 5 et s.

Variations de valeur de la monnaie, causes et réglementation juridique au cours des siècles, **29**, 5 et s.; problème de l'influence des variations monétaires aussi ancien que la monnaie elle-même, **29**, 5; antiquité, pesée de la monnaie métallique donnant par le poids du métal précieux la valeur libératoire, **29**, 6; droit canonique, devoir du prince de maintenir une monnaie saine, **29**, 7; la monnaie en Allemagne, **29**, 8; la frappe de la monnaie source de revenus en France pour les souverains, **29**, 8; évolution vers le nationalisme, **29**, 9; la monnaie-marchandise, la Révolution française, les assignats, **29**, 9 et s.; le nominalisme dans les pays anglo-saxons, aux Etats-Unis, **29**, 11 et s.; la stabilité de la monnaie justifie le nominalisme, **29**, 13; variations du pouvoir d'achat, ses causes, **29**, 13; le papier-monnaie, sa valeur, comment l'Etat moderne l'utilise, l'inflation, **29**, 15 et s.; expériences contemporaines, **29**, 18 et s.; dépréciation monétaire et inflation résultant de la guerre mondiale, conséquences néfastes de l'inflation, **29**, 18 et s.; situation juridique en Allemagne et en Pologne, **29**, 20; lois de valorisation, **29**, 21 et s.; critique de la législation de valorisation, **29**, 24; problèmes soulevés en droit international par les variations de valeur de la monnaie et leur appréciation juridique, **29**, 29; absence de règle législative en droit international privé pour la solution des problèmes monétaires, **29**, 30; souveraineté de l'Etat en matière monétaire, **29**, 30; ses prescriptions sont de droit public et d'ordre public, **29**, 31; application à l'étranger par les tribunaux étrangers des prescriptions monétaires d'un Etat, **29**, 31; application de la législation de l'Etat dans la monnaie duquel un rapport juridique a été exprimé, **29**, 33; changement de régime monétaire et son appréciation juridique en droit international, **29**, 34 et s.; influence de ce changement sur les paiements, procès dit « des coupons » à l'occasion de la passation en Allemagne de l'étalon-argent à l'étalon-or, **29**, 34; le changement du régime monétaire n'éteint pas l'obligation pécuniaire mais la convertit en la nouvelle monnaie, manière d'opérer cette conversion, **29**, 37; taux de conversion, **29**, 38; la force obligatoire de la législation monétaire d'un Etat et le taux de conversion s'étendent en principe à l'étranger, **29**, 41; cas où les tribunaux étrangers peuvent ne pas reconnaître la force obligatoire du taux de conversion, **29**, 42; dépréciation de la monnaie et son appréciation juridique en droit international, **29**, 46 et s.; influence de l'inflation sur les rapports juridiques de caractère international, **29**, 47; cas où l'Etat règle lui-même la question par la voie législative, **29**, 51; la réglementation des questions monétaires par les traités de paix et quelques traités ultérieurs, **29**, 53; procédure de vérification et de compensation établie par les traités de paix, **29**, 53; dettes entre Alsaciens-Lorrains résidant en Alsace-Lorraine et les ressortissants allemands, article 72 du traité de Versailles, **29**, 54; dettes entre ressortissants autrichiens et hongrois et les anciens qui ont acquis la nationalité d'une des Puissances alliées ou associées mais seulement en vertu des traités de Saint-Germain et de Trianon, **29**, 55; traités ultérieurs modifiant les dispositions des traités de paix, **29**, 58; Convention austro-italienne du 6 avril 1922, **29**, 58; Convention austro-tchécoslovaque du 18 juillet 1924, **29**, 59; règlement des

dettes réciproques entre ressortissants allemands et polonais, **29**, 60 et s.; dettes de l'ancien gouvernement autrichien et hongrois, **29**, 62 et s.; le problème de la valorisation en droit international, **29**, 67 et s.; la monnaie dans laquelle le rapport juridique a été exprimé décide si ce rapport sera valorisé et d'après quelle législation, ou c'est la législation de l'Etat régissant le rapport juridique qui décide en matière de valorisation, **29**, 67; étude de ces deux solutions, **29**, 68 et s.; seule la législation dont relève le rapport juridique est compétente pour décider en matière de valorisation, **29**, 69; convention germano-polonaise du 5 juillet 1928 en matière de valorisation, **29**, 72; cas de changement de souveraineté, **29**, 74; moyens de se garantir contre les conséquences de la dépréciation de la monnaie dans les relations internationales, **29**, 77 et s.; les différentes clauses de garantie, **29**, 77 et s.; les anciennes clauses, article 1896 du Code civil français, le prêt en lingots, **29**, 77 et 78; la clause de paiement en or ou « clause-or », **29**, 78 et s.; la clause de paiement en monnaie étrangère; **29**, 83 et s.; le droit de substitution, **29**, 84; dettes en monnaie étrangère « apparente », **29**, 85; sort juridique des dettes en monnaie étrangère, **29**, 87; clause alternative, **29**, 90 et s.; cette clause stipule plusieurs monnaies au choix du créancier, **29**, 90; autres clauses de garantie, **29**, 93 et s.; les clauses de garantie dans la législation et dans la jurisprudence, **29**, 96 et s.; la guerre de 1914 fit annuler ou limiter, dans beaucoup d'Etats, les clauses de garantie, **29**, 96; incompétence de l'Etat en pareille matière, les restrictions édictées par un Etat ne sont pas applicables dans un autre Etat dont la législation règle le rapport juridique, **29**, 100; intervention diplomatique, **29**, 101; jurisprudence française, **29**, 101; incertitude de la situation du créancier dans les relations internationales, **29**, 105.

La stabilisation des monnaies, **38**, 471 et s. Rôle et nature de la monnaie, **38**, 471 et s.; rôle social de la monnaie, triple rôle, **38**, 472; conditions essentielles d'une bonne monnaie, **38**, 475 et s.; stabilité de la monnaie, **38**, 475 et s.; son importance pour le commerce et les opérations de crédit, **38**, 475; ce qu'entraîne l'instabilité de la monnaie sur la mesure des valeurs, sur l'épargne, sur les finances publiques, sur le régime de la dette publique, **38**, 476 et s.; élasticité de la monnaie, **38**, 480; la monnaie de papier, **38**, 482 et s.; développement de la monnaie de papier, **38**, 482 et s.; monnaie d'or, véritable monnaie métallique, **38**, 483; nullité de la valeur vénale de la monnaie papier, **38**, 483; croyance en sa valeur d'achat est à la base de l'acceptation de la monnaie papier, **38**, 484; nécessité depuis la guerre de la substitution du papier à l'or, opération de faux monnayage, **38**, 484; monnaie de papier moderne, **38**, 486; monnaie de papier convertible en or, **38**, 487; supériorité de la monnaie de papier, **38**, 488; sa stabilité, **38**, 488; son élasticité, **38**, 491; convertibilité assurée par l'or et les créances liquides à court terme, **38**, 492; dangers de la monnaie de papier, **38**, 493; service public de la monnaie de papier, **38**, 496; les trois phases du billet de banque, **38**, 496; nature juridique du billet de banque dans les Etats modernes à circulation exclusive de monnaie de papier, **38**, 498; rôle des gouvernants touchant la monnaie de papier, **38**, 499; le cours forcé, **38**, 500; les instituts d'émission,

38, 501 et s.; leur caractère : concession monopolisée, **38**, 502; concession temporaire, **38** 503; activité réglementée, **38**, 503; couverture de la monnaie de papier, **38**, 505; encaisse (or et devises étrangères), **38**, 505; portefeuille (effets à court terme de solvabilité certaine), **38**, 505; nature juridique du droit du porteur de monnaie de papier sur le stock d'or, **38**, 507; comment se stabilise une monnaie de papier détraquée, **38**, 509 et s.; milieu monétaire où se produit l'opération de stabilisation, **38**, 509; préjugés courants en matière de stabilisation, **38**, 510; préjugé de la banqueroute, **38**, 511; balance des paiements, **38**, 512; balance commerciale, balance des comptes, **38**, 512; balance des paiements, **38**, 513; préjugé sur la spéculation, **38**, 515; plan de stabilisation, **38**, 518; confiance politique, **38**, 518; confiance dans la gestion des finances publiques, **38**, 519 et s.; équilibre budgétaire, **38**, 519; consolidation de la dette flottante, **38**, 520; comptabilité publique, **38**, 521; les procédés techniques de rétablissement de la monnaie de papier, **38**, 521 et s.; Institut d'émission indépendant, **38**, 522; règles auxquelles on doit soumettre l'Institut : non-établissement d'Etat, valeur du personnel, **38**, 523; fixation des rapports de l'Institut et du gouvernement, **38**, 525; danger des avances de la Banque d'Etat, **38**, 525; danger de l'influence des grandes banques et industries privées, **38**, 527; encaisse-or, **38**, 531 et s.; maintien d'un stock d'or suffisant, **38**, 531; manière de se procurer de l'or, **38**, 531; application du plan de stabilisation, **38**, 533 et s.; mesures de première urgence, **38**, 533; mesures de seconde urgence, **38**, 534; stabilisation proprement dite, **38**, 534.

Evolution monétaire dans le monde depuis la guerre de 1914, **49**, 7 et s. Guerre et révision des positions économiques internationales, **49**, 7 et s.; positions économiques internationales d'avant guerre, nécessité de leur révision, **49**, 7; nécessité d'une réforme sociale, **49**, 8; nécessité de réviser les rapports entre l'individu et les collectivités, entre l'individu et l'Etat, **49**, 8; relations de la politique et de l'économique, **49**, 9; aggravation par la guerre du problème économique, **49**, 10; évolution monétaire du monde après la guerre, **49**, 13. Fonctions économiques financières et politiques de la monnaie, **49**, 15 et s.; ce qu'est la monnaie, **49**, 15; ses fonctions, **49**, 16; moyen d'échange, **49**, 16; moyen de financement des économies privées, **49**, 17; moyen de financement public, **49**, 17; instrument de politique économique, **49**, 20; instrument de politique financière, **49**, 22; antinomie possible entre les buts des deux politiques, **49**, 24; acte de souveraineté monétaire contraire à l'ordre juridique, finances d'exception, *salus publica suprema lex*, **49**, 27; mesures d'exception prises par l'Etat, **49**, 28 et s. Politique économique de la paix dans le monde et la crise monétaire, **49**, 29 et s.; carence économique des traités de paix, **49**, 31; à la guerre succède la guerre économique, **49**, 32; politique économique et financière qui aurait dû être suivie, **49**, 32; reconstruction des relations économiques, **49**, 32; liquidation des dépenses de guerre, **49**, 34; nécessité d'opérer la déflation, **49**, 35; altération dans la distribution mondiale de l'or, **49**, 38; or, principal instrument de transferts de capitaux, **49**, 39; le problème de l'or évoqué au Sénat des Etats-Unis, **49**, 41; nécessité de la

création d'un Institut international chargé de répartir les capitaux dans le monde, **49**, 44; retour à l'équilibre des prix internationaux, **49**, 47 et s. Inflation illimitée et écoulement de monnaies faibles, **49**, 50 et s.; passage de l'état de guerre à l'état de paix, **49**, 52; imprévision de la transition, **49**, 52; répercussion sur l'économie mondiale des charges imposées aux vaincus, **49**, 53; abandon financier de l'Europe par l'Amérique, **49**, 55; crise des changes, **49**, 57; crise américaine de 1921-1922, causes, répercussion sur la politique monétaire en Europe, **49**, 61; directives de politique monétaire formulées par la Conférence de Gênes (1922), **49**, 62. Retour à l'or et période de l'inflation modérée, les expériences du « Gold exchange standard », **49**, 70 et s.; Conférence de Gênes, vœux exprimés de stabilisation des monnaies et de soutien des prix, **49**, 70; situation monétaire mondiale fin 1923, **49**, 72; intervention de la Société des Nations pour l'assainissement monétaire, **49**, 75; redressement monétaire en Allemagne, **49**, 76; prêts consentis à l'Allemagne, **49**, 78; développement des succursales des grandes banques américaines, **49**, 79; stabilisation de la Livre anglaise, **49**, 80; « Gold Exchange standard », reprise de la parité de valeur de la livre et du dollar, critique de cette mesure, **49**, 82 et s.; conséquence du retour à la parité, **49**, 85; vice de la méthode de revalorisation, **49**, 86; retour de la Russie à l'or, **49**, 87; retour de divers Etats à l'or, **49**, 89; les stabilisations monétaires : Belgique, **49**, 90; Italie, **49**, 91; France, **49**, 94; critique de la méthode française de stabilisation, **49**, 96; revalorisation de la monnaie dans les Etats scandinaves, **49**, 97; réformes monétaires dans divers pays, **49**, 97 et s.; conséquences des stabilisations monétaires, **49**, 99. Dévaluation monétaire, reflation, monnaies dirigées et autarchies nationales (1933-1934), **49**, 101 et s.; fragilité de l'équilibre monétaire ou le déséquilibre des prix, **49**, 101; divergence dans le mouvement des indices des prix-papier et des prix-or causes de perturbations dans le commerce international, **49**, 103; maintien en Amérique du niveau des prix élevés, **49**, 103; conséquences de ces déséquilibres, **49**, 104; achat d'or par la Banque de France, **49**, 105; prêts à court terme, **49**, 105; moratoire Hoover pour le paiement des réparations allemandes, conséquences, chute de la livre anglaise, critique de la politique monétaire anglaise, **49**, 107 et s.; la dépréciation de la livre incite les créanciers de l'Angleterre à racheter leurs dettes, **49**, 110; création de l' « Equalization Fund », **49**, 110; politique monétaire japonaise, **49**, 111; nouvelle politique de reflation, exemple des Etats-Unis et le « New Deal », **49**, 113; politique monétaire du Président Roosevelt, **49**, 116 et s.; état des monnaies en 1934, **49**, 120. Responsabilité et perspectives de la crise monétaire, **49**, 122 et s.; crise monétaire et crise économique, **49**, 122; recherche d'équilibre entre coûts et prix, **49**, 123; nécessité de renaissance d'une coopération internationale, **49**, 125; tableaux donnant les courbes des mouvements monétaires et des prix, **49**, 127 et s.

Le « Gold standard » et son avenir dans les rapports internationaux, **56**, 423 et s. Importance des problèmes monétaires dans l'après-guerre, **56**, 423. Importance du problème monétaire en général et du problème de l'étalon-or en particulier, **56**, 425 et s.;

rapports entre la théorie et les phénomènes monétaires, **56**, 425; importance du problème monétaire, **56**, 427; influence de la situation monétaire sur la politique économique d'un Etat, **56**, 429; problème de l'assainissement monétaire, moyens proposés, **56**, 431; retour à l'étalon-or, **56**, 432; émission de papier-monnaie contrôlée, **56**, 433; doctrine nominaliste, **56**, 434; régime de l'étalon-or, son histoire, **56**, 435; problème de la stabilité des prix, **56**, 437. Situation monétaire depuis la guerre de 1914, **56**, 439 et s.; inflation monétaire d'après guerre, Conférence de Gênes de 1922, **56**, 439; troubles monétaires, dévaluation de la livre et du dollar, **56**, 440; crédits gelés (créances anglaises sur l'Allemagne), **56**, 443; étalon-or et équilibre monétaire international, **56**, 444; étalon-or et équilibre du marché monétaire intérieur, **56**, 445; exportation des capitaux, hausse du taux de l'intérêt, **56**, 446; étalon-or et causes de son fonctionnement irrégulier, **56**, 447; étalon du change-or (« Gold exchange standard »), **56**, 450; ses avantages sur l'étalon-or d'après l'expérience des Philippines, **56**, 451; inconvénients de ce système monétaire, **56**, 453; critique des régimes monétaires basés sur l'or, **56**, 455; monnaie dépréciée, dévaluation, **56**, 456; les échanges compensés et leur influence sur l'étalon-or, **56**, 458; situation monétaire internationale et commerce international, **56**, 463; production et distribution des métaux précieux, **56**, 465; or, **56**, 465; argent, **56**, 467. Transferts de capitaux à courte échéance sous le régime de l'étalon-or, **56**, 472 et s.; mouvements des capitaux à court terme dans leurs rapports avec l'étalon-or, **56**, 472; transferts anormaux de capitaux, **56**, 474; transferts de capitaux sous le régime d'une monnaie dépréciée, **56**, 474; mouvements de capitaux dans les pays soumis à un régime de monnaie et de crédit contrôlés, **56**, 476; modification d'après guerre dans le mouvement international des capitaux, **56**, 477; causes de l'augmentation d'après-guerre des transferts de capitaux à court terme, **56**, 478; mouvements les plus importants des capitaux à courte échéance, **56**, 482; variations de la masse des fonds disponibles gardés à l'étranger, **56**, 485; mouvement international des capitaux provoqué par la différence des taux d'intérêt à court terme cotés sur plusieurs marchés ou par la différence du change, **56**, 486; répercussions réciproques de l'étalon-or sur les transferts de capitaux et des mouvements d'épargnes à court terme sur l'étalon-or, **56**, 489. Stabilisation monétaire et tendances de la littérature économique en ce qui concerne le problème de l'étalon-or, **56**, 491 et s.; ce qu'est la stabilisation monétaire, **56**, 489; stabilisation nationale, **56**, 492; stabilisation internationale, **56**, 495; technique de la hausse des prix, **56**, 496; caractère international que doit avoir l'étalon-or, **56**, 498; équilibre international entre les prix et les revenus des Etats en rapport d'échanges, **56**, 499; stabilisation des prix et des changes, **56**, 500. Propositions de réforme monétaire, **56**, 508 et s.; conditions d'une stabilisation monétaire internationale, **56**, 508; propositions de remaniement monétaire, **56**, 509; nécessité d'accords internationaux dans le domaine monétaire, **56**, 512; situation monétaire internationale actuelle, **56**, 514; politique monétaire dirigée de l'Angleterre et des Etats-Unis, résultats intérieurs, répercussions internatio-

nales, **56**, 519 et s.; avenir de l'étalon-or et coopération monétaire internationale, **56**, 522.

V. *Cité du Vatican. Conflit de lois. Cour permanente de justice internationale. Crédits bancaires internationaux. Crise. Emprunt public d'Etat. Mer Baltique. Or. Organisation économique. Politique commerciale internationale.*

Monnaie de compte. — V. *Emprunt public d'Etat.*

Monnaie de paiement. — V. *Cour permanente de justice internationale.*

Monnaie de papier. — V. *Monnaie.*

Monnaie dirigée. — V. *Monnaie.*

Monnaie étrangère. — V. *Monnaie.*

Monnaie fiduciaire. — V. *Clause-or.*

Monnaie internationale. — V. *Banque des Règlements internationaux. Change. Clause-or. Europe centrale. Monnaie. Paiements internationaux.*

Monnaie-marchandise. — V. *Monnaie.*

Monnaies d'après-guerre (avilissement des). — V. *Politique commerciale internationale.*

Monnaies (stabilisation des). — V. *Monnaie.*

Monométallisme. — V. *Monnaie.*

Monopole. — V. *Droit d'auteur. Escaut. Etranger* (Turquie). *Monnaie.*

Monroe. — V. *Doctrine de Monroe. Droit international américain. Régionalisme. Sources du droit international.*

Montagnes. — V. *Frontières.*

Moraines de fond. — V. *Frontières.*

Moraines frontales. — V. *Frontières.*

Morale. — V. *Droit naturel. Grotius. Inviolabilité des traités. Machiavel. Règle « pacta sunt servanda ».*

Morale chrétienne. — V. *Guerre hors la loi.*

Morale d'Etat. — V. *Morale internationale.*

Morale internationale.

La morale internationale, **16**, 389. Son importance quand on l'envisage au point de vue du droit des gens et de la politique du droit international public, **16**, 390; méthode (celle de Machiavel) pour la recherche des phénomènes publics, voies empiriques, **16**, 391; difficulté de fixer des concepts clairs et précis, **16**, 392; concept de la morale internationale, **16**, 397; distinction entre les concepts Ethos, morale, moralité, éthique, **16**, 398 et s.; définition de la moralité internationale, **16**, 404; définition de la morale internationale, **16**, 406; système considérant la morale internationale comme branche de la morale, **16**, 412; problème de la divisibilité de la morale, **16**, 415; la théorie antimorale, **16**, 420; la théorie amorale, **16**, 421; possibilité d'une morale d'Etat et morale individuelle, **16**, 425; problème d'une morale internationale spéciale, **16**, 429 et s.; existe-t-il une morale internationale ?, **16**, 429; contenu particulier des prescriptions morales lorsque leur destinataire participe aux relations internationales, **16**, 433; caractères généraux de la morale internationale, **16**, 436 et s.; ses signes distinctifs, **16**, 436; les sources dont dérive le contenu de la morale d'Etat dans les relations internationales; Etat, communautés internationales, l'humanité, **16**, 438; il existe parallèlement un droit national, un droit international, un droit mondial, **16**, 440; valeur des

trois représentations morales, leur indépendance, **16**, 441; morale nationaliste autonome de l'Etat et morale internationale autonome de l'Etat, **16**, 443; variabilité de la morale internationale, **16**, 445; volonté de l'Etat et organe de l'Etat (fonctionnaires), opinion publique, **16**, 447; directives morales différentes suivant les Etats : mouvements panaméricain, panafricain, panasiatique, **16**, 454; utilitarisme et morale internationale, **16**, 457; égoïsme d'Etat et altruisme d'Etat dans les relations internationales, **16**, 470 et s.; égoïsme d'Etat, impérialisme, **16**, 471 et s.; utilité publique, rétrécissement de la liberté individuelle, **16**, 475; l'équilibre équivalent des intérêts, **16**, 478; le principe d'isolement, **16**, 479; la coopération internationale, **16**, 480; protection des minorités, **16**, 483; droits civils des étrangers, **16**, 484; extradition et expulsion, **16**, 484 et 485; l'égoïsme d'Etat dans les relations internationales, **16**, 487; altruisme d'Etat, équilibre compensatoire des intrêts équivalents, solidarité, humanité, **16**, 489 et s.; domaine d'applicabilité de la morale internationale, généralités, **16**, 499; justice internationale, **16**, 501 et s.; son rapport avec la morale internationale, **16**, 504; biens internationaux et morale internationale, **16**, 508; biens de l'Etat, de ses ressortissants, **16**, 509; biens solidaires des Etats et biens de l'humanité, **16**, 509 et 510; moyens servant aux relations internationales et leurs limitations morales, **16**, 514; formes pacifiques, formes violentes des relations internationales, estimation morale de la guerre, **16**, 515 et s.; le mensonge d'Etat, **16**, 515; réalisation de la morale internationale dans le droit des gens positif, **16**, 523 et s.; morale du mouvement d'organisation nationale, **16**, 529 et s.

V. *Droit. Droit international. Droit international public. Droit naturel. Nationalisme économique.*

Morale universelle. — V. *Droit international.*

Moralité individuelle. — V. *Publications obscènes. Traite des blanches. Traite des noirs.*

Moralité internationale. — V. *Migration. Morale internationale.*

Moratoire de guerre. — V. *Pacte de la Société des Nations.*

Moratoire Hoover. — V. *Banque des Règlements internationaux.*

Moratoire pacifique. — V. *Pacte de la Société des Nations.*

« Moray Firth ». — V. *Mer.*

Mouvements de capitaux. — V. *Politique commerciale internationale.*

Mouvements des prix. — V. *Crise. Politique commerciale internationale.*

Moyen âge. — V. *Arbitrage international. Clause-or. Conflit de lois. Crimes contre la personnalité de l'Etat. Droit naturel. Droit diplomatique. Droit fluvial international. Droit naturel. Intervention. Inviolabilité des traités. Mer territoriale. Organisation internationale. Papauté. Personnalité des lois. Politique économique internationale. Réforme. Règle « pacta sunt servanda ». Statuts (théorie des). Territoire.*

Moyens de communication. — V. *Diplomatie. Sources du droit international. Voies de communication.*

Moyens de recevabilité. — V. *Recevabilité.*

Moyens de transports. — V. *Presse.*

Musulmans. — V. *Droit des gens. Droit international privé (musulman). Etranger. Religion.*

Mutuel dissentiment. — V. *Traités.*
Mythologie. — V. *Japon.*

N

Naissance de nouveaux Etats.

Naissance et reconnaissance des Etats, **13**, 442 (V. *Reconnaissance d'Etats*, **13**, 457). La naissance ne dépend pas de la reconnaissance, **13**, 442; événements qui provoquent la naissance, **13**, 443; effets de la guerre mondiale, dissolution des Empires d'Autriche et de Russie, naissance de nouveaux Etats, **13**, 444; naissance par destruction d'Etat ancien ou absorption par un Etat-noyau, **13**, 447; naissance d'Etat après arrangement amiable, ou prise de possession de territoires inoccupés (Congo), **13**, 447; article 22 du Pacte et régime des mandats, **13**, 449; cas de la Ville libre de Dantzig, **13**, 451; confédération d'Etats n'est pas un Etat, **13**, 451; la formation d'une Confédération peut équivaloir cependant à une naissance d'Etat, **13**, 451; Etat fédéral, Union d'Etats, **13**, 452; critère déterminant la naissance d'un Etat, cas de l'U.R.S.S., **13**, 453; le Pacte et la naissance des nouveaux Etats, **13**, 455; constitution de nouveaux Etats et article 10 du Pacte, **13**, 456; reconnaissance de nouveaux Etats, **13**, 456.

V. *Etat. Personnes internationales.*

Napoléon. — V. *Presse.*
Natalité. — V. *Paix économique.*
Nation armée. — V. *Souveraineté.*
Nation germanique. — V. *Frontières.*
Nation la plus favorisée. — V. *Clause de la nation la plus favorisée. Traités.*
National-socialisme. — V. *Diplomatie. Droit des gens de l'Islam.*
Nationalisation des biens. — V. *Droits acquis.*
Nationalisation des règles de conflit. — V. *Renvoi.*
Nationalisme. — V. *Banque des Règlements internationaux. Droit aérien. Droit international privé* (Allemagne). *Droit pénal international. Plébiscite. Réciprocité diplomatique. Relations internationales. Souveraineté.*
Nationalisme économique.

Nationalisme économique et Société des Nations, **61**, 103 et s. Définition du nationalisme économique, **61**, 105 et s.; causes du nationalisme économique, **61**, 111 et s.; fin du nationalisme économique, **61**, 113 et s. Société des Nations, **61**, 117 et s.; sa nature, désaccord entre les savants à ce sujet, **61**, 117; maximalistes et minimalistes, **61**, 118; méthode juridique et méthode historique pour connaître la Société des Nations, **61**, 118; institutions internationales nées de sa création, **61**, 120; périodicité, et s.; arbitrage, **61**, 134; publicité des relations internationales, **61**, 125; nouveaux principes de morale internationale, **61**, 127 et s,; arbitrage, **61**, 134; publicité des relations internationales, **61**, 135; condamnation de la guerre, **61**, 136; collaboration entre Etats, **61**, 137. Nationalisme et internationalisme économiques à l'origine de la Société des Nations, **61**, 140 et s.; avant l'élaboration du Pacte, **61**, 141; idéologie wilsonienne, **61**, 141; projets américains du Pacte, **61**, 142 et s.; préparation de l'article 23*e*, **61**, 144 et s.; Conférence financière de Bruxelles (1920),

61, 146; réunion et composition, **61**, 149; rapport et recommandations, **61**, 150; nécessité d'une action internationale, **61**, 151; réformes proposées par la Conférence, **61**, 152; obstacles mis par le nationalisme économique aux recommandations internationales de la Conférence, **61**, 154; résolutions prises par le Conseil de la Société des Nations, **61**, 154 et s.; Ire Assemblée de la Société des Nations, **61**, 157; aréopage international de plus de quarante gouvernements, **61**, 157; indices favorables à un internationalisme énergique, **61**, 159; discours de M. Tittoni, réaction nationaliste, **61**, 160 et s.; grand débat à la suite de ce discours, **61**, 162; discussion sur l'organisation économique et financière de la Société des Nations, **61**, 162 et s.; vœu de créer d'urgence une Commission économique et financière, **61**, 168. Nationalisme et internationalisme économiques dans l'œuvre de la Société des Nations : activité scientifique et action de secours, **61**, 169 et s.; nécessité pour la Société de tenir compte du besoin d'absolue indépendance de ses membres, **61**, 170; les trois activités de la Société : scientifique, de secours, de collaboration, **61**, 171 et s.; œuvre scientifique de la Société, **61**, 173 et s.; activité de secours de la Société, **61**, 176 et s.; exercice de cette activité au profit de la République d'Autriche, **61**, 179 et s.; intervention de la Société au Portugal, **61**, 185 et s.; collaboration internationales, **61**, 192 et s.; fonction et destinée des Conférences internationales réunies sous les auspices de la Société des Nations, **61**, 192; Conférence sur les formalités douanières et similaires (1923), **61**, 195 et s.; origine et préparation, **61**, 195; réunion, élaboration d'une Convention, **61**, 200; accueil fait par la Société des Nations, **61**, 204; Conférence économique de 1927, **61**, 206; proposition de M. Loucheur, **61**, 206; Comité préparatoire, **61**, 211; débats, **61**, 218 et s.; accueil fait par les gouvernements au rapport élaboré, **61**, 222 et s.; modifications à l'organisation financière et économique de la Société des Nations, **61**, 228 et s.; Conférences sur les prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation (1927, 1928, 1929), leur échec, **61**, 230; Conférence préparatoire en vue d'une action économique concertée, **61**, 234 et s.; origine, **61**, 234; travaux, **61**, 235; échec, **61**, 236; Conférence monétaire et économique de Londres (1933), **61**, 237 et s.; origine et préparation, **61**, 237; professions d'internationalisme, **61**, 239 et s.; causes et conséquences de leur échec, **61**, 243 et s.; identification de l'internationalisme économique et de la paix, **61**, 247.

V. *Monnaie. Paix économique. Unions douanières.*

Nationalité.

De la nationalité, **5**, 429. La notion d'Etat, élément personnel, élément territorial, **5**, 429; la notion de Nationalité, **5**, 430; droits reconnus à l'étranger, **5**, 431; aptitude à la nationalité des personnes morales, **5**, 434; acquisition de la nationalité, *jus sanguinis et jus soli*, mariage, naturalisation, **5**, 436; perte de la nationalité, **5**, 437; double nationalité, heimathlosat, **5**, 438; Conventions, traités de paix, cession de territoire, plébiscite, option, **5**, 439; Etat libre de décider qui est ou non son ressortissant, **5**, 440; ce que peut faire le droit des gens contre la multinationalité, **5**, 441; à quel Etat une personne morale appartient-elle ?, **5**, 442; effets de la nationalité en droit public et privé, **5**, 445; droits

des nationaux, faculté de résidence, **5**, 446; étrangers, expulsion, passeport, droit d'asile, même exercice des droits privés que les nationaux ?, **5**, 446 et s.; y a-t-il des principes du droit des gens concernant le droit des étrangers ?, **5**, 450 et s.; obligations des nationaux, **5**, 453; effets de la nationalité en droit international, criminel et administratif, **5**, 460; effets en droit international privé, **5**, 461.

Conception du droit international d'après la doctrine et la pratique en Yougoslavie [V. *Droit international privé* (en Yougoslavie), **28**, 299]. Nationalité yougoslave, **28**, 313 et s.; nationalité yougoslave primordiale, **28**, 313; traités de Saint-Germain, de Trianon et de Neuilly et traité de protection des minorités, **28**, 315 et s.; actes législatifs internes qui règlent la nationalité, **28**, 316; sujets des Etats serbe et monténégrin, **28**, 322; aucun plébiscite mais les élections du 28 novembre 1920 pour donner au nouvel Etat yougoslave sa constitution, **28**, 324; nationalité des anciens Turcs habitant les territoires cédés à la Serbie et des sujets monténégrins, **28**, 326 et 327; nationalité des anciens sujets de la Croatie-Slavonie, indigénat hongrois et bosno-herzégovinien, **28**, 330; nationalité yougoslave postérieure, **28**, 332 et s.; sujets ayant acquis la nationalité yougoslave avant la loi de 1928, **28**, 332 et s.; sujets yougoslaves par l'effet de la loi de 1928, **28**, 336; situation juridique des émigrés russes, **28**, 337 et s.; règles fondamentales de la loi de 1928, **28**, 342 et s.; *jus sanguinis*, **28**, 342; conditions de séjour, **28**, 342; dénationalisation, **28**, 343; système de l'unité de famille, **28**, 345; effets du mariage, **28**, 345; indigénat, **28**, 346; effets de l'adoption, **28**, 346.

L'option de nationalité, **31**, 111 et s. Théorie générale de l'option de nationalité de 1640 à 1918, **31**, 112 et s.; antiquité, conquête de territoire, non-acquisition de la nationalité du pays conquérant par les populations conquises, **31**, 112; au moyen âge, c'est le contraire, **31**, 113; au XVI^e^ siècle, clause d'amnistie, **31**, 113; clause d'option, **31**, 113; option de forme ancienne (1640-1839), **31**, 114 et s.; option de forme moderne (1839-1918), **31**, 117 et s.; historique, **31**, 117; succession d'Etats et changement de nationalité, **31**, 117; fondement de l'option, **31**, 119; conception juridique de l'option, **31**, 120; option de nationalité et plébiscite, **31**, 122; personnes ayant droit à l'option de nationalité, **31**, 123; personnes changeant de nationalité de plein droit, **31**, 123; nationaux des Etats tiers demeurent étrangers, dans une succession d'Etats, **31**, 123; principes servant de base à la détermination des nationaux de l'ancien Etat qui changent de nationalité et ont un droit d'option, **31**, 124; option des femmes mariées, **31**, 126; technique de l'option de nationalité, **31**, 127; effet juridique de l'option de nationalité, **31**, 129; théorie générale de l'option de nationalité telle qu'elle a été prévue par les traités qui ont mis fin à la guerre mondiale, **31**, 133 et s.; cas exceptionnels, émigration réciproque, cession par l'Allemagne de ses colonies, **31**, 134; Sarre, Alsace-Lorraine, **31**, 135; la nationalité des habitants de l'Alsace-Lorraine aux termes du Traité de Versailles, **31**, 137; règles anormales, leurs critères, **31**, 138; règles communes à tous les traités de 1919-1920 pour les clauses relatives à la nationalité et à l'option, **31**, 141; stipulation

expresse de l'acquisition de plein droit, **31**, 143; droit d'option reconnu dans les traités de paix de 1919-1920, **31**, 143; conception juridique de l'option de nationalité, importance de la déclaration, **31**, 144; absence de dispositions relatives à la procédure, **31**, 145; révocation de la déclaration d'option, réoption, **31**, 146; renonciation en droit d'option, **31**, 146; option du mari entraîne celle de la femme, option des parents n'entraîne pas celle de leurs enfants mineurs, **31**, 147; temps du délai d'option, **31**, 148; le système du traité de Versailles, **31**, 151 et s.; le problème de la nationalité est un problème de cession de territoire, **31**, 151; critique de la thèse d'Engeström sur la nationalité et le traité de Versailles, **31**, 153; les habitants d'un territoire cédé suivent le sort de leur territoire, **31**, 153; exceptions, **31**, 153; les innovation du traité de Versailles, **31**, 154; principes nouveaux introduits par les traités de protection des minorités, **31**, 155; application du principe des nationalités au droit d'option, **31**, 157; critique du système de Versailles, le résultat, **31**, 157; le système du Traité de la paix de Saint-Germain, **31**, 161 et s.; démembrement de l'ancien empire d'Autriche, **31**, 162; méthodes employées, **31**, 163; acquisition d'une nationalité de plein droit, **31**, 163; principe fondamental : le « Heimatrecht » (indigénat), **31**, 163; règles particulières vis-à-vis de l'Italie, **31**, 165; option de nationalité, ses trois formes dans le système de Saint-Germain, **31**, 166; l'option minoritaire, **31**, 167; critique du système de Saint-Germain basé sur des fictions, **31**, 168; imperfections techniques, **31**, 168; lacunes et contradictions, **31**, 169; cas de double nationalité et d'heimatlosat, **31**, 170; exécution des stipulations du traité par les sept Etats successeurs, absence de traités bilatéraux, **31**, 171.

V. *Apatrides. Bodin. Cité du Vatican. Code civil français. Code civil italien. Codification du droit international. Colonies. Compétence judiciaire. Conférences de droit international privé. Contrôle judiciaire. Conventions de La Haye (mariage, divorce, séparation de corps). Cour permanente de justice internationale. Domicile. Dominions britanniques. Double imposition. Droit aérien. Droit international privé. Droit international privé (Brésil). Droit international privé (Bulgarie). Droit international privé (Canada). Droit international privé (Grèce). Echange de populations. Ecole italienne de droit international. Egalité juridique. Etranger. Expulsion. Extradition. Extraterritorialité. Filiation. Garanties internationales. Impôts. Mandats internationaux. Minorités. Nationalité de la femme mariée. Nationalité des lois. Nationalité des sociétés. Œuvres littéraires et artistiques. Passeports. Pétition. Preuve. Qualifications. Recevabilité. Réciprocité diplomatique. Renvoi. Sauvages américains. Succession. Tribunaux arbitraux mixtes. Tribunaux internationaux.*

Nationalité (acquisition de la nationalité). — V. *Domicile. Droit international. Nationalité.*

Nationalité (changement de). — V. *Domicile. Régime matrimonial.*

Nationalité (perte de la). — V. *Apatrides. Domicile. Nationalité.*

Nationalité anglaise. — V. *Droit international privé (Angleterre).*

Nationalité bulgare. — V. *Droit international privé (Bulgarie).*

Nationalité chevauchante. — V. *Cité du Vatican.*

Nationalité de fonction. — V. *Cité du Vatican.*

Nationalité de la femme mariée.

La nationalité de la femme mariée, **60**, 115 et s. Importance théorique et pratique du problème, **60**, 115. Mariage de la femme et sa nationalité, **60**, 117; nationalité de la femme mariée dans le droit interne des divers pays, **60**, 117 et s.; législations basées sur le principe de l'unité de nationalité des époux, **60**, 118 et s.; législations basées sur le principe de la dualité de nationalité des époux, **60**, 121 et s.; législations qui combinent les principes de l'unité et de la dualité de nationalité des époux, **60**, 125 et s.; législations qui subordonnent à diverses conditions le changement de la nationalité de la femme par l'effet du mariage, **60**, 125 et s.; le changement de nationalité de la femme dépend du contenu des lois du pays étranger dont son mari ou elle-même est ressortissant au moment du mariage, **60**, 127; le changement de nationalité de la femme mariée dépend de son changement de domicile, **60**, 130; il dépend d'une manifestation de sa volonté, **60**, 131 et s.; nationalité de la femme mariée et droit international, **60**, 138 et s.; Conventions bilatérales, **60**, 138; codification par voie de conventions multilatérales, **60**, 139 et s.; projets non officiels « International law Association », **60**, 139; Institut de droit international, **60**, 141; diverses institutions scientifiques nationales, **60**, 145; œuvre codificatrice de la Société des Nations : Convention de La Haye de 1930, **60**, 146 et s.; appréciation de la Convention par les organisations féministes, **60**, 154; observations des Etats, **60**, 156; œuvre codificatrice de l'Union panaméricaine : les Conventions de Montevideo de 1933, **60**, 158 et s.; Convention de Montevideo (1933) sur la nationalité, **60**, 159; la Convention de Montevideo sur la nationalité de la femme devant la Société des Nations, **60**, 162 et s.; nationalité de la femme mariée dans la doctrine, **60**, 165 et s.; arguments des partisans de l'unité de nationalité des époux, **60**, 166; arguments des adversaires du principe de la dualité, **60**, 167; changement de conditions sociales de la femme, législations accordant à la femme mariée une nationalité indépendante, **60**, 168; mesures de guerre défavorables à la femme mariée de même nationalité que son mari, **60**, 169; caractère politique, démographique et social des lois sur la nationalité, **60**, 169. Nationalité de la femme mariée et nationalité des enfants issus du mariage, **60**, 171 et s.; dispositions législatives de droit interne sur la nationalité des enfants issus d'un mariage à nationalité différente des conjoints, **60**, 171 et s.; examen par l'Institut de droit international du problème de la nationalité des enfants issus de mariages mixtes, **60**, 177 et s.; solution théorique du problème de la nationalité des enfants issus d'un mariage mixte, **60**, 181 et s. Nationalité de la femme mariée et conflits de lois, **60**, 184 et s.; théorie de la distinction entre les effets politiques et les effets civils de la nationalité, **60**, 184 et s.; nationalité de la femme mariée comme règle de rattachement dans les conflits de lois, **60**, 187 et s.; conflits de lois relatifs aux effets personnels du mariage, **60**, 189 et s.; solutions basées sur l'application d'une loi unique, **60**, 189 et s.; application de l'une des lois nationales en conflit : application de la loi nationale du mari, **60**, 190; application de la loi nationale de la femme, **60**, 193; application de la loi nationale si elle est en

même temps celle du juge saisi du différend, **60**, 193; application d'une loi autre que les deux lois nationales en conflit, **60**, 195; application concurrente des deux lois nationales des époux, **60**, 197 et s.; la loi nationale de chaque conjoint détermine ses devoirs envers l'autre conjoint, **60**, 197; la loi nationale de chaque conjoint détermine ses droits et devoirs envers l'autre conjoint, **60**, 199; la loi nationale de chaque conjoint détermine ses droits envers l'autre conjoint, **60**, 201; appréciation des diverses théories, **60**, 202 et s.; conflits de lois relatifs aux effets patrimoniaux du mariage, **60**, 206 et s.; loi applicable au régime matrimonial en l'absence de contrat, **60**, 206 et s.; régime établi par la loi, **60**, 206 et s.; application d'une loi unique : application de la loi nationale du mari, **60**, 207; application non envisagée de la loi nationale de la femme, **60**, 208; substitution d'une loi étrangère aux deux lois nationales en conflit, **60**, 208; solutions qui combinent l'application de la loi nationale et de la loi du domicile, **60**, 209; application concurrente des deux lois nationales en conflit, **60**, 209; système de la volonté présumée des époux, **60**, 210; loi applicable au régime choisi par contrat de mariage, **60**, 211 et s.; capacité de conclure un contrat de mariage, **60**, 212; formes du contrat de mariage, **60**, 213; substance du contrat de mariage, **60**, 214; conflits de lois relatifs au divorce, **60**, 215 et s.; prépondérance de la loi nationale du mari, **60**, 216; application concurrente des deux lois nationales en conflit, **60**, 217; application cumulative de la loi nationale du mari et de celle de la femme, **60**, 217; application de la loi nationale de la partie demanderesse, **60**, 222; un des conjoints est ressortissant du pays du juge, **60**, 223; application de la loi du domicile conjugal, **60**, 229; conflits de lois relatifs aux rapports juridiques entre parents et enfants, **60**, 230 et s.; filiation légitime, **60**, 230; rapports personnels et patrimoniaux entre parents et enfants, **60**, 231; légitimation des enfants naturels : légitimation par mariage subséquent, légitimation par rescrit du prince, **60**, 232 et 233.

V. *Egalité juridique.*

Nationalité des aéronefs. — V. *Communications internationales.*

Nationalité des enfants. — V. *Nationalité de la femme mariée.*

Nationalité des lois.

Théorie générale de l'ordre public (V. *Ordre public*, **9**, 411). Nationalité des lois, théorie italienne, son caractère politique, **9**, 449 et s.; objection à cette théorie, **9**, 450; critique de M. Arminjon, principe de la nationalité, confusion entre nation et Etat, importance de l'exception d'ordre public, **9**, 456 et s.; critique de M. de Bar, **9**, 459.

V. *Droit international privé. Ordre public.*

Nationalité des navires.

Condition juridique des navires de commerce (V. *Navire de commerce*, **10**, 5 et s.). Leur nationalité, **10**, 47; nécessité de sa détermination pour appliquer la loi du pavillon, **10**, 48; pour éviter la double nationalité des navires, **10**, 51.

V. *Extraterritorialité. Navires de commerce.*

Nationalité des personnes morales. — V. *Droit international privé (Brésil).*

Nationalité des sociétés. — V. *Codification du droit international privé.*

Communications internationales. Conflit de lois. Droits de l'homme. Nationalité des sociétés de commerce.

Nationalité des sociétés de commerce.

La nationalité des sociétés commerciales, **33**, 5 et s. Rapport entre la nationalité des sociétés commerciales et l'expansion économique, la défense économique, la sécurité, **33**, 5; difficulté d'une solution mondiale uniforme, **33**, 5; la question posée devant le Comité d'experts de la Société des Nations, **33**, 5; la question dans le droit international privé de Bustamante, **33**, 6; la question en jurisprudence, **33**, 8; condition pour qu'une société ait une nationalité : il faut qu'elle constitue une personnalité distincte de celle des associés, **33**, 10; la succursale n'a pas d'existence propre, la filiale en a une, **33**, 10; nécessité de définir la nature de la personnalité juridique des sociétés, méthodes pour y parvenir, **33**, 11; méthode *a priori* : rechercher si les sociétés répondent aux critères de la définition préconçue de la personnalité, **33**, 11; divers systèmes proposés, **33**, 12; critique de la méthode : le droit n'est pas science abstraite mais un aspect spécial de l'économie politique, les faits créent les théories juridiques, **33**, 13; raisons pour lesquelles la reconnaissance d'une personnalité propre aux sociétés commerciales correspond à une nécessité économique, **33**, 14; critique de la théorie du patrimoine d'affectation et de la propriété en main commune, **33**, 15; rejet de la théorie de la fiction et de la théorie dite organique, **33**, 17; concept de la nationalité des sociétés, **33**, 18; arguments de ceux qui refusent la nationalité aux personnes juridiques, **33**, 19; réfutation de ces arguments, **33**, 20; acquisition et perte de la nationalité différentes pour les sociétés de celles des individus, **33**, 21; principes communs aux individus et aux sociétés, **33**, 22; la notion de société, celle de nationalité ne répugnent pas à l'idée de nationalité des sociétés, **33**, 24; tout individu doit constituer une personnalité juridique, situation différente pour la société, **33**, 25; les sociétés commerciales doivent-elles avoir une nationalité ?, **33**, 27; la personnalité civile des sociétés, à plus forte raison la nationalité, est une création de la loi, **33**, 27; documents internationaux qui dégagent l'idée de nationalité des sociétés, **33**, 28 et s.; méthodes employées pour incorporer les sociétés commerciales nationales dans les traités, **33**, 31; interprétation en vue de la nationalité des sociétés des traités dont les termes, désignant les personnes, ne comprennent pas les sociétés, **33**, 32; reconnaissance d'une nationalité des personnes morales identique à celle des personnes physiques dans les arrêts de la Cour de Leipzig et de la Cour de cassation de France, **33**, 33; la nationalité des sociétés dans les législations internes, **33**, 35; réserves des pays américains à la VI[e] Conférence panaméricaine de La Havane, **33**, 37; terminologie imagée, société de capitaux, besoins de marquer le véritable but, **33**, 41; l'idée de nationalité ne fait que faciliter l'application des traités aux sociétés, **33**, 42; la protection diplomatique ne profite qu'aux nationaux, **33**, 43; avantages d'ordre économique que donne à l'Etat l'attribution d'une nationalité aux sociétés, **33**, 44; refus de reconnaître une nationalité aux sociétés, conséquence au point de vue de la protection diplomatique des sociétés étrangères, **33**, 45; moyens de combattre l'emprise

économique étrangère, **33**, 46 et s.; détermination de la nationalité des sociétés, **33**, 49 et s.; une société n'a d'autre nationalité que celle qui la rattache à la souveraineté dont émane la loi suivie pour sa constitution, **33**, 49; nécessité d'observer les prescriptions de cette loi, **33**, 50; conditions auxquelles une loi subordonne la qualité de société nationale, **33**, 50; distinction entre société de personnes et sociétés de capitaux, **33**, 51; la société envisagée doit intéresser l'économie nationale et contribuer à son développement et rester fidèle à sa nationalité en cas de conflit, **33**, 52; critérium de la nationalité des sociétés dépendant du lieu de leur enregistrement (droit anglais), **33**, 53; critique de ce système, **33**, 56; le critérium économique, danger pour la sécurité, **33**, 57; théorie du contrôle, la société a la nationalité de ses dirigeants, critique de ce système, **33**, 58; système qui donne à la société la nationalité du pays de souscription des actions, **33**, 60; objections qui soulèvent ce critérium, **33**, 61; nationalité du centre d'exploitation déterminant celle de la société, **33**, 62; nationalité de la société déterminée par celle du centre siège social, **33**, 62; analyse et critique de ce système, **33**, 65 et s.; siège social fictif, **33**, 67; fraude à la loi et simulation, **33**, 69 et s.; le critérium du siège social dans les documents internationaux, **33**, 73 et s,; le même critérium dans les législations internes, **33**, 76; le critérium du siège social ne tient aucun compte des tendances morales des sociétés, **33**, 82; vogue de la théorie du contrôle pendant la guerre de 1914-1918, **33**, 83 et s.; considérations d'ordre moral, caractères de la direction, **33**, 86; tendances actuelles à tenir compte des prédispositions morales de la société, exemples fournis par les législations internes, **33**, 88 et s.; le but à atteindre : tenir compte des tendances psychiques de la société, **33**, 97; incertitude des modes de réalisation, **33**, 98 et s.; perte, changement de nationalité, renonciation à la nationalité, **33**, 101 et s.; une société ne peut se dépouiller de sa nationalité, **33**, 101; controverse sur la persistance de nationalité si la situation de fait à laquelle elle est attachée disparaît, **33**, 102; les sociétés ne peuvent avoir qu'une nationalité, **33**, 104; problème de la possibilité pour une société de changer de nationalité, désaccords, législation et doctrine, **33**, 104 et s.

Nationalité des succursales. — V. *Personnes morales.*

Nationalité indépendante. — V. *Nationalité de la femme mariée.*

Nationalité vaticane. — V. *Cité du Vatican.*

Nationalités.

Le principe des nationalités, **37**, 5 et s. Origines du principe, **37**, 6 et s.; la philosophie rationaliste des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, **37**, 6; l'Etat est l'œuvre du peuple disposant de lui-même, **37**, 8; influence de la Réforme, l'homme dégageant sa personnalité s'élève contre le pouvoir de l'Eglise et l'absolutisme des pouvoirs temporels, **37**, 9; affranchissement des peuples, **37**, 9; synthèse de la pensée philosophique et du mouvement d'émancipation des peuples, consolidation du principe, **37**, 11 et s.; fondements psychologiques de la nation, **37**, 15 et s.; le souvenir valeur psychique d'un passé commun, **37**, 17; la langue, **37**, 18; la religion, **37**, 22; rôle de l'unité géographique et de la race, **37**, 23; les forces adverses, **37**, 25 et s.;

l'Etat, valeur en soi, **37**, 25; les frontières naturelles, **37**, 26; la question stratégique, **37**, 28; la question économique : répartition des richesses, **37**, 31; communications, **37**, 32; le droit à la sécession, **37**, 35 et s.; condition géographique de l'Etat qui subsiste, **37**, 35; le vœu populaire, **37**, 36; les solutions possibles, **37**, 39 et s.; solutions d'ordre mécanique, mutation radicale touchant à l'intégrité de la vie étatique, **37**, 39 et s.; transfert politique du territoire et de la population (cession, annexion, sécession), **37**, 40; transfert géographique et politique de la population ou de citoyens individuels, **37**, 41 et s.; migration obligatoire, **37**, 42; migration facultative, option, **37**, 46; mutation partielle par voie de réorganisation intérieure, **37**, 48; décentralisation régionale, **37**, 49; autonomie de groupes ethniques (doctrine de Karl Renner), **37**, 51; les réalisations, le statut esthonien des nationalités, **37**, 53; critique, **37**, 53; appréciation générale sur l'autonomie comme solution du problème des nationalité divergentes, **37**, 55; protection des minorités (V. *Minorités*, **37**, 57 et s.). Solution d'ordre psychologique, conciliation progressive de la personnalité ethnique avec le loyalisme du citoyen, **37**, 70 et s.

V. *Codification du droit international. Droit constitutionnel international. Ecole italienne de droit international. Mandats internationaux. Mer Baltique. Missions catholiques. Politique intérieure.*

Nationaux actionnaires d'une société étrangère. — V. *Recevabilité.*

Nature du droit. — V. *Principes généraux du droit.*

Naturalisation. — V. *Apatrides. Droit international privé (Canada). Droits acquis. Etranger. Frontières. Mandats internationaux (Syrie et Liban). Nationalité de la femme mariée.*

Navigabilité. — V. *Droit fluvial international.*

Navigation aérienne.

Liberté des voies de communication (V. *Voies de communication*, **2**, 129). Communications aériennes, **2**, 274; différence entre la mer et l'air au point de vue de la liberté de circulation, **2**, 274; Convention de Paris du 13 octobre 1919, **2**, 275; création d'une Commission internationale de navigation aérienne, **2**, 278.

Organisation internationale des voies de communication (V. *Voies de communication*, **5**, 163), **2**, 278. Convention de Paris du 13 octobre 1919 sur la navigation aérienne, **5**, 197 et s.

V. *Communications internationales. Servitudes internationales. Succession des Etats. Traités.*

Navigation fluviale et maritime. — V. *Colonies. Communications internationales. Danube. Droit international. Escaut. Fleuve international. Mer (Haute).*

Navire.

Le régime international des ports (V. *Ports*, **15**, 5 et s.). Différentes sortes de navires qui fréquentent les ports, **15**, 23; navires de guerre, navires publics et navires de commerce, **15**, 23 et s.; navires d'Etat autres que navires de guerre, **15**, 24; navires assimilés aux navires de guerre, navires portant un personnage jouissant de l'exterritorialité, **15**, 25; navire transportant des troupes, **15**, 26; tout navire est soit navire de guerre ou traité comme tel, soit autre navire, **15**, 28.

V. *Conférence de Barcelone. Conférence de Genève (1923). Conférences de la paix de La Haye. Crimes et délits internationaux.*

Fleuve international. Mer territoriale. Ports intérieurs. Souveraineté. Tribunaux internationaux.

Navire belligérant. — V. *Conférences de la paix de La Haye. Ports intérieurs.*

Navire de commerce.

Condition juridique des navires de commerce, **10**, 5. Navires étrangers destinés à un service public, position spéciale qui les distingue des navires marchands, **10**, 10; détermination pour le navire de son caractère de service public, **10**, 10 et s.; pour jouir de la position privilégiée le navire doit-il appartenir à l'Etat étranger ou bien être frété par lui ou simplement autorisé par lui à exploiter un service public, **10**, 16; le navire doit-il être exclusivement ou seulement en partie destiné à un service public, **10**, 20; nature des privilèges des navires destinés à un service public étranger, **10**, 22; navires d'Etats étrangers employés au commerce, **10**, 24; situation de l'Etat simple personne juridique étrangère, **10**, 25; exercice de la juridiction civile par l'Etat interdit non par traité mais, suivant Angilotti, par une règle coutumière, **10**, 25 et s.; raisons qui combattent l'existence de cette coutume internationale, **10**, 27; si elle existe, elle ne concerne pas l'Italie, **10**, 28; jurisprudence comparée abondant dans le sens de l'immunité de juridiction, **10**, 31; position du problème suivant que l'Etat agit comme propriétaire, armateur ou gérant de navires de commerce, **10**, 32; reconnaissance dans la plupart des pays de l'immunité des navires d'Etat même exploités commercialement, **10**, 34; important arrêt de cassation de la Cour suprême italienne (1925), **10**, 36; projet anglais de Convention attribuant aux Etats exploitant des navires marchands même responsabilité qu'aux particuliers, **10**, 37; navires en relâche forcée, force majeure, *quid* de la compétence de l'Etat côtier sur eux, **10**, 40; le droit de refuge appartient au droit international positif en vertu de l'état de nécessité et des exigences de la navigation, il ne restreint pas la compétence de l'Etat côtier, **10**, 39; règles qui restreignent la souveraineté territoriale envers les navires en relâche forcée, **10**, 40 et s.; navires de plaisance, ils sont en général assujettis aux mêmes règles que les navires marchands, **10**, 44; exceptions, régime douanier italien, assimilation des yachts aux navires de guerre, **10**, 45. (V. *Mer territoriale*, **10**, 53 et s.) Police des navires marchands, **10**, 88; police de la navigation, **10**, 88; échouage et abordage, **10**, 89 et s.; police sanitaire, **10**, 91; traitement fiscal des navires de commerce étrangers, taxes et impôts, distinction, **10**, 137; égalité des taxes pour tous navires marchands, **10**, 137; impôts, impôt sur le revenu, **10**, 139 et s.; taxes sur le timbre et l'enregistrement, **10**, 142. Impôt sur le gaz, l'énergie électrique produits à bord, **10**, 144. (V. *Accidents du travail*, **10**, 148.) Application au navire marchand étranger de la loi du pavillon, **10**, 153; agents diplomatiques et consulaires agissant comme officiers d'état civil et notaires à bord des navires de leur Etat, **10**, 155; loi régissant les obligations à bord des navires de commerce étrangers, **10**, 155; naissance à bord d'un navire étranger en eaux territoriales, nationalité, **10**, 156; saisie conservatoire, **10**, 157 et s.; juge compétent en matière de contestation à bord des navires de commerce étrangers, **10**, 160; juridiction consulaire,

10, 161 et s.; législation consulaire comparée, **10**, 162. [V. *Asile (droit d')*, **10**, 170 et s.]. Police judiciaire exercée par l'Etat côtier sur le navire de commerce étranger, **10**, 176; droit de police auquel l'Etat côtier peut renoncer, **10**, 177; droit de police, exercice du droit de juridiction, accords internationaux, **10**, 177 et s. Sanctions de police des consuls, conventions consulaires, **10**, 181 et s.; la désertion maritime, **10**, 186; sanctions contre elle, **10**, 187; dispositions législatives sur la matière, **10**, 188.

Le droit de visite et de capture [V. *Visite (droit de)*, **11**, 69. *Capture*, **11**, 83). Dans la guerre maritime, navires de commerce transformés en navires de guerre, VII[e] Convention de La Haye (1907), **11**, 87; où peut se faire cette transformation, **11**, 88; navires de commerce armés pour leur défense, **11**, 121.

Régime juridique des navires de commerce en haute mer en temps de paix, **30**, 5 et s. Liberté des mers, **30**, 5 et s.; règles de droit international déterminant le régime juridique des navires de commerce : liberté de la haute mer qui n'est propriété d'aucun Etat, en haute mer, chaque Etat a juridiction sur ses ressortissants et ses biens, **30**, 5; liberté des mers, *Mare liberum* de Grotius, **30**, 6 et 7; régime juridique de la haute mer (*res nullius* ou *res communis*), **30**, 9; opinions des juristes, examen par l'Institut de droit international, **30**, 10; théorie de la territorialité des navires de commerce, controverses et critiques de cette théorie, avis de la doctrine, **30**, 12 et s.; fiction de la territorialité des navires de commerce en haute mer et fiction de l'exterritorialité des agents diplomatiques, comparaison, **30**, 17; nationalité des navires de commerce, **30**, 18 et s.; raisons d'exiger que les navires aient une nationalité, **30**, 18; absence de règles internationales pour l'acquisition de la nationalité, **30**, 18; preuves de la nationalité, **30**, 20; le pavillon, **30**, 23; Etats n'ayant pas de littoral maritime, **30**, 24; papiers du navire, **30**, 25; juridiction en haute mer, **30**, 27 et s.; juridiction dans le pays du pavillon, **30**, 27; exception en temps de guerre, **30**, 28; étrangers à bord d'un navire de commerce, **30**, 28; pouvoirs du capitaine, **30**, 28; délits commis à bord, **30**, 29; cas d'un crime sur un navire étranger, juridiction compétente, **30**, 31; interprétation de la loi anglaise, **30**, 31; délits commis en haute mer sur un navire français, compétence exclusive de la juridiction française, **30**, 32; conflit des lois pénales devant l'Institut de droit international, **30**, 34; divergences sur les principes fondamentaux de la compétence des tribunaux répressifs, **30**, 35; sort du délinquant à bord d'un navire accostant dans un port, **30**, 36; accusés s'échappant d'un navire mouillé en port étranger et réincarcérés après avoir été pris par la police locale, **30**, 37; difficultés en matière de répressions des délits en haute mer, **30**, 38; délits, quasi-délits, contrats à bord d'un navire en haute mer, compétence de la loi du pavillon, **30**, 40; affaire du *Lotus*, **30**, 41 et s.; collision de deux navires de commerce (français et turc) en eaux territoriales turques, **30**, 41; condamnation par le tribunal turc des commandants des deux bateaux, Cour permanente de justice internationale saisie de l'affaire, **30**, 42; distinction entre la compétence territoriale objective et la compétence territoriale subjective, **30**, 43; décision de la Cour, **30**, 44; examen et critique de cette décision, **30**, 45; compétence non

exclusive du pays du pavillon, **30**, 46; sécurité de la navigation maritime, **30**, 48 et s.; réglementation de la circulation en haute mer, **30**, 48; le droit commun de la mer, **30**, 48; code de la route en mer et code des signaux, **30**, 49; collisions, **30**, 50; les responsabilités, tribunaux compétents, **30**, 51; la loi qui s'applique, **30**, 53; règles pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, **30**, 54; Convention du 31 mai 1929, **30**, 55; la télégraphie sans fil, **30**, 56; sauvetage, **30**, 59; tribunaux compétents pour actions en matière de sauvetage, **30**, 60; rapports entre navires de l'Etat et navires de commerce en haute mer, **30**, 61 et s.; cérémonial maritime, **30**, 61; visite par les navires de guerre, **30**, 61; l'enquête du pavillon (« right of approach »), **30**, 62; droit de visite et de perquisition, **30**, 64; piraterie, **30**, 66; défense personnelle, **30**, 66; Hoverings Acts (anglais) de 1736 et 1781 et américains de 1797, **30**, 67; Etats baltes, convention d'Helsingfors du 19 août 1925, **30**, 69; droit de poursuite en haute mer (« Hot pursuit »), **30**, 70; eaux territoriales et zones critiques, **30**, 72; restrictions découlant des traités, **30**, 73; détérioration des câbles télégraphiques sous-marins, **30**, 73; pêche en haute mer, **30**, 75.

Principes de droit international privé maritime (V. *Droit maritime international*, **51**, 409). Nationalité et propriété des navires, **51**, 424 et s.; conditions exigées pour la nationalité d'un navire, **51**, 425; modes d'acquisition de la propriété des navires, modes originaires et dérivés, **51**, 427; modes originaires, **51**, 427; modes dérivés, **51**, 430; conditions de transmission, par aliénation d'un navire, d'un droit réel véritable opposable aux tiers, **51**, 430; contrat de vente, **51**, 431; loi applicable (loi du lieu de situation du navire ou, dans certains cas, loi du pavillon), **51**, 432; conditions de fond des actes pour transmission de la propriété d'un navire, **51**, 434; loi compétente pour attribuer à la vente d'un navire un caractère plutôt commercial que civil et inversement, **51**, 435. Droits réels de garantie sur les navires, **51**, 438; loi du pavillon applicable aux gages et hypothèques maritimes, **51**, 439; loi applicable aux hypothèques sur navire en construction, **51**, 439; conditions de forme, application de la règle *locus regit actum*, **51**, 440; effets de l'hypothèque maritime, **51**, 441; application aux privilèges maritimes et à leur rang de la loi du pavillon, **51**, 443. Personnes du droit maritime et droit international privé, **51**, 447; propriétaires de navires et armateurs, **51**, 447; loi applicable à leur responsabilité, **51**, 448; rapports entre copropriétaires, application de la loi du pavillon, **51**, 450; capitaine, mandataire du propriétaire, loi qui régit ses rapports avec lui, **51**, 451; les hommes d'équipage, contrat d'engagement, **51**, 453.

V. *Accidents du travail. Asile (droit d'). Capture. Conférences de la paix de La Haye. Détroits. Droit international privé maritime. Emigration. Mer (Haute). Nationalité des navires. Navire. Ports maritimes. Sous-marins. Traités (interprétation des). Territoire maritime. Visite (droit de).*

Navire de guerre. — V. *Communications internationales. Conférence de Genève (1923). Conférences de la paix de La Haye. Détroits. Exterritorialité. Mer. Mer (Haute). Mer territoriale. Navire. Navires de commerce. Ports intérieurs. Ports maritimes. Territoire maritime.*

Navire ennemi. — V. *Ports intérieurs. Ports maritimes.*

Navire étranger. — V. *Accident du travail. Asile (droit d'). Emigration. Mer territoriale. Navire de commerce. Ports intérieurs. Ports maritimes.*

Navire neutre. — V. *Ports maritimes.*

Navires saisis à Gênes (affaire des). — V. *Traités (interprétation des).*

Nécessité (droit de). — V. *Droit fluvial international. Droit international américain. Pacigérat. Principes généraux du droit.*

Nécessité de promulgation. — V. *Traités.*

Négligence des services publiques. — V. *Responsabilité internationale de l'Etat.*

Négociation des traités. — V. *Réciprocité diplomatique.*

Négociations anglo-françaises. — V. *Servitudes internationales.*

Négociations confidentielles. — V. *Traités (interprétation des).*

Négociations diplomatiques. — V. *Diplomatie.*

Néo-nipponisme. — V. *Japon.*

Neutralisation. — V. *Mer Baltique. Détroits. Plébiscite. Succession des Etats. Traités. Zones démilitarisées.*

Neutralisation de la mer Noire. — V. *Détroits.*

Neutralité. — **Neutre.**

La neutralité et la Société des Nations (V. *Société des Nations*, **17**, 475), **17**, 453. Nature et portée de la neutralité, son évolution, **17**, 454; consulat de la mer, **17**, 455; devoirs et droits des neutres, **17**, 456 et s.; neutralité ordinaire et neutralité permanente, **17**, 457 et s.; neutralité d'avant la guerre mondiale, impartialité, attitude d'isolement des Etats non belligérants, **17**, 461; absence de toute sanction efficace contre l'Etat coupable, **17**, 462; lois de la neutralité ont subi pendant la Grande Guerre de graves infractions, **17**, 465; les neutres n'ont pu se soustraire aux effets des hostilités, **17**, 466; leur désintéressement favorise la guerre, **17**, 467; principes nécessaires à l'organisation de la paix, guerre injuste, elle doit être déclarée contraire au droit, **17**, 468; influence des conceptions nouvelles de guerre et de neutralité, **17**, 468 et s.; attitude des Etats non belligérants envers l'Etat agresseur, historique, **17**, 470 et s.; tendance des relations internationales actuelles n'est pas la neutralité, **17**, 473; neutralité et guerres licites, **17**, 474 et s.; guerres licites (V. *Guerre*, **17**, 479) ne dérogeant pas au Pacte de la Société des Nations, maintien de la neutralité, **17**, 479; cas où le Conseil n'a pu empêcher la guerre, *quid* de la neutralité des Etats tiers, **17**, 483; la neutralité et les guerres dites illicites, **17**, 494 et s.; sanctions économiques contre l'Etat qui viole le Pacte sont-elles compatibles avec la neutralité, **17**, 497 et s.; l'importante sanction du blocus maritime, blocus de guerre et blocus pacifique, **17**, 503; *quid* de la neutralité dans le cas du blocus, **17**, 504 et s.; sanctions militaires, **17**, 506; caractère des sanctions militaires au point de vue de la neutralité, **17**, 508; devoir de laisser passer les troupes, **17**, 508; rôle de la neutralité en matière de sanctions économiques, **17**, 512; difficulté de savoir s'il y a rupture du Pacte, **17**, 513; amendements (non ratifié) au Pacte, rôle du Conseil, **17**, 514; avis du Conseil sur la rupture du Pacte n'aurait qu'une force morale, **17**, 515; difficulté d'appliquer les sanctions, vu la libre appréciation des membres, amendement non adopté à l'article 16, **17**, 516; diffi-

cultés naissant des applications particlles des sanctions économiques, **17**, 517; amendement prévoyant une limitation aux sanctions, **17**, 518; sanctions militaires, **17**, 518 et s.; article 10 et neutralité, **17**, 520; les prestations, **17**, 523; neutralité permanente, **17**, 529; Etats dont la neutralité perpétuelle a pris fin après les traités de paix, **17**, 531 et s.; cas de l'Allemagne, **17**, 533; le Luxembourg, **17**, 539; la Suisse, **17**, 535 et s.; neutralisation de certaines régions, **17**, 539 et s.; situation spéciale des Etats-Unis, leur absence de la Société des Nations, conséquences, **17**, 541 et s.; proposition de collaboration des Etats-Unis avec Genève, **17**, 546; forme d'une déclaration éventuelle des Etats Unis, nature de leur collaboration, **17**, 547 et s.; résumé et conclusions, **17**, 551 et s.

Principes généraux du droit international de la paix (V. *Droit international de la paix*, **34**, 181 et s.). Neutralité perpétuelle, **34**, 327 et s.; historique, **34**, 327; capacité internationale des Etats neutralisés, **34**, 328; entrée au sein de la Société des Nations des Etats neutralisés, **34**, 329.

V. *Assistance financière. Capture. Cité du Vatican. Concessions étrangères. Conciliation internationale. Coopération intellectuelle internationale. Cour internationale des prises. Crimes contre la personnalité de l'Etat. Détroits. Doctrine de Monroe. Dominions. Droit international. Europe orientale. Grotius. Guerre. Guerre hors la loi. Politique extérieure des Etats-Unis. Ports maritimes. Régionalisme. Responsabilité internationale de l'Etat. Société des Nations. Souveraineté. Westlake.*

Neutralité de la Savoie du Nord. — V. *Servitudes internationales.*

Neutralité permanente. — V. *Neutralité.*

Neutralités armées. — V. *Baltique.*

« New Commonwealth ». — V. *Conciliation internationale. Equité.*

« New Deal ». — V. *Monnaie.*

Niger. — V. *Fleuve international.*

Nihilisme international. — V. *Sujets du droit international.*

Niveau de la vie (élévation du). — V. *Paix économique.*

Nomades. — V. *Domicile.*

Nomades d'Europe en Amérique. — V. *Frontières.*

Nomenclature douanière. — V. *Union douanière.*

Nominalisme. — V. *Clause-or. Monnaie. Principes généraux du droit.*

Nomination. — V. *Fonctionnaires internationaux.*

Non-agression. — V. *Conciliation internationale.*

Non-commerçant. — V. *Faillite.*

Non-extradition des nationaux. — V. *Extradition.*

Non-intervention (principe de). — V. *Intervention. Japon. Politique intérieure.*

Non-reconnaissance d'un Gouvernement nouveau. — V. *Reconnaissance d'Etats.*

Non-rétroactivité des lois. — V. *Droit international privé de l'Islam. Droits acquis.*

Non-rétroactivité des traités. — V. *Traités.*

Normes.

Les rapports de système entre le droit interne et le droit international public (V. *Etat*, **14**, 231). Rapports possibles entre deux systèmes de normes, définition d'un système de normes, **14**, 263; norme fondamentale et notion de source du droit, **14**, 263;

objets des normes, **14**, 266; sujets des normes, **14**, 266; conflits de normes apparents et leur solution, **14**, 267; unicité nécessaire du système normatif, **14**, 267; coordination et subordination des systèmes normatifs, **14**, 270; solution des conflits entre normes de deux ordres hiérarchisés, **14**, 271. (V. *Droit international et droit interne*, **14**, 275.)

V. *Etat. Sujet du droit international.*

Normes conventionnelles. — V. *Sources du droit international.*

Normes coutumières. — V. *Sources du droit international.*

Notariat apostolique. — V. *Organisation internationale.*

Notification obligatoire à la Société des Nations. — V. *Traités.*

Nourriture. — V. *Code des prisonniers de guerre. Prisonniers de guerre.*

Nouveaux Etats de l'Amérique du Sud. — V. *Reconnaissance d'Etats.*

Nouvelle-Zélande. — V. *Dominions britanniques.*

Nullité des jugements. — V. *Cour permanente de justice internationale.*

Nullité « inter pares ». — V. *Reconnaissance d'Etats.*

Nullité par rapport aux tiers. — V. *Reconnaissance d'Etats.*

Nullité partielle. — V. *Voies de recours.*

O

Objets de valeur. — V. *Code des prisonniers de guerre.*

Obligation de réparer (principe de l'). — V. *Principes généraux du droit international. Société internationale.*

Obligation juridique. — V. *Principes généraux du droit.*

Obligations. — V. *Code civil italien. Droit civil. Droit international privé. Droit international privé (Brésil). Droit international privé (Italie).*

Obligations alternatives. — V. *Arbitrage obligatoire.*

Obligations commerciales. — V. *Code de commerce italien.*

Obligations contractuelles. — V. *Droit international privé (Grèce). Représailles.*

Obligations conventionnelles. — V. *Droit international privé (Italie).*

Obligations délictuelles. — V. *Droit international privé (Italie).*

Obligations « ex delicto ». — V. *Monnaie.*

Obligations financières internationales.

Le droit international et les obligations financières internationales, **1**, 293. Dettes extérieures des Etats : *a*) envers d'autres Etats; *b*) envers des individus, **1**, 295; dettes internationales dans l'histoire, **1**, 298; doctrine de Lord Palmerston, **1**, 303; doctrine de Drago, **1**, 306; examen des deux systèmes, **1**, 309; objections que soulève la doctrine anglaise, **1**, 309; politique de Lord Palmerston, **1**, 310; caractère politique et juridique de la doctrine de Drago, **1**, 312; ses bases juridiques, **1**, 314; critique des propositions du Dr Drago, **1**, 314; intangibilité des Etats souverains en droit interne, **1**, 322; « judicium parium », **1**, 324; le conflit vénézuélien et ses conséquences, **1**, 326; Conférence de La Haye de 1907, **1**, 328; texte définitif, **1**, 332; limitation de l'emploi de la force pour recouvrement de dettes contractuelles, **1**, 332; la Convention et les représailles, **1**, 336; manquement d'obéir à la sentence, **1**, 337; Cour permanente de justice internationale, **1**, 339; Pacte de la Société des Nations, **1**, 339; pouvoirs de la Cour, **1**, 340; banqueroute d'Etat, **1**, 342; réclamations d'Etats

contre d'autres Etats, **1**, 346; garantie des dettes publiques, **1**, 351; effet de la guerre sur les dettes internationales, **1**, 354.

Obligations immorales. — V. *Traités.*

Obligations internationales. — V. *Conflit de lois. Cour permanente de justice internationale. Droit international. Mandats internationaux. Succession d'Etats.*

Obligations morales. — V. *Mandats internationaux. Règle « pacta sunt servanda ».*

Obligations patrimoniales. — V. *Succession des Etats.*

« Obligatorium alternatif ». — V. *Justice internationale.*

Occupation de la mer. — V. *Droit international.*

Occupation de pays non civilisés. — V. *Sauvages américains.*

Occupation de territoire.

Compétence des tribunaux en matière d'infractions commises hors du territoire (V. *Crimes et délits*, **12**, 281). Délit commis en territoire occupé, **12**, 331; occupation de guerre, droit défini à La Haye, **12**, 331; occupation autorisant l'annexion, **12**, 332; l'occupation d'après le droit de La Haye ne fait pas acquérir la souveraineté, **12**, 333 et s.; occupation et invasion, **12**, 338; occupation spéciale, **12**, 339; occupation de paix, sa notion, **12**, 340; fondée sur une convention et aussi sur le droit coutumier, **12**, 341; causes diverses d'occupation de paix, **12**, 342; occupation de la Haute-Silésie, **12**, 344. (V. *Jurisprudence de la Cour permanente de justice internationale*, **12**, 5.)

V. *Egalité juridique. Guerre hors la loi. Machiavel. Succession des Etats.*

Occupation de territoire sans maître. — V. *Territoire.*

Occupation militaire. — V. *Droit international. Plébiscite. Représailles.*

Occupation pacifique. — V. *Guerre.*

Oder. — V. *Droit fluvial international.*

Œuvres charitables. — V. *Minorités.*

Œuvres intellectuelles. — V. *Plagiat.*

Œuvres littéraires et artistiques.

Protection internationale des œuvres littéraires et artistiques (V. *Droits de la pensée, droits sur les œuvres littéraires et artistiques*, **12**, 391 et s.). Courant latin préconisant une loi-type, **12**, 453; courant germanique en faveur d'une Convention-modèle, **12**, 454; Congrès de Rome de l'Association littéraire et artistique (1882), **12**, 455; Convention de Berne de 1886, **12**, 456; Conférence de Paris de 1896, **12**, 457; Unions américaines, **12**, 458; Union de Berne et la guerre mondiale, **12**, 458; opinions en faveur de la continuation de l'Union, **12**, 459; passif du bilan de la guerre, **12**, 465; traités de paix, leur imprévision, **12**, 465; leurs inconvénients, **12**, 469; organes de la protection : Convention, Union, Bureau, **12**, 471; la Convention, **12**, 473 et s.; théorie de la « Vereinlarung », **12**, 473; l'Union de Berne, **12**, 478 et s.; le Bureau de Berne, **12**, 482; caractère juridique de l'Union et du Bureau, **12**, 484; leur personnalité juridique, **12**, 485; dogme des Etats uniques sujets du droit international, dogme récemment abandonné, **12**, 489 et 490; Union de Berne sujet du droit international, **12**, 492; valeur politique des Unions, **12**, 497; organisation de la protection, **12**, 500; différents principes du droit international, **12**, 501; faculté des réserves, **12**, 501 et s.; classement des Etats unionistes au point de vue des

réserves, **12**, 508; principe du minimum et du maximum de protection, **12**, 509; dispositions impératives, **12**, 510; leurs sanctions, **12**, 514; lacune de la Convention à cet égard, **12**, 515; assimilation de l'auteur étranger au national, **12**, 518; principe de l'indépendance des droits, application de la loi du lieu, **12**, 518; restrictions à l'application de la *lex fori*, **12**, 519; partisans de l'application du statut personnel, leurs raisons, **12**, 519; riposte des partisans du système territorial, **12**, 521; la Conférence de Berlin et le principe de l'indépendance des droits, **12**, 525; le principe de la réciprocité, **12**, 526; système de la nationalité de l'auteur et système de la nationalité de l'œuvre, **12**, 530; avantages et inconvénients de chaque système, **12**, 531 et 532; adoption par la Convention de Berne du principe de la nationalité de l'auteur pour les œuvres inédites et de celui de la nationalité de l'œuvre pour les œuvres publiées, **12**, 534; statut personnel et statut territorial dans la protection des œuvres d'art appliqué, **12**, 535; elles ne purent, à Berlin, être assimilées aux autres œuvres d'art, **12**, 537; sources (juridiques, législatives, conventionnelles) de la protection internationale, **12**, 539; les Conférences de l'Union, **12**, 542; appréciation de la portée de l'Union, **12**, 545; influence de l'Union sur le droit interne, les traités particuliers, le droit international, **12**, 545 et s.; développement territorial de l'Union, **12**, 549; abstention des Etats-Unis, **12**, 550; développement juridique de l'Union, **12**, 552; unification du délai de protection, **12**, 552; abolition des réserves, **12**, 553; influence des progrès techniques sur la protection, la radiophonie, **12**, 554; influence du perfectionnement de la conception juridique des droits de la pensée (V. *Droits de la pensée*, **12**, 408), **12**, 555; droit moral en droit international, **12**, 556 et s.; droit de suite ou droit à la plus-value des œuvres artistiques en droit international, **12**, 560 et s.; lois française et belge relatives au droit de suite, **12**, 562; Congrès de Varsovie (1926), vœux que les législations adoptent le droit de suite, **12**, 563.

V. *Contrefaçon. Droit d'auteur. Propriété littéraire et artistique.*

Offense. — V. *Solidarité internationale.*

Office. — V. *Unions internationales.*

Office international de médiation. — V. *Pacte de la Société des Nations.*

Office international des épizooties. — V. *Agriculture.*

Office international d'hygiène. — V. *Droit sanitaire international.*

Office international du vin. — V. *Agriculture.*

Office international Nansen. — V. *Apatrides.*

Office sanitaires internationaux. — V. *Droit sanitaire international.*

Officiers. — V. *Représailles.*

Officiers diplomatiques. — V. *Agents diplomatiques et consulaires.*

Opération de guerre. — V. *Prisonniers de guerre.*

Opinion publique. — V. *Conciliation internationale. Droit naturel. Droits de l'homme. Presse. Société internationale. Sources du droit international.*

Opium. — V. *Crimes et délits internationaux. Droits de l'homme. Liberté du commerce. Stupéfiants.*

Opposition aux jugements par défaut. — V. *Voies de recours.*

Optants hongrois (affaire des). — V. *Excès de pouvoir. Tribunaux arbitraux mixtes.*

Option de change. — V. *Clause-or.*
Option de nationalité. — V. *Echange de populations. Nationalité. Nationalités.*
Option de place. — V. *Clause-or.*
Or.
Problèmes internationaux de l'or, **37**, 209 et s. Rôle de la coopération internationale dans l'œuvre de perfectionnement des rapports monétaires et financiers, **37**, 209; aperçu des perturbations dans le pouvoir d'achat de l'or et leurs répercussions sur les rapports internationaux, **37**, 211 et s.; monnaies primitives, ancienneté du problème de l'or, **37**, 211; histoire de l'or, **37**, 213; signe tangible de la victoire par le tribut imposé au vaincu, il s'associe au culte de la divinité, **37**, 214; vicissitudes des métaux précieux, **37**, 215; altérations de la valeur de la monnaie, **37**, 217; invasion des barbares, dispersion des métaux précieux, **37**, 217; insuffisance de l'or au moyen âge, baisse des prix, **37**, 218; abondance de l'or après la découverte de l'Amérique, hausse rapide des prix, **37**, 219; Adam Smith, sa doctrine du pouvoir d'achat variable de l'or, **37**, 220; découvertes de nouveaux gisements (1848) en Amérique, Afrique et Australie, **37**, 221; de 1492 à 1925, extraction de 29 millions de kilos d'or pour 101 milliards, 7, **37**, 222; récents phénomènes d'altération de la valeur de l'or pendant le conflit mondial, **37**, 224 et s.; baisse, après la guerre, de la valeur de l'or, limitation ou interdiction de l'exportation de l'or au début de la guerre, disparité de la valeur du métal de pays à pays, **37**, 225; or monnayé et devises, différences de valeur, **37**, 226; point de repère donnant une base de comparaison des prix exprimés en monnaie des différents pays : les devises non dépréciées (livre, dollar, franc suisse), **37**, 227; le point de l'or égal aux frais de transport et d'assurance de l'or plus l'intérêt de la somme transportée pendant la durée du voyage, **37**, 228; inconvénients du choix d'une devise appréciée comme point de repère pour la mesure des valeurs, **37**, 228; progrès dans la technique des transports, leur influence sur les points d'or relativement à une mesure stable des valeurs internationales, **37**, 229; problème théorique des répercussions sur la vie économique et les échanges des variations du pouvoir d'achat de l'or, **37**, 233 et s.; variations accidentelles, saisonnières, cycliques et séculaires de la valeur de l'or, **37**, 233; effets de ces altérations dans la mesure des valeurs juridiquement et socialement, **37**, 236; répercussion d'ordre financier, **37**, 240; fluctuations rapides récentes dans la valeur des métaux précieux, **37**, 241; primes à l'exportation du fait de l'argent déprécié, **37**, 243; répercussions provoquées par la dépréciation du métal blanc sur la vie économique des pays à circulation d'argent, **37**, 245 et s.; réformes monétaires dans l'Inde et la Chine, **37**, 252; tendances opposées des prix de l'argent et des prix de l'or, **37**, 255; le problème actuel de la répartition de l'or et les facteurs de la distribution des masses d'or, **37**, 257 et s.; production actuelle et pour l'avenir proche de l'or, **37**, 257; demande d'or pour usages industriels, **37**, 259; nécessités de la circulation et disponibilités actuelles en or, **37**, 261; évaluation, par la Délégation de l'or de la Société des Nations, de la production de l'or, **37**, 262; distribution irré-

gulière de l'or, **37**, 264; causes empêchant le retour à l'équilibre monétaire international, **37**, 268; système du « Gold standard » d'avant guerre supprimé dans beaucoup de pays, **37**, 269; système de la réserve proportionnelle, **37**, 271; défaut de coordination entre les banques centrales des divers pays, **37**, 272; la stabilité des prix et le problème de l'or, **37**, 274 et s.; stabilité des prix, facteur de confiance, **37**, 274; nécessité préalable de la stabilité de la valeur de la monnaie, **37**, 275; propositions pour obtenir une relative stabilité de valeur, **37**, 278; valeur contrôlée de l'or, **37**, 281; contrôle de la distribution de l'or, rapport avec la stabilisation des prix, **37**, 282; réduction des réserves des banques d'émission, **37**, 283; action sur la différence entre crédits ouverts et crédits remboursés, **37**, 284; action sur le taux des placements, **37**, 285; éviction des déplacements d'or inutiles, **37**, 286; contrôle des points de l'or, **37**, 287; compensation internationale, **37**, 287; appréciation des propositions offertes, **37**, 288; les précédents de la Conférence de Gênes (1922) et les propositions de stabilisation des prix, **37**, 292 (V. *Banque des Règlements internationaux*, **37**, 294); coopération internationale dans le domaine monétaire et financier, **37**, 307 et s.; causes de l'incertitude de la situation monétaire actuelle, **73**, 307; problème actuel de l'or et coopération internationale, **37**, 309; nécessité de la solidarité humaine dans le domaine économique relativement aux problèmes monétaires, **37**, 312.

V. *Change. Clause-or. Crise. Monnaie.*

Ordre divin. — V. *Droit naturel.*

Ordre étatique. — V. *Etat.*

Ordre international. — V. *Procès international.*

Ordre interne. — V. *Procès international.*

Ordre juridique international. — V. *Fonction exécutive internationale.*

Ordre juridique interne des Etats. — V. *Succession des Etats.*

Ordre naturel. — V. *Droit naturel.*

Ordre public.

Théorie générale de l'ordre public, **9**, 411. Ordre public fondement du droit international privé, **9**, 411; sa définition, **9**, 412; obscurité de sa notion, controverses qu'elle soulève, **9**, 412; bases du droit international privé (V. *Droit international privé*, **9**, 416). La jurisprudence dans son application de l'ordre public, **9**, 429; conception moderne de la territorialité des lois basée sur l'ordre public, système américain, **9**, 446. (V. *Nationalité des lois*, **9**, 449 *Personnalité des lois*, **9**, 449.) Rapports de la nationalité et de la personnalité des lois avec l'ordre public, **9**, 449; lois d'ordre public dans certains codes civils, **9**, 454; théorie italienne de la nationalité des lois, critique de M. de Bar qui trouve analogie entre lois d'ordre public et statuts reéls, **9**, 459; les lois d'ordre public d'après certains juristes, **9**, 460; notions générales sur l'ordre public, **9**, 463; tentatives de détermination *a priori* des lois d'ordre public, **9**, 466; caractéristiques de l'ordre public, **9**, 469 et s.; l'ordre public est-il une exception ?, **9**, 475; classes d'ordre public, objections à cette classification, **9**, 476; cas pratiques où la question de l'ordre public est soulevée, **9**, 480. (V. *Mariage*, **9**, 480.) Capacité de la femme mariée comme question d'ordre public, **9**, 492. (V. *Divorce*, **9**, 495.) Divorce

et ordre public, jugements étrangers de divorce, **9**, 495 et s.; les enfants et les questions d'ordre public, **9**, 506; applications diverses de l'ordre public, meubles et immeubles, *lex loci rei sitae*, **9**, 509; successions et testaments, rôle de l'ordre public, **9**, 512; causes illicites en matière de contrats, **9**, 513; droit international privé et ordre public aux Etats-Unis, **9**, 517 et s.; cas particuliers d'ordre public aux Etats-Unis, **9**, 525; immigration aux Etats-Unis, restriction, nature politique de l'ordre public, **9**, 532 et s.; restrictions à l'application de l'ordre public aux Etats-Unis, **9**, 536; pouvoir de police, **9**, 538 et s.; situation actuelle du droit international privé et de la doctrine de l'ordre public, **9**, 543; améliorations possibles en droit international privé et dans la théorie de l'ordre public, **9**, 546; uniformité difficile et souvent indésirable, **9**, 546; les organismes internationaux et les revues de droit international privé, **9**, 547; nécessité de conférences internationales, **9**, 548.

Rôle du droit comparé dans le droit international privé (V. *Droit international privé*, **57**, 577). Ordre public, **57**, 641 et s.; contribution du droit comparé à l'élaboration de la théorie de l'ordre public international, **57**, 642; exemple tiré du divorce et de la séparation de corps, **57**, 642; exemple de la jurisprudence sur l'application de la récente législation monétaire américaine (dévaluation et suppression de la clause-or avec effet rétroactif), **57**, 645; doctrine des lois politiques de M. Arminjon, **57**, 653; les deux degrés dans l'intervention de l'ordre public, **57**, 655; lois des gens contraires au droit des gens, ce qu'elles sont vis-à-vis de l'ordre public, **57**, 660.

Règles générales des conflits de lois (V. *Droit international privé*, **58**, 247 et s.). Problème de l'ordre public, **58**, 420; doctrine anglo-américaine de l'ordre public, **58**, 421; doctrines universalistes, conception de Savigny, **58**, 423; école italienne, **58**, 425; doctrines dérivées, **58**, 429; révisions critiques de l'idée d'ordre public dans la doctrine néo-latine plus récente, résultats, **58**, 431; doctrine allemande, **58**, 436; critiques des différentes doctrines, **58**, 444; nature de la limite d'ordre public, **58**, 446; limite à l'insertion des normes juridiques étrangères individualisées par les règles de rattachement, conséquences, **58**, 447; clauses de réciprocité, obstacles à l'insertion de règles étrangères dans l'ordre juridique interne, comparaison entre la fonction de ces clauses et la limite d'ordre public, **58**, 456.

Règles générales des conflits de lois (V. *Conflit de lois*, **62**, 5 et s.). Problèmes nés du défaut de communauté juridique entre les Etats, notion d'ordre public, **62**, 64 et s.; exception d'ordre public, acception pratique anglo-américaine, **62**, 64; doctrine des universalistes, idée de Savigny, **62**, 66; école italienne, **62**, 66 et s.; thèse de Pillet, **62**, 67; conception de Bustamante, **62**, 68; ordre public : exception dans la doctrine allemande, **62**, 68; essai de détermination *a priori* de l'ordre public, **62**, 70; règles d'application pratique de l'ordre public, **62**, 74.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international privé*, **62**, 427 et s.). Ordre public, **62**, 517 et s.; inapplicabilité d'une loi étrangère dans un pays où elle se révèle contraire à ses intérêts, **62**, 517; lois d'ordre public : international ou absolu ou territorial, lois d'ordre public interne, lois d'ordre privé, **62**,

518; objections à l'emploi de la notion d'ordre public comme base des règles de conflit de lois, **62**, 520; cas exceptionnels dans lesquels l'ordre public empêche l'application de la loi étrangère, **62**, 521; domaine de l'ordre public en tant que motif de refus d'appliquer les règles ordinaires de conflit de lois, **62**, 524; effet de l'ordre public, **62**, 526.

V. *Arbitrage privé. Autonomie de la volonté. Clause-or. Code civil allemand. Code civil italien. Compétence judiciaire. Conférences de droit international privé. Conflit de lois. Divorce. Droit international privé. Droit international privé (Angleterre). Droit international privé (Brésil). Droit international privé (Etats-Unis). Droit international privé (Grèce). Droit international privé (Italie). Droits acquis. Ecole italienne de droit international. Etranger. Exterritorialité. Faillite. Jugement étranger. Liberté du commerce. Mandats internationaux. Mariage. Nationalité des lois. Personnalité des lois. Régime matrimonial. Réciprocité diplomatique. Représailles. Succession.*

Ordre public du juge saisi. — V. *Renvoi (théorie du).*

Ordre public international. — V. *Conflit de lois. Echange de populations. Guerre.*

Organes centraux de la Société des Nations. — V. *Immunités internationales. Intervention. Société des Nations.*

Ordre teutonique. — V. *Mer Baltique.*

Organes internationaux.

Règles générales de la paix (V. *Droit international*, **46**, 6). Organes internationaux, **46**, 78 et s.; l'organe de l'Etat, **46**, 78 et s.; éléments constitutifs, **46**, 78 et s.; réunion des organes de plusieurs Etats, **46**, 80; organes communs à plusieurs Etats, **46**, 80; organe international, **46**, 82; éléments constitutifs, **46**, 82; les tribunaux internationaux, **46**, 85; organes judiciaires en particulier, **46**, 88 et s.; organes judiciaires et organes arbitraux, différenciation, **46**, 88 et s.; décision dans l'un et l'autre organe doit avoir force obligatoire pour les Parties, **46**, 95.

V. *Fonctionnaires internationaux. Police internationale.*

Organicistes. — V. *Droit naturel.*

Organisation américaine de coopération économique et financière. — V. *Unions douanières.*

Organisation bancaire. — V. *Mandats internationaux.*

Organisation de la communauté universelle des Etats. — V. *Société des Nations.*

Organisation de la paix. — V. *Société des Nations.*

Organisation économique.

Bases de l'organisation économique de l'Europe, **56**, 535 et s. Structure économique de l'Europe, **56**, 536; l'Europe d'autrefois : il y a cent ans, **56**, 136;; cent ans après, **56**, 537; développement de la production : agriculture et industrie, **56**, 538; Europe orientale en retard sur l'Europe occidentale, **56**, 539; les émigrants européens en Amérique, **56**, 540. Crise, **56**, 541; sa nature, **56**, 541; ses causes, **56**, 542 et s.; causes antérieures à la guerre, **56**, 543; la guerre et les folies de l'après-guerre, **56**, 545; crise de crédit, **56**, 547; protectionnisme, **56**, 547; causes d'ordre psychologique et moral, **56**, 549 et s.; causes d'insuccès des moyens employés pour combattre la crise, **56**, 551. Où va le monde ?, **56**, 552 et s.; désir d'ordre nouveau, **56**, 552;

le redressement sur le plan national, **56**, 553 et s.; inflation, **56**, 554; dévaluation, **56**, 554; ses effets, **56**, 555; son danger au point de vue social, **56**, 516; diminution du pouvoir d'achat, **56**, 557; les frais de la dévalution supportés par la masse, **56**, 557; inconvénients d'ordre moral, **56**, 558; nécessité d'une bonne politique pour avoir une bonne monnaie, **56**, 558; déflation, politique de l'austérité, conduit seule à l'équilibre, **56**, 559. Redressement économique et financier, **56**, 561 et s.; restauration politique, condition d'une restauration économique et financière durable, **56**, 561; réforme de l'Etat, **56**, 561; réforme de l'Etat dans le domaine économique, **56**, 562; initiative privée et responsabilité individuelle sources de prospérité, **56**, 563; paralysie de la production provoquée par l'étatisme et la bureaucratie, **56**, 563; conciliation nécessaire de la liberté individuelle et de l'indispensable discipline collective, **56**, 563; la profession organisée, ses avantages, **56**, 564; le capital, travail du passé et souvent des morts, abus du capitalisme, **56**, 565; absurdité de la lutte des classes, solidarité des intérêts de l'employé et de l'employeur, **56**, 566; avantages du système corporatif, **56**, 566; réforme de l'Etat dans l'ordre administratif, **56**, 569 et s. Redressement par l'effort concerté sur le plan international et sur le plan européen, **56**, 571 et s.; sur le plan international, **56**, 571 et s.; nécessité de rétablir une circulation internationale abondante et régulière, **56**, 571; l'autarchie, économie en vase clos, **56**, 572; résultats désordonnés de l'autarchie, **65**, 573; appauvrissement, misère et peut-être disparition des petits pays, **56**, 574; urgence d'un retour aux nécessités internationales, **56**, 574; rapport du Comité économique de la Société des Nations (1935), **56**, 575; programme de redressement, **56**, 576; sur le plan européen, **56**, 577; liaison entre Europe agricole et Europe industrielle, nécessité de créer un grand marché européen, **56**, 580.

V. *Paix économique. Politique commerciale internationale. Société des Nations.*

Organisation en droit international. — V. *Fonctionnaires internationaux.*

Organisation et activité de la Cour permanente de justice internationale. — V. *Procès international.*

Organisation internationale.

Histoire de la doctrine pacifique et de son influence sur le droit international (V. *Doctrine pacifique*, **13**, 175 et s.). Idées d'une organisation internationale, **13**, 200; Empire d'Alexandre et Empire romain, **13**, 200; le Pape et l'Empereur, **13**, 201 et s.; le *De Monarchia* de Dante, monarchie universelle, **13**, 203; échec des prétentions de l'Empire et de la Papauté à la domination universelle, **13**, 204; formation lente des Etats souverains aux XIV^e^ et XV^e^ siècles, **13**, 206; projets d'organisation internationale de Pierre Dubois et Georges Podiebrad, **13**, 207 et s. (V. *Arbitrage international*, **13**, 208.) Transition aux temps modernes, âge de la transition, **13**, 216 et s.; la Renaissance qui prépare l'Etat souverain, **13**, 216; la Réforme qui divise l'Europe, **13**, 217; guerres de religion, **13**, 218; formation des grandes Puissances, **13**, 218; théoriciens de l'anarchie internationale, Jean Bodin, Hobbes, Spinoza, **13**, 219 et s.; débuts de l'internationalisme constructif, **13**, 232; Emeric Crucé premier auteur

d'une organisation internationale des Etats, **13**, 233; les idées de Crucé sur la liberté du commerce, **13**, 238.

La Société des Nations au point de vue de la philosophie du droit international, **38**, 545. Le genre humain, unité naturelle et morale, constitue-t-il une unité juridique ?, **38**, 546; introduction d'organisations juridiques dans la vie des peuples, **38**, 546 et s.; Dante, sa conception d'une monarchie universelle, **38**, 548 et s.; échec des tentatives de réalisation, **38**, 550 et s.; Empire romain, **38**, 553 et s.; l'impérialisme contraire à l'unité du genre humain, **38**, 557; première conception des Etats-Unis d'Europe, **38**, 557; doctrine et mystique des Mazzini, **38**, 558; aspiration humaine à la liberté, **38**, 560; organisation internationale par l'Union des Etats, Fédération internationale, **38**, 563; essais d'union entre groupes politiques durant l'antiquité, **38**, 566; les divers projet de paix perpétuelle, **38**, 569; échec des accords destinés au maintien de la paix universelle, **38**, 573; difficulté de constituer une fédération, une société d'Etats, **38**, 579; fondement de la validité d'un accord international, **38**, 581 et s.; manifestation dans l'humanité de la conscience d'un lien impératif entre les individus, obligeant les Etats à vivre en régime de société, **38**, 588 et s.; formation et développement entre les Etats d'un système de règles juridiques, **38**, 596 et s. (V. *Société des Nations*, **38**, 600.)

Crise de l'organisation internationale à la fin du moyen âge, **44**, 319 et s. Certains auteurs font naître le droit des gens à la paix de Westphalie (1648), d'autres ((écrivains français) affirment que l'Europe du moyen âge avait une organisation forte et stable, **44**, 319 et s.; communauté chrétienne (*Respublica christiana*), **44**, 320; système hiérocratique, **44**, 321; loi naturelle fondement de l'organisation internationale, **44**, 321; Dieu, suprême législateur auquel est attribué la justice distributive, **44**, 322; point de vue formel, **44**, 322; universalité de l'ordre juridique, **44**, 324; la Paix, base de l'équilibre social au moyen âge, **44**, 325; doctrine officielle de la Papauté au XII^e^ siècle, **44**, 325 et s.; l'unité d'ordre juridique symbolisée dans l'unité des principes généraux dont la source est la raison divine, **44**, 328; principe organique médiéval : valeur de l'individu et la totalité sociale, **44**, 330; tendances universelles de l'ordre juridique établi par l'Eglise, principe juridique : droit naturel, **44**, 332; conception du devoir comme substance nécessaire de la norme juridique, **44**, 334; élément supplémentaire de la norme : la contrainte, **44**, 334; la guerre et le commandement divin de ne pas tuer, idée de la guerre légitime, **44**, 336. Le régime hiérocratique d'après les théories papales (Grégoire VII, Innocent III, Grégoire IX, Innocent IV, Boniface VIII), **44**, 339; conception réaliste de Gilles de Rome (1302), **44**, 341; soumission au Pape du pouvoir étatique, **44**, 343; intervention du Pape limitée aux affaires intérieures de l'Etat, **44**, 344; pouvoir du Pape sur les choses et les personnes, **44**, 344; conception formaliste de Jacques de Viterbe, **44**, 346; seule, la communauté chrétienne mérite le nom de *regnum* ou Etat souverain, **44**, 347; fonctions juridictionnelles et législatives du Pape, **44**, 348; droit positif et organisation de la chrétienté, **44**, 349. L'organisation hiérocratique dans le droit positif, **44**, 352; communauté chrétienne, hiérar-

chie et chef de cette communauté, l'Empereur ou le Pape, **44**, 353; le régime dualiste : Pape et Empereur, **44**, 354; abandon du régime dualiste sous Grégoire VII, la *Respublica sub Deo*, **44**, 354; rôle du Pape, **44**, 356; obédience des peuples chrétiens au Pape, **44**, 356; naissance et reconnaissance des Etats comme sujets internationaux, **44**, 357; changements territoriaux et leur sanction par le Pape, **44**, 360; garantie de l'intégrité territoriale et de l'indépendance des Etats vassaux du Saint-Siège, **44**, 361; traités internationaux, leur enregistrement par les notaires du Saint-Siège, **44**, 364; fonctions législatives du Pape, **44**, 366. Pouvoir juridictionnel du Pape sur les Princes, **44**, 369; droit du Pape de déposer les Princes, **44**, 371; sentences de Grégoire VII et d'Innocent IV, **44**, 371; rôle de médiateur ou pacificateur du Pape au sein de la communauté des peuples chrétiens, **44**, 374; rôle du Pape comme arbitre, **44**, 376; tentatives d'Innocent III et de Boniface VIII de créer l'arbitrage obligatoire, **44**, 377; arbitrage de Boniface VIII entre la France et l'Angleterre (28 juin 1928), **44**, 380. Sanctions, pouvoir coercitif du Pape contre les perturbateurs de l'ordre établi, **44**, 382; la guerre, décision du Pape sur son caractère, **44**, 383; effets juridiques d'une scission au sein de la communauté chrétienne, **44**, 384; apologie des guerres saintes ordonnée par Grégoire X, **44**, 385; sanctions contre les sectes (Cathares, Patarins, Publicains), **44**, 386; destruction des liens de vassalité envers un sujet hérétique, **44**, 387; interdiction de commerce et de relations juridiques avec l'ennemi de la *Respublica sub Deo*, **44**, 388; la guerre d'exécution, guerre sainte, **44**, 389 et 390; fondement théorique de la guerre sainte, **44**, 390; guerres ordonnées par les Papes contre leurs ennemis personnels, **44**, 393. Autorité papale ébranlée par le schisme du xv^e^ siècle, **44**, 394; réaction en Bohême contre l'absolutisme du Pape, **44**, 395; l'évangélisme de Jean Hus qui n'admet que Jésus-Christ comme chef de l'Eglise, **44**, 401; Hus repousse la doctrine de la guerre sainte dans son *De indulgentiis*, **44**, 403; critique de la doctrine de Jean Hus, **44**, 405; réaction profonde provoquée par les guerres hussites, l'évangélisme de Chelcicky, **44**, 406; négation de ce qui repose sur la contrainte, **44**, 407; organisation de l'Etat et de l'Eglise incompatible avec l'Evangile, **44**, 408; communautés de fidèles et réalisation de l'idéal de la paix, **44**, 409. Le droit international chez les Hussites, projet de création d'une confédération européenne, **44**, 411; les idées humanistes, leur influence sur le programme religieux et sur les formules juridiques, tentatives de codification de certaines règles de droit international, **44**, 412; discussions sur la guerre, **44**, 413; le *De Bello* de Jean de Pibranz, conditions de la guerre juste, **44**, 415; atrocité de la guerre des Croisés contre les Tchèques, tentative tchèque de codification du droit de la guerre, **44**, 418; règlement militaire de Hodetine, **44**, 419; protection de la propriété privée, **44**, 420 et s.; questions posées aux synodes de 1422-1424, **44**, 422; but de la guerre du peuple tchèque conduite par les Hussites, réforme de l'Eglise catholique, **44**, 424 et s.; adresse du Saint-Siège au peuple tchèque, refus par ce dernier d'admettre le pouvoir temporel du sacerdoce, **44**, 426; propagation des idées hussites dans les pays voisins,

44, 428; Concile de Bâle, conclusion de la paix, **44**, 429 et 430; reprise de la lutte, projet du roi hussite Georges de Podiebrad d'une confédération européenne, **44**, 431; affaissement du système médiéval et développement du droit international, **44**, 434.

V. *Amérique. Amérique latine. Ententes régionales. Guerre chimique. Régionalisme.*

Organisation internationale du travail.

Législation internationale du travail, **51**, 487 et s. Le travail, ses conditions inhumaines avant le progrès de la législation sociale, **51**, 487; ce que prouvent les enquêtes à ce sujet pour la première moitié du XIX^e^ siècle, **51**, 487; cause de la protection légale des travailleurs, **51**, 488. Historique de la législation internationale du travail, **51**, 489 et s.; les origines, Robert Owen lance l'idée de cette législation, **51**, 489; les Conférences internationales, initiative de Guillaume II, Conférence de Berlin (mars 1890), **51**, 491; Congrès international des organisations ouvrières, Zurich (août 1897), **51**, 492; Congrès de la législation du travail (20 juillet 1900), **51**, 492; lutte pour la législation internationale du travail pendant la guerre, **51**, 494; Commission de législation internationale du travail de la Conférence de la paix, **51**, 497; adoption d'un projet de Convention créant un organisme permanent pour la réglementation internationale du travail, **51**, 500. Causes de la législation internationale du travail, **51**, 502 et s.; conditions du travail, **51**, 502; concurrence internationale, **51**, 503; la justice, **51**, 505; la paix, **51**, 506. Universalité de l'organisation internationale du travail, **51**, 507 et s.; les textes, **51**, 507; les Etats membres, **51**, 508; cas de la Finlande, **51**, 511; le cas du Brésil, du Japon, **51**, 512; le cas de l'Allemagne, des Etats-Unis, **51**, 513; le cas de l'U.R.S.S., **51**, 515; colonies, protectorats, etc., **51**, 516; Etats dits « exigus » et autres anomalies, **51**, 516; étendue actuelle de l'organisation internationale du travail, **51**, 517. Structure et éléments de cette organisation, **51**, 519 et s.; permanence, autonomie, **51**, 519; représentation des intérêts, **51**, 521; conseillers techniques, **51**, 522; organisations professionnelles les plus représentatives, **51**, 523; caractère international de cette organisation internationale, **51**, 526; Conseil d'administration, **51**, 527. Bureau international du travail, **51**, 529 et s.; ordre du jour de la Conférence, **55**, 532; nature juridique des décisions, **51**, 532; procédure de discussion, **51**, 534; engagement des Etats membres, **51**, 535; obligation de l'Etat membre après soumission des textes aux autorités compétentes, **51**, 539; les recommandations, **51**, 541; révision des Conventions, **51**, 542. Contrôle et sanctions, **51**, 545 et s.; contrôle, **51**, 545; nouvelle procédure, **51**, 546; contrôle sur place, **51**, 547; sanctions, **51**, 548; la plainte, **51**, 549. Compétence, **51**, 554; justice sociale, **51**, 554; personnes auxquelles s'étend la compétence, **51**, 555; compétence matérielle, **51**, 557. Œuvre et résultats, **51**, 561; conventions et recommandations, **51**, 561; modification de la législation nationale, **51**, 565; application, **51**, 566. Nature juridique : de l'organisation internationale du travail, **51**, 568; de la Conférence, **51**, 569; justice sociale base indispensable à l'établissement de la paix universelle, **51**, 572.

V. *Agriculture. Cour permanente de justice internationale. Domi-*

nions britanniques. Droit administratif international. Pétition. Souveraineté. Sujets du droit international. Traités.

Organisation judiciaire. — V. *Tribunaux mixtes. Tribunaux mixtes d'Egypte.*

Organisation judiciaire internationale. — V. *Société des Nations.*

Organisation pacifique internationale. — V. *Désarmement.*

Organisation permanente du travail. — V. *Travail.*

Organisations scientifiques internationales. — V. *Mer.*

Organismes internationaux. — V. *Droit international.*

Organismes internationaux d'ordre administratif. — V. *Droit administratif international. Voies de recours.*

Orient. — V. *Arbitrage international.*

Originalité. — V. *Plagiat.*

Origines littéraires. — V. *Plagiat.*

« Oronico Steamship Co. » (affaire de l'). — V. *Excès de pouvoir.*

Otages. — V. *Droit des gens.*

Orthodoxie grecque. — V. *Confessions religieuses.*

Ouvrier. — V. *Travail.*

P

Pacifisme. — V. *Confessions chrétiennes. Doctrine pacifique. Droit international. Légitime défense.*

Pacigérat.

Le droit international nouveau (V. *Droit international nouveau*, **31**, 399). Le pacigérat positif, **31**, 486 et s.; reconnaissance des nations à l'état de société inviolablement pacifique, **31**, 486; progrès réalisables dans la voie du pacigérat positif, **31**, 487 et s.; lenteur du progrès des nations, **31**, 488; condamnation récente de la guerre comme institution, **31**, 489; arbitrage international, **31**, 489; société internationale, coordination entre Etats souverains, **31**, 491; importance de la codification du droit international et des sanctions internationales, **31**, 491; paix, forme normale de la vie internationale, **31**, 492; justice internationale, **31**, 493; l'antithèse du pacigérat positif, **31**, 494 et s.; la thèse « nécessité n'a pas de loi » à chasser du droit international, **31**, 494; collisions du droit, coordination du droit, **31**, 495; distinction germanique entre façon de guerroyer et raison de guerre, **31**, 496; rapports entre belligérants et peuples pacifiques, **31**, 497; thèse de la nécessité n'est qu'expédient du fort contre le faible, **31**, 497; les institutions harmoniques sous le régime du pacigérat positif, **31**, 498 et s.; le pacigérat positif sauvegarde la défense nationale, **31**, 498; le pacigérat et la réduction des armements, **31**, 498; violation du pacigérat positif et voies juridiques de recours contre cette violation, **31**, 500 et s.; violation du pacigérat par acte de guerre (agression) ou rejet d'une procédure pacifique, **31**, 500; voies de recours, **31**, 501; science nouvelle du droit des gens à la lumière du pacigérat positif, **31**, 510 et s.

« Pacta sunt servanda ». — V. *Inviolabilité des traités. Règle « Pacta sunt servanda ». Traités.*

Pacte à quatre. — V. *Ententes régionales. Régionalisme. Sécurité internationale.*

Pacte américain. — V. *Egalité juridique.*

Pacte balkanique. — V. *Conciliation internationale. Ententes régionales. Régionalisme. Sécurité internationale.*

Pacte Briand-Kellog. — V. *Pacte de Paris.*

Pacte d'assistance franco-soviétique (2 mai 1935). — V. *Ententes régionales.*

Pacte d'assistance mutuelle. — V. *Ententes régionales. Guerre hors la loi.*

Pacte de garantie mutuelle. — V. *Société des Nations.*

Pacte de la Société des Nations.

Développement du Pacte de la Société des Nations, **20**, 353 et s. La Société des Nations, fait historique de premier ordre, **20**, 353; méthode nouvelle créée par la Société des Nations, **20**, 355; ses regards vers le passé, tendance à maintenir les possessions des Etats qui existaient à la fin de la guerre mondiale, **20**, 357; développement par modification du Pacte, **20**, 359; article premier du Pacte, conditions d'admission des Etats, dérogations, **20**, 359 et s.; position du Conseil vis-à-vis de l'Assemblée, **20**, 362; le *jus faderum ac tractatuum* de la Société des Nations, **20**, 363; traités conclus par la Société des Nations, **20**, 364; le *jus legationum* de la Société des Nations, **20**, 366; la Société des Nations a le caractère d'une confédération d'Etats, **20**, 368; développement du droit constitutionnel résultant de la vie dynamique de la Société des Nations, **20**, 370; changements dans la constitution de la Société des Nations résultant des modifications formelles du Pacte, **20**, 373; caractère d'universalité de la Société des Nations, **20**, 377; difficultés soulevées pour l'admission des très petits Etats, **20**, 377; idée d'universalité et idée de confédération d'Etats, **20**, 378; facteurs pouvant créer une communauté réelle entre les Etats de la Société des Nations, **20**, 379; solidarité des intérêts de l'humanité, **20**, 380; la Russie et la Société des Nations, **20**, 380; les Etats-Unis et la Société des Nations, **20**, 382; les Etats-Unis et la Cour permanente de justice internationale, **20**, 383; démocratisation de la Société des Nations, **20**, 385 et s.; démocratisation du Conseil, **20**, 385; démocratisation des Commissions, **20**, 389; influence des courants sociaux sur l'Assemblée et le Conseil, **20**, 390 et s.; courants sociaux dans les Commissions, **20**, 392; idée d'un Parlement mondial, **20**, 394; l'Union interparlementaire et le Parlement mondial, **20**, 395; souveraineté des Etats contestée, **20**, 397; suppression des alliances séparées, **20**, 398 et s.; importance du traité de Locarno, **20**, 400; nécessité de la publication générale des traités, **20**, 402; doctrine de Monroe placée sous la garantie de l'article 21 du Pacte, **20**, 402; publicité des délibérations de la Société des Nations, sa nécessité, **20**, 403; principe de l'égalité en droit, **20**, 404; réalisation meilleure de l'idée du droit, **20**, 406 et s.; protection du droit des Etats à l'intérieur de la Société des Nations, **20**, 406; article 36, alinéa 2, du statut de la Cour permanente de justice internationale, compétence obligatoire de la Cour, **20**, 407; juridiction obligatoire dans les traités d'arbitrage, **20**, 408; juridiction obligatoire avec clauses de réserve, **20**, 410; projet allemand d'un Office de médiation internationale, **20**, 412; instance de conciliation prévue dans certains traités bilatéraux, **20**, 413; développement des tribunaux d'arbitrage pour éviter la guerre, **20**, 416; possibilité d'attaquer une sentence arbitrale, **20**, 417; la Société des Nations doit perfectionner le droit international, **20**, 420; codification du droit des

gens, **20**, 420; travaux du Comité des experts, **20**, 422 et s.; intérêt de maintenir un droit international unique, **20**, 425; exécution des jugements, **20**, 429; sécurité, **20**, 430; tendances de la politique du droit nées avec l'entrée en vigueur de l'article 16 relatif aux mesures d'exécution internationales pour le maintien de la paix, **20**, 431; réserves des Etats neutres, **20**, 432; boycottage financier et économique comme mesure d'exécution internationale, **20**, 433; considération des éléments dynamiques en droit, **20**, 436 et s.; article 19 du Pacte, reconnaissance par la Société des Nations du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, **20**, 437; changement de frontière contre la volonté d'un Etat, **20**, 438; changement aux traités surannés, théorie de la *clausula rebus sic stantibus*, **20**, 438; idée d'un Pan-Europe dans la Société des Nations, **20**, 440; diverses manières de grouper les Etats, **20**, 441; liberté de la mer, **20**, 445 et s.; socialisation du droit international, **20**, 450; devoir de tracer des lignes directrices à l'évolution de la Société des Nations, **20**, 452. Texte : article premier du Pacte (admission des Etats dans la Société des Nations), **20**, 359; article 6 (budget de la Société des Nations), **20**, 361; article 8 (limitation des armements), article 14 (compétence de la Cour permanente), article 17 (Etats hors de la Société des Nations et procédure de conciliation), **20**, 363; article 22, alinéa final (rôle de la Commission des mandats), **20**, 372; article 4 (nomination des membres non permanents du Conseil), **20**, 373; article 6 (dépenses du secrétariat), **20**, 374; articles 12, 13 et 15 (procédure devant la Cour permanente), article 16 (mesures d'exécution internationale), article 26 (changements formels au texte du Pacte), **20**, 375; préambule du Pacte (buts de l'activité de la Société des Nations), **20**, 380; article 9 (Commission du désarmement), **20**, 392; article 21 (engagements internationaux pour le maintien de la paix), **20**, 399; article 21 (doctrine de Monroe), **20**, 402; article 18 (enregistrement des traités), **20**, 421; article 15, alinéa 8 (compétence réservée), **20**, 428; article 13, alinéa 4 (exécution des sentences arbitrales), **20**, 430; article 19 (possibilité de révision de la situation internationale par la Société des Nations), **20**, 436; article 10 (clause additionnelle prévoyant les changements de frontière), **20**, 437.

Problème de la mise hors la loi de la guerre (V. *Guerre*, **24**, 151. *Guerre hors la loi*, **24**, 151). La guerre et le Pacte de la Société des Nations, **24**, 163 et s.; articles 11 à 17 du Pacte, **24**, 163 et s.; principe du Pacte : interdiction de la guerre limitée à des cas précis, **24**, 163; article 12, alinéa 1 (suspension du droit de guerre avant soumission du conflit à un arbitrage et pendant trois mois après la décision arbitrale), **24**, 163; article 13, alinéa 4 (interdiction de guerre contre un Etat qui accepte la décision arbitrale), **24**, 163; article 15, alinéa 6 (interdiction de guerre contre un Etat qui se conforme au rapport du Conseil), **24**, 164; article 15, alinéas 8 et 10 (interdiction de guerre contre un Etat pour lequel le Conseil se déclare compétent), **24**, 164; le Pacte n'interdit pas la guerre défensive, **24**, 164; difficulté de distinction entre guerre défensive et offensive, **24**, 165; article 16 (mesures d'exécution par la Société des Nations contre un Etat qui viole le droit), **24**, 165; article 16, alinéa 4

(exclusion de la Société des Nations de l'Etat-membre agresseur), **24**, 166; insuffisance de l'article 16, **24**, 167; article 26 (modification au Pacte), **24**, 167; article 12 (soumission obligatoire d'un conflit à un règlement pacifique), **24**, 167; articles 13 et 15 (interdiction absolue de certaines guerres d'agression), **24**, 167; article 16 (sanctions obligatoires), article 11 (pleins pouvoirs du Conseil), article 17 (droits à l'égard des Etats non membres de la Société), article 10 (garantie de l'intégrité territoriale), **24**, 167; tentatives risquées de 1920 à 1923 pour perfectionner le Pacte, **24**, 168 et s.

Principes généraux du droit international de la paix. Pacte de la Société des Nations, travaux préparatoires, **34**, 267; considérations générales sur le Pacte, **34**, 269; analyse du Pacte, son but, ses moyens pour l'atteindre, **34**, 271; article 5 du Pacte, décisions de l'Assemblée ou du Conseil prises à l'unanimité, critique de cette règle, **34**, 288; article 19; nouvel examen des situations internationales si la paix est en péril, critique de cette disposition, **34**, 289; amendement proposé à l'article 26 du Pacte, nécessité d'obtenir la majorité absolue, **34**, 290. (V. *Droit international*, **34**, 181. *Société des Nations*, **34**, 265.)

Obligations juridiques des membres de la Société des Nations pour le maintien de la paix. Obligations découlant du Pacte (Constitution de la Société des Nations), **37**, 87; influence de Kant, son ouvrage : *Vers la paix perpétuelle*, **37**, 88; le pacifisme sentimental, le pacifisme constructif, **37**, 89; l'organisation de la paix et le Pacte, **37**, 91 et s.; les dispositions du Pacte relatives à la prévention directe de la guerre, **37**, 95 et s.; obligations des membres de la Société des Nations d'après l'article 10 du Pacte (garantie réciproque de l'intégrité territoriale et de l'indépendance), **37**, 95 et 162; article 11 (guerre, menace de guerre, circonstances affectant les relations internationales), **37**, 96; obligations d'appliquer cet article devant des menaces de guerre, **37**, 98; article 12 (interdiction aux membres de recourir à la guerre avant arbitrage), **37**, 100; article 13 (différends susceptibles en général de solution arbitrale), **37**, 102; article 14 (obligation de créer une Cour permanente de justice internationale), **37**, 103; article 15 (cas où la procédure devant le Conseil peut être requise), **37**, 106; article 16 (exécution internationale), **37**, 107; article 17 (obligations incombant aux non-membres), **37**, 109; Dispositions du Pacte servant indirectement à prévenir la guerre, **37**, 110 et s.; désarmement et mesures annexes, **37**, 110 et s.; article 18 (enregistrement des traités et accords internationaux), **37**, 112; article 19 (révision éventuelle des traités ou des situations internationales), **37**, 114; article 20 (abrogation des obligations et accords incompatibles), **37**, 115; article 21 (ententes régionales), **37**, 116; articles 22 à 25 (dispositions pour développer la coopération en matière économique humanitaire et sociale et, par là, la solidarité internationale, **37**, 117. (V. *Société des Nations*, **37**, 119.) Mise en harmonie du Pacte de la Société des Nations et du Pacte de Paris, **37**, 152 et s.; différence avec les obligations résultant de traités d'alliance cherchant à atteindre le même but, **37**, 162.

L'article xi du Pacte de la Société des Nations, **39**, 683; le développement de l'article XI, ses nombreuses applications, **39**, 684;

études théoriques de la Société concernant l'article XI du Pacte, **39**, 686 et s.; interprétation de l'article XI, **39**, 687; relations intrasystématiques entre les alinéas 1 et 2 de l'article XI, **39**, 693 et s.; points communs aux antithèses, **39**, 693; prépondérance de l'alinéa 1, **39**, 698; relations intrasystématiques de l'article XI, alinéa 1, avec les articles X, XIX et IV, alinéa 4, du Pacte, **39**, 700 et s.; relations intrasystématiques entre les articles XI, alinéa 1 et X du Pacte, **39**, 700; portée juridique de l'article X, **39**, 701; points communs aux articles X et XI, **39**, 703; différence des normes des deux articles, **39**, 704; agression de l'article X et guerre d'agression des travaux de la Société, **39**, 705 et s.; relations intrasystématiques entre les articles X, alinéa 1 et XIX du Pacte, **39**, 709 et s.; relations intrasystématiques entre les articles XI, alinéa 1, et IV alinéa 4, **39**, 710 et s.; compétence du Conseil d'après les deux articles, **39**, 710; seuls les membres de la Société peuvent invoquer l'article XI, alinéa 1, **39**, 712; relations intrasystématiques de l'article XI, alinéa 1, avec les articles XXI, XII à XVII, et XIII, alinéa 4, du Pacte, **39**, 718 et s.; relations intrasystématiques : entre les articles XI, alinéa 1, et XXI du Pacte, **39**, 718 et s.; entre l'article XI, alinéa 1, et les articles XII à XVII en général, **39**, 720 et s.; entre les articles XI, alinéa 1, et XXII du Pacte, **39**, 723 et s.; entre l'article XI, alinéa 1, et les articles XII à XV en général (défense relative à la guerre, art. XII à XV), **39**, 726 et s.; article XI, alinéa 1, tend à prévenir la guerre, **39**, 729; nécessité d'une véritable légitime défense pour application de l'article XI, **39**, 732; relations intrasystématiques entre l'article XI, alinéa 1, et l'article XIII, alinéa 4, **39**, 735 et s.; relations intrasystématiques entre les articles XI, alinéa 1, et XV du Pacte, **39**, 738 et s.; article XV, alinéa 8 (exceptions des « affaires domestiques »), **39**, 738; conditions, **39**, 738 et s.; procédure, **39**, 742 et s.; prompte réunion du Conseil, **39**, 744 et 745; procédure en général, **39**, 748; mesures à prendre dans la deuxième phase de la procédure de l'article XI, alinéa 1, **39**, 751; relations intrasystématiques de l'article XI, alinéa 1, avec l'article XVI du Pacte et avec le Pacte de Paris, **39**, 573 et s.; relations intrasystématiques entre les article XI, premier alinéa, et XVI du Pacte, **39**, 753 et s.; questions de principe, **39**, 753 et s.; article XVI, exécution internationale, **39**, 753; différence fondamentale entre l'article XI, alinéa 1 (maintien de la paix) et l'article XVI (exécution et, le cas échéant, guerre d'exécution), **39**, 755; mesures que doit prendre la Société : assistance financière en cas de guerre, **39**, 759; mesures à prendre dans la première phase de la procédure de l'article XI, alinéa 1 (prévention de la guerre), **39**, 763 et s.; caractère juridique des mesures prises dans la première phase de la procédure de l'article XI, alinéa 1, **39**, 774 et s.; relations systématiques entre l'article XI, alinéa 1, et le Pacte de Paris, **39**, 782 et s.

V. *Arbitrage obligatoire. Clause « rebus sic stantibus ». Communications internationales. Conflits internationaux. Cour internationale des prises. Cour permanente de justice internationale. Crime contre la personnalité de l'Etat. Désarmement. Détroits. Différends non justiciables. Droit administratif international. Droit constitutionnel. Droit international public. Droit sanitaire*

international. Droits de l'homme. Droit des gens musulman. Ententes régionales. Etranger. Fonction exécutive en droit international. Garanties internationales. Guerre. Guerre chimique. Guerre hors la loi. Intervention. Justice internationale. Légitime défense. Mandats internationaux. Mesures conservatoires. Personnes internationales. Pacte de Paris. Police internationale. Preuve. Reconnaissance d'Etats. Régionalisme. Règle « pacta sunt servanda ». Sanctions du droit international. Sécurité internationale. Société des Nations. Pacte de la Société des Nations. Traités. (V. *Table des textes.*)

Pacte de la Société des Nations et Pacte de Paris (Briand-Kellog).

Mise en harmonie des deux Pactes (V. *Guerre*, **38**, 5). Différence des deux systèmes, **38**, 80 et s.; portée de l'interdiction de guerre, conditions de l'interdiction, sanctions de l'interdiction, **38**, 80; inconvénients de la coexistence des deux systèmes, **38**, 83; travaux de révision du Pacte de la Société des Nations, **38**, 84; portée de la révision, **38**, 86; amendements proposés, **38**, 87 et s.; amendement au préambule, **38**, 88; à l'article 12, **38**, 89 et s.; à l'article 13, alinéa 4, **38**, 96; à l'article 15, alinéas 6, 7 et 7*bis*, **38**, 100; à l'article 15, alinéa 8; à l'article 16, alinéa 1, première phrase, **38**, 107; résultats de la révision, **38**, 109; situation des membres de la Société des Nations non signataires du Pacte de Paris, **38**, 110; les amendements proposés détruisent la structure organique du Pacte de la Société des Nations, lien entre règlement pacifique d'un différend, interdiction de la guerre et sanction, **38**, 111; solution désirable : signature par tous les membres de la Société des Nations de l'Acte général d'arbitrage, **38**, 112; maintien de la lacune du « domaine réservé », **38**, 113; condition d'une harmonie complète entre le systéme juridique de la Société des Nations et le principe de l'interdiction de la guerre, **38**, 114 et s.

V. *Guerre. Légitime défense. Police internationale. Règle « pacta sunt servanda ».*

Pacte de Locarno. — V. *Ententes régionales. Guerre hors la loi.*

Pacte de non-agression. — V. *Ententes régionales.*

Pacte de paix perpétuelle. — V. *Guerre.*

Pacte de Panama (1826). — V. *Table des textes.*

Pacte de Paris (Pacte Briand-Kellog) (27 août 1928).

Le droit international nouveau (V. *Droit international nouveau*, **31**, 399). Point de départ du droit international nouveau dans le pacte juridique mondial visant la guerre, caractère juridique de ce Pacte, **31**, 449 et s.; situation juridique antérieure au Pacte de Paris concernant les belligérants, **31**, 449 et s.; limitation du droit de belligérance, **31**, 449; développement de l'arbitrage, **31**, 449; les sanctions internationales, **31**, 450; Pacte de la Société des Nations, **31**, 450; son action dans une guerre ou une menace de guerre, **31**, 451; teneur textuelle du Pacte de Paris et physionomie générale de ce Pacte, **31**, 453 et s.; caractère juridique du Pacte de Paris, **31**, 457; condamnation de la guerre comme institution, **31**, 460 et s.; condamnation prononcée par le Pacte de Paris, **31**, 460; réserve de la légitime défense, **31**, 462; phrase du préambule interprétée comme non-renonciation à la guerre, réfutation, **31**, 463; moyens de sauvegarde distincts de la belligérance, **31**, 464; la légitime défense (V. *Légitime*

défense, **31**, 469). Les traités de neutralité, les Accords de Locarno et le Pacte de la Société des Nations dans leurs rapports avec le Pacte de Paris, **31**, 477 et s.; comparaison juridique objective des trois ordres de Pactes avec le Pacte de Paris, **31**, 477; les interprétations consignées dans les travaux préparatoires du Pacte, **31**, 480.

V. *Amérique. Ententes régionales. Fonction exécutive en droit international. Guerre. Guerre hors la loi. Légitime défense. Police internationale. Reconnaissance d'Etats. Sanctions du droit international. Sécurité internationale. Servitudes internationales. Société des Nations. Souveraineté.*

Pacte du « Mayflower ». — V. *Egalité juridique.*

Pacte étatique. — V. *Sources du droit international.*

Pacte national turc (9 septembre 1924). — V. *Exterritorialité.*

Pacte oriental. — V. *Mer Baltique. Régionalisme. Sécurité internationale.*

Pacte rhénan. — V. *Zone démilitarisée.*

Pacte social. — V. *Suarez.*

Pacte tacite qualifié. — V. *Sources du droit international.*

Pacte tacite simple. — V. *Sources du droit international.*

Pactes consultatifs. — V. *Ententes régionales.*

Pactes soviétiques de non-agression (juillet 1933). — V. *Conciliation internationale. Droit international. Ententes régionales. Fonction exécutive en droit international. Mer Baltique. Régionalisme. Sécurité internationale.*

Paiement de l'amortissement (suspension du). — V. *Emprunt public d'Etat.*

Paiement des intérêts (suspension du). — V. *Emprunt public d'Etat.*

Paiement des réparations. — V. *Change.*

Paiement en monnaie étrangère (clause de). — V. *Monnaie.*

Paiement en or. — V. *Clause-or. Conflit de lois. Monnaie.*

Paiement libératoire. — V. *Droit civil.*

Paiement par intervention. — V. *Effets de commerce.*

Paiements internationaux.

Les paiements internationaux, **14**, 165; position de la question, **14**, 165; cas normaux, créances et dettes entre particuliers résultant du commerce international, **14**, 165; créances et dettes entre Etats et particuliers à raison de prêts et d'emprunts, **14**, 166; cas exceptionnels, dettes contractées par l'Etat pendant ou après une guerre, **14**, 166 et s.; paiement par l'Etat débiteur à l'intérieur de ses frontières et avec sa propre monnaie, **14**, 170; paiement hors des frontières de l'Etat, débiteur avec la monnaie étrangère, **14**, 171; le second mode de paiement lui donne son caractère international, **14**, 172; difficultés des paiements internationaux qui ont apparu pour la première fois après la guerre de 1914-1918, **14**, 173; idées qui dominent la solution du problème des paiements internationaux, **14**, 175; conversion en monnaie du pays du créancier de la somme à payer, change (V. *Change*, **14**, 175). Paiement par cession de l'Etat débiteur à l'Etat créancier d'immeubles, concessions de service public, marchandises, main-d'œuvre, difficulté d'application, **14**, 192; le pouvoir de paiement d'un Etat débiteur se mesure par l'excédent des créances des nationaux sur leurs dettes à l'étranger, **14**, 192; effet des paiements internationaux au point de vue économique ou financier, **14**, 193; s'il s'agit de dettes de guerre considérables, les paiements internationaux risquent de déprécier la monnaie et de désorganiser

l'économie nationale et les finances publiques, **14**, 195; objections élevées contre ces conclusions, **14**, 197 et s.; elles se basent sur les transformations économiques radicales, sur les moyens techniques d'augmenter l'exportation (abaissement des prix intérieurs, dépréciation de la monnaie nationale, envoi à l'étranger de valeurs mobilières nationales), **14**, 198; réponse à ces objections, **14**, 199 et s.; paiements internationaux dans l'histoire, avant 1871, **14**, 202; prêts de guerre non remboursés ou remboursés partiellement, **14**, 203; remboursement en monnaie nationale de l'Etat débiteur, prêts consentis au cours de la guerre de l'Indépendance américaine, **14**, 203; paiement de l'indemnité de guerre des traités de 1815, **14**, 205; remboursement de prêts de guerre dans la monnaie nationale du créancier, **14**, 208; paiement par la France de l'indemnité de guerre après la guerre de 1870-1871, **14**, 208; échéances et monnaie acceptée par l'Allemagne, **14**, 208 et 209; emprunt intérieur français, **14**, 209; transformation des fonds de l'emprunt en valeurs acceptables pour l'Allemagne, **14**, 211; paiements internationaux depuis 1914, **14**, 216; pendant la guerre, **14**, 217; après la guerre, **14**, 219; réparations, **14**, 219; plan Dawes, **14**, 221; dettes interalliées, **14**, 221.

V. *Monnaie. Politique commerciale internationale.*

Paix. — V. *Conciliation internationale. Conférences de la paix de La Haye. Confessions religieuses. Contrôle parlementaire. Désarmement. Droit constitutionnel. Droit international de la paix. Etranger. Grotius. Guerre. Japon. Machiavel. Neutralité. Organisation économique de la paix. Organisation internationale du travail. Pacigérat. Pacte de la Société des Nations. Paix économique. Politique intérieure. Société des Nations.*

Paix armée. — V. *Conférences de la paix de La Haye. Crimes contre la personnalité de l'Etat. Politique économique internationale.*

Paix de Dieu. — V. *Guerre hors la loi.*

Paix de Nystadt. — V. *Mer Baltique.*

Paix du Roi. — V. *Droit international* (**46**, 626).

Paix économique.

L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE DE LA PAIX DEVANT LA SOCIÉTÉ DES NATIONS (V. *Société des Nations*, **15**, 281). Mouvement d'opinion en faveur de l'organisation économique de la paix, **15**, 289 (V. *Politique commerciale internationale*, **15**, 305). Idée d'une Union économique européenne, **15**, 339 et s.; mouvement pacifiste dans le passé, **15**, 340; le Protocole de Genève, son effondrement, le Pacte de Locarno, **15**, 342; les accords économiques européens, **15**, 343; évolution historique dans le sens de l'extension des territoires économiques, **15**, 345 et s.; exemple des Etats-Unis, isolement et particularisme politique des Etats, **15**, 348; Congrès de Philadelphie (1787), son œuvre d'unification, **15**, 349 et s.; développement économique des Etats-Unis, **15**, 355; marchés européens, méthode pour les élargir, **15**, 358; Conférence économique internationale de Gênes, **15**, 358; l'organisation économique de la paix revient à l'organisation de la vie économique, nationale et internationale, **15**, 363; les crises économiques depuis 1920; **15**, 364; remèdes contre ces crises, **15**, 367; contrôle social des crédits bancaires, **15**, 368; politique des travaux publics, **15**, 378; l'information statistique, **15**, 395; méthode d'orga-

nisation des échanges internationaux, **15**, 401; ententes industrielles, **15**, 413; accord franco-allemand sur les potasses, **15**, 421; création d'un organisme permanent de collaboration économique internationale, **15**, 423 et s.

Bases économiques de la paix, **37**, 419 et s. Dilemme à résoudre, **37**, 419 et s.; antagonisme des forces économiques, **37**, 420; interdépendance économique, **37**, 422; répartition de la population dans le monde, **37**, 422; répartition dans le monde des ressources naturelles, **37**, 424; répartition dans le monde des revenus, **37**, 425; crise économique mondiale, **37**, 427 et s.; problème des migrations humaines, **37**, 427; problème de l'accumulation des capitaux, **37**, 428; systèmes monétaires nationaux, **37**, 430; lutte pour la conquête des marchés, **37**, 431; activités économiques des gouvernements, **37**, 433 et s.; aggravation du dilemme, **37**, 436 et s.; diminution du taux de la natalité, accroissement de la population, **73**, 438; matières premières et denrées alimentaires, **37**, 439; marchés, **37**, 442; tentatives pour s'assurer des marchés, **73**, 446; dettes internationales, **37**, 449; situation actuelle, **37**, 451; limites du nationalisme économique, **37**, 453 et s.; sa définition, **73**, 456; ses fonctions, **37**, 458; traits caractéristiques de la vie économique moderne, **37**, 459 et s.; limites du nationalisme économique, **37**, 464; influences économiques essentielles, **37**, 469 et s.; propositions négatives, **37**, 470; position des problèmes sur le plan national et sur le plan international, **37**, 470; caractère incomplet et provisoire des solutions économiques, **37**, 473; naissance de nouveaux problèmes créés par les solutions proposées, **37**, 474; incertitude de la loi économique, **37**, 475; considérations économiques utiles, **37**, 477; stimulant que présente l'intérêt personnel, **37**, 477; stabilité qu'exige la vie économique moderne, **37**, 479; inefficacité du contrôle des prix, **37**, 480; échec des efforts en raison de fausses hypothèses sur la nature de la demande, **37**, 481; progrès réalisés dans un sens d'une économie nationale, **37**, 485 et s.; distinction entre organisation économique internationale et organisation économique mondiale, **37**, 485; l'économie internationale, **37**, 488; traités bilatéraux et multilatéraux, **37**, 489; Conférences économiques internationales, **37**, 490; organisations internationales permanentes, **37**, 491; coopération internationale privée, **37**, 493; Chambre de commerce internationale, **37**, 494; trusts et cartels internationaux, **37**, 494; dangers de la libre concurrence internationale, **37**, 495; limites de l'internationalisme, **37**, 498; base nationale des organisations internationales, **37**, 498; force persistante du nationalisme économique, **37**, 500; essai d'une économie mondiale, **37**, 503 et s.; besoin d'une stabilité économique, **37**, 504; déclin du libéralisme économique, **37**, 506; nécessité de maintenir la stabilité économique, d'améliorer les relations internationales, **37**, 507; essai d'une économie mondiale, **37**, 509; obstacles à une économie mondiale, **37**, 511; trois étapes nécessaires, **37**, 512; le progrès en voie d'accomplissement, **37**, 513; liberté plus grande du commerce et élévation du niveau de la vie, **37**, 513; moyen de paiement mondial, **37**, 515; répartition internationale des capitaux, **37**, 517; nombreux problèmes restant à résoudre, **37**, 518.

Paix internationale. — V. *Désarmement. Guerre. Immunités internationales.*

Paix juste. — V. *Suarez.*

Paix mondiale. — V. *Organisation internationale. Société des Nations.*

Paix musulmane. — V. *Droit des gens de l'Islam.*

Paix perpétuelle (projet de). — V. *Organisation internationale. Société des Nations.*

Paix publique.

Histoire de la paix publique en Allemagne au moyen âge, **28**, 453 et s. Des temps primitifs à la fin des Carolingiens, **28**, 455 et s.; le droit germanique, le crime est une infraction à la paix, **28**, 455; composition pour racheter les lésions de la paix, **28**, 457; organisation judiciaire démocratique incorporée dans une organisation démocratique de l'Etat, **28**, 459. Migration des peuples, **28**, 461; les grandes propriétés seigneuriales et de l'Eglise, **28**, 461; formation d'associations plus grandes de tribus, leur évolution, **28**, 461; transformation de la royauté, **28**, 462. Epoque franque, **28**, 464 et s.; personnalité du droit (droit Ripuaire, droit Alaman, etc.), **28**, 465; développement du droit royal, **28**, 465; addition aux droit nationaux des huit cas du ban royal obtenue par Charlemagne, cas se référant au maintien de la paix publique, **28**, 466; les deux genres de tribunaux (régulier et ordonné), **28**, 467; nombre des crimes élargi, **28**, 468; restriction à la guerre privée, **28**, 470. Haut moyen âge, époque de la féodalité, **28**, 473. Eglise et paix publique, la Trêve de Dieu en France et en Allemagne, **28**, 475 et s. Paix publique en France, la législation royale et le droit coutumier, **28**, 483 et s. Paix publique en Allemagne, la législation des Othons, des Saliens et des Hohenstaufen, **28**, 486 et s.; Henri II, **28**, 486; Henri III, **28**, 487; paix publique de Henri IV (1103), **28**, 489; paix publiques proclamées par Frédéric I^er^ (1152, 1158, 1179, 1186), **28**, 490 et s.; tribunaux de haute justice et de basse justice, **28**, 494; paix publiques sous Frédéric II, paix publique de la Saxe et « Trenga Henrici regis », **28**, 495; les sentences impériales, **28**, 496; paix publique de Mayence (1235) et l'interrègne, **28**, 498 et s.; importance de cette loi, la première en langue allemande, son analyse, **28**, 498 et s.; création par la loi d'un tribunal suprême impérial, **28**, 503. Bas moyen âge, époque des Confédérations, **28**, 507 et s.; les bases politiques, **28**, 507. Seigneurs et Confédérations, **28**, 507 et s.; de Rodolphe de Habsbourg à la Bulle d'Or de Charles IV (1273-1356), **28**, 510 et s.; application par Rodolphe de Habsbourg de la paix publique de Mayence, **28**, 510 et s.; règlements et modifications complémentaires, **28**, 511; loi du roi Albrecht, **28**, 513; loi de la paix d'Empire de Louis le Bavarois, **28**, 514; Charles IV et la Bulle d'Or, **28**, 516. Organisation de la paix publique au XIV^e^ siècle, **28**, 519 et s.; organisations provinciales, leur importance, **28**, 519; la situation géographique, **28**, 519; organisation des paix publiques, **28**, 522 et s.; exécution des jugements, **28**, 525; les paix bavaroises, **28**, 526; crimes contre la paix publique, répression, **28**, 527; procédure de saisie, son caractère, **28**, 529; prescriptions sur les questions militaires et financières, **28**, 530. De la Bulle d'Or à la paix publique d'Egra (1356-1389), **28**, 532 et s. Paix publique de Westphalie (1371), **28**, 532; antagonisme entre les princes et les villes, ligue des

villes, **28**, 533. De la paix d'Egra à la « Reformatio Friderici » (1389-1442), **28**, 537; l'œuvre de Wenceslas, du roi Robert, de Sigismond, d'Albrecht II, **28**, 537 à 541; Frédéric III et sa « Reformatio », **28**, 542 et s. De la « Reformatio Friderici » à la paix publique perpétuelle de Maximilien (1442-1495), **28**, 545 et s.; assemblées de Nördlingen, **28**, 546; diète de Nüremberg, **28**, 547; paix de 1467, **28**, 549; paix perpétuelle de 1495, **28**, 549. Confédérations du XIII^e^ au XIV^e^ siècle, **28**, 551 et s.; caractéristique des Confédérations, **28**, 551; la Ligue rhénane de 1254, **28**, 552 et s.; la Confédération suisse, **28**, 555 et s.; Confédération de 1291, **28**, 556; alliance de 1327 et alliances postérieures, **28**, 558; « Pfaffenbrief » (charte des prêtres) de 1370, **28**, 560; développement après 1385, **28**, 561. Ligue des villes en Souabe et sur le Rhin (fin XIV^e^ siècle), **28**, 563. Ligue des villes hanséatiques, **28**, 566. Ligue de Souabe (1488), **28**, 574. Réforme de l'Empire depuis les Conciles de réforme jusqu'à la paix religieuse d'Augsbourg, **22**, 578 et s.; analogies du développement de la paix publique en Allemagne au moyen âge avec le développement du droit international de la paix, **28**, 586 et s.

V. *Expulsion.*

Paix romaine. — V. *Suarez.*

Paix universelle. — V. *Doctrine pacifique. Organisation internationale du travail.*

Palestine. — V. *Mandats internationaux.*

Panaméricanisme. — V. *Conférences panaméricaines. Doctrine de Monroe. Droit international américain. Union douanière.*

Pan-Europe. — V. *Pacte de la Société des Nations. Société des Nations.*

Pape. — Papauté.

L'Eglise catholique et le droit des gens (V. *Eglise*, **6**, 127). Le rôle international de la papauté dans le droit des gens, **6**, 162; rôle de la Papauté au moyen âge, **6**, 162; Grégoire VII, but de sa théocratie, **6**, 165; guerre sainte, sa dangereuse extension, **6**, 167; les interventions d'Innocent III, **6**, 168. Rôle de la Papauté dans les dissensions franco-anglaises du moyen âge, **6**, 170 et s.; politique de Paul II et d'Innocent VIII, **6**, 176; l'effacement international de la Papauté aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, **6**, 199; projet du roi hussite de Bohême d'une fédération européenne des Etats sans le Pape, **6**, 199; ruine des institutions de l'Eglise médiévale, **6**, 602; baisse de l'influence du Pape au XVII^e^ siècle; politique d'Urbain VIII, **6**, 206; paix de Westphalie, suppression d'évêchés, atteinte à l'autorité religieuse du Pape, protestation d'Innocent X, **6**, 209; éviction de la puissance pontificale du droit international, projet de l'abbé de Saint-Pierre, **6**, 211; les idées de Leibniz, **6**, 212; renouveau du rôle international de la Papauté, **6**, 216; Pitt et Saint-Simon, **6**, 216; Joseph de Maistre, Auguste Comte, **6**, 218; Congrès de Troppan, médiation du Pape dans les affaires du royaume de Naples, **6**, 218; David Urghardt, son influence, ses relations avec le Saint-Siège, **6**, 220; arbitrage de Léon XIII entre l'Espagne et l'Allemagne, **6**, 224; le Saint-Siège et les Conférences de La Haye, **6**, 228; le Saint-Siège et la Société des Nations, **6**, 231; collaboration possible avec la Société des Nations, **6**, 233.

V. *Arbitrage international. Confessions religieuses. Droit interna-*

tional. Etat. Intervention. Organisation internationale. Réforme. Religion. Sauvages américains. Suarez. Sujets du droit international.

Papier-monnaie. — V. *Change. Monnaie.*

Papiers d'identité. — V. *Code des prisonniers de guerre.*

Papiers du navire. — V. *Navire de commerce.*

Parents. — V. *Filiation.*

Parlement. — V. *Contrôle parlementaire. Traités.*

Parlement mondial. — V. *Droit administratif international. Ecole italienne de droit international. Pacte de la Société des Nations.*

Parodie. — V. *Plagiat.*

Partage. — V. *Droit international privé* (Brésil). *Droit international privé* (Italie).

Partage de la Pologne. — V. *Frontières.*

Partage des eaux. — V. *Frontières.*

Participation. — V. *Crimes et délits.*

Particularisme du droit des gens. — V. *Régionalisme.*

Particulier neutre devant la Cour des Prises. — V. *Tribunaux internationaux.*

Particuliers. — V. *Cour permanente de justice internationale. Individu. Pétition. Sujets du droit international.*

Particuliers (accès des) aux juridictions internationales. — V. *Cour permanente de justice internationale. Tribunaux internationaux.*

Particuliers de nationalité différente. — V. *Tribunaux internationaux.*

Particuliers et Etats étrangers. — V. *Tribunaux internationaux.*

Partis. — V. *Contrôle parlementaire.*

Passage (droit de). — V. *Agents diplomatiques et consulaires. Communications internationales. Détroits. Droit international de la paix. Servitudes internationales.*

Passage inoffensif. — V. *Mer territoriale.*

Passeports.

Le problème des passeports, **50**, 89 et s. Définition du passeport, **50**, 89; historique du passeport, **50**, 93; les pièces de voyage à Rome, **50**, 95; les *sacri apices* du Bas-Empire, **50**, 96; raretés des pièces de déplacement au moyen âge, **50**, 97; début de l'institution des passeports au XVI^e^ siècle, **50**, 97; en France, **50**, 98; dans les Etats allemands, **50**, 99; le régime des passeports sous la Révolution, suppression puis rétablissement, **50**, 99 et s. Evolution du régime des passeports, **50**, 105 et s.; évolution dans le sens libéral au milieu du XIX^e^ siècle, **50**, 105; liberté d'émigration, **50**, 105; atténuation puis suppression du régime des passeports, **50**, 106; régime sévèrement maintenu dans l'Empire ottoman et la Russie des Tsars, **50**, 108; remise en vigueur des passeports à la déclaration de guerre de 1914, **50**, 110; fermeture des frontières, suppression de la liberté du mouvement et du transit, **50**, 111; maintien des passeports après la guerre, **50**, 112; restrictions dans la politique de l'émigration et de l'immigration, **50**, 113; utilisation par certains pays des passeports et visas comme mesures de pression politique ou de représailles, **50**, 115; courants d'opinion pour simplifier et supprimer ce régime, Conférence économique de Gênes (1922), II^e^ Congrès de Rome (mars 1923) de la Chambre de commerce internationale, vœux de suppression des passeports, **50**, 117. Régime des passeports et Société des Nations, **50**, 120 et s.; régime des passeports dans le domaine

international, rôle de la Société des Nations, **50**, 120; Conférence de Paris (octobre 1920), impossibilité jusqu'à nouvel ordre de supprimer les passeports, **50**, 122; mesures concernant les visas, **50**, 122; accueil réservé par les Gouvernements aux vœux de la Conférence de Paris, **50**, 123; propositions relatives aux visas mieux accueillies que celles relatives aux passeports, **50**, 124; huitième session de la Commission consultative et technique des communications et du transit (Genève, novembre 1924), enquête au sujet des passeports, préparation de la Conférence, **50**, 126; II[e] Conférence des passeports (Genève, juin 1926), opposition irréductible à la suppression des passeports, **50**, 129; simple vœu d'amélioration du régime des passeports par accords particuliers ou régionaux, **50**, 130; question des passeports et visas diplomatiques, passeports aux membres et agents de la Société des Nations, **50**, 132; résolution de la Conférence du travail (octobre 1929) sur la suppression du passeport pour certaines personnes (marins), **50**, 134; mesures de faveur relatives aux visas, taxes et validité des passeports des émigrants, **50**, 136; Conférence de Genève (juin 1929), adoption de l'institution d'une carte de transit pour les émigrants, **50**, 139. Certificats Nansen et pièces d'identité pour les personnes sans passeport national, **50**, 141; idées d'après guerre de protection internationale des droits de l'individu, **50**, 141; réfugiés russes, **50**, 141; Conférence (Genève 1921), proposition adoptée de délivrer gratuitement aux émigrés russes un certificat spécial d'identité par les autorités du pays de refuge, **50**, 143; le système des certificats Nansen étendu à d'autres catégories de réfugiés, **50**, 145; amélioration de ce système pour les Russes et les Arméniens, Conférence de Genève (mai 1926), **50**, 147; extension du système à d'autres catégories d'émigrés, Conférence intergouvernementale de Genève (juin 1928), Arrangement du 30 juin 1928, résultats, **50**, 148 et s.; mémorandum allemand (avril 1926) à la Société des Nations sur les « heimathlose », **50**, 151; propositions du Comité d'experts, **50**, 152; oppositions que rencontrent ces propositions, limitation de l'Arrangement proposé aux personnes sans nationalité ou de nationalité douteuse, **50**, 154; délivrance d'un titre d'identité et de voyage, **50**, 154; réfugiés venus d'Allemagne, leur situation, **50**, 158; création d'un Haut-Commissariat des réfugiés allemands, **50**, 159; résultats obtenus, **50**, 161. Réglementation internationale du problème des passeports, **50**, 164 et s.; les apatrides, comment leur situation a été traitée dans les divers pays, **50**, 166 et s.; refus de passeports aux apatrides, **50**, 170; question de la délivrance de passeports nationaux aux étrangers, **50**, 172; inconvénients, **50**, 174; avantage d'une réglementation internationale, **50**, 175; réglementation du régime des passeports rendant possible son élimination, **50**, 177.

V. *Apatrides. Agents diplomatiques et consulaires. Droit administratif international. Etranger. Immunités internationales. Migration. Nationalité. Reconnaissance d'Etats. Sauvages américains.*

Passeport Nansen. — V. *Apatrides. Passeports.*

Pastiche. — V. *Plagiat.*

Patente. — V. *Egalité juridique.*

Patriarcat œcuménique. — V. *Confessions religieuses. Tribunaux mixtes d'Egypte.*
Patrimoine. — V. *Droit international privé.*
Patrimoine d'Etat. — V. *Dettes publiques d'Etat.*
Patriotisme. — V. *Apatrides. Organisation internationale. Relations internationales.*
Patronat. — V. *Agents diplomatiques et consulaires.*
Pavillon (loi du). — V. *Conflit de lois. Droit maritime. Enquête du pavillon. Mer Baltique. Navire de commerce.*
Pays baltes. — V. *Mer Baltique.*
Pays barbaresques. — V. *Missions catholiques.*
Pays d'exterritorialité. — V. *Missions protestantes.*
Pays de droit coutumier. — V. *Statuts (théorie des).*
Pays de droit écrit. — V. *Statuts (théorie des).*
Pays de juridiction. — V. *Crimes et délits internationaux.*
Pays du Nord. — V. *Mer territoriale.*
Pays hors chrétienté. — V. *Crimes et délits internationaux. Droit des gens.*
Pays méditerranéens. — V. *Mer territoriale.*
Pays musulmans. — V. *Missions catholiques.*
Pays opprimés. — V. *Intervention.*
Péage. — V. *Communications internationales. Détroits. Mer Baltique. Mer territoriale.*
Pêche au chalut (interdiction de la). — V. *Mer.*
Pêche fluviale. — V. *Droit fluvial. Succession d'Etats.*
Pêche maritime.

Condition juridique des navires de commerce (V. *Navire de commerce*, **10**, 5). Pêche côtière réservée aux nationaux dans les eaux territoriales, **10**, 121; article 143 du Code maritime marchand italien, **10**, 121; législation comparée sur la pêche, **10**, 123; conventions internationales, **10**, 124 et s.

Exploitation des richesses de la mer (V. *Mer*, **29**, 405). Importance de la pêcherie maritime, **29**, 406; interdiction de la pêche au chalut sur les côtes d'Ecosse dans le Moray Firth, condamnation d'un pêcheur norvégien, protestation de la Norvège, **29**, 409; vœu de la Conférence internationale des Pêcheries de Christiania (1901), **29**, 410; privilège d'exclusivité sur toutes les pêcheries que le droit international accorde aux Etats riverains sur leur mer territoriale, **29**, 419; *quid* des pêcheurs étrangers au delà de trois milles, pêcheries de perles britanniques à Ceylan, **29**, 419; organisations scientifiques internationales relatives aux pêcheries, **29**, 424 et s.; Congrès internationaux de la pêche maritime, **29**, 425; collaboration de l'Amérique du Nord aux recherches touchant la pêche et le contrôle des pêcheries, **29**, 437; le Comité nord-américain pour ces recherches, **29**, 437; Commission internationale des pêcheries (Etats-Unis et Canada), **29**, 438; Concention du flétau pour le Pacifique du Nord, **29**, 440; Commission internationale des pêcheries (Etats-Unis et Mexique), **29**, 446; les pêcheries de la mer du Nord, objet de la Conférence de La Haye de 1881, **29**, 448; traité franco-britannique de 1867, **29**, 450; affaire des pêcheries des côtes septentrionales de l'Atlantique, traité de Paris de 1782, droit de pêche accordé aux Etats-Unis sur ces côtes, **29**, 470; traité spécial de 1818, restrictions des licences accordées aux Etats-Unis, **29**, 471; contestation soumises à la Commission mixte des réclamations

(1855), **29**, 472; traité de Washington (1871), **29**, 472; arbitrage de La Haye, **29**, 473; le problème anglo-français, traité de Paris (1763), droit pour les Français de capturer le poisson sur certaines partie de la côte, **29**, 476; cession du Canada à l'Angleterre, droits de pêche (Terre-Neuve) réservés à la France, **29**, 476; traité de Londres (1904), **29**, 477; Convention anglo-néerlandaise (26 avril 1902) sur les pêcheries de la mer du Nord, **29**, 478; Convention anglo-danoise (4 juin 1901) pour droit de pêche autour des îles Foeroër et de l'Islande, **29**, 478; réglementation par Convention générale internationale, **29**, 481. [V. *Mer (exploitation des richesses de la mer)*, **29**, 481 et s.]

V. *Crimes et délits internationaux. Frontières. Mer. Mer (Haute). Mer territoriale. Navire de commerce. Police internationale. Sécurité internationale. Sources du droit international.*

Pêcheries de perles. — V. *Mer.*

Pêcheries de Terre-Neuve. — V. *Pêches maritime. Servitudes internationales. Traités (interprétation des).*

Pêcheries des côtes septentrionales de l'Atlantique (affaire des). — V. *Mer. Principes généraux du droit. Règle « pacta sunt servanda ». Traités.*

Péché mortel. — V. *Vitoria.*

Peines. — V. *Code des prisonniers de guerre. Droit international privé (Etats-Unis). Grotius. Jugement répressif étranger. Piraterie. Traite des blanches.*

Pèlerinage de la Mecque. — V. *Conventions sanitaire.*

Pèlerins de Mayflower. — V. *Egalité juridique.*

Pelletier (affaire). — V. *Excès de pouvoir.*

Pendule allemand. — V. *Frontières.*

Pension. — V. *Fonctionnaires internationaux.*

Perception. — V. *Impôt.*

Père étranger. — V. *Filiation.*

Père naturel. — V. *Filiation.*

Péréquation. — V. *Impôt.*

Période de crise. — V. *Politique commerciale internationale.*

Période suspecte. — V. *Faillite.*

« Personal and real property ». — V. *Droit international privé (Angleterre).*

Personnalité. — V. *Code des prisonniers de guerre.*

Personnalité active. — V. *Extradition.*

Personnalité de l'Etat. — V. *Droit international* (**46**, 370).

Personnalité de l'Etat. — V. *Crimes et délits contre la personnalité de l'Etat. Droit naturel.*

Personnalité de l'impôt. — V. *Coopération internationale.*

Personnalité de la mission diplomatique. — V. *Immunités internationales.*

Personnalité des lois.

Théorie générale de l'ordre public (V. *Ordre public*, **9**, 411). Personnalité des lois, **9**, 449; doctrine de Mancini, lois applicables d'abord aux personnes et les suivant à l'étranger sauf exception d'ordre public, **9**, 451; critique de cette doctrine, **9**, 452; trois exceptions à la théorie de la personnalité des lois (ordre public, *locus regit actum*, autonomie de la volonté), **9**, 452; législations inspirées de la personnalité des lois, **9**, 454.

Histoire des principes fondamentaux du droit international privé à partir du moyen âge spécialement en Europe occidentale, **49**, 548 et s. (V. *Droit international privé*, **49**, 547). Régime de la

personnalité des lois, **49**, 549 et s.; les peuples germaniques envahissant l'Empire romain tiennent à conserver leur droit personnel et par réciprocité respectent la loi personnelle des peuples envahis, **49**, 548; régime médiéval de la loi personnelle, **49**, 551; manières diverses d'appliquer au moyen âge le régime de la personnalité des lois, **49**, 555; cause du déclin du régime des lois personnelles, **49**, 558; mélange des peuples primitifs, **49**, 558; effacement de la connaissance de ces lois, **49**, 559; influence exercée par les législateurs, **49**, 561; impossibilité d'appliquer aux immeubles la loi personnelle, **49**, 562; renaissance du droit romain, **49**, 566. Conflits de coutumes en Europe occidentale au moyen âge, **49**, 567 et s.; remplacement de la loi personnelle par la loi réelle, **49**, 567; formation de coutumes locales au moyen âge, **49**, 569; formation progressive de lois obligeant tous les ressortissants du pays, **49**, 571; régime de la personnalité se cachant derrière l'organisation de la compétence, **49**, 572; du principe de la compétence découle l'application en matière criminelle et civile de la loi personnelle, **49**, 575; raisons qui n'ont pas permis d'appliquer ce principe aux immeubles, **49**, 576; rupture du système de la personnalité par l'existence de régimes fonciers spéciaux, **49**, 577; régime en Flandre de la loi personnelle, **49**, 581; droit intercoutumier en France et en Angleterre, **49**, 584; meubles et immeubles, **49**, 584; contrats, **49**, 588; procédure, **49**, 589. [V. *Statuts (théorie des)*, **49**, 592.]

V. *Conflit des lois. Droit international privé. Loi locale. Suarez.*

Personnalité du droit. — V. *Droits acquis.*

Personnalité humaine. — V. *Etranger.*

Personnalité juridique. — V. *Personnes morales. Reconnaissance d'Etats.*

Personnalité juridique des sociétés. — V. *Nationalité des sociétés de commerce.*

Personnalité internationale. — V. *Droit administratif international. Ecole italienne de droit international. Individu. Mandats internationaux.*

Personnalité morale. — V. *Droit international.*

Personnalité passive. — V. *Extradition.*

Personnes du droit international. — V. *Sujets du droit international.*

Personnes internationales.

Naissance et reconnaissance des Etats, les personnes internationales, **13**, 431. L'Etat, personne internationale par excellence, **13**, 431; la souveraineté, doctrine qui refuse la qualité d'Etat à une communauté sans souveraineté, **13**, 432; doctrine qui confère la qualité d'Etat à une communauté possédant un pouvoir public, **13**, 434; personnalité internationale des collectivités ne possédant pas la qualité d'Etat, **13**, 435; les Dominions, les Colonies et le Pacte de la Société des Nations, **13**, 436; y a-t-il des personnes internationales en dehors des Etats et communautés que la Société des Nations assimile aux Etats ?, **13**, 437; caractère juridique de la Société des Nations, **13**, 438; il y a des personnes internationales qui ne sont pas Etat, **13**, 439; naissance de Etats. (V. *Naissance des Etats*, **13**, 439. *Reconnaissance d'Etats*, **13**, 457.)

Personnes juridiques. — V. *Personnes morales. Sujets du droit international.*

Personnes morales.

Problème des personnes morales en droit international privé, **45**,

391 et s. Formation d'associations ayant acquis qualités de sujets de droits et d'obligations qui leur sont propres, **45**, 391; réalité des personnes morales, **45**, 392. Nationalité des personnes morales, **45**, 394 et s.; théorie de la fiction contestant la personnalité de la personnes morale et lui déniant toute nationalité, **45**, 394; théorie qui n'admet de nationalité que pour l'individu et non pour la personne morale, **45**, 395; doctrine de M. Isay, nationalité considérée comme rapport de droit public entre individu et Etat, **45**, 395; « status passif », « status positif », **45**, 396; nationalité des personnes morales n'est pas une appartenance mais un rattachement, **45**, 399; importance de la question du rattachement vis-à-vis des personnes morales étrangères, **45**, 399; fondement positif du rattachement, **45**, 400. Détermination de la nationalité (point de rattachement pour la nationalité de la personne juridique), **45**, 402 et s.; diverses théories, **45**, 402 et s.; critère de la nationalité des personnes morales de droit public, des personnes morales de droit privé, **45**, 403; nationalité de la personne morale dépendant de la nationalité de ses membres, **45**, 404; nationalité dépendant du lieu de sa constitution, **45**, 404; nationalité de l'Etat aux lois duquel la personne morale s'est conformée, **45**, 405; théorie déterminant le rattachement des personnes morales d'après leurs statuts, **45**, 407; théorie de l'autorisation, **45**, 407; admise en Angleterre, aux Etats-Unis et en Allemagne, **45**, 407 et 408; problème débattu du siège de la personne morale, **45**, 409; sens de siège, d'établissement, **45**, 410; doctrine qui prend le siège social comme seul point de rattachement, **45**, 412; théorie du siège réel de l'administration centrale, **45**, 413; théorie du contrôle, **45**, 415 et s.; Conventions posant deux critères pour déterminer la nationalité des personnes morales, **45**, 421; nationalité des succursales, **45**, 422 et s.; distinction (française) entre succursale et filiale, **45**, 424; réglementation de la nationalité des personnes morales par voie de Conventions internationales, **45**, 426 et .; changement de nationalité, **45**, 430 et s.; changement volontaire, **45**, 431 et s.; effets du transfert de siège à l'étranger, **45**, 431; cas où le siège peut être transféré sans constitution nouvelle dans l'Etat de transfert, **45**, 435; changement involontaire, **45**, 437 et s.; doctrine et jurisprudence, **45**, 437; Traités de paix de 1919, **45**, 438. Personnes morales en droit international privé, **45**, 442 et s.; loi qui régit la capacité d'agir et l'activité des personnes morales (statut personnel), **45**, 442 et s.; doctrines divergentes, **45**, 443; le statut personnel, le critère qui le détermine détermine la nationalité, portée de ce statut, **45**, 445; reconnaissance de la personnalité juridique des personnes morales étrangères de droit public (Etats, autres personnes de droit public) et de droit privé (sociétés, associations), **45**, 448 et s.; signification de la reconnaissance, **45**, 448; usage international concernant les personnes de droit public, **45**, 449; personnes civiles étrangères, **45**, 450; personnes morales commerciales étrangères, systèmes en présence, **45**, 450; différences entre personnes nationales et personnes étrangères reconnues, **45**, 451; traités bilatéraux portant reconnaissance des personnes morales étrangères, **45**, 453; conventions internationales tendant au règlement de la question de la reconnaissance de la personnalité juridique des personnes

morales, **45**, 454 et s. Personnes morales superétatiques, **45**, 457 et s.; organisations de droit public superétatique (Société des Nations, Banque des Règlements internationaux, autres organisations), **45**, 459 et s.; reconnaissance de fait et fondement de la personnalité de droit privé de la Société des Nations, **45**, 459 et s.; fondement de la capacité d'exercice des Unions administratives internationales, **45**, 463; associations internationales privées, **45**, 465; associations économiques privées ayant des buts internationaux, **45**, 465; associations ayant un but international de caractère désintéressé, **45**, 466.

V. *Bureau international du travail. Code civil italien. Conflit de lois. Domicile. Droit administratif international. Droit international. Droit international privé (Grèce). Etranger. Extraterritorialité. Faillite. Nationalité.*

Personnes morales étrangères. — V. *Droit international privé (Grèce). Droit international privé (Italie). Personnes morales.*

Personnes morales superétatiques. — V. *Personnes morales.*

Perte de la nationalité. — V. *Apatrides.*

Pertinence (théorie de la). — V. *Preuve.*

Petite Entente. — V. *Ententes régionales. Politique commerciale internationale. Régionalisme. Règle « pacta sunt servanda ».*

Pétition.

La pétition en droit international, **40**, 529 et s. Pétition, institution de droit interne, **40**, 530; pétitions formulant des plaintes, pétitions exprimant des vœux, **40**, 531; droit de pétition sur le plan international, **40**, 532; sens du terme pétition, **40**, 533; pratique suivie par les Conférences et Congrès internationaux, **40**, 535 et s.; les pétitions remontent au XVII^e^ siècle, **40**, 535; la question de réception des pétitions de particuliers aux Congrès et Conférences, **40**, 536; exemples de pétitions : Congrès de Paris (1856), **40**, 537; Congrès d'Aix-la-Chapelle (1818), Conférence de Bruxelles (1874), **40**, 538; procédure suivie de 1865 à nos jours, **40**, 540 et s.; du Congrès de Vienne à 1914, **40**, 540 et s.; les pétitions du Congrès de Vienne (délégués, représentants de corporations, particuliers), **40**, 540; accueil réservé aux pétitions par le Congrès de Vienne, **40**, 543; les pétitions du Congrès de Berlin (1878), **40**, 544; pétitions devant diverses Conférences, **40**, 547; sujets de ces pétitions, **40**, 548; afflux de pétitions aux deux Conférences de la paix de La Haye, **40**, 550; procédure adoptée pour leur dépouillement, **40**, 550; classification des pétitions, **40**, 552; appels de peuples opprimés, incompétence de la Conférence, **40**, 553; pétitions admises sous la seule forme écrite, **40**, 554; à la Conférence de la paix de 1919-1920, **40**, 556; pétitions classées par le secrétariat, **40**, 557; innovation admise par l'audition officielle des pétitionnaires, **40**, 559; depuis 1920, **40**, 561 et s.; Conférence de Lausanne, pétitions relatives au problème arménien, **40**, 562; admission de la délégation arménienne devant la sous-commission des minorités, **40**, 562; protestation de la Délégation turque, **40**, 563; pratique du pétitionnement aux Conférences internationales de la Société des Nations, **40**, 564; invitations de plus en plus fréquentes d'organisations non officielles à titre consultatif aux travaux des Conférences internationales, **40**, 565; Conférence (1930) pour la codification du droit international, audition de délégations diverses (nationalité,

stupéfiants, etc.), **40**, 566; Conférence pour réduction et limitation des armements, séance plénière pour audition de pétitionnaires, **40**, 569; caractère exceptionnel de l'audition, **40**, 570; examen préalable par le Comité du texte des déclarations, **40**, 571; règles applicables pour la durée de la Conférence, **40**, 571; séance mémorable du 6 février 1932, importance des délégations pétitionnaires, **40**, 572; VI[e] Conférence panaméricaine de La Havane, audience accordée aux délégations féminines, **40**, 574; procédure établie par les institutions permanentes de la Communauté internationale, **40**, 576 et s. Pétitions-vœux et pétitions-plaintes, leur définition, **40**, 576 et 577; les pétitions-vœux, **40**, 579 et s.; procédure auprès de la Société des Nations, **40**, 579; Conseil, décision de non-transmission par le secrétariat des pétitions au Conseil, **40**, 580; simple communication au Conseil de la liste des pétitions, **40**, 581; triage des listes, **40**, 583; Assemblée, réglementation de la procédure relative aux pétitions, **40**, 586; organes auxiliaires, **40**, 587 et s.; procédure auprès de l'Organisation internationale du travail, **40**, 591 et s.; Conseil d'administration, **40**, 592; triage, simple mention des listes, **40**, 593; Conférence générale, **40**, 594; pratique administrative spéciale de la Cour permanente de justice internationale, **40**, 596; les pétitions-plaintes, **40**, 598; fonctions administratives de la Société des Nations s'étendant aux mandats, minorités, territoire de la Sarre et Ville libre de Dantzig, **40**, 598; condition de dépôt d'une pétition-plainte, **40**, 600; procédure : en manière de minorité, **40**, 601; nature d'une pétition relative aux minorités, **40**, 603; conditions qu'elle doit remplir, **40**, 603; leur recevabilité, **40**, 604; la transmission est-elle un acte juridique ?, **40**, 605; tâche des Comités de minorités, **40**, 606; relations de la Société avec les pétitionnaires, **40**, 607; publicité des documents, **40**, 609; pétitions reltaives aux îles d'Aland et à la Haute-Silésie, **40**, 610; procédure « locale » et recours immédiat au Conseil **40**, 611; dans le domaine des mandats, **40**, 612; nul droit de pétition prévu, ni dans le Pacte, ni dans les quatorze textes des mandats, **40**, 613; le droit introduit sur l'initiative britannique, **40**, 613; procédure, **40**, 613; pétition écrite et signée, **40**, 615; procédure de transmission des pétitions, **40**, 616; compétence de la Commission, **40**, 618; relations de la Commission et des pétitionnaires, **40**, 620; question de l'audition des pétitionnaires, **40**, 621; pour la Sarre et pour Dantzig, **40**, 624 et s.; nombreuses pétitions des Sarrois, droit de pétition à eux accordé, **40**, 625; pétitionnement de la Ville de Dantzig, **40**, 626; fondement et nature juridique du droit de pétition dans le domaine international, **40**, 628 et s.; existe-t-il un droit de pétition en droit international ?, **40**, 628; pratique des pétitions, simple usage au début, puis règle coutumière, **40**, 629; nature juridique des pétitions-plaintes, **40**, 631; liberté des ressortissants des Etats particuliers de soumettre à des instances internationales des pétitions-vœux, **40**, 632; droit des individus de saisir la Société des Nations de pétitions, plaintes dans les cas prévus, précautions pour les rendre effectives, **40**, 633; effets juridiques de la pétition, différence entre les deux sortes de pétition, **40**, 636; portée sociale et politique de la pétition, **15**, 638.

V. *Bodin. Droit administratif international. Droit international.*

Mandats internationaux (Syrie et Liban). Sujets du droit international.

« Petition of right ».

Immunité des Etats au point de vue de la juridiction et de l'exécution forcée. Droit anglais « petition of right », son origine, **8**, 427; *quid* ? en cas de mort du souverain, **8**, 429; condition pour application de la « petition », **8**, 430; classification des pétitions, **8**, 431; cas d'une rupture de contrat, **8**, 432; « petition of right » en équité, d'après la loi, **8**, 433; « déclaration of right », **8**, 435; cas de responsabilité de l'Etat pour les actes de ses agents, **8**, 436; imperfection de ce moyen de recours, **8**, 436.

V. *Droit international* (**46**, 515). *Immunité des Etats.*

Pétitions-plaintes. — V. *Pétition.*

Pétitions-vœux. — V. *Pétition.*

Pétrole. — V. *Japon. Trusts et Cartels internationaux.*

Peuples opprimés. — V. *Pétition.*

Peuples sauvages. — V. *Frontières.*

Phares (affaire des). — V. *Cour permanente de justice internationale.*

Philosophe. — V. *Doctrine pacifique. Inviolabilité des traités.*

Philosophie du droit. — V. *Droit international privé. Droit naturel. Organisation internationale.*

Philosophie rationaliste. — V. *Nationalités.*

Phonographe. — V. *Relations internationales.*

Phoques de la mer Behring (affaire des). — V. *Détroits maritimes. Mer. Traités.*

Phosphore blanc. — V. *Droit sanitaire international.*

Phylloxera. — V. *Unions internationales.*

Physiocrate. — V. *Agriculture. Doctrine pacifique. Libre-échange et protectionnisme. Politique commerciale internationale.*

Pièces de voyage (Rome). — V. *Passeports.*

Pillage. — V. *Droit des gens.*

Pilotage. — V. *Conférence de Genève* (1923).

Piraterie.

La répression de la piraterie, **15**, 149 et s. Intérêt actuel de la piraterie, **15**, 149; la piraterie dans l'antiquité, **15**, 151 et s.; au moyen âge, **15**, 159; dans les temps modernes, **15**, 161; piraterie contemporaine, **15**, 162; concept juridique de la piraterie, piraterie-crime et piraterie-moyen de guerre, **15**, 163; les diverses définitions de la piraterie, **15**, 166 et s.; celle adoptée provisoirement, **15**, 170; les deux classifications des actes de piraterie, **15**, 171; la classification classique : piraterie absolue, piraterie relative, **15**, 172; classification adoptée par l'auteur : actes de piraterie de droit commun, actes de piraterie à caractère politique, **15**, 174; actes de piraterie internationale, **15**, 176; question de la traite, **15**, 177; principes fondamentaux du droit pénal sur l'exercice de la répression : incrimination, responsabilité, pénalité, **15**, 178 et s.; difficulté d'incriminer ces actes de piraterie en l'absence d'une Convention, **15**, 179; droit pénal sous l'ancien régime, la coutume internationale, **15**, 180; droit pénal nouveau de la Révolution, principe *nullum crimen sine lege, nulla poena sine lege*, **15**, 180; législations modernes, éléments constitutifs du crime de piraterie universelle, **15**, 182; premier élément : actes de violence (physique ou morale) ou de déprédation, **15**, 184; actes assimilés à la piraterie, **15**, 187; deuxième élément : absence de

toute autorisation d'un Etat pour la perpétration des actes de violence, **15**, 188; actes de violence ou de déprédation autorisés par l'Etat, en temps de paix, **15**, 189; en temps de guerre, piraterie et course, **15**, 190; abolition de la course, cas des Etats qui n'ont pas accédé à la Convention de Paris qui l'a abolie, **15**, 191; cas de la guerre maritime entre Etats signataires de la Convention, **15**, 192; ressemblances et différences entre la course et la piraterie, le corsaire agit avec commission, le pirate agit de lui-même, **15**, 193 et 195; cas où la course peut dégénérer en piraterie, **15**, 196 et s.; objections contre ces cas, **15**, 197; autorité pouvant délivrer une commission, **15**, 198; contre qui peut-on délivrer une commission, **15**, 201; qui peut recevoir une commission, **15**, 202; durée et nature de la commission, **15**, 203; cumul des commissions, **15**, 206; assimilation à la piraterie de crimes militaires internationaux par des navires de guerre, traité de Washington de 1922, **15**, 208 et s.; troisième élément constituant la piraterie, l'esprit de lucre, **15**, 211 et s.; quatrième élément : les actes de violence doivent être perpétrés dans un lieu hors de la juridiction exclusive d'un Etat, **15**, 219 et s.; piraterie en haute mer, dans l'air, en territoire sans maître, **15**, 222 et s.; cinquième élément : les actes doivent mettre en danger la sécurité de la circulation, **15**, 227 et s.; actes préparatoires, tentative et complicité en matière de piraterie, **15**, 230; pénalité, peines et mesures de sûreté, **15**, 232 et s.; responsabilité (état de nécessité, légitime défense, force majeure), **15**, 235 et s.; influence de la personnalité des pirates sur leur responsabilité pénale, **15**, 236; l'Etat pirate, **15**, 239; poursuite des pirates, **15**, 240; le jugement des pirates, **15**, 247; capture, ses suites, **15**, 256; droit de *rescousse* (récompense au capteur, dédommagement de ses dépenses), **15**, 256 et s.; projet de répression de la piraterie déposé en 1926 à la Société des Nations, **15**, 260 et s.

V. *Communications internationales. Crimes et délits internationaux. Individu. Liberté et moralité individuelles. Mer (Haute). Mer Baltique. Navire de commerce. Police internationale.*

Placement. — V. *Migration.*

Plagiat.

Le plagiat littéraire et artistique dans la doctrine, la législation comparée et la jurisprudence internationale, **52**, 447 et s. Usurpation d'un droit appartenant à l'auteur et violation de ce droit, **52**, 447; art et droit, zone intermédiaire, **52**, 448; étude sur le plan international, **52**, 450; notion de création intellectuelle, sa nature, **52**, 451; notion de création originale, **52**, 452 et s.; en quoi consiste l'originalité, **52**, 455; données psychologiques de l'imagination créatrice, **52**, 459; l'originalité dans l'assemblage des matériaux, matériaux internes et matériaux sociaux, **52**, 461 et s.; fonds individuel, **52**, 462; fonds commun, **52**, 463; originalité dans la forme interne, **52**, 464; originalité dans la forme externe, **52**, 467; rapports entre les moments de la création intellectuelle, **52**, 468. Plagiat dans l'évolution de la conscience juridique, **52**, 472 et s.; éléments de la création intellectuelle dans l'évolution de la conscience juridique, **52**, 473; reproduction abusive des œuvres intellectuelles dans l'antiquité, **52**, 473; limites de la conscience juridique de la propriété intellectuelle dans l'antiquité, **52**, 474; terminologie du plagiat et

ses origines littéraires, **52**, 476; influences littéraires sur la conscience juridique du plagiat, **52**, 479; défenses littéraires du plagiat, **52**, 480; défenses spirituelles, **52**, 481; défenses philosophiques, **52**, 482 et s.; argument chronologique, **52**, 482; argument du fonds commun, **52**, 483; argument du droit souverain de l'artiste, **52**, 483; argument des droits de l'humanité, **52**, 484; critique de ces défenses, **52**, 484 et s.; imitation des Anciens, **52**, 484; utilisation technique des créations d'autrui, **52**, 485; prétendues coïncidences nécessaires, **52**, 485; coïncidences fortuites, **52**, 487; le fonds commun, **52**, 490; limites de l'utilisation du fonds commun, **52**, 491; limites à l'égard des tiers, **52**, 492; limites à l'égard de l'auteur d'une précédente utilisation, **52**, 493 et s.; le droit souverain de l'artiste, **52**, 495, les droits de l'humanité, **52**, 496. Plagiat dans la doctrine, **52**, 498 et s.; la littérature juridique devant les faits, **52**, 498; théories classiques, **52**, 499 et s.; doctrines de : Merlin, **52**, 499; Renouard, **52**, 500; Blanc, Chenu, Calmels, **52**, 501; Pouillet, d'après sa doctrine, les idées ne sont pas susceptibles de propriété exclusive, **52**, 502; les formes le sont, **52**, 503; tentatives infructueuses pour préciser les théories classiques, **52**, 505; doctrines de : T. Bruno, **52**, 506; de M. Stolfi, **52**, 507; doctrine anglo-américaine, **52**, 509; doctrine allemande, **52**, 511; Piola Caselli et sa théorie de l'individualité représentative, **52**, 514. Plagiat dans la législation internationale, **52**, 512 et s.; Union internationale, organe de la protection des œuvres intellectuelles, **52**, 517; trois catégories de normes juridiques assurant la protection des œuvres intellectuelles, **52**, 517; rapports entre les trois catégories de normes juridiques, **52**, 520; législations internationales et lois internes, **52**, 523; sources de la législation internationale, **52**, 524; triple catégorie de règles : impératives, normatives et permissives, **52**, 525; le plagiat dans la législation internationale, **52**, 527. Plagiat dans le régime juridique actuel des droits de la pensée, **52**, 529 et s. Plagiat dans le régime juridique actuel, **52**, 528 et s.; position de la violation caractéristique des droits de la pensée, **52**, 528; les éléments de la notion juridique, **52**, 530; classement du plagiat dans la catégorie des contrefaçons, **52**, 531; qualification du plagiat, contrefaçon par l'usurpation de la paternité, **52**, 533; objet commun de la contrefaçon et du plagiat, reproduction illicite, **52**, 534; notion juridique de reproduction, **52**, 535; base de cette notion : l'originalité de l'œuvre, **52**, 536; conséquences au point de vue protection ou reproduction, **52**, 537; originalité organique de la création, **52**, 539; application du principe à la reproduction illicite, **52**, 542; reproductions fragmentaires, les larcins imperceptibles, **52**, 543; reproductions partielles, **52**, 545; reproductions totales, **52**, 546; valeur intrinsèque de la reproduction, **52**, 548; reproductions facilement reconnaissables, **52**, 549; reproductions directes, **52**, 550; reproduction directe et modifications secondaires, **52**, 551; reproduction directe et procédés de reproduction, **52**, 551; traductions artistiques, nature et caractères distinctifs, **52**, 552; traductions artistiques et conflits de prétentions qui en résultent, **52**, 555; traduction artistique et plagiat, **52**, 556; reproductions indirectes, **52**, 557; originalité organique, critère distinctif des reproductions indirectes, **55**, 558; fonds commun

et originalité organique, **52**, 559; les adaptations, **52**, 560; élaborations musicales en particulier, **52**, 562; élaborations musicales originales, **52**, 563; élaborations musicales serviles, **52**, 563; les imitations, **52**, 564; les parodies, **25**, 567; les pastiches, **52**, 569; reproductions licites, **52**, 570; intérêts individuels et intérêts collectifs en matière de droit d'auteur, **52**, 570; reproductions licites et plagiat, **52**, 573; illicéité civile et illicéité pénale du plagiat, **52**, 574; sanctions légales, **52**, 574.

V. *Droits de la pensée. Propriété intellectuelle.*

Plan Dawes.

Quelques aspects juridiques des transferts contractuels de richesses entre Etats (V. *Transfert de richesses*, **16**, 545). Plan Dawes et réparations allemandes, **16**, 559; mécanisme de transfert de richesses, **16**, 560; obligation directe de livrer certains objets spécifiés, **16**, 661; paiement par marchandises et services au moyen de contrats commerciaux, **16**, 564; garanties : revenus allemands, hypothèque des revenus des chemins de fer, **16**, 578; obligations industrielles, **16**, 579; sanctions en cas de manquement flagrant aux stipulations du plan Dawes, **16**, 581; arbitrage dans le plan Dawes, **16**, 586.

La monnaie en droit international public (V. *Monnaie*, **27**, 247). Stabilisation de la monnaie allemande, **27**, 328; transformation en acte d'ordre international, **27**, 329 et s.; adoption de la clause des transferts, **27**, 340; paiement et transfert de paiements, distinction, **27**, 346; révision du plan Dawes, rôle de la clause des transferts, **27**, 352 et s.

V. *Change. Clause-or. Paiements internationaux. Transfert de richesses.*

Plan quinquennal soviétique. — V. *Crise.*

Plan Young (1929).

La monnaie en droit international public (V. *Monnaie*, **27**, 247). Condition de paiement des réparations pour l'Allemagne, **27**, 254; commercialisation de la dette, **27**, 273; transfert, **27**, 353; barème des paiements allemands, **27**, 354; suspension des transferts, **27**, 355; procédure d'enquête en vue de concilier les divergences d'Etats, **27**, 358.

Plan Young nouveau (20 janvier 1930). — V. *Arbitrage international.*

Plébiscite.

La pratique des plébiscites internationaux, **18**, 155 et s. Origine du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, **18**, 155; influence d'Erasme qui explique que tout pouvoir sur un être humain doit se baser sur son consentement, **18**, 156; deux plébiscites sous François Ier et sous Henri II), **18**, 156. Plébiscites sous la Révolution française, Avignon et Comtat Venaissin, **18**, 158; méthode employée, **18**, 160; Nice et la Savoie, élections, **18**, 161; la Belgique, **18**, 162; Rhénanie, **18**, 164; plébiscites italiens en 1848, méthode adoptée, **18**, 165; plébiscite prussien, le Slesvig, **18**, 166; la Moldavie et la Valachie, **18**, 167; les plébiscites depuis le milieu du XIXe siècle jusqu'à la guerre mondiale, **18**, 171 et s.; plébiscites italiens en Toscane, Emilie, Sicile, à Naples, dans l'Ombrie et les Marches, en Vénétie, à Rome, **18**, 172; cession de la Savoie et de Nice à la France, **18**, 173; plébiscite des îles Ioniennes, **18**, 175; plébiscite du Slesvig-Holstein, **18**, 176; Antilles danoises, l'île Saint-Barthélemy, **18**, 177; traité d'Aucon,

Suède et Norvège, la Crète, **18**, 178. Comparaison des caractères juridiques de ces plébiscites, **18**, 179; caractère unilatéral ou conventionnel, **18**, 179; contrôle, **18**, 180; occupation militaire pendant les plébiscites de la Révolution française et les plébiscites italiens, **18**, 181; qualifications électorales, méthode de vote, **18**, 182; inscription des électeurs, **18**, 183; le principe plébiscitaire revient au premier plan avec la guerre mondiale, **18**, 185; la « self-détermination » du Président Wilson, Conférence de la paix, **18**, 185 et s.; son principe se heurta aux intérêts spéciaux pendant la Conférence de la paix, **18**, 187. Plébiscites qui suivirent la Conférence de la paix : projet de traité avec l'Allemagne, Slesvig du Nord, **18**, 188; Allenstein, Marienwerder, **18**, 190; la Sarre, **18**, 191; consultation populaire d'Eupen et de Malmédy. Observations de la délégation allemande, plébiscite de Haute-Silésie, **18**, 192. Traité de Saint-Germain, plébiscite pour le bassin de Klagenfurt, **18**, 193; plébiscite pour attribution de la région Œdenbourg (« Popron » en hongrois), **18**, 194. Traité de Sèvres, **18**, 194; Dodécanèse, Galicie orientale, Teschen, Suiz et Orava, **18**, 195. Exécution des plébiscites : Slesvig, **18**, 196; Allenstein et Marienwerder, **18**, 197; Eupen et Malmédy, **18**, 197; Klagenfurt, **18**, 198; Haute-Silésie, **18**, 199; Œdenburg, **18**, 199; le Vorarlberg et les plébiscites spontanés, **18**, 199. Caractères des plébiscites d'après-guerre, **18**, 201. Commissions internationales, contrôle du territoire, organisation administrative, **18**, 201 et s.; comment les Commissions ont exercé leur pouvoir, **18**, 207 et s.; inscription des votants et opérations de vote, **18**, 218 et s.; personnes ayant le droit de vote, **18**, 222 et s.; vote des femmes au même titre que les hommes, **18**, 225; méthodes d'inscription, **18**, 226; jour de scrutin, méthode de scrutin, **18**, 228 et 229; tracé des lignes frontières, **18**, 231. Les plébiscites de l'avenir, **18**, 236 et s.; diversité inattendue des votes d'électeurs de même race, nationalisme et réalisme, **18**, 238; les plébiscites excitent les passions nationales, **18**, 240; garanties des plébiscites, **18**, 243; neutralisation, **18**, 243; contrôle des services publics, **18**, 245; évacuation ou contrôle des fonctionnaires, **18**, 246; sincérité du vote, **18**, 248.

V. *Droit international. Etat. Fonction exécutive. Mer Baltique. Nationalité. Police internationale.*

Pleins pouvoirs. — V. *Dominions britanniques. Traités.*

Plénipotentiaires. — V. *Instruments diplomatiques.*

Pluralité. — V. *Faillite.*

Pluralité des patrimoines. — V. *Statuts (théorie des).*

Point (avis sur). — V. *Cour permanente de justice internationale.*

Point d'or. — V. *Or.*

Poison. — V. *Représailles.*

Poissons comestibles. — V. *Mer.*

Police. — V. *Conférence de Genève. Machiavel. Ports intérieurs. Traités.*

Police commerciale. — V. *Faillite.*

Police de navigation. — V. *Police internationale.*

Police des cours d'eau. — V. *Police internationale.*

Police des ports internationaux. — V. *Police internationale.*

Police en haute mer. — V. *Police internationale.*

Police étrangère. — V. *Police internationale.*

Police internationale.

La police internationale, **48**, 7 et s. Notion, cas où elle peut être utilisée, **48**, 7; police internationale entre les mains d'un organe international, **48**, 8; distinction entre police et armée, **48**, 10. Police internationale d'ordre administratif, **48**, 15 et s.; police administrative générale, **48**, 15 et s.; zones étrangères en Chine, **48**, 15 et s.; zone de Tanger, **48**, 17; territoire de la Sarre, **48**, 19, zones neutralisées, **48**, 21; territoires en litige, **48**, 23; influence fâcheuse de l'imposition d'une police étrangère sur une population, **48**, 26; police de navigation, **48**, 28 et s.; police en haute mer, **48**, 28; compétence policière des vaisseaux de guerre en vertu du droit international coutumier, **48**, 28; répression de la traite des esclaves, **48**, 29; contrôle du commerce des armes et des munitions, **48**, 32; police de la pêche et du trafic des spiritueux dans la mer du Nord hors des eaux territoriales, **48**, 34 et 35; police de cours d'eau et de ports internationaux, **48**, 38 et s.; Commission européenne du Danube, **48**, 38 et s.; Conseil du port et des voies d'eau de Dantzig, **48**, 44 et s.; Direction du port de Memel, **48**, 48 et s.; police sanitaire, **48**, 51 et s.; Conseil supérieur de santé de Constantinople, **48**, 51 et s.; Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Alexandrie, **48**, 54; Conseil sanitaire international de Tanger, **48**, 56. Police internationale destinée à sanctionner le droit de guerre, **48**, 58 et s.; protection de la Convention de Genève, **48**, 59 et s.; garanties de l'interdiction d'utiliser certaines armes, **48**, 64; garanties de la liberté des mers, **48**, 65; remarques critiques, **48**, 67. Police internationale destinée à l'exécution de sentences arbitrales, **48**, 70 et s.; premières suggestions, **48**, 70 et s.; l'époque des Conférences de la paix de La Haye, **48**, 73 et s.; plan van Vollenhoven et création de la Société des Nations, **48**, 78 et s.; article 13, alinéa 4, phrase 2, du Pacte de la Société des Nations, **48**, 82; tentatives faites pour développer l'article 13 (§ 4, phr. 2), du Pacte, **48**, 86 et s. Police internationale destinée à empêcher et à supprimer guerre et menace de guerre, **48**, 92 et s.; premières suggestions et précédents, **48**, 92 et s.; expéditions militaires organisées en commun par les Grandes Puissances à la fin du XIX^e^ siècle et au début du XX^e^, **48**, 92; attitude des Conférences et Congrès internationaux, **48**, 95; revirement de l'opinion publique à la suite de la guerre de 1914, **48**, 97; prescriptions du Pacte de la Société des Nations, **48**, 99 et s.; article 16 du Pacte, **48**, 99; article 16 et pratique de la Société des Nations, **48**, 100; lacunes de l'article 16, **48**, 103 et s.; article 11 du Pacte, **48**, 108 et s.; mesure dans laquelle l'article 11 autorise des mesures militaires, **48**, 108; relations entre l'article 11 et l'article 16, **48**, 112; l'article 10 du Pacte, **48**, 115; problème d'une police permanente, **48**, 117 et s.; proposition de la France à la Conférence de la paix, **48**, 117; discussions au sujet de la police permanente après 1919, **48**, 119; propositions françaises à la Conférence du désarmement, **48**, 121; état actuel du problème, **48**, 124.

V. *Droit international. Droits acquis. Fonction exécutive en droit international. Guerre. Guerre chimique. Intervention. Légitime défense. Liberté et moralité individuelles.*

Police judiciaire internationale. — V. *Lutte internationale contre la criminalité.*

Police sanitaire internationale. — V. *Droit fluvial international. Police internationale.*

Politique. — V. *Banque des Règlements internationaux. Contrôle parlementaire. Organisation économique. Presse. Sécurité internationale.*

Politique commerciale internationale.

L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE DE LA PAIX (V. *Organisation économique de la paix*, **15**, 281). Politique commerciale, **15**, 305; problème de la répartition des matières premières, **15**, 306; problème de quantités, problème de prix, **15**, 307; question des taxes à l'exportation des matières premières, **15**, 313; proposition du Président Wilson : suppression des barrières économiques, égalité de traitement en matière commerciale, **15**, 315; les difficultés d'écoulement, crise des marchés, **15**, 316; le protectionnisme d'après guerre, **15**, 321; action exercée par le protectionnisme sur le commerce, **15**, 326; les nouveaux organismes internationaux, leur rôle en face du courant protectionniste, **15**, 329; établissement de garanties pour le commerce international, suppression des prohibitions et des restrictions, retour au commerce d'avant-guerre, **15**, 333.

POLITIQUE DE COMMERCE INTERNATIONAL EN EUROPE CENTRALE, **51**, 125 et s.; but de la politique commerciale en Europe centrale, s'assurer de réussir dans le commerce international, **51**, 125; diminution du trafic commercial entre les cinq Etats de l'Europe centrale, **51**, 126; augmentation du trafic entre Hongrie d'une part et Allemagne d'autre part, **51**, 128. Problème au point de de vue du libre-échange (V. *Libre-échange*, **51**, 133). Intérêts agraires et politique commerciale, **51**, 151 et s.; importance des intérêts agricoles dans la vallée danubienne, **51**, 151; le libre-échange des produits agricoles, conséquences économiques, **51**, 152; union de l'intérêt de la production et de celui de la consommation, régime protectionniste à appliquer dans les pays agricoles comme ceux de l'Europe centrale, **51**, 154; surveillance des prix, **51**, 154; droits sur les blés en Europe centrale, **51**, 155; avantages de la protection, accumulation des stocks en vue des périodes de crise, **51**, 156; justification des droits sur les produits agricoles, **51**, 157; bénéfices facteurs de l'intensité de la production, **51**, 159. Evénements principaux de la politique commerciale de l'Europe centrale avant la guerre mondiale, **51**, 164 et s.; politique commerciale de la monarchie austro-hongroise au cours du XIX^e^ siècle, **51**, 164; suppression des barrières douanières entre l'Autriche et la Hongrie à la suite du Zollverein allemand dont ne voulaient pas les pays de la monarchie dualiste, **51**, 166; traité de commerce austro-prussien de 1853 à base de tarif libéral, **51**, 167; échec du projet prussien d'union douanière avec l'Autriche, **51**, 168; traités de commerce de l'Autriche avec la France et l'Angleterre avec la clause de la nation la plus favorisée, **51**, 168; union douanière et commerciale austro-hongroise, **51**, 168; revirement à la fin de 1870 en faveur du protectionnisme naissant en Allemagne sous l'influence de Bismarck, **51**, 169; loi douanière allemande de 1902, **51**, 171. Effets de la politique de haut protectionnisme, **51**, 174 et s.; accentuation du protectionnisme, **51**, 175; mouvements favorisant la constitution de blocs économiques, **51**, 177; projets de reconstruction économique de l'Europe centrale, **51**, 180. Enseignements de

l'évolution récente, « clearing » et compensation, **51**, 185 et s.; intérêt des Etats à activer les échanges commerciaux, **51**, 185; conversion de l'Angleterre au protectionnisme, **51**, 187; l'extension du protectionnisme dû à l'avilissement des monnaies d'après guerre, **51**, 187; difficulté actuelle de combler le déficit de la balance des comptes, **51**, 188; création du « clearing » mécanisme de paiements sans usage effectif de devises, expédient imposé par la nécessité, **51**, 190; clearing international, distinction entre clearing du commerce international et celui des créances et dettes internationales provenant du mouvement des capitaux, **51**, 190; clearings intéressant l'Europe centrale, **51**, 191; rapport (1935) à l'Assemblée générale de la Banque de Hongrie, **51**, 192; accord anglo-allemand pour utiliser les crédits gelés à l'effet de ranimer les échanges internationaux (clearing embrassant échanges commerciaux et mouvements de capitaux), **51**, 193; compensation, **51**, 193; conditions du retour de l'Europe centrale à la santé économique, **51**, 195.

V. *Libre-échange et protectionnisme.*

Politique commerciale libérale. — V. *Unions douanières.*

Politique des conventions. — V. *Unions douanières.*

Politique douanière anglaise. — V. *Politique économique internationale.*

Politique économique internationale.

Nouvelles orientations de la politique économique internationale, **35**, 237 et s. L'économie internationale, un des facteurs principaux de la paix, **35**, 237; évolution de la politique économique jusqu'à la Grande Guerre, **35**, 239 et s.; dissociation des doctrines et des réalités économiques, **35**, 239; époque de pathologie des corps sociaux, **35**, 240; projet des économistes de revenir au libre-échange se heurtant aux augmentations de droits de douane, projet de simplification de la nomenclature douanière en face de la multiplication formidable des rubriques de tarif de certains pays, **35**, 241; du conflit entre les idées et les réalités actuelles, **35**, 242; historique de l'indépendance de la politique vis-à-vis des prémices doctrinales, **35**, 244; le fondement de la politique économique est le choix entre le libre-échange et la protection, **35**, 246; au moyen âge, caractère strictement local du commerce, rares étaient les recherches, pour la production, de débouchés extérieurs, **35**, 247 et 248; influence de la guerre de Cent Ans sur l'axe du commerce qui de la Méditerranée passe à l'Atlantique, **35**, 249; système monarchique, son expression économique, mercantilisme, **35**, 249; traité franco-anglais d'Eden, nouvelle orientation de la politique commerciale, **35**, 250; protectionnisme qui suivit les traités de 1815, création d'une économie nationale autonome, **35**, 251; influence du développement des moyens de communication, naissance des industries, **35**, 253; Angleterre et Prusse, seuls pays libre-échangistes, **35**, 254; modification du régime douanier français, création de droits *ad valorem*, traité franco-anglais de 1860; introduction de la clause de la nation la plus favorisée, **35**, 254; traités de commerce à l'imitation du traité de 1860, **35**, 255; premier impérialisme économique de l'Europe centrale, **35**, 256; début de l'ère des grands impérialismes, **35**, 257; réforme douanière allemande de 1902, **35**, 258; politique commerciale gravitant autour de l'Allemagne, paix armée des échanges,

35, 258; politique douanière de l'Angleterre, échec du projet innovateur de Chamberlain, **35**, 259; la vie économique pendant la lutte armée et son nouveau cadre issu des traités de paix, **35**, 261 et s.; ébranlement du système économique par le déclenchement de la guerre de 1914, **35**, 261; esquisse, dès 1917, de la structure d'une coalition économique, **35**, 263; opposition entre blocs économiques, **35**, 264; manque de préparation, sur le plan économique, après la guerre, **35**, 267; le troisième point du Président Wilson : suppression des barrières douanières, **35**, 268; l'économique sacrifié au politique dans les traités de paix, **35**, 269; clause de la nation la plus favorisée sans réciprocité imposée aux vaincus jusqu'en 1925, **35**, 270; recherche, après-guerre, de la production à outrance, **35**, 273; crise de surproduction ou de sous-consommation, **35**, 274; victoire du protectionnisme, **35**, 275; néo-protectionnisme et autonomie des économies nationales, **35**, 277 et s.; impossibilité pour les pays de pratiquer l'autonomisme économique, **35**, 278; théorie et pratique du protectionnisme, **35**, 279; répercussion de la guerre sur la vie économique, réapparition du concept de la balance commerciale, **35**, 281; faillite des remèdes proposés pour encourager le commerce extérieur (primes à l'exportation, tarifs différentiels de transport, *dumping*), **35**, 283; sort de la politique des traités de commerce d'avant-guerre, **35**, 285 et s.; danger de l'état de guerre économique permanent, **35**, 289 et s.; la politique économique tracée par la Société des Nations, **35**, 292 et s.; Conférence de Gênes de 1922, **35**, 295; Conférence générale de Genève de 1927, limitation des tarifs douaniers, **35**, 296; programme de reconstruction économique de la Conférence, **35**, 298; échec de la Conférence générale, efforts du Comité consultatif, **35**, 300 et 301; vote par la X[e] Assemblée (septembre 1929) d'une résolution en faveur de la trêve douanière, **35**, 303; Convention commerciale du 24 mars 1930, **35**, 307; Protocole relatif au programme des négociations ultérieures, **35**, 308; les routes de l'avenir, **35**, 312 et s. Crise économique actuelle, **35**, 314; facteurs qui ont contribué à la crise, **35**, 317; remèdes à la crise, **35**, 321; tarif hyperprotectionniste des Etats-Unis, **35**, 322; réaction de l'Europe contre l'isolement de l'Amérique, **35**, 324; relations de l'économique et du politique (memorandum Briand), **35**, 324 et s.; essai d'organisation de l'équilibre de la production et de la consommation entre pays agricoles et industriels, **35**, 329; préparation de la révision des forces économiques de tous les pays américains, **35**, 332; formation éventuelle de l'Empire britannique en unité économique, **35**, 333; œuvre effective des Conférences économiques, **35**, 336 et s.

V. *Libre-échange et protectionnisme.*

Politique étrangère. — V. *Droit constitutionnel. Droit international. Guerre. Presse.*

Politique extérieure (Amérique).

Origines historiques de la doctrine de l'isolement aux Etats-Unis, **59**, 229 et s. Période coloniale, la Révolution et le traité de 1778, **59**, 231 et s.; hostilité des colonies anglaises à l'égard de la France et de l'Espagne, **59**, 231; répercussion du Traité de Paris de 1763 comportant abandon par la France de ses possessions américaines, **59**, 232; Franklin et la tendance croissante de

l'Amérique à devenir un Etat indépendant, **59**, 233; Déclaration d'Indépendance du 4 juillet 1776, **59**, 236; plan (1776) de John Adams sollicitant l'alliance de la France tout en gardant le maximum d'indépendance, **59**, 238; traités d'amitié et de commerce et d'alliance éventuelle avec la France (1778), **59**, 239. Obstacles de la distance et du temps aux négociations avec les nations européennes, **59**, 243; difficultés que rencontrent en France les négociateurs américains, **59**, 246; impossibilité pour les Commissaires de communiquer avec le Congrès, **59**, 248; rôle prépondérant de John Adams, sa défiance à l'égard de la France, **59**, 249; conditions anormales des négociations diplomatiques, **59**, 254; conclusion des plénipotentiaires américains en faveur de l'isolement de leur pays, **59**, 258. Etats-Unis après la guerre d'Indépendance, **59**, 260 et s.; obstacles à la mise en pratique du programme d'isolement, **59**, 260; nécessité d'un commerce extérieur, **59**, 260; instructions aux ministres plénipotentiaires pour négociation des traités de commerce avec les pays d'Europe, **59**, 263; missions en Europe de Jefferson et d'Adams, **59**, 264; collaboration avec l'Europe pour assurer la sécurité de la navigation en Méditerranée, **59**, 268; crainte éprouvée par les Américains de l'ingérence des nations européennes dans leurs affaires intérieures, **59**, 269. De l'adoption de la Constitution aux Adieux de Washington, **59**, 273 et s.; Constitution de 1788 et affaires extérieures, **59**, 274; affaire de Nootka-Sound, **59**, 276; influence de la Révolution française, **59**, 278; proclamation américaine de neutralité, **59**, 279; relations franco-américaines, attitude fâcheuse de l'envoyé français qui contribue à rendre l'Amérique isolationniste, **59**, 280; traité Jay anglo-américain, **59**, 281; traité hispano-américain de 1795, **59**, 282; Message d'adieu de Washington, **59**, 285; mystique de l'isolement, **59**, 287; signification du Message, **59**, 288. Des adieux de Washington à la doctrine de Monroe, **59**, 291 et s.; conception de Jefferson en matière de neutralité et d'isolement, **59**, 293; attitude de Jefferson dans l'affaire de la cession de la Louisiane, **59**, 295; Jefferson met l'embargo sur les navires américains, expérience et mesure temporaire, **59**, 301; guerre américaine de 1812, **59**, 304; doctrine de Monroe, **59**, 305. Jugement sur la doctrine de l'isolement, **59**, 307; justification de sa persistance, **59**, 309.

V. *Contrôle parlementaire. Japon.*

Politique intérieure.

Politique intérieure et droit international, **59**, 429 et s. Difficultés et dangers de l'étude de cette question, **59**, 429; méthode, esprit scientifique possible dans l'étude de l'histoire, **59**, 430; difficulté d'être renseigné sur les faits, méthode du tribunal des conflits, **59**, 433; vigoureux effort de réflexion intellectuelle devant les idées obscures du temps présent, **59**, 434; idéologie de la sécurité collective, **59**, 435; la réflexion doit désarticuler les slogans, **59**, 437; verbalisme encombrant de la politique étrangère, **59**, 438; danger de l'étude du droit accompagnée de l'ignorance des faits, **59**, 439; dévaluation des frontières et des gouvernements, **59**, 440; impératifs extrajuridiques naissant de la vie pratique, **59**, 441. Solidarité internationale des régimes ou des tendances de politique intérieure, **59**, 443 et s.; en droit international, il n'y a que des Etats abstraits, **59**, 443; indifférence diplomatique et

juridique des Etats vis-à-vis des gouvernements étrangers, **59**, 443; solidarité entre pays à régimes politiques analogues, **59**, 448; Sainte-Alliance, guerre d'Espagne, Congrès de Vérone, **59**, 448; fondement de la croyance en une telle solidarité, **59**, 454; contagion des exemples, **59**, 460; non-intervention : principe de sagesse politique, **59**, 462; solidarité internationale des prolétariats, **59**, 463; solidarité des gouvernements légitimes, **59**, 470; proscription de l'insurrection en droit interne, **59**, 475; reconnaissance sur le plan moral, **59**, 479; liberté d'attitude des pays étrangers vis-à-vis des insurgés, **59**, 481; refus des pays de reconnaître un régime trop différent du leur, **59**, 481; la société des Nations garantit-elle les régimes des Etats membres au moment de leur admission ?, **59**, 484. Coexistence paisible des démocraties et des dictatures, **59**, 487 et s.; Etats pacifiques et Etats ambitieux, **59**, 487; sens du mot démocratie, ce qu'elle est, **59**, 490; de l'union des démocraties, **59**, 493; traits qui caractérisent le droit démocratique, **59**, 496 et s.; la démocratie est-elle pacifiste ?, **59**, 496; le rôle des démocraties dans l'organisation de la paix, **59**, 498; doctrine internationale de la démocratie, **59**, 499; la révolution a-t-elle été pacifique ?, **59**, 500; la doctrine internationale des dictatures, **59**, 501; autocratie, son influence sur la paix, **59**, 502; dictature et organisation collective de la paix, **59**, 505; dictature et autarchie, **59**, 507 et s.; autocratie et religion des traités, **59**, 509; dictature et vérité, **59**, 511; dictature et lois de la guerre, **95**, 513; dictature et impératif du prestige, **59**, 515; dictature et politique du coup de poing sur la table, **59**, 516; avenir incertain, maladie du monde est avant tout spirituelle et morale, **59**, 518.

Politique des deux sphères. — V. *Doctrine de Monroe.*

Politique douanière. — V. *Cour permanente de justice internationale.*

Politique impérialiste. — V. *Doctrine de Monroe.*

Politique monétaire. — V. *Monnaie.*

Politique pendulaire. — V. *Doctrine de Monroe.*

Polygamie. — V. *Domicile. Droit international privé (Canada). Mandats internationaux. Sauvages américains.*

Pologne. — V. *Droit fluvial international.*

Population. — V. *Cité du Vatican. Etat. Japon.*

Population civile. — V. *Représailles.*

Population sous mandat. — V. *Sujets du droit international.*

Port d'armes. — V. *Etranger.*

Porte ouverte (régime de la). — V. *Clause de la nation la plus favorisée. Droits fondamentaux des Etats.*

Portée de canon. — V. *Mer territoriale.*

Portée sociale et politique. — V. *Pélition.*

Portes de Fer. — V. *Danube.*

Ports.

Le régime international des ports, **15**, 5 et s. Notions de ports, **15**, 5. (V. *Ports maritimes*, **15**, 5 et s. *Ports intérieurs*, **15**, 103.)

V. *Concessions étrangères. Conférence de Barcelone. Conférence de Genève* (1923). *Navire. Souveraineté.*

Ports de guerre. — V. *Ports intérieurs.*

Ports fluviaux. — V. *Droit fluvial international.*

Ports francs. — V. *Mer Baltique. Zones franches.*

Ports intérieurs.

Le régime international des ports. Les ports intérieurs, **15**, 103; importance au point de vue du droit international de la situation géographique des ports, **15**, 104; fleuves internationaux et voies navigables d'intérêt international, **15**, 107; voies navigables non considérées comme d'intérêt national, **15**, 111; lacs intérieurs internationaux, **15**, 112; ports intérieurs et distinction des ports de guerre et des ports de commerce, **15**, 113; différentes sortes de navires fréquentant les ports intérieurs, **51**, 114; régime des ports intérieurs en temps de paix, **15**, 116 et s.; libre exercice de la navigation, **15**, 116; égalité de la navigation, **15**, 120 et s.; réserves par l'Etat en faveur de ses ressortissants, **15**, 126; restrictions, pour motifs de police, de droit fiscal et d'ordre militaire, **15**, 126; applicabilité des normes de l'Etat aux navires étrangers dans les ports de guerre, **15**, 128; régime des ports intérieurs en temps de guerre, **15**, 131 et s.; conditions juridiques dans les ports intérieurs en temps de guerre, **15**, 131; navires d'Etats belligérants en ports neutres, **15**, 135; navires neutres dans les ports des Etats belligérants, **15**, 136; mesures de guerre contre les ports et navires ennemis, **15**, 137.

V. *Conférences de la paix de La Haye.*

Ports internationaux. — V. *Mer Baltique (Memel).*

Ports maritimes.

Eaux adjacentes au territoire des Etats. Juridiction sur les ports, **1**, 146; exercice de cette juridiction, **1**, 150.

Liberté des voies de communication. Le territoire maritime, accès des ports, **2**, 173.

Organisation internationale des voies de communication. Convention de Genève sur le régime international des ports maritimes, **5**, 194.

Condition juridique des navires de commerce. Conférence de Genève (1923), régime international des ports, **10**, 22.

Le régime international des ports. Ports maritimes, définition, **15**, 5 et 6; ports fermés classés parmi les ports maritimes, **15**, 7; le port maritime est celui qui est accessible aux navires de mer, ports maritimes intérieurs, **15**, 7; territoire de l'Etat par rapport à la mer, **15**, 9; mer ou eaux territoriales désignées sous le nom de mer côtière, **15**, 10 (V. *Mer territoriale ou côtière*, **15**, 12); souveraineté absolue de l'Etat sur la surface d'eau des ports maritimes, **15**, 15; ports de mer à l'intérieur analogues pour le droit des gens aux ports maritimes sur l'océan, conséquences, **15**, 16; limite entre la mer côtière et le port, **15**, 18 et s.; ports de guerre et ports de commerce, **15**, 21 et s.; différentes sortes de navires (V. *Navire*, **15**, 23), qui fréquente les ports, **15**, 23; régime des ports de mer en temps de paix, **15**, 29 et s.; trafic des navires de commerce, admission des navires étrangers dans les ports de mer, **15**, 30; égalité de traitement des navires nationaux et des navires étrangers dans les ports, **15**, 35; pouvoir discrétionnaire des autorités des ports, **15**, 39; Conseil d'Etat, annulation pour détournement de pouvoir, **15**, 40; sauvegarde du principe de libre accès des ports, Convention (9 décembre 1923), **15**, 41 et s.; contrôle judiciaire du pouvoir discrétionnaire, **15**, 46; réserves de l'Etat en faveur de ses ressortissants (droit de pêche cabotage), **15**, 49; restrictions pour raison de police,

de droit fiscal, d'ordre militaire, **15**, 52; applicabilité des normes de l'Etat aux navires de commerce étrangers dans les ports maritimes, **15**, 58; traitement des déserteurs des navires de commerce, **15**, 61; admission des navires de guerre étrangers et des navires assimilés dans les ports de mer en temps de paix, **15**, 62; leur position juridique dans les ports maritimes, **15**, 65; règles spéciales du droit des gens sur le séjour dans les ports, **15**, 67; droit d'asile des navires de guerre, **15**, 69; traitement des déserteurs d'un navire de guerre, **15**, 71; régime des ports de mer en temps de guerre, **15**, 73; navires belligérants en ports neutres, **15**, 74 et s.; navires de commerce de l'Etat belligérant, même traitement que navire d'Etat neutre, **15**, 74; navire de guerre, leur admission dans les ports d'après le droit des gens, **15**, 77; XIII[e] Convention de la II[e] Conférence de la paix de La Haye, codification des droits et devoirs de neutres en cas de guerre maritime, **15**, 77 et s.; sanctions des droits et devoirs de l'Etat côtier neutre à l'égard des belligérants, **15**, 87; navires neutres dans les ports des belligérants, interdiction d'entrer, **15**, 90; mesures de coercition contre les navires de commerce neutres dans les ports des Etats belligérants, **15**, 90; mesures de guerre contre les ports et navires ennemis, **15**, 95; mesures contre les ports ennemis, **15**, 96; pose des mines, **15**, 98; mesures contre les navires ennemis, **15**, 99; actes d'hostilité des Etats belligérants en ports neutres, conséquences, **15**, 101.

V. *Abus de droit. Asile (droit d'). Communications internationales. Conférence de Barcelone. Conférence de Genève* (1923). *Droit international. Escaut. Mer Baltique. Police internationale. Ports intérieurs. Zones franches.*

Ports neutres. — V. *Conférence de la paix de La Haye.*

Ports ouverts. — V. *Concessions étrangères.*

Pose de câbles sous-marins. — V. *Sécurité internationale.*

Positivisme. — V. *Droit international privé (Allemagne). Droit naturel. Principes généraux du droit. Règle « pacta sunt servanda ». Sources du droit international.*

Possession. — V. *Droit international privé (Brésil).*

Possessions américaines. — V. *Politique extérieure.*

Postes, télégraphes et téléphones. — V. *Communications internationales. Unions internationales.*

Postglossateurs (doctrine des). — V. *Statuts (théorie des).*

Potasse. — V. *Trusts et cartels internationaux* (Accord franco-allemand de 1924, **15**, 421. Convention franco-allemande, **19**, 203).

Potentiel de guerre. — V. *Droit international* (**46**, 409).

Poursuite (droit de). — V. *Droit international public. Liberté et moralité individuelles. Mer territoriale. Succession des Etats.*

Poussée germanique. — V. *Frontières. Ports intérieurs.*

Pouvoir d'achat. — V. *Monnaie. Or. Organisation économique*

Pouvoir du juge. — V. *Equité. Recevabilité. Traités.*

Pouvoir externe. — V. *Diplomatie.*

Pouvoir judiciaire. — V. *Traités. Tribunaux internationaux. Voies de recours.*

Pouvoir législatif. — V. *Cité du Vatican. Colonies. Droit administratif international. Equité. Sécurité internationale. Traités.*

Pouvoirs juridictionnels. — V. *Tribunaux mixtes d'Egypte.*

Pratique internationale. — V. *Etranger.*
Préliminaire du débat de recevabilité. — V. *Recevabilité.*
Prescription. — V. *Action publique, action civile. Crimes contre la personnalité de l'Etat. Droit civil. Droit international. Principes généraux du droit international. Traités.*
Prescription acquisitive. — V. *Servitudes internationales. Territoire.*
Prescription extinctive. — V. *Conflit de lois. Droit international privé. Recevabilité.*
Présence. — V. *Fonctionnaires internationaux.*
Président des Etats-Unis. — V. *Constitution.*
Président de la République. — V. *Constitution. Exterritorialité.*
Président du tribunal arbitral mixte gréco-turc. — V. *Excès de pouvoir.*
Présomption. — V. *Droit civil. Preuve.*
Présomption d'identité. — V. *Preuve de la loi étrangère.*
Presse.

La presse et les relations politiques internationales, **45**, 223 et s. Rapports entre la politique et le journalisme, **45**, 223; influence des journaux sur la vie nationale ou internationale, **45**, 223; presse favorable au développement de la démocratie, **45**, 224; place de la presse dans la politique étrangère et la diplomatie, **45**, 225; presse, intermédiaire entre les pays, leur permettant de se connaître, **45**, 226; publicité, base de la démocratie, **45**, 227; l'opinion publique, **45**, 227; liberté de la presse, **45**, 228; information, fondement de la presse, **45**, 236; indifférence des masses populaires à l'égard des problèmes internationaux, **45**, 237; concours nécessaire de la presse pour l'action de l'exécutif en matière de politique extérieure, **45**, 238; presse, moyen d'agir sur l'opinion publique, **45**, 242; rapports entre le journaliste et la politique extérieure, **45**, 243; qualités du journaliste spécialisé dans les questions internationales, **45**, 243. Politique étrangère et presse dans leur développement historique, **45**, 246 et s.; monde antique et moyen âge, **45**, 247; invention de l'imprimerie, début des temps modernes, **45**, 248; les premiers journaux, **45**, 249; rôle des publicistes lors de la mort de Wallenstein, **45**, 250; la presse en Angleterre, **45**, 252; habileté de Frédéric le Grand à se servir de la presse, **45**, 253; Napoléon, sa manière d'utiliser la presse, **45**, 254; liberté de la presse à peu près abolie sous le Premier Empire, **45**, 258; utilisation de la presse par les ennemis de la France impériale, réforme de la presse en Autriche, **45**, 259; les régimes successifs de la presse en France et à l'étranger depuis 1830, **45**, 261 et s.; affaire de la dépêche d'Ems, **45**, 267; développement pris par l'organisation du service d'information et de la presse jusqu'à la Grande Guerre, **45**, 268; sources d'informations, agences de presse, **45**, 268; câbles, **45**, 270; T.S.F., **45**, 270; tirages des journaux, **45**, 272. Grande Guerre et presse, **45**, 275 et s.; propagande de presse devenue arme de guerre, **45**, 276 et s.; propagande pendant la guerre mondiale (à l'intérieur, chez les alliés et les neutres, parmi les ennemis), **45**, 279; propagande allemande, française, américaine, **45**, 281; propagande anglaise, **45**, 282 et s.; censure en Angleterre, **45**, 284; propagande chez l'ennemi, par diffusion de tracts, brochures, journaux et imprimés, **45**, 292; emploi de ballonnets et d'avions dans ce but, **45**, 293; envoi d'imprimés par obus spéciaux à longue portée, **45**, 295; création de journaux

en territoire occupé, **45**, 295; rapport de l'Etat-major allemand et de la presse pendant la guerre de 1914-1918, **45**, 297; propagande allemande chez les neutres et en territoires occupés, la *Gazette des Ardennes*, **45**, 300; propagande française, *Bulletin de l'Alliance française*, **45**, 301; censure de la presse française, **45**, 303; imprimés de propagande française dans les lignes allemandes, **45**, 305; la presse américaine pendant la Grande Guerre, **45**, 306 et s.; les correspondants de guerre, **45**, 309. Diplomatie et presse, **45**, 312 et s.; actualité du problème de la publicité de la diplomatie, **45**, 312; services officiels de presse, **45**, 318; bureaux de presse aux Ministères des Affaires étrangères, **45**, 318; conférences de presse aux Etats-Unis, **45**, 324; « Political Intelligence Department » pendant la guerre de 1914, **45**, 327; « News Department », **45**, 329; service d'information de presse au Ministère français des Affaires étrangères, **45**, 329; organisation allemande, **45**, 333; section du bureau de presse, **45**, 333; conférences quotidiennes de presse, **45**, 335; attachés de presse auprès des ambassades et légations à l'étranger, **45**, 337; relations du bureau de presse avec les journalistes, **45**, 341. Responsabilité de la presse dans les relations internationales, **45**, 346 et s.; principe de publicité, **45**, 346; examen de la Société des Nations de la responsabilité de la presse dans les relations internationales, **45**, 351; résolutions adoptées par un Comité d'experts, **45**, 351; projets de résolutions soumis à l'Assemblée de 1931, **45**, 355; recherche d'un remède contre la propagation de nouvelles fausses ou tendancieuses, **45**, 357; projet espagnol pour désarmement moral, **45**, 357; projets suédois et polonais, **45**, 359; institution d'un délit de « propagande en faveur de la guerre d'agression », **45**, 360; résultats acquis par la Conférence des bureaux de presse (Copenhague 1932), **45**, 364; rapport du vicomte Cecil of Chelwood à la Société des Nations, **45**, 367; rôle possible de la presse en tant que facteur d'entente internationale, **45**, 374.

V. *Agents diplomatiques et consulaires. Concessions étrangères. Droit international. Société internationale.*

Pression « duress ». — V. *Reconnaissance d'Etats.*

Pression morale. — V. *Société des Nations.*

Prestations. — V. *Neutralité.*

Prêt à intérêt. — V. *Monnaie.*

Prêt à la grosse. — V. *Droit maritime international.*

Prêt forcé. — V. *Monnaie.*

Prête-nom. — V. *Mandats internationaux* (Syrie et Liban).

Prêteur pérégrin. — V. *Agents diplomatiques et consulaires.*

Prêteur romain. — V. *Equité.*

Prêteur sur gage. — V. *Etranger.*

Prêts. — V. *Crédits bancaires internationaux. Entr'aide financière internationale. Paiements internationaux.*

Prêts à long terme. — V. *Monnaie.*

Prêts de guerre. — V. *Change. Paiements internationaux.*

Prêts en lingots. — V. *Monnaie.*

Preuve.

Théorie des preuves devant les juridictions internationales, **56**, 5 et s. Définition de la preuve, son objet, qui doit la fournir ?, **56**, 5 et 6; conditions de la preuve en droit international diffé-

rentes de celles du droit interne, **56**, 6. Plan de la preuve dans la procédure, **56**, 9 et s.; sous l'angle des classifications, sous l'angle chronologique, **56**, 9; pouvoirs du juge international suivant la classe (droit matériel ou droit formel) de la preuve, **56**, 10; la pratique internationale considère les problèmes de preuve comme problèmes de forme, **56**, 13; moment de la procédure où doivent être produites les preuves, **56**, 16; preuve écrite, preuve orale, **56**, 16; règles de production de la preuve, **56**, 19; place de la preuve testimoniale dans la procédure, **56**, 21. Droit à la preuve, ce qui peut et ce qui doit être prouvé, **56**, 23 et s.; ce qui peut être prouvé, **56**, 23; le droit de preuve restreint aux seuls Etats, **56**, 23; ses deux limitations : objective (inspirée de la théorie de la pertinence), **56**, 24; subjective (résultant de conventions entre les parties), **56**, 26; limitation explicite (résultant des traités), **56**, 26; limitation implicite (résultant de l'attitude des parties au litige) (théorie anglo-saxonne de l' « estoppel »), **56**, 27; ce qui doit être prouvé, **56**, 29; tout fait pertinent allégué à l'appui d'une réclamation, **56**, 29; doivent être prouvés, les faits notoires connus du juge, **56**, 30; exception : l'aveu, **56**, 31; ne sont pas à prouver, les éléments de droit, **56**, 33; application éventuelle du droit interne, **56**, 34; application du droit international coutumier, **56**, 37. Sujet de la preuve : qui doit prouver ?, **56**, 40; la preuve en droit interne, **56**, 41; application des principes du droit international, **56**, 42; arguments de ceux qui contestent l'existence en droit international d'un principe de répartition du fardeau de la preuve, **56**, 42; principe d'application du fardeau de la preuve à celui qui allègue un fait, **56**, 45; appel à des présomptions, **56**, 45; principe de collaboration des Etats litigants à la charge de la preuve, **56**, 47; devoir imposé au juge de recourir à la recherche de la vérité, **56**, 49; cas où l'Etat litigant refuse de se plier aux exigences du tribunal, **56**, 54. Moyens de preuve, **56**, 56 et s.; monographies des divers moyens de preuve, **56**, 58; preuve écrite, **56**, 59; traité, **56**, 59; actes diplomatiques et papiers d'Etat, **56**, 60; documents nationaux, **56**, 61; actes de naturalisation et certificats consulaires de nationalité, **56**, 61; cartes géographiques, **56**, 66; règle de communication et libre discussion du document, **56**, 67; principe de la production du document en texte original, **56**, 68; cas où la production de l'original est impossible, **56**, 69; preuve testimoniale, **56**, 73 et s.; personnes pouvant témoigner, **56**, 73; réglementation du témoignage **56**, 75; refus de comparaître, faux témoignages, **56**, 75 et 76; interrogatoire du témoin, **56**, 77; l'affidavit, **56**, 81 et s.; mode de preuve spécifiquement anglais, **56**, 81; les voies d'instruction, **56**, 84. Admissibilité des moyens de preuve et force probante des éléments qu'ils fournissent, **56**, 86 et s.; la notion de l'admissibilité de la preuve est rejetée par le droit international, **56**, 87; détermination du rendement probatoire, **56**, 88; libre appréciation par le juge international des éléments de preuve produite, **56**, 91; apparentes contradictions de la valeur probante des éléments de preuve, **56**, 94. Appréciation d'ensemble de la théorie internationale de la preuve, **56**, 96; importance du rôle du juge international, **56**, 102.

V. *Conventions de La Haye (mariage, divorce, séparation de corps).*

Cour permanente de justice internationale. Domicile. Droit civil. Droit international privé (Brésil). Droit international privé (Bulgarie). Droit international privé (Canada). Droits acquis. Filiation. Intervention. Liberté et moralité individuelles. Recevabilité. Principes généraux du droit. Statuts (théorie des). Traités.

Preuve de la loi étrangère.

Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique au Canada. Preuve de la loi étrangère, **53**, 222 et s.; doctrine anglaise, assimilation de la loi étrangère (en cas de son application par les tribunaux anglais) à la loi anglaise, adoption dans les provinces du Canada de la pratique anglaise, **53**, 225; attitude des provinces du Canada sur la preuve de la loi étrangère, **53**, 227 et s.; première règle : les tribunaux non tenus de prendre d'office connaissance de la loi étrangère, **53**, 227; deuxième règle : le droit étranger est un fait (règle anglaise), **53**, 228; troisième règle : le témoin doit connaître étrangère, **53**, 229; quatrième règle : le témoin doit connaître la loi étrangère, **53**, 231; cinquième règle : l'expert doit rester uniquement témoin, **53**, 234; sixième règle : l'expert peut appuyer son opinion sur des citations à vérifier par le juge, **53**, 234; septième règle : la présomption d'identité ne s'applique qu'au droit commun, **53**, 235; huitième règle : possibilité de non-application de la loi étrangère si elle paraît contraire à l'ordre public, **53**, 236; neuvième règle : non-application d'une loi fiscale étrangère, **53**, 237; attitude des provinces du Canada dans leurs rapports entre elles, **53**, 238 et s.; situation spéciale du Canada en tant que partie de l'Empire britannique, **53**, 241.

V. *Conflit de lois. Droit international privé. Droit international privé (Canada).*

Preuve de la nationalité. — V. *Nationalité. Navire de commerce.*

Preuve écrite. — V. *Preuve.*

Preuve orale. — V. *Preuve.*

Preuve testimoniale. — V. *Preuve.*

Prévention de la guerre. — V. *Arbitrage international. Conciliation internationale. Conflits internationaux (Règlement pacifique des). Guerre. Mesures conservatoires. Société des Nations.*

Prévention-inhibition (procédure de). — V. *Fonction exécutive en droit international.*

Primauté du droit international. — V. *Droit international. Droit interne et droit international. Droits de l'homme. Excès de pouvoir. Règle « pacta sunt servanda ».*

Primauté du droit interne. — V. *Règle « pacta sunt servanda ».*

Prime. — V. *Assurances.*

Primes à l'exportation. — V. *Or.*

Prince. — V. *Dettes publiques d'Etat. Droit international.*

Principe de la bonne foi. — V. *Sources du droit international.*

Principe de la personnalité. — V. *Crimes et délits.*

Principe de la protection. — V. *Crimes et délits.*

Principe de la territorialité. — V. *Crimes et délits.*

Principe du droit international privé soviétique. — V. *Sources du droit international.*

Principes fondamentaux du droit international privé. — V. *Statuts (théorie des).*

Principes généraux du droit.

Les principes généraux du droit dans la jurisprudence internationale, **52**, 195 et s. Principes généraux du droit dans le système des sources du droit des gens, **52**, 195; deux conceptions sur le contenu du droit : le point de départ de l'une est l'idée ou la nature du droit, la base du droit dans l'autre est une volonté comme telle, **52**, 195; dans la première conception, le contenu du droit est déterminé par l'idée divine du droit, dans la seconde, c'est la volonté divine qui crée le droit, **52**, 196; d'une part, école du nominalisme (les idées ne sont que des noms désignant les objets), tout ce que Dieu veut est juste, **52**, 196; d'autre part, doctrine de l'école platonicienne (école du droit naturel) acceptée par la théologie chrétienne, le contenu du droit n'est pas arbitraire mais il doit correspondre à l'idée du droit, **52**, 197; même dualisme dans la science du droit des gens, sa source réside dans la convention ou la coutume (convention tacite) d'une part et, de l'autre, dans les principes généraux du droit, **52**, 198; doctrine positiviste présentée par M. Anzilotti, **52**, 199; pour M. Scelle, l'application des principes généraux est l'application d'une coutume générale, **52**, 200; différence entre l'école platonicienne et la doctrine de M. Scelle, immutabilité du droit naturel pour la première, sa variabilité pour la seconde, **52**, 201; les trois classes de sources d'où découlent les principes généraux du droit, **52**, 204 et s. Principes généraux du droit dans la jurisprudence internationale avant la mise en vigueur du statut de la Cour permanente de justice internationale, **52**, 207 et s.; droit appliqué au moyen âge par les arbitres internationaux, **52**, 207; les tribunaux arbitraux actuels fondent leur décision parfois sur les principes généraux du droit, **52**, 208; traité Jay anglo-américain (1794), **52**, 208; exception tirée du principe de la nécessité, **52**, 209; diverses sentences recourant à ces principes généraux, **52**, 210 et s.; jurisprudence de la Cour permanente d'arbitrage, distinction entre divers groupes de principes généraux du droit, **52**, 212 et s.; principes tirés de l'idée même du droit, **52**, 212; principes déduits de la nature du droit international, **52**, 213; principe de la force majeure, **52**, 215; principe de la mise en demeure du débiteur, **52**, 216. Article 38 du statut de la Cour permanente de justice internationale, **52**, 220 et s.; codification par cet article du principe établi dans la pratique internationale, **52**, 220; portée de l'article 38, reconnaissance de l'idée du droit pour base du droit des gens positif, **52**, 221 et s.; conditions d'application des principes généraux du droit par la Cour, **52**, 224; lacunes du droit, impossibilité d'une solution juridique du litige, possibilité pour le juge de créer une règle nouvelle, **52**, 225 et s.; controverses sur l'origine des principes généraux du droit, **52**, 228. Principes généraux du droit dans la jurisprudence internationale des tribunaux arbitraux après la création de la Cour permanente de justice internationale, **52**, 230 et s.; Convention d'arbitrage, reconnaissance des principes généraux du droit comme source du droit international, **52**, 230 et s.; principes généraux du droit appliqués depuis la création de la Cour, **52**, 232 et s.; principe de la prescription, **52**, 233; principe de l'évaluation du dom-

mage, **52**, 233; responsabilité de l'Etat pour dommages causés aux étrangers sur son territoire, **52**, 235. Application des principes généraux du droit par la Cour permanente de justice internationale, **52**, 239 et s.; principe de la responsabilité du dommage causé par sa faute, **52**, 240; principe de l'obligation de réparer, **52**, 240; principe de la réparation intégrale, **52**, 240; principe des intérêts moratoires, **52**, 241; application des principes tirés directement de l'idée du droit, **52**, 242 et s.; application de divers principes tirés de la nature d'une institution déterminée du droit des gens, **52**, 244 et s.; développement par la Cour de certains principes généraux en matière de procédure, **52**, 248.

V. *Compétence judiciaire. Coutume internationale. Crimes et délits. Droit civil. Droit international public. Droits acquis. Equité. Guerre. Personnes morales. Sources du droit international.*

Principes généraux du droit international. — V. *Sources du droit international.*

Principes généraux du droit national. — V. *Sources du droit international.*

Prise (droit de). — V. *Déni de justice. Détroits. Liberté et moralité individuelles.*

Prise à partie. — V. *Tribunaux internationaux.*

Prises (Cour internationale des). — V. *Preuve.*

Prises (tribunaux de). — V. *Preuve.*

Prises maritimes. — V. *Capture. Ports maritimes. Visite (droit de).*

Prisonniers de guerre.

Les prisonniers de guerre, **21**, 5 et s. Définition du droit de la guerre par Hefter, **21**, 6; guerre du Sonderbund et le général Dufour, **21**, 8; l'appel d'Henry Dunant, Convention de Genève du 22 août 1864, **21**, 9 et s.; les instructions de 1863 pour les armées en campagne des Etats-Unis, **21**, 11; le droit international codifié de Bluntschli, **21**, 12; mouvement en faveur d'une Convention relative au traitement des prisonniers de guerre, rapport d'Henry Dunant de 1867, **21**, 13; le projet de Déclaration internationale sur les lois et coutumes de la guerre élaboré à la Conférence de Bruxelles de 1874, la société pour l'amélioration du sort des prisonniers de guerre, **21**, 17; les travaux de l'Institut de droit international, **21**, 19; les Conventions de La Haye de 1899, **21**, 21; Conventions de Genève de 1906, Conventions de La Haye de 1907, **21**, 22; le projet de Code des prisonniers de guerre de 1923, **21**, 23; la qualité de prisonnier de guerre, **21**, 25; lois et coutumes de la guerre sur terre, le règlement de La Haye de 1907, **21**, 25 et s.; les corps de volontaires, non reconnus comme belligérants, **21**, 26; les Conventions de Genève de 1864 et 1906, les militaires blessés ou malades considérés comme prisonniers de guerre, **21**, 28; le personnel sanitaire et les aumôniers ne sont pas traités comme prisonniers de guerre, **21**, 29; le projet de Code des prisonniers de guerre, **21**, 30; lois et coutumes de la guerre maritime, **21**, 31; la Convention X pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève (La Haye 1907), **21**, 31; la Convention XI sur certaines restrictions à l'exercice du droit de capture dans la guerre maritime (La Haye 1907), **21**, 32; les prisonniers civils, **21**, 33; principes généraux relatifs à la capture et à la capti-

vité, **21**, 36; caractère illicite du refus d'accorder quartier, **21**, 36; les prisonniers de guerre sont au pouvoir du gouvernement ennemi, **21**, 38; caractère de la captivité, **21**, 39; les prisonniers de guerre doivent être traités avec humanité, **21**, 40; devoir du gouvernement de l'Etat capteur d'entretenir les prisonniers, **21**, 41; les prisonniers ne peuvent être astreints à travailler pour les opérations de guerre, **21**, 42; interdiction de forcer les prisonniers à donner des renseignements, **21**, 43; les prisonniers gardent la propriété de ce qui leur appartient personnellement, **21**, 44; les prisonniers de guerre sont soumis à l'autorité de l'Etat capteur, **21**, 45; les conditions de la captivité, **21**, 46 et s.; évacuation des prisonniers, organisation des dépôts de prisonniers, **21**, 47; installation et hygiène des dépôts, **21**, 47; nourriture et habillement des prisonniers, leurs besoins intellectuels et moraux, **21**, 48; réunion de prisonniers dans un même camp, transfert d'un camp à un autre, **21**, 49; discipline militaire des dépôts, **21**, 50; conditions et organisation du travail, **21**, 50; dispositions spéciales aux officiers, **21**, 52; rapports des prisonniers avec les autorités de l'Etat capteur, **21**, 53; correspondance des prisonniers de guerre, **21**, 54; sanctions disciplinaires et pénales, **21**, 56; peines disciplinaires, **21**, 57; poursuites judiciaires, exécution des jugements, de l'évasion, **21**, 58; renseignements concernant les prisonniers de guerre, secours aux prisonniers de guerre, **21**, 61 et s.; institutions prévues par le Règlement de La Haye et par la IX^e^ Conférence internationale de la Croix-Rouge, **21**, 61 et s.; bureaux de renseignements sur les prisonniers de guerre, **21**, 61; les sociétés de secours, **21**, 62; les « Commissions spéciales » des sociétés de la Croix-Rouge et le Comité international de la Croix-Rouge, **21**, 63; Agence internationale des prisonniers de guerre de Genève, **21**, 65 et s.; les listes des prisonniers et le travail critique de l'Agence, **21**, 67; la recherche des disparus, **21**, 70; enquêtes concernant les décès, **21**, 72; transmission des colis **21**, 72; la transmission de secours en argent, **21**, 73; Puissances protectrices et administrations des pays neutres, **21**, 73; internement des prisonniers de guerre dans un Etat neutre, **21**, 75; les dispositions des Conventions internationales, **21**, 75 et s.; Convention V de La Haye, 1907, sur les droits et devoirs des Puissances et personnes neutres en cas de guerre sur terre, **21**, 75; internement-garde de troupes réfugiées sur le territoire d'un Etat neutre, **21**, 76; passage de blessés ou malades appartenant aux armées belligérantes sur le territoire d'une Puissance neutre, **21**, 77; internement-garde dans un Etat neutre de prisonniers de guerre blessés ou malades, **21**, 77; internement-hospitalité de prisonniers de guerre blessés ou malades, **21**, 78; prisonniers de guerre évadés, réfugiés dans un Etat neutre, **21**, 78; prisonniers de guerre amenés par les troupes qui se réfugient sur le territoire d'un Etat neutre, **21**, 79; Convention de Genève de 1906, **21**, 79; Conventions de La Haye sur la guerre maritime, Convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève (La Haye 1907, n° X), **21**, 79; Convention de La Haye, 1907, n° XIII, **21**, 80; internement en Suisse pendant la Grande Guerre, **21**, 80; fin de la captivité, **21**, 85 et s.; effets de la conclusion de la paix, **21**, 85; libération des prisonniers pendant les hostilités,

21, 87 et s.; mise en liberté sur paroles, **21**, 87; échange de prisonniers. **21**, 90; renvoi des grands blessés et des grands malades, **21**, 91; rapatriement des prisonniers après conclusion de la paix, **21**, 93; application des Conventions pendant les hostilités, **21**, 94 et s.; force obligatoire des Conventions pendant les hostilités, **21**, 95; principe de réciprocité, **21**, 98; contrôle du traitement des prisonniers, **21**, 102. (V. *Code des prisonniers de guerre*, **21**, 35.)

V. *Droit des gens. Droit des gens de l'Islam. Liberté et moralité individuelles. Organisation internationale. Représailles. Sources du droit international. Suarez.*

Privilèges. — V. *Cour permanente de justice internationale. Droit aérien Faillite.*

Privilèges capitulaires. — V. *Etranger.*

Privilèges de juridiction. — V. *Etranger.*

Privilèges et immunités diplomatiques. — V. *Bodin. Droit maritime. Equité. Fonctionnaires internationaux. Immunités diplomatiques. Immunités internationales. Relations diplomatiques. Sources du droit international.*

Privilèges maritimes. — V. *Faillite. Navire de commerce.*

Prix. — V. *Monnaie. Or. Politique commerciale internationale.*

Prix (contrôle des). — V. *Paix économique.*

Prix Nobel. — V. *Sciences.*

Prix papier. — V. *Monnaie.*

Problème de l'adaptation. — V. *Filiation.*

Problèmes internationaux. — V. *Presse.*

Procédé alternatif de réciprocité. — V. *Réciprocité diplomatique.*

Procédé distributif de réciprocité. — V. *Réciprocité diplomatique.*

Procédure. — V. *Compétence judiciaire. Conflit de lois. Cour de justice internationale. Déni de justice. Filiation.*

Procédure amiable. — V. *Réciprocité diplomatique.*

Procédure civile. — V. *Conférences de droit international privé. Droit international privé. Droit international privé (Grèce).*

Procédure arbitrale. — V. *Arbitrage international. Mesures conservatoires.*

Procédure criminelle internationale. — V. *Action publique, action civile.*

Procédure de conciliation. — V. *Arbitrage international. Arbitrage obligatoire. Fonction exécutive en droit international.*

Procédure de la Cour permanente de justice internationale. — V. *Mesures conservatoires.*

Procédure de prévention-inhibition. — V. *Fonction exécutoire en droit international.*

Procédure « aequo et bono ». — V. *Equité.*

Procédure internationale.

Règles générales de la paix (V. *Droit international*, **46**, 5). Procédure, **46**, 131 et s.; controverse, **46**, 131 et s.; moment où naît le désaccord entre Etats, **46**, 131; les différends doivent être d'intérêt général, **46**, 132; différends juridiques et différends politiques, **46**, 133 et s.; la conciliation, **46**, 139; compétence des tribunaux internationaux pour les différends juridiques, compétence des organes de conciliation pour les différends politiques, **46**, 139; caractéristique de l'activité des Commissions de conciliation, **46**, 141; le tribunal rend une sentence obligatoire, l'organe de conciliation formule des propositions, **46**, 142; le compromis et sa nullité, **46**, 143; compétence, **46**, 149; règles

qui la fixent, **46**, 149; excès de pouvoir, **46**, 153 et s.; violation du compromis, **46**, 153; principe du recours contre les décisions internationales, **46**, 155; chose jugée, **46**, 158.

V. *Cour permanente de justice internationale (Avis consultatif). Droit naturel. Principes généraux du droit. Voies de recours.*

Procès des coupons. — V. *Monnaie.*

Procès international.

Théorie générale du procès international, **61**, 257 et s. Différends internationaux et leur solution, **61**, 257 et s. Nature juridique de la sentence, **61**, 262 et s.; la sentence est un fait juridique au sens large, **61**, 262 et s.; la sentence n'est pas un accord, **61**, 266 et s.; la sentence n'est pas un acte unilatéral, **61**, 269 et s.; point de contact des théories de la sentence-accord et de la sentence-acte unilatéral, **61**, 270; théorie de M. Balladore Pallieri, **61**, 272; l'ordre international ne confère pas de pouvoirs juridiques à l'individu, **61**, 275; la sentence est un fait juridique au sens étroit, **61**, 276. Position juridique du juge dans l'ordre international, **61**, 281; droits et obligations des juges et ordre juridique dont ils relèvent, **61**, 281; cas de l'arbitrage isolé, **61**, 282; normes de l'ordre interne de la Société des Nations concernant l'organisation et l'activité de la Cour permanente, **61**, 283. Fondement de l'efficacité de la sentence, **61**, 286 et s.; norme procédurale fondamentale, **61**, 286 et s.; ordre international et ordre interne, **61**, 286; position de la norme procédurale fondamentale spéciale, le compromis, **61**, 289 et s.; position de la norme procédurale fondamentale dans l'arbitrage obligatoire, le compromis obligatoire, **61**, 292 et s.; le compromis obligatoire, **61**, 292; accords généraux permettant l'introduction de chaque procès sur l'initiative d'une seule Partie, **61**, 294; réfutation de l'opinion excluant le compromis d'une manière absolue, **61**, 295, forme du compromis obligatoire, **61**, 297 et s.; position de la norme procédurale fondamentale générale, **61**, 301 et s.; système de la constitution du juge sur initiative unilatérale, **61**, 301 et s.; système du juge permanent, **61**, 305 et s.; accord des Etats à l'égard desquels la sentence aura effet, **61**, 306; accords collectifs, **61**, 309; arbitrage et règlement judiciaire, **16**, 311 et s. Effets de la sentence, **61**, 318 et s.; efficacité de la sentence, chose jugée et ses limites, **61**, 318 et s.; recours à l'analogie avec l'ordre interne, **61**, 318; fondement de la limitation subjective de la chose jugée internationale, **61**, 319; fonction de l'intervention à l'instance, **61**, 321; immutabilité de la sentence, **61**, 322 et s.; fondement de cette immutabilité, **61**, 324; validité de la sentence, **61**, 327; nullité de la sentence, **61**, 327; distinction avec la nullité du compromis, **61**, 328; conditions de validité de la sentence, **61**, 329; effet de l'excès de pouvoir du juge sur la sentence, **61**, 329; jugements déclaritifs et jugements constitutifs (déclaratifs, constitutifs ou dispositifs), **61**, 332 et s.; jugement dispositif en tant que moyen pour la solution des différends politiques, **61**, 337; jugement dispositif en tant que moyen de combler les lacunes de l'ordre juridique, **61**, 339 et s.; analogie : forme que prend le jugement dispositif pour combler les lacunes d'ordre juridique international, **61**, 343; principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées, **61**, 348; principes qui, de l'avis du

juge, devraient faire règle en droit international, **61**, 351; jugement de condamnation, **61**, 354 et s. Procès, **61**, 358 et s.; nature juridique du procès international, **61**, 358 et s.; M. Salvioli le représente comme un rapport juridique, **61**, 359; il est en réalité un rapport juridique interne, **61**, 360; constitution du procès, **61**, 362; norme procédurale fondamentale générale et norme procédurale fondamentale spéciale, **61**, 363; contenu de la déclaration de volonté par laquelle le pouvoir est exercé, **61**, 364; constitution du rapport juridique entre les Parties et le juge, **61**, 366.

Production. — V. *Organisation économique. Politique commerciale internationale.*

Production agricole. — V. *Japon.*

Production de l'original. — V. *Plagiat. Preuve.*

Production et consommation. — V. *Politique commerciale internationale.*

Production industrielle. — V. *Japon.*

Produits chimiques. — V. *Guerre chimique.*

Profession. — V. *Etranger. Loi locale.*

Profession organisée. — V. *Organisation économique. Unions douanières.*

Prohibitions. — V. *Bodin. Mer territoriale. Politique commerciale internationale. Restrictions.*

Prohibition canonique du prêt à intérêt. — V. *Crédits bancaires internationaux.*

Projet de traité d'assistance mutuelle. — V. *Légitime défense. Sécurité internationale.*

Prolétariat ouvrier. — V. *Japon.*

Promotion. — V. *Fonctionnaires internationaux.*

Promulgation. — V. *Traités.*

Propagande. — V. *Doctrine pacifique. Gouvernement de fait. Missions catholiques. Presse. Responsabilité internationale des Etats.*

Propagande guerrière (délit de). — V. *Crimes contre la personnalité de l'Etat. Guerre. Presse.*

Propagande révolutionnaire. — V. *Légitime défense.*

Propriété. — V. *Bodin. Droit international privé (Etats-Unis). Egalité juridique. Etranger. Impôts. Mandats internationaux. Marque de fabrique. Organisation internationale. Plagiat. Prisonniers de guerre. Suarez.*

Propriété artistique. — V. *Propriété industrielle.*

Propriété commune. — V. *Territoire.*

Propriété des aéronefs. — V. *Droit aérien.*

Propriété des navires. — V. *Navire de commerce.*

Propriété des étrangers. — V. *Responsabilité internationale de l'Etat.*

Propriété ennemie. — V. *Capture.*

Propriété foncière. — V. *Agriculture. Etranger. Sauvages américains. Territoire.*

Propriété immobilière. — V. *Droit administratif international. Droit international privé. Droit international privé (Canada). Etranger. Loi locale. Personne morale.*

Propriété individuelle. — V. *Territoire.*

Propriété mobilière. — V. *Conflit de lois* (en droit aérien). *Droit maritime.*

Propriété industrielle.

Protection internationale de la propriété industrielle, **39**, 357 et s. Principes généraux, **39**, 357; fondement philosophique et moral

du droit des créateurs, **39**, 359; caractère international du droit du créateur et de l'inventeur, **39**, 361; nature juridique des droits de propriété industrielle, **39**, 362; historique de la Convention de Paris du 20 mars 1883, **39**, 370; le Congrès de Paris de 1878, **39**, 371; Etats adhérents, **39**, 372; Conférences de révision, **39**, 373; domaine de l'Union, **39**, 375 et s.; portée de l'article premier, **39**, 375; délimitation avec la propriété artistique, **39**, 376; du domaine territorial de l'Union, **39**, 377; des personnes protégées, **39**, 378 et s.; principe de l'assimilation, principe de la réciprocité législative proposé à La Haye, **39**, 380; projets de réforme, **39**, 383; étrangers assimilés aux Unionistes, **39**, 384; les organes de l'Union, **39**, 386 et s.; le Bureau de Berne, **39**, 386; le Bulletin de la propriété industrielle, **39**, 387; nature juridique de la Convention et de l'Union, **39**, 389 et s.; nature de la Convention, **39**, 389; l'Union et la guerre, le Traité de Versailles, **39**, 390; nature juridique de l'Union, **39**, 393; le droit commun de l'Union, **39**, 396 et s.; caractère singulier de ce droit conventionnel, **39**, 396; le traitement unioniste, **39**, 397; extension du droit conventionnel aux nationaux, **39**, 397; exemple des lois françaises de 1906 à 1931, **39**, 399; attraction du droit international sur le droit interne, **39**, 401. (V. *Brevet d'invention*, **39**, 403. *Concurrence déloyale*, **39**, 536. *Dessins et modèles*, **39**, 447. *Marque de fabrique*, **39**, 483. *Appellations d'origine*, **39**, 513.)

V. *Agriculture. Conférences panaméricaines. Dominions britanniques. Droits acquis. Etranger. Œuvres littéraires et artistiques. Plagiat. Réciprocité diplomatique. Unions internationales.*

Propriété intellectuelle. — V. *Conférences panaméricaines. Droits de l'homme. Droits de la pensée. Etranger. Œuvres littéraires et artistiques. Plagiat. Propriété littéraire et artistique.*

Propriété littéraire et artistique. — V. *Conférences panaméricaines. Dessins et modèles. Droit d'auteur. Droit international privé (Bulgarie). Droits acquis. Droits de la pensée. Etranger. Œuvres littéraires et artistiques. Plagiat.*

Propriété privée. — V. *Organisation économique. Sauvages américains.*

Propriété scientifique. — V. *Droits de la pensée.*

Prospectus. — V. *Clause-or.*

Prostitution. — V. *Etranger.*

Protection. — V. *Agents diplomatiques. Contrefaçon. Crimes et délits internationaux. Droit d'auteur. Droits de la pensée. Etranger. Expulsion. Fonctionnaires internationaux. Garanties internationales. Intervention. Marque de fabrique. Minorités. Missions catholiques. Œuvres littéraires et artistiques. Sécurité internationale. Travail.*

Protection de la propriété industrielle. — V. *Appellations d'origine.*

Protection des baleines. — V. *Mer.*

Protection des biens. — V. *Tribunaux internationaux.*

Protection des minorités. — V. *Droits de l'homme. Individu. Minorités. Nationalités. Régionalisme.*

Protection des nationaux à l'étranger. — V. *Agents diplomatiques et consulaires. Apatrides. Consul. Contrôle parlementaire. Déni de justice. Double imposition. Droit administratif international. Droit international américain. Guerre. Japon. Légitime défense. Mandats internationaux. Preuve. Reconnaissance d'Etats. Tribunaux internationaux.*

Protection des nationaux contre leur Etat. — V. *Tribunaux internationaux.*
Protection des œuvres intellectuelles. — V. *Plagiat.*
Protection des travailleurs. — V. *Organisation internationale du travail.*
Protection diplomatique. — V. *Expulsion. Individu. Missions protestantes.*
Protection internationale. — V. *Apatrides. Sujets du droit international.*
Protection judiciaire. — V. *Déni de justice.*
Protection légale des travailleurs. — V. *Organisation internationale du travail.*
Protectionnisme. — V. *Agriculture. Communications internationales. Crise. Doctrine pacifique. Libre-échange et protectionnisme. Monnaie. Organisation économique. Politique commerciale internationale. Politique économique internationale. Union douanière.*
Protectorat. — V. *Colonies. Conférences internationales. Ententes régionales. Etat. Principes généraux du droit. Sauvages américains. Souveraineté. Succession d'Etats. Sujets du droit international.*
Protestantisme. — V. *Confessions religieuses.*
Protêt. — V. *Effets de commerce.*
Protocole d'Aix-la-Chapelle (15 novembre 1918). — V. *Société des Nations.*
Protocole de Genève.

Le protocole de Genève, **7**, 5. Les institutions qui l'on précédé, **7**, 5; Conférence de La Haye, lutte pour l'arbitrage obligatoire, **7**, 5; Conférences de la paix, création d'une Cour de justice internationale, **7**, 9; médiocres résultats de l'œuvre de La Haye, **7**, 10; Pacte de la Société des Nations, ses lacunes, **7**, 13; sécurité et désarmement, **7**, 15; proposition de Lord Robert Cecil d'un traité d'assistance mutuelle, **7**, 17; ce qui manque au traité : arbitrage et définition de l'agression, **7**, 18 et 19; nouveau plan de garantie définissant l'agresseur, **7**, 21; délibération du protocole de Genève, **7**, 22; proclamation du principe de l'arbitrage obligatoire (V. *Arbitrage obligatoire*, **7**, 23); les sanctions, **7**, 24; l'arbitrage (V. *Arbitrage international*, **7**, 26. *Guerre d'agression*, **7**, 30). Articles 11 à 15 du Protocole, les sanctions, **7**, 109; différence entre les articles 11 à 15 du Protocole et l'article 16 du Pacte, **7**, 109; sanctions, participation des Etats, **7**, 111; terme à imposer aux mesures de sanction, **7**, 114; esprit du droit de sanction, **7**, 116; droit de la guerre de sanctions, **7**, 120; cas de conflit entre Etat signataire de la Société des Nations et Etat qui ne l'est pas, comment agirait le Protocole ?, **7**, 123; Protocole de Genève et Pacte de la Société des Nations, **7**, 125; modifications au Pacte, **7**, 126; Protocole et super-Etat, **7**, 128; liaison des trois problèmes : arbitrage, sécurité, désarmement, **7**, 132; limitation générale des armements et désarmement total, **7**, 134; sécurité nationale et sécurité internationale, **7**, 135; deux projets de désarmement complet, **7**, 137; Conférence de l'Amérique centrale, **7**, 138; jugement sur le Protocole de Genève, **7**, 139.

V. *Arbitrage privé. Conciliation internationale. Fonction exécutive en droit international. Guerre. Guerre hors la loi. Justice internationale. Organisation économique. Sécurité internationale. Société des Nations. Zones démilitarisées.*

Protocole de Londres (19 février 1931). — V. *Droit international.*
Protocole de Minsk (1er juin 1921). — V. *Arbitrage international.*
Protocole de Spa.

Convention « Auflassung » (1er décembre 1918) passée par l'Etat prussien, § 1er, **12**, 106.

Protocole de Vienne (1931). — V. *Clause de la nation la plus favorisée.*
Protocole de Troppan. — V. *Souveraineté.*
Provision. — V. *Effets de commerce.*
Provocation. — V. *Légitime défense.*
Proxène. — V. *Agents diplomatiques et consulaires.*
Publication. — V. *Conventions de La Haye* (Mariage, divorce, séparation de corps).
Publications obscènes.
Défense internationale de la liberté et de la moralité individuelles. Trafic des publications obscènes, **45**, 644 et s.; punition en Chine des auteurs d'œuvres contraires aux bonnes mœurs, **45**, 644; lutte du christianisme et de l'islamisme contre les publications obscènes, **45**, 644; Congrès de Paris de mai 1908, **45**, 645; projet de Convention élaboré par la Conférence de Paris de 1910, **45**, 645; Convention de 1923 sous les auspices de la Société des Nations, **45**, 649; faits punissables, **45**, 650; définition de l' « obscénité » au sens du droit pénal, **45**, 652; opposition de la Grande-Bretagne à l'extension de la Convention à l'avortement et à la propagande anticonceptionnelle, **45**, 654; internationalisation du délit, **45**, 655; collaboration internationale des autorités de police, **45**, 657.
V. *Crimes et délits internationaux. Justice internationale. Liberté et morale individuelles.*
Publiciste. — V. *Presse.*
Publicité. — V. *Conflit de lois. Presse.*
Puissance militaire. — V. *Souveraineté.*
Puissance paternelle. — V. *Codification du droit international privé. Droit international privé. Filiation.*
Punition de l'agresseur. — V. *Guerre.*
Punition des Etats. — V. *Responsabilité internationale des Etats.*

Q

Qualifications.
La doctrine des qualifications et ses rapports avec le caractère national des règles du conflit des lois, **31**, 565 et s. Loi applicable aux différentes institutions du droit privé, **31**, 565; établissement de règles très générales, chacune étant faite pour un groupe d'institutions, et de règles de droit interne reliées entre elles par des notions juridiques très générales, **31**, 566; proposition d'une méthode universelle de constitution du droit international privé, **31**, 567; critique de cette méthode, **31**, 567; la théorie des qualifications opposée au succès de la méthode universelle, **31**, 568; exemples divers de jurisprudence française en matière de conflits de lois, avec application de la théorie des qualifications, **31**, 570 et s.; deux solutions différentes de la Cour d'Alger et du tribunal de la Seine, mais même doctrine, **31**, 577; exemple des *moratoria* pendant la guerre de 1870, **31**, 578; absolue généralité du problème des qualifications en matière de conflits de lois, **31**, 580; difficultés naissant des conflits de compétence juridictionnelle, **31**, 581; compétence d'une juridiction, même pour les litiges internationaux, est déterminée par la loi de l'Etat au nom duquel la justice est rendue, **31**, 581;

conflit de juridictions né d'un contrat par correspondance, **31**, 583; comment se pose la question de la qualification des éléments de fait générateurs de la compétence juridictionnelle, **31**, 584; rôle du problème des qualifications dans la jurisprudence récente relative aux conflits de lois nés du retour à la France de l'Alsace-Lorraine, **31**, 585; sauf certaines réserves, le juge saisi ne demande jamais la qualification ou définition du rapport de droit litigieux qu'à sa propre législation, **31**, 589; insuffisance de motifs des décisions françaises résolvant des questions de qualification, **31**, 589; qualification douteuse, difficulté double, recherche de la loi déterminant la qualification, problème international de la qualification puis problème de droit interne pour découvrir dans l'esprit de la loi de la qualification à quel groupe d'institutions se rattache celle qui est contestée, **31**, 591; le juge ne peut déterminer la qualification qu'en partant de sa législation nationale qui l'a formé professionnellement, **31**, 593; conséquences de la doctrine des qualifications, **31**, 595; exceptions, solutions opposées à celles qu'aurait imposées la formule des qualifications, **31**, 596 et s.; autre exception : distinction des droits mobiliers et immobiliers, **31**, 597; testament fait à l'étranger par des sujets français, **31**, 599; définition ou qualification du commettant et du préposé en matière de responsabilité civile, **31**, 601; idée générale expliquant les exceptions, **31**, 603 et s.; solution initiale et fondamentale du problème des qualifications, solution secondaire et dérivée, **31**, 608; répercussion de la doctrine des qualifications sur la constitution du droit international privé, **31**, 610; caractère national des règles de conflits, **31**, 610 et s.; caractère national de leur expression dans chaque Etat, caractère national des sources du droit international privé dans chaque Etat, **31**, 613; textes conventionnels pour unifier les solutions des conflits dans les rapports entre Etats signataires sont surbordonnés à l'interprétation des juridictions de chaque Etat, **31**, 614; projet de protocole de la Conférence de La Haye (1928), **31**, 614; l'avenir de l'esprit international, nécessité pour établissement de règles communes de droit international privé de signer des conventions mais avec la collaboration active de civilistes, **31**, 619.

Règles des conflits de lois (V. *Conflit de lois*, **57**, 329 et s. *Droit international privé*, **57**, 329). Qualifications (problème des), **57**, 460 et s. Rappel sommaire de l'histoire doctrinale de la question, **57**, 460 et s.; théorie de M. Bartin, **57**, 462 et s.; objection de M. Despagnet, **57**, 465; opinion commune internationale, **57**, 467; systèmes de qualifications propres au droit international privé, **57**, 471 et s.; méthodes de MM. Rabel et Neûner, **57**, 471; système de M^lle^ Meriggi, **57**, 479; rôle primordial des qualifications du droit matériel du juge saisi, **57**, 484; choix entre *lex causae* et *lex fori*, **57**, 484; jeu du « statut efficace », **57**, 486; exceptions et limitations au jeu de la *lex fori*, **57**, 494; formation des concepts de la règle de conflit, **57**, 496 et s.; objet des règles de conflit par M. Ago, **57**, 497; fixation de la partie applicable de l'ordre juridique compétent, **57**, 504 et s.

Rôle du droit comparé dans le droit international privé (V. *Droit international privé*, **57**, 577 et s.). Qualifications, **57**, 598 et s.; définition, **57**, 598; méthode de Bartin : classification d'après la

lex fori, **57**, 599; méthode de qualification d'après la *lex causae*, **57**, 599; rôle éventuel du droit comparé dans les conflits de qualifications, **57**, 601; reconnaissance et exécution des sentences arbitrales étrangères, **57**, 601; comparaison des deux méthodes française et allemande, **57**, 603; exemples tirés de la jurisprudence allemande et française, **57**, 606; accord sur la qualification de la nationalité, **57**, 615; détermination du lieu de conclusion d'un contrat, **57**, 616; loi selon laquelle se détermine la qualification d'un contrat, **57**, 618; doctrine qui emploie la méthode du droit comparé pour écarter les conflits de qualifications en s'affranchissant des concepts du droit international privé, **57**, 619.

Règles des conflits de lois (V. *Droit international privé*, **58**, 247 et s.). Problème d'interprétation des règles du droit international privé, les qualifications, **58**, 316 et s.; position inexacte du problème des qualifications, **58**, 320; critique des théories déterminant les qualifications par l'ordre juridique étranger compétent, **58**, 327; critique de la théorie résolvant le problème des qualifications à l'aide de la comparaison juridique, **58**, 330; critique des théories dérivant des précédentes, **58**, 337.

Règles générales des conflits de lois, **62**, 489 (V. *Droit international privé*, **62**, 427). Problème des qualifications, **62**, 490 et s.; qualification conforme à la *lex fori*, **62**, 493; à la *lex causae*, **62**, 495; qualification basée sur les principes universels dégagés d'une étude analytique et comparative, **62**, 495; jurisprudence anglaise, **62**, 497.

V. *Arbitrage international. Arbitrage privé. Conflit de lois. Droit international privé. Crédits bancaires internationaux. Droit international privé (Italie). Extraterritorialité. Filiation. Individu. Plagiat. Réciprocité diplomatique.*

Quasi-contrats internationaux. — V. *Succession d'Etats.*
Quasi-délits internationaux. — V. *Succession d'Etats.*
Quatorze points du Président Wilson. — V. *Détroits maritimes. Presse.*
Question d'Orient. — V. *Traités.*
Question des Détroits. — V. *Détroits maritimes.*
Question préalable. — V. *Filiation.*
Questions de droit international privé. — V. *Tribunaux arbitraux mixtes.*
Questions écrites. — V. *Contrôle parlementaire.*
Questions douanières. — V. *Souveraineté.*
Questions internationales. — V. *Presse.*
Questions préjudicielles. — V. *Action publique, action civile.*
Questions touchant la nationalité. — V. *Tribunaux arbitraux mixtes.*
Questions touchant les intérêts vitaux. — V. *Tribunaux arbitraux mixtes.*
Quotité disponible. — V. *Succession.*
« Quota ». — V. *Etranger.*

R

Rabbinats. — V. *Tribunaux mixtes d'Egypte.*
Race. — V. *Minorités. Nationalités. Plébiscite.*
Rachat des Indiens. — V. *Sauvages américains.*
Rades. — V. *Mer territoriale. Ports maritimes. Souveraineté.*

Radiophonie. — V. *Communications internationales. Œuvres littéraires et artistiques. Société internationales. Unions internationales.*

Radiotélégraphie. — V. *Propriété littéraire et artistique.*

Radiotéléphonie. — V. *Arts.*

Raison d'Etat. — V. *Machiavel. Traités.*

Rapatriement. — V. *Apatrides. Code des prisonniers de guerre. Migration. Prisonniers de guerre.*

Rapport Durham. — V. *Dominions.*

Rapports d'affaires. — V. *Guerre.*

Rapports entre époux. — V. *Droit international privé* (Italie).

Rapports entre Etats. — V. *Droit international. Egalité juridique. Etat. Règle « pacta sunt servanda ». Relations diplomatiques. Relations internationales. Responsabilité internationale de l'Etat. Traités.*

Rapports juridiques. — V. *Droits acquis. Droit civil.*

Rapports interjuridictionnels. — V. *Tribunaux mixtes d'Egypte.*

Rapports internationaux. — V. *Egalité juridique. Etat. Relations diplomatiques.*

Rapports monétaires et financiers. — V. *Or.*

Rapports moraux. — V. *Guerre.*

Ratification.

Conclusion et rédaction des traités diplomatiques et instruments diplomatiques autres que les traités (V. *Traités*, **15**, 539). La ratification des traités, **15**, 574 et s.; seule, elle crée le lien de droit entre Etats signataires, **15**, 574; dispense de ratification et effet avant ratification, **15**, 576; autorité compétente pour ratifier, **15**, 577; rôle du Parlement et du chef de l'Etat, **15**, 577; l'assentiment du Parlement requis d'après la loi interne pour validité du traité, *quid* de sa valeur internationale, **15**, 578; traité ratifié en violation de la Constitution, **15**, 581; échange des ratifications, **15**, 583; traités collectifs, dépôt des ratifications, procès-verbal du dépôt, **15**, 585; rôle de la ratification dans la formation des traités, liberté de l'accorder ou de la refuser, **15**, 587 et s.

V. *Arbitrage international. Droit international. Traités.*

Rattachement (Règles de). — V. *Contrôle judiciaire. Droit international privé. Droit international privé (Russie soviétique). Droits acquis. Filiation. Ordre public. Personnes morales.*

Ravitaillement. — V. *Code des prisonniers de guerre.*

Réalisme. — V. *Plébiscite.*

Réalité de l'impôt. — V. *Coopération internationale.*

« Rebus sic stantibus » (clause). — V. *Règle « pacta sunt servanda ». Sécurité internationale. Traités (interprétation des).*

Recel. — V. *Crimes et délits internationaux. Crimes et délits politiques.*

Réception (système de la). — V. *Droit international privé.*

Recettes publiques. — V. *Impôt.*

Recevabilité.

Recevabilité des réclamations devant les juridictions internationales, **41**, 5 et s. (V. *Juridiction internationale*, **41**, 5). Notion de recevabilité, **41**, 8; législation française, **41**, 9; législation anglaise, **41**, 10; législation allemande, **41**, 12; la recevabilité en droit international, **41**, 13; sources, définition et classification des moyens de recevabilité, **41**, 15; source essentielle, la coutume, **41**, 15; la recevabilité en droit international arbitral, son double aspect, **41**, 17; classification des conditions de rece-

vabilité, **41**, 21; conditions de recevabilité tenant à l'existence juridique de la réclamation, **41**, 22 et s.; démarches diplomatiques préalables, **41**, 22; litispendance et connexité, **41**, 26; prescription extinctive admise par certains tribunaux internationaux, repoussée par d'autres, **41**, 27 et s.; la transaction, **41**, 31; la chose jugée, **41**, 33; conditions de recevabilité tenant aux parties en litige, **41**, 36 et s. non-recevabilité d'un différend entre Etat et particulier, **41**, 36; l'endossement de la réclamation par l'Etat dont le particulier est ressortissant, **41**, 39; formes de l'endossement, **41**, 40; conditions de fond, **41**, 41; effets de l'endossement, **41**, 41; conditions de recevabilité autres que l'endossement des réclamations d'origine individuelle, **41**, 43 et s.; conditions de recevabilité communes à toutes les réclamations d'origine individuelle, **41**, 44 et s.; nationalité (de l'Etat demandeur), **41**, 44; preuve, **41**, 45; détermination eu égard à la recevabilité, des époques où aurait éventuellement changé la nationalité, **41**, 47; épuisement des voies de recours internes, **41**, 50 et s.; risque, pour le particulier lésé, de voir repousser sa réclamation si ses revendications n'ont pas été définitivement jugées dans son pays, **41**, 51; exceptions subies par le principe, **41**, 53; conditions de recevabilité spéciales aux diverses catégories de réclamations d'origine individuelle, **41**, 56 et s.; conditions spéciales aux réclamations contractuelles, **41**, 56; endossabilité des réclamations de source contractuelle, **41**, 57; stipulations de non-endossabilité des réclamations de source contractuelle, **41**, 60; chef d'irrecevabilité spécial aux réclamations de source délictuelle : conduite fautive du réclamant, **41**, 63 et s.; faute de la victime résultant de la conduite illégale, **41**, 65; faute de la victime procédant d'une activité contraire au droit des gens, **41**, 66; lien de causalité entre la faute et le dommage, **41**, 69; cas particuliers, **41**, 71 et s.; cession des réclamations, **41**, 71; réclamations pour dommages subis par une société, **41**, 72 et s.; Etat qualifié pour agir en justice aux fins de réparation du dommage subi par la société, **41**, 73; action tendant à la réparation du dommage subi par les nationaux actionnaires d'une société étrangère, **41**, 75; conditions de recevabilité tenant à la nature du différend, **41**, 77 et s.; théories, **41**, 77; caractère international de tout différend entre Etats, **41**, 79; inexistence de causes d'irrecevabilité tenant au caractère plus ou moins fictif du dommage, **41**, 82; possibilité d'une stipulation conventionnelle entre les Parties de recevabilité de cet ordre, **41**, 83; conditions de recevabilité tenant à l'organisation judiciaire, **41**, 85 et s.; compétence, **41**, 85; caractère conventionnel de la compétence en droit arbitral, **41**, 85; cas où l'instance s'engage par voie de requête unilatérale, **41**, 87; litispendance et connexité, **41**, 88; formes et délais, sources de leurs règles, **41**, 90; sanction de l'inobservation de ces règles, **41**, 91; règles prescrites par l'Etat pour endossabilité des réclamations de ses ressortissants, **41**, 91; règlement de procédure édicté par la juridiction saisie, **41**, 92; procédure et jugement des conditions de recevabilité, **41**, 95; préliminarité et spécialité du débat de recevabilité, **41**, 97 et s.; préliminarité proprement dite, **41**, 97 et s.; exemples de divers cas où la question de recevabilité a été examinée avant le débat relatif au litige, **41**, 97

et s.; spécialité du débat de recevabilité, **41**, 104; inséparabilité de la préliminarité et de la spécialité, **41**, 105; exceptions au principe de la spécialité : discussion de questions de fait, **41**, 105; jonction éventuelle de l'exception au fond, **41**, 106; initiative du moyen de recevabilité, **41**, 109 et s.; influence du compromis, **41**, 109; en l'absence d'exceptions non écartées *ab initio* par le compromis, double question de l'initiative du moyen de recevabilité, **41**, 112; nécessité pour la partie d'invoquer le moyen elle-même et dans un délai déterminé, **41**, 112; pouvoir et devoir de l'arbitre d'examiner *ex officio* les moyens qu'il découvre, **41**, 114; compétence pour statuer sur le débat de recevabilité, **41**, 117 et s.; pouvoir du juge de statuer sur sa compétence, **41**, 117 et s.; pouvoir du juge de qualifier les moyens, **41**, 119; pouvoir du juge de statuer sur les questions de nationalité, **41**, 120; principes de solution et jugement des moyens de recevabilité, **41**, 122 et s.; règles applicables à la solution judiciaire des questions de recevabilité, **41**, 122; caractères et effets du jugement sur les moyens de recevabilité, **41**, 124.

Recevabilité des réclamations. — V. *Responsabilité internationale de l'Etat.*

Recherche. — V. *Lutte internationale contre la criminalité.*

Recherche de la paternité. — V. *Filiation.*

Recherche de la vérité. — V. *Preuve.*

Récidive. — V. *Crimes et délits.*

Réciprocité. — V. *Intervention. Jugement étranger.*

Réciprocité diplomatique.

Notion de réciprocité dans les traités diplomatiques de droit international privé, **52**, 259 et s.; rôle important du droit civil dans la négociation ou l'interprétation des traités, **52**, 259. Généralités, **52**, 262 et s.; réciprocité dans les traités de droit international privé, objets : nationalité, condition des étrangers, conflits des lois, **52**, 262; intérêt théorique, pratique, de nouveauté, **52**, 263; terminologie, **52**, 264; sens de la réciprocité dans les contrats civils, **52**, 264; en matière de traités, **52**, 266; traités sans contre-prestation, **52**, 267; traités avec réciprocité, **52**, 268; sens de la réciprocité dans les traités, **52**, 269; en droit des gens, la réciprocité est la règle, **52**, 271; la réciprocité en droit international privé national, **52**, 272; techniquement, la réciprocité ne s'impose pas dans ce droit, **52**, 273; la réciprocité sur le terrain du droit conventionnel, **52**, 276; comparaison avec le droit civil, **52**, 281. Formules de réciprocité diplomatique, **52**, 283 et s.; les Etats à la recherche (introuvable) de l'égalité, **52**, 283; classement des formules, **52**, 285; formules abstraites de réciprocité, **52**, 286 et s.; assimilation aux nationaux, **52**, 286; place de l'assimilation aux nationaux dans le cadre de la réciprocité, **52**, 288; le traitement national ne suppose pas un minimum de protection concrète, **52**, 289; clause de la nation la plus favorisée, **52**, 293; hiérarchie du traitement national et du traitement le plus favorisé, **52**, 294; domaine de la clause, **52**, 295; formules concrètes de réciprocité, **52**, 297; réciprocité trait pour trait, terminologie et définition, **52**, 297; applications, **52**, 299; mécanisme de la réciprocité stricte, **52**, 301; rejet d'une exigence supplémentaire, **52**, 303; du rattachement de la réciprocité trait pour trait à l'idée de sanction ou à celle de condition d'existence, **52**, 303; critère de distinction de ce type de

réciprocité, **52**, 304; influence en France de l'article 11 du Code civil, **52**, 306; preuve de l'existence de la réciprocité trait pour trait, **52**, 307; conclusions critiques sur la formule de réciprocité trait pour trait (avantages, critiques faites, argument pratique, argument théorique), **52**, 309 et s.; réciprocité par le procédé de l'énumération des droits, **52**, 313 et s.; application, **52**, 313; mécanisme, **52**, 314; procédé de réciprocité par la voie de l'uniformité du droit, **52**, 316 et s.; application, **52**, 317; examen comparatif de cette réciprocité, **52**, 317; examen critique, **52**, 318; combinaison des divers procédés de réciprocité, **52**, 319 et s.; procédés simultanés de réciprocité, **52**, 319; les trois combinaisons de la réciprocité trait pour trait : sa combinaison avec le traitement national, **52**, 320; sa combinaison avec la clause de la nation la plus favorisée, **52**, 324; sa combinaison avec le système de l'énumération, **52**, 326; procédé de l'énumération complété par celui du traitement national, **52**, 327; procédé du traitement national complété par celui de l'énumération, **52**, 327; procédé alternatif de réciprocité, **52**, 328; procédé distributif de réciprocité, **52**, 329; méthode distributive par matières, **52**, 330; méthode distributive par pays, **52**, 331; phénomène de rapprochement des traités et de la théorie de l'obligation civile, **52**, 332. Vicissitudes et garanties possibles de la réciprocité diplomatique, **52**, 334 et s.; éléments de rupture de la cause, **52**, 334 et s.; rappel de certains principes du droit civil, **52**, 335; notion de lésion, **52**, 336; imprévision, **52**, 337; éléments initiaux, **52**, 339 et s.; différence d'étendue géographique des Etats, **52**, 339; réserves lors de la ratification d'un traité, **52**, 340; éléments déformants dus à l'action des rouages internes de chaque pays, **52**, 341 et s.; influence de la législation interne matérielle, **52**, 341; réserve des lois de police, **52**, 341; les lois constitutionnelles, **52**, 343; influence de la législation interne du droit international privé (les qualifications, le renvoi, l'ordre public), **52**, 344; influence de la jurisprudence interne, **52**, 345; influence des rouages administratifs, **52**, 347; influence du milieu social, **52**, 347 et s.; cas où le traité sera d'un poids très inégal, **52**, 348; cas où le traité ne peut s'exécuter qu'unilatéralement, **52**, 348; mesures réparatrices au cas d'inexécution des traités de réciprocité, **52**, 350 et s.; garanties dans un contrat de droit civil, **52**, 350; droit de rétention, ses bases, **52**, 350; principe du droit de rétention, **52**, 351; qui peut invoquer le droit de rétention ? : individus et autorité judiciaire, **52**, 352; autorité gouvernementale, **52**, 353; cas spécial de la réciprocité diplomatique trait pour trait, **52**, 354; résolution pour inexécution du traité, **52**, 355; procédures amiables, contacts nouveaux avec la théorie générale de l'obligation, **52**, 357 et s.; engagement réciproque de ne pas prendre une mesure rompant l'équilibre, **52**, 357; engagement anticipé de négocier dès qu'un déséquilibre se manifestera, **52**, 358; engagement de ne mettre le traité en vigueur qu'après certaines conditions d'équilibre, **52**, 359.

Réciprocité législative. — V. *Propriété industrielle.*

Réciprocité par énumération des droits. — V. *Réciprocité diplomatique.*

Réciprocité par uniformité du droit. — V. *Réciprocité diplomatique.*

Réciprocité trait pour trait. — V. *Réciprocité diplomatique.*

Réclamation diplomatique. — V. *Cour permanente de justice internationale.*
Réclamations. — V. *Recevabilité.*
Réclamations contractuelles. — V. *Recevabilité.*
Réclamations d'origine. — V. *Recevabilité.*
Réclamations de source délictuelle. — V. *Recevabilité.*
Réclamations individuelles. — V. *Recevabilité.*
Réclamations pour dommages à une société. — V. *Recevabilité.*
Recommandation. — V. *Organisation internationale du travail. Société des Nations.*
Reconnaissance conditionnelle et à terme. — V. *Reconnaissance d'Etats.*
Reconnaissance d'enfant naturel. — V. *Filiation.*
Reconnaissance d'Etats, reconnaissance de gouvernements.

Reconnaissance de gouvernement (Gouvernement de fait) (V. *Gouvernement de fait*, **4**, 306). Pas de règle générale imposant ou défendant la reconnaissance d'un gouvernement de fait, **4**, 334; sa reconnaissance exige : sa vitalité, **4**, 337; qu'il ne soit pas dangereux pour l'Etat qui reconnaît, **4**, 340; qu'il remplisse ses devoirs internationaux, **4**, 342; en maintenant les anciens traités, **4**, 344; et en maintenant les dettes de l'ancien Etat, **4**, 351; reconnaissance de la Russie soviétique, Conférence de Cannes (1922), Conférence de Gênes (1922), **4**, 353; jugement arbitral, reconnaissance du Pérou par la France, **4**, 359; reconnaissance et intervention, **4**, 366; formes de la reconnaissance, **4**, 369; effets de la reconnaissance, **4**, 377; reconnaissance des gouvernements de fait locaux, **4**, 403.

Naissance et reconnaissance des Etats (V. *Naissance des nouveaux Etats*, **13**, 442). Reconnaissance de nouveaux Etats, sa définition, **13**, 457; différentes applications de la reconnaissance internationale, **13**, 458; reconnaissance de gouvernement souvent liée à celle d'un Etat, **13**, 459; caractère juridique de l'acte de reconnaissance, **13**, 460; la reconnaissance a un effet déclaratif, elle n'est pas arbitraire, **13**, 460; la personnalité de l'Etat ne dépend pas de la reconnaissance universelle, **13**, 464; rétroactivité de la reconnaissance, **13**, 466; importance politique de la reconnaissance, **13**, 468; formes et conditions, reconnaissance *de jure* et reconnaissance *de facto*, **13**, 469; liberté de l'Etat d'adopter la forme de reconnaissance qui lui plaît, **13**, 470; l'Etat nouveau a-t-il un droit à la reconnaissance ?, **13**, 471; conséquence du refus de reconnaître, **13**, 473; la volonté nationale doit se manifester sur un territoire déterminé et le dominer, **13**, 474; le nouvel Etat doit posséder un gouvernement indépendant, **13**, 475; considérations politiques pour et contre la reconnaissance, **13**, 478; reconnaissance de belligérance, **13**, 480; reconnaissance *de facto* et sa portée, **13**, 481; reconnaissance *de facto* par raison, le plus souvent, d'opportunité, **13**, 482; formes de la reconnaissance *de facto* et *de jure*, **13**, 484; reconnaissance *de facto* par l'Etat démembré, **13**, 484; conséquences de la reconnaissance *de facto*, **13**, 486; la reconnaissance *de jure*, son caractère irrévocable, **13**, 487; cas d'annulation de la reconnaissance, **13**, 491; rapports entre la reconnaissance et l'admission dans la Société des Nations, **13**, 494; l'admission n'équivaut pas à une reconnaissance d'Etat, **13**, 495; l'Etat membre de la Société qui vote pour l'admission de l'Etat sollicitant

accorde à celui-ci une présomption de reconnaissance implicite *de jure*, **13**, 497; l'exclusion de la Société n'entraîne pas retrait de la reconnaissance, **13**, 497; effets rétroactifs de la reconnaissance, **13**, 499 et s.

Théorie générale du droit international public (V. *Droit international public*, **42**, 121. *Sujets du droit international*, **42**, 141). Reconnaissance de l'Etat, **42**, 268 et s.; nature de la reconnaissance, **42**, 268; la reconnaissance d'un Etat lui confère la personnalité juridique, **42**, 270; reconnaissance tacite, **42**, 272; droit de l'Etat à sa reconnaissance, **42**, 274; droits et obligations des Etats conditionnés par la reconnaissance, **42**, 276; contenu spécifique de l'acte de reconnaissance, **42**, 278; caractère purement politique des théories de la reconnaissance, **42**, 282; reconnaissances conditionnelle et à terme, **42**, 284; reconnaissances : *de jure*, *de facto*, **42**, 286; question de l'admission dans la Société des Nations d'Etats non reconnus, **42**, 287; théorie attribuant à cette admission d'un Etat la valeur d'une reconnaissance, **42**, 289. (V. *Succession d'Etats*, **42**, 312.)

Reconnaissance en droit international et ses développements récents, **44**, 203 et s. Reconnaissance de nouveaux Etats, **44**, 203 et s.; fonction principale de la doctrine de la reconnaissance, **44**, 204; conception fondamentale, **44**, 205; sens du mot « Reconnaissance », **44**, 207; champ d'application de la reconnaissance : reconnaissance d'Etats nouveaux, reconnaissance de gouvernements nouveaux dans les Etats existants, reconnaissance de belligérance, **44**, 209; histoire de la doctrine, **44**, 211 et s.; empire romain, **44**, 211; moyen âge, **44**, 212; Grotius : reconnaissance du droit d'ambassade, **44**, 213; reines Elisabeth et Alva, **44**, 213; République hollandaise, République d'Angleterre, **44**, 214; Gouvernement nouveau dans un Etat existant, point de ressemblance avec un Etat nouveau, **44**, 214; Louis XIV et Jacques III, **44**, 215; XVIII^e^ siècle, Bynkershoek (nécessité de reconnaître le gouvernement au pouvoir), **44**, 217; Vattel, sa doctrine de la reconnaissance, **44**, 217; révolution nord-américaine, **44**, 218; première République française, non-reconnaissance par l'Angleterre, **44**, 220; XIX^e^ siècle, Amérique du Sud, **44**, 221; opinion de Mackintosh sur la reconnaissance des nouveaux Etats de l'Amérique du Sud par la Grande-Bretagne, **44**, 222; la note de Canning sur la reconnaissance par la Grande-Bretagne de l'indépendance des Etats de l'Amérique espagnole, **44**, 224; conditions de la reconnaissance opérée par Canning, **44**, 225; conditions d'admission au sein de la Société des Nations, **44**, 226; conditions de la reconnaissance par les Etats-Unis, **44**, 226; Congrès de Vienne, **44**, 226 et s.; auteurs du XIX^e^ siècle, **44**, 228; de Martens, **44**, 228; Kluber, **44**, 229; reconnaissance *de facto* et *de jure*, **44**, 229; Hefter, **44**, 230; doctrine américaine, **44**, 230; Kent, **44**, 231; Wheaton, **44**, 231; cession de territoire et reconnaissance (auteurs européens du XIX^e^ siècle), **44**, 231; admission de la Turquie dans le système européen, **44**, 232; avis de Phillimove et de Nys, **44**, 232; auteurs contemporains : Hyde, de Bustamante, **44**, 234; reconnaissance d'Etats nouveaux à la suite de la Grande Guerre, **44**, 234; observations sur la doctrine de la reconnaissance comme constitutive, **44**, 235 et s.; la reconnaissance d'un Etat nouveau n'est pas créatrice de cet Etat, **44**, 236;

doit-on reconnaître un Etat nouveau ?, **44**, 238. Reconnaissance de gouvernements comme sanction internationale, **44**, 240 et s.; comparaison avec la reconnaissance des Etats, **44**, 241; principes divergents pour la reconnaissance de gouvernements, **44**, 242; reconnaissance d'un gouvernement utilisée comme sanction des obligations internationales, nécessité d'une action générale, **44**, 244; doctrine d'Estrada, ministre des Affaires étrangères du Mexique déniant toute intention de reconnaître un gouvernement nouveau, ses raisons, **44**, 244; doctrine opposée, Amérique centrale, **44**, 246; le Président Wilson et la reconnaissance des gouvernements constitutionnels, **44**, 247; observations sur la doctrine de non-reconnaissance du Président Wilson, **44**, 248; les développements de cette doctrine dans l'Amérique centrale, **44**, 250; ses résultats, **44**, 251; conséquences pratiques de la politique de non-reconnaissance vis-à-vis des gouvernements nouveaux, **44**, 251; autres conceptions juridiques, **44**, 254 et s.; avis du Ministère belge des Affaires étrangères, **44**, 255; affaires ayant trait à la guerre de sécession en Amérique, **44**, 255; doctrine de la Claims Commission américo-mexicaine, **44**, 257; portée et effet juridique de la non-reconnaissance du gouvernement d'un Etat existant, **44**, 259; valeur de la non-reconnaissance d'un gouvernement en tant que sanction de droit international, **44**, 261; reconnaissance sujette à condition, **44**, 262; impossibilité de connaître la valeur de la non-reconnaissance d'un gouvernement, **44**, 262; la reconnaissance de belligérance, **44**, 263 et s. Développements récents, **44**, 265 et s.; déclarations de la Société des Nations et des Etats-Unis (mars 1932), **44**, 265 et s.; extension de la doctrine de la reconnaissance au delà des anciennes limites, **44**, 266; doctrine développée en rapport avec les Pactes de la Société des Nations et de Paris, **44**, 268; reconnaissance et changements internationaux, **44**, 270; application de l'idée de reconnaissance aux changements territoriaux, **44**, 271; pratique des Etats-Unis, **44**, 273; pratique européenne : l'équilibre, **44**, 273; rédaction de l'Acte général de Berlin de 1885, **44**, 274; traité anglo-allemand de 1890, **44**, 275; analogie de droit privé, **44**, 275; conséquences juridiques de la nouvelle doctrine, **44**, 275; la non-reconnaissance détruit-elle la légalité ?, **44**, 278; nullité *inter pares* et nullité par rapport aux tiers, **44**, 279; exemples du XIX^e^ siècle, **44**, 280; annulation d'un traité par un Etat tiers, **44**, 282; résultats pratiques de la doctrine de l'invalidité, **44**, 284 et s.; question préliminaire de la violation d'un droit existant, **44**, 286; soumission obligée de la question préjudicielle à une décision judiciaire, **44**, 287; modifications de droits existants, **44**, 288; question soulevée par la mention de « pression » faite par M. Stimson, **44**, 289; mesure dans laquelle la non-reconnaissance est susceptible de constituer une sanction effective des violations de traités, **44**, 292 et s.; cas d'un Etat nouveau naissant en violation d'un traité, **44**, 292; gouvernements dans les Etats existants, **44**, 297; annexion de territoire résultant d'une violation du Pacte de la Société des Nations ou de Paris, **44**, 298; traités commerciaux entre l'Etat non reconnaissant et l'Etat dépossédé maintenus en vigueur dans le territoire annexé, **44**, 299; principe de la non-reconnaissance dans le domaine des traités d'extradition, **44**, 300; protection diploma-

tique et nomination d'agents consulaires, résultat que produit la non-reconnaissance à leur sujet, **44**, 301; prescriptions de l'article 10 du Pacte devant la non-reconnaissance d'une annexion par les Etats membres de la Société des Nations, **44**, 302; renforcement possible des effets de la non-reconnaissance d'un traité par le refus d'enregistrer ce traité près de la Société des Nations, **44**, 302 et s.; cas d'un traité d'annexion entre deux Etats existants, **44**, 302; traité avec un Etat non reconnu, **44**, 305; valeur de l'extension nouvelle de la doctrine de la reconnaissance, désapprobation morale, **44**, 306; la désapprobation juridique, **44**, 307; mesures pratiques à l'appui de la politique de non-reconnaissance (résolution Capper), **44**, 308; renonciation aux droits des neutres, **44**, 309; intérêt du développement moderne de la doctrine pour le progrès de l'organisation internationale, **44**, 310.

Règles générales de la paix (V. *Droit international*, **46**, 5). Reconnaissance des Etats, **46**, 41 et s.; reconnaissance constitutive et reconnaissance déclaratoire, **46**, 41; distinctions au sujet de la reconnaissance, **46**, 48 et s.; reconnaissance *de jure*, reconnaissance *de facto*, **46**, 48; reconnaissance pure et simple, reconnaissance morale ou conditionnelle, **46**, 49; reconnaissance du Gouvernement, **46**, 50; effectivité, condition de la licéité de la reconnaissance, **46**, 51; l'effectivité n'oblige pas à la reconnaissance, **46**, 52; situation de l'Etat non reconnu, **46**, 54.

Théorie et pratique de la fonction exécutive en droit international (V. *Fonction exécutive en droit international*, **55**, 91 et s.). Gouvernement de fait, **55**, 108; compétence *de facto*, compétence *de jure*, **55**, 111; reconnaissance (théorie de la), **55**, 112; interventions de reconnaissance : successions normales de gouvernements, **55**, 114; insurgés, **55**, 116; gouvernements nouveaux, **55**, 119; associations et fédérations, **55**, 121; émancipations, **55**, 123; destitutions et annexions, **55**, 125; refus de reconnaissance, **55**, 126; évolution en Amérique, **55**, 127; non-reconnaissance au Mandchoukouo, **55**, 127.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **58**, 5 et s.). Reconnaissance d'un Etat, **58**, 48 et s.; conditions pour que le droit des gens reconnaisse un Etat comme tel, **58**, 49; mode de formation du nouvel Etat, **58**, 50; signification de l'acte de reconnaissance, **58**, 52; théorie constitutive (l'acte ayant effet constitutif), **58**, 52; critique de cette théorie, **58**, 53; reconnaissance de gouvernement, **58**, 55; reconnaissance de la qualité de belligérants à des rebelles en lutte contre le gouvernement légitime, **58**, 57; caractère simplement déclaratif de la reconnaissance, **58**, 59; question du droit à la reconnaissance, **58**, 59; distinction entre les reconnaissances *de jure* et *de facto*, **58**, 60; effets de la reconnaissance, **58**, 61.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **62**, 99 et s.). Reconnaissance des Etats, **62**, 244 et s.; fonction de la reconnaissance en droit international, **62**, 244; théorie constitutive de la reconnaissance des Etats, **62**, 246; pratique des Etats, aspect délictuel de la reconnaissance, **62**, 248; déclarations gouvernementales, **62**, 250; existence d'un Etat en tant que question de fait, **62**, 252; critères de la reconnaissance, **62**, 254; portée de la reconnaissance, **62**, 257; la reconnaissance en tant que fonction internationale, **62**, 259; développements pos-

sibles vers la collectivisation de la reconnaissance, **62**, 261. Reconnaissance des Gouvernements et de la belligérance, **62**, 263 et s.; caractère de la fonction de la reconnaissance des gouvernements, **62**, 263; critères de la reconnaissance, principe de la légitimité, **62**, 264; autres critères extrinsèques de la reconnaissance, **62**, 268; reconnaissance des gouvernements et principe d'effectivité, **62**, 270; reconnaissance de la belligérance, conception juridique et conception politique, **62**, 271; pratique des Etats, belligérance en tant que question de fait, **62**, 273; le droit à la reconnaissance comme belligérants, **62**, 275; reconnaissance des insurgés, **62**, 279.

V. *Compétences internationales et étatiques. Droit international. Droit international public. Naissance de nouveaux Etats. Organisation internationale. Personnes internationales. Souveraineté. Sujets du droit international.*

Reconnaissance de belligérance. — V. *Reconnaissance d'Etats. Sujets du droit international.*

Reconnaissance de changements territoriaux internationaux. — V. *Reconnaissance d'Etats.*

Reconnaissance déclaratoire. — V. *Reconnaissance d'Etats.*

Reconnaissance de Gouvernements. — V. *Reconnaissance d'Etats.*

Reconnaissance « de facto ». — V. *Droit international. Reconnaissance d'Etats.*

Reconnaissance « de jure ». — V. *Droit international. Reconnaissance d'Etats.*

Reconnaissance de l'organisation insurrectionnelle. — V. *Reconnaissance d'Etats. Sujets du droit international.*

Reconnaissance du droit d'ambassade. — V. *Reconnaissance d'Etats.*

Reconnaissance internationale.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **62**, 99 et s.). Reconnaissance internationale, **62**, 281 et s. Reconnaissance de nouveaux droits territoriaux et de nouvelles situations internationales, **62**, 281 et s.; pratique des Etats avant 1932, **62**, 281; doctrine de non-reconnaissance formulée en 1932, **62**, 283; critiques faites à la doctrine de la non-reconnaissance, **62**, 284; effet juridique de la doctrine de la non-reconnaissance, **62**, 286; l'illégalité en tant que source de droit, **62**, 287; méthodes de validation de l'illégalité, **62**, 291; effet de la déclaration des Etats-Unis, doctrine dite de Stimson, **62**, 293; effet de la Déclaration de l'Assemblée de 1932 et du Traité américain de 1933, **62**, 293; portée de la doctrine de la non-reconnaissance en droit international, **62**, 294.

Reconnaissance pure et simple. — V. *Reconnaissance d'Etats.*

Reconnaissance tacite. — V. *Reconnaissance d'Etats.*

Reconstitution d'anciennes alliances. — V. *Régionalisme.*

Reconstruction économique. — V. *Politique économique internationale.*

Recours à la force. — V. *Légitime défense.*

Recours à la guerre (condamnation du). — V. *Société des Nations.*

Recours à la guerre d'exécution. — V. *Fonction exécutive en droit international. Guerre hors la loi.*

Recours contre les décisions internationales. — V. *Procédure internationale.*

Recrutement. — V. *Fonctionnaires internationaux.*

Récusation de juges. — V. *Cour permanente de justice internationale.*

Redressement économique et financier. — V. *Organisation économique.*
Réduction des armements. — V. *Acte de Genève. Assistance financière. Conciliation internationale. Conférences de la paix de La Haye. Conférences panaméricaines. Désarmement. Doctrine pacifique. Pacigérat. Protocole de Genève.*
Réforme.
Influence de la Réforme sur le développement du droit international, **6**, 245. Influence du christianisme sur le droit des gens, **6**, 248; l'Eglise et la monarchie universelle, Grégoire VII et Innocent III, **6**, 251; donation d'Alexandre VI, **6**, 253; la Réforme est un mouvement religieux, **6**, 256; liberté chrétienne, autorité de l'Ecriture sainte, **6**, 258; faillite du rêve théocratique, **6**, 260; les précurseurs de l'indépendance de l'Etat, **6**, 261; droit naturel et la Réforme, les deux pouvoirs : Eglise et Etat, **6**, 264; respect de Luther pour l'Etat, **6**, 266; Mélanchton, sa définition de la loi de nature, **6**, 207; le droit naturel et Zwingli, **6**, 268; droit naturel chez Calvin, **6**, 269; Calvin ne sépare pas l'Eglise de l'Etat, il les distingue et veut leur union, **6**, 271; le contrat de souveraineté, **6**, 272; le droit de résistance, **6**, 275; les autorités inférieures, **6**, 276; les idées politiques des partisans de la Réforme, **6**, 278; souveraineté du peuple, les Jésuites, **6**, 280 et s.; origines calvinistes de la « Déclaration des droits de l'homme », **6**, 283; luthériens et calvinistes, attitude différente en face du souverain, **6**, 285; influence du calvinisme, fonction des nations calvinistes, **6**, 290; réformés et respect des traités, **6**, 292; précurseurs de Grotius, **6**, 295; Grotius et le droit naturel, **6**, 297; les successeurs de Grotius, **6**, 301; signification religieuse de la guerre de Trente ans, **6**, 302; individualisme des nations par la Réforme, **6**, 305; les Réformés et l'équilibre européen, **6**, 306; les traités de Westphalie et la solidarité des nations, **6**, 307; les Réformateurs et la guerre, **6**, 307 et s.; le pacifisme des Quakers, **6**, 310; législation internationale protégeant l'individu, initiatives protestantes, **6**, 312; conception des calvinistes d'un tribunal au-dessus des Etats, esquisse d'une Société des Nations, **6**, 317 et s.
V. *Droit international. Inviolabilité des traités. Nationalités.*
Réforme agraire. — V. *Tribunaux arbitraux mixtes.*
Réforme de l'Etat. — V. *Organisation économique.*
Réforme douanière allemande. — V. *Politique économique internationale.*
Réforme foncière. — V. *Mandats internationaux.*
Réforme judiciaire. — V. *Tribunaux mixtes d'Egypte.*
Réformiste. — V. *Droit international.*
Réfugiés. — V. *Apatrides. Droit international privé (Grèce). Echange de populations.*
Réfugiés politiques. — V. *Domicile. Lutte internationale contre la criminalité.*
Refus d'enregistrement de traités. — V. *Reconnaissance d'Etats.*
Régime de communauté. — V. *Régime matrimonial.*
Régime des biens. — V. *Droit international privé* (Brésil).
Régime dotal. — V. *Régime matrimonial.*
Régime douanier. — V. *Clause de la nation la plus favorisée. Cour permanente de justice internationale. Politique économique internationale.*
Régime foncier. — V. *Personnalité des lois.*
Régime légal. — V. *Régime matrimonial.*

Régime matrimonial.

Conflits de lois relatifs aux effets patrimoniaux du mariage, **40**, 241 et s. Les régimes matrimoniaux, leur diversité, législation comparée, **40**, 242 et s.; union des biens ou de communauté d'administration, **40**, 243; régime dotal, **40**, 244; régime de communauté, **40**, 245; règles communes aux divers régimes matrimoniaux, **40**, 246 et s.; droits de la femme sur les salaires, **40**, 246; séparation de biens judiciaire, **40**, 247; régime matrimonial anglo-saxon, **40**, 248; choix d'un régime matrimonial, **40**, 249; régime légal, **40**, 250; conflits de lois, **40**, 251; historique, la *famosissima quaestio* : statut auquel appartenaient les dispositions relatives aux époux, Dumoulin et d'Argentré, **40**, 252 et 253; loi applicable au régime matrimonial, **40**, 256 et s.; loi applicable en l'absence de contrat, **40**, 256 et s.; système de la volonté des époux, **40**, 256; système de la loi personnelle des époux, **40**, 259; la Convention de La Haye adopte la loi nationale du mari, **40**, 261; même principe adopté par le Code Bustamante, **40**, 261; cas des époux de nationalité différente, **40**, 262; garantie des tiers dans le pays du mariage étranger aux époux, **40**, 263; cas où l'application de leur loi nationale peut nuire aux époux, application généralement adoptée du système qui soumet le régime des biens à la loi réglant les effets personnels du mariage, **40**, 265; loi applicable au régime choisi par le contrat de mariage, **40**, 266; conséquence du changement de nationalité ou de domicile des époux, **40**, 268. (V. *Contrat de mariage*, **40**, 270.) Application extraterritoriale du régime matrimonial, universalité du régime matrimonial, **40**, 289 et s.; exceptions : système anglo-saxon, **40**, 270; autres législations exceptionnelles, **40**, 290 et s.; ordre public, **40**, 293; séparation de biens judiciaire, **40**, 294; effets pécuniaires du mariage indépendants du régime matrimonial, **40**, 295 et s.; hypothèque légale de la femme mariée, **40**, 296; donations entre époux, **40**, 299; contrats entre époux, **40**, 301.

V. *Autonomie de la volonté. Code civil italien. Domicile. Droit international privé (Brésil). Nationalité de la femme mariée.*

Régime parlementaire. — V. *Traités.*

Région. — V. *Régionalisme.*

Régionalisme

Le régionalisme dans l'organisation internationale, **53**, 7 et s. Problème de l'universalisme ou du particularisme des règles du droit des gens, **53**, 7; doctrine de M. Scelle : universalité du droit des gens quant à son origine et son fondement, **53**, 7; caractère particulariste de la plupart des normes du droit des gens, **53**, 8; coexistence du droit universel et du droit particulier, **53**, 8; règles comprises dans le droit international particulier, **53**, 10; règles régionales, leur sphère d'application, **53**, 11; caractère idéal d'universalité de la Société des Nations, **53**, 12; en pratique, décentralisation, régionalisme, **53**, 14; réaction contre l'idéal universaliste, **53**, 16; décentralisation, ses formes, **53**, 18; opinions des corps savants, **53**, 20 et s.; diverses divisions de la société suivant la doctrine, **53**, 23; continentalisme, **53**, 24 et s.; l'Union panaméricaine, **53**, 24; alliances et accords particuliers et l'esprit du Pacte sociétaire, **53**, 26; caractère de la doctrine de Monroe, **53**, 28; doctrine unilatérale, **53**, 29;

ententes particulières, article 21 du Pacte, propositions d'amendements, **53**, 31; texte adopté, **53**, 33; ce qu'on entend par région, domaine des questions régionales, **53**, 37; manifestations décentralisatrices à l'intérieur de la Société des Nations sous leur aspect régionaliste, **53**, 39; garantie et sécurité internationale, **53**, 40; idée de garantie particulière jugée supérieure à la garantie générale, **53**, 41; aboutissement à la généralisation de la garantie par le régionalisme, **53**, 44; article 10 du Pacte, **53**, 44; critère de la garantie particulière dans le projet de traité d'assistance mutuelle (1923) et dans les fameux accords de Locarno (1925), **53**, 47; tendances décentralisatrices pour la solution des différends internationaux, arbitrage obligatoire, **53**, 53; les organismes techniques sont un phénomène de décentralisation par services, **53**, 54; traces de régionalisme dans le système de protection des minorités nationales, **53**, 55; effort régional constitué par la Petite Entente, **53**, 56; phase constructive, phase institutionnelle, **53**, 59; stipulation de durée illimitée, **53**, 61; fidélité de la Petite Entente à la Société des Nations, **53**, 62; Pacte balkanique, entente régionale, **53**, 64; accords bilatéraux, **53**, 65; Conférences balkaniques, **53**, 66; texte du Pacte balkanique, **53**, 67; analogie avec l'Entente balkanique, **53**, 69; Union balte, **53**, 71; Pacte à quatre, **53**, 74; objection contre le régionalisme, crainte de reconstitution des anciennes alliances hostiles à la Société des Nations, **53**, 76; caractère variable des ententes régionales, **53**, 79; encadrement du régionalisme dans un plan général d'organisation internationale, **53**, 82; les ententes régionales sous les auspices de la Société des Nations en tant que subordonnées, **53**, 82; critère de subordination, **53**, 83; du nationalisme à l'universalisme par le régionalisme, **53**, 88.

Régions polaires. — V. *Territoire.*

Registre du commerce. — V. *Etranger. Nationalité des sociétés de commerce.*

Règle de conflits. — V. *Contrôle judiciaire. Conflit de lois. Renvoi (théorie du).*

Règle coutumière. — V. *Cour permanente de justice internationale.*

Règle « exceptio confirmat legem ». — V. *Traités (interprétation par la jurisprudence anglaise).*

Règle étrangère de conflit (éléments de rattachement de la). — V. *Renvoi.*

Règle « locus regit actum ». — V. « *Locus regit actum* ».

Règle « Pacta sunt servanda ».

La règle « Pacta sunt servanda », **49**, 151 et s. Historique, **49**, 151 et s.; nécessité du respect de la parole donnée dans les rapports entre Etats, **49**, 151 et s.; définition du traité, **49**, 155; définition du *pactum*, **49**, 157; analyse de l'expression *pacta sunt servanda*, **49**, 158; origine de l'expression, **49**, 159 et s.; historique de l'inviolabilité des traités, **49**, 162 et s.; anciennes civilisations, **49**, 164; époque grecque, **49**, 166; époque romaine, **49**, 167; moyen âge, fondement religieux de l'inviolabilité des traités, **49**, 169; Saint-Siège, protecteur des traités, **49**, 170; fondement juridique de l'inviolabilité, **49**, 170; fondement fourni par la féodalité, **49**, 170; conception morale, honneur et loyauté, **49**, 171; histoire des traités en Europe moderne, **49**, 172 et s. Force obligatoire des traités, **49**, 175 et s.; explication juridique

de la règle imposant aux Etats le respect de leurs obligations contractuelles, **49**, 175; théories discordantes, conceptions d'ordre moral, d'ordre sociologique et d'ordre juridique, **49**, 175 et s.; obligation morale, **49**, 179; raisons pour lesquelles l'Etat fait exécuter ses traités, **49**, 181; droit naturel, **49**, 183 et s.; théorie de M. Le Fur : suprématie sur le droit interne du droit international, lui-même limité par le droit naturel, **49**, 188; règle *pacta sunt servanda* applicable, selon M. Le Fur, aux traités aussi bien qu'aux contrats, **49**, 189; adversaires de l'école du droit naturel (Kelsen et Politis), **49**, 190; le droit positif, les trois théories de coordination, **49**, 192; théorie consensuelle, **49**, 192 et s.; critiques de cette théorie, **49**, 194; doctrine d'autolimitation, **49**, 197 et s.; critique de cette doctrine, **49**, 198; primauté du droit interne, **49**, 200; notion d'une volonté commune ou « Vereinbarung », **49**, 201; raison de la force obligatoire de la « Vereinbarung », **49**, 203; école des « Grundnormen », **49**, 204 et s.; théorie de Kelsen, **49**, 205; théorie d'Anzilotti, **49**, 207; objections que soulève la « Grundnorm », doctrine de Verdross, primauté du droit des gens, **49**, 209; inviolabilité juridique des traités, **49**, 210; diverses théories expliquant la force obligatoire des traités, **49**, 211; école Duguit-Politis, **49**, 212; doctrine de M. Krabbe, **49**, 214. Explication de la force obligatoire des traités, **49**, 217 et s.; l'obligation de faire honneur aux stipulations des traités est une règle de droit coutumier, **94**, 217; raison donnant à la coutume sa force obligatoire, **49**, 217; conditions de création d'une règle de droit coutumier, **49**, 219; cas d'inexécution des traités, **49**, 220; cas des traités de paix, fragilité de l'engagement du vaincu à remplir ses obligations, **49**, 224; examen de violations de traités de paix, **49**, 224 et s.; traités conclus en temps de paix et d'une exécution ennuyeuse pour une des Parties, exemples, **49**, 227 et s.; pratique des Etats, **49**, 231; articles 18 et 19 du Pacte de la Société des Nations, **49**, 233; norme coutumière imposant le respect des traités ressort de certaines décisions des tribunaux internationaux, **49**, 235; affirmation de l'inviolabilité des traités dans certains arrêts de la Cour permanente, **49**, 237; la doctrine, accord général sur le caractère coutumier de la norme d'inviolabilité, **49**, 239; raison d'Etat, autorisation de violer les traités, **49**, 241; théories fondant le droit international sur la volonté individuelle de chaque Etat, **49**, 243; conséquences, **49**, 244. Contrôle juridique de la règle *pacta sunt servanda*, **49**, 250; importance des exceptions à la règle, **49**, 251; nécessité d'un contrôle objectif des exceptions, **49**, 252; contrôle par une autorité internationale d'après le projet du professeur Garner, **49**, 255; traités entachés d'un vice de consentement, **49**, 256; traité imposé sous l'empire de la contrainte, **49**, 257; cas où l'une des Parties n'exécute pas le traité, **49**, 259; exception de la clause *rebus sic stantibus*, **49**, 260; traités valables dont le maintien est un danger pour la paix, **49**, 262.

V. *Droit international public. Traités.*

Règlement d'organisation judiciaire (Egypte). — V. *Tribunaux mixtes.*

Règlement des différends internationaux. — V. *Sécurité internationale.*

Règlement triangulaire. — V. *Change.*

Règlement pacifique des différends internationaux. — V. *Souveraineté.*

Règles d'York et d'Anvers. — V. *Droit maritime international.*
Règles de qualification. — V. *Droit international privé.*
Règles de rattachement. — V. *Droit international privé.*
Règle de Vienne. — V. *Clause-or.*
Règles du droit international particulier. — V. *Régionalisme.*
Règles générales du droit de la paix. — V. *Arbitrage international. Compétences internationales et étatiques. Droit international. Sources du droit international.*
Règles internationales. — V. *Etranger.*
Règles régionales. — V. *Régionalisme.*
Reines Elisabeth et Alva. — V. *Reconnaissance d'Etats.*
Rejet du renvoi. — V. *Renvoi.*
Relations délictuelles des Etats. — V. *Responsabilité internationale de l'Etat.*
Relations diplomatiques.
Règles générales du droit de la paix. Relations diplomatiques, **32**, 61 et s.; accord nécessaire pour les établir et les poursuivre, **32**, 62; gravité de leur rupture, **32**, 63; respect dû à la personne et au caractère des agents diplomatiques, leurs privilèges et immunités, **32**, 64 et s.; rôle de la diplomatie dans le développement des relations internationales, **32**, 67.
V. *Cité du Vatican. Relations internationales.*
Relations internationales.
Les relations internationales. Les représentants des Etats, **2**, 287. (V. *Intervention*, **2**, 369. *Voies de communication*, **2**, 129.) Chefs d'Etat, **2**, 287; ministre des Affaires étrangères, **2**, 289; agents diplomatiques, **2**, 290; légations permanentes et missions extraordinaires, **2**, 292; Société des Nations, organisation, **2**, 294; Conférence générale des représentants des membres de l'organisation internationale du travail, **2**, 295; Bureau international du travail, **2**, 296. (V. *Responsabilité internationale de l'Etat*, **2**, 350.)
Règles générales du droit international de la paix (V. *Droit international*, **30**, 275. *Etat*, **30**, 322. *Droits et devoirs fondamentaux des Etats*, **30**, 411). Rapports d'Etat à Etat, **30**, 425 et s.; relations diplomatiques, **30**, 425; principe fondamental des rapports internationaux, **30**, 427; actes internationaux des Etats, **30**, 427; actes bilatéraux (V. *Traités*); actes unilatéraux, **30**, 435 et s.; notification, **30**, 435; renonciation, **30**, 436; reconnaissance et protestation, **30**, 437.
Principes fondamentaux de la vie internationale, **53**, 102 et s. Philosophie des principes, **53**, 102 et s.; les relations internationales sont une expression de la mentalité internationale collective à une époque donnée, **53**, 103; problème de la possibilité d'instituer une norme acceptable pour la vie civilisée, **53**, 104; métaphysique, son influence sur la civilisation, **53**, 105; nature de la civilisation, **53**, 106; ce qui arrive actuellement à la civilisation élaborée, **53**, 111; avenir de la civilisation, **53**, 112. Evolution des relations entre Etats, **53**, 115 et s.; manifestations de l'ingéniosité humaine, **53**, 115; idée relativement récente du progrès, **53**, 116; évolution du concept du progrès, **53**, 117; relations internationales avant l'ère chrétienne, **53**, 118; caractère théocratique des relations internationales sous Alexandre le Grand, **53**, 119; Empire romain, vie internationale, **53**, 120; déclin de

l'Empire romain, **53**, 123; foi chrétienne, foi d'unification modératrice, **53**, 124; esprit de nationalisme au XIVe siècle, **53**, 124; libéralisme économique, **53**, 124. Nationalisme et souveraineté, **53**, 126 et s.; origine du sens nationaliste, **53**, 126; écrits et influence de Nicolas Machiavel, **53**, 127; conséquences politiques et économiques de la nouvelle théologie de Luther et de Calvin, **53**, 128; science politique de Richelieu, **53**, 130; influence de Fichte, Hegel et Treitschke, **53**, 131; rétablissement du *statu quo* et la vindication du principe de la monarchie effectués au Congrès de Vienne sous l'influence de Metternich, **53**, 134 et s. Patriotisme et individualisme, **53**, 141 et s.; le chauvinisme entraîne réaction contre le patriotisme légitime, **53**, 141; ce que doit être le patriotisme, **53**, 142; doctrine de saint Thomas d'Aquin, **53**, 144; droits nationaux et obligations internationales, **53**, 146; la conception fausse de l'internationalisme porte préjudice au patriotisme légitime, **53**, 147; problème de la guerre, ceux qui poussent à la guerre, attitude du Souverain Pontife priant Dieu de les disperser, attitude possible de l'Amérique, **53**, 149 et 150; le communisme international contre le patriotisme légitime, **53**, 151; l'individualisme de l'homme, **53**, 152. Principe spirituel de la vie internationale, **53**, 155 et s.; foi religieuse, ressort primordial de tout acte humain, **53**, 155; diversité des religions, **53**, 157; le caractère de l'homme, **53**, 157; l'Eglise catholique, **53**, 160; le progrès industriel aux Etats-Unis et ses conséquences, **53**, 161; l'âge industriel, ses résultats, la matière de l'esprit étiolée, **53**, 162; l'enseignement, le phonographe, la T.S.F., **53**, 163; conséquence de l'affaiblissement du sentiment religieux, l'ignorance des droits de Dieu entraîne le non-respect des droits de l'homme et des nations, **53**, 164; acheminement du libéralisme économique vers la dictature économique et politique, **53**, 166; fin d'une époque, carrefour de la décision, **53**, 167; travail et capital, **53**, 167; rôle de la Religion dans les relations sociales, **53**, 169.

V. *Abus de droit. Apatrides. Contrôle parlementaire. Coopération internationale. Désarmement. Diplomatie. Droit naturel. Mandats internationaux. Morale internationale. Paix économique. Relations diplomatiques. Responsabilité internationale des Etats. Sanctions du droit international. Société des Nations. Traités. Unions internationales.*

Relations politiques internationales. — V. *Presse.*

Religion.

QUESTIONS DE DROIT INTERNATIONAL CONCERNANT LES RELIGIONS, **5**, 371. Sens juridique de « religion », **5**, 371; distinction du sens théologique et du sens juridique de l'Eglise ou communauté religieuse, **5**, 372; peu de prescriptions de droit international réglant les questions religieuses, **5**, 375; laïcisation progressive de la communauté internationale, **5**, 376; rôle de la religion dans le développement du droit international, **5**, 376; Paix de Westphalie, naissance des questions interconfessionnelles, **5**, 377 et s.; la liberté de conscience et la Révolution française, **5**, 378; Congrès de Vienne, Sainte-Alliance, **5**, 379; Orient et Occident au point de vue religieux, **5**, 381; Grèce, Moldo-Valachie, Turquie, Congrès de Berlin, **5**, 382; formation de nouveaux Etats, intervention en faveur de la liberté religieuse, **5**, 384 et s.; liberté religieuse

reconnue aux juifs et musulmans, **5**, 387; Conférence de Bucarest de 1913, **5**, 387; Conférence de la paix de Paris, reprise de l'idée de liberté de conscience, **5**, 388 et s.; traités de 1919-1920, stipulations sur la liberté religieuse déclarées lois fondamentales des Etats, **5**, 391.

V. *Conflit de lois. Eglise. Grotius. Inviolabilité des traités. Machiavel. Minorités. Nationalités. Réforme. Relations internationales.*

Renaissance. — V. *Inviolabilité des traités. Organisation internationale.*

Renonciation. — V. *Jugement étranger.*

Renonciation à la guerre. — V. *Droit constitutionnel. Guerre. Guerre hors la loi.*

Renonciation partielle à la souveraineté. — V. *Traités.*

Renvoi (Théorie du).

Succession en droit international privé (V. *Succession*, **9**, 5). Aucune des deux législations engagées ne veut régir la succession, **9**, 28; affaire Forgo, jurisprudence française, arrêt de cassation, **9**, 28; antinomie entre la doctrine et la jurisprudence en matière de renvoi, **9**, 32; quelques réactions contre l'application du renvoi, **9**, 34; la loi allemande a sanctionné le renvoi dans l'article 27 de la loi d'introduction du Code civil, **9**, 36; résultat de l'admission du renvoi en matière de succession, **9**, 37.

La théorie du renvoi, **29**, 519 et s. Nationalisation des règles de conflit, chaque Etat possède son droit international privé, **29**, 520; conflits engendrés par la diversité des règles de conflit, **29**, 521; conflits entre les règles de conflits, **29**, 523 et s.; règles de rattachement, **29**, 523; conséquences de la diversité des règles de droit international privé dans les divers pays, **29**, 523; conflit positif et conflit négatif, **29**, 524; rapport entre ces conflits, **29**, 525; but de la doctrine du renvoi, **29**, 526; le conflit positif, **29**, 528 et s.; la jurisprudence italienne, les solutions données par elle à des conflits positifs, **29**, 529; motif invoqué pour appliquer le renvoi, considération d'opportunité, **29**, 530; origines de la doctrine du renvoi, premières applications en jurisprudence, **29**, 533; l'opinion de Froland, **29**, 533; le renvoi (1re espèce) en Angleterre (1841), **29**, 534; la question du renvoi (1re espèce) en Allemagne (1861), **29**, 535; l'affaire Forgo devant la juridiction française, **29**, 536 et s.; le renvoi en jurisprudence et en législation, **29**, 539 et s.; le renvoi en jurisprudence, **29**, 539 et s.; jurisprudence française, **29**, 539; jurisprudence allemande, **29**, 543; période antérieure au Code civil allemand, **29**, 543; période postérieure au Code civil allemand, **29**, 545; article 27 de la loi d'introduction, sa première interprétation par la Cour suprême, **29**, 546; étendue donnée au renvoi par la jurisprudence de la Cour suprême, **29**, 547; décisions n'ayant pas admis l'opinion de la Cour, **29**, 549; jurisprudence anglaise, **29**, 550; controverse sur l'admission du renvoi comme principe général dans le droit international privé anglais, **29**, 552; jurisprudence italienne, rejet du renvoi, **29**, 554; réactions récentes contre le renvoi, **29**, 556; fonctionnement pratique du renvoi, **29**, 559 et s.; nécessité pour le juge de connaître le droit international privé étranger, **29**, 559; détermination de l'élément de rattachement de la règle de conflit étrangère, **29**, 563; étendue du renvoi, **29**, 565; résultat du renvoi et ordre public du juge saisi, **29**, 567; pourvoi en cassation dans le cas du renvoi, **29**,

570; le renvoi produisant l'harmonie juridique, **29**, 571; le renvoi au deuxième degré, **29**, 573; dispositions législatives et conventionnelles consacrant le renvoi, **29**, 574 et s.; manière de comprendre une règle de conflit, **29**, 574; renvoi incompatible avec les conventions réglant les conflits de lois, **29**, 578; le renvoi en doctrine, **29**, 583 et s.; classification des principales théories, cas d'application des règles de conflits étrangères, **29**, 583; les théories sont nées après la jurisprudence, **29**, 583; champ de discussion, **29**, 585; questions préjudicielles pour la détermination de la nationalité, **29**, 585; renvoi interprovincial, **29**, 588; théorie de la « Gesamtverweisung », **29**, 593 et s.; application totale de la législation étrangère, **29**, 593; théorie du double renvoi de Dicey, **29**, 594; théories du désistement (von Bar, Westlake), **29**, 599; doctrine de Lerebourg-Pigeonnière, **29**, 602; théories de la compétence exclusive de la loi nationale en droit international privé, **29**, 606 et s.; doctrine de Fiore, **29**, 606; doctrine de Frankenstein, **29**, 611; remède véritable aux difficultés naissant de la divergence des règles de conflit, **29**, 615.

Règles des conflits de lois (V. *Conflits de lois*, **57**, 329); problème du renvoi, **57**, 519 et s.; conflits des règles de conflit, **57**, 521; conflit négatif : application de la loi étrangère et droit international privé étranger, **57**, 526; le renvoi comme système général, **57**, 531; conception classique du renvoi, **57**, 533; système de la jurisprudence anglaise, double renvoi, **57**, 535; le renvoi comme système d'application limitée : hiérarchisation des rattachements, **57**, 542; équivalent du renvoi : désistement du droit étranger et droit de conflit subsidiaire, **57**, 543; le renvoi, système ou expédient ?, **57**, 548.

Rôle du droit comparé dans le droit international privé (V. *Droit international privé*, **57**, 577). Renvoi, **57**, 621 et s.; avantages pratiques de la théorie du renvoi, **57**, 622; théorie de la « raquette », réfutation, **57**, 622; cabinet des miroirs de Franz Kahn, réfutation, **57**, 624; nécessité d'une règle de conflit subsidiaire, **57**, 626; solution du problème de la raquette dans le cas du renvoi de prolongation, **57**, 627; objection basée sur la difficulté pour le juge de connaître le droit international privé étranger, réfutation basée sur le droit comparé, **57**, 629; conséquences de la méthode dogmatique des partisans du renvoi, **57**, 631; autolimitation du législateur étranger, **57**, 633; conflits mobiles et renvoi, **57**, 635.

Règles générales des conflits de lois (V. *Droit international privé*, **58**, 247). Problème du renvoi, **58**, 381; théories suscitées, **58**, 382; doctrine de la « Gesamtverweisung » ou renvoi total, **58**, 383; doctrine du double renvoi, **58**, 385; obligation pour le législateur de respecter la souveraineté étrangère, **58**, 387; doctrines basées sur la personnalité des lois, **58**, 389; doctrines contraires au renvoi, **58**, 390; position nouvelle du problème basée sur la conception de la nature des règles de rattachement, **58**, 394; difficulté d'interprétation de la volonté du législateur de droit international privé, **58**, 396; prétendu choix entre règle générale et règle spéciale de l'ordre juridique étranger, **58**, 397; limitation du renvoi à la règle directement créée par la source de l'ordre juridique étranger, **58**, 399; impossibilité de prendre en considération des règles insérées dans l'ordre juridique étran-

ger par ses normes de droit international privé, **58**, 402; conclusion opposée au renvoi dans le silence du législateur, **58**, 405; admission expresse par le législateur du renvoi au premier et au second degré, **58**, 405; problème du renvoi considéré *de jure condendo*, **58**, 409; distinction entre renvoi au premier et au second degré, **58**, 410.

Règles générales des conflits de lois, **62**, 489. (V. *Droit international privé*, **62**, 427.) Problème du renvoi, **62**, 503 et s.; signification de la doctrine du renvoi, **62**, 503; le renvoi en jurisprudence, **62**, 505; position de la doctrine dans le droit international privé anglais, **62**, 509; le renvoi en doctrine, **62**, 512.

Règles générales des conflits de lois (V. *Conflits de lois*, **62**, 5 et s.). Renvoi, ses deux formes, **62**, 55; son apparition en jurisprudence française, **62**, 56; doctrine favorable au renvoi, deux tendances, **62**, 57; thèse de von Bar, acceptation basée sur le respect de la souveraineté étrangère, **62**, 58; fondement sur la pure personnalité des lois, thèse de Fiore, **62**, 59; opinion générale contraire au renvoi, ses motifs, **62**, 59; attitude de la jurisprudence, **62**, 60; Convention de La Haye du 2 juin 1902 sur le mariage, Convention de Genève (1930 et 1931) sur les effets de commerce et Code Bustamante acceptant la solution du renvoi, **62**, 61; attitude de l'Institut de droit international, **62**, 62.

V. *Code civil allemand. Conflit de lois. Contrôle judiciaire. Domicile. Droit international privé. Droit international privé (Allemagne). Droit international privé (Brésil). Droit international privé (Etats-Unis). Droit international privé (Grèce). Droit international privé (Italie). Filiation. Mariage. Réciprocité diplomatique. Succession.*

Renvoi au deuxième degré. — V. *Renvoi.*

Renvoi « de jure condendo ». — V. *Renvoi.*

Renvoi en Allemagne. — V. *Renvoi.*

Renvoi en Angleterre. — V. *Renvoi.*

Renvoi en droit criminel. — V. *Lutte contre la criminalité.*

Renvoi en jurisprudence. — V. *Renvoi.*

Renvoi interprovincial. — V. *Renvoi.*

Réparation intégrale (principe de la). — V. *Principes généraux du droit.*

Réparations. — V. *Banque des Règlements internationaux. Change. Déni de justice. Droit international. Entr'aide financière internationale. Intervention. Mesures conservatoires. Missions protestantes. Monnaie. Paiement.*

« Repartimiento » (régime du). — V. *Sauvages américains.*

Répartition de la population. — V. *Paix économique.*

Répartition des capitaux. — V. *Paix économique.*

Répartition des matières premières. — V. *Politique commerciale internationale.*

Répartition des ressources naturelles. — V. *Paix économique.*

Répartition des revenus. — V. *Paix économique.*

Répartition des richesses. — V. *Nationalités.*

Représailles.

Evolution de la doctrine et de la pratique en matière de représailles, **22**, 241 et s. Notion générale des représailles, **22**, 241 et s.; définition, **22**, 241; différence entre représailles et rétorsion, **22**, 242; l'élément essentiel des représailles est la dérogation aux règles du droit des gens, **22**, 244; elles sont un droit

si elles s'appuient sur un motif légitime, **22**, 246; limitation à ce droit, **22**, 247; disparition désirable du droit de représailles, **22**, 248; la conception des représailles dans l'ancien droit, **22**, 251; ancienne coutume, les représailles admises en vertu du droit des gens, **22**, 251 et 252; la légitimité des représailles a pour base les nécessités de l'ordre public et de l'intérêt général, **22**, 252; représailles et solidarité civique, **22**, 254; conditions à exiger, **22**, 255; caducité du système qui n'est légitimé par F. Victoria qu'à défaut d'autre solution, **22**, 257; les représailles en temps de guerre dans le droit moderne, **22**, 259 et s.; ce qu'elles sont et quel est le but du belligérant qui s'en sert, **22**, 259; justification de cette méthode par réciprocité d'obligations contractuelles, **22**, 260; mesure des choses licites et illicites, **22**, 263; représailles licites : travail des prisonniers de guerre, emprisonnement des médecins et infirmiers ennemis, **22**, 264; bombardement des villes non fortifiées et de la population civile mêlée à des militaires, **22**, 265; représailles illicites : violences envers les particuliers, surtout femmes et enfants, emploi d'armes, projectiles, matières causant des maux superflus, emploi de poison ou armes empoisonnées, **22**, 266 et 267; modalités d'application, **22**, 269; représailles en temps de paix dans le droit moderne, **22**, 271; cause et objet, **22**, 271; formes de contrainte : dénonciation de traités de commerce, rupture de relations, boycottage, embargo, blocus, occupation de territoire, prise de gage, démonstration comminatoire, bombardement, **22**, 272; exemples historiques, **22**, 273; catégories des représailles : mesures de police, mesures de violence, **22**, 274; conditions de licéité, règles d'application, **22**, 275; défectuosité des représailles en temps de paix, danger d'abus, **22**, 278; évolution contemporaine et caducité du droit de représailles en temps de paix, **22**, 279 et s.; recouvrement des dettes contractuelles, adoption de la Convention Porter limitant l'emploi de la force pour un tel recouvrement, **22**, 279; transformation apportée par le Pacte de la Société des Nations, **22**, 280; la question juridique, **22**, 282 et s.; incompatibilité réelle des coercitions par la force armée avec les obligations des Etats signataires du Pacte, **22**, 284; raison profonde de cette incompatibilité, **22**, 284; réponse à l'objection qui déclare que le Pacte n'a pas aboli le droit de représailles en temps de paix, **22**, 285; nouvelle forme de la défense du droit, **22**, 287.

V. *Code des prisonniers de guerre. Crimes et délits internationaux. Déni de justice. Droit international. Grotius. Guerre. Guerre chimique. Guerre hors la loi. Intervention. Traités.*

Représentant concluant au nom de l'Etat. — V. *Traités.*

Représentant de corporations. — V. *Pétition.*

Représentant des Etats. — V. *Rapports entre Etats.*

Répression. — V. *Navire de commerce. Piraterie.*

Répression des crimes contre la personnalité de l'Etat. — V. *Crimes contre la personnalité de l'Etat*

Reproduction illicite. — V. *Plagiat.*

Reproduction licite. — V. *Plagiat.*

République d'Angleterre. — V. *Reconnaissance d'Etats.*

République hollandaise. — V. *Reconnaissance d'Etats.*

Républiques italiennes. — V. *Reconnaissance d'Etats.*

Requête. — V. *Cour permanente de justice internationale.*

« Res delicta ». — V. *Droit international.*
« Res nullius ». — V. *Droit international.*
Rescousse (droit de). — V. *Piraterie.*
Réserve proportionnelle. — V. *Or.*
Réserves. — V. *Acte de Genève. Arbitrage obligatoire. Réciprocité diplomatique. Traités.*
Réserves des banques. — V. *Or.*
Résidence. — V. *Domicile. Double imposition. Etranger. Impôts. Nationalité.*
Résolution pour inexécution. — V. *Réciprocité diplomatique.*
Résolutions d'Oxford. — V. *Extradition.*
Respect aux agents diplomatiques. — V. *Relations diplomatiques.*
Respect de la loi morale. — V. *Règle « pacta sunt servanda ».*
Respect de la parole donnée. — V. *Règle « Pacta sunt servanda ».*
Respect des traités. — V. *Règle « Pacta sunt servanda ».*
Respect mutuel des souverainetés. — V. *Souveraineté.*
Responsabilité. — V. *Cour permanente de justice internationale. Déni de justice. Droit aérien. Droit civil. Droit international public. Etat. Etranger. Expulsion. Immunité des Etats. Légitime défense. Loi locale. Mandats internationaux. Mer territoriale. Monnaie. Organisation économique. « Petition of right ». Presse.*
Responsabilité collective. — V. *Apatrides. Suarez.*
Responsabilité internationale de l'Etat.

Les relations internationales (V. *Relations internationales des Etats*, **2**, 287). La responsabilité des Etats, **2**, 350; les principes, **2**, 350; les applications, Etat tenu d'exécuter les clauses d'un traité, **2**, 352; il est responsable des fautes de ses agents, **2**, 354; responsabilité discutée des actes judiciaires, **2**, 354; responsabilité de l'Etat à raison d'actes commis par de simples particuliers, **2**, 359; dommages soufferts par des étrangers, **2**, 360; règlement de l'Institut de droit international du 10 septembre 1910, **2**, 362; cas où l'étranger a droit à indemnité, **2**, 363; thèse de M. Alvarez, **2**, 365; difficultés s'il s'agit d'Etats fédéraux, **2**, 367.

Limitations de la souveraineté, l'extension de la responsabilité internationale, **6**, 37.

Crimes et délits contre la sûreté des Etats étrangers (V. *Crimes et délits internationaux*, **16**, 121). Nature des actes donnant naissance à la responsabilité internationale de l'Etat, **16**, 224; cas de guerre civile, droit pour l'Etat de reconnaître la qualité de belligérant au parti révolté, déclaration de neutralité dont le statut fixe ses obligations internationales, **16**, 224 et 225; autres cas, principe de non-intervention, **16**, 227; Institut de droit international, règlement de Neufchâtel, **16**, 228; les traités internationaux, **16**, 230; la « diligence due » et l'emploi des moyens répressifs (affaire de l'*Alabama*), **16**, 236; formule de la XIII[e] Convention de La Haye du 18 octobre 1907, **16**, 237; mesures préventives, **16**, 240; l'expulsion, **16**, 240; les mesures répressives, **16**, 241.

La responsabilité des Etats et la fixation des dommages et intérêts par les tribunaux internationaux, **28**, 235 et s. Détermination de l'indemnité, **28**, 235 et s.; obligation de réparer un dommage subi par un acte contraire au droit international, **28**, 235; dommage d'ordre patrimonial, **28**, 236; restitution en nature ou en valeur de remplacement, **28**, 237; détermination par

l'arbitre de la valeur de remplacement, **28**, 239; moment auquel il faut se placer, principes des tribunaux arbitraux mixtes, **28**, 239; valeur fixée en monnaie actuelle, **28**, 240; dommages indirects, **28**, 243 et s.; détermination des conséquences de l'acte illicite, **28**, 243; terminologie, **28**, 243; détermination du rapport de causalité, **28**, 244; définition du dommage indirect, **28**, 246 et s.; critérium de la normalité, **28**, 251; les profits manqués, **28**, 253 et s.; fondement du devoir de réparation, **28**, 253; concept du profit au point de vue juridique, **28**, 254; calcul de l'indemnité basé ou non sur le critérium de la probabilité, **28**, 257; *quantum* de la réparation pécuniaire pour profits manqués, **28**, 258; détermination de l'indemnité pour les profits manqués, **28**, 261; détermination du profit à indemniser, **28**, 262; responsabilité du lésé, **28**, 264 et s.; diligence exigée du lésé, **28**, 266; influence du dol ou de la faute lourde sur la détermination des dommages à réparer, **28**, 268; mesures de protection contre les conséquences d'actes illicites, **28**, 271 et s.; cas de primes d'assurances payées par des américains contre les risques de la navigation marchande en temps de guerre, avis de la Commission mixte germano-américaine, l'Allemagne non tenue à réparation, **28**, 272 et s.; les intérêts, **28**, 275 et s.; influence de la législation interne sur les relations internationales, **28**, 277; point de départ des intérêts, **28**, 279; nature d'une réclamation, **28**, 283; suspension du cours des intérêts, **28**, 284; taux des intérêts, **28**, 285; limitation des intérêts, arriérés au principal de la dette, **28**, 286.

Règles générales du droit de la paix (V. *Souveraineté*, **32**, 11). La souveraineté ne fait pas obstacle à la responsabilité de l'Etat, **32**, 95; actes dont l'Etat est responsable : pour la loi nationale en contradiction avec le droit international, **32**, 97; pour insuffisance de sa loi nationale empêchant l'accomplissement de ses obligations internationales, **32**, 98; pour complot contre d'autres Etats, pour offenses contre des chefs d'Etats étrangers, **32**, 99; pour les fautes de ses agents du pouvoir exécutif, pour les décisions de ses tribunaux, **32**, 100; pour les actes commis sur son territoire par des particuliers, **32**, 102 et s.; ligne de démarcation de la responsabilité de l'Etat, **32**, 104; difficulté d'appréciation de la responsabilité de l'Etat, **32**, 105; exploitation de la responsabilité des Etats faibles par les Etats forts, **32**, 106; hostilité des Etats de l'Amérique latine contre la responsabilité de l'Etat dépassant au profit des étrangers la responsabilité à l'égard des nationaux, **32**, 106; thèse contraire au droit international faisant de la loi nationale la mesure de la responsabilité internationale, **32**, 108.

La responsabilité des Etats à raison des crimes et délits commis sur leur territoire au préjudice des étrangers, **36**, 187 et s.; insuffisance des lois territoriales pour réprimer les infractions commises au préjudice des étrangers, **36**, 187; exemples : cas où les lois territoriales font défaut, **36**, 188 et s.; cas où les autorités territoriales n'agissent pas, **36**, 194; cas où l'application de la loi territoriale mise en œuvre par les autorités territoriales reste insuffisante pour prévenir un conflit international, **36**, 196; défiance fréquente de l'Etat offensé à l'égard de la justice nationale du délinquant, celui-ci peut être acquitté devant le

tribunal de son pays et condamné par une juridiction internationale, **36**, 199 et 200; le crime international exige une solution internationale, **36**, 202; question de la responsabilité de l'Etat du lieu de l'offense envers l'Etat offensé, cas d'une faute manifeste, **36**, 204; responsabilité de l'Etat complice des fomentateurs de troubles au préjudice d'un autre Etat, **36**, 205 et s.; problème de la responsabilité de l'Etat en vertu du « risque étatif », **36**, 211 et s.; objection que soulève la doctrine du risque substituée à celle de la faute, **36**, 212 et s.; pas d'antinomie entre la souveraineté de l'Etat et sa responsabilité, **36**, 214; clauses d'irresponsabilité prévues dans la constitution de l'Etat ou dans des conventions signées par lui, **36**, 218; exemples (Vénézuéla, **36**, 219; Brésil, **36**, 222; Chili, **36**, 225); irresponsabilité de l'Equateur et du Honduras inscrite dans leur constitution, **36**, 226; clauses conventionnelles d'irresponsabilité, **36**, 226 et s.; règles à suivre pour mise en œuvre d'une juridiction internationale criminelle, **36**, 232; mise en mouvement de l'action des parties lésées, **36**, 233; mise en cause de l'auteur de l'offense, **36**, 236; responsabilité de l'Etat du fait de sa constitution, **36**, 238; du fait de sa législation, **36**, 241; du fait de la négligence de ses services publics, **36**, 243; responsabilité de l'Etat du fait de crimes et délits commis par ses agents au préjudice d'un étranger, **36**, 247; actes du chef de l'Etat, **36**, 247; actes des fonctionnaires de l'Etat, **36**, 248; distinction suivant que l'agent agit ou non dans l'exercice de ses fonctions, **36**, 251; actes de simples particuliers si l'offense résulte d'une faute de l'Etat, **36**, 253; difficultés que soulève la question, **36**, 255 et s.

Règles générales de la paix (V. *Droit international*, **46**, 5). Responsabilité internationale, **46**, 96 et s.; de l'acte illicite en matière internationale, **46**, 96 et s.; sens d'acte illicite de l'Etat, **46**, 96; notion de la faute, **46**, 96; responsabilité sans faute, **46**, 97; thèse de la faute *in eligendo* ou *in vigilando*, thèse de la fiction de la faute de l'Etat, **46**, 98; l'Etat est-il responsable du fait d'une action prohibée commise par un de ses organes ?, **46**, 100; responsabilité à raison des actes accomplis par les organes en dehors des limites de leur compétence, **46**, 103 et s.; divers actes des organes en particulier, **46**, 107; manquement à l'obligation ou à l'interdiction d'édicter une loi, **46**, 107; différence de traitement entre nationaux et étrangers, **46**, 109; responsabilité de l'Etat en raison d'actes de ses organes exécutifs, **46**, 111; à raison d'une activité judiciaire, **46**, 113; responsabilité à raison des actes des particuliers, **46**, 114 et s.; compétence judiciaire internationale en matière de responsabilité des Etats, **46**, 117 et s.; moment où naît le droit à réparation, **46**, 122; du caractère national de la demande de réparation, **46**, 125; fixation de l'indemnité, **46**, 127.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **58**, 475). Responsabilité internationale, **58**, 656 et s.; principe incontesté, **58**, 656; responsabilité internationale comme rapport d'Etat à Etat, **58**, 659; cas de responsabilité propre à l'agent public, **58**, 659; la responsabilité internationale existe en faveur d'un Etat, **58**, 662; faits occasionnant la responsabilité internationale, **58**, 665 et s.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*,

62, 99 et s.). Relations délictuelles des Etats. Responsabilité des Etats, **62**, 339 et s.; problèmes principaux de la responsabilité des Etats, **62**, 339; limitation des sources de la responsabilité de l'Etat, prohibition de l'abus des droits, **62**, 340; souveraineté des Etats et exceptions à la responsabilité, exception de non-distinction dans le traitement des étrangers, **62**, 343; propriété des étrangers et exception de la non-distinction, **62**, 345; limitations des conséquences de la responsabilité, punition des Etats, **62**, 349; pratique des tribunaux, sanctions de l'article 16 du Pacte de la Société des Nations, **62**, 353; restrictions à la recevabilité des réclamations, épuisement des recours locaux, **62**, 357; conditions de la responsabilité internationale, conditions de faute, **62**, 359; responsabilité absolue, **62**, 363; limitations de responsabilité absolue, **62**, 363; limitations de responsabilité pour les actes des individus, propagande subversive contre les Etats étrangers, **62**, 365; boycottage international, **62**, 369.

V. *Codification du droit international. Communications internationales. Conciliation internationale. Crimes contre la personnalité de l'Etat. Déni de justice. Droit international. Etat. Gouvernement de fait. Principes généraux du droit. Sanctions du droit international. Sujets du droit international. Tribunaux internationaux.*

Responsabilité délictuelle. — V. *Droit aérien.*

Responsabilité du fait d'autrui. — V. *Droit civil.*

« Respublica christiana ». — V. *Organisation internationale.*

« Restatement » (Etats-Unis). — V. *Codification du droit international privé.*

Restauration politique. — V. *Organisation économique.*

Restriction de la souveraineté. — V. *Souveraineté.*

Restrictions. — V. *Guerre. Politique commerciale internationale.*

Restrictions douanières.

Réglementation internationale des restrictions douanières, **21**, 113 et s.; considérations techniques sur les bases du droit de douane, **21**, 113; considérations historiques sur les phases récentes des restrictions douanières avant 1914, **21**, 120; influence de la guerre de 1914, **21**, 121; loi française de 1916 autorisant prohibition d'entrée des marchandises étrangères, **21**, 122; diverses phases de la réglementation internationale des restrictions douanières, **21**, 126 et s.; situation économique à l'armistice, **21**, 127; le Pacte de la Société des Nations et la création d'un Comité économique, **21**, 130; la Conférence des formalités douanières de Genève de 1923, **21**, 132; Convention du 3 novembre 1923, **21**, 133; mesures prises par les Gouvernements pour lui donner effet, **21**, 135; V^e^ Assemblée de la Société des Nations, **21**, 136 et s.; essai d'un nouveau pas dans la réglementation de ses restrictions douanières, **21**, 137; résolutions de la V^e^ Assemblée, **21**, 137; instructions du Conseil au Comité économique, **21**, 138; consultations et réponses des Gouvernements sur la disparition du régime des prohibitions, **21**, 139; avant-projet d'accord international établi par le Comité économique, **21**, 141 et s.; Conférence économique de mai 1927, **21**, 146 et s.; Conférence diplomatique de novembre 1927, **21**, 153 et s.; seconde Conférence pour l'abolition des prohibitions, Genève 1928, **21**, 162; la réunion internationale et le Protocole concernant les peaux et les

os ; première apparition d'un tarif général, **21**, 165 et s.; Conférence panaméricaine de Cuba, février 1928, **21**, 171; avenir de l'œuvre réalisée, **21**, 174.

V. *Douane. Territoire douanier. Unions douanières. Zones franches.*

Rétention (droit de). — V. *Réciprocité diplomatique.*

Rétorsion. — V. *Droit international privé (Allemagne). Guerre. Intervention. Représailles.*

Rétroactivité. — V. *Conflit de lois. Droit international privé (Grèce).*

Revalorisation. — V. *Monnaie.*

Revendications. — V. *Intervention.*

Revenu. — V. *Coopération internationale. Double imposition. Impôts.*

Revenu consommé. — V. *Coopération internationale.*

Révision. — V. *Contrôle judiciaire. Cour permanente de justice internationale. Jugement étranger. Pacte de la Société des Nations et Pacte de Paris. Société des Nations. Traités. Tribunaux arbitraux mixtes. Voies de recours.*

Révocation de l'Edit de Nantes. — V. *Echange de populations.*

Révolution. — V. *Contrôles parlementaires. Crimes contre la personnalité de l'Etat. Droit constitutionnel. Guerre. Politique extérieure. Politique intérieure. Traités.*

Révolution américaine. — V. *Contrôle parlementaire.*

Révolution française.

Influence de la Révolution française sur le développement du droit international dans l'Europe orientale, **22**, 299 et s. Méthode d'étude et d'histoire du droit international, **22**, 299; ce qu'est le droit public, **22**, 300; nécessité d'adjoindre à l'étude du droit l'étude de l'histoire, insuffisance de la technique juridique, **22**, 301; méthode pour rechercher dans les traités internationaux l'intention des parties, **22**, 302; nécessité de connaître l'histoire politique, **22**, 303; l'ancien Régime et la Révolution française dans les rapports internationaux, **22**, 305 et s.; fondement de la politique internationale de l'ancien Régime, principe de l'équilibre, de la raison d'Etat, **22**, 305; idées de la Révolution française, sa doctrine internationale, **22**, 307; projets de Volney et de l'abbé Grégoire sur la nouvelle conception du droit international, **22**, 308 et 309; décret du 22 mai 1790 ouvrant une ère nouvelle au droit international, **22**, 310; conception moderne de nation, **22**, 311; intervention révolutionnaire, **22**, 312 et s., sa transformation en argument de parti, **22**, 314; principe de l'unité du droit public, **22**, 317 et s.; rapports entre le droit constitutionnel et le droit international, théories : parallélisme, internationalisme, nationalisme constitutionnel, **22**, 317 et s.; solution moniste et solution dualiste, monisme de M. Kelsen, **22**, 318 et s.; base de l'unité de droit public, **22**, 321; ce principe adopté par la Révolution française, **22**, 321 et s.; problèmes contenus dans les textes constitutionnels de la Révolution française, **22**, 323 et s.; tendances internationales dans les constitutions révolutionnaires, **22**, 326; évolution de la politique extérieure de la Révolution, affaiblissement des principes universalistes mais non disparition, **22**, 328; nouveau droit international créé par la Révolution, **22**, 329; état agité de l'Europe favorable à la pénétration des idées révolutionnaires, **22**, 330; influence de la Révolution sur l'Europe, Etats européens qui l'ont subie, **22**, 331; problèmes internationaux de l'Europe orien-

tale, **22**, 334 et s.; influence directe et indirecte de la Révolution française sur les principes fondamentaux du droit international, **22**, 336; principe territorial de la Russie, système de Pierre le Grand, **22**, 337; politique orientale de la Russie, **22**, 340; les partages de la Pologne, **22**, 342; premier partage (1772), **22**, 343; second partage (23 janvier 1793), **22**, 344; partage de la Pologne, comment il fut accueilli par la Révolution française, **22**, 346; troisième partage, fin de la Pologne, **22**, 348; doctrine internationale de la Russie dans la lutte contre la Révolution française, **22**, 351 et s.; doctrine russe de solidarité internationale contre-révolutionnaire, **22**, 351; Catherine II, son programme antirévolutionnaire, **22**, 352 et s.; documents et actes internationaux exprimant le principe de la solidarité internationale contre-révolutionnaire, **22**, 357 et s.; mesures russes contre la France, représailles françaises, **22**, 358; Paul Ier, réalisation du programme de Catherine II, **22**, 362; la Russie entre dans la coalition contre la France, **22**, 363; documents expliquant pourquoi la Russie se retire de la coalition, **22**, 367; échec de la coalition, mécontentement de Paul Ier dont profite Napoléon, **22**, 370; négociations franco-russes, **22**, 371; lutte contre l'Angleterre, mesures de droit maritime international adoptées par Paul Ier, **22**, 373; Alexandre Ier abandonne la lutte contre l'Angleterre, **22**, 374; la Russie adhère de nouveau à la coalition, **22**, 376; influence des idées révolutionnaires, lutte pour l'ordre européen, **22**, 376; instruction de Rovossiltsov (1804), programme d'organisation internationale, **22**, 378 et s.; qui inspira ce programme ?, **22**, 384; traité anglo-russe de 1905, compromis entre le programme russe et le programme anglais, **22**, 388; traité de Tilsitt, nouveau développement du droit international de l'Europe orientale, **22**, 393; création d'un duché de Varsovie, **22**, 395 et s.; rôle de Speranski conseiller de l'empereur Alexandre, son programme de réformes, **22**, 396; entrevue d'Erfurt, **22**, 398; rupture de l'alliance franco-russe, **22**, 400; tendances réactionnaires en Russie, **22**, 402; lutte contre la Révolution française en vertu de ses propres principes, **22**, 405; retour de la coalition victorieuse au principe de l'équilibre européen, **22**, 407; question d'Orient, **22**, 411 et s.; rivalité de la France et de la Russie dans les Balkans, **22**, 411; formes diverses de l'influence de la Révolution française dans les Balkans, **22**, 413 et s.; lutte du patriote grec Rhigas au nom des idées révolutionnaires, **22**, 415; Napoléon apporte aux peuples balkaniques l'idée de nation, **22**, 416; influence révolutionnaire dans la question des îles Ioniennes et du littoral dalmate, **22**, 417; influence napoléonienne considérable dans les Balkans, **22**, 421; diverses institutions du droit international et influence de la Révolution française dans l'Europe orientale, **22**, 425 et s.; droit de la guerre, sa définition juridique, **22**, 426; les prisonniers de guerre, **22**, 427; la levée en masse, **22**, 427; la question des combattants, **22**, 429; doctrine de la guerre juste dans la période révolutionnaire, **22**, 431; le droit de conquête, **22**, 431; influences révolutionnaires sur le séparatisme en Russie, **22**, 435; les traités, **22**, 437; droit de légation, **22**, 438; condition juridique des étrangers, **22**, 439; droit maritime et neutralité maritime, **22**, 442; la Sainte-Alliance, **22**, 447 et s.; ses principes, sa construction fut non une restau-

ration mais une chose nouvelle, **22**, 448; continuation du développement du droit international né de la Révolution, **22**, 451.

V. *Codification du droit international. Contrôle parlementaire. Crimes et délits internationaux. Doctrine pacifique. Escaut. Guerre. Intervention. Monnaie. Solidarité internationale.*

Rhin.

Le statut international du Rhin, **28**, 109 et s. Place du droit rhénan dans le droit international, **28**, 109; caractère européen du droit des fleuves internationaux, **28**, 109; importance du droit rhénan par rapport au droit international, **28**, 110; régime, organisation, statut, **28**, 110; diversité des fleuves, **28**, 111 et s.; navigation maritime et navigation fluviale de chaque fleuve, **28**, 111; fleuves politiques (Danube) et fleuves non politiques, **28**, 112; centralisation et standardisation, **28**, 113; unité du réseau et voies d'eau séparées, **28**, 114; liberté de navigation, **28**, 115; concurrence entre ports de mer, **28**, 116; priorité de la navigation, **28**, 116; navigation concurrencée par les forces hydro-électriques, **28**, 116; lien entre le problème des travaux et celui des redevances, **28**, 117; constitution physique du réseau rhénan, **28**, 118 et s.; rôle économique du réseau rhénan, les deux éléments essentiels du trafic, **28**, 121 et s.; origines et développement du statut rhénan, **28**, 124 et s.; avant le Congrès de Vienne, **28**, 124 et s.; cadre historique de 1785 à 1815, **28**, 124; négociations et traités antérieurs à la Convention de l'Octroi (1804), **28**, 128 et s.; la Convention de l'Octroi, modifications ultérieures, **28**, 131; la paix de Paris (1814), **28**, 133; de 1815 à 1831, **28**, 137 et s.; œuvre du Congrès de Vienne, analyse des dispositions de l'annexe 16 B de l'Acte final, **28**, 137 et s.; les négociations de 1816 à 1831, **28**, 145 et s.; la Convention de Mayence, **28**, 147 et s.; de 1831 à 1914, **28**, 150 et s.; Convention de Mannheim, sa nature de codification du droit existant, **28**, 150 et s.; privilèges des bateaux appartenant à la navigation du Rhin, **28**, 154; de 1914 à ce jour, **28**, 155 et s.; le traité de Versailles, **28**, 156; la Convention de Barcelone, **28**, 156; les sources du statut actuel, Traité de Paris et Acte de Vienne, **28**, 158 et s.; les débats relatifs à la question du droit de contrôle des Etats non riverains, **28**, 158 et s.; Convention de 1831, **28**, 161; Traité de Versailles et Convention de Barcelone, **28**, 162; voie navigable, problème des travaux, **28**, 164 et s.; aspect positif des travaux (travaux nécessaires à la navigation), **28**, 164 et s.; aspect négatif des travaux (travaux nuisibles à la navigation), **28**, 170; travaux relatifs aux ports, **28**, 172; qui agit en matière de travaux ?, **28**, 173 et s.; exploitation de la voie, **28**, 176 et s.; but et objets de la police de la navigation, **28**, 176 et s.; police générale, règlements des Etats riverains, **28**, 177 et s.; caractère juridique des règlements de police et de navigation, **28**, 182 et s.; particularités relatives aux ports, **28**, 184; les sanctions et la juridiction, **28**, 184; formalités douanières, **28**, 185 et s.; autres aspects du régime, **28**, 188 et s.; péages et redevances, **28**, 188; taxes et impôts, **28**, 188; droits d'entrée ou de sortie, **28**, 189; liberté du transit, **28**, 189; droit privé de la navigation, **28**, 189; nationalité des navires, **28**, 190; extension territoriale du réseau, **28**, 191 et s.; les eaux en amont de Bâle, **28**, 191; les affluents, **28**, 192; les canaux latéraux, **28**, 193; les embouchures, **28**, 193;

travaux et règlements communs, **28**, 196; extension territoriale de la compétence de la Commission centrale, **28**, 197; transit en provenance et à destination du Rhin, **28**, 198; organisation internationale, **28**, 199 et s.; limitation de son but aux intérêts de la navigation, **28**, 199; discussions sur la composition, la compétence et les pouvoirs de la Commission centrale, **28**, 200 et s.; substitution par le traité de Versailles de la proportionnalité à l'égalité, **28**, 204; admission de deux Etats non riverains au sein de la Commission, **28**, 204; comment la Commission prend-elle ses décisions ?, **28**, 206; caractère de la Commission, **28**, 206; théorie générale, **28**, 210 et s.; le droit des fleuves internationaux a deux aspects : négatif (idée de servitude), **28**, 210; positif (idée de communauté), **28**, 213; la Charte du Rhin fusionne ces deux idées, **28**, 215.

V. *Communications internationales. Fleuve international. Frontières.*

Richesses. — V. *Double imposition. Impôts.*

Richesses de la mer. — V. *Mer.*

Richesses du sol. — V. *Territoire.*

Richesses naturelles. — V. *Servitudes internationales.*

Risque étatif. — V. *Responsabilité internationale de l'Etat.*

Risques. — V. *Assurances. Sanctions du droit international.*

Rivière Sainte-Croix. — V. *Traités (interprétation des).*

Rôle social. — V. *Monnaie.*

Rome. — V. *Arbitrage international.*

Route (Code de la). — V. *Navire de commerce.*

Ruine du crédit. — V. *Emprunt public d'Etat.*

Rupture. — V. *Relations diplomatiques.*

Rupture de blocus. — V. *Individu.*

Ruses de guerre. — V. *Guerre.*

Russes. — V. *Apatrides.*

Russie. — V. *Europe centrale. Mer Baltique.*

Russie soviétique. — V. *Succession des Etats.*

S

Sabéens. — V. *Etranger.*

« Sachsenspiegel ». — V. *Droit international privé* (Allemagne).

« Sacri apices » (Bas-Empire). — V. *Passeports.*

Saint-Siège. — V. *Cité du Vatican. Confessions religieuses. Etat. Europe orientale. Missions catholiques. Règle « pacta sunt servanda ». Papauté. Sujets du droit international.*

Sainte-Alliance. — V. *Droit international. Intervention.*

Saisie-arrêt. — V. *Tribunaux mixtes d'Egypte.*

Saisie-conservatoire. — V. *Navire de commerce.*

Saisie de navires. — V. *Capture. Immunités des Etats. Navire de commerce.*

Saisine héréditaire. — V. *Droit international privé* (Italie).

Salaire. — V. *Crise.*

Sanctions. — V. *Arbitrage. Droit international. Droit international public. Marque de fabrique. Plagiat.*

Sanctions du droit international.

Les relations internationales (V. *Voies de communication*, **2**, 129). Sanctions du droit international, **2**, 407; les sanctions du droit

interne et celles du droit international, **2**, 407; projet français du 8 juin 1918 créant un organisme international chargé d'organiser un tribunal international, **2**, 411; système de sanctions échelonnées, **2**, 411 et s.; échec du projet, **2**, 412; rôle complémentaire et précaire des sanctions, **2**, 414; sanctions morales, **2**, 419; sanctions politiques, **2**, 420; sanctions juridiques, **2**, 423; sanctions juridiques imparfaites : l'arbitrage, **2**, 426; sanctions du Pacte de la Société des Nations, **2**, 427; sanctions possibles, conditions, **2**, 431; nécessité des alliances particulières et des sanctions facultatives, **2**, 435.

Règles générales du droit de la paix. Sanctions du droit international, **32**, 273 et s.; nécessité de sanctions pour rendre efficace le droit positif, **32**, 273; prescriptions de droit international incorporées dans le droit interne et ainsi pourvues de sanctions, **32**, 274; les sanctions du droit international dans la réalité à défaut d'une force internationale au service d'une justice internationale, **32**, 275; représailles, **32**, 275; système incomplet des sanctions établies par le Pacte, **32**, 276; le programme de la « League to enforce peace », **32**, 277; les sanctions de l'article 16 du Pacte, sanctions économiques avant sanctions militaires, **32**, 276; Protocole de Genève, **32**, 279; Accord de Locarno, Pacte Kellog, **32**, 281; échec de la tentative du Pacte en matière de garantie appuyée sur des sanctions de droit international, **32**, 284; devoir des juristes pour accroître la force du droit international, **32**, 285.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **35**, 5). La sanction des irrégularités, **35**, 202 et s.; difficultés des sanctions dans l'ordre interne, leurs difficultés considérables dans le domaine international, **35**, 203; sanctions atteignant directement l'acte irrégulier, **35**, 204 et s.; actes juridiques internationaux, conditions de validité de ces actes, **35**, 205 et s.; les actes juridiques internes, **35**, 210 et s.; l'acte interne irrégulier n'est pas atteint par les sanctions dans son existence ni dans sa validité, mais les sanctions internationales l'atteignent dans ses effets, **35**, 211; responsabilité internationale, **35**, 212 et s.; la sanction n'atteint plus l'acte irrégulier mais l'auteur responsable, obligation nouvelle qu'elle lui impose, **35**, 212; condition pour que la responsabilité internationale de l'Etat soit engagée, **35**, 213; question de la responsabilité de l'Etat devant les actes de ses fonctionnaires et agents en dehors des limites de leur compétence, **35**, 215; cas de troubles, émeutes, révolutions, **35**, 216; la responsabilité internationale suppose-t-elle l'existence d'une faute ?, **35**, 217; est-elle basée sur l'idée du risque ?, **35**, 218; emploi de la contrainte, **35**, 221 et s.; contrainte collective, **35**, 224.

V. *Arbitrage international. Assistance financière. Conflit de lois. Déni de justice. Désarmement. Droit international privé (Etats-Unis). Droit international public. Droit naturel. Droits de l'homme. Expulsion. Grotius. Guerre. Œuvres littéraires et artistiques. Organisation internationale du travail. Pacte de la Société des Nations. Pacte de la Société des Nations et Pacte de Paris. Ports maritimes. Recevabilité. Reconnaissance d'Etats. Société des Nations. Souveraineté. Traités. Traités de commerce.*

Sanctions du droit interne. — V. *Sanctions du droit international.*

Sanctions échelonnées. — V. *Sanctions du droit international.*
Sanctions économiques. — V. *Guerre. Neutralité. Sanctions du droit international. Société des Nations.*
Sanctions juridiques. — V. *Sanctions du droit international.*
Sanctions militaires. — V. *Neutralité. Sanctions du droit international.*
Sanctions politiques. — V. *Sanctions du droit international.*
Santé. — V. *Droit sanitaire international. Migration.*
Santé économique (retour à la). — V. *Politique commerciale internationale.*
Sarre (Gouvernement de la). — V. *Sujets du droit international.*
Saumon-Sockeye (pêche du). — V. *Mer.*
Sauvages américains.

Les sauvages américains devant le droit, **31**, 181 et s. Occupation sommaire des pays non civilisés, soumission par la violence des populations, non-application du droit international, **31**, 181; rôle de la papauté, **31**, 182; la découverte d'un territoire (Amérique) entraîne-t-elle un titre valable de souveraineté ?, **31**, 182; doctrine de Vitoria, **31**, 183; attitude vis-à-vis des sauvages, **31**, 184; attitude des colons envers les Indiens, **31**, 184; le droit originel des sauvages, **31**, 187 et s.; les Indiens du Brésil, **31**, 187; ces Indiens avaient une foi, un Chef (roi), une loi, **31**, 189; leur organisation de la famille, **31**, 192; les remarquables observations des savants allemands, **31**, 193; le matriarcat chez les Indiens de l'Amérique du Sud, **31**, 195; prédominance de la polygamie, **31**, 197; institution de la couvade, **31**, 198; usage de la maison commune, **31**, 199; le crime et la vengeance du sang, **31**, 200; l'Européen colon, ses relations avec le sauvage, **31**, 201; Portugais au Brésil, indianisme, **31**, 203; la misère indienne, **31**, 205 et s.; dans la Nouvelle-Angleterre, **31**, 205 et s.; différence entre le sauvage du Nord et celui du Sud, **31**, 205; colonisation de terre de l'Amérique du Nord par les Anglais, **31**, 206; la Confédération des Iroquois, **31**, 207; sauvagerie et barbarie, **31**, 207; coutumes des nations arborigènes du Nord, **31**, 208; le clan reposant sur la famille et celle-ci sur le mariage, propriété privée, **31**, 209; installation des Anglais, occupation des terres abandonnées ou conquête, **31**, 210; l'esclavage, **31**, 211; les lois de persécution, **31**, 212; interdiction de mariage entre Anglais et Indiens, **31**, 212; mariages non interdits dans les colonies espagnoles, **31**, 213; dans l'Amérique espagnole, **31**, 214 et s.; régimes de l' « encomienda » et du « repartimiento » favorisant l'esclavage de l'Indien, **31**, 215; apostolat du P. Bartholomé de Las Casas contre l'esclavage, **31**, 216; Vitoria, origine espagnole du droit international moderne, **31**, 219; les Français sur la côte brésilienne, **31**, 221; sagesse des lois espagnoles concernant les Indes, **31**, 222; au Brésil, **31**, 224 et s.; les capitaineries portugaises, leur échec, le gouvernement central de la colonie, **31**, 224; activité des Jésuites, **31**, 226; action des Pères Nobrega, d'Anchieta, **31**, 227; le régime des missions, protectorat des Indiens confié aux Jésuites, **31**, 230; rôle considérable du Père Vieira, **31**, 232 et s.; opposition que lui manifeste les chefs de la Compagnie de Jésus, son retour et son action au Brésil, **31**, 233 et s.; réaction contre l'attitude des Jésuites au Brésil, rachat (« resgate ») des Indiens (esclavage déguisé), excommunication du pape Benoît VII contre les persécuteurs, **31**, 236 et s.; loi du

6 juin 1755 proclamant la liberté des Indiens, **31**, 237; esprit libéral nouveau en opposition avec le programme des Jésuites, leur expulsion, **31**, 239; droits de parfaite égalité accordés aux Indiens, **31**, 241; Etats américains et nations arborigènes, **31**, 244 et s.; les Etats-Unis d'Amérique, **31**, 244 et s.; situation au moment de l'indépendance, **31**, 244; ententes entre Etats et Indiens, traité entre Etats-Unis et le Delaware, **31**, 245; nécessité d'un passeport pour pénétrer sur le territoire des Indiens, **31**, 248; querelle entre Etats particuliers et Union pour attribution du droit seigneurial sur les Indiens et leurs territoire, **31**, 249; la nation Cherokee contre l'Etat de Géorgie, **31**, 250 et s.; absorption progressive des territoires indiens, **31**, 254; condition juridique des Indiens, leur nationalité, **31**, 255; législation spéciale aux Indiens, tribunaux indiens, leur compétence, **31**, 258; Etats d'origine espagnole, **31**, 261 et s.; la situation au moment de leur indépendance, **31**, 261; Argentine, **31**, 262; Chili, **31**, 263; croisement intense au Paraguay des blancs et des populations indigènes, **31**, 265; cas spécial de la Colonie, mauvaise influence du libéralisme sur la situation des Indiens, **31**, 267; régime du travail forcé des Indiens pour paiement de leurs dettes, **31**, 268; Brésil, **31**, 269 et s.; son indépendance (1822), **31**, 269; nouveau régime légal, Acte additionnel à la Constitution de l'Empire, **31**, 270; propriété foncière, **31**, 271; ce qui a été fait pour le sauvage pendant la période républicaine, **31**, 273; disposition du Code civil, **31**, 274; service de protection des Indiens, **31**, 276; loi de 1928 réglant la situation des Indiens nés au Brésil, **31**, 277; terres d'Indiens, leur état civil, **31**, 279; législation pénale, **31**, 279; disparition des Indiens par l'effet de la conquête européenne, **31**, 282; problème indigène au Mexique, au Pérou, au Brésil, **31**, 282 et s.; résultats de l'appel des Indiens à la civilisation, **31**, 288.

Sauvegarde internationale. — V. *Droit de l'homme. Droit des gens. Navire de commerce.*

Sauvetage. — V. *Navire de commerce.*

Savant. — V. *Droits de la pensée.*

Schisme. — V. *Inviolabilité des traités. Organisation internationale.*

Sciences.

Coopération intellectuelle internationale. Accroissement et extension de l'activité scientifique, **9**, 326; le public s'intéresse davantage aux applications de la science, **9**, 331; désertion de la science pure, **9**, 335; la misère de la science, **9**, 348. (V. *Coopération intellectuelle internationale*, **9**, 364). Science est chose internationale, entente internationale pour sa propagation, **9**, 377; prix Nobel, **9**, 378; entr'aide internationale pour recherche scientifique, **9**, 379; recrutement du personnel, **9**, 381; questions des nomenclatures, des mesures, de la bibliographie à laquelle s'est attachée la Commission de coopération intellectuelle, **9**, 383; problèmes complexes de la bibliographie, **9**, 384 et s.; utilisation internationale des bibliothèques, **9**, 387; répertoires, caisse internationale de recherches, **9**, 390. (V. *Arts*, **9**, 392.)

V. *Doctrine pacifique. Droit naturel. Droits de l'homme. Inviolabilité des traités. Principes généraux du droit. Sources du droit international.*

Scolastique. — V. *Guerre.*

Secrétariat de la Société des Nations. — V. *Société des Nations.*
Sectes. — V. *Doctrine pacifique. Organisation internationale.*
Sécularisation du droit. — V. *Tribunaux mixtes d'Egypte.*
Sécurité. — V. *Mandats internationaux. Mer territoriale. Sécurité internationale.*
Sécurité collective. — V. *Politique intérieure.*
Sécurité de la navigation. — V. *Navire de commerce. Politique extérieure.*
Sécurité des Etats. — V. *Société des Nations.*
Sécurité et désarmement. — V. *Sécurité internationale.*
Sécurité internationale.

Le problème de la sécurité internationale, **49**, 473 et s. Protection des Etats contre la menace de guerre, **49**, 473; armement et accords internationaux, **49**, 474; ce qu'est la guerre moderne, **49**, 475. Interdiction de recours à la force, **49**, 477 et s.; Pacte de la Société des Nations, **49**, 477; Pacte de Paris, **49**, 478; la légitime défense, **49**, 479; les mesures coercitives, **49**, 481. Procédures pacifiques, **49**, 488. Règlement des différends internationaux par application du droit en vigueur, **49**, 486. Transformations du droit, **49**, 488 et s.; transformations des normes, **49**, 489; révision des situations subjectives, **49**, 490; négociations diplomatiques, clause *rebus sic stantibus*, arbitrage, **49**, 492 et s.; article 19 du Pacte de la Société des Nations, **49**, 495 et s. Action collective contre la guerre, **49**, 501 et s. Action répressive, **49**, 502 et s.; détermination du coupable, **49**, 502 et s.; mécanisme rigide ou liberté d'appréciation, **49**, 504; organe compétent pour désigner l'agresseur, **49**, 511; nécessité d'une Institution internationale pour cette désignation, **49**, 512; mesures de sanction et d'assistance, **49**, 515 et s.; article 16 du Pacte, **49**, 516; projet de Traité d'assistance mutuelle (1923), Protocole de Genève (1924), sécurité et désarmement, **49**, 518; avenir des Pactes régionaux, **49**, 519. Action préventive, **49**, 524 et s.; article 11 du Pacte, **49**, 525; possibilité de collaboration universelle, **49**, 527; méthode et moment de mise en mouvement des mesures préventives, **49**, 530; chemin déjà parcouru par l'idée de prévention, **49**, 534; nécessité de combiner la prévention et la répression, **49**, 538.

V. *Acte de Genève. Désarmement. Guerre. Pacte de la Société des Nations. Protocole de Genève. Régionalisme. Société des Nations. Zones démilitarisées.*

Sécurité publique. — V. *Expulsion.*
Séjour. — V. *Etranger. Nationalité.*
Sélection. — V. *Migration.*
Self-determination. — V. *Etat. Plébiscite.*
Sels de plomb. — V. *Droit sanitaire international.*
Sénat d'Europe. — V. *Société des Nations.*
Sens clair. — V. *Traités (interprétation des).*
Sentence-accord. — V. *Procès international.*
Sentence-acte unilatéral. — V. *Procès international.*
Sentence arbitrale. — V. *Arbitrage international. Arbitrage privé. Chose jugée. Conférences de la paix de La Haye. Justice internationale. Société des Nations.*
Sentence arbitrale étrangère. — V. *Arbitrage privé. Qualifications.*
Sentences étrangères. — V. *Jugement étranger.*
Sentences injustes. — V. *Voies de recours.*

Sentences internationales. — V. *Souveraineté.*
Sentences internationales (caractère définitif des). — V. *Voies de recours.*
Sentences nulles. — V. *Voies de recours.*
Sentiment religieux (affaiblissement du). — V. *Relations diplomatiques.*
Séparation de biens judiciaires. — V. *Régime matrimonial.*
Séparation de corps.

Conflit de lois en matière de mariage, divorce et séparation de corps, **11**, 245. (V. *Mariage*, **11**, 177. *Divorce*, **11**, 217.) La séparation de corps ne peut être prononcée que si elle est admise par la loi nationale des époux, **11**, 246; ordre public, **11**, 247; conversion en divorce, **11**, 248; compétence, **11**, 248; changement de nationalité, **11**, 249.

V. *Code civil italien. Conférences de droit international privé de La Haye. Divorce. Domicile. Droit international privé (Italie).*

Séparation des pouvoirs. — V. *Arbitrage obligatoire.*
Séquestre. — V. *Capture. Mandats internationaux.*
Serment. — V. *Inviolabilité des traités.*
Service militaire. — V. *Apatrides. Désarmement. Etranger.*
Service public. — V. *Coopération internationale. Droit administratif international. Etranger. Immunité des Etats.*
Services de presse. — V. *Presse.*
Servitudes de passage. — V. *Servitudes internationales.*
Servitudes de transit. — V. *Servitudes internationales.*
Servitudes douanières. — V. *Douane. Territoire douanier. Zones franches.*
Servitudes économiques. — V. *Succession d'Etats.*
Servitudes « in faciendo ». — V. *Succession d'Etats.*
Servitudes internationales.

Les servitudes internationales, **22**, 5 et s.; théorie classique qui suppose que l'Etat a, sur le territoire, une sorte de propriété qui peut être grevée de droits réels, **22**, 5; théorie moderne qui n'admet que des restrictions conventionnelles régies par les pactes internationaux, **22**, 6; exemple de faits juridiques illustrant cette controverse, **22**, 6 et s.; fondements historiques de la servitude en droit international, **22**, 10 et s.; servitudes du droit privé historique, le droit romain, **22**, 10 et s.; droit moderne, **22**, 12; servitudes du droit public interne, **22**, 13; rapports entre les nombreux Etats de l'Empire germanique, **22**, 13; les premières servitudes, **22**, 14; servitudes du droit international public, **22**, 19 et s.; théorie classique, **22**, 19 et s.; ses principes, **22**, 21; ses adversaires, **22**, 22 et s.; caractère transitoire des restrictions à la souveraineté opposé à l'immutabilité des servitudes d'après la théorie classique, **22**, 22; théorie sur le rapport de l'Etat au territoire, **22**, 25; rejet de la notion de servitude du droit public, **22**, 25; nature du territoire, « Raum théorie » de Fricker et Jellinek, **22**, 26; autres adversaires de la théorie classique, **22**, 27 et s.; silence des Cours internationales de justice, **22**, 29; absence de faits historiques prouvant l'existence de servitudes internationales, **22**, 30; restrictions contractuelles de la souveraineté, **22**, 31 et s.; les soi-disant servitudes de droit public ne sont que des relations conventionnelles, **22**, 31; conservation du terme : servitudes internationales, **22**, 31; modes d'établissement des servitudes, **22**, 32; champ d'application, **22**, 33; conventions en faveur des tiers, **22**, 34; classification, **22**, 35; capacité des parties contractantes, **22**, 35; limites des

obligations contractuelles, **22**, 36; la cession par un Etat à un autre Etat de certains droits souverains n'entraîne pas renonciation par lui de sa souveraineté, **22**, 37; influence des restrictions de la souveraineté en matière de droit de la guerre, **22**, 39; situation de la Principauté de Monaco vis-à-vis de la France, **22**, 40; situation de la Ville libre de Dantzig, **22**, 42; exercice du droit déterminé par la volonté des parties contractantes, **22**, 42 et s.; rapports de l'Etat grevé et de l'Etat bénéficiaire pour l'exécution de la Convention, **22**, 43; droit personnel de l'Etat dominant en face de la législation de l'Etat grevé, exterritorialité personnelle, **22**, 44 et s.; modes d'extinction, **22**, 46; influence de la guerre sur l'exercice d'une servitude internationale, **22**, 47; en l'absence dans la Convention d'une clause spéciale pour le temps de guerre, application des règles générales du droit international, **22**, 47; théorie ancienne et théorie moderne, **22**, 47 et 48; guerre entre Etat bénéficiaire et Etat servant, extinction des servitudes, **22**, 49; guerre entre Etat bénéficiaire et Etat tiers, Etat servant restant neutre, affaire du vapeur anglais « Wimbledon », **22**, 50 et s.; décision de la Cour permanente de justice internationale, **22**, 50 et 51; opinions dissidentes d'Anzilotti, Huber et Schücking, **22**, 52 et s.; dénonciation unilatérale d'une servitude par l'Etat servant en vertu de la *clausula rebis sic stantibus*, **22**, 55; théorie classique qui refuse la dénonciation, **22**, 55; théorie moderne de Kaufmann, **22**, 56; critique par von Liszt de l'opinion de Kaufmann, **22**, 58; les conventions internationales susceptibles d'une dénonciation unilatérale par application du principe de la *clausula rebus sic stantibus*, mode d'exercice de ce droit, **22**, 60; exemples de servitudes imposées à la Russie par le traité de paix de 1856, **22**, 61; annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, **22**, 62; influence des changements de souveraineté sur les servitudes internationales, **22**, 64; théorie classique, servitude passe au nouveau souverain, **22**, 64; exemples à l'appui de cette théorie : obligation de la France de démolir les fortifications d'Huningue, neutralité de certaines parties de la Savoie, **22**, 65; point de vue des défenseurs de la théorie moderne, **22**, 67 et s.; dangers que présentent les servitudes internationales, **22**, 71 et s.

Les servitudes internationales, **45**, 5 et s. La souveraineté des Etats en face des servitudes internationales, **45**, 5; emploi des servitudes pour la sauvegarde de la souveraineté, **45**, 5; définition de la servitude, **45**, 6; analogie avec les servitudes prédiales du droit romain, **45**, 7; droit de l'Europe, **45**, 9; éléments d'une servitude internationale, **45**, 10 et s.; définition de la servitude tirée des éléments qui la composent, **45**, 15. Servitudes et distribution des richesses naturelles, **45**, 17 et s.; interdépendance économique des Etats, **45**, 17; utilisation des servitudes négatives, **45**, 18; servitudes positives concernant les richesses minérales, traité hollando-prussien de 1810, **45**, 19; pêcheries de Terre-Neuve, **45**, 20 et s.; histoires des prétentions de la France, **45**, 21; négociations anglo-françaises, défense par la France de son droit de pêcherie et de sècherie comparé à un droit d'usufruit, **45**, 22; Convention de 1818 accordant aux Etats-Unis l'usage de la côte de Terre-Neuve pour la partie réservée à la France, **45**, 25; théorie du « partage de l'Empire », difficultés

franco-anglaises, **45**, 26 et s.; arrangement du 8 avril 1904, **45**, 29; liberté de pêche accordée aux Etats-Unis par l'accord de 1912 complétant la Convention de 1818, **45**, 32. Servitudes facilitant le transit et les communications, **45**, 35 et s.; servitude de transit, **45**, 35; cas de cession au Japon par le Traité de Versailles des droits de l'Allemagne au Chantoung, **45**, 36; voies télégraphiques, pose de câble sous-marin, **45**, 37; servitudes de construction relatives aux voies navigables, **45**, 38; servitudes de passage, **45**, 40; servitudes générales de transit isthmien, canal de Suez, **45**, 42; canal de Kiel, **45**, 43; droit de passage libre par les détroits, **45**, 44; liberté de navigation sur les cours d'eau internationaux, **45**, 45; fleuves internationaux, **45**, 46; Convention de Barcelone de 1921, **45**, 46; fleuves européens, fleuves africains, **45**, 46; fleuves américains, **45**, 47 et s.; transit par voie de terre, **45**, 51; navigation aérienne, **45**, 52; le droit de liberté de passage inoffensive accordé par voie d'accords constitue-t-il une servitude ?, **45**, 53. Servitudes et sécurité internationale, **45**, 55 et s.; servitudes positives, accessoires de droits de construction ou de transit, **45**, 55; baux servitudinaires, **45**, 57; droit de garnison, **45**, 57; servitudes négatives, **45**, 59; démilitarisation des canaux et routes maritimes, **45**, 60; frontières démilitarisées, **45**, 61; îles d'Aland, **45**, 62.

V. *Communications internationales. Compétences internationales et étatiques. Droit fluvial international. Succession d'Etats. Territoire.*

Servitudes militaires. — V. *Succession d'Etats.*

Servitudes négatives. — V. *Servitudes internationales.*

Servitudes positives. — V. *Servitudes internationales.*

Servitudes prédiales. — V. *Servitudes internationales.*

Settlement. — V. *Concessions étrangères.*

Sexe. — V. *Fonctionnaires internationaux. Migration.*

Siège social. — V. *Personnes morales. Nationalité des sociétés de commerce.*

Signature. — V. *Traités.*

Signaux (code des). — V. *Navire de commerce.*

Sionisme. — V. *Mandats internationaux.*

Situation économique. — V. *Change.*

« Situs ». — V. *Double imposition.*

« Slogan ». — V. *Politique intérieure.*

Socialisme. — V. *Doctrine pacifique. Minorités.*

Société (en général). — V. *Conflit de lois. Etat. Personnes morales. Tribunaux mixtes d'Egypte.*

Société américaine des missions presbytériennes. — V. *Missions protestantes.*

Société à responsabilité limitée. — V. *Société civile et de commerce.*

Société civile et de commerce.

Les sociétés de commerce, **4** 5. Notions générales, **4**, 5; notion de « société de commerce », terminologie juridique, ses difficultés, **4**, 5; société en commandite, société en nom collectif, société anonyme, société coopérative, société à responsabilité limitée, **4**, 7; notion de droit international, **4**, 8; critérium du droit international public et du droit international privé, **4**, 9; terminologie adoptée, **4**, 11; les sociétés de commerce et l'Etat, **4**, 12. Historique, **4**, 15; droit comparé, droit commun, **4**, 15; développement, dans les pays importants, des sociétés de commerce,

4, 17; société en commandite, société en nom collectif, leur origine et leur évolution, **4**, 19; évolution différente des sociétés anonymes ou par actions, **4**, 20. (V. *Sociétés étrangères*, **4**, 22. *Conflit de lois*, **4**, 29.) Droit international public, **4**, 38; traités de commerce, examen de quelques traités, **4**, 40 et s. Conclusions, **4**, 48; sociétés de personnes, sociétés de capitaux, **4**, 49; formes des sociétés de personnes, **4**, 50; formes des sociétés de capitaux, **4**, 52; législations et besoins du commerce, **4**, 54; comment résoudre les problèmes que posent les sociétés de commerce ?, **4**, 55.

V. *Domicile.*

Société d'Etats. — V. *Organisation internationale. Sujets du droit international.*

Société de capitaux. — V. *Société civile et de commerce.*

Société de commerce. — V. *Code de commerce italien. Domicile. Impôt. Nationalité des sociétés de commerce. Société civile et de commerce.*

Société de secours. — V. *Prisonniers de guerre.*

Société des Nations.

Solidarité internationale dans l'Amérique latine (V. *Solidarité internationale*, **8**, 207). Participation de l'Amérique latine à la Société des Nations, **8**, 323; les pays sud-américains pendant la guerre de 1914, **8**, 323; leur attachement surtout moral à la Société des Nations, **8**, 325.

Jurisprudence de la Cour permanente de justice internationale (V. *Cour permanente de justice internationale*, **12**, 5). Pacte de la Société des Nations, article 12, différends internationaux, modes de solution adoptés, **12**, 41; article 14, avis consultatifs, **12**, 42; nature juridique des fonctions de deux organes de la société, **12**, 56; article 15, pouvoirs du Conseil pour le règlement des différends internationaux, **12**, 57, 61, 63; caractère de l'activité du Conseil, **12**, 56; article 17, Etat non membre, **12**, 89; interprétation du Pacte, **12**, 93 et s.; rapport du droit international avec le Pacte, **12**, 94.

L'imposition fiscale des étrangers (V. *Impôts*, **13**, 5). Doubles impositions et évasion fiscale, études par la Société des Nations, **13**, 76; rapport des experts économiques, **13**, 77; conséquences économiques de la double imposition, **13**, 78; principes régissant la compétence internationale en matière d'imposition, **13**, 82; critique du rapport des experts, **13**, 92; rapport des experts techniques sur la double imposition et l'évasion fiscale, **13**, 107.

La conciliation internationale d'après le Pacte et la jurisprudence du Conseil de la Société des Nations, **14**, 339 et s.; compétence *ratione personae* de la Société des Nations, **14**, 339; médiation entre Etats membres de la Société des Nations, **14**, 340; médiation de la Société sur demande d'un de ses membres partie à un différend, **14**, 340; recours obligatoire à une voie pacifique avant le recours à la guerre, choix obligatoire d'une voie pacifique indiquée dans le Pacte (article 12), **14**, 340; moratoire pacifique et représailles armées, **14**, 341; affaire de Corfou (articles 12, 13, 15 et 16 du Pacte), **14**, 341 et s.; liberté du choix des Etats en litige entre les voies pacifiques du Pacte (articles 12, 13, 15 du Pacte), **14**, 348 et s.; droit de citation unilatérale devant le Conseil, citation sur la base de l'article 15 du Pacte, le principe (articles 11, 12 et 13 du Pacte), **14**, 359; qualification

du danger de rupture par la partie qui saisit le Conseil (articles 12 et 15 du Pacte), **14**, 360; rôle des négociations diplomatiques et des commissions de conciliation, le système de l'article 15, **14**, 363; tentative de modifier le système de l'article 15, **14**, 364; résolution de l'Assemblée (22 septembre 1922), **14**, 366; citation sur la base de l'article 11 du Pacte, **14**, 371; citation sans invocation d'un article déterminé du Pacte, **14**, 372; médiation de la Société des Nations sur la demande d'un membre qui n'est pas partie au différend (article 11 du Pacte), **14**, 373; compétence *ratione personae*, médiation imposée par la Société des Nations entre Etats dont un seulement est membre ou dont aucun n'en fait partie, **14**, 376; dispositions du Pacte, caractère général des articles 11 et 17 du Pacte, **14**, 376; mesures prises par le Conseil ou l'Assemblée en vertu des articles 11 et 17 du Pacte en face d'un conflit menaçant pour la paix, **14**, 378; droit de convoquer le Conseil, **14**, 382; suites du refus d'un Etat non membre d'obtempérer à l'invitation du Conseil, **14**, 382; jurisprudence du Conseil, **14**, 384; médiation sur le recours des parties, recours des membres contre les non-membres (Perse contre U.R.S.S.), **14**, 384; (Autriche contre Hongrie), (Pologne contre Lithuanie), **14**, 385; (Finlande contre U.R.S.S., affaire de la Carélie orientale), (article 10, 11 et 17 du Pacte), **14**, 387 et s.; (Grande-Bretagne contre Turquie, affaire de Mossoul), (articles 11 et 17 du Pacte), **14**, 399; (Grèce contre Turquie, échange des populations grecques et turques), (article 11 du Pacte), **14**, 401; recours des non-membres de la Société entre les membres (recours de l'Allemagne contre les Puissances alliées), **14**, 403; recours entre eux des non-membres de la Société (Arménie contre Turquie). (article 22 du Pacte), **14**, 404; médiation de la Société des Nations imposée aux parties sur la demande des membres étrangers au différend, **14**, 410; (affaire des îles d'Aland entre Suède et Finlande), (articles 12, 15 et 17 du Pacte), **14**, 410; guerre dans le Proche-Orient (1922) (alinéa 11 du Pacte), **14**, 411; cas de non-application des articles 11 et 17 du Pacte, **14**, 413; guerre entre la Pologne et la Russie des Soviets (1920), **14**, 413; protestation de la Hongrie contre la non-application des articles 11 et 17 du Pacte pendant la crise provoquée en 1921 par le retour de l'ex-roi Charles, **14**, 416; compétence *ratione materiae* de la Société des Nations (alinéa 8 de l'article 15 du Pacte), **14**, 422; jurisprudence du Conseil (affaire des îles d'Aland) (articles 11, 12, 15 et 17 du Pacte), **14**, 425; rapport de la Commission, **14**, 428; principe de self-détermination et droit des gens, **14**, 430; principe de self-détermination appliqué aux situations de fait, ses formes, **14**, 431; différend anglo-français au sujet des décrets de nationalité promulgués en Tunisie et au Maroc, **14**, 440; avis de la Cour permanente de justice internationale saisie par le Conseil (§§ 1 et 8 de l'article 15 du Pacte), **14**, 441 et s.; affaire de Corfou (alinéa 8 de l'article 15 du Pacte), **14**, 446; alinéa 8 de l'article 15 et la doctrine, **14**, 447 et s.; rôle assigné à l'alinéa 8 de l'article 15 par le Protocole de Genève de 1924, **14**, 453; la Société des Nations et la Conférence des Ambassadeurs (V. *Conférence des Ambassadeurs*, **14**, 456); cas traités en commun par la Conférence des Ambassadeurs et le Conseil de la Société des Nations : frontières albanaises, **14**,

458; affaire de Kirschlag entre l'Autriche et la Hongrie (articles 10, 11 et 17 du Pacte), **14**, 465; cas renvoyés par la Conférence des Ambassadeurs au Conseil de la Société des Nations et résolus conformément aux indications de ce dernier, affaire du monastère de Saint-Naoum, **14**, 467; affaire de Jaworzina, **14**, 470; frontières hongroises, **14**, 475; affaire de la Haute-Silésie, **14**, 478; procédure devant le Conseil, règles prescrites par le Pacte et le Règlement intérieur du Conseil du 17 mai 1920, **14**, 509; réunion des sessions du Conseil (art. 1, 3 et 4 du Pacte), **14**, 509; procédure préliminaire (art. 15, al. 2 du Pacte), **14**, 511; *quorum* du Conseil (art. 4 et 5, al. 1 du Pacte), **14**, 511; vote (art. 15, al. 4 du Pacte), **14**, 512; procédure dans les différends entre Etats dont un seulement est membre de la Société ou dont aucun ne fait partie (art. 12 à 16 et 17 du Pacte), **14**, 513; publicité des séances du Conseil, **14**, 514; publication des exposés et des recommandations du Conseil (art. 5 et 15, al. 3 et 4 du Pacte), **14**, 517; droit de faire des règlements de procédure, **14**, 517; procédure employée par le Conseil pour obtenir le règlement, **14**, 518 et s.; recommandation aux parties de la reprise des négociations diplomatiques, **14**, 518; mesures provisoires, **14**, 519; rapporteurs et Comités d'études du Conseil, **14**, 520; Commissions techniques et Commissions d'enquête ou de contrôle, **14**, 521; recours à l'avis consultatif de la Cour permanente de justice internationale (V. *Cour permanente de justice internationale*, **14**, 524); le Conseil statuant comme arbitre, **14**, 545 et s.; l'esprit dans lequel le Conseil s'efforce d'assurer le règlement des différends, **14**, 556; conflit lithuano-polonais au sujet du territoire de Vilna, **14**, 556 et s.; appel de la Pologne à la Société des Nations, arrangement de Souvalki, **14**, 557 et 558; négociations au sujet du plébiscite, **14**, 560; Conférence de Bruxelles, **14**, 561; résolution du Conseil (28 juin 1921), **14**, 565; recommandation par le Conseil et l'Assemblée de la Société des Nations du projet Hymans, résolution du Conseil mettant fin à la procédure de conciliation (13 janvier 1922), **14**, 573; incident gréco-bulgare de Demir-Kapou, **14**, 576; règlement de l'affaire, **14**, 580; effets légaux de la procédure devant le Conseil, **14**, 588; effets du règlement du différend par le Conseil, **14**, 588; effets du rapport du Conseil, sa portée morale, **14**, 588; effets juridiques du rapport adopté à l'unanimité, **14**, 591 et s.; aucune des parties n'accepte les conclusions du rapport unanime, **14**, 592; une des parties se conforme aux conclusions du rapport, **14**, 593; effets juridiques du rapport adopté à la majorité, **14**, 608; attitude de la Conférence des Ambassadeurs vis-à-vis des décisions de la Société des Nations, **14**, 610; force légale aux yeux de la Conférence des décisions de la Société, **14**, 610; recours à l'Assemblée de la Société des Nations, **14**, 629; dispositions du Pacte, **14**, 629; la jurisprudence, **14**, 631; cas portés devant l'Assemblée par le Conseil, **14**, 631 et s.; cas portés devant l'Assemblée par l'une des parties au différend, **14**, 634 et s.

L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE DE LA PAIX DEVANT LA SOCIÉTÉ DES NATIONS, **15**, 281 et s. Economie internationale de la paix, condition du droit international de la paix, **15**, 283; la Société des Nations porte en elle le germe de la coopération économique des nations, **15**, 285; allusion devant la Société des Nations au projet des

organisations ouvrières d'un Conseil économique international, **15**, 287; vœux des Conférences ouvrières (Berne 1919) du développement de l'activité de la Société des Nations dans le domaine économique, **15**, 290; autres manifestations du monde ouvrier, **15**, 291 et s.; XXIV[e] Congrès universel de la Paix (Paris, septembre 1925), ses vœux, **15**, 293 et s.; œuvre de la Société des Nations, **15**, 297 et s.

La neutralité et la Société des Nations (V. *Neutralité*, **17**, 453. *Guerre*, **17**, 479). Suppression de la neutralité prévue par le Pacte, article 11, alinéa 1 du Pacte, solidarité internationale tendant à la sauvegarde de la paix, **17**, 475; article 11, alinéa 2, tout membre peut signaler les circonstances affectant les relations internationales, **17**, 475; article 3, alinéa 3, compétence de l'Assemblée, **17**, 475; article 4, alinéa 4, compétence du Conseil, **17**, 475; article 19, membres invités à réviser les traités inapplicables, **17**, 475; article 10, possibilité pour les membres d'intervenir quand l'indépendance d'un Etat est en danger, **17**, 476; article 16, un membre qui commet acte de guerre le commet contre tous les membres, **17**, 476; articles 13, alinéa 4, et 16, alinéa 6, interdiction de faire la guerre à un membre qui se conforme à une sentence, **17**, 477; article 16 déclare injuste une guerre provoquée non conformément à la procédure du Pacte, **17**, 477; article 12, délai de trois mois avant de faire la guerre, **17**, 478; article 10, secours à tout Etat membre menacé dans son intégrité, **17**, 478; article 15, alinéa 6, examen d'un différend par le Conseil ou l'Assemblée, conséquences, **17**, 479 et 480; article 15, alinéa 4, les membres se réservent le droit d'agir, **17**, 480; article 12, alinéa 1, au bout de trois mois, possibilité de trancher le différend par la guerre, **17**, 480 et 481; article 13, le Conseil propose les mesures d'application d'une sentence arbitrale ou judiciaire, **17**, 481; interprétation de l'article 12, les membres tiers n'ont aucun devoir de rester neutres et peuvent faire la guerre contre l'Etat récalcitrant, **17**, 482; article 10 fixant les limites d'une telle guerre, article 1[er], alinéa 2, traité d'assistance mutuelle, **17**, 483; article 15, alinéa 8, affaires dites réservées, **17**, 484 et s.; article 17, guerre entre non-membres, **17**, 491; article 11 appliqué par le Conseil, services rendus à la paix, **17**, 493; articles 12, alinéa 1, 13, alinéa 1, 17, guerres illicites, sanctions économiques, **17**, 495 et s.; article 16, alinéa 1, interprétation, l'acte d'un Etat récalcitrant (art. 3) ne crée pas l'état de guerre, **17**, 499; rôle de l'article 16, **17**, 512 et s.; difficultés d'application des sanctions économiques, amendements (non adoptés) à l'article 16, **17**, 514 et s.; article 10 et neutralité, **17**, 520 et s.

La conciliation internationale. Conseil de la Société des Nations, son rôle de médiateur et de conciliateur, **18**, 6; Pacte de la Société des Nations, article 12, procédure de conciliation, **18**, 59; article 16, sanctions, **18**, 61; article 15, règlement des conflits, rôle du Conseil, amendements des pays scandinaves aux articles 12, 13 et 15 du Pacte, **18**, 62; résolution de la III[e] Assemblée, **18**, 64; article 15 et traités de conciliation, **18**, 66; article 11, alinéa 2, droit de signaler à l'Assemblée ou au Conseil les événements affectant les relations internationales, **18**, 97; article 15 et projet Unwine de Conseils de conciliation, **18**, 101; article 15 et Protocole de

Genève, **18**, 115; article 11, menace ou cas de guerre, action du Conseil, **18**, 16; article 15, § 8 et Protocole de Genève, **18**, 116; article 19, nouvel examen des traités, **18**, 116; traités bilatéraux et collectifs, leur danger pour la Société des Nations, **18**, 123; appréciation du rôle conciliateur du Conseil, **18**, 125; projet Efremoff d'un organe spécial de conciliation, **18**, 126.

L'Amérique et la Société des Nations, **28**, 5 et s.; évolution du droit international tendant à organiser la société internationale dans le but de maintenir la paix, les diverses phases de cette évolution, **28**, 6 et s.; l'Etat, confiance envers lui, confiance qui a disparu depuis la guerre mondiale, **28**, 9; le droit international doit s'appuyer sur la justice et la morale, **28**, 10; pas de souveraineté absolue de l'Etat, ni de liberté absolue de l'individu, **28**, 11; programme de paix du Président Wilson, Société des Nations, **28**, 11; nécessité de réformer la vie internationale, **28**, 12; découverte de l'Amérique, son influence sur le droit international, **28**, 13; Vitoria, génial précurseur du futur droit international, son idée de l'interdépendance des nations, **28**, 16; Suarez, sa définition de la Société internationale, **28**, 17; Révolution française, son influence sur l'émancipation américaine, **28**, 19 et s.; germe du panaméricanisme, **28**, 20; projets de Congrès en Amérique, **28**, 21; Congrès de Panama du 22 juin 1826, projet de Bolivar d'une Confédération des Républiques américaines, **28**, 23; attitude des divers Etats américains, **28**, 24 et s.; accords du 15 juillet 1826, **28**, 25 et s.; leur analogie avec le traité de Versailles, **28**, 30; échec du Congrès, autres Congrès américains, **28**, 30; projets du Président Wilson, Conférence de la paix, **28**, 31 et s.; participation des pays de l'Amérique latine à la Société des Nations, attitude de l'Argentine, **28**, 36 et s.; déclarations et retrait du Brésil, **28**, 38; article 21 du Pacte, **28**, 42; doctrine de Monroe (V. *Doctrine de Monroe*, **28**, 42); coopération de l'Amérique à l'œuvre de la Société des Nations (V. *Amérique*, **28**, 75).

Principes généraux du droit international de la paix. Société des Nations, but : organisation de la communauté universelle des Etats, **34**, 265; précédents historiques : la grande union de Confucius, les amphictyonies grecques, le projet de paix perpétuelle de l'abbé de Saint-Pierre, celui de Kant, **34**, 267; travaux préparatoires immédiats du Pacte (V. *Pacte de la Société des Nations*), nature de la Société des Nations, **34**, 272; ses membres, **34**, 273; la Société des Nations n'est pas arrivée à réunir dans son sein l'universalité de la société, **34**, 275; non-participation des Etats-Unis, **34**, 276; importance des ententes régionales pour la paix, **34**, 277; conception d'une Paneurope, **34**, 277; critique d'une telle institution séparant l'Europe de l'Amérique, **34**, 278; ce que devrait être une Société des Nations idéale, **34**, 279; organes de la Société des Nations, **34**, 279; l'Assemblée, **34**, 280; compétence de l'Assemblée, compétence cumulative, **34**, 282; compétence exclusive, **34**, 283; le Conseil, sa composition, **34**, 284; sa compétence, **34**, 285; sa mission d'instituer une justice internationale, **34**, 286; d'assurer la sauvegarde de la sécurité des Etats, **34**, 287; secrétariat de la Société des Nations, **34**, 287.

Règles générales du droit de la paix. Société des Nations, sa nature d'organe international, **35**, 87; motifs de son existence propre, **35**, 87; pouvoirs des organes de la Société vis-à-vis de ses mem-

bres, **35**, 91; subordination des Etats aux organes de la Société, **35**, 92; décisions de l'Assemblée et du Conseil qui obligent tous les membres, **35**, 94; décisions intéressant particulièrement un Etat, **35**, 94; décisions ne l'intéressant pas particulièrement, **35**, 95; vœux, recommandations, pression morale, **35**, 95; règlement judiciaire ou arbitrage des litiges, **35**, 96; exécution des décisions, **35**, 97; comment les Etats sont-ils engagés dans la Société des Nations ?, **35**, 98 et s.

Obligations juridiques des membres de la Société des Nations pour le maintien de la paix (V. *Pacte de la Société des Nations*, **37**, 88); obligations découlant du développement ultérieur du système préventif de la guerre, **37**, 119 et s.; projet d'un Pacte de garantie mutuelle, **37**, 120; Protocole de Genève, **37**, 122; les traités de Locarno, **37**, 124; progrès des méthodes pacifiques (conciliation, arbitrage, décision judiciaire) depuis les traités de Locarno, **37**, 127; types divers de traités (arbitrage et conciliation, conciliation, réserves), **37**, 129; l'Acte général de Genève, **37**, 131; traités d'assistance mutuelle et de non-agression, **37**, 137; modèle de Convention en vue de développer les moyens de prévenir la guerre, **37**, 139 et s.; convention d'assistance financière, **37**, 143; le Pacte de Paris (Briand-Kellog), **37**, 146; condamnation du recours à la guerre, **37**, 148; règlement pacifique obligatoire de tout différend entre les Parties contractantes, **37**, 149; absence d'organisation d'exécution et de sanction, **37**, 151; mise en harmonie du Pacte de la Société des Nations et du Pacte de Paris, **37**, 152 et s.; revue systématique, **37**, 159 et s.; garantie de la sécurité, article 10 du Pacte, **37**, 159 et s.; notion de l'agression et détermination de l'agresseur, **37**, 165 et s.; solution pacifique des différends internationaux, **37**, 172 et s.; fonction pacificatrice du Conseil, **37**, 175 et s.; interdiction de la guerre, **37**, 181 et s.; question des sanctions, **37**, 186; solution du problème technique de la paix, **37**, 189; aspect politique de l'organisation de la paix, **37**, 193; le préjugé de la souveraineté, **37**, 194; le problème psychologique, **37**, 196.

La Société des Nations au point de vue de la philosophie du droit international (V. *Organisation internationale*, **38**, 545). Société des Nations par rapport aux Unions restreintes d'Etats, **38**, 600; reconnaissance par le Pacte du droit international existant, **38**, 600; tendance vers l'universalité, **38**, 603; pouvoirs à l'égard des Etats non membres, **38**, 604; limite à la faculté de refuser de participer à la Société des Nations, **38**, 608; suppression de la guerre, **38**, 610; juridiction de la Cour permanente, **38**, 612; exécution internationale, **38**, 615; révision des traités, **83**, 616; Société des Nations, étape vers l'idéal de l'unité juridique de l'humanité avec maintien des souverainetés des Etats, **38**, 619; réaction de la doctrine contre la souveraineté, **38**, 619; en fait, restrictions imposées aux souverainetés, **38**, 621; relativité de la solution du problème de la souveraineté, **38**, 624; souveraineté des Etats compatible avec une organisation juridique internationale, **38**, 627; principes dirigeant l'évolution vers une coordination juridique de l'humanité, **38**, 630; éducation morale des individus et des peuples, **38**, 635; collaboration économique et intellectuelle entre peuples, **38**, 637; œuvres du Comité économique, **38**, 639; œuvre du Comité financier, **38**,

639; exclusion des accords d'Etat à Etat non conforme à l'esprit de la Société des Nations, **38**, 641; projet d'union européenne, **38**, 643.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **46**, 331). Législation collective ou organique, **46**, 482 et s.; activité législative de la Société des Nations et de ses organismes techniques, **46**, 483; compétence législative au sein de la Société, **46**, 483; le Conseil, **46**, 484; l'Assemblée, **46**, 484; nature juridique des textes votés, **46**, 485; évolution de la procédure de l'Assemblée, **46**, 487; pratique de l'Assemblée, **46**, 487; création de la Cour permanente de justice internationale, **46**, 487; création des organismes techniques, **46**, 488; Conventions conclues sous les auspices de la Société des Nations, **46**, 489; législation internationale du travail, **46**, 490; historique, **46**, 491; les recommandations, **46**, 493; les ratifications, **46**, 493; les révisions, **46**, 494.

Les antécédents de la Société des Nations, **60**, 5 et s. Projets rudimentaires d'organisation internationale d'ordre théorique, **60**, 7 et s.; les « Economies royales », projet de Sully connu sous le nom de « grand dessein de Henri IV », **60**, 7 et s.; le projet tend à la paix perpétuelle entre quinze potentats d'une Confédération européenne, **60**, 11 et s.; le « Nouveau Cynée » (1623) ou Discours des occasions et moyens d'établir une paix générale et la liberté du commerce pour tous, **60**, 15 et s.; « A plan for universel and perpetual peace » de J. Bentham, **60**, 18 et s.; renonciation aux colonies, limitation des effectifs militaires, **60**, 21; projet de paix perpétuelle de Kant, **60**, 23 et s.; forme républicaine des Constitutions, **60**, 25; droit international fondé sur une fédération d'Etats libres, **60**, 26. Projet précis et complet de l'abbé de Saint-Pierre pour rendre la paix perpétuelle en Europe, **60**, 28 et s.; condamnation du système des traités de paix, **60**, 29; instabilité et précarité de l'équilibre, **60**, 32; projet de création d'une Union européenne puissante pour en imposer aux récalcitrants, **60**, 33; admission du Tsar dans l'Union, **60**, 35; relations avec les Mahométans, **60**, 36; maintien des institutions et des frontières, **60**, 37; arbitrage et sanctions, **60**, 38; le Sénat d'Europe, **60**, 38; importance des lois commerciales, **60**, 39; frais de l'Union, contributions des membres, **60**, 41; Utrecht, siège de l'Union, **60**, 41; sécurité de l'Union, garantie, **60**, 42; privilèges d'Utrecht, Ville de Paix, **60**, 45; pratiquement, le plan n'eut aucun succès, **60**, 46. Plan d'Adam Czartoryski, **60**, 47 et s.; polonais ami du tsar Alexandre, appelé par lui au Ministère des Affaires étrangères, **60**, 47; idées essentielles du plan, **60**, 50; instructions secrètes de M. de Novosiltzow, **60**, 50 et s.; satisfaction des vœux et intérêts légitimes des peuples, **60**, 52; équilibre naturel, **60**, 56; fixation du droit des gens, **60**, 57 et s.; parallèle avec l'idéologie wilsonienne, **60**, 58; échec du plan, **60**, 60; réponse dilatoire de l'Angleterre, **60**, 63. Un essai d'organisation internationale, le Directoire européen, sa formation lente, du Congrès de Chatillon au Protocole d'Aix-la-Chapelle du 15 novembre 1818, **60**, 67 et s.; Déclaration du Congrès de Chatillon (5 février 1814), **60**, 67; campagne de France, victoires de Napoléon, Traité de Chaumont (mars 1814), **60**, 69; Traité de Paris, 30 mai 1814, **60**, 71; retour de l'île d'Elbe, Waterloo, **60**,

72; Traité de la Sainte-Alliance (septembre 1815) auquel accèdent beaucoup de souverains, **60**, 73; médiocre accueil réservé à ce traité, **60**, 74 et s.; second Traité de paix avec la France, Paris 20 novembre 1815, même jour traité d'alliance entre l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Russie, **60**, 76; suprématie des quatre Puissances, **60**, 77; efforts de l'Empereur de Russie en faveur de la Sainte-Alliance, **60**, 78; victoire des idées de Metternich, **60**, 83; déclin et fin, **60**, 90; Congrès de Troppau, **60**, 91; causes de sa réunion, **60**, 92; dissension entre les Cours du Nord d'une part, la France et l'Angleterre de l'autre, **60**, 94; Congrès de Vérone, **60**, 99; division des nations au sujet d'une intervention en Espagne, **60**, 99; disparition de toute solidarité entre les Puissances de la quadruple alliance, **60**, 102; Conférences de Saint-Pétersbourg et rupture définitive du Directoire, **60**, 103.

Nationalisme économique et Société des Nations (V. *Nationalisme économique*, **61**, 103 et s.). Méthode juridique et méthode historique pour connaître la Société des Nations, **61**, 118; institutions internationales nées de sa création, **61**, 120; périodicité, automatisme et publicité des grandes réunions internationales, **61**, 125; nouveaux principes de morale internationale, **61**, 127 et s.; arbitrage, **61**, 134; publicité des relations internationales, **61**, 135; condamnation de la guerre, **61**, 136; collaboration entre Etats, **61**, 137.

La souveraineté et la Société des Nations (V. *Souveraineté*, **61**, 641 et s.). Fondements de la Société des Nations, **61**, 673 et s. Organisation, **61**, 685 et s. Compétence de la Société, **61**, 708 et s.; autorité de la Société des Nations, **61**, 720 et s. Obligations des membres, **61**, 726 et s.

V. *Acte de Genève. Agriculture. Amérique. Amérique latine. Arbitrage international. Arbitrage obligatoire. Assistance financière. Bureau international du travail. Cité du Vatican. Clause de la nation la plus favorisée. Codification du droit international. Compétences internationales et étatiques. Conciliation internationale. Conférence des Ambassadeurs. Contrôles financiers internationaux. Cour permanente de justice internationale. Crimes et délits internationaux. Croix-Rouge. Danube. Désarmement. Doctrine de Monroe. Domaine réservé. Dominions britanniques. Double imposition. Droit administratif international. Droit international. Droit naturel. Droits acquis. Droits de l'homme. Ecole italienne de droit international. Echange de populations. Entr'aide financière internationale. Etranger. Excès de pouvoir. Fonction exécutive en droit international. Fonctionnaires internationaux. Garantie internationale. Guerre. Guerre chimique. Guerre d'agression. Guerre hors la loi. Immunités internationales. Instruments diplomatiques. Intervention. Inviolabilité des traités. Justice internationale. Légitime défense. Mandats internationaux. Mer. Mesures conservatoires. Nationalisme économique. Nationalité de la femme mariée. Neutralité. Organisation économique de la paix. Pacte de la Société des Nations. Pacte de la Société des Nations et Pacte de Paris (Briand-Kellog). Papauté. Passeports. Personnes internationales. Pétition. Police internationale. Politique économique internationale. Presse. Procès international. Recevabilité. Réforme. Régionalisme. Source du droit international. Souveraineté. Sujets du droit international. Terri-*

toire. Traités. Unions douanières. Unions internationales. Voies de communication. Zones démilitarisées.

Société des Nations (Souveraneté de la). — V. *Souveraineté.*

Société des Nations américaines. — V. *Amérique.*

Société en commandite. — V. *Société civile et de commerce.*

Société en nom collectif. — V. *Société civile et de commerce.*

Société étrangère.

Les sociétés de commerce (V. *Société civile et de commerce*, **4**, 5). Conditions des sociétés étrangères, **4**, 22; compétence territoriale des Etats pour reconnaître leur personnalité juridique, compétence restreinte s'il y a un traité, **4**, 23; législation française, **4**, 25; lois de 1857 et 1867, **4**, 26.

V. *Assurances. Code de commerce italien. Danube. Droit international privé (Russie soviétique). Etranger. Mandats internationaux. Nationalité des sociétés de commerce.*

Société internationale.

La communauté internationale, **3**, 5. Observateur et observés, **3**, 5; phénomènes de la vie internationale, **3**, 8; facteurs communs aux unités que représentent les Etats : territoire, population, gouvernement et régime juridique, **3**, 10; différences entre les peuples, « mesures » nationales, **3**, 12; personnes internationales, **3**, 15; là où il y a société, il y a droit, **3**, 17; intérêt commun et droit individuel, **3**, 17. Les théories de Grotius sur la société internationale, **3**, 19; caractère de son œuvre, **3**, 19; droit naturel, sa fixité, **3**, 22; le *jus gentium* chez Grotius, **3**, 27; Grotius fut un internationaliste, **3**, 30. Théories sur la société internationale après Grotius, **3**, 31; droit naturel et droit des gens, **3**, 31 et s.; Vattel, son influence, **3**, 37; souveraineté et indépendance des nations, **3**, 38. Les obligations en droit international, **3**, 43; persistance de la doctrine des droits fondamentaux des Etats et de la théorie du consentement, **3**, 44 et s.; l'obligation en rapport avec le statut et la capacité légale, **3**, 49; consentement exprès et consentement tacite, **3**, 51. La sécurité et les intérêts communs, **3**, 58; le droit à l'existence et la théorie moderne de la reconnaissance, **3**, 58; les droits de l'Etat vis-à-vis de la population, **3**, 64; juridiction de l'Etat sur la mer côtière, **3**, 67. La justice internationale et l'opinion publique, **3**, 72; notion d'intérêt commun, **3**, 72; notion de justice, **3**, 73; quelles relations internationales peuvent être jugées ?, **3**, 77; intérêt dérivant d'une commune manière de penser, **3**, 78; l'opinion publique, **3**, 82; le forum, la presse, la radio, **3**, 87.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **46**, 331). Sociétés internationales, **46**, 339 et s.; solidarité sociale, **46**, 339 et s.; Etats, **46**, 340; milieu interétatique, groupements appelés sociétés internationales, **46**, 341; individu, il n'y a de sociétés que d'individus, **46**, 342; critère de l'Etat, **46**, 343; territoire, étendues spatiales supports de sociétés, **46**, 344; monisme intersocial, **46**, 345; ordres juridiques des diverses sociétés internationales, sociétés interétatiques, sociétés superétatiques, **46**, 356; loi du dédoublement fonctionnel, **46**, 358; sociétés extraétatiques, **46**, 359.

V. *Conférences panaméricaines. Congrès américains. Doctrine de Monroe. Droit international. Etat. Extraterritorialité. Frontières. Mandats internationaux. Morale internationale. Suarez.*

Sociétés (accès des) à la justice internationale. — V. *Tribunaux internationaux.*
Sociétés extra-étatiques. — V. *Société internationale.*
Sociétés interétatiques. — V. *Société internationale.*
Sociétés secrètes. — V. *Doctrine pacifique.*
Sociétés supérétatiques. — V. *Société internationale.*
Sociologie. — V. *Droit naturel.*
Sol et sous-sol. — V. *Mer territoriale. Territoire.*
Solidarisme. — V. *Droit naturel. Droit fluvial international.*
Solidarité. — V. *Or. Ordre public. Politique intérieure. Souveraineté.*
Solidarité civique. — V. *Rétorsion.*
Solidarité internationale.

Solidarité internationale dans l'Amérique latine, **8**, 207. Lutte pour l'émancipation politique, **8**, 210; état politique et international de l'Europe, **8**, 211; régime politique de l'Europe, **8**, 212; influence en Amérique du Sud de l'indépendance des Etats-Unis et de la Révolution française, **8**, 214; reconnaissance de la souveraineté des colonies espagnoles par les autres Etats, **8**, 217; message du Président Monroe, **8**, 220; ce qu'est la reconnaissance d'un nouvel Etat, **8**, 223; projets de confédération américaine (V. *Confédération d'Etats*, **8**, 227. *Congrès américains*, **8**, 230. *Conférences panaméricaines*, **8**, 252). Solidarité en cas d'offense par un Etat non américain, **8**, 272; doctrine de Drago, intervention (V. *Intervention*, **8**, 281).

Solution pacifique. — V. *Société des Nations.*
Soumission des traités au Parlement (Angleterre). — V. *Traités.*
Soumission par violence. — V. *Sauvages américains.*
Sources d'information. — V. *Presse.*
Sources du droit. — V. *Droit international privé (Angleterre).*
Sources du droit international.

Codification du droit international (V. *Codification du droit international*, **6**, 329 et s.). Sources formelles du droit international positif : la coutume, **6**, 349; le droit coutumier international, **6**, 351; éléments constitutifs de la règle coutumière, **6**, 351; modes de formation de la coutume internationale, **6**, 353; rapports de la coutume avec les traités, la jurisprudence et la doctrine, **6**, 354; jurisprudence et doctrine, **6**, 357; usages différents de la coutume, **6**, 365; autre source du droit international : la Convention, **6**, 367; défauts de la coutume, supériorité de la Convention, **6**, 368; distinctions entre les conventions qui sont sources de droit, **6**, 369; la convention-loi, ses modes d'action sur le développement du droit international, **6**, 372 et s.; Institut américain de droit international, **6**, 375.

Les sources du droit international, **11**, 5. Caractère du droit international, personnalité internationale, trois opinions sur son attribution, **11**, 5; effets d'un traité par rapport aux représentants et aux sujets des Etats contractants, **11**, 6 et s.; sources du droit : la loi et la coutume et aussi la raison qui oblige les hommes à les observer, **11**, 11 et s.; sources du droit international en général : actes communs de plusieurs Etats de conscience juridique commune et participant à la déclaration, **11**, 14; pas d'organe supérieur aux Etats, **11**, 15 et s.; échec du projet d'établissement d'une Cour internationale des prises, **11**, 16 et s.; opinions en faveur d'une volonté collective supérieure aux

différents Etats, **11**, 18; droit coutumier, première forme du droit des gens, **11**, 21 et s.; autre source du droit des gens : l'accord entre Etats, **11**, 23; importance du Congrès de Vienne, **11**, 23; opinions n'admettant pas la théorie de l'accord, **11**, 25 et s.; rapport entre droit coutumier et accord, **11**, 29; droit commun et accord particulier, Conférence anti-esclavagiste de Bruxelles, **11**, 29; domaine du droit international : territoire où il est en vigueur ou communauté des Etats soumis à ses règles, **11**, 32 et s.; droit commun, ensemble des règles auxquelles sont soumis les membres de la communauté du droit international, **11**, 34; contestations de l'existence du droit des gens communs par certains juristes, **11**, 36; naissance des nouveaux Etats dans le domaine de la communauté du droit des gens, **11**, 38; le droit des gens américain, **11**, 41; constatation du droit international, les lois, lois des Etats, **11**, 49; lois internationales, **11**, 50; jugements de stribunaux, tribunaux nationaux, **11**, 51; tribunaux internationaux, Cour permanente de justice internationale, **11**, 52; l'histoire, la science, **11**, 54; interprétation des règles de droit, organes interprétateurs, interprétation légale, interprétation ordinaire, **11**, 54 et 55; codification du droit international, **11**, 57.

Principes généraux du droit international de la paix (V. *Droit international de la paix*, **34**, 181). Sources du droit international, **34**, 205 et s.; la convention internationale, **34**, 206 et s.; la coutume internationale, **34**, 209 et s.; codification du droit international, **34**, 210 et s.; difficultés insurmontables que rencontre tout projet de codification internationale, **34**, 211; échec de la première Conférence de codification de La Haye (1930) sur la question de l'étendue de la mer territoriale, **34**, 215.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **35**, 5). Sources du droit international dans la conception de positivisme étatique, **35**, 48 et s.; théorie de l'autolimitation de la souveraineté, **35**, 48; théorie de la « Vereinbarung » (fusion de volontés ayant le même contenu), **35**, 50; source profonde du droit de l'opinion publique, **35**, 51; opinion publique internationale, **35**, 53; mesure dans laquelle les normes du droit international reposent sur un pacte étatique, **35**, 55 et s.; normes conventionnelles (traités-contrats, traités-lois), **35**, 55 et s.; normes coutumières, **35**, 61 et s.; élément matériel et élément psychologique de la coutume, **35**, 61; l'école positiviste et la coutume, **35**, 62; autres sources que les traités et la coutume, **35**, 67 et s.; l'école positiviste n'en admet pas d'autres, **35**, 67; tempérament à cette affirmation, les règles constructives du positiviste M. Anzilotti, objections, **35**, 69; élément créateur qui se dégage de l'interprétation des lois, **35**, 70; article 38 du statut de la Cour permanente qui ajoute aux sources classiques (traités et coutumes), les principes généraux du droit, **35**, 73.

Conception du droit international privé (Russie soviétique) [V. *Droit international privé* (Russie soviétique), **35**, 477]. Sources du droit international privé soviétique, **35**, 490 et s.; droit écrit, **35**, 490 et s.; lois internes concernant les conflits de lois, **35**, 490 et s.; les traités internationaux, **35**, 494; lacunes du droit écrit et les principes du droit international privé soviétique, **35**,

496 et s.; importance de la jurisprudence pour la solution des conflits de lois dans certains pays, petit nombre des décisions soviétiques sur cette matière, **35**, 496; doctrine soviétique pour suppléer les lacunes des textes, difficulté résultant du fait que le droit soviétique rejette toute communauté juridique avec les autres pays, **35**, 498.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **47**, 268. *Droit international public*, **47**, 263); sources du droit international public, **47**, 301 et s.; considérations générales sur le traité (écrit ou tacite) comme source unique, la coutume internationale, **47**, 301; concordance des volontés (traité) en droit international, *pactum tacitum*, **47**, 301; pacte tacite simple, pacte tacite qualifié, **47**, 303; le pacte tacite qualifié est donc de nature déclaratoire, **47**, 305; non-existence d'une norme en l'absence de traités, **47**, 307; mode de preuve de l'obligation de l'Etat qui conteste l'existence d'une norme coutumière internationale ou sa validité pour lui, **47**, 308; problème, en droit des gens, des organes appelés à former une coutume, **47**, 313; sphère d'application des normes coutumières internationales, soi-disant communauté internationale, **47**, 317; fondement de la distinction entre traités-lois et traités-accords, **47**, 324 et s.; traité seule source matérielle du droit des gens, **47**, 329; article 38 du statut de la Cour permanente, argument qu'en tirent certains auteurs relativement aux sources du droit international, **47**, 329 et s.; normes juridiques communes aux corps de droit des nations civilisées comme prétendue troisième source (après les traités et la coutume) du droit international, **47**, 334; quatrième source : droit naturel, **47**, 340; confusion du droit naturel avec la prétendue équité, **47**, 345. (V. *Traités*, **47**, 348.)

Sources modernes du droit international, **53**, 535 et s. (V. *Droit international*, **53**, 538 et s.). Droit naturel, source du droit des gens, **53**, 552 et s.; Pupendorf fondateur de l'école de la loi de nature, **53**, 554; école des positivistes, **53**, 557; conception de Grotius de la loi de nature dans la loi des nations, **53**, 559; Wolff, disciple de Grotius, doctrine juste milieu entre le droit des gens naturel et le droit des gens volontaire, **53**, 563; conceptions américaines du droit des gens (James Kent), **53**, 564; rôle du droit naturel au début du droit des gens, **53**, 565; puis conflit entre droit naturel et droit des gens positif, **53**, 566; nécessité pour les Etats de revêtir de réalité l'idée abstraite de la justice, **53**, 569. Coutume comme source du droit des gens, **53**, 570 et s.; droit basé sur un usage de longue date, **53**, 571; distinction entre coutume et usage, **53**, 574; époque à laquelle une coutume prend autorité, **53**, 575; sources des preuves du consentement des Etats à des règles particulières du droit international, **53**, 579; politiques nationales importantes arrivant à faire partie du droit international, **53**, 580; importance des décisions des tribunaux des prises maritimes, **53**, 581; ancienneté du droit maritime, **53**, 582; par une transition continue, la coutume devient droit, **53**, 585. (V. *Traités*, **53**, 588.)

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **58**, 475 et s.). Sources des règles générales du droit de la paix, **58**, 497 et s.; traités, **58**, 497 et s.; principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées, **58**, 497 et s.; article 38 du

statut de la Cour, application des règles conventionnelles et coutumières ainsi que des principes généraux du droit, **58**, 497 et s.; incorporation dans le droit international commun des principes généraux de droit international national ou particulier, **58**, 503. Coutumes, **58**, 504 et s.; détermination du caractère de la coutume, **58**, 504; doctrine de Grotius, **58**, 505; conception de l'école positiviste allemande et italienne, **58**, 506; coutume : source du droit international positif, **58**, 508 et s.; les décisions arbitrales ou judiciaires internationales : éléments constitutifs de la coutume, **58**, 511 et s.; antérieurement à la coutume établie, formation de la règle sous l'empire des nécessités de la vie internationale, **58**, 513; explication du caractère obligatoire de la coutume, arrêt de la Cour dans l'affaire du *Lotus*, reflet des doctrines de Tripelet et d'Anzilotti, **58**, 514 et s.; principe de la bonne foi, **58**, 520.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **62**, 99 et s.). Sources du droit international, **62**, 149 et s.; théorie des sources et base du droit international, **62**, 149; les Traités comme source du droit international, leur rapport avec les autres sources, **62**, 152; effet législatif des traités, **62**, 156; la coutume comme source et comme preuve du droit international, **62**, 157 et s.; principes généraux du droit, **62**, 163 et s.; rôle joué par les principes généraux du droit reconnus par les Etats civilisés, **62**, 163; ce rôle forme le centre de gravité de l'article 38, § 3, du statut de la Cour et de la doctrine des sources du droit international, **62**, 163; principes généraux du droit et positivisme juridique, **62**, 164; principes généraux du droit en dehors du statut de la Cour, **62**, 166; l'article 38, § 3, dans l'activité de la Cour permanente, **62**, 167; décisions judiciaires, **62**, 169; décisions des tribunaux internationaux, **62**, 169; décisions des tribunaux internes, **62**, 171; science du droit international, **62**, 173 et s.; science du droit international en tant que preuve du droit des gens, **62**, 173; impartialité de la science du droit international, **62**, 176; tâche et problème de la science du droit international, **62**, 177; équité, **62**, 182 et s.; significations du terme « équité » en droit international, **62**, 182; codification du droit international, **62**, 184.

V. *Contrôles financiers internationaux. Cour permanente de justice internationale. Coutume internationale. Droit administratif international. Droit international privé. Droit international privé (Allemagne). Droit international privé (Grèce). Droit naturel. Extradition. Normes. Recevabilité. Traités. Westlake.*

Sources du droit international privé. — V. *Qualifications.*

Sous-consommation. — V. *Politique économique internationale.*

Sous-marins.

Le droit de visite et de capture [V. *Visite (droit de)*, **11**, 69. *Capture*, **11**, 83]. Sous-marins dans la guerre maritime, **11**, 91; armes nouvelles, impossibilité pour eux d'exercer le droit de visite, destruction par surprise des navires de commerce neutres, impossibilité de l'admettre, Convention de Washington, difficultés qu'elle soulève en déclarant impossible la destruction du commerce par les sous-marins, **11**, 93 et s.

V. *Guerre maritime. Individu.*

Souveraineté.

Le problème des limitations de la souveraineté dans les rapports internationaux, **6**, 5. Nouvelle orientation du droit international, **6**, 5; nouvelle conception de l'Etat, **6**, 6; droit de l'individu s'est substitué à celui de l'Etat, **6**, 7; ruine du dogme de la souveraineté, **6**, 10; notion de souveraineté, **6**, 10; souveraineté et indépendance, **6**, 12; souveraineté et droit international, tentatives pour les concilier, théories des droits fondamentaux, de l'autolimitation, **6**, 15; leur insuffisance, **6**, 16; discrédit de la souveraineté absolue, **6**, 17; la souveraineté est à l'Etat ce qu'est la liberté aux individus, **6**, 20 et s.; l'interdiction d'isolement commercial, **6**, 34; l'emploi de la force et le droit de guerre, **6**, 40.

Fondement du droit international. Les deux notions de la souveraineté d'Etat, **16**, 308 et s.; souveraineté absolue, **16**, 308; souveraineté compétence, **16**, 311; théorie de Bodin, **16**, 313; l'étendue de la souveraineté est variable, **16**, 314; la souveraineté dans la pratique internationale, **16**, 315.

Le droit international nouveau (V. *Droit international nouveau*, **31**, 399). Principe de souveraineté dans l'ordre national et dans l'ordre international, **31**, 437 et s.; la notion de souveraineté au point de vue historique, **31**, 439; le principe de souveraineté dans l'ordre national, **31**, 440; méthodes d'élucidation, l'une abstractive et artificielle, l'autre évolutive et harmonique, **31**, 440 et s.; le principe de la souveraineté dans l'ordre international, **31**, 444 et s.; sociétés de subordination (nationales), sociétés de coordination (société internationale), **31**, 444; état social état naturel des nations, **31**, 444; société internationale ordre naturel du développement de l'humanité divisée en nations, **31**, 444; droit international indispensable à la vie des nations, **31**, 445; domaine réservé à la souveraineté, **31**, 445; fonction obligationnelle de la souveraineté en droit international, **31**, 447.

Règles générales du droit de la paix. Souveraineté et coexistence de souveraineté, souveraineté et droit de guerre, **32**, 11 et s.; influence de la souveraineté sur le droit international public (V. *Droit international public*, **32**, 5). Historique des candidatures multiples à la souveraineté, Rome, Charlemagne, **32**, 11; lutte des princes contre le pouvoir impérial, luttes du sacerdoce et de l'Empire, conséquences pour le droit des gens, **32**, 12; l'absolutisme impérial, **32**, 13; l'*imperium romanum* rejeté par les théologiens qui repoussent aussi le droit de guerre illimité, **32**, 15; arbitrage écarté par les souverains, **32**, 16; les premiers juristes du droit international, influence des théologiens au point de vue du droit de la guerre, **32**, 17; Vattel, sa doctrine de la guerre ferme au point de vue moral, faible au point de vue juridique, **32**, 17 et s.; réaction contre le droit illimité de la guerre, traité de Chaumont (1814), **32**, 21; attitude de l'Angleterre en 1820, **32**, 22; initiative du tsar Nicolas II d'une Conférence de la paix (1898), les deux Conférences de La Haye (1899 et 1907), **32**, 23; attaque du Président Wilson contre la souveraineté, conception d'un Etat unique souverain au-dessus des souverainetés tendant à disparaître, échec de cette conception, Pacte de la Société des Nations, **32**, 25 et s.; le Pacte, traité de garantie mutuelle au profit de tous les membres de la Société, **32**, 26; le Pacte Kellog, **32**, 28; il tend

à supprimer le droit de guerre comme un des attributs de la souveraineté, **32**, 29 et s.; formation et déformation des Etats, **32**, 32 et s.; le droit international moderne s'incline devant elles sans juger leur légitimité, **32**, 32; Révolution française, transfert de la souveraineté du monarque au peuple, **32**, 33; naissance du principe des nationalités, **32**, 33; droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, **32**, 34; la souveraineté définie par l'article 3 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, **32**, 34; liberté, débattue devant la Constituante, pour des populations françaises de se séparer de la France, réponse de la Convention, liberté refusée, **32**, 35; les mandats internationaux (V. *Mandats internationaux*, **32**, 41). Le protectorat, **32**, 39; la souveraineté dans les régions sous mandat, **32**, 48; protection des minorités [V. *Minorités (Protection des)*, **32**, 48]. La souveraineté, la coexistence des souverainetés et le respect mutuel des souverainetés, **32**, 55 et s.; ce qu'est la souveraineté, **32**, 55; ses conséquences, **32**, 56; principe du respect mutuel des souverainetés, **32**, 58; la méconnaissance de ce principe entraîne la guerre, **32**, 58; droit pour toute souveraineté de s'isoler, **32**, 59; reconnaissance des Etats, **32**, 60; rapports entre Etats, **32**, 61; relations diplomatiques (V. *Relations diplomatiques*, **32**, 61). Traités (V. *Traités*, **32**, 67). Obligations des traités entraînent renonciations partielles à la souveraineté, **32**, 70; renonciations à la souveraineté même partielles ne se présument pas, **32**, 74; la souveraineté et le domaine réservé, **32**, 87 et s.; domaine que le droit international laisse à la compétence de chaque Etat, danger de cette formule nouvelle qui limite à l'excès la souveraineté des Etats, **32**, 87; ce qu'il comprend, **32**, 90; nationalisme et internationalisme, lutte entre eux depuis le moyen âge, **32**, 91; abus de droit, **32**, 92 et s.; la souveraineté de l'Etat ne met pas d'obstacle à sa responsabilité (V. *Responsabilité de l'Etat*, **32**, 95); l'intervention, **32**, 109; la souveraineté et la liberté d'organisation constitutionnelle, **32**, 111 et s.; exception à la liberté pour un pays de choisir sa constitution, Napoléon retour de l'île d'Elbe, déclaration des Puissances signataires du Traité de Paris, **32**, 113 et s.; proposition russe et autrichienne de garantie des Constitutions ou des Gouvernements (Protocole de Troppau) repoussée par l'Angleterre, **32**, 117 et s.; thèse de la liberté des révolutions soutenue par un juriste de la République dominicaine, **32**, 120; intervention américaine dans la rédaction de la Constitution de Cuba après sa libération (1901), **32**, 122; limitation par les Etats-Unis de la souveraineté de Panama, **32**, 123; autres interventions américaines vis-à-vis d'Etats en révolution, **32**, 123 et s.; la souveraineté en droit international comporte le respect des autres souverainetés, **32**, 127; la souveraineté et la législation, **32**, 129 et s.; abus de la souveraineté contre des Etats ou ressortissants étrangers, **32**, 130; souveraineté libre de légiférer sur son territoire, **32**, 131; la souveraineté territoriale règle librement la composition du corps social, **32**, 133; chaque Etat règle souverainement l'émigration et l'immigration, **32**, 135; l'émigration aux XVIII^e^ et XIX^e^ siècles, **32**, 136 et 137; immigration aux Etats-Unis, **32**, 137; émigration en Italie, **32**, 139; émigration et immigration dans les divers Etats, rétablissement des passeports depuis 1914, **32**, 140; droit souverain des Etats de légiférer

en matière de nationalité, **32**, 142; principes rationnels en matière de nationalité, **32**, 142; détermination de la nationalité (*jus soli*, *jus sanguinis*), **32**, 145; changement de nationalité, **32**, 146; perte de la nationalité, **32**, 147; ce que la souveraineté permet pour régler la condition des étrangers (V. *Etranger*, **32**, 148). Condition des étrangers comparée à celle des nationaux, **32**, 155; droit d'expulsion des étrangers que possède l'Etat souverain, **32**, 156 et s.; l'Etat doit respecter les droits acquis par l'étranger, **32**, 160 et s.; la souveraineté permet de battre monnaie, **32**, 163; la souveraineté et l'ordre économique, **32**, 166 et s.; reconnaissance entre Etats de la liberté d'action en matière économique, **32**, 166; le libre-échange, **32**, 168; les barrières douanières, **32**, 169; difficultés que soulèvent les questions douanières, **32**, 170 et s.; organisation internationale du travail, **32**, 173 et s.; restriction de la souveraineté de l'Etat qui ne peut choisir que ses délégués pour le représenter aux Conférences internationales, **32**, 174; les traités de commerce obligent les Etats souverains à des concessions, **32**, 177; clause de la nation la plus favorisée, **32**, 178; politique du « dumping », concurrence déloyale entre Etats, **32**, 181; l'établissement des impôts attribut essentiel de la souveraineté, **32**, 182 et s.; la souveraineté et le droit de juridiction, **32**, 187 et s.; attribut de la souveraineté, **32**, 187; territorialité de la juridiction répressive, **32**, 188; exécution des jugements répressifs étrangers ne peut se faire sans autorisation du souverain territorial, **32**, 189; proposition d'une compétence universelle à la place de la compétence territoriale, danger d'internationalisme de la répression, **32**, 190; compétence quasi territoriale, **32**, 192; l'extradition, **32**, 193 et s.; l'Etat requérant doit respecter la souveraineté de l'Etat requis, **32**, 194; les étrangers devant la juridiction de l'Etat de leur résidence, **32**, 197; exécution des jugements étrangers en matière civile, **32**, 199; la souveraineté et la sécurité, **32**, 202 et s.; sécurité, préoccupation principale des Etats souverains, **32**, 202; solutions du problème de la sécurité : triomphe de l'esprit international ou prépondérance constante des forces pacifiques, **32**, 203; sécurité appuyée sur la puissance militaire, **32**, 204; les alliances, **32**, 205; la neutralité, **32**, 206; guerre mondiale et problème de la sécurité, **32**, 208; sentences internationales, difficulté de leur exécution, **32**, 209; système de la nation armée considéré à tort comme un gage de paix, **32**, 210; limitation des armements (V. *Désarmement*, **32**, 211). Souveraineté et règlement pacifique des conflits internationaux, **32**, 225 et s.; nécessité d'une volonté de paix chez les Etats en conflits, **32**, 225; voie diplomatique des négociations directes, **32**, 225; bons offices et médiation, **32**, 227; rôle du médiateur, **32**, 227; modalités, **32**, 228; admission tacite de la médiation par le Pacte, **32**, 229; l'arbitrage international (V. *Arbitrage international*, **32**, 232). Procédure internationale d'enquête (V. *Enquête internationale*, **32**, 240). Question de l'omnipotence du Conseil, sa gravité, **32**, 244; la justice internationale (V. *Justice internationale*, **32**, 245). Souveraineté territoriale et souveraineté personnelle, **32**, 256 et s.; souveraineté de l'Etat sur le territoire, **32**, 256; sur ses navires, **32**, 258; sur le territoire maritime (ports, rades, baies, eaux territoriales) et

sur l'espace aérien, **32**, 261 et s.; la souveraineté de l'Etat a pouvoir de régler l'usage des voies internes de communication, **32**, 265; fleuves internationaux, **32**, 265; Congrès, Conférences, Traités et Actes (Barcelone) qui aboutirent à la liberté de la navigation, **32**, 267 et s.; statut de Barcelone sur la liberté du transit, **32**, 270; les sanctions du droit international (V. *Sanctions du droit international*, **32**, 273).

Principes généraux du droit international de la paix (V. *Droit international de la paix*, **34**, 181). Souveraineté ou indépendance, **34**, 348; définition de la souveraineté, **34**, 349; souveraineté dans l'histoire (Grèce, Rome), **34**, 350; époque féodale, monarchie, **34**, 351; attaques contre l'idée d'indépendance et de souveraineté, **34**, 353; doctrine de Pillet, **34**, 354 et s.; doctrine de l'autolimitation de la souveraineté, **34**, 357; doctrine de la souveraineté relative, **34**, 359; existence, au-dessus de l'Etat, de la communauté interétatique, **34**, 360; les Etats ne sont ni souverains, ni indépendants, **34**, 362; seule, en droit international, existe la souveraineté d'une Société des Nations, **34**, 363.

Développement historique du droit international. De l'anarchie internationale à une communauté internationale organisée (V. *Guerre hors la loi*, **41**, 505). Nouveau droit international de la paix, **41**, 548 et s.; évolution de la notion de souveraineté, **41**, 548 et s.; théorie de la souveraineté absolue de l'Etat, **41**, 548; souveraineté royale absolue, **41**, 549; révolution française, apparition de la théorie de la souveraineté nationale indivisible, **41**, 549; rejet actuellement de la souveraineté absolue de l'Etat, **41**, 550; primauté du droit international, **41**, 550; doctrine de la souveraineté absolue de la communauté internationale, **41**, 551; critique de cette doctrine, **41**, 552; définition de la souveraineté, opinions de divers juristes, **41**, 553; progrès accomplis par la souveraineté juridique, **41**, 558.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **54**, 313 et s. *Etat*, **54**, 328 et s.); souveraineté du pouvoir, **54**, 351; *summa potestas*, **54**, 351; indépendance d'une volonté supérieure, **54**, 352 et s.; dépendance de valeurs surnationales, **54**, 352; interdépendances internationales, **54**, 353; dépendance du droit et limite du contrôle juridictionnel, **54**, 357; *plenitudo potestatis*, **54**, 358; titre unique et originaire, **54**, 358; élasticité de la souveraineté, **54**, 359; compétence de la compétence, **54**, 362; c'est le troisième élément contenu dans la plénitude des pouvoirs, **54**, 362. (V. *Territoire*, **54**, 377.)

La souveraineté et la Société des Nations, **61**, 641 et s. Position du problème, **61**, 641. Notion de souveraineté, **61**, 644; histoire de son développement, **61**, 645 et s.; adversaires de la souveraineté dans la doctrine contemporaine, **61**, 649; théories de Duguit, Kelsen et Krabbe, **61**, 650 et s.; essai d'une conception satisfaisante de la notion de souveraineté, **61**, 655 et s.; caractère fictif de la souveraineté absolue, **61**, 658; la souveraineté, notion juridique, **61**, 659; élasticité de la souveraineté, **61**, 662. Aspect général du problème de la souveraineté des Etats par rapport à la Société des Nations, **61**, 665 et s.; travaux préparatoires et énonciations des hommes d'Etat, **61**, 666; principales thèses, **61**, 667; modifications apportées par la Société des Nations, **61**, 672. Fondements de la Société des Nations, **61**, 673 et s.; sa constitution, **61**,

674; admission des membres, **61**, 677; droit de sécession des membres, **61**, 680; modifications de la constitution, **61**, 682; éléments de liberté existant dans les fondements mêmes de la Société, **61**, 684. Organisation de la Société des Nations, **61**, 685 et s.; éléments de liberté ou de contrainte dans l'exercice de la souveraineté, **61**, 685 et s.; élément de liberté, égalité, **61**, 685; élément de contrainte : inégalité au Conseil, **61**, 687; éléments de liberté : participation au Conseil de tout Etat membre pour affaire le concernant, **61**, 689; unanimité, conséquence du maintien de la notion de souveraineté des Etats, **61**, 692; éléments de contrainte, exclusion du vote, **61**, 695; vote majoritaire, **61**, 700; conclusions, **61**, 702. Compétence de la Société des Nations, **61**, 708 et s.; limites de la compétence de la Société des Nations, limites positives en général, **61**, 708; action envers les Etats qui ne sont pas membres, **61**, 709; attributions spéciales, **61**, 710; limites négatives, article 15, § 8, du Pacte, **61**, 711 et s.; éléments de liberté, **61**, 713; éléments de restriction, **61**, 715; vues d'ensemble, **61**, 719. Autorité de la Société des Nations, **61**, 720 et s.; pouvoir de décision, **61**, 721; moyens d'exécution, **61**, 725. Obligations des membres de la Société des Nations, **61**, 726 et s.; obligations inscrites au Pacte (art. 8 à 21) se rattachant à l'activité politique de la Société des Nations, **61**, 727; *jus tractatuum*, traités que peuvent conclure les membres, obligation de les publier, **61**, 728; *jus foederum* droit d'alliance des membres limité par leur entrée à la Société, **61**, 730; réduction des armements, **61**, 733 et s.; plan de réduction avant son acceptation, liberté entière des Etats, **61**, 733; après l'acceptation du plan, les Etats assument certaines restrictions, **61**, 734; maintien passif de la paix, **61**, 734 et s.; obligations pour les membres de la Société de ne pas recourir à la guerre, **61**, 734; essai obligatoire de règlement pacifique, **61**, 736; article 12 du Pacte, obligation d'arbitrage ou de recours au Conseil en cas de différend, le membre contrevenant passible de sanctions, **61**, 736; libre choix des moyens, pour satisfaire à l'obligation imposée par l'article 12 du Pacte, **61**, 738; obligation alternative conduisant à la compétence imposée du Conseil, **61**, 739; application des dispositions du Pacte, **61**, 740; procédure, **61**, 741; décision éventuelle et ses conséquences pour les membres, **61**, 743; maintien actif de la paix, **61**, 747; garantie de l'exécution de la sentence arbitrale, **61**, 747; effets du rapport du Conseil pour les autres membres, **61**, 748; sanctions, **61**, 749; procédure de l'article 11, **61**, 750; conclusions, **61**, 751. Résumé général, conclusion en faveur du maintien de la souveraineté des Etats membres de la Société des Nations, **61**, 753; existence de limitations de la souveraineté en dehors du Pacte, **61**, 755; traits communs aux diverses modifications apportées par le droit de la Société des Nations à l'exercice de la souveraineté des Etats membres, **61**, 756.

V. *Abus de droit. Acte général de Genève. Compétences internationales et étatiques. Conflit de lois. Contrôles financiers internationaux. Cour permanente de justice internationale. Courtoisie internationale. Crimes et délits internationaux. Doctrine de Monroe. Domaine réservé. Domicile. Dominions britanniques. Droit. Droit aérien. Droit fluvial international. Droit international. Droit international privé (Grèce). Droit naturel. Eglise.*

Etat. Fleuve international. Grotius. Guerre. Guerre juste. Immunité des Etats. Impôts. Intervention. Jugement étranger. Jugement répressif étranger. Légitime défense. Liberté. Mandats internationaux. Mer territoriale. Minorités. Monnaie. Pacte de la Société des Nations. Personnes internationales. « Petition of rights ». Ports maritimes. Réforme. Relations internationales. Responsabilité internationale de l'Etat. Sauvages américains. Société des Nations. Société internationale. Sujets du droit international. Tribunaux mixtes d'Egypte. Westlake.

Souveraineté (autolimitation de la). — V. *Sources du droit international. Souveraineté.*

Souveraineté absolue. — V. *Souveraineté.*

Souveraineté de l'air. — V. *Territoire.*

Souveraineté de l'Etat. — V. *Etat. Etranger. Responsabilité internationale de l'Etat. Souveraineté.*

Souveraineté de la mer. — V. *Mer territoriale.*

Souveraineté des coutumes. — V. *Droit international privé.*

Souveraineté des Etats membres de la Société des Nations. — V. *Souveraineté.*

Souveraineté étrangère (respect de la). — V. *Renvoi.*

Souveraineté externe. — V. *Sujets du droit international.*

Souveraineté interne. — V. *Sujets du droit international.*

Souveraineté temporelle du Pape. — V. *Etat. Papauté.*

Souveraineté territoriale. — V. *Communications internationales. Droit international privé. Etranger. Territoire.*

Soviets russes. — V. *Reconnaissance d'Etats.*

Spécialité du débat de recevabilité. — V. *Recevabilité.*

Spéculation. — V. *Monnaie.*

Sphères d'intérêts internationales. — V. *Territoire.*

Spiritueux. — V. *Liberté du commerce.*

Spitzberg. — V. *Territoire.*

Stabilité. — V. *Monnaie. Paix économique.*

Stabilité des prix. — V. *Or.*

Stage. — V. *Fonctionnaires internationaux.*

Statistique. — V. *Impôts.*

Statut. — V. *Etranger. Fonctionnaires internationaux.*

Statut de Barcelone. — V. *Conférence de Barcelone. Escaut. Fleuve international.*

Statut de Dantzig. — V. *Mer Baltique.*

Statut de la Cour permanente de justice internationale (art. 38). — V. *Traités.*

Statut de Memel. — V. *Mer Baltique.*

Statut du Rhin (1804). — V. *Communications internationales.*

Statut personnel. — V. *Domicile. Mandats internationaux. Marque de fabrique. Personnes morales. Tribunaux mixtes d'Egypte.*

Statuts (théorie des).

HISTOIRE DES PRINCIPES FONDAMENTAUX DU DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ À PARTIR DU MOYEN ÂGE SPÉCIALEMENT DANS L'EUROPE OCCIDENTALE (V. *Personnalité des lois*, **49**, 549). Théorie italienne des statuts, **49**, 592 et s.; statuts particuliers des communes italiennes à partir du XII^e^ siècle, **49**, 592; renaissance du droit romain au XIII^e^ siècle, **49**, 592; conflits de coutumes, *lex fori* ou loi la plus juste d'après le juge, **49**, 593; méthodes des romanistes (Karolus de tocco), application de la règle : *Statutum non ligat nisi subdi-*

tos **49**, 594; distinction de Balduini (1235): pour la procédure, application de la *lex fori*, pour le droit matériel du contrat, la *lex loci contractus*, **49**, 596; les romanistes français des Universités d'Orléans et de Toulouse (Jacques de Révigny de Belleperche), **49**, 597; *quid* du droit matériel des successions et testaments, diversité des coutumes en ces matières, **49**, 597; distinction entre coutumes réelles et coutumes personnelles, **49**, 598; Lambert de Salins, **49**, 599; Guillaume de Cun, sa définition des coutumes personnelles, **49**, 600; proclamation de la règle : *Locus regit formam actus*, **49**, 601; Bartole, père du droit international privé, sa doctrine, **49**, 602 et s.; effets territoriaux et extraterritoriaux des statuts soit réels, soit personnels, **49**, 602; statuts odieux, **49**, 603; statuts réglant les formalités de l'acte sont aussi écrits pour les étrangers, **49**, 603; règle applicable aux contrats, **49**, 605; *Repetitio*, œuvre de Balde, traité de la théorie italienne des statuts, *Lectura* du même auteur, traité commentant la loi *cunctos populos*, **49**, 607; statuts et coutumes relatifs au droit de succession, **49**, 608; loi applicable aux successions et testaments, **49**, 609. Pratique et principes fondamentaux, **49**, 614 et s.; sources : recueils de questions sur les statuts, collections de consultations de professeurs italiens, **49**, 614; solutions des difficultés pratiques (preuve, arbitrage obligatoire, procédure, forme de l'acte, statuts réels et personnels, statuts odieux et favorables, droit successoral, meubles et immeubles, question de la pluralité des patrimoines, acceptation sous bénéfice d'inventaire, biens matrimoniaux : seul régime dotal en Italie, confiscation), **49**, 615 et s.; arguments des jurisconsultes à l'appui des règles énoncées par eux, **49**, 625; principes généraux pour lesquels le droit romain a fourni des preuves secondaires, **49**, 628; doctrine statutaire des postglossateurs, **49**, 629; communauté de droit entre cités indépendantes, **49**, 629; droit naturel comme source du droit, **49**, 630; application de la loi étrangère, **49**, 630; coopération internationale en matière de procédure, **49**, 631; base d'application de la loi du lieu de l'acte : autonomie de la volonté, **49**, 633. Influence de la théorie italienne des statuts sur la pratique et la science de la France et des Pays-Bas, **49**, 636 et s.; en France, pays de droit coutumier (Nord), pays de droit écrit (Midi), **49**, 636; influence de l'école italienne dans les conflits de droit coutumier, **49**, 637; solutions des conflits de lois dans la doctrine de l'école française, d'Argentré, **49**, 638 et s.; Dumoulin, dans la communauté légale, soustrait la coutume au droit réel pour la ranger sous la loi de Dumoulin du mari, **49**, 643; sa formule réduisant la communauté légale à un contrat tacite de mariage, **49**, 644; doctrine de Dumoulin sur le droit de disposer de ses biens, **49**, 646; doctrine française en matière de contrats, **49**, 651; doctrine hollandaise, **49**, 653 et s.; différences entre théorie et jurisprudence, **49**, 657; fondement de l'application de la loi étrangère (*comitas gentium*), **49**, 663; division des statuts en réels, personnels et mixtes, **49**, 668; influence durable de la doctrine hollandaise, **49**, 671.

V. *Conflit de lois. Droit international privé. Droit international privé (Etats-Unis). Droit pénal international. Droits acquis.*

Statuts mixtes. — V. *Statuts (théorie des).*

Statuts personnels. — V. *Droit international privé. Droit international*

privé (Allemagne). Faillite. Gouvernement de fait. Statuts (théorie des).

Statuts réels. — V. *Droit international privé (Allemagne). Faillite. Gouvernement de fait. Ordre public. Statuts (théorie des).*

« Statutum non ligat nisi subditos ». — V. *Statuts (théorie des).*

Stoïcien. — V. *Droit international. Droit naturel.*

Stoppage « in transitu ». — V. *Faillite.*

Stupéfiants.

Le droit sanitaire international (V. *Droit sanitaire international*, **33**, 549). Lutte contre les stupéfiants, **33**, 640 et s.; l'opium, fumeurs d'opium en Chine, législation chinoise, **33**, 641; aide des Etats-Unis qui provoqua la Conférence d'où sortit la Convention de La Haye du 23 janvier 1912 sur l'opium, **33**, 643; dispositions de la Convention, **33**, 644 et s.; refus d'adhésion de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, **33**, 647; la question de l'opium au Traité de Versailles, **33**, 649; travaux de la Commission de l'opium, **33**, 650; Accord de Genève, ne s'applique qu'à l'Extrême-Orient, **33**, 651; l'Accord en ce qui regarde les magasins de vente de l'opium, les fumeries, le commerce extérieur, **33**, 653; Convention de Genève (19 février 1925) sur l'opium, but : réduire production et fabrication des stupéfiants et contrôler leur commerce international, **33**, 655; le contrôle, comment il s'exerce vis-à-vis de la production, de la fabrication, **33**, 655; contrôle du commerce international, prescriptions obligatoires et minutieuses, **33**, 658; création d'une Comité central permanent, **33**, 659; adhésion au Protocole, opérations de ratification, entrée en vigueur, **33**, 661; travaux de la Société des Nations depuis 1925, **33**, 663 et s.

V. *Droits de l'homme. Pétition.*

Suarez (Francisco).

Les théologiens espagnols du XVI^e^ siècle et l'école moderne du droit international, Francisco Suarez, **43**, 389; les juristes et théologiens espagnols du XVI^e^ siècle forment-ils une école à caractères nettement définis ?, **43**, 391; thèse négative du professeur Delos, **43**, 394; thèse affirmative du professeur Miaja de la Muleta, **43**, 395; l'école moderne de droit international, **43**, 396; ses caractéristiques, **43**, 397; antagonisme entre la doctrine de Suarez et la conception italienne au sujet du perfectionnement progressif de l'humanité, **43**, 403; biographie de Suarez, **43**, 406 et s. Le droit des gens selon Suarez, **43**, 415 et s.; critérium objectif de l'apport suarien (Westlake, Lorimer, Kosters, Nys, J.-B. Scott, Lawrence). Les précédents, **43**, 422 et s.; tradition gréco-romaine, critères d'Ulpien et Gaius, **43**, 424 et s.; le moyen âge, Isidore de Séville, le système thomiste, **43**, 426 et s.; tradition espagnole présuarienne du XVI^e^ siècle (Soto, Vasquez de Menchaca), **43**, 432 et s. Système de Suarez, **43**, 441 et s.; analyse et épuration par Suarez de la tradition romaine, **43**, 441; problème de la détermination du droit des gens, les quatre théories qu'il a fait naître, **43**, 441; les opinions antérieures à Suarez sur la détermination des différences entre le droit naturel et le droit des gens, **43**, 443; réfutation des doctrines antérieures, **43**, 443; négation par Suarez de la similitude entre les deux droits, **43**, 445; les deux droits et la volonté humaine, **43**, 446; caractère préceptif du droit naturel, nature permissive ou conces-

sive du droit des gens, examen par Suarez de cet argument, **43**, 447; différence fondamentale entre les deux droits, elle réside dans le caractère nécessaire et le contenu constitutif ou simplement déclaratif, **43**, 450; comparaison entre droit des gens et droit civil, **43**, 451 et s.; différence de formation, **43**, 452; différence quant à la mutabilité, **43**, 453; doctrine de Saint-Thomas sur le droit positif divisé en droit civil et en droit des gens, qui constituent un droit humain dérivé du droit naturel, **43**, 454; doctrine de Suarez, **43**, 455; le droit *inter gentes* et le droit *intra gentes*, ses origines, ses motifs, **43**, 458; matières propres du *jus inter gentes*, **43**, 461; raison d'être du *jus inter gentes* suivant la conception de Suarez, **43**, 462; conception de la société internationale, **43**, 462; comparaison avec les conceptions précédentes, **43**, 463; défauts et mérites de la conception de Suarez, **43**, 467; mutabilité et immutabilité du droit des gens, **43**, 469; Suarez, la guerre et le droit, **43**, 473 et s. Guerre en tant que fait, guerre en tant que réalisation du droit, **43**, 473 et s.; caractérisation de la guerre, **43**, 473. (V. *Guerre*, **43**, 473. *Guerre juste*, **43**, 473.) Suarez et le conflit de lois, **43**, 533 et s.; rapports entre lois humaines et les personnes qu'elles lient, **43**, 534; conception territoriale de la loi que semble avoir Suarez, ses théories, dans lesquelles il parle de communauté et non de territoire, de lien moral entre les individus, ne permettent pas de conclure à sa conception territoriale de la loi, **43**, 536. Application de la loi aux étrangers, **43**, 540 et s.; lois directives, **43**, 540; lois coactives, **43**, 542; caractère des lois qui affectent la forme des actes juridiques, **43**, 543; caractère impératif pour Suarez de la règle *locus regit actum*, **43**, 544; part de la territorialité et de la personnalité des lois dans la doctrine de Suarez, **43**, 545.

V. *Guerre hors la loi.*

Subjectivisme. — V. *Droit international.*

Subjugation. — V. *Etat. Territoire.*

Subordination (théorie de la). — V. *Coutume internationale. Fonctionnaires internationaux. Régionalisme.*

Succession.

Questions de droit international privé. Des successions, **9**, 5. (V. *Droit international privé*, **9**, 6). Loi applicable à la succession, **9**, 12, système de l'école statutaire, **9**, 13; application de la *lex rei sitae*, **9**, 14; principe romain de l'universalité de la succession entraîne en droit international le principe de l'unité de loi, ordre successoral basé sur l'organisation de la famille, **9**, 15; loi personnelle du *de cujus* régit la succession, **9**, 17; succession immobilière en France, loi française, **9**, 19; jurisprudence française en matière de succession mobilière, *mobilia sequuntur personam*, **9**, 20; jurisprudences belge et néerlandaise, **9**, 23; tendance, au XIX^e^ siècle, à l'unité de la succession, **9**, 24; conflits nés de la divergence des législations, conflit positif si deux législations se déclarent applicables simultanément, conflit négatif si aucune ne veut régler la succession, **9**, 27 (V. *Renvoi*, **9**, 28). Ordre public, sa relativité, exemples de cas où la loi étrangère compétente est inapplicable comme contraire à l'ordre public, **9**, 40; application de l'ordre public fait obstacle à l'unification du droit international privé, **9**, 43; Conférences de La Haye, 1893 et 1894,

conflits des lois nationales et des lois d'ordre public, difficultés, **9**, 44; indemnisation aux nationaux lésés par la loi étrangère, droit de prélèvement, loi française du 14 juillet 1919, jurisprudence, **9**, 47 et s.; article 25 de la loi d'introduction au Code civil allemand, article 14 des préliminaires du Code civil brésilien, tendance à appliquer la loi nationale, **9**, 52; la loi qui régit la succession donne les conditions pour succéder en droit international privé, **9**, 55; cas de renonciation par contrat avec le *de cujus* à sa succession, **9**, 58; héritier non encore conçu, héritier absent, successibles comourants dans un accident, **9**, 60 et s.; conditions pour qu'une personne morale puisse hériter, **9**, 66; effet du changement de nationalité du futur *de cujus*, **9**, 70; la loi successorale détermine les personnes qui hériteront, **9**, 72; étendue du droit de succession de la famille, **9**, 75; réserve successorale, différences dans les législations, **9**, 78; rapport des libéralités reçues du vivant du *de cujus*, **9**, 81; *de cujus* mort *ab intestat*, sort de son patrimoine, **9**, 84; succession en déshérence, **9**, 86; forme du testament, règle *locus regit actum*, **9**, 89 et s.; Conférence de La Haye, facultativité d'application de la règle, **9**, 93; conflits de lois en matière de testament, **9**, 93 et s.; testament conjonctif, **9**, 99; influence du changement de nationalité du testateur, **9**, 101; théorie du renvoi, son influence sur la validité du testament, **9**, 103; loi régissant la succession testamentaire, **9**, 106; elle régit la capacité du testateur, **9**, 107; elle détermine les limitations à la liberté de tester, **9**, 109; elle prescrit que certaines personnes ne peuvent être gratifiées, **9**, 111; elle limite les types de dispositions, **9**, 114; validité du testament se détermine par la loi qui le gouverne, **9**, 119; révocation du testament, **9**, 121.

V. *Apatrides. Code civil italien. Conférences de droit international privé de La Haye. Conflit de lois. Domicile. Double imposition. Droit international privé (Brésil). Droit international privé (Etat-Unis). Droit international privé (Grèce). Droit international privé (Italie). Etranger. Filiation. Impôt. Mandats internationaux. Ordre public. Renvoi (théorie du).*

Succession aux dettes publiques. — V. *Dettes publiques d'Etat.*

Succession contractuelle. — V. *Succession d'Etats.*

Succession d'Etats.

Théorie générale du droit international public (V. *Droit international*, **42**, 121. *Sujets du droit international*, **42**, 141. *Reconnaissance d'Etats*, **42**, 268). Succession des Etats, **42**, 312 et s.; extension au droit des gens de la conception de droit civil de « succession juridique aux droits et obligations », **42**, 312; conditions pour une succession d'Etats au sens de succession juridique, **42**, 315; acquisition originaire et acquisitions dérivées, **42**, 316; principe de l'effectivité, **42**, 318; l'occupation, seul mode d'acquisition de territoire, **42**, 323; termes du problème, **42**, 325; succession involontaire, **42**, 325; succession aux droits et obligations découlant de l'ordre international, **42**, 327; fondement des droits et obligations de caractère international susceptibles de faire l'objet d'une succession juridique, **42**, 330; notion de succession universelle aux obligations et droits internationaux d'un Etat, son utilité, **42**, 333; changement révolutionnaire de gouvernement, **42**, 333; modification essentielle

dans le territoire de l'Etat, par acquisition ou perte, **42**, 336; succession d'un Etat aux droits et obligations appartenant, en vertu de traités internationaux, à un autre Etat dont le territoire devient le sien, **42**, 339; succession aux droits et obligations ne comportant pas un caractère « personnel », **42**, 339; succession aux droits et obligations se rapportant à un territoire déterminé, **42**, 340; succession, en vertu du droit international général, d'un Etat aux droits et obligations d'un autre Etat fondés sur l'ordre juridique interne de ce dernier, **42**, 341; considération des seules obligations se rapportant aux ressortissants d'Etats étrangers, **42**, 341; obligations résultant d'emprunts internationaux, **42**, 342; droits réels et obligations découlant pour l'Etat de son propre ordre juridique, **42**, 344; question de l'existence d'une règle de droit international général établissant une succession aux droits et obligations de l'Etat dépourvus de caractère international, **42**, 345; sort des dettes hypothéquées et des dettes hypothécaires, **42**, 347; question de l'obligation pour un Etat d'assurer aux étrangers une condition donnée quel que soit le traitement qu'il réserve à ses nationaux, **42**, 348; succession aux droits se rapportant au « domaine public », **42**, 349.

Succession des Etats quant aux obligations internationales autres que les dettes publiques, **44**, 669 et s.; importance du problème de la succession des Etats en droit international, **44**, 669; la succession juridique, **44**, 671; en droit international, succession de droit des gens, substitution d'un sujet du droit international à un autre sujet, **44**, 673; distinctions entre les divers cas de succession internationale, **44**, 675 et s.; succession légitime et succession contractuelle, **44**, 676; succession par extinction du prédécesseur ou avec survie du prédécesseur, **44**, 677; succession totale et succession partielle, **44**, 678; les modifications territoriales relèvent du droit international pour autant qu'elles donnent lieu à une succession d'Etats, **44**, 679; conditions pour qu'il y ait succession d'Etats à la suite de modifications territoriales, **44**, 680; opinion de M. Kelsen sur les successions d'Etats partielles d'après lui, cas où s'appliqueraient les successions totales, **44**, 682; cas de la Russie soviétique, **44**, 685; cas des Etats successeurs de l'Autriche-Hongrie, **44**, 686; cas de la République de Turquie, **44**, 688; principes généraux régissant la succession des Etats dans les rapports internationaux, **44**, 689; limitation à certains rapports de la succession des Etats en droit international, **44**, 690; fondement rationnel de la succession, théorie de Romano, **44**, 691; objections à cette théorie, **44**, 692; fondement juridique, **44**, 695; causes de substitution d'un Etat à l'autre dans les rapports internationaux, **44**, 700 et s. Succession des Etats dans les obligations internationales autres que les dettes publiques d'après le droit international général, **44**, 704 et s.; successions aux obligations contractuelles, **44**, 704 et s.; obligations localisées d'intérêt général, **44**, 705; éléments constitutifs, **44**, 705; opinion inacceptable d'après laquelle il n'y aurait de succession juridique qu'en ce qui concerne les Etats signataires du traité collectif ainsi que ceux qui l'ont reconnu, **44**, 709; obligations servitudinaires, **44**, 714 et s.; question de savoir si l'Etat successeur doit s'obliger comme son prédécesseur

à s'abstenir de certains actes sur le territoire, **44**, 715; nature de ces obligations, détermination de celles qui sont transmissibles, **44**, 717; localisation de l'obligation servitudinaire, **44**, 718; difficulté de décider si l'on est en présence d'une obligation servitudinaire ou d'une localisée d'intérêt général, distinction, **44**, 720; les obligations peuvent avoir les caractères de l'une et de l'autre, **44**, 720; cas remarquables de la pratique internationale, **44**, 721 et s.; cas de servitudes en faveur de deux ou plusieurs Etats, **44**, 727; catégories des obligations servitudinaires (servitudes passives ou négatives, servitudes *in faciendo*), **44**, 730 et s.; distinction entre servitudes militaires et servitudes économiques, **44**, 733; nature des droits transmissibles, **44**, 735; disposition expresse de remise en vigueur d'obligations transmissibles même sans ce nouveau traité, **44**, 737; les tribunaux internationaux vis-à-vis des servitudes internationales, **44**, 740; obligations réelles proprement dites, **44**, 742 et s.; obligations relatives à la délimitation territoriale des Etats, **44**, 748 et s.; obligations patrimoniales au sens restreint, **44**, 750 et s.; succession aux obligations résultant du droit international général et relatives à l'ordre juridique interne des Etats, **44**, 752 et s.; succession juridique impossible aux droits et obligations dérivant du droit international général coutumier, **44**, 752; cas où la succession a lieu, exemples, **44**, 752 et s.; cas d'obligations aux dettes publiques, **44**, 754; cas d'acquisition d'une partie de territoire, **44**, 755; question de la transmissibilité de l'obligation du respect dû aux droits acquis dans un territoire donné, **44**, 757. Droits et obligations non transmissibles, **44**, 759 et s.; droits et obligations découlant de membre de la communauté internationale, **44**, 759; droits et obligations découlant des traités, accords tacites, coutumes particulières, **44**, 762; droits et obligations découlant de délits, quasi-délits et quasi-contrats internationaux, **44**, 766.

V. *Dettes publiques. Monnaie. Nationalité.*

Succession involontaire. — V. *Succession d'Etats.*

Succession juridique aux droits et obligations. — V. *Succession d'Etats.*

Succession légitime. — V. *Succession d'Etats.*

Succession partielle. — V. *Succession d'Etats.*

Succession totale. — V. *Succession d'Etats.*

Succursale. — V. *Domicile. Faillite. Nationalité des sociétés de commerce.*

Sujets de droit étranger. — V. *Traités.*

Sujets du droit international.

Les sujets du droit international autres que les Etats, **41**, 251 et s. Incertitude de la doctrine sur l'étendue et les nuances du concept de sujet du droit international, **41**, 251 et s.; caractère inexact de droit coutumier du droit des gens, **41**, 252; le droit international n'établit pas de règle générale caractérisant ses sujets, **41**, 253; incertitude de la doctrine depuis que la question n'est plus dominée par le droit naturel, **41**, 253; opinion niant l'existence de sujets de droit international autre que les Etats (Séfériadès), **41**, 255; groupements que M. Anzilotti nomme Etats, **41**, 257; la doctrine qui ne trouve pas de critère juridique de l'Etat, **41**, 258; partisans de la doctrine de M. Séfériadès, **41**, 258; définition du droit international par M. Oppenheim, Etats non souverains sont sujets imparfaits du droit international,

personnes apparentes du droit international, **41**, 261; sorte de nihilisme doctrinal de M. Siropoulos, **41**, 263. Définition du point de vue subjectif et du point de vue objectif du droit international, personnes de ce droit, **41**, 267; priorité historique de l'individualisation des sujets dans le domaine du droit des gens, **41**, 268; formation d'une définition du droit des gens à partir de la nature des normes elles-mêmes indépendamment du caractère de leurs destinataires, **41**, 272; déduction des critères essentiels pour la détermination des sujets, **41**, 273; sujets *des* normes et sujets *de* normes du droit des gens, **41**, 274; classification de M. Verdross en membres de plein droit de la communauté internationale et simples sujets, **41**, 275; *personnes* et *sujets* du droit international, **41**, 278; éléments constitutifs de la simple qualité de sujets du droit international, **41**, 280; responsabilité internationale, **41**, 280; responsabilité internationale d'actes des gouvernements de fait, **41**, 283; inexistence juridique des actes de gouvernements non reconnus, **41**, 285. Commmunauté internationale, **41**, 291 et s.; famille des nations, société d'Etats dont les rapports sont réglés par le droit des gens, **41**, 292; Société des Nations, **41**, 294; adhésion des membres à des règles futures ne dépendant pas de leur volonté, **41**, 295; dérogation à la règle de l'unanimité, **41**, 297; la Société des Nations n'est pas personne du droit des gens, **41**, 299; gouvernement de la Sarre, **41**, 301; protectorat de la Ville libre de Dantzig, **41**, 302; Unions d'Etats, **41**, 303; vasselage, protectorat, **41**, 304; Union réelle et Etat fédéral, **41**, 305; Confédération d'Etats, **41**, 307. Empire britannique et Dominions, **41**, 309 et s.; droit public anglais, **41**, 309; situation internationale des Dominions, **41**, 311; Conférences impériales de 1923 et 1926, **41**, 313; les Indes, **41**, 314; Empire britannique personne du droit des gens embrassant des sujets de droits internationaux déterminés, **41**, 319. Eglise catholique romaine et entités qui s'y rattachent, **41**, 319 et s.; survivance d'une entité distinctement individualisée après disparition des Etats pontificaux (loi des garanties), **41**, 320; accords de Latran, création de la Cité du Vatican, **41**, 324; Saint-Siège, organe suprême de l'Eglise catholique romaine, seul sujet du droit international, **41**, 326; absence de prérogatives personnelles du Pape, **41**, 331. Insurgés reconnus comme belligérants, **41**, 333 et s.; doctrine de la reconnaissance d'Etat ne conférant pas la qualité de sujet du droit international, **41**, 336; reconnaissance de fait aux effets limités, **41**, 338; Etats tiers et éléments insurrectionnels, **41**, 339; reconnaissance aux insurgés de la qualité de belligérants, **41**, 339; reconnaissance de gouvernement à l'organisation insurrectionnelle, **41**, 339; insurrection générale ou localisée, **41**, 340; Groupements nationaux, **41**, 341; tribus sauvages, **41**, 341; groupements minoritaires, **41**, 342; caractère international des stipulations des minorités, **41**, 344; populations sous mandats, **41**, 346; problème de l'appartenance de la souveraineté sur les pays sous mandat, **41**, 348; inaptitude des pays sous mandat à exercer la souveraineté, **41**, 351; droit propre des pétitions de populations sous mandat, **41**, 352; organes internationaux, **41**, 353 et s.; individu, **41**, 355; l'individu et sa qualité possible de sujet du droit international, **41**, 355; danger de lui attribuer actuellement cette qualité, **41**, 356.

Théorie générale du droit international public (V. *Droit international public*, **42**, 128). Sujets du droit international, **42**, 141 et s.; personne juridique et individu concret, **42**, 142; notion de la personne juridique, **42**, 142; particuliers comme sujets du droit international, **42**, 145; comment les normes du droit international obligent les Etats, **42**, 146; cas d'appréhension immédiate de l'individu par les normes du droit international, **42**, 148; sanction, pouvoir discrétionnaire de chaque Etat, **42**, 149; caractère international des autorités juridictionnelles, **42**, 157; responsabilité internationale de l'Etat à raison d'infractions commises par des particuliers, **42**, 159; attribution de droits subjectifs aux individus, ce qu'est le droit subjectif, **42**, 161; droit d'action des individus devant les instances internationales, **42**, 164; soumission immédiate des individus aux normes édictées par certains organes administratifs ou gouvernementaux, **42**, 168; droit international a, en général, pour sujets les Etats d'une façon médiate, exceptionnellement des individus d'une façon immédiate, **42**, 170; dérogations : le Pape, **42**, 170; communautés, Unions, Confédérations d'Etats, Société des Nations, **42**, 171.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*. **46**, 331). Sujet du droit, **46**, 363; qui est sujet du droit en droit international ?, **46**, 363; ce qu'est en technique « sujet du droit », **46**, 364; notion réaliste : individu seul sujet du droit, **46**, 366; la compétence est constitutive du sujet du droit, **46**, 367; jouissance et exercice de la compétence, **46**, 368; il n'y a en technique juridique d'autres sujets du droit que les individus, **46**, 370; compétence des agents publics, **46**, 370; rejet définitif de la notion de souveraineté qui ne peut appartenir à aucun sujet de droit, **46**, 371.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*. **47**, 268. *Droit international public*, **47**, 263). Les sujets du droit des gens, **47**, 418 et s.; sujet du droit des gens en général, **47**, 418; sujet, créateur du droit international, **47**, 421; reconnaissance des Etats comme sujets du droit des gens, **47**, 422 et s.; date de naissance d'un Etat, **47**, 422; il naît sans avoir la qualité de sujet international, **47**, 425; reconnaissance est déclarée au Gouvernement, mais c'est l'Etat seul qui en est le destinataire, **47**, 428; les théories sur la reconnaissance des Etats, théorie constitutive, **47**, 428 et s.; critique de la théorie constitutive, **47**, 433; situation d'un Etat non reconnu, **47**, 437; contenu de la reconnaissance, **47**, 440; engagements réciproques des deux Etats (reconnaissant et reconnu), **47**, 442; reconnaissance n'a que des effets relatifs, **47**, 444; admission dans le sein de la Société des Nations d'un Etat non encore reconnu par tous les membres de la Société, **47**, 445; définition de la reconnaissance d'un Etat indépendant souverain, **47**, 448; reconnaissance *de facto*, reconnaissance *de jure*, **47**, 449 et s.; reconnaissance d'un nouveau Gouvernement, **47**, 452 et s.; distinction entre reconnaissance *de jure* et *de facto*, **47**, 457; position juridique d'Etats se trouvant dans des situations spéciales influant ou non sur leur capacité, **47**, 458 et s.; Union personnelle, **47**, 458; Union réelle, **47**, 459; Confédération d'Etats, **47**, 460; sujets du droit des gens autres que les Etats, **47**, 463 et s.; organes édictant, à la place des Etats,

de véritables normes internationales, Cour permanente, **47**, 463; le Saint-Siège, **47**, 464; Banque des Règlements internationaux, **47**, 465; personnalité internationale de l'individu, **47**, 465; fin de la personnalité internationale des Etats, **47**, 468 et s.; elle a lieu par manque d'un des éléments constitutifs (territoire, population, Gouvernement), **47**, 468; incorporation d'un Etat dans un autre, **47**, 470; prétendue succession d'Etats, **47**, 471; signification réelle : changements territoriaux, **47**, 472; définition de la succession d'Etats, **47**, 473; extinction d'un Etat : annexion, **47**, 474; caractères et conséquences juridiques de l'annexion, **47**, 474 et s.; annexions d'un caractère spécial, absorption par l'Etat fédéral desEtats qui le composent, **47**, 480; démembrement total d'un Etat, **47**, 480; émancipation d'une fraction d'un Etat, **47**, 482; la cession, elle présuppose un traité, **47**, 485; conséquences de la cession, **47**, 486 et s.; l'Etat sujet du droit des gens, **47**, 491 et s.; théorie de l'Etat exigeant que les règles internationales s'appliquent directement à lui, souveraineté de l'Etat, **47**, 491; souveraineté interne, souveraineté externe, **47**, 493; les droits fondamentaux, **47**, 497; problème de l'indépendance et de l'égalité des Etats, **47**, 499 et s.; *status libertatis international*, **47**, 499 et s.; principe juridique d'indépendance des Etats a la préséance en droit sur le principe de l'égalité, **47**, 506; principe d'égalité, ses conséquences, **47**, 508 et s.; soumission volontaire d'un Etat à la juridiction d'un autre Etat, **47**, 510; l'intervention, **47**, 513 et s.; son caractère illicite, **47**, 516; guerre et intervention, **47**, 521; organes et agglomérations d'Etats, **47**, 522 et s.; organes nationaux, **47**, 522 et s.; chef de l'Etat, **47**, 524; immunités des agents diplomatiques, **47**, 525; les consuls, **47**, 529; représentants non permanents, **47**, 529; organes internationaux, **47**, 531 et s.; les *subditi temporarii*, **47**, 535 et s.; population comme élément de l'Etat, **47**, 535; les étrangers, **47**, 538.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **58**, 475 et s.). A qui s'appliquent les règles générales du droit de la paix ?, **58**, 523 et s.; destinataires des règles du droit international, **58**, 524; ces destinataires sont les Etats, **58**, 524; la question débattue de l'individu sujet ou non du droit international, **58**, 525; organismes dont la mission et le fonctionnement sont déterminés par le droit international, **58**, 529.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*. **62**, 99 et s.). Sujets du droit international, **62**, 207 et s.; Etats et individus en tant que sujets du droit international, **62**, 207; sujets des obligations internationales, **62**, 208 et s.; doctrine dominante et efficacité des obligations internationales, **62**, 208; réalité de la personnalité de l'Etat et sujets du droit international, **62**, 211. Individus en tant que sujets de droits internationaux, **62**, 215 et s.; dans le domaine du droit interne (doctrine de transformation), **62**, 215; dans le domaine international, **62**, 216 et s.; capacité internationale des individus au point de vue de la procédure, **62**, 216; leur capacité internationale en tant que fonction de la volonté des Etats, **62**, 218; droits des individus en tant que droits de leurs Etats, **62**, 222; possibilités d'exécution directe des réclamations privées, **62**, 224; droits fondamentaux de l'individu en droit international positif,

62, 228; protection internationale des droits internationaux des individus, **62**, 231; protection internationale des droits des apatrides, **62**, 234; droits des individus et intervention humanitaire, **62**, 237; sujets de droits internationaux et création des règles de droit international, **62**, 240 et s.; Organisation internationale du travail, Cité du Vatican, **62**, 240.

V. *Droit international public. Droits de l'homme. Fonction exécutive en droit international. Individu. Personnes morales. Succession d'Etats. Suarez. Westlake.*

Sujets imparfaits du droit international. — V. *Sujets du droit international.*

Sultan. — V. *Missions catholiques.*

Sund (péage du). — V. *Mer Baltique.*

Suppression de la guerre. — V. *Locarno. Pacte de Paris (Briand-Kellog). Société des Nations.*

Suppression des barrières douanières. — V. *Politique commerciale internationale.*

Sûreté de l'Etat. — V. *Conférence de Genève (1925). Crimes contre la personnalité de l'Etat. Crimes et délits internationaux. Responsabilité internationale des Etats.*

Sûreté des Etats étrangers. — V. *Crimes et délits internationaux. Responsabilité internationale des Etats.*

Sûretés. — V. *Emprunt public d'Etat.*

Sûretés personnelles. — V. *Emprunt public d'Etat.*

Sûretés réelles. — V. *Emprunt public d'Etat.*

Surimposition. — V. *Impôt.*

Surpeuplement. — V. *Japon.*

Surproduction. — V. *Crise. Politique économique internationale.*

Sursis. — V. *Jugement répressif étranger.*

Survie (théorie de la). — V. *Conflit de lois.*

Survol. — V. *Mer territoriale.*

Suzerain. — V. *Inviolabilité des traités.*

Syndic. — V. *Faillite.*

Système de M^lle^ Merrigi. — V. *Qualifications.*

Système du bon plaisir. — V. *Jugement étranger.*

Système monétaire. — V. *Paix économique.*

T

Tarif. — V. *Communications internationales. Trusts et cartels internationaux.*

Tarifs douaniers.

Droit et technique des traités de commmerce (V. *Traités de commerce*, **3**, 295). Tarifs douaniers conventionnels, **3**, 391; importance de la taxation des échanges, **3**, 391; double manière pour le traité de commerce d'intervenir dans les tarifs douaniers, **3**, 392; Etats soumis aux tarifs enchaînés, **3**, 394; droits conventionnels consolidés et mobiles, **3**, 399; les droits consolidés sont spécifiques ou *ad valorem*, **3**, 400; droit conventionnels mobiles, **3**, 402; droits de sortie (rares), droits de transit (exceptionnels), **3**, 405. (V. *Clause de la nation la plus favorisée*, **3**, 409.)

V. *Politique économique internationale. Unions douanières.*

Tarifs préférentiels. — V. *Clause de la nation la plus favorisée. Politique économique internationale. Union douanière européenne.*

Taxes. Taxation. — V. *Concessions étrangères. Coopération internationale. Passeports. Politique commerciale internationale.*
Taxes de port. — V. *Conférence de Barcelone.*
Télégramme. — V. *Lutte internationale contre la criminalité.*
Télégraphie sans fil. — V. *Crimes et délits internationaux. Dominions. britanniques. Relations diplomatiques.*
Téléphone. — V. *Lutte internationale contre la criminalité.*
Témoignage. — V. *Preuve.*
Témoin. — V. *Preuve de la loi étrangère.*
Temps de guerre. — V. *Communications internationales. Conférence de Genève* (1923). *Escaut. Piraterie. Ports intérieurs. Ports maritimes. Rétorsion. Zones démilitarisées.*
Temps de paix. — V. *Rétorsion.*
Tentative. — V. *Lutte internationale contre la criminalité. Piraterie.*
Tentative de conciliation. — V. *Guerre.*
Terre continentale non occupée. — V. *Territoire.*
Terres abandonnées. — V. *Sauvages américains.*
Terres d'Indiens. — V. *Sauvages américains.*
Terres vacantes. — V. *Mandats internationaux.*
Territoire.

Nature juridique du territoire, **30**, 85 et s. Etendue de la matière à traiter, questions connexes non traitées, **30**, 85; trois groupes de questions traitées : interprétations de la nature juridique du territoire de l'Etat dans l'histoire du droit des gens, **30**, 88; conceptions relatives aux frontières, **30**, 88; conditions juridiques de certains territoires, **30**, 89; développement historique des principes relatifs à la nature juridique du territoire depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, **30**, 91 et s.; antiquité, tribus nomades, **30**, 91; sol, au début propriété commune, habitations plus rapidement propriétés individuelles, caractère spécial des relations juridiques de l'Etat avec le sol, idées religieuses se rattachant à ce concept juridique, **30**, 92; don de Jahveh au peuple juif de la terre promise, donations par les Papes aux Espagnols et Portugais de terres et de mers non découvertes, **30**, 94; conceptions juridiques romaines du territoire de l'Etat, **30**, 94; conceptions au moyen âge de la condition juridique du territoire de l'Etat, **30**, 96; importance de la terre (*terra, land*), **30**, 97; Etat féodal, prépondérance de la propriété foncière, **30**, 97; à la puissance d'Etat une succède la puissance des Etats s'affirmant en face du pouvoir central, **30**, 98; la souveraineté territoriale conçue à la façon d'un droit réel, **30**, 100; influence, sur le droit international qui commence, de la conception de la souveraineté territoriale, **30**, 101; changement dans la science à l'égard de la théorie du territoire de l'Etat, **30**, 102; théories dites de l'objet ou de la propriété, l'Etat exerce sa puissance sur le territoire comme un propriétaire sur sa chose, **30**, 105; opinion des juristes, **30**, 105 et s.; influence de ces conceptions sur la terminologie de traités modernes du droit des gens, **30**, 107; controverse relative à la possibilité de servitudes de droit international, **30**, 108; critique des théories, **30**, 111 et s.; théories de la qualité et théories de l'espace ou spatiales évitent la distinction abstraite entre l'Etat et son territoire, **30**, 114; théorie de Radnisky de la compétence, compétence de fait, compétence personnelle, **30**, 117; les applications de Radnisky de sa

théorie, **30**, 120; développement par Kelsen contre la théorie de la compétence, **30**, 122; objections de Donati contre la théorie de la compétence, réfutation par Verdross, **30**, 123; développement des idées à l'égard des frontières du territoire, **30**, 126 et s.; les trois dimensions du territoire de l'Etat, **30**, 126; les tribus de nomades ont une conception des lignes de frontière, **30**, 127; conception romaine des frontières, conception des peuples romands, conception germanique, **30**, 129; frontières naturelles, frontières artificielles (visibles et invisibles), **30**, 131; frontières du territoire de l'Etat à l'égard de la surface de la mer, **30**, 135; marée, variabilité de la frontière maritime, **30**, 136; limite naturelle, **30**, 136; prétentions à la domination de la mer, **30**, 136; eaux intérieures ou nationales, **30**, 138; mer côtière, mer littorale ou eaux littorales, **30**, 139; nature juridique de la mer côtière, difficultés que rencontrent la théorie de la propriété et la théorie de la qualité, **30**, 141; application de la théorie de la compétence, **30**, 141; explication de la liberté de la mer par la théorie de la compétence, **30**, 142; frontières du territoire au-dessous de la surface terrestre, **30**, 145; peu d'intérêt de ces frontières dans les temps anciens, **30**, 145; richesses du sol, opinion admise couramment qu'elles tombent au pouvoir de l'Etat, **30**, 146; possibilité de creuser une galerie minière en deçà de la frontière de l'Etat, **30**, 147; percement d'un tunnel dans une montagne frontière, nécessité d'un accord entre les deux pays voisins, **30**, 147; problème juridique naissant de la propriété de l'Etat sur les forces naturelles de l'intérieur du sol, **30**, 151; territoire aérien des Etats et de ses frontières, **30**, 151 et s.; droit de chasse sur les oiseaux au moyen âge, **30**, 152; le propriétaire du sol, ses actions possibles sur l'espace aérien, **30**, 153; problèmes nouveaux soulevés par la technique moderne, **30**, 153; reconnaissance par Fauchille d'un territoire aérien de 330 mètres lié au sol, **30**, 154; critique de la théorie de Fauchille, **30**, 155; Convention de Paris du 13 octobre 1919, reconnaissance à l'Etat de la souveraineté sur l'air au-dessus de son territoire, **30**, 156; souveraineté sur l'air s'étendant au-dessus de la mer côtière et des eaux territoriales, **30**, 157; l'espace aérien situé au-dessus de la haute mer et des territoires inexplorés est sphère de compétence commune à tous les Etats, **30**, 158; autres frontières, territoire flottant, câbles sous-marins, aerocabs, **30**, 159; condition juridique particulière de certains territoires en droit international public, **30**, 162 et s.; situation juridique des régions polaires, **30**, 162; incertitude sur la nature géographique de ces contrées, **30**, 163; zones polaires, terre continentale non occupée, sphère de compétence commune à tous Etats, **30**, 164; Spitzberg, extraction de charbon, **30**, 165; condition d'effectivité de l'occupation par un Etat pour qu'il ait la souveraineté sur le territoire, **30**, 165; les baux internationaux, **30**, 166; les sphères d'intérêts internationales, **30**, 169; traité anglo-russe du 31 août 1907, **30**, 171; comment s'applique la théorie de la compétence à l'égard des différents types de sphères d'intérêts, **30**, 175; théorie de la compétence dans le problèmes des mandats internationaux de la Société des Nations, **30**, 178 et s.; difficulté d'établir le possesseur de la souveraineté, **30**, 178; compétence locale et compétences matérielles, **30**, 179; établissement de la compé-

tence locale, **30**, 182; répartition des compétences matérielles, **30**, 183.

Règles générales du droit international de la paix (V. *Droit international*, **30**, 275. *Etat*, **30**, 322); acquisition et aliénation de territoire, **30**, 366 et s.; modes originaires, **30**, 366 et s.; occupation d'un territoire *nullius*, **30**, 367 et s.; pouvoir effectif de l'occupant, **30**, 369; caractère permanent de l'occupation, **30**, 369; théorie de la continuité, **30**, 371; subjugation ou *debellatio*, **30**, 372; la prescription acquisitive, **30**, 373; modes dérivés, **30**, 374 et s.; cession de territoire, cession *stricto sensu*, cession d'administration, **30**, 374; transfert de souveraineté, consentement des habitants, plébiscite, **30**, 377; aliénation, **30**, 377 et s.; territoire de l'Etat, **30**, 379 et s.; compétence de l'Etat territorial, **30**, 379; compétence des Etats sur un territoire étranger, **30**, 380 et s.; droit pour les agents diplomatiques d'accomplir leurs fonctions sur le territoire de l'Etat qui les accrédite, **30**, 380; droit des troupes, vaisseaux de guerre et aéronefs militaires étrangers sur le territoire de l'Etat où ils sont envoyés avec le consentement de celui-ci, **30**, 381; compétence, en vertu de traités, des Etats en pays étrangers, **30**, 381; ces droits sont-ils de simples obligations ou de véritables servitudes ?, **30**, 382; étendue du territoire de l'Etat, **30**, 385 et s.; frontières, **30**, 385; frontières naturelles et conventionnelles, **30**, 385; golfes et baies, **30**, 387; domaine aérien, **30**, 389; mer territoriale, **30**, 390; territoires d'une communauté d'Etats, **30**, 396 et s.; *condominia* et *coimperia*, **30**, 396; territoires placés sous le régime des mandats de la Société des Nations, **30**, 397; mandat A (d'assistance), mandats B et C (d'administration), **30**, 397; caractère juridique de ces territoires, **30**, 398; souveraineté sur les colonies allemandes, **30**, 400; caractère juridique des territoires asiatiques détachés de la Turquie, **30**, 402; domaines non soumis à une compétence exclusive, **30**, 405 et s.; la haute mer, **30**, 405; territoires non occupés, **30**, 408.

Principes généraux du droit international de la paix (V. *Droit international*, **34**, 181). Le domaine territorial de l'Etat, **34**, 401 et s.; nature du droit de l'Etat sur son territoire, **34**, 401; le domaine de l'Etat limité par ses frontières, **34**, 403; domaine fluvial, **34**, 406 et s.; fleuves nationaux et cours d'eau internationaux, **34**, 406; la mer territoriale, **34**, 423 et s.; territoire maritime de l'Etat, **34**, 431 et s.; domaine aérien, **34**, 447 et s.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **47**, 268. *Droit international public*, **47**, 263). Territoire de l'Etat, **47**, 540 et s.; conception du territoire, sa nature juridique, **47**, 540 et s.; son contenu, territoire terrestre, **47**, 545; territoire aquatique, **47**, 546; la mer côtière, **47**, 548; baies et golfes, **47**, 552; acquisition de la souveraineté territoriale par accession, annexion, **47**, 553; haute mer, **47**, 554.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **54**, 313). Territoire, **54**, 377 et s.; nature juridique du territoire, **54**, 377; portée de la souveraineté territoriale, **54**, 381; étendue du territoire national, **54**, 385; domaine terrestre et maritime, **54**, 386; domaine fluviale, **54**, 387; domaine aérien, **54**, 391.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **62**, 99 et s.). Rapports entre Etats en matière de propriété,

territoire de l'Etat, **62**, 318 et s.; territoire conçu comme soumis à un droit de propriété, **62**, 318; théorie du *territoire-objet*, **62**, 318; conséquences de cette théorie, **62**, 321; divisibilité de la souveraineté territoriale, **62**, 322; souveraineté et exercice de la souveraineté, baux et concessions à perpétuité, **62**, 325; les mandats, **62**, 326; servitudes internationales, **62**, 327; eaux territoriales et zone contiguë, **62**, 329; acquisition d'un titre en matière territoriale, prescription, **62**, 327; occupation et effectivité de la possession, **62**, 334; titre par conquête, **62**, 335; haute mer et air, **62**, 335.

V. *Communications internationales Cour permanente de justice internationale. Etat. Frontières. Impôts.*

Territoire (cession de). — V. *Nationalité.*

Territoire aérien. — V. *Territoire.*

Territoire d'outre-mer. — V. *Colonies.*

Territoire (découverte d'un). — V. *Sauvages américains.*

Territoire de la Saxe. — V. *Pétition. Police internationale.*

Territoire douanier.

Droit et technique des traités de commerce (V. *Traités de commerce*, **3**, 295). Les territoires douaniers, **3**, 341; territoires sans frontières douanières, **3**, 341; définition de la frontière douanière, **3**, 343; diversité du régime douanier sur les frontières d'un même Etat, **3**, 347; bail commercial international, **3**, 354; servitudes douanières, **3**, 355; zones franches, **3**, 358.

V. *Cour permanente de justice internationale.*

Territoire étranger. — V. *Territoire.*

Territoire flottant. — V. *Territoire.*

Territoire-objet (théorie du). — V. *Territoire.*

Territoire maritime.

Liberté des voies de communication (V. *Voies de communication*, **2**, 129). Le territoire maritime, **2**, 170; ce qu'il est, ce qu'il devrait être, **2**, 170; accès des ports, **2**, 173; conditions des navires de guerre et de commerce en territoire maritime, **2**, 178 et s.

V. *Territoire.*

Territoire sans maître. — V. *Compétences internationales et étatiques. Pirateries.*

Territoire sous mandat. — V. *Mandats internationaux.*

Territoire terrestre. — V. *Territoire.*

Territorialité. — V. *Extradition.*

Territorialité de la loi pénale. — V. *Lutte internationale contre la criminalité.*

Territorialité des lois. — V. *Domicile. Droit aérien. Droit international privé. Droit international privé (Angleterre). Droit pénal international. Droits acquis. Jugement étranger. Jugement répressif étranger. Ordre public. Suarez.*

Territorialité des peines. — V. *Jugement répressif étranger.*

Testament. — V. *Code civil italien. Droit aérien. Droit international privé. Etranger. Ordre public. Succession.*

Testament fait à l'étranger par des sujets français. — V. *Qualifications.*

Texte original. — V. *Preuve.*

Théologie chrétienne. — V. *Principes généraux du droit.*

Théologien. — V. *Guerre. Guerre juste. Souveraineté. Suarez.*

Théorie anglaise de l' « estoppel ». — V. *Preuve.*

Théorie consensuelle. — V. *Règle « pacta sunt servanda ».*

Théorie constitutive de la reconnaissance. — V. *Reconnaissance d'Etats.*
Théorie d'affection et de la propriété en main commune. — V. *Nationalité des sociétés de commerce.*
Théorie de coordination. — V. *Règle « pacta sunt servanda ».*
Théorie de l'autorisation. — V. *Personnes morales.*
Théorie de l'espace. — V. *Territoire.*
Théorie de l'objet ou de la propriété. — V. *Territoire.*
Théorie de l'obligation civile. — V. *Réciprocité diplomatique.*
Théorie de la Balto-Scandie. — V. *Mer Baltique.*
Théorie de la compétence — V. *Territoire.*
Théorie de la compétence exclusive de la loi nationale. — V. *Renvoi.*
Théorie de la continuité. — V. *Territoire.*
Théorie de la force. — V. *Droit naturel.*
Théorie de la « Gesamtverweisung ». — V. *Renvoi.*
Théorie de la pertinence. — V. *Preuve.*
Théorie de la qualité. — V. *Territoire.*
Théorie de la raquette. — V. *Renvoi.*
Théorie de M. Bartin. — V. *Qualifications.*
Théorie de Romano. — V. *Succession des Etats.*
Théorie des actions en nullité. — V. *Voies de recours.*
Théorie des deux glaives. — V. *Droit international.*
Théorie des navires de commerce. — V. *Navire de commerce.*
Théorie italienne des statuts. — V. *Statuts (théorie des).*
Théorie du contrôle. — V. *Nationalité des sociétés de commerce. Personnes morales.*
Théorie du désistement. — V. *Renvoi.*
Théorie du double renvoi. — V. *Renvoi.*
Théorie du partage de l'Empire. — V. *Servitudes internationales.*
Théorie du patrimoine. — V. *Nationalité des sociétés de commerce.*
Théorie du siège réel. — V. *Personnes morales.*
Théorie du territoire de l'Etat. — V. *Territoire.*
Théorie formaliste. — V. *Droit naturel.*
Théorie universaliste. — V. *Conflit de lois.*
Thomistes. — V. *Grotius.*
Tiers-Ordre franciscain. — V. *Eglise.*
Titre d'identité et de voyage. — V. *Passeports.*
Titres au porteur. — V. *Coopération internationale.*
Titularisation. — V. *Fonctionnaires internationaux.*
Torts. — V. *Droit international privé* (Etats-Unis).
Tractats. — V. *Traités.*
Traductions artistiques. — V. *Plagiat.*
Trafic. — V. *Publications obscènes.*
Trafic commercial. — V. *Politique commerciale internationale.*
Trafic de boissons alcooliques et spiritueux. — V. *Mandats internationaux. Police internationale.*
Trafic illicite d'armes et de munitions. — V. *Crimes et délits internationaux.*
Traite. — V. *Crédits bancaires internationaux.*
Traite des blanches.
DÉFENSE INTERNATIONALE DE LA LIBERTÉ ET DE LA MORALITÉ INDIVIDUELLES. Lutte contre la traite des blanches, **45**, 618; Arrangement de Paris de 1904, **45**, 619; Convention de Paris de 1910, **45**, 620; distinction entre mineures et majeures, **45**, 621; peines prévues contre les auteurs d'infractions, **45**, 623; collaboration interna-

tionale des autorités de police, **45**, 624; œuvre accomplie par la Société des Nations, **45**, 627; Convention de Genève de 1921, **45**, 627; répression de la traite des enfants, **45**, 627; punition des « actes préparatoires » et « tentatives » d'infraction, **45**, 628; ratifications obtenues, **45**, 630; enquête sur la traite menée par un comité spécial d'experts, **45**, 631; projets de protocoles destinés à compléter les conventions existantes, élaborés par le Comité de la traite, **45**, 638.

Traite des esclaves. — V. *Crimes et délits internationaux. Police internationale.*

Traite des femmes et des enfants. — V. *Crimes et délits internationaux. Liberté et moralité individuelles. Traite des blanches.*

Traite des noirs.

Défense internationale de la liberté et de la moralité individuelles. Traite des noirs vers le Nouveau-Monde, apparition du trafic, **45**, 568; contrats et traités d' « assiento », **45**, 569; nombre de victimes de la traite des nègres, **45**, 571. Histoire de la lutte contre la traite des nègres, **45**, 573; Congrès de Vienne, **45**, 573; traités de la Grande-Bretagne, **45**, 574; Pacte à cinq de 1841 non ratifié par la France, **45**, 578; piètres résultats de ce traité, **45**, 581; traité franco-anglais de 1845, **45**, 584; droit de visite sur les navires de commerce, **45**, 585; traités conclus par l'Angleterre avec les chefs africains, **45**, 587; Acte général de Berlin (1885), **45**, 588; Acte général de Bruxelles (1890), **45**, 591; Convention de Genève (1921), **45**, 599. Lutte contre l'esclavage de nos jours, **45**, 599 et s.; engagement de supprimer l'esclavage dans un certain délai, **45**, 600; répression de la traite, **45**, 601; arrangements particuliers recommandés, **45**, 602; réglementation du travail forcé, **45**, 603; la traite des nègres est à peu près disparue, **45**, 608.

V. *Droit international. Droits de l'homme. Esclavage. Mer (Haute). Piraterie.*

Traitement le plus favorisé. — V. *Réciprocité diplomatique.*

Traitement national. — V. *Réciprocité diplomatique.*

Traitements. — V. *Fonctionnaires internationaux.*

Traités.

Les relations internationales. Traités, **2**, 322; négociation et conclusion des traités, **2**, 322; ratification des traités en France (Parlement), en Angleterre (la Couronne), aux Etats-Unis (Président et Sénat), **2**, 324 et s.; ratification incomplète, **2**, 326; enregistrement des traités, **2**, 328; effets des traités, **2**, 329; accession, **2**, 329; entrée en vigueur, **2**, 330; traités temporaires ou perpétuels, **2**, 332; faculté de dénonciation, **2**, 332; clause d'exclusion du Pacte de la Société des Nations, **2**, 333; consentement mutuel d'abrogation ou mutuel dissentiment, protocole du 17 janvier 1871, **2**, 334; conséquences de l'inexécution d'un traité, **2**, 339; tous traités sont affectés tacitement de la clause *rebus sic stantibus*, **2**, 342; interprétations abusives de la clause, **2**, 342; effet de la guerre sur les traités, **2**, 344; traités imposés par la force, **2**, 346.

Conclusion et rédaction des traités et instruments diplomatiques autres que les traités, **15**, 539. Conclusion d'un traité, **15**, 539; complexité de la procédure due, non au formalisme juridique, mais à l'importance de l'acte, **15**, 540; tentative d'une régle-

mentation commune, **15**, 540; terminologie variée des accords entre Etats, **15** 542; distinction entre traités et accords internationaux autres que les traités, **15**, 544; négociation et signature, **15**, 546 et s.; participation des chefs d'Etats, **15**, 546; signature par diplomates ayant les pleins pouvoirs, **15**, 548; signification et portée des pleins pouvoirs, **15**, 549; leur vérification, **15**, 549; contexture des traités, **15**, 553 et s.; instrument écrit constatant l'accord juridique, unité de l'acte juridique dans les traités collectifs, **15**, 554; forme des traités, **15**, 554 et s.; instrument du traité, **15**, 557; langue des traités, **51**, 560; invocation à Dieu, **15**, 562; le préambule, **15**, 563; ce qu'il contient : énumération des Etats et des chefs d'Etat, **15**, 567; désignation des plénipotentiaires, **15**, 569; énoncé des motifs, **15**, 571 (V. *Ratification*, **15**, 574). Transformations récentes dans la technique de la conclusion des traités, **15**, 592 et s.; innovations dans les traités bilatéraux, non-intervention formelle du chef de l'Etat, **15**, 593; traités posant des règles de droit, innovations, adhésions d'Etats non signataires, signature différée, **15**, 594; refus plus fréquent de ratification, **15**, 596; réserves, **15**, 597; procédé fixé par l'article 405 du traité de Versailles, organisation internationale du travail, texte adopté par vote, pas de signature du traité, ratification modifiée, **15**, 597.

La codification du droit international en Amérique (V. *Codification du droit international*, **22**, 85). Convention de La Havane sur les traités, **22**, 193; article 4 : publication des traités, **22**, 195; articles 5, 6 et 7 : ratification des traités, **22**, 196; articles 8 et 9 : échange ou dépôt des ratifications rendant obligatoires les traités, **22**, 198; article 10 : dénonciation unilatérale des traités, **22**, 199; article 11 : effets sur les traités des changements constitutionnels des Etats contractants, **22**, 200; article 15 : causes de caducité des traités, **22**, 200; réserves de la Bolivie sur les articles 14 et 15, **22**, 201; article 16 : Cour de justice internationale ou tribunal arbitral pour l'exécution des traités, **22**, 201; article 17 : dénonciation des traités, **22**, 201; article 18 : possibilité de règles entre Etats différentes de celles de leurs traités, **22**, 201; article 19 : adhésion d'Etats non signataires, **22**, 202; article 13 : garantie d'exécution, **22**, 202.

Terminaison et dissolution des traités, **22**, 465 et s. Terminaison par l'expiration du terme, **22**, 465; terminaison par désuétude, **22**, 465; terminaison par l'effet de la règle *rebus sic stantibus* (V. *Clause « rebus sic stantibus »*, **22**, 467). Effets d'un changement de gouvernement, **22**, 481 et s.; en général, les traités n'en sont pas affectés, **22**, 481; situation juridique des traités dans la période de préreconnaissance d'un gouvernement révolutionnaire, **22**, 482; extinction d'une ou plusieurs parties contractantes par absorption par un autre Etat, **22**, 486 et s.; effet de l'annexion sur les traités, **22**, 489; droit de succession de l'Etat annexant à l'Etat annexé relativement aux traités, **22**, 489; démembrement d'une ou de plusieurs des parties contractantes en plusieurs Etats, **22**, 491 et s.; changements de condition n'équivalant pas à un démembrement, **22**, 493; effets de la guerre sur les traités, **22**, 496; effets de la guerre sur l'exécution des traités pendant sa durée, **22**, 499 et s.; traités réglementant l'état de guerre, **22**, 499; traités-lois, **22**, 500; traités

stipulant qu'ils ne prennent pas fin en temps de guerre, **22**, 500; traités conférant des droits d'exterritorialité, **22**, 501; effets de la guerre, pendant sa durée et après sa fin, sur l'existence et la durée des traités conclus avant son début, **22**, 502 et s.; traités engendrant des droits privés, personnels ou de propriété, **22**, 502; traités faisant partie d'un régime général international, **22**, 506; traités de commerce, **22**, 508; traités purement politiques entre belligérants seuls, **22**, 509; traités prévoyant le paiement de sommes d'argent, **22**, 509; traités multilatéraux auxquels des Etats neutres sont parties, **22**, 510; effets du blocus pacifique et autres représailles, **22**, 512; effets de l'article 20 du Pacte de la Société des Nations, **22**, 513; dissolution des traités par le fait d'une des parties, **22**, 515 et s.; dénonciation en vertu d'une disposition expresse du traité, **22**, 515; dissolution par consentement mutuel, **22**, 517; dissolution par l'exercice de la faculté de révocation résultant de violations du traité par l'autre partie, **22**, 519; jurisprudence, **22**, 520; doctrine, **22**, 523; dissolution ne résultant ni d'une disposition expresse du traité, ni de sa violation par l'autre partie, **22**, 528 et s.; traités transitoires, **22**, 530; traités faisant partie d'un régime général international, **22**, 531; traités-lois, **22**, 531; renonciation d'une partie contractante à des droits et avantages que lui confère un traité, **22**, 533; terminaison par le fait d'un tiers, **22**, 534.

Règles générales du droit international de la paix (V. *Droit international*, **30**, 275. *Etat*, **30**, 322. *Territoire*, **30**, 366). Rapports entre Etats, actes bilatéraux, conditions de fond de validité, **30**, 428 et s.; consentement libre des parties, **30**, 428; erreur, **30**, 428; violence, **30**, 429; conditions de forme pour la conclusion des traités internationaux, **30**, 431; formes régulières, **30**, 431; procédure simple, **30**, 431; procédure composée, **30**, 432; modifications à la procédure régulière, article 405 du Traité de Versailles, **30**, 432; notification obligatoire des traités à la Société des Nations, **30**, 433; fin des traités, **30**, 434.

Règles générales du droit de la paix. Traités diplomatiques, leur objet, **32**, 69; leurs obligations entraînent renonciations partielles à la souveraineté, **32**, 70; ils n'obligent que les Etats signataires, **32**, 72; nécessité de les ratifier, ratification incomplète, **32**, 74 et 75; les traités n'obligent que les Etats qui les ont ratifiés, **32**, 78; interprétation des conventions, **32**, 79; question des clauses secrètes, **32**, 82; effets des traités, clause *rebus sic stantibus*, **32**, 83.

Les traités et le droit interne, **38**, 237 et s. En dépit de la formule : le traité a force de loi, un traité n'est en rien une loi, **38**, 238; conditions pour que les traités puissent être invoqués devant les tribunaux, **38**, 240 et s.; conditions relatives à la conclusion des traités, **38**, 240 et s.; règles constitutionnelles, **38**, 240 et s.; examen de la constitutionnalité par les tribunaux, **38**, 242 et s.; le droit américain, **38**, 244; la validité des traités devant les tribunaux français, **38**, 246; influence, sur la validité des traités, des lois nationales préexistantes, **38**, 248; cas d'un traité dont les dispositions ne sont pas conformes à la loi, **38**, 248; différence entre le vote d'une loi et l'approbation d'un traité par le Parlement, **38**, 250; la conclusion des traités est l'œuvre exclusive du chef de l'Etat, **38**, 251; jurisprudence française sur les

traités contraires à la loi, **38**, 252; conséquences, **38**, 253; conditions consécutives à la conclusion du traité, **38**, 254 et s.; effets des traités à l'égard des Etats signataires, **38**, 254; caractère essentiel de la promulgation, **38**, 255; comparaison entre la promulgation d'une loi et celle d'un traité, **38**, 256; la promulgation ne dénature pas le traité, **38**, 261; objection contre la nécessité de la promulgation, **38**, 262; pouvoirs du juge interne relativement à l'application et à l'interprétation des traités, **38**, 264 et s.; application des traités, **38**, 264 et s.; les tribunaux appliquent la loi et disent le droit, **38**, 264; la violation des traités donne lieu à cassation, **38**, 266; situation particulière des traités d'extradition, **38**, 268; application d'office des traités par les tribunaux, **38**, 269; recours pour excès de pouvoir basé sur la violation d'un traité, **38**, 270; non rétroactivité des traités, **38**, 275; question de l'abrogation d'une loi par un traité, **38**, 275; obligations internationales incombant aux Etats signataires, **38**, 276; loi postérieure au traité dont elle contredit les dispositions, application de la loi par les tribunaux, **38**, 279 et s.; interprétation des traités, **38**, 288 et s.; interprétation par la juridiction administrative, **38**, 289; interprétation par les tribunaux judiciaires, **38**, 290 et s.; litiges d'intérêt public, litiges d'intérêt privé, **38**, 291; l'interprétation gouvernementale et les tribunaux, **38**, 295; esprit dans lequel se fera l'interprétation des tribunaux, **38**, 299; interprétation spéciale des traités d'union, **38**, 301.

Droit international et droit constitutionnel (V. *Droit international et droit constitutionnel*, **38**, 311). Les traités internationaux et le droit constitutionnel, **38**, 356 et s.; procédure constitutionnelle de la conclusion des traités internationaux, **38**, 357 et s.; traités sous l'ancienne monarchie, **38**, 357; droit constitutionnel de la Révolution, les traités obligent les citoyens, **38**, 359; ratification par le Corps législatif, **38**, 361; régime parlementaire au XIX^e^ siècle, les traités, **38**, 362; le pouvoir royal dans la Constitution belge relativement à la conclusion des traités internationaux, **38**, 364; augmentation des prérogatives du pouvoir parlementaire en matière de traités dans les Constitutions européennes, **38**, 366; les divers types : compétence exclusive de l'Exécutif, **38**, 367; compétence de l'Exécutif, contrôle du Parlement, **38**, 367; type franco-belge, **38**, 369; Constitution des Etats-Unis d'Amérique, **38**, 370; participation obligatoire des deux Chambres, **38**, 374 et s.; validité interne des traités internationaux, **38**, 385 et s.; Constitutions reconnaissant la validité interne des traités, **38**, 385 et s.; doctrine de la séparation de la validité interne et de la validité internationale des traités, **38**, 389; solution constitutionnelle du problème dans les Etats à justice constitutionnelle, **38**, 392; règles constitutionnelles en contradiction avec le droit international, **38**, 397 et s.; les traités anticonstitutionnels, **38**, 399 et s.; traités secrets, **38**, 401 et s.; traités secrets anticonstitutionnels, **38**, 401 et s.; éléments politiques de l'invalidité d'un traité secret quasi anticonstitutionnel, **38**, 402 et s.; Société des Nations, Organisation internationale du travail et procédure constitutionnelle de conclusion des traités internationaux, **38**, 404 et s.

Application et interprétation des traités d'après la jurisprudence britannique, **43**, 251. Rapports des traités avec le droit interne

anglais et le Parlement, **43**, 253; principes généraux, **43**, 251; traités qui exigent la sanction du Parlement, **43**, 254 et s.; traités exigeant une modification au droit interne, **43**, 254; traités exigeant que la Couronne soit investie de pouvoirs que ne lui accorde pas le droit coutumier, **43**, 258; traités imposant une obligation financière, **43**, 259; traités dont l'entrée en vigueur exige le consentement du Parlement, **43**, 259; approbation obligatoire par le Parlement des traités portant cession de parcelles du territoire britannique (Indes exceptées), **43**, 260; consultation du Parlement par la Couronne avant ratification des traités et parfois avant ou après signature, **43**, 261; pratique moderne de la soumission des traités au Parlement, formalité de leur présentation au Parlement, **43**, 262. Règles d'interprétation, **43**, 263 et s.; compétence d'une Cour anglaise, **43**, 263; interdiction d'interpréter des stipulations claires, **43**, 264; intention des parties contractantes, **43**, 264; pratique actuelle des tribunaux internationaux, pratique anglo-américaine, **43**, 267; recours à un traité pour l'interprétation d'une loi, **43**, 270; interprétation contemporaine et moderne, **43**, 271; un traité doit être interprété comme un tout, **43**, 272; termes généraux suivis d'une énumération particulière, **43**, 273; maxime *Ut res magis valeat quam pereat*, **43**, 274; notification en temps utile de sa propre interprétation par l'une des parties contractantes à l'autre, **43**, 276; principes généraux dégagés par déduction des stipulations particulières des traités, **43**, 277; application en matière de traités des règles du droit interne concernant les contrats privés, règle *exceptio confirmat legem*, **43**, 278 et 279. Terminaison et dissolution des traités, **43**, 280; droit d'une partie d'abroger un traité violé par l'autre partie, **43**, 280; abrogation par traité ultérieur, **43**, 283; effets de la guerre sur les traités, **43**, 284; traités dispositifs, **43**, 285; traités faisant loi, **43**, 287; traités créant des droits d'exterritorialité : capitulations, **43**, 288. Effets des traités à l'égard des tiers, **43**, 290 et s.; quels sont les tiers ? : ou les Etats autres que les parties contractantes, **43**, 290; ou les sujets des parties contractantes, **43**, 292. Ratifications des traités et date de leur mise en vigueur, **43**, 297 et s.; stipulation de ratification ou de non-ratification, **43**, 297; stipulation fréquente de la date d'entrée en vigueur, **43**, 297; question de la date d'entrée en vigueur soit de l'ensemble, soit d'une disposition particulière, **43**, 298.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **46**, 331). Acte législatif international, législation internationale conventionnelle : les traités, **46**, 444 et s.; traités-lois, **46**, 445; un traité en soi n'est qu'un instrument, **46**, 446; validité, **46**, 447; traités imposés, **46**, 447; sens de la signature, **46**, 448; règle *pacta sunt servanda*, **46**, 449; domaine d'obligation, **46**, 449; traités faits par un Corps législatif international, **46**, 450; traité fait pour une société internationale, **46**, 451; substitution de la théorie de la hiérarchie des normes à celle de la réception, **46**, 451; théorie de l'extension du domaine de la validité, **46**, 453; traité-loi considéré comme une réglementation des compétences individuelles dans un milieu intersocial déterminé, **46**, 454; l'article XVII du Pacte offre aux Etats en conflit et au besoin impose une adhésion au Pacte, **46**, 455; rattachement à un ordre

juridique international de sujets de droit étrangers, **46**, 456; modalités classiques d'extension du droit conventionnel, **46**, 458; nature juridique de l'adhésion ou accession, **46**, 459; modalités de l'adhésion, **46**, 460; clause de la nation la plus favorisée, **46**, 461; problème de l'incompatibilité, **46**, 462; problème de l'égalité, **46**, 463; codification du droit international, **46**, 464 et s.; aperçu historique, **46**, 468; durée de validité des traités-lois, **46**, 469 et s.; abrogation expresse de la règle de droit, **46**, 469; dénonciation, **46**, 470; contrariété des normes, **46**, 470; article XX du Pacte de la Société des Nations, **46**, 471; solution tirée du principe de la hiérarchie des normes, **46**, 472 et s.; désuétude ou caducité, **46**, 476; règle implicite exprimée par la clause *rebus sic stantibus*, **46**, 476; traités territoriaux, **46**, 477; traités de durée limitée, **46**, 478; traités-contrats, **46**, 478; révision des traités, **46**, 478; autorité compétente pour décider de la caducité, **46**, 480; article XIX du Pacte de la Société des Nations, **46**, 480.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **47**, 268. *Droit international public*, **47**, 263. *Sources du droit international*, **47**, 301). Le traité international proprement dit, **47**, 348 et s.; sa définition, **47**, 348; ses cinq éléments indispensables, **47**, 349; sujets du droit international capables au point de vue du *jus foederum ac tractatuum*, **47**, 350; nécessité pour validité du traité, de la concordance des déclarations de volontés, de la compétence des organes et d'une volonté non entachée de vices, **47**, 353; déclarations unilatérales de volonté (reconnaissance, protestation, notification, silence), **47**, 353; capacité de l'organe qui fait la déclaration de volonté, **47**, 357; cas d'un ministre agissant hors de sa compétence, **47**, 361; vices emportant nullité : erreur, dol, contrainte, **47**, 366; déclarations de volonté licites, leur sens, **47**, 372; problème de la dénomination du traité, **47**, 374; problème de l'extinction des traités, **47**, 375; conséquences de l'indépendance et de l'égalité des Etats, **47**, 376; pacte en faveur d'un tiers, **47**, 377; reconnaissance en tant qu'acte conférant la personnalité internationale, **47**, 377; interprétation des traités, **47**, 380; extinction par dénonciation, par impossibilité de tenir les promesses, **47**, 382; effets de la guerre, entre les signataires, sur les traités qu'ils ont conclus, **47**, 383; maintien ou résiliation, **47**, 383; la plupart des traités suspendus par la guerre, **47**, 385.

Conflits entre principes abstraits et stipulations conventionnelles, **48**, 635 et s. Position de la question, **48**, 635; utilisation de documents diplomatiques, **48**, 636; documents judiciaires, article 38 du statut de la Cour permanente de justice internationale, **48**, 638; formes juridiques du problème, interprétation restrictive, motif de révision, base d'une dénonciation unilatérale, **48**, 642; combinaison de l'argument avec ceux qui se tirent soit de la clause *rebus sic stantibus*, soit de la théorie des vices du consentement, **48**, 644. Quelques procédures diplomatiques relatives à la question d'Orient, **48**, 646 et s.; dénonciation par la Russie, en 1870, des articles du Traité de Paris concernant la neutralisation de la mer Noire, **48**, 647 et s.; annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche et l'indépendance de la Bulgarie, **48**, 654; Conférence de Londres de 1871, **48**, 655 et s.

Affaires portées devant la Cour permanente de justice internationale, **48**, 662 et s.; compétence de l'Organisation internationale du travail en matière agricole, **48**, 662; Affaire du *Wimbledon*, **48**, 664; juridiction internationale de la Commission internationale de l'Oder, **48**, 666; affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex, **48**, 667; projet d'union douanière austro-allemande, **48**, 670; moyens employés pour abolir les capitulations et autres régimes analogues, **48**, 677 et s.; modernisation de la législation japonaise, codes nouveaux permettant l'abolition de la juridiction consulaire, **48**, 677. Conférence de Lausanne, abolition du régime des capitulations en Turquie, **48**, 678; Convention du 24 juillet 1923 sur l'établissement et la compétence judiciaire, **48**, 681; efforts de la Chine pour se libérer du régime d'exterritorialité, **48**, 683; renonciation de l'Allemagne (1921) et de la Russie soviétique (1924) au régime capitulaire, **48**, 684; Conférence de Washington, Commission de l'exterritorialité, rapport n'aboutissant pas à la suppression des capitulations, **48**, 687; tentative d'utilisation de l'article 19 du Pacte, **48**, 687; dénonciation du traité sino-belge de 1865, **48**, 688; décision unilatérale de la Chine du 28 décembre 1929 soumettant les étrangers à la juridiction chinoise, attitude de l'Angleterre, de la France, de l'Amérique, **48**, 691; enseignements qui se dégagent des faits, **48**, 694; inviolabilité des traités, **48**, 697; interprétation des conventions en fonction du droit commun, **48**, 699; question de l'uniformité du droit, **48**, 701; légitimité des dérogations conventionnelles en rapport avec des circonstances spéciales, **48**, 702.

Système et fonctions des traités internationaux, **50**, 317 et s. Traits distinctifs, difficultés propres, **50**, 317 et s.; autorités qui ont à connaître des traités dans un pays, **50**, 317; importance des traités par rapport au droit coutumier, **50**, 318. Notion de traité, **50**, 322 et s.; phénomènes à exclure : droit coutumier, traités avec des entités non membres de la communauté de droit international, traités de famille, **50**, 323 et s.; terminologie générale, emploi du mot traité, **50**, 325; concordats, véritables traités, **50**, 326; traité de droit international et traité de droit interne (contrat), **50**, 327; traités dits « de renvoi récipiant », **50**, 328; le « gentlemen agreement », **50**, 329; règlements autonomes et parallèles, **50**, 331, type contesté : le traité-loi (Vereinbarung), critique de la doctrine de Triepel, **50**, 333. Différentes espèces de traités, essais antérieurs de distinction et de classification, **50**, 336 et s.; distinctions sans intérêt : traités régulatoires et traités constitutifs, traités personnels et traités réels, tractats, conventions, cartels, traités politiques et sociaux, **50**, 337 et s.; système de classification de Mirabelli, **50**, 341 et s. Diverses fonctions des traités comme critères de leur différenciation, considération analytique des traités, **50**, 345 et s.; distinction suivant le contenu juridique, suivant des attributs tirés du domaine de la jurisprudence pure, **50**, 346; traités portant sur des droits réels et traités relatifs (limités), **50**, 346; les traités unilatéraux, **50**, 346; méthode ontologique, **50**, 347; traités en temps de guerre, en temps de paix, **50**, 347; différences au point de vue formel, **50**, 348; traités écrits et traités verbaux, **50**, 348; la ratification, **50**, 349 et s.; traités comportant la clause de parti-

cipation générale, **50**, 351; traités solennels et accords administratifs, **50**, 353; différences selon des points de vue matériels, **50**, 355 et s.; différences entre les traités au point de vue de la durée, **50**, 355; commencement de la validité des traités, **50**, 356; distinction entre traités susceptibles et non susceptibles de dénonciation, **50**, 357; différences entre les traités d'un point de vue personnel, **50**, 360; traités d'effet absolu, **50**, 361; traités de cession de territoire, de servitude, de protectorat pour lesquels il y a obligation de reconnaissance des Etats tiers, **50**, 362; traités de groupe, **50**, 363; différenciations suivant les relations fonctionnelles des traités, **50**, 364; traités coercitifs et traités dispositifs, **50**, 365; traité de renvoi, clause de la nation la plus favorisée, **50**, 367; traités d'exécution et traités de garantie, **50**, 367; différenciations au point de vue du fond, **50**, 368 et s.; objets des intérêts protégés par les traités, **50**, 369; des porteurs des intérêts protégés par le droit international, **50**, 373; différentes positions mutuelles des intérêts, **50**, 375; étendue de la protection des intérêts en cause, **50**, 376; mode de protection de l'intérêt en jeu, **50**, 377; différentes espèces de droit, **50**, 382. Système des traités, **50**, 383 et s.; les quatre critères matériels de différenciation considérés synthétiquement, **50**, 384; fonction des traités, concept suprême qui leur est commun, **50**, 384; classification des traités d'après l'idée principale de la fonction, **50**, 385 et s. Valeur d'un système de droit international, **50**, 389 et s.; considérations de doctrine et d'expérience, **50**, 389; possibilité de dégager des principes généraux du droit international du droit spécial des divers types de traités, **50**, 392; valeur d'une classification des traités pour la politique du droit international, **50**, 395.

Sources modernes du droit international (V. *Source du droit international*, **53**, 552 et s.). Traités, source du droit international, **53**, 588 et s.; valeur des traités comme source dérive de la coutume, **53**, 590; classification des traités par James Madison (1806), **53**, 591; objet des traités-lois, **53**, 593; mouvement pour la codification du droit des gens à partir des traités existants, **53**, 600; législation internationale, ses sanctions, **53**, 603.

Droit international de la paix (V. *Droit international*, **54**, 5). Révision des traités, **54**, 214 et s.; règle *Pacta sunt servanda* principe essentiel du droit, **54**, 215; nécessité de révision des traités, autorité internationale pouvant en décider, difficulté d'application de la clause *Rebus sic stantibus* avant le Pacte de la Société des Nations, **54**, 217 et s.; depuis le Pacte de la Société des Nations, article 19 du Pacte, comparaison avec la clause *Rebus sic stantibus*, **54**, 222 et s.; gravité de la question de révision des frontières, **54**, 225; rôle de l'Assemblée de la Société des Nations vis-à-vis des Etats en conflits sur une question de frontière, **54**, 226 et 227; progrès réalisé par l'article 19 du Pacte, **54**, 228; appréciation de la validité du traité litigieux par décision arbitrale ou judiciaire, **54**, 228; substitution du principe de la majorité qualifiée à la règle de l'unanimité au sein de la communauté internationale organisée, **54**, 232; efficacité des sanctions, **54**, 235; solutions pratiques du problème du révisionnisme, **54**, 237; hostilité au révisionnisme en Roumanie, **54**, 237; modi-

fication au droit actuel est une question relevant de la politique, **54**, 244.

Effets de la guerre sur les traités, **59**, 527 et s. Historique, **59**, 527 et s.; traité Jay (1794), libre circulation des Anglais et Américains à travers la frontière des Etats-Unis, **59**, 530; les solutions possibles : abrogation complète, suspension pendant la guerre, aucun effet, **59**, 531; distinction entre traité et droits créés par lui, **59**, 531; effets sur les traités pendant et après la guerre, distinction, **59**, 531; question d'un principe général, **59**, 531; formations ou maintien pendant la guerre d'obligations par traité entre belligérants, **59**, 532; disjonction des diverses stipulations d'un traité, **59**, 534. Traités relatifs aux droits permanents pour les engendrer, les reconnaître ou les réglementer, **59**, 538 et s.; traités se rapportant aux droits permanents des Etats, **59**, 538 et s.; traités se rapportant aux droits permanents des individus, **59**, 542 et s.; droits de propriété dévolus avant la naissance d'une guerre, **59**, 543; droits de propriété revenant à des individus après naissance d'une guerre postérieure au traité ayant ouvert la faculté de les acquérir, **59**, 545; droits personnels engendrant un statut avant la naissance d'une guerre, **59**, 549; droits purement personnels n'engendrant pas un statut, **59**, 550; droit indépendant du traité qui l'a créé, **59**, 555. Traités réglementant l'état de guerre, **59**, 556 et s. Traités stipulant expressément qu'ils ne prendront pas fin en temps de guerre, **59**, 558. Traités conférant des droits d'exterritorialité : les capitulations, **59**, 560. Traités de commerce, **59**, 564. Traités pour la protection de la propriété industrielle et littéraire, **59**, 569. Traités multipartites engendrant un statut ou un régime ou une Union internationale, **59**, 573. Traités purement politiques entre belligérants seuls, **59**, 577. Traités-lois, **59**, 578. Effet des représailles sur les traités, **59**, 581. Effet d'une guerre entre une Partie contractante et un tiers, **59**, 582. Conclusions générales, **59**, 583.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **58**, 5 et s.). Traités, **58**, 202 et s.; la violence dans les traités, **58**, 203 et s.; rapport entre la contrainte et le consentement dans la conclusion d'un traité, **58**, 203; la doctrine expliquant ce rapport, **58**, 203 et s.; analyse du problème par M. de Visscher, **58**, 205 et s.; une véritable volonté : celle des représentants qui concluent au nom de l'Etat, **58**, 205; violence entraîne vice du consentement mais non nullité du traité qui n'a de contractuel que la forme, le fond donne naissance à des droits nouveaux que l'Etat le plus fort impose au plus faible, **58**, 208; la validité des réserves, **58**, 210 et s.; les réserves postulent l'accord des volontés à leur sujet, **58**, 210; cas d'un traité multilatéral, **58**, 211; caducité des traités, **58**, 212 et s.; changement des circonstances existant au moment de la conclusion du traité, **58**, 212; décisions de la Cour permanente (affaire des zones de Haute-Savoie et des décrets de nationalité en Tunisie et au Maroc), **58**, 213; non application de la clause *rebus sic stantibus*, les changements de circonstances n'altèrent pas la validité du traité, **58**, 214; champ restreint d'applications de la *clausula*, **58**, 216; le principe de révision des traités se trouve dans l'action politique et non juridique, **58**, 217; souhait de limitation de la

liberté des Etats au sujet du contenu de leurs traités, **58**, 219; dénonciation unilatérale, **58**, 219; effets des traités à l'égard des tierces Parties, **58**, 221 et s.; conséquence d'une stipulation de validité pour autrui, **58**, 221; l'imposition par traité d'obligations à une tierce Partie n'a pas de base juridique, **58**, 222; la question des servitudes internationales, affaire du vapeur *Wimbledon*, décision de la Cour, **58**, 223 et s.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **58**, 475 et s.). Traités, leur caractère obligatoire, règle *Pacta sunt servanda*, **58**, 640; question de la validité du traité, **58**, 643; la place en droit international de l'erreur, dol et violence, **58**, 645; cas d'un traité dont le contenu n'est pas conforme aux prescriptions du droit international que les Parties auraient dû respecter, **58**, 648 et s.; effets des traités quant à leur durée, **58**, 652; régime juridique applicable aux traités, **58**, 654.

Règles générales du droit de la paix (V. *Droit international*, **62**, 99 et s.). Rapports contractuels entre Etats, traités internationaux, **62**, 297 et s.; traités et contrats, principes généraux du droit, **62**, 297; analogie entre contrats et traités, **62**, 298; effet de la violence, **62**, 299; doctrine de la clause *rebus sic stantibus*, **62**, 302; validité des obligations immorales, **62**, 306; traités incompatibles avec les obligations d'un traité antérieur, **62**, 308; interprétation des traités, règles techniques d'interprétation et diverses catégories de traités, **62**, 311; travaux préparatoires dans l'interprétation des traités, **62**, 314; règles de l'interprétation restrictive et de l'interprétation large, **62**, 315.

V. *Acte de guerre. Appellations d'origine. Arbitrage obligatoire. Asile (droit d'). Clause « rebus sic stantibus ». Codification du droit international. Concessions étrangères. Conciliation internationale. Conflit de lois. Conflits internationaux. Contrôle parlementaire. Cour permanente de justice internationale. Coutume internationale. Domaine réservé. Dominions britanniques. Double imposition. Droit administratif international. Droit international. Droit international privé (Grèce). Droit international public. Echange de populations. Ententes régionales. Etranger. Expulsion. Extradition. Guerre. Impôts. Instruments diplomatiques. Intervention. Inviolabilité des traités. Jugement étranger. Mandats internationaux. Mesures conservatoires. Monnaie. Nationalité. Neutralité. Organisation internationale. Pacte de la Société des Nations. Paix économique. Plébiscite. Preuve. Ratification. Réciprocité diplomatique. Reconnaissance d'Etats. Réforme. Règle « pacta sunt servanda ». Société des Nations. Sources du droit international. Souveraineté. Succession d'Etats. Traités (interprétation des). Union d'Etats. Unions internationales.*

V. Table des textes, p. 592.

Traités (interprétation des).

L'interprétation des traités, **24**, 5 et s. Sources d'où se dégagent les règles d'interprétation des traités, art. 38 du statut de la Cour permanente de justice internationale, **24**, 6; interprétation des traités comme problème du droit international et comme problème du droit interne, **24**, 9 et s.; vue de certains juristes, historique, **24**, 12; Gentile, la bonne foi régit le droit des gens, **24**, 12; Grotius, la bonne foi doit guider l'interprétation des

traités, **24**, 17; conditions d'une bonne interprétation, **24**, 17 et s.; les successeurs de Grotius au XVII^e^ et au XVIII^e^ siècles, **24**, 21 et s.; Textor, les *Quaestiones juris publici* de Bynkershoek, l'interprétation des traités de paix de Ortega, **24**, 22; Wolff amplifie et précise les idées de Grotius sur l'interprétation, **24**, 24; l'interprétation des traités dans l'œuvre de Vattel, **24**, 25 et s.; l'interprétation des traités aux XIX^e^ et XX^e^ siècles, **24**, 28 et s.; l'interprétation dans l'œuvre de Phillimore, **24**, 30 et s.; terminologie, le mot « traités », **24**, 33 et s.; le mot « interprétation », classification suivant les personnes qui entreprennent l'interprétation, **24**, 34; interprétation : doctrinale, **24**, 34; officielle, **24**, 35; internationale, **24**, 36; authentique, **24**, 36; interprétation par des organes internationaux, **24**, 37; importance de la distinction des organes interprétant un traité, **24**, 39; classification d'après le but de l'interprétation, **24**, 40; recherche de l'intention des parties, recherche du sens du texte, **24**, 40; recherche des conséquences découlant d'un texte pour un cas particulier, détermination de la règle pour un cas non réglé par le traité, **24**, 41; interprétation extensive, **24**, 42; interprétation signifiant extension ou restriction d'un texte, **24**, 43; doctrine de Vattel qui aboutit à la présomption, **24**, 44 et s.; interprétation restrictive de la Cour permanente, affaire du vapeur *Wimbledon*; classification d'après la méthode, **24**, 46 et s.; nature juridique de l'interprétation, **24**, 53 et s.; volonté de qui ?, **24**, 54; méthodes de Grotius, Wolff et Vattel, **24**, 54; doctrine de Grotius, signes de l'intention : paroles et conjectures, présomptions au sujet de la volonté, **24**, 55; doctrine de Wolff, **24**, 56; doctrine de Vattel modifiant les précédentes, **24**, 57 et s.; doctrine actuelle, recherche de la volonté des parties, **24**, 61; règle *pacta sunt servanda* seule applicable à l'interprétation des traités, **24**, 63; construction de règles nouvelles, **24**, 67 et s.; extension et restriction dans l'interprétation des traités, de la volonté des parties, cas où l'on ne peut l'établir, **24**, 68; y a-t-il des règles pour l'interprétation des traités ?, **24**, 70 et s.; premier type d'objections contre l'existence de ces règles représenté par l'œuvre de Lawrence, **24**, 70; même scepticisme dans la doctrine d'Oppenheim, **24**, 73; second type d'objection basé sur l'unité du système juridique total, interprétation des traités, mêmes principes que pour l'interprétation des contrats, **24**, 75; règles d'interprétation, **24**, 77; prémisses nécessaires de l'interprétation des traités, **24**, 80 et s.; principe de la bonne foi, **24**, 80; conséquences de ce principe, **24**, 81 et s.; la règle postule que le traité soit efficace, **24**, 81; règle découlant de celle de l'efficacité des traités, « doctrine des pouvoirs implicites », application par la Cour permanente de justice internationale, **24**, 84; application des sanctions générales du droit international pour garantir l'exécution des traités, **24**, 87; interprétation des traités et question de l'égalité des charges, **24**, 89; cas d'un doute véritable dans la recherche de la volonté des parties, **24**, 92; recherche de la volonté des parties dans le texte, **24**, 95 et s.; le texte, comme témoin de la volonté des parties, **24**, 95; cas d'échange de notes, **24**, 97; texte en une ou plusieurs langues, **24**, 97; cas de deux ou plusieurs textes, **24**, 98; interprétation d'un passage au lieu du texte entier, présomption en faveur de la

considération du traité intégral, **24**, 100 et s.; présomption en faveur du sens des mots, **24**, 104 et s.; interprétation grammaticale, **24**, 111; interprétation logique, **24**, 112 et s.; recherche de la volonté des parties en dehors du texte, **24**, 117 et s.; considérations tirées de l'histoire de l'accord, **24**, 118 et s.; étude des travaux préparatoires, rien ne s'y oppose, **24**, 118 et s.; mais il n'y a pas de présomption en faveur de cette recherche, **24**, 125; travaux préparatoires auxquels n'ont pas participé toutes les parties au traité, **24**, 128; principe de la recherche de la volonté des parties limité au principe de la bonne foi, **24**, 130; considérations générales, **24**, 131; absence de présomption en faveur d'une interprétation plus favorable aux intérêts ou aux droits des individus, **24**, 131; présomption contre la limitation de la souveraineté, **24**, 133; présomption, en cas de doute, d'une interprétation utile à la société humaine, **24**, 137.

Les traités et le droit interne (V. *Traités*, **38**, 237). Interprétation des traités, **38**, 288; interprétation par la juridiction administrative, **38**, 289; interprétation par les tribunaux judiciaires, **38**, 290; l'interprétation gouvernementale et les tribunaux, **38**, 295; esprit dans lequel se fera l'interprétation des tribunaux, **38**, 299; interprétation spéciale des traités d'Union, **38**, 301.

Application et interprétation des traités d'après la jurisprudence britannique (V. *Traités*, **43**, 251). Règles d'interprétation, **43**, 263; compétence d'une Cour anglaise, **43**, 263; interdiction d'interpréter des stipulations claires, **43**, 264; intention des parties contractantes, **43**, 264; pratique actuelle des tribunaux internationaux, pratique anglo-américaine, **43**, 267; recours à un traité pour l'interprétation d'une loi, **43**, 270; interprétation contemporaine et moderne, **43**, 271; un traité doit être interprété comme un tout, **43**, 272; termes généraux suivis d'une énumération particulière, **43**, 273; maxime : *Ut res magis valeat quam pereat*, **43**, 274; notification, en temps utile, de sa propre interprétation, par l'une des parties contractantes, à l'autre, **43**, 276; principes généraux dégagés par déduction des stipulations particulières des traités, **43**, 277; application en matière de traités des règles du droit interne concernant les contrats privés, règle *exceptio confirmat legem*, **43**, 278 et 279.

Travaux préparatoires et interprétation des traités, **48**, 713 et s. Recherche de la volonté en dehors du texte comme problème général de droit, **48**, 713 et s.; travaux préparatoires dans l'interprétation des contrats, **48**, 719 et s.; interprétation des traités semblable à celle des contrats et des lois, **48**, 719; interprétation des contrats en droit français, **48**, 724; en droit civil allemand, **48**, 725; travaux préparatoires dans l'interprétation des lois, **48**, 726 et s.; attitude négative du droit anglais, **48**, 726; tribunaux américains, **48**, 729; rôle de l'histoire parlementaire, **48**, 731. Recours aux travaux préparatoires dans l'interprétation des traités, **48**, 734 et s.; tribunaux anglais, affaire Maltass, **48**, 735; affaire *La Leonora*, **48**, 736; affaire « Webster » et affaire « Drummond », **48**, 736; affaire des « Navires saisis à Gênes », **48**, 737; interprétation des Conventions de La Haye sur les lois de la guerre, **48**, 738; interprétation de la Déclaration de Londres, **48**, 739; tribunaux des Etats-Unis, leur recours aux travaux préparatoires pour l'interprétation des traités, **48**, 741;

attitude des tribunaux français, **48**, 742; des tribunaux français, **84**, 743. Arbitrage international, **48**, 744 et s.; arbitrage des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, **48**, 744; détermination de la rivière « Sainte-Croix », **48**, 745; arbitrage de l'*Alabama*, **48**, 748; des « pêcheries de la mer de Behring », de la « frontière de l'Alaska », **48**, 749; des « pêcheurs de l'Atlantique nord », **48**, 751; de « Manica », des « Mines Aroa », **48**, 753; Cour permanente d'arbitrage, **48**, 754 et s.; affaire de l'île de Timor, **48**, 755; tribunaux arbitraux mixtes, **48**, 756 et s.; affaire « Heim et Chamant c. Gouvernement allemand », **48**, 757; affaire « Ministre de la guerre roumain » c. « Gouvernement turc », **48**, 758; négligence diplomatique pour interprétation d'un traité de sens clair, **48**, 759; rôle de corroboration des travaux préparatoires, **48**, 761. Autres arbitrages postérieurs à la Grande Guerre, **48**, 763; travaux préparatoires et interprétation du compromis, **48**, 763 et s.; arbitrage de la Dette ottomane, **48**, 763; affaire Salem, **48**, 764. Jurisprudence de la Cour permanente de justice internationale, **48**, 767 et s.; primitive attitude négative, **48**, 767; recours postérieur à l'examen par elle des travaux préparatoires, **48**, 767; affaires où s'est fait sentir ce revirement de la Cour, **48**, 769 et s. Rôle des travaux préparatoires dans l'interprétation des traités, **48**, 779 et s.; différentes catégories de traités, **48**, 779 et s.; doctrine de fusion, **48**, 780 et s.; les travaux préparatoires et le « sens clair », **48**, 786 et s.; situation particulière des travaux préparatoires dans la jurisprudence internationale, **48**, 790 et s.; objection contre l'utilisation des travaux préparatoires, **48**, 794 et s.; examen de l'intégralité des travaux préparatoires par les tribunaux judiciaires, **48**, 798 et s.; danger d'un examen partiel, **48**, 798; recherche de l'intention commune des Parties, **48**, 803; catégories spéciales de travaux préparatoires, **48**, 805; négociations de caractère confidentiel, **48**, 807; interprétation authentique et travaux préparatoires subséquents à la signature du traité, **48**, 809 et s.; travaux préparatoires et doctrine *rebus sic stantibus*, **48**, 812.

Traités de commerce.

Droit et technique des traités de commerce, **3**, 295: Double point de vue : économique et juridique, **3**, 295; droit interne et droit international des échanges commerciaux entre nations, **3**, 296; traité de commerce, sa définition, **3**, 297. Histoire des traités de commerce, **3**, 299; leurs antécédents (1131 à 1259), **3**, 299 et 300; premiers traités de commerce au XIV^e^ siècle, leur origine anglaise, leur contenu, **3**, 300; traités des XV^e^ et XVI^e^ siècles, apparition de la clause de la nation la plus favorisée (1486), **3**, 303; traités des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, tarifs douaniers, **3**, 305; principe égalitaire et système préférentiel, **3**, 308; extension des traités à l'Europe centrale et orientale et à l'Amérique du Nord, **3**, 309; rôle des traités dans l'unification du régime douanier en Europe, **3**, 311; restauration des traités de commerce après la Révolution et l'Empire, **3**, 314; type abstrait des traités du XIX^e^ siècle, **3**, 314; renaissance des tarifs conventionnels, **3**, 317. Forme des traités de commerce, **3**, 319; diversité de la réglementation du commerce international, **3**, 319; réciprocité des droits et des devoirs, **3**, 320; conventions bilatérales et multilatérales, **3**, 322; prédominance des traités bilatéraux, **3**, 325; traité-déclaration,

traité-code, *modus vivendi*, **3**, 326; durée des traités de commerce, **3**, 327. Les parties contractantes dans les traités de commerce, **3**, 328; unité douanière des Etats modernes, **3**, 329; Etats composés, **3**, 333; Dominions, **3**, 336; Protectorats, **3**, 337; Mandats, **3**, 338; mi-souveraineté, **3**, 340. (V. *Territoire douanier*, **3**, 341.) Le commerçant, **3**, 361; dispositions touchant la situation juridique des étrangers, **3**, 361; droit au libre commerce, **3**, 363; personnes physiques, voyageurs de commerce, **3**, 364; sociétés étrangères, **3**, 366; Etat étranger, **3**, 367; traités de commerce de la Russie soviétique, **3**, 369. (V. *Liberté du commerce*, **3**, 373. *Clause de la nation la plus favorisée*, **3**, 409.) Les traités de réciprocité ou préférentiels, **3**, 425; ce que sont les préférences, **3**, 425; préférences partielles, **3**, 426; préférences générales, « reciprocity agreements » aux Etats-Unis, **3**, 426; préférences dans l'Empire britannique, **3**, 431; tentative de système préférentiel en Europe continentale, Union bulgaro-serbe de 1905, **3**, 434; influence de la guerre sur les traités de commerce, limitation dans le temps de la clause de la nation la plus favorisée, **3**, 435. (V. *Unions douanières*, **3**, 437.) Sanctions, **3**, 451; voies de justice internationale, **3**, 453; voies de contrainte, **3**, 454; voies de conciliation désirables, **3**, 455.

V. *Dominions britanniques. Missions catholiques. Reconnaissance d'Etats. Tarifs douaniers.*

Traités-accords. — V. *Sources du droit international.*

Traités américains d'arbitrage. — V. *Arbitrage international. Justice internationale.*

Traités anticonstitutionnels. — V. *Traités.*

Traités avec Etats non reconnus. — V. *Reconnaissance d'Etats.*

Traités-blocs. — V. *Ententes régionales.*

Traités Bryan. — V. *Acte général de Genève* (**27**, 504). *Arbitrage international* (**36**, 276, 318, 349). *Arbitrage obligatoire* (**25**, 244). *Conciliation internationale* (**39**, 147). *Guerre hors la loi* (**24**, 160). *Mesures conservatoires.*

Traités coercitifs. — V. *Traités.*

Traités collectifs. — V. *Société des Nations.*

Traités constitutifs. — V. *Traités.*

Traités-contrats. — V. *Echange de populations. Sources du droit international. Traités.*

Traités d'alliance. — V. *Différends non justiciables* (**34**, 568). *Doctrine de Monroe* (**32**, 403 et 404). *Ententes régionales* (**56**, 593). *Guerre hors la loi* (**24**, 167 et 169). *Politique extérieure* (**32**, 404). *Unions d'Etats* (**24**, 459). *Zones démilitarisées* (**26**, 595 et 596).

Traités d'amitié. — V. *Ententes régionales.*

Traités d'annexion. — V. *Reconnaissance d'Etats.*

Traités d'arbitrage. — V. *Arbitrage international. Conciliation internationale. Conférences de la paix de La Haye. Conflits internationaux. Différends non justiciables. Doctrine de Monroe. Domaine réservé. Dominions britanniques. Pacte de la Société des Nations.*

Traités d' « assiento ». — V. *Traite des noirs.*

Traités d'assistance mutuelle et de non-agression. — V. *Guerre. Protocole de Genève. Régime matrimonial. Sécurité internationale. Société des Nations.*

Traités d'extradition. — V. *Extradition. Jugement répressif étranger. Lutte internationale contre la criminalité. Traités.*

Traités de cession de territoire. — V. *Traités.*
Traités de conciliation. — V. *Conciliation internationale. Ententes régionales. Justice internationale. Société des Nations.*
Traités de droit international. — V. *Traités.*
Traités de droit interne (contrat). — V. *Traités.*
Traités de famille. — V. *Traités.*
Traités de garantie. — V. *Garanties internationales. Protocole de Genève. Souveraineté.*
Traités de neutralité. — V. *Pacte de Paris (Briand-Kellog).*
Traités de paix. — V. *Arbitrage international. Fleuve international. Minorités. Monnaies. Nationalité. Œuvres littéraires et artistiques. Politique économique internationale. Règle « pacta sunt servanda ». Traités.*
Traités de protectorat. — V. *Traités.*
Traités de renvoi. — V. *Traités.*
Traités de servitudes. — V. *Traités.*
Traité des minorités. — V. *Etat. Nationalité. Sujets de droit international.*
Traités dispositifs. — V. *Traités.*
Traités écrits. — V. *Traités.*
Traité Jay. — V. *Clause de la nation la plus favorisée* (**39**, 29). *Equité* (**33**, 377). *Excès de pouvoir* (**35**, 427). *Politique extérieure. Traités* (**22**, 506).
Traités Knox. — V. *Equité* (**33**, 410, 415). *Justice internationale* (**33**, 361, 410).
Traités-lois. — V. *Sources du droit international. Traités.*
Traités non conformes à la loi. — V. *Traités.*
Traités politiques et sociaux. — V. *Traités.*
Traités régulatoires. — V. *Traités.*
Traités secrets. — V. *Traités.*
Traités secrets anticonstitutionnels. — V. *Traités.*
Traités verbaux. — V. *Traités.*
Traité (1490) entre rois Hanse et Henry VII d'Angleterre. — V. *Détroits* (**45**, 535).
Traité (1778) (alliance franco-américaine). — V. *Politique extérieure*, **32**, 404).
Traité américano-japonais (21 février 1911). — V. *Etranger* (**27**, 461).
Traité américano-siamois (annexe 16 décembre 1920). — V. *Missions protestantes* (**29**, 214).
Traité américano-suisse (1850). — V. *Etranger* (**27**, 459).
Traité anglo-allemand (1790). — V. *Reconnaissance d'Etats.*
Traité anglo-américain (3 septembre 1783). — V. *Etranger* (**27**, 457). *Rhin* (**28**, 125).
Traité anglo-américain de Gand (24 octobre 1818). — V. *Mer territoriale.*
Traité anglo-américain (19 avril 1850). — V. *Canaux maritimes* (**2**, 207).
Traité anglo-français (30 avril 1862). — V. *Nationalité des sociétés de commerce* (**33**, 35).
Traité anglo-italien (octobre 1922). — V. *Mandats internationaux.*
Traité anglo-russe (31 août 1907). — V. *Territoire* (**30**, 171, 172).
Traité belgo-suédois (1926). — V. *Equité* (**49**, 312).
Traité d'Ackermann (1926). — V. *Danube* (**11**, 270). *Echange de populations* (**24**, 319).
Traité d'Amapala (20 juin 1895). — V. *Amérique latine* (**32**, 755).
Traité d'Ancon (1883). — V. *Plébiscite.*

Traité d'Andrinople (1929). — V. *Danube* (**11**, 270). *Détroits* (**47**, 607). *Echange de populations* (**24**, 319).
Traité d'Angora (28 octobre 1925). — V. *Droit international privé (Yougoslavie)* (**28**, 236).
Traité d'arbitrage (29 février 1892). — V. *Mer.*
Traité d'arbitrage polono-allemand (1er décembre 1925). — V. *Arbitrage international* (**36**, 328).
Traité d'Helsingfors (1825). — V. *Navire de commerce* (**30**, 69, 71).
Traité d'Unkiar-Iskelessi (8 juillet 1833). — V. *Détroits* (**45**, 510; **47**, 608).
Traités d'Utrecht (1713). — V. *Doctrine pacifique* (**13**, 222). *Interprétation des traités* (**24**, 121). *Mer (richesses de la)* (**29**, 476). *Solidarité internationale* (**8**, 212).
Traité de Berlin (13 juillet 1878). — V. *Détroits* (**45**, 516, 547, 603, 615). *Fleuve international* (**2**, 238).
Traité de Berlin (26 février 1885). — V. *Zones délimitarisées* (**26**, 610).
Traité de Brest-Litovsk. — V. *Politique économique internationale* (**35**, 266).
Traité de Bromsebro (1645). — V. *Détroits* (**45**, 538).
Traité de Brünn (7 juin 1920). — V. *Nationalité* (**31**, 144, 171).
Traité de Bucarest (1812). — V. *Danube* (**11**, 269).
Traité de Bucarest (28 juillet-10 août 1913). — V. *Droit international privé Bulgarie)* (**33**, 498, 499). *Droit international privé (Yougoslavie)* (**28**, 325).
Traité de Bucarest (1918). — V. *Danube* (**11**, 316).
Traité de Campo-Formio (17 octobre 1797). — V. *Fleuve international* (**2**, 223). *Rhin* (**28**, 126).
Traité de Chaumont (mars 1814). — V. *Révolution française* (**32**, 409). *Société des Nations* (**60**, 69). *Souveraineté* (**32**, 21).
Traité de Christiania (2 novembre 1907). — V. *Traités* (**22**, 507).
Traité de Christianopel (1645). — V. *Détroits* (**45**, 539).
Traité de commerce austro-prussien (1853). — V. *Politique commerciale internationale.*
Traité de commerce (danois-letton) (1924). — V. *Voies de recours.*
Traité de commerce de Lima (1848). — V. *Amérique latine* (**32**, 741).
Traité de commerce polono-néerlandais (30 mai 1924). — V. *Arbitrage international* (**36**, 312).
Traité de Constantinople (2 mars 1741). — V. *Echange de populations* (**24**, 318).
Traité de Constantinople (1817). — V. *Echange de populations* (**24**, 339).
Traité de Dorpat (1304). — V. *Arbitrage international* (**42**, 104).
Traité de Dorpat (1920). — V. *Cour permanente de justice internationale* (**36**, 30).
Traité de Finkeinstein (8 mai 1807). — V. *Révolution française* (**22**, 393).
Traité de Fontainebleau (8 novembre 1785). — V. *Escaut* (**21**, 304, 338).
Traité de Francfort (1871). — V. *Domicile* (**23**, 18, 302). *Politique économique internationale* (**35**, 262).
Traité de Hou-men-tchai (8 octobre 1843). — V. *Concessions étrangères* (**27**, 30, 31, 84).
Traité de Jassy. — V. *Révolution française* (**22**, 411, 412).
Traité de La Haye (16 mai 1795). — V. *Fleuve international* (**2**, 223).
Traité de Kalisz (1813). — V. *Révolution française* (**22**, 406).
Traité de Koutchouk-Kaïssardji (21 juillet 1774). — V. *Détroits* (**47**, 604). *Europe orientale* (**11**, 493). *Protocole de Genève* (**11**, 493).
Traité de la Marsa (8 juin 1883). — V. *Union d'Etats* (**24**, 541).

Traité de Latran. — V. *Cité du Vatican* (**33**, 118, 145, 158). *Droit international et droit interne* (**14**, 324). *Etat* (**30**, 345). *Sujets du droit international* (**41**, 324).

Traité de Lausanne (1923). — V. *Canaux maritimes* (**2**, 205). *Clause de la nation la plus favorisée* (**39**, 15). *Détroits* (**45**, 525; **55**, 679). *Echange de populations* (**24**, 386, 401). *Etranger (Turquie)* (**60**, 581). *Mandats internationaux* (**29**, 127, 141). *Nationalités* (**37**, 43).

Traité de Lima (1878). — V. *Domicile* (**23**, 12).

Traité de Locarno (1925). — V. *Acte général de Genève* (**27**, 514, 516, 521, 523, 559, 560). *Arbitrage obligatoire* (**25**, 252). *Guerre hors la loi* (**24**, 200, 261). *Mesures conservatoires* (**40**, 712, 714, 716, 719). *Société des Nations* (**37**, 126).

Traité de Londres (1841). — V. *Détroits* (**45**, 511).

Traité de Londres (17 mars 1883). — V. *Fleuve international* (**2**, 238).

Traité de Londres (8 avril 1904). — V. *Mer (richesses de la)* (**29**, 477). *Pêche maritime.*

Traité de Londres (1924). — V. *Contrôles financiers internationaux* (**8**, 31).

Traité de Lublin (1569). — V. *Union d'Etats* (**24**, 470).

Traité de Montevideo (1889). — V. *Codification du droit international privé. Domicile* (**23**, 12, 78). *Droit international privé* (**29**, 363). *Extradition* (**33**, 183). *Faillite* (**14**, 114). *Navire de commerce* (**30**, 54).

Traité de Münster et Osnabruck (1648). — V. *Dettes publiques* (**23**, 262). *Escaut* (**21**, 301).

Traité de Nankin (29 août 1842). — V. *Concessions étrangères en Chine* (**27**, 20, 28, 30).

Traité de Neuilly. — V. *Droit international privé (Bulgarie)* (**33**, 497). *Droit international privé (Yougoslavie)* (**28**, 315). *Echange de populations* (**24**, 366). *Excès de pouvoir* (**35**, 425). *Fleuve international* (**2**, 245).

Traités de paix (1919). — V. *Droit international* (**32**, 367; **35**, 170, 269, 651). *Inviolabilité des traités* (**32**, 378). *Nationalités* (**37**, 5, 27, 46, 47).

Traité de Nystad (1721). — V. *Europe orientale* (**11**, 491).

Traité de Panama (15 juillet 1826). — V. *Amérique* (**28**, 29).

Traité de Paris (1763). — V. *Mer (richesses de la)* (**29**, 476). *Politique extérieure.*

Traité de Paris (1782). — V. *Mer (richesses de la)* (**29**, 470). *Pêche maritime.*

Traité de Paris (1783). — V. *Codification du droit international américain* (**22**, 8). *Excès de pouvoir* (**35**, 411).

Traité de Paris (1810). — V. *Rhin* (**28**, 127).

Traité de Paris (30 mai 1814). — V. *Danube* (**11**, 275). *Droit fluvial international* (**45**, 163). *Escaut* (**21**, 306). *Fleuve international* (**2**, 233). *Paiements internationaux* (**14**, 205). *Société des Nations.*

Traité de Paris (20 novembre 1815). — V. *Echange de populations* (**24**, 321). *Servitudes internationales* (**22**, 20).

Traité de Paris (30 mars 1856). — V. *Amérique latine* (**32**, 741). *Danube* (**11**, 275). *Détroits* (**45**, 513; **47**, 611). *Fleuve international* (**2**, 235; **21**, 312). *Inviolabilité des traités* (**32**, 365). *Représailles* (**22**, 256). *Servitudes internationales* (**22**, 34, 61). *Zones démilitarisées* (**26**, 636).

Traité de Paris (27 août 1928). — V. *Pacte de Paris (Briand-Kellog).*

Traité de Passarowitz (21 juillet 1718). — V. *Echange de populations* (**24**, 317).
Traité de Portsmouth. — V. *Territoire* (**30**, 167).
Traité de Prague (1866). — V. *Union d'Etats* (**24**, 493).
Traité de Rapallo (1922). — V. *Paix économique* (**37**, 491).
Traité de Riga. — V. *Arbitrage international* (**23**, 410).
Traité de Ryswick (1697). — V. *Echange de populations* (**24**, 351). *Nationalités* (**37**, 47).
Traité de Saint-Germain (10 septembre 1919). — V. *Apatrides* (**53**, 310). *Danube* (**11**, 320). *Domicile* (**23**, 18). *Droit international* (**26**, 412). *Droit international privé (Yougoslavie)* (**28**, 315). *Extradition* (**33**, 190). *Missions catholiques* (**26**, 179). *Œuvres littéraires et artistiques* (**12**, 468). *Plébiscite* (**18**, 194).
Traité de San-Stefano (3 mars 1878). — V. *Détroits* (**47**, 614).
Traité de Santiago-de-Chili (1856). — V. *Amérique latine* (**32**, 706).
Traité de Sèvres (10 avril 1920). — V. *Conciliation internationale* (**14**, 405). *Détroits* (**47**, 787). *Droits de l'homme* (**38**, 152). *Mandats internationaux* (**5**, 219, 224, 226, 234; **19**, 516). *Plébiscite* (**18**, 194).
Traité de Stamboul (1er-14 mars 1914). — V. *Droit international privé (Yougoslavie)* (**28**, 325, 409).
Traité de symmachie. — V. *Inviolabilité des traités* (**32**, 323).
Traité de Tien-Tsin (franco-chinois) (27 juin 1858). — V. *Concessions étrangères en Chine* (**27**, 97).
Traité de Tien-Tsin (sino-britannique) (25 juin 1858). — V. *Concessions étrangères en Chine* (**27**, 30, 33).
Traité de Tien-Tsin (sino-russe) (1er-13 juin 1858). — V. *Concessions étrangères en Chine* (**27**, 21).
Traité de Tien-Tsin (1858). — V. *Droit sanitaire international* (**27**, 80, 81).
Traité de Trianon. — V. *Conciliation internationale* (**14**, 475). *Droit international privé (Yougoslavie)* (**28**, 315). *Fleuve international* (**2**, 245). *Monnaie* (**27**, 341). *Nationalité* (**31**, 169). *Œuvres littéraires et artistiques* (**12**, 468).
Traité de Tien-Tsin et de Pékin. — V. *Missions catholiques.*
Traité de Tilsitt (7 juillet 1817). — V. *Détroits* (**47**, 605). *Missions catholiques* (**26**, 132). *Révolution française* (**22**, 397).
Traité de Tourkmentchai. — V. *Exterritorialité* (**7**, 309).
Traité de Trianon. — V. *Conciliation internationale* (**14**, 475). *Œuvres littéraires et artistiques* (**12**, 468).
Traité de Turin. — V. *Domicile* (**23**, 18).
Traité de Versailles (28 juin 1919). — V. *Canaux maritimes* (**2**, 218). *Chemin de fer* (**2**, 266). *Chose jugée* (**30**, 579). *Colonies* (**61**, 46). *Conférence de Barcelone* (**15**, 128). *Conférence internationale du travail (partie XIII)* (**4**, 134). *Désarmement* (**25**, 388). *Détroits* (**55**, 687). *Domicile* (**28**, 18, 43). *Dominions* (**19**, 306, 372, 383, 384, 449). *Droit fluvial international* (**45**, 99). *Droit international privé (Yougoslavie)* (**28**, 396, 400). *Extradition* (**33**, 90). *Fleuve international* (**5**, 244; **5**, 184, 188; **21**, 318). *Individu* (**30**, 349). *Missions protestantes* (**29**, 267). *Nationalité* (**31**, 135, 137, 140, 151, 153, 163). *Politique commerciale internationale* (**15**, 323). *Qualifications* (**31**, 586). *Ports* (**15**, 117, 121, 132, 133). *Rhin* (**28**, 114, 153, 204, 209). *Servitudes internationales* (**22**, 46). *Sujets du droit international* (**41**, 311). *Traités et instruments diplomatiques* (**15**, 547, 557, 568). *Union des Etats* (**24**, 486). (V. Table des textes, p. 597.)

Traités de Vienne (1815). — V. *Codification du droit international*, **6**, 416). *Nationalités* (**37**, 11). *Révolution française* (**22**, 450).
Traité de Washington (1871). — V. *Pêche. Pêche maritime.*
Traité de Washington (20 décembre 1907). — V. *Extradition* (**33**, 197).
Traité de Washington (6 février 1922). — V. *Désarmement* (**25**, 385). *Piraterie* (**15**, 209).
Traité de Washington (7 février 1923). — V. *Droit international et droit constitutionnel* (**38**, 329).
Traité de Washington (arbitrage) (5 janvier 1929). — V. *Amérique* (**28**, 95).
Traité de Westphalie (1648). — V. *Doctrine pacifique* (**13**, 261). *Droit international (développement du)* (**13**, 261). *Droit international privé (Allemagne)* (**15**, 440, 456). *Droit naturel* (**18**, 296). *Droits fondamentaux des Etats* (**10**, 549). *Eglise* (**6**, 209, 210). *Escaut* (**21**, 292). *Grotius* (**7**, 448). *Nationalité* (**31**, 113). *Nationalités* (**37**, 47, 58). *Principes généraux du droit international* (**34**, 218, 245, 253, 258). *Réforme* (**6**, 304, 307). *Religion* (**5**, 377). *Révolution française* (**22**, 381). *Servitudes internationales* (**22**, 6, 13). *Souveraineté* (**6**, 12). *Sujets du droit international* (**41**, 269). *Union d'Etats* (**24**, 493). *Westlake* (**40**, 33).
Traité entre Etats-Unis et Canada (27 mars 1929). — V. *Mer. Pêche maritime (pêche du saumon « Sockey » sur la côte du Pacifique).*
Traité franco-annamite (1884). — V. *Missions protestantes* (**29**, 206).
Traité franco-anglais (1867). — V. *Mer. Pêche maritime.*
Traité franco-anglais d'Eden (1860). — V. *Politique économique internationale.*
Traité franco-belge (8 juillet 1899). — V. *Action publique, action civile* (**26**, 231, 273). *Domicile* (**23**, 69; **34**, 689). *Faillite* (**14**, 23). *Jugement étranger* (**10**, 507).
Traité franco-badois (1846). — V. *Jugement étranger* (**10**, 495).
Traité franco-britannique (1867). — V. *Mer (richesses de la)* (**29**, 450).
Traité franco-cambodgien (11 août 1863). — V. *Missions protestantes* (**29**, 205).
Traité franco-chinois (27 juin 1858). — V. *Missions protestantes* (**29**, 202).
Traité franco-danois. — V. *Chose jugée* (**30**, 587).
Traité franco-espagnol d'Elisson (1785). — V. *Nationalité* (**31**, 121).
Traité franco-hispano-annamite (5 juin 1862). — V. *Missions protestantes* (**29**, 205).
Traité franco-marocain (30 mars 1912). — V. *Union d'Etats* (**24**, 541).
Traité franco-sarde (1760). — V. *Jugement étranger* (**10**, 489).
Traité franco-suisse (20 juin 1874). — V. *Lutte internationale contre la criminalité* (**36**, 121).
Traité franco-suisse (1869). — V. *Faillite* (**14**, 23). *Jugement étranger* (**10**, 501).
Traité germano-soviétique (12 octobre 1925). — V. *Traités* (**30**, 443).
Traité germano-suisse (3 décembre 1921). — V. *Chose jugée* (**30**, 589). *Equité* (**49**, 310).
Traité germano-turc (11 janvier 1917). — V. *Code civil allemand* (**15**, 498).
Traité Gendra (3 mai 1923). — V. *Arbitrage international* (**36**, 267, 276, 332). *Justice internationale* (**33**, 424).
Traité gréco-tchécoslovaque (7 avril 1927) sur l'exécution des jugements étrangers. — V. *Droit international privé (Grèce)* (**20**, 65).
Traité hispano-américain (1795). — V. *Politique extérieure.*
Traité hispano-portugais (1750). — V. *Doctrine de Monroe* (**32**, 398, 401).

Traité hollando-prussien (1810). — V. *Servitudes internationales* (**45**, 19).
Traité italo-albanais (29 février 1924). — V. *Traités* (**30**, 444).
Traité italo-allemand (octobre 1925). — V. *Impôt* (**13**, 135).
Traité italo-américain (23 février 1913). — V. *Etranger* (**27**, 481).
Traité italo-brésilien (11 octobre 1921). — V. *Souveraineté* (**6**, 66).
Traité italo-hongrois (novembre 1925). — V. *Impôt* (**13**, 135).
Traité naval de Londres (22 avril 1930). — V. *Amérique latine* (**32**, 742, 743).
Traité italo-suisse (1924). — V. *Acte général de Genève* (**27**, 559). *Equité* (**49**, 312).
Traité polono-suisse (7 mars 1925). — V. *Souveraineté* (**6**, 44, 53).
Traité préférentiel (Belgique, Luxembourg et Pays-Bas) (1932) (**39**, 120).
Traité préférentiel (Etats-Unis et Canada) (1854). — V. *Clause de la nation la plus favorisée* (**39**, 109).
Traité préférentiel (Etats-Unis et Canada) (1854). — V. *Clause de la nation la plus favorisée* (**39**, 109).
Traité préférentiel (Etats-Unis et Cuba) (1902). — V. *Clause de la nation la plus favorisée* (**39**, 110).
Traité sino-américain (1844). — V. *Exterritorialité* (**29**, 215).
Traité sino-américain (1868). — V. *Concessions étrangères en Chine* (**27**, 81). *Etranger* (**27**, 431). *Missions protestantes* (**29**, 202).
Traité sino-américain (1880). — V. *Exterritorialité* (**7**, 290; **29**, 216).
Traité sino-américain (8 octobre 1903). — V. *Missions protestantes* (**29**, 218).
Traité sino-américain (1930). — V. *Missions protestantes* (**29**, 207).
Traité sino-belge (2 novembre 1865). — V. *Servitudes internationales* ((**22**, 7). *Traités* (**22**, 472).
Traité sino-japonais (25 mars 1915). — V. *Concessions étrangères en Chine* (**27**, 7).
Traité sino-portugais (1887). — V. *Concessions étrangères en Chine* (**27**, 19).
Traité sino-soviétique (31 mai 1924). — V. *Concessions étrangères en Chine* (**27**, 92, 126).
Traité suédo-norvégien (26 octobre 1905). — V. *Zones démilitarisées* (**26**, 623).
Traité-contrat (« Vertrag »). — V. *Droit international public* (**43**, 324). *Echange de populations* (**24**, 321).
Traité-loi (« Vereinbarung »). — V. *Droit international public* (**43**, 324). *Echange de populations* (**24**, 321).
Traité Hay-Buneau-Varilla (Etats-Unis et Panama) (18 novembre 1903). — V. *Canaux maritime* (**2**, 214).
Traité Hay-Herrau (Etats-Unis et Colombie) (22 janvier 1903). — V. *Canaux maritimes* (**2**, 213).
Traités Hay-Panncefot (5 février 1900 et 18 novembre 1901). — V. *Canaux maritimes* (**2**, 211).
Traité (Nouvelle-Grenade et Etats-Unis) (12 décembre 1846). — V. *Canaux maritimes* (**2**, 207).
Traités Taft. — V. *Acte général de Genève* (**27**, 560).
Tramps. — V. *Trusts et cartels internationaux.*
Transaction. — V. *Recevabilité.*
Transfert de capitaux. — V. *Monnaie.*
Transfert de propriété. — V. *Conflit de lois.*
Transfert de richesses.
QUELQUES ASPECTS JURIDIQUES DES TRANSFERTS CONTRACTUELS DE RICHESSE

ENTRE ETATS, **16**, 545. La guerre origine des transferts de richesse par contrats internationaux, **16**, 546; les parties sont les Etats, **16**, 551; conditions des contrats, **16**, 553; accords entre les Etats-Unis et l'Europe, accord anglo-américain, **16**, 554 et s.; accords entre l'Angleterre et les Alliés, **16**, 558; le plan Dawes et les réparations allemandes, **16**, 559; mécanisme du transfert de richesses, **16**, 560; obligation directe de livrer certains objets spécifiés, **16**, 561; paiement par marchandises et services au moyen de contrats commerciaux, **16**, 564; loi pour le recouvrement des réparations (« Reparation Recovery Act »), **16**, 567; les trois systèmes de prestations, **16**, 569; le change (V. *Change* **16**, 570). Garanties, **16**, 576 et s.; ce que valent en droit international les conceptions du droit interne, **16**, 576; importance des garanties d'une dette, **16**, 576; l'hypothèque du droit interne ne peut s'appliquer au domaine de l'Etat débiteur, **16**, 577; garantie sous forme de « charge » (privilège) du droit anglais, **16**, 577; inapplicable comme garantie d'une dette d'Etat à Etat, **16**, 577; cession et contrôle de revenus de l'Etat débiteur sont la seule garantie pratique, **16**, 578; sanctions, **16**, 581; sanction du droit international, **16**, 582; différends portant sur les accords au sujet des dettes, **16**, 586; tribunal pour l'interprétation du plan Dawes, **16**, 587; validité des contrats en droit international, **16**, 588.

V. *Plan Dawes. Paiements internationaux.*

Transfert de territoire et de population. — V. *Nationalité.*

Transfert du risque. — V. *Conflit de lois.*

Transfert du siège à l'étranger. — V. *Personnes morales.*

Transit.

LIBERTÉ DES VOIES DE COMMUNICATION. Liberté du transit, **2**, 270; Convention de Barcelone du 20 avril 921, **2**, 271; tarifs, restrictions aux droits des Etats contractants, **2**, 271.

ORGANISATION INTERNATIONALE DES VOIES DE COMMUNICATION. Liberté du transit, **5**, 191; Convention de Barcelone, **5**, 192 et s.

LIMITATION DE LA SOUVERAINETÉ. Liberté du transit, **6**, 32.

V. *Clause de la nation la plus favorisée. Communications internationales. Droit administratif international. Liberté du commerce. Souveraineté. Unions internationales. Voies de communication.*

Transplantation. — V. *Echange de populations.*

Transport. — V. *Or.*

Transports internationaux.

IMPOSITION FISCALE DES ÉTRANGERS. Entreprises de transports internationaux, leur situation au point de vue fiscal, **13**, 51; entreprises de navigation maritime : lois internes pour éviter la double imposition, **13**, 130.

V. *Droit international privé (Bulgarie). Impôt.*

Transports maritimes. — V. *Trusts et cartels internationaux.*

Travail.

ORGANISATION PERMANENTE DU TRAVAIL, **4**, 69. Le passé de l'organisation, efforts de l'Alsacien Daniel Le Grand (1841), **4**, 70; débuts de la protection légale internationale, **4**, 71; Conférence de Berlin (1890), **4**, 71; Congrès de Zurich et de Paris (1897 et 1900), **4**, 72; protection légale internationale ouvrière, doctrine, **4**, 75. Commission de législation internationale du travail de la Conférence de la paix (1919), **4**, 77. Traité de paix, par-

tie XIII : Travail, **4**, 83; organisation permanente du travail, **4**, 83; ce qu'elle comprend, Conférence, **4**, 87; Bureau international du travail, **4**, 89; article 427 du traité de paix, principes généraux, **4**, 93; vœux de la Commission, **4**, 95. Nature juridique de l'organisation permanente du travail, **4**, 96; la Conférence, le conseil et le bureau, **4**, 100; immunités diplomatiques du personnel, des locaux, des archives, **4**, 102. Compétence de l'organisation permanente du travail, **4**, 104; tout travail peut rentrer dans sa compétence, **4**, 105; la Conférence et le travail agricole, **4**, 105; les travailleurs intellectuels, **4**, 113; les mutilés, **4**, 114; les émigrants (travailleurs occupés à l'étranger), **4**, 115. (V. *Conférence internationale du travail*, **4**, 116). Les sanctions, **4**, 152. Le Conseil d'administration, sa composition, représentants des gouvernements, **4**, 158; les employeurs et les ouvriers, réforme de la constitution du Conseil, **4**, 162; membres adjoints et suppléants, **4**, 164; attributions du Conseil : à l'égard des Etats membres, **4**, 166; à l'égard de la Conférence, **4**, 167; au sujet de son fonctionnement, **4**, 168; à l'égard du Bureau international du travail, **4**, 170; autres attributions du Conseil, **4**, 178; sessions du Conseil, **4**, 180 (V. *Bureau international du travail*, **4**, 182). OEuvre accomplie, œuvre d'information, **4**, 202; les Conférences internationales du travail, **4**, 205 et s.

V. *Bureau international du travail. Code des prisonniers de guerre. Conférence internationale du travail. Migration. Organisation internationale du travail. Prisonniers de guerre.*

Travail agricole. — V. *Travail.*

Travail et capital. — V. *Relations diplomatiques.*

Travail forcé. — V. *Droits de l'homme. Mandats internationaux. Missions protestantes. Sauvages américains. Traite des noirs.*

Travail intellectuel.

Organisation permanente du travail. Les travailleurs intellectuels, **4**, 113; relations avec la Société des Nations, travail intellectuel, **4**, 199.

Coopération intellectuelle internationale (V. *Coopération intellectuelle*, **9**, 311). Travail intellectuel, définition, **9**, 315; sa dignité particulière, **9**, 317; lois de l'économie intellectuelle, nécessité de les connaître pour améliorer le travail intellectuel, **9**, 357; il faut remuer les esprits pour perfectionner le mécanisme intellectuel, **9**, 359; solidarité de toutes les formes du travail intellectuel, **9**, 360; insuffisante valeur du travail intellectuel, **9**, 349. (V. *Sciences*, **9**, 326. *Arts*, **9**, 392.)

V. *Travail.*

Travailleur. — V. *Assurance-accident.*

Travaux préparatoires pour l'interprétation des traités. — V. *Interprétation des traités.*

Trêve de Dieu.

L'Eglise catholique et le droit des gens. La trêve de Dieu, ses origines, **6**, 150; ses caractères, son développement, **6**, 152; intervention de la Papauté, **6**, 152; œuvre des Conciles, **6**, 153.

V. *Eglise. Guerre hors la loi.*

Tribunal administratif. — V. *Fonctionnaires internationaux.*

Tribunal d'arbitrage. — V. *Arbitrage obligatoire. Conciliation internationale. Pacte de la Société des Nations.*

Tribunal des conflits. — V. *Arbitrage international.*

Tribunal des prises. — V. *Cour internationale des prises.*
Tribunaux administratifs mixtes. — V. *Individu.*
Tribunaux arbitraux mixtes (T.A.M.).

Fonctionnement et jurisprudence des tribunaux arbitraux mixtes créés par les traités de paix, **41**, 141; faits ayant donné lieu à leur création, leur compétence, **41**, 141; nature des tribunaux internationaux, **41**, 144 et s.; conditions générales du fonctionnement de la justice nationale et de la justice internationale, **41**, 147 et s.; principal obstacle au progrès de la justice internationale, **41**, 148; justice nationale, individu et justice, **41**, 149 et s.; juge, **41**, 152; décisions et parties, **41**, 156; procès de droit commun à l'étranger, **41**, 157; justice internationale, **41**, 158 et s.; Etats et tribunaux internationaux, **41**, 158; arbitres, **41**, 160; décision et opinion des Etats intéressés, **41**, 161; composition, **41**, 164; arbitres, **41**, 164 et s.; agents, **41**, 167; secrétaires, **41**, 168; collaboration entre membres du tribunal, **41**, 169; attitude des parties à l'égard des tribunaux arbitraux mixtes, **41**, 170 et s.; aversion des Allemands pour ces tribunaux, **41**, 170; méfiance des Alliés envers eux, **41**, 171; accès des particuliers aux tribunaux arbitraux mixtes, **41**, 174; procédure de ces tribunaux, **41**, 177 et s.; langue employée, **41**, 177; siège, **41**, 178; opinions dissidentes, **41**, 179; révision, **41**, 181; opportunité des voies de recours, **41**, 181; tendances d'unification de la jurisprudence d'une pluralité de tribunaux internationaux, **41**, 183; excès de pouvoir, **41**, 184; questions touchant les intérêts vitaux, les tribunaux arbitraux mixtes peuvent-ils les connaître ?, **41**, 187; observations générales sur la jurisprudence des tribunaux arbitraux mixtes, **41**, 189; le droit et l'équité, **41**, 190; le droit applicable, **41**, 194; les règles d'interprétation, **41**, 196; sources, **41**, 197; limites dans lesquelles les tribunaux arbitraux mixtes sont liés par ces règles, **41**, 197; décisions diverses, **41**, 198; décisions dans le domaine du droit international public, **41**, 202 et s.; questions touchant la nationalité, **41**, 202; date décisive selon les articles 296, 297 et 304, alinéa 2, du traité, **41**, 202; lois d'après lesquelles la nationalité doit être fixée, **41**, 205; quels sont les ressortissants admis au bénéfice du traité, **41**, 205; cas de double nationalité, **41**, 205; date de l'acquisition de la nouvelle nationalité en vertu des traités de paix, **41**, 207; optants hongrois, **41**, 208; Alsaciens-Lorrains, **41**, 209; nationalité des habitants de la Bessarabie, **41**, 210; question de la nationalité des Israélites en Roumanie, **41**, 211; questions touchant l'article 297 du traité de Versailles, **41**, 214; mesures exceptionnelles de guerre, **41**, 214; dommages ne rentrant pas dans la compétence des tribunaux arbitraux mixtes, **41**, 220; affaire de la Compagnie des chemins de fer du Nord contre l'Etat allemand, **41**, 221; violation par le tribunal de son règlement de procédure, **41**, 222; raisons de son changement de conclusions, **41**, 223; décisions sur la réforme agraire, **41**, 224; les tribunaux arbitraux mixtes et les questions de droit international privé, **41**, 226 et s.; règles sur les conflits de lois, **41**, 226 et s.; rôle espéré de la jurisprudence, **41**, 226; désir de prévenir les conflits, admission de l'autonomie des parties, insertion dans leurs contrats d'une clause relative au droit matériel applicable, **41**, 228; valorisation des dettes et créances en monnaie dépréciée, **41**, 229;

application de l'article 296, caractéristique de la valorisation, **41**, 229; sort des dettes et créances ne tombant pas sous le coup de l'article 296, **41**, 229; décisions des tribunaux germano-roumains et austro-roumains, **41**, 230; appréciation du fonctionnement et de la jurisprudence des tribunaux arbitraux mixtes, **41**, 234; lenteur de la procédure, justesse douteuse de certaines décisions, **41**, 234; impartialité du juge, **41**, 234.

V. *Chose jugée. Conflit de lois. Jugement étranger. Justice internationale. Mesures conservatoires. Principes généraux du droit.*

Tribunaux consulaires. — V. *Capitulations. Tribunaux mixtes d'Egypte.*

Tribunaux indigènes. — V. *Tribunaux mixtes d'Egypte.*

Tribunaux de prises maritimes. — V. *Sources du droit international.*

Tribunaux étrangers. — V. *Monnaie.*

Tribunaux internationaux (compétence des). — V. *Procédure internationale.*

Tribunaux internationaux.

Le problème de l'accès des particuliers à des juridictions internationales, **51**, 5 et s. Principe actuel consacrant l'impossibilité pour un particulier d'intenter devant un tribunal international une action judiciaire contre l'Etat dont il est ressortissant, **51**, 7; situation des minorités dont les intérêts ne sont pas protégés par l'Etat dont ils sont les ressortissants, **51**, 7; question de les assimiler à des étrangers, **51**, 7; nécessité d'une justice envers les étrangers, **51**, 8; égalité de traitement entre nationaux et étrangers, **51**, 9; cas où doit intervenir une justice internationale, **51**, 10; causes de récusation de juge, **51**, 11; maintien actuel de certains préjugés contre les étrangers, **51**, 12; de l'impartialité des juges internationaux, **51**, 14; participation des juges nationaux aux délibérations de la Cour, **51**, 15; acceptation de juges *ad hoc* ajoutés aux juges de la Cour, **51**, 16; suspicion demeurant attachée aux juges internes, **51**, 18; pratique internationale pour que le particulier lésé par un Etat étranger puisse obtenir son droit sans plaider devant les juges de cet Etat, **51**, 19 et s.; compétence reconnue dans certains cas aux tribunaux internes de l'Etat de l'individu demandeur, **51**, 20; insertion de clauses compromissoires dans toute Convention entre particuliers et Etats étrangers, **51**, 22; protection diplomatique, pour les Etats, des intérêts de leurs nationaux, **51**, 23; protection impossible pour les apatrides, **51**, 28; double caractère désavantageux de cette protection, **51**, 31; institution d'une juridiction internationale compétente en matière de différends entre Etats et ressortissants étrangers, **51**, 72; exemples pratiques, **51**, 35; tribunaux arbitraux mixtes, **51**, 35; tribunaux arbitraux mixtes d'Egypte, **51**, 37; Cour internationale des Prises, **51**, 38; Cour de justice centro-américaine, **51**, 42; problème devant le Comité des Dix chargé de rédiger le projet du statut de la Cour permanente de justice internationale, **51**, 43; projets prévoyant accès direct des particuliers à l'instance, **51**, 43; opinions diverses sur l'accès des particuliers devant la Cour, **51**, 44 et s.; objections à cet accès direct, réfutation, **51**, 48; problème de l'ouverture de la procédure arbitrale internationale aux particuliers, rapport de MM. de La Barre et Mercier à l'Institut de droit international, **51**, 54 et s.; cas de litiges entre particuliers de nationalité différente, **51**, 55; ce dernier cas n'eut pas de suite, mais le principe de l'accès des particuliers demandeurs contre un Etat étranger

fut admis, **51**, 58; détermination des cas et conditions d'accès des individus aux juridictions internationales, **51**, 60; solution des conflits de nationalités, **51**, 61; projet de Convention sur la nationalité émanant de la Conférence pour la codification du droit international, **51**, 64; épuisement des voies de recours internes avant ouverture de l'instance internationale, **51**, 66; exception de défaut de justice interne, **51**, 70; cas de déni de justice, **51**, 73; l'obligation des particuliers n'a trait qu'aux voies ordinaires de recours internes, **51**, 77; accès des sociétés à la justice internationale, sociétés en nom collectif, **51**, 82; sociétés anonymes, **51**, 84; navires, **51**, 86; dispositions des Traités de paix sur la protection des biens, **51**, 87; situation des ayants droit du réclamant, **51**, 88; recours possible pour un particulier neutre devant la Cour des prises admis par la XII[e] Convention de la Conférence de la paix (1907), **51**, 90; XII[e] Convention de La Haye, articles 2, 3 et 4, la Cour des prises compétente à la suite d'un recours devant elle contre les décisions des tribunaux nationaux, **51**, 92; nécessité d'un prétoire international pour différends entre particuliers et Etats, **51**, 94; responsabilité des Etats en matière de dettes publiques, **51**, 95; arrêts de la Cour permanente (1929), clause payable en or, **51**,. 96; article 59 du statut de la Cour, compétence de la Cour limitée au cas à examiner et aux Parties en litige, **51**, 97; décision du tribunal arbitral haut-silésien (1928), **51**, 99; devant un déni de justice, les créanciers étrangers doivent recourir à leur gouvernement qui agira par la voie diplomatique envers l'Etat emprunteur, **51**, 101; nécessité de connaître la compétence de la Cour de justice internationale dans ces différends, **51**, 103; question de l'accès direct des minorités à la justice internationale, **51**, 104 et s.; débats au sein de l'Institut de droit international, **51**, 104; insuffisance des traités de minorités, **51**, 105; protection des particuliers contre leur propre Etat, **51**, 107; tribunal international compétent pour connaître des différends entre Etat et particuliers, **51**, 111; extension de la compétence de la Cour permanente de justice internationale, **51**, 111; projet de M. de La Pradelle présenté à l' « International Law Association » de convention pour création de tribunaux internationaux de droit privé, **51**, 114; intérêt pour les Etats de pouvoir assigner des particuliers devant une Cour internationale, **51**, 115.

V. *Acte de Genève. Arbitrage international. Clause « rebus sic stantibus ». Excès de pouvoir. Recevabilité. Règle « pacta sunt servanda ». Sanctions du droit international. Tribunaux arbitraux mixtes.*

Tribunaux mixtes d'Egypte.

L'ORGANISATION DES TRIBUNAUX MIXTES D'EGYPTE, **17**, 5. Les capitulations (V. *Capitulations*, **17**, 6). Projet de réforme judiciaire de Nubar Pacha, **17**, 21 et s.; son examen par une Commission française, **17**, 23; Commission internationale du Caire (1870), **17**, 26; réformes adoptées par elle, **17**, 26 et s.; négociations entre Egypte et Turquie, **17**, 29; nouvelle Commission internationale (1873), **17**, 30; compétence pénale des tribunaux mixtes, unification de la répression pénale repoussée par les chancelleries européennes, **17**, 30; projet d'organisation judiciaire adopté par les Puissances, **17**, 31; les six nouveaux codes inspirés des codes

français, motifs, **17** 32 et s.; nomination et proportions des juges mixtes, **17**, 35; la Réforme réalisée, fonctionnement des nouveaux tribunaux, **17**, 37 et s.; compétence, **17**, 39; le Ministère public, **17**, 41; résultats de la Réforme, **17**, 43; caractère national des tribunaux mixtes, **17**, 44 et s.; la Réforme n'a pas doté l'Egypte d'une juridiction unifiée mais elle a démarqué les limites de la compétence, **17**, 47 et s.; caractère définitif récent de la Réforme qu'elle ne peut perdre que d'un commun accord entre l'Egypte et les Puissances capitulaires, **17**, 51; possibilité d'attraire l'administration et le khédive devant les tribunaux mixtes, difficultés financières du khédive Ismaïl Pacha et nombreux procès qu'il dut soutenir, conséquences, **17**, 55 et s.; actions contre les Daïras du khédive, **17**, 58 et s.; contrôle international de la Dette publique, **17**, 60; soumission des Egyptiens à la juridiction gracieuse des tribunaux mixtes, **17**, 63; création des tribunaux indigènes (1883), **17**, 65; progrès que l'ouverture des tribunaux mixtes à fait faire à l'Egypte, **17**, 67; imperfection de la Réforme pénale, **17**, 69; compétence pénale des tribunaux mixtes, son peu d'importance et d'efficacité, **17**, 69; compétence pénale de la juridiction mixte, **17**, 71; incompétence en matière de faux témoignage, **17**, 63; possibilité de constitution de partie civile, **17**, 75; organisation pénale, **17**, 76; maintien de la compétence pénale consulaire pour juger les criminels et délinquants étrangers, incohérence de ce système, **17**, 77 et s.; l'extension de la compétence pénale des tribunaux mixtes entraînerait l'amendement du Code d'instruction criminelle, **17**, 83; pouvoirs législatifs de la Réforme, **17**, 85 et s.; droit que le Gouvernement khédivial prétend tirer du Code pénal mixte d'édicter des règlements de police applicables aux étrangers, opposition de la Cour d'appel mixte appuyée sur l'article 12 du Code civil mixte, **17**, 89; décret khédivial du 31 janvier 1889, **17**, 89; réforme de l'article 12 du Code civil, **17**, 91; limitation du pouvoir législatif mixte, **17**, 93; possibilité pour les tribunaux de constituer par des arrêts spéciaux de véritables actes législatifs, **17**, 95; unification de la jurisprudence, **17**, 96; application du droit naturel et de l'équité par les tribunaux dans les cas où le droit n'apporte pas de solution, **17**, 98 et s.

V. *Tribunaux mixtes d'Egypte.*

Tribunaux mixtes et rapports interjuridictionnels en Egypte, **41**, 367 et s. Organes du système juridictionnel égyptien, **41**, 367 et s.; tribunaux consulaires et tribunaux mixtes, **41**, 367 et s.; la juridiction, élément essentiel de la souveraineté, **41**, 369; aspects particuliers de la fonction juridictionnelle en Egypte, **41**, 371; rapports interjuridictionnels, **41**, 374; aperçu des différentes juridictions, sa nécessité, **41**, 374; les capitulations, **41**, 375; juridictions consulaires jusqu'à 1875, **41**, 378; juridictions consulaire après la réforme de 1875, **41**, 380; en matière pénale, **41**, 381; compétence juridictionnelle des tribunaux consulaires, **41**, 381; les tribunaux mixtes, **41**, 383; hardiesse d'une telle institution, **41**, 384; bases essentielles de la réforme : statut personnel et intérêt mixte, **41**, 385; statut personnel, **41**, 385; intérêt mixte, **41**, 386; élaboration jurisprudentielle de la notion d'intérêt mixte, **41**, 389; fonctionnement pratique du principe

de l'intérêt mixte, **41**, 393; en matière de faillite, **41**, 394; en matière de société, **41**, 395; en matière d'administration publique, **41**, 397; en matière de saisie-arrêt, **41**, 399; importance considérable de l'intérêt mixte, **41**, 400; l'intérêt mixte doit être effectif, légitime, actuel ou éventuel, personnel, **41**, 401 et 402; les juridictions indigènes, **41**, 403 et s.; la matière (droit commun, statut personnel, wakfs), **41**, 403 et s.; la sécularisation du droit en Egypte, **41**, 403; statut personnel, **41**, 404; bases historiques de la notion de statut personnel en Egypte, **41**, 406 et s.; contenu de la formule « statut personnel », **41**, 410; les *wakfs* rapports juridiques ne faisant pas partie du statut personnel, **41**, 413; le *wakf* se réfère à tout bien meuble ou immeuble dont celui (*wakif*) qui en dispose librement, dans un but pieux, en immobilise à perpétuité la nue propriété, **41**, 412; aspects économiques et juridiques de cette institution, **41**, 416; les *wakfs* dans la jurisprudence séculaire, **41**, 418; organes, **41**, 421 et s.; organisation judiciaire indigène, **41**, 421; tribunaux indigènes, **41**, 422; juridictions religieuses musulmanes, **41**, 423; les Mehkémehs Chariehs, **41**, 423; leur compétence, **41**, 426; les Méglis Hasbys (magistrature pupillaire), **41**, 427; leur compétence, **41**, 428; les communautés religieuses : patriarcats et rabbinats, **41**, 430; compétence juridictionnelle des patriarcats, **41**, 434; caractère exceptionnel et spécial des juridictions patriarcales, **41**, 436. Règlement des rapports interjuridictionnels, **41**, 439 et s.; rapports interjuridictionnels et leur règlement dans la loi, **41**, 439; les rapports juridictionnels et leur règlement dans la pratique, **41**, 441; tribunaux mixtes et règlement des rapports interjuridictionnels, **41**, 442; double objet des règles : statut personnel et compétence juridictionnelle, **41**, 444; statut du rapport litigieux, **41**, 446 et s.; valeur absolue des normes de compétence juridictionnelle, **41**, 446; applications : non-dérogabilité des normes de compétence juridictionnelle, **41**, 449; les dérogations déguisées, **41**, 452; détermination de la loi de fond par la norme de compétence, **41**, 454; valeur déterminante de la qualité des sujets, **41**, 455; immutabilité de la juridiction saisie, **41**, 456; statut de la juridiction compétente, **41**, 458 et s.; règles découlant des autonomies juridictionnelles, **41**, 458 et s.; autonomie et coordination, **41**, 458; règles découlant des autonomies juridictionnelles, **41**, 459; principe de l'autorité souveraine de chaque juridiction, **41**, 459; égalité et indépendance des différentes juridictions, **41**, 460; autonomie des décisions sur la compétence, **41**, 461; chose jugée, **41**, 462; principe de la non-opposabilité de la décision aux non-justiciables de la juridiction dont elle émane, **41**, 462; respect réciproque des sphères de compétence, **41**, 464; plénitude des pouvoirs juridictionnels, questions préjudicielles et questions incidentes, **41**, 465; questions connexes, **41**, 467; compétence juridictionnelle sur les affaires connexes, litispendance, **41**, 470; compétence juridictionnelle en matière de statut personnel, **41**, 471; article 4 du Code civil en son application, **41**, 474; pouvoirs du juge en matière de statut personnel, **41**, 477; règles découlant de la coordination interjuridictionnelle, **41**, 482 et s.; nécessité de fait d'une coordination interjuridictionnelle, **41**, 482; principe de l'autorité générale de toute décision rendue en Egypte, **41**, 484;

principe de l'autorité de la chose jugée pour toute décision compétemment rendue, **41**, 486; principe de la coopération interjuridictionnelle, **41**, 488; principe de la compétence générale de la juridiction ordinaire, **41**, 490; le droit international dans le règlement des rapports interjuridictionnels égyptiens, **41**, 491; rapports interjuridictionnels égyptiens en droit international, **41**, 493.

V. *Arbitrage international.*

Tribus nomades. — V. *Territoire.*

Troisième Reich. — V. *Diplomatie.*

Trusts et cartels internationaux. — V. *Mandats internationaux. Paix économique.*

« Trustees ». — V. *Assistance financière. Banque des Règlements internationaux.*

Trusts et cartels internationaux.

Trusts et cartels internationaux, **19**, 147 et s. Importance des facteurs économiques dans la vie et la politique internationale, **19**, 147; concentration des forces industrielles, son extension de la forme nationale à la forme internationale, **19**, 150; la concentration commerciale, son origine, **19**, 150; ses formes, **19**, 154; ses étapes, **19**, 157; développement historique des ententes internationales, **19**, 158; les ententes internationales dans les transports maritimes, **19**, 163; caractère international de la concentration commerciale dans les transports maritimes, **19**, 163; les ententes entre armateurs sont internationales, **19**, 154; les ententes entre lignes régulières, conférences (*shipping rings*), **19**, 167; les ententes entre armateurs de tramps, **19**, 174; intérêt de l'étude des ententes maritimes, **19**, 176; ententes internationales dans la métallurgie, **19**, 178; intérêt des ententes dans l'industrie métallurgique, **19**, 179; généralité de la concentration dans les grands pays métallurgiques, **19**, 181; cartels nationaux du rail, **19**, 182; ententes métallurgiques internationales avant la guerre, **19**, 183; cartels internationaux du rail, **19**, 183; les ententes internationales récentes dans la métallurgie, l'entente pour l'acier, ses causes, ses origines, **19**, 184; mécanisme de l'entente pour l'acier, **19**, 186; accords complémentaires de l'entente pour l'acier, **19**, 190; comment ces ententes ont joué dans la pratique, **19**, 192; ententes internationales relatives aux matières premières, **19**, 197; importance internationale de la question des matières premières, **19**, 197; le cartel international du cuivre, **19**, 199; Convention franco-allemande de la potasse, **19**, 203; l'industrie de la potasse avant la guerre, le cartel allemand, **19**, 204; situation après la guerre, lutte de tarifs, **19**, 205; accord franco-allemand de Paris (29 décembre 1926), **19**, 205; les trusts pétroliers, généralité de la concentration dans l'industrie pétrolière, **19**, 212; suprématie américaine, **19**, 215; intervention britannique, **19**, 218; rivalité anglo-américaine, **19**, 222; importance et gravité de ces luttes, **19**, 226; importance et conséquences des ententes économiques internationales, attitude des pouvoirs publics, **19**, 228 et s.; point de vue économique du problème, **19**, 229; avantages des ententes, **19**, 230; inconvénients : disparition de la salutaire concurrence, **19**, 231; point de vue politique du problème, **19**, 235; action des pouvoirs publics, **19**, 238.

Turcs. — V. *Apatrides.*
Turquie. — V. *Reconnaissance d'Etats. Succession d'Etats.*
Tutelle. — V. *Conflit de lois. Domicile. Droit international privé (Bulgarie). Droit international privé (Pologne). Mandats internationaux.*
Tutelle des pays mineurs. — V. *Mandats internationaux.*
Tutelle étatique. — V. *Individu.*

U

Unanimité (règle de l'). — V. *Pacte de la Société des Nations. Société des Nations. Sujets du droit international.*
Unification de la jurisprudence. — V. *Tribunaux arbitraux mixtes.*
Unification de législations criminelles. — V. *Lutte internationale contre la criminalité.*
Unification des monnaies. — V. *Crédits bancaires internationaux.*
Unification du droit bancaire international. — V. *Crédits bancaires internationaux.*
Unification du droit international privé. — V. *Conférences de droit international privé. Droit international privé* (Italie).
Unification internationale du droit. — V. *Conférences de droit international privé.*
Unification internationale du droit pénal. — V. *Crimes contre la personnalité de l'Etat.*
Union balte. — V. *Régionalisme.*
Union baltique. — V. *Mer Baltique.*
Union d'Etats.

Les Unions d'Etats, **24**, 447. Classification des Etats, ses défauts, **24**, 447; origine de la classification des Unions d'Etats, Pufendorf, **24**, 448; Jellineck, **24**, 450; plan d'une classification des Unions d'Etats dans le domaine des relations internationales, **24**, 452; première forme d'association entre Etats affectant les seules relations des Etats associés entre eux, sans affecter leurs relations avec les Etats tiers, **24**, 456 et s.; deuxième forme d'association entre Etats, en vertu de laquelle les Etats associés apparaissent dans le domaine des relations internationales comme formant un groupe, l'activité de chacun d'eux continuant toutefois à s'exercer d'une manière individuelle, **24**, 459; troisième forme d'association entre Etats en vertu de laquelle une partie de l'activité internationale des Etats associés s'exerce par le moyen d'organes communs à ces Etats, **24**, 462 et s.; les Unions douanières, **24**, 463; les Unions administratives, **24**, 465; l'Union personnelle, **24**, 467 et s.; aucune fusion de l'activité internationale des Etats membres, **24**, 467; les Unions personnelles dans l'histoire, **24**, 469 et s.; groupements d'Etats sans figure déterminée ni personnalité juridique, **24**, 475; quatrième forme d'association entre Etats en vertu de laquelle, à côté de l'activité individuelle des Etats associés, s'exerce une activité internationale du groupe comme tel, qui, de ce fait, acquiert la personnalité, **24**, 478 et s.; personnalité juridique de droit internatoinal, **24**, 478; les Unions douées de la personnalité en général, **24**, 481; la Société des Nations, sa classification au sein des Unions d'Etats, **24**, 483; sa personnalité dans ses rapports avec les Etats non membres, **24**, 485; sa comparaison avec les groupements d'Etats, **24**, 487;

la Confédération a-t-elle sa personnalité internationale ?, **24**, 489; il est logique de la lui reconnaître, **24**, 490; possibilité de relations avec d'autres Etats, **24**, 491; l'Etat fédéral, **24**, 495; distinction entre Etat fédéral et Confédération, **24**, 496; la Confédération n'est pas un Etat, l'Etat fédéral en est un, **24**, 499; caractère fondamental de l'Etat, **24**, 500; les Constitutions fédérales, **24**, 501; exemple du Reich allemand de 1871, **24**, 504; l'Union réelle, **24**, 505; son caractère, **24**, 505; diversité de son caractère, **24**, 506; exemples d'Unions réelles, **24**, 507 et s.; l'Empire britannique, fondé tantôt sur la reconnaissance des autonomies locales, tantôt sur les tendances à la centralisation, **24**, 511; définition de l'ensemble de l'Empire, Conférence de 1926, **24**, 512; le Commonwealth, **24**, 513; les Dominions, ils participent aux accords de droit international, **24**, 513; ils sont membres individuels de la Société des Nations, **24**, 514; l'Empire britannique négocie les traités comme une entité unitaire, **24**, 516; il ne constitue pas un Etat, **24**, 519; situation de la Grande-Bretagne dans l'Empire, **24**, 520; place de l'Empire britannique dans la classification des Unions d'Etats, **24**, 522; cinquième forme d'association entre Etats en vertu de laquelle l'activité internationale du groupe comme tel s'exerce seul, l'activité individuelle des Etats associés étant supprimée ou entièrement subordonnée à celle du groupe, **24**, 526 et s.; Etat fédéral parfait : caractère d'Etat de ses membres, **24**, 526; différence entre l'Etat fédéral non parfait et le parfait, **24**, 527; Constitution de 1787 des Etats-Unis, **24**, 528; Constitution du Mexique de 1857, **24**, 529; Constitutions argentine, brésilienne, **24**, 529; Constitution helvétique de 1874; **24**, 530; Constitution autrichienne de 1920, **24**, 531; Constitution allemande de Weimar de 1919, **24**, 532; l'Union des Républiques socialistes soviétiques, **24**, 534; sixième forme d'association entre Etats, en vertu de laquelle l'activité internationale d'un Etat du groupe s'exerce seule, l'activité individuelle des autres Etats associés étant supprimée ou subordonnée à celle de l'Etat supérieur, **24**, 537 et s.

V. *Etat. Organisation internationale. Sujets du droit international.*

Union de Berne. — V. *Droits de l'homme. Œuvres littéraires et artistiques.*

Union des Associations. — V. *Apatrides.*

Union des biens. — V. *Régime matrimonial.*

Union des Eglises chrétiennes. — V. *Confessions religieuses.*

Union douanière. — V. *Clause de la nation la plus favorisée. Politique commerciale internationale.*

Union économique. — V. *Organisation économique de la paix.*

Union esto-lettone. — V. *Mer Baltique.*

Union européenne. — V. *Droit administratif international. Société des Nations.*

Union internationale de droit pénal. — V. *Lutte internationale contre la criminalité.*

Union internationale de secours. — V. *Droits de l'homme.*

Union interparlementaire. — V. *Conciliation internationale. Guerre. Pacte de la Société des Nations. Zones démilitarisées.*

Union panaméricaine. — V. *Conférences de droit international privé. Droit international privé (Angleterre). Immunités internationales.*

Union personnelle. — V. *Sujets du droit international.*

Union postale universelle. — V. *Dominions britanniques. Droit administratif international. Immunités internationales. Unions internationales.*

Union réelle. — V. *Sujets de droit international.*

Union universelle. — V. *Double imposition.*

Unions administratives internationales. — V. *Personnes morales. Unions d'Etats.*

Unions douanières.

Droit et technique des traités de commerce. Unions douanières, **3**, 437; définition de l'Union douanière, **3**, 437; « Zollverein » allemand, **3**, 440; Unions douanières contemporaines, **3**, 446.

L'Union douanière européenne, **48**, 575 et s. Nature de l'Union douanière, celles qui existent actuellement en Europe, **48**, 575 et s.; notion générale d'Union douanière, diverses modalités possibles de l'Union, **48**, 575 et s.; caractères de l'Union douanière parfaite, **48**, 575; l'Union imparfaite, **48**, 576; objet essentiel : élargissement du marché, **48**, 577; aspect politique de l'Union, **48**, 577; le « Zollverein », **48**, 578 et s.; Allemagne divisée en quarante Etats au début du XIX^e^ siècle, conséquence au point de vue douanier, formation d'Unions douanières englobant chacune un certain nombre d'Etats, leur fusion progressive a formé le « Zollverein », **48**, 579; projets d'Union douanière antérieurs à 1914, **48**, 580; Unions douanières actuelles en Europe, **48**, 583. Conception de l'Union douanière européenne, **48**, 584 et s.; ce qui distingue la conception de l'Union douanière européenne des Unions existantes ou proposées antérieurement en Europe, **48**, 584 et s.; promoteurs de l'Union douanière européenne, Comité international et Comités nationaux, propagande, **48**, 586 et s. Mémorandum français du 17 mai 1930; **48**, 589 et s. Doctrine de l'Union douanière européenne et politique commerciale actuelle, **48**, 593 et s.; exaspération des nationalismes économiques en face de cette doctrine, **48**, 593 et s.; efforts de la Société des Nations en faveur d'une politique commerciale libérale, son échec, **48**, 594; caractères dominants de la politique commerciale actuelle, **48**, 596 et s.; emploi intensif des tarifs douaniers, restriction ou abandon de la politique des conventions, **48**, 596; contingentement, mesures administratives, **48**, 597; explication de cette politique commerciale, **48**, 599; essai de délimiter ce qui est réalisable et ce qui ne l'est pas dans la conception d'une Union douanière européenne, **48**, 601 et s. Bases économiques de la conception d'une Union douanière européenne, **48**, 606 et s.; morcellement européen, paradoxe économique, **48**, 606; division internationale du travail, **48**, 607; formation dans le monde de grandes unités économiques, **48**, 609; questions économiques aux Etats-Unis, VII^e^ Conférence panaméricaine (Montevideo, 1933), renvoi de la discussion à une Conférence ultérieure, désir de création d'un organisme interaméricain de coopération économique et financière, **48**, 612 et s. Issues restant ouvertes à la conception de l'Union douanière européenne, **48**, 615 et s.; armistice économique, **48**, 615; abaissement par étapes des tarifs douaniers, **48**, 616; interdiction de certains procédés de lutte économique, **48**, 618; systèmes de tarifs préférentiels, **48**, 619; projet d'entente économique régio-

nale des Etats balkaniques, **48**, 621; procédés pour diminuer le morcellement du continent européen, **48**, 624.

Unions internationales.

Les Unions internationales de nature économique, **3**, 181. Les Unions nationales de nature économique en général, **3**, 184. Les Unions se rapportant à l'agriculture, **3**, 189; l'Institut international d'agriculture, **3**, 189; Unions pour combattre le phylloxéra, **3**, 191; pour conserver oiseaux utiles à l'agriculture et espèces animales en Afrique, **3**, 193; Unions relatives à la pêcherie, à l'exploration et à l'exploitation des mers, **3**, 194. Unions se rapportant à l'industrie, y compris les productions de l'esprit, **3**, 197; Institut international du froid, **3**, 197; Union pour protection de la propriété industrielle, **3**, 198; Union pour protection de la propriété littéraire et artistique, **3**, 204. Unions se rapportant au commerce, **3**, 213; Unions internationales douanières, **3**, 213; Union relative au régime des sucres, **3**, 218; Union métrique des poids et mesures, **3**, 222; Unions monétaires, **3**, 224; Unions pour certaines publications et divulgations de certaines publications d'intérêt économique et général, **3**, 229; échanges internationaux de documents officiels, **3**, 229; publication des tarifs douaniers, **3**, 231; établissement d'une statistique commerciale internationale, Convention de Bruxelles du 31 décembre 1913, **3**, 233; publication des traités et leur enregistrement d'après le Pacte de la Société des Nations, **3**, 236; programme commercial économique de la Société des Nations et l'Union internationale pour simplification des formalités douanières, **3**, 241. Les Unions internationales de nature économique se rapportant au trafic, au transit et aux moyens de communication, **3**, 251; rôle de la Société des Nations en général, **3**, 252; l'Union internationale pour la liberté du transit, **3**, 260; quelques Unions internationales de voies de communication développées sous les auspices de la Société des Nations, **3**, 264; nature économique des Unions internationales concernant les voies, moyens et entreprises de communication, **3**, 265; ports maritimes, **3**, 266; eaux intérieures navigables, **3**, 266; voies ferrées et automobiles, **3**, 267; navigation aérienne, **3**, 271; Unions internationales télégraphique et téléphonique, radiotélégraphique et radiotéléphonique, **3**, 272; Union postale universelle, **3**, 278.

Théorie générale des Unions internationales, **7**, 345. Place des Unions internationales dans les traités, **7**, 345 et s.;traité-contrat et traité-« vereinbarung », **7**, 349; définition de Renault, Unions internationales sont des traités collectifs avec clause d'accession, **7**, 352 et s.; les Unions et l'Administration internationale, administration internationale et droit international administratif, **7**, 355 et s.; éléments qui caractérisent les Unions, elles sont des traités organisés, **7**, 359 et s.; caractères distinctifs des Unions, leurs organes, **7**, 366 et s.; détermination de la forme d'une Union, **7**, 369; organes qualifiés commissions, organes qualifiés bureaux ou offices, **7**, 374; caractère temporaire ou permanent des Unions, **7**, 377; effets de la guerre sur les Unions, **7**, 381; la Société des Nations envisagée comme Union, **7**, 385.

V. *Droit administratif international. Immunités internationales. Œuvres littéraires et artistiques. Propriété industrielle. Traité de commerce. Unions douanières.*

Unions monétaires. — V. *Monnaie.*
Unions personnelles. — V. *Unions d'Etat.*
Unité. — V. *Faillite.*
Unité géographique. — V. *Nationalités.*
Universalisme. — V. *Droit aérien.*
Universalisme des règles du droit des gens. — V. *Régionalisme.*
Universalité. — V. *Faillite. Pacte de la Société des Nations. Régime matrimonial. Société des Nations.*
Universalité de la répression. — V. *Crimes et délits internationaux. Jugement répressif étranger.*
Universalité de la Société des Nations. — V. *Régionalisme.*
Universalité de la succession. — V. *Succession.*
Usage de longue date. — V. *Sources du droit international.*
Usine de Chorzow (affaire de l'). — V. *Mesures conservatoires.*
Usine de produits chimiques (délimitation des). — V. *Guerre chimique.*
Usurpation de paternité. — V. *Plagiat.*
« Uti possidetis ». — V. *Frontières.*
Utilitarisme. — V. *Droit naturel.*

V

Vagabondage. — V. *Expulsion.*
Vaisseaux de guerre. — V. *Police internationale.*
Vaisseaux de guerre et aéronefs étrangers. — V. *Territoire.*
Valeurs internationales. — V. *Or.*
Valeurs mobilières étrangères. — V. *Impôt.*
Validation de l'illégalité. — V. *Reconnaissance d'Etats.*
Validité de la sentence. — V. *Procès international.*
Validité internationale. — V. *Traités.*
Validité interne. — V. *Traités.*
Vallées originelles. — V. *Frontières.*
Valorisation. — V. *Monnaie.*
Valorisation des dettes et créances. — V. *Tribunaux arbitraux mixtes.*
Variations. — V. *Monnaie.*
Vassal. — V. *Inviolabilité des traités.*
Vasselage. — V. *Sujets du droit international.*
Vengeance du sang. — V. *Sauvages américains.*
Vente. — V. *Conflit de lois. Droit international privé (Etats-Unis). Impôts.*
Vente des armes. — V. *Guerre juste.*
Vente du navire. — V. *Navire de commerce.*
Verbalisme de la politique étrangère. — V. *Politique intérieure.*
« Vereinbarung » (Traité-loi). — V. *Droit international. Droit international public. Œuvres littéraires et artistiques. Règle « pacta sunt servanda ». Sources du droit international.*
« Vicarious enforcement ». — V. *Intervention.*
Vice de consentement. — V. *Droit international. Règle « pacta sunt servanda ». Traités.*
Vice de procédure. — V. *Voies de recours.*
Vie des peuples. — V. *Organisation internationale.*
Vie économique. — V. *Politique économique internationale.*
Vie intellectuelle.

Coopération intellectuelle internationale (V. *Coopération intellectuelle internationale*, **9**, 311). Accroissement de l'Information,

9, 321; progrès de l'instruction, **9**, 322; accroissement de l'élite cultivée, **9**, 324; progrès matériel a aidé le progrès intellectuel, **9**, 325; influence de la guerre sur les intelligences et la vie intellectuelle, **9**, 332 et s.; attrait des professions lucratives, **9**, 337; industrie, démocratie et intelligence, **9**, 340 et s.; dépenses pour la vie intellectuelle, insuffisance, **9**, 345; fausses valeurs intellectuelles, mécontentement des intellectuels, entreprises de dégradation intellectuelle, **9**, 351 et s. Propagande pour le progrès intellectuel, connaissance du fonctionnement de la vie intellectuelle, **9**, 361; diffusion de l'instruction élémentaire, **9**, 362; meilleure organisation de la vie intellectuelle, **9**, 363.

Vie internationale. — V. *Droit administratif international. Organisation internationale. Principes généraux du droit. Relations diplomatiques. Sources du droit international.*

Vikings scandinaves. — V. *Mer Baltique.*

Ville libre de Dantzig. — V. *Frontières. Pétition. Sujets du droit international.*

Villes franches. — V. *Zones franches.*

Violation d'engagements internationaux. — V. *Crimes et délits internationaux.*

Violation d'une zone démilitarisée. — V. *Crimes et délits internationaux.*

Violation des traités. — V. *Inviolabilité des traités. Reconnaissance d'Etats. Règle « pacta sunt servanda ».*

Violation du compromis. — V. *Procédure internationale.*

Violation du droit d'auteur. — V. *Plagiat.*

Violation du droit pénal international. — V. *Crimes et délits.*

Violation du droit international. — V. *Codification du droit international. Cour permanente de justice internationale.*

Violences. — V. *Représailles. Traités.*

Visas. — V. *Passeport.*

Visite (droit de).

Le droit de visite et de capture (V. *Capture*, **11**, 83) dans la guerre maritime, **11**, 69. But de la guerre maritime, moyens de l'atteindre, ruine du commerce ennemi et maintien des voies de communication, **11**, 70; droit de visite des navires de commerce en pleine mer, nature de ce droit, **11**, 72; vérification de la nationalité du navire ou enquête sur le pavillon, **11**, 73; historique du droit de visite, consulat de la mer, **11**, 74; proposition par l'Institut américain de droit international d'abolition du droit de visite, **11**, 77; le droit de visite est un droit de guerre, il cesse avec elle, les insurgés n'ont pas ce droit, **11**, 78; le droit de visite s'exerce partout sauf en eaux territoriales neutres, **11**, 79; les navires armés par des particuliers ne peuvent exercer ce droit, **11**, 82; corsaires, Déclaration de Paris de 1856, abolition de la course maritime, **11**, 85. (V. *Navire de commerce*, **11**, 87. *Sous-marins*, **11**, 91.) Droit de visite, **11**, 93 et s.; droit de visite par aéronefs, Commission de La Haye sur la guerre aérienne, **11**, 97 et s.; points de vue des diverses délégations (américaine, britannique, japonaise, italienne, néerlandaise, française), **11**, 100 et s.; droits de visite d'aéronefs sur d'autres aéronefs, **11**, 103; tous les navires de commerce ennemis ou neutres peuvent être visités, **11**, 104; situation des navires de l'Etat autres que les navires de guerre, Conférence de Bruxelles (1926) pour l'unification du droit maritime, **11**, 105; convoi,

utilisation des convois pendant la guerre 1914-1918, négociations anglo-hollandaises de 1918, Déclaration de Londres réglementation des convois, **11**, 108 et s.; admission sauf par l'Angleterre de l'exemption de la visite pour les navires neutres sous convoi neutre, **11**, 110; navires de commerce neutre convoyés par un navire de guerre ennemi, **11**, 112; formalités de la visite, **11**, 114 et s.; procédure de la visite, **11**, 118; la visite précède la capture, bateaux qui échappent à la visite, **11**, 119; droit de résistance à la visite, **11**, 120; bateaux de commerce armés pour leur défense, **11**, 121; navires de commerce convoyés par un navire de guerre belligérant, difficulté dans l'exercice du droit de visite, **11**, 124; la résistance par la force à la visite est un acte d'hostilité, **11**, 125; résistance d'un navire neutre aux actes irréguliers d'un belligérant, **11**, 126; causes des difficultés de la visite en mer, visite dans les ports, protestation des Etats-Unis, **11**, 129; correspondance anglo-américaine, **11**, 130; divers cas de déroutement, déroutement pratiqué par l'Angleterre, arrêts de la Cour des prises, **11**, 132 et s.; la pratique anglaise du déroutement fut suivie par d'autres belligérants pendant la guerre, **11**, 136; précautions à prendre contre l'abus du droit de visite dans les ports, **11**, 138.

V. *Guerre maritime. Mer. Navire de commerce. Sous-marins. Traite des noirs.*

Vitoria.

François Vitoria et l'école moderne de droit international, **17**, 113 et s. Vitoria et Grotius, leur différence, **17**, 117; origines de Vitoria, son enfance, sa formation spirituelle, **17**, 119; sa chaire de « Prima Teologia » à Salamanque, **17**, 122; ses prédécesseurs, **17**, 123; ses théories, **17**, 126; les « Relecciones » de Vitoria, **17**, 128 et s.; légitimité de la conquête de l'Amérique, motifs invoqués pour sa justification, **17**, 130 et s.; comment Vitoria réfute ces motifs, **17**, 132 et s.; péchés mortels des Indiens ne leur fait pas perdre le droit de domination, **17**, 133; distinction par Vitoria des titres acquisitifs, illégitimes et des titres légitimes, **17**, 135; problème de l'extension de la souveraineté : autorité universelle de l'Empereur, **17**, 136 et s.; l'impérialisme et son fondement, **17**, 136; les partisans de l'autorité impériale, **17**, 138 et s.; Vitoria anti-impérialiste, **17**, 142; les arguments de l'impérialiste Sepulveda, **17**, 143; les réfutations de Vitoria, **17**, 145; lettre de Charles-Quint (1539), lutte de l'Empereur contre Vitoria, **17**, 146 et 147; autorité universelle temporelle du Pontife romain, **17**, 149 et s.; bulle d'Alexandre VI (1493), **17**, 149; est-elle attributive des territoires d'Amérique au Roi d'Espagne ?, **17**, 151; la bulle, ayant effet pour l'avenir et effet rétroactif, semble attribuer une souveraineté, **17**, 155; Vitoria lui refuse tout caractère attributif de souveraineté, ses motifs, **17**, 156 et s.; occupation comme moyen d'acquérir la souveraineté, **17**, 160 et s.; thèse niant la souveraineté des indigènes, **17**, 161; motif tiré au XVI^e^ siècle de l'évangélisation des indigènes, motif tiré au XIX^e^ siècle de leur civilisation, **17**, 162; Vitoria maintient la souveraineté des Indiens soutenant que ceux-ci pouvaient étendre leur souveraineté sur des terres espagnoles s'ils venaient à les découvrir, **17**, 166; la souveraineté est-elle incompatible avec l'infidélité , **17**, 168 et s.; thèse d'Innocent IV : les infidèles

ont un droit de juridiction et de possession, thèse d'Hostiensis : la guerre des fidèles contre les infidèles est juste, **17**, 169; thèse de Vitoria, conditions à remplir pour que les Indiens soient responsables de ne pas accepter la foi chrétienne, **17**, 172 et s.; le délit de droit des gens, **17**, 176 et s.; délit de droit des gens, juridiction compétente, **17**, 176; délits commis par les indigènes, leur classification par Vitoria, violation de la loi divine, violation de la loi naturelle, **17**, 177; péchés contre la loi naturelle, juridiction pour les juger d'après Vitoria, **17**, 178 et s.; les traités de cession et leur légitimité, **17**, 182 et s.; traités de cession entre Etats colonisateurs et chefs de tribus, leurs effets, **17**, 183; effet de violence (morale ou matérielle) sur la validité d'un traité, **17**, 184; Vitoria refuse validité aux traités de cession avec les Indiens dans l'ignorance et dont la volonté n'est pas libre, **17**, 187; Vitoria demande l'assentiment des gouvernants et celui des gouvernés, **17**, 189; argument tiré des abominations des Indiens que Dieu punit par la conquête espagnole, réfutation de Vitoria, **17**, 191. (V. *Droits fondamentaux des Etats*, **17**, 195.) Droit de communication, **17**, 195; les titres acquisitifs légitimes déterminés par Vitoria, **17**, 195; la société et communication naturelle, **17**, 196; définition par Vitoria du droit international, **17**, 197; droit de communication, droit de le refuser s'il est un danger pour la souveraineté, **17**, 199; le droit de communication entraîne la liberté des mers, **17**, 202; le droit de commerce, **17**, 206 et s.; Vitoria fait dériver le droit de commerce de la liberté de navigation, **17**, 206; la doctrine sur le droit de commerce, **17**, 207; les trois caractéristiques du droit de commerce international, **17**, 210; Vitoria réfute la doctrine qui regarde comme imparfait le droit de commerce et refuse toute sanction envers un peuple récalcitrant, **17**, 213; il admet la sanction et justifie la guerre contre l'Etat qui refuse de commercer, **17**, 213; réalisation du droit de communication suppose parfois fixation d'un étranger dans un pays, **17**, 215; Vitoria pose le double problème de la nationalité d'origine et de la naturalisation, **17**, 215 et s.; le droit d'intervention et la solidarité internationale, **17**, 219 et s.; théorie classique de l'intervention, **17**, 220; contradictions de ceux qui condamnent l'intervention, **17**, 221; cas où l'intervention se produit, **17**, 223; motifs qu'invoque Vitoria pour justifier l'intervention, **17**, 224; devoir de prêcher la vérité, autorité du Pontife romain, **17**, 229; prédication de l'Evangile et action coercitive de l'Espagne, rapport établi par Vitoria, **17**, 229; droit de souveraineté et pactes, élections et protections, **17**, 232 et s.; collaboration militaire sollicitée par un peuple en guerre, Vitoria ne l'admet que si la guerre est juste, **17**, 233; élections, remplacement du Prince, Vitoria défend le principe de la souveraineté populaire, **17**, 234; exercice de l'activité espagnole vis-à-vis des Indiens, Vitoria lui assigne comme but : le bien du peuple, **17**, 236; cette intervention doit être provisoire, comparaison avec l'article 22 du Pacte, **17**, 237; le droit de la guerre (V. *Guerre*, **17**, 242). Caractère licite de la guerre, **17**, 242 et s.; arguments de Vitoria pour déclarer licite pour les chrétiens de porter les armes et de faire la guerre, **17**, 247; justice formelle de la guerre, **17**, 249 et s.; autorité compétente pour déclarer la guerre, **17**, 249 et s.;

opinion de Vitoria, **17**, 256; Vitoria et les guerres offensives et défensives, **17**, 257; la justice essentielle de la guerre, **17**, 261 et s.; le droit à la guerre et le droit de la guerre, **17**, 261; pensée de Vitoria sur le problème de la justice essentielle de la guerre, **17**, 264; guerres pour motif religieux, **17**, 265; guerres de conquête, **17**, 266; doctrine de Vitoria sur elles, **17**, 269; rapport entre la doctrine de Vitoria sur l'impérialisme et le droit international américain, **17**, 270; comment Vitoria caractérise une juste cause de guerre, **17**, 272; la guerre est juste contre ceux qui ont commis le mal, violé le droit, **17**, 272 et s.; doctrine de saint Thomas, **17**, 274; différence entre les conceptions de Vitoria et de Grotius sur les guerres justes, **17**, 275; justice de la guerre comme problème de conscience, **17**, 278 et s.; les sanctions d'une guerre juste d'après Vitoria : récupération, indemnité, **17**, 279; destruction, **17**, 281; qui décidera si la guerre est juste, rôle du Prince, des citoyens, doctrine de Vitoria qui exige le Conseil des citoyens savants et vertueux, **17**, 283 et 284; devoir des citoyens en cas de guerre injuste, **17**, 285; cas où la justice de la guerre est douteuse, **17**, 287; doctrine de Vitoria préconisant, dans le doute, les solutions pacifiques, **17**, 289; devoir des citoyens, **17**, 289; cas d'une guerre juste des deux côtés, **17**, 294; les théologiens excluent ce cas, **17**, 294; Vitoria examine le cas de l'ignorance invincible, **17**, 295 et s.; sanctions personnelles de la guerre, **17**, 299 et s.; les non-combattants, **17**, 299 et s.; au XVI^e^ siècle, soldats et non-belligérants, **17**, 302; doctrine de Vitoria sur le respect des vies d'innocents, **17**, 304 et s.; la propriété innocente saisissable selon Vitoria si cela est nécessaire, y compris les transports maritimes, **17**, 308 et s.; sort des habitants innocents du pays ennemi, doctrine de Vitoria, **17**, 311; les combattants, au cours des combats, après la victoire, **17**, 312 et s.; sanctions matérielles de la guerre, biens meubles, doctrine de Vitoria sur la restitution du butin, **17**, 316 et s.; les biens immeubles, Vitoria préconise le système de la compensation, **17**, 321; doctrine de Vitoria sur les conditions d'occupation de forteresse, d'acquisition d'immeubles, **17**, 321 et s.; silence de Vitoria sur l'annexion par droit de conquête, **17**, 324; sanctions à l'égard des princes vaincus, **17**, 327.

V. *Droit naturel. Guerre hors la loi. Sauvages américains.*

Vœu populaire. — V. *Nationalités.*

Voie diplomatique. — V. *Souveraineté.*

Voie libre (principe de la). — V. *Mer Baltique.*

Voies d'exécution. — V. *Fonction exécutive en droit international.*

Voies d'instruction. — V. *Preuve.*

Voies de communication.

LIBERTÉ DES VOIES DE COMMUNICATION (V. *Canaux maritimes*, **2**, 194. *Chemins de fer*, **2**, 263. *Détroits maritimes*, **2**, 182. *Fleuve international*, **2**, 219. *Mer (Haute)*, **2**, 132. *Mer territoriale*, **2**, 161. *Navigation aérienne*, **2**, 274. *Territoire maritime*, **2**, 170. *Transit*, **2**, 270). Antagonisme de la souveraineté des Etats et de l'intérêt général de la société des Etats, **2**, 129 et s.; critérium des solutions rationnelles et pratiques, **2**, 131; sauf en haute mer et mer territoriale, la liberté des voies de communication est subordonnée au consentement des Etats, **2**, 281.

L'ORGANISATION INTERNATIONALE DES VOIES DE COMMUNICATION, **5**, 163. Etat

maître des voies de communications sur son territoire et collectivité désirant les utiliser largement, **5**, 164; importance actuelle du problème du régime international des voies de communication, **5**, 165; Conférence de Genève, **5**, 166. (V. *Fleuve international*, **5**, 175.) Organisation permanente, le régime international des voies de communication sous le contrôle de la Société des Nations, **5**, 201.

V. *Communications internationales. Mer. Navigation aérienne. Unions internationales. Visite (droit de).*

Voies de recours.

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE COMME INSTANCE DE RECOURS, **43**, 5 et s. Justice internationale et voies de recours, **43**, 5 et s.; caractère définitif des sentences internationales, **43**, 5 et s.; motifs d'ordre politique d'éviter le malaise engendré par l'incertitude d'une décision arbitrale entre Etats, **43**, 5; motifs d'ordre technique, **43**, 6; voies de recours ordinaires, **43**, 9 et s.; opposition aux jugements par défaut, **43**, 9; l'appel, nécessité de son institution par traité, **43**, 10; motifs de l'institution d'appel, **43**, 13; objections de nullité et problème d'instance, **43**, 15; légitimité d'inexécution des sentences internationales, **43**, 16; exception de nullité, **43**, 16; Convention de Washington pour l'établissement d'une Cour de justice centro-américaine, faculté de révision dans le cas d'un juge suspect de partialité ou de découverte d'un fait nouveau, **43**, 22; solutions à envisager, **43**, 24 et s.; organisation et caractère de la Cour la prédisposent à remplir le rôle d'instance de recours par rapport aux autres organismes juridictionnels, **43**, 24; propositions nombreuses ayant cet objet, **43**, 25; courants en faveur du contrôle des jugements, issus des Conférences de La Haye de 1899 et 1907, **43**, 26. Voies de recours et droit positif, **43**, 28; tendance à instituer des degrés d'instance dans la procédure internationale, **43**, 28; juridiction de recours *stricto sensu*, **43**, 30 et s.; fonctions d'instance d'appel conférées à la Cour permanente par Accord du 28 avril 1930 (réformes agraires et tribunaux mixtes) entre Hongrie, Roumanie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie, **43**, 31; l'appel a-t-il caractère suspensif d'exécution ?, **43**, 33; question de l'admissibilité d'un appel incident, **43**, 34; nature du recours, **43**, 37; traité de conciliation, d'arbitrage norvégien-luxembourgeois, recours basé sur la nullité d'une décision du tribunal arbitral, **43**, 38; procédure de recours devant la Cour, **43**, 40; nullité partielle et divisibilité corrélative de la sentence, **43**, 42 et 43; compétence de la Cour à l'égard de différends non juridiques, **43**, 44; procédure du recours, lacunes et défauts de son organisation, dans la Convention internationale (frontière) entre Belgique, Luxembourg et Pays-Bas (1932), **43**, 45; traité de commerce danois-letton (1924), compétence de la Cour pour réviser les sentences d'un tribunal arbitral, **43**, 48; sens du terme « révision », **43**, 49; recours contre les décisions des organismes internationaux d'ordre administratif, **43**, 51 et s.; autres juridictions internationales pouvant réexaminer et contrôler des décisions d'ordre administratif, **43**, 55; recours *in limine litis* et *litis pendente*, but du recours, **43**, 58; refus à la Cour d'évoquer toute l'affaire pour statuer sur le fond en même temps que sur l'incident, **43**, 60; exemple d'extension de la compétence de

la Cour à « toute question de droit international », **43**, 61; questions nouvelles en appel devant la Cour que les Parties n'ont pas soulevées devant le tribunal arbitral du premier degré (article 41 de l'Acte général de Genève), **43**, 63 et s. Causes de pourvoi et théorie des actions en nullité, **43**, 68 et s.; fondement matériel du recours, **43**, 68 et s.; connexité du recours et « clause facultative », **43**, 72; non-extension aux recours contre des décisions arbitrales des effets de la clause facultative, **43**, 74; absence de recours et action en nullité, **43**, 77 et s.; sentences injustes et sentences nulles, différence, **43**, 84; exclusion de l'action en illégalité, admission de l'action en nullité de la sentence, **43**, 84; vices de procédure, incompétence, excès de pouvoir, **43**, 88 et s.; distinction entre erreurs *in procedendo* et erreurs *in judicando*, **43**, 91; la juridiction et la compétence en droit interétatique, comparaison avec celle du droit interne, **43**, 95; non-existence et nullité des jugements, **43**, 101 et s. (V. *Cour permanente de justice internationale*, **43**, 107.)

V. *Arbitrage international. Arbitrage privé. Contrôle judiciaire. Déni de justice. Cour permanente de justice internationale. Tribunaux arbitraux mixtes.*

Voies de recours internes (épuisement des). — V. *Recevabilité. Tribunaux internationaux.*

Voies navigables.

Limitation de la souveraineté. Liberté des communications, **6**, 32. V. *Conférence de Barcelone. Fleuve international. Ports intérieurs.*

Voies télégraphiques. — V. *Servitudes internationales.*

Volonté. — V. *Autonomie de la volonté.*

Volonté (manifestation de). — V. *Nationalité de la femme mariée.*

Volonté de paix. — V. *Souveraineté.*

Volonté des époux. — V. *Régime matrimonial.*

Volonté des Etats. — V. *Coutume internationale. Droit international.*

Volonté des parties. — V. *Cour permanente de justice internationale. Traités.*

Votation populaire. — V. *Droit constitutionnel. Politique extérieure.*

Vote. — V. *Dominions britanniques. Etranger.*

Vote des femmes. — V. *Plébiscite.*

Voyageur de commerce. — V. *Impôt.*

W

« Wakfs ». — V. *Tribunaux d'Egypte.*

Westlake (John) (1828-1913).

Contribution de quatre grands juristes britanniques au droit international, **40**, 5 et s. John Westlake, biographie, **40**, 23; définition du droit international privé, **40**, 25; un des fondateurs de la *Revue de droit international et de législation comparée*, **40**, 26; sa suggestion d'une formule d'arbitrage entre l'Angleterre et les Etats-Unis au sujet des frontières de la Guyane anglaise, **40**, 27; son enseignement à Cambridge du droit international, **40**, 29 et s.; sa conception des individus comme sujets du droit international, **40**, 31; vue de Westlake sur les sources du droit international, **40**, 33; raison comme source du droit international, **40**, 35; souveraineté et indépendance des Etats, droits

fondamentaux des Etats, **40**, 37; vue de Westlake sur la navigation des fleuves internationaux et l'extradition, **40**, 38; sa doctrine sur la guerre et la neutralité, **40**, 40 et s.; ses vues sur le blocus et la contrebande, **40**, 42. (V. *Lorimer*, **40**, 7. *Hall*, **40**, 44. *Holland*, **40**, 66.)

Wimbledon (affaire du). — V. *Traités.*

Z

« Zollverein ». — V. *Libre-échange et protectionnisme. Politique commerciale internationale. Unions douanières.*

Zone contiguë. — V. *Mer territoriale. Territoire.*

Zone de Tanger. — V. *Police internationale.*

Zone polaire. — V. *Territoire.*

Zones démilitarisées.

Les zones démilitarisées comme partie d'un régime de sécurité internationale, **26**, 591 et s. Divers aspects de la sécurité internationale, **26**, 591; trois moyens de sécurité internationale : interdiction de la guerre d'agression, **26**, 592; assistance mutuelle, **26**, 594; Pacte rhénan, **26**, 597; désarmement, **26**, 598; la sécurité dépend de l'organisation internationale, **26**, 599; zones démilitarisées au point de vue de la sécurité internationale, **26**, 600; maintien présumé en temps de guerre de certaines restrictions établies en temps de paix, **26**, 601; neutralisation, zone neutre, **26**, 602; violation d'une zone démilitarisée, droit de légitime défense, **26**, 603; les zones frontières démilitarisées établies en vue de garantir l'état de paix entre deux Etats, **26**, 605; les raisons d'établir une zone démilitarisée, **26**, 605; situation moins favorable des Etats secondaires, **26**, 607; zones démilitarisées d'ordre général et zones d'ordre particulier, **26**, 608; traité d'assistance mutuelle de 1923, article 9, **26**, 610; Protocole de Genève de 1924, article 9, **26**, 611; projets de l'Union interparlementaire, **26**, 612 et s.; application pratique des principes concernant les zones frontières démilitarisées d'une portée limitée, **26**, 621; multiplicité des formations caractérisées comme zones démilitarisées, **26**, 621; région du Chablais et du Faucigny, **26**, 621; lacs américains séparant le Canada et les Etats-Unis, **26**, 622; zone neutre entre Suède et Norvège, **26**, 623; les dispositions du traité de Versailles, **26**, 626; autres conventions prévoyant des zones démilitarisées, **26**, 628; Convention de 1920, démilitarisation du Spitzberg attribué à la Norvège, **26**, 629; règles en matière de zones démilitarisées, **26**, 631; zone démilitarisée et neutralisée formée par les îles d'Aland, **26**, 632; les Conventions de 1856 et 1921, **26**, 632; portée de la démilitarisation de la Convention de 1921, **26**, 633; fortification des îles d'Aland par la Russie pendant la guerre, **26**, 634; indépendance de la Finlande en décembre 1917, conséquences, **26**, 634; avis de la Commission des juristes de la Société des Nations, le traité de Paris de 1856 non abrogé, la Finlande succède aux obligations de la Russie, **26**, 636; Convention de 1921 reconnaissant la souveraineté (contestée par la Suède) de la Finlande sur les îles d'Aland, **26**, 637; en quoi consiste la démilitarisation des îles, **26**, 638; neutralisation immédiate en cas d'une guerre quelconque, **62**, 640; pratique-

ment, la guerre doit intéresser la Baltique, **26**, 641; garanties, fonctions du Conseil de la Société des Nations, **26**, 644; effets d'une modification éventuelle du régime politique, **26**, 646; portée de la Convention en ce qui concerne les Etats tiers, **26**, 648; la zone démilitarisée des Détroits, **26**, 651; Conventions relatives aux Détroits, **26**, 651; comparaison du statut des îles d'Aland avec celui des Détroits, **26**, 652; effets d'une guerre sur la validité du régime, **26**, 654; effets de la Convention sur les Etats autres que la Turquie, **26**, 656; fonctionnement du système de garantie, **26**, 657; fonctions du Conseil, **26**, 657; buts divers poursuivis par les zones démilitarisées, **26**, 659; importance d'un contrôle international, **26**, 661; rapports entre le système des zones et le désarmement, **26**, 662.

Zones de résidence. — V. *Concessions étrangères.*

Zones étrangères. — V. *Police internationale.*

Zones franches.

Régime international des zones franches dans les ports maritimes, **21**, 375 et s. Commerce d'entrepôt dans les ports maritimes et régime général des formalités douanières, **21**, 375 et s.; diversité du régime des zones franches, **21**, 375; créations libres de zones franches dans un intérêt national, **21**, 378; l'intérêt international se manifeste par les Conventions relatives l'une au statut de Dantzig, l'autre au statut du Danube, **21**, 378; commerce d'entrepôt dans les ports maritimes, **21**, 380; régime douanier général appliqué à la navigation maritime et aux opérations de port, **21**, 383; inconvénients des formalités douanières, retards préjudiciables au commerce maritime international, **21**, 384 et s.; villes franches maritimes et zones franches des ports, **21**, 387 et s.; distinction entre le port franc et la zone franche, **21**, 387; transition entre le régime des villes franches maritimes et celui des zones franches modernes, **21**, 389; Marseille et la suppression de son régime de franchise, réclamation de la Chambre de commerce de 1815, proposition du gouvernement impérial, **21**, 389; régime de Hambourg, **21**, 391; régime-type de la zone franche, **21**, 393; diverses adaptations de la zone franche, **21**, 395; rôle des zones franches, **21**, 396; zones franches et institutions analogues ou complémentaires, les entrepôts, rôles respectifs dans l'économie nationale, **21**, 398 et s.; régime des entrepôts au point de vue juridique, **21**, 398; comparaison entre entrepôt et zone franche, **21**, 399; inconvénients du régime d'entrepôt, assouplissement des formalités douanières et autres améliorations faits dans certains pays, entrepôt franc, **21**, 400; diverses formes d'entrepôts, entrepôt fictif, entrepôt à crédit, etc., **21**, 402; entrepôt industriel, **21**, 402; prédominance du rôle commercial des zones franches sur le rôle industriel, **21**, 404; conditions que doit remplir un port pour l'établissement d'une zone franche, **21**, 405; fonctions internationales des zones franches, examen critique, **21**, 408; application des zones franches dans certains cas d'ordre international pour protéger les intérêts d'Etats non souverains d'un port qu'ils doivent emprunter, **21**, 408; définition du régime des zones franches dans le traité de Versailles et les recommandations de Barcelone, **21**, 409; conditions dans lesquelles les fonctions commerciales des zones franches ont un intérêt international, **21**, 410; manque d'intérêt

international du régime des zones franches pour les pays dont le commerce avec les ports maritimes s'effectue par voie terrestre, **21**, 413; le problème de l'accès à la mer des Etats enclavés et le droit administratif international des formalités douanières, **21**, 414 et s.; la création de zones franches n'améliore pas la situation difficile provenant des formalités du transit du pays étranger en pays enclavé, **21**, 414; ententes entre douane du pays de transit et celle du pays d'importation ou d'exportation facilitent les opérations douanières, **21**, 415; usage donné à la Tchécoslovaquie par le traité de Versailles de certains espaces de Hambourg et Stettin, **21**, 417; Convention gréco-yougoslave du 10 mai 1923 pour régler le trafic par la voie de Salonique, **21**, 417; Convention anglo-belge du 15 mars 1921 pour faciliter le trafic belge à travers l'Afrique orientale, **21**, 419; accord italo-hongrois du 25 juillet 1927 sur le port de Fiume, **21**, 420; Commission centrale pour la navigation du Rhin (1926), **21**, 421; Conférence de Genève du 3 novembre 1923 pour simplification des formalités douanières, **21**, 421; création d'un droit administratif international des formalités douanières, **21**, 422.

V. *Cour permanente de justice internationale. Territoires douaniers. Traités.*

Zones maritimes. — V. *Frontières.*

Zones neutralisées. — V. *Police internationale.*

Zones neutres. — V. *Guerre d'agression. Zones démilitarisées.*

Zones (système des). — V. *Mer territoriale.*

II. Table des Textes

Codes

Code Bustamante

Art. 1 et 2. Egalité de traitement des étrangers et des nationaux, **36,** 471.
Art. 3. Règles de droit civil, **29,** 372. Autonomie de la volonté, **29,** 373.
Art.7. Territorialité des lois, **39,** 562. Loi personnelle, **34,** 724. Loi du domicile ou loi nationale, **23,** 12; **29,** 582.
Art. 10. Conflits de nationalités, **34,** 684. Double nationalité, loi applicable, **23,** 19.
Art. 18. Nationalités des sociétés commerciales, **33,** 6. Critérium du siège social, **33,** 73.
Art. 19. Nationalité des sociétés commerciales. Critérium du siège social, **33,** 73.
Art. 22. Domicile, loi territoriale, **34,** 678, 778.
Art. 23. Domicile des mineurs, **23,** 51.
Art. 25. Domicile, *lex fori* applicable, **23,** 7, 128. Domicile des personnes juridiques (projet non adopté), **23,** 45.
Art. 26. Absence de domicile, **34,** 670.
Art. 31. Droits et obligations d'un Etat contractant sur le territoire des autres Etats, **45,** 455.
Art. 32. Reconnaissance des personnes civiles, **45,** 455.
Art. 33. Lois régissant la capacité civile des organismes administratifs, des fondations, des associations, **45,** 455.
Art. 34. Règles régissant la capacité civile des sociétés civiles et commerciales, **45,** 455.
Art. 35. Loi locale applicable à l'attribution des biens des personnes civiles cessant d'exister, **45,** 456.
Art.52. Compétence de la loi du domicile, **34,** 790. Divorce, loi du domicile conjugal applicable, **23,** 22; **34,** 759.
Art. 54. Causes de divorce, loi applicable, **23,** 22; **34,** 759.
Art. 105. Application aux biens de la loi du lieu de leur application, **23,** 25.
Art. 106. Détermination de la situation des meubles et créances, **23,** 26.
Art. 166. Autonomie de la volonté, **31,** 660.
Art. 187. Contrat de mariage, loi applicable, **23,** 23; **40,** 286. Loi personnelle des époux déterminant le régime matrimonial, **40,** 261.
Art. 188. Conventions matrimoniales pendant le mariage, **40,** 284.
Art. 239. Loi déterminant la qualité de commerçant, **23,** 26.
Art. 255. Loi régissant le contrat de commission, **23,** 28.
Art. 296-313. Empire de la loi pénale dans l'espace, **33,** 207.

Art. 305. Loi applicable aux questions préjudicielles, **26,** 250.
Art. 315 et 317. Organisation de tribunaux spéciaux, **36,** 417.
Art. 317. Compétence civile et commerciale, **34,** 690.
Art. 318. Hiérarchie entre tribunaux compétents, **36,** 471.
Art. 328 et 329. Unité de faillite, tribunal compétent, **23,** 28.
Art. 333. Etat étranger soumis à la juridiction d'un autre Etat, **36,** 472.
Art. 345. Non-extradition des nationaux, **33,** 229, 241.
Art. 346. Extradition des individus condamnés dans l'Etat requis, **33,** 224.
Art. 347. Extradition, concours de compétences, **33,** 222.
Art. 348. Demandes simultanées d'extradition pour délits différents, **33,** 226, 233.
Art. 349. Demandes simultanées d'extradition pour délits différents, **33,** 226, 233.
Art. 351. Conditions de l'extradition, **33,** 207.
Art. 354. Extradition accordée d'après le critérium de la peine, **33,** 198.
Art. 355. Extradition non accordée pour délits politiques, **33,** 235.
Art. 358. Refus d'extradition, **33,** 215.
Art. 359. Refus d'extradition en cas de prescription, **33,** 193.
Art. 394. Litispendance, **26,** 273.
Art. 423. Exécution des jugements étrangers, **36,** 470. Exécution des décisions administratives étrangères, **27,** 229.

Code civil allemand

Loi d'introduction (art. 7 à 31).
Art. 2. Définition de la loi étrangère, **57,** 391.
Art. 7. Capacité juridique, **15,** 487, 505, 508. Loi nationale, **25,** 172; **33,** 716. Capacité de l'étranger, **35,** 520.
Art. 10. Reconnaissance des personnes morales étrangères, **45,** 450.
Art. 11. Forme des actes, loi applicable, **17,** 373; **15,** 496; **25,** 179; **44,** 47. Caractère supplétif de la règle *locus regit actum,* **41,** 645. Forme du contrat de mariage, **40,** 275. Forme des actes, conflits des lois, **51,** 458; **60,** 213.
Art. 12. Délit civil commis à l'étranger, **17,** 285.
Art. 12-14. Soi-disant limitation d'ordre public, **58,** 454.
Art. 13. Validité du mariage, **15,** 489; **29,** 378, 524. Règles de conflit, **50,** 413.
Art. 14. Relations personnelles des époux, **15,** 487.
Art. 15. Régime matrimonial, **15,** 494, 496. Application de la loi nationale du mari au régime matrimonial, **40,** 261. Conventions matrimoniales, modifications, **40,** 285. Bonne foi dans l'interprétation des contrats, **44,** 637. Règle de conflit relative au régime matrimonial, **57,** 484.
Art. 16. Régime matrimonial, **15,** 497.
Art. 17. Divorce d'époux de nationalités différentes, **11,** 223, 228. Divorce d'étrangers en Allemagne, **35,** 570. Conflits de lois en matière de divorce, **60,** 216.
Art. 17, al. 4. Condition pour que le juge puisse connaître d'une action en suspension de la vie commune, **57,** 594. Divorce entre époux de nationalité différente, **57,** 635.
Art. 18. Filiation légitime, **15,** 487, 508; **50,** 419, 426, 443.
Art. 191. Rapports entre enfants légitimes et parents, **15,** 487; **50,** 420, 443.
Art. 20. Rapports juridiques entre l'enfant naturel et sa mère, **50,** 422, 443, 444.
Art. 21. Rapports juridiques entre enfant et père naturel, **50,** 458, 464. Droits de la mère naturelle contre le père de son enfant, problème de qualification, **50,** 524.

Obligation alimentaire du père naturel, conflit de qualifications, **57,** 588.

Art. 22. Légitimation et adoption, **29,** 381. Légitimation par mariage subséquent, **50,** 424, 491.

Art. 23. Tutelle, conflits de lois, **35,** 578; **57,** 473.

Art. 25. Applicabilité de la loi étrangère sous condition de réciprocité, **58,** 457.

Art. 27. Renvoi, **15,** 488, 506; **17,** 391; **20,** 60; **25,** 217; **29,** 565, 576, 605. Application de la loi étrangère, **29,** 545, 547. Succession, **23,** 258. Règles de conflit, **50,** 415; **57,** 255, 531. Acceptation du renvoi, **62,** 60, 509.

Art. 28. Régime matrimonial, **15,** 495, 496. Conflit entre règles de conflits, **57,** 524.

Art. 29. Apatride. Application de la loi du domicile, **34,** 388. Emigrés russes, application de la même loi, **34,** 749. Dérogation approuvée à la loi du statut des apatrides en faveur des réfugiés russes, **43,** 182.

Art. 30. Ordre public, **15,** 514; **25,** 152. Restrictions à l'applicabilité d'une loi étrangère, rejet de certaines règles du droit soviétique, **43,** 182; **44,** 100. Ordre public comme obstacle à l'application d'une loi étrangère, **50,** 467. Obstacle à l'application de la loi étrangère, **58,** 439.

Art. 31. Rétorsion, **15,** 518; **29,** 305.

Code civil allemand

Art. 7. Domicile, **34,** 36. Etablissement, **34,** 665.

Art. 7, § 2. Pluralité de domiciles, **23,** 63.

Art. 7, § 3. Perte de domicile, **23,** 60, 83.

Art. 8. Domicile des incapables, **23,** 50.

Art. 24. Domicile des personnes juridiques, **23,** 44.

Art. 30, al. final. Domicile des personnes juridiques, **23,** 44.

Art. 133. Recherche de l'intention des parties à l'acte, **44,** 651; **48,** 725.

Art. 134. Limites à la liberté contractuelle, **44,** 598.

Art. 157. Contrats régis par le principe de la bonne foi, **22,** 44.

Art. 164. Non-obligation du représentant au contrat, **44,** 594.

Art. 195. Prescription trentenaire des créances, son caractère d'ordre public, **57,** 656.

Art. 226. Exercice d'un droit dans l'intention de nuire, prohibition, **22,** 44; **44,** 618. Abus du droit, **62,** 341.

Art. 227. Exception de légitime défense, **44,** 619.

Art. 244, 245, 262, 269, 270. Dettes d'argent, **60,** 673, 676, 679, 776.

Art. 288. Intérêts moratoires, **44,** 625.

Art. 320. Réciprocité d'exécution des contrats synallagmatiques, **44,** 605.

Art. 443. Transfert du risque, **25,** 203.

Art. 445. Transfert du risque, **25,** 203.

Art. 447. Transfert du risque, **25,** 203.

Art. 780. Conception de l'obligation abstraite, **51,** 259.

Art. 783. Théorie de l' « Anweisung », délégation à l'un des cocontractants, **51,** 260.

Art. 930 et 931. Remise des meubles à l'acheteur, **25,** 203.

Art. 823. Principe de la responsabilité civile, **44,** 609. Action en responsabilité contractuelle ou délictuelle, **48,** 334.

Art. 825. Délit de réduction, **57,** 610.

Art. 826. Réparation des dommages, principe de la bonne foi, **62,** 183.

Art. 905. Souveraineté sur l'espace aérien, **62,** 338.

Art. 1113 et 1115. Registre foncier, **60,** 680.

Art. 1300. Rupture de fiançailles, **57,** 609.

Art. 1333 et 1334. Nullité du mariage, erreur, **11,** 180.
Art. 1342. Mutabilité du régime matrimonial, **17,** 414.
Art. 1353. Cessation de la vie commune, **57,** 595, 643.
Art. 1357-1405. Validité des actes de la femme mariée dans l'exercice d'une profession lucrative, **40,** 263.
Art. 1362. Présomption de la propriété du mari sur les biens qu'il administre, **40,** 263.
Art. 1363. Régime matrimonial légal, **40,** 250.
Art. 1364. Régime de séparation de biens, **40,** 251.
Art. 1367. Biens réservés de la femme, **40,** 247.
Art. 1432. Nécessité d'un contrat avant célébration du mariage, **40,** 281.
Art. 1433. Loi applicable au contrat de mariage, **40,** 266.
Art. 1434. Forme du contrat de mariage, **15,** 496; **40,** 273.
Art. 1437. Contrat de mariage de mineur, **40,** 273.
Art. 1558-1563. Registre matrimonial, **40,** 279.
Art. 1575. Cessation de la vie commune, **11,** 245. Conversion en divorce de la séparation de corps, **57,** 594.
Art. 1576. Cessation de la vie commune, **11,** 245.
Art. 1591. Filiation légitime, **50,** 427, 504.
Art. 1649. Droit des parents sur les biens des enfants mineurs, **50,** 502.
Art. 1705. Critère de la filiation naturelle, **50,** 445.
Art. 1706. Nom patronymique de l'enfant naturel, **50,** 478, 520.
Art. 1708. Obligation alimentaire du père naturel, **57,** 588, 595.
Art. 1715. Paternité naturelle, **57,** 588.
Art. 1719. Légitimation, **50,** 439, 504.
Art. 1744. Adoption, **50,** 410.
Art. 2369. Objets et droits sis à l'intérieur du Reich, **15,** 496.

Code civil argentin (1869)

Art. 10. Domicile des sociétés, **23,** 69.
Art. 12. Forme des actes, loi applicable, **35,** 541.
Art. 44. Domicile des personnes juridiques, **23,** 44.
Art. 89. Définition du domicile, **23,** 40.
Art. 90. Domicile de l'incapable, **23,** 105. Domicile des domestiques, **23,** 56.
Art. 91. Perte du domicile légal, **23,** 85.
Art. 94. Résidence non confondue avec l'établissement principal, **23,** 98.
Art. 95. Domicile des détenus, **23,** 56.
Art. 96. Perte du domicile, **23,** 84. Abandon du domicile sans esprit de retour, **23,** 59.
Art. 97. Changement de domicile, **23,** 72.
Art. 98. Possession constante d'un domicile, **23,** 85.
Art. 101. Domicile élu, **23,** 70.
Art. 1253. Nécessité d'un contrat antérieur à la célébration, **40,** 281.
Art. 3238. Règle de conflit, **29,** 558, 561.
Art. 3638. Loi régissant la forme du testament, **23,** 24.

Code civil autrichien (1811)

§ *4.* Autrichiens à l'étranger, application de la loi nationale, **28,** 416; **34,** 710.
§ *5.* Non-rétroactivité des lois, **47,** 183, 210.
§ *33.* Système de la réciprocité, **28,** 353, 355. Condition de l'étranger, notion de réciprocité, **62,** 85.
§ *34.* Loi applicable aux étrangers, **28,** 416.

§ *35 à 37.* Déclarations de volonté, **28,** 440.
§ *36 et 37.* Autonomie de la volonté, **57,** 675.
§ *192.* Exercice de la tutelle par un étranger, **28,** 354, 357.
§ *300.* Loi applicable à la dévolution successorale, **57,** 267, 630.
§ *905.* Dettes d'argent, **60,** 760, 776.
§ *998.* Dettes d'argent, **60,** 760, 776.
§ *1393.* Etrangers porteurs de valeurs, **28,** 371.

Code civil belge

Art. 3. Lois de police et de sûreté, **57,** 659.
Art. 9. Nationalité de l'individu né et résidant en Belgique, **18,** 525, 526.
Art. 170, § *4.* Publication du mariage, **11,** 193, 195.
Art. 275 et s. Divorce par consentement mutuel, **11,** 218.
Art. 331. Légitimation par mariage subséquent, **50,** 434.
Art. 340. Droit de l'enfant naturel aux aliments, **50,** 473. Droit de la mère à l'encontre du père naturel, conflit de qualifications, **50,** 528, 534.
Art. 682. Droit de passage des possesseurs de fonds enclavés, **55,** 10.

Code civil brésilien

Art. 7, 8 et 9. Conflits de nationalité, **39,** 579. Option des étrangers, **40,** 266.
Art. 8 à 21. Prépondérance de la loi nationale, **34,** 719.
Art. 8. Régime matrimonial, droit international privé.
Art. 9. Loi du domicile applicable à l'individu de nationalité inconnue, **23,** 19. Loi personnelle des heimathlos, **39,** 570. Loi personnelle des individus ayant plusieurs nationalités, **39,** 575.
Art. 10. Application de la *lex rei sitae,* **39,** 567. Loi applicable aux meubles, **39,** 582.
Art. 11. Règle *locus regit actum,* **39,** 585. Loi applicable à la forme des actes, **35,** 541.
Art. 12. Preuve des actes juridiques, **39,** 593.
Art. 14. Succession, loi brésilienne applicable aux étrangers, **39,** 670. Règle de conflit concernant les successions, **57,** 525.
Art. 15. Compétence des tribunaux brésiliens à l'égard de personnes domiciliées ou résidant au Brésil, **39,** 605.
Art. 17. Obstacles à l'application de la loi étrangère, **58,** 425.
Art. 21. Statut des personnes morales, **45,** 444.
Art. 32. Domicile, définition, **23,** 40; pluralités, **23,** 63; **34,** 670.
Art. 33. Absence de domicile, **34,** 670. Domicile des personnes sans résidence permanente, **23,** 61.
Art. 34. Changement de domicile, déclaration, **23,** 80, 111.
Art. 35. Domicile des personnes juridiques, **23,** 44, 69.
Art. 36. Domicile des incapables, **23,** 50.
Art. 39-52. Domicile des marins de la marine marchande, **23,** 56.
Art. 40. Domicile des prisonniers, **23,** 56. Domicile des diplomates, **23,** 54, 108.
Art. 42. Domicile, **23,** 70, 71.
Art. 242 à 255. Incapacité de la femme mariée, **39,** 626.
Art. 246. Femme mariée exerçant une profession lucrative, **40,** 246.
Art. 256. Contrat de mariage en forme authentique, **40,** 273.
Art. 258. Régime matrimonial légal, **40,** 250, 251.
Art. 261. Registre matrimonial, **40,** 279.
Art. 827, 828. Hypothèque légale de la femme mariée, **40,** 296.

Code civil chilien (1855)

Art. 63 et 64. Preuve du domicile, **23,** 86.

Art. 67. Pluralité de domiciles, **23,** 63, 83; **34,** 670.
Art. 69. Domicile élu, **23,** 70.
Art. 593. Etendue de la mer territoriale, **45,** 480.

Code civil cubain

Art. 11. Obstacles à l'application de la loi étrangère, **58,** 425.

Code civil espagnol

Art. 4. Fraude à la loi devant les tribunaux, **31,** 668.
Art. 8 et 11, al. 3. Ordre public, **31,** 660.
Art. 9. Espagnols à l'étranger, **31,** 644. Statut personnel, **31,** 639. Conditions du mariage, **31,** 676. Famille, **31,** 678. Divorce et séparation, **31,** 682.
Art. 10. Personnalité du droit, **31,** 639. Loi nationale du *de cujus*, **31,** 686. Loi régissant les meubles, **39,** 582.
Art. 10, al. 1. Meubles et immeubles, régime, **31,** 647, 681.
Art. 10, al. 2. Succession, unité et universalité, **31,** 686. Lois successorales, **31,** 644.
Art. 10, al. 3. Reconnaissance des *fueros* de la Biscaye, **31,** 691.
Art. 11. Forme des actes, loi, **35,** 541. *Locus regit actum*, **31,** 650. Application aux testaments, **31,** 687. Obstacles à l'application de la loi étrangère, **58,** 425.
Art. 12. Unitaristes et particularistes, transaction, **31,** 640.
Art. 14. Conflits interrégionaux, **31,** 641.
Art. 15. Acquisition et perte du lien régional, **31,** 641. Régionalité, **58,** 375.
Art. 22. Nationalité du mari prise par la femme, **31,** 677.
Art. 27. Jouissance des droits civils, **31,** 646.
Art. 28. Nationalité des personnes juridiques, **23,** 47. Nationalité des sociétés, **33,** 36. Critère de la nationalité des sociétés, **45,** 422.
Art. 38 et 39. Acquisition des biens par personnes morales, **31,** 689.
Art. 40. Définition du domicile, **23,** 36; **34,** 665.
Art. 40, al. 2. Domicile des diplomates, **23,** 54, 108.
Art. 41. Domicile des personnes juridiques, **23,** 44, 47, 67; **31,** 689.
Art. 42. Confessionnalité du mariage, **31,** 669.
Art. 45. Mariages catholiques, empêchements d'ordre civil, **31,** 671.
Art. 52. Indissolubilité du mariage, **31,** 670.
Art. 65. Incapacité de la femme mariée, **11,** 215.
Art. 75. Mariage régi par les canons de l'Eglise, **31,** 670.
Art. 77. Inscription du mariage au registre civil, **31,** 671.
Art. 86. Mariage, formalités préalables, **31,** 675.
Art. 91. Mariage, publications, **11,** 194. Mariage civil d'après la loi espagnole, **31,** 675.
Art. 100, al. 2. Mariage d'Espagnols à l'étranger, rôle des consuls, **31,** 673.
Art. 101, n° 4. Nullité des mariages célébrés sans l'intervention du juge de paix, **31,** 673.
Art. 104. N'admet que la séparation de corps, **31,** 670.
Art. 669. Prohibition du testament réciproque, **31,** 688.
Art. 688. Testament des étrangers, **31,** 688.
Art. 732. Testament hors du territoire espagnol, **31,** 687.
Art. 733. Testament réciproque d'Espagnols à l'étranger, nullité, **31,** 688.
Art. 734. Testaments des Espagnols à l'étranger, **31,** 688.
Art. 745 et 746. Acquisitions imposées aux personnes morales, **31,** 689.
Art. 781, 785 et 788. Nullité d'interdiction d'aliénés, **31,** 689.
Art. 1012. Acceptation d'hérédité à l'étranger, **31,** 654.

Art. 1315. Régime matrimonial légal, **40,** 251. Contrat de mariage, autonomie de la volonté, **31,** 679.
Art. 1318. Capacité en matière de contrat de mariage, **40,** 272.
Art. 1320 et 1321. Nécessité d'un contrat à la célébration, **40,** 281.
Art. 1321. Contrat de mariage notarié, **40,** 273.
Art. 1323. Conventions matrimoniales arrêtées devant l'autorité municipale, **40,** 273. Contrat de mariage d'un incapable, **40,** 273.
Art. 1325. Compétence de la loi personnelle du mari en matière de régime matrimonial, **31,** 658. Régime matrimonial en cas de mariage à l'étranger, **31,** 679.
Art. 1334. Donation entre époux, **40,** 299.
Art. 1345 et s. Hypothèque légale de la femme mariée, **40,** 297.
Art. 1458. Vente entre époux, **40,** 301.

Code civil français

Art. 1er. Lois, exécutoires par promulgation, **38,** 258, 261.
Art. 2. Non-rétroactivité des lois, **47,** 182, 210. Interprétation jurisprudentielle, **47,** 160; **59,** 329.
Art. 3. Lois françaises, **15,** 477; **25,** 172. Ordre public, **15,** 513; **34,** 727. Loi étrangère, **20,** 78. Etat et capacité, lois extraterritoriales les concernant, **14,** 34; **17,** 366, 369, 398. Théorie des statuts, **2,** 454; **29,** 337. Droit international privé contenu dans l'article, **29,** 294, 520, 603, 605; **33,** 248. Conflits de lois, **55,** 312, 317. Influence à l'étranger de l'article 3, **55,** 315, 324. Caractère unilatéral de l'article 3, **55,** 406; **57,** 365, 426, 529. Statut personnel **57,** 235. Concept de capacité, **57,** 493.
Art. 3, § 1. Lois de police et de sûreté, **26,** 226, 228, 235.
Art. 3, § 2. Propriété immobilière des étrangers, **52,** 596.
Art. 3, § 3. Nationalité substituée au domicile en matière de loi personnelle, **34,** 707.
Art. 4. Obligation pour le juge de statuer, **18,** 373. Déni de justice, **34,** 537. Interdiction du *non liquet*, **49,** 28. Déni de justice en droit interne, **52,** 378.
Art. 6. Ordre public, **25,** 149. Limites à la liberté contractuelle, **44,** 598.
Art. 8. Nationalité française, **35,** 486.
Art. 8, § 4. Individu né en France d'un étranger et domicilié en France à sa majorité, **18,** 525. Suppression, **18,** 523, 585.
Art. 8 et 9. Acquisition de la nationalité française, **15,** 478.
Art. 11. Droits civils des étrangers, **35,** 386. Réciprocité diplomatique, **28,** 349; **52,** 286. Conventions de droit privé conclues par la France, **52,** 299, 306. Condition des étrangers, notion de réciprocité, **62,** 85.
Art. 12. Unité de nationalité des époux, **60,** 118.
Art. 13 (ancien). Admission à domicile, **57,** 638.
Art. 13. Application de la loi du domicile aux étrangers, **34,** 709. Admission à domicile, **28,** 350; **29,** 535, 537; **34,** 672. Son abrogation, **34,** 673.
Art. 14. Citation des étrangers devant les tribunaux français, **1,** 236, 525, 526, 533, 537; **10,** 444, 451, 462, 492, 502, 504, 510; **11,** 238; **14,** 18, 41, 50, 52, 142; **15,** 478; **34,** 688; **44,** 123. Règle de droit international privé sur la compétence judiciaire, **52,** 608.
Art. 14 et 15. Différends entre Français et étrangers, **26,** 227, 233, 237, 240. But de protection des intérêts nationaux, **44,** 147, 148. Inapplicabilité aux procès entre étrangers, **44,** 152. Nationalité comme critère de compétence judiciaire, **44,** 167; **45,** 519.
Art. 15. Compétence, **10,** 451; **11,** 238; **14,** 142. Effets de la natio-

nalité en matière de compétence, **34,** 688.
Art. 16. Caution *judicatum solvi*, **26,** 248.
Art. 19 (ancien). Nationalité de la femme mariée, application de la loi étrangère, **57,** 207.
Art. 19. Effets personnels du mariage, modification proposée, **60,** 194.
Art. 46. Cas de recours à tous modes de preuve, **43,** 179.
Art. 47. Foi due aux actes de l'état civil étranger, **27,** 208.
Art. 74. Domicile de célébration du mariage, **23,** 65.
Art. 101. Définition du domicile, **61,** 566.
Art. 102. Domicile, définition, **23,** 35. Pluralité de domiciles, **23,** 63; **34,** 665, 668, 670, 673.
Art. 103. Domicile, détermination, **23,** 38, 97. Domicile, changement, **23,** 80, 97; **34,** 668.
Art. 104. Présomption en matière de domicile, **34,** 669.
Art. 104 et 105. Preuves du changement, **23,** 80.
Art. 107. Domicile du fonctionnaire public, **53,** 199.
Art. 108. Domicile des mineurs et incapables, **23,** 50, 51.
Art. 109. Domicile des employés, **23,** 56.
Art. 111. Domicile élu, **23,** 70.
Art. 170. Publication de mariage, **11,** 193, 194.
Art. 175. Domicile de célébration du mariage, **23,** 65.
Art. 180. Nullité du mariage, erreur sur la personne, **11,** 180.
Art. 202. Obligations réciproques des époux, **11,** 212.
Art. 225. Annulation des actes de la femme mariée, **11,** 216.
Art. 313. Désaveu de paternité, **50,** 536.
Art. 326 et 327. Délit de suppression d'état, **26,** 253, 257.
Art. 334. Reconnaissance d'enfant naturel, **57,** 282.
Art. 335. Légitimation des enfants adultérins, **35,** 510.
Art. 336 et 342. Reconnaissance de l'enfant naturel, **50,** 445.
Art. 340. Action en recherche de paternité, **50,** 459, 534; **57,** 590, 595. Reconnaissance des jugements étrangers, **50,** 475.
Art. 341. Recherche de la maternité, **50,** 534.
Art. 357. Droit successoral de l'enfant adoptif, **57,** 555.
Art. 467. Transactions passées au nom d'un mineur en Alsace, **31,** 587.
Art. 538. Domaine public, **2,** 171.
Art. 545. Expropriation pour cause d'utilité publique, **59,** 35.
Art. 599. Testament authentique des Français à l'étranger, **31,** 599.
Art. 641 et 642. Droit de propriété privée sur les eaux, **45,** 109.
Art. 691. Acquisition des servitudes, **47,** 182.
Art. 725, § 1. Application d'une loi étrangère, **21,** 507.
Art. 767. Conjoint survivant, droit héréditaire, **31,** 571.
Art. 791. Renonciation à succession future, **40,** 288.
Art. 822. Partage de biens d'époux français au Maroc, **31,** 587.
Art. 883. Rétroactivité du partage, **21,** 507.
Art. 900. Conditions réputées non écrites, **21,** 507.
Art. 906. Application de la loi étrangère, **21,** 507.
Art. 909. Incapacité de disposer ou recevoir à titre gratuit, question de droit international privé soulevé, **52,** 594.
Art. 968. Nullité des testaments conjonctifs, **17,** 403. Leur prohibition, **37,** 580; **39,** 670.
Art. 999. Forme des testaments, **16,** 6. Forme des testaments de Français à l'étranger, interprétation juridique, **31,** 599; **57,** 282. Problème de qualification, **57,** 495.
Art. 1096. Donation entre époux, **40,** 299.
Art. 1134. Les conventions font

la loi des parties, **57**, 241.
Art. 1134, § 3. Exécution de bonne foi des contrats, **44**, 600.
Art. 1138. Transfert du risque, **25**, 202, 205. Contrat de vente, **50**, 439. Translation de propriété, **52**, 633.
Art. 1146. Responsabilité du débiteur, **44**, 601.
Art. 1153. Intérêts moratoires, **44**, 625.
Art. 1156. Recherche de l'intention des parties, **44**, 651. Interprétation des conventions selon leur esprit, **48**, 725.
Art. 1156 à 1164. Interprétation des contrats, des termes ambigus, **32**, 78; **44**, 654.
Art. 1162. Interprétation des contrats en faveur du débiteur, **44**, 653.
Art. 1172. Conventions, conditions illégales, nullité, **43**, 605.
Art. 1181. Rétroactivité de la condition suspensive, **21**, 507.
Art. 1184. Inexécution des contrats, **2**, 339. Réciprocité d'exécution des contrats synallagmatiques, **44**, 605. Résolution judiciaire du contrat inexécuté, **52**, 355; **54**, 138.
Art. 1190. Obligations alternatives, **60**, 676.
Art. 1247. Dettes d'argent, **60**, 662, 708, 776.
Art. 1133-1400. Régime légal des époux en communauté, **17**, 412.
Art. 1341. Exigence de preuve par écrit, **25**, 176. Preuves recevables contre les actes écrits, **48**, 724.
Art. 1350 et 1351. Autorité de la chose jugée, **30**, 527.
Art. 1353. Présomption de fait, **56**, 50, 89.
Art. 1382. Loi de police ou de sûreté, **26**, 229. Réciprocité civile, **44**, 609. Droits de la mère à l'encontre du père naturel, conflits de qualifications, **50**, 529; **57**, 589. Réparation des dommages, principe de la bonne foi, **62**, 183.
Art. 1383. Responsabilité à raison d'une faute par omission **44**, 617.
Art. 1384. Définition du commettant et du préposé, **31**, 601. Responsabilité du maître ou du commettant, **52**, 619.
Art. 1389. Renonciation aux successions futures, **40**, 288.
Art. 1390. Référence aux anciennes coutumes, **40**, 288.
Art. 1391. Publicité du contrat de mariage, sanction, **40**, 279; **52**, 601, 606.
Art. 1393. Régime matrimonial légal, **40**, 250.
Art. 1394. Contrat de mariage notarié, **40**, 273.
Art. 1394 et 1395. Nécessité d'un contrat de mariage antérieur à la célébration, **40**, 281.
Art. 1398. Capacité des parties en matière de contrat de mariage, **40**, 272.
Art. 1398. Capacité des parties en matière de contrat de mariage, **40**, 272.
Art. 1421. Pouvoir du mari sur les biens de la communauté, **31**, 587. Pouvoirs du mari sur les biens des époux au Maroc, **31**, 587.
Art. 1465. Gain légal de survie, **31**, 574.
Art. 1476. Partage de communauté d'époux français au Maroc, **31**, 587.
Art. 1530-1535. Régime matrimonial sans communauté, **40**, 243.
Art. 1595. Vente entre époux, **40**, 301.
Art. 1702. Définition de l'échange, **24**, 328.
Art. 1780. Rupture du contrat de louage de services, **52**, 625.
Art. 1792. Responsabilité de l'architecte et de l'entrepreneur, portée internationale, **52**, 631.
Art. 1895. Consécration du principe nominaliste en matière monétaire, **29**, 11, 20. Jurisprudence française, **29**, 102. Acquittement d'une obligation résultant d'un prêt en argent, invocation à l'ap-

pui du rejet de la clause-or, **43,** 606. Dettes d'argent, **60,** 662, 708, 776.
Art. 1896. Prêt en lingots, **29,** 11, 78.
Art. 1896-1897. Validité de la stipulation du paiement en lingots d'or, **43,** 562, 607.
Art. 1953. Responsabilité de l'hôtelier, portée internationale, **52,** 632.
Art. 2092. Garantie de droit commun du créancier, **23,** 153.
Art. 2121-2135. Hypothèque de la femme mariée, **40,** 296. Inscription des hypothèques légales, théorie des droits acquis, **47,** 182.
Art. 2262. Prescription trentenaire des créances, **57,** 656.
Art. 2281. Prescription, droit transitoire nouveau, **47,** 182.

Code civil du Guatémala

Art. 151. Nationalité de la femme mariée, **60,** 137.

Code civil italien (1865)

Titre préliminaire (art. 6 à 12). Système Mancini de droit international privé, **55,** 322.
Art. 6. Etat et capacité des personnes, rapports de famille, application de la loi nationale étrangère, **17,** 361, 364, 366, 367, 406, 409, 412, 414, 417, 419, 423; **25,** 173; **57,** 373, 493; **58,** 256. Etrangers et nationaux, égalité de leurs conditions juridiques, **28,** 351.
Art. 7. Loi applicable aux meubles et immeubles, **17,** 367, 369, 376, 391; **27,** 532; **31,** 647. Loi nationale du mari applicable aux rapports entre époux, **40,** 261. Meubles soumis à la loi nationale du propriétaire, **23,** 25. Extension aux navires, **51,** 416.
Art. 8. Loi compétente en matière de succession, **17,** 361, 366, 368, 377, 392, 393, 398, 426. Unité de succession, **29,** 528, 570. Règle de conflits en matière de succession, **57,** 247.
Art. 9. Loi applicable aux obligations, **17,** 367, 368, 370, 408, 413. Règle *locus regit actum*, **39,** 585.
Art. 9, al. 2. Dispositions de dernière volonté, **17,** 377, 432. Donations, **17,** 378. Obligations, **17,** 378.
Art. 10. Exequatur des jugements étrangers, **17,** 436; **31,** 701. Ordre public, **25,** 152.
Art. 11. Application des lois pénales, de police et de sûreté publique à tous ceux qui se trouvent sur le territoire, **17,** 386.
Art. 12. Ordre public, **17,** 368, 371, 376, 381, 386, 406, 410, 419, 421, 430, 432, 440; **25,** 152. Obstacles à l'application de la loi étrangère, **58,** 425.

Code civil proprement dit

Art. 2. Droit des personnes morales, **17,** 363.
Art. 3. Admission de l'étranger à la jouissance des droits civils, **15,** 481; **17,** 363, 426.
Art. 14. Citoyenneté, **17,** 366. Acquisition par la femme de la nationalité de son époux, **17,** 409.
Art. 16. Domicile et résidence, définition, **23,** 36, 38, 40, 42; **34,** 665.
Art. 17. Forme du changement de domicile, déclaration, **23,** 80, 97.
Art. 18. Domicile des mineurs et incapables, **23,** 50, 51.
Art. 19. Domicile élu, **23,** 70.
Art. 55-100-102. Mariage, **11,** 183, 193; **17,** 406, 407; **27,** 198.
Art. 103. Etranger, attestation à fournir pour mariage, **11,** 182; **17,** 421.
Art. 138 à 143. Famille, répartition des charges, **13,** 9.
Art. 148. Divorce rejeté, **17,** 419. Indissolubilité du lien matrimonial, application des législations étrangères, **58,** 451.

Art. 180. Reconnaissance des enfants naturels, **50,** 445.
Art. 311-313. Mineur commerçant, **27,** 193.
Art. 367. Foi due aux actes de l'état civil étranger, **27,** 208.
Art. 384. Annulation d'acte de mariage, **27,** 213.
Art. 437. Production de l'esprit, **12,** 411.
Art. 469. Incapacité pour failli d'être tuteur, **14,** 151.
Art. 721 et 758. Succession vacante, **17,** 431.
Art. 761. Nullité des testaments conjonctifs et réciproques, **17,** 402.
Art. 925. Saisine héréditaire, **17,** 434.
Art. 954. Renonciation à succession future, **17,** 390.
Art. 1249. Dettes d'argent, **60,** 776.
Art. 1381. Contrat de mariage, loi applicable, **40,** 266, 288.
Art. 1382. Nécessité d'un contrat de mariage antérieur à la célébration, **40,** 281.
Art. 1382, 1385. Immutabilité du régime matrimonial, **17,** 414.
Art. 1386. Contrat de mariage, capacité des parties, **40,** 272.
Art. 1425. Régime légal entre époux, séparation de biens, **17,** 412.
Art. 1433. Prohibition de communauté universelle, **17,** 412, 415; **40,** 250.
Art. 1822. Prêt, validité de stipulations préventives de la dépréciation monétaire éventuelle, **43,** 611.
Art. 1965. Constitution de droits réels, **27,** 192.
Art. 1969. Hypothèque légale de la femme mariée, **40,** 296.

Code civil japonais (1898)

Art. 24. Domicile élu, **23,** 70.

Code civil mexicain

Art. 42 Domicile élu, **23,** 70.
Art. 1986. Régime matrimonial légal, **40,** 251.

Code civil des biens du Monténégro (14 janvier 1888)

Art. 788. Application aux étrangers de la loi nationale, **28,** 426.

Code civil néerlandais (1838)

Art. 81. Domicile élu, **23,** 70.
Art. 174. Régime matrimonial légal, **40,** 250.
Art. 198. Références aux anciennes coutumes, **40,** 288.
Art. 198, al. 2. Publication du mariage, **11,** 193, 195.
Art. 202. Contrat de mariage notarié, **40,** 273.
Art. 202, 204. Contrat de mariage antérieur à la célébration, **40,** 281.
Art. 206. Capacité exigée pour un contrat de mariage, **40,** 272.
Art. 207. Registre matrimonial, **40,** 279.
Art. 932. Prohibition du testament olographe aux Néerlandais, **31,** 575.
Art. 992. Testament d'un Hollandais à l'étranger, forme authentique obligatoire, **17,** 375, 404; **55,** 410; **57,** 463, 680. Testament olographe à l'étranger, conflit de qualifications, **58,** 325.
Art. 1075. Donation entre époux, **40,** 299.
Art. 1374. Exécution des conventions, **57,** 650.
Art. 1794. Prêt, admissibilité de clauses pour parer à une éventuelle dépréciation monétaire, **43,** 610.
Art. 1953 et 1954. Autorité de la chose jugée, **30,** 527.

Code civil péruvien (1852)

Art. 70. Perte du domicile, **23,** 83.
Art. 255. Régime matrimonial légal, **40,** 251.

Art. 995. Régime matrimonial légal obligatoire, **40,** 250.

Code civil de Porto-Rico

Art. 11. Obstacles à l'application de la loi étrangère, **58,** 425.

Code civil portugais 1867

Art. 18. Domicile des incapables, **23,** 52.
Art. 18, 3°. Nationalité des employés nés à l'étranger de parents portugais, **23,** 16.
Art. 41. Domicile, définition, **23,** 36; **34,** 665.
Art. 43. Domicile en cas de pluralité de résidences, **23,** 100.
Art. 44. Forme de changement de domicile, déclaration, **23,** 80. Preuve du domicile, **23,** 87.
Art. 45. Défaut de domicile, **34,** 670. Domicile des personnes sans résidence permanente, **23,** 61.
Art. 46. Domicile élu, **23,** 70.
Art. 47. Domicile des incapables, **23,** 50.
Art. 50. Domicile des employés, **23,** 56.
Art. 53. Domicile des condamnés à la prison et de leur famille, **23,** 56.
Art. 906. Hypothèque légale de la femme mariée, **40,** 296.
Art. 1105. Nécessité d'un contrat de mariage antérieur à la célébration, **40,** 281.
Art. 1106. Loi applicable au contrat de mariage, **40,** 266.
Art. 1108. Régime matrimonial légal, **40,** 250.
Art. 1178 et s. Donation entre époux, **40,** 299.

Code civil de la province de Québec

Art. 22, 25, 26, 28. Condition des étrangers, **53,** 265.
Art. 79. Domicile, **53,** 189.
Art. 83. Domicile des incapables, **53,** 193, 198, 201.
Art. 94. Condition des étrangers, **53,** 265.
Art. 119. Mariage du mineur, **53,** 213.
Art. 249. Tutelle, **53,** 193.
Art. 314 et 315. Domicile du mineur émancipé, **53,** 200.
Art. 609. Condition des étrangers, **53,** 265.
Art. 844 et 851. Condition des étrangers, **53,** 265.
Art. 1207 et 1220. Actes authentiques, **53,** 239, 253.
Art. 1208. Condition des étrangers, **53,** 265.

Code civil prussien
(« **Landrecht** ») (**1794**)

Introduction.
Art. 22. Principe de la territorialité des lois, **55,** 310.
Art. 23. Application à l'individu de la loi de son domicile, **55,** 310.
Art. 28. Meubles, règle *Mobilia sequuntur personam*, **55,** 310.
Art. 32. Immeubles, règle *Lex rei sitae*, **55,** 310.
Art. 33. Forme des actes, **55,** 310.
Art. 111. Forme des contrats, application de la *lex loci contractus*, **55,** 310.

Code civil roumain (**1865**)

Art. 2. Loi applicable à la forme des actes, **35,** 541.
Art. 16. Juifs apatrides de Moldavie et de Valachie, **43,** 142.
Art. 1270. Nécessité d'un contrat de mariage antérieur à la célébration, **40,** 281.

Code civil serbe
(**11-25 mars 1844**)

Art. 5. Application aux Serbes de leur loi nationale, **28,** 416, 421.
Art. 15 et 16. Sanction des droits privés, **28,** 383.
Art. 44 et 48. Nationalité serbe, **28,** 325.

Art. 46. Loi applicable aux obligations, **28,** 442.
Art. 47. Réciprocité législative, **28,** 360, 382. Réciprocité formelle, **28,** 363.
Art. 145. Adoption à l'étranger sans intervention de l'Église, **28,** 439.
Art. 212. Droit de propriété sur les produits des forces de l'homme, **28,** 384.
Art. 423. Droit de succession des étrangers, **28,** 367.
Art. 800. Réparation du préjudice causé à autrui, **28,** 385.
Art. 866. Etrangers propriétaires de valeurs, **28,** 371.

Code civil soviétique

Art. 1er. Protection des droits civils, **35,** 517.
Art. 4. Capacité de jouissance des droits civils, **35,** 517.
Art. 5. Droit des étrangers, **35,** 518.
Art. 11. Domicile des incapables, **23,** 50. Domicile de la femme mariée, **23,** 52.
Art. 21. Suppression de la distinction entre meubles et immeubles, **35,** 547, 589.

Code de famille soviétique (1927)

Art. 10. Régime légal, **40,** 251.

Code civil suisse

Art. 1er. Insuffisance de la loi, moyens d'y suppléer, **17,** 99; **18,** 373. Absence de règles de droit positif, **34,** 537. Influence en matière d'arbitrage international, **43,** 372. Lacunes du droit, **48,** 289; **62,** 174.
Art. 1er, al. 2. Suppléance du juge aux lacunes du droit, **41,** 204; **43,** 363; **58,** 345. Lacunes du droit, influence en matière d'arbitrage international, **60,** 352. Exécution des obligations, principe de la bonne foi, **62,** 183. Abus du droit, **62,** 341.
Art. 2. Principe de la bonne foi, **44,** 637. Abrogation des lois antérieures contraires à la conception nouvelle de l'ordre public, **47,** 170. Interprétation des obligations, **60,** 776.
Art. 7. Valeur de principe de droit civil des dispositions générales du droit des obligations, **44,** 584.
Art. 8. Charge de la preuve, **44,** 646.
Art. 14 et 98. Mariage avec consentement des parents, **11,** 186.
Art. 18. Recherche de l'intention des parties à l'acte, **44,** 651.
Art. 23. Domicile des commerçants, **23,** 55. Perte du domicile, **23,** 83.
Art. 23, al. 2. Pluralité de domiciles, **23,** 63. Définition du domicile, **23,** 60.
Art. 25. Domicile des incapables, **23,** 50, 52.
Art. 26. Domicile des prisonniers, domicile involontaire, **23,** 56.
Art. 52. Exception de légitime défense, **44,** 619.
Art. 56. Domicile des personnes juridiques, **23,** 44, 47. Siège social d'une société, **45,** 412.
Art. 100. Empêchements à mariage, **50,** 413; **57,** 532.
Art. 124, 125. Mariage, annulation, fraude, **11,** 180.
Art. 142. Divorce, vie commune insupportable, **11,** 218.
Art. 163 et s. Femme mariée, capacité, **11,** 214.
Art. 178. Régime matrimonial légal, **40,** 250.
Art. 179. Modifications du régime légal, **40,** 250. Autonomie des parties en matière de conventions matrimoniales, **60,** 214.
Art. 179-181. Modifications au régime matrimonial, **40,** 281.
Art. 181. Contrat de mariage, forme authentique, **40,** 273.
Art. 182. Séparation de biens, régime légal, **40,** 251.

Art. 184. Droit de demander la séparation de biens, **40,** 248.
Art. 191. Droit de la femme aux produits de son travail, **40,** 247.
Art. 194-214. Union des biens, **40,** 243, 286.
Art. 217. Pouvoirs du mari sur les biens de la communauté, **40,** 246.
Art. 247. Système équivalent au régime dotal, **40,** 244.
Art. 248-251. Registre matrimonial, **40,** 279, 280.
Art. 309, 323, 325 et 461. Reconnaissance de paternité, **50,** 447.
Art. 314. Paternité naturelle, **57,** 592.
Art. 318. Droits de la mère à l'encontre du père naturel, conflits de qualifications, **50,** 526.
Titre final, art. 61. Mariage de Suisse à l'étranger, **11,** 178.
Art. 667. Souveraineté sur l'espace aérien, **62,** 338.

Code fédéral suisse des obligations

Art. 18. Interprétation des contrats selon l'esprit contre la lettre, **48,** 756.
Art. 41. Principe de la responsabilité civile, **44,** 609.
Art. 72. Obligations alternatives, **60,** 676.
Art. 84. Dettes d'argent, **60,** 662, 673, 776.

Code civil turc

Art. 1803. Compétence judiciaire à l'égard des litiges entre parties de rites musulmans différents, **60,** 606.

Code français d'instruction criminelle

Art. 1er. Sujets actifs de l'action publique et de l'action civile, **26,** 223.
Art. 3. Liens entre action civile et action publique, **26,** 216, 220, 275.
Art. 5. Délits par un Français à l'étranger, **57,** 306.
Art. 5 et 6. Droit de punir, **12,** 359.
Art. 5 à 7. Crimes commis à l'étranger, **26,** 226, 236, 240, 264, 293, 299. Protection des nationaux, **26,** 239.
Art. 7. Poursuite d'étrangers coupables d'attentat à la sûreté de l'Etat, **36,** 190.
Art. 227. Connexité, **26,** 271.
Art. 446. Indemnité pour celui qui a souffert d'un jugement injuste, **36,** 243, 244.

Code de commerce bulgare

Art. 226, 227 et 229. Nationalité des sociétés, **33,** 36.

Code de commerce du Chili

Art. 468. Nationalité des sociétés, **33,** 36.

Code de commerce du Honduras

Art. 515. Nationalité des sociétés, **33,** 36.

Code de commerce du Mexique

Art. 24. Nationalité des sociétés, **33,** 36.

Code de commerce de San-Salvador

Art. 299 et 300. Nationalité des sociétés, **33,** 36.

Code de commerce espagnol

Art. 15. Contraire à la théorie de l'autonomie de la volonté, **31,** 657.
Art. 51. Règle *locus regit actum*, **31,** 650.
Art. 52, al. 2. Actes privés soumis à la *lex loci*, **31,** 651.

Code de commerce français

Art. 1er. Définition du commerçant, **60,** 586.
Art. 67. Publicité du contrat de mariage des commerçants, droit international privé, **52,** 602.
Art. 124. Acceptation de traite sous condition, **51,** 248.
Art. 143. Admission des traites exprimées en monnaie étrangère, **29,** 11.
Art. 407. Abordage, compétence, **26,** 234, 242.
Art. 557. Droits de la femme en cas de faillite du mari, théorie des droits acquis, **47,** 182.

Code de commerce hongrois

Art. 324. Dettes d'argent, **60,** 776.

Code de commerce italien

Art. 9. Existence du commerce, **27,** 193.
Art. 58. Obligations commerciales, loi compétente, **17,** 382. Capacité des personnes qui contractent une obligation commerciale, **17,** 411. Conflits de lois en matière d'obligations commerciales, **51,** 451.
Art. 77. Société de commerce, **17,** 363.
Art. 228. Nationalité des sociétés **33,** 36.
Art. 230-232. Sociétés de commerce étrangères, **17,** 363. Reconnaissance des sociétés étrangères, **27,** 195.
Art. 230. Droit d'établir des succursales, **23,** 77.
Art. 481. Transcription des contrats, **27,** 192.

Code de commerce japonais

Art. 255 et 257. Nationalité des sociétés, **33,** 36.

Code de commerce maritime bulgare

Art. 189 et 190. Abordage en eaux territoriales, **33,** 530.

Code de commerce mixte d'Egypte

Art. 47. Nationalité des sociétés, **33,** 36.

Code de commerce péruvien

Art. 15. Statut des personnes morales, **45,** 444.

Code de commerce portugais

Art. 110 et 111. Nationalité des sociétés, **33,** 36.
Art. 111. Droit d'établir des succursales, **23,** 77.
Art. 448. Loi régissant les rapports d'ordre privé relatifs aux navires, **51,** 416.

Code de commerce roumain

Art. 238. Droit d'établir des succursales, **23,** 77.

Code de commerce serbe (26 janvier 1860)

Art. 168. Capacité des étrangers, **28,** 422.

Code allemand de procédure civile

Art. 274 à 277. Distinction du fond et de la responsabilité, **41,** 12.
Art. 293. Mode d'application du droit étranger, **20,** 77.
Art. 322. Effets de la chose jugée, **30,** 527.
Art. 328. Reconnaissance des jugements étrangers, **50,** 473. *Exequatur,* **57,** 311.
Art. 328, al. 1. Compétence des

tribunaux étrangers d'après les lois allemandes, **36,** 442.
Art. 549 à 551. Revision des jugements, **43,** 50.
Art. 550. Violation de la loi, **57,** 230.
Art. 565. Exception au principe de la cassation pure, **43,** 50. Révision des sentences par la Cour suprême, **57,** 273.
Art. 606. Divorce, compétence exclusive de la juridiction nationale, **11,** 239, 241. Divorce entre époux étrangers, **57,** 309, 635.
Art. 615. Garde des enfants, **31,** 586.
Art. 622. Contrôle des jugements civils étrangers, **26,** 273.
Art. 723. Système de réciprocité, **36,** 416.

Code de procédure civile autrichien

Art. 79. Système de réciprocité, **36,** 416.
Art. 80. Compétence du tribunal étranger, **36,** 442.
Art. 293. Preuve de la loi étrangère, **57,** 290.
Art. 503. Pourvoi devant la Cour suprême, **57,** 290.
Art. 510. Exception au principe de la cassation pure, **43,** 50.

Code de procédure civile bulgare

Art. 54. Compétence du tribunal du domicile du demandeur, **33,** 533.
Art. 56-57. Immeubles à l'étranger, incompétence des tribunaux bulgares, **33,** 532.
Art. 59. Procès concernant les héritages, **33,** 532.
Art. 64. Compétence en matière de société, **33,** 533.
Art. 67. Compétence en matière de faillite, **33,** 538.
Art. 170. Soumission des étrangers aux lois bulgares, **33,** 509, 530.
Art. 247. Appréciation de l'acte juridique, d'après la loi du lieu où il est né, **33,** 527.
Art. 364. Caution *judicatum solvi*, **33,** 533.
Art. 385. Validité des actes passés à l'étranger, **33,** 505, 528.
Art. 527. Autonomie de la volonté, *lex loci actus*, **33,** 529.
Art. 883, al. 1. Exequatur de jugements étrangers relatifs à des immeubles en Bulgarie, **33,** 512.
Art. 1215. Exécution des jugements étrangers, **33,** 505, 537.

Code de procédure civile espagnol

Art. 56. Soumission des parties à un tribunal, **31,** 693.
Art. 62. Option du demandeur pour un tribunal, **31,** 695.
Art. 65. Domicile des commerçants, **23,** 55.
Art. 70. Application des règles de compétence aux étrangers, **31,** 693.
Art. 600 Règle *locus regit actum*, **31,** 650.
Art. 951 à 954. Exécution des jugements étrangers en Espagne, **31,** 701.
Art. 953. Système de réciprocité, **36,** 417.
Art. 955 à 957. Exequatur des jugements, **31,** 704.
Art. 1429. Titres ayant force exécutoire, **31,** 654.

Code de procédure civile français

Art. 59, al. 1. Tribunal compétent en matière personnelle; pluralité de domiciles, **23,** 64. Compétence du tribunal du domicile du défendeur, action civile, **26,** 227, 229, 237, 240, 266. Consécration du principe du *forum rei*, **44,** 148.
Art. 420. Compétence du lieu où a été faite, **10,** 512; **26,** 227; **31,** 582. Compétence judiciaire à

l'égard des procès de nature commerciale, **44**, 150.

Code de procédure civile grec

Art. 28. Possibilité d'actionner l'étranger devant tout tribunal, grec, **20**, 91.
Art. 245, al. 3. Application du droit étranger, **20**, 77, 81.
Art. 420. Compétence des tribunaux français dans les procès entre étrangers, **52**, 609.
Art. 505 et 506. Déni de justice en droit interne, **52**, 378.
Art. 809. Pourvoi en cassation à propos de l'application de la loi étrangère.
Art. 1020. Exequatur des sentences arbitrales, **51**, 364, 379.

Code de procédure civile hongrois

Art. 32. Compétence du tribunal de la comptabilité, **36**, 438.
Art. 414. Compétence du tribunal étranger sur le litige en cause, **36**, 429.
Art. 414, al. 1. Compétence du tribunal étranger, **36**, 439.

Code de procédure civile italien

Art. 105-106. Compétence judiciaire, **10**, 492; **17**, 439.
Art. 494, al. 1 et 4. Cas où les jugements contradictoires rendus en instance d'appel peuvent être rétractés, **17**, 441.
Art. 517. Causes d'ouverture de recours en cassation, **57**, 228, 286.
Art. 941 et s. Exécution des jugements étrangers, **17**, 437; **27**, 232; **36**, 412. Compétence de l'autorité étrangère, **36**, 439. Décision contraire à un jugement italien, **36**, 467.

Code de procédure civile des Indes britanniques

Art. 14. Exécution des jugements étrangers, **36**, 412.

Code de procédure civile des Pays-Bas

Art. 48. Pourvoi du juge de suppléer d'office les moyens de droit non proposés par les parties, **57**, 64.
Art. 431. Exécution des jugements étrangers, **36**, 405.

Code de procédure civile de Zurich

Art. 752. Exécution des jugements étrangers, **36**, 406.

Code de procédure civile polonais

Art. 439. Exception au principe de la cassation pure, **43**, 50.

Code de procédure civile portugais

Art. 1088. Exécution des jugements étrangers, **36**, 412.

Code de procédure civile de la province de Québec

Art. 210. Exécution des jugements étrangers, **53**, 253.

Code de procédure civile roumain

Art. 374. Système de réciprocité, **10**, 471; **36**, 417.

Code de procédure civile russe

Art. 707. Actes passés à l'étranger, **35**, 553.
Art. 1273 à 1281. Exécution des ju-

gements étrangers, **10**, 475, 476; **36**, 405.

Code de procédure civile (Russie blanche)

Art. 7. Caractère facultatif de la *lex loci contractus*, **35**, 555.

Code de procédure civile tchécoslovaque

Art. 79 et s. Système de la réciprocité, **36**, 417.

Code de procédure civile turc

Art. 97. Caution *judicatum solvi* de l'étranger, 207.
Art. 539. Exécution des jugements étrangers, **36**, 405.

Code de procédure criminelle autrichien

Art. 46. Action civile exercée par le ministère public, **26**, 224.

Code de procédure criminelle brésilien

Art. 30. Poursuite de l'action publique, **26**, 216.

Code de procédure criminelle espagnol

Art. 105. Action civile exercée par le ministère public, **26**, 224.
Art. 111. Poursuite de l'action publique, **26**, 216.

Code de procédure pénale italien

Art. 8. Poursuite de l'action publique, **26**, 216.
Art. 661-671. Dispositions relatives à l'extradition, **33**, 184.

Code pénal allemand

Art. 102. Répression des agissements contre les Etats étrangers, **16**, 219.
Art. 104. Protection des représentants officiels des Etats étrangers, **36**, 209.
Art. 353a. Sanction des devoirs du diplomate, **60**, 276.

Code pénal autrichien (projet de 1912)

Art. 115. Propagation de fausses nouvelles dangereuses pour le maintien de la paix, **33**, 815.
Art. 494. Protection des représentants officiels des Etats étrangers, **36**, 209.

Code pénal belge

Art. 123. Répression des agissements contre les Etats étrangers, **16**, 220.
Art. 416. Définition de la légitime défense, **31**, 475.

Code pénal brésilien (projet de)

Art. 508 et s. Crimes contre la paix internationale, **38**, 434. Propagande guerrière, **33**, 809.
Art. 509. Pression sur le gouvernement en faveur de la guerre, **33**, 814.
Art. 510. Punissant la propagation de fausses nouvelles pouvant troubler les bonnes relations du Brésil, **33**, 815; **45**, 360, 798.

Code pénal espagnol (République)

Art. 129. Responsabilité pénale du chef de l'Etat à raison de la violation d'obligations internationales, **56**, 229.

Code pénal français

Art. 84 et 85. Répression des agissements contre les Etats étrangers, **16,** 219.
Art. 114, 117. Dommages-intérêts en cas d'attentat à la liberté individuelle, **18,** 603.
Art. 184. Inviolabilité du domicile, **60,** 584.
Art. 272. Expulsion des vagabonds étrangers, **18,** 539.
Art. 328-329. Légitime défense, **49,** 708.
Art. 357. Rapt suivi de mariage; question préjudicielle, **26,** 254.
Art. 419. Prohibition des ententes industrielles, **19,** 238.
Art. 471, § 15. Vérification par le juge de la régularité des règlements de police, **38,** 247.
Art. 475, § 11. Refus de recevoir les monnaies nationales, **29,** 11. Consécration du nominalisme monétaire, **60,** 708, 709.

Code pénal italien (1930)

Art. 4. Territorialité des lois pénales, **51,** 422.
Art. 13. Extradition, **33,** 219, 184.
Art. 130. Protection des représentants officiels des Etats étrangers, **36,** 209.
Art. 529. Actes et objets obscènes, **45,** 652.

Code pénal néerlandais

Art. 118-119. Protection des représentants officiels des Etats étrangers, **36,** 209.

Code pénal polonais (projet)

Art. 107. Propagande guerrière, **33,** 809.
Art. 108. Incitation publique à la guerre d'agression, **38,** 431.

Code pénal polonais

Art. 113. Délit de propagande en faveur de la guerre d'agression, **45,** 360, 747.

Code pénal portugais

Art. 159. Protection des représentants officiels des Etats étrangers, **36,** 209.

Code pénal de la République turque

Art. 9. Procédure d'extradition, **46,** 194.
Art. 194. Inviolabilité du domicile, **46,** 194.

Code pénal roumain (projet)

Art. 213. Délit de propagande en faveur de la guerre d'agression, **45,** 360, 798.
Art. 229. Propagande guerrière, **33,** 808; **38,** 431.

Code pénal russe (U.R.S.S.)

Art. 19. Droit de légitime défense, **49,** 706.

Code pénal tchécoslovaque (projet)

Art. 139, n° 5. Propagation de fausses nouvelles pouvant mettre en péril les relations de la République avec un autre Etat, **33,** 815.

Code pénal turc

Art. 105. Inviolabilité du domicile, **60,** 584.

Code des prisonniers de guerre (1923)

Art. 2. Prohibition des représailles, **21,** 101.
Art. 3. Capacité civile, **21,** 40. Respect de la personnalité, **21,** 41.
Art. 4, al. 2. Egalité devant la loi de la captivité, **21,** 42.
Art. 6. Droit de propriété sur leurs objets, **21,** 44.
Art. 7. Evacuation, **21,** 46.
Art. 9, al. 2 et 3. Réunion dans un même camp, **21,** 49.
Art. 10 à 13. Installation et hygiène, **21,** 48.
Art. 14. Nourriture, **21,** 48.
Art. 15. Habillement, **21,** 48.
Art. 16, al. 2. Distractions **21,** 48.
Art. 17. Discipline des dépôts, **21,** 50.
Art. 19 à 22. Réponse des officiers, **21,** 52.
Art. 24. Ressources pécuniaires, **21,** 49.
Art. 28 à 31, 33, 34. Réglementation du travail, **21,** 51.
Art. 30, al. 2, 32. Interdiction de travaux et de localités, **21,** 42.
Art. 36. Ressources pécuniaires, **21,** 49.
Art. 40. Réception des colis, **21,** 56.
Art. 41. Correspondance, **21,** 55.
Art. 43 et 44. Rapports avec les autorités de l'Etat capteur, **21,** 53.
Art. 47, 49, 50, 54 à 61. Peines, **21,** 57.
Art. 52. Tentatives d'évasion, **21,** 60.
Art. 62 à 67. Poursuites judiciaires, exécution des jugements, **21,** 58.
Art. 79. Echange des prisonniers, **21,** 91.
Art. 84. Rapatriement lors de la paix, **21,** 93.
Art. 90. Sort des individus suivant l'armée, **21,** 30.
Art. 91. Internés civils, **21,** 35.
Art. 92. Conventions obligatoires durant les hostilités, **21,** 98.
Art. 93 et s. Commissions de contrôle, **21,** 102.

Code prussien de Frédéric le Grand (1794)

Art. 22. Lois de l'Etat obligatoire pour tous, **29,** 336.
Art. 23. Loi du domicile, **29,** 336.
Art. 28 Loi du domicile applicable aux meubles, **29,** 336.
Art. 29. Compétence de la *lex situs*, **29,** 336.

Code suisse des obligations

Art. 84. Paiement d'une dette en monnaie du pays, **27,** 274.

Codes mixtes égyptiens

Code civil mixte

Art. 2. Droit naturel, équité, **17,** 98.
Art. 12. Pouvoir législatif des tribunaux mixtes, **17,** 87.
Art. 13, 14. Compétence des tribunaux mixtes, **17,** 45.
Art. 14. Citation de l'étranger qui a quitté l'Egypte (arrêt des Chambres réunies, 22 février 1926), **17,** 96.

Code procédure mixte

*Art. 416*bis. Renvoi devant la Cour plénière, **17,** 96.

Code mixte (pénal et d'instruction criminelle)

Art. 4. Contraventions, **17,** 72.

« Codex juris canonici »

Art. 1351. Absence de contrainte à l'égard des non-chrétiens.

Constitutions

Constitution du Reich (1871)

Art. 2. Pouvoir législatif, **24,** 504.
Art. 78. Modifications à la Constitution, **24,** 504.

Constitution albanaise (1928)

Art. 206 et 207. Monopole public de l'enseignement, **59,** 648.

Constitution allemande de Weimar (août 1919)

Art. 4. Règles générales du droit des gens reconnues comme partie du droit national, **16,** 271, 273; **30,** 307; **31,** 90; **38,** 386; **41,** 561; **42,** 159. Intégration du droit international dans le droit interne, **47,** 412; **61,** 425, 441; **62,** 140.
Art. 6, 7, 10. Compétence exclusive du Reich, **24,** 533.
Art. 6, § 5. Droit de légiférer en matière monétaire, **27,** 249.
Art. 12. Compétence des pays, **24,** 534. Interdiction d'extrader les nationaux, **42,** 258. Pouvoirs laissés aux Etats membres, **47,** 503.
Art. 13. Droit fédéral, sa prévalence sur celui des pays, **24,** 533.
Art. 17. Organisation des pays, **24,** 533. Libre administration des Etats du Reich, **23,** 167.
Art. 18. Qualité d'Etats des pays, **24,** 533.
Art. 35, al. 2. Déclaration de guerre, projet de modification, renonciation à la guerre, **24,** 291.
Art. 45. Conclusion des traités, **57,** 440; **61,** 446.
Art. 45 et 78. Relations avec l'étranger, **24,** 533.
Art. 45, al. 2. Alliances et traités, **38,** 382. Déclaration de guerre, **38,** 416.
Art. 60. Représentation des pays allemands dans la législation, **24,** 534.
Art. 61. Contradiction avec l'article 80 du traité de Versailles, **35,** 215.
Art. 62, al. 2. Droit de l'Autriche, **38,** 397; **41,** 564.
Art. 63. Représentation des pays par leurs gouvernements, **24,** 534.
Art. 76. Amendements à la Constitution, **24,** 533.
Art. 78. Organisation de l'Etat fédéral, **41,** 306.
Art. 115. Inviolabilité du domicile, **16,** 484.
Art. 148. Principe de l'enseignement, **38,** 424.
Art. 158. Protection du travail intellectuel, **16,** 497.
Art. 178. Dispositions du traité de Versailles, **16,** 295.

Constitution de l'Argentine

Art. 31. Traités sont loi de la nation, **38,** 386. Validité interne du droit international, **61,** 448.
Art. 67 et 86. Approbation des traités, **38,** 375. Devoir d'entretenir des relations pacifiques avec les Indiens, **31,** 262. Déclaration de guerre, **38,** 415.
Art. 104. Compétence : provinces et administration centrale, **24,** 529.
Art. 107. Compétence des provinces, **24,** 529.

Constitution autrichienne (1920)

Art. 3, n° 2. Modification de territoire, **24,** 532.
Art. 5. Compétence des pays, **24,** 532.
Art. 9. Droit des gens faisant partie du droit interne, **30,** 307; **34,** 190; **38,** 387; **41,** 561; **42,** 159; **47,** 412.

Art. 10. Législation et exécution sont matière fédérale, **24,** 531.
Art. 10, § *5.* Droit de légiférer sur le système monétaire, **27,** 249.
Art. 11. Législation est matière fédérale, exécution est matière des pays, **24,** 532.
Art. 12. Législation est en principe matière fédérale, **24,** 531.
Art. 34 et 35. Représentation du pays au Conseil fédéral, **24,** 532.
Art. 38. Déclaration de guerre, **38,** 417.
Art. 44. Adoption des amendements à la Constitution, **24,** 532.

Constitution autrichienne fédérale

Art. 44. Amendements à la Constitution, **24,** 532.
Art. 50. Ratification des traités, **38,** 380.
Art. 66. Compétence du chef de l'Etat pour négociation des traités, **30,** 299.
Art. 66, 2. Conclusion des traités, **38,** 381.
Art. 145. Violation du droit international, **38,** 393. Infraction aux lois de la guerre, **42,** 158.

Constitution belge

Art. 68. Exécution des traités internationaux, **16,** 272; **38,** 365. Compétence législative en matière de traités, **56,** 260.
Art. 75. Droit pour l'Etat de battre monnaie, **27,** 249.
Art. 78. Répartition des compétences, **38,** 36.

Constitution de Bolivie

Art. 1er. Modifications territoriales, **38,** 378.
Art. 89. Négociations et conclusion des traités, **38,** 375.

Constitution du Brésil

Art. 2. Création des Etats, **24,** 529.
Art. 34. Reconnaissance de l'arbitrage international, **45,** 701.
Art. 34, al. 11, et 88. Déclaration de guerre, **38,** 422.
Art. 46, n° 16. Conclusion des traités, **24,** 529.
Art. 54. Recours à l'arbitrage, **32,** 755.
Art. 64. Incorporation des terres publiques au domaine de l'Etat, **31,** 272.
Art. 65. Compétence des Etats, **24,** 529.
Art. 88. Interdiction des guerres de conquête, **38,** 422. Référence du Code pénal, **38,** 435. Renonciation à la guerre de conquête, **45,** 700.

Constitution de Bulgarie

Art. 17. Conclusion des traités, **38,** 378.
Art. 54. Acquisitions de la nationalité, **33,** 496.
Art. 62. Lois de police et de sûreté obligatoires pour les étrangers, **33,** 509, 511.
Art. 62, al. 2. Liberté de l'esclave entré en Bulgarie, **33,** 509, 511.
Art. 63. Soumission des immeubles à la loi locale, **33,** 509, 511, 517.

Constitution du Chili (18 septembre 1928)

Art. 4. Nullité des actes des usurpateurs, **38,** 345.

Constitution de la Chine (1912)

Art. 5 et 6. Liberté des croyances religieuses, **29,** 280.

Constitution de la Chine (10 octobre 1923)

Art. 12. Liberté des religions, **29,** 281.

Constitution du Canada

Art. 91 et 92. Droit de légiférer sur le mariage et le divorce, **53,** 203.

Constitution du Danemark

Art. 18. Conclusion des traités, **38,** 378. Contrôle parlementaire de la politique extérieure, **56,** 268.
Art. 28. Droit pour l'Etat de battre monnaie, **27,** 249.

Constitution de Dantzig

Art. 5. Démilitarisation de territoire, **38,** 335.
Art. 49, al. 3. Limitations internationales au pouvoir constituant, **38,** 334.

Constitution égyptienne

Art. 143. Intégration du droit international dans le droit interne, **41,** 561.
Art. 154. Réserve des obligations internationales de l'Egypte, **17,** 46.

Constitution de l'Equateur (13 janvier 1897)

Art. 38. Irresponsabilité de l'Etat en cas de dommages internationaux, **32,** 226.
Art. 72. Principe de non-réélection présidentielle, **38,** 331.
Art. 116. Reconnaissance du principe de l'arbitrage, **24,** 285.

Constitution de l'Espagne (1931)

Art. 6. Renonciation à la guerre, **41,** 561; **45,** 703, 743. Mise de la guerre hors la loi, **38,** 420.
Art. 7. Primauté du droit international sur le droit interne, **41,** 561. Incorporation des règles universelles du droit positif, **38,** 396.
Art. 23. Nationalité de la femme mariée, **60,** 137.
Art. 65. Primauté du traité sur la loi, **38,** 396.
Art. 66. Ratification des traités de referendum, **38,** 377.
Art. 76. Négociation, signature et ratification des traités, **38,** 384. Nécessité d'enregistrer les traités, **38,** 407; **45,** 733. Prohibition des traités secrets, **38,** 401, 407. Mise en harmonie du droit constitutionnel et du droit international, **57,** 272.
Art. 77. Déclaration de guerre, autorisation nécessaire de la loi, **38,** 417, 427. Déclaration de guerre subordonnée à l'épuisement des procédures pacifiques, **45,** 743.
Art. 78. Retrait de l'Espagne de la S. d. N., **45,** 731.

Constitution de l'Esthonie

Art. 4. Intégration du droit international dans le droit interne, **38,** 387; **41,** 561; **47,** 412.
Art. 34. Conclusion des traités, **38,** 376.
Art. 60. Ratification des traités, **38,** 380.

Constitution des Etats-Unis

Art. 1er, section 3. Election du Sénat, **24,** 528.
Art. 1er, section 8. Pouvoir du Congrès, **24,** 528.
Art. 1er, section 80, al. 1 et 3. Relations internationales, **24,** 528.
Art. 2. Droit du Président de conclure des traités, **27,** 453.
Art. 2, section 2. Conclusion des traités, **39,** 370.
Art. 3, section 2. Compétence de la Cour suprême vis-à-vis des Etats étrangers, **53,** 609.
Art. 5. Amendements à la Constitution, **24,** 578.
Art. 6. Validité des dettes antérieures à la Constitution, **23,** 257. Traités faits sous l'autorité

des Etats-Unis seront la loi suprême des Etats, **43,** 253. Loi fédérale et traités, **57,** 436. Traités internationaux et droit interne, **61,** 402, 404, 411, 414, 425, 426, 444.
Art. 6, § 2. Force obligatoire des traités en droit interne, **16,** 272.
Art. 8. Garantie des dettes publiques, **23,** 224.
Art. 10. Interdiction aux Etats de conclure des traités, **27,** 454.

Constitution finlandaise (1919)

Art. 72. Droit pour l'Etat de battre monnaie, **27,** 249.

Constitution de la France (Révolution) (3 septembre 1791)

Titre Ier, art. 2. Garantie de la dette publique, **53,** 387.
Titre III, chap. III, section I. Déclaration de guerre, **22,** 324.
Titre III, chap. IV, section III. Relations extérieures, **22,** 323.
Art. 1er et 2. Négociations diplomatiques, signature et ratification des traités, **22,** 323.
Titre V, art. 2. Votation obligatoire des ressources pour service de la dette publique, **23,** 221, 257.
Titre VI. Renonciation à la guerre de conquête, **22,** 326; **38,** 421.

(24 juin 1793)

Art. 4. Etrangers admis à exercer les droits du citoyen, **22,** 325.
Art. 14. Non-rétroactivité des lois, **47,** 180.
Art. 54. Déclaration de guerre **22,** 324. Sur referendum, **45,** 704.
Art. 55. Ratification des traités, **22,** 323.
Art. 65. Condition d'action du Conseil exécutif, **56,** 283.
Art. 118 et 119. Non-immixtion, **22,** 326.
Art. 120. Asile aux étrangers, **22,** 325.
Art. 122. Garantie de la dette publique, **53,** 387.

(An III)

Art. 326, 327, 334. Déclaration de guerre, **22,** 324.
Art. 329, 330, 331, 333. Négociations diplomatiques et ratification des traités, **22,** 323.
Art. 335. Garantie des droits des étrangers, **22,** 325.

(An VIII)

Art. 49, 50, 51. Négociation des traités, **22,** 324, 325.
Art. 50. Déclaration de guerre; traités de paix, **22,** 324, 325.
Art. 51. Articles secrets des traités, **22,** 324.
Art. 76. Inviolabilité du domicile des étrangers, **22,** 325.

Constitution de la France (16 juillet 1875)

Art. 8. Traités et droit interne, **16,** 273. Pouvoirs du Président de la République en matière de traités (négociation et ratification), **43,** 221.
Art. 9. Déclaration de guerre, **38,** 414; **41,** 565.
Art. 18. Conclusion des traités, **56,** 261.

Constitution de la Grèce (3 juin 1927)

Art. 7. Condition des étrangers, **20,** 135.
Art. 14. Droit d'association, **20,** 139.
Art. 19. Respect de la propriété privée, **24,** 405.
Art. 25. Droit de pétition, **40,** 530.

Constitution du Honduras (1er janvier 1895)

Art. 5. Irresponsabilité de l'Etat en

cas de dommages internationaux, **36,** 226.

Constitution de l'Irak (1924)

Art. 14. Droit de pétition, **40,** 634.

Constitution du Japon

Art. 4 et 13. Souveraineté de l'empereur, **56,** 246.

Constitution lettone (15 février 1922)

Art. 43. Décision par le Parlement de la paix ou de la guerre, **24,** 286.
Art. 73. Traités, **38,** 376.

Constitution du Mexique (1857)

Art. 110. Droit de faire la guerre, **24,** 529.
Art. 111. Coalition entre Etats, **24,** 529.

Constitution du Mexique (1917)

Art. 27. Nationalisation du pétrole et réforme agraire, **59,** 374, 375.
Art. 83. Réélection du Président de la République, **38,** 331.
Art. 104. Validité interne des traités, **61,** 448.

Constitution de la Palestine

Art. 85. Droit de présenter des pétitions, **40,** 634.

Constitution de Panama

Art. 136. Droit d'intervention des Etats-Unis, **32,** 123; **38,** 338.

Constitution du Paraguay (1870)

Art. 72. Relations avec les Indiens, **31,** 265.

Constitution des Pays-Bas

Art. 57. Solution des conflits, **38,** 423. Renonciation à la guerre, **45,** 702.

Constitution du Pérou

Art. 10. Nullité des actes des usurpateurs de fonctions publiques, **34,** 342.
Art. 13. Nullité des actes des usurpateurs, **38,** 345.

Constitution de Pologne

Art. 6 et 7. Déclaration de guerre et conclusion des traités, **22,** 426, 437.

Constitution du Portugal

Art. 4 et 91. Renonciation à la guerre et reconnaissance du principe de l'arbitrage international, **45,** 702.
Art. 26. Déclaration de guerre, **38,** 423. Conclusion des traités, **38,** 374.
Art. 26, n° 4. Restriction au droit de déclarer la guerre, **24,** 285.
Art. 26 et 73. Reconnaissance du principe de l'arbitrage international, **45,** 701.
Art. 47. Négociation des traités, **38,** 374.
Art. 73. Principe de l'arbitrage, **38,**423.
Art. 76. Obligation pour le Congrès de recourir à l'arbitrage, **24,** 285.

Constitution des Républiques centro-américaines

Art. 4. Principe de l'arbitrage reconnu, **24,** 285.

Constitution de Roumanie (1879)

Art. 7. Egalité des confessions, se dérobe aux obligations du traité de Berlin (1878), **41,** 211. Apatridie des Juifs de Moldavie et de Valachie, **43,** 142.
Art. 93. Conclusion de traités, **38,** 379.
Art. 96. Nécessité du consentement du Parlement, **38,** 379.

Constitution de Roumanie (1923)

Art. 20. Composition du domaine public, **51,** 667.
Art. 88. Conclusion de traités, **38,** 379.

Constitution du Salvador (1886)

Art. 11. Territoire national, asile sacré pour les étrangers, **22,** 208.

Constitution du Siam (1932)

Art. 52. Déclaration de guerre subordonnée à l'épuisement des moyens pacifiques, **45,** 746.

Constitution suédoise

§ *13.* Déclaration de guerre, rejet d'une motion demandant la suppression du droit de déclarer la guerre, **24,** 286.

Constitution fédérale suisse (29 mai 1874)

Garantie des gouvernants cantonaux contre l'insurrection, **55,** 121.
Art. 3. Les cantons sont des Etats, **24,** 530.
Art. 4. Egalité devant la loi, notion d'arbitraire dans l'application du droit, **52,** 91.
Art. 7. Conventions des cantons entre eux, **24,** 530.
Art. 8. Déclaration de guerre, **23,** 530.
Art. 9. Traités, **24,** 530. Organisation d'Etat fédéral, **41,** 306.
Art. 10. Rapports avec les gouvernements étrangers, **24,** 530.
Art. 46. Prohibition de la double imposition dans les relations internationales, **55,** 459.
Art. 56. Définition de l'« Heimatlos », **43,** 133.
Art. 61. Exécution des jugements étrangers, **36,** 405.
Art. 68. Service militaire des apatrides, **43,** 139.
Art. 80. Formation de la volonté fédérale, **24,** 531.
Art. 85. Alliances et traités, **38,** 375.
Art. 89. Referendum sur la conclusion des traités internationaux, **46,** 310.
Art. 122. Révision de la Constitution fédérale, **24,** 530.

Constitution de la Syrie

Art. 116. Origines internationales du pouvoir constituant, **38,** 337. Constitutionnalisation des obligations résultant du pacte de la S. d. N., **45,** 737.

Constitution de Tchécoslovaquie

§ *33 et 64.* Déclaration de guerre, **38,** 417.
§ *64.* Conclusion de traités, **38,** 382.

Constitution de l'U.R.S.S. (1923)

Art. 1er, § 7. Compétence de l'Union, **35,** 490.

*Titre I*er. Déclaration de formation contractuelle de l'Union, **24,** 535.
Titre II. Dispositions constitutionnelles, **24,** 535.
*Art. 1*er. Compétence fédérale, **24,** 535.
Art. 2. Modification de la Constitution, **24,** 535.
Art. 4. Droit de sortir de l'Union, **24,** 535.
Art. 5. Caractère d'Etat des Républiques fédérées, **24,** 535.
Art. 6. Modification du territoire, **24,** 535.
Art. 13. Fédérations, **24,** 536.
Art. 34. Langues usuelles, **24,** 536.

Constitution de l'Uruguay (1918)

Art. 79, al. 8. Déclaration de guerre, **38,** 423.

Constitution de l'Uruguay (1934)

Art. 177. Séance du Conseil des Ministres, **56,** 281.
Art. 178. Révocation possible des décisions du Conseil, **56,** 281.
Art. 180. Règlement intérieur du Conseil, **56,** 281.

Constitution du Vénézuéla (21 juin 1893)

Art. 141. Recours à l'arbitrage, **32,** 755.

Constitution du Vénézuéla (9 juillet 1931)

Art. 43. Nullité des actes des usurpateurs, **38,** 345.

Constitution de la Ville libre de Dantzig

Art. 5 et 49. Révision de la Constitution subordonnée au consentement de la S. d. N., **45,** 699 et 700.

Constitution de la Yougoslavie (28 juin 1921)

*Art. 1*er. Nécessité d'une forme fédérative, **28,** 301.

Conventions

Convention (projet de) de Genève (1930) sur la lutte contre le travail forcé

Art. 1, 2. Définition du travail forcé, **45,** 614. Travail forcé seulement pour des fins d'intérêt public, **45,** 614.
Art. 3 et 8. Responsabilité des autorités qui recourent au travail forcé, **45,** 615.
Art. 4, 6. Abstention de toute contrainte pour exécution d'un travail, **45,** 615.
Art. 9, 10. Conditions d'exécution du travail forcé pour des fins publiques, **415,** 615.
Art. 11-15. Rémunération du travail forcé, réparation des accidents du travail, **45,** 616.
Art. 16-17. Sauvegarde de la santé des travailleurs, **45,** 617.
Art. 18 et s. Travaux dangereux, **45,** 617.
Art. 23-25. Réglementation de l'emploi du travail forcé, **45,** 615.

Convention (projet de) de Rio de Janeiro (1927)

*Art. 1*er. Définition des fleuves internationaux, **45,** 151.
Art. 2. Rivières internationales ouvertes en temps de paix aux navires marchands des Républiques contractantes, **45,** 151.

Art. 3. Réglementation de la navigation d'un commun accord entre Etats riverains, **45,** 151.

Convention (1921) relative à la non-fortification et à la neutralisation des îles d'Aland

45, 63 et 64.

Convention commerciale franco-allemande (17 août 1927)

Art. 26. Reconnaissance réciproque de l'existence juridique des sociétés civiles et commerciales, **45,** 454.

Convention commerciale polono-suisse (26 juin 1922)

Art. 3. Reconnaissance réciproque de l'existence juridique des sociétés civiles et commerciales, conditions, **45,** 453.

Convention d'assistance financière

Art. 1er. Mise en action en cas de recours à la guerre, **34,** 100.
Art. 2. Caractère facultatif de l'assistance financière en cas de conflit international, **34,** 103.
Art. 3. Forme de l'assistance, **34,** 105.
Art. 4. Emprunt, sommes nécessaires, **34,** 106.
Art. 5. Amortissement des emprunts, **34,** 106.
Art. 6 et 7. Garanties, **34,** 106.
Art. 7. Montant des obligations, **34,** 107.
Art. 8 à 12. Garanties spéciales, **34,** 111.
Art. 13. Trustees ou commissaires fiduciaires, **34,** 115, 116.
Art. 14. Autorisation des emprunts, **34,** 117.
Art. 15. Emission des emprunts, **34,** 120.
Art. 16. Dépôt de bons de garantie auprès des sociétés, **34,** 122.
Art. 17 à 21. Manquement, par l'Etat emprunteur, à ses obligations, comment jouent les garanties, **34,** 124.
Art. 22 à 27. Compétence arbitrale en cas de différends relatifs à l'exécution de la convention, **34,** 128, 130.
Art. 23. Garanties offertes par les Etats non membres, **34,** 128.
Art. 24 et 29. Primauté de l'article 16 du pacte de la S. d. N., **34,** 129, 133.
Art. 25. Engagement de faciliter les emprunts, **34,** 129.
Art. 26. Valeur-or du franc-or, **34,** 130.
Art. 28. Unanimité au sein du Conseil, procédure, **34,** 132.
Art. 31. Faculté d'adhésion, **34,** 133.
Art. 32. Entrée en vigueur de la convention, signatures nécessaires, **34,** 133.
Art. 33 à 35. Réduction des armements, condition suspensive de l'entrée en vigueur de la convention, **34,** 134.
Art. 34. Durée de la convention, **34,** 135.
Art. 36. Enregistrement au Conseil de la S. d. N., **34,** 135.

Convention et Statut de Barcelone (1921)

1) *Convention*

Art. 1er. Unité du réseau fluvial, **28,** 114; **45,** 103.
Art. 2. Maintien des droits et obligations aux puissances signataires des traités de paix, **45,** 171.
Art. 3. Egalité de traitement en faveur de toutes les nations, **28,** 157. Restriction à la liberté de navigation, **45,** 170 et 171.
Art. 6. Entrée en vigueur, **21,** 323.
Art. 8. Dénonciation, **21,** 324. Zones franches, leur rôle commercial, **24,** 410.

Art. 8, 9, 10. Régime des zones franches, **21,** 409.
Art. 9. Décisions relatives aux travaux, **28,** 170.
Art. 10. Possibilité d'accords régionaux, **28,** 79. Travaux d'entretien de la navigabilité, **22,** 172.
Art. 20. Travaux d'amélioration, **28,** 170.

2) *Statut*

Art. 1er. Définition d'une voie navigable d'intérêt international, **45,** 103.
Art. 4. Egalité de traitement des ressortissants et biens des Etats contractants, **55,** 53.
Art. 5. Réserve du cabotage, **21,** 324; **55,** 53.
Art. 10. Obligation pour l'Etat riverain de ne pas entraver la navigation, **55,** 53.
Art. 10, § *2.* Travaux d'entretien de la navigation, **21,** 341.
Art. 10, § *3.* Travaux d'amélioration de la navigabilité, **21,** 325.
Art. 10, § *6.* Désaffection des voies navigables d'intérêt international, **21,** 326; **46,** 186.
Art. 15. Sort en cas de guerre, **21,** 346.
Art. 17. Non-application aux navires de guerre, **21,** 326, 346; **45,** 183.
Art. 19. Circonstances exceptionnelles, **21,** 326.
Art. 22. Interprétations, **21,** 326, 341.

Conventions de Berne

(20 mars 1883)

Art. 6. Certificat d'enregistrement des marques, **27,** 210.

(9 septembre 1886)

Art. 3. Protection des ouvrages dans les Etats de l'Union, **27,** 209.

(23 octobre 1924)

Art. 55, § *1.* Exécution des jugements étrangers, **36** 420.

Convention de Bruxelles (23 septembre 1910)

Art. 8 et 9. Obligations des capitaines en cas d'abordage, **34,** 421.

Convention de Carlstadt (26 octobre 1905)

Art. 4. Lacs et cours d'eau communs, à la Suède et la Norvège, **45,** 98.

Convention de Constantinople (29 octobre 1888)

Art. 11. Interdiction à perpétuité de construire des fortifications entravant la libre circulation du canal de Suez, **45,** 61.

Convention de Genève (1921) sur la traite des femmes et des enfants

Art. 1er. Transmission des ratifications ou adhésions aux arrangements de Paris (1904) et convention de 1910, **45,** 627.
Art. 2. Recherche et punition des individus se livrant à la traite des enfants, **45,** 627.
Art. 3. Punition de la tentative, **45,** 628.
Art. 5. Extradition dans le cas d'absence de traité, **45,** 629.
Art. 6. Modification de l'âge de protection des femmes ou filles, **45,** 629.

Convention de Genève (12 septembre 1923) sur le trafic des publications obscènes

Art. 1er, nos 1 à 5. Faits punissables, **45,** 650, 653, 654, 655.

Art. 2. Tribunaux compétents, **45,** 656.
Art. 3. Commissions rogatoires, **45,** 658.
Art. 4. Application des dispositions des articles précédents, **45,** 658.
Art. 5 et 16. Nécessité de perquisitions, **45,** 659.

Convention de Genève (9 décembre 1923) sur les ports maritimes

Art. 2. Traitement égal à celui de ses navires qu'un Etat contractant doit assurer aux autres Etats contractants, **55,** 73.

Convention de Genève (25 septembre 1926) relative à la lutte contre l'esclavage

Art. 1er, n° 1. Définition de l'esclavage, **45,** 599.
Art. 1er, n° 2. Actes qui sont du domaine de la traite des esclaves, **45,** 599 et 600.
Art. 2, a. Engagement de réprimer la traite des esclaves, **45,** 600.
Art. 2, b. Engagement de poursuivre sa suppression, **45,** 600.
Art. 3. Engagement de réprimer l'esclavage dans les eaux territoriales, **45,** 601.
Art. 4. Engagement par les puissances contractantes de se prêter mutuelle assistance pour supprimer l'esclavage, **45,** 603.
Art. 4. Engagement de lutter contre le travail forcé, **45,** 603.
Art. 5, 2°. Conditions de l'emploi exceptionnel du travail forcé, **45,** 604.
Art. 5, 3°. Responsabilité des autorités recourant au travail forcé, **45,** 604.
Art. 6-7. Sanctions, **45,** 605.
Art. 8-12. Règlement des différends soulevés par l'application de la Convention, **45,** 605.

Convention de Genève (20 avril 1929)

Art. 13. Droit des offices centraux de correspondre entre eux, **36,** 111.
Art. 16. Transmission de commissions rogatoires pour répression du faux monnayage, **36,** 123.
Art. 31. Faux monnayage, pluralité de délinquants, **36,** 143.

Convention de Genève (23 septembre 1936) pour l'emploi de la radiodiffusion dans l'intérêt de la paix

Art. 2. Surveillance des émissions pour qu'elles n'incitent pas à la guerre, **59,** 262.
Art. 3. Correction de toute émission susceptible de nuire à la bonne entente internationale, **59,** 262.
Art. 5. Communication entre Etats contractants de renseignements facilitant la diffusion d'émissions tendant à faire connaître chacun sa propre civilisation, **59,** 202.

Convention de l'octroi (15 août 1804)
(v. *Rhin,* **28,** 109).

Art. 2. Rhin, fleuve commun à la France et à l'Allemagne, **28,** 213.
Art. 44. Obstacles à la navigation, **28,** 164.
Art. 123. Contentieux administratif, **28,** 199.
Art. 130. Autonomie des fonctionnaires, **28, 199.**

Convention de La Haye (1882)
(v. *Mer* [*richesses de la*], **29,** 405).

Art. 29. (Pêcheries maritimes). Droit de constater les contraventions, enquête sur la neutralité, **29,** 454.

Art. 30. Droit de verbaliser, **29,** 454.
Art. 31. Rédaction des procès-verbaux, **29,** 454.
Art. 32. Résistance à l'autorité, **29,** 455.

Convention de La Haye sur le mariage (12 juin 1902)

Art. 1er. Droit de contracter mariage, **21,** 491; **35,** 559; **53,** 370.

Convention de La Haye sur le divorce et la séparation de corps (12 juin 1902)

Art. 1er. Condition d'admission d'une demande en divorce (lois nationales des époux doivent l'admettre), **53,** 370.
Art. 5 et 6. Rôle de la nationalité et du domicile des plaideurs, **34,** 689.

Convention de La Haye sur la tutelle (12 juin 1902)

Art. 2 et 3. Rôle joué par la loi du domicile, **23,** 22.

Convention de La Haye sur les effets du mariage (17 juillet 1905)

Art. 1 et 2. Application de la loi nationale du mari, **35,** 566; **40,** 261. Modification des conventions matrimoniales, **40,** 283.
Art. 5. Validité du contrat de mariage, loi applicable, **40,** 285.
Art. 6. Formes du contrat de mariage prévues par la loi nationale, **40,** 274.

Convention de La Haye sur la procédure (17 juillet 1905)

Art. 18. Exécution des jugements, **36,** 421.
Art. 19, al. 1-3. Examen du jugement étranger, **36,** 421.
Art. 20. Admission à l'assistance judiciaire, **27,** 209.
Art. 21. Certificat d'indigence, **27,** 209.
Art. 23. Contrôle des certificats, **27,** 209.

Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux (1889)

Art. 2. Bons offices et médiation, **37,** 575.
Art. 3, al. 3. Offre de médiation, **37,** 575.
Art. 4. Rôle du médiateur, **37,** 576.
Art. 5. Cessation des fonctions de médiateur, **32,** 232.
Art. 6. Bons offices et médiation ayant caractère de conseil, **37,** 576.
Art. 7. Effets de l'acceptation de la médiation, **37,** 576.
Art. 8. Médiation spéciale en cas de différend grave, **37,** 577.
Art. 9 à 36. Constitution de commissions internationales d'enquête, **36,** 276.
Art. 15 à 18. Application de l'arbitrage, **32,** 232.
Art. 15. Définition de l'arbitrage, **37,** 580.
Art. 16. Nature des questions litigieuses faisant l'objet d'un arbitrage, **33,** 395.
Art. 17, al. 2. Application des conventions d'arbitrage, **37,** 580.
Art. 18. Caractère obligatoire de la sentence arbitrale, **37,** 580.
Art. 19. Recommandation des conclusions de traités d'arbitrage, **37,** 567.
Art. 20. Institution d'une Cour permanente d'arbitrage, **22,** 138; **37,** 581.
Art. 21. Compétence de la Cour, **37,** 581.
Art. 22. Fonctions du Bureau international de la Cour, **37,** 582, 586.

Art. 23. Composition de la Cour, **37,** 582.
Art. 24. Choix des arbitres, **37,** 583.
Art. 27. Recommandation aux parties d'en appeler à la Cour permanente, **37,** 585; **38,** 705.
Art. 32. Procédure arbitrale, **37,** 588.
Art. 37. Objet de l'arbitrage, **35,** 394; **36,** 292.

Convention de La Haye pour règlement pacifique des conflits internationaux (1907)

Art. 37, al. 2. Obligation pour les Etats de se soumettre à la sentence, **30,** 212.
Art. 38. Nature des questions juridiques faisant l'objet d'un litige, **33,** 395.
Art. 45. Nationalité des arbitres, **37,** 645.
Art. 48. Détermination de la compétence par le tribunal, **35,** 424, 427, 442; **37,** 588.
Art. 52. Forme de la décision arbitrale, **37,** 589.
Art. 53. Exécution des compromis, **37,** 644.
Art. 55. Révision des sentences arbitrales, **37,** 590.
Art. 56. Force obligatoire, **37,** 591.
Art. 73. Détermination de la compétence du tribunal arbitral, **35,** 423, 427, 442.
Art. 81. Caractère définitif de la sentence arbitrale, **30,** 538.
Art. 83. Droit de révision des sentences, **30,** 613.
Art. 84. Autorité des sentences arbitrales, **30,** 539, 551, 555.
Art. 91. Sentences arbitrales, **27,** 579.
Art. 93. Adhésion, **26,** 526.

Convention de La Haye sur les lois et coutumes de la guerre sur terre (18 octobre 1907) (IV^e^ *Droit de la guerre*)

Art. 2. Population d'un territoire non occupé prenant les armes, responsabilité, **30,** 336; **40,** 54.
Art. 3. Belligérant responsable des actes commis par sa force armée, **30,** 446.
Art. 10. Droit de légitime défense, **30,** 482.
Art. 23. Moyens de guerre interdits, **31,** 524.
Art. 23 g et 23 h. Inviolabilité de la propriété privée de l'ennemi sur terre, **37,** 372; **41,** 141.
Art. 25. Attaque ou bombardement de villes non défendues, **31,** 524.
Art. 26. Avis d'ouverture du bombardement aux autorités d'une ville assiégée, **42,** 154.
Art. 40 de l'annexe. Armistice, **32,** 374.
Art. 44, 45, 52. Interdiction d'obliger l'habitant du territoire occupé à prêter serment, **30,** 421.

Convention de La Haye sur les neutres

Art. 1^er^. Inviolabilité du territoire neutre, **31,** 524.
Art. 3. Carence de la Convention pendant la Grande Guerre, **31,** 324, 367.
Art, 6. Responsabilité d'une puissance neutre quand des individus traversent isolément la frontière pour passer au service des belligérants, **36,** 205.
Art. 25. Surveillance des ports et rades par les puissances neutres, **32,** 105.

Convention de La Haye (XII^e^)

Art. 3. Recours contre les décisions des tribunaux de prise du belligérant capteur, **23,** 378.
Art. 4. Modalité du recours des particuliers **23,** 379; **30,** 245.
Art. 5. Recours des ayants droit, **23,** 379; **30,** 245.
Art. 6, al. 2. Action directe, **23,** 379.
Art. 7. Droit de juger en équité, **23,** 378.

Art. 26. Droit de légitime défense, **30,** 482.

Convention de Lausanne (24 juillet 1923)

Préambule. Etablissement en Turquie des ressortissants des autres puissances, **37,** 331.
Art. 2. Traitement des ressortissants des autres puissances, suivant le droit commun international, **37,** 331.
Art. 6. Expropriation des biens des étrangers, **37,** 366.
Art. 15. Compétence judiciaire, **30,** 42.
Art. 17. Protection des étrangers par les tribunaux turcs, **37,** 331.

Convention de Lausanne (30 janvier 1923)

sur l'échange des populations grecques et turques, **24,** 327.
Art. 1er. Personnes soumises à l'échange, **24,** 327.
Art. 1er, al. 2. Autorisation nécessaire pour rétablissement des échangés, **24,** 403.
Art. 2. Populations non comprises dans l'échange, **24,** 387.
Art. 3. Personnes comprises dans l'échange, **24,** 403.
Art. 3, al. 2. Personnes morales, **24,** 403.
Art. 5. Respect des droits de propriété des émigrés, **24,** 405, 406.
Art. 7. Changement de nationalité des échangés, **24,** 104.
Art. 8. Personnes morales comprises dans l'échange, **24,** 403.
Art. 9, 10, 13, 14. Liquidation de la propriété immobilière, **24,** 405.
Art. 11 et 12. Création d'une commission mixte, **24,** 392.
Art. 14, al. 2. Restitution aux émigrés de leurs biens, **24,** 406, 411, 412.
Art. 19. Liaison de la convention au traité de paix de Lausanne, **24,** 385, 396.

Convention de Mannheim relative à la navigation sur le Rhin (17 octobre 1868)

Art. 1er. Travaux faisant obstacle à la libre navigation, **28,** 196. Navires pouvant librement naviguer sur le Rhin, **45,** 168; **55,** 35.
Art. 2, al. 2. Désaffectation des voies existantes, **28,** 197.
Art. 2, al. 3. Nationalité des bateaux, **28,** 190. Bateau considéré comme appartenant à la navigation du Rhin, **45,** 168.
Art. 6. Trafic rhénan, droits de douane, **28,** 15.
Art. 8 et 27. Ports francs existant sur le Rhin, **45,** 197.
Art. 14. Importation, exportation et transit de marchandises, **28,** 151.
Art. 15. Petit cabotage du Rhin, **28,** 151.
Art. 27 et 28. Travaux pour l'exploitation des ports, **28,** 172.
Art. 28. Travaux du chenal du Rhin, **28,** 168.
Art. 30. Obligation relative aux travaux, **28,** 196.
Art. 31. Voyage d'exploration, **28,** 197.
Art. 32. Sanctions conventionnelles pour contraventions aux règlements, **28,** 184.
Art. 34, 1°. Compétence des tribunaux de navigation, **28,** 185.
Art. 43. Pouvoirs de la Commission centrale, **28,** 197.
Art. 45 a. Plaintes à la Commission centrale, **28,** 203.
Art. 45 c. Appel des tribunaux de navigation, **28,** 203.
Art. 46. Droit de *veto* des Etats riverains pour les travaux, **28,** 179.

Convention de Mayence relative à la navigation sur le Rhin (31 mars 1931)

Art. 3. Transbordement du Rhin en pleine mer et *vice versa*, **45,** 176.

Art. 46. Navigation de petit cabotage du Rhin, **28,** 151.
Art. 67. Problème des travaux, **28,** 165.
Art. 94. Pouvoirs de la Commission du Rhin, **28,** 187.

Conventions de Paris relatives à la navigation sur les fleuves internationaux d'Europe

(**1921**)

Art. 1er. Liberté de navigation sur le Danube, **45,** 45.

(**22 février 1922**)

Art. 12 et 13. Liberté de navigation sur l'Elbe, **45,** 46.

Convention de Paris sur la navigation aérienne (13 octobre 1919)

Art. 1er. Souveraineté de chaque puissance, **30,** 156, 390. Conditions de la liberté de passage inoffensive au-dessus de son territoire, **45,** 53.
Art. 2. Etendue du territoire, **30,** 157; **55,** 75 et 76.
Art. 6. Nationalité des aéronefs, **55,** 56.
Art. 7. Immatriculation des aéronefs, **55,** 56.
Art. 15. Droits pour l'Etat sous-jacent de fixer un itinéraire, **55,** 55.
Art. 16. Droit pour chaque Etat de réserver le transport commercial de personnes ou marchandises à ses seuls aéronefs nationaux entre deux points de son territoire, **55,** 55.

Convention de Paris (4 mai 1910) sur la traite des femmes et des enfants

Art. 1-2. Délits considérés au point de vue des rapports internationaux, conséquence au point de vue de l'appréciation des faits, **45,** 621.
Art. 3-4. Détermination de la majorité, **45,** 623.
Art. 5. Extradition, lois des Etats signataires à modifier, **45,** 624.
Art. 6. Exécution des commissions rogatoires, **45,** 624.
Art. 8. Procédure de communication des bulletins de condamnation, **45,** 626.

Convention de Saint-Germain-en-Laye (10 septembre 1919) relative à la navigation sur les fleuves internationaux de l'Afrique

Art. 1-7, 13. Liberté de transit garantie aux nationaux des puissances signataires et Etats membres de la S. d. N. adhérant à la présente convention, **45,** 46, 661 et 662.

Convention de Washington (1927) sur les radiocommunications

Art. 5. Possibilité pour les administrations des pays contractants d'attribuer telle fréquence et tel type d'ondes à leurs stations sous réserve qu'il n'en résulte pas de brouillage avec les autres pays, **55,** 59.

Convention de Washington (5 janvier 1929) de conciliation interaméricaine

Art. 1er. Conciliation, but à atteindre, **59,** 149.
Art. 2. Commissions d'enquête du traité de 1923 auront caractère de conciliation, **59,** 149.
Art. 3. Même caractère aux Commissions diplomatiques permanentes du traité de Santiago du Chili, **59,** 149.
Art. 5. Droit pour les puissances contractantes d'offrir bons offices et médiations sauf à partir du moment où la Commission pré-

vue à l'article 2 est organisée, **45,** 250.

Protocole additionnel à la précédente convention

Art. 1er. Nomination des membres des Commissions d'enquête et de conciliation, **59,** 156.
Art. 4. Procédure d'organisation des commissions, communication à l'Union panaméricaine des noms de deux membres désignés, **59,** 156.
Art. 5. Nomination du cinquième membre, **59,** 156.

Convention des Détroits (24 juillet 1923)

Art. 1er. Droit à toute nation de naviguer au-dessus des Dardanelles, de la mer de Marmara et du Bosphore, à perpétuité, **45,** 54.
Art. 4. Démilitarisation d'une zone sur les deux côtes des Dardanelles et du Bosphore, **45,** 60.

Convention du flétau pour le Pacifique du Nord relative à la pêche (1924)

Art. 1er. Saison de pêche, **29,** 441.
Art. 2. Saisie des navires en contravention, **29,** 441.
Art. 3. Création d'une Commission internationale de pêcheries, **29,** 441.

Convention panaméricaine (La Havane, 20 février 1928)

Art. 2. Forme écrite des traités, **30,** 431.
Art. 3. Obligation des étrangers au service militaire, **37,** 380.
Art. 5. Droits civils essentiels des étrangers, **37,** 350

Convention (18 novembre 1903) entre les Etats-Unis d'Amérique et la République de Panama

Art. 3. Cession de droits aux Etats-Unis, **30,** 381.
Art. 24. Maintien des droits des Etats-Unis en cas d'entrée de Panama dans une confédération, **30,** 382, 384.

Convention entre Allemagne, Pologne et Ville libre de Dantzig (1921)

Art. 4, 23. Servitudes de passage dans le « Corridor » polonais au profit de l'Allemagne, **45,** 52.

Convention franco-anglaise (30 novembre 1831) sur la répression de la traite des noirs

Art. 7. Sur la capture et le jugement des navires faisant le trafic de la traite des noirs, **45,** 577.

Convention germano-polonaise relative à la Haute-Silésie (Genève, 15 mai 1922)

Art. 4. Protection des droits acquis, **32,** 393.
Art. 4, § 2. Protection des droits publics, **23,** 394.
Art. 4, § 2, n° 3 et § 3. Créances, **23,** 394.
Art. 4, § 4 et § 6. Droits privés, **23,** 394.
Art. 5. Compétence du tribunal arbitral, **23,** 394.
Art. 562. Résolution de la Commission, **36,** 362.
Art. 563, § 3. Sentences du tribunal arbitral, **36,** 362.
Art. 587 à 605. Tribunal d'artitrage, **36,** 364.
Art. 588. Evocation de questions

concernant la convention, **23,** 397.
Art. 590, n° 2. Prorogation de compétence, **23,** 397.
Art. 590, n° 3. Renonciation à la compétence, **23,** 452.
Art. 592. Autorité des sentences du tribunal arbitral, **23,** 397.

Cour permanente de justice internationale

Avis consultatifs :

Autriche, **8,** 396. Colombie britannique, **8,** 392. Colorado, **8,** 386. Delaware, **8,** 387. Maine, **8,** 385. Manitoba, **8,** 392. Missouri, **8,** 386. Nebraska, **8,** 389. New-Hampshire, **8,** 385. New-Jersey, **8,** 389. Nouveau Brunswick, **8,** 393. Norvège, **8,** 400. Nouvelle-Ecosse, **8,** 392. Oklahoma, **8,** 388. Ontario, **8,** 391. Québec, **8,** 392. South Dakota, **8,** 387. Vermont, **8,** 387.
Avis ex æquo et bono. **49,** 366.
Avis n° 1. Organisation et Conférence internationale du travail, **24,** 48, 50; **39,** 214. Désignation des délégués ouvriers des Pays-Bas à la Conférence internationale du travail, **51,** 524.
Avis n°s 1 et 2. Compétence de l'Organisation internationale du travail en matière agricole, interprétation des clauses limitatives de la souveraineté, **48,** 662; **51,** 555. Refus de recourir aux travaux préparatoires du traité de Versailles, **48,** 768.
Avis n° 3. Compétence de l'Organisation internationale du travail à l'égard des moyens de production, **51,** 559, 570.
Avis n°s 2, 3. Organisation internationale du travail, compétence, **24,** 84, 87, 91, 94, 103. Employés dans l'agriculture, **24,** 91, 101, 103; **51,** 555. Sens du mot industrie, **24,** 106; travaux préparatoires, **24,** 123. Organisation du travail et souveraineté, **24,** 134.
Avis n° 4. Nationalité en Tunisie et au Maroc, **22,** 472; **26,** 38; **39,** 201. Portée de l'article 15, § 8, du pacte de la S. d. N., **24,** 113; **39,** 202. Rapports internationaux, **36,** 373. Indépendance des Etats, **39,** 40. Domaine exclusif d'un Etat, **30,** 359, 360; **31,** 40, 446; **35,** 149, 152; **36,** 372; **42,** 306. Questions de nationalité du domaine réservé, **30,** 362. Etat protecteur et Etat protégé, pouvoirs, **34,** 303. Abus de pouvoir des Etats, relativité de la question de savoir si une affaire relève de la compétence exclusive d'un Etat, **43,** 378. Décrets sur la nationalité en Tunisie et au Maroc, rejet de l'exception du domaine réservé, **46,** 418; **47,** 501; **54,** 274, 297, 373. Véritable procédure d'arbitrage, **46,** 582. Affaire de Mossoul, détermination de l'unanimité au sein du Conseil de la S. d. N., **50,** 52. Décrets de nationalité en Tunisie et au Maroc, caractère obligatoire de la décision, **57,** 82. Rapprochement des procédures consultative et contentieuse, **57,** 17. Invocation de la clause *rebus sic stantibus,* **58,** 213. Compétence exclusive des Etats en matière de nationalité, **58,** 498, 598, 609, 610; **61,** 714, 715.
Avis n° 5. Carélie orientale, **26,** 30, 572. Absence de règles internationales, liberté des Etats, **30,** 356. Délivrance d'avis, consentement des parties nécessaire, **39,** 222. Carélie orientale, refus d'étendre aux tiers le droit du pacte de la Société des Nations, **46,** 456. Subordination du règlement pacifique des conflits au consentement des Etats intéressés, **46,** 584. Caractère consensuel des procédures de règlement paci-

fique des conflits, **54,** 263. Souveraineté étatique, **54,** 320. Carélie orientale, faits de la cause, **57,** 18. Nécessité du consentement des parties à la procédure consultative, **57,** 19. Admission des preuves en matière consultative, **57,** 59. Avis sur différend, **57,** 65. Souveraineté étatique, **58,** 584.

Avis n° 6. Colons d'origine allemande en Pologne, **24,** 85, 104; **30,** 451; **44,** 757. Nouveau souverain, respect des droits privés, **23,** 279. Succession d'Etats, maintien des droits acquis, **39,** 172. Maintien des droits privés acquis en cas de changement de souveraineté, **58,** 65, 67; **59,** 341, 389. Non-discrimination des minoritaires, **59,** 644. Garantie internationale des droits privés des minoritaires, **59,** 655. But du régime des minorités, **59,** 659. Compétence du Conseil de la S. d. N. en matière minoritaire, **59,** 663, 676. Légalité des comités des minorités, **59,** 668. Demande d'avis consultatif par le Conseil de la S. d. N., **59,** 670. Réparation en faveur de particuliers, **62,** 240.

Avis n° 7. Acquisition de la nationalité polonaise, **24,** 103; **24,** 135. Convention germano-polonaise de Genève, **24,** 116. Domicile, **23,** 41, 66. Inviolabilité des traités, **49,** 238. Compétence exclusive de l'Etat, **54,** 373. Définition de la notion de minorité, **59,** 635. Domicile des parents, **59,** 655. Colons allemands en Pologne, autorité du droit international sur les ordres internes, **61,** 416, 434.

Avis n° 10 (21 février 1925). Echange des populations grecques et turques, engagements internationaux, **24,** 108, 135; **48,** 769. Grecs établis à Constantinople, **24,** 389. Obligation d'exécuter les traités, **49,** 238.

Avis n° 11. Boîtes à lettres de Dantzig, question de chose jugée, **30,** 597; **24,** 81. Limitation au dispositif de l'autorité de chose jugée d'une décision internationale, **44,** 658. Sentence internationale, force obligatoire, **39,** 185. Boîtes à lettres de Dantzig, pouvoir judiciaire du Haut-Commissaire de la S. d. N., **51,** 683.

Avis n° 12. Frontière Turquie et Irak, **24,** 49, 95. Mossoul, **26,** 33, 40. Article 5 du pacte, **24,** 113. Article 3 du traité de Lausanne, **24,** 123. Décision du Conseil de la S. d. N., sa nature juridique, **39,** 198. Mossoul, compétence du Conseil, **25,** 324. Traité de Lausanne (1923), interprétation, **40,** 719. Médiation entre Turquie et Irak, **33,** 442. Affaire de Mossoul, pouvoirs de médiation du Conseil de la Société des Nations, **46,** 598, 605. Frontières de l'Irak, recours aux travaux préparatoires pour interprétation du traité de Lausanne, **48,** 800. Règle de l'unanimité au sein du Conseil de la S. d. N., **54,** 570. Affaire de Mossoul, étendue des obligations entraînées par l'acceptation de la compétence du Conseil de la S. d. N., **57,** 20. Refus à la Turquie du juge national, **57,** 24. Affaire de Mossoul, dérogations à la règle de l'unanimité au sein de la S. d. N., **61,** 696. Frontière turco-irakienne, interprétation des traités à la lumière des principes généraux du droit, **62,** 156.

Avis n° 13. Organisation internationale du travail, **39,** 214. Interprétation par le traité de Versailles, **24,** 50. Article 427 du traité de Versailles, interprétation, **24,** 87. Traité, intention des parties, **24,** 91. Traités, études, **24,** 103. Interdiction du travail de nuit dans les boulangeries, compétence de l'Organisation internationale à l'égard du travail patronal, **51,** 556. Compétence de l'Organisation internationale du

travail en matière agricole, **56,** 345.

Avis n° 14. **26,** 41. Etat roumain, Commission du Danube, compétence, **24,** 317; **24,** 49; **30,** 309. Texte clair, travaux préparatoires non invocables contre lui, **37,** 347. Pouvoirs implicites, doctrine, **24,** 84, 124. Traité clair, **24,** 124. Travaux préparatoires du traité de Versailles (refus d'examen des), **24,** 130, 131. Compétence de la Commission européenne du Danube, juridiction de la Commission entre Galatz et Braïla, **48,** 41, 42. Recours aux travaux préparatoires du statut, **48,** 769. Extension du « juge national » en matière consultative, **57,** 24. Preuves en matière consultative, **57,** 60. Défaut de force exécutoire de la décision, **57,** 86. Limitation des souverainetés étatiques par le droit international, **58,** 586. Rapports entre traité bilatéral et traité collectif, **58,** 649.

Avis n° 15. Compétence des tribunaux de Dantzig, **23,** 366. Particuliers en droit international, **23,** 366. Etats seuls sujets du droit international, **39,** 157. Chemins de fer dantzickois, droits et obligations créés par le droit international à l'égard des individus, **58,** 43. Fonctionnaires des chemins de fer dantzickois, autorité du droit international sur les ordres internes, **60,** 434. Individus comme sujets de droits internationaux, **62,** 218, 387.

Avis n° 16. Accord gréco-turc (1926), interprétation, détermination par la juridiction internationale de sa compétence, **35,** 434; **39,** 184. Termes de la demande d'avis consultatif, **39,** 227. Compétence de la Commission gréco-turque instituée par le traité de Lausanne, **52,** 83; **54,** 400. Interprétation de la convention gréco - turque sur l'échange des populations, recours aux principes généraux du droit, **62,** 168.

Avis n° 17. Communautés gréco-bulgares, **36,** 344. Conflit entre loi et traité, **49,** 238. Notion de minorité, **54,** 370.

Avis n° 18. Plainte contre Etat membre, **36,** 352. Admission dans l'Organisation internationale du travail d'Etats non membres de la S. d. N., **39,** 205, 211. Participation de Dantzig à l'Organisation internationale du travail, obligations imposées à Dantzig par le traité de Versailles, **50,** 207. Affiliation de la Ville libre de Dantzig à l'Organisation internationale du travail, **50,** 517. Dépôt d'une plainte contre un Etat membre, pouvoir d'interprétation authentique des traités, **52,** 248.

Avis n° 19. Interdiction du travail de nuit des femmes dans l'industrie **51,** 543.

Avis n° 20. Zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex, règle d'interprétation des conventions internationales, **44,** 650.

Avis n° 40. Ecoles minoritaires en Albanie, but des traités de minorités, **54,** 370.

Avis n° 41. Union douanière, **39,** 14. Illégalité internationale de l'acte, **39,** 115. Projet d'union douanière austro-allemande, **41,** 394; **48,** 673; **54,** 265. Incompétence de la Cour à l'égard des conflits politiques, **46,** 253. Souveraineté extérieure de l'Etat, **54,** 355. Projet d'union douanière austro-allemande, droit d'avoir un « juge national » en matière consultative, **57,** 38.

Avis n° 42. Obligations de l'article 23 *e* du pacte, leur étendue, **39,** 204.

Avis n° 43. Interprétation des conventions en cause, valeur des travaux préparatoires, **39,** 258.

Avis n° 44. Responsabilité internationale des Etats du fait de leur droit interne, **39,** 152, 154. Con-

vention en cause, étude des travaux préparatoires pour son interprétation, **39,** 258. Traitement des nationaux polonais à Dantzig, interprétation de l'article 33 de la Convention polono-dantzickoise, **48,** 772, 774; **50,** 209. Affaire des phares, recours aux travaux préparatoires pour interpréter les traités, **52,** 246. Traitement des nationaux polonais à Dantzig, contenu de la notion de minorité, **59,** 636, 662. Non-discrimination des minoritaires, **59,** 646, 654.

Avis n° 45. Délivrance d'avis sur demande de la S. d. N., **39,** 224. Interprétation de l'accord gréco-bulgare du 9 décembre 1927, compensation des créances en droit international, **39,** 641.

Avis n° 50. Interprétation de la Convention de Washington sur le travail de nuit des femmes, recours aux travaux préparatoires, **48,** 772. Compétence de l'Organisation internationale du travail, **50,** 268. Délai de production des observations écrites, **50,** 300. Interprétation des termes selon leur sens naturel, **50,** 302.

Avis n° 62. Ecoles minoritaires en Albanie, but des traités de minorités, **51,** 105. Traitement des nationaux polonais à Dantzig, recours aux travaux préparatoires pour interprétation des traités, **52,** 246.

Avis n° 64. Ecoles privées en Albanie, leur remplacement par écoles de l'Etat, réclamations de la Grèce, avis sur « point » et non avis sur différend, **57,** 39. Non-discrimination des minoritaires, **59,** 648. But du régime des minorités, **59,** 659. Définition de la communauté, **59,** 659. Institution du « juge national », **59,** 672. Ecoles minoritaires en Albanie, référence de la Cour à sa propre jurisprudence, **62,** 170.

Avis n° 65. Compatibilité de certains décrets-lois dantzickois, refus du « juge national » à la Ville libre, **57,** 41.

Règlement

Art. 3. Juge national, **57,** 57. Extension à la procédure consultative, **57,** 37. Désignation du juge *ad hoc*, **62,** 569.

Art. 4. Juges *ad hoc*, **36,** 304.

Art. 7. Extension des « juges nationaux » à la procédure consultative, **59,** 672.

Art. 10. Pouvoir de la Cour de diriger les travaux, **54,** 419.

Art. 15. Nombre de représentants des parties, **62,** 593.

Art. 17. Prestation de serments des juges, **62,** 577.

Art. 30. Caractère obligatoire du règlement, **43,** 123.

Art. 31. Juges *ad hoc*, immunités, **56,** 175. Assujettissement des parties aux règles de la procédure, **62,** 626.

Art. 33, § *3.* Fixation du délai d'accomplissement des actes de procédure, pouvoirs du Président, **39,** 249.

Art. 35. Notification à la Cour de la nomination des agents des parties, **62,** 596. Compromis d'arbitrage, **62,** 641.

Art. 37. Assujettissement des parties aux règles de la procédure, **62,** 600, 602.

Art. 38. Exceptions d'incompétence, **39,** 235; **41,** 102. Jurisprudence, source du droit, **56,** 10.

Art. 39. Assujettissement des parties aux règles de la procédure, **62,** 627.

Art. 43. La preuve dans la procédure, **56,** 17, 20.

Art. 48. Administration des preuves, **56,** 14, 15.

Art. 49. Refus des parties de collaborer à la procédure de preuve, **56,** 55.

Art. 51. Assujettissement des parties aux règles de la procédure, **62,** 627.

Art. 57. **40,** 680 et s. Rédaction

révisée, **40,** 682. Suppression du pouvoir du Président d'indiquer des mesures conservatoires, **40,** 682. Mesures *ex-officio*, **40,** 683. Priorité des requêtes indiquant mesures conservatoires, **40,** 684. Lacunes intentionnelles, **40,** 685.

Art. 60 (projet) Phase critique de la procédure, exceptions, **41,** 113.

Art. 62. Exceptions préliminaires, **62,** 642, 659.

Art. 63. Demandes reconventionnelles, **62,** 598.

Art. 71 (révisé). Article 31 du statut, révision, **24,** 38. Différend entre deux ou plusieurs Etats, avis, **26,** 56, 57.

Art. 71-74. Procédure consultative, **57,** 16. Révision tendant à rapprocher procédure consultative et procédure contentieuse, **57,** 17, 22.

Art. 72. Formes des demandes d'avis consultatifs, **39,** 227.

Art. 73. Pouvoir de la Cour de diriger ses travaux, **54,** 419.

Art. 74. Faculté par la Cour de donner des avis, **26,** 30. Compétence consultative de la Cour, **34,** 474.

Art. 82-85. Procédure consultative, **57,** 8, 45, 51.

Statut

Art. 1er. Article 14 du pacte, **26,** 20; **57,** 69. Caractère d'indépendance de la Cour, **43,** 76. Maintien des institutions d'arbitrage existantes, **50,** 365.

Art. 2. Composition de la Cour, **25,** 313; **36,** 303. Indépendance des juges, **62,** 561, 565.

Art. 3. Juge national, extension à la procédure consultative, **57,** 23, 24, 57, 68, 74. Nombre des juges, **62,** 573.

Art 4, al. 2. Procédure de signature des candidats, **19,** 325.

Art. 4 à 6. Elections : juges, **34,** 471; membres, **30,** 317. Candidats juges, **37,** 592, 661.

Art. 6, § 2. Acceptation obligatoire de la juridiction de la Cour, **36,** 321.

Art. 9. Représentation des systèmes juridiques au sein de la Cour, **19,** 325; **62,** 564, 588. Qualité des juges, **38,** 771; **47,** 12; **54,** 483.

Art. 10. Nationalité des juges, **62,** 562.

Art. 13. Compétence des juges déterminée par l'époque où ils sont saisis, **39,** 247. Durée des fonctions de juge, **62,** 575.

Art. 16. Sauvegarde de l'indépendance des juges, **51,** 676. Fonction incompatible avec celles de juge, **62,** 562, 569.

Art. 17 et 24. Incapacités de siéger, **62,** 580, 582.

Art. 18. Expulsion du juge, **56,** 198.

Art. 19. Sauvegarde de l'indépendance des juges, **51,** 676. Immunité des membres de la Cour, **56,** 160, 174; **62,** 577.

Art. 20. Prestation de serment des juges, **62,** 572, 577.

Art. 21. Choix du président de la Cour et de son greffier, **62,** 582.

Art. 23. Obligations de présence des juges, **62,** 579.

Art. 24 et 71. Pouvoirs du juge *ad hoc*, **62,** 569, 571 et 572.

Art. 25. Composition de la Cour, **26,** 54. Quorum pour délibérer, **39,** 248.

Art. 29. Procédure sommaire, **51,** 679.

Art. 30. Pouvoir d'autodétermination, **26,** 21. Règlement d'exercice des attributions, **24,** 38. Règlement de la Cour, **51,** 611. Règlement de la Cour, **62,** 626.

Art. 31. « Juge national » *ad hoc*, situation des Dominions, **19,** 326, 483. Juges de la nationalité des parties, **24,** 38. Désignation d'un juge national, **30,** 312; **36,** 304. Juges *ad hoc*, **39,** 250; **26,** 55; **51,** 679. Mesures conservatoires, examen des conclusions, **51,** 284. « Juges nationaux »,

inapplicabilité en matière minoritaire, **59,** 872.

Art. 31, al. 4. Etats conjointement parties, **19,** 327.

Art. 32. Sauvegarde de l'indépendance des juges, **51,** 676.

Art. 34. Qualité pour se présenter devant la Cour, **1,** 66, 319, 475; **35,** 357. Accès réservé aux Etats ou membres de la S. d. N., **34,** 482; **36,** 234; **40,** 31. Parties aux instances, **47,** 467; **50,** 271; **51,** 676; **58,** 12; **59,** 604; **62,** 606, 611, 619. Différend entre Etat et particulier, **59,** 392. Etats ayant pouvoir d'action, **61,** 307.

Art. 35. Différends entre Grande-Bretagne et Dominions, incompétence, **36,** 354. Accès de la Cour ouvert aux seuls Etats et membres de la Société des Nations, **43,** 32. Parties aux instances, **51,** 676; **59,** 604. Différends entre Etat et particulier, **59,** 392. Etats ayant pouvoir d'action, **61,** 307.

Art. 36. Différends à soumettre obligatoirement à la Cour, clause facultative, attitude des membres anglais, **3,** 453; **12,** 18, 24; **14,** 351, 423; **19,** 458, 460. Amendement proposé, **22,** 148. Interprétation de M. Huber, **24,** 125. Compétence de la Cour, **25,** 282; **30,** 532; **31,** 539, 544; **32,** 251. Compétence obligatoire, **26,** 565; **35,** 97, 195. Compétence circonscrite, **38,** 676. Extension de la compétence, **34,** 480, 481. Domaine réservé, **34,** 194. Compétence *ratione materiae*, **27,** 277. Clause facultative, **30,** 471. Adoption, **22,** 191. Proposition Fernandes, **32,** 713. Ratifications, **36,** 242, 323. Acceptation de la clause facultative, **37,** 104, 105, 173. Clause de compétence obligatoire, **20,** 407; **27,** 510, 519, 520, 536, 537. Différends d'ordre juridique, **27,** 518, 519. Liberté des Etats pour la compétence obligatoire, **27,** 536. Conflits susceptibles de règlement arbitral ou judiciaire, **27,** 559. Juridiction obligatoire de la Cour, **35,** 97, 195. Décision de la Cour sur sa compétence, **35,** 431; **41,** 119. Engagements réciproques d'arbitrage, **25,** 249. Clause facultative, adhésions recueillies, réserves, **46,** 579. Différends d'interprétation ou application d'un traité, **49,** 256, 266. Différends d'ordre juridique, **49,** 315. Conflits susceptibles d'arbitrage, **50,** 40. Clause facultative, **50,** 380; **51,** 678. Conflits susceptibles de règlement judiciaire, appréciation critique, **52,** 21. Compétence de la Cour en tant qu'instance de recours contre une décision internationale, **52,** 75. Clause facultative, contestation de la validité d'une décision arbitrale, **52,** 5; **54,** 537. Fonction consultative, vicissitudes de rédaction, **57,** 12. Détermination par la Cour de sa propre compétence, extension à l'activité consultative, **57,** 49, 78. Base de la compétence de la Cour, **58,** 85, 87. Clause facultative, exceptions invoquées en vue d'exonération de la responsabilité internationale, **58,** 557. Domaine de compétence de la Cour, mandats internationaux, **59,** 599. Clause facultative, applicabilité aux litiges concernant les territoires sous mandat, **59,** 691. Compétence de la Cour, **61,** 306, 331. Clause facultative, naissance du procès, **61,** 365, 368. Norme procédurale fondamentale concernant les sentences de la Cour, elle peut dépendre d'accords collectifs, **61,** 309. Rupture des engagements internationaux, **61,** 356. Fondement de la compétence de la Cour, **62,** 624. Différends pouvant être soumis à la Cour, interprétation, **62,** 632. Clause facultative, **62,** 642.

Art. 36, al. 1er. Compétence de la Cour dans toutes affaires, **43,** 50.

Art. 36, al. 2 et 3. Normes confé-

rant aux sentences de la Cour efficacité pour résoudre certains différends, **61**, 309.

Art. 36 b. Compétence de la Cour à l'égard de tout point de droit international renferme la faculté de statuer sur appel d'une décision internationale, **46**, 156.

Art. 37. Compétence supplétive, **51**, 679.

Art. 38. Décisions judiciaires et doctrine des publicistes, application par la Cour du droit qui en résulte, faculté de décider *ex æquo et bono*, **1**, 39, 341; **11**, 16; **16**, 507; **14**, 529; **20**, 26, 49, 51; **34**, 472. Limitation de la compétence souveraine des Etats, **34**, 194. Sources de droit, **23**, 487; **25**, 329, 334; **27**, 278, 555; **30**, 302; **35**, 67, 68, 72, 394; **38**, 677; **39**, 137; **34**, 210. Droit applicable par la Cour, **44**, 571; **46**, 435; **47**, 330; **58**, 75, 489, 494. Adoption de la formule en d'autres traités internationaux, **44**, 572. Question de l'égalité des sources de droit visées, **44**, 572. Possibilité de statuer *ex æquo et bono*, **44**, 576. Recours aux travaux préparatoires pour son interprétation, **44**, 652. Portée de la préséance donnée sur le droit général au droit international spécial entre parties, **46**, 26. Droit applicable par la Cour, hiérarchie des sources du droit international. **48**, 638; **49**, 284; **51**, 602; **53**, 624. Application des traités, **49**, 237. Principes généraux du droit, notion de prescription, **51**, 78. Décision des tribunaux nationaux, **53**, 613. Principes du droit privé, **53**, 624. Pouvoir de juger *ex æquo et bono*, **53**, 625; **54**, 527. Sources du droit international, **54**, 494. Divergences doctrinales soulevées, **54**, 196, 199, 209. Application de la coutume internationale, **58**, 70, 508. Principes généraux du droit, sa portée, **58**, 497. Sources du droit international. portée et influence exercée, **62**, 114, 149, 152, 167. Jurisprudence interne, **62**, 160. Pouvoir de statuer *ex æquo et bono*, **62**, 392, 604.

Art. 38, al. 1er, n° 4. Précédents judiciaires non utilisés en droit international, **43**, 29.

Art. 38, al. 2. Coutume internationale, **18**, 362; **26**, 323, 325, 330, 544.

Art. 38, al. 3. Principes généraux du droit, **16**, 287; **18**, 362, 364, 439, 631; **26**, 323; **33**, 474; **35**, 401; **37**, 334; **38**, 42; **39**, 474; **43**, 331, 369, 372. Application des principes, **52**, 19. Portée de cette application selon le Comité chargé d'élaborer le statut de la Cour, **52**, 220. Vicissitudes de rédaction du n° 3, **54**, 203. Renvoi aux principes généraux du droit, **61**, 344, 348.

Art. 38 in fine. Décisions en équité, **52**, 22.

Art. 38, al. 4. Doctrine des publicistes, **18**, 364. Détermination des règles de droit, **41**, 16. Rôle supplétif des jurisprudences nationales pour contestations internationales, **41**, 251.

Art. 39. Langues, **12**, 80.

Art. 40. Procédure d'exécution, **35**, 363. Requête unilatérale, **25**, 345. Notification de la requête, **57**, 22. Dépôt au greffe de la requête introductrice d'instance, **61**, 366, 368. Compromis d'arbitrage, **62**, 641.

Art. 41. Mesures conservatoires, **25**, 349. Application par la Cour, **34**, 485; **39**, 252. Elaboration, **40**, 676. Différence avec la disposition analogue des traités Bryan, **40**, 679.

Art. 42, 43, 44. Représentation des parties au procès, **62**, 586, 594.

Art. 46. Principe de la publicité des débats, **37**, 588.

Art. 48. Forclusion, **50**, 355.

Art. 49. Représentation des parties au procès, **62**, 586.

Art. 52. Admissibilité des preuves,

39, 255; **50**, 294. Représentation des parties au procès, **62**, 600.
Art. 53. Procédure par défaut, **12**, 19, 53; **25**, 348. Examen d'office de la compétence, **41**, 115. Représentation des parties au procès, **62**, 53.
Art. 55. Prépondérance de la voix du président, **62**, 583.
Art. 55 et 57. Ecart de la règle de l'unanimité quant aux décisions de la Cour, **48**, 445.
Art. 57. Mesures conservatoires, examen des conclusions, **50**, 284. Opinions dissidentes des juges, **51**, 679; **52**, 86.
Art. 58. Publicité de la sentence, **57**, 23. Représentation des parties au procès, **62**, 600.
Art. 59. Autorité des décisions de la Cour, leur portée, **39**, 140, 250. Leur force obligatoire, **35**, 673; **38**, 678, 686; **39**, 140; **43**, 366. Autorité de la décision vis-à-vis des parties, **30**, 555. Effet de la décision quant à l'Etat intervenant, **30**, 557. Intervention à l'instance, **44**, 658. Autorité de chose jugée des décisions de la Cour, **46**, 588. Force obligatoire des sentences, **49**, 294; **53**, 625. Force de chose jugée des arrêts, **51**, 97; **54**, 59; **61**, 319, 320; **62**, 170.
Art. 60. Interprétation des arrêts, **12**, 48. Force de chose jugée des arrêts, **27**, 581. Arrêt définitif, **35**, 422. Interprétation par la Cour de ses propres décisions, **39**, 351. Caractère définitif de la sentence, **58**, 87; **61**, 325, 334.
Art. 61. Force de chose jugée des arrêts, **27**, 581; **43**, 366. Révision, procédure, **25**, 348; **30**, 613; **34**, 473; **35**, 362. Révision par la Cour de ses propres sentences, **43**, 49; **52**, 32, 41; **55**, 160. Caractère définitif de la sentence, **61**, 325, 334.
Art. 62. Intervention, **12**, 12. Conditions des requêtes afin d'intervenir, **35**, 442. Intervention des Etats tiers, **25**, 349. Intervention au procès, **61**, 323.
Art. 63. Intervention **12**, 12. Intervention des Etats tiers, **25**, 349. Force obligatoire des arrêts de la Cour, **39**, 238, 256. Interprétation d'une convention avec participants autres que les Etats parties au procès, **30**, 555. Interprétation de la convention en cause, **30**, 557.
Art. 64. Règlement des frais d'instance, **50**, 300; **62**, 349.
Art. 65-68. Procédure consultative, **57**, 34, 45. Apaisements donnés aux Etats-Unis, **57**, 32. Caractère d'organe judiciaire de la Cour, **57**, 49.
Art. 68. Procédure consultative, **51**, 682.

Extradition

Lois

Allemande (1929)

§ *4, 30.* Refus d'extradition, **33**, 214.

Française (1927)

Art. 3, al. 2. Lieu où l'infraction a été commise, **33**, 205.
Art. 5. Refus d'extradition, **33**, 214.
Art. 6. Préférence donnée à l'Etat contre lequel l'infraction est dirigée, **33**, 223.

Suisse (1892)

Art. 3. Enumération des délits, **33**, 195, 200.
Art. 4. Incrimination par la loi de l'Etat requis, **33**, 190.
Art. 10 et 11. Extradition refusée pour délits politiques, fiscaux et militaires, **33**, 200.

Art. 12. Cas de refus d'extradition, **33,** 213.
Art. 14. Délits commis en plusieurs pays, **33,** 222.

Turque

Art. 9 du Code pénal, **46,** 193 et 194.

Institut de droit international

Sessions

Genève (1874). Prisonniers de guerre, Convention de Bruxelles (1874), **21,** 19. Nationalité, rapport Mancini, **33,** 263.
(1873). Projet sur l'expulsion des étrangers, **23,** 75.
La Haye (1875). Procédure internationale, projet de règlement, **37,** 540. Règlement d'arbitrage, **35,** 366.
Bruxelles (1879). Manuel des lois et coutumes de la guerre, **21,** 21.
Oxford (1880). Manuel des lois et coutumes de la guerre, Manuel d'Oxford, **21,** 21.
Résolution sur l'extradition :
Art. 1er Conception de l'extradition, **33,** 179.
Art. 2. Conclusion demandée de nombreux traités d'extradition, **33,** 176.
Art. 3. Extradition sans traité, **33,** 176.
Art. 9. Préférence en cas de plusieurs demandes d'extradition, **33,** 221.
Art. 12. Infraction d'une certaine importance, **33,** 195, 197.
Art. 17. Application d'une loi ou d'un traité d'extradition à des faits commis antérieurement à sa mise en vigueur, **33,** 188.
Heidelberg (1887). Règlement au sujet des prises, **37,** 635. Projet de création de commissions près de tous les fleuves internationaux. Règlement, article 29, **45,** 208.
Lausanne (1888). Projet de loi uniforme pour les abordages maritimes, **30,** 53.
Hambourg (1891). Projet de réglementation de l'expulsion des étrangers, **18,** 447, 454, 474, 479, 483, 493, 527, 572. Résolutions relatives à la tutelle, **23,** 22.
Genève (1892). Règles sur l'admission des étrangers, **37,** 341. Règlement de l'immigration, **35,** 163.
Venise (1896). Règles relatives à l'usage du pavillon, **30,** 22. Projet de convention sur l'émigration, **37,** 342. Projet de règlement sur les immunités consulaires, **56,** 172.
La Haye (1898). Règles sur la litispendance, **26,** 268, 272.
Florence (1908). Projet sur la loi supplétive en matière d'obligations (art. 7 à 10), **55,** 337.
Christiania (1912). Vœu en faveur d'une Cour de justice, **34,** 469.
Rome (1921). Déclaration des droits et devoirs des nations, **23,** 313.
Bruxelles (1923). Projet (Politis) de convention sur la condition juridique des associations internationales, **45,** 466.
Lausanne (1927). Règlement applicable au mariage et au divorce (art. 14). Loi nationale et loi du domicile, **23,** 23. Article 38 du statut de la Cour permanente de justice, critique, **25,** 335. Responsabilité internationale des Etats, projet, article 3 : actes commis par des particuliers, **26,** 553; articles 5 et 16, **26,** 458.
Stockholm (1928). Projet de règlement relatif à la mer territoriale, **30,** 394. Déclaration des droits internationaux de l'homme, **32,** 150; **33,** 25; **34,** 315, 770; **35,** 173; **37,** 376. Proposition de codification du droit international, **34,** 311; question des minorités, **34,** 314; article 1er : protection

égale, **34**, 395. Projet n° VII de déclaration (1925) : articles 1er et 2, droits des Etats à la conservation et à l'indépendance, **32**, 563. Projet n° VIII, droits et principes fondamentaux des Républiques américaines, **32**, 563. Projet de résolution recommandant le recours à l'arbitrage consultatif, **57**, 89 et 90.

Bruxelles (avril 1936). Rapport (Gidel) sur l'insertion dans les conventions d'union d'une clause juridictionnelle pour assurer, par le recours à la Cour permanente, l'unité d'interprétation des actes de l'Union, **57**, 91 et 92.

Instructions américaines (1863) pour les années en campagne

Prisonniers de guerre

Art. 6. Caractère de la captivité des prisonniers de guerre, **21**, 40.

Art. 60. Refus d'accorder quartier, condamnation, **21**, 36, 37.

Art. 74. Pouvoir du gouvernement ennemi sur les prisonniers de guerre, **21**, 38.

Art. 80. Renseignements donnés par les prisonniers de guerre, **21**, 43.

Art. 105. Echange de prisonniers homme par homme, **21**, 90. Engagement de ne pas prendre les armes, **21**, 89.

Art. 121. Liberté sur parole, **21**, 88.

Art. 123. Liberté sur parole exceptionnelle, **21**, 89.

Art. 124. Sanction de la violation de la parole donnée, **21**, 89.

« International law association »

Sessions

La Haye (1921). Prisonniers de guerre. Adoption d'un code, **21**, 24.

Vienne (1926). Règles de Vienne, **29**, 106; **43**, 630.

Varsovie (1928). Projet de Varsovie, **33**, 221. Projet de convention d'extradition, **33**, 184.

Art. 2. Enumération des délits, **33**, 197.

Mandats internationaux

Mandat sur le Cameroun

Art. 2. Devoirs du mandataire, **19**, 538.

Art. 10. Rapport du mandataire, **19**, 545.

Mandat palestinien

Art. 1er et 2. Devoir et pouvoirs du mandataire, **19**, 528.

Art. 3, § 12. Régime des concessions, **19**, 587.

Art. 6. Création d'un foyer national juif, **19**, 559.

Art. 12. Relations extérieures, **19**, 578.

Art. 17. Régime militaire, **19**, 554.

Art. 24. Rapport du mandataire, **19**, 545.

Art. 28. Obligations financières, **19**, 605.

Mandat sur le Sud-Ouest africain

Art. 6. Rapport du mandataire, **19,** 545.
Art. 7. Modification des termes du mandat, **19,** 542.

Mandat syrien

Préambule et art. 1er. Devoirs du mandataire et statut organique, **19,** 524.
Art. 2. Régime militaire, **19,** 557.
Art. 3. Relations extérieures, **19,** 578.
Art. 6, 8 à 10, 12 à 14. Garanties en faveur des indigènes, **19,** 556.
Art. 7. Application des conventions d'extradition, **19,** 581.
Art. 12. Adhésion aux conventions d'intérêt général conclues sous les auspices de la S. d. N., **19,** 579.
Art. 17. Documents annexés au rapport, **19,** 547.
Art. 18. Modification des termes du mandat, **19,** 542.
Art. 19. Obligations financières, **19,** 605.

Pactes internationaux

Pacte Briand-Kellog (3 septembre 1928)

Art. 1er et 2. Mise de la guerre hors la loi, **30,** 501. Importance des articles 1er et 2, **34,** 606.
Art. 1er. Condamnation du recours à la guerre, **31,** 454, 460; **32,** 29; **37,** 148.
Art. 2. Règlement pacifique des différends ou conflits, **31,** 455, 461; **32,** 238; **37,** 149; **47,** 578. Caractère incomplet de l'article 2, **31,** 542.
Art. 3. Ratification ou adhésion, **31,** 455. Faculté d'adhésion, **32,** 29.

Pacte de la Société des Nations

Préambule. Buts de l'activité de la S. d. N., **20,** 380; **46,** 233; **58,** 532; **61,** 128, 130.
Art. 1er. Admission dans la société, **12,** 490; **18,** 408; **16,** 306; **20,** 359, 377; **61,** 678. Admission des Etats, majorité, **42,** 287. Admission des Dominions ou colonies, **30,** 341; **34,** 34. Admission des Etats qui se gouvernent librement, **30,** 335. Désignation des membres, **30,** 314; **34,** 273. Proposition d'amendement de la République argentine, **8,** 327. Régime politique des Etats membres, **45,** 727. Accèdent sans réserve à la S. d. N. les Etats neutres invités, **51,** 509. Forme du gouvernement des Etats membres, **56,** 294.
Art. 2. Action de la société, ses organes, **34,** 60, 279; **51,** 630. Inconvénients de l'unanimité, **34,** 289.
Art. 3. Compétence, **5,** 152; **18,** 59; **19,** 319; **34,** 280; **25,** 392, 394. Droit de vote des membres, **61,** 687.
Art. 4. Nomination des membres permanents au Conseil, représentation des nations, **1,** 480, 496; **5,** 132, 152; **20,** 373; **34,** 282, 283. Composition du Conseil, **30,** 316; **51,** 631: Représentant *ad hoc* au Conseil, **14,** 380, 511, 514; **16,** 375; **17,** 475, 553; **32,** 240. **61,** 689, 698, 743. Election des membres non permanents du Conseil, **34,** 284. Eligibilité et droit de vote des Dominions, **19,** 316, 319. Règles concernant les membres du Conseil, **34,** 34. Compétence générale du Conseil, **14,** 374, 410, 426; **31,** 452; **34,** 280. Participation des Etats aux délibérations, **35,** 89, 94, 95.
Art. 5. Votes : règle de l'unanimité, **14,** 511, 590; **26,** 45; **32,** 230; **34,** 288, 289, 291; **35,** 89, 94; **38,**

642; **39,** 200; **41,** 759; **47,** 446, 510; **49,** 853; **51,** 629; **61,** 692. Simple majorité pour questions de procédure, **14,** 381, 513, 517, 540; **19,** 233. Pour les décisions du Conseil, **26,** 45; **32,** 230. Inconvénients de la règle, **34,** 288, 289, 291. Règle générale, **24,** 113. Composition de l'assemblée, **51,** 631.

Art. 6. Secrétariat, frais, répartition, **9,** 338. Dépenses, **20,** 374. Budget, **51,** 657. Secrétariat permanent, **34,** 60. Composition, **34,** 53; **51,** 631. Nomination du sociétaire général, **30,** 317. Nomination du personnel, **41,** 762.

Art. 7. Accessibilité aux femmes des postes de la S. d. N., **41,** 767. Etablissement du siège de la S. d. N., **30,** 513; **34,** 34. Immunités diplomatiques des agents de la S. d. N., **41,** 740, 785; **51,** 650.

Art. 8. Limitation des armements, **16,** 361; **20,** 363; **48,** 124. Désarmement, **37,** 110. Acceptation du plan de désarmement, **37,** 146. Réduction des armements, **22,** 122; **24,** 193; **25,** 392, 406, 410; **26,** 598; **27,** 511; **31,** 499, 543; **32,** 215; **34,** 287; **61,** 733. Plan de réduction, **25,** 379. Echange de renseignements, **20,** 363; **25,** 441. Publicité des armements, **32,** 222.

Art. 9. Commission permanente pour questions militaires, **16,** 329, 352; **20,** 392.

Art. 10. Engagement de respecter et maintenir l'intégrité territoriale des Etats membres et leur indépendance politique, **26,** 351, 360, 540; **30,** 417; **31,** 471; **33,** 804; **34,** 345, 394; **35,** 223. Garantie de l'intégrité territoriale, **14,** 385, 405, 465; **17,** 131; **20,** 360, 437; **22,** 281, 477; **24,** 167; **44,** 302; **46,** 391, 628, 645; **47,** 447; **48,** 115; **49,** 691; **53,** 30, 44; **54,** 589; **55,** 117, 128, 136; **56,** 603; **60,** 37; **61,** 284, 293. Pacte de garantie, **47,** 575. Pacte franco-soviétique, **56,** 632. Clause prévoyant les changements futurs de frontière, **20,** 497. Perfectionnement du pacte par l'œuvre de Locarno, **31,** 540. Protection contre les agressions extérieures, **32,** 26, 543, 702, 704. L'article 10 n'empêche pas de reconnaître un nouvel Etat, **13,** 474. Article 10 et intervention, **17,** 222. Article 10 et neutralité, **17,** 475, 477, 483, 490, 493, 520, 553, 554, 555, 559, 560. Article 10 et Etat perpétuellement neutre, **17,** 530. Suisse, **17,** 537. Article 10 et neutralisation partielle d'un Etat, **17,** 539. Amendements proposés à l'article 10, tentative de suppression, **17,** 522. Opposition des Etats-Unis à l'article 10, **17,** 542. Cause du refus par les Américains d'accepter le pacte, **32,** 27. Critique de l'article 10, **37,** 160. Prévention de la guerre, **38,** 28. Guerres illicites, **38,** 32. Révision des traités de paix, modification des constitutions des Etats membres, **45,** 734.

Art. 11. Compétence de la société, **1,** 480, 496; **14,** 339, 360, 371, 373, 376 390, 402, 410, 411, 413, 454, 458, 480, 507, 593, 609. Mesures destinées à sauvegarder la paix en cas de guerre ou menace de guerre, **16,** 374; **25,** 292, 405, 407, 413; **31,** 451; **34,** 100, 101, 287, 394; **41,** 301; **48,** 109, 112; **49,** 525, 531, 532, 760, 769, 810, 834; **50,** 25, 27, 73; **51,** 632; **54,** 594; **55,** 142; **58,** 131; **59,** 106. Droit d'intervention de la S. d. N. en cas de guerre ou de danger pour la paix, **1,** 48, 456, 496; **39,** 683. Action du Conseil **18,** 116. Sa médiation obligatoire, **32,** 229, 244. Pleins pouvoirs au Conseil, **24,** 167. Action de la société pour maintenir ou rétablir la paix, **17,** 222, 475, 481, 488, 490, 493, 515, 552, 554, 560, 566. Rôle des membres de la société, **17,** 475, 553; **37,** 96. Sanctions admissibles, **24,** 226. Obligation de la société tout entière, **39,** 716.

Application de l'article 11 en cas de guerre de défense, **39,** 733. Mesures dans la première phase de la procédure, prévention de la guerre, **39,** 763; **61,** 715. Mesures dans la deuxième phase de la procédure, **39,** 751.

Art. 12. Solutions des différends internationaux, modes adoptés, **1,** 51, 565; **12,** 41. Obligation de soumettre les différends à un règlement, **22,** 281; **35,** 180, 183, 185. Règlement des conflits, obligations des membres, **17,** 482, 490, 495; **18,** 59. Règlement politique ou juridictionnel, **46,** 571. Conflits entre Etats membres, **14,** 339, 340, 341, 350, 355, 357; **34,** 100; **40,** 106. Règlement des différends entre membres, **31,** 501; **32,** 703. Moratoire pacifique, **43,** 332. Moratoire de guerre, **45,** 734; **55,** 159. Délai d'établissement du rapport sur le différend dont est saisi le Conseil, **50,** 50. Règlement judiciaire ou arbitral, **54,** 524, 547; **58,** 681; **59,** 169.

Art. 13. Règlement arbitral ou judiciaire des conflits, obligation de les y soumettre, **1,** 339, 492; **14,** 348, 349, 355, 359, 423, 599, 607; **25,** 311, 395; **30,** 530; **34,** 480; **35,** 191, 461; **46,** 569; **50,** 40; **51,** 677; **52,** 21; **54,** 524, 547. Guerre interdite contre l'Etat qui a accepté la décision arbitrale, **17,** 477, 481, 495; **24,** 163. Instances compétentes pour différends entre Etats, **43,** 76. Exécution forcée des sentences arbitrales, **48,** 82, 85, 86; **52,** 50, 68; **55,** 159; **58,** 561; **59,** 105.

Art. 14. Organisation de la justice internationale par le Conseil, **32,** 251. Création de la Cour permanente de justice, **36,** 303; **38,** 612, 657; **57,** 5, 10, 14. Son action, **22,** 148, 281. Avis consultatifs, **12,** 7, 42; **14,** 348, 390, 524, 533, 536, 638; **20,** 363; **51,** 676. Obligation pour la Cour de les donner, **30,** 315, 607; **39,** 222. Avis sur points, avis sur différends, **46,** 580. Conflits pouvant être résolus par la Cour permanente, **48,** 271.

Art. 15. Compétence du Conseil pour la solution des conflits, **1,** 51, 565; **12,** 16, 19, 22, 57, 61, 63; **14,** 339, 348, 355, 358, 359, 363, 402, 458, 502, 504, 511; **25,** 254, 322; **49,** 726, 814, 820, 832, 834; **54,** 253, 259; **56,** 598. Rôle et recommandations du Conseil, **18,** 59; **37,** 180; **46,** 597. Vote au Conseil, **14,** 512, 545. Rapport voté à la simple majorité du Conseil, **14,** 608; **17,** 480. Interdiction de recours à la guerre contre la partie qui a accepté le rapport, **14,** 588, 604; **17,** 477, 479, 481, 495; **35,** 193. Guerre légitimée par le maintien du droit et de la justice, **38,** 22. Fonctions du Conseil, **34,** 602. Recours à l'assemblée, **14,** 629. Obligation pour le Conseil de la S. d. N. d'intervenir sur requête d'une seule partie, **43,** 326. Possibilité de soustraire les conflits au règlement politique ou juridictionnel, **46,** 571. Domaine réservé, **46,** 63, 414; **47,** 20; **52,** 91; **54,** 600; **58,** 569, 603; **61,** 434. Danger de l'utilisation politique par application de l'article 15, § 8, **46,** 419. Respect de la souveraineté étatique, **46,** 500. Procédure de conciliation, **50,** 51. Echec des moyens pacifiques de règlement des conflits, **59,** 170.

Art. 16. Sanctions du pacte, **1,** 339; **14,** 341, 342, 346, 347, 383, 598, 605; **18,** 61; **24,** 167, 191, 193; **25,** 375, 394, 408; **32,** 278; **35,** 180, 225; **54,** 394, 602; **61,** 710, 749. Sanctions économiques, **17,** 500, 512. Sanctions militaires, **17,** 506, 518. Sanctions, mutuel appui, **17,** 505. Incompatibilité des sanctions avec la neutralité, **17,** 530; **34,** 329. Cas de la Suisse, **17,** 537; **34,** 332. Obligations imposées aux membres

de la S. d. N. à l'égard de l'Etat violateur du pacte, **43,** 333. Exécution internationale, modification nécessaire des constitutions des Etats membres, **45,** 735; **46,** 630; **48,** 65, 99, 100, 103; **49,** 516, 812, 815, 819, 832, 835, 842, 845, 847; **50,** 27, 331; **52,** 177; **53,** 30; **56,** 607, 651 (traités-blocs), 658; **58,** 120, 590; **59,** 107, 168 (proposition d'amendement); **62,** 107, 353. Passage à travers les Etats membres de troupes agissant au nom de la S. d. N., détroits danois, **55,** 673.

Art. 17. Conflits entre Etats non membres de la société ou entre Etats membres et non membres, **17,** 491, 495, 560; **20,** 363; **24,** 167; **32,** 668; **46,** 28, 455; **56,** 160.

Art. 18. Enregistrement des traités, **1,** 55; **15,** 630, 640; **19,** 86; **20,** 421; **22,** 195; **26,** 524; **34,** 135; **35,** 208; **36,** 536; **38,** 406; **43,** 329; **45,** 731; **46,** 313; **47,** 374, 375; **48,** 808; **51,** 623; **56,** 590; **61,** 728. Utilisation possible de l'enregistrement comme sanction du droit international, **44,** 302. Traités secrets, **46,** 313.

Art. 19. Traités devenus inapplicables et situations internationales dont le maintien pourrait mettre la paix en péril, **1,** 55; **14,** 448; **20,** 436; **47,** 389 (note). Examen nouveau et révision de ces traités, **17,** 475, 553; **18,** 116, 433; **30,** 549; **32,** 245, 705; **34,** 284; **37,** 161; **44,** 605; **46,** 277, 480; **48,** 704; **49,** 264, 495; **50,** 72; **54,** 221, 227; **56,** 670; **58,** 102, 217, 684; **61,** 728; **62,** 303, 396, 409.

Art. 20. Obligations ou engagements incompatibles avec le pacte, **1,** 55. Leur abrogation, **22,** 513; **24,** 331; **25,** 307; **34,** 133, 274; **35,** 207; **37,** 115; **44,** 599; **46,** 471, 475; **47,** 382; **50,** 74; **56,** 593; **58,** 648; **61,** 728; **62,** 309. Cas de la neutralité perpétuelle, **17,** 350.

Art. 21. Engagements internationaux compatibles avec le pacte : traités d'arbitrages, **22,** 313; **25,** 352; **46,** 268; **53,** 26, 31; **54,** 130, 611; **56,** 593, 608; **61,** 728. Ententes internationales assurant le maintien de la paix, cas de neutralité perpétuelle, **17,** 530; **20,** 399, 402, 442; **26,** 595. Doctrine de Monroe, **5,** 353; **14,** 364; **15,** 362; **24,** 259; **28,** 42, 62, 67; **32,** 527, **36,** 367.

Art. 22. Mandats internationaux, **19,** 505. Doctrine et pratique des mandats, **26,** 495; **29,** 122; **30,** 178; **34,** 66, 306; **38,** 162; **43,** 667, 780; **51,** 621; **54,** 434; **58,** 191; **61,** 29. (V. **19,** 505, 508, 518, 543, 555, 556, 583.) Responsabilité de la S. d. N., **30,** 184. Exercice de la tutelle sur les territoires sous mandat, **30,** 181. (V. **30,** 180, 181, 182, 183, 184.)

Art. 23. Traitement équitable du commerce international, **15,** 294, 315, 332; **35,** 195; **37,** 390. Commerce des armes et des munitions, **3,** 379; **38,** 158; **39,** 204. Organisation internationale du travail, sa protection, **38,** 220, 639; **39,** 207; **51,** 507, 516, 555. Liberté des communications et du transit, garantie et maintien, **15,** 294, 315, 332; **21,** 137, 319, 409; **22,** 52; **26,** 429; **28,** 13; **30,** 456; **32,** 170, 267; **34,** 482; **48,** 212, 594; **50,** 120; **51,** 507, 516, 555; **54,** 586; **55,** 674; **56,** 340; **61,** 29. Contrôle de l'exécution des obligations internationales, **46,** 636.

Art. 24. Bureaux et commissions internationales, **19,** 337; **24,** 284; **33,** 590; **34,** 50, 310; **38,** 638; **51,** 592, 618; **56,** 342. Contrôle de l'exécution des obligations internationales, **46,** 636.

Art. 25. Etablissement et coopération des organisations internationales, **33,** 591; **34,** 59.

Art. 26. Amendements au pacte, **5,** 240; **15,** 639; **20,** 375; **24,** 167; **32,** 278; **46,** 485; **50,** 75. Entrée en vigueur des amende-

ments, **34,** 34, 283. Refus d'accepter un amendement, **35,** 89, 100.

Pacte et accords de Locarno (1925)

Art.2. Engagement de ne se livrer de part et d'autre à aucune attaque ou invasion, **24,** 197. 272. Admission de la guerre défensive, **24,** 197, 203 .
Art. 4. Condition du secours de la France à la Pologne, **24,** 199.

Protocole de Genève (1924)

Art. 1er. Non-recours à la guerre, **31,** 539.
Art. 2. Interdiction de la guerre d'agression, **24,** 187.
Art. 3. Adhésion obligatoire au protocole spécial de la Cour de justice, **24,** 188. Voie judiciaire pour essayer d'empêcher la guerre, **38,** 705
Art. 4. Arbitrage de la Cour permanente, **31,** 540. Réserve au système d'arbitrage, **24,** 188. Conflits exceptés de l'arbitrage obligatoire, **24,** 189.
Art. 5, al. 1. Maintien de la clause de l'article 15, alinéa 8, du pacte, **24,** 189.
Art. 9. Zones démilitarisées, **26,** 611.
Art. 10. Détermination de l'agresseur, **24,** 190.
Art. 10, al. 5. Sanctions en cas d'attaque, **24,** 191.
Art. 10, al. 7. Sanctions contre l'Etat agresseur, **32,** 280.
Art. 11. Obligation de réprimer l'acte d'agression, **32,** 280.
Art. 13, al. 2. Alliances particulières admises, **24,** 192.
Art. 15. Responsabilité de l'Etat agresseur, **32,** 281.

Traités

Traité anglo-irakien

Art. 1er. Principe d'amitié et d'alliance, **43,** 763.
Art. 1er et 2. Obligations réciproques en matière de relations extérieures, **43,** 763.
Art. 5. Droit de représentation, **19,** 574.
Art. 7. Régime militaire, **19,** 558.
Art. 8, 10, 16. Négociations des traités, **19,** 576.

Traité de Berlin (1878)

Art. 5. Protection des minorités en Bulgarie, **24,** 322. Protection des minorités religieuses dans les nouveaux Etats balkaniques, **53,** 291, 319. Obligations des Etats chrétiens émancipés de la Turquie, **30,** 454.
Art. 9. Transfert non exécuté d'une partie de la Dette ottomane aux Etats cessionnaires de la Sublime Porte, **23,** 309, 312.
Art. 25. Situation de la Bosnie-Herzégovine. Article dénoncé par le baron d'Aerenthal, **32,** 369; **48,** 227.
Art. 27. Obligations des Etats chrétiens émancipés de la Turquie, **30,** 454. Protection des minorités au Monténégro, **24,** 322. Protection des établissements religieux, **26,** 117.
Art. 33. Transfert non exécuté d'une partie de la Dette ottomane aux Etats cessionnaires de la Sublime Porte, **23,** 309, 312.
Art. 34 et 43. Déclaration d'indépendance de la Serbie, de la Roumanie, du Monténégro, **28,** 363; **42,** 284.
Art. 35. Protection des minorités en Serbie, **24,** 322.
Art. 35 et 44. Obligations des Etats

chrétiens émancipés de la Turquie, **30,** 454.
Art. 42. Transfert non exécuté d'une partie de la Dette ottomane aux Etats cessionnaires de la Sublime Porte, **23,** 309, 312.
Art. 44. Protection des minorités en Roumanie, **24,** 322.
Art. 44 et 45. Charges à la Roumanie, **48,** 398.
Art. 53. Modification de la Commission européenne du Danube, **48,** 40.
Art. 59. Port de Batoum déclaré port franc. Dénonciation par la Russie, **26,** 537; **49,** 226.
Art. 61. Réalisation de réformes en faveur des Arméniens, **34,** 389.
Art. 62. Maintien et garantie de la liberté religieuse, **24,** 322; **32,** 50.

Traité de Constantinople (16-29 septembre 1913)

Art. 7. Clause d'option pour la nationalité, **24,** 351.
Art. 9. Droit des Bulgares en Turquie, **24,** 353.

Traité de Francfort (1871)

Art. 2. Clause d'option de la nationalité, **31,** 117.
Art. 7. Indemnité de la France à l'Allemagne, **27,** 267.
Art. 11. Application de la clause de la nation la plus favorisée, **33,** 33.

Traité de Kutchuk-Kaïnardji (1774)

Art. 11. Vaisseaux russes, libre accès à la mer Noire, **47,** 604.

Traité de Latran (11 février 1929)

Préambule. Indépendance et souveraineté du Saint-Siège, **33,** 121.
Art. 2. Reconnaissance de la souveraineté internationale du Saint-Siège, **33,** 121; **47,** 442.
Art. 3. Reconnaissance au Saint-Siège de la pleine propriété sur le Vatican, **33,** 121.
Art. 3, al. 2. Droit de police des autorités italiennes, **44,** 729.
Art. 4. Souveraineté et juridiction exclusive de l'Italie sur la Cité du Vatican, **33,** 121.
Art. 5. Libération des immeubles habités, **33,** 135.
Art. 6. Services de la Cité, **33,** 135.
Art. 7. Règles de la navigation aérienne. **33,** 135.
Art. 9. Nationalités chevauchantes, **33,** 141.
Art. 10. Immunités reconnues en Italie aux dignitaires et fonctionnaires de la curie pontificale, **33,** 141.
Art. 12. Privilèges et immunités des envoyés près du Saint-Siège, **33,** 146.
Art. 15. Immunité de certains édifices, **47,** 526.

Traité de Lausanne (1923)

Art. 1er. Condition de parfaite réciprocité, **38,** 282.
Art. 3, § 2. Frontière entre Turquie et Irak, intervention de la Cour permanente, **39,** 197.
Art. 16. Renonciation de la Turquie à ses droits sur les pays sous mandat, **19,** 506; **30,** 402; **51,** 621.
Art. 18. Engagement à modifier la législation, **38,** 254.
Art. 28. Suppression des capitulations en Turquie, **22,** 476; **46,** 182; **47,** 536; **48,** 681.
Art. 37. Liberté des religions, **29,** 276.
Art. 37 à 44. Clauses relatives aux minorités, **24,** 397.
Art. 38. Droit au libre exercice de la religion, **26,** 119.
Art. 40. Protection des minorités non musulmanes et écoles, **26,** 119.

Art. 42. Protection des établissements des minorités et statut personnel, **26,** 120.
Art. 44. Infractions concernant les ressortissants non musulmans de Turquie, **26,** 120. Juridiction de la Cour permanente, **59,** 602.
Art. 46. Etats nouvellement créés, **30,** 403.
Art. 51. Répartition de la Dette publique ottomane, **48,** 702.
Art. 58. Renonciation aux dommages de guerre, **48,** 759.
Art. 64. Termes ressortissants et alliés, leur extension, **33,** 31. Application du mot ressortissant aux sociétés, **33,** 31.
Art. 84, al. 1er. Monnaie de paiement des dettes exigibles, **27,** 281.
Art. 114 à 118. Suppression du Conseil supérieur de santé de Constantinople, **33,** 585; **48,** 53.
Art. 117. Création d'un organe de coordination du pèlerinage musulman, **33,** 633.

Traité de Montevideo (1889)

Art. 2. Loi déterminant le caractère de commerçant, **23,** 26.
Art. 3. Loi du domicile du commerçant applicable, **23,** 27.
Art. 5. Application de la *lex fori* à la détermination du domicile, **23,** 128.
Art. 6. Domicile des succursales ou agences, **23,** 69.
Art. 7. Domicile des incapables, **23,** 50. Domicile de la femme mariée, **23,** 53.

Traité de Neuilly

Art. 40. Option pour la nationalité serbe-croate-slovène, **33,** 498.
Art. 51. Nationalité des personnes domiciliées sur le territoire bulgare, **33,** 497.
Art. 52. Nationalité des personnes nées sur le territoire bulgare, **33,** 497.
Art. 56, al. 2. Emigration des minorités ethniques, **24,** 366.
Art. 121. Responsabilité de la guerre, **29,** 53.
Art. 153. Reconnaissance du pavillon des Etats contractants, **30,** 24.
Art. 155. Protection des appellations d'origine, **39,** 528.
Art. 158. Droit pour les puissances alliées d'opérer des changements de nationalité, **33,** 499.
Art. 162. Sort des traités conclus par la Serbie et le Monténégro avec les puissances ennemies, **28,** 396.
Art. 170 et 173. Inviolabilité des consuls, **22,** 228.
Art. 175. Régime des capitulations en Bulgarie, **33,** 494, 513.
Art. 196. Procédure de vérification et de compensation, **29,** 53.
Art. 177. Sociétés bénéficiaires du traité, **33,** 42.
Art. 186. Sociétés par le traité, **33,** 32.
Art. 188, lettre b. Compétence des tribunaux arbitraux mixtes, **23,** 384.

Traité de Panama (15 juillet 1826)

Art. 2 et 3. Alliance défensive et offensive, **22,** 97.
Art. 4. Contingents militaires des contractants en temps de guerre, **22,** 97.
Art. 10. Signature des traités de paix, **22,** 97.
Art. 13. Assemblée générale, composition, **22,** 97.
Art. 16 et 17. Arbitrage entre les Républiques américaines, **32,** 756.

Traité de Paris (30 mai 1814)

Art. 4. Sort des territoires de la rive gauche du Rhin, **28,** 127.
Art. 5. Navigation sur le Rhin, **28,**

133; **30,** 456; **34,** 410. Libre navigation sur les fleuves internationaux, **45,** 86, 163, 164.
Art. 16. Amnistie, **22,** 432.
Art. 17. Clause d'option, **22,** 434; **31,** 115.

Traité de Paris (20 novembre 1815)

Art. 1er. Création de zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex, **44,** 725.
Art. 3. Démolition des fortifications de Huningue, **22,** 6.
Art. 5. Servitude relative à la non-fortification de Huningue, **43,** 719.
Art. 7. Droit d'option, **22,** 435.

Traité de Paris (30 mars 1856)

Art. 7. Admission de la Sublime Porte dans le concert européen, **26,** 325; **34,** 257.
Art. 8. Bons offices et médiation, **34,** 453.
Art. 9. Protection des chrétiens en Turquie, **34,** 338.
Art. 11, 13 et 14. Neutralisation de la mer Noire, **26,** 537.
Art. 11. Dénoncé par Gortchakow, **32,** 365.
Art. 14. Nécessité de l'approbation de tous les signataires pour le modifier, **32,** 336 (en note).
Art. 15. Navigation du Danube, **34,** 411; **45,** 168.
Art. 16. Egalité des Etats en matière de navigation sur les fleuves internationaux, **45,** 191.
Art. 19. Navires de guerre à l'embouchure du Danube, **48,** 41.
Art. 33. Démilitarisation des îles d'Aland, **44,** 710.

Traité de Saint-Germain (10 septembre 1919)

Art. 36 et s. Renonciation à des droits sur des territoires, **30,** 108.
Art. 49 et 50. Plébiscite dans la zone de Klagenfurt, **28,** 324.
Art. 65. Acquisition de la nationalité autrichienne, **53,** 312.
Art. 70. Indigénat comme base de nationalité dans les Etats successeurs de l'Autriche-Hongrie, **43,** 147; **53,** 310.
Art. 71 à 74. Nationalité des habitants des territoires transférés à l'Italie, **53,** 311.
Art. 75. Sociétés austro-hongroises devenues italiennes. Nationalité des sociétés dans les territoires cédés, **33,** 107.
Art. 76. Nationaux yougoslaves et tchécoslovaques, **53,** 312.
Art. 88. Indépendance de l'Autriche, **42,** 252; **48,** 670; **48,** 742; **54,** 264.
Art. 95. Renonciation de l'Autriche aux droits et privilèges sur les territoires et vis-à-vis des puissances alliées, **26,** 171.
Art. 100. Participation de l'Autriche au capital de la Banque d'Etat du Maroc cédée à la France, **27,** 320.
Art. 102. Suppression des capitulations entre l'Egypte et l'Autriche, **26,** 171.
Art. 177. Responsabilité de la guerre, **29,** 53.
Art. 203. Succession aux dettes d'Etat, **26,** 380. Dettes de l'ancien gouvernement autrichien et hongrois, **29,** 62.
Art. 204. Dettes des circonscriptions administratives, **23,** 271.
Art. 206, §§ 1-3. Nationalisation, par les Etats successeurs, de l'ancienne monnaie austro-hongroise, **27,** 299.
Art. 206, §§ 4-14. Changement de monnaie, **27,** 301.
Art. 207. Sort de la monnaie divisionnaire de l'ancienne monarchie austro-hongroise, **27,** 290.
Art. 214. Paiement en or des obligations, **27,** 269.
Art. 222. Régime préférentiel, **35,** 285.
Art. 225. Reconnaissance du pavil-

lon des Etats contractants, **30,** 24.
Art. 227. Protection des appellations d'origine, **39,** 529.
Art. 234 et 235. Traités avec l'Autriche, **22,** 491.
Art. 243 et 246. Inviolabilité des Conseils, **22,** 218.
Art. 248. Procédure de vérification et de compensation, **29,** 53.
Art. 249. Dommage aux ressortissants par les Alliés, **61,** 410.
Art. 271. Dettes exclues de la procédure de vérification et de compensation, **29,** 55.
Art. 290. Fleuves et rivières navigables, **34,** 415.
Art. 320. Exploitation des réseaux de chemins de fer, **23,** 400, 402, 405.

Traité de San-Stefano (1878)

Art. 24. Détroits, liberté de la navigation marchande, **47,** 614.

Traité de Sèvres (1920)

Art. 37. Usage des détroits, **45,** 525; **55,** 49.
Art. 136. Transformation des capitulations **48,** 679.

Traité de Trianon (4 juin 1920)

Art. 57. Acquisition de la nationalité hongroise, **53,** 313.
Art. 61. Option pour la Hongrie, **35,** 373; **43,** 147. Nationalité des anciens Austro-Hongrois, **53,** 310.
Art. 62. Nationalité des Yougoslaves et des Tchécoslovaques, **53,** 311.
Art. 63. Droit de conserver les immeubles en cas d'option, **35,** 374.
Art. 63 et 64. Options de nationalité, **41,** 208.
Art. 84. Participation de la Hongrie au capital de la Banque d'Etat du Maroc cédée à la France, **27,** 320.
Art. 161. Responsabilité de la guerre, **29,** 53.
Art. 171. Dommages aux ressortissants alliés par les puissances centrales, **61,** 410.
Art. 186. Dettes de l'ancien gouvernement austro-hongrois, **29,** 62.
Art. 187. Dettes des circonscriptions administratives, **23,** 271.
Art. 189, §§ 1-3. Nationalisation, par les Etats successeurs, de l'ancienne monnaie austro-hongroise, **27,** 299.
Art. 189, §§ 4-14. Changement de monnaie, **27,** 301.
Art. 190. Sort de la monnaie divisionnaire austro-hongroise, **27,** 290.
Art. 196. Paiement des obligations, **27,** 269.
Art. 205. Régime préférentiel entre Autriche-Hongrie et Etats successifs, **35,** 285; **51,** 180.
Art. 210. Protection des appellations d'origine, **39,** 528.
Art. 231. Procédure de vérification et de compensation, **29,** 53.
Art. 232. Liquidation des biens des Hongrois, **35,** 373.
Art. 239 b. Compétence des tribunaux arbitraux mixtes, **23,** 384.
Art. 250. Liquidation des biens des ressortissants hongrois, **35,** 373, 376.
Art. 254. Dettes non vérifiées ni compensées, **29,** 55.
Art. 274. Fleuves et rivières navigables, **34,** 415.
Art. 292 et 293. Commission internationale du régime des eaux en Hongrie, **45,** 81.
Art. 294. Servitude d'accès à la mer en faveur de la Hongrie, **45,** 52.
Art. 304. Exploitation des réseaux de chemins de fer, **23,** 400, 405.
Art. 364. Indigénat bosno-herzégovinien, **28,** 332.

Traité d'Utrecht (1753)

Art. 13. Droit de pêche des Français à Terre-Neuve, **45,** 22.

Traité de Versailles

Art. 23 c. Opium, contrôle du trafic, **33,** 649. Protection des travailleurs, **56,** 344.

Art. 28. Commerce international allemand, **47,** 511.

Art. 31. Abrogation de la neutralité de la Belgique, **17,** 531; **22,** 477.

Art. 36. Nationalité des habitants des territoires d'Eupen et de Malmédy, **53,** 314.

Art. 34. Renonciation de l'Allemagne sur Eupen et Malmédy, **24,** 365.

Art. 37. Emigration des habitants d'Eupen et de Malmédy, **24,** 365.

Art. 40. Abrogation de neutralité des Etats signataires, **34,** 330.

Art. 42. Interdiction de fortifier la rive gauche du Rhin, **42,** 220; **44,** 733.

Art. 42 et 43. Zone démilitarisée, **17,** 539; **44,** 733.

Art. 45 à 50 (annexe). Bassin de la Sarre, **16,** 299; **30,** 309.

Art. 49. Administration de la Sarre, **26,** 493; **51,** 612, 620.

Art. 50, § 34. Sarre, plébiscite, **27,** 313.

Art. 54. Naturalisation des sociétés établies en Alsace et Lorraine, **33,** 106; **45,** 400.

Art. 72. Dettes entre Alsaciens et Allemands, **29,** 54.

Art. 79. Nationalité des Alsaciens-Lorrains, **53,** 314.

Art. 80. Indépendance de l'Autriche, **41,** 563; **48,** 670; **54,** 264. Reconnaissance par l'Allemagne, **35,** 215. Contradiction avec l'article 61 de la Constitution de Weimar, **16,** 295; **38,** 297.

Art. 85. Emigration des habitants de la Tchécoslovaquie, **24,** 365.

Art. 87. Frontières polonaises, **14,** 610. Règlement du différend polono-lithuanien, **36,** 287.

Art. 88. Haute-Silésie, plébiscite, **18,** 193, 204, 207, 234.

Art. 89. Servitude de passage imposée à la Pologne au profit de l'Allemagne, **44,** 733.

Art. 91. Nationalité des ressortissants allemands des territoires cédés à la Pologne, **53,** 313.

Art. 99. Statut de Memel, **38,** 332; **52,** 135.

Art. 100 à 103. Création et constitution de la Ville libre de Dantzig, **22,** 41; **40,** 626; **51,** 612, 620; **52,** 284.

Art. 103. Haut-Commissaire de la S. d. N. arbitre permanent, **30,** 312. Création du Haut-Commissariat de Dantzig, **34,** 64.

Art. 104. Convention prévue entre Dantzig et la Pologne, **22,** 41. Nationaux polonais à Dantzig, **50,** 209; **52,** 163.

Art. 104, al. 5. Protection de la minorité polonaise à Dantzig, **22,** 41.

Art. 109. Retour du Slesvig du Nord au Danemark, **55,** 284.

Art. 112. Nationalité des habitants du Slesvig, **53,** 314.

Art. 116. Reconnaissance par l'Allemagne des Etats formés par la sécession de l'Empire russe, **52,** 135, 157.

Art. 118. Renonciation de l'Allemagne aux droits sur les territoires ou vis-à-vis des puissances alliées, **26,** 171; **51,** 621.

Art. 119. Renonciation de l'Allemagne à ses colonies, **30,** 398, 400; **32,** 45; **41,** 359.

Art. 141. Renonciation de l'Allemagne au bénéfice de l'accord franco-allemand de 1911 sur le Maroc, **39,** 57.

Art. 145. Cession par l'Allemagne à la France de sa participation au capital de la Banque d'Etat du Maroc, **27,** 320.

Art. 147. Renonciation de l'Allemagne au bénéfice des capitulations en Egypte, **17,** 79.

Art. 171. Interdiction de fabrication et d'importation en Allemagne de gaz asphyxiants, **25,** 396.

Art. 195. Démilitarisation de la côte est du Slesvig allemand, **55,** 687.

Art. 227-229. Obligation pour l'Allemagne d'extrader ses nationaux, **42**, 258.
Art. 227. Mise en accusation de Guillaume II, **18**, 375; **42**, 154.
Art. 231. Responsabilité de l'Allemagne dans la guerre, **14**, 169, 187; **29**, 53; **44**, 751; **46**, 309.
Art. 232. Violation de la neutralité belge, responsabilité allemande, **58**, 552.
Art. 233. Commission des réparations fixant les dommages de guerre, **30**, 313; **51**, 636.
Art. 241. Transformation des dispositions du traité en droit interne, **50**, 382.
Art. 256. Transfert des biens de l'Empire allemand aux Etats cessionnaires (Pologne), **59**, 341.
Art. 262. Paiement en or des obligations, **27**, 269.
Art. 272. Suppression du droit de visite que possédait l'Allemagne, **29**, 460.
Art. 275. Protection des appellations d'origine, **39**, 528.
Art. 281. Suppression de l'immunité de juridiction de l'Allemagne pour son commerce international, **46**, 549.
Art. 282, 295. Abrogation des traités antérieurs à la guerre, **26**, 534.
Art. 286. Maintien de la Convention de Berne, **22**, 510; **51**, 617; **59**, 570.
Art. 289. Remise en vigueur des conventions entre puissances alliées, **44**, 739.
Art. 291, 294. Inviolabilité des consuls, **22**, 228.
Art. 295. Convention de l'opium, **33**, 649.
Art. 296. Valorisation, **27**, 279.
Art. 297. Charges aux propriétaires allemands en Angleterre, **43**, 294. Droit des puissances alliées vis-à-vis des biens des ressortissants allemands, **43**, 298. Indemnisation de ses ressortissants par l'Allemagne, **51**, 108. Dommages aux ressortissants alliés par les puissances centrales, **61**, 410.
Art. 304. Tribunal arbitral mixte, **36**, 297.
Art. 305. Révision des jugements allemands, **30**, 579.
Art. 310. Propriété industrielle, littéraire et artistique, **48**, 759.
Art. 313 et 314. Souveraineté sur l'espace aérien, **26**, 400.
Art. 327. Fleuves et rivières navigables, **34**, 415.
Art. 331 à 338. Code général de la navigation fluviale, **21**, 314, 320.
Art. 331. Internationalisation des voies d'eau allemandes, **45**, 45, 99; **52**, 159.
Art. 332. Egalité de traitement entre nationaux et étrangers quant à la navigation des fleuves internationaux, **21**, 320; **45**, 170.
Art. 337. Navigabilité des fleuves internationaux, **34**, 408; **45**, 168.
Art. 338. Convention générale applicable aux voies navigables, **21**, 319, 322.
Art. 343. Révisions des conventions relatives à l'Elbe, l'Oder et le Niemen, **21**, 319.
Art. 346. Commission européenne du Danube, réorganisation, **48**, 40; **51**, 638.
Art. 353. Administration de la future voie d'eau Rhin-Danube, **21**, 319.
Art. 354. Révision de la Convention de Mannheim, **28**, 163.
Art. 358. Servitude imposée à l'Allemagne au profit de la France (dérivation des eaux du Rhin), **45**, 18.
Art. 362. Extension de la juridiction de la Commission centrale du Rhin, **28**, 191.
Art. 363. Zone franche de la Tchécoslovaquie dans le port de Hambourg, **55**, 254.
Art. 365 et 367. Tarification des transports allemands par voie ferrée, **55**, 44.
Art. 378. Liberté du cabotage sur

les fleuves internationaux, **45,** 194.

Art. 380. Internationalisation du canal de Kiel, **22,** 34, 50; **45,** 43; **55,** 43, 676; **58,** 585.

Art. 387. Etats membres de l'Organisation internationale du travail, **51,** 508.

Art. 388. Conférence générale du travail, composition, **38,** 169.

Art. 389. Réunion de la Conférence, **48,** 405; **51,** 519.

Art. 389 et 390. Vote des délégués, **32,** 175; **34,** 41; **51,** 521 et s., 526, 629.

Art. 392. Siège de l'Organisation internationale du travail, **39,** 208.

Art. 393. Conseil d'administration du B. I. T., **51,** 527.

Art. 394, 395. Bureau du B. I. T., **51,** 529.

Art. 396, 397. Rôle du B. I. T., **51,** 530.

Art. 405. Conventions proposées par la Conférence, **30,** 433; **38,** 407; **51,** 500. Décisions de la Conférence, **51,** 522, 535, 537 et s., 545, 546, 566.

Art. 409 et 410. Sanction de l'inexécution des conventions adoptées par l'Organisation internationale du travail, **62,** 221.

Art. 414 à 418. Révision par la Cour permanente des sentences arbitrales, **52,** 41.

Art. 418. Sanction des conventions internationales du travail, **61,** 354.

Art. 416 et 423. Compétence de la Cour permanente pour litiges à propos de l'Organisation internationale du travail aux colonies, **51,** 520, 536.

Art. 421. Clause coloniale relative à l'œuvre de l'Organisation internationale du travail, **61,** 46, 51.

Art. 418. Compétence répressive de la Cour permanente, **43,** 53.

Art. 421. Extension de la législation internationale du travail aux colonies et protectorats, **51,** 516.

Art. 422. Amendements à la partie XIII, **51,** 521.

Art. 427. Compétence et autonomie de l'Organisation internationale du travail, **51,** 507, 520, 555, 557, 558, 566. Condition des travailleurs étrangers, **51,** 503. Inspection du travail, **51,** 547.

Art. 428. Garantie d'exécution du traité, **44,** 745.

Art. 435. Statut de la Savoie, zones franches, **22,** 477; **44,** 723, 725; **45,** 58; **47,** 356; **48,** 301. Neutralité permanente de la Suisse, **46,** 268.

Art. 438. Missions allemandes, **29,** 255, 258.

Art. 440. Entrée en vigueur du traité, **50,** 351.

Partie V. Désarmement de l'Allemagne, **25,** 389.

Partie VIII. Création de la Commission des Réparations, **36,** 273.

Partie X. Création de tribunaux arbitraux mixtes, **36,** 273.

Partie XIII. Charte du travail, **33,** 29; **46,** 423.

Traité de Washington (6 février 1922)

Art. 3. Violation des lois de la guerre, **23,** 356; **30,** 231.

Art. 5. Emploi des gaz asphyxiants, **25,** 397.

Art. 21. Conditions de sécurité modifiées, **32,** 375.

Art. 23. Durée du traité, **22,** 465.

Traité de Latran (11 février 1929)

Art. 13, 14 et 15. Pleine propriété des églises reconnue au Saint-Siège, **33,** 135.

Art. 16. Immeubles pontificaux jouissant de l'exonération fiscale, **33,** 136.

Art. 19. Relations diplomatiques entre la Cité du Vatican et les Etats étrangers, **33,** 150.

Art. 22. Concours que l'Etat italien prêtera au Saint-Siège, **33,** 122.

Art. 22 et 23. Régime judiciaire de l'Etat pontifical, **33**, 141.
Art. 23. Effets civils des mesures émanant de l'autorité ecclésiastique, **27**, 225.
Art. 24. Arbitrage du Saint-Siège, **36**, 294.
Art. 26. Reconnaissance du royaume d'Italie et de la maison de Savoie. Reconnaissance de l'Etat de la Cité du Vatican par l'Italie, **33**, 121.

Traité germano-ukrainien de Brest-Litowsk (1918)

Art. 3. Succession universelle de l'Ukraine aux droits internationaux de la Russie, **44**, 739.

Traité Jay (1794)

Art. 3. Libre circulation des Anglais et des Américains à travers la frontière des Etats-Unis, **59**, 530.
Art. 9. Respect des droits privés acquis, **59**, 539, 543.

Traités des minorités

Préambule. Garantie à tous les habitants des droits essentiels, **30**, 454.
Art. 1er. Consécration des droits de l'homme, **30**, 260.
Art. 2. Droit des minorités, **30**, 260, 452; **35**, 172.
Art. 7. Droit des ressortissants polonais, **30**, 452; **35**, 172.
Art. 12. Instructions du Conseil de la Société des Nations, **30**, 313

III. Table de jurisprudence

Jurisprudence internationale

Cour permanente de justice internationale

Arrêt n° 1. Affaire du *Wimbledon*, **16**, 317; **22**, 29. Limite de la souveraineté, interprétation restrictive, **24**, 45, 90, 135, 136; **48**, 664. Volonté des parties; base d'interprétation des traités, **24**, 60. Volonté des auteurs du Traité de Versailles, **24**, 102. Stipulations du Traité de Versailles relatives au canal de Kiel se suffisant à elles-mêmes, **24**, 114. Responsabilité du lésé, **28**, 267. Ordonnance contraire à un traité, **38**, 277. Utilisation des voies d'eaux ouvertes au trafic de tous Etat, **39**, 184; **55**, 677. Fixation de dommages-intérêts, **39**, 197. Compensation de fautes en droit international, **44**, 620. Etendue de la réparation, **44**, 623, 625. Point de départ des intérêts moratoires, **44**, 626. Notion de servitude internationale, **44**, 634, 741. Charge de la preuve, **44**, 647. Caractère de voie internationale du canal de Kiel, **45**, 43. Inviolabilité des traités, **49**, 239. Responsabilité des Etats, **52**, 239. Obligation de réparer, **52**, 240. Pouvoir de conclure des traités, **54**, 356 (note). Base de la réclamation, **54**, 412. Coutume internationale, **58**, 96. Effets des traités vis-à-vis des Etats-Unis, **58**, 223. Retard à exécuter les sentences arbitrales, **58**, 561. Exception de souveraineté, rejet, **58**, 585. Base de la responsabilité internationale, **58**, 671. Notion de souveraineté, **61**, 671.

Arrêts n^{os} 2 et 5. *Concessions Mavrommatis*. Attitude d'un Gouvernement palestinien vis-à-vis d'un ressortissant grec, **12**, 22, 24, 39, 81, 107. Protection diplomatique, **18**, 476. Gouvernement faisant siens des droits privés, **21**, 203. Actes contraires au droit international, droit d'un Etat de protéger ses nationaux lésés par eux, **23**, 344; **30**, 448; **37**, 329. Interprétation des obligations internationales du mandataire, **24**, 62. Interprétation du mandat (texte) pour la Palestine, **24**, 99. Interprétation de « contrôle public », **24**, 107. Interprétation des traités, **26**, 530; des traités bilingues et rédigés en plusieurs langues, **39**, 260; **52**, 217. Responsabilité de l'Etat protecteur pour dommages causés par l'Etat protégé, **30**, 465. Nationalité des sociétés commerciales, **33**, 28. Litiges juridiques et non juridiques, **36**, 356; **39**, 135. Compétence de la Cour par consentement des agents des Parties, **39**, 218, 235. Compétence de la Cour, pour l'interprétation du Protocole XII du Traité de Lausanne, **39**, 241, 242; **59**, 619. Caractère international

du conflit, **39**, 246. Examen des exceptions, **39**, 232; **41**, 103. Négociations nécessaires avant de régler une affaire, **40**, 106. Exception d'irrecevabilité pour défaut de recours aux tribunaux internes, **41**, 53. Contrôle judiciaire des actes du mandataire, **43**, 708. Théorie des vices de consentement, **44**, 597. Recherche de l'intention des contractants, **44**, 598, 651. Pouvoirs de la Cour à l'égard du contrat, **44**, 605. Exécution du contrat sous réciprocité, **44**, 606. Faute, **44**, 617. Recours aux travaux préparatoires du traité, **48**, 769. Résolution préalable de la question de compétence, **50**, 281. Protection des nationaux contre les Etats étrangers, **51**, 23. Substitution de l'Etat à ses nationaux dans l'instance internationale, **52**, 434. Refus aux particuliers de la qualité de sujets du droit international, **54**, 411. Caractéristique des relations internationales, **56**, 90. Définition du différend, **57**, 70; **62**, 660. Transfert de souveraineté, respect des droits privés acquis, **58**, 68. Recours à un principe général du droit, **58**, 76. Parties aux instances internationales, **58**, 526. Traité bilatéral et traité collectif, **58**, 649. Protection, par l'Etat, de ses nationaux, **58**, 663; **62**, 229, 613. Substitution de l'Etat à son ressortissant dans l'instance internationale, **59**, 393, 609. Juridiction obligatoire de la Cour en matière de mandat, **59**, 599, 606. Négociations diplomatiques, **59**, 613. Notion de « public control », **59**, 615, 627. Obligations internationales et responsabilité du mandataire, **59**, 622, 629. Caractère impératif ou facultatif du mandat, **59**, 624. Statut juridique de la « Yewish Agency », **59**, 631. Représentation des Parties par leurs agents, **62**, 603. Exception d'incompétence, **59**, 658. Echec des négociations diplomatiques, **62**, 661.

Arrêt n° 3. *Interprétation de l'article 179 du Traité de Neuilly*, **24**, 49, 89; **35**, 425. Notion de faute, **44**, 617. Détermination de la compétence de l'arbitre, **52**, 82.

Arrêt n° 5. *Concessions Mavrommatis*. Exécution du contrat, **44**, 606. Charge de la preuve, **44**, 647. Clause dans les traités portant que le différend ne soit pas réglé par des négociations diplomatiques, **62**, 661.

Arrêt n° 6. *Intérêts allemands en Haute-Silésie, Usine de Chorzow*. Changement de souveraineté, respect des droits acquis, **44**, 636. Règle de l'exercice de droit de bonne foi, **44**, 637. Clause compromissoire, compétence de la Cour étendue à l'examen du champ d'application d'un article déterminé, **62**, 651.

Arrêts n^{os} 6 et 7. *Intérêts allemands en Haute-Silésie*, **12**, 7, 13, 15; **35**, 382. Convention germano-polonaise de Genève, interprétation, **24**, 104. Epuisement, avant réclamation diplomatique, des voies de recours du droit interne, **32**, 163. Tribunaux arbitraux et Cour permanente, **36**, 298. Stipulation pour autrui en droit international, **39**, 175. Interprétation des traités, compétence de la Cour, **39**, 193, 241. Avis consultatifs demandés par la S. d. N., **39**, 224. Rejet de l'exception de compensation, **39**, 243. Jugement des exceptions d'incompétence opposées par la Pologne, **39**, 234. Examen des faits, **41**, 106.

Arrêt n° 7. *Intérêts allemands en Haute-Silésie, Usine de Chorzow*. Supériorité du droit international sur les lois nationales, **16**, 270. Lois nationales considérées comme un fait, **24**, 9. Reconnaissance internationale des droits de l'homme, **24**, 324. Traités sans effet vis-à-vis des tiers, **26**, 527. Abus du droit, **26**, 544. Droits au profit d'un Etat tiers, **30**, 301. Droit des gens fondé sur la bonne foi, **30**, 427. Lois nationales

dommageables, **30**, 464. Domicile au lieu de l'habitation, **31**, 72. Responsabilité de l'Etat reconnu par sa loi interne, **32**, 104. Détermination du siège social, **33**, 66. Traitement des étrangers plus favorable que celui des nationaux, **34**, 202, 317. Définition du domicile, **34**, 668. Juridiction internationale ouverte aux seuls Etats, **37**, 329. Droit international commun relatif au traitement des étrangers, **37**, 332. Interdiction d'appliquer aux étrangers une mesure défendue par le droit internationale, **37**, 351. Respect des droits acquis des étrangers, **37**, 358. Liquidation des biens d'étrangers, **37**, 369, 372. Exception de litispendance, **41**, 89. Caractère des lois nationales, vis-à-vis du droit international, **44**, 580; **54**, 451. Notions de gestion d'affaires et de stipulation pour autrui dans la jurisprudence internationale, **44**, 594, Bonne foi, enquête du juge sur l'intention subjective de l'Etat mal supportée par le droit international, **44**, 601. Le principe du respect des droits acquis fait partie du droit international commun, **44**, 636. Abus du droit, violation du principe de la bonne foi, **44**, 637; **47**, 559; **52**, 243. Preuve à la charge de celui qui allègue un abus de droit, **44**, 647. Appréciation de la preuve réservée à la Cour, **44**, 688. Trait caractéristique du domicile, **44**, 655. Non-admission du contrôle comme critère en matière de nationalité des personnes morales, **45**, 420. Valeur des lois nationales au regard du droit international, **47**, 415, 561. Standard de droits internationalement reconnus aux étrangers, **54**, 429. Droit interne considéré comme simple fait, **56**, 35; **62**, 589. Déclarations des agents des Parties, sur lesquelles la Cour base ses arrêts, lient les gouvernements, **62**, 602. Compromis, compétence de la Cour ne s'étend pas au delà du compromis, **62**, 603. Compétence de la Cour pour interpréter un traité, **62**, 650.

Arrêt n° 8. *Usine de Chorzow*. Non-exécution d'une obligation par une des Parties empêche l'autre de remplir les siennes, **44**, 606. Responsabilité internationale tend à la réparation du préjudice, **44**, 623.

Arrêt n° 9. *Affaire Chorzow* (26 juillet 1927). Interprétation de la volonté des Parties, **24**, 60. Interprétation de l'article 23 de la Convention de Genève, **23**, 395; **24**, 102. Nécessité d'épuiser les voies de recours du droit interne, **30**, 448; **54**, 456. Responsabilité des Etats, **30**, 463. Affaire soumise en même temps à un tribunal mixte, **30**, 605. Motifs du rejet de la demande, **39**, 253. Règle *ex injuria jus non oritur*, **39**, 262. Nul compte tenu de négociations directes entre les Parties, **39**, 264. Violation d'engagement entraîne obligation de réparer, **44**, 602, 612. Calcul d'indemnité suivant le dommage subi, **54**, 412. Différends relatifs à l'application de dispositions déterminées, **62**, 651.

Arrêts n^{os} 9 et 10. *Affaire du navire français « Lotus »*, **30**, 14, 41. Territorialité de la juridiction, **18**, 410. Souveraineté, **18**, 413. Travaux préparatoires écartés, **24**, 124. Responsabilité de l'Etat, **26**, 540. Recherche de la pratique admise, **30**, 295. Compétence territoriale d'un Etat, **30**, 352. Ses limites, **30**, 358. Matières non réglées par le droit international, **30**, 356. Empire de la loi pénale dans l'espace, **33**, 207. Interprétation des termes « principes du droit international », **33**, 449; **47**, 334. Compétence des Etats pour sévir contre les auteurs d'un abordage en mer, **40**, 433. Examen des faits, **41**, 106. Compétence, admise par la Cour, des tribunaux nationaux pour les cas

ne heurtant pas un principe de droit international, **43**, 349. Principe de non-utilisation des travaux préparatoires d'un traité, sauf manque de clarté du texte, **44**, 652; **47**, 380; **52**, 246. Interprétation d'une Convention basée sur son mode d'exécution, **44**, 653. Compétence de l'Etat pour délit commis sur un de ses navires en haute mer, **46**, 527. Motif d'abstention et coutume internationale, **47**, 307. Sources du droit international, opinion de la Cour, **47**, 339. Le droit international régit des rapports entre des Etats indépendants, **47**, 495; **54**, 320. Article 15 de la Convention de Lausanne, question de compétence judiciaire réglées d'après les principes du droit international, **48**, 799. Mesure dans laquelle une erreur judiciaire dans le choix de la loi applicable pourrait intéresser le droit international, **41**, 405. Influence de la doctrine positiviste sur la décision de la Cour, **54**, 195. Le fait de la condamnation par application de la loi pénale turque, conforme ou non au droit international, **54**, 385; **62**, 642. Recherche du droit international, **56**, 34, 38. Souveraineté limitée par le droit, **61**, 661.

Arrêt n° 12. Droit des minorités en Haute-Silésie, **23**, 447; **30**, 478. Choix de l'interprétation comportant le minimum d'obligations pour les Parties, **52**, 247.

Arrêt n° 13. *Affaire Chorzow*. Violation d'engagement, obligation de réparer le dommage, **28**, 235, 238; **44**, 602; **47**, 565. Valeur de remplacement pour l'évaluation du dommage, **28**, 239. Dommages indirects, **28**, 251. Profits manqués, **28**, 261, 263; **44**, 625. Nature du droit de créance garanti par les actions d'une société, **44**, 633. Représentation des gouvernements par leurs agents, **62**, 596, 597.

Arrêt n° 14 (12 juillet 1929). *Emprunts serbes*, **40**, 206. Concessions sur ce que pourraient légitimement réclamer les créanciers, **44**, 601. Bouleversement de la guerre n'est pas cas de force majeure, **44**, 620. Application des règles du droit civil sur le paiement des créances, **44**, 641. Recherche, d'après l'intention des Parties, le sens de « franc-or », **44**, 651. Jugement *ex aequo et bono*, **49**, 303 (en note). Compromis franco-serbe, droit pour les porteurs de titres d'obtenir à leur choix le paiement du montant nominal de leurs coupons, **51**, 96 et 97. Les travaux préparatoires du traité, recherche de la véritable intention des Parties, **52**, 246. Exercice par l'Etat de son droit de protecteur, **54**, 411. Validité de la clause-or moyen de protection contre une dépréciation de la monnaie, **60**, 690. Loi régissant la substance de l'obligation et celle qui régit le paiement, **60**, 727. Tout Etat a droit de déterminer sa monnaie, **60**, 746.

Arrêts n^{os} 14 et 15. *Paiement d'emprunts serbes et brésiliens*, **27**, 276. Considérations d'équité, **35**, 405. Règles de droit international privé d'origine internationale, **37**, 361. Solution des conflits de lois, **40**, 207. Autonomie de la volonté, **40**, 209. Qualification, efficacité des droits, **40**, 211. Renvoi, contenu de la loi étrangère, **40**, 212. Paiement en valeur-or, **43**, 565; **60**, 658. Question de validité de la clause-or, **43**, 599. Interprétation, expressions spéciales l'emportent sur expressions générales, **44**, 654. Epoque où il faut prendre l'étalon de valeur, **60**, 722.

Arrêt n° 15 (17 août 1923). *Emprunt brésilien*. Epuisement des voies de recours interne, **39**, 165. Sens de la décision, **39**, 188. Différend d'ordre international, **39**, 218. Preuve de l'intention des parties au contrat, **39**, 265. Jurispru-

dence des tribunaux, **40**, 214. Preuve de la loi étrangère, **40**, 216. Ordre public, **40**, 217. Fraude à la loi, **40**, 220. Soumission des emprunts à la justice internationale, **41**, 80. Irrecevabilité des exceptions soulevées tardivement, **41**, 94, 113. Application en droit international de la dispense juridique de preuve, **56**, 34. Droit national des Parties considéré comme un simple fait, **56**, 35. Influence des agents des Parties sur la compétence de la Cour, **62**, 603.

Arrêt n° 16. *Commission internationale de l'Oder*, pouvoirs, **35**, 440. Possibilité pour l'agent d'une Partie d'intervenir à l'audience de la Cour, **62** 596.

Arrêt n° 17 (*Mines de Chorzow*). Réparation du dommage causé à deux sociétés allemandes accordée par décision de la Cour, non à ces sociétés, mais à l'Etat allemand, **39**, 161. Pour cette réparation, indemnité pécuniaire et non *restitutio in integrum*, **39**, 194. Base d'une demande en indemnité pour acte illicite, évaluation du dommage subi, **39**, 195. Compétence de la Cour en matière de demande reconventionnelle, **39**, 218. Compétence de la Cour pour tout litige concernant la réparation due pour violation d'une convention, **39**, 242. Examen de la question des compensations des créances, **44**, 641. Toute infraction à un traité entraîne l'obligation de dédommager la partie lésée, **49**, 239; **62**, 168. Etendue de la réparation déduite du principe qui découle de la notion d'acte illicite, **62**, 168.

Arrêt n° 20. *Emprunts serbes*. Compétence de la Cour pour litiges de droit interne, **50**, 271. La Cour ne peut trancher que des litiges entre gouvernements, **50**, 275. La Cour décide que sa compétence ne peut s'exercer que sur une demande de l'Etat se fondant sur un point de droit international, **50**, 614, 615. Contrairement à ce qui précède la Cour se déclare compétente pour une affaire portant sur le droit interne, **62**, 633.

Arrêt n° 22. *Affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Saxe*. Rédaction des compromis, **36**, 351. Aucun motif ne permet à un Etat de restreindre ses obligations internationales, **54**, 452. La Cour de justice ne peut rendre des arrêts que sur la base de règles de droit, **54**, 527. Questions susceptibles d'un règlement *ex aequo et bono*, **54**, 534. L'article 435, al. 2 n'abroge pas les stipulations relatives aux zones franches de la Haute-Savoie, **62**, 629, **48**, 668 et 669. Interprétation d'un compromis par la Cour pour qu'il produise des effets utiles, **62**, 645.

Arrêt n° 23 (10 septembre 1929). *Commission internationale de l'Oder*. Interprétation restrictive d'une clause limitant la liberté des Etats, application, **48**, 667. Composition de la Cour, impossibilité de garantir la parfaite égalité entre les Parties, **62**, 569 à 571. Les questions posées à la Cour dans le compromis ne peuvent être modifiées, **62**, 644.

Affaire n° 24. *Zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex*. Force obligatoire des traités, **49**, 239. Interprétation restrictive d'une limite de la souveraineté, **52**, 248. Aucun motif ne permet à un Etat de restreindre ses obligations internationales, **54**, 452. Valeur de l'ordre interne au regard du droit international, **54**, 534. Un droit ne peut découler d'une illégalité, **62**, 288. Application tel qu'il est d'un texte clair, **62**, 645.

Arrêt n° 26. *Affaire Oscar Chim*, Abrogation de l'acte général de Berlin (1885), **56**, 154.

Arrêt n° 41. *Projet d'union douanière austro-allemande*. Intérêt

presque exclusivement politique de l'affaire, **39**, 135. Restrictions légitimes à la souveraineté, **61**, 756. Désignation d'un juge *ad hoc*, **62**, 569. Définition de l'Etat indépendant, **62**, 607.

Arrêt n° 46. *Zones franches de Haute-Savoie et du Pays de Gex.* Possibilité de stipuler pour autrui en droit international, **40**, 472. L'article 435, al. 2 du Traité de Versailles n'a pas abrogé les stipulations de l'accord franco-suisse, **44**, 726; **62**, 629. Succession des Etats aux servitudes internationales, **44**, 741 et 742. Refus de se servir de la clause *Rebus sic stantibus*, **44**, 813; **62**, 305. Interprétation stricte des termes d'un compromis, **50**, 282. Stipulation pour autrui, **52**, 244.

Arrêt n° 48. *Affaire du Groënland sud-oriental.* Les juges nationaux assistent aux audiences en matière de demandes de mesures conservatoires, **50**, 284. Jonction d'instance introduites par voie de requête unilatérale, **50**, 299.

Arrêt n° 49. *Statut du Territoire de Memel.* Conditions de recevabilité au fond des requêtes des gouvernements, **50**, 276, 298. Qualification de la souveraineté, **54**, 358. Un acte illicite d'ordre interne du point de vue international garde sa validité, **54**, 451.

Arrêt n° 52. *Affaire du Prince de Pless.* Conditions de recevabilité au fond des requêtes des gouvernements, **51**, 281, 298.

Arrrêt n° 53. *Affaire du Groënland oriental.* Souveraineté du Danemark sur le territoire contesté, **50**, 232. Effets d'une promesse verbale du Ministre des Affaires étrangères à un représentant étranger, **50**, 255. Portée de l'exclusion expresse d'un territoire de la sphère d'application d'un traité, **50**, 264. Délai de production des preuves, **50**, 294. Interprétation des mots selon leur sens naturel, **50**, 302. Charge de la preuve en procédure internationale, **52**, 249. Modes d'acquisition du territoire, **54**, 380. Condition d'effectivité de la possession, **62**, 334. Désignation du juge *ad hoc*, **62**, 572.

Arrêt n° 54. *Chemins de fer dantzickois.* Refus aux particuliers de la qualité de sujets du droit, **54**, 415.

Arrêt n° 58. *Réforme agraire en Pologne.* Refus de mesures conservatoires, **50**, 217, 290.

Arrêt n° 61. Affaire de l'University Peter Pazmany. Compétence d'appel à l'égard des Tribunaux arbitraux mixtes, **50**, 272. Examen de l'exception d'incompétence, **50**, 281. Délai de production des preuves, **50**, 294. Confirmation de la compétence du tribunal arbitral hungaro-tchécoslovaque, **52**, 83. Propriété des étrangers, **54**, 429.

Arrêt n° 62. *Affaire des Phares.* Portée de l'activité de concessions sur un territoire occupé militairement, **50**, 267. Interprétation du compromis d'arbitrage, **50**, 282. Recours aux travaux préparatoires de la convention pour connaître les intentions des Parties, **52**, 246. L'abus de droit ne se présume pas, **52**, 249.

Arrêt n° 70. *Prises d'eau à la Meuse.* Opinion dissidente de M. Anzilotti, **62**, 167.

Arrêt n° 71. *Phare de Crète et de Samos.* Divisibilité de la souveraineté territoriale, **62**, 325.

Tribunaux nationaux et internationaux

Abd-el-Hakim. Nationalité en pays musulman, **60**, 535.

Aboilard. Rôle du particulier dans la procédure arbitrale, **18**, 640. Responsabilité internationale de l'Etat, **28**, 280.

Administrateur des propriétés allemandes *c.* Knoop. Limites des droits que peuvent acquérir par

traités les sujets d'un des Etats contractants, contre l'autre Etat, **43**, 294.
Aledo. Port étranger, contestation d'un équipage de navire, **10**, 164.
Alexandre (navire). Piraterie, **15**, 214.
Anderson. Validité à l'étranger d'un mariage entre blanc et noir, **9**, 484.
Anna (navire l'). Droit d'angarie, **15**, 94.
Annapolis. Loi interne et droit international, conflit, **61**, 401, 402, 413.
Annesley. Renvoi (deuxième degré), **62**, 510.
Antelope. Coutume, caractère universel, **6**, 363. Egalité des Etats, **10**, 583.
Askew. Application du renvoi, **62**, 510.
Aspinuvald. Arbitrage, **8**, 84.
Atalanta (navire l'). Marchandises neutres sur navire de commerce armé, **11**, 124; **30**, 37.
Attelio (Orazio de). Expulsion du Mexique, **6**, 103; **18**, 482, 609.
Azow (navire l'). Juridiction pénale en mer territoriale, **10**, 213.

Badoaro. **12**, 170.
Ballistini. Arbitrage, dette d'Etat, **8**, 84.
Banque d'El Hogar Argentino. Obligations, clause-or, **60**, 676.
Banque nationale de Bulgarie *c.* Alcalay. Titres au porteur, obligations internationales, lieu d'exécution, **60**, 776.
Barbarrison *c.* Nicolaïdes. Hypothèque maritime à l'étranger, **14**, 106.
Barbuit. Immunité diplomatique, **40**, 438.
Bari. Compétence des tribunaux, **8**, 509.
Bataafsche Petroleum Maatschappij. Territorialité des lois contre la clause-or, **60**, 742. Option de place et option de change dans les obligations avec clause-or, **60**, 765.
Bauffremont (de). Fraude à la loi, **62**, 81, 533.
Bennet G. Barley. Saisie d'un navire, acte autorisé par les lois de la guerre non susceptible d'extradition, **1**, 214. Dette publique garantie par autre Etat, **7**, 180.
Bennet Young. Guerre de sécession, raid de Saint-Albaus, **1**, 214.
Bergwerkgesellschaft Diergardt. Clause valeur-or, exécution d'obligation la comportant, **60**, 676.
Bernisse (navire le). Navire neutre arrêté et coulé, **11**, 133.
Bethlehem Steel Cy. Protection de la clause-or en vertu du critérium du paiement international, **60**, 728. Territorialité rarement reconnue aux lois contre la clause-or, **60**, 739.
Betsey (navire américain le). Responsabilité de l'Etat, **28**, 258. Capture, **35**, 426. Commission mixte compétente, **41**, 127.
Bettinger. Français expulsé de Suisse, **18**, 543.
Beylen. Agent diplomatique de passage, **12**, 223.
Biskup *c.* Etat polonais du Reich allemand. Protection des droits acquis, **59**, 407.
Blad. Validité des actes de gouvernements étrangers, question de compétence, **40**, 366.
Block. Exécution des jugements, convention franco-badoise (1846), interprétation, **10**, 496.
Blonde (navire *La*). Application en matière de traités des règles du droit interne des contrats privés, **43**, 279. Droit d'une Partie d'abroger un traité (VI[e] Convention de La Haye de 1907) à raison de sa violation par l'autre, **43**, 280. Effets des traités à l'égard des tiers au sens d'individus, limites dans lesquelles les Etats peuvent lier par traités leurs sujets, **43**, 293.
Boccardo. Arbitrage, **8**, 84.
Boffalo. Italien expulsé du Vénézuéla, **6**, 104; **18**, 487, 550, 607.
Bona *c.* Société hydro-électrique du

Piémont. Annulation de la clause-or dans un contrat, **60**, 729.
Boncompagne *c.* Crédit foncier égyptien. Protection de la clause-or, **60**, 739.
Botiller *c.* Dominguez. Loi interne et droit international, conflit, **61**, 404.
Boutres de Mascate. Caractère de la sentence arbitrale, **33**, 401.
Brandon. Etat des personnes, exception préjudicielle étendue aux rapports internationaux, **26**, 258.
Breilh *c.* Storla. Immunité diplomatique, **12**, 177.
Bristol (croiseur anglais le). Navire de guerre belligérant, délai de 24 heures après sortie d'un port neutre, **15**, 82.
Brown. Epuisement préalable des recours internes, **62**, 358.
Brown *c.* Gregson. Legs d'usufruit de baux au Transvaal, **9**, 120.
Brun. Expulsion d'un Français du Vénézuéla, **18**, 503. Jugement d'irrecevabilité, bien-fondé d'une demande, **41**, 125.
Brunswick (Duc de). Incapacité à l'étranger, **8**, 518.
Bueno-Vista (Comtesse de). Cession de territoire, droits mixtes, protection, **59**, 347.
Burgenland (le). **14**, 476. Plébiscite, **18**, 194, 201. Contrôle, **18**, 204. Votation, **18**, 221, 224.
« Bürgermeister ». Droit d'asile, **16**, 153.
Burnets. Refus d'extradition d'un national hollandais, **1**, 220.

Aff. Caive (Jean-Baptiste). Responsabilité internationale de l'Etat du fait de ses organes, **62**, 363.
Canada Southern Railroad Co. *c.* Gethard. Liquidation à l'étranger, ordre public, **9**, 526.
Canevaro. Nationalité du réclamant, **18**, 458. Fondement juridique de la sentence, **33**, 414. Sanction d'un acte juridique interne contraire aux obligations internationales de l'Etat, **35**, 211. Droit acquis, **40**, 200. Qualification de la dette, **40**, 203.
« Cap Horn Pigeon ». Profits manqués, **28**, 243, 253, 257. Point de départ des intérêts, **28**, 280.
Casdagli *c.* Casdagli Problème du renvoi, **62**, 511.
Carlier. Double nationalité, **15**, 478.
Carlo-Alberto (navire le). Exterritorialité de navire, **7**, 315.
Caroline (navire américain *La*). Sa destruction pour fomentation de révolte au Canada, **1**, 50, 51, 62. Possibilité juridique de conclure pendant la guerre des traités entre belligérants adversaires, **43**, 289.
Carolines (les). Arbitrage en Espagne et Allemagne, **6**, 224, 227.
Carolino. Immunité diplomatique, **12**, 192.
Caroon. Etranger mort intestat en Angleterre, **3**, 128.
Carpi. Tribunaux mixtes d'Egypte, leur compétence à l'égard des Daïras, **17**, 58.
Carthage (navire *Le*). Déroutement de navire français, **11**, 131. Irresponsabilité pénale des Etats, **62**, 354.
Casablanca (Déserteurs de). Arbitrage, **1**, 271; **13**, 405.
Castioni. Infraction politique, définition anglo-saxonne, **16**, 207.
Cellamare. Complot d'un ministre étranger (1718), **1**, 251.
Cerruti. Ouverture aux particuliers de l'instance internationale, inconvénients, **23**, 382. Sentence arbitrale, défauts de motifs, décision en équité, **35**, 385, 389, 404.
Charkieh (navire le). Invalidation de la saisie d'un navire en service public, **1**, 276. Navire d'Etat, son immunité, **8**, 465.
Chinn (Oscar). Cession de territoire, protection des droits acquis, **59**, 391, 407.
Christidi. Immunité de juridiction ayant pris fin, **12**, 239.
Church *c.* Hublart. Mer territoriale, règle de la lieue marine, **3**, 69.
« Civilian War Claimants Association » *c.* « The King ». Limites des droits que peuvent acquérir

par traités les sujets d'un des Etats contractants contre l'autre Etat, **43**, 294, contre leur propre Etat, **43**, 295.

« Cohama County et Davidson ». Séquestre de navire marchand étranger, **10**, 35.

Collier *c.* Rivaz. Testament d'un Anglais en Belgique, renvoi, **9**, 103; **62**, 507.

Commercial and Estates Co. of Egypt *c.* Board of Trade. Incorporation du droit international en droit anglais, **62**, 134.

Comp. du Texas. Art. 27, § 4 de la Constitution, droits acquis antérieurement, maintien, **59**, 379.

Comp. française des câbles. Litige entre France et Vénézuéla, **18**, 503.

Comp. générale des eaux de Caracas. Arbitrage, **8**, 84.

Compton *c.* Bearcroft. Fraude à la loi, **62**, 536.

Cook *c.* Etats-Unis. Une reconnaissance des situations contraires aux obligations internationales, **62**, 289.

Copwer. Responsabilité internationales des Etats, responsabilité du lésé, **28**, 254. Profits invoqués, **28**, 257. Point de départ des intérêts, **28**, 280, 282.

Corfou (Différend italo-grec, 1923). Représailles, **8**, 49. Comité de juristes, **8**, 377; **41**, 534. Conseil de la S. d. N., **8**, 376. Représailles et Pacte de la S. d. N., **14**, 341; **16**, 368; **18**, 413, 428. Exposé de l'affaire, **14**, 446, 495. Rôle de l'assemblée dans l'affaire, **14**, 633, Représailles permises par l'article 10 du Pacte de la S. d. N., **35**, 534.

Costa. Mexique, expulsion, **6**, 104; **18**, 486.

Costa-Rica Packett (navire le). Vol au delà des eaux territoriales, **2**, 357. Saisie hors des eaux territoriales néerlandaises, **30**, 570. Calcul des gains dans les indemnités, **28**, 257. Responsabilité du lésé, **28**, 267.

Cottend et C^ie^ *c.* Dame Raffalovitch. Immunité diplomatique, renonciation, **12**, 195.

Conitéas. Refus d'exécuter la chose payée, **25**, 355.

Crédit foncier égyptien. Annulation de la clause-or dans un contrat, **60**, 658, 730.

Crédit foncier franco-canadien. Caractère de « titres internationaux » des obligations devant la justice, conséquence suivant qu'elle l'admet ou le refuse, **43**, 580. Exécution d'obligations avec clause-or, **60**, 744.

Créole (navire le). Transport d'esclaves, **9**, 530. Arbitrage, **10**, 41. Faits, **40**, 181. Sentence, **40**, 183.

Crête-à-Pierrot (navire le). Piraterie, **15**, 215.

Crimdon (navire le). Immunité de navire d'Etat, **8**, 465.

Croft. Particuliers dans une instance arbitrale, **18**, 639.

Cunard Line. Juridiction sur mer territoriale, **1**, 141, 152.

Cutting. Infraction hors territoire, **12**, 288. Répression des infractions, compétence territoriale, **16**, 165.

Daiffie (navire le). Possibilité juridique de conclusion pendant la guerre de traités entre belligérants adversaires, **43**, 289.

Dalrymple *c.* Dalrymple. Validité d'un acte conforme à la loi locale, **3**, 170. Fondement de l'application de la loi étrangère, **62**, 455. Problème du renvoi, **62**, 507.

Daniel *c.* Commissioners for Claims in Frame. Intentions des Parties contractantes, **43**, 266.

Dannersmarch (von) *c.* Etat polonais. Protection des droits acquis, **59**, 405.

De Beers. Critère de la nationalité des sociétés, **61**, 571.

Degas. Effets d'un mariage nul à l'étranger, **9**, 73.

Degenhardt *c.* Reich allemand. Cession de territoire, protection des droits acquis, **59**, 403.

Delagoa. Grande-Bretagne et Portugal, **6**, 225.
Démir-Kapou. Exposé de l'affaire, **14**, 576. Questions de procédure, **14**, 521, 524. Méthodes comparées de conciliation du Conseil dans les affaires de Vilna et de Démir-Kapou, **14**, 586.
Dette publique égyptienne: Interprétation de la clause-or, **60**, 691.
Deutsches Reich *c.* Hannoversche Lebensversicherung. Conflits de lois nés de la clause-or, **60**, 734.
Diaz. Agent diplomatique de passage, **12**, 228.
Dientz de la Jara. Immunité diplomatique, **12**, 141, 152, 153.
Dieudonné. Legs à association étrangère, **9**, 67.
Dogger Bank. Guerre russo-japonaise, **1**, 565.
Dreyfus (affaire). Réclamations françaises contre le Pérou, **4**, 357. Principe de la continuité de l'Etat, **16**, 269.
Dreyfus - Gonzalès. Naturalisation annulée, **8**, 532.
Dupont *c.* Pichon. Poursuites contre agent diplomatique, **12**, 238.
Dupont de Nemours. Arbitrage, **8**, 84.
Dupuy *c.* Wurtz. Théorie du renvoi, **3**, 166.
Duval *c.* Maussabic. Agent diplomatique, incompétence des tribunaux, **12**, 199.

Ecoles de San-Francisco, **2**, 367.
Edna (navire l'). Prix maritime, **11**, 132.
Eliza. Epuisement des voies de recours avant de saisir la juridiction internationale, **30**, 448.
Elve (navire l'). Navire dérouté et saisi. Dommages-intérêts, **11**, 133.
Emperor of Austria *c.* Day and Kossuth. Incorporation du droit international de la Common law, **61**, 437.
Emprunt garanti autrichien. Conflits de lois nés de la clause-or, **60**, 730. Lois étrangères contre les clauses-or contraires à l'ordre public, **60**, 741.
Emprunt du Congo. Annulation de la clause-or, **60**, 712.
Emprunt de la ville d'Anvers. Conflits de lois nés de la clause-or, **60**, 731. Territorialité des lois (« Joint Resolution ») contre la clause-or, **60**, 741.
Epoux Ferrari. Loi applicable au divorce entre époux de nationalité différente, **60**, 224.
Etablissements Coullerey *c.* Maison Stein. Guerre 1914, effets sur Conventions de droit international, **59**, 579.
Etat du Kansas *c.* Reardan. Guerre et droits de propriété foncière acquise par traité, **59**, 546.
Etats-Unis d'Amérique *c.* Ferris. Non-reconnaissance des situations contraires aux obligations internationales, **62**, 289.

Fabiani. Responsabilité internationale de l'Etat; dommage indirect, **28**, 247 (note). Profits manqués : intérêts composés, **28**, 262 (note). Dommages-intérêts ne sont pas source de profits, **28**, 265. Point de départ des intérêts, **28**, 282.
Factor *c.* Laubenheimer. Interprétation des traités d'extradition, **62**, 315.
Falk (navire le). Navire dérouté et saisi, dommages, **11**, 133.
Fama (The). Influence de la date d'entrée en vigueur d'un traité, **43**, 301.
Fanny (navire la). Guerre maritime, **11**, 121.
Fasbender *c.* Attorney-general. Limites dans lesquelles les Etats peuvent lier par traités leurs sujets (au sens d'individus), **43**, 293.
Fast *c.* Société intercommunale belge d'électricité. Clause espèces-or et clause valeur-or, **43**, 566.
Fensterwald. Mariage à l'étranger, **9**, 489.
Feist *c.* Société intercommunale belge d'Electricité. Rejet de la

clause-or, motifs, **60**, 683, 686. Validité de la clause-or devant les tribunaux anglais, **60**, 717. Conflits de lois nés de la clause-or, **60**, 730.

Ferrari. Divorce d'Italien naturalisé en France, **8**, 536.

Finck (Heinrich) *c.* Gouvernement égyptien. Effet de la guerre sur les capitulations, **59**, 562.

Fischer *c.* Begrez. Utilité des listes de bénéficiaires d'immunités diplomatiques, **4**, 258.

Forgo. Renvoi de la loi nationale à la loi du domicile, **9**, 28. Origine de la théorie du renvoi, **29**, 534. Consécration du renvoi, **62**, 56, 505.

Fornari *c.* Sarto. Accident dans un port à bord d'un navire étranger, **10**, 151.

Foster et Elam *c.* Wilson. Conflit entre loi interne et droit international, **61**, 403.

Franciska (navire le). Non-interprétation des stipulations claires, **43**, 264. Principes généraux déduits des stipulations particulières du traité, **43**, 278. Abrogation expresse ou implicite par traité ultérieur, **43**, 283.

Aff. Franconia. Conflit entre loi interne et droit international, **61**, 401. Incorporation du droit international dans le Common Law, **61**, 437, **62**, 132.

Franconia (navire le). Dans la mer territoriale, **1**, 90, 140; **10**, 192. Limites de la mer territoriale, **12**, 314.

Frau Ilsabe (navire allemand le). Effets de la guerre sur les traités, **43**, 284. Fermeture de l'Escaut (abrogation des traités sur la), **59**, 528.

Frias. La règle « En fait de meuble, possession vaut titre » dans les rapports internationaux, **8**, 500.

Gagara. Etat étranger devant les tribunaux, **8**, 464.

Gallatin. Immunité du personnel d'un envoyé américain, **1**, 252, 260.

Gesling *c.* Viditz. Testament fait par une anglaise en France, sa validité, **9**, 95, 104.

Gloire (navire *La*). Possibilité juridique de conclure des traités pendant la guerre entre belligérants adversaires, **43**, 289.

Gould. Détermination du régime matrimonial, **16**, 41.

Godfrey. Navire étranger dans un port, homicide à bord, **10**, 211.

Goldenberg *c.* Allemagne. Droit applicable par les instances internationales, **62**, 167.

Goos *c.* Brocks. Guerre, effets sur droits privés de propriété résultant d'un traité, **59**, 547.

Graty. Expulsion, **18**, 594.

Gregson *c.* Gregson. Succession soumise à la loi de la situation des biens, **9**, 120.

Griffin. Droit des parents sur leurs enfants, **9**, 507,

Guebhard *c.* Siemens. Conflits de lois nés de la clause-or, **60**, 729. Territorialité des lois contre la clause-or, **60**, 739.

Guiness *c.* Miller. Fondement de l'application de la loi étrangère, **62**, 478.

Gürtler *c.* Etat polonais. Violation de droits acquis, indemnisation, **59**, 404.

Gyllenborg (1917). **1**, 251.

Haddock. Reconnaissance d'un divorce prononcé à l'étranger, **9**, 498.

Hansen *c.* Etat polonais. Subrogation de l'Etat cessionnaire du territoire à l'Etat cédant, **59**, 402.

Hargous. Nationalité de société, **33**, 29.

Harris *c.* Guine. Respect des droits acquis en droit international privé, **62**, 466.

Hartman. Refus par la France d'extradition à la Russie, **1**, 210.

Heathfield *c.* Chilton. Incorporation du droit international dans le Common Law, **61**, 437.

Hellfeld. Etat étranger, compétence des tribunaux, **1**, 246. Egalité des

Etats, procédure d'exécution contre un Etat, **12**, 308.
Hellfeld *c.* Russland. Réception du droit international en droit interne, **62**, 138.
Hermann *c.* Reich allemand. Cession de territoire, protection des droits acquis, **59**, 403.
Hollander. Expulsion, **18**, 608.
Home *c.* Missionary Society. Responsabilité internationale de l'Etat du fait de ses organes, **62**, 261.
Huascav (navire péruvien le). Piraterie, **15**, 215.
Huntingdom *c.* Antill. Système anglais de règlement des conflits de qualification, **62**, 498.
Hijo *c.* Etats-Unis d'Amérique. Conflit entre loi interne et traité, **61**, 413.
Hygia (navire l'). Juridiction pénale sur mer territoriale, **10**, 211.

Aff. « I' m alone ». Irresponsabilité pénale des Etats, **62**, 354.
Industrial Mortgage Bank of Finland *c.* Compenia de Inversiones Internacionales. Application aux créanciers étrangers de la Joint Resolution (1933), **60**, 704.
International Trustee for protection of bondholders Vaduz *c.* The King. Portée internationale de la clause-or affectant des emprunts d'Etat, **60**, 757.
« Ionan Ships » (The). Interprétation comme un tout du traité, **43**, 273. Nécessité d'interpréter un traité selon son sens clair, malgré les conséquences, **43**, 275.

Jablousky *c.* Reich allemand. Cession de territoire, protection des droits acquis, **59**, 403, 406.
Jeune-Eugénie (navire la). Critérium de la coutume internationale, **6**, 365, 366.
Johnson. Théorie du renvoi, **3**, 165, **29**, 552.
Jones. Irresponsabilité pénale des Etats, **62**, 354, 355.
Jonge Josias (navire danois *Le*). Intention des Parties contractantes, **43**, 266. Possibilité par Etats tiers d'invoquer les stipulations d'un traité, **43**, 290.
Jupiter (navire allemand *Le*). Limites dans lesquelles les Etats peuvent par traités lier leurs sujets (au sens individus), **43**, 293.

Karmeth *c.* Etats-Unis d'Amérique. Traité anglo-américain de 1783 abrogé par la guerre, **59**, 535, 550.
Keyn. Règle de la lieue marine, **3**, 69.
Konigin Emma (chalutier): Capture, **11**, 90.
Korvine's Trust. Conflit de qualification en matière de succession, **62**, 490, 498.
Kreissparkasse Aachen *c.* Deutscher Sparkassen und Giroverband. Conflits de lois nés de la clause-or, **60**, 733. Territorialité des lois opposées à la clause-or, **60**, 740, 743. Impossibilité d'appliquer la clause-or au lieu d'exécution, **60**, 774.
Kronprinz Gustave-Adolphe. Interprétation des traités, **62**, 154.
Kronprinz-Wilhelm (croiseur allemand le). **15**, 79.
Kügele *c.* Etat polonais. Violation des droits acquis, indemnisation, **59**, 404. Droits acquis, protection, **59**, 406.

« La Abra ». Réclamation contre une sentence arbitrale, **35**, 450.
Lacoste. Expulsion, **6**, 105; **18**, 621.
Lane. Divorcé se remariant dans un Etat étranger, **9**, 487.
Lanza. Ordre public, **17**, 390.
Lazare. Déni de justice par autorités étrangères, **8**, 79.
Leipzig (croiseur allemand le). Approvisionnement en ports neutres, **15**, 84.
Lemonn. Libération d'esclaves par Etat n'admettant par l'esclavage, **9**, 527.
Leslie. Complot par représentant diplomatique, **16**, 138.

Lloyd autrichien. Impôt sur navires marchands ancrés dans un port, **10**, 144.
Aff. « Lusitania ». Irresponsabilité pénale des Etats, **62**, 355.
Luther *c.* Sagor. Confiscation bolcheviste, **4**, 393, 397, 399. Refus de reconnaître à l'étranger les mesures de confiscation, **62**, 527.
Le Louis (navire). Effets de la guerre sur les traités, **43**, 284. Guerre et traités sur la traite, **59**, 529.
Lena Goldfields. Droit applicable par les instances internationales, **62**, 167, 222.
Leroux *c.* Brown. Respect des droits acquis en droit international privé, **62**, 466.
Lizzie Thompson. Reconnaissance aux insurgés des droits de belligérance, **62**, 271.
Llandovery Castle. Responsabilité des usines de guerre, **62**, 214.
« Lola ». Incorporation du droit international dans le Common Law, **61**, 439.

Maal. Expulsion de personnes dangereuses, **6**, 104; **18**, 488, 550, 607.
Macedonian (navire le). Responsabilité internationale des Etats, point de départ des intérêts, **28**, 279, 280, 283. Intérêts dus à la suite d'une saisie, **40**, 189. Loi applicable, **40**, 190. Accord des parties écarte la prescription, **41**, 110. Reconnaissance aux insurgés des droits de belligérance, **62**, 271.
Machado *c.* Foutes. Respect des droits acquis en droit international privé, **62**, 468.
Mac Murdo. Nationalité des sociétés, **33**, 30.
Magdalena Bay, **5**, 345.
Magdalena Steam Navigation Cy *c.* Martin. Immunité diplomatique, **12**, 143, 176, 188.
Maltass *c.* Maltass. Théorie du renvoi, **3**, 167.
Manouba (navire français le). Déroutement, **11**, 132.
Maria (navire la). Résistance à la visite d'un convoi, **11**, 107.
Maria Luz (navire le). Transport de coolies, arbitrage du tzar de Russie, **40**, 186.
Marryat *c.* Wilson. Intentions des Parties contractantes, **43**, 265.
Marshal. Divorcé remarié dans un Etat voisin, **9**, 487.
Mattuéof. Privilèges et immunités diplomatiques, **40**, 337.
Mc Candless *c.* Etats-Unis d'Amérique. Guerre et traités conférant des droits purement personnels, **59**, 550.
Med Guds Hielpe (navire le). Contrebande, termes généraux du traité suivis d'une énumération particulière, **43**, 273.
Medina. Nationalité du réclamant, **18**, 457.
Medway *c.* Needham. Fraude à la loi, **62**, 537.
Mexican Petroleum Cy. Concessions pétrolifères au Mexique, protection des droits acquis, **59**, 383.
Mickayl. Droit à l'immunité diplomatique, preuve, **12**, 156.
Mickilchinkoff. Assassinat à l'Ambassade russe, **12**, 147.
Moewe (navire le). Portée de « Eaux territoriales », **15**, 12. Limite entre mer côtière et port, **15**, 18.
Montijo (navire le). Questions de nationalité, incompétence du juge international, **41**, 121.
Moore *c.* Saxton. Légitimité de la filiation soumise à la loi du domicile, **9**, 505.
Morellet. Succession, **9**, 57.
Mortensen. Délit hors des trois milles de la côte, **1**, 141.
Mortensen *c.* Peters. Conflit entre loi interne et droit international, **61**, 402, **62**, 145.
Moses *c.* Valentini. Application de la loi de la situation des biens, **9**, 120.
Munir Pacha *c.* Aristarchi Bey. Exterritorialité d'une légation, **12**, 147.
Musiolik *c.* Etat polonais. Cession

de territoire, protection des droits acquis, **59**, 402.
Musurus Bey *c.* Gadban. Juridiction sur un ambassadeur, **12**, 144.

Nantou. Extradition, **33**, 211.
Neidecker. Interprétation des traités d'extradition, **62**, 315.
Néréide (navire la). Navire de commerce armé pour se défendre, marchandises neutres, **11**, 124.
New Jersey *c.* Delaware. Recours à la doctrine, **62**, 175.
Newton (navire le). Compétence criminelle dans les ports, **12**, 315.
Niderstrasser *c.* Etats polonais. Violation des droits acquis, indemnisation, **59**, 401.
« Neraide » (The). Incorporation du droit international dans le Common Law, **61**, 439.
Novello *c.* Toogood. Domestique d'agent diplomatique, **12**, 140, 205.

Ogden *c.* Ogden. Conflits de qualification en matière de mariage, **62**, 500.
Oliva. Expulsion du Mexique, **6**, 104; **18**, 488.
Ostrowsky *c.* Etat polonais. Cession de territoire, protection des droits acquis, **59**, 402.
Optants hongrois en Roumanie, **14**, 520, 526. Affaire portée devant le Conseil de la S.d.N., **1**, 456. Rapport Adatei, **1**, 486. Décision d'apaisement, **1**, 488.
Orazio de Attelio. V. Attelio (Orazio de).
Orinoco Steamship Co. Responsabilité internationale de l'Etat : point de départ des intérêts, **28**, 280 (note 5), taux des intérêts, **28**, 285 (note 4). Révision de la sentence rendue, **30**, 613, **33**, 412. Nullité de la sentence, **35**, 444.

Pacific Mail Steamship Co. Réclamation, défaut de démarches diplomatiques préalables, rejet, **41**, 24. Recevabilité de la requête, examen préalable au débat sur le fond du droit, **41**, 99.
Panama (navire le). Navire de commerce armé pour se défendre, **11**, 122.
Paquet. Expulsion d'étranger, **6**, 105; **18**, 489, 606.
« Paquete Habana ». Valeur pratique de la doctrine, **6**, 186. Capture de bateaux de pêche, **40**, 330. Incorporation du droit international dans le Common Law, **61**, 439.
Parlement belge (navire le). Immunité de navire faisant le commerce, **8**, 465. Traités dont l'exécution en Grande-Bretagne exige une modification du droit interne, **43**, 254. Application des traités par la juridiction anglaise, **61**, 444.
Part Cargo ex s. s. « Circassia » and « Scindia ». Traité créant des droits d'exterritorialité (Capitulations), **43**, 288.
Pégou ou *Pigou* (navire le). Navire de commerce armé pour se défendre, **11**, 122.
Pelissier du Besset *c.* The Algiers Land and Warehouse Co. Invalidité de la clause-or dans les contrats internes en période de cours forcé, **60**, 709, 711.
Pelletier. Erreur de l'arbitre, **35**, 398.
Pellworm (navire allemande *Le*) et autres. Effets des traités sur les tiers, **43**, 292. Ratification des traités et leur entrée en vigueur, **43**, 299.
Pépin *c.* Bruyère. Effets d'un testament sur des immeubles à l'étranger, **9**, 97.
Perchemann *c.* Etats-Unis d'Amérique. Cession de territoire, protection des droits acquis, **59**, 406, 540.
Pétersbourg (navire russe le). Navire de la flotte volontaire russe transformé en navire de guerre, visite des neutres, **11**, 86.
Perkins. Effets d'un divorce dans un Etat étranger, **9**, 501.

Perry *c.* Etat-Unis d'Amérique. Constitutionnalité de la Joint Resolution de 1933, **60**, 761.
Pinson (Georges). Règle d'interprétation des traités, **62**, 154.
Piracy *jure gentium*. Recours à la doctrine, **62**, 175.
« Pious fond » de Californie. Décisions de la Cour permanente d'arbitrage, **8**, 347.
Poggioli. Sentence arbitrale, responsabilité de l'Etat, **30**, 446.
Portendick. Fermeture de côte aux navires anglais, **6**, 96.
Porter *c.* Freudenberg. Application des traités nationaux par les tribunaux anglais, **62**, 143.
Porto Alexandre (navire portugais *Le*). Bateau en service public, invalidation de la saisie, **1**, 276. Immunité d'Etat étranger, **8**, 463.
Primavera (navire le). Définition du navire de commerce, **15**, 24.
Potemkine (navire le). Piraterie, **15**, 214.
Preissner *c.* Etat polonais. Respect des droits acquis, non-rétroactivité des lois, **59**, 403.
Prystatzki *c.* Etat polonais. Cession de territoire, protection des droits acquis, **59**, 402.

Quatre Frères (navire les). Intentions des Parties contractantes, **43**, 264.
Queen (navire le). Abordage, **40**, 191.
Quella *c.* Reich allemand. Cession de territoire, protection des droits acquis, **59**, 402. Violation de droits acquis, indemnisation, **59**, 404.

Raineri. Succession immobilière en Italie, soumission à la loi financière, **29**, 541.
Rex *c.* International Trustee for protection of bondholders A. G. Validité de la clause-or au regard des tribunaux anglais, **60**, 717. Conflits de lois nés de la clause-or, **60**, 731.
Richmond (Duc de). Effet d'une incapacité à l'étranger, **8**, 518.
Rickmers (navire *Sophie*). Guerre et traité de commerce, **59**, 566.
Ricordi *c.* Benjamin. Guerre et conventions sur la propriété intellectuelle, **59**, 571.
Ringende Jacob (navire le). Contrebande de guerre, principes généraux déduits des stipulations particulières des traités, **43**, 278.
Riperda (Duc de). Violation d'ambassade, **12**, 215. Droit d'asile, **16**, 147.
Robinson *c.* Bland. Fraude à la loi, **62**, 536.
Rosa Catana. Incapacité à l'étranger, **8**, 518.
Ross. Problème du renvoi, **62**, 510.
Rustomjee *c.* The Queen. Limites des droits que peuvent acquérir par traité les sujets d'un Etat contractant contre leur propre Etat, **43**, 296.
Roumanian. Port et terre ferme, distinction, **15**, 20.
Rylands *c.* Fletcher. Principe de la responsabilité absolue, **62**, 360.
Sa (Dom Pantaleon). Agent diplomatique condamné, **12**, 169.

Salamis (navire le). Question soumise à un autre organisme que la S.d.N., pouvoirs du Conseil, **32**, 231.
Sally (navire le). Compétence criminelle dans les ports, **12**, 315.
Sanchez. Testament suivant loi nationale du testateur, **9**, 105.
Santa Cruz (navire le). Prise maritime, restitution des biens contre paiement d'un droit de sauvetage ou conservation de la prise, interprétation libérale du traité, **43**, 274.
Santa Isabel (chalutier allemand). Navire saisi et coulé, Cour des Prises, **11**, 155.
Savarkar. Crime contre la sûreté de la Grande-Bretagne, accusé anglais arrêté en France, **16**, 156. Localisation objective des effets du crime, **16**, 170. Fondement

juridique de la sentence, **33**, 413.
Schaw *c.* Etats-Unis. Clause conditionnelle de la nation la plus favorisée, **3**, 423.
Schindler *c.* Reich allemand. Cession de territoire, protection des droits acquis, **59**, 403.
Scrimshire. Mariage d'Anglais à l'étranger, **29**, 338, 346.
« Shipstaken at Genoa ». Recours aux travaux préparatoires pour interprétation du traité, **43**, 267. Termes généraux du traité suivis d'une énumération particulière, **43**, 273.
Sickles *c.* Sickles. Divorce d'agent diplomatique, **12**, 226.
Simak Hassan. Statut personnel relevant des tribunaux religieux, **9**, 464.
Skandia *c.* Office national de la Dette suédoise. Conflits de lois nés de la clause-or, **60**, 731. Portée internationale de la clause-or affectant les emprunts d'Etat, **60**, 756. Impossibilité de remplir la clause-or au lieu d'exécution, **60**, 775.
Smith (affaire). Esclavage non reconnu à l'étranger, **9**, 414.
Slater *c.* Mexican national Railroad. Fondement de l'application de la loi étrangère, **52**, 479.
Smet de Naeyer (navire *Comte de*). Définition du navire de commerce, **15**, 24.
Société de Prayone *c.* Kapper. Système anglais de règlement des conflits de qualifications, **63**, 499.
Société du port de Rosario *c.* Thirion. Interprétation de la clause-or, **60**, 690, 692, Critère du paiement international, **60**, 712.
Société pour la propagation de l'Evangile *c.* Ville de Newhaven. Traités dispositifs, **43**, 286. Traité anglo-américain (1783) non abrogé par la guerre, **59**, 535, 539.
Sommelsdijk (navire le). Détention d'un navire neutre, compétence de la Cour des Prises, **11**, 134.
Soullié. Position des tribunaux français à l'égard du problème du renvoi, **9**, 33; **62**, 505. Succession, renvoi à la loi française, **29**, 542.
Steiner et Gross *c.* Etat polonais, Protection des nationaux contre leur gouvernement, **59**, 400; **62**, 220.
Sturmer. Extradition de marin déserteur, **1**, 223.
Suarez *c.* Suarez. Agent diplomatique administrateur de biens, **12**, 191.
Sutton *c.* Sutton. Traités dispositifs, **43**, 286. Guerre, effet sur les droits de propriété foncière acquis ou confirmés, **59**, 543.

Taylor *c.* Best. Agent diplomatique, immunité, renonciation, **1**, 243; **12**, 188.
Taylor *c.* Morton. Conflit entre loi interne et droit international, **62**, 404.
Techt *c.* Hughes. Guerre, effet sur les traités, **59**, 535, 541, 545.
Topeyac (navire le). Obligations, conflit de lois, loi du lieu du contrat, **40**, 288. Commission mixte de Washington, taux des intérêts, **40**, 188.
Thireaut. Droit de l'Etat sur ses eaux territoriales, **62**, 330.
Tiedemann and Gen. Effets juridiques de la détermination, par un tribunal arbitral, de son pouvoir, **35**, 433.
Tinos (navire allemand). Confiscation dans les eaux grecques, **15**, 102.
Torni (navire le). Fraude à la loi, **62**, 540.
Trent. Capture d'agents diplomatiques, **12**, 235.
Triquet *c.* Bath. Immunité diplomatique, **12**, 140. Incorporation du droit international dans le Common Law, **61**, 437.
Trufort. Problème du renvoi, **62**, 507, 514.
Twee gebweders (navire le). Limite de la mer territoriale, **1**, 138.

Twendre Brodre (navire le). Contrebande, intentions des Parties contractantes, **43**, 265.
Tykiel *c.* Reich allemand. Cession de territoire, protection des droits acquis, **59**, 403, 406.

Ul *c.* Etat polonais. Protection des droits acquis et non-rétroactivité des lois, **59**, 408.
United States and Paraguay navigation Co. Excès de pouvoir de l'arbitre, **35**, 370.
Utile (voilier l'). Révolte à bord dans un port, **10**, 211.

Varmoni. Règlement en France de la succession d'un Suisse, **9**, 51.
Verdi. Représentation à l'étranger d'œuvres dramatiques, **8**, 505.
Vereening vor den Effecthandel *c.* Royal Dutch. Clause monnaie-or et clause valeur-or, **60**, 681. Territorialité des lois contre la clause-or, **60**, 739, 741, 742. Option de place et option de change dans les obligations avec clause-or, **60**, 765.
Venetolo-Cova *c.* Castan. Validité de la clause-or au regard des tribunaux suisses, **60**, 718.
Vénus (navire la). Possibilité juridique de conclure des traités pendant la guerre entre belligérants adversaires, **43**, 289.
Aff. Vidal. Notion de fraude à la loi en droit international privé, **62**, 83.
Viking et Minerva *c.* Gouvernement norvégien. Portée internationale de la clause-or affectant les emprunts d'Etat, **60**, 757.
Viveasch *c.* Becker. Incorporation du droit international dans le Common law, **61**, 437.
Vrède. Validité de mariage, **8**, 502.
Vryheid. Contrebande, interprétation comme un tout du traité, **43**, 272.

Waddington (Carlos). Agent diplomatique accusé de meurtre, **1**, 243.
Walker *c.* Baird. Applicabilité des traités par la juridiction anglaise, **61**, 444.
Walküre (navire le). Limite entre la mer côtière et le port, prise maritime, **15**, 19.
Weissmann *c.* Reich allemand. Respect des droits acquis et non-rétroactivité des lois, **59**, 404.
West Rand central Gold Mining Cy. *c.* The King. Sources formelles du droit international, **6**, 350, 355. Principes généraux déduits des stipulations particulères du traité, **43**, 278. Incorporation du droit international dans le Common Law, **61**, 437, **62**, 133. Universalité du droit international, **62**, 196.
White (capitaine). Expulsion du Pérou, **6**, 105; **18**, 617.
Whitney *c.* Robertson. Conflit entre loi interne et droit international, **61**, 403, 413.
William (navire le). Responsabilité des Etats : profits éventuels, **28**, 255. Appréciation du dommage, **28**, 253 (note).
William Lee (navire le). Responsabilité des Etats : Détermination du manque à gagner, **28**, 263. Intérêts, point de départ, **28**, 280, 282.
Wilson *c.* Blanco. Condamnation d'un agent diplomatique, **12**, 226.
Winchester arms Comp. *c.* Oscanyan. Contrat contraire à l'ordre public, **9**, 525.
Wing Kim Ark. Application à un Chinois du *jus soli* par la Cour suprême des Etats-Unis, **27**, 417.
Wolff *c.* Oxhalm. Incorporation du droit international dans le Common Law, **61**, 437.
Wolny *c.* Etat polonais. Respect des droits acquis et non-rétroactivité des lois, **59**, 403.

Yick Wo *c.* Hopkins. Police des étrangers, **9**, 536; **15**, 48.
Aff. Youmans. Responsabilité internationale de l'Etat du fait de ces organes, **62**, 362.

« Zamora ». Conflit entre loi interne et droit international, **61**, 400. 413 et 438. Incorporation du droit international en droit anglais, **62**, 134.

Zerman. Expulsion du Mexique, **6**, 104; **18**, 486, 607.

Ziemer *c.* Rumänien. Réception du droit international en droit interne, **62**, 138.

IV. Table des noms propres cités

A

Aariphi Pacha.
Nécessité pour les grandes puissances d'établir les parts contributives à la Dette publique ottomane, **23**, 311.

Abbott (Lord Chief Justice).
Décision dans affaire *Novello*, **12**, 140, 206.

Abd-el-Hakim.
Expulsé du Maroc, **18**, 598.
Droit pénal international, **12**, 268.

Abdelmalek Ibn Hischam.
Légitimité de la guerre, idées de Mahomet, **11**, 386.

Abderame III (Khalife).
Condition des chrétiens d'Espagne, **60**, 571.

Adb-ul-Aziz (Sultan du Maroc).
Recours à l'emprunt, **5**, 34.

Abd-ul-Hamid (Sultan de Turquie).
Utilisation du crédit de la Commission de la Dette ottomane, **5**, 48.

Abelus.
Conduite des Français en Turquie au XVII^e^ siècle, **60**, 417.

Aberdeen (Lord).
Droit d'asile non étendu aux navires de commerce, **16**, 153.

Abou Bekr.
Successeur de Mahomet. Droit de la guerre, humanité, **11**, 391.

Abou Bekr Mohammed ben Ali.
Poète arabe, **11**, 388.

Abou Hanifa.
L'aman accordé à un ennemi, **60**, 529. Incapacité héréditaire des infidèles, **60**, 543. Testament d'un étranger envisagé d'après sa religion, **60**, 545. Compétence du cadi dans les conflits entre infidèles, **60**, 600. Territorialité du droit pénal musulman, **60**, 603. Délit commis par les dhimmis, leur loi nationale applicable, **60**, 641. Sort de la créance d'un moustamen devenu ennemi et prisonnier de guerre, **60**, 613. L'Ecole d'Abou Hanifa, ses artifices (hyal), **60**, 613.

Abou'l Hosain.
Règles régissant la guerre entre musulmans et infidèles, **11**, 392, 394.

Abou Youssef.
Condition des dhimmis, **60**, 537. Tolérance de l'Islam envers les chrétiens, **60**, 557. Impôt de capitation des infidèles, **60**, 574. Testament des étrangers envisagé suivant leur religion, **60**, 545. Sort de la créance d'un moustamen devenu ennemi et prisonnier de guerre, **60**, 613.

About (Edmond).
Son roman *Le Fellah*, **17**, 25.

Abrami.
Député français propose de recourir à la votation populaire avant tout recours à la guerre, **45**, 706.

Abreu (Capistramo de).
Etude de l'œuvre des Jésuites en faveur des Indiens, **31**, 227.

Accurse.
Glose d'Accurse, **2**, 452; **15**, 454. Droit pénal internat., **12**, 268. Origine de la doctrine statutaire, **17**, 139.

Accursius.
Etendue du domaine aérien et souterrain, **30**, 153. Territoire soumis à la souveraineté de l'Etat, **42**, 206.

Adair.
Inviolabilité des Ambassadeurs aux XVI^e^ et XVII^e^ siècles, **48**, 471 L'exterritorialité rend possible les relations diplomatiques, **58**, 162.

Adalbert.
Moine des Trêves, évêque de Kiev, **11**, 433.

Adams (John Quinay).
Secrét. d'Etat du Présid. Monroe, **5**, 281, 282, 333. Présid. des Etats-Unis, sa politique à l'égard des Républiques de l'Amérique latine, **5**, 323, 330, 337, 352. Message au Congrès de 1822, **8**, 231. Congrès de Panama, **8**, 233. Doctrine de Monroe, **8**, 234. Opinion sur le fondement des lois de la nouvelle Angleterre, **18**, 360. Opinion sur la reconnaissance de belligérance de la Grande-Bretagne aux Confédérés, **4**, 409. Soutient la nullité du *Stamp act* comme contraire à la Constitution, **3**, 123. Son hostilité à l'immigration, **20**, 202. Réclame le droit de navigation sur le Saint-Laurent pour les habitants de la région des Grands Lacs, **21**, 310. Défend les droits des nouvelles nations hispano-

américaines, **22**, 101. Estime que le traité hispano-américain lie la Colombie, **22**, 490. Proposition Canning de collaboration anglo-américaine en Hispano-Amérique, **28**, 46; **32**, 431, 433, 446, 451. Accord nécessaire entre pays présents au Congrès de Panama, **28**, 50. Appréciation d'une proposition Canning sur la doctrine de Monroe, **28**, 45. Proclamation nord-américaine d'intangibilité d'un continent, **32**, 398, 403. Projet d'alliance franco-américaine, **32**, 398, 403. Ne veut pas d'alliance entre la France et l'Amérique, **32**, 409. Artisan du particularisme politique américain, **32**, 410. Redoute système essentiellement extra-européen des Etats-Unis, **32**, 414. Action médiatrice des Etats-Unis, **32**, 422. Craint une cession de Cuba par l'Espagne à la France, **32**, 430. — Influence sur la formation de la doctrine de Monroe, **32**, 448, 455. Attitude devant la colonisation européenne, **32**, 505. Membre du Comité de la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis, **32**, 532. Importance, pour lui, de la fondation des Républiques sud-américaines, **32**, 701. Prêche l'union des colons américains, **59**, 232. Déclaration d'indépendance, préparation d'un traité, organisation des colonies en fédération, **59**, 235. — Négociations diplomatiques avec la France, **59**, 237. Négociateur du traité avec la Grande-Bretagne, **59**, 247. John Adams, premier isolationniste américain, **59**, 249, 258. Sa mission diplomatique en France, **59**, 251, 255. Liberté du commerce et de la navigation, **59**, 261. Du droit des Etats à la reconnaissance, **62**, 251.

Adams (Samuel).

Proclame la supériorité de la Constitution sur les lois votées par le Président anglais, **3**, 123.

Adatci.

Expropriation des biens des optants hongrois, son rapport au Conseil de la S. d. N., **1**, 486; **35**, 375. Optants hongrois, conflit, enquête à la S. d. N., **52**, 23. Proposition non adoptée par le Conseil de renvoi du rapport à la Cour permanente, son adoption, **1**, 488, 489. Président de la V^e^ Conférence de l'Organisation permanente du travail, **4**, 214. Opinion sur la limitation de la compétence exclusive des Etats, **7**, 90, 91, 92. Différend roumano-hongrois relatif à l'expropriation par la Roumanie de propriétaires hongrois, son rôle, **8**, 378; **14**, 520, 527. Opinion sur les Commissions de conciliation et le Pacte de la S. d. N., **14**, 367, 370. Son rôle dans l'élaboration du Protocole de Genève, **14**, 454. Opinion sur le caractère facultatif de l'art. 10 du Pacte de la S. d. N., **17**, 522. Met en relief le caractère temporaire des obligations des mandats B et C, **19**, 534. Communauté fluviale des traités 1814-1815, **28**, 214. Oganisation des communications et du transit, **34**, 62. Mécontentement que peut soulever l'application de l'art. 15, al. 8 du Pacte de la S. d. N., **38**, 39. Rapport constatant le caractère régional du droit des minorités, **38**, 140.

Adcok.

Opinion sur l'antiquité de l'arbitrage, **4**, 280.

Addison.

Ses tendances pacifistes, **13**, 294.

Adelswaerd (Baron).

Président du Conseil interparlementaire, rapport à la XX^e^ Conférence interparlementaire sur les droits des minorités nationales, **1**, 511.

Ador (Gustave).

Nomination d'arbitres internationaux, **1**, 595. Président du Comité international de la Croix-Rouge, **1**, 589; **21**, 64. Organise les Commissions spéciales des sociétés de la Croix-Rouge, **21**, 64. Fonde l'agence des prisonniers de guerre, **21**, 67. Suggère l'internement des prisonniers blessés ou malades, **21**, 81. Nomination d'arbitres internationaux, **1**, 595. Opinion sur la durée des fonctions à la S. d. N., **20**, 371. Choix du Président du tribunal arbitral, **36**, 297. Président de la Conférence financière internationale de Bruxelles (1920), **61**, 148, 149, 153. Délégué de la Suisse à la S. d. N., internationalisme économique, **61**, 167.

Adrien I^er^.

Pape, **11**, 369.

Adrien VI.

Pape, son opinion sur la justice douteuse d'une guerre, **17**, 292.

Aegidius (de Viterbo).

Rôle politique des conciles, **31**, 380.

Aerenthal (Baron d').

Annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine (1908), **32**, 369. Son discours, rupture de l'entente austro-russe sur la politique des détroits (1908), **47**, 656.

Affolter.

Critique de la doctrine des droits acquis, **47**, 198. Repousse toute rétroactivité innée des lois, **47**, 232. Rétroactivité des lois qualifiées interprétatives d'une manière explicite par le juge, **47**, 235.

Aftalion.

Sa formule : « L'or attire l'or », **49**, 40. Mouvement des prix, **50**, 815.

Ago.

Conflits de lois, condamnation de la conception internationale du droit international privé, **57**, 344. Faits et rapports de la vie internationale, rôle de l'Etat, **57**, 368. Théorie de M. Ago sur les relations exactes entre règles de conflit et règles de droit matériel d'un Etat, **57**, 372. Objet du droit international privé, régler les rapports et faits de droit privé appartenant à la vie internationale, **57**, 411. Effets des règles de droit international privé : incorporation de la loi étrangère dans l'ordre juridique national, **57**, 381, 386. Objet des règles de conflit, **57**, 497. Détermination des éléments de rattachement, **57**, 514. « La prémisse méthodologique de la nécessité d'établir tout principe juridique par la voie d'une déduction dogmatique des autres principes de droit réellement en

vigueur revêt un caractère sans doute positif », **62**, 29. Conflits de qualification, **62**, 47.

Aguède (de).
Partisan d'une Confédération d'Etats sud-américains, **8**, 228.

Aguesseau (Chancelier d').
Idée du *jus inter gentes*, **3**, 32. Loi naturelle « fidèle compagne de la loi », **31**, 513. Equité et arbitraire du juge, **31**, 554.

Ahrens.
Délimite le droit administratif international, **34**, 6.

Aiguillon.
Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères de France, opinion sur la portée des immunités diplomatiques, **12**, 123.

Akzin.
Reconnaissance d'un Etat, sa portée, **41**, 288. Classement des institutions autres que les Etats, **41**, 291.

Al Mamoun (Calife de Bagdad).
Courtoisie internationale, **11**, 371.

Alberdi.
Aurait fondé le droit international américain, **32**, 789.

Albergati.
Légat de la paix, **31**, 328.

Alberoni (Cardinal).
Projets : d'organisation internationale, **2**, 108; de paix générale en Europe, **13**, 310. Plan pour réduire l'Empire turc à l'obéissance des princes chrétiens et projet pour une diète perpétuelle destinée à l'établissement de la tranquillité publique, **53**, 548.

Albert (Evêque de Riga).
Organise un mouvement du monde germanique vers la Livonie, **11**, 447.

Albert (Christian).
Impossibilité d'expulser les nationaux, **53**, 337

Albert (François).
Offre au nom de la France de couvrir les frais d'une installation internationale désirée par la Commission de coopération intellectuelle, **9**, 369.

Albert (Prince).
Prend en considération le projet d'unification du droit commercial de Levue Lévi, **8**, 132.

Albert l'Ours.
Margrave de Brandebourg, **11**, 445.

Albert le Grand.
Monnaie considérée comme pur symbole, **37**, 235.

Albertini.
Son opinion sur les vues de Grotius sur la guerre, **17**, 258. Soutient la licéité de l'esclavage des infidèles, **17**, 169. Critique la théorie de Vitoria sur la guerre juste, **17**, 273. Combat la conception de Vitoria sur le tribut imposé aux vaincus, **17**, 325.

Albrecht.
Loi de paix publique (1298), **28**, 513.

Albrecht II.
Paix publique en Allemagne, **28**, 541.

Alciat.
Conventions entre princes expliquées par la loi civile, **24**, 14, 16.

Alcorta (Dr A.).
Opinion sur le traité argentin-chilien (1902) de limitation des armements, **8**, 308. Droit international américain, **22**, 170; **32**, 779. Solutions des problèmes internationaux en Amérique, **22**, 170. Différend de frontière entre Bolivie et Pérou, **35**, 390, 417. Défenseur du principe de l'autonomie de la volonté, **31**, 60. Rejet de la notion de droit international américain, **44**, 488.

Aldricus.
A fondé la science du droit international privé, **29**, 301, 375. Pouvoir du juge, **29**, 301, 309.

Alembert (d').
Conception des rapports entre Etats, **10**, 556. Eloge posthume de l'Abbé de Saint-Pierre, **13**, 309.

Alessandri (Arturo).
Président de la Républ. du Chili, panaméricanisme, **5**, 283, 315.

Alessio (D').
Incorpore le droit administratif international dans le droit international public, **34**, 22. Oppose droit international et droit interne, **34**, 13. Conséquences économiques du passage de l'état de guerre (1914) à l'état de paix, **49**, 52.

Alexandre.
Empereur byzantin, fait mutiler des envoyés du tzar bulgare, **11**, 378.

Alexandre.
Juriste italien, son influence sur le droit espagnol, **31**, 631.

Alexandre le Grand.
Combat singulier avec Porus, **11**, 387. Caractère de son empire, coopération entre Hellènes et Orientaux sur base d'égalité, **13**, 200. Réunion de tous les hommes en une seule grande unité, **38**, 551

Alexandre Ier (Empereur de Russie).
Vues sur l'intervention, **2**, 381. La Sainte-Alliance, **11**, 494; **13**, 358. Ses prétentions sur la côte américaine, du Pacifique, **22**, 103. Politique intérieure réagit sur politique extérieure, **22**, 375. Renonce à l'alliance française en tant que dirigée contre l'Angleterre, **22**, 375. Retour à la doctrine russe de la solidarité internationale des monarques, **22**, 376. Programme du nouveau droit international (instructions à Novossiltsov), **22**, 376. Programme russe, programme anglais (Traité du 11 avril 1805), **22**, 388. Continuation de la lutte contre la France, **22**, 392. Traité de Tilsitt (7 juillet 1807) : dispositions relatives à la Pologne, **22**, 303 Opinion manifestée en Russie, **22**, 396. Résultats de l'entrevue d'Erfurt, **22**, 398. Influence de la Révolution française en Europe orientale, **22**, 399. Motifs de la rupture de l'Alliance franco-russe, **22**, 400 (motifs de politique extérieure, **22**, 400; revirement réactionnaire dans la vie politique russe, **22**, 402). Juge le système continental contraire à la doctrine russe de la neutralité maritime, **22**, 445. Programme international des traités de

1813 à 1815, **22**, 405 (programme où se révèle l'influence de la Révolution française, **22**, 405; articles secrets du traité de Kalisz, **22**, 406; retour à l'équilibre ancien, **22**, 445). Garantie des gouvernements légitimes, **32**, 117. Congrès d'Aix-la-Chapelle, proposition de maintenir l'intégrité territoriale des Puissances européennes, **32**, 207. Proposition refusée par l'Angleterre de limitation des armements, **32**, 212; **37**, 542. Pourparlers avec Napoléon 1er au sujet de la question des Détroits, **47**, 605. Réunion de la Finlande à la Russie, **52**, 126. Sentiments humanitaires, **60**, 48. Promoteur de la Sainte-Alliance, **60**, 73, 75, 80. Son hostilité vis-à-vis des révolutionnaires, **60**, 98. Intervention dans la révolution espagnole de 1820, **60**, 91. Directoire européen des Grandes Puissances et Question d'Orient (octobre 1923), **60**, 103.

Alexandre II.

Amélioration des lois de la guerre, interdiction de projectiles trop meurtriers, **11**, 496. Prend l'initiative d'une conférence réglementant les lois et coutumes de la guerre, **21**, 17.

Alexandre III (Empereur de Russie).

Son programme, occupation des Détroits, **47**, 616. Les moyens pour y parvenir, **47**, 618.

Alexandre III (Pape).

Ses fonctions arbitrales, **31**, 340. Organisation internationale, médiation de la Papauté, respect des engagements pris, **44**, 333.

Alexandre VI (Pape).

Bulle (1493) confirmant à Ferdinand et Isabelle la possession des terres à l'ouest des Açores, **1**, 129. Use de la puissance temporelle, **6**, 253. Répartition de la terre aux couronnes d'Espagne et de Portugal, **8**, 294. Caractère de la Bulle sur l'Amérique de 1493, **17**, 149; **28**, 14. Démarcation entre possessions espagnoles et portugaises, **30**, 6, 94, 101, 106; **31**, 182; **33**, 364. Partage du monde, **31**, 340, 344; **58**, 593.

Alexandre VII (Pape).

Interdiction aux missionnaires de se mêler à la politique, **26**, 93.

Alexandrenko.

Rôle des féciaux, **42**, 48.

Alfaro.

Ordonnances relatives aux Indiens, **31**, 223.

Alfieri.

Poète italien, **9**, 213. Compte Machiavel parmi les modernes, **9**, 231.

Alibert.

Traités non susceptibles de recours pour excès de pouvoir, **38**, 271.

Ali-ibn-Kessir-Eb-Ul-Fidâ.

Ouvrage sur le droit de la guerre, **60**, 386.

Ali-Pacha.

Projet de plébiscite en Moldo-Valachie, **18**, 168.

Alison Philips.

Nécessité du sens historique chez les diplomates, **4**, 264.

Allain-Targé.

Ministre français de l'Intérieur, circulaire sur l'expulsion, **18**, 580.

Allart.

Nationaux bénéficient de la protection accordée par la Convention internationale sur la propriété industrielle, **39**, 398.

Allen (William).

Pacifiste anglais du début du XIXe siècle, fondation d'une société de la paix, **13**, 366. Souveraineté chez Bodin, **50**, 553.

Alezard.

Opinion sur les besoins des auteurs, **12**, 404.

Allfeld.

Admet l'identité fondamentale des droits de la pensée, **12**, 421. Opinion sur la protection des œuvres d'art appliqué, **12**, 536.

Allin (C. D.).

Approuve la pratique franco-anglaise du déroutement pendant la guerre de 1914, **11**, 132 Opinion sur la situation internationale des Dominions britanniques, **13**, 441.

Almeida.

Rapports de famille chez les Indiens du Brésil, **31**, 193.

Almonte (Général).

Homme politique mexicain, gouvernement insurrectionnel, **4**, 368.

Aloisi.

Détermination des crimes auxquels s'applique la théorie de la compétence universelle, **36**, 151.

Alonso Getino (Fr. Luis G.).

Opinion sur Vitoria, **17**, 119, 122, 124.

Altamira.

Juge à la Cour permanente de Justice internationale, projet sur les avis consultatifs, **8**, 360. Romanisation des peuples hispaniques, **31**, 629. Règlement arbitral, possible pour la Cour permanente, d'une affaire à caractère juridique, **39**, 231. Eléments constitutifs de la coutume internationale, **47**, 307. Opinion dissidente dans l'affaire des zones franches, **58**, 221; dans l'affaire Mavrommatis, **59**, 629.

Altaner.

Missions dominicaines au XIIIe siècle, propagande publique interdite, **26**, 105.

Althusius.

Loi de conservation, sur œuvre, **1**, 559. Fonde le dogme de la souveraineté du peuple, **13**, 346. Titre juridique de la puissance publique en droit naturel, **13**, 549.

Altynoff.

Régime des capitulations en Bulgarie, **33**, 500, 513.

Alvarez (Alezandro).

Droit international : Son livre « Droit internal de l'avenir », **2**, 111; **32**, 710; reconstitution scientifique du droit international, **22**, 169; **28**, 83; **35**, 616; **41**, 573; félicité par la VIe conférence panaméricaine, **22**, 169; son projet « Bases fondamentales du droit international », **22**, 184; **53**, 316; lois constitutionnelles contraires au

droit international, **32**, 97; travaux sur l'organisation internationale, **32**, 709.

Codification du droit international : Son livre « Codification du droit international en Amérique », **8**, 280; son projet, **6**, 73; **22**, 162; **32**, 722, 724, 727; **34**, 211; **36**, 70; **41**, 131; présenté au Congrès des jurisconsultes américains, **22**, 162, 184; pris comme base par la Ve conférence panaméricaine, **22**, 163, 185; félicitations par la VIe conférence panaméricaine, **22**, 169; nécessité d'harmonisation des travaux de codification du droit international privé en Europe et en Amérique, **44**, 533.

Droit international américain : Conception, **11**, 41; **58**, 486; son domaine, **11**, 44; sa particularité, **10**, 171; sa distinction avec le droit international continental, **8**, 44; partisan de l'existence de ce droit, **22**, 170; **26**, 331; **32**, 780, 782; **44**, 488; **47**, 68, 319, 320; son origine et son évolution, **32**, 782; fondation par le Dr Alvarez de l'Institut américain de droit international, **22**, 163; **3**, 302; travaux de l'Institut, **30**, 195. Vie internationale du Nouveau-Monde, solidarité américaine, **5**, 293, 300.

Doctrine de Monroe: Opinion, **5**, 272. 286, 289, 303, 335, 340, 341, 356; appréciation de la doctrine, **28**, 59; ses origines latino-américaines, **32**, 731; Monroe interprète de l'Amérique latine, **32**, 731, repousse la doctrine de Drago, **8**, 93; opinion sur le rapprochement des deux doctrines, **8**, 92.

Fleuves internationaux : Opinion, **2**, 255; impossibilité d'une réglementation générale des fleuves internationaux, **32**, 269. Droit international fluvial d'Europe et d'Amérique, différence, **45**, 152.

Mouvement panaméricain, **16**, 455; idée d'une Union panaméricaine de même rang que la S. d. N., **20**, 452; Union panaméricaine subdivisée ou goupes nationaux, **30**, 320; une S. d. N. sur chaque continent, **28**, 88; Union panaméricaine, attributions, **28**, 88. — Responsabilité des Etats, **2**, 365. Réglementation de l'immigration, **22**, 206. Adoption du projet de Convention sur les consuls, **22**, 225. Guerre hors la loi abrogeant la réglementation de la guerre, **24**, 256. Législation espagnole favorable, d'après le Dr Alvarez, à l'union des races, **31**, 213. Règlement chilien relatif aux Indiens, **31**, 263. Lois constitutionnelles contraires au droit international, **32**, 97. Questions de transit, **28**, 79. Nécessité d'établir la S. d. N. sur des bases continentales et régionales, **32**, 710. Sentence arbitrale sur la frontière argentino-chilienne, **35**, 416. Ouvrage du Dr Alvarez sur l'Amérique latine, **38**, 338. Différence entre mentalités américaines et européennes, **44**, 487. Conteste la validité de la clause Calvo, **47**, 106. Avantage d'une collaboration entre Union panaméricaine et S. d. N., **47**, 126. Moyens de collaboration, **47**, 128. Etat, régime d'interdépendance, domaine réservé, **47**, 505. Nécessité d'une reconstruction du droit international, **47**, 585. Fixe à 6.000 l'étendue de la mer territoriale, **48**, 168. Réforme de la S. d. N., **53**, 16, 17. Division en 4 groupements continentaux, **53**, 23. Sa nature, **53**, 28. Panaméricanisme, **53**, 25. Monroïsme, **53**, 23, 24. Pas de règles déterminant les régions, **53**, 37. Définition des groupements régionaux, **53**, 38; excès d'universalisme à éviter, **53**, 76; examen des matières d'intérêt mondial, **53**, 85. Non-chrétiens au Moyen Age, alternative que leur laisse la Papauté. Conversion ou anéantissement, **60**, 383. Notion de la souveraineté, **61**, 661.

Alvear.

Membre de la loge américaine, **22**, 91.

Alverstone (Lord).

Droit international : définition de sa règle, **6**, 350, 355; rôle de la doctrine dans son développement, **6**, 360. Doctrine source du droit coutumier, **6**, 358. Droit international faisant partie du droit anglais, **40**, 345. Recours aux projets et négociations précédant le traité de 1825 pour l'arbitrage sur la frontière de l'Alaska, **48**, 751.

Alvez (Rodriguez).

Président de la Répub. du Brésil, message de 1909 sur l'ouverture de négociations relatives à la lagune Mirim, frontière entre le Brésil et l'Uruguay, **8**, 304.

Amar.

Protection des œuvres d'art appliqué, **12**, 536.

Amard.

Réserve dans la loi écossaise, **31**, 664.

Ambrosini.

Uniformisation des législations nationales sur la navigation aérienne, **48**, 291. Responsabilité de l'exploitant d'une ligne aérienne, **48**, 339.

Amédée VI de Savoie.

Ses fonctions arbitrales, **31**, 339.

Amery (L. S.).

Secrétaire d'Etat pour les Dominions, opinion sur la belligérance automatique des membres de l'Empire britannique, **19**, 484.

Amos (Sheldon).

Causes véritables de la guerre moderne, **40**, 109.

Amrou.

Bienfaiteur de l'Egypte, **60**, 405, 489.

Amyot.

Education du prince, **9**, 189.

Anastasiades.

Son ouvrage de droit commercial, **20**, 10.

Ancel (Jacques).

Mer Baltique plus fleuve géant que mer, **52**, 110. Caractère commercial de la Hanse, **52**, 116.

Anchiata (Padre).

Prédominance de la polygamie dans les tribus du sud du Brésil, **31**, 197. Revendique les droits des Indiens persécutés, **31**, 226.

Andara (José Ladislas).

Opinions sur les doctrines : de Bolivar, **5**, 318; de Monroe, **5**, 354.

Anderson.

Plénipotentiaire nord-américain hostile à l'arbitrage, **32**, 770.

Andisio.
Autorité pontificale pivot d'une fédération entre les Etats contemporains, **46**, 771.

Andraea (Jean).
Double imposition, **20**, 489. Droit de guerre du Pape, **44**, 390.

Andrassy.
Emploie l'expression « servitude internationale », **22**, 29.

André (Marius).
Son ouvrage sur Christophe Colomb, **17**, 152, 153.

Andréa (Jean de).
Affirme la compatibilité de l'infidélité et de la souveraineté, **17**, 169.

Andreadès.
Opinion sur les Commissions créées par la loi égyptienne de 1888, **8**, 13. Méthode de traitement des contrôles financiers, **8**, 11. Contrôle par la S. d. N., **8**, 12. Contrôle tunisien, **8**, 22. Contrôle en Bulgarie, **8**, 28. Influence politique de la Banque d'Etat du Maroc, **8**, 23. Protocole annexé au traité de Berlin de 1878, **8**, 25. Développement des études juridiques en Grèce, **20**, 8.

Andreae (J. Valentin).
Interdiction de la guerre, **13**, 284, 285.

André-Prudhomme.
Protection insuffisante des particuliers dans les instances entre Etats étrangers, **30**, 249. Projet d'accord international relatif aux litiges entre Etats et ressortissants d'Etats, **30**, 250.

Andrews.
Etude sur les baleines, **29**, 494.

Andrieux.
Opinion sur l'art. 3 du code civil français, **15**, 477.

Andronic Comnène.
Empereur de Byzance, abolition du droit de bris ou de naufrage, **11**, 411.

Andnaga (d').
Proteste contre la reconnaissance des Etats hispano-américains par les Etats-Unis, **22**, 101, 102.

Anéthan (Baron d').
Ministre belge des Affaires étrangères, attitude à l'égard des réfugiés de la commune de Paris, **18**, 569.

Angéra (Pierre-Martyr).
Soutient que les Indiens sont serfs par nature, **17**, 161.

Anghélopoulos (G. et Th.).
Travaux de droit public général, **20**, 9.

Anne.
Princesse russe, épouse Henri de France, **11**, 418.

Anson.
Dénomination d'un traité par violation partielle, **22**, 523. Caractères de la Constitution anglaise, **41**, 309.

Antibolus.
Double imposition, **20**, 490.

Antoine.
Critérium de gravité des atteintes à la tranquillité d'un port, **10**, 199.

Antokoletz.
Refuse le droit à une dénonciation unilatérale en cas de servitude perpétuelle, **22**, 59. Nie l'existence d'un droit international américain, **22**, 171.

Antonesco.
Services administratifs dont les activités s'emploient à rapprocher les peuples, **51**, 593. Révision des traités, **54**, 240.

Anzer (M^gr).
Réclame en Chine la protection de la France et de l'Allemagne, **26**, 145, 146.

Anzilotti.
Conflit de lois : Conflit positif et conflit négatif, **9**, 28; conflit de lois en matière d'obligations, **17**, 379; problème de qualification, *lex fori* applicable, **27**, 231; rapport reliant les conflits entre règles de conflits, **29**, 525; double nature des règles de conflit, **57**, 366.
Cour permanente : Juge à la Cour, ses opinions dissidentes dans l'affaire du Wimbledon, **12**, 99; **22**, 52; **48**, 666; **51**, 245; **54**, 490; dans l'affaire de l'Union douanière austro-allemande, **48**, 674; **54**, 551; **58**, 25; dans l'affaire du Groënland, **50**, 247, 256, 258, 260; **62**, 289; sur l'activité de l'Organisation internationale du travail, **50**, 269; dans l'affaire du Statut de Memel, **50**, 278, 279; dans l'affaire de la réforme agraire polonaise et de la minorité allemande, **50**, 292; dans l'arrêt n° 10 (usine de Chorzow), **52**, 239; dans l'affaire Chinu, **58**, 554; dans l'affaire des prises d'eau à la Meuse, **62**, 167, 349; participation des juges nationaux en matière d'avis consultatifs, **26**, 56; critique l'art. 38 du Statut de la Cour, **36**, 359; danger de confier au Président de la Cour le pouvoir d'ordonner des mesures conservatoires, **40**, 683; examen des exceptions devant la Cour, **41**, 103; rôle créateur de la Cour, **44**, 574; incompétence de la Cour permanente à l'égard des conflits de nature politique, **46**, 254; application des principes généraux du droit par la Cour, **49**, 287; **52**, 199. Application aux avis de la Cour de l'art. 31 du Statut réservé aux arrêts, effet sur la composition de la Cour, **57**, 24 et 25; portée de l'art. 38 (sources du droit) du Statut de la Cour, **62**, 166; incompatibilités avec les fonctions de juge à la Cour, **62**, 579.
Droit international : Droit international et droit interne, théorie de M. Anzilotti, **47**, 395; doctrine dualiste des rapports du droit international et du droit interne, **1**, 84; **16**, 289; **20**, 31; **38**, 178; **54**, 442, 443; **61**, 386, 426, 428; indépendance des ordres juridiques interne et international, **97**, 342 et s.; définition du droit des gens, **30**, 218; repousse la doctrine autonomiste, **30**, 287; droit coutumier fondé sur le consentement tacite, **30**, 294; faits de portée juridique entraînant obligations d'ordre international (licites ou illicites), **31**, 512; communauté internationale, **34**, 25; constitution du droit international, **34**, 26; conception moniste du droit, **34**, 28; **36**, 375, 376; règle *pacta sunt servanda*, base du droit international, **34**, 198; **38**, 578;

son application, **42**, 278; intérêts protégés par le droit international, **34**, 597; sources du droit international, **35**, 69; **54**, 209; nécessité législative imposée par le droit international, **38**, 456; importance du droit coutumier pour les rapports du droit international, **41**, 252; droits des gens, droits entre Etats, **41**, 265; interprétention extensive comme méthode de droit international, **43**, 352; principes généraux du droit en droit international, **43**, 436; droit particulier : le droit international américain, **47**, 9; le droit international dans les jugements internes, **52**, 521; excuse de la nécessité en droit international, **52**, 244; nature de la coutume internationale, **54**, 197. Pour M. Anzilotti, la coutume n'est pas source du droit international, **54**, 209; M. Anzilotti admet l'application immédiate du droit international par les tribunaux étatiques, **61**, 386; théorie du droit de coordination, **62**, 121; doctrine dualiste, **62**, 130.

Etat : Délimitation et rapports mutuels des Etats, **26**, 384; sens de « Etat », **41**, 456; détermination du fait Etat, **41**, 264; éléments constitutifs de l'Etat, **54**, 324; Etats dépendants, **58**, 188. Soumission de l'Etat au droit international, ses nombreuses dépendances de fait et la notion juridique de l'indépendance, **61**, 657.

Etranger : Nature de la règle interdisant aux Néerlandais de tester à l'étranger autrement que sous la forme authentique locale, **9**, 99; condition juridique des étrangers, **26**, 457; étrangers, leur qualité de sujets de droit, **37**, 342; sens de l'égalité entre nationaux et étrangers, **37**, 352.

Navires : *Lex fori* applicable aux navires d'Etat en service public, **10**, 15, 24; coutume internationale concernant les navires marchands d'Etats étrangers, **10**, 25; souveraineté locale en matière de navires marchands étrangers, **10**, 146.

Normes : Doctrine du droit, norme d'origine ou fondamentale, **16**, 279; application des normes, **24**, 41; théorie de la norme fondamentale, **35**, 77; **44**, 59; effets de l'acceptation d'une norme, **47**, 337.

Organes : Théorie des organes communs, **12**, 487; Classement des organes pour solutions des litiges internationaux, **34**, 37; représentation et organe, analogie, **34**, 39; absence d'organe législatif international, **34**, 45; organes collectifs complexes, règlements internes, **34**, 46; organes de l'ordre juridique international, **41**, 728; règles données par les organes collectifs, **41**, 757. Tribunaux arbitraux comptés parmi les organes collectifs, **61**, 270.

Reconnaissance d'Etats : Partisan du caractère constitutif de la reconnaissance des nouveaux Etats (théorie de la reconnaissance constitutive), **13**, 460; **42**, 278; **62**, 247. Qualité de membre de la communauté internationale, **41**, 297; reconnaissance *de facto*, *de jure*, distinction, **42**, 287; définition, **44**, 210; reconnaissance des protectorats, **44**, 274.

Responsabilité des Etats : Opinion sur la responsabilité internationale, **8**, 45; définit la responsabilité des Etats à raison des actes des particuliers, **2**, 359. Déclaration et compétence du Chef d'Etat en matière de traités, **26**, 522; **30**, 299; responsabilité des organes de l'Etat, **26**, 548, 550; dommages directs et indirects non distingués par les arbitres, **26**, 564; indemnisation du dommage, **27**, 270; les intérêts en matière de responsabilité internationale de l'Etat, **28**, 278; responsabilité de l'Etat à raison d'actes de particuliers, **32**, 102; Etat sans faute, **35**, 218; Etat non obligé de demander réparation, **36**, 217.

Sujets du droit international : Opinion sur la question, **12**, 491; critique l'idée que seuls les Etats agissent comme sujets du droit international, **23**, 372; Etats seuls sujets du droit international, **30**, 201; **61**, 409; Etat non seul sujet du droit des gens, **35**, 41; revendication par les individus de la qualité de sujet de droit international, **40**, 508. — Admission d'Etats non membres de la S. d. N. dans l'organisation internationale du travail, **39**, 206, 210, 212. Occupation militaire, **17**, 323; opposé à la doctrine du renvoi, **17**, 395; **20**, 17; commente un arrêt allemand hostile au renvoi, **29**, 544. Pas de distinction entre guerres licites et illicites, **38**, 20. Sources du droit international, force obligatoire de l' « accord », son irrévocabilité, **11**, 19; distinction entre contrat et accord, **11**, 25; opinion sur les accords normatifs, **7**, 351. Dispositions des constitutions allemande et autrichienne, renvoi réceptif ou matériel, **38**, 387. Coërcition pacifique au service d'un simple intérêt, **26**, 569. Mariage d'Italiens à l'étranger n'est pas un acte étranger, **27**, 215. Personnalité du chef commun dans une union personnelle, **24**, 473. Interprétation doctrinale, **24**, 35. Interprétation usuelle et authentique, **24**, 46; examen des termes employés, **24**, 59. Droit international répugnant à l'extension des obligations en dehors des cas envisagés, **24**, 115. Concordats et traités, **41**, 323. Tribunaux arbitraux mixtes, **23**, 390; **30**, 223. Règle *par in parem non habet judicium*, **23**, 439. Résolution de la convention pour inexécution, **44**, 606. Fait illicite de l'Etat, **44**, 613. Légitime défense, **44**, 619. Interprétation de la *clausula rebus sic stantibus*, **46**, 273. Appréciation de l'art. 19 du Pacte, **46**, 277. Nature juridique des Tribunaux arbitraux mixtes, **46**, 538. Moment où doit se formuler la réserve dans un traité, **47**, 376. Pirate, sa personnalité internationale, **67**, 466. Violation d'un devoir international, naissance d'un rapport entre l'Etat tenu de réparer et l'Etat exigeant réparation, **47**, 557. Responsabilité de l'Etat pour actes de ses agents, **47**, 561. Chaque violation du droit des gens constitue un délit international, **47**, 563. Actes délictuels des individus, comment naît la responsabilité de l'Etat, **47**, 564. Opinion dissidente sur l'interprétation de la Convention de Washington sur le travail de nuit des femmes, **48**, 788. Traités de famille, **50**, 324. Partisan de la nature contractuelle de l'arbitrage, **51**, 322. Limitation de la justiciabilité en droit international, **51**, 673. Interpré-

tation des conventions internationales, **51**, 245. Mise en œuvre de la *clausula rebus sic stantibus*, **54**, 517. Doctrine de M. Anzilotti de conciliation entre la thèse nationaliste et la thèse internationaliste pour expliquer la nature du droit international privé, **58**, 270. Activité législative de l'Etat, ce qu'elle est pour le droit international, **58**, 273. Changement de doctrine, droit international privé est partie du droit national pur et simple, **58**, 274. Définition de la qualification juridique d'un rapport, **58**, 316. Problème des qualifications est le problème concernant l'interprétation des règles de rattachement, **58**, 321. Rétroactivité en matière de règles du droit international privé, **58**, 352. Conception du renvoi, **58**, 382, 395, 396, 402. Décision fondée sur la loi du juge et décision fondée sur une loi étrangère, **58**, 415. Clause de l'ordre public, **58**, 434. Fondement du caractère obligatoire de la coutume, **58**, 514. Excuse de la nécessité pour non-accomplissement des obligations intenationales, **58**, 554. Impossibilité pour le droit international de déterminer les cas où une guerre serait légitime, **60**, 443. Nature de la sentence arbitrale, **61**, 328. Compromis et traité d'arbitrage, **61**, 293. Qualification, **62**, 38.

Appleton (Jean).

Impossibilité de distinguer les dettes générales et spéciales d'un Etat, **23**, 293. Dettes relatives aux provinces cédées, **23**, 291. Dettes d'un Etat subsistent à son démembrement, **23**, 304. Propose à l'Union internationale des avocats d'adopter une résolution condamnant l'excitation à la guerre d'agression, **38**, 440.

Apponyi.

Représente la Hongrie dans l'affaire des optants en Roumanie, **1**, 489; **14**, 531, 533; **35**, 459. Accès direct des minorités à la justice internationale, **51**, 105. Recours des sentences arbitrales à la Cour permanente de justice internationale, **52**, 51. Proposition de rendre obligatoire en matière de minorités l'appel à l'avis consultatif de la Cour, **59**, 700.

Apt (Max).

Explications sur le projet de La Haye (1912) sur le chèque, **8**, 186.

Arabi pacha.

Sa révolte en Egypte, **5**, 29; **7**, 311; conséquences, **7**, 311.

Araktcheieff.

Réaction à l'intérieur de la Russie et rupture avec la France, **22**, 398.

Aranda (Comte d').

Projet pour éviter à l'Espagne la perte de ses colonies, **22**, 88.

Aravantinos.

Travaux de droit public, **20**, 9.

Araya.

Opinion sur Vitoria, **17**, 122, 125.

Arena (Celestina).

Histoire de l'émigration italienne, **20**, 233.

Arendt.

Circulation de papier-monnaie contrôlée, **56**, 433.

Argenson (Marquis d').

Ministre français des Affaires étrangères, partisan du projet de l'Abbé de Saint-Pierre, **13**, 308.

Argentré (D').

Statuts (Théorie des), **2**, 452, 453; **3**, 131, 144, 150, 162; **62**, 453. Fondateur d'une école statutaire française, **43**, 390. Opinion sur l'importance des statuts réels, **9**, 425. Règle *mobilia sequuntur personam*, **9**, 20. Application aux immeubles de la *lex rei situs*, **14**, 79. Critique du principe d'autonomie de la volonté, **16**, 11. Théorie du droit international privé, **15**, 456. Son influence sur von Wachter, **15**, 464, 465. Père du droit international privé, **29**, 375. *Coutume de Bretagne*, **29**, 323; principes de son système, **29**, 323; système féodal et pouvoir territorial, **29**, 324; statuts mixtes, **29**, 324; ses disciples, **29**, 325; comparaison du système d'Argentré avec celui de Mancini et de Weis, **29**, 370; système de la territorialité des lois, **25**, 136; **44**, 8; système contraire à l'extension de la loi personnelle, **34**, 784; distinctions entre statuts territoriaux et statuts personnels, **23**, 9; justification de l'exterritorialité des lois, **23**, 9, 10. Souveraineté territoriale, **34**, 703. Loi applicable au régime matrimonial d'époux mariés sans contrat, **40**, 254. Loi du domicile en matière de meubles, **21**, 247. Justification de l'adage « toutes coutumes sont réelles », **21**, 451. Imagine les statuts mixtes, **21**, 452; **49**, 688; **63**, 429; meubles et immeubles, **49**, 638. Statuts purement personnels, **49**, 641; **62**, 453.

Aristophane.

Philosophie et conceptions sociales, **3**, 22, 24, 27, 57. Admet la seule force dans les rapports entre Grecs et Barbares, **18**, 277. Etat, effet de changement de gouvernement, **4**, 363. Etat et fondement de son pouvoir, **13**, 516. Influence sur Saint Thomas d'Aquin, l'Etat dérive de la nature de l'homme, **13**, 530. Autorité des écrits d'Aristote au moyen âge, idée d'un droit naturel, **13**, 533.

Aristote.

Philosophie sociale, **3**, 22, 24, 27, 57. Etat, **16**, 551; doctrine, **13**, 516; effet de son changement de gouvernement, **4**, 363; l'Etat dérive de la nature de l'homme, **13**, 530. Idée d'un droit naturel, **13**, 533. Seule la force compte entre Grecs et Barbares, **18**, 277. Idée de la justice, **30**, 503; **54**, 531. Entrevoit le droit naturel, **31**, 430. Définition de l'équité, **33**, 460; **47**, 345; **54**, 531. Rôle de l'argent dans la guerre, **34**, 83. Alliance, son caractère arbitraire et accidentel, **38**, 563. Raison de la société politique, **38**, 189 Science politique, **38**, 630. Nominalisme de la monnaie, **49**, 42; **56**, 434. L'esclavage est de droit naturel, **50**, 637; **60**, 474. But de l'Etat : bonheur des citoyens, **51**, 6 et 7. Souveraineté, **53**, 133. Justice distributive et justice communitative, **54**, 462. Va-

leur de la science du droit comparé, **57**, 707. Définition de l'Etat, **58**, 5.

Arlington.

Saint-Siège, son action médiatrice internationale, **31**, 333.

Arminjon.

Nécessité pour l'homme de communiquer avec ses semblables, **1**, 30, 31. Ordre public, **9**, 457; ses matières, **9**, 468. Sens de « nationalité » dans la théorie de Mancini, **9**, 456. Capitulation en Egypte, **17**, 16. Raisons de l'adoption des codes français en Egypte, **17**, 32. Droit naturel, son autorité, **17**, 145. Servage par nature, **17**, 132. *Opinions* : sur la monarchie, **17**, 144; sur la nature du droit international privé qui contient du droit public, **20**, 24, 25, 43; sur le renvoi, **20**, 98; **25**, 217; sur l'application des lois d'un pays étranger à droit interprovincial, **20**, 102; sur l'ordre public et les règles de rattachement national, **20**, 85; sur les règles de qualification dans les conflits interprovinciaux, **20**, 108; sur les juges, **33**, 249. Coexistence de plusieurs systèmes juridiques, **29**, 589. Domaine du droit international privé, **33**, 246. Appréciation du Code Bustamante, **44**, 511. Œuvre des conférences de droit international privé, **44**, 559. Nationalité des personnes morales, **45**, 401, 407. Changement de nationalité, **45**, 433. Circonstances de rattachement, **48**, 293. Loi applicable au transfert de la propriété des navires et aéronefs, **48**, 311. Rattachement logique de la nationalité et de la condition des étrangers au droit civil et non, comme on le fait dans l'enseignement au droit international privé, **53**, 261. Inapplicabilité de la loi étrangère, droits acquis, **57**, 377. Circonstances de rattachement, **57**, 512. Introduction des lois politiques dans le droit international privé, **57**, 653. Loi applicable pour établir la filiation légitime d'un enfant ayant une nationalité distincte de celle de ses parents ou de l'un d'eux, **60**, 231. Œuvre de droit international privé : conflits de qualifications, **62**, 47. Fraude à la loi en droit international privé, admise pour la forme des actes et les contrats mais non dans les changements de nationalité, **62**, 78. Méthode à priori, **62**, 427, 439. Diversité de doctrines, **62**, 430. Sa doctrine nationaliste, **62**, 26. Doctrine des droits acquis, **62**, 463.

Arndts.

Influence en Grèce de son traité de droit romain, **20**, 10.

Arnim (von).

Plébiscite du Slesvig, **18**, 166. Cession de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne, **31**, 118.

Arnobe.

Influence du christianisme sur la guerre, **6**, 131, 132.

Arnold (Matthew).

Conscience et religion, **3**, 24. Tendance de l'Islam, **60**, 512.

Arntz.

Crimes et délits de droit commun dans une guerre civile, extradition quand ils ne sont pas nécessaires, **1**, 208. Intervention pour violation des droits de l'homme, **1**, 390. Théorie de l'intervention d'humanité, **26**, 184; sa légitimité quand un gouvernement viole les droits de l'humanité, **59**, 89.

Artand.

Commentateur de Machiavel, **9**, 160.

Arthur (Président).

Partisan du canal de Nicaragua, **2**, 209.

Arthuys. V. Surville et Arthuys.

Artigas.

Chef urugayen exprimant l'idéal de solidarité américaine, **5**, 304. *Arbitrage international* : Refus d'étendre aux jugements nationaux les effets d'une sentence arbitrale, **33**, 575, 584; jugement international interprétant un jugement collectif, ses effets, **30**, 575; proposition à la Conférence de la paix d'exclure de l'arbitrage tous différends touchant au pouvoir judiciaire des Etats, **30**, 576, 580; adoption de cette exclusion dans les traités d'arbitrage, **30**, 587; distinction entre les cas d'arbitrage international, **30**, 576, 581. Mouvement en faveur d'un bloc hispano-américain, **32**, 473.

Asquini.

Nature du crédit irrévocable, **51**, 264.

Asser.

Discours à la Conférence sur le chèque (La Haye 1912), **8**, 148. Sa proposition sur l'ordre public en matière de succession (Conférence de La Haye), **9**, 44. Participation à la codification du droit international privé, **9**, 5. *Opinions* : sur le droit de poursuite en haute mer, **10**, 80; sur le choix de la loi (*lex fori*) décidant si les époux peuvent divorcer, **11**, 220; sur l'annulabilité des actes antérieurs à la faillite, loi applicable, **14**, 77; sur les lois relatives aux moyens de prévenir la faillite, leur effet extra-territorial, **14**, 133; sur l'extradition, **18**, 455; sur la nature du droit international privé, **20**, 24. Opinion défavorable au renvoi, **15**, 511; **20**, 117; **25**, 579. Définition du conflit de lois, **20**, 17. Système de nomination des juges à la Cour de justice arbitrale, **22**, 140. Affaire du « Cape Horn Pigeon », **28**, 257. *Arbitrage international* : Grande-Bretagne et Russie, capture des phoques, arbitrage, **29**, 467; autorité des sentences arbitrales, **30**, 538; navires saisis en haute mer, arbitrage russo-américain, **30**, 70; dispositif de la sentence faisant partie du traité, **30**, 545; proposition de création d'un tribunal connaissant des nullités de sentences arbitrales, **30**, 606; qualification de la Cour permanente d'arbitrage, **34**, 465; déclaration de nullité de la sentence arbitrale, **35**, 429. Unification, avenir du droit international privé, **25**, 616. Appréciation sur la convention de Mannheim, **28**, 153. Nécessité d'une solution uniforme des conflits, **29**, 387. Discours-programme des Conférences de La Haye, **29**, 388; leur organisation, **44**, 482. Vie consacrée à la réalisation des conventions internationales, **33**, 268. Commentaire de la sen-

tence du roi Guillaume (frontière nord-est américaine, **35**, 392. Résidence suffisante pour conférer la nationalité, **36**, 665. Clause relative à l'honneur et aux intérêts vitaux des Etats, **37**, 566. Médiation obligatoire, **37**, 574. Juge à la Cour permanente d'arbitrage, **37**, 587. Avis sur le droit de poursuite en haute mer des navires étrangers, **48**, 234. Projet de Convention sur la faillite en droit international privé, **55**, 379, 382. Conférences de droit international privé, M. Asser se plaint de la lenteur de leur mise en mouvement, **55**, 396.

Asser et Renault.

Projet de convention prévoyant l'arbitrage obligatoire, **34**, 477.

Astudillo (de).

Théologien rival de Vitoria, **17**, 124, 126.

Atkin (Lord).

Qualité de l'Etat souverain négociateur de traités, **43**, 296.

Aube (Amiral).

Opinions : Guerre maritime, but, ruine du commerce ennemi, **11**, 71; destruction systématique des navires de commerce, **11**, 93.

Aubigné (Agrippa d').

Auteur des tragiques (1616), **9**, 174.

Aubry.

Opinions : Défaut de communauté internationale, **9**, 439; place de l'ordre public en droit international, **9**, 465; absence de critérium des lois d'ordre public, **9**, 473. Réagit contre la doctrine de l'autonomie de la volonté, **16**, 14. Importance des conflits de lois, **21**, 204. Lois facultatives, **29**, 373. Conflits de lois en matière de vices du consentement, **39**, 658. Ce qui doit être une règle coutumière du droit des gens, **58**, 290.

Aubry et Rau.

Construction de la notion de patrimoine, **21**, 508. Notion théorique du domicile, **23**, 39. Définition du domicile, **34**, 666. Notion d'enrichissement sans cause, **44**, 631.

Audéoud (Edouard).

Initiateur du rapatriement des internés civils pendant la guerre 1914-18, **21**, 34.

Audiganne (Armand).

Estimait nécessaire d'unifier les lois en matière de droit industriel, **51**, 490.

Audinet (André).

Réagit contre la doctrine de l'autonomie de la volonté, **16**, 14. Opinion sur la loi applicable à la validité des contrats, **16**, 76. Méthode analytique pour la déterminer, **16**, 94, 96.

Audinet (Eugène).

Distinction du national et du ressortissant, **5**, 258. *Opinions* : sur l'exercice de l'action paulienne par les curateurs à l'étranger, **14**, 80; sur l'application d'une loi unique aux contrats, **16**, 76, 77. Conflits de lois en matière de vices du consentement, **39**, 658. Arbitrage international des conflits de nationalité, **51**, 64. Formes de la célébration du mariage, **53**, 210. Régime de la séparation de biens, **60**, 210.

Auerbach.

Opinion sur le conflit national en Galicie, **5**, 407.

Aulard (Alphonse).

Raison de l'abandon de la cause polonaise par la Révolution française, **22**, 347. Influence sur Kant de la Révolution française, **45**, 718.

Austin (John).

Son influence sur le développement, en Angleterre, du droit commercial, **3**, 130. *Opinions* : Souveraineté, **3**, 9, 119; sur la nature du droit international, **3**, 39, 155; son inexistence, **24**, 70; sur le droit international, la loi, la morale, **9**, 294; droit international ne comprend que des règles morales, **49**, 242. Etat et droit, **13**, 556. Moralité, **16**, 405. Conceptions utilitaristes, **16**, 457, 466. Nie l'existence du droit des gens, **16**, 585; **47**, 285. Sens strict donné à la loi, **21**, 204. Pénalité seule sanction admise, **34**, 87. Rôle de la codification en droit international, **35**, 677. Fondateur de l'école analytique en Angleterre, **40**, 68. Théorie du droit imposé par un supérieur, **53**, 571. Rapports entre droit international et droit interne, **61**, 436. Loi toujours posée par une autorité souveraine, **62**, 120

Austin (Mary).

Qualifie l'attitude des Américains vis-à-vis des Indiens, **31**, 202.

Avebury (Lord).

Règlement des dettes, participation du « Council of foreign Bondholders », **1**, 297.

Averhoff.

Appréciation du Code Bustamante, **44**, 510.

Averroes.

Conception de l'Univers, **44**, 331.

Avril.

Opinion sur la doctrine de Pupendorff, **3**, 33. Conception du droit naturel chez Pupendorff, **10**, 555.

Ayala.

Opinion sur le droit de faire la guerre, prérogative des princes, **1**, 317. Loi de conservation se dégageant de son œuvre, **1**, 559. Caractère de son œuvre, **18**, 310.

Ayoss.

Partisan d'une confédération sud-américaine, **8**, 228.

Azon.

Soutient que l'Empereur a seul le droit de déclarer la guerre, **17**, 250.

Azani.

Juridiction maritime réglée sur la portée du canon, **1**, 137. Influence des Etats-Unis sur le développement des relations internationales, **3**, 38. Etendue de la juridiction internationale, **3**, 68. Exterritorialité des navires de guerre, **15**, 66. Combat la fiction de la territorialité des navires de commerce, **30**, 14

B

Baak.
Critère de l'« agression », **39**, 704.

Babinski.
Opinion sur la composition de la Cour permanente dans les consultations contentieuses, **7**, 66. La preuve d'agression est un crime d'après le droit existant, **24**, 207.

Bachofen.
Existence des matriarcats chez les Indiens, **31**, 195.

Bacon (Francis).
Idoles du théâtre et de la foire, **3**, 7, 85. Opinion sur Machiavel, **9**, 198. Doctrine impérialiste, **16**, 472. Défend la moralité de la guerre, **16**, 519. Erreur et vérité, **38**, 577.

Bacon (Roger).
Pouvoirs de la Papauté au moyen âge, **44**, 328.

Bacquet.
Soumission à la loi du domicile, **36**, 63.

Baëts.
Partisan du droit naturel, **18**, 354.

Baez (Cecilio).
Publie un ouvrage de dr. intern. privé américain, **32**, 778.

Bagge.
Condition d'admission devant la Cour permanente de réclamations diplomatiques pour dommages causés aux particulier, non-épuisement des voies de recours devant les tribunaux nationaux, **50**, 199; **52**, 429.

Bahaed-din-bin-Scheddâd.
Droit des gens musulmans, **60**, 386.

Bailby.
Etude sur Martens, **10**, 585.

Bainville (Jacques).
Excès de production et carence de consommation, **35**, 274.

Bajer (Frederik).
Pacifiste danois, créateur du Bureau de la paix, **13**, 400.

Baker.
Objection à la détermination automatique de l'agresseur, **7**, 100; difficulté à le déterminer, **17**, 559. Mesures de sécurité, **7**, 106. Son livre sur le désarmement, **16**, 360, 364. Estime que le Pacte Briand-Kellog exclut toutes les guerres, **38**, 62.

Baker (Philip).
Rédaction du texte du Pacte de la S. d. N. concernant les termes des mandats, **19**, 508.

Bakounine (Michel).
Anarchiste russe, nature antimorale de l'Etat, **16**, 420.

Balboa.
Prend possession du Pacifique, **30**, 137.

Balch.
Distinction entre différends juridiques et politiques, **34**, 556.

Baldani.
La réserve dans un traité, conditions dont dépend sa validité, **47**, 376.

Balde.
Loi *cunctos populos*, **49**, 606; range les coutumes successorales parmi les coutumes réelles, **409**, 608; range les prescriptions réglant la preuve au nombre des statuts *ad decidendum*, **49**, 615. Validité du testament conforme au droit des gens, **49**, 627.

Baldesi.
Délégué italien à la Conférence du travail de Washington, **15**, 306.

Baldo.
Conception d'une communauté internationale, **6**, 179. Suprématie de l'Empereur, **17**, 137, 138; seule guerre juste celle déclarée par l'Empereur, **17**, 137, 250. Opinion sur la légitimité du pillage, **17**, 318.

Balduini (Joseph).
Distinction entre forme et fond du litige, **29**, 304. Distinction entre coutume se rapportant à la procédure et coutume se rapportant à la décision du procès pour l'application de la *lex fori*, **49**, 595.

Baldus.
Double imposition, **20**, 490.

Baldus de Ubaldio.
Opinion sur la nature de juridiction exercée sur la mer territoriale, **10**, 53. Utilise la notion de servitude en droit public, **22**, 15. Conventions entre princes semblables aux conventions privées, **24**, 13. Différences entre formes décisoires et ordinatoires, **25**, 176. Continue l'œuvre de Bartole, **29**, 320. Commentaire de la loi *cunctos populos*, **31**, 631, 633. Importance de la loi du domicile, **34**, 702. Règle *mobilia sequuntur personam*, **34**, 703.

Baldwin (Simon-E.).
Contrôle sur les traités de la Constitution des Etats-Unis, **38**, 244.

Baldwin (Stanley).
Conférence impériale (1923), discours d'ouverture, **19**, 359. S'oppose à la reprise des relations de l'Angleterre avec les Soviets, **38**, 148.

Balfour.
Promesse (2 novembre 1917) aux Juifs d'un *home national* en Palestine, **1**, 395. Déclaration concernant l'établissement d'un foyer national juif en Palestine, **29**, 134; non applicable à la Transjordanie, **29**, 144. Son opinion sur le régime des mandats, **5**, 218, 245, 257. Avis sur les négociations entre Etats américains, **8**, 326. Armes chimiques, recours pendant la grande guerre, **16**, 329. Rapport (1926) sur le droit de sécession des Dominions, **19**, 445. Non-obligation pour les Etats d'admettre des étrangers sur leur territoire, **22**, 209. Nature juidique de la liste civile du roi d'Angleterre, **23**, 161. Déclaration relative aux missions dépendant du Saint-Siège, **29**, 261. Absence d'un pouvoir législatif international, **34**, 615. *Son rôle à la S. d. N.* : Minorités esthoniennes à la S. d. N. (2 février 1923), **1**, 507, affaires : de Mossoul, **14**, 400; de Haute-Silésie,

14, 482; de Vilna, **14**, 598; d'Albanie, **14**, 635; membre du Comité autrichien, **5**, 131.

Balfour (Lord).

Se prononce contre la compétence obligatoire de la Cour permanente, **25**, 278. Restauration financière de l'Egypte sous l'égide de la S. d. N., **61**, 183. Refus de l'arbitrage obligatoire de la Cour permanente, **62**, 373.

Balis.

Etudes de droit international privé, **20**, 9, 10. Opinion sur les effets de l'annexion sur les droits privés, **20**, 55.

Balladore Pallieri.

Différences distinguant le règlement de l'arbitrage selon les pays, elles justifient la classification de caractère des sentences ou conventionnel ou juridictionnel, **57**, 603. Nature juridique de la sentence internationale, **61**, 262, 272, 275.

Ballet.

Droit aérien a été un droit international avant d'être un droit interne, **55**, 54. La circulation aérienne est une simple tolérance à charge de réciprocité, **55**, 73.

Ballin.

S'oppose à la conception de la Mittel Europa, **35**, 265.

Balmaceda.

Président du Chili, sa lutte avec le Congrès chilien, attitude de l'Angleterre, exportation d'armes, **16**, 232.

Balzac (Louis G. de).

Auteur du « Prince », **9**, 211.

Balzac (Honoré de).

Remarque sur la contrefaçon des œuvres littéraires et artistiques, **12**, 444, 447.

Balzo (Carlo del).

Membre de l'Association littéraire et artistique internationale, **12**, 456.

Bancroft.

Représentant des Etats-Unis en Allemagne, **4**, 24. Traités, reconnaissance du droit d'expatriation par le Congrès des Etats-Unis, **43**, 125.

Bañez.

Condition d'une guerre juste, **43**, 490, 515.

Banffy (Comte).

Représentant de la Hongrie dans les questions des minorités juives, **1**, 486.

Bankes.

Juge dans l'affaire Luther-Sagov, confiscation par le gouvernement soviétique, **4**, 397.

Banse.

Exaltation de la guerre totale, **59**, 514.

Baquet.

Droit d'aubaine dans l'ancienne France, **50**, 661 et 662.

Bar (Von).

Domicile : Loi du domicile, **21**, 464; applicable en matière commerciale, **23**, 26; loi *domicilii debitoris* applicable à la vente, **25**, 185. *Droit international privé* : Opinion sur la codification du dr. intern. privé, **3**, 171. Jurisprudence : la preuve en dr. intern. privé, **9**, 459; nécessité de citations de jurisprudence en dr. intern. privé, **9**, 422; dr. intern. privé et dr. pénal international visent un problème un juridiquement, **15**, 448; von Bar et Savigny, comparaison de leur influence, **15**, 466; sa doctrine du dr. intern. privé, **15**, 469; son influence sur la doctrine positiviste anglaise, **15**, 484; interprétation de la loi d'introduction au c. civil allemand, **15**, 490; justification de l'art. 27 de cette loi (renvoi), **15**, 509; des conflits de lois, **3**, 133, 135, 141, 145, 149, 157, 168; **15**, 523; conception du dr. intern. privé, **20**, 19; sa nature, **20**, 24; qualifications et uniformisation de ce droit, **20**, 37; ses sources, **20**, 50; qualifications juridiques, **20**, 69; partisan du renvoi, **20**, 97; renvoi en matière de statut personnel, **20**, 98; conflits interprovinciaux, **20**, 107; *locus regit actum*, **20**, 143; **39**, 585; condamne la théorie de la validité des contrats en fraude de la loi étrangère, **21**, 219; dr. intern. privé résultant de la nature des choses, **25**, 146; loi applicable aux immeubles, **29**, 360; désistement en matière de renvoi, **29**, 600; **57**, 543; système du dr. intern. privé, **33**, 262; dr. intern. privé des obligations, **39**, 649, 650; doctrine du renvoi, **58**, 387; **62**, 58. *Droit pénal international* : Opinion, **12**, 260; proposition et rapport à l'Institut de droit international sur la compétence extra-territoriale pour répression des délits, **16**, 167. *Extradition* : Définition, **1**, 184; nécessité d'une loi, **1**, 192; guerre civile, **1**, 208, 213; extradition des nationaux, **1**, 222 et s.; extradition devant l'Institut de dr. international, **18**, 456. *Expulsion* : Dans les colonies, **18**, 448; fondement du droit d'expulsion, **18**, 483; projet sur l'expulsion à l'Institut de dr. international, **18**, 494, 531; individus pouvant être expulsés, **18**, 528; causes d'expulsion, **18**, 572. *Faillite* (opinions) : dessaisissement, **14**, 15, 30, 39; effets du jugement étranger de faillite, **14**, 21, 64; détermination de la date de cessation des paiements, **14**, 76; annulabilité d'actes antérieurs à la faillite, loi applicable, **14**, 77; droit de rétension en cas de faillite, loi applicable, **14**, 119. *Impôts* : Favorable à la double imposition, **31**, 24; liberté pour l'Etat de taxer ses nationaux, **31**, 41; loi compétente en matière d'impôts directs de succession, **31**, 88; nécessité d'une assistance fiscale entre Etats, **31**, 97; fait entrer le problème des doubles impositions dans le droit international privé, **31**, 44; doubles impositions, **61**, 630. Immunité de juridiction des Etats et souverains étrangers, différences avec l'exterritorialité, **1**, 527. *Opinions* : sur la responsabilité de l'Etat en cas d'émeute et de guerre civile, **2**, 362; sur les effets du décret de Caracalla, **3**, 101; sur la prédominance de la terre dans le système juridique du moyen âge, **3**, 114. Projet de création d'une académie internationale, organe de médiation, **7**, 10. Nature juridique des emprunts d'Etat, **8**, 63. Loi qui leur est applicable, **8**, 63. Théorie de von Bar sur l'ordre public, **15**, 514; **62**, 68. Régime matrimonial, critique de la doctrine de Dumoulin, **16**, 66.

Théorie du droit naturel, **16**, 282. Médiation, **20**, 412. Les rapports de droit appartiennent à plusieurs domaines juridiques, **21**, 456. Différence entre capacité de jouissance et capacité d'exercice, **25**, 133, 170. Légalité des actes publics étrangers, **27**, 204. Œuvre de Story, modèle de documentation internationale, **29**, 342; **36**, 9. Appréciation de l'école anglo-américaine, **29**, 344, 371. Critique de la théorie de Savigny sur le siège des obligations, **29**, 359. Repousse la doctrine autonomiste, **30**, 287. Danger, pour la liberté de la science, d'atténuer l'internationalisation, **31**, 300. Rapport sur la compétence en matière de procès contre les Etats étrangers, **34**, 371. Projet de règlement sur l'admission des étrangers, **37**, 341. Combat la création d'une Cour permanente d'arbitrage, **37**, 541. Critique la doctrine de Drago, **37**, 631. Caractère du *jus soli* comme critère de la nationalité, **39**, 575. Illégalité de l'apatridie, **43**, 127. Opposition à la notion de nationalité des personnes morales, **45**, 398. Capacité des personnes morales étrangères, **45**, 449. Suprématie du droit naturel, **47**, 294. Répugnance des Etats à l'égard de la compétence des tribunaux étrangers, **51**, 20. Accès des particuliers aux tribunaux internationaux, **51**, 48. Conflits de lois relatifs aux pouvoirs du capitaine de navire, **51**, 452. Réciprocité dans les traités diplomatiques de droit international privé, **52**, 310.

Bar (Comte de).

Choisit le roi de France pour arbitre, **42**, 66.

Barandon.

Traités d'amitié, **50**, 21. Rôle médiateur du Conseil de S. d. N., **59**, 105. Prévention et répression de la guerre, **59**, 106.

Barassi.

Zones grises entre droit privé et droit public, **27**, 154.

Barberini.

Dit que le travail pour la paix est une tâche fort sainte, **31**, 311.

Barbeyrac.

Favorable à la compétence générale des tribunaux nationaux à l'égard des Etats étrangers, **1**, 543. Système juridique issu de Grotius, **3**, 30. La volonté de Dieu est à la base du droit naturel, **6**, 301. Continuation de Grotius, **9**, 238. Ne distingue pas le droit des gens du droit naturel, **9**, 240. Critique la distinction des choses favorables et odieuses en matière d'interprétation, **24**, 23, 27, 43, 68, 89, 137. Cas d'arbitrage dans l'antiquité, **42**, 13.

Barbosa (Ruy).

Discours à la IIe Conférence de La Haye sur le recouvrement par la force armée des dettes contractuelles, **1**, 331. Nature juridique des emprunts publics, **8**, 100. Ministre des Finances du Brésil, il reconnaît tous les engagements contractés par l'Etat, **23**, 260. Revision des jugements nationaux par les tribunaux internationaux, **30**, 252. S'oppose à ce qu'une juridiction internationale prime les jugements nationaux d'un Etat, **30**, 568, 570. Défend l'égalité des Etats devant la loi internationale, **32**, 746. Opposition à la méthode de roulement dans la nomination des juges à la Cour de justice arbitrale, **37**, 643.

Barbosa Carneiro.

Rapporteur à la Commission économique et financière de la S. d. N., **8**, 191. Nationalisme et internationalisme économiques, **61**, 203.

Barbosa de Magalhaes.

Nouvelles doctrines sur la nationalité, **34**, 660. Unification du droit du domicile, **34**, 677. *Lex fori* applicable en matière de domicile, **34**, 679. Avant-propos de codification du droit international privé, **36**, 69.

Barcia Trelles.

Le droit de communication d'après Vitoria adopté dans toutes les Constitutions américaines, **34**, 378. Jugement sur l'œuvre de Grotius, **50**, 723. Critique du système des mandats internationaux, **50**, 730.

Barclay (Guillaume).

Ses « monarchomaques » au répertoire de Grotius, **9**, 237.

Barclay (Robert).

Expose la doctrine des *Amis* (Quakers) sur la guerre, **13**, 272. Appel des princes européens en faveur de la paix, **40**, 535.

Barclay (Sir Thomas).

Infractions douanières, rapport à l'Institut de droit international, **10**, 81. Application de la loi de la situation, **13**, 72. Propose d'instituer des commissions mixtes d'arbitrage, **25**, 318. Sens de la liberté de la mer, **29**, 469. Substitution du droit et de la justice à la force brutale, **33**, 393.

Barde.

Exposé de la théorie des statuts, **29**, 337.

Bardi.

Banquiers italiens ruinés par la faillite d'Edouard III, **5**, 9.

Bardoux (Jacques).

Fragilité des traités, **60**, 431.

Barère.

Déclaration à la Convention nationale sur le projet de déclaration du droit des gens de l'abbé Grégoire, **13**, 345.

Barère (Joseph).

Opinion sur le « Contr'un » d'Etienne de la Boétie, **9**, 191.

Baretto (Général).

Signe la convention de Irebasuba, frontière entre Brésil et Uruguay, **8**, 301.

Barge.

Surarbitre dans l'affaire de l'Orinoca Steamship Co., **35**, 397, 445; **40**, 196. Décision soumise à un nouveau tribunal arbitral, **35**, 445. Sa sentence dans l'affaire de l'Orinoca Steamship Co., **52**, 61

Baring Brotheros.

Emprunt de la Tchécoslovaquie à Londres (1922), **1**, 340.

Baris (Président).

Note secrète, exception préjudicielle au jugement en matière de droits réels, **26**, 255.

Barnave.
Contrôle parlementaire de la politique extérieure, **56**, 240.

Barnes.
Son rôle dans l'élaboration de la Partie XIII du Traité de paix, **4**, 81, 122, 150, 183. Demande la convocation d'une troisième Conférence de la Paix à La Haye, **37**, 658. Utilité d'une police internationale permanente, **48**, 119. Domaine géographique d'action de l'organisation internationale du travail, **51**, 508. Sa formule : créer et mobiliser une saine opinion publique, **51**, 565.

Barona.
Arbitre entre Pérou, Bolivie et Brésil, **31**, 340. Secrétaire d'Etat aux Etats-Unis, demande coopération des gouvernements étrangers pour la protection des phoques à fourrure, **29**, 463.

Baross.
Ministre du Commerce de Hongrie, régularisation du Danube, **11**, 308, 309.

Barrère.
Projet transactionnel soumis à la Commission européenne du Danube, **11**, 300. Déplore l'échange des populations à la Conférence de Lausanne, **24**, 376. Président de la Conférence sanitaire internationale de Paris, **33**, 572, 613.

Barrett (John).
Tuteur panaméricain, **5**, 310. Doctrine Hoover du panaméricanisme, **32**, 555.

Barrientos (F. Lope de).
Occupe la chaire de Prima Teologia de Salamanque, **17**, 123.

Barros Jarpa.
Ministre des Affaires étrangères du Chili, **8**, 299.

Barthélemy (Joseph).
Opinion sur l'attitude de Vitoria à l'égard de la Bulle d'Alexandrie VI, **17**, 159. Affirme que la doctrine de Vitoria en matière de cession du Territoire aboutit au plébiscite d'annexion, **17**, 189. Opinion sur la théorie des représailles d'après Vitoria, **17**, 310. Nécessité de sacrifices de la part des Etats, **35**, 702. Conditions de limitation de la souveraineté, **34**, 16. Déclin de la conception de la souveraineté, **38**, 619. Consultation aux optants tchécoslovaques, **41**, 209.

Barthélemy Saint-Hilaire.
Opinion sur l'origine du « machiavélisme », **9**, 174.

Bartholomé.
Double imposition, **20**, 489. Nature du droit international privé, **20**, 24.

Bartin (Etienne).
Droit international privé : Système de dr. intern. privé, **9**, 475; doctrine des qualifications en dr. intern. privé **17**, 400; **20**, 37; opinion sur la possibilité d'uniformiser les règles du dr. intern. privé, **20**, 37; passage du dr. intern. privé allemand du domicile à la nationalité, **15**, 482. Qualifications réglées par le *lex fori*, **25**, 214; *lex fori* applicable aux contrats entre absents, **25**, 199. Domaine du dr. intern. privé, **35**, 486. Caractère national du dr. intern. privé, **51**, 278; dr. intern. privé est application du droit positif interne et son objet est de caractère international, **57**, 351; œuvre de dr. intern. privé : caractère nationaliste de sa doctrine, **62**, 26; développement géographique du dr. intern. privé, **62**, 73; qualification, **62**, 38, 40, 42, 492, 493, 497. — *Ordre public*: Ce qui entre dans l'ordre public, **9**, 467; énumération impossible des lois d'ordre public, **9**, 468; théorie de l'ordre public, **15**, 513; **62**, 70. Origines de la notion d'ordre public, **43**, 751. Conflits intertemporaux, l'« actualité de l'ordre public », **57**, 657; inapplicabilité de la loi étrangère pour raison d'ordre public, **57**, 433. — *Renvoi* : Critique de l'art. 27 de la loi d'introduction du Code civil allemand (renvoi), **15**, 509; M. Bartin condamne le renvoi, **20**, 97; critique les considérations d'opportunité invoquées en faveur du renvoi, **29**, 530. Appréciation du renvoi, **39**, 565 (note). Critique du renvoi, **57**, 534; doctrine du renvoi, **58**, 415. Explique la prépondérance de la loi du domicile comme criterium du statut personnel dans les Etats confédérés, **15**, 459. Droits acquis, opinion, **33**, 508. Rapport du civil et du criminel, **26**, 264. Prorogation de juridiction des tribunaux étrangers, **26**, 284. Approbation du principe de Savigny, **29**, 362. Réfutation de la communauté internationale dans les conflits de lois françaises et de lois soviétiques, **35**, 599. Distinction en matière de compétence judiciaire au sens du dr. intern. privé, **44**, 121. Protection des intérêts nationaux comme but du système français de résolution des conflits de juridictions, **44**, 147; défenseur du système des art. 14 et 15 du Code civil français, **44**, 150. But de la présomption légale, **44**, 646. Conflits « mobiles », leur nature, **47**, 170. Conflits de lois en matière de filiation naturelle, **50**, 461. Nature juridique de l'arbitrage privé, **51**, 308. Source de l'obligation naturelle en droit des gens positif, **57**, 353. Délimitation des souverainetés, **57**, 364. Ignorance en France du droit soviétique avant la reconnaissance du Gouvernement des soviets, **57**, 398. Interprétation des traités, **57**, 444 (en note). Conflits de qualification, **57**, 462, 471, 492, 494, 495, 585, 599, 604. Reconnaissance et exécution des sentences arbitrales étrangères, **57**, 601. Distinction entre meubles et immeubles, **57**, 615. Conteste la compatibilité de la clause-or et du cours légal, **60**, 708. Fraude à la loi, **62**, 82.

Bartoche (Dr M.).
Droits des actionnaires étrangers de la Banque nationale yougoslave, **28**, 373.

Bartole.
Contrats : Conflits de lois en matière de contrats, **25**, 132; partisan de la *lex loci contractus celebrati*, **25**, 195; compétence de la *lex loci contractus* en matière d'obligations, **39**, 651. — *Dr. intern. privé* : Son influence dans l'histoire du dr. intern. privé, **9**, 424; progrès et développement du dr. intern. privé, **29**, 316, 317; père du dr. intern. privé, **29**, 375. — *Statuts* : Théorie, **2**, 452; **29**, 9; théorie ita-

Menne, **12**, 268; extension du statut par rapport aux personnes et aux biens indigènes en territoire étranger, **29**, 319; statut inapplicable aux étrangers, **34**, 701. — Conçoit une communauté internationale, **6**, 179. Théorie de Barthole sur le droit pénal international, **12**, 272. Compétence en matière d'instigation, **12**, 327. Ecrit sur les représailles, **9**, 233, **17**, 310. Opinion sur la défense de l'Etat, **10**, 190. Soutient la suprématie de l'Empereur, **17**, 138, 144. Opinion sur le pillage, **17**, 318. Opinion sur la règle *locus regit actum*, **17**, 371. Attitude devant la double imposition, **20**, 490. Admissibilité et admission de la preuve, **23**, 117. Méthode en matière de conflits de lois, **29**, 312, 314. Bartole suivi par les jurisconsultes espagnols, **31**, 631, 634. Application de la coutume locale aux immeubles, **36**, 34. Application de la *lex fori* à la procédure, **36**, 35. Différence entre arbitre et amiable compositeur, **42**, 89. Etendue de la mer territoriale, **48**, 150. Fait accepter la règle : *Locus regit formam actus*, **49**, 501. Nature des coutumes et statuts successoraux, **49**, 608. Application du droit romain dans la solennité des testaments, **49**, 627.

Barton (Dr).

Possibilité d'être missionnaire et agent diplomatique, **29**, 236.

Barzilai.

Son rôle dans l'élaboration de la Partie XIII du traité de paix, **4**, 81.

Basdevant.

Opinions : sur l'œuvre de Grotius, **3**, 20, 22, 27, 28; sur la théorie de Grotius relative à la justice formelle de la guerre, **17**, 258; sur les formalités de douane à remplir par les navires en relâche forcée, **10**, 11; sur l'action directe de l'Etat objet du délit international, **8**, 47; sur la conciliation, **18**, 112. — Recueil des traités de la France, **3**, 297. Affaire des pêcheries des côtes septentrionales de l'Atlantique, commentaire, **10**, 41. Répression de la concurrence délovale, **10**, 329. Fondement du droit, **18**, 396. Conflit franco-vénézuélien de 1906, **18**, 499, 502. Révolution française et droit continental, **22**, 425; rapports entre France et Russie, **22**, 360. Rejet de la doctrine de Drago par les Etats-Unis, **32**, 519. Rejet de la notion de droit international américain, **44**, 488. Arguments devant la Cour permanente dans l'affaire de l'union douanière austro-allemande, **48**, 673. Traités mi-collectifs, **50**, 364. Jugement sur l'œuvre de Grotius, **50**, 723. Personnalité des Unions internationales, **51**, 644. Président du Comité préparatoire de la Conférence de codification du droit international (La Haye 1930), **53**, 344. Estime mauvaise la base du Projet de convention réglant les conflits de lois ou matière de succession, **55**, 378. Extension, par le traité de Versailles, en droit au canal de Kiel un régime général existant en fait, **55**, 678. Guerre juste chez Grotius, **57**, 110.

Basdevant (Suzanne).

Fonctionnaires internationaux : Leur nature, **34**, 54; leur définition, **41**, 737; **56**, 118; refus de reconnaître comme tels les fonctionnaires de la Banque des règlements internationaux, **41**, 739; avantages des fonctionnaires internationaux, droits acquis, **41**, 752; fonctionnaires de l'Union postale universelle, **41**, 760; commissions à consulter pour les fonctionnaires internationaux, **41**, 787.

Basile Ier.

D'origine arménienne, fonde la dynastie macédonienne, **11**, 356.

Basile II dit le Bulgaroktone.

Conserve la basilique du Saint-Sépulcre, **11**, 362. Vainqueur de la Bulgarie, **11**, 370, 394.

Bastiat (Frédéric).

Développe le libre-échangisme en France, **13**, 373. Ses considérations sur l'économie politique, **20**, 474. Théorie de la territorialité des navires de commerce, **30**, 13. Inconvénient des métaphores, **40**, 81.

Bastid.

Organisation de la conciliation internationale, **59**, 135.

Bastos (Tarares).

Tableau de la situation des indigènes au Brésil, leur condition, **31**, 273.

Batault.

Auteur de l'ouvrage *La Guerre absolue*, **17**, 300.

Bate (Pawley).

Etude sur la doctrine du renvoi, **21**, 271; **36**, 13; son hostilité au renvoi, **36**, 54.

Bathory (Etienne).

Roi de Pologne, vainqueur d'Ivan le Terrible, **11**, 486.

Bathurst (Lord).

Effets de la guerre sur les traités, **59**, 528, 535.

Battaglia (von).

Classification des Unions douanières, **3**, 439.

Battifol.

Conflits de lois en matière de reconnaissance d'enfants, **50**, 462. Migrations internationales et conflits de lois, **62**, 34.

Battle Ordoñez.

Propose à la Conférence de la paix la création d'une ligue des nations, **32**, 708.

Baty.

Idées sur les conflits de lois, **3**, 137, 138, 157, 165, 166, 168; **36**, 13. Théorie des mandats internationaux, **19**, 609. *Etat* : Indépendance de son existence, **41**, 286; situation de l'Etat non reconnu, **41**, 289; impossibilité d'existence pour un Etat reconnu *de facto*, **41**, 337. — Critique la théorie du renvoi, **49**, 458.

Bâtzmann (Frédéric).

Membre de l'Association littéraire et artistique internationale, **12**, 455, 456.

Baudhuin.

Diminution du volume en nature du commerce extérieur mondial pendant la crise actuelle, **39**, 304.

Baudin (Contre-Amiral).
Son attitude dans les affaires du Mexique (1838-39), **18**, 610.

Baudoin.
Comparaison entre la production actuelle et l'ancienne, **56**, 538. Aspects nouveaux de la crise actuelle, **56**, 542.

Baudouin (Procureur général).
Incompétence des tribunaux français en cas d'abordage, **26**, 242.

Baudrillart (Henri).
Conséquences politiques de la Réforme, **6**, 259. *Opinions* : sur Etienne de la Boétie, **9**, 191; sur les caractères de l'époque de la Renaissance, **13**, 548.

Baudry-Lacantinerie.
Possibilité de plusieurs domiciles, **23**, 63. Validité de l'élection de domicile, **23**, 71.

Bauer (Otto).
Son rôle dans le problème de la protection des minorités, **1**, 392.

Bauer (W.).
Rapports entre politique et journalisme touchant l'action politique, **45**, 230.

Baumgartner.
Servitude en droit des gens, **28**, 211. Droit de contrôle des Etats non riverains sur le Rhin, **28**, 161. Condominicum du Rhin, **28**, 213. Sujets du droit international, **47**, 419.

Bayard.
Représentant des Etats-Unis à Londres, **4**, 244. Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, sa déclaration sur les conditions de protection, par le Gouvernement des Etats-Unis, d'un Américain créancier d'un Etat étranger, **8**, 78. Demande égalité de traitement des nationaux et étrangers dans un différend avec la Colombie (1888), **15**, 31. Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, convoque la Ire Conférence panaméricaine, **22**, 109. Indépendance des dettes publiques à l'égard de la constitution politique de l'Etat débiteur, **23**, 256. Clause de la nation la plus favorisée, interprétation américaine, **39**, 86.

Bayard (Le Chevalier).
Fait exécuter, par horreur de l'arquebuse, tout arquebusier capturé, **9**, 296.

Bayon y Chacon.
Organisation de la société internationale, **54**, 234.

Beale.
Conflits de lois : Opinion sur eux, **3**, 163, 167, 170; remarque sur la détermination de la loi applicable à une espèce donnée, **9**, 432; dirige les travaux de l'Institut de droit américain sur les conflits de lois, **9**, 445; expose l'affaire Haddock, validité d'un divorce dans un Etat étranger, **9**, 498; son rapport sur les conflits de lois à l'« American Law Institute ». — *Dr. intern. privé* : Introduction à un traité général de dr. intern. privé, **21**, 198; classement en trois groupes des théories de dr. intern. privé, **21**, 201; **62**, 493; système de dr. intern. privé, **62**, 434, 470; « Restatement » du conflit de lois, **62**, 440. — *Renvoi* : Nie l'existence du renvoi aux Etats-Unis, **9**, 439; étude du renvoi, **21**, 271. — Importance, en Europe de la condition des étrangers, **9**, 418. Détermination de l'ordre public, **9**, 465. Non-conformité de la loi à la théorie, **9**, 544. Réagit contre la doctrine de l'autonomie de la volonté, **16**, 14. Critique la théorie de l'autonomie, **21**, 260. Vente d'automobile et revente dans un autre Etat, **21**, 250. Propriété de l'actionnaire représentée par son titre, **21**, 254. Doubles impositions, s'en occupe sous le nom de taxation, **31**, 44. Fidèle au principe de la territorialité et de la théorie des droits acquis, **44**, 41 et 42. Motifs d'application de la loi étrangère, **44**, 49. Respect des lois et jugements étrangers en tant que faits, **44**, 98. Elaboration du « Restatement of the Law of confliet of Laws », **55**, 345. La *lex fori* greffe un droit national sur un fait : le droit étranger, **57**, 378. Appréciation sur l'œuvre de Bartole, **62**, 428. Importance de la jurisprudence en droit anglais, **62**, 436, 440.

Beau.
Statut intenational des populations sous mandat, **19**, 592.

Beauconsfield (Lord).
Achat des actions du Canal de Suez, **2**, 199.

Beaufort.
Opinion sur la protection des œuvres d'art appliqué, **12**, 536.

Beaumanoir (Philippe).
Coutume du Beauvoisis, guerres privées, **3**, 48, 28, 484. Nature contractuelle du lien féodal, **32**, 341. Condition du serf, **60**, 479.

Beaumont.
Ambassadeur de France en Angleterre, **12**, 211.

Beaupin.
Définit le droit de guerre, **6**, 160.

Beaussire.
Partisan du droit naturel, **18**, 353.

Beaverbrook (Lord).
Préconise le protectionnisme, **35**, 342, 334. Direction de la propagande anglaise durant la guerre 1914, **45**, 289.

Beawes (Wyndham).
Opinion sur les conflits de lois, **3**, 141.

Beccaria.
Distinction entre droit d'asile et impunité absolue, **1**, 185. Nécessité de voir partout le crime puni, **36**, 116. Liberté d'émigration, **50**, 105.

Beck (Colonel).
Ministre des Affaires étrangères de Pologne, crise de la S. d. N., **59**, 436.

Beckett.
Territorialité de la loi pénale; critique de son opinion soutenant que demeure internationalement illicite la juridiction sur les étrangers dans les cas qui dépassent la théorie territoriale objective, **16**, 174. Inadmissibilité de la nullité des jugements internationaux, **43**, 87. Conditions de reconnaissance en Angleterre de mariages polygamiques, **49**, 406; **53**, 219. Conflits de qualification, **62**, 493, 496.

Bédarride.
Commerce de la France au XVIe siècle, **14**, 9.
Bède le Vénérable.
Son pénitentiel, pénitence pour avoir tué un ennemi, **11**, 367.
Bedford.
Son rôle dans la Standard Oil, **19**, 217.
Bedmar.
Ambassadeur d'Espagne à Venise, impliqué dans un complot contre la République, **16**, 139.
Bedoya.
Recours contre les sentences arbitrales, **52**, 30.
Beelaerts.
Demande la mise hors la loi de toute guerre, **24**, 212.
Beernaert.
Plaidoirie concernant la Convention franco-belge de 1899 sur l'exécution des jugements, **10**, 509. Hommage à M. Romberg-Nisard, initiateur des bureaux de renseignements sur les prisonniers de guerre, **21**, 61. Préside la Commission de limitation des armements à la Ire Conférence de la Paix, **37**, 618. Président de la Commission des problèmes du droit de la guerre sur terre à la IIe Conférence de la paix, **37**, 618. S'oppose aux projets de nomination des juges à la Cour de justice arbitrale, **37**, 641. Statut des Associations internationales, **59**, 67.
Behm.
Autorité du droit international sur les particuliers, **61**, 409.
Beichmann.
Système pour éviter la double imposition, **13**, 74. Participation des juges nationaux aux avis consultatifs de la Cour, **26**, 56.
Beirao.
Opinion sur l'extradition, **18**, 455.
Bekker.
Caractère embryonnaire du droit international, la *civitas maxima*, **47**, 282.
Béklémichef.
Boyard pacifiste de la Cour de Vassily III, **11**, 477.
Bela Kuhn.
Révolutionnaire en Hongrie, **4**, 330.
Beldiman.
Délégué de Roumanie à la Ire Conférence de la Paix, adversaire des Commissions d'enquête, **18**, 19.
Belgioso (Comte Louis Barbiano de).
Conférence de Bruxelles (1784), défend les prétentions de l'Empereur Joseph II à la souveraineté de l'Escaut, **21**, 302. Bases de conciliation, **21**, 302.
Bellarmin.
Opinions : sur le droit de guerre, **6**, 188; sur la légitimité de la guerre, **13**, 264; condition pour qu'une guerre soit juste, **24**, 154; **43**, 485.
Bellegotti.
Appréciation par le juge de la limitation d'ordre public à l'application de la loi étrangère, **46**, 819.
Belle-Isle (Maréchal de).
Ambassadeur de France arrêté en Hanovre, **12**, 234.
Belleperche (Pierre de).
Conception du dr. intern. privé, **29**, 314. Coutumes réelles et personnelles, **29**, 315; **49**, 598. Valeur de droit commun du droit romain, **49**, 630.
Bellers (John).
Projet de pacification de l'Europe, **13**, 281; projet d'organisation de paix perpétuelle, **16**, 467; importance de l'idée d'une exécution obligatoire de cette organisation, **24**, 160. Exécution des sentences arbitrales, **48**, 70.
Belli.
Précurseur de Grotius, conditions d'une guerre juste, **46**, 746.
Bellini.
Conséquences de la doctrine de la guerre juste, **24**, 154.
Bellot.
Son avis sur la création d'une Cour de justice criminelle internationale, **3**, 85; sa proposition de la créer, **35**, 660. Justifie l'application de la loi du domicile par les auteurs anglo-américains, **29**, 344. Critique le système du droit international privé des juristes européens, **29**, 371. Théorie anglo-saxonne des conflits de lois, **36**, 13. Bellot contraire au renvoi, **36**, 54. Le domicile comme criterium du statut personnel, **53**, 184.
Bémis.
Doctrine de politique extérieure des Etats-Unis formulée par Washington, **59**, 288 et 289.
Bemtlinger (Jean-Georges).
Opinion sur le machiavélisme, **9**, 174.
Benckendorff.
Pourparlers avec Sir Edward Grey pour conclusion d'un accord anglo-russe sur les détroits, **47**, 650.
Beneduce.
Rapport qui entraîna le renversement du Plan Young, **42**, 396.
Bénès.
Minorités : Non constituées comme personnes morales, **1**, 435; les pétitions en leur faveur peuvent être adressées à la S. d. N. par toute personne, **1**, 459; minorités poursuivant des buts politiques contraires à l'œuvre de paix, **1**, 476; pétitions des minorités relatives à leur protection, **30**, 348. — *S. d. N.* : Bénès membre du Comité autrichien de la S. d. N., **5**, 131; rapport au Conseil relatif à la conciliation, **18**, 6; pouvoir de prescrire des mesures conservatoires reconnu au Conseil de la S. d. N., **40**, 714; dangers pour la S. d. N. de la transgression des principes posés par son Pacte, **39**, 765. — But du Protocole de Genève, **18**, 115, 116. Affaire de Jaworzina, **14**, 541. Président du Comité d'arbitrage et de sécurité, **27**, 517; **37**, 133. Plan mutuel d'assistance financière à un Etat victime d'une agression, **34**, 91. Difficulté de caractériser l'agression, **49**, 475. Projet définitif de convention, **34**, 94. Dangers des campagnes de presse, **45**, 362. Universalisation du régime

démocratique comme condition d'une organisation internationaliste, **45**, 770. Ignorance pratique de l'art. 16 du Pacte de la S. d. N., **48**, 101. But de la Petite Entente, **53**, 60. Esprit du pacte oriental d'assistance mutuelle, **53**, 75. Ententes régionales sous les auspices de la S. d. N., **53**, 82. Valeur internationale des formes politiques, **59**, 456. Œuvre de la Conférence économique de 1927, **61**, 225.

Bénès et Politis.

Rapport sur la réduction des armements, **25**, 382.

Benevent.

S'occupe de l'éducation du Prince, **9**, 189.

Benézet (Antoine).

Emancipation des esclaves, **6**, 312.

Benjamin.

Lex fori applicable à la preuve d'une vente, **25**, 178.

Benjamin de Tudela.

Ecrivain arabe, auteur d'une relation sur Constantinople au xe siècle, **11**, 396.

Bennet.

Loi compétente en matière de domicile, **34**, 680.

Benoist (Charles).

Remarque que Grotius n'a pas cité Machiavel, **50**, 712.

Benoît VII (Pape).

Excommunie ceux qui portent atteinte à la liberté des Indiens, **31**, 237. Bulle autorisant la réforme de la Compagnie de Jésus au Brésil et en Portugal, **31**, 239.

Benoît XII (Pape).

Conciliateur et médiateur, sa politique de paix, **6**, 171, 172.

Benoît XV (Pape).

Son action pendant la guerre 1914 en faveur des prisonniers, **22**, 270; **33**, 153. Demande que le chef de mission ne se contente pas de missionnaires de sa nationalité, **26**, 197. Sa conception de la communauté internationale, **31**, 367. Proteste contre la loi des garanties, **33**, 149. Ses initiatives pendant la grande guerre, **33**, 154. Lettre aux belligérants, **41**, 529. Intransmissibilité entre Etats des concordats religieux, **44**, 765.

Bensa.

Opinion sur la nature juridique de l'impôt, **13**, 23.

Bentenried.

Diplomate, **4**, 260.

Bentham.

Codification : Idée de la codification du droit des gens, **11**, 57; premier codificateur du droit international, **6**, 377, 409; sa conception du droit international et des réformes à y apporter au point de vue de la codification, **13**, 330. — *Militarisme* : Conceptions utilitaristes, **16**, 457, 467; caractère utilitaire de sa doctrine, **18**, 377. — *Relations internationales* : Réclame une organisation internationale, **2**, 108; envisage le problème de la paix du point de vue juridique, **13**, 315; projet de paix perpétuelle, **38**, 572; analogie entre ses idées et celles de Condorcet, **13**, 340. — *Opinions* : Raisonnement par analogie, **3**, 40; doctrine du contrat social, **3**, 46; souveraineté, **3**, 119. — Emploie pour la première fois le mot « droit international », **3**, 32; **18**, 290; **35**, 18. Corps de jurisprudence anglais, **36**, 15. Exécution des sentences arbitrales, **48**, 71. Plan pour une paix universelle, **60**, 18.

Bentivoglio.

Médiation dans le conflit adriatique, **31**, 343.

Bentwich (Norman).

Opinion sur la doctrine du renvoi, **3**, 166; étudie le renvoi, **21**, 271. En matière de mariage, application de la règle *locus regit adum*, **53**, 212.

Bérard (Léon).

Théorie sur la nature juridique du droit d'auteur, **12**, 433.

Bérard (Victor).

Arbitrage : Dans le monde hellénique, **42**, 6; sans importance pratique, **42**, 29; exécution des sentences arbitrales, **42**, 46.

Bérenger (Henry).

Explique l'absence de la clause des transferts dans l'accord franco-américain, **27**, 362.

Bérenger (Sénateur).

Initiateur de la Ire Conférence internationale pour la répression de la traite des blanches, **45**, 618. Promoteur de la Conférence internationale de 1919 contre la pornographie, **45**, 646.

Bergbohm.

Traités : Classification des traités d'après leur but, **7**, 347; distinction entre traités contenant des contrats ou des règles de droit, **11**, 25; traités-lois et traités-contrats, **36**, 291; **46**, 445. — Fondement du caractère obligatoire du droit international, application en droit des gens de la règle *ubi societas, ibi jus*, **47**, 278. Inspirateur de la « Vereinbarung », **50**, 333. Rapport entre droit international et droit interne, **61**, 387.

Bergson.

Fait partie de la Commission de coopération intellectuelle de la S. d. N., **9**, 369. Son ouvrage *Les Données immédiates de la conscience*, **16**, 404. Différences entre l'homme et le cheval, **31**, 405. Président de la Commission internationale de coopération intellectuelle, **61**, 468, 470. Statut des Commissions nationales de coopération intellectuelle, **61**, 484.

Bérillon (Dr).

Etude sur les races, rôle capital de la psychologie dans la formation du droit, **54**, 143.

Bernard.

Qualités d'un ambassadeur, **4**, 259; principe d'équilibre, **4**, 266; usage du mensonge en diplomatie, **4**, 272.

Bernard (Paul).

Extradition : De Mirabeau obtenue par son père, **1**, 195; des nationaux, l'auteur y est favorable, **1**, 221, 224.

Bernardino de Spalato.

Proposition, au Concile de Latran (1512),

en faveur de la paix universelle, **31**, 480.

Bernhoft.

Situation de l'Allemagne dans la Baltique, **52**, 115.

Bernsdorf.

Carrières diplomatiques et consulaires, **34**, 839.

Bernstorff.

S'oppose à la condamnation de la guerre d'agression, **24**, 186. Mesures militaires impossibles en exécution de l'art. 11 du Pacte de la S. d. N., **48**, 111.

Berriedale Keith (Arthur).

Succession aux droits de l'Etat disparu, **1**, 59. Collaborateur de Dicey dans son *Conflict of Laws*, **3**, 152.

Berry (Walter).

Nécessité de l'esprit international, **2**, 316; Jugement sur l'art. 10 du Pacte de la S. d. N., **2**, 435.

Berstett (Baron von).

Cherche à réaliser des réformes douanières unitaires en Allemagne, **3**, 441.

Bertachinus (Jean).

Problème de la double imposition, **20**, 490.

Berthélemy (Henri).

Souveraineté de l'Etat, **8**, 424. Personnalité de l'Etat, **8**, 455. Nature de la fonction publique, **8**, 455; **41**, 734. Syndicat de fonctions publiques, **8**, 455. Responsabilité personnelle des fonctionnaires, **8**, 456. Responsabilité de l'administration, **8**, 457.

Berthémy.

Convention franco-chinoise de 1865 relative aux droits des missionnaires français, **26**, 135, 190; **29**, 207.

Bertrand (Louis).

De la civilisation musulmane, **60**, 612.

Bès de Berc.

Expulsion : Opinions sur sa cause, **18**, 552; sur la possibilité d'en limiter les causes, **18**, 572; sur les recours contre les arrêts d'expulsion, **18**, 593; droit d'expulser les étrangers, **18**, 593.

Bescler.

Disciple de Savigny, **29**, 360.

Bétaut.

Arbitrage dans la Grèce antique, **42**, 6.

Bethmann-Hollweg (Chancelier von).

Déclarations (novembre 1916) sur la création d'une S. d. N., **13**, 418. Justification de l'envoi à Constantinople de la mission Liman von Sanders, **47**, 741. Déclanchement de la guerre 1914, **60**, 336.

Betz (von).

Opinion sur le droit pénal universel, **10**, 379.

Beudant (Charles).

Opinion sur la faillite et l'état des personnes, **14**, 27. Partisan de l'individualisme juridique, son admiration pour Grotius, **18**, 304. Partisan du droit naturel, **18**, 353.

Beust (Comte de).

Reconnaît l'admissibilité de la clause *rebus sic stantibus* en droit international, **22**, 62. Combat cette même clause, **32**, 369.

Bevilacqua (Lugi).

Négociateur pacifique au Congrès de Nimègue, **31**, 329, 330.

Bevilaqua.

Opinion sur la condition juridique des ports de mer, **15**, 32. Refuse aux particuliers l'accès de la justice internationale, **51**, 45.

Bevilaqua (Clovis).

Indigènes brésiliens avant la conquête, leurs institutions juridiques, **31**, 191. Ne parle pas de l'Indien dans son projet de code civil brésilien, **31**, 275.

Beydhâwî.

Commentateur du Koran, **60**, 384.

Beyens (Baron).

Membre de la Commission des rapporteurs dans l'affaire des Iles d'Aland, **14**, 437.

Bèze (Théodore de).

Sa conception du droit naturel, **6**, 278.

Bianchi.

Signification du domicile dans le Code civil italien, interprétation, **23**, 38.

Bibera.

Raison de la politique des Espagnols à l'égard des Morisques, **24**, 342.

Bieberstein.

Droit à appliquer par la Cour permanente, **33**, 405.

Biker (Julio-Firmio).

Collection des traités de l'Inde portugaise, **26**, 123.

Bilac (Olavo).

Flétrit la destruction des Indiens, **31**, 204.

Bileski (Moritz).

Souveraineté des territoires sans mandat, **5**, 238; **19**, 625.

Bille.

Délégué suédois à la 1re Conférence de la paix, signale le danger des gaz asphyxiants, **16**, 348.

Bilmans.

Succession de la Lettonie à la dette publique russe, **23**, 298.

Binder.

Négation du droit des gens, **49**, 242. Intérêt du droit comparé, **57**, 711.

Binding.

Définit le Traité « Vereinbarung », **7**, 349. Son opinion sur le fondement du droit des gens, **11**, 18; sur la différence entre contrat et accord normatif, **11**, 25. Rôle des travaux préparatoires dans l'interprétation des lois, **48**, 731.

Binney (Horace).

Compétence de la Cour suprême dans l'affaire Cherokee c. Etat de Géorgie, **31**, 352.

Birhenheard (Lord).

Droits des créances à l'égard des Etats débiteurs, **23**, 320. Modification de la loi sur la propriété, **36**, 61.

Bismarck.

Diplomatie : Sa conception, **4**, 251, 252, 262, 270, 272; anecdote sur l'emploi des langues en diplomatie, **15**, 606; son opinion sur le choix des expressions diplomatiques, **16**, 450. — *Morale* : Préconise la méthode de la force

et de l'intérêt, **9**, 132; dualité de morale, **9**, 267; machiavélisme, **9**, 269; politique sans morale, **9**, 268. Toute guerre n'est pas pour lui, justifiée, **16**, 520; le « do ut des », règle absolue des relations internationales, **16**, 526. — *Politique* : Bismarck et Napoléon III, **13**, 388; favorise le libre-échange, **13**, 391; se décide pour le protectionnisme en 1878, **13**, 392; crée la Triple-Alliance, **13**, 393; **20**, 399. — Révise les règles allemandes de dr. intern. privé du 1er projet de C. civil allemand, **12**, 262. Constitution allemande de 1871, **15**, 441. Confédération germanique, **20**, 394. Emploie l'expression de servitude internationale, **22**, 29. Essaie de faire entrer Hambourg dans le Zollverein, **21**, 392. Propose au Pape Léon XIII un arbitrage entre l'Allemagne et l'Espagne, **31**, 334. Réclame pleine liberté de l'Eglise pour les choses religieuses, **31**, 382. Conventions entre grandes Puissances, leur valeur, lutte pour l'existence, **36**, 542. Prétend que la population du Schleswig n'avait pas droit de demander l'application du plébiscite, **38**, 391. Président du Congrès de Berlin, il réglemente la procédure des pétitions, **40**, 545; **48**, 417, 420. Le pays doit payer les erreurs politiques de la presse, **45**, 240. Collaboration du gouvernement avec la presse, **45**, 263. Versalité de la politique internationale, **46**, 256. Traités d'alliance, acceptation tacite de la clause *rebus sic stantibus*, **46**, 277. Dénonciation du Traité de Paris par la Russie, **48**, 651. Caractère conditionnel de la fidélité aux traités, **49**, 226; **53**, 568. Son protectionnisme économique, **51**, 169. Importance de Dantzig pour un Etat polonais, **55**, 284. Maintien de la paix européenne, **60**, 336.

Bisoubidès.

Son œuvre de droit international, **20**, 9.

Bitter.

Affirme que les belligérants n'arrêteront pas la navigation du Rhin, **28**, 150.

Bittner.

Traités : Terminologie des accords internationaux, **15**, 543; observation de la Constitution vis-à-vis de la ratification des traités, son influence sur leur validité, **15**, 579; dénomination des instruments diplomatiques bilatéraux autres que les traités, **15**, 616. Compétence du chef de l'Etat en matière de traités, ses pouvoirs en matière de ratification, **30**, 299; **26**, 523.

Bjorkman.

Tolérance de l'Islam, **60**, 512, 635, 638.

Blackburn.

Juge anglais, son opinion sur la formation de la « Law Merchant », **3**, 130. Son rapport sur la double imposition, **20**, 553. Exécution en Angleterre des jugements étrangers, **36**, 29.

Blackett (Sir Basil).

Impôt : Note à la S. d. N. sur la double imposition, **13**, 78; impôt sur le revenu, **13**, 120, 124; base scientifique des impôts, **13**, 147. — Succession au point de vue interprovincial ou international distinction, **31**, 57.

Blackstone.

Droit international considéré comme droit naturel, **1**, 88. Souveraineté du Parlement britannique, **3**, 123. Nature de la « Law Merchant », **3**, 126. Obéissance au « Common law », **21**, 206. Sens de «sanction», **34**, 87. Conflits de lois, **36**, 6,15. Privilèges et immunités diplomatiques avant le XVIIIe siècle, **40**, 337. Nécessité, en cas de réparation, du refus de réparation, **40**, 112. Condamnation de l'esclavage en Angleterre, **44**, 563. Transformation du droit international en droit interne, **47**, 409. Doctrine anglaise des rapports entre le droit interne et le droit international, **62**, 131, 136.

Blackwell.

Représentant de W. Perm en Pennsylvanie, crainte de guerre avec la France, nécessité de s'armer, **13**, 277.

Blaine.

Secrétaire d'Etat des Etats-Unis. *Panaméricanisme* : Président de la Conférence panaméricaine de Washington (1889), **8**, 252, 254; résumée des buts de cette Conférence, **8**, 252; promoteur du panaméricanisme, **32**, 513. — Proposition au Gouvernement français pour recouvrement des dettes du Vénézuéla, **8**, 103. Convocation des Etats du Nouveau-Monde à la Conférence de Washington (1882), **22**, 108. Protection diplomatique à laquelle on ne peut renoncer, **29**, 212. Création d'une Commission relative à la pêche, **29**, 473.

Blair.

Emprunt, Yougoslavie, contrôle financier international, **5**, 77.

Blanc (Etienne).

Plagiat littéraire et artistique, **52**, 501.

Blanqui.

Promoteur de l'idée d'une législation internationale du travail, **51**, 489.

Blau.

Expert technique de la S. d. N. sur les doubles impositions et l'évasion fiscale, **13**, 107.

Blavier.

Principe de l'unité budgétaire, **23**, 224.

Blignières.

Ministre des Travaux du cabinet Nubar-pacha, **5**, 25.

Blin.

Impôt est propriété des créanciers de l'Etat, **23**, 221.

Blin (Général).

Projet privé de mise hors la loi de la guerre, **24**, 184.

Bliss.

Propose un plan de garantie, **7**, 21. Projet de mise hors la loi de la guerre, **18**, 114.

Bloch (Jean de).

Economiste russe, montre le danger des armements, **13**, 402.

Blociszewski.

Danger du système minoritaire, **34**, 326.

Block (Maurice).

Auteur du *Dictionnaire général de la Politique*, **9**, 174.

Blokland (Beelaerts van).

Demande la mise hors la loi de toute

guerre, **24**, 212. Critique de l'action de la S. d. N. dans le conflit sino-japonais de 1931-32, **39**, 766.

Blüchtli.

Remèdes internationaux à des maux internationaux, **36**, 113.

Blum (Léon).

Désire l'accord entre la politique et la politique extérieure, **59**, 448. Dictature et démocratie, **59**, 487, 488 et 505.

Blumenstein.

Question de l'application de taxes immobilières sur des immeubles sis à l'étranger, **55**, 459.

Blumer-Morel.

Définition de la double imposition, **13**, 361.

Bluntschli.

Jurisconsulte, **9**, 134 : *Codification* : avantage de la loi écrite, **6**, 372, 373; son œuvre, **6**, 411, 412; **11**, 57; utilité d'un code pénal international, **10**, 380; son droit international codifié, **21**, 12; sa conception de la codification, **22**, 173. — *Etat* : Etats sont personnes du droit international, **1**, 30; obligation de l'Etat de punir les délits contre les agents diplomatiques, **12**, 130; théorie organique de l'Etat, impôt en droit public, **13**, 25, 26; but de l'Etat, Spinoza, **16**, 474; conception de l'Etat, **53**, 102. — *Extradition* : Pour faits commis au cours d'une guerre civile, **1**, 212; des participants à des conspirations communistes ou nihilistes, **1**, 217; des anarchistes, **10**, 317. — *Intervention* : Pour faire respecter les droits individuels nécessaires à l'humanité, **1**, 390; légitimité de la contre-intervention, **34**, 389; légitimité de l'intervention d'humanité, **40**, 139. — *Morale* : Christianisme et droit international, **6**, 249; approuve Machiavel, **9**, 287; politique et morale, **9**, 290; moralité de la course, **15**, 193. — Proclame l'universalité du droit international, **2**, 8. Réclame une Union des Etats européens, **2**, 110. Conception politique de la Renaissance, **9**, 288. Admet les individus comme sujets du droit international, **12**, 355. Universalité du droit des gens européens, **11**, 36. Liberté de navigation sur les fleuves et rivières navigables communiquant avec la mer, **15**, 120. Territoires « nullius » ceux habités par des tribus barbares, **17**, 162; **34**, 414. Définition du droit international privé, **20**, 31. Protection des prisonniers de guerre, **21**, 13. Qualité de belligérant des corps volontaires, **21**, 26. Domination des servitudes internationales en vertu de la clause *rebus sic stantibus*, **22**, 56. Reconnaît s'être inspiré des travaux de Lieber, **22**, 157. Droit de réclamer l'immigration, **22**, 206. Territorialité de l'impôt, **23**, 236. But de la fondation de l'Institut de droit international, **29**, 386. Conception du droit des gens, **30**, 212. Solution arbitrale, **33**, 390. Son étude de l'administration internationale, **34**, 6. Délit résultant de l'enrôlement des troupes étrangères, **36**, 208. Guerres justes et injustes, distinction, **38**, 53. Illégalité de l'apatridie, **43**, 127. Liberté de navigation fluviale et maritime, **45**, 126. Servitudes internationales, **45**, 131. Garantie internationale, **46**, 643. Distinction entre Conférences et Congrès internationaux, **48**, 394. Codification du droit consulaire, **48**, 499. Rôle des consuls en temps de guerre, **48**, 563. Elaboration du Code civil de Zurich de 1853, **55**, 318. Autorité du droit international sur les individus, **61**, 409.

Boaistuau (Pierre).

S'occupe de l'éducation du prince, **9**, 189.

Boccalini (Trajano).

Internationalisme et pacifisme, **13**, 284.

Bodin (Jean). [V. Table analytique, p. 31.]

Etat : Définition, **23**, 492; **47**, 492; comment il considère l'Etat, **23**, 503; pourquoi il l'a étudié, **23**, 504; relations extérieures de l'Etat, **23**, 504. — *Extradition* : des coupables de délits graves, **1**, 193, 194; pour haute trahison, **1**, 197. — *Souveraineté* : Puissance absolue et perpétuelle d'une République, **1**, 316; limitations, **1**, 383; **23**, 519; son opinion sur la souveraineté, **3**, 26, 117, 118; **16**, 311, 313; souveraineté et égalité des Etats, **10**, 547; idée de l'Etat souverain, **13**, 543; proclame que les Etats sont souverains, **17**, 251; sa théorie de la souveraineté du droit public interne, **19**, 619; conception absolue de la souveraineté, **38**, 174, 620; **54**, 82, 337, 352; **58**, 25; **61**, 648; souveraineté du prince, **23**, 492; devoirs du prince souverain, **38**, 174. — Défend la conception de l'Etat territorial unifié, **3**, 21. Respect du serment, **6**, 249, 294. Auteur du livre *De la République*, **9**, 193; qui figure au répertoire de Grotius (édition Molyhnysen), **9**, 236. Machiavel, opinion de Bodin, **9**, 193. Conception des relations internationales, **13**, 219. Opinion sur le droit de révolution, **13**, 545. Graduation entre les règles de droit, **30**, 290. Explication de la variation des prix, **37**, 219. Condamnation de l'esclavage, **45**, 563.

Bodio.

Auteur de la loi italienne des émigrants, **20**, 214.

Bodisco (de).

Equilibre des forces navales dans le bassin balte, **52**, 184.

Boeck (de).

Etude sur l'expulsion des étrangers, **32**, 156; **37**, 337.

Boegner.

Naissance des nationalismes, **53**, 129.

Boehlan.

Principe de résolution des conflits de lois dans le temps, **47**, 216.

Boétie (Etienne de la).

Son livre *La Servitude volontaire*, réplique à Machiavel, **9**, 191.

Bogoevsky.

Enseignement de droit international public, **33**, 488.

Boileau.

Adversaire de la rémunération des hommes de lettres, **12**, 404.

Boisgelin.

Changements reconnus nécessaires à opé-

rer annuellement dans les impôts, **23**, 221.

Boisguilbert.

Le bien général naît de la recherche des intérêts particuliers, **18**, 381.

Boissonade.

A préparé les codes japonais, **29**, 216.

Boissy d'Anglas.

Rapporteur à la Chambre des Pairs de la loi du 14 juillet 1819, précise le but du droit de prélèvement, **9**, 49. Appréciation sur la Constitution française de 1793, **59**, 477.

Boistel.

Partisan du droit naturel, **18**, 353.

Boleslas IV.

Prince de Pologne, croisade contre la Prusse, **11**, 446.

Bolivar (Simon).

Influence en Amérique de ses idées, **5**, 287, 291, 292, 297, 300, 303, 306, 310, 312, 352, 359. — *Confédération* : Sollicite l'aide de la République argentine pour constituer une Confédération sud-américaine, **8**, 228; traité de confédération de Lima et le projet de Bolivar, **8**, 238; base du projet de Confédération sud-américaine, **8**, 231; **28**, 23; sa défense, **32**, 476. Membre de la « Grande Loge américaine », **8**, 215. Circulaires aux Etats sud-américains, **8**, 229. Précurseur du panaméricanisme, **8**, 279. Conceptions internationalistes de Bolivar, **13**, 383. Projet de ligue des nations américaines, **22**, 154. — *Congrès* : Invite les Etats américains au Congrès de Panama, **22**, 154; premier Congrès sur le continent américain, **28**, 23; réunion du Congrès de Panama, **32**, 495, 500. Fait serment de libérer sa patrie, **22**, 91. Libérateur de l'Amérique latine, **22**, 93. Président de la Colombie, du Pérou et de la Bolivie, **24**, 475. Lutte pour l'autonomie intellectuelle des Colonies, **31**, 364. Espère plus l'aide de l'Angleterre que des Etats-Unis, **32**, 480. Précurseur de la S. d. N., **32**, 708. L'hommage que lui rend la S. d. N., **32**, 708. Idées conformes à la doctrine de Monroe, **28**, 50. Idées juridiques sur la guerre, **32**, 740. Importance de l'arbitrage, **32**, 756. Précurseur de la S. d. N., **47**, 14. Disciple de J.-J. Rousseau, **47**, 18. Universalité de l'organisation internationale, **47**, 116.

Bollack.

Exécution des sentences arbitrales, **48**, 80.

Bolland (Baron).

But des listes de bénéficiaires des immunités diplomatiques, **12**, 157, 158.

Bombelles.

Représentant personnel du roi de France à la Cour de Russie lors de la Révolution française, **22**, 353, 439.

Bonald.

Non-extradition pour infractions politiques, **16**, 195.

Bonaparte (Prince Louis-Napoléon).

Appréciation sur Miranda, **5**, 301.

Bonaparte (Prince Louis Napoléon).

Convocation à la Ire Conférence sanitaire, **33**, 564.

Bonar Law.

Opinions : Sur le droit de légation des Dominions, **19**, 362; sur le droit de sécession des Dominions, **19**, 446. Etablir une mission diplomatique canadienne à Washington, **19**, 435.

Boncompagni.

Représentant du Piémont en Toscane, **4**, 325.

Boncour (Paul).

Son opinion sur la participation aux sanctions militaires, **7**, 111. Organisation de la paix, facteur économique, son importance, **15**, 287. Prohibition de l'arme chimique, sanctions, **16**, 355, 366. Menaces de guerre, compétence étendue au Conseil, **24**, 228. Nécessité de l'unanimité du Conseil, **24**, 229.

Bondfield (Miss Margaret).

Représente l'Angleterre à la VIe session de la Conférence du travail, **4**, 214.

Bonet (Honoré).

Guerre : Juste guerre, **6**, 140; rôle de l'Eglise dans la guerre, **6**, 159; étudie dans *l'Arbre des Batailles* les lois de la guerre, **9**, 233; estime qu'on ne doit pas faire la guerre aux infidèles en tant qu'infidèles, **17**, 169; excès en temps de guerre contre les habitants pacifiques, **17**, 302, 303.

Bonfaute.

Idéal fédéraliste de l'Italie antique, **38**, 552.

Bonfils.

Hostile à la codification du droit international, **11**, 58. Réglementation de l'immigration, **22**, 206. Succession aux dettes d'Etat annexé, **23**, 295, 296. Sujet du droit des gens, **30**, 204. Souveraineté, **34**, 357. Inaliénabilité de l'indépendance d'un Etat, **34**, 360. Autorité du droit international sur les individus, **61**, 409.

Bonfils et Fauchille.

Définition de la piraterie, **12**, 346. Liberté de la haute mer, **30**, 8. Abandon de la notion de guerre juste, **38**, 20. Apparition d'un droit des gens après la paix de Westphalie, **44**, 319.

Banhoeffer.

Clause de la nation la plus favorisée basée sur la bonne foi, **39**, 90.

Boniface VIII (Pape).

Rôle arbitral, **6**, 170, 171. Suprématie du Saint-Siège sur l'Etat, **13**, 204, 529. Bulle *Unam sanctam*, soumission au Saint-Siège, **16**, 253; **44**, 340. Fonctions arbitrales, **31**, 340; **42**, 75. Arbitre entre la France et l'Angleterre (1298-1302), **31**, 343; **44**, 380. Croisades contre ses ennemis personnels, **43**, 393. Souveraineté étatique, **47**, 492.

Bonifacio.

Indien au Brésil, **31**, 275. Mémoire sur le problème de la civilisation des Indiens, **31**, 269.

Bonilla.

Délégué du Honduras à la Conférence de la paix, demande une définition de la doctrine de Monroe, **32**, 533.

Bonn.

Travaux de la Conférence des hautes études internationales, **61**, 529.

Bonnard.
Retour au droit naturel, **54**, 93.
Bonnecase.
Inexistence et nullité des actes juridiques, **43**, 104. Fondement de la non-rétroactivité des lois, **47**, 200.
Bonnet.
Opinion sur les emprunts marocains, **5**, 34.
Bonnet (Georges).
De l'union des démocrates, **59**, 493.
Borah (Sénateur).
Cour permanente : Hostile à la compétence de la Cour permanente de justice internationale, **8**, 408; estime qu'elle peut donner des avis consultatifs; exécution des décisions d'une Cour internationale de justice, **24**, 183; adversaire de l'entrée de l'Amérique à la Cour permanente, **24**, 184. — *Guerre* : Se rallie à l'idée de la mise de la guerre hors la loi, **24**, 175; punition des fauteurs internationaux de guerre, **24**, 178; réclama la codification des lois et usages de la guerre, **24**, 182; veut que l'Amérique ne reste pas neutre à l'égard d'un Etat agresseur, **24**, 238, 281, 298; notion particulière relative à la guerre, **31**, 508. — Application de la doctrine de Monroe, **28**, 70. Devoir des Etats de régler pacifiquement leurs différends, **28**, 98. Droit de légitime défense sous le Pacte Briand-Kellog, **38**, 71. Questions non soumises à l'arbitrage, **41**, 537. Mise hors la loi des nations qui violent le Pacte Briand-Kellog, **41**, 546; **59**, 122. Limitation et exceptions du droit de légitime défense, **49**, 802; **58**, 547, 549.
Borchard.
Etendue du droit de protection des nationaux à l'étranger, **23**, 359; **46**, 656. Responsabilité des Etats, **35**, 688. Intervention d'humanité, sa légitimité, **40**, 139. Protection des intérêts particuliers, **41**, 39, 40. Epuisement des voies de recours internes avant réclamation internationale, **50**, 202 et 203. Protection diplomatique des nationaux à l'étranger, **51**, 82; **53**, 620. Portée du principe de la protection des droits acquis, **59**, 367.
Borchgrave.
Droit d'auteur : Nature juridique intime du droit d'auteur, **12**, 412; droits de la pensée, théorie de Renouard, **12**, 425; théorie du droit d'auteur monopole, **12**, 428; œuvre de M. Pouillet, **12**, 431; son avis sur les doctrines de Picard et de Kohler, **12**, 440; rapporteur de la loi belge de 1886 sur la protection des œuvres littéraires et artistiques, **12**, 410, 437; critique la théorie du droit moral (Kohler), **12**, 565.
Bordeaux.
Nature de l'appel, **43**, 14.
Borden (Sir Robert).
Dominions : Son action pour augmenter leurs droit, **19**, 294, 296; son opinion sur leur signature du traité de Versailles, **19**, 307, 311; assurance obtenue de leur éligibilité au Conseil de la S. d. N., **19**, 317. — Délégué canadien à la Conférence de la Paix, son rôle dans l'élaboration de la Partie XIII du traité de paix, **4**, 81, 85, 94. Candidat juge à la Cour permanente, **19**, 326. Rapport (1926) sur la Conférence impériale, **19**, 351, 352. Opinion sur la forme des traités conclus par l'Empire britannique, **19**, 378, 381. Déclaration (1919) sur la situation de la Couronne en Angleterre, **19**, 390.
Borel.
Questions économiques à l'ordre du jour de la S. d. N. sous la pression de l'Organisation internationale du Travail, **56**, 383.
Borel (Emile).
Mise en harmonie du droit interne avec le nouveau droit international, **45**, 741. Interprétation de l'art. 51 du Traité de Lausanne, **48**, 763.
Borel (Eugène).
Répartition des annuités de la Dette ottomane, **16**, 270; rôle d'arbitre dans cette répartition, **30**, 332, 374, 403; sentence arbitrale relative à la Dette ottomane, **38**, 453; **58**, 69. Opinion sur la neutralité, **17**, 474; neutralité et sanctions prévues par le Pacte, **17**, 498; situation de la Suisse à l'égard des dites sanctions, **17**, 502; estime que la participation à certaines sanctions ne peut lui être imposée, **17**, 538. Internement-garde distinct de l'internement-hospitalité, **21**, 76. Nie le principe de la succession aux dettes d'Etat en cas de changement territorial, **23**, 281. Les Etats considèrent la justice arbitrale comme leur œuvre, **25**, 315. Cours sur l'Acte général de Genève, **35**, 198; **37**, 134; sa défense, **38**, 46. Caractère de la Cour permanente, **36**, 302. Excès de pouvoir du tribunal arbitral, **38**, 54. Mode de composition des Commissions de conciliation, **59**, 130. Appréciation de l'art. 15, § 8 du Pacte de la S. d. N., **61**, 713. Interprétation des traités, **62**, 154 et 155.
Borel et Politis.
Importance du Conseil de la S. d. N. en face du conflit gréco-bulgare, **24**, 220.
Borgeaud.
Fondation de la République des Etats-Unis, **42**, 513.
Borges (Esteban Gil).
Opinion sur la solidarité américaine, **5**, 284, 325. Organisation de la conciliation en Amérique latine (1822), **59**, 145. Méthodes de solution pacifique de conflits internationaux, leur évolution, **59**, 192.
Borgia (César).
Influence de ces méthodes diplomatiques sur Machiavel, **4**, 234.
Borley.
Rapport au Comité de la baleine, **29**, 500.
Bosanguet.
Appréciation des idées de J.-J. Rousseau, **13**, 562, 563.
Bosc.
Classification des unions douanières, **3**, 438.
Bosco.
Rapports entre règles de conflit et règles de droit matériel d'un Etat, **57**, 372,

373, 375. Nature juridique de la sentence internationale, **61**, 277.

Boscoli.

Conspiration contre les Médicis, **9**, 186.

Bossuet.

Condamne le pouvoir arbitraire, **2**, 350; limitation du pouvoir absolu, **32**, 57. Conception du droit naturel, **6**, 282. Diverses pages de son œuvre se rapprochant de Machiavel, **9**, 209. Définition du droit, **18**, 372.

Botzelaer (Van).

Arbitrages néerlandais depuis 1581, **42**, 9, 105. Arbitrages italiens au moyen âge, **42**, 77. Arbitrage aux Pays-Bas depuis la fin du XVIe siècle, **42**, 105.

Bou-Amara.

« Rogui » marocain, **5**, 34.

Bouddha.

Idée d'union de tous les peuples, **31**, 315.

Bouchaud.

Ancienneté des ports francs, **3**, 358. Sanctions des traités de commerce, **3**, 451.

Bouffanais.

Relations consulaires en temps de guerre, **48**, 563.

Bougeant.

Histoire du traité de Westphalie, **4**, 237.

Bouglé.

Mouvement solidariste, **16**, 490.

Bouhier.

Théorie des statuts, **3**, 133, 143; **29**, 312. Application des lois de police et de sûreté, **12**, 274. Equité et utilité publique fondement de la personnalité des coutumes, **21**, 479. Domicile, liberté de l'homme en cette matière, **23**, 8. Passage de la territorialité à la personnalité des lois, **44**, 8. Continuation de la communauté, son caractère de convention tacite, **49**, 645. Effet extraterritorial des statuts personnels, **49**, 653.

Boulanger (Général).

Expulsion de Belgique, **16**, 241. Séjour en Belgique, **18**, 569.

Boulay.

Unité de nationalité des époux, **60**, 168.

Boullenois.

Théorie des statuts, **3**, 134, 142, 144, 145, 146. Opinion sur la conception de l'autonomie de la volonté par Dumoulin, **16**, 11. Cité par Story, **21**, 197. Permanence de la loi du domicile, **34**, 704. Effets du changement de domicile, **44**, 6.

Bourboulou.

Démarche en faveur des chrétiens en Chine, **26**, 127, 133.

Bourée.

Démarche en faveur des chrétiens en Chine, **26**, 136.

Bourgeois (Léon).

Arbitrage : Arbitrage obligatoire, **25**, 249; Cour permanente d'arbitrage, conception, **32**, 249; juge des cas de nullité de sentences arbitrales, **35**, 430. — *Conférence de La Haye* : Opinion sur les Conférences de La Haye, **2**, 19; remercie les représentants de l'Amérique à la IIe Conférence de la Paix, **8**, 314; préside la Commission d'arbitrage aux deux Conférences de la Paix, **27**, 506; **37**, 552, **37**, 618; constate l'effort des Américains en faveur de l'arbitrage obligatoire, **22**, 149; Président du Comité d'examen, son œuvre, **37**, 555; partisan de la clause de circonstances, **37**, 574; proposition relative à la réduction des armements, **37**, 601, 602; hommage aux délégations des deux Amériques à la IIe Conférence de la Paix **28**, 94. — *Société des Nations* : Sa collaboration, **16**, 530; proposition au Conseil de désigner une Commission d'étude de la coopération intellectuelle internationale, **9**, 369; interprétation de l'art. 13 du Pacte, **14**, 349; réplique à M. Barnes sur l'action du Conseil dans la guerre polono-russe de 1920, **14**, 414, 421, 422; son rôle dans les affaires de Haute-Silésie et de Vilna, **14**, 483 et 559; opinion sur les sanctions de prohibition de la guerre chimique, **16**, 366; projet français de la S. d. N., **18**, 39; opinion sur les rapports des mandataires à la S. d. N., **19**, 545; son discours à l'assemblée de la S. d. N. (13 décembre 1920), **22**, 150; art. 11 du Pacte, déclanchement de l'intervention de la S. d. N., **39**, 713. — Mouvement solidariste, **16**, 490, 491. Organisation de la coopération mondiale, **28**, 80. Hostile à la suppression du service militaire obligatoire, **32**, 216. Règlement des questions d'ordre politique, **33**, 401. Respect des souverainetés étatiques par le Pacte de la S. d. N., **47**, 34. Sanction de l'interdiction de la guerre chimique, **48**, 65. Proposition de création d'une police internationale permanente, **48**, 117. Vertus du rapporteur au sein d'une conférence internationale, **48**, 434. S. d. N. et souverainetés nationales, **61**, 143, 667. Conférence financière internationale de Bruxelles (1920), **61**, 146, 148, 154. Organisation de la coopération intellectuelle, **61**, 466.

Bourgogne.

Théorie des statuts, **3**, 132; liaison entre l'objet et l'effet des statuts, **29**, 325.

Bourgois (Amiral).

Opinion sur l'emploi des torpilles, destruction systématique des navires de commerce, **11**, 93.

Bourqueney.

Projet de plébiscite en Moldo-Valachie, **18**, 168.

Bourquin.

Estime que pour Grotius le droit naturel l'emporte sur la volonté des Etats, **18**, 319. Pose la question de la responsabilité internationale directe de l'Etat envers l'individu lésé, **18**, 641. Commentaire de l'Acte de Barcelone, **21**, 297. Apprécie le projet de traité du 23 mars 1920 réglant le régime de l'Escaut, **21**, 355. Organisation des voies de communication, **28**, 110. Evolution du droit international, **41**, 256. Institutions collectives, leur apparition, **41**, 353. Sources du droit international selon l'art. 38 du Statut de la Cour permanente, **48**, 639. Conception moniste du droit, **49**, 210. Fonde-

ment de la force obligatoire du droit, **49**, 247. Ententes régionales, **53**, 619. Obéissance à la loi, **54**, 154. Questions que le droit international laisse (domaine réservé) à la compétence exclusive des Etats, **54**, 273 et 274. Pas de domaine de compétence discrétionnaire, **54**, 295. Emancipation internationale de l'individu, **54**, 325. Disproportion entre cadre économique international et cadre politique national, **54**, 341. Doctrine de la « Vereinbarung » de M. Triepel, **58**, 33. Retour au droit naturel, **58**, 34. Droit interne contraire au droit des gens, **58**, 38. Territorialité du droit pénal, **58**, 183. Son rôle à la Conférence des Hautes Etudes internationales, **61**, 532.

Bouteillier.

Formule de l'arbitrage dans la *Somme rurale*, **42** 86. Arbitre et amiable compositeur, différence, **42**, 88.

Bouteron (Jacques).

Préface de la traduction des lois polonaises sur les effets de commerce par Witenberg, texte des Conférences de La Haye, **8**, 155.

Bouvet (Francisque).

Député français, sa motion pacifiste à l'Assemblée nationale (1849), **13**, 379.

Bowen (Lord).

Son opinion sur les conflits juridiques, **4**, 248.

Bowley (G. L.).

Prospérité du monde, **37**, 504.

Boye.

Etendue de la mer territoriale, **48**, 172.

Bozius (Thomas).

Combat le machiavélisme, **9**, 171.

Braadland.

Conflit sino-japonais, carence de la S. d. N. (1931-32), **39**, 766.

Bracton.

Juge anglais, proclame la supériorité de la loi sur le roi, **3**, 117, 118. Coordination du droit anglais, **36**, 14, 15. Domicile de la femme avec son mari, **36**, 40.

Bradfort (Ernest S.).

Estime la perte provenant du chômage aux Etats-Unis, **15**, 366. Chef du mouvement séparatiste aux Etats-Unis, son rôle dans la fondation de la Nouvelle-Angleterre par les pèlerins de Mayflower, **42**, 480, 482. Premier historien américain, **42**, 488, 490, 492. Gouverneur des pèlerins de Mayflower, **42**, 499.

Bradley.

Changement de gouvernement, effet sur les traités, **22**, 481. Compétence des tribunaux en matière de sauvetage, destruction ou détérioration d'un navire étranger, **30**, 52.

Branting.

Président de la VIe session de la Conférence internationale du travail, **4**, 214. *Cour permanente de justice internationale* : Avis sur la question de l'acquisition de la nationalité polonaise, **1**, 487; compétence de la Cour dans l'affaire des optants hongrois, **1**, 489; son rôle dans cette affaire, **14**, 532; son avis sur le renvoi à la Cour des questions du Comité des juristes dans l'affaire du différend italo-grec, **8**, 377; son rôle dans l'affaire de Yanina-Corfou, **14**, 500; son rôle dans l'affaire de Moscou, **14**, 520. — *Société des Nations* : Estime que l'emploi de représailles armées est contraire aux articles 12 à 15 du Pacte, **14**, 344; transmission des pétitions aux Conseils de la S. d. N. par l'intermédiaire des gouvernements, **40**, 580. — Rapport sur les modifications de frontières dans l'Est-Africain allemand, **19**, 583.

Bratiano.

Proteste contre les obligations internationales relatives aux minorités, **38**, 138.

Bravard.

Opinion sur la faillite et l'état des personnes, **14**, 28.

Brèche (Jean).

Etude de l'éducation du Prince, **9**, 189.

Breitscheid.

Protection des réfugiés russes et arméniens, **50**, 147 et 148.

Brenier de Montmorand.

Proteste contre la création en Chine d'un vicariat en faveur des Pères belges, **26**, 139.

Brentano.

Fondement moral du libre-échange, **51**, 141.

Brentano (Fünck) et **Sorel.**

Définition de la diplomatie, **34**, 69.

Breschi.

Opinion et théorie sur la souveraineté dans les pays sous mandat, **5**, 238; **19**, 615.

Brewster (William).

Son rôle dans l'expédition des pèlerins de Mayflower, **42**, 480, 482, 501.

Brianchaninov.

Projet de création d'une banque d'émission internationale, **42**, 385.

Briand (Aristide).

Refuse d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence internationale du travail les questions de travail agricole, **4**, 106. Adhère en septembre 1916 à l'idée de création d'une S. d. N., **13**, 419. Son rôle dans l'affaire de Demir Kapou, **14**, 576, 578. Insiste sur l'importance des facteurs économiques dans l'organisation de la paix, **15**, 288. Accords de Locarno, **15**, 342. Président du Conseil de la S. d. N., invite les Grecs et Bulgares à suspendre les hostilités, **24**, 215. Parle de la légitime défense, **24**, 216. Messages au peuple américain, renonciation à la guerre, **24**, 235; **31**, 462, 467. Transmission à l'ambassadeur des Etats-Unis du projet de Pacte de paix perpétuelle entre la France et les Etats-Unis, **24**, 236. Demande au Parlement français l'autorisation d'adhérer à l'acte général de Genève, **27**, 588. Attitude dans le conflit entre Bolivie et Paraguay, **28**, 72, 73. Pactes (Kellog et de la S. d. N.) compatibles avec la doctrine de Monroe, **28**, 69. Appréciation du Pacte Briand-Kellog en faveur de la paix, **28**, 97; **31**, 399. Hommage à M. Kellog, **31**, 465. Date nouvelle dans l'histoire de l'humanité,

31, 466. Œuvre conciliatrice du Conseil de la S. d. N., **30**, 485. Répudiation de la guerre égoïste et volontaire, **30**, 501. Condamnation de l'institution même de la guerre, **37**, 460, 468. Formation d'une large communion humaine, **31**, 457. Promoteur de l'idée d'Union européenne, **48**, 413, 590. Préférence du Conseil de la S. d. N. pour la méthode conciliation, **49**, 824. « Esprit de Locarno », **53**, 50. Contrôle parlementaire de la politique extérieure, **56**, 282.

Bridges.

Etude de la pensée de Bodin, **50**, 698.

Brie.

Définition des Unions, **12**, 480.

Brierly.

Expert pour la codification du droit international, question de compétence criminelle, **12**, 263. Rapport au Comité de codification de la S. d. N. sur la compétence criminelle extra-territoriale des Etats, critique de cette compétence à l'égard des infractions contre la sûreté de l'Etat, **16**, 179, 189. Rapport sur la codification progressive du droit international, **33**, 183; avant-projet de codification du dr. intern. privé, **36**, 69. Difficulté d'entente universelle pour définir le délit politique, **16**, 216. Etude du principe *Non bis in idem*, **12**, 286; sa valeur en droit anglo-américain, **12**, 376. — *Domicile* : Conflits de lois en matière de domicile, **23**, 93; préférence, pour sa fixation, du centre des affaires à la résidence habituelle, objection de Brierly, **23**, 99; caractère fictif de la récupération du domicile d'origine, **23**, 101; objection au certificat administratif comme mode de preuve, **23**, 116, 130; question du domicile non susceptible de codification, **34**, 778. Nie que le consentement soit à la base de l'obligation de se soumettre au droit international, **35**, 708; **41**, 293. — *Droit naturel* : Résurrection du droit naturel, **31**, 429; **35**, 709; opinion sur le droit naturel, **38**, 22. — *Guerre et Pactes* : Interprétation de la dénonciation à la guerre en tant qu'instrument de politique nationale, **38**, 61; proclamation de principe vue par Brierly dans l'art. 1er du Pacte Briand-Kellog, **38**, 78; dangers des amendements au Pacte de la S. d. N. pour l'adapter au Pacte de Paris, **38**, 111. — *Union européenne* : Recommande l'union des alliés sur le plan économique, **21**, 124; organisation de la coopération européenne, **34**, 16; mémorandum (1er mai 1930) sur l'Union européenne, **34**, 70; projet d'entente commune entre Etats d'Europe, **35**, 304, 307. — Combat l'idée de souveraineté, **35**, 700. Devoir d'intervention de la S. d. N. dans le conflit gréco-bulgare de 1926, **39**, 733. Nature du conflit sino-japonais de 1931-32, **39**, 764. Incompétence de la Cour permanente dans les conflits politiques, **46**, 254. Codification du droit international, **44**, 258. Solidarité, morale, conscience juridique, **49**, 214. Idée de la souveraineté chez Bodin, **50**, 553. Perspectives ouvertes par les théories d'un droit naturel réformé, **54**, 148. Pouvoir de coercition du Conseil de la S. d. N. (at. 12 du Pacte), **54**, 597. Droit de disposer du territoire national, **54**, 602. Organisation de la conciliation, **59**, 142.

Briet.

Importance de la question de Wielingen, **21**, 360.

Bright (John) (1811-1889).

Libre-échangiste anglais, **13**, 373.

Brinz (Aloïs).

Critique du siège des obligations, **29**, 359. Adversaire de la personnalité de l'Etat, **33**, 678.

Brissand.

Fonctions respectives du thunginus et du centenarius, leurs différences, **3**, 104.

Brisson (Pierre).

Etudie l'éducation du Prince, **9**, 189.

Britton.

Nullité des aliénations des droits de la Couronne, **23**, 240.

Brocher.

Droit pénal, extradition : Extradition, inopportunité des lois, **1**, 191, 192; opinion sur la compétence législative en matière pénale, **10**, 382; rapport à l'Institut de droit international sur les conflits de lois en matière pénale, **16**, 166. — *Faillite* : Ses lois sont loi de police et de sûreté, **14**, 29; effets de l'incapacité du failli, **14**, 33; loi applicable aux privilèges en cas de faillite, **14**, 104. — Autonomie de la volonté, réagit contre sa doctrine, **16**, 14, 55; **39**, 649. Droit international privé, opinion sur sa nature, **20**, 24. Emploie les expressions d'ordre public interne et d'ordre public international, **17**, 372, 388; leur distinction, **25**, 150; opinion sur l'ordre public international, **20**, 84. Solution des conflits de lois en matière de domicile, **23**, 127. Lois qui doivent être absolument observées, **25**, 151. Portée de la célébration religieuse du mariage, **57**, 686. Ordre public interne, ordre public international, **58**, 426; **62**, 67.

Brocher de la Fléchère.

Emploie l'expression de « droit de la guerre » au moyen âge, **11**, 385, 425. Système pour éviter les doubles impositions, **13**, 73.

Brockhaus.

Historien de la théorie de la légitimité, **2**, 32. Rapports entre politique et droit des gens, opinion, **2**, 58.

Brockhoff.

Doctrine internationale des dictatures, **59**, 501.

Brosses (de).

Rôle international de la papauté, **6**, 213.

Brouchouet.

Opinion sur l'utilité d'une répression universelle des crimes et délits, **10**, 355.

Brouckère (de).

Société des Nations, art. 11 du Pacte : Rapport (décembre 1926) sur le droit de saisir le Conseil, **14**, 421; rapport au Comité du Conseil, **38**, 51; devoir d'intervention de la S. d. N. en cas de guerre ou menace de guerre, **39**, 714, 717; rapport sur les décisions à prendre par le Conseil pour

éviter un conflit armé, **24**, 224; les agressions n'entraînent pas toujours la guerre, **24**, 230, 275; sens de l'art. 11 du Pacte de la S. d. N., **24**, 168; son importance, **24**, 193, 205, 224; **35**, 178; **39**, 721; relations entre les art. 11 et 16 du Pacte, **39**, 754; prépondérance de l'art. 11, **24**, 224; intervalle entre premier acte d'hostilité et véritable début d'une guerre, temps favorables aux efforts de la S. d. N. de maintien de la paix, **24**, 225; tournant décisif dans l'histoire de la S. d. N., **24**, 226; rapport sur l'art. 11 du Pacte, **37**, 97; recommandations du Conseil en vertu de l'art. 11, leur force obligatoire, **39**, 774. Nécessité d'harmoniser les constitutions nationales avec l'ordre international, **45**, 769. Rapports entre les art. 11 et 16 du Pacte de la S. d. N., **48**, 108, 112; **49**, 525, 761; **50**, 60. Droit de légitime défense des Etats, **54**, 581. Importance de l'art. 11, al. 1 du Pacte, **54**, 595; **55**, 147.

Brougham (Lord).

Repousse le principe de la courtoisie internationale, **3**, 169. Application de la loi étrangère *ex debito justiciae*, **36**, 19.

Brown (M. P.).

Opinion sur la compétence consultative de la Cour permanente, **8**, 406. Etendue de la mer territoriale, **48**, 172. Nécessité de définir les questions purement régionales, **53**, 37. Reconnaissance des Etats, **54**, 396.

Brown (Thomas).

Combat le machiavélisme, **9**, 17.

Brown et Politis.

Classification des conflits comportant un règlement judiciaire, **25**, 265. Interprétation du Pacte Kellog d'après l'intention des parties, **38**, 65.

Browne (Robert).

Fondateur de la secte des « Indépendants pacifistes et antimilitaristes », **13**, 269.

Bruc (Comte de).

Affaire de Bruc, **12**, 182, 198.

Bruce.

Premier ministre d'Australie, son programme douanier à la Conférence impériale (1923), **3**, 432.

Brugi.

Définition du domicile dans le Code civil italien, interprétation, **23**, 38.

Bruins.

Expert économiste désigné par le Comité financier de la S. d. N. pour étudier les doubles impositions, **13**, 76; **31**, 27. Cas où l'arbitre doit juger en équité, **33**, 470.

Brum.

Son projet de S. d. N. américaine, **8**, 271; **28**, 91. Interprétation de la doctrine de Monroe, **28**, 60, 61. Conférence sur la solidarité américaine, **32**, 536. Collaboration entre Union panaméricaine et Société des Nations, **47**, 128.

Brun.

Opinion sur la doctrine de Monroe, **5**, 279, 305, 340, 355. Son livre *Le Problème des minorités devant le droit international*, **5**, 394. Situation des catholiques en Tchécoslovaquie, **5**, 405. Partisan du droit naturel, **18**, 353. Projet de création d'une société des nations américaines, **22**, 124. Droit international privé russe, développement, **35**, 481. Droit international privé, domaine, **35**, 486.

Brunet.

Plénipotentiaire belge, rapporteur au Comité économique, ses observations sur la Convention concernant les formalités douanières, **21**, 135.

Brunetière.

Opinion sur le « Prince » de Balzac, **9**, 212.

Brunetti.

Le domicile dans le Code civil italien, **23**, 38. Préférence donnée à la résidence sur le principal établissement, **23**, 98. Art. 7, al. 1er du titre préliminaire du Code civil italien, fondement de l'application de la loi du pavillon, **51**, 416.

Brunnen.

Théorie sur la nature juridique du droit d'auteur, **12**, 424.

Brunner.

Motif de l'application en France du régime de la personnalité des lois, **49**, 550. Condition juridique des Juifs au moyen âge, **49**, 553.

Bruno.

Plagiat littéraire et artistique, **52**, 506.

Brunon-Boniface.

Missionnaire chez les Petchénèques, bon accueil à Kiev (1007), **11**, 435.

Bruns (V.).

Limitation, au nom de la communauté, de l'indépendance de l'individu, **38**, 187. Universalité de l'ordre juridique, **46**, 236. Utilisation des archives diplomatiques, **48**, 637. Défenseur du projet d'union douanière austro-allemande devant la Cour permanente, **48**, 673. Droit appliqué par la Cour permanente, **52**, 239.

Brunschwick.

Son manifeste, intentions de la coalition contre-révolutionnaire, **22**, 331.

Brunus.

Inviolabilité des ambassadeurs, **48**, 471.

Brusa.

Opinion sur l'extradition exprimée à l'Institut de droit international (1897), **18**, 455. Extradition pour faits commis pendant une guerre civile, **1**, 213. Effet des jugements étrangers au point de vue de la récidive, **4**, 443. Rapport à l'Institut de droit international sur les conflits de lois en matière pénale, **16**, 167. Se prononce pour le renvoi, **20**, 97. Accepte en partie les recherches de Savigny, **29**, 363. Restriction à l'admission des étrangers, **37**, 342. Nécessité de substituer les races éthiques aux races naturelles, **46**, 732. Choix de solutions uniques relativement aux différents rapports de droit international privé, **46**, 806.

Bryan.

Conciliation des différends, Commission d'enquête du type Bryan, **1**, 566. Proclame nécessité d'un examen du litige avant recours aux armes, **2**, 115. Règlement pacifique des conflits inter-

nationaux, Circulaire de 1913, **7**, 5; **37**, 652. Médiation, **7**, 10. Traité Bryan de 1913, **7**, 103. « Peace plan » de 1913, **10**, 592. Traités Bryan et art. 12 du Pacte, **14**, 341. Traités Bryan et proposition à l'Assemblée (1920) de modifier l'art. 15 du Pacte, **14**, 365. Traités Bryan, **18**, 26; **20**, 413. Droit d'asile à bord des navires de guerre, opinion, **16**, 155. Œuvre en faveur de la paix, **22**, 124. Commissions internationales d'investigation établies suivant sa formule, Traité de l'A.B.C. (1915), Traité de Washington (1923), **22**, 129. Son influence sur le règlement pacifique des conflits internationaux, **22**, 124, 179, 188. Signature de trente traités, **25**, 244.

Bryce (James).

Considère l'Empire chrétien comme la plus vénérable institution politique du passé, **31**, 313, 366. Comment décrire la Papauté, **31**, 327. Lien entre Empire et Eglise, **31**, 377. Responsabilité de la guerre hispano-américaine (1898), **46**, 308. Désapprobation esquissée par les tribus les plus rudes d'une certaine conduite criminelle de guerre, **53**, 560. Paix romaine, **53**, 60.

Bryce (Lord).

Enquête fondée sur des faits, **1**, 558. Opinion sur Dante et la monarchie universelle, **17**, 137. Toute guerre intéresse l'universalité des Etats, **17**, 467. Causes profondes des guerres, **31**, 297. Religion base d'une paix durable, **31**, 298. Rôle de la presse dans le développement des démocraties modernes, **45**, 224. Publicité de la diplomatie, **45**, 316.

Bryce (Vicomte).

Exigences de la diplomatie, **34**, 818.

Bucer.

Légitimité du droit de résistance, **6**, 285.

Buchanan.

Indique les modalités de protection, par le Gouvernement des Etats-Unis, des sujets américains créanciers d'Etats étrangers, **8**, 78. Annonce l'abstention des Etats-Unis quant au projet sur l'irresponsabilité de l'Etat pour préjudices aux étrangers en cas d'émeute (Convention de Mexico, 1901), **8**, 259. S'oppose à la participation des Etats-Unis au Congrès de Panama, **32**, 506. Reconnaissance des gouvernements, **62**, 265.

Bücher.

Propagande par la presse, dans la guerre moderne, **45**, 276.

Buchholz.

Demande reconnaissance par les Etats allemands des droits civils et politiques des Juifs, **40**, 541.

Budberg (Baron de).

Représentant de la Russie à la Conférence de Paris (1866) sur la navigation du Danube, **11**, 291.

Budée (Guillaume).

Etudie l'éducation du Prince, **9**, 189.

Buero.

Traitements différentiels douaniers, **28**, 78. Soutient les projets du Dr Lugones à la Commission de coopération internationale, **28**, 81. Carence du Conseil de la S. d. N. à l'égard du conflit sino-japonais (1931-32), **39**, 766.

Bugge-Wicksell.

Commission permanente des mandats, sa note sur l'éducation dans les pays tropicaux, **19**, 572.

Bühler.

Double imposition, **61**, 546.

Bulgarus.

Docteur de l'Ecole de Bologne, **29**, 300.

Bullington.

Rejet de la doctrine des droits acquis, **47**, 540.

Bulmerincq.

Opinions : sur les principes de nationalité, **2**, 39; sur la communauté internationale, **2**, 52; sur la codification du droit international, **6**, 387; à laquelle il est hostile, **11**, 58. Influence de sa philosophie du droit des gens sur l'Europe orientale, **31**, 357. Médiation des Puissances neutres, **31**, 367. Libre navigation des fleuves internationaux, **45**, 172.

Bülow (Prince de).

Jugement sur la solution de l'affaire de Haute-Silésie (note), **14**, 487. Opinion sur l'affirmation de la vérité dans les relations internationales, **16**, 516. Expulsion de Suisse d'un Allemand, attitude, **18**, 566. Propose un arbitrage du Pape Léon XIII entre l'Espagne et les Etats-Unis d'Amérique dans l'affaire de Cuba, **31**, 334, 343, 346. Estime pour l'action pacifique du Pape, **31**, 349. Attitude de l'Allemagne à l'égard des visées russes sur les Détroits, **47**, 641.

Bulwer (Sir Harry).

Plébiscite des Provinces danubiennes, **18**, 169.

Buneau-Varilla (Philippe).

Traité Hay-Buneau-Varilla, **2**, 214. Codification du droit civil balte, **55**, 321.

Bunge.

Opinion sur le droit naturel, **18**, 386.

Bunsen.

Ministre prussien à Londres, demande un plébiscite dans le Slesvig du Nord, **18**, 166.

Buol (Comte de)

Discours d'ouverture de la Conférence de Vienne (1855), **21**, 294.

Buondelmonti.

Machiavel lui dédie les discours sur Tite-Live, **9**, 184. Droit de la guerre, **46**, 787.

Burchard.

Evêque de Worms publie des lois de paix, **34**, 239.

Burhaneddin Merghinâni.

Droit des gens musulman, **60**, 385.

Burckhardt.

Opinions : Sur la force obligatoire des avis de la Cour permanente, **7**, 63; sur l'uniformisation possible du droit international privé, **20**, 36; sur la distinction entre droit public et droit privé, **20**, 41; sur la théorie des conflits interprovinciaux, **20**, 107. — Limitation de la souveraineté d'un Etat qui

n'a pas arrêté son extension territoriale, **26**, 383. Intérêt de l'organisation du droit, **40**, 310. Droit nécessaire entre Etats comme entre individus, **47**, 283. Droit des gens est droit uniquement postulé, **47**, 284. Comment juger le droit positif, **47**, 348. Présomption de la cause *rebus sic stantibus*, **47**, 388.

Burdick.

Contrôle sur les traités de la Constitution des Etats-Unis, **38**, 244.

Burge.

Opinion et ouvrage spécial sur les conflits de lois, **3**, 141, 143; **36**, 10. Commentaires sur le droit colonial et étranger, **29**, 339.

Burgundus.

Développe la portée des statuts réels, **9**, 426. Opinion sur la règle *Mobilia sequuntur personam*, **9**, 426. — *Faillite* : Son histoire aux Pays-Bas, **14**, 10; partisan de l'unité et de l'universalité de la faillite, **14**, 19. Opinion sur l'incapacité et le statut personnel, **14**, 69. Exterritorialité de la loi du domicile, **34**, 704. Théorie des statuts, **62**, 453.

Burke.

Doctrine impérialiste, **16**, 472. Caractère déclaratoire des lois humaines, **40**, 8. Responsabilité pénale de l'Etat, **62**, 351.

Burkhart.

Président de la Commission de conciliation dano-suédois, **18**, 108.

Burlamaqui (Jean-Jacques).

Exterritorialité des Chefs d'Etat, **1**, 527. Influence sur les écrivains révolutionnaires américains, **3**, 33. Sa conception du droit naturel, **6**, 302. Continuateur de Grotius, **9**, 238; **31**, 366. Ouvrages de Burlamaqui, **9**, 241. Bataille au sujet du droit naturel, **31**, 366.

Burlingame.

Plan de reconstruction du statut de Shanghaï, **27**, 51.

Burnham (Lord).

Président des 3e et 4e sessions de la Conférence internationale du travail, **4**, 138, 211, 213.

Burrit (Elihu) (1810-1879).

Forgeron érudit, libre-échangiste et pacifiste anglais, **13**, 375, 379.

Burton.

Approuve le principe des traités Bryan, **18**, 27. Propose amendement à la Convention générale de Washington, **25**, 398.

Bury.

Opinion sur l'idée de progrès, **3**, 41.

Busatti-Ricci.

Conflits entre Etats et particuliers, **30**, 254.

Busenbaun.

Doctrine de la guerre juste, **17**, 276.

Busch.

Souvenirs de Bismarck, dont il raconte une anecdote relative à l'emploi des langues en diplomatie, **15**, 606.

Bustamante.

La Cour permanente est-elle ou n'est-elle pas libre de donner un avis que lui est demandé, opinion de Bustamante, **8**, 356. Son opinion sur la doctrine des droits acquis, **3**, 170. — *Codification du droit international* : Dirige les travaux aux Conférences panaméricaines, **20**, 441; préside le Comité de l'Institut américain de dr. intern. pour élaboration d'un code de dr. intern. privé, **9**, 444; projet de code de dr. intern. privé, **16**, 43; **22**, 185; cause illicite en matière de contrats, **9**, 513; mariage, **9**, 493; propriété, **9**, 510; successions, **9**, 512; projet de Code de dr. intern. privé de l'Union panaméricaine, **21**, 274; projet adopté par le Comité des jurisconsultes et la VIe Conférence panaméricaine, **22**, 192; Code Bustamante (Code de dr. intern. privé), **21**, 490; présente un projet de code à l'Institut américain, **22**, 165. — *Droit international privé* : Définition, **9**, 419; père du droit international privé, **29**, 375; préférence donnée à l'état de situation des biens, **13**, 74. — *Ordre public* : Théorie, **9**, 412; **15**, 513; **21**, 221; ce qu'il y fait entrer comparé avec ce qu'y comprend Pillet, **9**, 467; place de la théorie de l'ordre public dans le droit international privé, **9**, 411. — *Domicile* : Base de sa notion de domicile, **23**, 39. Conflit du domicile et de la nationalité en droit international, **23**, 14. Formule transactionnelle entre le principe du domicile et celui de la nationalité, **29**, 581. Autorité des avis consultatifs de la Cour permanente vis-à-vis du Conseil de direction de la S. d. N. Dangers de l'admission des particuliers devant les juridictions internationales, **28**, 381. Principe de l'autonomie de la volonté ou de l'autarchie personnelle, **31**, 659. Condamnation de l'intervention par la commission des jurisconsultes de Rio de Janeiro, **32**, 579. Rapport sur les crimes pour lesquels il convient d'admettre la théorie de la compétence universelle, **36**, 151. Opinion dissidente dans l'affaire des emprunts serbes et brésiliens, **40**, 209 (note). Droit international public partie du droit interne, **39**, 187. Reconnaissance d'un Etat nouveau, **44**, 234. Utilisation par les Conférences panaméricaines des travaux de l'Institut américain de droit international, **44**, 545. Définition de la communauté internationale, **47**, 323. Prétendues interventions d'humanité, **47**, 517. Souveraineté de l'Etat riverain sur la mer territoriale, **48**, 196. Droit international de la navigation aérienne, **55**, 70. Inéluctabilité des conflits de lois, **55**, 363. Ordre public, **62**, 68, 72, 73. Classification des lois d'ordre public, **62**, 518.

Bustamente.

Président du Mexique, expulse en masse les Français (1838), **18**, 610.

Butler (Joséphine).

Abolition de la traite des noirs, **6**, 616.

Butler (Nicholas Murray).

Insiste sur la nécessité de l'esprit international, **2**, 315; **32**, 6. Préconise collaboration des Etats-Unis avec la S. d. N. en cas de guerre d'agression, **17**, 547, 549; **24**, 281, 299. Appuie le message de Briand de renonciation à la

guerre, **24**, 235. Rôle de la production, **35**, 280. Economique passant avant politique, **35**, 322. Ajustement des législations internes aux conventions internationales du travail, **51**, 540. Fragilité des traités, **60**, 431. Guerre d'idéologie, **60**, 443.

Buxton (Lord).

Président de la Conférence des formalités douanières de Genève (1923), **21**, 135; **61**, 201.

Buys.

Rétablissement nécessaire de l'ordre dans la mer du Nord, **29**, 456.

Buzzati.

Opinion sur la nature du dr. intern. privé, **20**, 24. — *Renvoi* : Question du renvoi, **62**, 62; jugement défavorable à la doctrine du renvoi, **3**, 106; **17**, 395; **21**, 271; **29**, 572; **36**, 54; **39**, 565; **57**, 534; **58**, 391; interprétation de l'art. 8 du titre préliminaire du Code civil italien (Renvoi), **17**, 398; reconnaît l'utilité du renvoi dans un cas, **29**, 574. Rapport à l'Institut de droit international, **29**, 572, 574; Convention de La Haye sur l'unification des effets de commerce, **29**, 580; renvoi assimilé au jeu du tennis, **29**, 601. — Réglementation juridique de la guerre, **46**, 793. Amendement à l'art. 36 (avis consultatifs) du statut de la Cour permanente, **57**, 13.

Bynkershoek.

Jurisconsulte hollandais, son caractère, **7**, 462. — *Bonne foi* : Interprétation par elle des traités, **24**, 22; maintien de la foi des traités, **32**, 371; principe de la bonne foi, **41**, 272. — *Exterritorialité* : Conception, **7**, 289; souverains étrangers, juridiction de l'Etat sur eux, **1**, 263; leur exterritorialité, **1**, 527; compétence générale des tribunaux nationaux, **1**, 543; application de l'exterritorialité au souverain, **7**, 250; aux ambassadeurs (*legati*), **1**, 54; **7**, 250; juridiction personnelle de ceux-ci, **7**, 268; accepte le principe de l'immunité de juridiction civile des agents diplomatiques, **12**, 174; renonciation aux immunités diplomatiques, **12**, 194. — *Guerre* : Adoucissement des coutumes de la guerre, **9**, 295; exclusion par la guerre des sentiments d'équité et de justice, **17**, 303; rejette distinction entre guerre juste et injustice, **18**, 312. — *Mer* : Dénomination, **1**, 132; limites de la juridiction maritime, **3**, 67; **5**, 168; thèse de Grotius sur la liberté de la mer, **30**, 137; **51**, 661; admet la possibilité de l'occupation de la mer, **30**, 102. — *Mer territoriale* : Ses limites, **2**, 162; **10**, 67; **12**, 313; **26**, 395; **30**, 139; **45**, 479; **58**, 157; nature juridique des territoires maritimes, **10**, 54; assimilation des territoires terrestres et maritimes, **26**, 390; règle de la portée de canon, **30**, 392; **34**, 427; **35**, 118, 388; droit de l'Etat riverain sur une partie de la mer, **30**, 388; souveraineté de l'Etat sur la mer territoriale, **30**, 391; théorie moderne des eaux territoriales, **30**, 7. — *Piraterie* : Définition, **15**, 167; l'Etat pirate, **15**, 237; nullité de vente des marchandises prises par les pirates, **12**, 356. — *Ratification* : son importance, **15**, 574; liberté en matière de ratification, **15**, 587. — *Représailles* : Restriction de leur usage, **1**, 337; Bynkershoek n'admet leur usage qu'en temps de paix, **17**, 310; droit de représaille subordonné au déni de justice, **52**, 371. — Fondement du droit international, **16**, 256, 258, 260; il laïcise le droit international, **18**, 317. Caractère positiviste de sa doctrine, **18**, 324, 335, 344, 382. Doctrine du droit naturel, **7**, 463. Conception du droit volontaire à côté du droit naturel, **35**, 18. Influence de Grotius, **3**, 30; **7**, 461; sa place dans l'histoire du droit, **10**, 577; adversaire du droit d'asile, **7**, 252; **16**, 147. Opinion sur la Règle « Pacta sunt servanda », **16**, 286. Opinion sur la neutralité, **17**, 455. Méthodes et théories de Bynkershoek, **40**, 337. Il fonde le droit coutumier sur un consentement tacite, **30**, 293. Subsistance de l'Etat, **30**, 331. Attitude à l'égard de la médiation internationale, **31**, 366. Bynkershoek appartient à l'école historique, **34**, 250. Passage des troupes en territoire neutre, **38**, 53. Il érige en une entité distincte de ses membres la communauté internationale, **41**, 294. Intérêt de reconnaître des Etats et gouvernements nouveaux, **44**, 216. Maintien des traités en vertu de la bonne foi, **47**, 386. Continuité juridique de l'Etat, **47**, 452. Fondement pratique des immunités diplomatiques, **47**, 526. Mer côtière, **47**, 548. Etendue des eaux territoriales, **48**, 153. Inviolabilité de l'ambassade, **48**, 472. Influence de Bodin, **50**, 720. Droit de représailles subordonné au déni de justice, **52**, 371. Conventions définissant la notion de déni de justice, **52**, 379. Chef de l'Ecole positiviste, pour lui, la base véritable de la loi des nations est leur consentement général, **53**, 379.

C

Cabairac.

Conception actuelle du mariage en fait une association entre époux, **60**, 168. Loi applicable, en cas de conflit, aux époux de nationalité différente, théorie de M. Cabairac qui distingue si l'institution objet du conflit intéresse un époux ou les deux, **60**, 195.

Caballero.

Réclamation devant le Conseil d'administration du travail pour application du droit syndical en Espagne, **4**, 177. Son influence à l'Université de Santa-Fé, **22**, 89.

Cabral.

Amiral de la flotte qui découvrit le Brésil, **31**, 187.

Cabuga (Cruy).

Ministre du Brésil aux Etats-Unis, projet de confédération américaine, **8**, 228.

Caclamanos.

Déclare que la Grèce ne désire pas l'échange des musulmans d'origine albanaise, **24**, 398.

Cadorna (Général).

Organise le plébiscite de Rome, **18**, 180.

Cadr-ül-Scherî'a.
Commenteur du livre sur le droit des gens musulman écrit par son père, **60**, 385.

Caerio da Matta (Jose).
Avocat du Gouvernement portugais dans la question du travail agricole, **4**, 107.

Caetano.
Organisation des indigènes brésiliens avant la conquête, **31**, 190.

Caillaux (J.).
Demande vainement aux Etats-Unis la clause des transferts, **27**, 362.

Caillemer.
Le plagiat littéraire en Grèce, **52**, 476.

Cairnes.
Valeurs locales de l'or et de l'argent, **37**, 220. Théorie du libre-échange, **51**, 138.

Cajetan.
Compétence pour déclarer la guerre, **16**, 312. Action pacifique du Pape, **31**, 344, 345.

Calamandrei.
La révision allemande n'est qu'une forme spéciale de la révision française, **57**, 218.

Calandrelli.
Favorable au principe de l'autonomie de la volonté, **31**, 660. Non partisan de l'adoption du Code Bustamante, **44**, 511.

Caldérini.
Juste est la guerre contre les infidèles et les hérétiques, **17**, 169.

Calderon (Francisco-Garcia).
Opinion sur Bolivar, **5**, 308.

Caleb (Marcel).
Autonomie de la volonté : Réagit contre la doctrine, **16**, 14; étude de la doctrine, **25**, 159; étendue du domaine, **25**, 164. — Loi applicable à la prescription libératoire, **25**, 182. Loi applicable aux contrats, **39**, 656. *Lex loci contractus* cède la place à une autre loi dès que le lieu de formation du contrat est dit accidentel (cas de contrats en matière d'aéronefs), **48**, 356.

Calhoun.
Secrétaire d'Etat américain, son attitude devant la proposition Canning de collaboration anglo-américaine, **32**, 442, 446.

Calixte II (Pape).
Le Christ médiateur de la paix entre le créateur et l'homme, **42**, 326.

Calixte III (Pape).
Sentence arbitrale sur les découvertes portugaises en Afrique occidentale, **31**, 345.

Callery.
Condition des Français en Chine, négociations, **26**, 150.

Callières.
Abus par les agents diplomatiques de la franchise douanière, **48**, 507. Sa définition : on appelle ambassadeur un honorable espion, **48**, 524.

Callistrate.
Se réfère au *Politeia* d'Aristote, **57**, 709.

Callot (Jacques).
Artiste lorrain, partisan de la doctrine pacifique, **13**, 231.

Calonels.
Définition du plagiat littéraire, **52**, 501.

Calonder.
Membre de la Commission des rapporteurs dans l'affaire des îles d'Aland, **14**, 437. Préside à l'élaboration de la Convention germano-polonaise de Haute-Silésie, devient Président de la Commission mixte, **14**, 486.

Caloyanni.
Son œuvre de droit international, **20**, 9. Organisation de la Cour permanente de justice criminelle, **36**, 173.

Calvin.
Conceptions : Contrat de souveraineté, **6**, 272; droit naturel, **6**, 272; droit d'intervention, **6**, 277; droit de résistance, **6**, 299; droit de guerre, **6**, 308; **13**, 264; conceptions religieuses et politiques, **18**, 307. — *Doctrine fédéraliste*, **6**, 273; notion de l'Etat, **6**, 270, 271; « Justice terrienne », **6**, 272; obéissance au souverain, **6**, 275; conséquences de sa doctrine, **6**, 277. — *Son influence philosophique* : **13**, 218; influence en France, **6**, 290; à l'étranger, **6**, 287; œuvre de ses disciples, **6**, 283. — Organisation politique de l'Eglise de Genève, **6**, 274. Séparation du temporel et du spirituel, **6**, 272. Œuvre politique, **6**, 269, 288, 290. Rapports avec la papauté, réfutation de la thèse théocratique, **6**, 260. Auteur de l'Institution chrétienne, **9**, 189. Aurait écrit un anti-Machiavel, **20**, 9.

Calvo.
Etat : Personne morale, **1**, 30; reconnaissance, **1**, 36; souveraineté intérieure, **1**, 36; peuples nomades traités en Etat, **1**, 31; droit de conservation, **1**, 49, 51; devoirs des Etats, **1**, 60; emprunts d'Etats, **1**, 302, 309; emploi de la force, **1**, 338; transformation d'un Etat sans conséquence sur ses dettes, **23**, 255; responsabilité de l'Etat non engagée par les actes des particuliers, **36**, 222, 258; conséquences juridiques, **36**, 222; particuliers agissant en réunion, **36**, 258. Validité de la clause Calvo, **23**, 376, 450; **30**, 448; **40**, 126; **46**, 661; **47**, 106, 537; **58**, 177; **62**, 230. Soumission des étrangers aux tribunaux locaux, **8**, 80. Apprécie l'arbitrage du Pape (affaire des Carolines), **7**, 227. Recours à la voie diplomatique et aux voies de droit interne, **8**, 292. Opinion sur l'intervention, **2**, 35, 42. Moment où la propriété est transférée par la capture d'un navire ennemi ou neutre, **11**, 149. Concept des Unions, **12**, 479. Définition de la guerre, **12**, 357. Définition de la piraterie, **15**, 166. Enonce la doctrine de Drago. Nie l'existence d'un droit international américain, **22**, 170. Critiqué pour l'avoir nié, **32**, 779. Partisan d'un droit d'asile diplomatique, **22**, 229. Cas de défaut de domicile, **23**, 61. Sa conception du droit des gens, **30**, 212. Définition de l'arbitrage, **33**, 389. Affirme l'existence d'un droit international américain, **44**, 488. Un Etat enclavé a droit à une servitude permanente de passage, **45**, 51. Situation

de l'étranger comparée à celle du national à l'intérieur de l'Etat, **47**, 94. La doctrine de Calvo soutient que les actes des particuliers (réunion, émeutes, insurrections) ne peuvent donner lieu à des conflits entre Etats, **59**, 43.

Cambacérès.

Favorable à la diplomatie secrète, **22**, 216.

Cambon.

Conduite des généraux dans les pays occupés par les armées de la République, décret du 15 décembre 1792, **18**, 162.

Cambon (Paul).

Ambassadeur de France en Turquie, rapports franco-turques, **59**, 446.

Caminha.

Ses premières informations au roi du Portugal sur les indigènes du littoral, **31**, 188, 201. Favorable à la femme indigène, **31**, 213.

Cammeo.

Organisation juridique de la Cité du Vatican, **41**, 323.

Campanella (1568-1639).

Son projet de paix perpétuelle, **2**, 106. Attitude internationale de la Papauté, **6**, 206; action du Pape, juge et souverain dans le partage du monde, **31**, 344. Opinion sur le machiavélisme, **9**, 171. Monarchie universelle, **13**, 204. Etablissement de la communauté de biens, **30**, 445.

Campbell.

Membre de la Commission de colonisation des réfugiés grecs, **5**, 148. Sa théorie de l'absence de souveraineté dans le mandat, **19**, 618.

Campbell (Lord Chief Justice).

Décision dans l'affaire Magdalena Steam Nav Cy *c.* Martin (immunité diplomatique), **12**, 143, 194. Lois fiscales étrangères non respectées en Angleterre, **36**, 28. Fraude à la loi en matière de mariage, **61**, 539.

Campbell-Bannerman (Sir Henry).

Emprunts étrangers, emploi de la force, **1**, 311.

Campos (Manuel Torres).

Approuve la doctrine de Drago, **8**, 285.

Campostellanus junior (Bernardus).

Solution canoniste des problèmes de dr. intern. privé, **29**, 308.

Candioti.

Les institutions de consulats par la Ligue hanséatique, **48**, 490.

Canning (Georges).

Reconnaissance d'Etats : Intérêt de reconnaître les Grecs comme belligérants, **4**, 409; reconnaissance de l'indépendance des colonies espagnoles sud-américaines, **4**, 366; **22**, 101; **26**, 325; attitude à l'égard de l'indépendance des colonies espagnoles et de la déclaration de Monroe, **5**, 282, 306, 322, 333; dépêche de 1822 et note du 25 mars 1823 sur ladite reconnaissance, **8**, 220; **42**, 283; effet de la reconnaissance des Etats, **30**, 326. — Exige copie des dépêches lues à lui par les ambassadeurs, **4**, 256, 605. Union nationale principale source d'influence du pays, **4**, 270. Dépêche de 1822 sur l'intervention, **8**, 7. Communique en anglais avec les gouvernements étrangers, **15**, 607. Adversaire de l'extradition pour infractions politiques, **16**, 195. Accepte de participer au Congrès de Panama, **22**, 96. Lien entre sa pensée et celle de Monroe, **22**, 142. Proposition de coopération anglo-américaine, **28**, 43, 45. Hostile à cette doctrine, **32**, 732. Opposition au projet de mettre les Etats-Unis à la tête d'une confédération américaine, **32**, 501. Politique des débouchés, **35**, 255. Note Canning (25 mars 1825) sur la reconnaissance par la Grande-Bretagne des républiques hispano-américaines, **44**, 224. Inconvénients de l'existence d'un Etat non reconnu, **44**, 292. Politique économique extra-continentale, **50**, 760.

Cano (Melchior).

Disciple de Fr. de Vitoria, **17**, 124, 125.

Canonico (Sénateur).

Opinion sur les causes d'expulsion, **18**, 532, 555.

Cantacuzène.

Droit demandé pour la nation valaque de disposer d'elle-même, **22**, 414.

Cantilo.

Objection à l'art. 21 du Pacte de la S. d. N., **32**, 549.

Canus (Melchior).

Fondement du droit des gens, **34**, 246.

Capitant.

La nullité de la clause-or est la conséquence du cours légal, purement et simplement, **60**, 708.

Capper.

Sanctions des violations des engagements internationaux, **44**, 307.

Capranica.

Légat de la paix, **31**, 328.

Caracalla.

Extension du droit de cité à tous habitants de l'Empire romain, **18**, 276.

Caratheodory.

Liberté de navigation internationale sur les fleuves qui vont à la mer, **15**, 120. Origine de l'intervention prussienne dans les questions du Rhin, **28**, 139, 144. Droit de contrôle des Etats riverains sur le Rhin, **28**, 160. Définition des fleuves internationaux, **45**, 98. Fondement de la liberté de navigation fluviale, **45**, 108. Fleuves, prolongement de la mer, **45**, 126.

Cardenas (Paul de).

Opinion sur la doctrine de Monroe, **5**, 286.

Cardin.

Informations sur le Brésil avant la conquête, **31**, 190.

Cardosa de Oliveira.

Le Brésil devant la doctrine de Monroe, **5**, 275.

Cardozo.

Juge américain, opinion sur la juridiction consultative des tribunaux, **8**, 407. Une loi accordant des dommages-intérêts n'est pas pénale au point de vue international, **21**, 225; reconnaissance de la loi étrangère en matière de dommages-intérêts, **21**, 263. Le juge législateur comble les lacunes du droit positif, **49**, 290 et 291; **58**, 80. Le juge

doit juger en équité, **49**, 352. Difficultés dans l'élaboration du « Restatement », **54**, 344. Effets de la guerre sur les traités, **59**, 535, 536, 541, 545. Réclame à la Cour le droit de combler la lacune du droit, **62**, 175. Respect des droits acquis à l'étranger, **62**, 481.

Carelli.

Favorable à la double imposition, **31**, 24.

Carey.

Partisan du protectionnisme, **13**, 391; **37**, 455; **51**, 146. Adversaire des droits de la pensée, **12**, 402.

Carjaval.

Légat de la paix, **31**, 328.

Carlander.

Maintien des tribunaux arbitraux mixtes pour différends de droit privé, **41**, 238.

Carle.

Loi applicable à l'annulabilité des actes antérieurs à la faillite, **14**, 77. Action paulienne exercée par le curateur de faillite à l'étranger, **14**, 81. Elément de la formation des nations modernes, **46**, 715.

Carli (Gian Rinalda).

Construit la première série de nombres indices de prix, **37**, 220.

Carlier.

Peuple américain, ses rapports avec les Indiens, **31**, 214. Traité des Etats-Unis avec le Delaware, **31**, 245.

Carlos (don).

Son expulsion de France en 1870, **16**, 241.

Carlyle.

Doctrine impérialiste, **16**, 472. Défense de la guerre de l'opium contre la Chine, **16**, 514.

Carnazza Amari.

Arbitrage international, **34**, 592.

Carnegie (Andrews).

Fondation de la Dotation pour la Paix internationale, **13**, 410; **31**, 352. Soutient l'efficacité de la rupture des rapports commerciaux avec un Etat agresseur pour rétablir la paix, **17**, 472. Fonde la « Church Peace Association », **31**, 360. Maintien de la paix par création d'une Ligue internationale pouvant intervenir militairement, **48**, 95. Pacifisme démocratique, **59**, 496.

Carnot.

Instructions en vue du pillage systématique, **14**, 205. Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, **32**, 36.

Carol de Roumanie (Prince).

Invité à quitter l'Angleterre, **18**, 570.

Caroll (E. Malcolm).

Inutilité du Secrétaire des Affaires étrangères en Amérique, **32**, 412. Motif de la guerre franco-allemande de 1870, **45**, 266.

Carpzow.

Jurisconsulte allemand du XVII^e^ siècle, cite des cas de délit à distance, **12**, 325.

Carranza.

Non-reconnaissance de la doctrine de Monroe qui attente à l'indépendance du Mexique, **32**, 552.

Carrara.

Répression de la piraterie, **10**, 337.

Carré de Malberg.

Examen critique de sa doctrine du droit, **18**, 370, 374. Conditions pour qu'un traité écarte l'effet d'une loi, **38**, 249. Inutilité de la promulgation d'un traité, **38**, 258. Accepte la doctrine de l'autolimitation, **54**, 22. Assimilation des traités aux décrets, intervention nécessaire des Chambres en cas de changement de législation, **56**, 262.

Carritt.

Réalité de l'obligation morale, **23**, 548.

Carroll.

Double imposition, méthodes de ventilation des revenus imposables et méthodes de comptabilité applicables à cette ventilation, **54**, 478. Imposition des entreprises étrangères et nationales, deux méthodes : de la comptabilité séparée et du fractionnement, **61**, 597.

Carton de Wiart.

Membre des Commissions de conciliation, **59**, 221.

Carvalho.

Opinion sur la question de la lagune Mirim, **8**, 303. Compétence exclusive des tribunaux brésiliens en matière de dommages aux étrangers, **36**, 223. Arbitrage dans l'affaire du « Queen », **40**, 192.

Carver.

Prospérité des nations, **37**, 504.

Carver (John).

Son rôle dans l'expédition des pèlerins du « Mayflower », **42**, 494; gouverneur du « Mayflower », **42**, 499.

Casalis.

Missionnaire français, son intervention politique et diplomatique, son action relative aux Bassoutos, **29**, 230 et 231.

Casanova.

Coexistence des deux conceptions « Etat » et « Nation », exaltation du principe de nationalité, **46**, 731. Doctrine de dr. intern. privé, **46**, 797.

Casaregis.

Emploi le mot failli, **14**, 8; adversaire du principe de l'universalité de la faillite, **14**, 20.

Casas (Barthélemy de Las).

Défend les Indiens, **17**, 116, 142, 147.

Casimir (Roi de Pologne).

Libération des prisonniers de guerre, **11**, 427. Arbitrage, **11**, 465. Clause compromissoire, **11**, 466.

Cass.

Enquête du pavillon, **30**, 62.

Cassel.

Vise à régler les prix au moyen du taux de l'escompte, **37**, 278. — *Or* : Membre de la Délégation de l'or auprès de la S. d. N., politique d'économie de l'or, **42**, 401; caractère périmé de l'or, rétablissement des conditions monétaires normales, **42**, 402; retour à l'étalon-or, **42**, 402; importance de la monnaie pour l'avenir de la civilisation, **56**, 515. — Rapport à la

S. d. N. sur les monopoles industriels et commerciaux (1927), **61**, 175. Participation à la Conférence économique du 25 mai 1927, tendance au retour à la liberté du commerce, **61**, 221.

Cassin.

Droit moral de l'auteur, définition, **12**, 556. Absence de sanctions dans le Pacte Briand-Kellog, **38**, 74. Lorsque le domicile détermine la loi applicable, il suffit de connaître l'entité dotée d'un système législatif (Etat) sur le territoire de laquelle est établi le domicile, **53**, 185.

Cassiodore.

A conservé les formulaires des lettres de créance de l'époque byzantine, **11**, 375.

Castberg.

Opinion sur l'alinéa 8 de l'art. 15 du Pacte, distinction des conflits, **14**, 447. Défaut d'épuisement des voies de recours internes, **41**, 52. — *Arbitrage international* : Conflits susceptibles de règlement arbitral ou judiciaire, **27**, 560; ne reconnaît pas au tribunal arbitral le droit de statuer *ex aequo et bono*, **27**, 570; droit de l'Etat d'exiger une décision d'un tribunal international, **30**, 595; estime qu'une question jugée par la Cour permanente ne peut plus être portée devant le Conseil de la S. d. N., force obligatoire des sentences internationales, **58**, 521. — Classification des modalités de l'excès de pouvoir, **43**, 99; vice d'excès de pouvoir, **58**, 87.

Castex (Capit. de frégate).

Respect des neutres, **11**, 94.

Castilla (Don Ramo).

Président du Pérou, victime d'un attentat en 1860, **18**, 617.

Castillo (Canovas del).

Démêle les causes de la décadence de l'Espagne sous Phlippe IV, **9**, 184.

Castlereagh (Lord).

Proposition de médiation dans l'insurrection des colonies espagnoles d'Amérique du Sud, **8**, 219. Vues sur l'intervention, **2**, 382, 405; **32**, 118. Opinion sur le projet de déclaration de la Sainte-Alliance, **13**, 359. Navigation de l'Escaut, attitude, **28**, 136. Conception de l'union des grandes puissances, **32**, 22. Politique américaine, **32**, 417, 419. Apôtre de l'antiesclavagisme, négocie le traité anglo-portugais de 1815, **45**, 574. Sa réponse aux protestations de la Suède et de l'Espagne d'avoir été exclues du Congrès de Chatillon (5 février 1814), **60**, 68. Victorieuse campagne de France, signature du traité de Chaumont (1er mars 1914) sous l'instigation de Castlereagh pour resserrer l'union des quatre Puissances, **60**, 69. Défaillances du diplomate, **60**, 344 et 345

Castorkis.

Son œuvre de droit international, **20**, 9.

Castro (Président).

Conflit franco-vénézuélien de 1906, **18**, 503, 505. Président Castro en France, **18**, 518. Son expulsion de la Martinique, **18**, 521, 569.

Castro (de).

Usage des mers commun à tous, **30**, 7. Influence sur le droit de l'Espagne, **31**, 631. Conflits de qualification, **57**, 476.

Catellani.

Egalité des Etats fondement nécessaire du droit international, **2**, 44. Hypothèque maritime en cas de faillite, loi du pavillon applicable, **14**, 110. Adversaire du renvoi, **17**, 395. Critique la doctrine de Mancini, **18**, 358. Nature du dr. intern. privé, **20**, 24. Etablissements hanséatiques, **27**, 15. Génois dans le faubourg de Galata, **27**, 17. Etrangers, leur groupement en Chine, **27**, 29. Nature juridique du Co-hong de Cantera, **27**, 28. Nature juridique des concessions, **27**, 124. Rôle de la Cour des consuls à Changhaï, **27**, 114. Auteurs italiens antérieurs à 1851, **29**, 367. Le Pape, son rôle pacificateur, **31**, 326. Favorable à l'existence d'un droit international américain, **32**, 781.

Partisan de l'existence d'un droit international américain, **44**, 488. Universalité du droit des gens, **53**, 7.

Catherine II.

Neutralité : Droit des neutres, **8**, 213; neutralité armée, Déclaration de 1780, **11**, 494; neutralité maritime, **22**, 442. — *Politique* : Politique internationale de l'Ancien Régime, **22**, 305; ses problèmes, **22**, 337; sa politique orientale, **22**, 340; politique avec la France révolutionnaire et la Pologne, **22**, 343, 355, 442; s'engage à maintenir les droits des Polonais, Ukase de 1795, **22**, 349; Consolidate de l'absolutisme et du servage, **22**, 352; projet de partage de la Russie, **45**, 507. — Doctrine issue de la solidarité internationale des monarchies, **22**, 357. Boycottage international et représailles de la France, **22**, 360. Intervention de la Russie au nom du principe monarchique, **22**, 362. Caractère russe de la Déclaration de Saint-Pétersbourg de 1798, **53**, 519.

Cathrein.

Droit naturel, **16**, 282; **17**, 356; **47**, 293. Concordance dans les jugements moraux, **16**, 402 (note). Repousse la doctrine autonomiste, **30**, 287. Nécessité de tenir les engagements légalement conclus, **49**, 188. Principes fondamentaux d'une vie commune rationnelle, foi gardée aux traités, **53**, 132.

Catt (H. de).

Secrétaire de Frédéric II, **9**, 263.

Catry.

Son appréciation sur les conceptions internationales de Suarez, **43**, 466.

Cattaneo.

Reconnaissance dans l'ennemi de son semblable, **38**, 545. Fédération de toutes les patries, **38**, 537. Fondement du droit universel : « L'homme sent son moi dans l'humanité », **46**, 751.

Cauchy.

Détermination de l'étendue de la mer territoriale, **48**, 179.

Caulaincourt.

Transmet au Tzar de Russie les doléances de Napoléon Ier sur la politique de l'Autriche, **22**, 399. Renonce à tout agrandissement du duché de Varsovie. **22**, 401, 438.

Caurasius.

Aventurier frison, comte de la côte saxonne, **3**, 106.

Cauwès.

Régime d'échanges convenant au développement industriel, **35**, 292.

Cavaglieri.

Reconnaissance d'Etats : Partisan de son caractère constitutif, **13**, 460; **47**, 432 et 433; protestation nécessaire contre celle accordée à un Etat nouveau pour éviter d'être lié par elle, **13**, 473. — *Sujets du droit international* : Son opinion, **12**, 491, 493; **30**, 204; Etat seul sujet de droit international, **35**, 41; **47**, 432. — Droit international et droit des gens, doctrine sur leurs rapports, **20**, 31; **35**, 164. Combat la théorie de la servitude internationale, **22**, 27; influence sur elle du changement de souveraineté, **22**, 69. Définition du droit des gens, **30**, 221. Traités de paix accordant aux particuliers le droit d'ester en justice, **30**, 221. Critique la conception du droit des gens de von Listz, **30**, 236. Coutume fondée sur le consentement tacite, **30**, 294; coutume obligatoire pour les Etats, **35**, 64; coutume, source du droit international, **41**, 253. Recours en droit des gens à l'analogie, **33**, 454. Défenseur de la conception de la souveraineté, **38**, 625. Modification des conventions internationales sans égard aux droits acquis des tiers, **40**, 472. Doctrine de la subjectivité juridique, **41**, 288. Concept de l'Etat, **41**, 257. Personnes naturelles ou artificielles, **41**, 258. De la succession aux obligations d'intérêt général localisées par l'Etat qui s'est incorporé le territoire où elles se réalisent, **44**, 709. Prudence dans l'interprétation par analogie **47**, 339. Négation des droits fondamentaux des Etats, **47**, 498. Licéité du droit d'intervention, **47**, 517 et 519. Liberté de l'Etat annexant de maintenir ou non les traités conclus par l'Etat annexé, **47**, 476. Sort des dettes de l'Etat annexé, **47**, 490. Négation du droit naturel, **49**, 190. Fondement de la force obligatoire des traités, **49**, 193. Universalité du droit des gens, **53**, 9. Coutume internationale, **54**, 197. Source du droit international, **54**, 209. « Règles générales » sont de portée universelle et s'imposent aux Etats, **54**, 62. Responsabilité internationale de l'Etat, **54**, 79. Droit de passage dans la mer territoriale, **54**, 65. Accès aux navires étrangers des ports maritimes, **54**, 65. Liberté de navigation dans les détroits, **54**, 66; dans les canaux maritimes, **54**, 67. Règles de Vienne servant de modèle pour réglementer la navigation de la plupart des fleuves internationaux, **54**, 68. Conflits de qualifications, **58**, 342. Conflits de lois en matière de mariage entre époux de nationalités différentes, application cumulative des lois nationales, **60**, 200. Théorie du droit de coordination, **62**, 121. Sur quoi repose la force obligatoire du droit international, **62**, 121. Fondement du droit international, **62**, 161.

Cavazzoni.

Délégué italien favorable à la réglementation des restrictions douanières, **21**, 136.

Cavour.

Lettre au marquis d'Azeglio, **4**, 275. Son rôle dans la formation du royaume d'Italie, **4**, 302, 338, 340. Affaires italiennes au Congrès de Paris, **13**, 386. Plébiscites italiens, **18**, 172.

Cayetano.

Princes compétents pour déclarer la guerre, **17**, 252. Cas où la justice d'une guerre est incertaine, **17**, 290. Doctrine de l'Eglise relative au sort, en temps de guerre, des habitants pacifiques, **17**, 301. Cause de guerre juste : le prince doit être sûr de la victoire, **43**, 494. Injustice d'une guerre contre un adversaire donnant satisfaction, **43**, 515. Membres dans l'Etat qui ne font pas partie du peuple et ne peuvent être légitimement dépouillés de leurs biens, **43**, 522.

Cecil (Lord Robert).

Armements (réduction des) : Projet, **7**, 17; ses lacunes, **7**, 18; réduction des armements, **25**, 381; proposition à la Conférence du désarmement de limitation des effectifs terrestres, **25**, 426; mémoire à la Commission mixte, **26**, 617. — *Cour permanente* : Avis sur la question de l'acquisition de la nationalité polonaise, **1**, 487; sur l'affaire des colons allemands en Pologne, **1**, 490; proposition de Lord Cecil sur la compétence de la Cour permanente, **8**, 351; son opinion sur la compétence du Conseil de la S. d. N. de demander un avis consultatif à la Cour dans l'affaire du différend roumano-hongrois, **1**, 489; **8**, 378; **14**, 532; s'oppose à la consultation de la Cour dans le différend roumano-hongrois, **26**, 50; procédure des avis consultatifs, **26**, 14. — *Guerre* : Son rôle dans l'opposition à la guerre chimique, **16**, 332, 352; résolution de la VIe Assemblée sur la guerre d'agression, **24**, 207; se prononce en 1919 contre l'interdiction complète de la guerre, **24**, 162; admission de la mise hors la loi de la guerre, **24**, 186. — *Pacte de la S. d. N.* : Son initiative de modifier l'art. 22, **19**, 505; importance de l'art. 11, **39**, 755. — *S. d. N.* : Son opinion sur la compétence du Conseil et de l'Assemblée en matière de mandats, **5**, 226; droit pour les membres de la S. d. N. de recourir à des Commissions de conciliation particulières, **14**, 363; protection des minorités en Lettonie, **15**, 505; attitude de Lord Cecil dans les affaires arméniennes, **14**, 407 et s., 419; à l'Assemblée de 1922 (affaire du Proche-Orient), **14**, 462; son rôle dans l'affaire de Yanina-Corfou, **14**, 500; son opinion sur la publicité des séances du Conseil, **14**, 514; tendance de

la S. d. N. de devenir un Parlement, **35**, 631; transmission par les gouvernements des pétitions au Conseil, **40**, 580. — *Traité d'assistance mutuelle* : Projet et plan de garantie, **24**, 170; sa portée, sa discussion, son échec, **24**, 170, 171, 173. — S'oppose à la codification du droit international, **6**, 332. Président de la Commission de conciliation dano-norvégienne, **18**, 108. Recommandations à faire aux parties par le Conseil en cas de menaces de guerre, **24**, 227. Admission de démonstrations navales, **24**, 228. S'oppose à l'insertion dans le Pacte d'une motion relative aux conférences de la paix, **37**, 660. Droit d'intervention contre les Etats dont l'intolérance religieuse trouble la paix, **38**, 134; projet de sanction, **38**, 137. Son rapport à la S. d. N. sur la répression des fausses nouvelles, **45**, 369 et 370. Rapport sur la création de zones frontières démilitarisées à titre de garantie additionnelle de sécurité, **48**, 21 et 22. Exécution des sentences arbitrales doit être assurée par la S. d. N., **48**, 90. S'oppose à la proposition française devant la S. d. N. de créer une force internationale, **48**, 118. Situation en France des réfugiés apatrides, **53**, 323; action internationale en faveur des réfugiés, **53**, 368. Obligation pout tout Etat de reconnaître une certaine efficacité aux lois étrangères, **57**, 354. Nature de la règle *locus regit actum*, **57**, 429. Représentations du Comité exécutif de la S. d. N. aux Etats qui menaceraient la paix par des atteintes à la liberté de conscience, **59**, 15. Reconnaissance de la souveraineté absolue, son effet à l'égard de la S. d. N., **61**, 143. Conférence financière de Bruxelles (1920), **61**, 159. Délégué de l'Angleterre à la IIe Commission de la VIe Assemblée de la S. d. N. (1925), lutte contre le protectionnisme douanier menaçant, **61**, 209.

Cellamare (Prince de).

Conspiration, **12**, 165; **16**, 141; **18**, 498, 562.

Celse ou Celsus.

Connaissance et interprétation des lois, **24**, 23; interprétation d'ensemble de la loi, **24**, 101. Communauté de l'usage de la mer, **30**, 10. *Mare communem usum hominibus*, **47**, 555. Définition du droit, **62**, 204.

Cepeda.

Partisan du droit naturel, **18**, 355.

Cereti.

Conception du droit international constitutionnel, **10**, 543.

Ceretti (Mgr).

Biens des missions catholiques appartiennent à la Congrégation de la propagande, **29**, 259.

Cervantès.

Raison de la politique de l'Espagne à l'égard des Morisques, **24**, 342.

César (Jules).

Rapporte des cas de désarmement des vaincus, **16**, 340.

Chabannes (Adhémar de).

Fonde une association obligatoire de paix pour les chrétiens, **8**, 149.

Chabaud (Georges).

Protection des œuvres littéraires et artistiques dans le Traité de Versailles, **12**, 466, 467, 469. Protection des œuvres d'art appliqué, **12**, 536.

Chadbourne.

Plan de réglementation internationale de la production sucrière, **56**, 396.

Chailley.

Théorie de l'acte contraire fondement de la force obligatoire des traités, **49**, 211.

Challamel.

Opinion sur l'expulsion de Mgr Montagnini, **18**, 516.

Challandes.

Rejette la notion de servitude internationale, **22**, 28.

Challemel-Lacour.

Réflexion à propos des banquiers, **5**, 42.

Chalmers (Mackenzie).

Formalité de la dénomination du chèque, point de vue anglo-saxon, **8**, 158. Propose la continuation des travaux de la Conférence de La Haye (1912) sur les effets de commerce, **8**, 191.

Chalmon.

Sous-secrétaire d'Etat permanent au Home Office, expulsion des étrangers de Grande-Bretagne, **18**, 536.

Chamberlain (Joseph).

Opinion sur les colonies africaines, **29**, 123; système de la préférence impériale, **39**, 103. Cherche à doter l'Angleterre d'un tarif douanier autonome, **35**, 259.

Chamberlain (Sir Austen).

Affaire de Demir Kapon, **14**, 521, 577, 579. Son attitude au sujet du droit de pétition des populations sous mandat, **19**, 550. Son intervention dans le conflit gréco-bulgare, **24**, 215. Bons offices du Conseil de la S. d. N. pour régler les conflits, **24**, 216. Droit de légitime défense, **24**, 219. 259. Approuve la prépondérance de l'art. 16 sur l'art. 11 du Pacte, **24**, 224. Préconise les accords régionaux, **27**, 514. Nie l'existence d'un droit international obligatoire, **31**, 449. Nécessité de protéger certaines régions, **31**, 483. Rapporteur dans l'affaire des optants hongrois, sa proposition, **35**, 458 et 460. Demande arrangement particulier de certaines situations internationales, **37**, 124. Définition de l'agresseur, **38**, 57. Rapport constatant le caractère original du droit des minorités, **38**, 140. Sa note déclarant le désintéressement de l'Angleterre dans les affaires de Russie, **38**, 147. Intervention nécessaire du Conseil de la S. d. N. dans le conflit gréco-bulgare (1925), **39**, 733. Procédure de réponse aux pétitions, **40**, 613; droit de pétition des minorités, **40**, 636. Différences psychologiques entre peuples, **46**, 320. Lettre de Chamberlain du 19 mai 1932 affirmant la doctrine anglaise des intérêts vitaux de l'Empire, **49**, 740. Réparation due pour violation de territoire, **49**, 831

et 832. Représentant britannique à la Conférence économique de 1927, son attitude, **61**, 225.

Chamberlain (Neville).
Représentant britannique à la Conférence monétaire de 1923, propositions de réformes : suppression du contrôle financier et reprise des prêts internationaux, **61**, 241.

Chamberlain (Professeur).
Projet, avec le professeur Shotwell, d'un projet de traité pour une paix permanente, **24**, 236.

Chambord (Comte de).
Son départ de Belgique en 1872, **18**, 568.

Chamoy.
Rôle de la femme de l'ambassadeur, **48**, 541.

Champcommunal.
Loi du domicile conjugal applicable aux rapports entre époux, **35**, 567. Conflit entre deux lois nationales des époux, compétence de la loi du domicile matrimonial pour régler les effets du mariage, **60**, 196. Les clauses monnaie-or et paiement-or se confondent, **60**, 678 (note).

Chan Chun Sing.
Souveraineté de la Chine sur les concessions, **27**, 83.

Channing (W. E.).
Fondateur de la « Massachusetts Peace Society », **13**, 364.

Chantre.
L'asile en Suisse, **18**, 556.

Chapelier.
Droit des écrivains, rapport à l'Assemblée constituante, **12**, 430.

Chappuzeau.
S'inspire de Bodin, **50**, 708; comme lui antimachiavéliste, **50**, 709; comme lui partisan d'une société harmonique et disciplinée, **50**, 710; théorie des ambassades, **50**, 709 et 710; confédérations, alliances, traités, théorie de la prévention de la guerre et de l'arbitrage, le tout inspiré de Jean Bodin, **50**, 711.

Chardigny (Colonel).
Préside la Commission de Vilna, **14**, 522.

Charguéraud-Hartmann.
Règlements de police de la navigation, **28**, 182. Navigation fluviale, formalités du transit, **28**, 186.

Charlemagne.
Empereur d'Occident reconnu par Nicéphore Ier (812), **11**, 353. Protection des chrétiens de Palestine, **26**, 102. Evolution vers l'Empire universel, **28**, 464. Dispense d'assister au bas tribunal, **28**, 468. Partage de son Empire, **28**, 473. Droit international public à son époque, **32**, 11. Traité de la paix, **23**, 11.

Charles IV (Empereur).
Donne la paix aux pays rhénans, Bulle d'Or, **28**, 516, 532. Prend sous sa tutelle la Confédération suisse, **28**, 560. Ligue des villes de Souabe, **28**, 563.

Charles V de France.
Arbitre entre roi de Castille et de Léon et le roi d'Aragon (1368), **42**, 82.

Charles Martel.
Sa victoire de Poitiers sur les Arabes, **60**, 409.

Charles-Quint.
Projet de paix universelle, **13**, 263. Attitude à l'égard de Vitoria, **17**, 146. Proclamation doctrinale et légale que l'Amérique ne saurait être aliénée, **32**, 398, 400.

Charles-Robert.
Roi de Hongrie, arbitrage en 1335, **11**, 465.

Charmes (Gabriel).
Partisan de la destruction des navires de commerce sans les visiter, **11**, 93.

Charmont.
Son livre *La Renaissance du droit naturel*, **18**, 353. Critique de la théorie de la solidarité, **23**, 538.

Charrier (Jehan).
Traduit Machiavel, **9**, 237.

Charrier (Abbé).
Droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, **32**, 35.

Charron (Pierre).
Auteur du *Traité de Sagesse*, **9**, 196.

Chassat (Mailher de).
Théorie des statuts, **3**, 162.

Chasseneux (Bartholomé).
Travaux sur la diversité des coutumes, **29**, 321.

Chateaubriand.
Appréciation sur le général espagnol Don Pablo Morillo, **5**, 305. Sa conception d'une justice internationale, **6**, 162. Intervention des Etats, **34**, 386. Intervention militaire en Espagne, pour la légitimité contre le libéralisme, **59**, 449. Attitude des quatre grandes Puissances au Congrès de Vérone (1822), **60**, 103.

Chateauvieux (Lullin de).
Auteur du manuscrit de Sainte-Hélène, **9**, 265.

Chausse.
Domicile : Son importance en dr. intern. privé actuel, **23**, 11; uniformité de la notion de domicile, **23**, 96; loi du domicile applicable aux successions, **34**, 784. — Règle *locus regit actum* de caractère facultatif, **21**, 470. Conception du dr. intern. privé, **34**, 771.

Chauveau.
Formation de conventions internationales en droit romain, analogie avec le droit privé, **32**, 329.

Checchini.
Caractère subsidiaire du traité de Latran, **41**, 326.

Cheibani.
Testament des étrangers en droit islamique, **60**, 545. Sort de la créance et du gage en terre d'Islam d'un moustamen devenu ennemi, **60**, 613.

Chelcic.
Doctrine antimilitariste, **13**, 269.

Chelcicky (Pierre).
Pacifiste tchèque du XVIe siècle, **11**,

476. Sa doctrine de non-résistance et de paix, il condamne toute contrainte soit au sein de l'Etat, soit au sein de l'organisation internationale, **44**, 406.

Chenu.

Différence entre plagiat et contrefaçon, **52**, 501 (en note).

Chérif-Pacha.

Institue des tribunaux de commerce en Egypte, **17**, 20.

Cheshire.

Territorialité de la souveraineté, **57**, 335. Critique du renvoi, **57**, 624. Système anglais du dr. intern. privé, **62**, 438, 441. Fondement du dr. intern. privé, **62**, 483. Courtoisie internationale **62**, 460. Le droit anglais consacre les droits acquis, **62**, 466; sous réserve de l'ordre public, **62**, 522. Ce qu'entend M. Cheshire par doctrine du renvoi, **62**, 509.

Chesterton.

Conception de la souveraineté absolue, **53**, 134.

Chétardie (Marquis de).

Ambassadeur français expulsé de Russie, **22**, 438.

Chevalier (Michel).

Traité de commerce franco-anglais (1860), **13**, 391.

Chevallier (Jacques).

Armée de l'Empire britannique, **41**, 319. Conception de l'idéal, **41**, 555.

Chigi (Fabio).

Nonce du Pape, médiateur entre France et Autriche (1635), **6**, 207. Médiateur au Congrès de Munster (1648), **31**, 329, 330, 343.

Child.

Délégué américain à la Conférence de Lausanne, se prononce contre les échanges de population, raison de cet échange, **24**, 377, 382.

Chiovenda.

Les arbitres ne peuvent être considérés comme personnes privées exerçant une fonction publique, **51**, 304.

Chironi.

Opinion sur la nature juridique de l'impôt, **13**, 23. Interprétation de la définition du domicile dans le Code civil italien, **23**, 38.

Chitty.

Souveraineté de la mer appartient à ceux qui peuvent l'occuper, **1**, 138. Ne reconnaît pas la validité des contrats faits en fraude des lois étrangères, **21**, 219.

Chitty (Joseph).

Edite l'ouvage de Beawes sur les conflits de lois, **3**, 141.

Choat.

Représentant des Etats-Unis à Londres, **4**, 244. Expose l'opinion des Etats-Unis sur l'élection des juges à la Cour permanente, **22**, 139. Observations à la IIe Conférence de la paix, **33**, 403.

Choidas.

Ses études de dr. intern. privé, **20**, 9, 10.

Choiseul (Duc de).

Rôle d'un envoyé pontifical parmi les plénipotentiaires protestants, **31**, 334. Vertus de l'ambassadeur, **48**, 527.

Chosroes (Roi des Perses).

Guerre avec l'Arménie (571), **11**, 361. Paix perpétuelle avec Justinien, **11**, 370.

Chrétien.

Etat agit toujours comme personne publique, **1**, 537. Son opinion sur l'intervention, **17**, 221.

Christine de Pise.

Définition casuistique de la guerre juste, **43**, 486. Définition de la guerre sainte, **44**, 390.

Christine de Suède.

Ordonne aux convoyeurs de résister à la visite (1653), **11**, 106.

Chuquet (Arthur).

Auteur de la *Jeunesse de Napoléon*, **9**, 266.

Churchill (Winston).

Politique britannique du pétrole, **19**, 221. Traité de paix, apothéose du nationalisme, **35**, 269. Retour au libre marché de l'or, **49**, 81. Son appel du 21 janvier 1937 à l'union des démocraties, **59**, 495.

Chybichowski.

Droit international dans l'antiquité, **1**, 6; en Grèce, **1**, 10.

Cicéron.

Immunités des ambassadeurs, **1**, 15. Influence sur Grotius, **3**, 21. Philosophie du droit, **3**, 24, 29, 36. Conception du droit naturel, **10**, 552; **31**, 430. Humanitarisme de Ciceron, **13**, 190. Lois rhodiennes, **15**, 153. Origine des règles modernes d'interprétation des traités, **24**, 12. Equité prescrite par le droit féodal, **24**, 13. Conception de la justice, **16**, 501. Règle d'interprétation, intervention des parties, **24**, 14, 16, 54. Définition du serment, **32**, 311. Bafoue la foi grecque, **32**, 319. Similitude du genre humain, **38**, 545. Inviolabilité des ambassadeurs, **48**, 466. « Patrons » protecteurs des villes étrangères, **48**, 486. Formule *Pacta sunt servanda*, **49**, 160 et 161. Loi de nature, **53**, 132. Bonne foi, même à l'égard de l'ennemi, **54**, 11. Par nature, les hommes sont disposés à aimer leurs semblables, **58**, 7.

Cimbali (Eduardo).

Stigmatise les abus de force des grandes Puissances, **5**, 344, 347.

Ciorıceanu.

Sa théorie de la souveraineté dans les territoires sans mandat, **19**, 615.

Clairin.

Opinions : sur les difficultés de l'extradition, **10**, 352; sur la répression de receleurs, **10**, 333.

Clancarty (Lord).

Liberté de navigation sur le Rhin, **2**, 228; plénipotentiaire anglais au Congrès de Vienne pour la question du Rhin, **28**, 137, 140, 146.

Clapmarius.

Opinion sur le machiavélisme, **9**, 171.

Clarendon (Lord).

Attitude au sujet du Canal de Suez, **2**, 196, 198. Opinion sur la diplomatie,

4, 273. Mémoire sur l'arbitrage et la médiation, **13**, 387. Vœu pour un appel aux bons offices, **40**, 537.

Clark (Frederico).

Le Brésil devant la doctrine de Monroe, **5**, 276.

Clark (Juge).

Préconise collaboration des Etats-Unis avec la S. d. N. en cas de guerre d'agression, **17**, 547. Désir des Etats-Unis de revenir à la doctrine de Monroe, **32**, 737. S'oppose aux sanctions contre la non-exécution des sentences arbitrales, **48**, 80.

Clarke.

Extradition en cas de guerre civile, **1**, 213.

Clarkson (Thomas).

Antiesclavagiste anglais, **13**, 382.

Claude d'Abbeville.

Limite de la renonciation d'un Etat à sa souveraineté **22**, 39. Le Brésil à l'époque de la conquête, **31**, 190, 191.

Claro.

Créateur du terme « apatride », **43**, 134.

Claudel.

Membre de la Commission du Slesvig, **18**, 208.

Clausewitz.

Doctrine de guerre, tendre les forces à l'extrême pour avoir la victoire, **11**, 93. Conception de la guerre moderne, **17**, 299.

Clauss.

Servitude internationale : Approuve le terme de servitude internationale, **22**, 31; acquisition par prescription, **22**, 32; Etat bénéficiaire en face de la situation de l'Etat servant, **22**, 43; exercice de la servitude n'est pas soumis à la législation interne de l'Etat grevé, **22**, 44; la servitude peut-elle être anéantie par acte unilatéral de l'Etat grevé, **22**, 45; non-validité de la stipulation d'un terme d'expiration à une servitude, **22**, 46; suspension temporaire possible d'une servitude, **22**, 48; n'admet pas la dénonciation unilatérale d'une servitude internationale, **22**, 56; transmission de la servitude par changement de souveraineté, **22**, 65; danger des servitudes internationales, **22**, 72. — Soustrait à l'influence des changements de souveraineté certains rapports de droit international, **22**, 64.

Clavier.

Expert technique de la S. d. N. sur la double imposition et l'évasion fiscale, **13**, 107.

Clay.

Appréciation du Congrès de Panama, **5**, 317; annonce l'envoi de délégués des Etats-Unis au Congrès de Panama, **28**, 26; instruction au délégué des Etats-Unis au Congrès de Panama (1826), **32**, 308. — Soutient l'indépendance des colonies espagnoles, **5**, 330. Avis sur reconnaissance des colonies hispano-américaines révoltées, **8**, 222; **22**, 100. Réparations possibles aux navires de guerre belligérants en ports neutres, **15**, 79. Application de la doctrine de Monroe dans une guerre entre le Brésil et les provinces unies du Rio de la Plata, **32**, 462.

Clemenceau.

Minorités : Lettre d'envoi du traité des minorités avec la Pologne, **1**, 401; **30**, 454; **38**, 139; lettre à M. Paderewski au sujet de la protection des minorités, **5**, 389. — Promet d'admettre des délégués ouvriers à la Conférence de la Paix, **4**, 79. Déclare que le travail agricole rentre dans l'Organisation internationale du travail, **4**, 109. Attitude lors de l'expulsion de Mgr Montagnini, **18**, 512. Commentaire officiel du Traité de Versailles, **25**, 379. Désarmement de l'Allemagne, Partie V du Traité de Versailles, **25**, 389. Repousse les prétentions du Saint-Siège sur les biens des missions catholiques, **29**, 259. Nationalisme des plénipotentiaires de la paix, **35**, 269. Règlements relatifs aux pétitions présentées au Congrès de la Paix, **40**, 557. Président de la Conférence de la Paix de 1919, **48**, 417. Choix du Président d'un Congrès international, **48**, 417. Garantie insérée dans le Traité de Versailles pour que les contestations élevées au sujet des minorités soient portées devant le Tribunal de la Ligue des Nations, **59**, 701.

Clément V (Pape).

Croisades contre ses ennemis personnels, **44**, 393.

Clément VI (Pape).

Médiateur entre France et Angleterre (1343), **6**, 172. Serments du Roi de France, leur valeur, **32**, 358. Pouvoir de la Papauté vis-à-vis des souverains, **44**, 369. Accorde au Roi de France l'autorisation de rompre tout engagement international, **49**, 172.

Clément VIII (Pape).

Médiation pacifique, sa conception, **31**, 331.

Clément XI (Pape).

Ecrit à l'empereur Léopold que sa préoccupation est la paix du monde, **31**, 331. Fonctions arbitrales de Clément XI, **31**, 340.

Clémentel.

Ministre français des Finances, bilan de la France dont les créances correspondent au capital des impôts, **23**, 233. Refus des Etats-Unis à sa demande de la clause des transferts, **27**, 362. Délégué français à la Conférence internationale douanière de 1923, fait entendre la voix de l'internationalisme économique, **61**, 201.

Clermont-Tonnerre (de).

Garantie des créanciers de l'Etat, **23**, 220.

Cleveland (Président).

Message (7 décembre 1896) relatif aux affaires cubaines, **16**, 234. Son veto au « litteracy test », **20**, 286. Intervention dans un conflit anglo-vénézuélien, **28**, 54. Sentence arbitrale dans l'affaire Cerruti, **35**, 385; **52**, 59. Interprétation d'une sentence soumise à une Commission mixte de Rome, **41**, 34.

Clichtove (Josse Van).
Théologien flamand pacifiste, conciliation internationale, **13**, 229.
Clinchant (Général).
Signe convention d'internement en Suisse de l'armée de l'Est (1871), **21**, 75.
Clive Morrison Bell.
Carte des murailles douanières, **35**, 242.
Clode.
Définit la pétition « of right », **8**, 427; en explique l'origine, **8**, 429. Opinion sur la responsabilité de la Couronne, **8**, 431.
Cloots (Anacharris).
Antiguerrier, cosmopolitisme sous la Révolution française, **13**, 342.
Clouzot (Etienne).
Chef du service français à l'agence internationale des prisonniers de guerre, **21**, 67, 69.
Clovis.
Roi des Francs, son attitude à l'égard de Byzance, vassal de l'Empire, **11**, 352.
Clunet (Edouard).
Exterritorialité des expositions internationales, **7**, 325. Importance du journal de dr. intern. privé, **9**, 548. Exterritorialité des Alliés pendant la guerre 1914-18, **12**, 144. Validité des mariages devant ambassades ou légations étrangères, **12**, 146. Son point de vue au Congrès de Paris de 1878 sur la protection de la propriété littéraire, **12**, 453, 455; défend le système de la nationalité de l'auteur quant à la protection des œuvres, **12**, 531. Droit de l'individu à une action internationale, **30**, 248.
Cobbett.
L'usage transformé en coutume, **53**, 575.
Cobden.
Chef du mouvement libre-échangiste, **3**, 316; **13**, 373; réalisation du libre-échange, **39**, 16. Motion en faveur d'une réduction des armements navals, **13**, 379. Traité de commerce franco-anglais (1860), **13**, 391. Sa brochure *The Three Panics* sur les armements britanniques, **13**, 396.
Cockburn (Lord).
Nature de la « Law Merchant », **3**, 130. Juridiction sur la mer, affaire Keyn, règle de la lieue marine, **3**, 69. Doctrine, source du droit coutumier, **6**, 359. Caractère conventionnel du droit international, **23**, 479. Opinion dissidente dans l'affaire de l'Alabama, **30**, 566. Interprétation des lois conformément au droit international, **40**, 363. Thèse justifiant l'abandon par la Couronne de sa souveraineté sur le territoire d'Orange sans approbation du Parlement, **43**, 260. Sa définition de l'obscénité, **45**, 651. Injustice que peut causer l'application des règles d'interprétation, **48**, 713 et 714. Soutient que les décisions de la Cour doivent être fondées sur une loi parlementaire, même si elle est en conflit avec le droit international, **61**, 401.
Cocceji.
Opinion sur l'extradition, **10**, 351. Critique de la méthode des statutaires, **29**, 313. Base de sa théorie : droit international lié au droit naturel, **29**, 330. Originalité de son système, **29**, 352.
Coccejus (1603-1669).
Sa doctrine fédéraliste, **6**, 273.
Codresco.
La Petite-Entente, **53**, 57.
Cogordan.
Double nationalité, loi applicable, **23**, 18. Option de nationalité, **31**, 121.
Cohen.
Son livre *La question juive devant le droit international*, **5**, 376.
Cohn.
Son opinion sur l'art 15, al. 8 du Pacte, **17**, 487; non-efficacité de l'art. 10 du Pacte, **17**, 522. Sens des mots « en tant qu'instrument de politique nationale », **38**, 62. Soutient le caractère juridique du Pacte Briand-Kellog, **38**, 78.
Coillard.
Missionnaire français, son action diplomatique en Barotséland, **29**, 232.
Coke.
Juge anglais, soutient que la loi est supérieure au Roi, **3**, 118. Déclare que le « Common law » peut annuler les lois, **3**, 123. Attaque les civilistes, **3**, 126. Son opinion sur la possibilité de soumettre un ambassadeur à la juridiction criminelle, **12**, 168. Son interprétation de la doctrine de la nationalité, **36**, 49.
Colanéri.
Situation des Italiens émigrés non fascistes, **53**, 336. Perte de nationalité pour acceptation de fonctions publiques ou service militaire, **53**, 350.
Colban (Lord).
Dirige la section des minorités au secrétariat de la S. d. N., règles sur la transmission des pétitions, **1**, 462.
Colbert.
Etablit la franchise du port de Marseille, **3**, 358. Fonde la Compagnie des Indes, **4**, 21. Son ordonnance de 1681 sur la marine et les consulats, **48**, 497. Ministre français, sa politique coloniale, **61**, 14.
Coleman Philipson.
Début de l'histoire du droit international, Traité de Westphalie, **1**, 6. Arbitrage en Grèce, **4**, 280. Opinion sur l'effet de la guerre sur les traités, **12**, 461.
Coleridge (Lord).
Valeur de la doctrine comme source du droit coutumier, **6**, 359. Définition du droit des nations, **40**, 389.
Colet (John).
Réformateur anglais, ami d'Erasme, **13**, 223.
Colin et Capitant.
Opinion sur la nature des prohibitions envers certaines personnes de recevoir à titre gratuit, **9**, 12. — *Domicile* : Domicile principal et domiciles spéciaux, **23**, 65; condition et effets du changement de domicile, **23**, 82; rapport entre domicile et résidence, **23**, 98. —

Interprétation de l'art. 102 du Code civil français, **23**, 98. La loi nouvelle doit s'appliquer à tous les rapports en cours dès le jour de sa promulgation, **46**, 219.

Colliard.

Ministre du Travail de France, son rôle dans l'élaboration de la Partie XIII du Traité de Paix, **4**, 80, 81.

Collier (Miller).

Ambassadeur des Etats-Unis à Santiago, accepte le principe de l'arbitrage, **8**, 300.

Colmenius.

Son message de paix au Congrès de Bréda (1667), **40**, 535.

Colomb (Christophe).

Rapports avec le couvent Saint-Etienne de Salamanque, **17**, 123. Découverte de l'Amérique, **17**, 152, 154, 155.

Colomb (Diégo).

Reçoit des instructions de bien traiter les Indiens, **31**, 216.

Colomb (Ferdinand).

Créateur de la bibliothèque colombienne, **17**, 121.

Colombos.

Sens des mots « renonciation à la guerre comme instrument de politique nationale », **38**, 61. Conception anglaise de la procédure, **53**, 223.

Colwyn (Lord)

Président du Comité créé en Angleterre pour examiner la situation juridique de l'Etat commerçant, **3**, 368, 372.

Colyn (W.)

Préside la section du commerce aux Conférences économiques de Genève, **21**, 148, 162. Difficultés commerciales de l'Europe, **21**, 125. Président de la Commission du commerce à la Conférence économique de 1927, partisan du protectionnisme, **61**, 220. Œuvre des Conférences économiques de 1927, 1928 et 1929, résultats, **61**, 230 et 231. Influence des fluctuations monétaires sur la liberté de circulation des marchandises, **61**, 243.

Combothécra.

Travaux sur la théorie générale de l'Etat, **20**, 9.

Comenius (Amos).

Philosophe de l'internationalisme et de l'humanitarisme (xvne siècle), **13**, 285. Avantages et inconvénients de la presse, **45**, 245.

Commines (Philippe de).

Chroniqueur français des règnes de Louis XI et de Charles VIII, étudie l'éducation du Prince, **9**, 189. Inconvénients des ambassadeurs étrangers, **11**, 489.

Comnène.

Importance de l'art. 11 du Pacte, **39**, 721.

Comte (Auguste).

Nécessité de l'autorité, **4**, 315. Opinion sur l'économie du moyen âge, **6**, 163, 218. Moyen âge (son admiration pour la philosophie et la politique du), **15**, 291. Loi des trois Etats, **18**, 266. Notion du droit, **18**, 421. Activité économique prend le pas sur l'activité militaire, **50**, 70.

Conant.

Délégué américain aux Conférences de La Haye (1910 et 1912) sur les effets de commerce, **8**, 159.

Condé (Prince de).

Admission de son corps d'émigrés au service de la Russie, **22**, 430.

Condorcet.

Conception du progrès, **3**, 40. Biographie de Turgot, son internationalisme, **13**, 315. — *Révolution française* : Condorcet et les aspirations de la Révolution dans le domaine international, **13**, 339; déclaration de guerre (avril 1792), **13**, 340; rapport sur le projet de Constitution girondine, guerre défensive, **13**, 340; considération sur la propagande révolutionnaire à l'étranger, **4**, 364. — Nécessité d'une organisation internationale de la paix, projet d'une union douanière, **45**, 712.

Confucius.

Ses principes sur les relations internationales, **18**, 279. Ses théories morales, **18**, 358. Respect des engagements internationaux, **32**, 313. Précurseur de l'idée de la S. d. N., **34**, 216.

Connanus.

Tous les hommes citoyens du monde, **10**, 553.

Conrad III.

Empereur d'Allemagne, égal de l'Empereur de Byzance, **11**, 371.

Conrady.

Meurtrier à Lausanne de l'observateur soviétique Vorowski, **12**, 126.

Conring (Hermann) (1606-1681).

Jugement sur l'œuvre de Vitoria, **6**, 189, 190.

Consalvi.

Protestations au sujet du traité de Westphalie, **31**, 332. Adresse à Napoléon une proclamation de neutralité et de paix, **31**, 348.

Constant (Benjamin).

Dépeint le général « Sébastiani » dans son « Journal intime », **9**, 264.

Constantin (Empereur).

Légitimité des guerres justes, **6**, 132. Conversion, intervention d'humanité, **11**, 361. Conception du pouvoir souverain, **11**, 363. Recherche la paix religieuse au concile de Nicée, **31**, 378. Raison des privilèges que le concile accorde à l'Eglise, **31**, 382. Privilèges accordés aux chrétiens par la Constitution de 318, **60**, 550.

Constantin Monomaque.

Mission pour prévenir la guerre, **11**, 376.

Constantin VII Porphyrogénète (Empereur de Byzance).

Sainteté des guerres de Byzance, **11**, 368. Choix des envoyés, **11**, 371. Histoire des ambassades, **11**, 374. Législation, **11**, 384.

Constantin VIII.

Attentats contre le pouvoir suprême, **11**, 364.

Contarini.
Médiateur entre France et Autriche (1632), **6**, 207.

Contuzzi.
Influence de Savigny, **29**, 363. Arbitrage international en Italie au moyen âge, **42**, 7, 77. Partisan du principe de nationalité, Etat souverain de territoires peuplés de races différentes, personnalité politique non engendrée par un lien de nationalité mais sujet, quand même, du droit international, **46**, 736 et 737.

Convarruvias.
Préparation à la science du droit international, **30**, 283.

Conwell-Evans.
Comprend l'importance de l'art. 11 du Pacte, **38**, 29; **39**, 693. Compétence du Conseil de la S. d. N., différence quant à l'art. 11, al. 1 et quant à l'art. 4, al. 4, **39**, 711.

Cook.
Ecole néo-réaliste de dr. intern. privé, **62**, 476.

Coolidge (Archibald Cary).
Angleterre et doctrine de Monroe, **5**, 291, 354.

Coolidge (Président).
Doctrine de Monroe, appréciation, **5**, 291, 354. Opinion sur l'immigration, **6**, 63; caractère de la restriction de l'immigration aux Etats-Unis, **27**, 440. Message au Congrès, guerre hors la loi, **24**, 176. Adhésion à la proposition Burton relative à la guerre chimique, **25**, 399. Adhésion des Etats-Unis à la Cour permanente, **26**, 67. Droits de chaque nation, **28**, 8. Arbitre dans l'affaire de Tacna et Arica, **36**, 294. Ouvre la VIe Conférence panaméricaine, **44**, 500. Rapports avec la presse, **45**, 324.

Copper.
Sénateur américain, propose au Sénat (21 novembre 1927) une définition de l'agresseur, **49**, 729 et 730.

Coquille (Guy).
Importance des statuts personnels, **9**, 425. Conflit entre tradition bartoliste et économie nationale, **29**, 322. Effet extra-territorial à la coutume prohibitive et favorable, **49**, 652. Les libertés de l'Eglise gallicane, **50**, 589. Droit public de la monarchie française, **50**, 625. Esclavage inconnu en France, **50**, 643.

Coray.
Citoyen grec séjournant à Paris pendant la Révolution française, **36**, 142. Compétence pour acte préparatoire commis sur le territoire, **36**, 145.

Corbu.
Nécessité de séparer les deux théories : sociologique ou scientifique et moraliste ou normative, **54**, 161.

Cordet.
Rapporteur du projet sur le rétablissement du passeport sous la Révolution française, **50**, 102.

Corfe.
Membre de la Commission mixte gréco-bulgare, protection des minorités, **1**, 466.

Corneille (Pierre).
Les paroles des conseillers de Pompée semblent inspirées de Machiavel, **9**, 204.

Cornil.
Règle : plusieurs participants, plusieurs délits, **36**, 142. Compétence pour acte préparatoire commis sur le territoire, **36**, 145. Droit et morale (la religion rentrant dans la morale), **54**, 167.

Carrado Gini.
Détermination des Etats dont l'importance industrielle est la plus grande, **4**, 160.

Corsi (Alexandre).
Avis sur le traité d'arbitrage obligatoire italo-argentin, **8**, 317. Organisation de la communauté internationale, **46**, 758.

Corvinus d'Isernia.
Origine de Comiles, **31**, 380.

Corwin.
Principes justes et moraux procédant de Dieu même et primant tout dans le droit, principes immuables et éternels, **49**, 183.

Cosgrave.
Portée de l'adhésion de l'Irlande à la S. d. N., **19**, 426.

Cosma.
Petite-Entente et Entente balkanique, **53**, 70.

Costa.
Détermination de l'existence d'un gouvernement de fait, **4**, 337.

Costa (Hipolito da).
Régime de guerre fait aux sauvages du Brésil, **31**, 243.

Costes.
Critique l'œuvre des experts en matière d'imposition, **20**, 576.

Cot (Pierre).
Guerre en vertu de l'art. 16 du Pacte de la S. d. N., **38**, 47. — *Pacte Briand-Kellog* : Les déclarations et interprétations que renferment les travaux préparatoires n'ont aucune portée, **38**, 78; nécessité d'harmoniser les deux Pactes, **38**, 83; l'art. 2 du Pacte Briand-Kellog pose le principe de l'arbitrage obligatoire, **38**, 63. — Propose de donner au Conseil de la S. d. N. les pouvoirs pour assurer l'exécution des sentences arbitrales, **48**, 84. Amendement à l'art. 13 § 4 du Pacte pour assurer l'exécution des sentences arbitrales, **49**, 733. Sécurité collective pour arrêter la course aux armements, **59**, 167.

Cothmann.
Attitude devant le problème de la double imposition, **20**, 491.

Coudenhove-Kalergi (Comte de).
Union paneuropéenne, **15**, 340; **20**, 440. Réforme de la S. d. N., **53**, 16. Groupements internationaux autonomes, **53**, 23.

Cournot.
Variations séculaires de la vie économique, **50**, 814.

Coyba.
Son appréciation sur la Conférence de Berlin pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, **12**, 505.
Covarrubias.
Guerre juste : Opinion sur la guerre juste et injuste, **6**, 191; qui est compétent pour déclarer la guerre, **17**, 252; Admet que l'infidèle n'est pas juste cause de guerre, **17**, 265; admet que la guerre peut être juste selon l'opinion des deux adversaires, **17**, 295.
Cowdrey (Lord).
Fondateur de la Mexican Eagle, **19**, 220.
Cowley (Lord).
Navigation du Danube, critique les dispositions de son règlement (Conférence de Paris, 1856), **11**, 283, 291, 292. Conformité du Règlement de Mayence avec l'Acte de Vienne, **28**, 162.
Cox.
Représentant des Etats-Unis à la Conférence monétaire de 1933, avenir de l'internationalisme économique, **61**, 244.
Cox (Sir Percy).
Sa proclamation en Irak, **19**, 512.
Cramb.
Doctrine impérialiste, **16**, 472.
Cramer (Marguerite).
Méthode de recherche des disparus, **21**, 70.
Creasy (Sir Edward).
Cas où l'on doit user de l'intervention, **1**, 17. Théorie de l'utilitarisme international, **16**, 466.
Creel.
Président en 1917 du Comité américain de la propagande, **45**, 306.
Cremer (William Rendal) (1829-1908).
Fondateur de l'Union interparlementaire, **13**, 401. Son rôle dans la conclusion des traités d'arbitrage entre France, Angleterre et Etats-Unis, **37**, 537. Estime prématuré le problème des armements, **37**, 540.
Cremer van den Berg.
Motifs de l'adoption de l'art. 5 du traité de Paris (1814) (navigation sur le Rhin), **28**, 135.
Crespo.
Opinion sur le projet de Conférence de La Haye de 1912 (effets de commerce), **8**, 186.
Croc.
Ambassadeur de France en Ecosse arrêté en Angleterre, **12**, 222.
Croissy.
Ministre des Affaires étrangères de Louis XIV, **2**, 290.
Cromer (Lord).
Opinion sur l'institution des tribunaux mixtes en Egypte, **17**, 52. Pouvoir législatif en Egypte, **17**, 91, 92.
Cromwell.
Fait accepter par Mazarin le représentant de la République d'Angleterre, **4**, 339. Revendique pour l'Angleterre la maîtrise de la mer, **2**, 134.
Crosier.
Projet de fédération mondiale, **18**, 37.
Crucé (Emeric).
Rôle international de la Papauté, **6**, 205. Le *Nouveau Cynée*, **2**, 106. Organisation internationale et souveraineté des Etats, **13**, 240. Œuvre de Crucé, **13**, 240. Publication en 1623 du *Nouveau Cynée*, **60**, 15. Raisons économiques en faveur de la paix, **13**, 236, 282. Rattachement à son œuvre des projets de l'abbé de Saint-Pierre, **13**, 304, 386. Liberté des communications et du transit, **50**, 89. Influence de Bodin, **50**, 706. Proposition de Ligue universelle, encouragement au commerce, **53**, 547.
Cruchaga.
Situation du Saint-Siège, **1**, 32. Droits de l'homme sont supernationaux plutôt qu'internationaux, **1**, 33, 64. Devoirs des Etats, **1**, 60, 61. Droits en matière de nationalité, **1**, 66.
Crusen.
Clause *rebus sic stantibus* en matière de servitudes internationales, **32**, 83. Les servitudes internationales, **45**, 131.
Cuevas.
Attitude dans les affaires franco-mexicaines de 1838-1839, **18**, 612.
Cugneaux (Guillaume de).
Statut personnel, statut réel, **29**, 315.
Cujas.
Loi applicable en matière de succession, **2**, 457. Partisan de l'unité de succession, **9**, 13. Conflit d'idées avec Bodin et Gentilis, **50**, 700.
Cuneo (Guillaume de).
Son traité sur les charges publiques et le problème de la double imposition, **20**, 488.
Cunliffe (Lord).
Rapports du Comité Cunliffe sur la circulation monétaire et les changes étrangers, **49**, 52.
Cuno.
Chancelier d'Allemagne propose la conclusion d'un pacte de sécurité, **24**, 195.
Cuq.
Pluralité de domicile des sociétés, **23**, 69.
Curie (M^me^).
Membre de la Commission de coopération intellectuelle de la S. d. N., **9**, 369. Observation sur le fait par les travailleurs intellectuels de se fédérer à l'écart des travailleurs manuels, **9**, 314. Prend part aux discussions sur le problème de la bibliographie, **9**, 373.
Curzon (Lord).
Traité de Lausanne : Discours sur le traité, **24**, 124; le signe au nom de l'Empire britannique, **19**, 369; déclarations sur l'art. 3, **12**, 58, 61; **14**, 547; dégage la responsabilité des Puissances alliées vis-à-vis de la Convention, **24**, 279, 383. — *Pétrole* :

Affaire de Mossoul, **12**, 58, 61; attitude lors de l'attribution du Vilayet de Mossoul, **17**, 267; insiste sur l'importance politique du pétrole, **19**, 223. — Critique à la Conférence de Lausanne de l'échange forcé des populations, **1**, 417; **24**, 376, 378, 382. Ratification des traités intéressant les Dominions, **19**, 395. Propose l'assistance de l'Arménie par la S. d. N., **19**, 515. Etablissement des réfugiés en Grèce, **24**, 383. Chiffre des réfugiés, **24**, 387. Se prononce contre l'expulsion des Grecs de Constantinople, **24**, 388. Combat à la conférence de Lausanne (1922) la thèse russe sur la question des Détroits, **47**, 789. Les souverainetés nationales, **61**, 144, 169 et 666.

Cuse (Cardinal).

Légat de la paix, **31**, 328.

Custrendum (Lord).

Inutilité pour les Etats, en cas de traité modèle, d'établir des Commissions permanentes de conciliation, **59**, 116. Suspend la question du tribunal pour un cas donné jusqu'à connaissance de la matière du différend et de la partie, **59**, 126.

Cvijick.

Membre yougoslave de la Commission de Klagenfurt, appréciation des plébiscites, **18**, 238, 240.

Cybichowski.

Observation des traités en Grèce, **32**, 319. Droit international de Rome, **32**, 324. Isopolite dans l'ancienne Grèce, **42**, 37.

Cyrano de Bergerac.

Boutades satiriques contre l'esprit guerrier, **13**, 231.

Czartoryski.

Sa correspondance avec Alexandre Ier, idée mère de la Sainte-Alliance, **11**, 496. Influence sur le programme de droit international d'Alexandre Ier, **22**, 384. Polonais devenu ministre des Affaires étrangères de Russie, son plan de paix européenne, **60**, 47 et s.; communication de ses idées à Londres par instructions secrètes à M. de Novosiltzow, **60**, 50; nécessité de satisfaire les vœux et aspirations légitimes des peuples, **60**, 52; ce que suppose l'équilibre naturel opposé à l'équilibre politique de l'Europe, **60**, 56; fixation du droit des gens, **60**, 57; analogie entre les instructions secrètes à M. de Novosiltzow et le Pacte de la S. d. N., **60**, 59; échec à Londres des négociations par maladresse de M. Novosiltzow, **60**, 60; retour à l'alliance anglo-russe contre Napoléon, **60**, 63.

D

Dabin.

Nécessité de la force obligatoire de l'ordre juridique, **31**, 422. Négation du droit naturel, **54**, 187.

Daireaux.

Opinion sur la codification du droit international privé, **3**, 171.

Daladier.

Conférence monétaire de 1933, harmoniser les efforts des gouvernements pour éviter la guerre économique, **61**, 240. Etroite interdépendance des problèmes monétaires et commerciaux, **61**, 243.

Dalberg (Prince primat).

Président de la Confédération germanique, **28**, 126.

Dalberg (Duc de).

Neveu du Primat. — *Rhin.* — Liberté de navigation sur le Rhin, **2**, 228. Plénipotentiaire français au Congrès de Vienne pour la question du Rhin, son projet, **28**, 137, 156, 173; problème des travaux, **28**, 164, 165, 200; organisation internationale, **28**, 199, 204; théorie des fleuves internationaux, **28**, 213, 214; projet tendant à maintenir l'organisation de l'octroi, **28**, 199.

Dalton.

Travaux de la Conférence des Hautes Etudes internationales, **61**, 529.

Daly (Juge).

Traitement des insurgés, **7**, 500.

Dambach.

Promoteur du droit moral de l'auteur sur son œuvre, **12**, 557.

Damien (Pierre).

« Le Sauveur a confié à Pierre les droits du ciel et de la terre » d'où la double fonction (spirituelle et temporaire) des successeurs de Pierre, **44**, 320, 329. Condamne l'idée du pouvoir spirituel entreprenant la guerre, **44**, 383, 389.

Dana.

Opinion sur l'assistance à donner par les autorités locales au capitaine d'un navire étranger pour le maintien de l'ordre à bord, **9**, 531. Effet de la guerre sur les traités, **22**, 511.

Dandolo.

Doge de Venise. Outrage reçu à Byzance lors de son ambassade, **11**, 378.

Dandolo (Jean).

Duc de Raguse, traité avec le roi de Serbie, clause d'arbitrage, **11**, 464.

Dandurand.

Président de la VIe Assemblée de la S. d. N., **19**, 315. Propose d'autoriser les comités de minorités à demander des renseignements aux pétitionnaires, **40**, 608.

Daniel de Galicie.

Prince russe, accepte du Pape la couronne de Rex-Russiae, **11**, 422, 438, 450.

Danilesky.

« Types de civilisations », **11**, 348.

Dante.

Conceptions politiques d'un Saint-Siège et le *De Monarchia*, **13**, 203, 205, 532. Défend la suprématie universelle de l'Empereur, **17**, 137, 140. Le Christ, Prince de la paix, **31**, 311. L'Empereur, juge arbitre suprême, **31**, 312. Glorifie le système politique du moyen âge, **31**, 362. Unité du genre humain, nécessité d'un chef unique,

38, 548, 549. Prophétise l'inéluctable communauté universelle, **42**, 545. Chaque Nation membre d'un Etat universel sous la conduite d'un tribunal central de justice, **53**, 547.

Danton.
Combat la théorie de l'intervention révolutionnaire, **22**, 315. Sa politique réaliste, **22**, 316. Rétablit la diplomatie secrète, **22**, 316. Ses tendances décident du sort de la Pologne, **22**, 346. Défend le principe de la non-intervention, **45**, 779.

Daoud.
Possibilité pour un dhimmi d'être appelé à la succession d'un autre dhimmi étranger à sa foi, **60**, 543.

Darby.
S'élève contre toute sanction à donner aux sentences arbitrales, **48**, 75.

d'Arcy.
Son ouvrage *Cent années de rivalité coloniale*, **17**, 166.

Darras (A.).
Caractère international des droits de la pensée, **12**, 394. Nécessité de mentionner dans l'exposé des motifs de lois sur le droit d'auteur, leurs difficultés juridiques, **12**, 410. Protection des œuvres d'art appliqué, **12**, 536.

Daru.
Les princes chrétiens non obligés de tenir une trêve (paix) désapprouvée par le Pape, **60**, 429.

Darut.
Causes d'expulsion, **18**, 552.

Darwin.
Progrès des qualités sociales et morales, **38**, 565.

Dauvillier.
Son livre *Le Mariage dans le droit classique de l'Eglise*, bénédiction nuptiale nécessaire à la validité du mariage, **57**, 692.

Davanzati.
Conception des phénomènes monétaires, **37**, 219.

Davey (Lord Chief Justice).
Juridiction sur les biens d'un ambassadeur, **12**, 144.

David.
Son combat avec Goliath, jugement de Dieu, **11**, 387.

Davidson.
Président du Conseil de la Croix-Rouge américaine, son œuvre, **1**, 583. Groupement des sociétés de Croix-Rouge en une organisation internationale, **1**, 584.

Davies.
Projet de police internationale permanente pourvue d'armes modernes, **48**, 120.

Davila.
Représentant du Chili aux Etats-Unis son œuvre, **32**, 554.

Davilla.
Président de la République du Honduras, **5**, 92.

Davis.
Admission des Mexicains aux Etats-Unis, **27**, 434.

Davis (Norman).
Membre de la Commission de l'affaire de Memel, **14**, 491.

Davis (Sir John).
Litiges commerciaux en Angleterre, **3**, 126.

Davy.
Fondement moral obligatoire du droit international, **50**, 645.

Dawes.
Rapport Dawes, **5**, 99. Application du plan Dawes, **7**, 230. Problème du transfert de la fortune nationale, **54**, 395.

Darz.
Mesure de l'activité économique, **50**, 762.

Deak.
Inspirateur du compromis austro-hongrois, **24**, 508.

Dean Juges.
Opinion sur l'idée du progrès, **3**, 41.

Debski.
Sa définition de la « région », **53**, 37.

Decamps (Jules).
Transformation de la dette allemande « portable » en dette « quérable », **27**, 347.

Decencière-Ferrandière.
Nécessité d'une dernière instance d'équité, **33**, 477. Différends non justiciables, **34**, 615. Essence de la règle *pacta sunt servanda*, **49**, 208. Décisions rendues en équité, **49**, 352.

Decurcius.
Adepte de la protection internationale des travailleurs, **4**, 71.

Deimling (Von).
S'oppose à la mise hors la loi de la guerre d'agression, **24**, 186.

Delacroix.
Plaidoirie relative au traité franco-belge de 1899 sur l'exécution des jugements, **10**, 509. Président du Conseil belge, propose une banque internationale d'émission des bons-or, **42**, 384. Désir d'entr'aide mutuelle et de solidarité entre toutes les nations du monde, **61**, 153.

Delaisi.
Antagonisme entre les deux Europe, **35**, 293, 310. Production et consommation, **35**, 310. Europe du cheval-traction et du cheval-vapeur, **35**, 329. Explique les conflits par les croyances en certains mythes politiques, **37**, 422. Interdépendance économique, **37**, 423. Oppose mythes politiques aux réalités économiques, **37**, 456.

Delaquis.
Tâche de la Conférence intergouvernementale de Genève de juin 1928 relative aux réfugiés, elle serait plus aisée si ses recommandations n'obligeaient pas les gouvernements à modifier leurs législations, **43**, 218.

Del Bon (Antonio).
Harmonie universelle par coordination des Etats sous soumission à une autorité supérieure, **46**, 759.

Delcassé.
Conditions d'acceptation de la demande

des Russes de s'installer sur la rive européenne des Détroits, **47**, 764.

Delevingne.

« Recommandations » à la Conférence internationale du travail, **51**, 541.

Delius.

Opinion sur l'effet des jugements répressifs étrangers, **4**, 425, 426.

Deloche.

Défenseur du principe de la nationalité, **46**, 723.

Delommeau.

Conception sur la primauté de la loi morale ou divine en accord avec celle de Bodin, **50**, 705.

Delos.

Opposition doctrinale entre Vitoria et Suarez, **43**, 393. Difficulté d'exposer la pensée de Suarez, **43**, 482.

Delsor (Abbé).

Son expulsion de France, **18**, 517.

Delta (Etienne).

Membre de la Commission de colonisation des réfugiés grecs, **5**, 148.

Del Vecchio.

« Les éléments de portée humaine générale prévalent sur les éléments particuliers strictement nationaux », d'où possibilité de trouver un droit commun législatif, **44**, 586. Principes généraux du droit d'un caractère idéal et absolu, **54**, 213.

Delyannis.

Président du Conseil de Grèce, **5**, 56, 60.

De Maistre.

Existence au moyen âge d'une sorte de république universelle sous la suprématie du pouvoir spirituel, **44**, 319 et 320. Reconnaissance par le Pape d'un nouvel Etat, son caractère, **44**, 358. Protection par le Pape des Etats vassaux du Saint-Siège, **44**, 361.

Demangeat.

Doctrine de la revendication de l'intérêt français, **25**, 155. Etat et capacité des Français à l'étranger, **34**, 709.

Demangeon.

L'Etat néerlandais nouveau « s'arrêtait aux limites mêmes de la loi protestante », **55**, 224.

Démétrius de Phalère.

Traité du droit intern. public, **32**, 318. Foi due aux traités, **32**, 319.

Demidoff (Prince).

Message relatif aux prisonniers de guerre, **21**, 13.

Demogue.

Réalisation de l'unification internationale du droit, **23**, 118. Cassation, dans l'intérêt de la loi, en matière internationale, **23**, 446. Règles internationales de constitution des sociétés commerciales, **33**, 26.

Demolins.

Nation façonnée par la route qu'elle a lentement parcourue au cours des temps, **50**, 11.

Demolombe.

Pluralités de domiciles des sociétés, **23**, 69. Loi française appliquée à la capacité d'un étranger en France, **25**, 155.

Demorgny.

L'eau des mers et des fleuves est propriété commune, **45**, 108.

Denbigh (Comte de).

Piraterie et représailles dans la Grèce ancienne, **15**, 153. Conception d'un droit naturel, « toute loi est un don de Dieu, une découverte des sages », **49**, 184.

Demosthène.

Influence en faveur de la paix, **31**, 301. Appel au Pape pour faire cesser les guerres, **31**, 372.

Denis.

Rapport sur la théorie du renvoi, **9**, 33, **29**, 557.

Denis (F.).

Disparition des indigènes dans le Nouveau-Monde, **31**, 282.

Denys.

Influence du christianisme sur la guerre, **6**, 130.

Deploige (S.).

Partisan du droit naturel, **18**, 354.

Dernburg.

Sa brochure *La Fantaisie dans le droit*, **16**, 393. Influence en Grèce de son traité de droit romain, **20**, 10.

Dertilis.

Actes de la S. d. N. pour restauration monétaire d'Etats européens, **27**, 315.

Desmoulins (Camille).

Affirme l'unité du genre humain, **13**, 337.

Descamps (Baron).

Acte général de Genève, arbitrage : Rapport sur l'adhésion à l'Acte général, **27**, 588; essai sur l'Acte général, **37**, 134; mémoire sur l'arbitrage pour l'Union interparlementaire, **13**, 401; mémoire aux Puissances sur l'organisation de l'arbitrage, **31**, 489; arbitrage, question de statistique, **33**, 369. Rapport sur l'organisation de l'arbitrage à la IIIe Commission de la Ire Conférence de la paix, **33**, 392, 393. — *Justice internationale, Cour permanente* : Projet d'organisation de la justice internationale, **10**, 362; possibilité de justice internationale, **34**, 467; projet de statut de la Cour permanente, **30**, 306; Président du Comité des juristes (1920), préparation du statut de la Cour, **37**, 661; projet d'organisation de la Cour permanente en matière répressive, **38**, 750; présente le premier projet de l'art. 38 du statut de la Cour permanente, application par le juge de la loi ou de la coutume ou, sinon, des principes généraux du droit, **49**, 297; **52**, 220, 221, 224; **54**, 203. — *Objet du droit des gens* : Rapport d'Etat à Etat et non d'Etat à individu, **1**, 67. Opinion sur les crimes contre le droit des gens universel, **10**, 318, Propose l'institution du pacigérat et crée le mot « pacigérance », **17**, 472; **46**, 626. Refuse à un particulier d'agir en justice contre un Etat étranger, **30**, 255. Fondement du droit de médiation, **31**, 324. Pacte Biand-Kellog source nouvelle de droit international, **35**, 625. Ecarte

l'emploi de la contrainte dans l'exécution des sentences arbitrales, **48**, 73. Question de l'accès des particuliers à la juridiction de la Cour permanente, **50**, 46. Notion de souveraineté, **61**, 644, 657 et 658.

Descartes (René).

Opinion et lettre à la Princesse Elisabeth sur Machiavel, **9**, 199, 200.

Deschamps.

Définition des Unions, **12**, 480.

Deschodt.

Extradition des nationaux, **1**, 221.

Descoutures.

Avocat général, conclusions dans l'affaire Tchitchérine agent diplomatique faisant du commerce, **12**, 187.

Deshayes de Cournemin.

Vante la protection aux missions catholiques en Orient, **26**, 111.

Desjardins (Arthur).

Rôle arbitral, **6**, 106; arbitre dans l'affaire Beutillet, **18**, 553, 561, 621; arbitre entre Grande-Bretagne et Belgique, **36**, 295. Conclusions sur l'immunité de juridiction civile des agents diplomatiques, **12**, 176. Projet à l'Institut de droit international relatif aux doubles impositions, **13**, 73. Prêt à la grosse, **14**, 122. Rapport à l'Institut de droit international sur les devoirs des Puissances étrangères en cas de mouvement révolutionnaire, **16**, 229. Recours contre l'arrêté d'expulsion (France), **18**, 595.

Despagnet.

Domicile : Nécessité de connaître la loi du domicile avant d'aborder les conflits de lois, **23**, 7; loi du domicile applicable à qui possède deux nationalités, **23**, 19; cas de défaut de domicile. **23**, 61. — *Extradition* : Refus systématique par un Etat, **1**, 187; caractère obligatoire de l'extradition, **33**, 180. — *Faillite* : Loi applicable en ce qui touche l'annulabilité des actes antérieurs à la faillite, **14**, 77; action paulienne par le curateur à l'étranger, **14**, 81; application de la loi du pavillon en ce qui touche l'hypothèque maritime en cas de faillite, **14**, 110; effet extra-territorial des concordats après la faillite, **14**, 134. — *Ordre public* : Théorie, **15**, 513; personnalité des lois **9**, 464; contingence et relativité de la notion d'ordre public, **9**, 472; possibilité de la conformité à l'ordre public des conséquences légales d'une disposition d'ordre public, **9**, 477; notion d'ordre public international, **25**, 152. — Négation de l'intervention d'humanité, **1**, 389. Droit de passage des navires de guerre dans la mer territoriale, **5**, 171. Définition du droit pénal international, **12**, 259. Définition de la piraterie, **12**, 346. Application de la *lex rei sitae* quant à la forme en matière hypothécaire, **14**, 95. Nature du dr. intern. privé, **20**, 24. Application de la loi étrangère, **21**, 210. Critique la jurisprudence française à l'égard de la capacité des étrangers, **21**, 229. Changement de souveraineté, son influence sur la défense de fortifier Huningue, **22**, 65. Droit de réglementer l'immigration, **22**, 206. Confond dettes régionales et dettes spéciales de l'Etat, **23**, 273. Egalité devant l'impôt des Français et des étrangers, **23**, 236. — *Lex fori* applicable au contrat entre absents, **25**, 199. Approbation du principe de Savigny, **29**, 362. Responsabilité de l'Etat fédéral, **36**, 201. Difficulté de savoir quel traité inaugura la clause d'option de nationalité, **43**, 124. Conflits de qualifications, **57**, 465; **58**, 322. Le soin de la qualification abandonné à la loi étrangère compétente d'après la règle du conflit, **62**, 47, 495.

Despagnet et de Boeck.

Solution des conflits de lois en matière de domicile, **23**, 125.

Despence (Claude).

S'occupe de l'Education du Prince, **9**, 189.

Desprez.

Opinions sur : la complicité internationale, **10**, 332; la procédure d'extradition, **10**, 353.

Despujol.

Disciple des statutaires, **31**, 631.

Dessirier.

Prévision des crises économiques, **39**, 341.

Destrée (Jules).

Inspirateur de la loi belge sur le droit de suite au profit des auteurs, **12**, 566.

Déterding (Sir Henry).

Directeur de la Royal Dutch, **19**, 219.

Devèze.

Président de la Conférence internationale (1929) sur le traitement des étrangers, **48**, 418.

Devos.

Conflits de lois résultant de la responsabilité de l'exploitant d'une ligne aérienne, **48**, 332.

Dewey.

Partisan du droit naturel, **18**, 354.

Deza (Fr. Diègue de).

Occupe la chaire de Prima Teologia à Salamanque, collabore à la découverte de l'Amérique, **17**, 123.

Dias (Gonçalves).

Compatit au sort de l'indigène, **21**, 204.

Dicey.

Conflits de lois : **3**, 152, 159, 165; définition, **8**, 494; raisons qui font écarter la loi locale en cas de conflit de lois, **18**, 631; loi du domicile n'affecte pas les droits se rapportant aux immeubles, contrats (sauf mariage), délits, procédure, **53**, 190; méthode positive et méthode théorique, **43**, 433, 438, 441. — *Domicile* : Explique la préférence anglo-américaine pour le domicile, **9**, 498; théorie du domicile, **23**, 8; *lex fori* applicable à la détermination du domicile, **23**, 127; signale les divergences sur la notion du domicile, **23**, 35, 94; sa définition du domicile, **23**, 37; domicile des personnes juridiques, **23**, 44; domicile du mineur et des incapables, **23**, 50, 52; domicile commercial en temps de guerre, **23**, 55; conservation du domicile, **23**, 59; changement de domicile des capables et incapables, **23**, 78; acquisition d'un

domicile de choix, **23**, 80; preuve du domicile, **23**, 87; domicile de la femme séparée, **36**, 41. — *Dr. intern. privé* : Droit anglais en matière de dr. intern. privé, **9**, 547; universalité du dr. intern. privé, **9**, 420; ce que comprend le dr. intern. privé, **9**, 419; opinion sur sa nature, **20**, 24. — *Droits acquis* : Théorie, **9**, 441; place de cette théorie dans le dr. intern. privé, **9**, 441; doctrine des droits acquis, **36**, 13, 23. — *Ordre public* : Théorie de l'ordre public en droit anglais, exemples, **9**, 515; non contraire à l'ordre public, un contrat signé en Angleterre pour entrer en contrebande des marchandises en France, **9**, 471; conception de l'ordre public, **25**, 152; **62**, 65; ordre public obstacle à l'application de la loi étrangère, **53**, 237. — *Renvoi* : En droit anglais, **9**, 438; consécration du renvoi en droit international privé anglais, **29**, 554; **36**, 54; théorie du double renvoi, **29**, 594; accepte le renvoi, **49**, 458; règle d'application du renvoi, **57**, 536. Attitude de la jurisprudence anglaise en matière de renvoi, **62**, 506 et 509. — Application de la *lex rei sitae* à la propriété immobilière, **9**, 509. Opinion sur l'abus de pouvoir et la fraude à la loi, **6**, 90, 91; conception de l'excès de pouvoir international, **36**, 24. Critique les projets d'unification commerciale, **8**, 134. Distinction entre compétence générale et compétence spéciale relativement à l'exécution des jugements étrangers, **10**, 482. Opinion sur l'immunité diplomatique des domestiques, **12**, 203. Territorialité des actions fiscales, **23**, 237. Eléments constitutifs du droit, **24**, 71. Interprétation de la loi d'après ses termes, **24**, 119. Autonomie des parties en matière de contrat, **25**, 162. Interprétation de leur volonté, **36**, 32. Loi applicable à la validité d'un contrat, **25**, 179. Loi du lieu de l'exécution : *the proper law of contract*, **25**, 190; **36**, 33. Story et Savigny, leur autorité en Angleterre, **29**, 361. Dicey adversaire de la théorie de la courtoisie, **36**, 19. Invalidité d'un contrat d'exécution illégale en vertu de la loi locale, **36**, 26. Juridiction en matière de divorce, **36**, 45. Distinction entre compétence interne et compétence externe, **44**, 122 et 123. Sa théorie du principe de l'efficacité et de la prorogation volontaire, **44**, 135. Ce que Dicey entend par résidence « habituelle », **44**, 165. Principe du droit constitutionnel anglais par lequel la loi ne peut être exprimée que par un acte de Parlement, **48**, 727. Mariage de celui qui ne peut se marier sans consentement d'une autre personne et qui est, *pro tanto*, incapable, **53**, 214. Fondement d'application de la loi étrangère, **62**, 459. Respect des droits acquis par les tribunaux anglais, **62**, 462 et 463. Influence de l'œuvre de Dicey, **62**, 482.

Dickinson.

Président de la Commission des minorités, Etats échappant à leurs obligations, **1**, 500. Influence d'Hobbes sur le droit international, **23**, 505. Actes d'un gouvernement non reconnu, **41**, 286.

Diday (D^r^).

Il faut laisser à la guerre ses horreurs, **21**, 10.

Diderot.

Opinion sur la guerre, point de vue historique, **13**, 300. Définition de la souveraineté, **34**, 349.

Diena.

Faillite : Unité et universalité, fondement juridique, **14**, 35, 37; effets de la faillite du non-commerçant dans les pays qui n'admettent que celle du commerçant, **14**, 45, 47; tribunal compétant pour déclarer la faillite, **14**, 49; faillite possible après cessation de commerce, **14**, 67; loi applicable pour annulabilité des actes du failli antérieurs à la faillite, **14**, 77, 78; action paulienne à l'étranger par le curateur de faillite, **14**, 80; loi applicable à l'inscription des hypothèques en cas de faillite, **14**, 82; pouvoirs du curateur de faillite à l'étranger avant tout exequatur, **14**, 84, 88; réalisation des immeubles d'après la convention franco-suisse, **14**, 92; loi applicable en matière de cession frauduleuse de créance avant faillite, **14**, 94; *lex rei sitae* applicable quant à la forme en matière hypothécaire, **14**, 95; en matière de règlement des droits de préférence en cas de faillite, **14**, 97; application de la loi régulatrice de la faillite et de la loi de la situation des biens à l'exercice des droits de préférence, **14**, 101, 103, 105; application de la loi du pavillon relativement à l'hypothèque maritime en cas de faillite, **14**, 110, 111; déplacement de la chose mobilière sur laquelle un créancier prétend faire valoir un droit de privilège, **14**, 112; compétence pour statuer sur les questions naissant de la faillite, **14**, 114, 115; loi applicable à la revendication en cas de faillite, **14**, 117; droit de rétention, **14**, 120, 121; loi applicable à la compensation au cas de faillite, **14**, 121; loi applicable aux droits de la femme mariée en cas de faillite du mari, **14**, 129; liquidation judiciaire, **14**, 321; effet extra-territorial du concordat après faillite, **14**, 135; loi applicable aux conditions auxquelles est soumis le concordat préventif de la faillite, **14**, 138, 139; effets de la déclaration de faillite par les tribunaux italiens, **14**, 145; effet extra-territorial de l'*order of discharge*, **14**, 155, 157. — *Mandats internationaux* : Son cours à l'Académie de droit international, **19**, 497; **30**, 87; théorie des mandats, analyse des textes, **19**, 609; **29**, 119; souveraineté des territoires sous mandats, **19**, 622. Opinion sur l'intervention et le contrôle, **8**, 41. Distinction entre contrat et accord, **11**, 25. Dicey adversaire du renvoi, **17**, 395. Rapport touchant les immunités diplomatiques, **16**, 139. Son étude sur les délits anarchistes et l'extradition, **16**, 205. Conception italienne du dr. intern. privé, **20**, 60. *Lex fori* applicable au contrat entre absents, **25**, 199; accepte les recherches de Savigny, **29**, 363. Etats seuls sujets de droit international, **30**, 201. Distingue la jouissance de l'exercice du droit, **31**, 646. Responsabilité des Etats à raison d'actes

commis par des particuliers, **32**, 102. Conflits de lois concernant les navires en haute mer, **39**, 666. Organes de rapports internationaux, **41**, 729. Fondement des privilèges et immunités des fonctionnaires de la S. d. N., **41**, 784. Définition des fleuves internationaux, **45**, 96. Toutes incapacités correspondant à un but de défense ou de protection se confondent avec l'individu auquel elles se rapportent et sont gouvernées par son statut personnel, **46**, 810. Conséquences résultant de la situation sans droits internationaux d'un Etat ayant acquis l'existence, **47**, 433. Droit de l'Etat sur son territoire, caractère de cette propriété, **47**, 541 à 544. Conflits de lois en matière de légitimation par mariage subséquent, **50**, 425. Portée du problème de la qualification, **62**, 50. Ordre public, **62**, 70.

Dietz.

Idées du IIIe Reich sur l'avenir en droit international, **60**, 280.

Dimitry Douskoy (1359-1389).

Prince de Moscou, centralisateur de la terre russe, **11**, 472.

Diobouniotis.

Ses études de dr. intern. privé, **20**, 9, 10. Statut personnel des Ioniens en Grèce, **20**, 111, 112.

Dioclétien (Empereur romain).

Traite avec Narsès (298), **11**, 370. Accélération de la dissolution de l'Empire, **38**, 554.

Diodove de Sicile.

Livraison des auteurs de l'attentat contre Philippe de Madédoine, **36**, 129. Origine de l'arbitrage chez les Hellènes, **42**, 14.

Dirksen.

Origines du droit international dans le *jus gentium* romain, **32**, 333.

Disraëli (Lord Beaconsfield).

L'impérialisme, **13**, 390.

Dobblemann.

Solution de la question des Wielingen, son importance, **21**, 359.

Dodge (David L.).

Pacifiste américain, **13**, 364.

Dollot.

Administration des Affaires étrangères, **60**, 276.

Domat.

Rôle de la loi positive, **2**, 130; **32**, 93. Domicile principal et domiciles secondaires, **23**, 64. Son ouvrage *Les lois civiles dans leur ordre naturel* se borne au droit privé, **44**, 583.

Dombrowski.

Chef de la légion polonaise au service de l'Italie, **22**, 429. Conclut une Convention avec la Lombardie, **22**, 430.

Donati.

Théorie des organes communs, **7**, 357; organes internationaux, **35**, 86. Distinction des Unions internationales, **7**, 366. Personnalité des Unions et Bureaux, **12**, 487. Droit de l'Etat sur son territoire, **30**, 106, 112, 380. Objections contre la théorie de la compétence, **30**, 122. Distinction entre traité-loi et traité-contrat « Vereinbarung » et « Vertrag », **47**, 325. Organes d'une confédération d'Etats, nature de leurs liens, **47**, 532. Doctrine internationaliste, comment elle reconnaît le vrai caractère des normes du droit international privé, **58**, 253, 254.

Donati (Benvenuto).

Partisan du droit naturel, **18**, 355.

Donnadieu.

Rôle du principe d'équilibre au Congrès de Vienne, **2**, 25.

Donnedieu de Vabres.

Effet des jugements répressifs étrangers, **4**, 426. Extradiction, **10**, 355. Attributions de la Cour permanente, **10**, 369. Compétence éventuelle d'une future Cour criminelle internationale, **15**, 254. Evolution de la jurisprudence en matière de conflits de lois, **29**, 337. Elaboration d'un traité universel d'extradition, **33**, 206. Personnalité de l'Etat, **33**, 679. Réaction de l'Etat contre les infractions qui menacent sa sûreté, **33**, 771. Inconvénient de la territorialité de la loi pénale, **36**, 139; nécessité d'élargir son extra-territorialité, **36**, 141. Théorie de la compétence universelle, **36**, 146. Sa devise : Du national, par le régional, à l'universel, **53**, 87.

Dorigni.

Historien de la vie de Possevin, **9**, 168.

Dorn.

Impôts, substitue la notion d'allégeance économico-étatique à celle d'allégeance économique, **61**, 624.

Dostoiewsky.

Pacifiste chrétien, **31**, 355.

Dotremont.

Classification des traités de conciliation et d'arbitrage, **31**, 547.

Douglas (Akers).

Rentrée fréquente des expulsés en Angleterre, **18**, 588.

Doumergue.

Conception du contrat de souveraineté, **6**, 273. Oppose Grotius aux Réformateurs, **6**, 299.

Dowmont.

Chevalerie en Russie, **11**, 454.

Dozy.

Persécution des chrétiens d'Espagne par les Maures, **60**, 570. Impôt de la capitation perçu sur les chrétiens en Espagne, **60**, 576.

Drago.

Contre l'emploi de la force dans les relations internationales, **1**, 308 (note); **16**, 518. Souveraineté (Définitions et attributs), **1**, 313. Ministre des Affaires étrangères d'Argentine, son discours à la Conférence de La Haye, **1**, 330; **8**, 99. Pouvoirs conférés aux arbitres par la convention Portet, **5**, 11. Doctrine de Drago, **5**, 94; **46**, 549; **47**, 62; **53**, 391; **59**, 181. Doctrine de Monroe, **5**, 329; **8**, 31, 83. Emprunts d'Etat, **8**, 61, **86**, 281. Théorie de l'emprunt-acte de puissance publique, **6**, 35. Rapprochement entre les idées du Dr Drago et celles de M. Politis, **8**, 91. Intervention, **8**, 92. Opinion dissidente dans la question des pêcheries des côtes septentrionales de l'Atlantique, **29**, 475. Repousse l'appel

à la force pour exécution des sentences arbitrales, **48**, 78.

Draper.

Analyse l'influence arabe sur la civilisation européenne, **11**, 381.

Dresch (Leonhard).

Les servitudes doivent avoir été volontairement consenties, **22**, 19. Introduit en droit des gens la théorie des droits fondamentaux des Etats, **22**, 56.

Driault.

Estime que les instructions d'Alexandre Ier à Novossilvov ont été inspirées par l'abbé Piatoli, **22**, 386.

Dreyfus.

Notion d'ordre public, **16**, 22. Théorie de l'autonomie de la volonté, **16**, 56. Détermination de la loi applicable aux contrats, méthode analytique, **16**, 98. Arbitrage international, **34**, 592. Dr. intern. privé des obligations, **39**, 656. Un Etat ne peut pas stipuler pour un autre Etat, **44**, 595.

Drouin de Lhuys.

Son rôle à la Conférence de Paris (1866) relative au Danube, **11**, 291. Propose de circonscrire le programme du Congrès de 1863, **34**, 262.

Droz (Numa).

Caractère international des droits de la pensée, **12**, 394. Préside la Conférence de Berne (1886) sur la protection des œuvres littéraires et artistiques, **12**, 456, 502. Opinion sur les divergences d'idées relatives au droit d'auteur, **12**, 413.

Drummond (Sir Eric).

Secrétaire général de la S. d. N., **42**, 170. Devoir des membres du secrétariat, **41**, 765.

Duane (William).

Partisan de l'indépendance des colonies espagnoles et de la constitution d'un système politique américain, **5**, 310.

Duarte de Ponte Ribero.

Conseiller du Gouvernement brésilien, son avis sur l'affaire de la Lagune Mirim, **8**, 302.

Dubois (Ch.).

Diminution de force de la menace de sanctions, **59**, 108.

Dubois (L.).

Président du Comité financier de la S. d. N., question des transferts, **27**, 359.

Dubois (Pierre).

Projet de paix perpétuelle, **2**, 104; **16**, 467, 468; **18**, 289; effet des conciles sur ses plans pacifiques, **31**, 379. Son opinion sur le fondement de la protection conventionnelle des œuvres littéraires et artistiques, **12**, 520. Projet d'organisation internationale, **13**, 207; arbitrage, **13**, 208; guerre et paix, **13**, 207; comment assurer la paix, **13**, 208; organisation de la société internationale, **13**, 208. Guerre contre les infidèles, **13**, 226. « Le roi est un empereur à l'intérieur de son royaume », **43**, 479. Proposition d'alliance de toutes les Puissances chrétiennes pour le maintien de la paix avec un Tribunal permanent d'arbirage, **53**, 546.

Duca (Jean).

Ministre roumain des Affaires étrangères, Commissions du Danube, **11**, 331.

Duchesne.

Consul de France à Copenhague, Accord Duchesne-Litvinoff, **4**, 374.

Ducommun (Elie).

Pacifiste suisse, secrétaire général du Bureau de la Paix, **13**, 400.

Dudley.

Territorialité de l'impôt, **23**, 235.

Dudley Baxter.

Mentionne dans son ouvrage *National Debts* la Serbie comme le seul Etat européen sans dette publique, **5**, 70.

Dudley Field.

Extradition exclue pour les faits de guerre civile, **1**, 212; Critère de discrimination parmi les crimes en temps d'insurrection ou de guerre civile, **16**, 213. Droit international codifié, son projet, **11**, 57; **22**, 173. Définition de la piraterie, **15**, 166. — *Domicile* : Sa notion du domicile, **23**, 39; conservation du domicile acquis, **23**, 61; pluralité de domiciles, **23**, 63; domicile d'origine ou domicile secondaire, **23**, 51, 52, 53; capacité de changer de domicile, **23**, 78, 79; formes du changement de domicile, **23**, 80; changement de domicile du tuteur, conséquences pour celui du pupille, **23**, 111; loi applicable au changement de domicile, **23**, 133.

Dufour (Général).

Adopte et signe la Convention de Genève (22 août 1864), **1**, 577. Proclamation relative aux prisonniers, **21**, 8. Président honoraire du comité international de la Croix-Rouge, **21**, 64.

Dufour (Léon).

Secrétaire de la Commission des experts techniques sur la double imposition et l'évasion fiscale, **13**, 112.

Duggan (Stéphan).

Directeur de l'Institut de droit international de New-York, Histoire du droit des gens et de la diplomatie, **1**, 558.

Dugueselin.

Retourne en captivité en Angleterre, faute d'avoir réalisé sa rançon, **32**, 340.

Duguit (Léon).

Conventions internationales : Emploie le terme d'Union pour désigner certaines sortes de conventions, **12**, 472; son opinion sur la « Vereinbarung », **12**, 474; signale diminution du rôle du contrat dans les relations internes, prévoit une transformation technique analogue dans les rapports internationaux, **15**, 599. — *Droit international* : Fondement, **6**, 346, 347; **62**, 150; coutume, **6**, 365; fondement individualiste, **23**, 474; nature, **23**, 536; commandements du droit international, **32**, 89; règles de droit international s'adressant aux individus, **30**, 206, 238. — *Droit* : Notion, **16**, 278; **18**, 421; critique des doctrines de M. Carré de Malberg, **18**, 374; droit indépendant de l'idée de l'Etat, **23**, 538; influence de l'Etat sur la formation du droit, **35**, 51; fondement du droit, **49**, 222. — *Droit naturel* : Cri-

tique, appréciation, **18**, 332, 334, se rapproche en réalité de lui, **18**, 352. — *Etat* : Opinion sur les droits fondamentaux, **16**, 267; personnalité de l'Etat, **8**, 455; **12**, 475; **18**, 338, 404; volonté des Etats, **21**, 285; garantie des dettes de l'Etat, **23**, 228; conception de l'Etat, **23**, 536; cession territoriale, succession aux dettes de l'Etat, **23**, 274; critique de la fiction de l'Etat-personne, **33**, 678; **35**, 37; théorie du risque étatif, **36**, 212, conception de l'Etat, **54**, 326. — *Individu* : Son rôle dans l'Etat, **6**, 9, 10; société non assimilable à l'individu, **18**, 338, 404; conscience individuelle, **6**, 340; individus qualifiés pour accomplir les actes étatiques, **35**, 140; autorité immédiate du droit international sur les individus, **61**, 409. — *Justice* : Croyance en elle, l'assimile à la conception que s'en fait la masse tout en estimant que le droit est autre chose que la volonté de la majorité, **18**, 339; sa notion du juste, **18**, 385, 396; son opinion sur la justice de saint Thomas d'Aquin, **18**, 287. — *Solidarité* : Doctrine, **6**, 347; **54**, 72 à 94; solidarité universelle, **10**, 356. — *Souveraineté* : Condition et limite de la souveraineté, **23**, 234, 237; attaques contre la théorie de la souveraineté, **34**, 353; combat la théorie de la souveraineté absolue, **41**, 549; rejette l'idée de la souveraineté, **41**, 553; **47**, 32; **61**, 450. Etat sans souveraineté, **38**, 181; abandon nécessaire du concept de la souveraineté, **43**, 398. — Théorie dualiste des rapports du droit international et du droit interne, **1**, 84. Théorie des règles primaires et secondaires, **6**, 341, 342, 344. Justice administrative, **8**, 458. Syndicats de fonctionnaires, **8**, 455. « Contrat social » de Rousseau, **16**, 309. Caractère utilitariste de la doctrine de M. Duguit, **18**, 337, 383. Etudie les recours contre les arrêtés français d'expulsion, **18**, 594, 596, 604. Opinion sur l'abus du droit, **18**, 637. Influence de la doctrine de M. Duguit sur celle de M. Politis, **18**, 402. Théorie de la volonté conforme à la règle du droit, **33**, 13. Relation des théories juridiques et des faits, **33**, 13. Transformation des systèmes du droit pubic, **33**, 16. Adversaire de la notion de sujet de droit, **35**, 33, 37. Opinion dans l'affaire des optants hongrois, **35**, 380. Théorie de la transformation du droit international, **54**, 325. Les individus membres des Etats sont sujets du droit international, **59**, 9. Droits de l'homme, théorie de Duguit d'après laquelle, vis-à-vis de l'Etat, la liberté ne constitue pas un droit subjectif, **59**, 29. Critique du droit subjectif dont il remplace la notion métaphysique par une notion de fonction sociale, **59**, 325.

Dühring.

Traduit l'œuvre de Carey contre la reconnaissance des droits de la pensée, **12**, 402.

Dumas.

Conséquences de la paix de Westphalie, **6**, 306. Quakers, leur influence pacifique, **6**, 310.

Dumas (J.).

Opinion sur le droit pénal international, **10**, 333. Etat responsable parce que souverain, **47**, 37. Sanctions de l'arbitrage international, **48**, 74 et 75.

Dumoulin.

Théorie des statuts, **2**, 452, 453; **3**, 131. Théorie de la personnalité du droit, **8**, 490. Opinion sur la règle *Mobilia sequuntur personam*, **9**, 20; **31**, 704. Règle *lex situs* applicable aux immeubles, sa portée, **14**, 79. — *Autonomie de la volonté* : Théorie, **2**, 454, 472; **9**, 425; **16**, 7, 8, 9; **20**, 454; **29**, 321; **17**, 665; critique des idées de Dumoulin sur l'autonomie de la volonté, **16**, 108, 111; régime matrimonial et autonomie de la volonté, **16**, 33, 39; facultativité, intention tacite, **16**, 62; idée de convention tacite, **16**, 68; volonté des parties souveraine dans les contrats, **25**, 134; **41**, 653; introduit l'autonomie de la volonté en dr. intern. privé, **29**, 320; controverse avec d'Argentré, **29**, 322. — Statuts mixtes, **29**, 324. Conflits de lois en matière mobilière, **21**, 247. Père du droit international privé, **29**, 375. Gloire de l'Université d'Heidelberg, **29**, 329. Réalité du statut des successions, **34** 703. Rôle de la loi du domicile, **34**, 702, 706; notion du domicile, **36**, 39. Combat la territorialité stricte du régime matrimonial, **34**, 798; règle applicable au régime matrimonial d'époux sans contrat, **40**, 253; idée de convention tacite, **40**, 256. Dans les difficultés monétaires, le particulier doit en prendre sa part, **43**, 608. « Toutes coutumes sont réelles », **44**, 8. *Mobilia sequuntur personam*, application de cette règle, **49**, 638. Communauté légale, application de loi du domicile du mari, **49**, 643. Effet extra-territorial de la coutume, **49**, 647.

Dunant (Henri).

Fondateur de la Croix-Rouge, **1**, 575; **31**, 374, 376. Provoque la création des Sociétés de la Croix-Rouge, **13**, 397. « Souvenir de Solférino », origine de la Conférence de Genève, **21**, 9; **40**, 536. — *Prisonniers de guerre* : **21**, 9; éloge du général Dufour, **21**, 9; rapport à la Conférence de la Croix-Rouge, **21**, 13; ajournement par elle des vœux relatifs aux prisonniers de guerre, **21**, 13; démarches pour réunion d'une conférence diplomatique, **21**, 13 et 16; action charitable en leur faveur, **21**, 14; contribue à la fondation de la société pour l'amélioration de leur sort, **21**, 17; assimilation des prisonniers aux neutres, **21**, 14, 63.

Dunedin (Lord).

Membre du Comité judiciaire du Conseil privé, avis sur un traité anglo-irlandais, **8**, 393.

Dunning.

Conséquences de la formation des Etats nationaux, **10**, 547. Appréciation du rôle des idées égalitaires, **10**, 594. Appréciation de la théorie de la souveraineté de Grotius, **23**, 494. Nécessité de l'autorité dans la vie internationale, **23**, 476.

Duns Scot.

Puissance libre, souveraine (Dieu), puissance liée, ordonnée (actes humains),

Dieu source suprême de la justice et de la loi, **44**, 322 et 323.

Dupetit-Thouars.

Amiral français, son rôle à Tahiti dans l'affaire Pritchard, **29**, 243.

Dupin (M^me^).

Demande à Rousseau de publier un extrait de l'ouvrage de l'abbé de Saint-Pierre, **13**, 312.

Dupin (Charles).

Déclin des conférences internationales, **35**, 336.

Duplessis-Mornay.

Influence politique, **6**, 291. Son opinion sur la notion de l'Etat, sur la souveraineté, **6**, 280. Solidarité entre Nations, **6**, 306.

Duplessix.

Son « droit international codifié », **11**, 57; **22**, 174.

Dupont.

Vice-Président du Sénat de Belgique, consultation sur l'application de la convention franco-belge de 1899 (exécution des jugements), **10**, 509.

Dupont de Nemours.

Affirme le principe « Nulle guerre offensive », **45**, 694. Paix assurée par la création de constitutions semblables dans tous les pays (1790), **45**, 718. Contrôle parlementaire de la politique extérieure, **56**, 238.

Dupuis.

Rôle du principe d'équilibre, **2**, 29; **17**, 140. Rôle du concert européen, **2**, 49. Opinion sur la compétence de l'Organisation permanente du travail agricole, **4**, 108. Son ouvrage : Droit des gens et rapports des grandes Puissances avec les autres Etats avant le Pacte de la S. d. N., **5**, 316. Définit l'esprit international, **8**, 324. Egalité des Etats et droit d'égalité, **10**, 548. Déclare inadmissible la destruction par surprise des navires marchands, **11**, 94. Opinion sur les dispositions de l'Acte final de Vienne concernant les fleuves internationaux, **11**, 268; ses idées sur la libre navigation fluviale, **21**, 285. Histoire de Talleyrand en 1814, **16**, 339. M. Dupuis favorable aux souverainetés particulières, **21**, 286. Appréciation du Pacte de la S. d. N., **22**, 145. Appréciation de l'art. 5 du Traité de Paris (1814), **28**, 133. Conséquences de la liberté de la mer, **29**, 417. Fiction d'exterritorialité des navires de commerce, **30**, 12 (note 2). Différences entre intervention et médiation, **31**, 520. Principe de la responsabilité des Etats, **32**, 96. Nécessité et danger de la clause *rebus sic stantibus*, **32**, 364. Demandes de révision de traités présentées par un Etat américain contre un autre Etat américain, incompétence de la S. d. N. Son opposition aux mandats internationaux, **34**, 308. Il prend pour guides les écrivains anglais relativement au droit de la guerre maritime, **40**, 6. Son opinion sur les règles de droit appliquées par les tribunaux britanniques, **40**, 82. Interdépendance des Etats, **47**, 495. Inviolabilité des traités, **49**, 220. Internationalisation des voies navigables, **54**, 390.

Durand.

Solution des conflits de lois en matière de domicile, **23**, 127. Rapport de l'Etat du territoire, **29**, 369. Conflits de lois en matière d'obligations, **39**, 650.

Durando.

Fait partie de l'Ecole de Mancini, **29**, 367. Nécessité pour le peuple italien d'un élément spirituel, développement de sa conscience nationale, **46**, 720.

Durant (Sir Mortimer).

Pratique du « bast » en Perse, **12**, 219.

Duras.

Statistique des années de paix et des années de guerre entre 1436 avant Jésus-Christ et 1925, **60**, 642.

Durham (Lord).

Son rapport de 1839 sur les affaires canadiennes, **19**, 264, 266, 277. Propositions d'indépendances des colonies anglaises, **24**, 512.

Durkheim.

Conscience collective, réalité supérieure à l'individu, **18**, 338. Rapports de l'animal et de l'homme, **31**, 405. Volonté sociale, **54**, 92.

Duruy (Victor).

Utilisation de la Presse (*Mercure de France*), par Richelieu, **45**, 251.

Du Thil.

Ministre hessois, Union douanière avec la Prusse, **3**, 443.

Duval.

Son histoire de l'émigration, **20**, 172. Enumère les pays sollicitant l'immigration, **20**, 206.

Duvivier.

Plaidoirie relative à la Convention franco-belge de 1899 (exécution des jugements), **10**, 509.

Dwight Morrow.

Médiation entre le gouvernement mexicain et le Saint-Siège dans la question religieuse, **38**, 151.

Dymond (Jonatham).

Etude philosophique sur la guerre, **13**, 367.

E

Eagleton (Clyde).

Problème de la loi de Lynch, **36**, 240. Définition de l'agression, **38**, 20. Estime que la guerre reste libre, comme instrument international, **38**, 63. Reconnaissance de la légitime défense, **41**, 538. Attaque provoquée par menace d'une attaque, **49**, 757. La guerre collective est seule légitime, **49**, 795. Il est aussi difficile de définir la guerre que de définir l'agression, **50**, 29. Déni de justice devrait désigner le manquement au devoir de réparation incombant aux tribunaux en raison d'un dommage antérieur subi par l'étranger, **52**, 392.

Ebers.

Nature juridique de la S. d. N., **12**, 489. Droit naturel, **16**, 282. Sujets du droit

des gens, **30**, 304. Particuliers dotés du droit d'ester en justice, **30**, 224. Repousse la doctrine autonomiste, **30**, 287.

Ebou-Abdoullâh-Mohammed-bin-Hassan-el-Schey bânî.

Droit des gens musulman, **60**, 385.

Ebou-Ali-Hassan-ibn-Ali.

Doit des gens musulman, **60**, 385.

Ebou-Bekr (Khalife).

Sollicite l'avis de ses sujets, **60**, 394. Les lois de la guerre, ruse de guerre, **60**, 451, 482.

Ebou-Youssouf.

Son livre de l'impôt foncier, **60**, 385.

Eb-ûl-Feredj-Kodamek.

Droit des gens musulman, **60**, 385.

Eb-ûl-Hassan-Ali-ibn-Mohammed-ibn-Khalil-el-Mâwerdi.

Droit des gens musulman, **60**, 385.

Eckhardstein (Baron von).

Relations de ministère à ambassade, **4**, 242.

Eckstein.

Règles de conflits des lois, sa proposition d'appliquer le système de conflit du tribunal internationalement compétent, **57**, 523. Sa doctrine du renvoi, **58**, 390.

Eden.

Attachement de la Grande-Bretagne à la définition souple de l'agresseur, **49**, 749; faits constitutifs d'agression, **49**, 754; certains faits peuvent ne pas avoir de portée, **49**, 755. Partisan de la non-intervention en Espagne, **59**, 455.

Edouard VII.

Différend sur la frontière argentino-chilienne, **35**, 415. Arbitre dans l'affaire de la frontière des Audes, **36**, 294.

Efremoff.

Projet de création d'un organe spécial de conciliation de la S. d. N., **18**, 126; **27**, 503, 543. Conciliation, nouvelle forme de la médiation, **36**, 281. Organisation de la conciliation internationale, **59**, 129, 138. Proposition de création d'un institut mondial de conciliation, **59**, 197.

Egan.

Rôle des envoyés diplomatiques, **48**, 525.

Egaña.

Met en relief les particularités des peuples américains vis-à-vis de l'Europe, **5**, 302. Déclaration des droits du peuple du Chili, **28**, 21; **32**, 733.

Eggemann (Agnès).

Son expulsion de France, **18**, 563, 580.

Ehrard in Thurn.

Etude sur les Indiens de la Guyane, **31**, 194. Idées totémiques des tribus indiennes, **31**, 199.

Ehrardt.

Morale et droit divin naturel dans le système protestant, **18**, 307.

Ehrenreich.

Etude des mœurs des indigènes du Brésil, **31**, 194.

Ehrich.

Difficulté de déterminer l'agresseur, **7**, 32. Difficulté de déterminer l'agresseur, **7**, 103. Valeur des avis de la Cour permanente de justice, **35**, 670. Doctrine moderne du droit privé utilisable à condition d'écarter ce qui se réfère au droit interne, **49**, 581.

Eichhoff.

Maire de Bonn, Administration internationale du Rhin, **28**, 131, 136, 138.

Eichhorn.

Doctrine de la personnalité du droit, **2**, 458. Critique la doctrine de Dumoulin sur la détermination du régime matrimonial, **16**, 66.

Eichthal (D').

Souveraineté, **41**, 350.

Einaudi (Sénateur).

Expert économiste désigné par le Comité financier de la S. d. N. pour l'étude des doubles impositions, **13**, 76, 77; **20**, 552; **31**, 27. Son opinion sur la théorie de l'amortissement des impôts, **13**, 96. Avantages de l'impôt sur le revenu consommé, **13**, 149. Système intermédiaire entre titre au porteur et titre nominatif, **25**, 69. Doubles impositions, **61**, 546. Solution des conflits entre les législations fiscales, pour arriver à supprimer les doubles impositions, **61**, 624. Choix entre impôt personnel et impôt réel, **60**, 627.

Einicke.

Opinion sur la légitimité de l'enrôlement de personnel technique par les navires belligérants en ports neutres, **15**, 83.

Einstein.

Membre de la Commission de coopération intellectuelle de la S. d. N., **9**, 369. Discussions sur le problème de la bibliographie, **9**, 385.

Einzig.

Influence en Allemagne de ses accords pour les échanges compensés, augmentation de son stock d'or, **56**, 460. Influence de l' « exchange clearing » sur la production nationale, **56**, 462. Nécessité de la stabilisation des monnaies, **56**, 512.

Eisencohr.

Théorie de Renouard sur le droit d'auteur, **12**, 425.

Ekintaris.

Membre de la Commission mixte gréco-turque pour l'échange des populations, **14**, 402.

El Hakem ben Abderrahman.

Calife de Cordoue, ordres réglant la guerre, **11**, 392; **60**, 452.

Elcus.

Membre de la Commission des rapporteurs dans l'affaire des îles d'Aland, **14**, 437.

Eldon (Lord).

Appréciation de la loi américaine de 1878 sur la faillite, **14**, 57.

Eliesco.

Droits acquis en cas d'annexion, **8**, 498. Conflits de lois dans l'espace sans conflit de souveraineté, **29**, 591.

Eliot.

Favorable à l'admission des émigrés aux Etats-Unis, **20**, 222.

Elisabeth (Princesse).
Demande à Descartes sur opinion sur le « Prince » de Machiavel, **9**, 199.
Elizalde (Rufino de).
Ministre de République Argentine, avis sur une fédération américaine, **8**, 244.
Ellemere (Lord).
Raison de la création de la chancellerie comme organe d'équité, **33**, 464.
Elpatievski.
Rôle de l'Eglise orthodoxe dans l'histoire du peuple russe, **31**, 353.
Elzévir.
Editeur hollandais, contrefaçons françaises, **12**, 446, 447.
Embser.
Critique du pacifisme, critique des thèses de Kant et apologiste de la guerre, **13**, 302, 352.
Engelbert (Abbé).
Conception d'une autorité internationale, **6**, 174.
Engelbrecht.
Servitudes internationales, leur différence avec les servitudes internes, **22**, 16.
Engelfield.
Statut juridique des concessions étrangères en Chine, **27**, 124.
Engelhardt.
Appréciation du Congrès de Rastatt, **28**, 129. Droit de contrôle, sur le Rhin, des Etats non riverains, **28**, 161. Fleuves internationaux, régime conventionnel, **28**, 210. Demande la liberté des fleuves, **21**, 289. Fondement du droit de navigation en pays étranger, **45**, 207. Créé l'expression « Fleuves internationaux », **45**, 98. Régime de la navigation fluviale au moyen âge, **45**, 116. Sa proposition pour le régime des estuaires, **45**, 180. Interdépendance des Etats riverains d'un même fleuve, **45**, 204. Plusieurs systèmes d'enquêtes sur les bâtiments soupçonnés de se livrer à la traite, **45**, 595.
Engels.
Son pacifisme cosmopolite, **13**, 372.
Engeström.
La nationalité dans le Traité de Versailles, **31**, 152.
Ennecerus.
Doctrine du renvoi, **58**, 384; **62**, 57. Doctrine nationaliste du droit international privé, **62**, 76.
Enriques (Giuliano).
Eléments constitutifs de la personnalité juridique internationale, **41**, 280.
Enver Pacha.
Proposition d'alliance à la Russie au début de la guerre 1914, **47**, 762.
Epictète.
Son humanitarisme, **13**, 190.
Epicure.
Ses conceptions de philosophie sociale, **13**, 519, 523.
Erasme.
Opinion sur l'effacement international de la papauté, **6**, 201. Œuvre pacifique, **6**, 308; **13**, 223; **17**, 245. Son ouvrage le *Codicille d'or*, **9**, 189. Du *De Institutione principis christiani*, **9**, 288. Partisan de la suppression des guerres, **9**, 298. Opinion sur les théologiens de son temps, **17**, 120. Ses rapports avec Vitoria, **17**, 121. Légitimité de la guerre défensive, **17**, 254. Condamne le droit de conquête : tout pouvoir sur un être humain basé sur le consentement préalable de l'intéressé, **18**, 156. Grotius le combat pour le problème de la légitimité, **13**, 259. Relation d'Erasme avec les frères Moraves, **13**, 269.
Eric.
Roi de Norvège, **11**, 465. Roi de Suède, soumet la Finlande, **11**, 448.
Erich.
Affaire de la Carélie orientale, **14**, 392. Son plan financier d'aide internationale aux Etats opprimés, **20**, 434. Approuve le projet Vollenhoven relatif à la guerre de sanction, **24**, 160. Question de compétence et question de procédure, **26**, 47. Droit de décider si le tribunal arbitral a dépassé sa compétence, **35**, 449. Critique l'attitude du Conseil de la S. d. N. dans le conflit sino-japonais de 1931-32, **39**, 766. Possibilité de ne soulever l'exception d'incompétence que devant la Cour permanente statuant comme instance de ce cours, **43**, 66. Fait remarquer qu'accepter la compétence de la Cour en vertu de la clause facultative pourrait amener à reconnaître l'éventualité d'un recours dans les cas où le tribunal arbitral, tout en restant compétent, a fait une fausse application du droit international, **43**, 75; **52**, 43, 74. Exécution des sentences arbitrales internationales, création d'une armée internationale, **48**, 79. Membre de diverses Commissions de conciliation, **59**, 121.
Erle.
Président du King's Bench, interprétation de l'art. XIII du Traité Jay (19 novembre 1794) en recherchant la véritable intention des parties, **43**, 265.
Ernst.
Ministre belge de la Justice, extradition applicable aux délits politiques (loi belge), **1**, 205.
Erzberger.
Directeur de la propagande allemande pendant la grande guerre, **45** 300. Lecture matinale des journaux, **60**, 329.
Escarra.
Ne souhaite pas l'unification de la loi en matière de lettres commerciales de crédit, **51**, 272. Ce que sont réellement les conceptions démocratiques en Chine, **59**, 491.
Eschyle.
Désire que la justice soit rendue aux étrangers, **51**, 8.
Esher (Lord).
Projet de désarmement, **7**, 16. Caractère conventionnel du droit international, **23**, 479. Plan des limitations des armements, **25**, 380, 387.
Esmein.
Doctrine internationiste des Réformateurs, **6**, 281. Opinion sur le droit syndical et la fonction publique, **8**, 455. Influence de Bartole sur ses contem-

porains français, **29**, 321. Personnalité de l'Etat, **33**, 680. Application par les tribunaux de la Constitution, **38**, 242.

Espéjo.

Propagande révolutionnaire en Equateur, **22**, 89.

Esperson.

Doctrine italienne du dr. intern. privé, **17**, 357. Exercice à l'étranger de l'action paulienne par le curateur de la faillite, **14**, 81. Opinion sur l'art. 12 du titre préliminaire du Code civil italien (ordre public), **17**, 388, 389; **58**, 426; **62**, 67. Système de dr. intern. privé basé sur la nationalité, **29**, 367. Interprétation de l'art. 7 du titre préliminaire du Code civil italien, **46**, 804; loi applicable à l'état des personnes, **46**, 804.

Espinola.

Exalte la valeur du Code Bustamante, **44**, 510.

Estournelles de Constant (d').

Persuade au Président Roosevelt de soumettre à la Cour permanente l'affaire des « Fonds pieux de Californie », **13**, 405. Son rôle à la Conférence de La Haye, **37**, 585. Regrette que les fondateurs de la S. d. N. n'aient pas mentionné les Conférences de La Haye, **37**, 660.

Etienne.

Roi de Hongrie, **11**, 413.

Etienne II (Pape).

Situation de la Cour romaine, **11**, 369.

Euclides (S.).

Son traité de procédure, **20**, 10.

Evarts.

Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, **8**, 79.

Expelat (D').

Son influence à l'Université de Santa-Fé, **22**, 89.

Eysinga (Jonkheer van).

Echange de notes entre Pays-Bas et Saint-Siège (1852) pour révision de la Constitution néerlandaise de 1848, **16**, 294. Préside les Commissions de conciliation suédo-norvégienne et suédo-finnoise, **18**, 108. — *Fleuves internationaux, navigation* : Pas d'idée d'internationalisation dans les principes de Vienne relatifs à la navigation, **21**, 318; fleuves politiques et fleuves non politiques, **28**, 112; liberté de navigation en Amérique, **28**, 125; point de vue de Dalborg sur la question du Rhin, **28**, 139; caractère des règlements de police de la navigation, **28**. 182; inclusion des canaux latéraux dans le réseau international du Rhin, **28**, 193; histoire du droit fluvial international au XVIIe siècle, **45**, 88; caractère d'organe international de la Commission centrale de navigation du Rhin, **40**, 494. — Suggère une révision du statut du personnel de la S. d. N., **41**, 765. Quasi-internationalisation de l'Afrique, **45**, 90. Exécution des sentences arbitrales, utilité d'un pouvoir de contrainte international, **48**, 79. Le juge peut seulement reconnaître les règles valables à ses yeux, **52**, 243. Opinion dissidente dans l'affaire Chinn, **58**, 649. Autorité immédiate du droit international sur les individus, **60**, 409.

F

Faber (Johannes Runcinis).

Système des conflits de lois, **29**, 316. Dangers de l'équité, **33**, 472.

Fabre (Jean).

Considère les dispositions concernant la récusation des témoins comme statuts *ad ordinationam litis*, **49**, 615.

Fabre (Paul-Pierre).

Servitudes internationales : Leur dénonciation, **22**, 56; effet sur elles du changement de souveraineté, **22**, 69; leurs avantages, leurs inconvénients, **22**, 72.

Fachiri.

Interprétation des traités, intérêt des travaux préparatoires, **38**, 65. Nature du mandat, **59**, 600.

Fadda.

Opinion sur la nature juridique de l'impôt, **13**, 23.

Fadenrecht.

Ouvrage sur le droit civil bulgare, **33**, 495. Rejette la division en ordre public interne et ordre public international, **33**, 505. Ecarte le système du renvoi, **33**, 507. Système des qualifications, **33**, 508. Loi applicable à la capacité des personnes, **33**, 509.

Faguet.

Opinion sur la démocratie, **3**, 42.

Faïçal.

Accession au trône d'Irak, **29**, 146. Son rôle en Syrie, **29**, 154.

Fakhreddin-Râzî.

Commente le Coran, **60**, 384.

Falconbridge.

N'admet pas la doctrine du renvoi, **49**, 458. Conditions de validité d'un mariage polygamique, **53**, 220. Conflits de qualifications, **62**, 493, 500.

Falkenberg de Bamberg (Jean).

Droit du Pape ou de l'Empereur sur le territoire des incroyants, **31**, 379.

Fallières (André).

Opinion sur les travailleurs étrangers en France, **18**, 467.

Farré.

Opinion sur la criminalité anarchiste, **10**, 317.

Farwell (Chief Justice).

Théorie du renvoi, **3**, 165; son application en matière de succession, **29**, 552. « Common law » et droit naturel, rapports, **18**, 359.

Fatio (Dr).

Initiateur de la lutte contre le phylloxera, **3**, 191.

Faucher (Léon).

Proposition de suppression des barrières douanières entre France, Belgique, Espagne et Suisse, **48**, 581.

Fauchille.

Dominions : Leur personnalité interna-

tionale, **19**, 343; leur droit de légation, **19**, 361; admet que les Dominions sont des Etats, **19**, 426. — *Etat* : Empire britannique est une Confédération d'Etats, **19**, 429; transformation politique d'un Etat sans conséquences sur ses dettes, **23**, 256; extinction de l'Etat des Pays-Bas après séparation de la Belgique, **23**, 289; territoire de l'Etat, droit exclusif de l'Etat sur lui, **30**, 105; étendue du domaine aérien, **30**, 153; territoire glaciaire, **30**, 158; théorie du risque étatif, **36**, 211; nature juridique de la mer territoriale, **10**, 54; responsabilité internationale des Etats, **47**, 98. — *Expulsion* : Correction du procédé par lequel on dirige l'expulsé vers son pays d'origine, **18**, 452; causes d'expulsion, **18**, 554. — *Naissance et reconnaissance d'Etats* : Naissance, **8**, 439; Etat fictif du Congo, **13**, 448; rupture d'union entre Suède et Norvège, **13**, 453; règles du Pacte de la S. d. N., **13**, 455; reconnaissance, **13**, 460; caractère constitutif, **13**, 460; effets, **13**, 468; reconnaissance *de facto* et *de jure*, distinction, **13**, 469; reconnaissance comme nation, **13**, 479; annulation de la reconnaissance de la Finlande par la France, **13**, 498; admission à la S. d. N. entraîne reconnaissance comme Etat, **13**, 295; opinion sur la continuité de la Russie en tant qu'Etat reconnu malgré le régime soviétique, **20**, 93. Jouissance de droits étatiques, leur exercice, **58**, 53. — *Navires* : Théorie française de la juridiction pénale à bord des navires de commerce, sa portée internation, **10**, 163, 191, 197, 199, 202, 204; existence d'une coutume internationale appliquée aux navires d'Etat employés au commerce, **10**, 27; opinion sur la course, **11**, 85. — *Souveraineté* : Souveraineté relative des Etats, **1**, 387; sa théorie de la souveraineté dans les territoires sous mandat, **19**, 615, 616; notion de la souveraineté relative, **34**, 358. — *Traités* : Leur importance pour le développement du droit international, **22**, 193; **32**, 757; inexécution, conséquences, **22**, 525; nullité des traités d'objet illicite, **24**, 329; traités réels, traités personnels, **38**, 347. — *Union* : Confond la Convention et l'Union, **12**, 471; valeur pratique des unions, **12**, 498. — Méthodes des écoles de droit international public, **8**, 439. Droit maritime en temps de guerre, **11**, 494. Pouvoirs de la Commission européenne du Danube, **11**, 290. Interdiction de l'emploi de la force, effets du rapport unanime du conseil de la S. d. N., **14**, 604 (note). Définition de la piraterie, **12**, 347; **15**, 166. Inviolabilité des agents diplomatiques, **16**, 139. Droit de commerce, **17**, 208. Cas de confusion entre occupation de guerre et extension de la souveraineté, **17**, 323. Neutralité dans la guerre mondiale, **17**, 465. Reconnaissance de belligérance, **17**, 489; qualité de belligérant des corps volontaires, **21**, 26. Blocus pacifique, **17**, 504. Sanctions militaires de l'acte 16 du Pacte, **17**, 506. Neutralisation des îles d'Aland, **17**, 540; neutralisation du détroit de Magellan, **26**, 624. Neutralité permanente de S. d. N. Restriction à l'internement des troupes réfugiées, **21**, 76. Différence entre les fleuves et la mer. N'admet pas la fiction d'exterritorialité, **22**, 216. Interprétation de la Déclaration de Londres, **24**, 127. Régime juridique de la haute mer, **30**, 8. Comparaison de l'air libre avec la mer libre, **30**, 155. Conception du droit des gens, **30**, 312. Conditions de création d'une règle universelle, **30**, 295. Incompétence de la S. d. N. dans les questions intéressant les Etats américains, **32**, 527. Favorable à l'existence d'un droit international américain, **32**, 783; **44**, 488. Différends internationaux d'ordre politique, **34**, 556. Radiotélégraphie, **35**, 653. Nature des mandats internationaux, **38**, 164. Prescription en droit international, **41**, 27. Division des fleuves internationaux, **45**, 96. Assimilation de l'espace aérien à l'espace maritime, **45**, 161. Exploitation industrielle ou agricole des fleuves, problèmes internationaux, **45**, 187. Extension aux eaux territoriales du principe de la liberté de la mer, **48**, 198. Projet de règlement sur le « régime juridique des aérostats », **48**, 288. Agents diplomatiques, privilèges et immunités : droit de libre passage, **48**, 509; inviolabilité de la correspondance, **48**, 513; inviolabilité de l'hôtel du ministre étranger, droit d'asile, **48**, 516. Liberté de navigation dans le domaine aérien, **51**, 666. Interprétation de l'idée de l'universalité du droit, **53**, 8. Conditions suivant les Etats, des étrangers en matière de puissance des droits privés, **53**, 330. Origines de la déclaration de Saint-Pétersbourg (1780), **53**, 518. Caractère de l'intervention, **58**, 123. Caractère indiscutable du droit de légitime défense, **58**, 127.

Fauchille et Politis.

Personnel religieux et médical des vaisseaux capturés, **21**, 32. Personnel des sociétés de secours, **21**, 29.

Faucon.

Emprunt tunisien de conversion, **5**, 14.

Fauquet.

Son ouvrage sur le commerce coopératif international, **15**, 411.

Favier (M^gr^).

Négociations avec la Cour de Pékin, entrée des missionnaires catholiques dans la hiérarchie chinoise, **29**, 220. Son œuvre en faveur des missions catholiques, **29**, 221.

Febvre.

Ce qu'est la géographie des frontières par rapport aux groupes qu'elles séparent, **55**, 208.

Fédozzi.

Unions internationales : Reconnaît leur personnalité, **12**, 488; rapport entre elles et le droit administratif international, **12**, 496; avantages pratiques des Unions, **12**, 499. Limite de la mer territoriale, **26**, 397. Droit de poursuite en haute mer, **26**, 481; **30**, 71. Contribution de l'Amérique aux progrès du droit international, **32**, 787. Fait entrer le droit administratif international dans le droit internatio-

nal public, **34**, 22. Nature de la Société des Nations, **38**, 623. Effet de la reconnaissance d'un Etat, **41**, 288. Personnalité internationale, **41**, 299. Concordat et traité, **41**, 323. Respect réciproque des sphères de compétence des Etats, **41**, 464. Fedozzi qualifie la loi étrangère comme élément de droit et non de fait rendant admissible le recours en cassation, **46**, 809. Son opinion sur l'admission de la litispendance dans les rapports entre juridictions des différents Etats, **46**, 814. Ordre public limite l'application de la loi étrangère, **46**, 816. Fraude à la loi dans les rapports de droit international privé, **46**, 818. Distinction entre « Vertrag » et « Vereinbarung », **47**, 327. L'Etat au moment de sa naissance est-il sujet du droit des gens?, **47**, 428. Adversaire de la théorie constitutive, **47**, 433. Droit de légation conséquence de la reconnaissance *de jure*, **47**, 451. Souveraineté de l'Etat riverain sur la mer territoriale, **48**, 196. Droit de passage inoffensif, limitation de la souveraineté de l'Etat riverain, **48**, 207. Adversaire du droit de poursuite en haute mer, **48**, 235. La règle *locus regit actum* en matière de forme des actes juridiques, **57**, 331. Ne peut envisager une norme obligatoire dont le contenu serait indéterminé, **57**, 352. Mariage soviétique, condition pour le faire rentrer dans le cadre de la notion d'état des personnes, **57**, 503. Pour combler les lacunes du droit, le juge doit recourir à l'esprit de la législation nationale, **58**, 343. Application de la loi étrangère seulement lorsque cette loi l'accepte, **58**, 388. Condition d'application du renvoi, **58**, 415.

Feire d'Andrade.

Note juridique sur les mandats B et C, **19**, 535; attitude à l'égard du droit de pétition des populations sous mandat, **19**, 551; son opinion sur l'utilisation par le mandataire, des troupes indigènes hors du territoire, **19**, 563.

Felice (Fortuné Barthélemy de).

Continue l'œuvre de Barlamanqui, **9**, 241.

Fenârî.

Traité de droit islamique, **60**, 384.

Fénelon.

Examen de conscience sur les devoirs de la royauté, **2**, 315. Passages de son œuvre se rapprochant de Machiavel, **9**, 209. Etat de nature, **10**, 556. Attitude devant les problèmes de la paix et de la guerre, **13**, 295. Tendance des hommes à usurper des provinces, **32**, 203.

Fenwick.

Neutralité et S. d. N., **17**, 564. Doctrine de Monroe, contenu implicitement dans tous les traités de l'Amérique, **24**, 259. Dit que le Pacte Briand-Kellog exclut la guerre défensive, **38**, 62. Nécessité de définir la légitime défense, **38**, 72.

Féraud-Giraud.

Système pour éviter la double imposition, **13**, 73. Projet de réglementation présenté à l'Institut de droit international relatif à l'expulsion, **18**, 447, 531, 580.

Fernandes.

Cour de justice internationale accessible aux seuls Etats, **1**, 67. Collabore à l'élaboration du projet de statut de la Cour permanente, **32**, 712. Propose l'art. 36 du statut et adjonction d'alinéas, **32**, 713; **34**, 480; amendement devenu l'alinéa 2, **35**, 195. Le Brésil et l'arbitrage, **32**, 766. « Principes de droit supérieurs à toute controverse ». Pacte de la S. d. N. et Doctrine de Monroe, **53**, 29.

Fernandez.

Opinion sur la force non obligatoire des avis de la Cour permanente, **7**, 63. Délégué du Brésil à la S. d. N., son amendement au statut de la Cour, **22**, 148. La guerre d'agression doit constituer un crime international, **24**, 207. Pouvoirs à conférer à la Cour en matière de mesures conservatoires, rejet de la proposition de Fernandez, **40**, 677, 680.

Ferra.

Admet l'identité fondamentale des droits de la pensée, **12**, 422.

Ferrara.

Repousse la théorie de l'improductivité des travailleurs intellectuels, **25**, 53. Recommande règlement pacifique du différend entre Bolivie et Paraguay, **32**, 546. Problème de l'intervention, **32**, 591. Politique et science économiques, **56**, 425.

Ferrari.

Ambassadeur du Pape à Moscou (1520), **6**, 203.

Ferrari (Celso).

Cosanguinité et coterritorialité n'ont qu'une action secondaire dans la formation des nations modernes, **46**, 715. Nationalité élément déterminant de l'existence normale d'un Etat, **46**, 725. Véritable essence du droit international, **46**, 755.

Ferraris.

Membre de la Commission de rapporteurs dans l'affaire des îles d'Aland, **14**, 437.

Ferrater (Esteban de).

Publie un Code de droit international, **6**, 410.

Ferrer.

Disciple des statutaires, **31**, 631. Territorialité de la Constitution catalane, **31**, 633.

Ferrero (Guglielmo).

Industrialisme, qualité, quantité, **9**, 340. Nécessité d'une force armée internationale, **41**, 532.

Ferri.

But de l'organisation nationale des émigrés, **20**, 275. Politique fasciste, vis-à-vis de l'émigration, **32**, 139. Délits contre l'honneur de l'Etat, **33**, 711.

Ferrière (Dr).

Président de la Commission de la Croix-Rouge, chargé d'un projet de Code des prisonniers de guerre, **21**, 23. Créateur et chef de la section civile de l'agence internationale des prisonniers de guerre, **21**, 35.

Ferry (Jules).
Avantage du blocus pacifique, effets sur les traités, **22**, 512.

Forrova.
Unions et bureaux internationaux dépourvus de la personnalité juridique internationale, **51**, 644. Fonctions des gouverneurs dans les colonies françaises, **55**, 521.

Feuerbach.
Opinion sur l'école historique, **13**, 316. Il faut penser à ce qui est juste en pensant au droit, **24**, 157.

Feuilloley.
Délit de complicité internationale, **10**, 332.

Fichte.
Partisan de l'exclusion des marchandises étrangères, **13**, 392. Range la légitime défense hors de la sphère du droit, **49**, 707. Son nationalisme poussé à son paroxysme, **53**, 131.

Field.
Codification du droit consulaire, **48**, 499.

Filene.
Progrès social, **6**, 113.

Filz.
Surarbitre dans l'affaire Paquet, **6**, 105; **18**, 489, 606.

Finch.
Conférence de la Paix de 1919, protestations de petites Puissances aux cinq grandes Puissances au sujet de l'inégalité au sein des Commissions, **48**, 429.

Finkelstein.
Son explication pour rendre compte du crédit irrévocable basée sur l'acceptation des lettres de change, **51**, 261.

Finlay (Lord).
Observations jointes au 7e avis consultatif de la Cour permanente, **8**, 372. Arrêt n° 7 de la Cour permanente, intérêts allemands en Haute-Silésie, opinion dissidente, **13**, 501, 502; **39**, 176. Affaire du *Lotus*, opinion dissidente, **30**, 15, 35, 45. Compétence pénale en matière d'abordage, **30**, 47. Loi compétente en cas de collision de navires, **39**, 169. Son opinion que le droit international fait partie du droit anglais (affaire du *Lotus*), **40**, 332. Opinion dissidente dans l'affaire du *Lotus*, **58**, 199, 624; **62**, 135; dans l'affaire Mavrommatis, **59**, 610, 621. Procédure devant la Cour permanente, **62**, 587.

Finley-Johnson.
Transformation du régime des concessions, **27**, 62.

Finot.
Ses constatations sur les types nationaux dans la recherche de la cause déterminant la formation des nations, **50**, 11.

Fiore (Pasquale).
Domicile : Notion, base, **23**, 29; interprétation de la définition du domicile dans le Code civil italien, **23**, 38; pluralité de domiciles des sociétés, **23**, 69; solution des conflits de lois, **23**, 127; loi compétente, **34**, 680. — *Dr. intern. privé* : Son code de dr. intern. privé, **6**, 411, 412; **11**, 57; sa doctrine, **17**, 357; définition, **20**, 31. — *Faillite* : Exercice à l'étranger, par le curateur de faillite, de l'action paulienne, **14**, 81. Effet extra-territorial des concordats après faillite, **14**, 134. — *Ordre public* : Lois d'ordre public, rapport à l'Institut de droit international, **9**, 466; théorie, **15**, 514; critique la distinction entre ordre public interne et ordre public international, **17**, 389; **62**, 72. — *Renvoi* : Admet le renvoi, **17**, 394; **20**, 99; **62**, 59; justification, **29**, 607. — Etats en relations avec la *magna civitas* du monde, **1**, 30. Droits internationaux ou supernationaux de l'homme, **1**, 33, 64; **26**, 185. Situation internationale du Saint-Siège, **1**, 32. Ingérence collective, **1**, 42. Position internationale des sociétés incorporées, **1**, 64. Extradition, délits en cas de guerre civile, **1**, 208. Intervention d'humanité, **1**, 390. Compétence des tribunaux à l'égard des Etats étrangers, **1**, 545. Application de la règle *non bis in idem*, droit pénal international, **4**, 459. Approuve la doctrine de Drago, **8**, 285. Réglementation en matière de contrebande, **10**, 307. Limites de l'immunité de juridiction civile, **12**, 179. Définition de la piraterie, **15**, 166. Actes de coercition contraires à l'égalité juridique de tous les Etats, **22**, 118. Droit international, **22**, 173. Droit de réglementer l'immigration, **22**, 206. Succession aux dettes spéciales d'Etat, **23**, 291. Survivance de la personnalité territoriale et économique de l'Etat annexé, **23**, 294. Application à l'étranger des lois relatives à la capacité, **25**, 173. Action civile et action pénale, option de la partie lésée, **26**, 281. Distinction entre action civile au sens large et action en dommages-intérêts, **26**, 300. Effet extra-territorial d'un jugement étranger, **26**, 301. Disciple de Savigny, **29**, 363. Suit l'idée fondamentale de Mancini, **29**, 367; **33**, 263. Sujets du droit des gens, **30**, 204. Son influence en Espagne, **31**, 638. Définition de l'arbitrage, **33**, 389. Compétence des arbitres, **33**, 445. Critique de l'arbitrage dans l'affaire de la frontière entre Bolivie et Pérou, **35**, 390, 419. Limite à la souveraineté des Etats, **38**, 179. Définition de la nation, **46**, 732. Etat sujet de droit international, **46**, 733. Personnalité internationale de l'Etat, **46**, 733. Définition de l'Etat, **46**, 735. Projet d'organisation internationale, **46**, 765. Sa doctrine des sujets du droit international, **46**, 777. Devoir de tout Etat de s'abstenir de l'intervention soit diplomatique soit par la force, **46**, 783. Importance de l'œuvre de Fiore dans le domaine du droit international, **46**, 802. Caractère de la règle du droit international privé, application au cas de la loi régissant la succession, admission du renvoi, **46**, 804 et 805. Dispositions législatives intéressant, d'après Fiore, l'ordre public, **46**, 816. Sa doctrine relative aux sujets du droit international, **47**, 419. Suggère des mesures de contrainte pour assurer l'exécution des sentences arbitrales, **48**, 72. Codification du droit consulaire, **48**, 499. Droits inhérents à la personne humaine, **53**, 316. Portée de la célébration religieuse du

mariage, **57**, 686. Conception absolue de la personnalité des lois développée en matière de renvoi, **58**, 389. Lois d'ordre public admises par l'école italienne, **58**, 428. Système formulé par Fiore devant le problème de l'application internationale des règles sur les conflits, **62**, 24.

Firouz.

Représentant de la Perse à la S. d. N. dans le litige russo-persan de 1920, **14**, 384.

Fischer.

Unions douanières, **3**, 439. Dettes d'Etat à Etat, **5**, 6. Convention Porter, **5**, 98. Délégué de l'Angleterre à la Ire Conférence de La Haye, opinion sur la guerre chimique, **16**, 330.

Fischer Williams (Sir John).

Terminaison des traités par la règle *rebus sic stantibus*, **22**, 469, 475. Problème juridique des dettes entre Etats, entr'aide financière internationale organisée par la S. d. N., **27**, 315. Indépendance de l'Etat en matière de système monétaire, **27**, 316. Différends non justiciables, **34**, 615. Décisions et opinions de la Cour permanente, **35**, 672. Question du désarmement, **37**, 551. Appréciation de l'acte général de Genève du 26 septembre 1928, **46**, 284. La *clausula rebus sic stantibus* permet de concilier la règle de l'inviolabilité des traités avec certaines exigences de la justice, **49**, 260. Cause de caducité juridique d'un traité et la *clausula rebus sic stantibus*, **54**, 220. Possibilité pour deux membres de la S. d. N. en litige à l'occasion d'un traité ancien d'invoquer la clause *Rebus sic stantibus* sans en appeler à l'art. 19 du Pacte, **54**, 221. Règle de l'unanimité au sein de la S. d. N., **58**, 101, 102. Reconnaissance des Etats, **62**, 258.

Fish (Hamilton).

Secrétaire d'Etat aux Etats-Unis, signe la note par laquelle les Etats-Unis déclarent ne pouvoir assister au Congrès de Lima (1877), **8**, 246. Le droit d'asile ne s'étend pas aux navires de commerce, **16**, 153.

Fisher (Irving).

Contrôle social des crédits bancaires, **15**, 374. — *Impôt* : Personnalité de l'impôt, perfectionnement nécessaire, **25**, 85; exemple des trois frères héritiers, **25**, 89; exemption de l'épargne, **25**, 102. — Variation du poids de la monnaie en raison de son pouvoir d'achat, **37**, 275. Inaptitude de l'or au rôle de mesure des valeurs, **37**, 278. Mesure de la marche économique et sociale d'un pays, **50**, 762. Son système de stabilisation du « dollar compensé », **56**, 432, 437, 492 et 493. Intérêt de la stabilisation monétaire, **56**, 471.

Fisher (Lord).

Politique anglaise en Irak, **5**, 253. Opinion sur guerre dans le Proche Orient (1922), **14**, 411. Délégué britannique au Conseil de la S. d. N., Rapporteur au Conseil de la S. d. N. dans les affaires d'Albanie (frontières), **14**, 458. Réclame création de dépôts de pétrole anglais, **19**, 221.

Fisher.

Premier ministre d'Australie, demande consultation des Dominions dans les affaires internationales importantes, **19**, 289.

Fiske (John).

Etat des sauvages lors de la conquête, **31**, 205. Barbarie se distingue de sauvagerie, **31**, 205.

Fitoussi.

Dette tunisienne, **5**, 13, 14.

Fitzherbert (Th.).

Pose la question de l'utilité dans le crime, **9**, 162.

Flassan.

Nature du contrat donnant la Corse en hypothèque à la France, **23**, 218.

Flavius (Gracus).

Révèle les règles de droit au peuple romain, **6**, 400.

Fleischmann.

Admet que la reconnaissance des Etats peut être révoquée, **13**, 488. (Dernière édition de Liszt), considère que la France possède un protectorat sur la Principauté de Monaco, **22**, 40. Admet la clause *rebus sic stantibus* en matière de servitudes internationales, **22**, 60. Souveraineté territoriale des Etats, **30**, 107. Accès des particuliers devant les tribunaux arbitraux mixtes, **30**, 224.

Fleury (Abbé).

Auteur du *Droit public de France*, opinion sur les ouvrages de Machiavel, **9**, 942.

Fliche.

Caractère hiérocratique du Pape, chef de l'organisation chrétienne au moyen âge, **44**, 321.

Flora.

Collaboration scientifique nécessaire en matière fiscale, **25**, 82.

Florentin.

Opinion sur Machiavel, **9**, 199.

Foch (Maréchal).

Opinion sur la combinaison de la guerre aérienne et de la guerre chimique, **16**, 331.

Focherini.

Traité qui, le premier, conféra le droit d'option en matière de nationalité, **43**, 124.

Foelix.

Conflits de lois, théorie de la courtoisie, **3**, 134. Principe d'unité et d'universalité de la faillite, **14**, 42. Nature du dr. intern. privé, **20**, 24. Règle *locus regit actum* appliquée aux successions testamentaires, **21**, 267. Territorialité de la loi, **21**, 453. Convention tacite d'appliquer les règles du droit international, **25**, 142. Partisan de la *lex loci contractus celebrati*, **25**, 195. Adepte de la doctrine de Story, **29**, 341. Influence de son traité en Espagne, **31**, 638. Assimilation du territoire de la nation et du lieu du domicile, **34**, 709. Rapports concernant la nationalité ou la protection politique, **41**, 411.

Foerster (F. W.).

Pacifiste allemand : conception de l'éthos dans la vie des peuples, **16**, 415.

Folleville (De).
Apatrides sont « vagabonds internationaux », **43**, 127.
Fombona (Blanco).
Caractère particulier de l'esprit américain, **5**, 310. Bolivar et la doctrine de Monroe, **32**, 484.
Fons (Jacques de la).
S'occupe de l'éducation du Prince, **9**, 189.
Fontaine (Arthur).
Président du Conseil d'administration du Bureau international du travail, **4**, 168, 183. Universalité de l'organisation internationale du travail, **51**, 510.
Fontanelle.
Ami de l'abbé de Saint-Pierre, **13**, 303.
Fontenoy (Marquis de).
Ambassadeur de France à Rome, **12**, 263.
Foote (John Alderson).
Conflits de lois, **3**, 151, 166. Exécution des jugements étrangers en droit anglo-saxon, **10**, 479. Loi applicable en matière de capacité, **25**, 174; en matière de preuve, **25**, 177. Application de la *lex loci contractus celebrati*, **25**, 190. Caractère pratique de son livre, **36**, 12. Ordre public, **62**, 65.
Foramiti.
Possibilité d'une confédération générale de toutes les Puissances, **46**, 753. Une telle confédération serait la plus sûre garantie pour légitimer certains cas d'intervention, **46**, 782. Sa doctrine de la guerre, **46**, 790.
Forbes (Camera).
Refuse d'être membre de la Commission permanente des Mandats, **19**, 513.
Forbes (Père).
Son expulsion de France, **18**, 570.
Forchammer (M^lle^).
Critique de la codification réalisée à La Haye en matière de nationalité de la femme mariée, **60**, 154.
Forêt (De la).
Ambassadeur de François Ier auprès du Sultan, **17**, 10.
Forsyth.
Reconnaissance des Etats, **62**, 252.
Forrova. (V. p. 676.)
Fort-Dumanoir.
Cessation de l'immunité de juridiction criminelle des agents diplom., **12**, 172.
Fortescue (Chief-Justice).
Soutient que le pouvoir du roi est limité par la loi, **3**, 117.
Forthomme.
Nature des mandats internationaux, **19**, 614.
Fortin.
S'occupe de l'éducation du Prince, **9**, 189.
Fortoul (José Gil).
Desseins de Bolivar, **5**, 316. Part des Etats-Unis dans l'échec du Congrès de Panama, **32**, 485.
Foster.
Constitution de l'Eglise de Genève, **6**, 274. Conséquence de la libération des colonies anglaises d'Amérique, **8**, 212. Possibilité de soumettre un ambassadeur à la juridiction criminelle, **12**, 168. Rapport au Président des Etats-Unis sur la suspension de l'immigration, question des traités, **27**, 431. Interprétation de la doctrine de Monroe, **28**, 53.
Foster (Sir George).
Délégué canadien à la VII^e^ Assemblée de la S. d. N., défend l'éligibilité des Dominions du Conseil de la S. d. N., **19**, 317.
Fouad Ammoun.
Rapport sur les crimes pour lesquels on admet la théorie de la compétence universelle, **36**, 151.
Foucher (Victor).
Partisan de la protection des œuvres littéraire et artistiques, **12**, 449.
Fouillé.
Mouvement solidariste, **16**, 490.
Fouillée (Alfred):
La nature ne connaît pas le droit, **23**, 473.
Fouques-Duparc.
Convention d'émigration, émigration réciproque et volontaire, **1**, 416. Opposition du christianisme et de l'islamisme, **5**, 408. Protection des minorités, **26**, 183.
Fourchault (Charles).
Opinion sur la médiation, **18**, 10, 11. Recommande le Pape comme pacificateur, **31**, 326.
Fourier.
Ses doctrines pacifistes, **13**, 372. Organisation sociale, **53**, 116.
Fourriol (Etienne).
Les frontières sociales substituées par Karl Marx aux frontières politiques, guerres non politiques mais de classes, **59**, 440 et 441.
Fox.
Fondateur de la secte des Quakers, intervention en faveur de la paix au Congrès de Nimègue (1678), **40**, 536.
Fox (George).
Avertit le gouvernement impérial de la proposition faite à lui d'assassiner Napoléon, **9**, 295. Fondateur de la secte des Amis antimilitaristes, **13**, 271. Attitude à l'égard de l'emploi de la force, **13**, 274.
Fraenkel.
Traité d'amitié entre Ephèse et Sardes, **42**, 53.
Fraga.
Appréciation du Code Bustamante, **44**, 511.
Francia.
Dictateur au Paraguay, aucune disposition à l'égard des Indiens, **31**, 265.
Franciotti (Agostino).
Médiateur pacifique au Congrès d'Aix-la-Chapelle (1668), **31**, 329.
Francis (Sir Philip).
Nécessité de ne pas changer les lois en Angleterre, **36**, 60.
Franck (Sébastien).
Pacifiste du XVI^e^ siècle, **13**, 230.

François (A.).
Intervient au Sénat belge par une proposition d'amendement à l'Arrangement sur les réfugiés, **43**, 221. Participe à l'élaboration d'un projet de Convention internationale sur le statut juridique des réfugiés apatrides, **43**, 235. Souveraineté de l'Etat sur sa mer territoriale, limitée par les conditions du droit international (passage inoffensif), **48**, 239.

François Ier.
Roi de France, crée le service diplomatique, **4**, 233. Traité de 1518 avec Henri VIII et Charles Ier, **13**, 213. Conclusion des Capitulations de 1535, **17**, 9; **60**, 578. Fait annuler par les Etats de Bourgogne la cession du duché qu'il avait consentie à Charles-Quint par le traité de Madrid, **18**, 156. Raisons de son alliance avec Soliman, **59**, 445.

François II.
Empereur, renonce à la couronne devenue une charge (1806), **22**, 14.

Francqui.
Définition du dr. intern. privé, **35**, 485. Ordre public, **35**, 510. Rattachements primaires, **35**, 600. Dr. intern. privé des obligations, **39**, 656. Conflits de lois en matière d'obligations délictuelles, **39**, 660; de gestions d'affaires, de navires en haute mer, **39**, 666. Propose un consortium de banques pour ouvrir des crédits à l'Allemagne, **42**, 386. Intervention de la Banque des règlements internationaux dans le financement du commerce international, **42**, 433. Création d'un Institut international de crédit à long terme, **42**, 435. Ministre belge des Finances, stabilisation de la monnaie belge, **49**, 90.

Franken.
Théorie sur la nature juridique du droit d'auteur, **12**, 424.

Frankenstein.
Opinion sur les qualifications juridiques, **20**, 70. Sujétion de la personne aux lois de son pays, **29**, 330. Adoption du renvoi, **29**, 607. Rattachement du statut personnel des personnes morales à la loi de l'Etat, **45**, 443. Compte doit être tenu des deux lois nationales (des parents et de l'enfant) dans les conflits en matière de rapports juridiques entre parents et enfants légitimes, **50**, 420. Règles de droit international privé régissant la transaction, **51**, 342. Relativement aux navires privés, le domaine de la loi nationale n'est qu'une fiction, ce qu'elle vaut dans les eaux territoriales d'un Etat étranger, **51**, 420. Le navire sauveteur ou le navire sauvé doit, pour l'application de la Convention de Bruxelles (1910), relever d'un Etat contractant, **51**, 471. Peut-être considéré comme tenant du dr. intern. privé naturel, **57**, 484. Sa thèse du renvoi, **57**, 542. Son attaque contre la règle *locus regit actum*, **57**, 679, 680. Qualification du mariage religieux, **57**, 686. L'individu n'a d'autre droit que celui à la création duquel il prend part, dans le droit de l'Etat auquel il appartient, **58**, 262. Sa doctrine en matière de renvoi, **58**, 388. Conflit de lois en matière de rapports personnels entre époux, application de la loi nationale de chaque époux, **60**, 198. Doctrine de dr. intern. privé, **62**, 23, 445. Renvoi, **62**, 59.

Frankfurter.
Avis consultatifs dans leurs rapports avec la loi constitutionnelle américaine, **8**, 382. Avis consultatif rendu en 1883 par la Cour suprême de Rhode-Island, **8**, 386.

Franklin (Benjamin).
Influence de Vatel en Amérique, **3**, 37. Guerre et paix, **3**, 73. Lettre sur l'opinion européenne relative à la révolte des colonies britanniques d'Amérique, **8**, 214. Son rôle lors du prêt de Louis XVI à l'Amérique (1782), **14**, 204. Paiement des fournisseurs français, **14**, 205. Membre du Comité de rédaction de la déclaration d'indépendance des Etats-Unis, **42**, 532. Premier projet d'union de toutes les colonies anglaises, **42**, 568. Avocat du plan d'Albany, projet d'union qui échoua, **59**, 232. Son idée d'établissement en Amérique d'un Dominion dans le cadre de l'Empire britannique, **59**, 233. Franklin fait partie du Comité secret de correspondance créé en 1775, **59**, 235. Résumé de l'action de Franklin : « Peace, Liberty and Safety », **59**, 251. Son plaidoyer personnel devant les reproches de négligence que lui fit Livingston, **59**, 256 et 257.

Franklin-Bouillon.
Ministre pendant la guerre 1914 de la propagande française à l'étranger, **45**, 302.

Fray (Edmond).
Appel à la IIe Conférence de la paix de La Haye en faveur de l'arbitrage obligatoire, **22**, 135.

Frazier.
Demande la mise hors la loi de la guerre, **24**, 175. Demande pour insertion de cette mise hors la loi de la guerre dans la Constitution américaine, **24**, 288.

Frédéric Barberousse.
Règle du droit fédéral européen, **11**, 384. Arbitre : dans le Traité de Montebello (15 avril 1175), entre le margrave de Gavi et la ville de Tortona, **42**, 63.

Frédéric II (Roi de Prusse).
Partisan du machiavélisme, **9**, 261. Abolition du *jus naufragii*, **11**, 410. Opinion sur la guerre, **13**, 300. Toute guerre ne se justifie pas moralement, **16**, 520. Son attitude à l'égard du principe *pacta sunt servanda*, **22**, 306. Sa conception de la guerre et du droit des gens, **38**, 17. Hommage au droit, **38**, 22. Utilisation politique de la presse, **45**, 253.

Frédéric II (Empereur d'Allemagne).
Partisan du dualisme : Le Pape et l'Empereur, **44**, 354. Lutte contre le Pape, dont il ne veut pas reconnaître le pouvoir juridictionnel, **44**, 372.

Frédéric III.
Empereur, *Reformatio Friderici*, **28**, 542, 548.

Frédéric VI.
Roi de Danemark, protège les œuvres

littéraires des auteurs étrangers, **12**, 450.

Frédériks.
Publie les Maximes de Napoléon, **9**, 265.

Freeman.
Comparaison de la Confédération suisse avec les Etats-Unis d'Amérique, **38**, 567.

Frégose.
Meurtre de Frégose, ambassadeur de France, **12**, 222.

Frei.
Définition des agents de la S. d. N., **41**, 740. Privilèges nécessaires accordés aux fonctionnaires internationaux, **41**, 784.

Frelinghuysen.
Partisan du canal de Nicaragua, **2**, 209. Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, opinion sur le recouvrement des dettes d'Etat, **8**, 103. Violation du traité Clayton-Bulwer, conséquences, **22**, 521.

Frère-Orban.
Ministre belge des Affaires étrangères, attitude dans l'affaire Gillibert, **18**, 592.

Frères Bohêmes.
Doctrinaires de la non-révolte contre l'Etat ou l'Eglise, **44**, 410.

Frers (Emilio).
Origine extra-logique des actes humains, **35**, 245.

Freud.
Opinion sur la solidarité américaine, **5**, 287.

Freund.
Contrats entre Etats et particuliers, **8**, 64. Modification possible pour l'Etat d'une loi d'emprunt, **8**, 69. Application de l'art. 7 du Code de procédure civile soviétique sur la forme des obligations contractuelles, **35**, 554. Mariages consulaires en U.R.S.S., **35**, 562.

Frey.
Arbitrage dans l'Italie du Nord aux XII^e^ et XIII^e^ siècles, **42**, 9, 61; arbitrage au moyen âge, **42**, 77.

Frey (Colonel).
Adepte de la protection internationale du travail, **4**, 71.

Freycinet (de).
Homme d'Etat français, son rôle dans les affaires du canal de Suez, **2**, 199. Influence des règles conventionnelles sur le développement du droit d'auteur dans les législations internes, **12**, 546.

Freytaj (Séraphin de).
Défend la thèse du monopole des mers, **17**, 203.

Fricker (Carl-Victor).
Son livre : *Staat und Staatsgebiet*, ses conséquences, **22**, 6, 25. Combat l'idée de servitude internationale, **22**, 17, 25. Cessions territoriales, fait anormal, **23**, 274. Effet du changement dans la constitution territoriale d'un Etat, **26**, 365; **30**, 116. Théorie de la qualité, **30**, 114. Caractère de droit de validité croissante, de droit naissant, du droit des gens, **47**, 282. L'Etat gouverne seulement *dans* et non *sur* son territoire. **47**, 541.

Frickey.
Voit dans la continuité du processus évolutif des ondes larges une description historique très claire de la nature des facteurs fondamentaux de l'évolution d'une époque, **50**, 820.

Fried (Alfred).
Directeur pacifiste de la *Friedenswarte*, **13**, 400; son activité pacifiste et internationaliste, **13**, 410; ses idées analogues à celles du général Swints, **13**, 419; son manuel sur le mouvement pacifiste, **16**, 518. Légitimité de la guerre défensive, **24**, 159.

Fries (Général).
Combinaison de la guerre aérienne et de la guerre chimique, **16**, 331.

Fritsche.
Réagit contre la doctrine de l'autonomie de la volonté, **16**, 14; **20**, 157.

Froland.
Problème du renvoi, **29**, 5, 33. Fraude à la loi, **62**, 533.

Fromageot.
Proposition de modification du statut de la Cour, **25**, 335. Sentences arbitrales de Fromageot, **35**, 665. Fait ajouter au chiffre 3 de l'art. 38 « les principes généraux de la justice », amendement ayant pour effet de permettre à la Cour de motiver son jugement *ex aequo et bono*, **49**, 299. Fonction consultative de la Cour permanente, **57**, 13, 34. Les tribunaux d'arbitrage n'ont pas à établir de nouvelles règles de droit, **58**, 81. Composition de la Cour permanente, **62**, 575.

Froto.
Chef suédois, paraît sur le littoral de la Baltique, **11**, 400.

Froumenteau.
Opinion sur le machiavélisme, **9**, 171.

Fry (Sir Edward).
Discours au sujet du recouvrement forcé des dettes publiques, **1**, 330. Obligations entre Etats, **34**, 581. Caractère strictement territorial des incapacités sociales et religieuses, **36**, 27. Proposition en faveur de la limitation des armements, **37**, 646. Adversaire des mesures de contrainte pour assurer l'exécution des sentences arbitrales, **48**, 76. Accès des particuliers, par leur Etat, à la Cour internationale des Prix, **51**, 39, 69.

Fuad Pacha.
Finances ottomanes, **5**, 42.

Fuard.
Critique de la convention relative au régime des détroits, **26**, 654.

Fugger.
Banquier, son activité, **1**, 20. Prêt à des souverains, **1**, 299.

Fulbert.
Proclame la paix de Dieu, **6**, 14.

Fulbert de Chartres.
Devoir du seigneur envers son vassal, **32**, 344.

Fuller.
Président de la Cour suprême fédérale des Etats-Unis, respect des droits acquis, **21**, 210.

Funari.
Son projet d'organisation internationale, création d'un Parlement international, **46**, 756 et 757.

Funck.
Admet la doctrine de l'autonomie de la volonté en matière de régime matrimonial, **16**, 66.

Funck-Brentano et Sorel.
Influence réciproque des Etats, **2**, 287. Objet et rôle de la diplomatie, **2**, 307; **32**, 69. Règles du droit des gens, **2**, 419. Condamnent l'intervention, **17**, 219, 220; **34**, 386. Territoire limite de la souveraineté, **23**, 234; **35**, 701. L'idée d'une responsabilité réciproque des Etats contradictoire avec l'idée de souveraineté, **47**, 494.

Furnseth.
Président des marins américains, **4**, 150.

Fusinato.
Publiciste italien, critique la doctrine de Mancini, **2**, 459; **17**, 358, 359. Opinion sur le droit administratif international, **7**, 355; **12**, 496. Théorie italienne de la nationalité, **9**, 459. Personnalité des Unions internationales, **12**, 485, 487, 492. Exercice à l'étranger de l'action paulienne par le curateur de faillite, **14**, 81. Théorie de l'ordre public, **15**, 514. Combat la doctrine du renvoi, **17**, 395. Interprète l'art. 8 du titre préliminaire du Code civil italien (loi complémentaire en matière successorale, **17**, 428. Disciple de Mancini, **33**, 263. Sens de la cérémonie des Féciales, **24**, 152. Notion du droit international administratif, **27**, 256. Règle relative aux jugements nationaux postérieurs à une sentence internationale, **30**, 569, 572. Préparation d'une IIIe Conférence de la paix, **37**, 653. Conflits de lois en matière d'obligations, **39**, 650. Rôle des féciaux, **42**, 48. Fait remarquer que le recours visé par l'art. 17, n° du projet de création de Haute Cour de justice internationale n'est pas une révision mais une décision d'appel ou de cassation, **43**, 27. Son mode d'établissement de la capacité des Unions administratives, **45**, 464. Action en faveur de l'arbitrage international, **46**, 787

Fustel de Coulanges.
Opinion sur les comtés mérovingiens, **13**, 104. Souligne l'importance de la séparation du spirituel et du temporel dans les temps modernes, **18**, 287. Difficulté pour les populations primitives de former des sociétés régulières, **31**, 408. Puissance de l'Etat dans la vie antique, **31**, 434. Caractère religieux des ligues grecques, **38**, 567. Dans la Cité antique, religion et droit ne font qu'un, **60**, 595.

Fuster (Edouard).
Définit le risque « parental », **19**, 52.

G

Gabba.
Souverains, leur immunité de juridiction, **1**, 528. Loi applicable aux emprunts d'Etat, **8**, 69. Conflit de lois en matière de successions dans le droit italien, **9**, 30. Système pour éviter la double imposition, **13**, 73. Critique de la doctrine de Mancini, **17**, 358. Admission du renvoi, **17**, 394. Critique de l'art. 8 du Code civil italien (succession, loi nationale du *de cujus*), **17**, 427. Canon scientifique fondamental de droit international, **29**, 363. Préfère en matière de succession l'application de la loi du domicile à la loi nationale, **46**, 806. Rétroactivité des lois d'interprétation authentique, **47**, 235.

Gabinius.
Loi *Gabinia* contre la piraterie, **15**, 156.

Gaill (Andréas).
Etablit la base d'une théorie nationale allemande, **29**, 329.

Gaillard.
Son mémoire à l'Académie française (XVIIIe siècle) sur les avantages de la paix, **13**, 301, 302.

Gains.
Sentence servant de base à la *lex loci contractus*, **29**, 308.

Gaïus.
Définition du *jus gentium*, **3**, 101; **17**, 198; **47**, 317. Légitimation de la conquête comme titre d'acquisition territoriale, **17**, 266. La loi s'appuie sur la nature, **43**, 426. *Jus Quiritium* propre aux Romains, *jus gentium* en commun avec les autres peuples, **44**, 583. Durée de l'usufruit dont jouit une municipalité limitée à une centaine d'années, **45**, 8. *Adversus periculum naturalis ratio permittit se defendere* (Déclaration de Gaïus), **49**, 706. Essai de droit comparé, **57**, 708.

Galassi.
Etrangers dans les Echelles du Levant et de Barbarie, **27**, 17. Conception des concessions en Chine, **27**, 124.

Galdi.
Rapports politico-économiques entre Etats, **46**, 754.

Galiani.
Etendue de la mer territoriale, **48**, 154.

Gallardo.
Doctrine de Monroe, déclaration unilatérale des Etats-Unis, **32**, 149.

Gallatin.
Ambassadeur des Etats-Unis à Londres, affaire du cocher de M. Gallatin, **12**, 204.

Galleoti (Albert).
Personnalité du droit, **2**, 457.

Galt.
Ministre canadien, revendique pour le Canada, la liberté des tarifs, **19**, 281. Négocie un traité de commerce avec l'Espagne, **19**, 284.

Galvanauskas.
Président du Conseil de Lithuanie, affaire de Vilna, **14**, 617. Droits et devoirs des Etats envers les minorités, nécessité de les fixer par une Convention, **38**, 143.

Gama.
Rapports au Conseil de la S. d. N. : sur la protection des minorités en Letto-

nie, **1**, 503; sur la garantie des droits des minorités en Esthonie, **1**, 506; sur les frontières entre Hongrie et Tchécoslovaquie, **14**, 478.

Gama (J.-B. de).

Trouve 150 dialectes parlés dans la province de Pernambouc, **31**, 189. Sentiment de pitié pour l'indigène, **31**, 204.

Gandavo.

Massacre des Indiens au Brésil, **31**, 187. Etude de la langue des arborigènes du Brésil, **31**, 189. Etat du Brésil lors de la conquête, **31**, 190.

Gandhi.

Proteste contre l'industrialisme, **9**, 340. Son nationalisme économique, **37**, 454.

Gandine.

Juriste italien (XIIIe siècle), application du droit pénal et compétence criminelle, **12**, 269.

Gans.

Conception positiviste du droit, **18**, 325.

Garasse.

Opinion sur le machiavélisme, **9**, 171.

Garcia-Calderon (Francisco).

Emploie l'expression « droit international américain », **32**, 778.

Garcilaso de la Vega.

Chroniqueur de la conquête du Pérou, **31**, 283.

Garden (Comte G. de).

Opinion sur la diplomatie, **4**, 256, 266, 267, 273. Obligation incombant aux ambassadeurs de protéger leurs nationaux, **48**, 533.

Gardiner.

Fondation du Gouvernement constitutionnel américain, **42**, 499.

Garcis.

Jugement sur la Peutarchie, **2**, 49. Rejette la notion de servitude internationale, **22**, 28. Le point de départ d'une règle juridique, c'est la nécessité de l'ordre social, **54**, 154.

Garelli.

Une personne peut être justement imposée dans plusieurs Etats, différents, **13**, 38. Droit international financier, **27**, 259.

Garfield (James).

Concurrence utile pour régler le commerce international, **35**, 279.

Garibaldi.

Prend part au Congrès pacifiste de Genève (1867), **13**, 396.

Garibaldi (Colonel Riciotti).

Son expulsion de France, **18**, 516, 566, 580.

Gariel (Georges).

Droit d'auteur, son avis sur les théories de Renouard, **12**, 425; de Picard et de Kohler, **12**, 442.

Garner.

Nombre de conventions internationales, **38**, 622. Les grandes unions, personnes juridiques internationales, **41**, 353. En général, les tribunaux préfèrent la loi au traité auquel elle est hostile, **49**, 229. Une partie considérant un traité comme nul n'a pas le droit de s'en retirer seule, **49**, 255. Le Pacte Briand-Kellog point de départ pour le développement du droit international selon des directives nouvelles, **58**, 126.

Garner (J.-W.).

Incidents au départ des ambassadeurs ennemis au début de la guerre de 1914, **12**, 231.

Garofalo.

Projet de Code pénal universel, **10**, 379. Délit naturel, **15**, 220. Les délinquants internationaux, **33**, 230.

Garraud.

Opinion sur l'extradition, **4**, 433. Question préjudicielle en matière de suppression d'Etat, **26**, 254.

Gascon y Marin.

Les transformations du droit administratif international, **51**, 595. Les Unions ont une personnalité juridique de droit international public, **51**, 644. Les agents diplomatiques et consulaires ne sont pas des fonctionnaires internationaux, **51**, 649.

Gaspard.

Proposition de désarmement simultané et proportionnel, **37**, 539.

Gasparri (Cardinal).

Communique aux chefs des missions diplomatiques le règlement de la question romaine, **33**, 159. Distingue, dans son œuvre sur le droit matrimonial canonique, les *impedimenta* des vices de consentement et de forme légale, **57**, 697.

Gebhard.

Son rôle dans l'élaboration de la loi d'introduction au Code civil allemand, **15**, 485, 489; **55**, 327. Admission exceptionnelle du renvoi dans l'avant-projet du Code civil allemand (loi d'introduction, art. 27), **29**, 576, 577; **55**, 331. Droit intern. privé, moyen de rattacher à l'Empire les Allemands hors d'Allemagne, **55**, 419. Défense du renvoi, **58**, 414.

Geffken (Henri).

Sujets du droit international, **41**, 254.

Geiler.

Le statut personnel d'une personne morale est régi par la loi sous le régime de laquelle elle est née, **45**, 443.

Geldern (Van).

Etude sur le développement industriel de soixante années, **50**, 816.

Gemma.

Reconnaissance d'Etats et de Gouvernements : Partisan du caractère constitutif, **13**, 460, 461; opinion sur la reconnaissance à l'égard des autres Etats, **13**, 463, 464, 473; gouvernement de fait, **41**, 337. — Opinion sur l'exercice de l'action paulienne par le curateur de la faillite à l'étranger, **14**, 80. Opinion sur la doctrine des qualifications, **17**, 401. Doctrine des rapports du droit international et du droit interne, **20**, 31. Fait entrer le droit administratif international dans le droit international, **34**, 22. Humanisation de la guerre, **46**, 794. Validité d'un traité conclu sous l'empire d'une pression morale, **47**, 367. Partie de son rapport à la Ire Commission de l'Institut sur la nationalité de la femme mariée, **60**, 142, 177, 185.

Conflit de qualifications, **62**, 48. Préconise que les qualifications soient faites d'un point de vue international, **62**, 496.

Genêt.

Qualifie la proclamation de neutralité de 1793, **3**, 37. Chargé d'affaires français, n'est pas reçu à la Cour de Catherine II, **22**, 352, 439. Abus de la franchise douanière par les ambassadeurs, **48**, 507. Droit de passage innocent et droit aux honneurs et protection dû aux agents diplomatiques, **48**, 509. L'ambassadeur doit allier la souplesse de la négocation à la vigueur des objections, **48**, 528. Le jeu de la clause *rebus sic stantibus* entraîne non révision mais caducité du traité, **54**, 220. Deux membres de la S. d. N. en litige à propos d'un traité ancien peuvent invoquer la clause *rebus sic stantibus* sans faire appel à l'art. 19 du Pacte, **54**, 221.

Gentile.

Interprétation des traités, **24**, 12. Droit des gens et droit de guerre, la bonne foi régit le droit des gens, **24**, 12. Promesses remplies, **24**, 64; valeur des promesses, **24**, 97; sens des mots, **24**, 107. Appartient à l'école du droit naturel, **34**, 249. Fondateur avec Grotius de la doctrine moderne du droit international, son influence sur la doctrine italienne, **46**, 744. Droit de la guerre, **60**, 412.

Gentilis (Albericus).

Prédécesseur de Grotius, **22**, 156. Adversaire de la liberté de la mer, **30**, 137. Enseigne le droit romain à Oxford, **40**, 334. Précurseur du positivisme juridique, **40**, 337. Inviolabilité de l'ambassadeur, **48**, 471 et 472. Droit de libre passage accordé aux agents diplomatiques, **48**, 508. Contemporains de Bodin, même formation que lui, sa conversion au protestantisme, **50**, 699. Son ouvrage *De legationibus*, **50**, 701; qualités d'un bon ambassadeur, **50**, 702. L'influence de Bodin, **50**, 702 et s. Fondateur avec lui du droit international, **50**, 703.

Gentillet (Alberigo).

Guerre : Droit de la guerre, **6**, 297; guerre criminelle, **10**, 301; définition de la guerre, **17**, 260; sort des ennemis qui se sont livrés, **17**, 314; opinion sur le butin, **17**, 319. — Mer territoriale (dénomination de la), **1**, 130 Extradition, devoir du pays de refuge, **1**, 193. Loi de conservation dégagée de son œuvre, **1**, 559. Mise à l'index de son œuvre, **3**, 21. Critique le manque de sincérité dans la diplomatie, **4**, 272. Puissance temporelle de la Papauté, **6**, 205. Communauté internationale, **6**, 296. Premier spécialiste du droit des gens, **9**, 234. Opinion sur Machiavel, **9**, 234. Son rôle dans l'élaboration du droit international, **13**, 254; **17**, 117 et 118; **18**, 297, 299. Fondateur de l'école historique de droit international, **13**, 317. Affaire Mendoza sur les immunités diplomatiques, consultation, **16**, 138. Laïcise le droit international, **18**, 317. Positivisme de sa doctrine, **18**, 335, 344.

Gentillet (Innocent).

Son discours sur les moyens de bien gouverner et de maintenir en paix un royaume, **9**, 163.

Gentz.

Partisan de l'intervention limitée, **2**, 378. Exclusion de Napoléon Ier du pouvoir, **32**, 116. Caractère d'Alexandre Ier, Empereur de Russie, **60**, 80. Son avis sur le peu de conséquence de la Révolution d'Espagne de 1820, **60**, 91.

Gény.

Interprétation des textes, **10**, 498; interprétation de la loi, volonté du législateur, **24**, 61. Partisan du droit naturel, **18**, 353. Distingue le donné réel, rationnel, historique et idéal, **18**, 377. Caractère de sa doctrine, **18**, 383. Rapports entre théorie de la solidarité et le droit naturel, **23**, 538. Déplore l'absence d'une théorie juridique de la monnaie, **27**, 247. Notion de sujet de droit, **35**, 34. Validité de la clause-or, **43**, 606. Le droit naturel, imposé par la raison, doit se limiter à quelques principes généraux, **45**, 138 et s. Faillite de la science du droit transitoire, **47**, 221. Gény reconnaît que les Anglais répugnent à la codification, **54**, 315. Gény critique le positivisme, **54**, 318. Existence à la base des institutions sociales d'un fonds de vérité supérieur à la volonté humaine, **54**, 478. Les origines du droit ont leurs racines dans la conscience et la raison humaines, **54**, 483. Les sources formelles du droit ne permettent pas de déduire la pleine totalité des solutions que réclament les complexités des relations sociales, **58**, 79.

George (Henry).

Son argument pour défendre le libre-échange, **51**, 141

Gérard.

Démarche en faveur des établissements chrétiens en Chine, **26**, 136, 143.

Gerber.

Théorie sur la nature juridique du droit d'auteur, **12**, 423. Disciple de Savigny, **29**, 360. Le précepte du mariage obligatoire est de caractère obligatoire, **57**, 687.

Gerber (Friedrich von).

Nature du droit de l'Etat sur le territoire, **22**, 25.

Gerhard de Cambrai (Evêque).

Refuse d'entrer dans les unions d'évêques français, trêve de Dieu, **28**, 479.

Gerhoch.

Rôle de l'Eglise dans la légitimité de la guerre, **6**, 162.

Gerlach (Hellmuth von).

Objection à la proposition de modification de la Constitution de Weimar faite par le « Cartel allemand pour la paix », **24**, 293.

Ghenoff.

Enseignement du dr. intern. public en Bulgarie, **33**, 488. Nécessité d'une autorisation de domicile pour jouissance des droits privés en Bulgarie, **33**, 501.

Ghirardini.

Opinion sur la doctrine des qualifications, **17**, 401. Litispendance en matière de

droit pénal international, **26**, 292. Effets des actes administratifs étrangers, **27**, 226. Déclare qu'il est impossible de s'arrêter dans la série des renvois sans tomber dans l'arbitraire, **58**, 404.

Ghyllemberg (Comte).

Envoyé de Suède à Londres, conspire contre l'Angleterre, **12**, 133, 165.

Gian (Francesco).

Ambassadeur du Pape en Suède, **6**, 203.

Gianni.

Conditions de formation d'une coutume internationale, **47**, 309.

Giannini.

Etendue de la mer territoriale, **48**, 175. Buts (militaires) de l'organisation de la nationalité des aéronefs, **48**, 298. Moyen de convention sur l'unification internationale du droit de propriété des aéronefs, **48**, 311. Réglementation internationale des passeports, **50**, 128. Rapport sur la codification progressive du droit international, **60**, 154.

Gibb.

Droit international privé en Ecosse au XVIIe siècle, **29**, 338.

Gibbon.

Lutte contre les infidèles au moyen âge, **60**, 387.

Gibson.

Question du désarmement doit être traitée en fonction du Pacte Kellog, **31**, 499. Caractère nettement régional de la question du désarmement, **53**, 42.

Gide (Charles).

Mémoire sur les coopératives de consommation, préconise une politique commerciale nouvelle, **15**, 291. Mouvement solidariste, **16**, 490. Confusion de la liberté du commerce et de la paix, **35**, 241. Contraire au franc-or et favorable au papier-monnaie non remboursable comme régime monétaire, **49**, 41. Sa campagne contre le profit, **59**, 53.

Gidel.

Opinions : sur la territorialité des peines, **4**, 428; sur l'effet territorial des jugements répressifs, **4**, 431; sur l'étendue de la mer territoriale et l'existence d'une zone de respect, **10**, 73; sur le droit de poursuite en haute mer, **10**, 80; sur la reconnaissance de la personnalité internationale, **12**, 493. — Commentaire du traité anglo-américain sur les lois prohibitionnistes, **10**, 73, 80, 107. Rôle des idées égalitaires en droit international, **23**, 476. Influence sur le droit international des théories de l'état de nature, **23**, 490. Considère la mer territoriale comme un territoire submergé, **34**, 426. Rapport à l'Institut de dr. international (1927) sur le régime des navires dans les ports étrangers, **34**, 432. Consultation aux optants tchécoslovaques, **41**, 209. Fiction de la survie du droit russe « mol oreiller sur lequel il devenait de plus en plus difficile de se reposer », **43**, 179. Ce qu'a donné aux Etats l'idée de leur égalité, **46**, 260. Limitations à la souveraineté de l'Etat sur ses eaux territoriales, **47**, 548. A quoi l'idée de la liberté de la haute mer doit son importance, **47**, 554. Crimes et délits à bord des navires aériens, compétence territoriale de l'Etat dont le principe demeure intact, **48**, 370. Règles disciplinaires à bord des navires, **48**, 378. Met en lumière le critérium de Bynkershoek pour déterminer l'étendue de la mer territoriale, **59**, 720. Sa définition du droit maritime, **51**, 409. Adversaire de la fiction de « territoire flottant », **51**, 420. Admet cette fiction relativement aux navires en haute mer dont les équipages et passagers peuvent être considérés comme individus restés sur le territoire de l'Etat dont le navire bat pavillon, **51**, 421 et 422. Particularité des règles de route à la mer, elles sont règles nationales uniformes et non règles internationales conventionnelles, **55**, 46. Rapport à l'Institut de Droit international sur la clause juridictionnelle dans les Conventions d'Union, **57**, 91. Interprétation par M. Gidel de l'Avis du Conseil d'Etat français sur la compétence des autorités françaises en matière de délits commis à bord des navires étrangers mouillant dans les ports français, **38**, 185.

Gierke.

La souveraineté , **3**, 60. Doctrine de la responsabilité collective de l'Etat, **10**, 297. Théorie sur la nature juridique des droits de la pensée, **12**, 408, 432, 441, 519. Opinion sur la théorie de Renouard, **12**, 425. Opinion sur les conceptions politiques et philosophiques du moyen âge, **18**, 291. Nature du dr. intern. privé, **20**, 24. Considère le droit des gens comme un droit privé, **20**, 41. Disciple de Savigny, **29**, 360. Personnalité de l'Etat, **33**, 679. Notion de la corporation, **35**. 37. Illégalité de l'apatridie, **43**, 127. Inviolabilité du contrat comme droit naturel, **49**, 185. Fondement du droit d'auteur dans un fait de création intellectuelle, **52**, 456. Sa définition des droits acquis, **59**, 326.

Giese.

Transformation du droit des gens en droit interne, **47**, 408.

Gifford (Lord).

Juge, il déclare que les traités doivent être interprétés d'après les intentions des parties, **43**, 266.

Gihl.

Est permis, en droit international, ce qui n'est pas défendu par une loi positive, **43**, 347.

Gilbert.

Son traité de la preuve (1756), contribue à lancer la formule du « meilleur témoignage », preuve en matière de contrat, **48**, 720.

Gilinsky.

Relève l'impuissance des armements à assurer la sécurité, **32**, 213. Présente le projet russe sur la limitation des armements, **37**, 596.

Gilles de Rome.

Son ouvrage *De ecclesiastica potestate*, organisation des peuples chrétiens, **44**, 341. Pouvoir du Pape auquel est soumis le pouvoir étatique, **44**, 342, 343, 344.

Gillibert.
Son expulsion de France, **18**, 592, 598.
Gilson.
Opinion sur les doctrines politiques et philosophiques du moyen âge, **18**, 291.
Gini.
Matières premières et denrées alimentaires, **15**, 299, 307, 309; son rapport, **51**, 175.
Ginn (Edwards).
Fondateur du « The World Peace Foundation », **13**, 410.
Girard.
Critique du Pacte d'Athènes entre les Puissances balkaniques, **53**, 69.
Giulanelli (P.-F.).
Mission auprès de l'Empereur de Chine, **26**, 141.
Glaber.
Paix de Dieu en France, **6**, 148.
Gladstone.
Règle *pacta sunt servanda* fondement du droit public de l'Europe, **3**, 52. Sa campagne contre les atrocités turques en Bulgarie, **10**, 592. Plaide devant la Chambre des communes la cause de l'arbitrage, **13**, 398. La pensée de Wilson se rencontre avec les idées libérales de Gladstone, **22**, 143. Favorable à la limitation des armements, **37**, 538. Obligation pour l'Angleterre de défendre la Belgique, **40**, 41.
Glason (Ernest).
Mémoire sur les institutions primitives du Brésil, **31**, 190, 191.
Gluck (Friedrich).
Partisan de l'autonomie de la volonté en ce qui touche le régime matrimonial, **16**, 66.
Gneist (Rudolf von).
Nature juridique de l'impôt, **13**, 25. Sa formule sur l'Etat et la Société, **20**, 391.
Gobineau (Comte de).
Tolérance extrême de l'Islam, **60**, 512.
Goblot.
Définition du droit, **18**, 372.
Godart (Justin).
Son rôle dans l'organisation permanente du travail, **4**, 78, 113, 199, 211, 214. Insertion de clauses protectrices du travail dans les traités de paix (1919), **51**, 496.
Godounow (Boris).
Rapports avec l'Occident, **11**, 487.
Goebbels.
Liberté pour tout pays de choisir sa forme de gouvernement, interdiction à tout pays de propager à l'extérieur ses doctrines intérieures pour déchaîner la révolution, **59**, 457. Le gouvernement d'Hitler s'appuie sur la majorité du peuple, **59**, 474. Collaboration de l'Allemagne hitlérienne à la paix générale, **59**, 504.
Goedhuis.
Caractère international des transports aériens, **48**, 324.
Goellner.
Dénonciation des servitudes internationales en vertu de la clause *rebus sic stantibus*, **22**, 60.
Goeppert.
Pas de réponse à la question de la rétroactivité dans les systèmes juridiques rudimentaires, **47**, 174. Doctrine des *facta praeterita*, **47**, 200. N'accorde pas d'effet rétroactif aux lois d'interprétation authentique, **47**, 235. Recours contre les sentences arbitrales, **52**, 51.
Goering.
Autarcie du IIIe Reich, **59**, 507.
Goethe.
Conception variable de l'humanité, **3**, 13, 23. Conception du droit, **15**, 522.
Goetz.
Historien des relations commerciales russo-allemandes au moyen âge, **11**, 456.
Gohory (Jacques).
Traduit en français les œuvres de Machiavel, **9**, 237.
Gojchbarg.
Principes du dr. intern. privé russe, **35**, 483; domaine du dr. intern. privé, **35**, 486; rejette le renvoi, **35**, 514; nie l'existence d'un dr. intern. privé commun, **35**, 598.
Goldscheid.
Rapport au XIIIe Congrès de la paix sur les questions économiques, **15**, 293.
Goldschmidt.
Développement du droit commercial, **4**, 16. Détermine la loi applicable à la capacité, **8**, 169; loi du domicile applicable à la capacité du commerçant, **23**, 26; **34**, 783. Rapport à l'Institut de droit international (1874) sur l'arbitrage, **33**, 388; projet de règlement de procédure d'arbitrage international, **34**, 553; cas de nullité de sentence arbitrale, **35**, 366. Projet soumis à l'Institut de droit international de règlement pour la procédure internationale, **37**, 540. Présente à l'Institut de dr. international (1874) un projet de règlement sur le fonctionnement de l'arbitrage, **52**, 9. Causes de nullité d'une sentence arbitrale, **52**, 97. Sa théorie sur l'usage juridique étranger, le juge n'applique pas seulement le droit, il le crée, **57**, 389. La règle de conflit est une norme indirecte, **57**, 458 et 459.
Goldzieher.
Orientaliste, reconnaît aux Arabes leur tolérance, **60**, 638.
Goloubinsky.
Historien russe, appréciation sur la période anti-mongole, rapports avec l'Occident, **11**, 418.
Goltz (Comte de).
Représentant de la Prusse à la Conférence de Paris de 1866, règlement de navigation du Danube, **11**, 291.
Gomez.
Adversaire du Président Castro au Vénézuéla, **18**, 520. Propose au gouvernement français l'installation du duc d'Angoulême comme monarque dans l'Amérique du Sud, **32**, 424.
Gompers (Samuel).
Son rôle dans l'élaboration de la Par-

tie XIII du Traité de Paix, **4**, 77, 79, 80, 91, 95, 143, 150, 209. Président de la Commission de législation internationale du travail à la Conférence de la Paix (1919), **51**, 497; problème des délégués, il défend la thèse selon laquelle chaque délégué avait une seule voix, **51**, 498.

Gondra (Manuel).

Projet de convention sur les Commissions d'enquête pour les différends entre pays d'Amérique, **22**, 189, 190; son adoption par la Conférence de Santiago, **22**, 124. Nomination d'une Commission d'enquête pour un différend entre Paraguay et Etats-Unis, **32**, 771. Pacte Gondra, organisation de la conciliation internationale, **59**, 145.

Gönner-Nikolaus (Thaddaüs).

Monographie sur la servitude de droit public interne, **22**, 17. Introduit en droit des gens la théorie des droits fondamentaux des Etats, **22**, 55.

Gonsiorowski.

Opinion sur les sanctions économiques de la S. d. N. et la neutralité, **17**, 504. Portée de l'art. 11 du Pacte de la S. d. N., **39**, 720.

Goodmann.

Conception du droit de résistance, **6**, 286.

Goodrich (H.-F.).

Territorialité de l'impôt, **23**, 237.

Goos.

Partisan de la stricte doctrine territoriale en matière répressive, **16**, 167.

Gorgé (Camille).

Conciliation internationale : Opinion sur les traités de conciliation et l'action du Conseil de la S. d. N., **18**, 68; projet de conciliation devant la Cour permanente, **18**, 118; estime que la multiplication des traités bilatéraux de conciliation internationale amènera la conclusion d'une Convention générale collective, **18**, 124.

Gortschakoff.

Note (octobre 1870) sur la Convention de la mer Noire, **2**, 335, 340, 346 Anecdote sur la langue diplomatique, **15**, 606. Sa proposition (1855) de plébiscite dans les Principautés danubiennes, **18**, 167. Invite les Etats européens à la Conférence de Bruxelles (1874) pour régler les droits et devoirs des gouvernements en temps de guerre, **21**, 17. Son objection à la réglementation de la navigation du Danube par un syndicat européen, **21**, 294. Dénonce les obligations contractées en 1856 par la Russie relativement à la mer Noire, **22**, 62, 529. Dénonce au nom de la Russie l'art. 11 du Traité de Paris (1856), **32**, 365. Expose les motifs d'intervention d'humanité de la Russie dans sa guerre avec la Turquie (1877), **40**, 142. Aux négociations préliminaires du Traité de Paris (1856), n'accepte pas la limitation des forces russes dans la mer Noire, **47**, 610. Dénonciation par la Russie du traité de Paris (30 mars 1856), **48**, 647 et 648.

Görtz (Baron de).

Agent secret de Charles XII, conspire contre l'Angleterre, **12**, 133, 155.

Goschen.

Théorie sur les changes étrangers, **27**, 252, 339. Augmentation du taux de l'escompte, moyen insuffisant pour agir sur le change, **56**, 506.

Goschen (Sir).

Ambassadeur d'Angleterre en Allemagne, sa dramatique entrevue de 1914 avec Bethman-Hollweg, **60**, 336.

Gothein.

Fait préciser, au Congrès de Vienne pour l'Union économique de l'Europe centrale, que le concept d'Europe centrale englobe l'Allemagne, **15**, 360. Politique des petits Etats allemands, **28**, 138. Autorité croissante des techniciens du Rhin sous Napoléon Ier, **28**, 166.

Goudar (Ange).

Ecrivain du XVIIIe siècle, aborde le problème international du point de vue économique, **13**, 314.

Gouin (Sir Homer).

Initiative du Canada concernant l'art. 10 du Pacte de la S. d. N., **19**, 332.

Gounot.

Opinion sur l'autonomie de la volonté, **16**, 51.

Gouraud (Général).

Constitution d'une Fédération syrienne, **19**, 527. Son rôle en Syrie, **29**, 154.

Gournay (Mlle de).

S'occupe de l'éducation du Prince, **9**, 189.

Gourvitch.

Fonde le droit sur la force, **18**, 340. Influence d'une révolution sur les engagements de l'Etat, **23**, 286.

Goyau (Georges).

Etudie la doctrine de saint Thomas sur la guerre, **17**, 259.

Goeyena (Garcia).

Rédacteur du projet de Code civil espagnol de 1851, principes directeurs en matière de dr. intern. privé, **31**, 636.

Gracian (Balthazar).

Comparaison de ses *Maximes politiques* avec celles de Machiavel, **9**, 212.

Graham.

Délégué du Canada à la Conférence économique impériale de 1923, tarifs préférentiels douaniers, **3**, 308. Préconise une trêve douanière de deux ans, **35**, 433.

Gram.

Son opinion sur les privilèges et hypothèques (Institut de droit international, 1902), **14**, 117.

Gramont (Duc de).

Son rôle politique en 1870, **4**, 341.

Grandi.

Politique du commissariat italien d'émigration, **20**, 232; raison de sa suppression, **32**, 139. Lien entre désarmement, réparations et dettes, **35**, 338.

Grant (Président).

Message de 1875, reconnaissance de Cuba,

conditions de reconnaissance des Etats, **62**, 252.

Granville (Lord).

Sa réponse à la note de Gortschakoff (Convention de la mer Noire), **2**, 336. Attitude à l'égard : du canal de Suez, **2**, 199; du canal de Panama, **2**, 208. Circulaire sur le Danube, **11**, 294. Combat la clause *rebus sic stantibus*, **32**, 366, 369. Opposition de l'Angleterre à la forme conditionnelle de la clause de la nation la plus favorisée, **39**, 87.

Grassi (J.-L.).

La double imposition internationale peut être recherchée de propos délibéré, **13**, 6.

Grasso.

Le principe de nationalité n'est pas le fondement du droit international, **46**, 754.

Graswinckel.

Soutient le principe de la liberté des mers, **17**, 203.

Gratien.

Dispositions sur le droit de la guerre, **11**, 392.

Graux.

Plaidoirie relative au traité franco-belge de 1899 sur l'exécution des jugements, **10**, 509.

Gray (Juge).

Affaire du navire *Panama*, navire armé pour sa légitime défense, **11**, 122. Distingue la capacité de tenir du pouvoir d'agir, **21**, 231. Affirme que le droit international fait partie du droit anglais, **40**, 332. Admission par les conseils de prises anglais de la validité de la loi interne en conflit avec le droit international, **61**, 413. Recours devant les tribunaux aux coutumes et usages et aux ouvrages des juristes qui en témoignent, **62**, 174. Conception jurisprudentielle du droit, **62**, 435.

Gream (Sir Philip Lloyd).

Tarifs préférentiels douaniers, **3**, 433.

Green.

Critique la doctrine d'Austin sur la souveraineté, **3**, 120.

Grégoire (Abbé).

Projet de déclaration du droit des gens, **11**, 57; **22**, 309; **34**, 345; **35**, 19; s'appuie sur le sort de la Pologne pour le faire adopter, **22**, 348. Base morale des relations internationales, **16**, 496. Déclaration du 4 floréal, an III (27 avril 1795), **24**, 313. Droit d'organiser et de changer la forme de son gouvernement, **34**, 339. Représente la doctrine internationale de la Révolution française dans sa tendance individualiste, **45**, 711.

Grégoire IV.

Rappelle que la paix est promise aux hommes de bonne volonté et que le Christ doit habiter dans le cœur de tous les fidèles, son esprit gardant leur unité par le lien de paix, **44**, 326.

Grégoire VII (Pape).

Théorie des deux souverainetés : Eglise et Etat, **1**, 17. Le pouvoir temporel de la Papauté, **6**, 165, 252, 253. Dénonce la tyrannie, **6**, 165. Son intervention entre la Pologne et la Russie, **11**, 418. Suprématie de l'Eglise sur l'Etat, **13**, 529. Suprématie du Pape sur les princes, **17**, 151; **44**, 338, 354. Montre que la loi des Papes a conquis plus de pays que celle de l'Empereur, **31**, 385. Pouvoir juridictionnel sur l'Empereur, **44**, 371.

Grégoire IX (Pape).

Edicte la règle du Tiers-ordre, **6**, 158. Fixe sa position à l'égard des princes, **17**, 155. Admet dans ses *Decretales* les règles de la trêve de Dieu, **28**, 478. Ses fonctions d'arbitre, **31**, 340.

Grégoire X (Pape).

Son rôle de médiateur, **44**, 376.

Grégoire XIII (Pape).

Arbitre entre Pologne et Russie, **9**, 168. Institue des nonciatures permanentes, **31**, 319.

Grégoire XVI (Pape).

Intérêts qu'il porte aux propositions d'Urqhardt pour la paix, **31**, 374.

Grégoire (Pierre).

Combat le machiavélisme, **9**, 171.

Grégory.

Projet d'un Code pénal international, **10**, 379.

Grentrup.

Missions catholiques, **26**, 83. Droit de prédication, **26**, 86. Nécessité de maintenir à l'œuvre d'évangélisation en Chine les privilèges d'extra-territorialité, garanties juridiques indispensables en cas de suppression, **26**, 191. Traités relatifs aux missionnaires, **26**, 160.

Grenville.

Communique en anglais avec les agents diplomatiques accrédités à Londres, **15**, 607.

Gresham.

Sa loi, **27**, 370.

Grey (Lord).

Ses déclarations (octobre 1916) au sujet de la création d'une S. d. N., **13**, 418. Constatation relative aux hommes politiques, **16**, 477. Reconnaît au Canada le droit de négocier seul des traités de commerce, **19**, 286. Attitude à l'égard des Dominions, **19**, 290.

Grey (Sir Edward).

Réglementation internationale nécessaire pour la conservation des richesses de la mer, **29**, 408. Son attitude devant la demande russe d'ouverture des Détroits (1907 et 1908), **47**, 681, 682. Son action en vue de régler l'incident de la mission Liman von Sanders (1913), **47**, 744. Convocation de la Conférence navale de Londres (1909), **48**, 402.

Grimaudet.

Magistrat, son influence sur Bodin, son ouvrage *Le Droit de quelque magistrat*, **50**, 617 et s.

Grimmelshausen.

Auteur de *Simplicissimus*, son pacifisme, **13**, 231.

Grimshaw.

Conseiller technique à la Commission

permanente des mandats, **19**, 513. Ses notes sur l'esclavage dans les territoires sous mandat B et C,, **19**, 566. Expert au bureau international du travail en Palestine, **19**, 560 et 561. Attitude devant le travail forcé présent dans les territoires sous mandat B et C, **19**, 567.

Grivaz.

Origine de l'extradition, **16**, 194. Motifs d'expulsion plutôt que de répression pénale contre étrangers cherchant à compromettre l'Etat, **16**, 241.

Griziotti.

Impôt : La solution du problème du lieu du revenu, **20**, 484; critique des conclusions des experts économiques, **20**, 574; imposition fiscale des étrangers, **25**, 21; principe de l'allégeance économique, **25**, 47; conservation de la règle de la progression tout en abandonnant le principe de la personnalité, **25**, 72; imposition des personnes morales, **25**, 73; collaboration scientifique des Etats nécessaire en matière fiscale, **25**, 82; double imposition, étude et admission, **31**, 5, 24; **61**, 546; ce qu'il propose pour les éviter, **61**, 623; mais il ne trouve la double imposition ni absurde, ni illégitime, **61**, 630; préconise un projet de système fiscal international où les impôts ne seraient ni nombreux ni trop lourds, **61**, 627.— Rapports politiques, sociaux et économiques entre Etat et individu, **61**, 554. Cause de l'impôt, **61**, 557; distinction entre intérêts particuliers et intérêts généraux, **61**, 558. Services que l'Etat rend aux contribuables sont le fondement de l'obligation fiscale, **61**, 604. Allégeance « atténuée » liant à l'Etat la personne qui y vit totalement, **61**, 614.

Groesser (Père).

Sa critique du principe d'exterritorialité des missions, **26**, 188; leur caractère supranational, **26**, 192; nécessité de missionnaires de diverses nations, **26**, 197.

Groot (de).

Le confucianisme devant la propagande chrétienne, **26**, 84.

Gross de Schwarzhof (de).

Problème du désarmement, ses inextricables difficultés, **32**, 214.

Grotius. [V. Grotius. **Table analytique,** pp. 279 et 280.]

Dettes de monarque à monarque, **1**, 300, 345, 351. Droit des sujets et droit des étrangers, **1**, 321. Actes royaux, actes non royaux, **1**, 323. S'oppose à Machiavel, **1**, 20. Actes du tuteur, validité à l'égard du pupille, **1**, 343. Affirme la loi de conservation, **1**, 559. Eloge de la loyauté, **1**, 560. Conception de l'équilibre, **2**, 29. Individu, unité de droit, **3**, 22. Continuateurs de Grotius, **3**, 31; **6**, 301; **9**, 238; écoles issues de lui, **13**, 316. Adhère à la théorie de la souveraineté territoriale en dr. intern. privé, **3**, 132. Liberté des fleuves, **5**, 175. Biographie de Grotius, **6**, 297. Ses précurseurs, **6**, 295. Influence du droit romain, **1**, 100; de la Bible, **6**, 297; de la Réforme, **6**, 297; de Gentili, **13**, 255; des idées de Suarez, **43**, 404. Conception du contrat social, **6**, 300. Respect de la neutralité, **6**, 298. Ecarte du droit ce qui relève de « l'art politique », **9**, 237. Droits fondamentaux des Etats, **10**, 562. Contrebande de guerre, criminalité, **10**, 306. Histoire du droit de visite, **11**, 74. Influence de l'humanisme de Grotius, **13**, 249. Notion germanique d'un droit public commun chez Grotius, **15**, 521. Conception universaliste, **16**, 255, 260, 261. Règle *pacta sunt servanda*, **16**, 256, 258, 277. Caractère utilitariste de sa conception des relations et de la communauté internationales, **3**, 19, 43; **6**, 319; **16**, 458, 466; **23**, 531. Comparaison de Grotius et de Vitoria, **17**, 117, 331. Opinion sur Vitoria, **17**, 238. Légitimité du fait accompli, **17**, 130. La division du dr. intern. public, **20**, 426. Contribution intellectuelle du protestantisme pour la paix, **31**, 361. Caractère de Grotius, **31**, 363. Lien avec Vitoria, **31**, 365; **34**, 242, 246, 247. Lacunes de son œuvre, **31**, 365. Cause dominante de son œuvre : guerre de Trente ans, **31**, 376. Rattachement du *jus usus innocui* à la communauté originelle de tous les biens, **21**, 287. Son influence en Angleterre, **21**, 208; sur l'école hollandaise, **29**, 327. Son opinion sur Suarez, **24**, 153. Servitude en droit international, **22**, 19; **28**, 211. Théorie des représailles, **22**, 289. Reconnaissance des droits de l'homme, **24**, 316. Constitution des Provinces unies des Pays-Bas, **24**, 494. Cession de territoire opérée sans tradition, **30**, 376. Cas où un fleuve frontière appartient à un seul Etat, **30**, 387. Effet de la suprématie de l'Etat sur l'Eglise, **31**, 333. Accord du droit et des faits, **34**, 82. Rôle de l'argent, **34**, 83. Affectation aux dettes des biens d'une société, **34**, 98. Nécessité de punir les crimes hors des frontières, **36**, 86. Négociations diplomatiques, **36**, 269. Légitimité de l'intervention d'humanité, **40**, 138. Apparition du Traité de Grotius, **40**, 39. Egalité de traitement des étrangers au point de vue de leur admission sur le territoire d'un Etat, **42**, 249. Liberté de la navigation fluviale, fondement, **45**, 118. Liberté d'émigration, **50**, 105. Distingue les traités « régulatoires » et les traités « constitutifs », **50**, 337. Influence de Crucé (par son « Nouveau Cyné ») sur Grotius, **50**, 708. Influence de Bodin, **50**, 712 et s. Les quatre conditions d'exercice du droit de nécessité, **52**, 209. Le droit de représailles est subordonné au déni de justice, **52**, 371. Sujets du droit international, **53**, 315. Affirme l'existence d'un droit commun des Nations, **53**, 553. Influence de Grotius sur les juristes des XVIIe et XVIIIe siècles, **53**, 563. Nature de la coutume internationale, **54**, 196. Fleuve international, droit naturel de passage, **55**, 17. Sa distinction entre « découvrir » des territoires et les « occuper », **58**, 153. Droit et justice, **62**, 211. Sécurité collective, **62**, 193. — *Ambassadeurs* : Immunités, **12**, 143; fiction d'exterritorialité, **12**, 145; **30**, 17. Inviolabilité de l'ambassadeur, **48**, 472. — *Arbitrage* : L'arbitrage dans la doctrine de Grotius, **10**, 579; recommandation en faveur de l'arbitrage, **31**,

337; clergé en face de l'arbitrage international, **31**, 338; arbitrage du Pape partageant le monde, **31**, 345; obéissance à la sentence arbitrale, **33**, 337; traite de l'arbitrage, **33**, 365. — *Droit des gens* : Père du droit des gens, **4**, 233; **43**, 370; droit international, **6**, 7; codification, **6**, 210, 295, 335; origine, **6**, 250; **13**, 256; fondement, **6**, 296; laïcisation du droit international, **14**, 300; fondateur de la science du droit international, **22**, 156; **38**, 644; formule les principes traditionnels de ce droit, **22**, 175; rôle du consentement comme fondement du *jus gentium*, **23**, 478, 479; formation du droit des gens par le protestantisme, **31**, 351; primauté du droit international, **34**, 196; droit des gens réglant les rapports entre Etats et individus, **30**, 196; système de Grotius, son influence sur la pratique internationale, **30**, 283; universalité du droit des gens, **47**, 9. Coexistence du droit universel et du droit particulier, **53**, 8. Construction du droit international, **54**, 20, 460. Pour Grotius, la coutume fait partie du droit des gens volontaire qui repose sur la volonté du peuple, **58**, 505. — *Droit maritime* : Théorie de la juridiction maritime, **1**, 129, 132; **2**, 67, 68; **10**, 54, 190; **26**, 390; souveraineté des baies et détroits, **2**, 67, 68; *Mare liberum*, **2**, 134; **5**, 167; **17**, 203; **35**, 158; **45**, 538; **47**, 555; **51**, 661; **53**, 542; **62**, 176; étendue de la mer territoriale, **10**, 67; **34**, 427; lutte pour la liberté de la mer, **17**, 203; **26**, 477; **30**, 137; **34**, 248, 376, 416, 417; **35**, 158; admet la possibilité de l'occupation de la mer, **30**, 102; domaine éminent, **30**, 102; droit réel de l'Etat sur son territoire, **30**, 102; occupation de la haute mer, **30**, 143; droit de l'Etat riverain sur une partie de la mer, **30**, 388; souveraineté de l'Etat sur la mer territoriale, **30**, 390; **35**, 118; liberté d'accès des ports, **34**, 432. Droit de l'individu à la libre navigation sur mer, **40**, 501; distingue de la haute mer les détroits, baies et eaux proches de la terre, **48**, 152. — *Droit naturel* : Pactes des souverains et droit naturel, **1**, 324; père du droit naturel, **9**, 233; Grotius et le droit de nature, **6**, 279; **10**, 550, 553, 555, 557; son *De jure belli ac pacis* et le droit naturel, **13**, 320, 549; **31**, 399, 431; conception du droit naturel, **31**, 431; **53**, 559. Appartient à l'école du Droit naturel, **34**, 249. Existence d'une règle de droit à fondement moral, **54**, 88. — *Etat* : Définition, **1**, 39; théorie de l'Etat, **6**, 300; force de l'Etat sur la nature humaine, **9**, 289; souveraineté de l'Etat, **16**, 311, 313; guerre juste et souveraineté de l'Etat, **16**, 310, 311; **17**, 273, 275, 521, 558; transformation politique de l'Etat sans conséquence sur ses dettes, **23**, 255; sort des dettes de l'Etat annexé au cas de succession d'Etats; possibilité d'un droit pénal pour les Etats, **24**, 281; subsistance de l'Etat, **30**, 331; Etat non responsable des dommages causés par les individus sur son territoire, **30**, 467; Etat, instance suprême, **35**, 14; adaptation de la souveraineté aux conditions de la société nouvelle, **35**, 17; opinion sur l'égalité des Etats, **35**, 703; **40**, 12; changement de forme de l'Etat nécessite une reconnaissance de la nouvelle forme, **47**, 453. — *Extradition* : **1**, 193, 197; procédure et fondement, **10**, 351; considère comme crime l'acte étatique dirigé contre la sécurité d'un Etat étranger, **16**, 123; le droit d'asile non fondé en droit des gens, **16**, 147. — *Guerre* : Affirme nécessité d'une justice supérieure pour éviter la guerre, **1**, 316; conception de la guerre, **3**, 20, 30, 73, 75; conditions dans lesquelles fut écrit son traité de la guerre et de la paix, nombreuses éditions, **9**, 234; **35**, 174, 185; guerre privée, guerre publique, distinction, **9**, 235; droit de la guerre, **9**, 235; exhortation à la paix, **9**, 236; justes causes de guerre, **9**, 279; **24**, 156; **35**, 175, 177; **38**, 14; privilège obtenu pour son traité, **12**, 448; son rêve de supprimer les guerres, **9**, 298; fait passer le droit de la guerre avant celui de la paix, **15**, 451; **17**, 241; sa classification des guerres comparée à celle de Vitoria, **17**, 257; admet la mise à mort de toutes personnes en pays ennemi, **17**, 303; contrebande de guerre, **17**, 308; sort à réserver à ceux qui se rendent, **17**, 315; droit de butin, **17**, 317, 319, 320; traitement des belligérants varie suivant la justice de leur cause, **17**, 470, 496; pose ses règles sur la guerre et la paix en étudiant les droits et devoirs des hommes, **24**, 313; admet les usages barbares de la guerre de Trente ans, **30**, 385; distingue la violence normale de la guerre d'un acte entrepris contre la bonne foi, **30**, 429· droit de légitime défense, **30**, 481; guerre juste et injuste, **31**, 528; **38**, 12; construction juridique du droit de la guerre, **35**, 175; sanctions de la guerre injuste, **35**, 184; façon arbitraire de se faire la guerre entre Etats, **38**, 5; guerres douteuses, **38**, 31; devoirs des neutres, **38**, 52. Droit du souverain de prendre les armes pour châtier les nations commettant des fautes contre la loi naturelle, **59**, 89. — *Souveraineté* : **10**, 577; sens du mot, **23**, 490; influence de Grotius sur le développement de la théorie de la souveraineté, **23**, 492; conception de la souveraineté, **31**, 439. — *Traités* : Personnels et réels, **4**, 343; effet de la forme du gouvernement sur les traités, **4**, 346; méconnaît l'importance de la ratification, **15**, 574; validité du traité non ratifié, **22**, 196; adversaire de la clause *rebus sic stantibus*, **22**, 470; violation d'un traité entraîne sa nullité, **22**, 524; distinction entre promesses favorables, odieuses et mixtes, **23**, 20, 43, 89, 90, 107, 137; valeur des promesses, **24**, 97; interprétation des traités, **24**, 15; **26**, 529; considère l'interprétation comme opération logique, **24**, 34; l'interprétation procède de ses principes, **24**, 35; se fonde sur la bonne foi, **24**, 15, 32, 70; recherche de l'intention, **24**, 4, 16, 17, 54, 117; raison du traité, **24**, 19; interprétation extensive, **24**, 19, 42, 83, 88; interprétation par une partie non obligatoire pour l'autre, **24**, 10; application du droit romain aux traités, **24**, 73; volonté d'une chose absurde, **24**, 82, 93; interprétation conduisant à l'absurde, **24**, 93; interpré-

tation étymologique, sens des mots, **24**, 47, 104; sens juridique, **24**, 107; critère d'une bonne interprétation, **24**, 40; évidence des conjectures, **24**, 81; conjectures en cas d'équivoque, **24**, 117; conjectures faisant présumer l'inadmissibilité d'une interprétation, **24**, 133; nécessité du maintien de la foi donnée, **32**, 371; règles d'interprétation des traités, **48**, 715; effondrement du système juridique en l'absence de la règle *pacta sunt servanda*, **49**, 152, 186.

Grünberger.

Contrôle de l'emploi des crédits accordés à l'Autriche sous réserve du respect de sa souveraineté, **61**, 182.

Grünfeld.

Concessions et settlements, **27**, 124.

Grundwald.

Opinion sur les attentats contre aéronefs, **10**, 341.

Grunzel (Joseph).

Définition du nationalisme économique, **37**, 457.

Gual.

Ministre des Affaires étrangères de Colombie, son projet de confédération américaine, **5**, 311. Action en faveur d'un bloc hispano-américain, **32**, 473.

Guani.

Représailles armées sont contraires aux art. 12 et 15 du Pacte, **14**, 344. Son rôle dans l'affaire de Mossoul, **14**, 521. Président de la S. d. N., attitude américaine en faveur de la codification, **22**, 168. Raisons de l'échec de la Cour de Justice centro-américaine, **23**, 381.

Guébriant (Mgr de).

Caractère supranational des missions catholiques, **26**, 195.

Guéchoff.

L'alliance balkanique provoquée par les exterminations par les Jeunes Turcs des éléments hétérogènes, **47**, 718.

Guermanoff.

Déclare que l'excès de pouvoir en droit international public a pour sanction la nullité de la sentence arbitrale, **52**, 11.

Guerrero (Dr Gustave).

Projet de convention sur la responsabilité des Etats, **22**, 152. Membre du Comité des experts de la S. d. N., étudie la nationalité des personnes morales, **23**, 92. Se prononce contre l'existence d'un droit international américain, **32**, 785; **44**, 488. Motion de condamnation de l'intervention, **32**, 126, 597. L'entrée volontaire des étrangers dans un pays leur fait courir des risques qui ne doivent pas être à la charge de leur pays d'élection, **47**, 98. Le déni de justice entraîne la responsabilité de l'Etat pour dommages aux étrangers, **47**, 112. Son rapport au Comité de codification du droit international sur le déni de justice en droit international, **52**, 387. Son rapport à la Conférence de codification de 1930 sur la naturalisation des apatrides, **53**, 345. Rapport sur la nationalité des époux à la Conférence de codification de 1930, **60**, 151.

Guggenheim.

Effets constitutifs de la reconnaissance des Etats sont d'ordre individuel, **13**, 465. Effet du changement de souveraineté sur les servitudes internationales, **22**, 69. Nie le principe de la succession aux dettes d'Etat en cas de transformation territoriale de l'Etat, **23**, 280.

Guichardin.

Historien et philosophe, **9**, 176.

Guilaine.

Son point de vue sur la liaison entre la S. d. N. et l'Union panaméricaine, **47**, 128.

Guillain.

Importance de l'accord commercial franco-allemand, **35**, 300.

Guillaume.

Evêque de Modène, statue dans diverses affaires d'arbitrage, **11**, 464.

Guillaume Ier.

Roi des Pays-Bas, arbitrage au sujet de la frontière nord-est américaine, **35**, 411.

Guillaume II.

Accusation publique, **10**, 299. Tribunal créé pour son jugement, **10**, 362. Responsabilité internationale de l'ex-Empereur, Traité de Versailles, art. 154 et s., **42**, 154. Sa volonté (5 février 1890) d'aider à la protection nationale et internationale des travailleurs, **51**, 491.

Guillaume III.

Souveraineté de l'Angleterre sur mer, droits du drapeau, **1**, 137.

Guillaume de Cun.

Son influence sur la formation du dr. intern. privé, il distingue coutumes réelles et coutumes personnelles, *locus regit formam actus*, **49**, 600. Dénie au statut odieux un effet extra-territorial, **49**, 603. Pour les conflits de statuts personnels, il applique la loi du domicile, **49**, 619.

Guillaume le Conquérant.

Refuse de prêter le serment d'hommages au Saint-Siège, **44**, 363.

Guisan.

Nature juridique de la clause-or, **60**, 678. Un capital ayant perdu presque toute sa valeur ne saurait rapporter toujours des intérêts-or, **60**, 688.

Guizan.

Partisan du droit naturel, **18**, 354.

Guizot.

Crimes politiques, peine de mort, extradition, **1**, 199. Rôle international de la papauté, **6**, 162. Avantages qu'il possède sur les historiens de cabinet, **9**, 184. Caractère de l'invasion arabe, **60**, 410.

Gulbenkian.

Son rôle à la Royal Dutch, **19**, 219, 222.

Gumplowicz (Ludwig).

Etat et principes de morale, **16**, 424.

Gunther.

Règle du domicile applicable aux lois personnelles, **36**, 63.

Gunther (Ch.-G.).

Son ouvrage de droit international

(1787-1792), sa conception du droit international, **13**, 329.

Gurvitch.
Condamne le droit naturel et se prononce en faveur du droit positif intuitif, **54**, 165.

Gustave-Adolphe.
Influence des idées luthériennes, **6**, 303. Disciple de Grotius, **7**, 452; admirateur de Grotius, **30**, 284.

Gustave Vasa.
Projet de ligue contre la Russie, **11**, 426.

Gutteridge.
Explication du caractère indépendant de l'engagement contracté par le banquier envers le bénéficiaire du crédit, théorie de l' « offer and acceptance theory », **51**, 262. Admet la non-observance du principe fondamental d'après lequel le dr. intern. privé doit protéger les droits acquis et non les modifier, **62**, 468.

Gützlaff.
Missionnaire à Tien-Tsin et agent diplomatique, **29**, 235.

Gutzwiller.
Influence de Savigny sur l'évolution du droit international privé, **25**, 144. Jurisprudence primitive des villes italiennes, **35**, 596. Droit international privé des Traités de Paris, **41**, 226. Compétence de la *lex rei sitae* pour les biens, spécialement les immeubles, **57**, 331. Détermination de la règle de conflit, **57**, 419. Raisons qui motivent l'application du droit étranger, **58**, 269. Lacunes du droit international privé à combler suivant l'esprit de chaque ordre juridique particulier sans oublier le principe d'internationalité, **58**, 145.

Guynazu (D^{r}).
Conquête est l'absorption du faible par le fort, **31**, 201.

Guyot (Yves).
Morale tirée des faits économiques, **18**, 381.

Gwyer (Sir M.).
Fixation de l'étendue de la mer territoriale, **48**, 174.

H

Habasque (Robert).
Réserves dans la Convention de Berlin pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, **12**, 508.

Habicht.
Actes d'un gouvernement non reconnu, **41**, 286. Conflit transitoire de droit international, **47**, 168. Les lacunes du dr. intern. privé sont du ressort de la jurisprudence, **48**, 343. Nationalité de la femme mariée, commentaire de la loi d'introduction au Code civil allemand, **60**, 200. Doctrine nationaliste du dr. intern. privé, **62**, 26.

Habsbourg (Ch. de).
Son abdication accélère l'organisation de nouveaux Etats, **4**, 330.

Habsbourg (Rodolphe de).
Destructeur des châteaux des chevaliers pillards, **28**, 510, 515.

Hacking (Général).
Haut Commissaire de la S. d. N. à Dantzig, **8**, 374.

Hadetine.
Son règlement militaire (1413), **44**, 419.

Haeckel.
Théorie matérialiste, **18**, 344, 383.

Haenel.
Compétence de l'Etat souverain dans son territoire, **30**, 118.

Haerle.
Principes généraux du droit international, **50**, 393.

Haesaerte.
Constate contradiction entre le manque de vérité du droit naturel et le succès paradoxal de ses applications, **54**, 184.

Hafter.
Opinion sur la responsabilité délictuelle de l'Etat, **10**, 296. Volonté criminelle dans la conscience collective, **36**, 193.

Hagerup.
Opportunité d'une juridiction criminelle internationale, son avis, **10**, 364. Délégué de Norvège, constate l'effort des Américains en faveur de l'arbitrage obligatoire, **22**, 149.

Haines (Ch.-G.).
Partisan du droit naturel, **18**, 355.

Hajnal.
La requête à la Cour permanente n'est pas un recours en appel, **43**, 54.

Hakim (Khalife).
Persécution des chrétiens, **60**, 564.

Haldane.
Propose un remède contre les dangers de la guerre chimique aérienne, **16**, 332.

Haldane (Lord).
Interdiction pour le juge de se référer à la volonté du législateur, **24**, 119. Femme et mari ne peuvent avoir deux domiciles distincts, **36**, 41.

Hale.
Juge anglais, adapte le « Common law » aux nécessités modernes, **3**, 129.

Hale (Lord).
Opinion sur la possibilité de soumettre un ambassadeur à la juridiction criminelle, **12**, 168.

Halecki.
Recrutement du personnel scientifique, rapport à la Commission de coopération intellectuelle, **9**, 382.

Halitch (Romain de).
Conception d'un tribunal arbitral permanent en Russie, **42**, 71.

Halil-ibn-Ishak-el-Endulusî.
Droit islamique, **60**, 384.

Hall (W.-E.). [V. Hall (William-Edouard), **Table analytique**, p. 289.]
Intervention, cas où elle est permise, **1**, 42; en faveur d'un peuple opprimé, **1**, 47; pour se protéger, **1**, 51. Droit de commerce, **1**, 58. Extradition, **1**, 60. Passage des navires de guerre dans la mer territoriale, **5**, 171. Responsabilité de l'Etat qui ne respecte pas ses contrats d'emprunt, **8**, 83. Navire

portant des esclaves, **9**, 531. Opinion sur le prétendu droit de convoi, **11**, 109. Exemption de juridiction criminelle des agents diplomatiques, **12**, 165. Piraterie, **12**, 354. Opinion sur la « diligence due » et l'affaire de l' « Alabama », **16**, 237, 238. Définition du traité international, **19**, 478. Dénonciation des servitudes internationales en vertu de la clause *rebus sic stantibus*, **22**, 59. Droit de réglementer l'immigration, **22**, 206. Violation d'un traité entraîne sa dénonciation, **22**, 526. Traité prenant fin par dénonciation, **22**, 532. Nie le principe de la succession aux dettes d'Etat en cas de transformation territoriale de l'Etat, **23**, 283. Nature personnelle des dettes générales d'Etats, **23**, 287. Succession aux dettes spéciales d'Etats, **23**, 291. Droit de juridiction d'un Etat sur ses navires, **30**, 12. Territorialité des navires de commerce, **30**, 12, 15. Délit commis à bord d'un navire britannique, **30**, 38. Souveraineté territoriale sorte de « property », **30**, 106. Privilèges consulaires, **34**, 855. Appelle le droit de passage une servitude, **48**, 207. Droit de passage inoffensif dans les eaux territoriales étrangères refusé par Hall aux navires de guerre, **48**, 224. Nombre des traités de commerce, **48**, 545. Interprétation des traités, **48**, 715. Formation de la coutume internationale, **53**, 575. Rôle des Etats-Unis dans le développement des usages de la neutralité, **53**, 580. Les Etats ne font que ce que le droit international leur permet, **54**, 549 et 550. Reconnaît aux navires de commerce le droit de passage dans les Détroits, **55**, 636. La reconnaissance d'un Etat est le témoignage qu'il possède réellement le caractère d'un Etat, **58**, 53; ne peut être refusée lorsqu'elle est méritée, **62**, 253. Droit absolu de légitime défense pour l'Etat, **58**, 127. Son opinion sur les occupations de territoires, **58**, 153. Sont valables, malgré l'emploi de la contrainte, les traités qui ne détruisent pas l'indépendance de l'Etat forcé de les signer, **58**, 203 et 204; **62**, 300. Fondement du droit des gens, **62**, 150. Approuve l'octroi de garanties contre la commission future de délits ainsi que la réparation des torts passés, **62**, 352.

Hallam.

Premier enseignement du droit des gens en Allemagne, **53**, 535.

Halleck.

Hommage à Grotius, **7**, 498. Piraterie, **15**, 166. Sauvegarde des droits acquis en cas de successions d'Etats, **23**, 280. Distinction entre traités réels et traités personnels, **50**, 337.

Haller (De).

Délégué suisse au Comité des Crédits de relèvement, **5**, 121.

Halsbury.

Validité des actes des gouvernements étrangers, incompétence des tribunaux anglais, **40**, 367. Le tribunal anglais reconnaît les droits acquis conférés par la loi étrangère, sous réserve de l'ordre public, **44**, 30.

Halvdan Koht.

Projet de traité sur les droits des minorités nationales, **1**, 396.

Hamâd-ibn-Ebî-Suleymân.

Traitement des prisonniers de guerre, **60**, 470.

Hamel (D^r^).

Dirige la section juridique du Secrétariat de la S. d. N., **8**, 409. Sa note sur la situation des biens de l'Etat allemand dans les ex-colonies allemandes, **19**, 598. Règle internationale applicable à l'aliénation des aéronefs, **48**, 309.

Hamilton.

Juge anglais, portée internationale des jugements répressifs, **4**, 420. Son opinion sur le recouvrement des dettes d'Etat, **8**, 86. Emploi de la force militaire pour l'accomplissement du droit constitutionnel, **24**, 177.

Hamilton (Alexandre).

Homme d'Etat américain, valeur pour les Etats-Unis du traité d'alliance de 1778, **32**, 413. Son « Report ou Manufactures » (1791), principes de politique économique du système Frédéric List, appliqués en Amérique, **51**, 146. Pratique américaine quant aux rapports du droit international et du droit interne, **61**, 439.

Hamlin (Hannibal).

Vante aux immigrants les mérites des Etats-Unis, **20**, 207.

Hammarskjöld.

Préside le Comité de juristes réuni pour codification du droit international, **6**, 334; **22**, 167; **29**, 413. Possibilité de conserver la neutralité, **17**, 459. Préface à la collection des actes gouvernant la compétence de la Cour permanente, **20**, 409. Recommande aux Etats de ne pas demander à la Cour permanente de statuer *ex aequo et bono*, **25**, 291. Action du juge *de jure constituendo*, **25**, 335. Obligations de la Cour en matière d'avis consultatifs, **26**, 30. Procédure consultative analogue à la procédure contentieuse, **26**, 55. Rédaction des demandes d'avis consultatifs, **26**, 60. Livre sur la Cour permanente, **36**, 292. Juge à la Cour permanente, **37**, 587. Précision nécessaire du sens des termes techniques, **41**, 130. Favorable à l'étude de la question de l'ouverture de la procédure arbitrale internationale aux particuliers, **51**, 58. Impasse dans le cas d'un conflit négatif de nationalité, son désagrément pour les particuliers qui souvent réclament l'accès aux tribunaux internationaux, rapport de Hammarskjöld sur cette question devant l'Institut de dr. international, session de New-York, **51**, 63. Son amendement au projet de M. de La Pradelle de création de tribunaux privés internationaux pour les particuliers, **51**, 115. Caractère de permanence de la Cour permanente, **62**, 556. Premier greffier de la Cour permanente, **62**, 584. Publie un aperçu systématique des textes de la Cour, **62**, 649.

Hammer.

Persécution des chrétiens dans l'Empire ottoman, **60**, 588.

Hammerstein (Baron de).

Son ouvrage sur la « Politique de l'équi-

libre » (1907-1911), **2**, 27. Son expulsion de Grèce, **18**, 583.

Hammurabi.

Ses lois, **32**, 300.

Haneberg.

Caractères religieux de la législation islamique sur la guerre, **31**, 314.

Hanotaux (Gabriel).

Entente possible dans l'affaire de l'acquisition de la nationalité polonaise, **1**, 487. Demande au Conseil de la S. d. N. d'une demande d'avis consultatif sur le travail agricole, **4**, 107. Membre du comité autrichien de la S. d. N., **5**, 131. Son avis sur la compétence de la Cour permanente pour apprécier la validité d'une décision du Conseil de la S. d. N., **8**, 378. Définition du protectorat, **32**, 39. Commission de la Sarre est, d'après Hanotaux, un gouvernement et non un organe administratif, **34**, 64. Transmission des pétitions au Conseil de la S. d. N. par l'intermédiaire des gouvernements, **40**, 580. Conteste que la Commission permanente des mandats puisse adresser au Conseil de la S. d. N. des suggestions et recommandations en plus des remarques inspirées par les faits, **43**, 704. Fit échouer le plan Nélidow de faire occuper par l'escadre russe le Haut Bosphore, **47**, 626. Action internationale énergique dans le domaine économique, **61**, 167. C'est par la persuasion qu'il faut arriver à la coopération, formule que doit adopter la S. d. N. pour son activité, **61**, 170. Fait approuver la réunion d'une Conférence internationale douanière, **61**, 200.

Hans.

Effet des condamnations étrangères, **36**, 135.

Hanslian.

Son ouvrage sur la guerre chimique, **16**, 350.

Hantos.

Propose une alliance douanière entre Etats danubiens, **48**, 624; organisation économique de la Petite Entente, **51**, 181.

Harburger.

Régime des navires marchands dans les ports étrangers, **10**, 155. Moyen proposé pour éviter la double imposition, **13**, 73. Questions de dr. intern. privé, leur règlement laissé à la conscience du juge, **21**, 498.

Harcourt (William).

Son rôle en droit international, **40**, 5. Son aversion pour les métaphores et la fiction, **40**, 8i

Harding (Président).

Caractérise l'esprit américain, **5**, 291, 294, 297, 355. Adversaire de la compétence consultative de la Cour permanente, **8**, 408. Ratifie la législation de la quote, **20**, 287. Vues sur la politique américaine d'immigration, **20**, 296. Dit que tous les peuples voudraient voir la guerre mise hors la loi, **24**, 176. Adhésion des Etats-Unis au Protocole de signature du Statut de la Cour permanente, **26**, 67. Déclare que la doctrine de Monroe n'est pas un accord régional, **28**, 59; ni une Convention internationale, ni un traité d'arbitrage, **53**, 27 et 28. Relations avec la presse, **45**, 325. Son opposition à la S. d. N., **47**, 23.

Hardingue (Sir Ch.).

Sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, son memorandum (1906) sur le passage des navires de guerre russes à travers les Dardanelles et le Bosphore, **47**, 647.

Härle. — V. **Haerle.**

Harmenopoulos.

Jurisconsulte byzantin, son opinion sur le droit des gens, **11**, 374. Application en Grèce de l'Hexabible, **20**, 56.

Harmon.

Attorney général des Etats-Unis, son rapport au Président Cleveland sur les affaires cubaines, **16**, 234, 235.

Harms.

Notion du droit économique mondial, **27**, 258. Plan de démobilisation et de réintégration dans l'industrie, **35**, 266.

Harold d'Angleterre.

Serment prêté à Guillaume le Conquérant, **32**, 348.

Harnacki (Adolphe von).

Causes principales des conflits, **31**, 298. Mission de l'histoire, **31**, 299. Les chrétiens sont la force conservatoire et libératoire dans le monde, **31**, 312.

Haroun-el-Reschid (Khalife).

Sa puissance, **60**, 402.

Harrison.

Commentaire dans l'affaire Scrimshive (mariage étranger), **29**, 238. Recueil des décisions anglaises dans le livre de Story, **29**, 340. Différence entre méthode des juristes continentaux et celle des juristes anglais, **62**, 432.

Hartmann.

Règles monétaires déracinant les injustices provoquées par la dépréciation de la monnaie, **27**, 284.

Hartmont.

Emprunts Hartmont, Haïti, contrôle financier international, **5**, 89.

Hartwig.

Ministre de Russie à Belgrade, examine l'idée de la Confédération balkanique au point de vue slave, russe et turc, **47**, 719 et 720.

Hasbach.

La consommation règle la production, **35**, 309.

Hassan Katada.

Si, au moment du partage, le successible est devenu musulman, il peut recueillir la succession de son auteur musulman, **60**, 610.

Hatschek.

Avis sur rapports du droit international et du droit interne, **20**, 31. Copropriété du Rhin entre Etats riverains, **28**, 213. Cession de territoire n'est pas une cession juridique, **42**, 322. Théorie soutenant la possibilité de rescision en droit des gens, **47**, 362. Droit international est un système de coordination, droit municipal (interne) est un système de subordination, **49**, 192. Les traités peuvent être rangés « en

plusieurs paires de groupes qui s'enchevêtrent », **50**, 341.

Hauriou.

Définition de l' « institution », **23**, 525; développement en droit administratif français de la doctrine de l' « institution », **41**, 734. Opinion sur l'Etat, sujet de droit, **6**, 347. Rôle du territoire dans l'Etat, **23**, 234. Séparation de la juridiction et de la politique, **25**, 292. Théorie de la fusion des volontés, **33**, 12. Bloc de la légalité, **38**, 264. Buts du droit, **41**, 528. Définition du fonctionnaire, **41**, 734; sa situation légale et réglementaire, **41**, 744. En droit administratif, l'excès de pouvoir ouvre le recours indépendamment de la loi, « recours pour excès de pouvoir et violation de la loi », **43**, 93. Critique du positivisme, **54**, 318. La société est un tissu dont la trame est formée par des volontés subjectives et la chaîne par des idées objectives, **54**, 478. La communauté internationale exige la direction d'un pouvoir minoritaire, **54**, 564. Les normes juridiques internes sont des institutions-choses, **57**, 347. Comment le juge applique la règle de conflit, **57**, 475. Opposition des relations sociales de la vie civile, commerciale et industrielle réglée par le droit privé et des relations de la vie publique soumises au droit public, **57**, 408.

Hauser.

Prince des nationalités considéré comme une fausse idée claire, **32**, 33. La « modernité » du XVIe siècle, **50**, 558.

Haussmann.

Son interpellation au Reichstag sur la création d'une S. d. N., **13**, 419.

Hawtrey.

Contrôle social des crédits bancaires, **15**, 374.

Hay.

Secrétaire d'Etat américain, réponse à la note Drago, **1**, 308; **8**, 95, 283. Canal de Panama, **2**, 210. Régime de la porte ouverte en Chine, **3**, 420; **17**, 209. Préconise le recours à l'arbitrage, **8**, 283.

Hay (John).

Possibilité d'être missionnaire et agent diplomatique, **29**, 236. Reconnaissance des gouvernements, conditions, **47**, 42.

Hays (Président).

Message (8 mars 1880) sur Panama, **2**, 208.

Haymann.

Son ouvrage sur Rousseau, **13**, 562.

Haynes.

Etendue de la mer territoriale, **48**, 177.

Hazeltine.

Limitation volontaire de leurs droits par les Etats souverains dans l'intérêt de la société de tous les Etats, **45**, 19.

Heachs-Beach.

Nature juridique de la liste civile des rois d'Angleterre, **23**, 161.

Healy.

Théories de l'ordre public, leur diversité, **15**, 514; **21**, 221; **29**, 349.

Hedberg (Anders).

Son ouvrage sur le commerce de gros coopératif international, **15**, 411.

Hedeman.

Rapports entre droit civil et droit international, **54**, 482.

Heemskerk.

Demande si la mise hors la loi de la guerre laisse toute liberté aux belligérants, **24**, 257. Président de la Ire Conférence de Codification du droit international, **48**, 418.

Heering.

Déclare que la possibilité d'une guerre juste n'existe plus, **49**, 790. Pour la détermination de l'agresseur, il affirme qu' « il n'y a pas de rebus plus difficile à déchiffrer », **49**, 793.

Hefele.

Rôle d'arbitre rempli par le Pape, **44**, 379.

Heffter.

Intervention fondée sur le principe de légitimité, **2**, 35. Exemption de la juridiction criminelle reconnue aux agents diplomatiques, **12**, 171. Définition de la piraterie, **15**, 166. Occupation de territoires habités par des non-civilisés, **17**, 161. Conception du droit international, **18**, 346. *Das europäische Völkerrecht der Gegenwart*, **21**, 6. Définit le droit propre et la conduite de la guerre, **21**, 6. La guerre met aux prises les Etats, **21**, 7. Qualité de belligérant des corps de volontaires, **21**, 26. Nature de la souveraineté territoriale des Etats, **30**, 107. Solution des questions par l'arbitre, **33**, 391. Droits sur la mer territoriale, **34**, 425. Sujets du droit international, **41**, 254. Conceptions du droit des gens, **41**, 282. Reconnaissance d'un Etat nouveau, **44**, 230. Les rapports naturels des Etats souverains peut les astreindre à des servitudes internationales, **45**, 130. Droits inhérents à la personne humaine, **53**, 316. Le droit international, d'après Heffter, s'applique au règlement des relations mutuelles des Etats, mais également des individus, **53**, 608. Autorité immédiate du droit international sur les individus, **61**, 409. Distinction entre violences justes et injustes pour la validité des traités imposés par la contrainte, **62**, 300.

Heffter-Geffeken.

Limite pour un Etat de renonciation à ses droits de souveraineté, **22**, 38. Classification en traités constitutifs, régulatoires et d'association, **50**, 340.

Heftye.

Membre de la Commission du Slesvig, **18**, 208.

Hegel.

Sa conception de la souveraineté absolue, **1**, 384; **58**, 25. Droit naturel à contenu variable, **3**, 34. Etat de nature et droit nature et droit naturel, **10**, 557. Opinion sur la légitimité des gouvernements, **4**, 314. Doctrine de l'Etat souverain, **6**, 14; **23**, 501; évolution de la notion de souveraineté. Délit négation du droit, **10**, 354. Rôle des Slaves dans l'histoire du monde, **11**, 346. Caractère de la théo-

rie juridique d'Hegel, **15**, 521. Théorie de l'autolimitation, **16**, 263 et 274. Force obligatoire du droit international, **16**, 309. Morale internationale, **16**, 430. Justifie tout par la puissance du fait, **18**, 304. Force obligatoire du droit étatique, **23**, 523. Influence de la philosophie d'Hegel sur le droit international, **30**, 258, 263, 266. Négation du droit des gens, **38**, 175. Droit de guerre est manifestation de la souveraineté, **41**, 548. Divinisation de l'Etat, **41**, 555. Etats et peuples sont des instruments de l'esprit mondial, **46**, 265. L'Etat doit voir dans son propre salut la loi la plus sacrée, Etat tout-puissant, droit international n'est qu'un droit interne pour l'extérieur, **47**, 974. Sur la volonté de l'Etat repose le droit internat. en particulier un traité dont il peut en conséquence se retirer, **49**, 243. Lien d'ordre moral subsistant même dans l'état de guerre, **54**, 559. Renvoi à la colonisation des personnes ne pouvant acquérir de propriété dans l'Etat, **54**, 588.

Heilborn.

Rapports du droit international et du droit interne, **20**, 31. Maintien de la personnalité (territoriale et économique) de l'Etat annexé, **23**, 295. Continuité nécessaire au droit, **26**, 346. Caractère obligatoire du droit coutumier, **30**, 294. Rescision en droit des gens, **47**, 362. Si Etat existant non reconnu possédait des lois, ni lui ni les autres Etats ne pourraient violer juridiquement le droit international, **47**, 433. Intervention nécessaire pour que le *summum jus* ne devienne pas la *summa injuria*, **47**, 520.

Heincke (Dr Fr.).

Etude sur la plie, mesures à prendre contre sa destruction, **29**, 408, 433.

Heinemann.

Le problème économique est indissolublement limité à l'aspect agraire, **56**, 579.

Heinrich (Dr).

Délégué allemand, Vice-Président du Conseil permanent international pour l'exploration de la mer, **29**, 431.

Helferich.

Nature juridique de l'impôt, **13**, 25, 27, 30. Assujettissement des étrangers à l'impôt, **61**, 559.

Hélie (Faustin).

Non-extradition pour infractions politiques, **1**, 201.

Heller.

Etat libre de ne pas se soumettre à l'arbitrage obligatoire, **34**, 596.

Hémard (Joseph).

Définition de l'assurance, **19**, 6, 15, 17, 19. Son ouvrage : *Théorie et pratique des assurances terrestres*, **19**, 15. Opinion sur la division des assurances terrestres, **19**, 24.

Henderson.

Estime à propos de reprendre les relations diplomatiques avec les Soviets, **38**, 147. Président de la Conférence pour réduction et limitation des armements, propose de nommer un Comité pour s'occuper des pétitions, audition des pétitionnaires, **40**, 569.

Henderson (H.-D.).

Présente les réserves britanniques à l'arbitrage obligatoire, **7**, 53. Contrôle social des crédits bancaires, **15**, 374.

Hennig.

Sens vague de l'internationalisation des voies d'eau, **21**, 317.

Hennings.

Permanence des Commissions de conciliation, **59**, 118.

Henri.

Opinion sur le droit pénal positif, **10**, 379.

Henri (Evêque de Liège).

Proclame la Trêve de Dieu (1081), **28**, 481.

Henri le Lion.

Duc de Saxe, expédition contre les tribus slaves d'Allemagne, **11**, 445.

Henri II.

Roi de France, consulte les populations de Metz, Toul et Verdun sur leur annexion à la France, **18**, 156.

Henri II.

Empereur de Saxe, ses actions favorables à la pacification, **28**, 486.

Henri II.

Roi d'Angleterre, arbitre entre les rois de Castille et de Navarre, **42**, 78. Traité d'alliance et compromis d'arbitrage avec Louis VII, roi de France (1177), **42**, 79. Renouvelle le traité avec Philippe-Auguste (1180), **42**, 80. Reconnaît la vassalité de son royaume vis-à-vis du Saint-Siège, **44**, 363.

Henri III.

Empereur, son œuvre en faveur de la paix publique, **28**, 487.

Henri IV.

Empereur, adversaire des théories grégoriennes, **6**, 166. Trêve de Dieu, **28**, 480. Rapport sur la paix publique (1103), **28**, 489.

Henri IV.

Roi de France, le « Grand Dessein » tendances utilitaristes, **13**, 241; **16**, 467; **53**, 546; de l'attribution du « Grand Dessein » à Sully, **60**, 7. Projet de paix perpétuelle, **17**, 471. Fonde la liberté de conscience par l'Edit de Nantes, **24**, 340.

Henri VII.

Compromis avec Philippe le Bel (1310), **42**, 81.

Henri VIII.

Traité de 1518 avec François Ier et Charles Ier, **13**, 213. Suspend le paiement du tribut au Saint-Siège, **44**, 364.

Henrich.

Disciple de Kelsen, étudie les conflits de lois, **15**, 475. Théories spaciales, **30**, 104, 114. Théorie de la compétence, son développement, **30**, 122. Droit de l'Etat sur son territoire, **30**, 380. Pouvoir de l'Etat sur son territoire, **47**, 541.

Henry (Jabez).

Différence entre statuts personnels et statuts réels, **62**, 431.

Heraklios.
Empereur de Byzance, le grec, langue des affaires, **11**, 355. Se fait restituer la Sainte-Croix de Jérusalem, **11**, 362.

Hérault de Séchelles.
Condamne la guerre d'agression, **45**, 699.

Herschell (Lord).
Nécessité pour la Couronne de solliciter une loi du Parlement pour l'exécution d'un traité, **43**, 256.

Herder.
Influencé par les idées pacifistes de Rousseau, **13**, 313. Sa conception du droit, **15**, 522; de l'humanité, **16**, 492.

Herndon.
Méthode américaine pour éviter les doubles impositions, déductions fiscales, sous condition de réciprocité, **55**, 501.

Heres (Thomas de).
Président du Conseil du Gouvernement du Pérou, instructions aux plénipotentiaires du Pérou au Congrès de Panama, **5**, 314.

Hergenröther.
Témoigne en faveur de la théorie de la résistance passive, **31**, 316. Le Saint-Siège devant le traité de Westphalie, **31**, 332.

Herod.
Clause conditionnelle de la nation la plus favorisée, **3**, 424.

Hérodote.
Projet de transplantation des Ioniens, **24**, 337.

Herrero (De).
Conseiller à la Cour mixte d'Egypte, opinion sur les Egyptiens, **17**, 74.

Herriot (Edouard).
Son rôle à la Ve Assemblée de la S. d. N., **18**, 114. Pose le principe de l'arbitrage obligatoire, **7**, 23. Base de sa politique internationale : la bonne foi, **9**, 374. Sa politique extérieure, **15**, 341. Crée le Conseil national économique, **15**, 424. Boutade sur les juristes, **23**, 473. Promoteur du Protocole de Genève, **24**, 173, 186. Danger du désarmement à défaut de sécurité, **32**, 219. Règles des rapports franco-soviétiques : non-intervention dans les affaires intérieures, **38**, 149. Trilogie : Arbitrage, sécurité, désarmement, **41**, 529. Plan de création d'une armée internationale, **48**, 122. Organisation de la coopération intellectuelle, **61**, 478.

Herschell (Lord).
Limite territoriale des lois d'impôt sur le revenu, **23**, 235. Interprétation de l'intention des parties au contrat, **36**, 33.

Hershey.
Opinion sur la répression de la piraterie. **10**, 337. Règles du droit romain sur le libre usage des fleuves ne font pas partie du droit international, **21**, 300. Le territoire est élément de l'Etat, **23**, 234. Abandonne la notion de guerre juste, **38**, 20. Immunité de juridiction civile et criminelle, **48**, 519.

Hertius.
Théorie des statuts, **3**, 144. Etude des confédérations, **24**, 494. Critique la méthode des statutaires, **29**, 313. Soumission au pouvoir souverain, **29**, 330.

Hertslet.
Collection des traités de la Grande-Bretagne, **3**, 313.

Hertzog (Général).
Discours (28 mai 1926), programme de la future Conférence impériale, **19**, 348. Discours d'ouverture de la Conférence impériale (1926), **19**, 349, 352. Collaboration entre membres de l'Empire britannique, **19**, 403.

Hervieu (Paul).
Proclame le droit moral des auteurs sur leurs œuvres, **12**, 556, 565, 568.

Herzog.
Signe la Convention d'internement en Suisse de l'armée de l'Est (1871), **21**, 75.

Hesse-Rheinfelds (Prince Ernest de).
Ouvrage sur la pacification entre catholiques, **12**, 289.

Hésiode.
Droit des étrangers à la justice, **51**, 8.

Hewart (Lord).
Loi applicable au contrat d'après l'intention des parties, **36**, 33.

Heyking (Baron de).
Exterritorialité du Pape d'après la loi des garanties, **22**, 33. Droit de libre passage des agents diplomatiques, **48**, 508. Le maintien des intérêts économiques de leur pays réclame toute l'attention des consuls, **48**, 548. Signification de la légalisation consulaire, **48**, 560.

Heyliges.
Etude sur les tribunaux mixtes d'Egypte, **41**, 375.

Heymann (Dr Hans).
Projet d'une banque des peuples, **42**, 385

Hickey.
Fonde un Etat dans l'îlot de la Trinitad, reconnaissance internationale, **4**, 300.

Higgin.
Enquête sur la question des cabarets flottants, **29**, 450.

Higgins (Pearce).
Confiscation des navires ennemis dans les ports au début de la guerre de 1914, **15**, 101.

Hildreth.
Nombre des Européens dans l'Amérique du Nord en 1629, **31**, 206.

Hill.
Juge anglais, **8**, 462. Expropriations soviétiques, **4**, 399. Opinion sur l'immunité de l'Etat, **8**, 418, 467.

Hill (David Jayne).
La diplomatie au moyen âge, **31**, 318. Attitude du Saint-Siège vis-à-vis du traité de Westphalie, **31**, 332. Conditions de la paix du monde, **32**, 387. Admet l'intervention armée pour protection des droits des nationaux en haute mer, **38**, 71. Inviolabilité diplomatique, cérémonie de réception à la Cour gothique de Theodoric, **53**, 542 et s. Traités de Westphalie qualifiés de Constitution internationale de l'Europe, **53**, 594. Avenir de la justice internationale, **53**, 626. Rapport à l'Institut de dr. international sur les immunités diplomatiques, **56**, 192, 195.

Hill (Norman).
Tendance à remplacer l'unanimité par la majorité, **35**, 707. Approuve la désignation de Commissions préparatoires aux Conférences internationales, **48**, 404. Son avis sur la périodicité des unions internationales, **48**, 405.

Hill (Sir Maurice).
Initiative d'un projet de convention internationale sur le traitement des navires d'Etat employés au commerce, **19**, 37.

Hillary.
Juge anglais, affirme que le droit est le produit de la volonté des juges, **3**, 118.

Hilton Young.
Ecarte la théorie du siège social, **33**, 53.

Hines (Walker D.).
Rapport sur la navigation danubienne, œuvre de la Commission européenne, **11**, 332.

Hinton.
Saison d'accouplement des baleinoptères, **29**, 493.

Hippios d'Athènes.
Alliance avec Hippoklos de Lampsakos, **42**, 16.

Hiram.
Traités avec Salomon, **32**, 322.

Hiram Bingham.
Interprétation de la doctrine de Monroe, **28**, 53, 55.

Hirsch.
Opinion sur le dumping, **19**, 231. Combat la création d'une Cour permanente d'arbitrage, **37**, 541.

Hirsch (Prof. Julius).
Son livre *Das amerikanische Wirtschaftswunder*, **15**, 352, 355.

Hitler.
Echec de l'idée de sécurité collective, **59**, 506. Autarcie du IIIe Reich, **59**, 509.

Hitzig.
Traités intermunicipaux sur l'assistance judiciaire mutuelle, **42**, 25.

Hjort.
Président du comité de la baleine demande l'examen du projet de protection norvégien, **29**, 500.

Hoare (Sir S.).
Obligations des membres de la S. d. N., **61**, 725.

Hobbes (Thomas).
Droit naturel : Théorie, **16**, 257, 260, **18**, 331; identification au point de vue du droit naturel des Etats et des individus, **10**, 554; idée d'un droit naturel international visant les Etats, **18**, 319; loi naturelle de l'homme et loi naturelle des Etats, **30**, 282; **53**, 556; état naturel de l'homme et droit de nature, **23**, 495; loi naturelle et droit des gens, **34**, 250; caractérise l'attitude des Etats dans l'état de nature, **34**, 596, 641. — *Souveraineté* : Elle appartient à la sphère de droit interne et constitutionnel, **1**, 315; opinion et doctrine sur la souveraineté, **3**, 26, 118; **23**, 494; **23**, 497; **58**, 25; la puissance est la loi suprême de la communauté, **13**, 551; souveraineté personnelle et contrat, **13**, 552; idée de l'Etat, sa puissance, **16**, 474; naissance et caractère du pouvoir souverain, **23**, 496, 497. — L'état de guerre résulte de l'absence de communauté internationale organisée, **3**, 62. Opinion sur l'autorité du droit international, **7**, 473. Philosophie sociale de Hobbès, **9**, 211; **18**, 341. Conception des relations internationales, **13**, 220; **23**, 505. Contrat social et pouvoir absolu du prince, **13**, 546; **18**, 308. Doctrine comparée à celle de M. Penn, **13**, 278, Hobbès cité par Leibniz, **13**, 288. Raisonnement comparé à celui de Rousseau, **13**, 212. Influence sur Pufendorf, **13**, 321. Définition de la loi, **23**, 512. Représentation du sujet par le supérieur, **33**, 523. Pacte d'individus transférant leurs droits à un roi, conseil ou groupe, **42**, 494. Le droit des gens dépourvu de nature juridique, **47**, 285. Affirme que l'injustice n'est que l'inexécution d'un pacte et que, d'après le droit naturel, l'homme est tenu d'exécuter ses pactes, **49**, 185. Hobbes définit la paix : l'absence de l'état de guerre, **53**, 136. Le souverain reste toujours le seul et dernier juge, **54**, 337. Sa description célèbre des relations entre Etats, **58**, 7. Hobbes déclare que de tout ce qu'il possède, ce qui est plus cher à l'homme, c'est sa propre vie, **62**, 319.

Hobbouse.
Opinion sur le concept de moralité, **16**, 406. Théorie des droits acquis, **36**, 23.

Hobson.
Condamnation de l'immoralité internationale, **37**, 422. Jugement sur l'Institut international d'ariculture, **56**, 338.

Hocker.
Son ouvrage *Ecclesiastical policy*, **3**, 28.

Hodza.
Président du Conseil de Tchécoslovaquie, restauration des Habsbourg, **59**, 456.

Hoernell.
Membre de la Commission sur les affaires de Memel, **14**, 491.

Hoetsch.
L'immense territoire russe le défend contre les interventions étrangères, **46**, 319. Colonisation allemande après conquête, **55**, 267.

Hofer.
Etats seuls sujets du droit international, **30**, 201.

Höffding.
Opinion sur le droit naturel, **13**, 251.

Hoffmann (Charles).
Son expulsion de Suisse, **18**, 561.

Hofmeyer.
Echoue dans les emprunts pour le Sud-Ouest africain, **19**, 605.

Hogg.
Procédure consultative devant la Cour permanente, **57**, 84.

Hoijer (Olaf).
Art. 15, § 8 du Pacte de la S. d. N., **14**, 452. Rôle du Conseil de la S. d. N. dans l'affaire de Haute-Silésie, **14**, 487. Effets du rapport unanime du Conseil, **14**, 604 (note). Opinion sur

l'effet préventif des sanctions internationales, **17**, 545. Sens et portée de l'art. 11, al. 1 du Pacte de la S. d. N., **39**, 720.

Holbach.

Conception des relations entre les Etats, **10**, 556, 558. Conceptions utilitaristes, **16**, 457.

Hold-Ferneck.

Caractère transitoire des périodes de paix, **47**, 264. Distinction entre traités de paix imposés en conformité ou en opposition avec le droit, **47**, 368. Le droit de coordination, il conduit à la négation du droit international, **62**, 121.

Holdsworth.

Activité des jurisconsultes anglais, **40**, 336.

Holland. [V. HOLLAND, **Table analytique**, p. 290.]

Professeur à l'Université d'Oxford, sa vie et ses œuvres, **40**, 66, 67. Définit le dr. intern. privé comme reconnaissance extra-territoriale des droits, **3**, 155. Nature du dr. intern. privé, **20**, 24. Son opinion sur la doctrine de Drago. Projet d'unification du droit des effets de commerce, **8**, 134. Droit de stoppage *in transitu* en Angleterre, **14**, 119. Partisan de l'application des principes du droit civil au droit international, **16**, 576. Opinion sur l'extradition, **18**, 456. Nature de la constitution anglaise, **19**, 252. Se prononce contre le renvoi, **20**, 97. Emploi des prisonniers de guerre aux travaux de fortification, **21**, 42. Interprétation de la Déclaration de Londres, valeur du rapport du comité de rédaction, **24**, 127. Droits acquis conférés par une loi étrangère ont un effet extra-territorial, et sont reconnus par les tribunaux anglais, **44**, 30. Liberté des détroits en temps de guerre, **55**, 636. Les conseils de prises anglais s'appuyant sur les normes nationales, admettent la validité de la loi interne en conflit avec le droit international, **61**, 413. Le droit international est une partie du « Common law », **61**, 438. Le droit international est le point d'évanouissement de la jurisprudence, **62**, 118. Nie l'existence d'un système de règles de conflits de lois que le droit des gens imposerait aux Etats, **62**, 452.

Hollander.

Opinion sur l'histoire financière de Saint-Domingue, **5**, 89.

Helliger.

Difficulté de tracer une limite entre le droit public et le droit privé, **43**, 237; **60**, 750.

Holmer.

Juge à la Cour suprême des Etats-Unis, déclare que la Cour suprême des Etats-Unis légifère et exerce le pouvoir politique, **3**, 122. Opinion sur l'immunité judiciaire de l'Etat relativement aux navires, **8**, 470. Méthode d'étude du droit, **23**, 151. Affirme que la théorie est la partie la plus importante du dogme de la loi, **49**, 179. Déclare que, dans les cas d'interstices, les juges doivent légiférer, **49**, 290. Il entend par droit la prescience de ce que les tribunaux feront dans un cas donné, **62**, 435. Fondement de l'application de la loi étrangère, **62**, 479.

Hols.

Délégué des Etats-Unis à la Ire Conférence de la Paix, **18**, 22.

Holsti.

Rapporteur en matière d'arbitrage et de conciliation, **27**, 517; identité de vues entre majorité des Etats sur les questions d'arbitrage, **27**, 532; memorandum sur l'arbitrage et la conciliation, types de traités, **37**, 129; rapporteur du Comité d'arbitrage et de sécurité, **37**, 132. Procédure de conciliation internationale et Pacte de la S. d. N., **59**, 104. Rapport à la Commission préparatoire de la Conférence de désarmement sur l'organisation de la conciliation, **59**, 116.

Holtzendorff.

Reconnaissance d'un nouvel Etat, ses effets, **1**, 37. Droit de commerce, **1**, 58. Extradition des nationaux, **1**, 222. Crimes politiques, définition impossible, **1**, 203. Emet le premier l'idée d'une union pour la publication des traités, **3**, 236. Opinion sur Machiavel, **9**, 134; influence qu'il attribue à Machiavel, **9**, 286. Hostile à la codification du droit international, **11**, 58. Historien du droit international, **11**, 345. Limite pour l'Etat de renonciation à sa souveraineté, **22**, 39. Théorie de la qualité, **30**, 114. Mission ecclésiastique constituant une mission diplomatique particulière, **31**, 320. Conciles œcuméniques pour la vie internationale, **31**, 381. Nécessité de la périodicité des conciles œcuméniques, **31**, 385. Foi due aux traités par les Hébreux, **32**, 308. Communauté internationale forme une entité distincte de ses membres, **41**, 294. Critique la doctrine italienne du principe de nationalité, **46**, 738. Son attitude devant un projet de création d'un tribunal international pour assurer l'exécution de la Convention de Genève sur les secours aux militaires, **48**, 60. Portée universelle de certaines règles du droit des gens, **53**, 7. Caractère de personne internationale, d' « Etat fluvial » de la Commission du Danube, **54**, 67.

Holzschuher.

Disciple de Savigny, **29**, 360.

Hommerich (Charles).

Parle de l'activité arbitrale des évêques (IXe au XIIIe siècle), **31**, 340.

Honorius III (Pape).

Discipline du Tiers-Ordre, **6**, 158. Ses fonctions arbitrales, **31**, 340.

Hooker (Thomas).

Election et loi de Dieu, **42**, 473. Principes de la conception américaine du gouvernement, **42**, 518.

Hoover.

Proteste contre le plan Stevenson, **15**, 312. Considération sur les emprunts étrangers, **16**, 548. Critique l'accord franco-allemand sur les potasses, **19**, 208. Message à la Cour permanente, **26**, 73. S'oppose à la règle du *quota* en matière d'immigration, **27**, 435. Justifie le nouveau tarif douanier, **35**,

321. Suspension du paiement des obligations provenant de la guerre, **35**, 324. Rapports avec la presse, **45**, 325. Coordination des instruments d'origine américaine avec le Pacte de la S. d. N. conditionne la pacification universelle, **59**, 160.

Hornbeck.

Application des droits antidumping aux Etats jouissant de la clause de la nation la plus favorisée, **39**, 68.

Horne (Sir Robert).

Accord commercial anglo-russe de 1921, **4**, 375.

Horty (Amiral).

Régime parlementaire en Hongrie, **4**, 330.

Hospital (Michel de l').

S'occupe de l'éducation du prince, **9**, 189. Auteur d'un traité sur la réformation de la justice, **9**, 213.

Hostie (Jean).

Mise en commun de la souveraineté par les grandes voies d'eau, **21**, 287. Danger d'un contrôle international des fleuves, **21**, 295. Raille le droit des gens, **21**, 300. Différends non justiciables, **34**, 615. But essentiel de la Convention de Barcelone sur le transit **45**, 47. Droit des communications internationales, **55**, 5, 71. Liberté de navigation sur les voies d'eaux internationales, **55**, 67. Condition pour que la liberté de la mer ait une portée pratique, **55**, 64. La liberté des ports maritimes ne constitue pas encore une règle de droit coutumier, **55**, 66, Secrétaire général de la Commission du Rhin, rôle des Commissions internationales de navigation, **58**, 186.

Hostiensis.

L'infidélité est incompatible avec la souveraineté, **17**, 168, 169. Qui est compétent pour déclarer la guerre?, **17**, 252. La guerre à motifs religieux est une guerre juste, **17**, 265; **43**, 496.

Hotman (François).

Sa conception de l'Etat, **6**, 279. Auteur du *Franco-Gallia*, **9**, 160.

Hotman (Jean).

Non-inviolabilité d'un ambassadeur qui commet un attentat contre le prince qui l'accrédite, **48**, 471.

Houdetot (P.).

Président de la société pour l'amélioration des prisonniers de guerre, **21**, 17. Non admis à participer à la Conférence de Bruxelles (1874), **21**, 17.

Houghton.

Guerre doit être précédée d'un referendum populaire, **24**, 239. Subordination de la guerre à un plébiscite, **24**, 288.

Houiller.

Commission internationale d'agriculture, **56**, 323.

House (Colonel).

Caractère non officiel de ses missions, immunité diplomatique, **12**, 155. Projet de solution des conflits internationaux, **18**, 56. Ses propositions sur les changements éventuels de frontière, **20**, 437. Interdiction de toute guerre entre Etats neutres de la S. d. N., **24**, 161.

Houssaye (Amelot de la).

Etudie le machiavélisme, traduit Balthazar Gracian, **9**, 212.

Houzeau de Lehaie.

Favorable à la création d'une Cour permanente d'arbitrage, **37**, 541.

Howard (Sir Esme).

Président de la Commission de la Baltique (1919), son mémorandum sur le futur statut de l'Estonie, **52**, 155 et 156.

Howard-Ellis.

Droit discrétionnaire de recourir à la force, **38**, 70. Pacte de la S. d. N. et Pacte Briand-Kellog, **38**, 82.

Hoyer.

Pouvoirs du Conseil de la S. d. N. pour prévenir la guerre, **38**, 30. Art. 12 du Pacte, **38**, 33. Compétence exclusive des Etats, **38**, 44.

Huard.

Rôle de l'Allemagne dans la recherche juridique des droits de la pensée, **12**, 408. Appréciation des doctrines de Picard et de Kohler, **12**, 440.

Huber.

Principe d'égalité, **2**, 47, 48. Théorie des statuts, **3**, 132, 143, 146, 147, 162; **15**, 461. Intérêt actuel de ses doctrines, **9**, 428. Opinion sur l'application des lois étrangères, solution des conflits de lois, **9**, 427.

Huber (Ernst Rudolf).

Pouvoir externe dans le IIIe Reich, **60**, 279, 288, 289.

Huber (Eugène).

Rédacteur du Code civil suisse, déclare que le juge, pour combler la lacune droit écrit, crée lui-même la norme qu'il estime juste, **49**, 289.

Huber (Max).

Opinion dissidente : dans aff. du *Wimbledon*, **12**, 99; **22**, 52; **48**, 666; **52**, 245; **54**, 490; sur les droits des minorités en Haute-Silésie, **24**, 125; voix prépondérante dans l'aff. du *Lotus*, **29**, 42. Accepte l'immunité de juridiction civile des agents diplomatiques, **12**, 174. Nie la personnalité juridique de la S. d. N., **12**, 489. Son ouvrage sur les fondements sociologiques de la S. d. N., **13**, 409. Membre de la Commission internationale pour l'aff. des îles d'Aland, **14**, 427. Rapport sur « Politique des Etats et Evangile », **16**, 493. Opinions : sur les avantages de la procédure de conciliation, **18**, 135; sur la souveraineté, **18**, 411. Rapport sur les réclamations des sujets et protégés britanniques dans la zone espagnole du Maroc, **18**, 436; **37**, 369. Opinion sur la formation de la nation allemande, **20**, 354. Son ouvrage sur les fondements politiques du Pacte de la S. d. N., **20**, 404. Règlements pacifiques des conflits internationaux, **20**, 407. Influence du changement de souveraineté sur la défense de fortifier Huningue, **22**, 65. Succession d'Etats, **23**, 150. Territoire comme élément d'Etat, **23**, 235. Survivance des Pays-Bas après séparation de la Belgique, **23**, 289. Cession et démembrement,

moyen de les distinguer, **23**, 290. Justification de la succession des dettes d'Etat, **23**, 300. Persistance, après annexion, démembrement des obligations de l'Etat envers ses créanciers, **23**, 302; **23**, 304, 317. Droits créanciers à l'égard des Etats débiteurs, **23**, 316, 320. Dettes régionales et dettes spéciales d'Etat, **23**, 273. Assiette des dettes d'Etat, **23**, 277. Volonté des parties, commande la compétence de la Cour permanente, **23**, 447. Interpétation de la volonté des parties, **24**, 60. Définition de l'arbitrage, **25**, 238. Différends non juridiques, **25**, 277. Cour permanente chargée de dire le droit, **25**, 289. Délimitation de la procédure militaire et de la procédure de médiation, **25**, 312. Participation des juges nationaux aux avis consultatifs, **26**, 56. Papier-monnaie en cas de transformation territoriale, **27**, 292. Droits sur le Rhin des Etats non riverains, **28**, 162. Caractère international des voies d'eau, **28**, 217. Souveraineté absolue, **29**, 358. Liberté de la mer, **30**, 15. Navire en haute mer assimilé à l'Etat de son pavillon, **30**, 15. Nécessité d'occupation permanente du territoire, **30**, 369. Accession naturelle supposant une autorité effective, possession, titre subsidiaire, **30**, 386. Autorité des sentences arbitrales, rôle du consentement des parties, décisions sur cas spéciaux, décisions interprétant un traité, distinctions, **30**, 543. Absence d'un pouvoir législatif international, **34**, 615. Perfectionnement de la *comitas gentium*, **34**, 705. Nécessité d'épuisement des voies de recours internes, **41**, 52. Caractère du tribunal international, **41**, 146. Développement de l'arbitrage public entre les villes de l'Hellade, **42**, 30. Président de l'Office Nansen, **43**, 231 (note). Se prononce en faveur d'une convention pour régler la situation des réfugiés apatrides, **43**, 233. Droit international n'apparaît qu'après la paix de Westphalie, **44**, 319. Bases sociologiques du droit international, **46**, 240. Conditions de validité du droit commun entre Etats, **47**, 311. Etude sur les successions d'Etats, **47**, 472. Conditions de démembrement total d'un Etat, **47**, 480. Sa sentence sur la souveraineté sur l'île de Palmas, **50**, 222, 250, 253 à 255, 265, 296. Classification des traités en traités d'ensemble et traités collectifs, **50**, 363. Juge à la Cour permanente, aff. du statut de Dantzig établi par le traité de Versailles, déclare qu'un droit conventionnel ne saurait être obligatoire pour son titulaire, **50**, 209. Favorable à l'étude de la question de l'ouverture de la procédure arbitrale internationale aux particuliers, **51**, 58. Gravité de la situation créée par le refus d'un Etat de se conformer à une sentence arbitrale, proposition de Max Huber d'étendre la compétence obligatoire de la Cour, **52**, 49. Son arbitrage dans les réclamations anglaises contre le gouvernement espagnol pour dommages subis par des ressortissants anglais ou protégés de l'Angleterre dans la zone espagnole du Maroc, **52**, 234. Interprétation des conventions internationales, **52**, 245; **54**, 490. Formation des ententes régionales, **53**, 79. Les rapports des cantons suisses entre eux doivent être jugés selon les principes fondamentaux du droit des gens, **53**, 612. Droit pour la Cour permanente de statuer à une majorité des trois quarts des voix, **54**, 248. La communauté internationale possède une ébauche d'organisation, **54**, 286. Compétence de l'Etat et compétence de la S. d. N., **54**, 298. Traités à intérêts solidaires distincts des traités-groupes, **54**, 498. Fondement de l'autorité des décisions judiciaires, **54**, 509. Arbitre dans l'aff. de l'*Ile de Palmas* : dispense de preuve accordée, **56**, 30; occupation comme mode d'acquisition de territoire, **58**, 152; une règle coutumière n'est applicable qu'aux faits qui se sont produits alors qu'elle était en vigueur, **58**, 535; place de la souveraineté territoriale dans l'ordre international, compétence exclusive de l'Etat relativement à son propre territoire, **58**, 614 et 615. Appréciation sur l'art. 15, § 8, du Pacte de la S. d. N., **61**, 713. Déclare acquis que tout droit a pour but d'assurer la coexistence d'intérêts dignes de protection légale, **62**, 347. Comment est déterminée la compétence de la Cour, **62**, 642. Président de la Cour permanente, décision dans l'aff. du *Lotus*, voix prépondérante du Président, **62**, 583.

Huber (Ulricus).

De conflictu legum, **21**, 195. Cité par Story, **21**, 197. Son influence en Angleterre, **21**, 208. Courtoisie internationale, **21**, 209, 452; **25**, 138; **36**, 17. Père du droit international, sa théorie fait comprendre le droit anglo-saxon, **29**, 375. Ordre public, **29**, 335, 349. L'application d'une loi étrangère n'est pas une exception au principe de la territorialité, **44**, 9. Son système de solution des conflits de lois, **44**, 10 et 11. Influence de ses idées sur les juristes anglo-saxons, **44**, 29. Distinction entre état (*qualitas*) d'une personne et les effets d'un état (*effectus qualitatis*), l'état dépendant de la loi du domicile et les effets (actes) de la loi du lieu où ils sont passés, sauf cas de fraude, **49**, 657 (note) *Comitas gentium* et classement du dr. intern. privé sous le *jus gentium*, **49**, 667. Principe du respect des droits acquis à moins que cela ne porte préjudice aux intérêts de l'Etat ou de ses sujets, **49**, 670. Liberté d'émigration, **50**, 105. Les trois maximes de Huber en matière de conflit de lois, **62**, 454; *Comitas gentium*, **62**, 456. Respect des droits acquis, **62**, 461, 480. Application de la loi étrangère, troisième maxime d'Huber, les Etats reconnaîtront une loi étrangère *ex comitate*, si un droit a été valablement créé conformément à cette loi, **62**, 470 et 471. Fraude à la loi, **62**, 532, 536.

Hubert (René).

Asservissement de l'intelligence par l'industrialisme, **9**, 342. Réduction du rôle de l'intelligence sous l'influence de l'école sociologique, **9**, 343.

Hubertus de Bobio.

Pouvoir sur ce qui appartient au territoire, **29**, 305.

Hübner.

Droit de la guerre, partie principale du droit intefnational, **18**, 309. Territorialité des navires de commerce, **30**, 14. Propose Commissions internationales de prises, **37**, 635.

Hübner (Baron de).

Acte de navigation du Danube, **2**, 237; **11**, 284. Délégué de l'Autriche à la Conférence de Paris (1858) sur le Danube, **11**, 284.

Hübner (Martin).

Son ouvrage sur la saisie des bâtiments neutres, le droit des belligérants d'arrêter les navires amis, **7**, 484; **17**, 455. Circonstances de sa publication, **7**, 485. Méthode de l'ouvrage, **7**, 485. Droit des neutres, admet le droit de capture, **11**, 75.

Huddleston.

Continentalisme de l'organisation internationale, **53**, 23.

Hudson (Mauley).

Cours sur les avis consultatifs de la Cour permanente, **26**, 6. Avis des juges de la Cour suprême du Massachusetts, **26**, 12. Législation internationale avant et depuis la Grande Guerre, **35**, 633. Importance des avis de la Cour permanente, **35**, 670. Sa contribution au développement du droit international, **35**, 672. Législation internationale, ses sanctions, **53**, 603 et 604. Son cours sur la procédure consultative devant la Cour permanente, **57**, 6. A calculé que de 1864 à 1914, 257 conventions internationales à caractère législatif ont été adoptées, **58**, 99. Opinion dissidente dans l'aff. des Phares de Crète et de Samos, **62**, 325 et 326.

Hughes.

Premier ministre australien, situation de l'Australie au moment de la Conférence de la Paix, **19**, 347.

Hughes (Charles Evans).

Secrétaire d'Etat aux Etats-Unis, trafic illégal de liqueurs, accord avec l'Angleterre (1922), **1**, 151, 152, 167. Doctrine de Monroe, attitude, **5**, 289, 298, 336, 342, 344, 345, 347, 352, 355, 357. Président du Conseil directeur de l'Union panaméricaine, **8**, 280. Politique américaine du pétrole, **19**, 225. Participe à la VIII[e] Conférence des Etats de l'Amérique centrale, **22**, 129. Institut américain de droit international, déclaration des droits et devoirs des nations, **22**, 132, 164, 185. Propose préparation par l'Institut américain de projets par la Commission des juristes de Rio de Janeiro, **22**, 164. Présente à l'Union panaméricaine les projets de l'Institut américain, **22**, 165. Délégué des Etats-Unis à la VI[e] Conférence panaméricaine, nécessité de principes reposant sur le consentement des autres Etats, **22**, 203. Transmet à la France la proposition de pacte de garantie du chancelier Cuno, **24**, 195. Demande à l'Institut américain d'élaborer des projets de mise de la guerre hors la loi, **24**, 240. Réserves des Etats-Unis à l'adhésion au statut de la Cour permanente, **26**, 67. Interprétation de la doctrine de Monroe, **28**, 55, 62. Projets de codification de l'Institut américain, **28**, 86. Interprétation de la doctrine de Monroe, **29**, 417. Ne réprouve pas absolument l'intervention, **32**, 126. Droit d'intervention dans le continent américain, **32**, 578. Droit international américain, **32**, 788. Projet de codification et de législation internationale, **35**, 663. Les quatre piliers du panaméricanisme, **44**, 486. Relations avec la presse, **45**, 324. Distinction entre intervention et interposition, **47**, 73. Président de la Conférence de Washington (1922-23), **48**, 417.

Hugo (de Porta-Ravernate).

Docteur de l'Ecole de Bologne, **29**, 300.

Hugo (Victor).

Son expulsion de Belgique, **1**, 211; **18**, 309. Préside le Congrès de la propriété littéraire de 1878, **12**, 453. Préside le Congrès international de la Paix de Paris (1849), **13**, 375. Déclaration au III[e] Congrès universel de la Paix de Lausanne, **15**, 340. Flétrit la guerre, **24**, 301.

Hugolinus.

Application de la loi étrangère, **29**, 302.

Hugon (Le Père).

S'élève contre les tendances à l'européanisation de certaines missions catholiques, **26**, 196.

Huguccio.

Application de la loi locale aux étrangers, **29**, 307.

Hugueney.

Opinion sur la territorialité de la loi pénale, **4**, 427.

Hugues.

Légat du pape Alexandre II, **6**, 152.

Hull (Cordell).

Politique de paix des Etats-Unis, **53**, 148. Moyens efficaces de prévenir la guerre, **59**, 160. Assistance mutuelle en Amérique contre l'agresseur extérieur, **59**, 183. Politique américaine du « New Deal », politique de bon voisinage, **59**, 158. Intérêt pour assurer la paix future de développer l'opinion publique, **59**, 194. Base fondamentale de stabilisation internationale dans le respect des traités qui perdent force et efficacité, **60**, 431. Le nationalisme économique est une politique discréditée, **61**, 242, 245.

Humboldt.

Rhin : Navigation du Rhin, **2**, 228, 231; plénipotentiaire de Prusse au Congrès de Vienne pour la question du Rhin, son rôle prépondérant, **28**, 137, 141, 159, 164, 173; administration internationale du Rhin, **28**, 201; Rhin fleuve commun, **28**, 213. Limite la sphère d'intervention des pouvoirs publics, **16**, 475.

Hume.

Critique la doctrine du Contrat social, **3**, 46. Ses tendances pacifistes, **13**, 315. L'Etat ne repose sur la force, **23**, 521.

Hundeshogen.

Opinion sur le rôle politique des Réformateurs, **6**, 271.

Hunneus.

Echange de télégrammes à propos de l'exécution du plébiscite de Taona

Arica, **8**, 298. Délégué chilien, incompétence de l'Assemblée de la S. d. N. s'étendant aux questions entre Chili et Bolivie, **32**, 526.

Hunter Miller (David).

Promoteur d'un plan de garantie, **7**, 21.

Hurst (Sir Cecil).

Dominions : Situation des communautés composant l'Empire britannique, **19**, 257; droit de légation des Dominions, **19**, 365; droit de conclure des traités, **19**, 373; ratification de ces traités par le Roi, **19**, 393; admet la personnalité internationale distincte des Dominions, **19**, 400; octroi des pleins pouvoirs du délégué d'un Dominion, **19**, 390. — *Empire britannique* : Consultation des membres de l'Empire britannique avant conclusion d'un traité, **19**, 375; pleins pouvoirs accordés au nom d'un membre de l'Empire, **19**, 380; Commission de défense nationale de l'Empire, **19**, 423; les membres de l'Empire britannique font partie d'un seul Etat souverain, **19**, 466; relations entre membres de l'Empire ne sont pas relations internationales, **19**, 477. — *Traités* : Maintien en temps de guerre des traités conférant des droits privés, **22**, 502; effets de la guerre sur les traités, **22**, 511; **59**, 531; droits découlant des traités transitoires, **22**, 530. Maintien en temps de guerre des privilèges de juridiction, **22**, 501. Recommandations d'un caractère politique interdites à la Cour permanente, **25**, 290. Avis de la Cour permanente, **26**, 15. Recommandation relative aux travaux de codification, **35**, 680. Possibilité pour la Cour de régler « arbitralement » une affaire éminemment juridique, **39**, 231. Qualifie la haute mer de *res communis*, **47**, 554 et 555. Jamais un agent diplomatique n'a été soumis à la juridiction criminelle du pays où il est accrédité, **48**, 518. Juge à la Cour permanente, avis dissident dans l'aff. du traitement des nationaux polonais à Dantzig, **48**, 774. Son attitude devant le projet de modification de l'at. 21 du Pacte de la S. d. N., **53**, 33. Opinion dissidente dans l'aff. *Wimbledon*, **55**, 678. Préconise la création d'un système efficace et bon marché de justice internationale pour les demandes pécuniaires des particuliers, **58**, 93. Effets des traités à l'égard des Etats Tiers, opinion dissidente dans l'aff. de la zone franche de Gex, **58**, 221 et 222. Souveraineté des Etats membres de la S. d. N., **61**, 667.

Hurtado.

Ministre de Colombie à Londres, invite l'Angleterre au Congrès de Panama, **22**, 96; **32**, 502.

Huss (Jean).

Doctrine antimilitariste, **13**, 198, 269. Principes de son organisation internationale, **44**, 401. Nécessité d'un Chef de l'Eglise irréprochable, valeur absolue des préceptes de l'Evangile, **44**, 401 et s.; son traité *De indugentiis* (1412), condamnation des croisades, **44**, 403 et 404. Caractère fragmentaire de son système normatif, **44**, 405.

Huvelin.

Lex mercatoria, son uniformité, **3**, 112. Rôle des foires au moyen âge dans la formation de la loi publique moderne, **53**, 539.

Hyde (Ch.-Ch.).

Nullité d'un traité par sa violation, **22**, 527. Egalité des étrangers et des nationaux devant l'impôt, **23**, 236. Nie le principe de la succession aux dettes d'Etat en cas de transformation territoriale de l'Etat, **23**, 283. Caractère régional des emprunts chinois, **23**, 265. Sort de l'Etat en partie annexé, **23**, 289. Caractère artificiel de la division entre dettes générales et spéciales de l'Etat, **23**, 292. Succession aux dettes d'un Etat annexé, **23**, 296. Sort des dettes hypothécaires d'un Etat démembré, **23**, 305, 307. Recherche de l'intention des parties, **24**, 59. Subordination des Etats non civilisés aux autres, **40**, 147. Contribution au processus régional du droit international en Amérique, **40**, 325. Egalité des sexes et unité de nationalité, **42**, 593. Un Etat n'a le pouvoir d'exercer les droits de la souveraineté qu'après qu'il aura été reconnu, **44**, 234. Est d'avis de ne pas restreindre la liberté du juge pour l'interprétation des traités, **48**, 715. Prétend que la bataille de l'interprétation des traités attendent (en 1933) d'être livrée à la Cour permanente, **48**, 767.

Hydes (Chency).

Opinion sur le passage des navires de guerre en mer territoriale, **5**, 171. Déni de justice en droit international, extension de la responsabilité de l'Etat, **12**, 386.

Hyman.

Propose de ne plus élever les tarifs douaniers, **35**, 304.

Hymans.

Proteste contre la proposition de la Commission du travail à la Conférence de la Paix, **4**, 79. Questions concernant les mandats, **5**, 225, 226. Devoir des citoyens d'un Etat agresseur, **7**, 37. Avis sur la compétence de la Cour pour juger de la validité d'une décision du Conseil de la S. d. N., **8**, 378. Rapport au Conseil de la S. d. N. sur les frontières austro-hongroises, **14**, 476. Son rôle dans l'affaire de Vilna, **14**, 520, 561, 563, 601, 602, 614, 617, 631, 637; **18**, 132. Affaire de Démir Kapou, **14**, 521, 533. Rapport au Conseil de la S. d. N. sur le rapport des mandataires, **19**, 545. Opposé aux traités des minorités, **34**, 321. Transmission des pétitions au Conseil par l'intermédiaire des gouvernements, **40**, 58. Motion tendant à apporter à la presse la collaboration de la S. d. N., **45**, 352. Rôle préventif de la conciliation internationale, **59**, 185. Esprit international de la S. d. N., **61**, 159. Préparation à la Conférence économique de 1927, **61**, 212. Souveraineté des Etats membres de la S. d. N., **61**, 667.

I

Iakry Pacha.
Progrès de l'Egypte dans l'hygiène publique, **33**, 587.

Iaraslav (Prince de Russie).
Caractère international de la Russie sous son régime, **11**, 414. Traité russo-suédois, **11**, 416. Ses alliances de famille, **11**, 418, 427. Alliance avec l'Allemagne, **11**, 430.

Ibelin (D').
Inviolabilité des contrats, **32**, 344.

Ibn Assim.
Incapacité successorale de l'infidèle, **60**, 609.

Ibn Djobair.
Reconnaît le bon accueil réservé aux Sarrazins par les Croisés, **60**, 131.

Ibn Hanbal.
Incapacité successoral de l'infidèle, **60**, 542.

Ibrahim (Sultan).
Sa cruauté vis-à-vis des chrétiens de son Empire, **60**, 588.

Ibrahim Halebî.
Droit islamique, **60**, 384.

Ibrahim-ibn-Jacoub.
Juif arabe du x^e^ siècle, jugement sur l'Europe orientale de son époque, **11**, 415.

Ibsen (Sigurd).
Chancelier de Norvège, causes de la guerre de 1914, **60**, 337. Interruption du système de liaisons internationales, cause de la Grande Guerre, **60**, 337.

Igelstrom.
Institue un régime de terreur en Pologne, **22**, 345.

Igor-Ingvar.
Prince russe, traité avec Byzance (944), exterritorialité des chrétiens, **11**, 362, 405, 409.

Ihering (Rudolf).
Importance du droit, **3**, 55. Méthode d'analyse juridique, **4**, 49. Le moral émane de la société, **16**, 412. Son ouvrage *Das Zweck im Recht*, attitude utilitariste à propos du problème moral, **16**, 463. Estime que les relations internationales sont une nécessité morale, **16**, 514.

Ihering.
Caractère obligatoire des prescriptions du droit international, **23**, 489. Préconise l'extermination des Indiens, **31**, 286. Lutte pour le droit, **31**, 475. Fraude à la loi en droit romain, **31**, 666. Forme de l'acte juridique, **33**, 331. Personnalité normale de l'Etat, **33**, 678. Nature de la constitution, **34**, 589. Théorie de l'autolimitation de la souveraineté, **35**, 48; **54**, 22. Conception absolutiste de l'Etat, **38**, 176. Progrès des normes juridiques, **41**, 404. Enseignements tirés des bouleversements historiques, **43**, 131.

Innocent.
Opinion sur l'application de la loi du contrat, **16**, 8. Affirme le droit du Pape de punir les Gentils qui violent la loi naturelle, **17**, 177, 178. Décrétale de 1245, pouvoir du droit local sur les choses situées dans le territoire, **29**, 308.

Innocent II (Pape).
Son arbitrage entre cités de Pise et de Gênes (1133), **44**, 379.

Innocent III (Pape).
Intervient entre Philippe-Auguste et les rois d'Angleterre, **6**, 168. Fondement du droit d'intervention, **6**, 169. Situations respectives du pouvoir civil et de la papauté, **6**, 253. Opinion sur la conduite de la guerre, **10**, 301. Affirme les obligations morales des princes, **17**, 155, 157. Déclare que l'Eglise romaine n'a pas à user de contrainte à l'égard des non-chrétiens, **26**, 84. Se qualifie de souverain médiateur, **33**, 322. Offre une trêve perpétuelle aux Sarrasins, **44**, 333 et 334. Affirme le pouvoir souverain du Pape, **44**, 338, 371. Déclare que le Saint-Siège peut par la contrainte assurer l'exécution de ses sentences, l' « exposition en proie », **44**, 387. Tente de s'attribuer les fonctions juridictionnelles pour résoudre les conflits de caractère international, **44**, 377.

Innocent IV (Pape).
Affirme que l'infidélité est compatible avec la souveraineté, **17**, 168. Offre son aide aux Russes contre les Mongols sous la forme d'une armée de croisade, **31**, 354. N'admet pas la légitimité de la guerre contre les infidèles, **43**, 496. Met en accusation l'Empereur Frédéric II, **44**, 372.

Innocent VIII (Pape).
Son rôle pacificateur, **6**, 176, 177.

Internoscia.
Son droit international codifié, **11**, 57. Nouveau Code du droit international (1910), **22**, 156, 174.

Iorgovici.
Représentant de la Roumanie auprès de la Convention, **22**, 415.

Iredell.
Violation d'un traité entraînant sa dénonciation, **22**, 520. Rôle du *trustee* de la Couronne anglaise, **23**, 158.

Irnerius.
Importance de son œuvre, **29**, 314.

Isabelle d'Espagne.
Sentence dans l'aff. de l'Ile d'Aves, **35**, 372, 391.

Isabelle la Catholique.
Son codicille, vise la bulle d'Alexandre VI, **17**, 151, 153.

Isaïe.
Paix universelle, **6**, 129.

Isay.
Sujets du droit des gens, **30**, 204. Souveraineté territoriale, **33**, 299. Motion de nationalité des personnes morales, **45**, 395 et s. Un Etat ne domine que les personnes morales ayant leur siège social sur son territoire, **45**, 402. Montre l'impossibilité de faire dépendre la nationalité de la personne morale de la nationalité de ses membres, **45**, 404. Rattachement du droit international au droit international public, **57**, 579.

Ishii (Vicomte).
Rapport sur le litige gréco-turc relatif à l'échange des populations, **14**, 402, 537, 542. Préside le Conseil de la S. d. N. lors de l'aff. de Haute-Silésie, **14**, 480. Son rôle dans l'aff. de Démir Kapou, **14**, 521. Rapport touchant la conciliation, **18**, 6. Délégué du Japon à la S. d. N., traitement équitable du commerce international, **61**, 199. Œuvre de la Conférence économique de 1927, **61**, 215. Représentant du Japon à la Conférence monétaire de 1933, importance de la politique monétaire et des crédits, **61**, 241.

Isidore de Séville.
Son rôle dans l'élaboration du droit international, **18**, 288. Les « Etymologies », **43**, 427. Sa division des lois (divines et humaines), **43**, 428; sa division du droit (droit naturel, droit des gens, droit civil), **43**, 428; caractéristique de ces droits, **43**, 428 et 429. Définition de la guerre juste, **43**, 485. Sa conception du droit des gens, **45**, 116; **52**, 202.

Ismaël (Khédive d'Egypte).
Son rôle dans les aff. du Canal de Suez, **2**, 198, 199. La Dette égyptienne, **5**, 21, 23. — *Réforme judiciaire* : Son action pour la Réforme, **17**, 18, 19, 21, 42. Son attitude à l'égard des Tribunaux mixtes après leur création, **17**, 55. Appréciation de son rôle à l'égard des Tribunaux mixtes, **17**, 61. Son abdication, **17**, 60.

Ismet-Pacha.
Revendique la pleine liberté économique de la Turquie, **3**, 396. Président de la délégation turque à la Conférence de Lausanne, expose le point de vue de la Turquie sur le règlement de la Dette ottomane, **23**, 313. Prétend que l'échange des populations gréco-turques a été demandé par la Grèce, **24**, 372. Arguments en faveur de cet échange, **24**, 384, 385. Portée de l'exception à la Convention de Lausanne, **24**, 388. Exempte de l'échange des populations visées par la Convention de Lausanne, les Israélites, Assyriens et Nestoriens, **24**, 400. Lettre relative aux institutions religieuses britanniques, **29**, 276. Proteste contre l'audition de pétitionnaires à la Conférence de Lausanne, **40**, 563. Accepte à la séance du 4 décembre 1922 de la Commission des Détroits la thèse soviétique sur l'ouverture des Détroits, **47**, 792. Son action à la Conférence de Lausanne pour abrogation des capitulations, **48**, 679.

Iswolsky.
Ministre russe des Affaires étrangères, exprime sa satisfaction de l'attitude de l'Angleterre dans la question des Détroits, **47**, 651. Conférence secrète de Saint-Pétersbourg (3 février 1908), examen de la situation en Asie-Mineure et dans la péninsule balkanique, **47**, 657. Sa politique vis-à-vis de la Jeune-Turquie, **47**, 662. Son attitude vis-à-vis de l'annexion par l'Autriche-Hongrie de la Bosnie et de l'Herzégovine, **47**, 671. Echanges de vues avec S. Edward Grey au sujet d'un arrangement russo-tuc permettant aux navires de guerre des riverains de la mer Noire le passage de droit, **47**, 681. Idée d'une Confédération balkanique, **47**, 719. Echec de la tentative russe (1907) de faire abroger les clauses du Pacte de Paris (1856) relatives aux îles d'Aland, **52**, 149.

Ito.
Guerre licite vis-à-vis du transgresseur, **38**, 62. Interprétation du Pacte Briand-Kellog, **38**, 81. Cas où le Pacte Briand-Kellog autorise le recours à la force, **49**, 731. Reconnaissance par le droit international, par évolution lente, de la liberté de navigation, **55**, 678 et 679.

Iturbide.
Empereur du Mexique, **5**, 312.

Ivan de Smolensk.
Prince russe, traité de commerce, **11**, 462.

Ivan III.
Grand-Duc de Russie, centralisateur de la Serre russe, **11**, 472. Ses ambassadeurs, **11**, 486.

Ivan IV le Terrible.
Ses conquêtes, **11**, 474, 482, 484, 486. Son despotisme, **11**, 479, 480, 483. Défaite et traité de paix, médiation du Pape, **11**, 486.

Ivanov.
Etude sur le droit international privé russe, **35**, 480.

Iziaslav.
Prince russe, appel à l'Empereur et au Pape, **11**, 429, 436, 438.

J

Jackson (Président des Etats-Unis).
Légitimité des représailles contre un Etat débiteur, **1**, 337. Refuse d'intervenir entre l'Angleterre et le Guatémala, **28**, 52. Sa partialité en faveur de la Géorgie, **31**, 250, 254.

Jacob.
Arbitrage dans son différend avec le Laban, **42**, 18.

Jacobs.
Opinion sur la loi applicable en matière d'hypothèque maritime au cas de faillite, **14**, 111.

Jacobson.
Caractère juridique du lien entre banquier et bénéficiaire du crédit d'une lettre commerciale de crédit, droit allemand, **51**, 260.

Jacobus.
Docteur de l'école de Bologne, **29**, 300.

Jacques (Dr).
Présente à la Conférence de Brême de l' « International law Association » vingt principes en vue de l'élaboration d'une loi internationale sur les effets de commerce, **8**, 133.

Jacques Ier.
Partisan des civilistes (romanistes), **3**, 125.

Jacquin.
Attentat contre Napoléon III, **12**, 304; **16**, 210.

Jaffe.
Du refus de reconnaissance d'un Etat, **58**, 56.
Jahrreis.
Voit dans la S. d. N. une organisation de droit constitutionnel, **61**, 670.
James.
Art. 1895 du Code civil français, nominalisme mitigé, **60**, 709.
Jameson.
Son rôle dans l'Afrique australe, **29**, 232.
Jandun (Jean de).
Principe de la souveraineté du peuple, **6**, 261; **34**, 351.
Janet.
Partisan du droit naturel, **18**, 353. Conséquences de la chute du système qui unissait la politique à la religion, **32**, 356.
Janet (Paul).
Conséquences politiques de la Réforme, **6**, 259.
Jann (P.).
Livre sur les missions catholiques de l'Inde, de la Chine et du Japon, **26**, 89.
Janne.
Réglementation plurilatérale douanière, ses difficultés, **32**, 170, 172.
Jansen.
Ministre belge des Finances, tentative de stabilisation du franc belge, **49**, 90.
Jansénius.
Ses propositions comparées aux manières de Machiavel, **9**, 166.
Jaquet (P. Luigi).
Observateur du Saint-Siège au Congrès d'Aix-la-Chapelle, **31**, 333.
Jardé.
Nie l'existence d'un droit international dans l'antiquité, **18**, 274.
Jascenko.
Adversaire de la notion de souveraineté des Etats, **61**, 654.
Jaudon.
Principe de la guerre économique, **41**, 142.
Jaurès.
Interpellation sur la saisie des papiers de Mgr Montagnini, **18**, 513. Guerre de légitime défense, **49**, 727. Il déclare que le capitalisme porte en ses flancs la guerre, **59**, 502.
Jay.
Politique américaine, doctrine de l'isolement, **59**, 258.
Jay (William).
Préconise l'insertion d'une clause compromissoire dans tous les traités, **13**, 378.
Jayne-Hill (David).
Opinion sur la souveraineté, **2**, 373 [V. *Hill* (*David Jayne*)].
Jean.
Roi de Bohême, **11**, 466.
Jean de Hildesheim.
Moine, écrivain du XIVe siècle, **11**, 533.
Jean de Paris.
Critique le système hiérocratique et favorise l'émancipation du pouvoir temporel, **44**, 394.
Jean de Pibram.
Formule le principe de la souveraineté de la communauté, **44**, 415.
Jean le Bon.
Exécute les conditions de paix du traité de Brétigny, **32**, 240.
Jean II Commène (Empereur de Byzance).
Correspondance avec Conrad III, **11**, 430.
Jean VI.
Dispositions en faveur des Indiens, **31**, 241.
Jean XIX.
Trêve de Dieu en France, **6**, 152.
Jean XXI.
Arbitre dans les affaires des Flandres, **6**, 171. Ses fonctions arbitrales, **31**, 340. Arbitre entre la France et les Flamands, **42**, 81. S'attribue les fonctions d'arbitre *ex officio*, **44**, 378. Attribue caractère de croisades aux guerres contre ses ennemis personnels, **44**, 393.
Jefferson (Thomas).
Président des Etats-Unis, partisan d'une révision du droit fondamental de l'Etat par chaque génération, **3**, 46. Donne son avis sur la doctrine de Monroe, **5**, 281; **28**, 44. Opinion sur la neutralité, **7**, 496. Préconise la politique d'isolement, **16**, 479; **32**, 414. Estime que les lois et constitutions doivent expirer naturellement au bout de dix-neuf ans, **16**, 588. Réclame liberté de navigation sur le Mississipi (1792), **21**, 310; proclamation relative à la fermeture des fleuves, **28**, 125. Principes directeurs des rapports entre Etats-Unis et Europe, **22**, 103. Lettre à William Short, système américain, **32**, 398; critique le système de réélection du Président de la République, **32**, 411; veut un système américain indépendant, **32**, 414; cite la Chine comme modèle, **32**, 412. Collaboration de Madison, Jefferson et Monroe (oct. 1823), **32**, 437. Proposition Canning d'une action conjointe anglo-américaine ou hispano-américaine, **32**, 438. Rôle prépondérant dans l'élaboration du texte de la déclaration d'indépendance des Etats-Unis, **42**, 532. Droits naturels de l'homme, **42**, 536, 561. Liberté de s'expatrier reconnu aux citoyens, **43**, 125. Reconnaissance de gouvernements nouveaux, **44**, 222. Droit des peuples à se gouverner eux-mêmes, **47**, 41. Ses fonctions pendant sa mission à Paris, problèmes commerciaux, **59**, 265. Reconnaissance de gouvernements par les Etats-Unis, conditions, **59**, 278; **62**, 265. L'Amérique seule arbitre de ses destinées, **59**, 293.
Jellicoe (Sir John).
Visite en haute mer souvent impossible, **11**, 131, 136.
Jellinek (Georges).
Droit international : Droit naturel et droit international, **10**, 590; caractère anarchique du droit des gens, **11**, 15; fondement du droit international, **19**, 36; nature du droit international, **62**,

121, 122. — *Etat* : Sa responsabilité délictuelle, **10**, 297; relation juridique entre Etat et territoire, **22**, 25; **30**, 114; conception des types moyens d'Etat, **22**, 301; auto-détermination et auto-limitation de l'Etat, **23**, 482; **54**, 24; Etat supérieur (Staaten-Staat), **23**, 538; Etat fédéral, **24**, 496; *Status subjectionis* des Etats membres au sens de l'Etat fédéral, **24**, 537; classification des Unions d'Etats, **24**, 450, 451; considère l'Union personnelle comme apparente, **24**, 473; formation d'un Etat nouveau en dehors de la compétence du droit international, **26**, 340; personnalité de l'Etat, **33**, 679, existence de l'Etat antérieure au droit, **35**, 105; Etat, fait métajuridique, **35**, 105; fragments d'Etats, **41**, 291; néant juridique de l'Etat en dehors de ses organes, **41**, 579; auto-obligation et auto-limitation sont une caractéristique de l'Etat, **47**, 280; partisan de la doctrine de l'auto-limitation, **49**, 197. — *Souveraineté* : Définition, **1**, 385; auto-limitation de la souveraineté, **13**, 573; **16**, 266; **23**, 482; **34**, 357; **35**, 48; **38**, 616, 620; doctrine de la souveraineté, **16**, 308, 310; indépendance des Etats, simple reflet de souveraineté interne, **18**, 412; transfert des droits souverains n'entraîne pas perte de la souveraineté, **22**, 37; exercice du droit de souveraineté par les personnes privées, **51**, 300; souveraineté absolue de l'Empereur au moyen âge, **61**, 646. — Opinion sur la vie internationale, **6**, 14. Classification des associations d'Etat, **7**, 360. Classification des Unions internationales, **7**, 377. Contrat et accord, distinction, **11**, 25. Définition des Unions, **12**, 480. Déclare que le droit est un minimum éthèque, **16**, 527. Combat la notion de servitude internationale, **22**, 17, 25. Cessions de territoires sont fait anormal, **23**, 274. Eléments constitutif du droit public, **24**, 71. Unions apparentes, **24**, 542. Systèmes géographiques, **24**, 542. Existence de règles juridiques générales, **26**, 325. Clause *rebus sic stantibus* dans les traités internationaux, **26**, 536. Théorie de la qualité, **30**, 114. Nature de la constitution, **34**, 589. Edification du régime politique et social des Américains, **42**, 513. Application tacite de la clause *rebus sic stantibus* aux traités d'alliance, **46**, 276. La contrainte doit renfermer une force morale, **47**, 269. Négation des droits fondamentaux des Etats, **47**, 498. Organes de chacun des Etats dans une Confédération, liés par un traité international, **47**, 532. Met les intérêts de l'Etat au-dessus du principe de l'inviolabilité des traités, **49**, 243. Difficulté de trouver un bon système de traités de droit international, **50**, 392. Notions générales patrimoine commun de toutes les parties du droit, **54**, 203.

Jenkins (Dr J.-T.)

Eloge du bureau des pêcheries des Etats-Unis, **29**, 437.

Jenkins (Sir Henry).

Difficultés en cas d'infractions commises en mer, **30**, 39.

Jenkins (Sir Leoline).

Notion du domicile en Angleterre, **36**, 39.

Jenks.

Auteur du *Digeste de droit civil anglais*, notion du domicile, **23**, 37; digeste, art. 19 et 20, domicile des personnes juridiques, **23**, 45; digeste, changement de domicile du mineur, **23**, 78. A propos de l'admission de l'Allemagne à la S. d. N., si l'adhésion à celle-ci entraîne automatiquement l'adhésion à l'Organisation internationale du travail, la réciproque n'est pas forcément vraie, **50**, 510.

Jennings.

Etude des travaux de la Conférence impériale de 1930, **41**, 317.

Jérémias.

Rapports pacifiques entre les petits Etats chaldéens, **32**, 301.

Jerwis (Chief justice).

Décision dans l'aff. *Taylor v. Best*, privilège d'ambassadeur, **12**, 188.

Jesaïas.

Paix, œuvre de justice, **30**, 503. Prophète de la paix mondiale, **31**, 304, 305, 310.

Jessel (Sir Georges).

Juridiction sur les gouvernements étrangers, **1**, 322, 323. Obligations financières d'un Etat-juge, **1**, 353.

Jessup.

Souveraineté de l'Etat sur la mer territoriale, **48**, 196. Nature juridique du droit de passage, **48**, 207. Distinction entre mer territoriale et zone contiguë, **48**, 273.

Jevons (Stanley).

Projet de création d'une monnaie internationale, **37**, 275.

Jèze (G.).

Emprunt égyptien de 1885, **5**, 29. Opinion sur l'arrêt Graty, **18**, 595. Nature personnelle des dettes d'Etat, **23**, 287; leur garantie, **23**, 228; succession aux dettes, rapport juridique d'Etat à Etat, **23**, 300; obligation pour l'Etat annexant de prendre une partie de la dette de l'Etat annexé, **23**, 303. Théorie des sanctions, **35**, 302. Affaire des optants hongrois, **35**, 378, 380. Problème des traités secrets, **38**, 403. Irrégularités d'actes administratifs entraînent leur inexistence ou leur nullité, **43**, 104. Créanciers d'emprunts publics, rare compétence des tribunaux en matière de recours des créanciers contre l'Etat, **51**, 101, 109. Limitation des traités secrets dans les Constitutions, **56**, 271. Caractère de droit public des emprunts d'Etat, **60**, 750.

Jitta.

Doctrine sur les conflits de lois, **2**, 462, 465; **3**, 138, 159, 168; **44**, 50, 57. Loi applicable à la forme du protêt, **8**, 161. Désigné comme expert par le Comité économique de la Chambre de commerce internationale, **8**, 191. Opinion relative à la Conférence de 1912 sur les effets de commerce, **8**, 191. Détermination de la loi applicable aux contrats, **16**, 93. Modalités de l'expulsion aux Pays-Bas, **18**, 599. — *Dr. intern. privé* : Sa conception, **20**, 19;

ses commentaires de dr. intern. privé, **21**, 202; conception de la communauté juridique internationale, **21**, 460; règlement des questions de dr. intern. privé, appel par les juges au droit commun international, **21**, 486, 498, 500, 502; pense que la loi nationale sera supplantée par la loi du domicile, **23**, 30; méthode de constitution universelle du droit international privé, **31**, 567; sa doctrine du dr. intern. privé, **33**, 265; suggestion pour permettre des adhésions aux Conférences de La Haye, **34**, 725; nature des rapports de droit international privé, **41**, 493; il y a dr. intern. privé dès qu'il s'agit de rapports absolument internationaux, **57**, 373; son système repose sur la loi de l'humanité, **62**, 430; admet la théorie internationale du dr. intern. privé, **62**, 445; conflits de qualification, **62**, 496. — Conception de la souveraineté relative, **34**, 359. Existence d'un droit supérieur et indépendant de la volonté de l'Etat, **43**, 398. Respect des droits acquis, **44**, 50, 57. Suprématie du droit naturel, **49**, 191. Les deux tendances fondamentales de l'humanité, **57**, 417. Humanité entière considérée comme une communauté juridique qui, seule, possède la souveraineté, **61**, 651.

Joffe.

Négociation avec l'Allemagne des dispositions de droit international privé de la Convention de Brest-Litovsk, **15**, 501.

Johnson.

Opinion sur la législation de la quote, **20**, 229. Chef de la section des réfugiés près le Bureau international du travail, **43**, 198.

Johnson.

Conflits interprovinciaux au Canada en matière de formalités de mariage, **53**, 213. Conflits entre le droit français et le droit canadien au sujet de l'âge du mariage, **53**, 187.

Johnson (Albert).

Appréciation des lois des Etats-Unis sur l'immigration, **27**, 432.

Johnson (Président).

Attitude à l'égard de l'intervention française au Mexique, **4**, 368.

Jolly (J.).

Théorie sur la nature juridique du droit d'auteur, **12**, 424.

Joly (Benoît).

Règles conventionnelles uniformes pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, **12**, 510. Application des lois territoriales en matière de droit d'auteur, **12**, 522, 523. Conséquence du principe de l'indépendance des droits, **12**, 533.

Jomini.

Opinion sur la Commission des Réparations, **8**, 19.

Jomini (Baron).

Délégué de la Russie à la Conférence de Bruxelles, rappelle le règlement du président Lincoln pendant la guerre de Sécession, **21**, 18.

Jones (Ralph).

Ventilation entre bénéfices nationaux et étrangers, **55**, 478, 479.

Jonesko (Take).

Initiateur et créateur de la Petite Entente, **53**, 57.

Jordan (Camille).

Théorie de la territorialité des navires de commerce, **30**, 15. Compétence de l'Etat territorial, **30**, 37. Démarches officieuses remplaçant diplomatique, **33**, 43.

Joseph.

Dernier roi Khazare, **11**, 402.

Joseph-Barthélemy.

Cohérence du Pacte de la S. d. N., **39**, 684. Indifférence de l'opinion publique en matière de politique étrangère, **44**, 231. La France, en adhérant au Pacte, a revisé sa Constitution par l'enregistrement obligatoire de tous traités au secrétariat de la S. d. N., renonçant aux traités secrets (prérogative présidentielle), **45**, 732. La politique extérieure dans les démocraties, **46**, 315 et 316. Les particuliers ne peuvent prétendre avoir un droit acquis à ce que le droit objectif demeure dans un état déterminé, **47**, 539. Contrôle parlementaire, **56**, 265. Longévité en France du ministre des Affaires étrangères, **56**, 280. Fonctionnement de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre française des Députés, **56**, 287. Régime parlementaire favorable au maintien de la paix, **56**, 296. Fragilité des traités, **60**, 430 et 431.

Joseph II (Empereur d'Autriche).

Travaux d'amélioration du Danube, **11**, 273. Efforts pour ouvrir l'Escaut, **28**, 125; **32**, 265.

Josserand.

Son œuvre : le Code libanais des obligations, **43**, 771.

Jouhaux.

Son rôle dans l'Organisation permanente du travail, **4**, 107, 127, 176. Partisan du désarmement intégral, **7**, 135. Insiste sur l'importance des facteurs économiques pour le désarmement, **15**, 286, 296. Condamnation de la guerre d'agression, **24**, 171. Appuie la proposition Loucheur s'élevant contre le nationalisme économique, **61**, 210.

Jousse.

Opinion sur l'importance du lien territorial comme base du droit pénal international, **12**, 274. Usage des commissions rogatoires, elles font partie du droit des gens, **36**, 119. Application de la règle *locus regit actum*, **36**, 120.

Jouvenel (Henri de).

Influence de l'opinion publique pressée sur la politique internationale qu'elle ignore et sur les ministres qui la dirigent, **46**, 302.

Juarez (Président).

Refus de reconnaître des créances d'étrangers, **4**, 367.

Juglar.

Périodicité des crises, **39**, 278; leur naissance, **39**, 286. Caractérise le stade de dépression comme la période de liquidation par le transport de cette période vers la phase initiale de la crise, **50**, 785 et 786.

Junge.
Caractère réel de la politique économique internationale, **35**, 244.
Jung.
Représentant de l'Italie à la Conférence monétaire de 1933, internationalisme économique, **61**, 240.
Junius.
Attaque Mansfield à cause de sa prédilection pour le droit étranger, **3**, 129.
Jusserand.
Ambassadeur de France à Washington, négocie un traité pour le règlement des conflits, **18**, 24.
Justin.
Reconnaît dans l'Empire romain la mission pacifique, **31**, 311.
Justin II (Empereur de Byzance).
Protège les Arméniens, **11**, 361.
Justinien.
Influence du Code de Justinien, **7**, 407. Emploie le latin pour son *corpus juris*, **11**, 355. Paix perpétuelle avec Chorroès (532), **11**, 370. Compétence territoriale du juge, **36**, 397. Importantes attributions des évêques chrétiens, **60**, 551.
Justo (Président de la République argentine).
Discours d'ouverture de la Conférence panaméricaine (1936) pour le maintien de la paix, **59**, 159, 193.
Jurieu.
Origine divine du droit naturel, **6**, 281.

K

Kaeckénbeck.
Président du Tribunal arbitral de Haute-Silésie, **14**, 486. Interprétation de la définition du domicile par la Cour permanente (avis consultatif, nº 7), **23**, 41, 66. Servitude en droit international, **28**, 212. Contenu des lois à émettre par l'Etat, **30**, 357.
Kahl.
Son discours *Eglise et Patrie* à la réunion des Eglises évangéliques de Königsberg (1927), **16**, 494.
Kahlkiopoulo.
Statistique des populations chrétiennes de la Macédoine et de l'Asie-Mineure, **5**, 406.
Kahn.
Opinion sur la nature de la règle interdisant aux Néerlandais de ne tester à l'étranger que dans la forme authentique locale, **9**, 99. Critique l'art. 27 (renvoi) de la loi d'introduction du Code civil allemand, **15**, 507, 509. Opinion sur la nature du droit international privé, **20**, 24. Opinion sur la possibilité d'uniformiser les règles du droit international privé, **20**, 44. Opinion sur la rétroactivité en droit international privé, **20**, 54. Critique la distinction entre ordre public international et ordre public interne, **25**, 150, 153. Loi applicable en matière de prescription libératoire, **25**, 180. Appréciation : *Journal de droit international* (*Clunet*), **29**, 368. Ordre public en droit international privé, **33**, 298. Solution des conflits de lois quand une des législations a été modifiée, **47**, 167. Circonstances de rattachement, **57**, 231. Classe dans les conflits de concepts de rattachement ceux relatifs à la nature mobilière ou immobilière des choses et des patrimoines, **57**, 513. Ce qu'est la fonction du droit de conflit, **57**, 420. Son étude des conflits de lois, **57**, 460 et s. 471. Application de la loi étrangère, **57**, 584. Le dr. intern. privé est un droit national à méthode internationale, rôle du droit comparé, **57**, 586. Conflits de qualification, **57**, 604. Tentative de substituer à l'idée générale de l'ordre public des règles de conflit spéciales, **57**, 658. Détermination des règles du dr. intern. privé, **58**, 320. Renvoi, cercle vicieux, **58**, 391. Le recours au droit étranger ne concerne que la substance de la loi étrangère, **58**, 392. Illusoire est le but du renvoi de réduire les conflits de lois, **58**, 411. Critique de la doctrine allemande en matière d'ordre public, **58**, 437. Doctrine nationaliste du dr. intern. privé, **62**, 26. Posa le premier le problème des qualifications, **62**, 40. Estime que l'uniformité de décision dans deux Etats différents n'est possible que si le renvoi est appliqué par un seul Etat, **62**, 62.
Kalafatovitch (Général).
Estime que le seul moyen de tuer la guerre chimique, c'est de tuer l'idée même de cette guerre, **16**, 336.
Kalkoff.
Protection des minorités jusques en Bulgarie, **1**, 466.
Kalligas.
Ses ouvrages de droit civil, **20**, 9, 19.
Kallihles.
Doctrines de l'Etat fondées sur le droit du plus fort, **16**, 473.
Kaltenborn (Von).
Principe d'équilibre, **2**, 29. Principe de la communauté internationale, **2**, 51. Nie le privilège d'exterritorialité pour les meubles de l'ambassade, **7**, 271.
Kamarowsky.
Condamne les expulsions collectives, **18**, 494. Devoir pour les neutres de servir de médiateurs, **31**, 367.
Kamarowsky (Comte).
Institutions arbitrales de la Russie, **42**, 69.
Kames (Lord).
La société et le crime, **21**, 223.
Kane (John Francis).
Préconise la création d'un Conseil permanent chargé de connaître les besoins économiques des nations, **59**, 136.
K'anghi (Empereur chinois).
Mesures contre les étrangers, **27**, 26.
Kant.
Droit naturel : Passe sous silence le droit naturel de Pufendorf, **3**, 34. Etat de nature et droit naturel, **10**, 556. Kant, sa doctrine du droit naturel, **18**, 331, 332. — *Paix* : Projet de paix perpétuelle, **2**, 109; **34**, 267; influence des

idées pacifistes de Rousseau, **13**, 313; son ardent désir pacifiste, **22**, 145; l'opinion des juristes et la guerre, **24**, 157; projet destiné à supprimer la guerre, **24**, 158; ouverture de l'ère du pacifisme, **37**, 87; plan de paix perpétuelle, **53**, 548; **60**, 25, 443. — Opinion sur la légitimité du pouvoir des gouvernements, **4**, 313. Réaction entre le droit des gens de Vattel, **10**, 591. Critique de Kant par Embser, **13**, 302. Philosophie de l'internationalisme, **13**, 347. Nature et rôle de l'Etat, **13**, 567. Caractère de la théorie juridique de Kant, **15**, 521. Son opinion sur le concept de droit, **16**, 401. Conception de la justice, **16**, 301. Sur les rapports de l'éthique et de la téléologie, **16**, 402. Conceptions utilitaristes dans les relations internationales, **16**, 458, 459. Point de vue utilitaire de Kant, **16**, 464. Condamne l'intervention, **17**, 219. Conception de l'intervention, **32**, 634; principe de la non-intervention, **38**, 195. Théorie de l'autonomie de la volonté, **18**, 304, 305, 308. Assimile la notion de droit à celle de contrat, **18**, 335. Positivisme de Kant, **18**, 383; son opinion sur le droit de conservation, **18**, 421. Théorie des relations internationales, **23**, 509. Thèse séparatiste, **31**, 424. Règle *pacta sunt servanda*, **32**, 371; **49**, 244, 267. Conception du droit, **33**, 11. Fondements de la Constitution civile d'un Etat, **38**, 634. Sa théorie de l'identité des régimes comme base de la paix internationale, **45**, 719. Reconnaît que le droit international en est encore au stade primitif, **45**, 677. Elimine la contrainte dans la vie internationale, **48**, 71. Son influence sur Kelsen, **49**, 205. Conditions pour que les traités de paix soient d'une validité durable, **49**, 223. Dénonce l'expression « droit des nations » comme sans substance, **53**, 567. Distingue le droit de la morale, **54**, 21. Le droit et la contrainte s'identifient, **54**, 35. Principe excluant l'admissibilité d'un *bellum punitivum* s'applique à toutes les relations entre Etats, **54**, 471. Morale de la guerre, **54**, 560. Identité des régimes politiques comme base de l'organisation internationale, **56**, 295. Kantisme moderne, **61**, 392. Le droit international présuppose l'existence d'un certain nombre d'Etats indépendants, **61**, 657.

Kapoutskine.

Influence sur le monde intellectuel de l'Orient, **31**, 357. Domaine administratif international, **34**, 6.

Kappler (Charles-J.).

Textes des traités, lois et ordres de l'exécutif relatifs aux Indiens, **31**, 259.

Karamzine.

Historien de l' « Etat panrusse », **11**, 404.

Karnebeck (Van).

Président de la deuxième sous-commission de la première Commission de la Conférence de la Paix (1899), **16**, 346. Signale le péril de l'emploi de gaz asphyxiants, dans les guerres futures, **16**, 348.

Karnebeeck (Jhr van).

Défend en Hollande le projet de traité du 3 avril 1925 relatif à l'Escaut, **21**, 357. Attitude vis-à-vis de la guerre d'agression, **24**, 186. Délégué hollandais à la Conférence de la paix, se déclare en faveur de la trêve des armements, **37**, 600, 603. Appréciation du Pacte de la S. d. N., **38**, 29. Méconnaissance de la portée de l'art. 11 du Pacte, **39**, 721, 755. Intérêt des facilités de communications pour la S. d. N., **39**, 746. Demande qu'une impulsion nouvelle soit donnée à l'œuvre de la Conférence de Bruxelles (1920), **61**, 159.

Karolus de Tocco. — V. **Tocco** (Karolus de).

Karoly (Comte).

Proclame la République en Hongrie, **4**, 330.

Karr (Alphonse).

Admet que les droits d'auteur constituent une propriété, **12**, 430.

Kasama.

Droit de contrôle des Etats non riverains sur le Rhin, **28**, 161. Compétence de la Commission centrale du Rhin, **28**, 197.

Kasson.

Délégué américain à la Conférence africaine de Berlin, pose le problème de la légitimité de l'occupation, **17**, 163.

Kastl.

Difficulté, pour les particuliers, dans les territoires sous mandat de s'adresser à leur Gouvernement pour la défense de leurs intérêts, **59**, 690.

Katchenowski.

Influence de l'Orient sur le monde intellectuel, **31**, 357.

Katzaroff.

Indigénat des personnes juridiques en Bulgarie, **33**, 315.

Kaufmann (Erich).

Critique la notion d'accord comme source du droit international, **11**, 25. Etudie l'admission de la clause *rebus sic stantibus* en droit international, **22**, 56; clause *rebus sic stantibus* dans les traités internationaux, **26**, 536. Introduit en droit des gens la théorie des droits fondamentaux, **22**, 56. Invalidité d'une servitude consentie sous la contrainte, **22**, 57; obligation d'indemnité par l'Etat qui dénonce une servitude, **22**, 61. Limitation respective des droits des Etats, **22**, 60. Demande d'introduire dans la Constitution allemande un article condamnant la guerre d'agression, **24**, 287. Protection des étrangers contre certaines législations, **24**, 325. Théorie de la qualité, **30**, 114. Théorie du droit de l'Etat sur son territoire, **30**, 114. Abrogation unilatérale des traités, **47**, 276. Autorité immédiate du droit international sur les individus, **61**, 409. L'élasticité de la souveraineté, **61**, 663. Le droit de coordination conduit à la négation du droit international, **62**, 121, 123. Mission pour l'Etat d'utiliser son espace vital, de le développer, **62**, 318.

Kaufmann (Wilhelm)

Souveraineté internationale, **7**, 88. Obligation de l'Etat garant, **7**, 183. Classe parmi les Unions la convention contre

la phylloxera, **12**, 481. Opinion sur l'Institut international d'agriculture, **12**, 485. Personnalité internationale et sujets du droit international, **12**, 488, 492. Soutient que les individus sont des sujets du droit international, **20**, 31.

Kautilya.

Reconnaît dans l'Inde antique la sainteté des traités, **49**, 164 et 165.

Kawakami.

Explication du mouvement xénophobe en Chine, **26**, 186.

Kayne.

Affirme l'opposition des Etats sud-américains à toute intervention dans leurs affaires particulières, **8**, 233.

Kayser, Franck et Lemercier.

Leur ouvrage *Les Etats-Unis d'Europe*, **15**, 340.

Kazansky.

Administration internationale, **7**, 355. Rôle des Unions internationales dans le droit administratif international, **7**, 355. Définition du bureau, **7**, 374. Définition de la commission, **7**, 375. Nie le principe de la succession aux dettes d'Etat en cas de transformation territoriale de l'Etat, **23**, 283. Fait entrer le droit administratif international dans le droit international public, **34**, 22.

Keating.

Sa théorie évangélique du droit de guerre, **6**, 136, 137.

Kebedgy.

Ses œuvres de droit international, **20**, 9.

Keith.

Dominions (opinion sur les) : Leur position dans la S. d. N., **19**, 306; leur représentation à l'Assemblée de la S. d. N., **19**, 314; leur droit de vote individuel dans le cas de l'art. 15 du Pacte, **19**, 321; « National canadian Definition Act » (1921), **19**, 326; leur personnalité internationale, **19**, 340, 342; leur situation en 1923, **19**, 347; égalité de statut des membres de l'Empire britannique dans le rapport de 1926, **19**, 355; droit de légation des Dominions, **19**, 362; leur signature du Traité de Versailles, **19**, 372; leur droit de conclure des traités, **19**, 378; rapport de 1926 sur leur pouvoir de conclure des traités, **19**, 389; convention constitutionnelle leur donnant pleins pouvoirs et les instruments de ratification, **19**, 397; rôle du Gouverneur général des Dominions, **19**, 408; prérogative de la couronne britannique sur eux, **19**, 412; nationalité dans l'Empire britannique, **19**, 417; suprématie de la législation du Parlement britannique dans l'Empire tout entier, **19**, 417; droit d'appel au Conseil privé britannique, **19**, 421; conséquences de l'établissement d'une mission canadienne à Washington, **19**, 435, 437; Keithnie le droit de sécession des Dominions, **19**, 440; application des traités internationaux aux relations de membres de l'Empire britannique *inter se*, **19**, 478, situation des Dominions à l'égard des guerres déclarées par la Grande-Bretagne, **19**, 486. Accepte le renvoi, **49**, 458.

Keith (Berriedale).

Sort des dettes d'un Etat annexé, **23**, 288. Etude sur le statut de Westminster, **41**, 317.

Keller (Hans).

Juriste allemand, distinction entre droit dynamique et droit statique, **41**, 526.

Keller (Von).

Disciple de Savigny, **29**, 360.

Kellog.

Cour permanente de justice internationale : Conception de la Cour permanente, **33**, 478; réserves des Etats-Unis vis-à-vis du statut de la Cour, **26**, 70; critique de l'art. 38 du statut de la Cour, **36**, 287; **48**, 801 (note); impossibilité pour elle, dans le règlement judiciaire d'une affaire, de modifier la situation juridique des Parties, **39**, 230; **41**, 523; observation sur la faculté pour la Cour de juger *ex aequo et bono*, **49**, 303. Incompétence de la Cour dans les questions de politique, **54**, 545. Arbitrage, méthode non juridique de régler un différend, **58**, 133. Compétence de la Cour, **62**, 657. — *Légitime défense* : Avant-projet de traité américain contre la guerre, réserve du droit de légitime défense, **30**, 482; Kellog estime que la légitime défense est de droit naturel, **31**, 437, 504, 553; droit de défense inhérent à la souveraineté de l'Etat, **38**, 10, 70, 71; **58**, 129; sens de la légitime défense, **38**, 71; légitime défense en cas d'agression, **41**, 538. — *Pacte Briand-Kellog* : Pourquoi Kellog veut la renonciation à la guerre, **24**, 244; ses efforts pour aboutir au traité, **24**, 247; envergure du Pacte, **31**, 458, 481; inexécution du Pacte, **31**, 465; condamnation de la guerre (Déclaration du 27 février 1928), **31**, 465; note du 23 juin 1928, compatibilité du projet de pacte avec les pactes antérieurs, **31**, 482; maintien de la doctine de Monroe, **31**, 483; compatibilité du Pacte Briand-Kellog avec celui de la S. d. N., **38**, 49; inconvénient d'une définition de l'agresseur, **38**, 58; cette définition n'est pas dans le Pacte, **38**, 64; motifs pour lesquels le sens de la renonciation à la guerre n'a pas été précisé, **38**, 65; interprétations du Pacte, **38**, 66; s'oppose à limiter la renonciation du Pacte à la guerre d'agression, **38**, 70; le droit de légitime défense, inhérent à tout Etat souverain, ne figure pas dans le texte du Pacte Briand-Kellog, **50**, 32; les actes de défense collective avec recours aux armes sont actes de guerre mais légitimes d'après le Pacte, **50**, 34.

Kelsen.

Doit international et droit interne : Théorie dualiste de leurs rapports, **1**, 84, 85; primauté du droit international sur le droit étatique, **1**, 386; **22**, 319; **38**, 181; n'admet pas d'opposition entre eux, **11**, 9; qualifie de dualistes les théories qu'il critique, **11**, 11; sa doctrine sur les rapports de ces deux droits, **20**, 31, 33, 35; **38**, 311; conception moniste du droit international et du droit interne, **26**, 319; **62**, 127, 130; principe d'identité du droit interne et du droit international, **35**, 141; **38**, 314, 318; rapport entre droit

internatique et droit constitutionnel, **38**, 311; conversion des règles de droit international en règles de droit interne, **38**, 387. Conséquence de la primauté du droit interne, conséquence de la suprématie du droit international, **43**, 398; conception moniste du droi, **54**, 33; critique de cette conception, **54**, 69. — *Etat* : Droits et devoirs des Etats s'adressent directement aux personnes chargées de relations internationales, **11**, 6; assimile l'Etat et le droit, **16**, 463. Etat sujet du droit international, **26**, 342; droit de l'Etat sur son territoire, **30**, 380; conception du territoire de l'Etat comme une étendue à trois dimensions, **30**, 126; territoires des Etats, **30**, 147; nature des règles supérieures à la volonté de l'Etat, **30**, 288; considère l'Etat comme un ordre normatif, **35**, 114; traits caractéristiques de l'Etat, **41**, 258; distinction de l'Etat au sens du droit public interne d'une part et du droit international public d'autre part, **47**, 422 et 423; territoire de l'Etat, **58**, 148. — Sa doctrine du droit, **15**, 475; **16**, 278, 280; **19**, 38; **47**, 150, 295, 397. Conséquences pour le droit international privé, **15**, 475. Opinion sur la source du droit positif, **7**, 351. Opinion sur Wolff, **10**, 565. Repousse la notion de souveraineté relative, **16**, 318. Caractère positiviste de sa doctrine, **16**, 283. Critique la distinction entre droit public et droit privé, **20**, 39; **23**, 336, 337. Existence d'une norme fondamentale, **23**, 546. Règle *pacta sunt servanda*, **26**, 361; **34**, 198. Droit international revenant à sa source morale, **29**, 10. Développement de la théorie de la compétence, **30**, 122. Sujets du droit des gens, **30**, 204. Repousse la doctrine autonomiste, **30**, 287. Valeur hypothétique de la règle fondamentale de droit, **35**, 77. Hiérarchie des règles de droit, **35**, 143. Préconise des méthodes nettes, **36**, 358. Ecart entre la science et la vie, **38**, 320. Incorporation de la souveraineté dans la conception du droit, **38**, 624. Théorie de l'effectivité, **41**, 287. Souveraineté absolue de la communauté internationale, **41**, 551, 560. Dédoublement fonctionnel des organes, **41**, 589. Il n'y a guère de succession universelle entre Etats, **44**, 682. Nature juridique des servitudes internationales, **44**, 714. Origine du droit norme fondamentale qui sur simple hypothèse « norme supposée constituant seulement l'unité des normes positives », **46**, 236. Caractère plus moral que juridique du droit naturel, **49**, 190. Refuse à l'Etat nouvellement reconnu l'acquisition de la personnalité juridique, **49**, 197. Pour Kelsen, la norme ultime est la règle *pacta sunt servanda*, sa théorie du droit, **49**, 205. Distinction entre règles universelles et normes particularistes, **53**, 8. Déclare que le gouvernement n'est qu'une Commission du Parlement, **56**, 283. Le traité se fonde sur la règle coutumière de droit international : *pacta sunt servanda*, **57**, 349. A quoi tient la validité objective de l'ordre juridique, **57**, 357. Principes que contient le droit international, **58**, 15. Pas de conflit entre deux systèmes de normes, **58**, 278. Doctrine de la *Vereinbarung*, **58**, 32. Sujets du droit international, **58**, 46. L'Etat n'est ni plus ni moins que le droit lui-même, **58**, 50. Reconnaissance d'Etat, **58**, 53. Servitudes internationales, **58**, 67. Veut supprimer le dualisme entre le droit subjectif et le droit objectif, **59**, 325. Reste attaché à la thèse moniste, **61**, 393, 420. Conflit entre droit international et droit interne, **61**, 407. Autorité immédiate du droit international sur les individus, **61**, 409. Rejet de la notion de souveraineté, **61**, 650. Fondement de la force obligatoire du droit international, **62**, 122, 151. Sujets des obligations internationales, **62**, 209.

Kémény (Baron de).

Ministres travaux publics de Hongrie en 1883, plans relatifs au Danube, **11**, 308.

Kemmerer.

Mesure de la marche économique et sociale du pays, **50**, 762.

Kent (Chancelier d'Angleterre).

Admission obligatoire des règles de droit admises par la plupart des Etats, **54**, 125.

Kent (Chancelier des Etats-Unis).

Immunité d'actes de guerre, **1**, 138. Autorité de l'Eglise médiévale, **6**, 141. Panégyrique de Grotius, **7**, 498. Nécessité de ne pas séparer la morale du droit public, **9**, 294. Regarde le droit de visite comme droit de légitime défense, **11**, 76.

Kent (James).

Commentaire du droit américain, son influence, **21**, 195; **29**, 340. Traité des conflits de lois, **21**, 195. Distinction des statuts personnels et réels, **21**, 195. Condamne la validité des contrats conclus pour échapper aux lois des pays étrangers, **21**, 219. Force du droit international, **24**, 328. Compétence de la Cour suprême des Etats-Unis dans l'aff. de la nation Cherokee c. l'Etat de Géorgie, **31**, 252. Règle sur laquelle la plupart des jurisconsultes sont d'accord, **31**, 552. Adoption par les Etats-Unis du droit public de l'Europe après leur indépendance, **53**, 564. Les Etats et corps politiques sont considérés comme personnes morales ayant une volonté publique, **53**, 570.

Kern (Jacob Konrad).

Ministre de Suisse à Paris suggère à Lord Lyons, ambassadeur d'Angleterre, l'idée d'une médiation entre la France et la Prusse, **31**, 326.

Keyn.

Capitaine du *Franconia*, abordage dans les eaux territoriales anglaises, **1**, 90, 140.

Keynes.

Effets de la dépréciation du papier-monnaie, **14**, 183. Contrôle social des crédits bancaires, **15**, 374. Appréciation de la convention d'assistance financière, **34**, 95. Définit la préférence impériale, **35**, 242. Règlement des prix au moyen de crédits, **37**, 279. Proposition d'un nouvel étalon pour la mesure des valeurs, **37**, 280. Déclin du laissez faire, **37**, 506. Proposition

dès 1919, du traité de Versailles, **49**, 31; ses clauses n'aboutissent pas à la renaissance de l'Europe, **49**, 56. Conditions de stabilisation de la livre sterling (1925), **49**, 83. Appareil de stabilisation des prix de Keynes : étalon tabulaire de la valeur, **56**, 432. Est d'avis que la stabilisation monétaire doit être réalisée par étapes successives, **56**, 511.

Khousrév.

Droit islamique, **60**, 384.

Kiamil-Sâbit-bin-Nezîr-el-Mâliki.

Droit des gens musulman, **60**, 386.

Kia-King (Empereur de Chine).

Mesures contre le commerce étranger de l'opium, **33**, 642.

Kierulff.

Le juge peut se passer d'une clause d'interprétation expresse et doit appliquer la loi interprétative dans un sens rétroactif, **47**, 235.

Kimberley (Lord).

Secrétaire pour les colonies, **3**, 336.

Kinderley (Sir Robert).

Base de sa notion du domicile, **23**, 39; définition du domicile, **53**, 188.

King.

Mesure de l'activité économique et sociale du pays, **50**, 762.

King (Mackenzie).

Opinion sur le rapport de la Conférence impériale britannique de 1926, **19**, 351, 352. N'approuve pas l'arrangement conclu entre l'Angleterre et le Canada (1920) pour nomination d'un ministre canadien à Washington, **19**, 364. Opinion sur la ratification des traités intéressant les Dominions, **19**, 394.

Kingsdown (Lord).

Lord Kingsdown's Act, testament fait à l'étranger, **9**, 92.

Kirby Page.

Ignorance de la doctrine de Monroe aux Etats-Unis, **28**, 42.

Kirchmann.

Commentateur de Grotius, **16**, 459.

Kisch.

Opinion sur la division de l'assurance, **19**, 23.

Kissenberth.

Etudie les mœurs des indigènes du Brésil, **31**, 194.

Kitson.

Méthode analogue à celle du comptabilisme social, **37**, 276.

Ki-Yng.

Discussions diplomatiques relatives aux missionnaires en Chine, **26**, 148.

Kjellen.

Définition du territoire, **30**, 116.

Kleen.

Admet le droit de visite, **11**, 76.

Klein.

Désigné comme expert par le Comité économique de la Chambre de commerce internationale, **8**, 191.

Kleintjes.

Admet la personnalité internationale de la S. d. N., **12**, 489.

Kleist.

Oppose le droit naturel au droit écrit, **15**, 522.

Kleln (Peter).

Conception du droit mondial, **16**, 440.

Klioutchersky.

Montre les fautes de la politique étrangère au XVIIIe siècle notamment en Pologne, **22**, 337.

Klosterman.

Préfère l'expression de droit d'auteur à celle de propriété intellectuelle, **12**, 414. Opinion sur la théorie de Renouard, **12**, 425. Principe de réciprocité légale en matière de droit d'auteur, **12**, 451. Promoteur du droit moral de l'auteur sur son œuvre, **12**, 557.

Klüber.

Définition de la piraterie, **15**, 166. Son ouvrage *Le Droit des gens de l'Europe* ne traite guère des armements, **16**, 338. Attitude à l'égard du problème de la double imposition, **20**, 492. Droit de veto des Etats, caractère obligatoire des décisions de la Commission centrale du Rhin, **28**, 206. Droits internationaux des particuliers contre les Etats, **28**, 215. Son « Droit des gens », il ne regarde pas la reconnaissance comme constitutive, **44**, 229. Effet de la contrainte sur la validité d'un traité signé sous son empire, **62**, 300.

Klutchevsky.

Historien russe, opinion sur les Varègues et la formation de la Russie, exigence du commerce international, **11**, 400.

Kluyver (Mme).

Secrétaire des délégations néerlandaises aux Assemblées de la S. d. N., tactique contre la guerre chimique, **16**, 372.

Knapp (Georges-Friedrich).

Fondateur de la théorie étatique de la monnaie, **27**, 248. Critique des Unions monétaires, **27**, 365, 389. Régime juridique de la monnaie, **27**, 260. Mode de stabilisation des prix, **37**, 278. Nominalisme monétaire, **49**, 42; **56**, 433.

Knibbs.

Impôt sur le revenu en Australie, **20**, 499.

Knight.

Rôle de Grotius dans l'histoire du droit international, **18**, 316, 322. Positivisme, **18**, 335. Partisan du droit naturel, **18**, 354.

Knox.

Secrétaire d'Etat américain, opinion sur le droit d'asile, **16**, 150. Traités Knox, Commissions internationales d'enquête, **18**, 24. Recommande aux Etats américains le maintien de l'ordre sur leur territoire, **32**, 124, 521. Propose ratification de la Convention créant la Cour internationale des prises, **37**, 638.

Knubben.

Sujets du droit des gens, **30**, 216; **41**, 251. Concepts du droit des gens et du sujet du droit des gens, **30**, 221. Répression de la piraterie, **30**, 230. Importance du droit coutumier, **41**, 252. Principe subjectif dans l'histoire du droit des gens, **41**, 268. Eléments constitutifs de la personnalité internatio-

nale, **41**, 280. Situation des Dominions britanniques, **41**, 291. Communauté juridique internationale, **41**, 294. Séparation d'un nouvel Etat, **41**, 336; reconnaissance d'un Etat, **41**, 337. Loi des garanties, **41**, 320. Accès des tribunaux internationaux aux individus, **41**, 355. Notion de souveraineté, **61**, 656.

Kobatsch (Rudolf).

Caractère empirique de la politique économique internationale, **35**, 244.

Koc.

Représentant de la Pologne à la Conférence monétaire de 1933, préconise stabilisation des prix, aménagement des dettes et rétablissement du libre-échange, **61**, 241.

Koch.

Historien des traités de paix, **4**, 234.

Koch-Grumberg.

Etudie les mœurs des indigènes au Brésil, **31**, 194. Usage d'habitations communes, **31**, 199.

Kohler (Joseph).

Droit d'auteur : Théorie sur la nature juridique du droit d'auteur, **12**, 408, 435, 437, 440, 521, 564, 567, 569; **52**, 456; promoteur du droit moral de l'auteur sur son œuvre, **12**, 557; partisan du système de la nationalité de l'auteur, **12**, 533; insiste sur le caractère international des droits de la pensée, histoire de leur protection, **12**, 392, 395; protection des œuvres d'art appliqué, **12**, 536; fondement économique du droit de l'inventeur, **39**, 359; entre la forme interne et la forme externe de l'œuvre, il identifie la figure imaginaire, **52**, 513. — Conception d'un droit naturel à contenu variable, **3**, 34; condamne le droit naturel de Grotius et de Wolff, **18**, 335. Définition de l'ordre juridique, **3**, 121. Anciens traités de commerce, **3**, 300. Opinion sur le rôle de la nationalité en droit international privé, **5**, 463. Opinion sur le rôle des conceptions juridiques, **12**, 411, 412. Théorie de Renouard, **12**, 425. Opinion sur le droit de nécessité, **18**, 431. Importance de l'histoire du droit international privé, **29**, 293. Montre les conséquences d'une contradiction entre le droit naturel et le droit positif, **47**, 294. Prétend qu'un criminel politique peut se baser sur la clause politique d'un traité d'extradition interdisant la reddition de ce criminel à l'Etat du lieu du délit, **47**, 378. Théorie de la nécessité, justification de la violation de la Belgique par l'Allemagne en 1914, **58**, 551. Autorité immédiate du droit international sur les individus, **61**, 409.

Kokortzow.

Protestation auprès de Guillaume II de l'envoi en Turquie du général allemand Liman von Sanders, **47**, 740.

Koltchak (Amiral).

Déclare assumer les obligations incombant au trésor de l'Etat russe, **23**, 261.

Komar.

Etude sur les droits des étrangers aux Etats-Unis, **27**, 488.

Komarowsky (Comte L.-A).

Succession aux dettes d'un Etat annexé, **23**, 295. Contrainte justifiée contre les Etats dans certains cas, **48**, 71.

Kondratieff.

Application de la notion de cycle aux « mouvements de longue durée », **39**, 281. Trace des ondes constantes ayant des longueurs variables de cinquante années en moyenne pour des éléments économiques déterminés, **50**, 817.

Koo.

Délégué chinois à la Conférence de Washington, **3**, 399. Délégué à la S. d. N., constate que la S. d. N. n'est pas un super-Etat mais une union des nations, **61**, 170.

Korecky.

Droit international économique, **35**, 483. Application de l'art. 7 du Code de procéd. civile soviétique à la forme des obligations contractuelles, **35**, 554.

Korezki.

Personnalité morale des représentations commerciales soviétiques, **35**, 534.

Korf (Baron).

Prétend que l'Antiquité a connu le droit international, **54**, 9.

Korfanty.

Chef du mouvement polonais en Haute-Silésie, **14**, 480.

Korff (Baron).

Admet dans l'antiquité un droit international à peu près semblable au nôtre, **16**, 251, 252; **18**, 272, 275, 277. Signale la persistance de certaines idées éthiques dans toutes les civilisations, **16**, 285.

Korosec.

Revendique pour les Yougoslaves le droit de disposer d'eux-mêmes, **4**, 330.

Korovine.

Pas de succession aux dettes en cas de transformation politique de l'Etat, **23**, 288. Nie l'existence de la communauté juridique internationale, **35**, 599.

Koscinzsko.

Prend la tête du soulèvement polonais, **22**, 345.

Koskunov.

Relations entre volonté et autorité, **23**, 516.

Kossmann.

Se déclare hostile à l'emploi dans la Sarre de troupes non allemandes, **48**, 21.

Kossuth (Lajos).

Partisan des idées de List, **13**, 392.

Kosters.

Considérations sur la Communauté universelle, le droit naturel et le rôle de Grotius, **10**, 552, 556, 565. Met en lumière la conception universaliste de Suez, **16**, 254. Est d'avis que, pour Grotius, le droit volontaire des Etats l'emporte sur le droit naturel, **18**, 319. Partisan du droit naturel, **18**, 355. Œuvre de Grotius, synthèse des théories antérieures, **43**, 405. Rôle de Suarez dans le développement du droit des gens, **43**, 419. La nationalité à la Conférence de La Haye de 1930; refus aux particuliers d'accéder à un tribunal international, **51**, 65. A défaut de

principes généraux du droit et de règles conventionnelles ou coutumières, il suggère de tenir compte des principes communs aux Parties en litige, **52**, 229. Autorité immédiate du droit international sur les individus, **61**, 409.

Kostes.

Développement de la théorie du droit international, **23**, 478. Division par Hobbes du droit naturel; renaissance du droit naturel, **38**, 23; lien entre droit naturel et morale, **38**, 24; beaucoup de principes ont le droit naturel pour origine, **38**, 43.

Kotenev.

Pouvoirs du consul d'Angleterre en Chine, **27**, 31. Réglementation de l'International settlement de Shanghaï, **27**, 54, 55. Représentation chinoise dans l'administration des concessions, **27**, 67, 71. Faiblesse du « Chinese Advisory Board », **27**, 68. Evolution du self-government municipal à Shanghaï, **27**, 70. Stricte neutralité de la concession internationale de Shanghaï, **27**, 77. Justification de l'extension des concessions, **27**, 85. Considérations diplomatiques, **27**, 87. Extension de la juridiction du canal d'Angleterre, **27**, 97. Etablissement d'une juridiction mixte, négociations, **27**, 98. Accord entre les autorités chinoises et le corps consulaire de Shanghaï, **27**, 103.

Kotochikhine.

Diplomate russe du XVIIIe siècle, **11**, 480.

Koumanoudi.

Nécessité de la guerre défensive, **7**, 43. Détermination de l'agresseur, **7**, 108. Parle en faveur de la procédure de conciliation à la VIIIe Assemblée de la S. d. N., **18**, 120.

Koutouzof.

Proclamation au peuple allemand (25 mars 1813), son caractère révolutionnaire, **22**, 405, 407.

Krabbe.

Théorie de la conscience du droit, **23**, 536, 540; **58**, 505; **61**, 397, 423; identité de l'autorité de l'Etat et de celle de la loi, **23**, 539; fondement de la loi dans la conscience du droit, **23**, 540; force du droit international basée sur la conscience du droit, **23**, 542. — Théorie dualiste des rapports entre le droit interne et le droit internaliste, **1**, 84; souveraineté du droit impersonnel, **1**, 385. Droit des gens reconnaît le principe de la majorité, **11**, 32. Critique la doctrine qui fonde le droit des gens sur la volonté de l'Etat, **16**, 277. Individus sujets de droit international, **30**, 206, 238. Repousse la doctrine autonomiste, **30**, 287. Volonté de l'Etat présupposant le droit, **35**, 50. Rejette le concept de la souveraineté étatique, **43**, 398. Force obligatoire du droit international, **49**, 214. Autorité immédiate du droit international sur les individus, **61**, 409. Souveraineté du droit devant laquelle s'efface l'idée de la souveraineté des Etats, **61**, 651.

Kramarz.

Demande la cessation de l'augmentation constante du budget militaire, **37**, 539.

Krapotkine (Prince).

Combat le Darwinisme social dans son ouvrage *Mutual Aide*, **13**, 410.

Krassas.

Son étude des conflits de lois, **20**, 10. Conception du droit international privé, **20**, 19, 23; opinion sur sa nature et sa méthode, **20**, 73. Théorie des conflits interprovinciaux, **20**, 107.

Krassine.

Représentant du gouvernement des Soviets en Suède et en Angleterre, **4**, 374.

Kraus.

Admet la personnalité internationale de la S. d. N., **12**, 489. Aucune liberté n'est laissée à l'Etat d'agir arbitrairement contre les principes d'humanité, **47**, 505. Conteste l'influence des intérêts de leur patrie sur les juges des tribunaux de Prises, **51**, 41.

Kraus (Oscar).

Doctrines impérialistes de F. Bacon, **16**, 472.

Krause.

Opinion sur la juridiction compétente pour les crimes internationaux, **10**, 361.

Krause (Fritz).

Etude des indigènes du Brésil, **31**, 194.

Krauss (Herbert).

Partisan du droit naturel, **18**, 356.

Kriege.

Préparation à la IIIe Conférence de la paix, **37**, 653. Conteste l'opinion anglaise d'épuisement des voies de recours internes en matière de Prises en cas d'appels élevés par des particuliers avant d'aller devant la Cour internationale des Prises, **51**, 70.

Kroeller.

Membre de la Commission sur les questions de Memel, **14**, 491.

Krofta.

Déclare que les peuples ne sont pas toujours prêts à participer à des mesures militaires quand leurs intérêts vitaux ne sont pas en péril, **59**, 176.

Krokidas.

Son ouvrage de droit commercial, **20**, 10.

Kropotckine (Prince).

Son expulsion de Suisse, **18**, 560.

Krudener (Baron).

Ministre de Russie à Copenhague, conçoit un blocus économique à appliquer à la France, **22**, 443.

Krudener (Baronne de).

Son prétendu rôle d'inspiratrice de la Sainte-Alliance, **11**, 495. Son influence sur Alexandre Ier, **13**, 359.

Kuhn (Arthur-K.).

Traducteur de l'ouvrage de Meili, **3**, 137.

Kuhn.

Influence des ouvrages de Kant, **29**, 348. Vue sur les conceptions de Livermore, **29**, 348. Etude de l'ordre public, **29**, 349.

Külb.

Rejette la notion de servitude internationale, **22**, 28.

Kulpis.

Opinion sur le droit d'asile, **7**, 252.

Kunike.
Etude sur les indigènes du Brésil, **31**, 194. Raisons de l'institution de la couvade, **31**, 198.

Kuntze.
Opinion sur le fondement du droit des gens, **11**, 18. Distinction entre contrat et accord, **11**, 25. Théorie de la « Vereinbarung », **12**, 473.

Kunz.
Primauté du droit international sur le droit interne, **1**, 387; **38**, 183; **43**, 398. Fonction de la guerre, **38**, 11. Renaissance du droit naturel, **38**, 23. Importance de l'art. 11 du Pacte de la S. d. N., **38**, 29. Consultation aux optants tchécoslovaques, **41**, 209. Traité qui le premier conféra le droit d'option en matière de nationalité, **43**, 124. Distinction de l'Etat au sens du droit public interne d'une part, et du droit international public d'autre part, **43**, 423. Distinction entre Etats nouvellement créés sur le territoire ancien de la communauté internationale et les autres hors de celle-ci, **47**, 429. Existence de l'Etat au sein du droit des gens, les trois éléments énumérés par M. Kunz, **47**, 430. Conception moniste du droit, **54**, 33. Commentaire de l'art. 11 du Pacte, **61**, 751.

L

L'Aubespine.
Ambassadeur de France à Londres, prend part à une conspiration, **16**, 138.

Laband.
Double imposition, **13**, 35, 37; **31**, 9. Participation des Etats membres à la formation de la volonté de l'Etat fédéral, **24**, 537. Souveraineté restreinte, **34**, 360. Nature de la Constitution, **34**, 589. Validité internationale et validité interne d'un traité, **38**, 390; validité internationale d'un traité conclu en violation de la Constitution, **38**, 399. Définition du service d'Etat, **41**, 735. Différence entre sujets et étrangers, **53**, 337.

Laband (Paul).
Théorie sur la nature juridique du droit d'auteur, **12**, 423.

La Barra (de).
Etude sur la conciliation, **18**, 5. Opinion sur la loi d'amélioration universelle, **18**, 77. Rapporteur à l'Institut de droit international, ouverture des voies judiciaires internationales aux particuliers, **23**, 358, 385; **30**, 257. Nécessité d'un seul droit international, **53**, 12. S. d. N. unique avec compartiments régionaux, **53**, 85.

La Barra (de) et **Mercier.**
Rapport sur l'ouverture aux particuliers de la procédure arbitrale internationale, **51**, 54.

Labbé.
Critique la jurisprudence française sur les recours contre l'arrêté d'expulsion, **18**, 604. Critique le renvoi, **29**, 540. Opposition au renvoi, **58**, 391; **62**, 57.

Laberthonnière.
Pouvoir temporel de l'Eglise, **6**, 251, 252.

Laboulaye (Edouard).
Caractère international de la propriété littéraire, **12**, 391. Nature juridique du droit d'auteur, **12**, 429, 431. Conception du rôle de l'Amérique, **42**, 524.

La Brière (R. P. de).
Préconise un recours judiciaire pour la sauvegarde des droits universels et humains, **59**, 8.

Labriolas.
Adversaire de la Société des Nations, **38**, 640.

Labrousse.
Situation du Pape d'après la loi des garanties, **22**, 33. Admet dénonciation unilatérale des servitudes par l'Etat grevé, **22**, 59. Voie d'accès à la mer des Etats enclavés, **45**, 48.

La Bruyère.
Le diplomate, **2**, 305. Critique la guerre, **13**, 295.

Laclamanos.
Opinion sur création d'une Cour de justice criminelle internationale, **10**, 364.

Lacordaire.
Définition de la souveraineté, **34**, 349.

Lacour (Léon).
Nature juridique du nom d'origine, **39**, 514.

Lactance.
Attitude à l'égard de la guerre, **6**, 131; **17**, 244.

Ladas (D^r^).
Préconise le maintien, durant la guerre, de la validité des Conventions sur la propriété industrielle, **59**, 569.

Ladd (William).
Chef du mouvement américain de la paix au début du XIX^e^ siècle, **13**, 366. Organise un concours sur le problème de l'organisation internationale, **13**, 371. Essai sur un Congrès des Nations, **53**, 548.

Ladislas-Jagaïla (Roi de Pologne).
Choix d'un arbitre (1419), **11**, 466. Congrès de Luck, **11**, 469.

Lados (Stephen).
Propriété industrielle, **39**, 364. Réserve du droit des tiers : dans la protection internationale des brevets, **39**, 425; ou en cas de restauration des brevets, **39**, 440. Protection internationale des dessins et modèles, **39**, 449. Statut personnel de la marque de fabrique, **39**, 490. Nécessité d'une répression de la concurrence déloyale, **39**, 537.

Lafayette Rodriguez Pereira.
Tribunaux arbitraux et commissions mixtes, **33**, 386.

Lafleur.
Preuve de la loi étrangère devant les tribunaux canadiens, **53**, 225.

La Fontaine (Henri).
Légitimité de la guerre défensive, **24**, 159. Amendement au projet de mise de la guerre hors la loi dans les Constitutions, **24**, 290. Mentionne les sentences arbitrales non publiées, **33**, 331. Histoire des arbitrages internationaux

(1794-1900), **33**, 368, 369. Réclame la S. d. N. (1916), **34**, 268. Exécution de sentences arbitrales, **48**, 75. Admet l'accès des particuliers aux tribunaux internationaux, **51**, 44. Son projet de création d'un Conseil de conciliation internationale, **59**, 131. Projet de codification du droit mondial, **59**, 135. Manifeste son internalisme économique, **61**, 162.

Laghi.

Qualifie les principes de Machiavel sur la raison d'Etat, **32**, 356.

Lagrené.

Discussions diplomatiques (1844-1846) sur les missionnaires en Chine, **26**, 148.

La Harpe.

Remporte un prix de l'Académie française pour un ouvrage sur les avantages de la paix, **13**, 301.

Laidoner (Général).

Préside la deuxième Commission d'enquête de l'aff. de Mossoul, **14**, 523. Chef de la mission diplomatique à Mossoul, **20**, 367.

Laigue.

Apparition des consuls dans le Levant, **48**, 492.

Lainé.

Dr. intern. privé : Son caractère national. **9**, 439; son origine, **9**, 423; rôle de la jurisprudence américaine en dr. intern. privé lors de la constitution des Etats-Unis, **9**, 426; conception du droit international privé, **20**, 16, 24; source de l'art. 3 du Code civil français, **55**, 313. — Maxime *locus regit actum*. **9**, 90; son caractère facultatif, **21**, 471. Loi applicable à l'admissibilité de l'exception de jeu, **9**, 478. Opinion sur l'exercice des droits de préférence en cas de faillite, **14**, 101. Condamne et critique le renvoi, **20**, 97; **21**, 271; **29**, 572; qui, d'après Lainé, a été consacré en droit français par suite d'une méprise, **29**, 539; appréciations de l'opinion de Fiore sur le renvoi, **29**, 607. Admet l'unité du dr. intern. privé et du dr. pénal international, **15**, 448. Adhésion de Story à la doctrine de la courtoisie, **21**, 209. Application de la loi étrangère, **21**, 441. Autonomie de la volonté en matière de forme des actes, **21**, 472. Loi applicable à la forme du testament, **23**, 24. Contradictions de la doctrine de D'Argentré, **25**, 137. Ordre public international, **25**, 152. Reconnaît l'esprit de justice de l'école italienne, **29**, 301. L'idée de justice anime l'école bartoliste, **29**, 301. Etude et appréciation de la théorie des statuts, **29**, 310. Motifs de la naissance de la doctrine hollandaise, **29**, 325. Personnalité des lois, **49**, 551. Affirme que la sentence arbitrale puisse être considérée autrement que comme un acte juridictionnel émanant de la puissance publique, **51**, 307. Fait remonter aux postglossateurs italiens l'origine de la doctrine des conflits de lois, **62**, 428.

Lamarque.

Son expulsion de Belgique, **18**, 561.

Lamartine.

Partisan de la protection internationale du droit d'auteur, **12**, 449, 452. Contrefaçon des œuvres littéraires, **12**, 447.

Lamas (Andrès).

Diplomate uruguayen, alliance avec le Brésil, **8**, 302.

Lambermont (Baron).

Son rapport sur la liberté de commerce à la Conférence africaine de Berlin (1884-1885), **61**, 12. Protection des étrangers dans le bassin conventionnel du Congo, **61**, 27.

Lambert.

Les divergences entre Codes européens actuels pas plus nombreuses qu'entre les coutumes rédigées au XVI^e^ siècle, **44**, 586.

Lambert (Jacques).

Le rêve d'un Empire universel, **54**, 107.

Lambert de Salins.

Coutume réelle, coutume personnelle, **49**, 598.

Lambie.

Conflit dans le droit aérien entre Universalisme et nationalisme, **48**, 289.

Lammasch.

Arbitrages international : Etudie l'arbitrage, **20**, 417; arbitrage institutionnel, **25**, 239; propose création de deux collèges différents d'arbitres, **25**, 327; distingue et oppose le tribunal arbitral isolé au tribunal arbitral institutionnel, **30**, 536, 539; **36**, 306; rôle de la volonté des parties de leur consentement dans un arbitrage international, **30**, 542; s'inspire des travaux de M. Max Huber, **30**, 543; application aux décisions de la Cour permanente de la distinction entre tribunal isolé et tribunal institutionnel, **30**, 543; caractère artificiel, **30**, 545; tribunal arbitral non lié par une décision antérieure, **30**, 547; règles relatives aux jugements nationaux postérieurs à une sentence internationale, **30**, 569, 572, 581; rôle de l'arbitrage dans l'interprétation des traités collectifs, **30**, 576; valeur interprétative des sentences arbitrales, **30**, 576; opinion sur les traités excluant de l'arbitrage les questions de la compétence des tribunaux judiciaires, **30**, 587; critique le traité d'arbitrage franco-danois de 1911, **30**, 588; préside un tribunal de révision de sentence arbitrale, **30**, 614; recommande la médiation du Pape, **31**, 326; son rôle d'arbitre, **31**, 341; cas où l'arbitre doit décider selon l'équité, **33**, 470; décision dans l'aff. des biens loués aux étrangers au Japon, **33**, 400; extension de l'arbitrage obligatoire, **7**, 57, 71; **34**, 579; effets de la participation à un procès arbitral, **35**, 389; nécessité de motiver les sentences arbitrales, **35**, 389; critique de la sentence arbitrale sur la frontière entre Argentine et Chili, **35**, 417; contradiction entre sentence arbitrale devant mettre fin au litige et droit d'en refuser l'exécution, **35**, 423; opinion sur la décision de la « Court of claims » dans l'aff. *La Obra*, **35**, 451; jusqu'à la Cour permanente d'arbitrage, **37**, 587. Affirme en 1913 que, en cas de doute, les Etats soumettraient leurs litiges à des tribunaux internationaux, **47**, 576. Compromis et traités d'arbitrage, **61**, 292; arbitrages *ex aequo et bono*, **49**, 339; excès de

pouvoir de l'arbitre dans l'aff. Cerrutti, **52**, 58; recours contre les sentences internationales entachées d'excès de pouvoir, **52**, 72. — *Extradition* : Juridiction de l'Etat de refuge sur l'inculpé, **1**, 186; droit de refus en l'absence de traité, **1**, 187; traités nombreux en Belgique, **1**, 191; crimes politiques, **1**, 198; clause d'attentat, loi belge 22 mars 1856, **1**, 205; assassinats et crimes dans une guerre civile, **1**, 207, 208, 213, 215; extradition des nationaux, **1**, 219 à 223. — Opinion sur la neutralité, **2**, 101. Projet de S. d. N., **8**, 351. Ses ouvrages sur la juridiction internationale, **13**, 409. Notion de délits politiques y relatifs, **16**, 200. Signale l'œuvre de Paley sur la morale internationale, **16**, 426. Opinion sur la guerre juste, **17**, 473. Projet de Conseil de conciliation, **18**, 47. Les conflits politiques doivent être soumis à une double instance, **18**, 126. Sens de la cérémonie des féciales, **24**, 152. Interdiction générale de la guerre difficile à envisager, **24**, 162. Naissance de la science du droit international dans les traités sur la morale catholique, **30**, 284. Propose de punir partout la propagation de fausses nouvelles pouvant compromettre la paix, **33**, 815. Proposition de jumeler deux instances collégiales (type comités de conciliation et type Conseil de la S. d. N.) pour solution des conflits internationaux non justiciables, **45**, 605; **54**, 256.

Lammens.

Importance de la Syrie dans le monde antique, **43**, 669.

Lampredi.

Son œuvre, **7**, 484, 487. Opinion sur l'exterritorialité des navires de guerre, **15**, 66. Combat l'exterritorialité des navires de commerce, **30**, 14. Nécessité de la cohésion spirituelle de la population pour que l'amour de la patrie coexiste avec celui de l'humanité, **46**, 717. Organisation de la communauté internationale, **46**, 750. Son ouvrage *Le Droit public universel*, la justice, au sens large, en est l'objet principal, **46**, 741. Condamne l'intervention, **46**, 781. Maintien du droit d'ambassade entre factions ennemies dans une guerre civile, **46**, 784. Existence de guerres justes, conditions, **46**, 789.

Landa.

Matriarcat chez les Indiens, **31**, 196. Travail forcé pour dettes chez les Indiens, **31**, 268.

Landry.

Nécessité d'un accord général pour éviter les doubles impositions, **13**, 72.

Lange.

Projet de désarmement, **7**, 16. Règlement pacifique des litiges en matière de révision des traités et de l'intégrité territoriale, **7**, 85. Guerre doit être abolie, toute réglementation à son sujet étant variée à l'insuccès, **16**, 336, 373. Sa collaboration à l'œuvre de la S. d. N., **16**, 530. Tenue aux sanctions du Protocole de Genève, **7**, 114. Différence entre arbitrage, enquête, conciliation, **18**, 26; Commissions de conciliation et d'enquête des traités Bruyant, **18**, 28, 30, 33, 36. Rémunération des membres de Commissions de conciliation, **18**, 113. Appréciation de l'œuvre de Vitoria et Suarez, **28**, 18. Inutilité de sanctions pour l'exécution des sentences arbitrales, **48**, 88.

Languet (Hubert).

Le *Vindiciae contra tyrannos*, **9**, 190.

La Noue.

Opinion sur le rôle de la papauté, **6**, 205. Son rôle pacifiste, **6**, 308, 309. Opinion sur ouvrages de Machiavel, **9**, 213. Sa conception de la croisade, **13**, 247.

Lansing (Robert).

Note du 6 novembre 1918 sur la paix avec l'Allemagne, **1**, 398. Panaméricanisme et doctrine de Monroe, **5**, 353. Adversaire des sanctions militaires, **24**, 178. Responsabilité des Etats-Unis, **36**, 240. Critique la composition des tribunaux arbitraux mixtes, **41**, 164. Sa définition de la souveraineté qu'il attribue à un souverain mondial, **61**, 652.

La Perrière (Guillaume de).

Son ouvrage *Le Miroir politique*, son influence sur Bodin, **50**, 609.

Lapointe.

Ministre canadien, exprime le sentiment des Canadiens français à l'égard de l'Empire britannique, **19**, 276. Signe le Halibut treaty (1923), **19**, 297. Ministre de la Marine, signe un traité avec les Etats-Unis relatif aux pêcheries, **29**, 440.

La Pradelle (De Geouffre de).

Arbitrage international : Rôle des arbitres et de l'arbitrage, **7**, 75; **24**, 267; rapport sur l'arbitrage obligatoire, **25**, 249; défauts de l'arbitrage, **27**, 551; excès de pouvoir de l'arbitre, **41**, 185. — *Cour permanente* : Elaboration de son statut, rapport au nom du Comité des juristes, **14**, 349; **26**, 17; différend actuellement né soumis à la Cour permanente, **26**, 52; propose d'étendre la compétence de la Cour aux différends entre Etats et particuliers, **35**, 696; fonction consultative de la Cour, **57**, 12, 84. — *Droit maritime* : Opinion sur la fermeture des ports, **2**, 171; distinction dans le domaine maritime des Etats, **5**, 169; nature juridique de la mer territoriale, **10**, 54; droits de l'Etat sur la mer territoriale, **10**, 65; **34**, 425; **35**, 121; liberté des mers en temps de paix, **30**, 10. — *Etat* : Compétence exclusive des Etats, **30**, 360; droit de chaque Etat à l'existence, **34**, 347, 348. Elabore la déclaration des droits et devoirs des Etats, **24**, 313; **34**, 314, 333, 346; son silence sur l'indépendance et la souveraineté dans cette déclaration, **34**, 364; égalité des Etats, **34**, 365, 395; ouverture des Etats aux rapports commerciaux, **34**, 380. — *Pacte de la S. d. N.* : Origine américaine de l'art. 10 du Pacte, **5**, 324. Distinction entre « différends » et « points » faite par l'art. 14 du Pacte, **8**, 357; insertion de la doctrine de Monroe dans le Pacte, **28**, 61. — M. de la Pradelle plaide pour le gouvernement français : dans le litige relatif à la compétence de l'Organisation permanente du travail en matière de tra-

vail agricole, **4**, 107, 108; dans l'aff. des décrets de nationalité, **8**, 368; en matière de compétence exclusive des Etats, **16**, 292. Emprunts publics d'Etat, **7**, 174. Influence de Grotius en Amérique, **7**, 495. Note un lien entre garantie mutuelle du Congrès de Panama, la pensée de Bolivar et celle du Président Wilson, **8**, 236. Organisation judiciaire contre les attentats à la justice internationale, **10**, 363, 364, opinion sur l'interdiction de l'arme chimique, **16**, 347. Membre de la Commission de conciliation, balte, **18**, 108. Condamne le renvoi, **20**, 97. Nationalité d'un individu né dans les eaux territoriales étrangères, **20**, 156. Droit de réglementer l'immigration, **22**, 206. Source morale du droit international, **28**, 10. Naissance de la S. d. N., **28**, 12. Etat de nécessité, **30**, 490. Droit international nouveau, solidarité des relations humaines, **32**, 382; **34**, 245. Projet Alvarez et projet Briand de fédération européenne, **32**, 710. Proposition de codification du droit international, **34**, 211. Etude sur la question chinoise, **34**, 245. Principes généraux du droit, **35**, 73. Conception d'un droit international nouveau, **36**, 496; **41**, 355. Hommage à Westlake, **40**, 43. Consultations aux optants tchécoslovaques, effets de l'annexion, **41**, 209; droit des ressortissants suisses à des indemnités de guerre, **41**, 219. Sa maxime : « Qui allègue la nullité doit proposer l'arbitrage », **43**, 21. Rattache la mer territoriale à la haute mer, **47**, 549. Déclare que dire qu'il y a plusieurs mers territoriales, c'est dire qu'il n'y en a aucune au sens objectif du mot, **48**, 143. Extension à la mer territoriale de la liberté de la mer, **48**, 197. Ordre successif des règles de droit applicables par la Cour permanente en vertu de l'art 38 de son statut, **48**, 640 et 641. Se demande si le droit de recours à la Cour ne devrait pas, dans certains cas, s'étendre aux particuliers, **51**, 46. Conflits de nationalités sont des conflits de droits constitutionnels pour lesquels les Etats n'aurait pas tendance à recourir à l'arbitrage, **51**, 62. L'idéal du droit international n'est plus maintenant de suivre le progrès du droit interne, **51**, 111. Projet présenté à Budapest (1934) à la Conférence de l'International law Association de Convention pour création de tribunaux internationaux de droit privé, **51**, 114. Principes généraux du droit applicables en droit international, **52**, 223. L'universalité à laquelle tend la société est de sa nature mais non de son essence, **53**, 13; admet un certain continentalisme et même un certain régionalisme, **53**, 37. Les Etats-Unis ferment en temps de guerre le canal de Panama aux navires de guerre des belligérants, **55**, 42. Liberté de la mer est perdue dès qu'elle se limite au grand large, **55**, 64. Condamnation du renvoi, **58**, 393 et 394. Devoirs des Etats envers les individus, **59**, 7. Opinion sur la sécurité collective, **59**, 136. Rapport à l'Institut de droit international, session d'Oslo (1932) sur la nationalité de la femme mariée, **60**, 143, 179. Nationalité des enfants issus de mariages mixtes, **60**, 178.

La Pradelle (A. de Geouffre de) et **Politis** (N.).

Recueil des arbitrages internationaux, **33**, 371. Opinion sur la Convention Porter, **5**, 11. Opinion sur la « due diligence » et l'aff. de l'Alabama, **16**, 237. Jugement des arbitres conforme aux principes de justice, **33**, 380. Commission mixte excluant systématiquement le droit international, **33**, 383. Sentence arbitrale entachée d'excès de pouvoir, **35**, 372. Responsabilité internationale des Etats en matière de dettes publiques, **51**, 95.

La Pradelle (Paul de).

Distinction entre la frontière qui est une zone et la limite qui est proprement une ligne, **48**, 201, 373.

Lara (Général).

Président de la Commission mixte gréco-turque, aff. de l'échange des populations grecques et turques, **14**, 402.

Lardy.

Clause compromissoire dans les premiers Etats de la Confédération suisse, **42**, 8.

Larequi (Père).

Panégyriste des conceptions internationales suariennes, **43**, 467.

Larnaude.

Caractérise le gouvernement de fait, **4**, 382. Nature juridique des mandats, **5**, 237. Sa proposition sur la compétence de la Cour permanente, **8**, 351. Admet la personnalité internationale de la S. d. N., **12**, 489. Préside la Commission internationale de juristes sur l'aff. des îles d'Aland, **14**, 427. Amendement conférant compétence à la Cour permanente pour donner des avis consultatifs, **26**, 14. S'oppose à l'insertion dans le Pacte de la S. d. N. d'un texte relatif aux droits de l'homme, **38**, 136. Oppose à une thèse du Pérou le principe de la continuité de l'Etat, **38**, 347. Utilité d'une police internationale permanente, **48**, 118. La S. d. N. est potentiellement universelle, **53**, 16. Amendement proposé à la rédaction de l'art. 14 du Pacte de la S. d. N., **57**, 10 et 11. La S. d. N. a laissé intacte la souveraineté des Etats, **61**, 668.

La Rochefoucauld-Liancourt (Duc de)

Fondateur de la société de la morale chrétienne, **13**, 370.

Las Casas.

Protège les droits des infidèles, **6**, 180, 181. Apôtre des Indes, défenseur des droits des Indiens, **31**, 216; son action, **31**, 218; défend le droit des Indiens à la liberté, **34**, 241.

Laski.

Commente une traduction anglaise du *Vindiciae contra tyrannos*, **13**, 545.

Lassalle.

Fondement du principe de la non-rétroactivité des lois, **47**, 174, 175.

Lasson (Adolf).

Conception de l'état de nature entre Etats souverains, **10**, 518; **34**, 596. Point de vue amoraliste dans le domaine international, **16**, 431, 432. Défend la

légitimité de la guerre, **16**, 518, 519. Inexistence du droit international, **38**, 574. Déclare que l'Etat est perpétuel de nature, **47**, 275. Refuse d'admettre l'existence véritable d'un droit des gens, **49**, 242. Déclare que l'Etat ne saurait s'enchaîner contre sa propre volonté, **49**, 244.

Lasswell.

Propagande de presse en temps de guerre, **45**, 276, 279.

Lastres.

Opinion sur le recel international, **10**, 333.

Lauda (D^r^).

Proteste contre les représailles sur les prisonniers de guerre, **21**, 15.

Laughtin (D^r^ H.).

Enquête sur l'immigration, **6**, 63, 64.

Laun.

Personnalité internationale des minorités, **12**, 490. Découvre la vérité dans la loi de la majorité, **54**, 178.

Launay (Comte de).

Proposition à la Conférence de Berlin en faveur des missionnaires chrétiens, **26**, 165.

Laur.

Projet d'une Union internationale des céréales, **56**, 389.

Laurent.

Droit international : Sa naissance, **1**, 6; historien du droit international, **11**, 345; développement du droit international en Grèce, **42**, 6. — *Dr. intern. privé* : Ecole italienne du dr. intern. privé, **3**, 162; son ouvrage sur le dr. intern. privé, **15**, 479; se rallie à la doctrine de dr. intern. privé de Mancini, **17**, 358; **33**, 363; commentaires sur le dr. intern. privé, **21**, 202; répand en Belgique les théories de Mancini, **29**, 366, 368. — *Immunité de juridiction* : Exemption des agents diplomatiques de la juridiction criminelle, **12**, 164; limites de l'immunité de la juridiction civile, **12**, 179; remèdes aux immunités diplomatiques des domestiques, **12**, 211. — Partisan du principe des nationalités, **2**, 37, 38, 39. Doctrine de la personnalité du droit, **2**, 458. Rôle pacificateur de l'Eglise, **6**, 161. Conséquence de l'individualisme, **6**, 305. Opinion : sur le droit de l'époux naturalisé à demander le divorce, **11**, 229; sur les Voet et sur Rodenburg, **14**, 32; sur la loi compétente pour régir les obligations nées du quasi-contrat, **17**, 384. Critique la décision de la Cour de cassation française dans l'aff. Barbarisson c. Nicolaïdes, **14**, 106. Insuffisance de la législation française sur le domicile, **23**, 60; pluralité de domiciles des sociétés à succursales, **23**, 69. Conception de l'ordre public international, **25**, 152. Critique le système du renvoi, **29**, 571. Arguments contre la souveraineté, **34**, 355. Critique de l'idéal d'une monarchie universelle, **38**, 560. Société des dieux et société des hommes, **42**, 15. L'apatridie est, d'après Laurent, une anomalie qui heurte l'équité et les principes, **43**, 127. Conteste la personnalité des personnes morales (théorie de la fiction), qui n'ont pas, étant des êtres fictifs, de nationalité, **45**, 394. Principe de nationalité entré dans les consciences et sauvegarde de la paix, **46**, 725. Organisation de l'ensemble des Etats comme une variété de fait, **46**, 751. Une loi peut être rétroactive, **47**, 207. Droit d'asile dans la Grèce antique, **48**, 465. Le domicile dans l'ancien droit français, **53**, 194. Projet de révision du Code civil belge, **55**, 326.

Laurier (Sir Wilfred).

Ne reconnaît pas l'emploi de l'expression « Gouvernement de Sa Majesté » par les ministres en parlant d'eux-mêmes, **19**, 269. Négociations par le Canada de traités de commerce, **19**, 286. Les Dominions non obligés, à son avis, de soutenir militairement la Grande-Bretagne dans une guerre, **19**, 289.

Lauterpacht.

Utilisation en droit international des notions de droit privé, **30**, 525, 541; droit international et droit privé sont conception de droit universel, **30**, 545. Rôle de la Cour permanente de justice, **35**, 672. Extension de la législation judiciaire internationale, **35**, 673. Individu sujet du droit international, **35**, 696. Force obligatoire du droit international, **35**, 708. Positivisme, perte de sa prédominance, **38**, 23. Lenteur des progrès du droit international, **38**, 42. Ecole de juristes anglais et continentaux, **40**, 80. Limitation aux pays contractants des effets des conventions internationales, **40**, 470. Division des conflits entre Etats, **41**, 82. Validité des prétentions du droit international fondées sur une règle positive, **43**, 345. Danger d'inclure dans la classification des servitudes internationales ce qui n'est pas droit réel, **45**, 15. La règle *pacta sunt servanda* est, d'après Lauterpacht, réfuté par les vrais faits de la vie internationale, **49**, 208. Refuse les « Grundnormen » non consensualistes, **49**, 215; érige en « Grundnorm » la communauté internationale, **49**, 216, 247. Art. 3 du statut de la Cour, prohibition de prononcer un *non liquet* applicable à la Cour, **49**, 288. Lacune du droit, rôle du juge, **49**, 291. Nécessité pour le droit international de recourir au droit interne, **54**, 206. Il affirme que la justice internationale repose sur la volonté du juge, **56**, 101. Interprétation des traités par la Cour permanente, **58**, 72. Restriction à l'application du droit dans les différends internationaux, **58**, 134.

Laveye.

Opinion sur médiation et son efficacité possible en 1870, **18**, 10.

Lavigerie (Cardinal).

Lutte indispensable contre le marchand d'esclaves, éviter la disparition brusque de l'esclavage, **45**, 590.

Lavoie.

Opinion sur l'allégeance des membres de l'Europe britannique, **19**, 405.

Lavollée.

Unions, leur définition, **12**, 479; opinion sur leurs avantages pratiques, **12**. 479

Law.
S'inspire du principe appliqué aux compagnies anglaises, **23**, 214.

Lawrence (Abbot).
Successeur de Mansfield, **3**, 129. Nie l'existence dans l'antiquité du droit international, **18**, 273. Caractère positiviste de sa doctrine, **18**, 345, 396.

Lawrence (William Beach).
Extradition, crimes et délits au cours d'une guerre civile, **1**, 213. Exclusion de la guerre en haute mer, **2**, 136. Opinion sur les conflits de lois, **3**, 147, 168. Opinion sur l'autorité des décisions des tribunaux internationaux, **11**, 53. Neutralité dans la guerre mondiale, **17**, 465. Guerre et tribunaux internationaux, **17**, 469. Reconnaissance de belligérance, **17**, 489. Blocus pacifique, **17**, 504. Objections contre les règles d'interprétation en droit international, **24**, 70. Effet de la reconnaissance d'un Etat nouveau par les grandes Puissances, **26**, 354. Nature juridique de la souveraineté territoriale, **30**, 106. Conception de la guerre, **32**, 21. Interventions pour raisons d'humanité ou pour mettre fin à des persécutions, **32**, 109. Garantie de stabilité des prix, **37**, 279. Abandonne la notion de la guerre juste, **38**, 20. Ressemblance du conflit international et du procès devant un tribunal interne, **41**, 6. Membre de l'Eglise anglicane constate l'homogénéité de la S. d. N. et celle formulée par Suarez, théologie scolastique et jésuite, **43**, 421. Rejette la vieille doctrine de l'égalité absolue de tous les Etats, indépendants devant le droit, **48**, 444. Condition de liberté de passage dans les détroits des navires de guerre, **55**, 636.

Layard.
S.-Secrétaire d'Etat au Foreign Office, emprunts d'Etats étrangers aux risques des porteurs, **1**, 311.

Layton.
Directeur de l'*Economiste*, participe à la Conférence économique de 1927, **61**, 221.

Layton (Walter).
Participation russe au commerce international, **21**, 126. Nécessité d'un rapprochement économique entre Etats de l'Europe centrale, **39**, 118.

Layton et Rist.
Rapport sur la situation économique de l'Autriche, **61**, 175.

Leach (Sir J.).
Critérium de la durée d'un traité, **22**, 503.

Leaf.
Président de la Chambre de commerce internationale, opinion sur la nécessité d'une union économique européenne, **15**, 361.

Le Bas.
Agent français, son expulsion d'Angleterre, **14**, 498, 562.

Le Bon (Gustave).
Dépréciations, massacres commis par des bandits se mêlant aux pèlerinages français dans le Levant, **60**, 417.

Le Bon (D^{r}).
Enseignements psychologiques de la guerre européenne, haines de races, **1**, 564.

Le Bret.
Légiste français, pas de succession aux dettes royales, **23**, 240, 242. Réfute l'idée de l'Empire chrétien universelle, **61**, 647.

Leclercq.
Partisan du droit naturel, **18**, 354.

Lecot.
Partisan du rétablissement des passeports en 1792, **50**, 102.

Ledeganck.
Chargé d'affaires de Belgique à Caracas, circonstances de son départ du Vénézuéla, **18**, 499.

Lederle.
Fleuves internationaux : Police sur les eaux internationales, **28**, 176; tendance au monopole de fait sur les fleuves internationaux, **28**, 115; Etats riverains, **28**, 116; extension de la compétence des Commissions fluviales aux questions hydro-électriques, **28**, 117; assimilation des intérêts des forces hydro-électriques et de la navigation, **28**, 172; organisation des stations de Mayence et de Cologne, **28**, 189; application du statut rhénan aux eaux en amont de Bâle, **28**, 191; proportionnalité dans la composition de la commission centrale du Rhin, **28**, 204; règlement international des fleuves internationaux, **28**, 214; droits conventionnels des tiers, **28**, 216. — Opinion touchant la détermination de la frontière sur les lacs, **15**, 133. Soutient que la liberté de navigation ne s'applique qu'aux navires affectés de fait au commerce, **15**, 114.

Lee.
Délégué norvégien, Conseil de la S. d. N., caractère politique, **1**, 565. Son étude le mandat pour la Mésopotamie et le principe du trusteeship en droit anglais, **5**, 240.

Lee (Lord).
Propose à la Conférence de Washington la suppression des sous-marins, **11**, 95.

Lefebure (Major).
Guerre chimique, opinion, **16**, 330, 331, 335, 360. Signale la défectuosité de l'art. 171 du Traité de Versailles, **16**, 350. Préconise le contingentement de la production chimique pour des buts licites, **16**, 359. transformation de l'artillerie en arme chimique, **16**, 366, Insiste sur la nécessité de démilitariser la chimie en temps de paix, **16**, 371.

Lefebvre du Prey.
Ministre français de l'Agriculture, son opinion sur le Bureau international du travail, **4**, 114.

Lefranc (Jean).
Les deux idées inséparables : autorité et liberté, **59**, 434.

Le Fur.
S. d. N. : Opinion sur le rôle du Conseil à propos de l'aff. de Mossoul, **14**, 550; non-prohibition de la guerre par le Pacte, **17**, 556; sanctions de la S.d.N., **17**, 560. Souveraineté de l'Etat, sa limitation, **1**, 387; définition de la

souveraineté, fondement objectif, **41**, 550. Opinion sur le droit de légitime défense, **5**, 337, nécessité de le délimiter, **31**, 471. Son livre *Races, Nationalités, Etats*, **5**, 401. Opinion sur la personnalité internationale, **12**, 493; Organismes possédant une personnalité internationale, **34**, 52; personnalité internationale des associations, **34**, 52. Théorie du droit naturel, **16**, 282; **26**, 85; défense du droit naturel, **35**, 710; **47**, 342 ou 343; existence d'un droit naturel, **38**, 191; conception du droit naturel, **49**, 188. Abandon des attributions exécutives fédérales à l'un des confédérés, **16**, 305. Conditions nécessaires pour le désarmement, **17**, 565. Droit international revenant à sa source morale, **28**, 10; cite une pensée de Marc-Aurèle se référant au droit international, **34**, 233; progrès du droit international, **11**, 759. Droit de l'Etat d'exister et de se développer, **30**, 414; personnalité de l'Etat, **33**, 580; égalité juridique des Etats, **35**, 704. Repousse la doctrine autonomiste, **30**, 287. Pape, à son avis, pacificateur par excellence, **31**, 326. Différence entre exécution capitale et meurtre, **31**, 470. Intervention pour protection des minorités, **34**, 325. Doctrine moniste et universaliste, **38**, 183. Rôle supplétif de l'équité en matière de droit international, **44**, 576. Faute comme fondement de la responsabilité internationale des Etats, **44**, 613, 627. L'article 18 du Pacte semble retirer au Président de la République française le droit constitutionnel de conclure des traités secrets, **45**, 732. L'article 16 du Pacte de la S. d. N. et le Pacte Briand-Kellog devant le droit constitutionnel du Président de la République française de déclarer la guerre, **45**, 735. Ce qu'est l'Etat, nécessité de son institution, **47**, 32. Rapport de M. Le Fur sur le domaine réservé devant l'Institut de dr. international, **47**, 504. Fondement de la force obligatoire des traités, **49**, 189, 208. Signale le danger de la pluralité des règles du droit des gens, **53**, 13. Partisan d'une certaine tendance décentralisatrice dans l'organisation internationale, **53**, 19. Portée actuelle peu pratique du moroïsme, **53**, 31. Se rallie à la théorie synthétique et réaliste du droit, **54**, 174. Les deux principes fondamentaux sur lesquels repose le droit international, **58**, 479. Invariabilité du droit naturel, **59**, 9. Opinion sur la sécurité collective, **59**, 136. Définition classique de l'Etat, **61**, 550. La S. d. N. n'a pas fait perdre à l'Etat sa souveraineté, **61**, 670.

Léger (J.-N.).

Se prononce contre l'existence d'un droit international américain, **32**, 786; **44**, 488.

Le Gléo.

Son expulsion de Belgique, **18**, 561.

Léglise (Abbé).

Son ouvrage sur *Machiavel comparé*, **9**, 209.

Legnano (Jean de).

Conception d'une communauté universelle, **6**, 179. Ecrit avant Grotius sur le droit des gens, **9**, 233. Conception de l'état de nature, **10**, 557. Affirme la suprématie universelle de l'Empereur, **17**, 138. Soutient la suprématie du Pape sur les infidèles, **17**, 169.

Le Grand (Daniel).

Protection du travail, **4**, 70; protection ouvrière, **6**, 313; protection du travail des enfants, **6**, 314.

Legrand.

Capacité de la femme mariée en France, **60**, 139.

Leguia (Président du Pérou).

Apologie de la doctrine de Monroe, **32**, 530.

Lehfeldt.

Méthode de stabilisation des prix, **37**, 278.

Lehr.

Système pour éviter la double imposition, loi de la situation, **13**, 73. Opinion sur l'extradition, **18**, 455. Se prononce contre le renvoi, **20**, 97. Partisan du droit d'asile diplomatique, **22**, 229. Hostile aux doubles impositions, **31**, 25. Limites de la souveraineté de l'Etat en matière d'impôt, **31**, 38. Unité de puissance de la monnaie, **37**, 276.

Leibholz.

Responsabilité de l'Etat pour abus des cas d'excès ou de détournement de pouvoir, **47**, 558.

Leibniz.

Théorie sur la Société internationale, **3**, 31. Publie son codex *de juris gentium*, **3**, 35; et son codex *de juris gentium diplomaticus*, **22**, 229. Définit le rôle de la papauté, **6**, 211. N'écarte pas complètement la conception du droit des gens de Pufendorf, **6**, 211, 240. Séparation entre le droit naturel et la morale dans les relations des peuples, **10**, 565. Leibniz et les Roses-Croix, **13**, 284. Conception des relations internationales, **13**, 287. Critique du projet de l'abbé de Saint-Pierre, **13**, 308. Conception du droit international, adopte la thèse de l'école historique, **13**, 319; **34**, 250. Son influence sur Wolff, **13**, 322. Sa critique de Pufendorf, **18**, 328. Signale les influences qui se sont exercées sur Grotius, **18**, 299. Sa doctrine du droit naturel, **18**, 328; fondement du droit naturel, **18**, 287. Rapporte le concept de justice au bien de toute l'humanité, **16**, 466. Propose le Concile comme Cour arbitrale internationale, **31**, 340. Effets des conciles sur ses plans pacifiques, **32**, 379. Théorie vraie par ce qu'elle affirme et fausse par ce qu'elle nie, **54**, 69.

Leite (França).

Fonde une association contre le trafic des Africains et pour la colonisation des indigènes, **31**, 273.

Lemaire.

Protection des missions catholiques en Chine, **26**, 145.

Lemaître (Jules).

Opinion sur la finesse orientale, **5**, 24.

Lemmens (P.).

Liste des recours adressés par la Propagande en faveur des intérêts des lieux saints, **26**, 115.

Lemonnier (Charles).
Fondation de la ligue de la paix et de la liberté, les Etats-Unis d'Europe, **13**, 396. Secrétaire général de la Ligue internationale de la paix et de la liberté, son livre *Les Etats-Unis d'Europe*, **15**, 341. Constitution de la ligue, **37**, 537.

Lémonon (Ernest).
Son livre *La Seconde Conférence de la Paix*, **8**, 313. Opinion sur l'expulsion de Mgr Montagnini, **18**, 515.

Le Normand.
Partisan du caractère constitutif de la reconnaissance, **13**, 460. Opinion sur le caractère illicite de la reconnaissance accordée pendant la durée des hostilités entre l'Etat démembré et les révoltés, **13**, 477. Reconnaissance internationale des modifications de la souveraineté territoriale, **44**, 272.

Léon (Fr. Diègue de).
Prédécesseur de Vitoria dans sa chaire à Salamanque, **17**, 122, 124.

Léon Ier (Pape).
Son activité médiatrice, **31**, 328.

Léon III.
Empereur de Byzance, chef de la maison isaurienne, **11**, 356, 364.

Léon IX.
Extension de la trêve de Dieu, **6**, 152.

Léon X.
Bulle de 1517 et projet d'expédition contre les Turcs, **13**, 213.

Léon XI.
Parle de l'intérêt qu'a toute la chrétienté à la paix, **31**, 330.

Léon XIII.
Médiateur entre Espagne et Portugal, **6**, 224. Appréciation du Protectorat sur les catholiques d'Orient et de Chine, **26**, 118, 140. Arbitre entre Saint-Dominique et Haïti, **31**, 340. Médiation dans l'aff. des îles Carolines entre l'Allemagne et l'Espagne, **26**, 410; **31**, 325, 334, 343, 346; **33**, 152; **34**, 453. Encyclique du 20 janvier 1894 pour l'évolution du mouvement pacifiste, **37**, 538. Amour surnaturel envers l'Eglise et amour naturel envers notre patrie, **53**, 145.

Léon (Saint) Pape.
Liberté de l'Eglise, **11**, 364.

Léon-Dufour.
Situation du contribuable quand il n'y a pas d'accord contre la double imposition, **55**, 496.

Leone Lévi.
Elabore un projet d'unification du droit commercial, **8**, 132.

Léopold II (Roi des Belges).
Union personnelle de la Belgique et du Congo en sa personne, **24**, 472.

Léopold II (Roi des Belges).
Intérêt de la coopération intellectuelle, **61**, 470.

Leovigild.
Roi visigoth d'Espagne, effigie des monnaies, **11**, 352.

Lépaulle.
Partisan du renvoi, difficultés d'application, **57**, 623 et s. Le trust anglo-saxon, **58**, 192. Doctrine du renvoi, **58**, 384. Partisan de la doctrine nationaliste en dr. intern. privé, **62**, 26.

Le Play.
Opinion sur le rôle international de la papauté, **6**, 224.

Le Poittevin.
Proposition sur la complicité internationale, **10**, 332.

Lerebours-Pigeonnière.
Théorie du désistement en matière de renvoi, **28**, 600. Son objection à la thèse du dr. intern. privé, droit public, **57**, 412 et 413, 415. Détermination des règles de conflits, **57**, 419. Problème des qualifications, **57**, 496. Base nouvelle pour le renvoi, désintéressement du droit étranger, **57**, 543 et s. Distingue deux parties dans le droit international privé, **57**, 627 et s. Doctrine du renvoi, **58**, 387. Conflits de lois nationales, **60**, 194. Détermination par la loi nationale de chaque conjoint de ses droits vis-à-vis de l'autre conjoint, **60**, 202. Admet la doctrine nationaliste en dr. intern. privé, **62**, 26. Le renvoi montre, d'après lui, que la loi étrangère à laquelle le juge se réfère se désintéresse du problème, **62**, 58. La qualification est le point de départ du règlement des conflits, **62**, 490. Ordre public, **62**, 517, 521 et 522. Fraude à la loi, **62**, 535.

Lermina (Jules).
Secrétaire perpétuel de l'Association littéraire et artistique internationale, **12**, 455.

Le Rond (Général).
Préside la commission interalliée de Haute-Silésie, **18**, 199. Accord Le Rond-von Simson (9 janvier 1920), **18**, 210.

Le Roy (Mgr).
Rôle dans l'histoire des missions catholiques françaises, **29**, 263.

Leroy-Beaulieu (Paul).
Mentionne dans son Traité de science des finances (1re éd.) la Serbie comme le seul Etat européen n'ayant pas de dette publique, **5**, 70. Compare le Conseil de la Dette turque avec le curateur du prodigue, **8**, 25. Admet la nécessité de protéger les industries liées à la défense nationale, **15**, 284. Proposition d'Union douanière entre France, Belgique Hollande et Suisse, **48** 581.

Lerroux.
Président espagnol temporaire du Conseil, ce que peut faire sur l'opinion publique une presse mal informée, **45**, 357.

Léry (Jean de).
Intelligence des indigènes brésiliens, **31**, 281.

Lesage.
Dette de la Prusse envers la France (1807), **27**, 265.

Leseure.
Prévision des crises économiques, **39**, 341. Mouvement variable du prix des marchandises, **50**, 815.

Leseur.
Nie l'existence : du droit international dans l'antiquité, **18**, 273; d'un droit

commun de tous les Hellènes, **42**, 31. Conception du droit international, **18**, 346.

Leslie.

Ambassadeur de Marie Stuart, conspire contre Elisabeth, **12**, 160, 168.

Lesseps (F. de).

Canal de Suez, **2**, 196. Canal de Panama, **2**, 208.

Lessing.

Influence des idées pacifistes de Rousseau sur Lessing, **13**, 313. Conception de la vérité, **16**, 400. Conception de l'humanité, **16**, 492.

Lessius.

Sa doctrine scolastique de la guerre, **6**, 194. Expose la théorie des représailles dans l'ancien droit, **22**, 290.

Le Trosne.

Economiste physiocrate, principe de la fraternité des Nations, **10**, 555.

Leusse (Comte de).

Projet d'union douanière franco-allemande, **48**, 582.

Levavasseur de Précourt.

Commissaire du gouvernement dans l'affaire Morphy, **18**, 590, 594, 603.

Levene.

Etude du droit indigène des peuples aborigènes de l'Amérique, **31**, 201.

Lévi.

Notion de droit subjectif, **18**, 404.

Levinson.

Mise hors la loi de la guerre, but essentiel, **24**, 175. Ne proscrit que la guerre d'agression, **24**, 179. Condition de l'entrée des Américains dans la Cour permanente, **24**, 183.

Levis.

Argument contre le renvoi, **20**, 101.

Levis Cass.

Condition des Américains à l'étranger, **8**, 79.

Lévy (Emmanuel).

Construit le droit sur l'idée de confiance dans les rapports juridiques, **56**, 28.

Lévy (Raphaël-Georges).

Propose la création d'une banque d'émission internationale, **42**, 383.

Lévy-Ullmann.

Droit public et droit privé, **57**, 407. Différence entre dr. intern. privé et droit comparé, **57**, 577. Doctrine internationaliste moderne et dr. intern. privé, **57**, 579. Dans son livre « La définition du droit », la jurisprudence ne figure pas comme source du droit, **62**, 435.

Lewald (Hans).

Possibilité de régler par une convention les questions d'ordre public, **29**, 372. Critique du renvoi, **57**, 535. Attitude du juge quand le dr. intern. privé étranger n'est pas codifié, compte non tenu par lui de la règle de rattachement, tout en ne repoussant pas le renvoi, **58**, 416. Son cours sur le renvoi, **62**, 57.

Lewis.

Dominions : Leur personnalité internationale, **19**, 340; leur droit de légation, **19**, 361; ratification de leurs traités, **19**, 394; différences entre eux et les Etats ordinaires, **19**, 431; unité de l'Empire britannique en diplomatie, **19**, 436, 439; belligérance automatique des Dominions, **19**, 486.

Lexis.

Evolution des stocks de métaux précieux de l'Empire romain, **37**, 216. Proportion entre masse de travail et chiffre de la population, **37**, 275. Partisan de la circulation du papier-monnaie contrôlée, **56**, 433.

Lhommeau.

Nature juridique de la succession au Royaume de France, **23**, 239.

Libourel.

Paiement des hypothèques en florins d'argent hollandais, **43**, 572. Soutient aux Pays-Bas, sans succès, la thèse française dans la question de la clause-or, **43**, 609 et 610.

Lieber.

Partisan du droit d'auteur sur les œuvres littéraires et artistiques, **12**, 449.

Lieber (Francis).

Ses instructions pour les armées en campagne (1863), **6**, 411; **22**, 155. Rédaction d'un Code de la guerre, **10**, 303. Son ouvrage *Manual of political ethics*, **16**, 413. Auteur du projet d'instructions américaines sur les armées en campagne, **21**, 11. Commencement de réalisation de codification, **22**, 155. Repousse l'idée d'une Haute-Cour internationale, **48**, 60.

Liebnecht.

Qualifie de duperie le manifeste de Nicolas II demandant la convocation de la Conférence de La Haye, **37**, 548.

Liechtenstein (Chevalier de).

Autorise les habitants de Spire à utiliser son château pour des buts militaires, **22**, 14.

Liedts.

Rapporteur de la loi belge sur l'extradition, **1**, 205.

Liefmann.

Apologie du dumping, **35**, 284.

Liepert.

Contrôles financiers internationaux, leur définition, **5**, 5, 6.

Liepmann.

Son ouvrage sur Rousseau, **13**, 562.

Liesse.

Répugnance de l'épargne pour investissements à longue échéance « chômage des capitaux », **56**, 482.

Lignori.

Opinion sur la guerre juste, **17**, 297.

Li-Hung-Tchang.

Hommage rendu à l'attitude des missions américaines en Chine, **29**, 219.

Lijnden de Sandenburg.

Déprédations entre pêcheurs de nationalité différente dans la mer du Nord, discours sur la nécessité d'y mettre fin, **29**, 449.

Lima (Oliveira).

Le Brésil et la doctrine de Monroe, **5**, 275 Définition du panaméricanisme, **5**, 283.

Liman von Sanders.

Sa mission à Constantinople (1913), difficultés russo-allemandes, **47**, 739.

Limbourg.
Plaide pour le Gouvernement néerlandais dans l'aff. de la désignation du délégué ouvrier hollandais, **4**, 125. Droit de représailles, **7**, 40. Guerre défensive, **7**, 43. Caractère non obligatoire des avis de la Cour permanente, **7**, 64; rôle de la Cour permanente limité au droit, **25**, 290; avis consultatifs touchant une question de droit, **26**, 48. Emet l'opinion que le Pacte Kellog exclut toutes les guerres, **38**, 62. Absence de sanctions de la plupart des traités, **38**, 78. Aff. des optants hongrois, **35**, 378. Caractère de juridiction internationale des Tribunaux arbitraux mixtes, **41**, 355.

Limon.
Compose le manifeste du duc de Brunschwick, **22**, 331.

Lincoln (Président).
Son assassinat. Effet sur les idées en matière d'extradition, **1**, 210. Initiateur d'un Code de la guerre, **10**, 303. Attitude devant la guerre de course des sudistes. Approuve la loi du homestead. Sanctionne le projet d'instructions américaines sur les armées en campagne dont il avait chargé Lieber, **21**, 11; **22**, 156.

Lindhagen.
Veut la suppression de l'idée de guerre dans les Constitutions, **24**, 287.

Lindley.
Question de l'assentiment ou de la reconnaissance des autres Etats comme élément d'acquisition d'un droit à un territoire non approprié par aucune Puissance, **44**, 274.

Linguet (Henri).
Défend les prétentions de l'empereur Joseph II sur l'Escaut, **21**, 304. Le Bas-Escaut est un bras de mer, **21**, 333.

Lionne (Hugues de).
Ministre de Louis XIV, **2**, 290.

Lioy.
Son étude sur le principe de nationalité, **46**, 728.

Lippert.
Droit international financier, **27**, 259. La double imposition, définition, **31**, 11. Le droit international privé s'oppose au droit fiscal, **31**, 48.

Lippmann.
Définition de l'opinion publique, **3**, 82; **46**, 301 à 307. Avant 1789, sentiment que l'Etat américain et la communauté américaine étaient réels mais que la Confédération d'Etats ne l'était pas, **46**, 288. La défense du niveau de la vie de la population est devenue un des devoirs fondamentaux de l'Etat, **51**, 559.

Lippert.
Elimination de la double imposition, **55**, 459.

Lipse.
Apologiste de Machiavel, **9**, 172. Emploie le terme « machiavellisare », **9**, 174.

List (Frédéric).
Partisan du protectionnisme, **13**, 391, en lance la première doctrine, **35**, 278; **37**, 455. Règle de List, **35**, 293. Système d'économie nationale, **37**, 504. Promoteur du « Zollverein », **48**, 582; **51**, 143. Influence de ses idées sur le protectionnisme anglais, **51**, 147. Son influence sur le protectionnisme américain et allemand, **51**, 174. Avantage du libre-échange universel et de l'internationalisme avancé, **51**, 115.

Liszt (Von).
Droit pénal : Dr. pénal international, **10**, 366; **12**, 259; possibilité d'un Code pénal universel, **10**, 379; son ouvrage sur la législation pénale comparée, **12**, 282; définition de la piraterie, **12**, 348. — *Extradition* : Des nationaux, **1**, 221; acte d'assistance judiciaire internationale, **1**, 184; régicide, crime politique, **1**, 203; actes commis au cours d'une guerre civile, **1**, 208, 213. — *Servitudes internationales* : **22**, 68; **28**, 211; leur impossibilité logique, **22**, 28; nature des servitudes internationales créées dans l'intérêt d'un grand nombre d'Etats, **22**, 64; impossibilité de continuer l'execice d'une servitude internationale entre deux Etats lorsqu'ils sont en guerre, **22**, 48; dénonciation unilatérale des servitudes internationales en vertu de la clause *rebus sic stantibus*, **22**, 58; influence des changements de souveraineté sur la défense de fortifier Huningue, **22**, 65; effet d'une cession sur une servitude internationale, **26**, 377; vis-à-vis du territoire de l'Etat élément de sa personnalité juridique, ou il y a limitation du *dominium* (le droit international ne s'applique pas) ou limitation de l'*imperium* (pas de servitude internationale possible), **45**, 133; **47**, 544. Responsabilité délictuelle de l'Etat, **10**, 297. Opinion : sur la nature juridique des commissions internationales et de la Cour des prises, **11**, 16; sur le débat relatif à la souveraineté des eaux territoriales, **15**, 11; sur les rapports du droit international et du droit interne, **20**, 31. Nie l'existence du droit international dans l'antiquité, **18**, 273. Restriction par traité de la souveraineté d'un Etat non partie au traité, **22**, 34. N'admet pas que la France ait un protectorat sur la Principauté de Monaco, **22**, 40. Régime des fleuves internationaux, **28**, 214. Théorie de la qualité, **30**, 114. Règle des ordonnances des Commissions internationales, **30**, 236. Législation européenne comparée, **36**, 177. Fondement objectif du droit international, **41**, 759. Apparition d'un droit des gens, **44**, 319. Rescision en droit des gens, **47**, 362. Déclare que le droit international réglerait uniquement les droits et devoirs mutuels des Etats relativement à l'exercice de leurs droits de souveraineté, **50**, 327. Traités survivant à la disparition d'un ou plusieurs de leurs signataires ou traités à effet absolu, **50**, 388. Obligation pour l'Etat auquel l'expulsé appartient de le recevoir même s'il est apatride, **53**, 364. Liberté de navigation dans les détroits, **55**, 637.

Littleton.
Domicile unique pour la femme et le mari, **36**, 41.

Littleton Groom.
Président de la 1re Commission à la Ve Assemblée de la S. d. N., **7**, 26.

Littré.
« Migration », définition, **20**, 172. « Emigrer », définition, **20**, 174.

Litvinoff.
Accord Duchesne-Litvinof, **4**, 374. Garantie de l'intégrité et de l'indépendance de la Finlande et des Etats baltes, **52**, 173. Représentant russe à la Conférence monétaire de 1933, préconise la cessation de la guerre économique, **61**, 242.

Livadas.
Son ouvrage sur la procédure civile, **20**, 10. Opinion sur le mode d'application de la loi étrangère en Grèce, **20**, 81.

Livermore.
Applique aux Etats-Unis la théorie statutaire des commentateurs médiévaux, **62**, 431.

Livingston.
Membre du Comité de réduction de la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis, **42**, 532.

Livinus Meyer.
Auteur du *De institutione Principis*, **9**, 161, 179.

Lloyd George.
Promet des réformes ouvrières à la conclusion de la paix, **4**, 78. S'explique sur la reconnaissance *de facto* du Gouvernement des Soviets, **4**, 376. Répond à l'appel de l'Autriche au Conseil suprême, **5**, 129. Estime que les biens des missions catholiques ne sont pas propriété de la Congrégation de la propagande, **29**, 259. Nature de l'Empire britannique, **34**, 305. La victoire ne doit pas justifier l'extinction de l'Etat vaincu, **34**, 345. Avenant d'un taux préférentiel et réciproque entre les communautés de l'Empire, **35**, 263. Danger d'abuser du motif de légitime défense, **49**, 702. La prédication religieuse nécessaire pour tirer le monde du bourbier où il s'enlise, **53**, 155.

Locke.
Union des hommes en société, **42**, 538. Pouvoir externe de l'Etat, troisième pouvoir qu'il nomme « puissance confédérative », **60**, 264, 348. Séparation des pouvoirs, **60**, 278. Il affirme que chaque homme a la propriété de sa propre personne, **62**, 319.

Locke (John).
Philosophe du XVIIe siècle, **6**, 283. Nature de l'Etat, **3**, 26. Droit à la révolution, **3**, 34. Théorie du contrat social, **3**, 36; **25**, 44. Souveraineté et souveraineté du peuple, **3**, 119; **23**, 498, 501. Fonction du droit naturel, tâche politique de l'Etat, **13**, 557. Doctrine de la séparation des pouvoirs, **13**, 564. Droits de l'homme, **18**, 331. Théorie de l'Etat de nature, **23**, 507. Pouvoir fédératif et direction de la politique extérieure, **38**, 359. Lie le régime de propriété privée à la possibilité de la colonisation, **54**, 588.

Loder.
Juge hollandais, **8**, 467. Cour permanente de justice internationale : Membre de la Cour permanente, **8**, 355; composition de la Cour permanente pour les avis consultatifs, **8**, 362; opinion sur l'extension de la juridiction de la Cour, **10**, 363; utilité de la codification du droit international pour la Cour, **20**, 427; l'art. 14 du Pacte fait partie intégrante du statut de la Cour, **26**, 20; perfectionnement possible de la Cour, **34**, 474; propose d'étendre la compétence de la Cour aux différends entre Etats et aux particuliers, **35**, 696. Immunité de l'Etat en ce qui concerne ses navires, **8**, 468. Projet de conciliation internationale, **18**, 44, 99. Territorialité de la loi pénale, **18**, 411. Présomption d'existence d'une coutume internationale, **39**, 149. Opinion dissidente dans l'affaire du *Lotus*, territorialité de la loi pénale, **43**, 362; **58**, 146. Rôle de la Cour dans le développement du droit international, **44**, 587. Préconise l'accès aux particuliers de la Cour permanente, **51**, 47. La Cour est un des principaux organes de la S. d. N., **51**, 619. Droit pour la Cour de fixer la jurisprudence, **54**, 204. La Ve Conférence de dr. intern. privé de La Haye présidée par Loder, **55**, 396.

Lodge.
Sénateur, impossibilité pour les Etats-Unis d'entrer dans la S. d. N., **47**, 22.

Lodi (Martin de).
Précurseur du droit des gens, **9**, 233.

Loeff.
Juge à la Cour permanente, **37**, 587. Arbitre international, **31**, 341.

Loening.
Opinion sur la possibilité d'actions antijuridiques de l'Etat, **10**, 296.

Löhren.
Son ouvrage sur les rapports diplomatiques du IVe au IXe siècle, **11**, 373.

Logau (F. von).
Ecrits en faveur de la paix, **13**, 231.

Loiseau.
Domicile : Peu de cas que faisaient les anciens auteurs de droit international de la notion de domicile, **23**, 7; étude de cette notion, **23**, 8; son importance dans la théorie statutaire, **23**, 9; insuffisance de la législation française, **23**, 60; solution des cas de défaut de domicile, **23**, 61; opinion sur sa définition dans l'art. 102 du Code civil, **23**, 35; intention dans la détermination du domicile, **23**, 38; validité de son élection, **23**, 71; uniformité de sa notion, **23**, 95; domicile légal déterminé par l'autonomie de la volonté, **23**, 125.

Loisel.
Réalité des coutumes, **29**, 324.

Lomonaco.
Opinion sur l'exercice de l'action paulienne à l'étranger par le curateur à la faillite, **14**, 81. Doctrine italienne sur le dr. intern. privé, **17**, 357. Opinion sur l'art. 12 du titre préliminaire du Code civil italien (ordre public), **17**, 387.

Lopez (Gregorio).
Proclame citoyens du Paraguay les Indiens de vingt-et-un districts, **31**, 265. Commente les lois internationales des Partidas pour ajuster le texte au système des statutaires italiens, **31**, 631.

Régime matrimonial des époux, **31**, 678.

Lorando Tubini.

Créances contre la Turquie, **5**, 6.

Loreburn (Comte).

La Chambre des Lords peut convoquer les juges et leur demander des avis, **8**, 396. Rôle des membres du Comité judiciaire du Conseil privé, **8**, 396.

Loreday.

Impossibilité d'établir les mêmes indices douaniers comparables dans deux pays différents, **35**, 305.

Lorentz.

Participe aux discussions sur le problème de la bibliographie à la Commission de la coopération intellectuelle de la S. d. N., **9**, 385.

Lorenzelli (M^gr^).

Nonce du Pape à Paris, **18**, 514.

Lorenzen.

Adversaire de la théorie du renvoi, **3**, 167; **21**, 271; tâche pour le juge qui adopte le renvoi, **29**, 560. Effets de commerce en droit international, **21**, 198. Validité aux Etats-Unis d'un mariage contracté en Allemagne, **29**, 561. Chaque souverain fixe les règles de conflit d'après ce qu'il estime juste et convenable, **44**, 41. Adopte la doctrine de l'école réaliste américaine opposée à la doctrine traditionnaliste, **62**, 476. Qualifications et conflit de lois, **62**, 492 et 493. Notion d'ordre public, **62**, 523.

Loria.

Commerce international et religion, rapports, **5**, 376. Conteste la portée de l'argument de la valeur économique de l'émigrant, **20**, 211.

Lorimer [V. LORIMER, **Table analytique**, p. 324].

Répudie l'idée de courtoisie internationale, **14**, 20. Exterritorialité des navires de commerce, **14**, 107. Conception de droit naturel dans sa doctrine, **18**, 345. Division de l'humanité en humanité civilisée, barbare et sauvage, **34**, 222. Opinion à l'égard de l'arbitrage, **34**, 586. Rôle important de Suarez dans le développement du droit des gens, **43**, 418. La reconnaissance est le fondement du droit international, **44**, 209. Affirme que « la démocratie doit penser tout haut », **45**, 315. Utilité d'une armée internationale permanente, **48**, 72. Légimité de la guerre de « self defence », **49**, 714. Imagine trois sphères limitant le droit international, **60**, 380. Reconnaissance des Etats, **62**, 255.

Lothaire (Empereur d'Allemagne).

Commerce avec l'Orient, **11**, 447.

Loucheur.

Propose à l'Assemblée de la S. d. N. une Conférence économique, **15**, 281, 297. Dénonce le danger du protectionnisme, **15**, 335. Evolution de la politique économique internationale, **35**, 296, 300. Proposition de trêve douanière, **35**, 304. La proposition d'une Conférence économique internationale (septembre 1925), **61**, 206. Restrictions au commerce international causent le désordre mondial, **61**, 220.

Loudon.

Président de la Commission de conciliation dano-finnoise, **18**, 108. Plaide la cause du Protocole de Genève, **24**, 206. Projet d'interdire toute guerre d'agression, **24**, 210. Demande la mise hors la loi de toute guerre, **24**, 212. Préparation de la III^e^ Conférence de la paix, **37**, 654. Lecture des pétitions adressées à la S. d. N., **40**, 589. Préside la Conférence (octobre 1920) des passeports, **50**, 121.

Loughborough (Lord).

Meubles n'ont pas de situation, **36**, 47.

Louis le Bavarois.

Loi de la paix d'Empire, **28**, 514.

Louis le Débonnaire.

Accorde un privilège aux Espagnols domiciliés dans le Midi de la France, **42**, 60.

Louis IX (Roi de France).

Lutte contre la guerre privée, **28**, 484.

Louis XI (Roi de France).

Le français devient langue diplomatique, **1**, 20. Opinion sur l'emploi de la corruption en diplomatie, **4**, 274. Serments prêtés par lui, **32**, 348. Arbitre entre Castille et Aragon, **42**, 84; entre Sigismond d'Autriche et les Suisses, **42**, 85. Soumet à un examen arbitral ses différends avec Edouard IV d'Angleterre, **42**, 85.

Louis XIII (Roi de France).

Protection des maisons religieuses du Levant, **26**, 109.

Louis XIV (Roi de France).

Dirige lui-même sa politique extérieure, **2**, 289. Pouvoir absolu du roi sur les biens de ses sujets, **23**, 179. Protection des catholiques à Tunis, **26**, 106. Capitulation avec le sultan, **26**, 110.

Louis XVIII (Roi de France).

Ses instructions à Talleyrand, **2**, 311. Reçu en Russie par Paul I^er^, **22**, 440; auteur de la théorie de la légitimité, **22**, 449.

Louis-Lucas.

Application de la loi étrangère, règle de la réciprocité, **57**, 340.

Louis-Philippe I^er^ (Roi de France).

S'occupe de la limitation des armements, **37**, 542. Son intervention dans la guerre carliste, **59**, 451.

Louis (Baron).

S'engage en 1815 à payer la solde et l'entretien des troupes alliées en France, **14**, 206.

Louter (de).

Nationalité d'un navire de commerce, **10**, 50; condition juridique des navires de commerce en haute mer, **10**, 61. Le droit international découvre les personnes juridiques, il ne les crée pas, **13**, 462. Déclare qu'une coutume séculaire est la source directe d'où provient la force obligatoire des traités, **49**, 245. Sources du droit international, **53**, 535. Prétend que le droit international n'a pas et n'aura jamais de législateur, **62**, 118.

Loveday.

Stock mondial d'or, **49**, 70.

Lowe.
Système tabulaire, **37**, 276.
Lowell.
Définition de l'opinion publique, **3**, 82. Influence du journalisme, **3**, 87.
Loyseau.
Réfute l'idée d'un Empire chrétien universel, **61**, 647.
Lubin (David).
Son rôle dans la fondation de l'Institut international d'agriculture (1905), **3**, 189; **42**, 370; **56**, 324.
Ludendorf (Général).
Influence de la presse déprimante sur le sort de la guerre, **45**, 277. Guerre totale, **59**, 513.
Luca (Cardinal de).
Admet le principe de l'unité et de l'universalité de la faillite, **14**, 20.
Lucchesini.
Combat Machiavel, **9**, 172.
Lugard (Sir Francis).
Mandats internationaux : Attitude devant le droit de pétition des populations sous mandat, **19**, 550; défend le principe de désintéressement, **19**, 595; son œuvre dans la question des biens ex-ennemis dans les territoires sous mandat, **19**, 596, 597; rappelle le principe d'égalité économique pour les entreprises commerciales de la puissance mandataire, **19**, 601. Double responsabilité des Puissances coloniales « dual mandate », **61**, 40.
Lugo (Americo).
Liberté des révolutions, **32**, 120.
Lugones (Leopold).
Opinion sur le panaméricanisme, **5**, 350. Membre de la Commission de coopération intellectuelle, **28**, 81.
Lupus (Jean).
Qui a compétence pour déclarer la guerre?, **17**, 253.
Lushington.
Juge américain. Théorie du renvoi, **3**, 167.
Lushington.
Juge à l'Admiralty Court de Grande-Bretagne, non-interprétation dans un traité d'un article au texte de sens clair, **43**, 264; ordre à suivre dans le recours aux moyens extrinsèques pour l'interprétation d'un traité, **43**, 271; nécessité, pour interpréter, de considérer l'ensemble du document et non une seule partie, **43**, 273; devoir d'interpréter selon le sens clair, quelles que soient les conséquences (aff. *Ionian Ships*), **43**, 275; interdiction de conclure de l'existence de stipulations communes à plusieurs traités à l'existence d'une règle de droit des gens, **43**, 278; abrogation par traité ultérieur, **43**, 283. Dans l'interprétation des traités, le principe de fusion ne laisse aucun doute quand le traité contient une renonciation claire à des droits (aff. des *Ionian Ships*), **48**, 781.
Luther.
Nécessité du droit naturel, **6**, 264, 267. Nature de l'Etat, **6**, 266. Séparation de l'Eglise et de l'Etat, **6**, 264. — *Guerre*, **6**, 267; son attitude à l'égard de la guerre, **16**, 519; guerre contre les Turcs : son ouvrage *Vom Kriege wider die Türcken*, **13**, 227; légitimité de la guerre pour maintenir l'autorité des princes, **13**, 264. Sa doctrine de paix avec les autorités, **13**, 218. Conceptions religieuses et politiques, **18**, 307; naissance de la Réforme, **6**, 257; rôle pacificateur, **6**, 307. Exaltation du nationalisme allemand, **6**, 260; opposition à la papauté, **6**, 293.
Lutz.
Son expulsion de Suisse, **18**, 564.
Luxembourg (Comte de).
Choisit le Roi de France pour arbitre, **42**, 66.
Luzac (Elie).
Commentateur de Wolff, Droit des gens « volontaire », **10**, 569. Propose à la Conférence d'Aix-la-Chapelle (1745) d'adapter un texte protégeant les droits des auteurs, **12**, 448.
Luzzatti.
Auteurs de la loi italienne de protection des émigrants, **20**, 214.
Luzzatti (Luigi).
Propose de créer une chambre internationale de compensation, **42**, 383. Tâche de la Banque des règlements internationaux, **42**, 389. Son rôle dans la création de l'Institut international d'agriculture, **56**, 325.
Lyautey (Maréchal).
Universalité de l'Islam, **60**, 414.
Lynch (Loi de).
Comparaison avec l'extradition, **10**, 350.
Lyon.
Généralisation des zones conventionnelles, **26**, 662.
Lyon-Caen.
Effets de commerce : Expert désigné par le Comité économique de la Chambre de commerce internationale pour les étudier, **8**, 191; étudie la législation allemande et austro-hongroise sur les effets de commerce, **8**, 143; lois civiles et lois commerciales, **8**, 132; utilité des formalités quant au contenu de l'avis de défaut de paiement ou d'acceptation, **8**, 174; perte et vol du chèque, **8**, 184; méthode pour l'unification des législations sur les effets de commerce, **8**, 192. — *Faillite* : Faillite en droit anglais, **14**, 13, 60; loi qui régit les droits de préférence, proposition de Lyon-Caen à la session de Bruxelles de l'Institut (1902) de réserver la question, **14**, 96; il fait adopter par l'Institut (Bruxelles, 1885) un projet de règlement international des conflits de lois en matière maritime, **14**, 106; s'oppose à la session de l'Institut de 1902 au renvoi au Conseil de la question des privilèges et hypothèques en cas de faillite du propriétaire, **14**, 117; son opinion sur l'application de la loi du pavillon relativement à l'hypothèque maritime en cas de faillite, **14**, 110. — Nationalité de personnes morales, **5**, 442. Loi applicable à l'admissibilité de l'exception de jeu, **9**, 478. Se prononce contre le renvoi, **20**, 97. Réalisation de l'uniformité dans l'exécution des jugements étrangers, **36**, 451. Conditions pour qu'un traité puisse écarter une loi,

38, 252. Tâche première des Unions pour protection de la propriété intellectuelle, **39**, 372. Refus aux nationaux du bénéfice de la Convention internationale pour protection de la propriété industrielle, **39**, 398. Contrôle de la nationalité des personnes morales en temps de guerre inapplicable au temps de paix, **45**, 417. Généralités sur la solution des conflits de lois, **55**, 421.

Lyon-Caen et Renault.

Faillite : Avantages de son unité et de son universalité, **14**, 18; elle n'est pas un statut réel, **14**, 27, 28; les lois sur la faillite sont des lois de police commerciale, **14**, 34, 140; tribunal internationalement compétent pour déclarer la faillite, **14**, 41; **14**, 50, 51; effet de la faillite du non-commerçant dans les pays qui ne l'admettent pas, **14**, 46; conditions pour que la faillite prononcée à l'étranger produise effet, **14**, 53, 54; biens compris dans la faillite, **14**, 64; loi applicable relativement à l'extension personnelle de la faillite, **14**, 69; loi aplicable relativement à l'annulabilité des actes antérieurs à la faillite, **14**, 74 et 77; exercice de l'action paulienne à l'étranger par le curateur de faillite, **14**, 80; loi applicable à l'inscription des hypothèques en cas de faillite, **14**, 81; application de la loi régulatrice de la faillite en matière d'hypothèques, et de privilège, **14**, 95; application de la loi régulatrice de la faillite aux droits de la femme mariée, **14**, 126; effets de la faillite étrangère relativement à la suspension des actions individuelles des créanciers, **14**, 88; effe extra-territorial des concordats après faillite, **14**, 134, 135; caractère des lois qui organisent la faillite, idée de police commerciale ou économique, **14**, 140; effet extra-territorial de l' « Order of discharge », **14**,155,157. — Opinion sur les obligations civiles se rattachant aux effets de commerce, **8**, 144. Influence en Grèce de leur traité du droit commercial, **20**, 10. Nationalité des sociétés, **33**, 20. Effet d'un siège social pour une société, **33**, 87. Transfert du siège social des sociétés étrangères, **33**, 105. Admettent le domicile commercial de la femme mariée, **23**, 55. Centre d'exploitation est le siège de la personne morale déterminant sa nationalité, **45**, 410. Possibilité de changement de nationalité des personnes morales, partisans de la théorie de la fiction, **45**, 433.

Lytton.

Préside la Commission nommée par la S. d. N à l'occasion du conflit sino-japonais de 1931-32, **39**, 771.

M

Maassen.

Ministre des Finances prussien, son rôle dans la formation du « Zollverein », **3**, 443.

Mably.

Expose l'importance de la ratification, **15**, 574. Appartient à l'école historique, **34**, 250. Précurseur de la S. d. N., **34**, 267.

Macara (Charles).

Propose de créer un comité paritaire d'employeurs et d'ouvriers syndiqués dans l'industrie du coton en Angleterre, **15**, 419.

Macaulay.

Essai sur Machiavel, **9**, 220; **13**, 539. Opinion sur les théories de Montesquieu, **9**, 221. Reproche à Machiavel d'avoir méconnu le but de toute société, **9**, 290. Adversaire des droits de la pensée, **12**, 402, 404. Civilisation à l'époque de la Renaissance, **13**, 540.

Mac Curdy.

Lettres commerciales de crédit, contrat entre le banquier et le bénéficiaire dont la « considération » se trouve dans l'engagement pris par le donneur d'ordres envers le banquier, **51**, 261.

Macdonald (Ramsay).

Pose le principe de l'arbitrage obligatoire, **7**, 23. Nécessité ou désarmement moral, **9**, 371. Bonne foi, base de sa politique internationale, **9**, 374. Participe à la fondation de l'Union of democratic Control, base pour la paix, **13**, 412. Sa politique extérieure, **15**, 341. Son rôle à la Ve Assemblée de la S. d. N., **18**, 114. Pousse à l'élaboration du Protocole de Genève, **24**, 173, 186. Horreur des sanctions militaires, **32**, 218, 223. Persistance des anciennes idées, **37**, 503. Partisan de l'internationalisme économique, **61**, 239.

Macdonald (Sir John).

Premier ministre canadien, prend part en 1871 à une négociation diplomatique avec les Etats-Unis, **19**, 282. Obtient la nomination d'un Haut Commissaire du Canada à Londres pour suivre les négociations diplomatiques, **19**, 284, 300.

Macfarland.

Importance internationale des missions, **31**, 321. Œuvre des confessions protestantes en faveur de la paix, **31**, 358. Acte pacifique du Federal Council en Extrême-Orient, **31**, 360. Inconvénient de la désunion de l'Eglise, **31**, 361.

Mac Garrah.

Action de la Banque des règlements internationaux, **37**, 303.

Mac Gregor.

Fixation des prix par les trusts et cartels, **19**, 230.

Machiavel [V. MACHIAVEL, **Table analitique**, p. 326].

Ses vues, **1**, 20. Sa doctrine politique, le Prince, **1**, 560; **13**, 219, 537; **17**, 141; **18**, 296; **31**, 364. Conception de la diplomatie, **2**, 308; principes diplomatiques, **4**, 233, 272; vertus du diplomate, **48**, 524. Conception de la souveraineté, **16**, 390; **35**, 15. Etudie empiriquement les phénomènes publics, **16**, 391. Rapports entre Etat et morale, **16**, 421. Mensonge d'Etat et respect de la parole donnée, **16**, 515. Ses doctrines opposées à celles de Vitoria, **17**, 271. Poursuite de son intérêt, seule loi de l'homme, **18**, 308. Illustre la volonté de puissance, **32**,

16. Principe de la raison d'Etat, **32**, 296, 329, 355. Influence sur les princes, **38**, 16. Le prince n'est pas tenu d'exécuter ses engagements si cela tourne à son dommage, **49**, 241. Pour Machiavel, primauté des droits de l'Etat, **50**, 645. Invente le *statu quo* en diplomatie ainsi que le principe qu'une fin juste légitime les moyens répréhensibles, **53**, 127. Principe de l'intérêt, seule loi de l'Etat, **54**, 19. Définition de la politique, **54**, 133, 142.

Machon (Abbé Louis).

Auteur de l'*Apologie pour Machiavel*, **9**, 172; commentateur de Machiavel, **9**, 174.

Macia (Colonel).

Son complot et son expulsion de France, **18**, 516, 567, 580.

Mackay (Sir Edward).

Politique britannique du pétrole, **19**, 223.

Mac Kenna.

Droits Mac Kenna. « Finance Act » de septembre 1915, **15**, 323, 326.

Mackensen.

Réglemente l'émission des billets de banque en Roumanie, **27**, 308.

Mackensie Chalmers (Sir).

Expert de la Chambre de commerce internationale, **8**, 191. Opinions sur les législations relatives aux chèques, **8**, 187.

Mac Kinley (Président).

Son rôle dans le projet du canal de Panama, **2**, 209. Questions panaméricaines, **8**, 257. Conditions de la reconnaissance de belligérance des insurgés, **44**, 264.

Mackintosh (Sir James).

Choix difficile du médiateur, **1**, 562. Reconnaissance d'Etats, reconnaissance des nouveaux Etats sud-américains, **8**, 223. Adversaire de l'extradition pour infractions politiques, **16**, 195. Reconnaissance des nouveaux Etats de l'Amérique du Sud, sa doctrine, **44**, 222 et 223.

Maclachan.

Opinion sur le droit maritime anglais, **3**, 151. Définit la maxime juridique : « Le bon sens condensé des Nations », **49**, 158.

Macrae.

En pratique anglo-américaine, la *lex fori* détermine toutes les questions de preuve, **53**, 224. Exécution des jugements étrangers au Canada, **53**, 247.

Madariaga (Salvador de).

Détermination de l'Etat agresseur, **39**, 706; sa désignation par la méthode automatique, avantage, **49**, 764. Fait insérer dans la Constitution espagnole (art. 6) la renonciation de l'Espagne à la guerre, s'inspirant du Pacte Briand-Kellog, **45**, 743. Français et Anglais dans leurs négociations sur le désarmement, caractère psychologique des peuples, **46**, 320. Les Nations élevées entre le christianisme et les chrétiens par l'absolutisme de leur souveraineté, **53**, 134. La ligue doit agir à temps pour prévenir la guerre, **59**, 124.

Maday.

Professeur suisse, se prononce contre les mesures de contrainte économiques pour l'exécution des sentences arbitrales, **48**, 80.

Madison (Président).

Attitude favorable à l'égard de la révolution des colonies espagnoles, **5**, 323; **22**, 99. Message (1817) au Congrès sur les nouvelles nations sud-américaines, **8**, 217, 218. Emploi de la force militaire pour accomplissement des obligations constitutionnelles, **24**, 177. Réponse à Monroe au sujet de sa doctrine, **28**, 44. Instinct combatif chez l'homme, **46**, 307.

Madison.

Traités qui peuvent être source du droit des gens, leur classification, **53**, 590 et s.

Maenhaut (Jules).

Plaide pour la Commission internationale d'Agriculture dans le litige relatif à la compétence de l'Organisation permanente du travail agricole, **4**, 107.

Maeterlinck.

Opinion sur la nature juridique du régime de l'Escaut, **21**, 350.

Magalhaës (Barbesa de).

Membre du Comité d'experts de la S. d. N., étudie la nationalité des personnes morales, **23**, 92. Son projet d'unification législative, **23**, 93. Son projet sur le règlement des conflits de loi, **23**, 93. Travaux en faveur de l'unification du droit du domicile, **34**, 777. Etendue de la mer territoriale, **48**, 168. Appuie le principe d'une zone contiguë dans laquelle l'Etat riverain aurait droit au contrôle de la pêche, **48**, 267.

Magalhaës (Conto de).

Organisation politique des indigènes avant la conquête du Brésil, **31**, 190.

Magalhaës de Azevedo.

Déclarations sur la présence au Vatican du corps diplomatique, **33**, 159.

Magellan.

Découverte du détroit, **45**, 483.

Magliano (Comte).

Ministre d'Italie à Caracas, son rôle dans les aff. vénézuéliennes de 1892-1895, **18**, 500.

Magnus (Roi de Suède).

Arbitre entre Eric de Norvège et Eric de Danemark, **42**, 80.

Magyary.

Lien entre les Conférences de La Haye et la création de la Cour permanente, **37**, 662. Litispendance devant les tribunaux internationaux, **41**, 88.

Mahaim.

Prend part à la rédaction de l'art. 396 du Traité de Versailles, **4**, 183. Préconise un contrôle international des crédits bancaires pour remédier aux crises et chômage, **15**, 376. Recours à la Cour permanente pour litiges relatifs à la Partie XIII du Traité de Versailles, **19**, 84. Droit public et privé contenu dans le droit international

ouvrier, **34**, 23. Sanctions contre l'inexécution des conventions sur le travail, **51**, 552.

Mahan (Amiral).

Délégué des Etats-Unis à la Ire Conférence de la Paix, **16**, 348. Son livre *The Influence of Sea Power upon History*, **16**, 380; **60**, 311.

Mahomet.

Conception de la légitimité de la guerre, **11**, 386. Egalité humaine, **60**, 395, 476. Mission de Mahomet, **60**, 399. Inviolabilité des envoyés étrangers, **60**, 421, 498. Respect des traités, **60**, 426, 433. Encouragement au commerce, **60**, 436. Solution arbitrale des conflits, **60**, 440. Condamnation de la guerre, **60**, 447. Discipline militaire, **60**, 462, 467. Déclaration de guerre aux infidèles, **60**, 470. Traitement des prisonniers de guerre, **60**, 471, 486. Liberté humaine, **60**, 522. Guerre aux Juifs, **60**, 553. Traitement des chrétiens, **60**, 555, 562.

Mahomet II.

Son attitude à l'égard de la population conquise lors de la prise de Constantinople, **24**, 334; **60**, 493, 586. Protection des héritiers d'un étranger décédé dans l'Empire de Turquie, **46**, 171; maintien des privilèges des ressortissants des Républiques de Venise et de Gênes, **46**, 173.

Mailher de Chassat.

Autonomie de la volonté, **16**, 57.

Maillard.

Libraire de Toulon, publie sans autorisation les *Pelopides* de Voltaire, **12**, 446.

Maillard (Georges).

Nécessité d'une protection internationale contre la concurrence déloyale, **39**, 538.

Maine (Duchesse du).

Compromise dans la conspiration de Cellamare, **9**, 210.

Maine (Sir Henri Summer).

Opinions : sur le statut et le contrat, **3**, 53, 54; sur la souveraineté, **3**, 121, 122. Distingue droit des gens naturel et droit des gens positif, **9**, 294. Droit international et droit romain, **9**, 293. La guerre et la paix, **9**, 293. Possibilité de supprimer les guerres, **9**, 298.

Maisel.

Son cours de style diplomatique, **48**, 530.

Maistre (Joseph de).

Puissance temporelle de la papauté au moyen âge, **6**, 218. Défend la moralité de la guerre, **16**, 519. Inspirateur de la politique d'Alexandre Ier, **22**, 384.

Maitland.

Opinions sur la nature des règles du droit anglais, **3**, 47; sur la survivance du droit roumain, **3**, 105; sur la souveraineté, **3**, 121.

Majorana (Dante).

Opinion sur la nature juridique de l'impôt, **13**, 23.

Makarov.

Dr. intern. privé comparé, **33**, 250; fondements du dr. intern. privé russe, **35**, 483; son domaine, **35**, 487.

Makino.

Propose amendement au Pacte de la S. d. N. sur l'égalité des religions et des races, **38**, 136, 137. Sa proposition à la S. d. N. d'assurer un traitement juste aux étrangers nationaux d'Etats membres de la S. d. N., **59**, 16.

Makowski.

Sa théorie des mandats internationaux, **19**, 609.

Malek.

Les dhimmis (non musulmans) de religions différentes ne peuvent hériter les uns des autres, **60**, 543.

Malestroit.

Explication de la variation des prix, **37**, 219.

Malet (Sir Edward).

Propose à la Conférence de Berlin (1884-85) de protéger l'exercice de toutes les religions, **26**, 166.

Malherbe.

Détermination du domicile, rôle de l'intention, **23**, 38. Proclame le principe de l'unité de domicile, **23**, 63.

Mallarmé.

Etude sur Wolff et Vattel, **10**, 581, 584.

Mallery (Otto T.).

Préside la Commission des travaux publics de l'Association américaine de législation du travail, programme de travaux publics pour combattre les crises économiques, **15**, 383, 388.

Mallinckrodt.

Rhin : Droit de contrôle des non-riverains, **28**, 161; but de la police de la navigation, **28**, 176; droit de réglementation des Etats riverains, **28**, 179; caractère des règlements de police de la navigation, **28**, 182; caractère de la Commission centrale de navigation, **28**, 209.

Malmesburg (Lord).

Opinion sur l'emploi du mensonge en diplomatie, **4**, 273.

Malouet.

Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, **32**, 35. Déclare à la Constituante que les peuples libres ont fait plus de guerre d'ambition que les despotes, **56**, 236.

Malthus.

Sa déclaration que la terre va être insuffisante à l'approvisionnement de la population, **56**, 307.

Malynes (Gérard).

Ancien auteur anglais de droit commercial, **3**, 141.

Malyser (K. I.) (1841-1907).

Dr. intern. privé russe, **35**, 480.

Mamachi.

Théorie de la résistance passive, **31**, 316.

Mamelok.

Nie la personnalité juridique des Unions et Bureaux, **12**, 486, 488, 489; **34**, 51; **51**, 644. Opinion sur celle du Bureau de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, **12**, 494. Objection à la nationalité des sociétés, **33**, 24; la nationalité d'une société n'est pas celle de ses membres,

45, 404. Fait ressortir l'importance de l'élément personnel pour l'essence de la nationalité, **45**, 397. Moyen d'éviter la fraude à la loi, **45**, 414. Effets sur une société du transfert de son siège social à l'étranger, **45**, 432.

Mamiani.

Intervention illégitime, **1**, 388. Nation considérée comme élément fondamental du droit des gens, **29**, 367. Les nations seules forment les individualités de la famille humaine, **46**, 729. Préconise la suprématie des forces morales dans la vie sociale des Etats, **46**, 763.

Mancini (Jules).

Jurisconsulte et homme d'Etat, **9**, 5. — *Bolivar :* Jugement sur lui, **5**, 306; **22**, 93; son historien, **8**, 215; influence de la Révolution française sur le continent sud-américain synthétisée par Bolivar, **8**, 215. — *Dr. intern. privé :* Père du dr. intern. privé, **29**, 375; ses disciples, **29**, 367; souhaite son unification, **9**, 5; chef de l'école italienne moderne du dr. intern. privé, **15**, 480; **29**, 365; **55**, 322; ses doctrines en cette matière, **17**, 347; son opinion sur sa nature, **20**, 24; fondation de l'école latine du dr. intern. privé, **29**, 335; systèmes de dr. intern. privé édifiés sur l'idée de nationalité, **29**, 367; répercussion du mouvement créé par Mancini sur le développement du dr. intern. privé, **29**, 368; transformation de matières importantes en dr. intern. privé, **29**, 376; nécessité d'une solution uniforme des conflits, **29**, 387, 616; personnalité du droit, **29**, 606; dr. intern. privé des obligations, **39**, 649; signale les progrès du dr. intern. privé, en Italie grâce à Rocco, **46**, 798 et 799; doctrine du dr. intern. privé, **62**, 18, 430. — *Nationalités-nationalité :* Défenseur du principe des nationalités, **2**, 38; **23**, 11; **33**, 263; **36**, 63; **37**, 12; **41**, 342, 629; **46**, 711; **54**, 365; doctrine de la nationalité, base du droit international, **3**, 162; **9**, 456; **12**, 254; **29**, 365; **25**, 145; **34**, 259, 713; définit la notion de nationalité, **5**, 434; nationalité critérium du statut personnel, **5**, 461; rapport à l'Institut de dr. international, art. 7 et 9 du titre préliminaire du Code civil italien, **17**, 367; emploi du mot nation dans le titre préliminaire du Code civil italien, **17**, 399; retentissement de sa doctrine, **34**, 714; force de ses idées déclinant, **34**, 714. — *Ordre public :* Théorie et définition, **9**, 545; **15**, 513, 524; **17**, 387; opinion sur la faculté de tester dans ses rapports avec l'ordre public, **17**, 432; fait ressortir le droit public de l'ordre public, **27**, 149; érige l'ordre public en rapport avec sa doctrine, **27**, 369; **34**, 727; lois d'ordre public international, **62**, 519. — Fait adopter par la Chambre italienne une résolution en faveur de l'arbitrage, **13**, 398; apôtre de l'arbitrage, **46**, 786. Raisons de l'adoption en Egypte des codes français, **17**, 32. Autonomie de la volonté, **17**, 380. Sens de la formation des Républiques espagnoles d'Amérique, **22**, 86; leur indépendance, **28**, 19. Défenses et prescriptions nécessaires à la prospérité de la vie sociale, **25**, 151. Rapports de droit privé et de droit public, **29**, 370. Catégories de règles de droit, **29**, 370. Il se plaint de la divergence des règles de conflit, **29**, 521. Obligation de recourir à des arbitres, **34**, 476. Différends non susceptibles d'arbitrage, **34**, 460. Nations personnes de droit international, **41**, 342. Sa théorie de la personnalité du droit, **44**, 14. La Révolution américaine influencée par la Révolution française, **47**, 28. Prévision dans le compromis de l'autorité devant laquelle sera porté le recours en nullité et dans quel délai, **52**, 9. C'est la nation qui exige l'Etat et qui a un droit naturel à l'Etat, **54**, 365. Chargé de la rédaction du titre préliminaire du Code civil italien, articles 6 à 12, conflits de lois, **55**, 324. Mémoire à l'institut de dr. international pour unifier les règles de conflit, **55**, 351. Déclare que le but de la codification conventionnelle est de faire cesser l'état d'anarchie internationale dans le droit privé, **55**, 410.

Mandelstam.

Etude de la conciliation, **18**, 5. Opinion sur l'aff. de Hull, **18**, 21, 23. Reconnaissance internationale des droits de l'homme, **24**, 314; nécessité d'une convention relative à ces droits, **30**, 260; rapport sur une déclaration des droits internationaux de l'homme, **37**, 377; **53**, 316. — *Minorités :* Proposition de l'Institut de dr. international relative au droit de pétition des minorités devant la S. d. N., **24**, 315; protection des minorités, rapport à l'Institut, **30**, 449, 453; **34**, 321; minorités sans droit d'accès devant les juridictions internationales, **34**, 314; caractère régional du droit des minorités, **53**, 55. Contribution au développement du droit international privé russe, **35**, 481. A vu le véritable caractère de la *Sunima potestas* attribuée par Bodin au souverain, **50**, 613. Constate manifestation de l'idée que les infractions au droit international sont passibles d'une censure internationale suivie d'une sanction pénale nationale, **58**, 660.

Manegold von Lauterbach.

Moine du moyen âge, doctrine sur le fondement de la puissance séculière, admet la souveraineté du peuple, **13**, 530.

Manes.

Etudie les violations par l'Etat du droit de ses créanciers, **8**, 56. Définition de l'assurance, **19**, 6, 16; opinion sur la division de l'assurance, **19**, 23.

Mangoldt (von)

Règlements de police de navigation, leur rationalisation, **28**, 114; leur caractère, **28**, 182.

Manning.

Traités d'arbitrage américains, leur collection, **33**, 396; leur texte, **33**, 409.

Mannzen.

Incidence des droits de douane dans la Russie soviétique, **39**, 83.

Manoilesco.

Protectionnisme et échange international, **35**, 328.

Manoury.
Rédacteur des Codes mixtes égyptiens, **17**, 15, 34.

Mauresa.
Application de la loi espagnole aux mariages, **31**, 679.

Mansfield (Lord).
Son rôle dans la formation du droit commercial anglais, **3**, 128. Décision dans l'aff. *Triquet* c. *Bath*, **12**, 140. Droit des serviteurs aux immunités diplomatiques, **12**, 157, 201, 202, 205; liste diplomatique, effets de l'inscription, **12**, 157; questions d'immunités diplomatiques, **40**, 339. Théorie de l'autonomie, **21**, 260. Territorialité de l'impôt, **23**, 237. Ne reconnaît pas la législation admettant l'esclavage, **36**, 26. Extension de la compétence des cours royales d'Angleterre, **44**, 128. Conditions d'exercice des représailles privées, **52**, 372, 382, 400. Fondement de l'application de la loi étrangère, **62**, 455. Fraude à la loi en matière de mariage, **62**, 536.

Mantoux.
Art. 321 du traité de Versailles (motifs des obligations de l'Allemagne à réparer), son effet sur l'opinion publique, **46**, 309.

Manuel Comnène.
Empereur de Byzance, combat singulier, **11**, 390.

Marburg (Theodor).
Projet de règlement des conflits internationaux, **18**, 53. La nationalité est un lien politique et éthique entre individu et Etat, **45**, 397.

Marc-Aurèle.
Son cosmopolitisme, **13**, 191.

Marcellenus.
Invasions anglo-saxonnes en Angleterre, **3**, 107.

Marcellus (Christrophe).
Se prononce au Ve Concile de Latran sur la question de la guerre juste, **31**, 380.

March.
Cycles économiques journaliers, **39**, 279.

Marchal (Jean).
Variations en France du taux de l'intérêt à long terme depuis fin du XIXe siècle, **39**, 291.

Marchi (de).
Projet de loi type sur la propriété littéraire, **12**, 454.

Marcien.
Opinion sur le délit de contrebande, **10**, 307.

Marcion.
Doctrine antimilitariste chrétienne, **13**, 192.

Marcoartu.
Combat la création d'une Cour permanente d'arbitrage, **37**, 541.

Marconi.
Radiotélégraphie, **3**, 276.

Marcovic.
Historien des relations entre Russie et Saint-Siège, **11**, 431.

Marcus.
Son édit, **8**, 419.

Marcy.
Secrétaire d'Etat américain, protection des Américains créanciers d'Etats étrangers, **8**, 77.

Margallo.
Concurrent de Vitoria à la chaire de *Prima teologia* à l'Université de Salamanque, **17**, 125.

Maria.
Révolutionnaire brésilien, lettre à Jefferson, solidarité américaine, **5**, 274.

Mariana.
Membre de la Grande Loge américaine, **8**, 215. Combat le machiavélisme, **9**, 171.

Maridakis (G.).
Dr. intern. privé : Son enseignement, **20**, 9; méthode de dr. intern. privé, **20**, 13; divorce en dr. intern. privé grec, **20**, 90, 151.

Marie-Christine d'Espagne.
Sa succession, biens situés en Espagne et en France, **9**, 83.

Marin.
Application des règles anciennes du droit international lorsqu'elles aboutissent à l'application de la loi du for, non-application si elles aboutissent à faire régir un rapport juridique par une loi étrangère, **47**, 167.

Marini.
Interprétation de la définition du domicile dans le Code civil italien, **23**, 38.

Marini (Antonius).
Auteur probable du projet d'organisation internationale attribué à Georges Podiebrad, **13**, 207, 209.

Marinoni.
Adversaire du renvoi, **17**, 395.

Marion.
Mouvement solidariste, **16**, 490.

Marion (Simon).
Avocat du XVIe siècle, opinion sur le droit d'auteur, **12**, 426.

Mariotte.
Déclaration du Conseil de direction de la S. d. N. sur la légitime défense, **24**, 220.

Mariscal (Ignacio).
Ministre des aff. étrangères du Mexique, note (25 août 1900) sur la convocation du Congrès de Mexico, **8**, 257.

Marks de Wurtemberg.
Projet de codification du droit international (1924), **6**, 333.

Marling (Sir Charles).
Membre de la Commission du Slesvig, **18**, 207.

Marmontel.
Publication sans autorisation des contes moraux, **12**, 445.

Marnix.
Opinion sur le respect des serments, **6**, 293.

Marshall.

Secrétaire d'Etat américain, **3**, 38. Caractère universel de la coutume, **6**, 363, 364.

Marshall (Chief-Justice).

Opinion sur l'exécution des jugements étrangers, **10**, 480. Aff. « The Antelope », égalité des Etats, **10**, 583. Droit de visite dérive du droit de capture, **11**, 73. Renonce à sa souveraineté, un gouvernement qui devient partie d'une société commerciale, **47**, 511. Théorie de la zone contiguë en matière douanière, **48**, 251. Fondement des obligations contractuelles, **49**, 185 et 186. Conflit entre droit naturel et les principes dérivant de la théorie du consentement des nations, **53**, 566.

Marshall (John).

Principe de la souveraineté territoriale de l'Etat, **9**, 431. Base du droit international, **9**, 431.

Marshall.

Juge à la Cour suprême des Etats-Unis. Inapplication des lois pénales d'un autre Etat, **21**, 223. Contrat régi par la loi visée par les parties, **21**, 259. Maintien des droits acquis malgré abrogation des traités, **22**, 498; obligation pour un gouvernement de respecter les droits acquis des particuliers, **23**, 279. Opinions des auteurs de la Constitution des Etats-Unis, **24**, 120. Création du dividende national, **25**, 54. La nation Chero Kee n'est pas une nation étrangère, **31**, 251. Universalité du droit des gens, **40**, 331. Les tribunaux doivent se conformer aux actes du gouvernement en matière de délimitation de frontière, **40**, 356. Obligation pour les tribunaux de ne pas s'engager dans la politique, **40**, 359. Repousse la condition de réciprocité pour application de la loi étrangère, **62**, 460.

Marschall de Bieberstein.

Règles pour les juges de la Cour des Prises, **33**, 405.

Marshall (Baron von).

Réformes douanières en Allemagne, **3**, 441.

Marshall-Brown (Ph.).

Droits fondamentaux des Etats et conflits internationaux, **10**, 543. Etude sur la conciliation, **18**, 5, 140.

Marsile ou Marsilius de Padoue.

Début du droit international, **1**, 6. Extradition pour cause d'adultère, **1**, 6. Rapports de l'Eglise et de l'Etat, autonomie de l'Etat, **13**, 533.

Son ouvrage *Defensor pacis* dirigé contre l'organisation hiérocratique, **44**, 327.

Martens (Charles de).

Rôle du Ministre des Affaires étrangères, **47**, 360. Devoir du représentant diplomatique de maintenir des relations amicales avec le pays qui l'accrédite, **48**, 527.

Martens (F. de).

Souveraineté et communauté internationale, leur conciliation, **1**, 386; principe de la communauté internationale, **2**, 52; refuse aux Etats de l'Asie la qualité de membres de la communauté internationale, **11**, 36. Commissions d'enquêtes permanentes et obligatoires, **1**, 565; suggère la codification des règles de droit relatives aux Commissions d'enquêtes, **37**, 577. Délégué russe à la Ire Conférence de la paix de La Haye, utilité des commissions d'enquête, **18**, 18, 28, 37; **32**, 241. Rédige pour une part un manifeste sur la Convocation de la Conférence de la Paix (1899), **37**, 549. Comité international de la Croix-Rouge, sa non-reconnaissance, **1**, 590. Principe des nationalités, **2**, 38. Droit des gens, **6**, 245. Conséquences individualistes des traités de Westphalie, **6**, 307. Administration internationale, **7**, 354; **20**, 16. Arbitrage, **7**, 7; présente à la Ire Conférence de la paix de La Haye une proposition d'arbitrage obligatoire, **37**, 564. Préside à la Conférence de la paix la Commission pour le droit de la guerre, **37**, 552. Délégué russe à la IIe Conférence de la paix de La Haye, **8**, 103; il y préside la Commission du droit de la guerre maritime, **37**, 618. Caractère discrétionnaire de la protection par un gouvernement de ses sujets créanciers d'un Etat étranger, **8**, 76. Publie des documents sur la neutralité armée de 1780, **11**, 494. Clause dite « de Martens » du préambule à la IVe Convention de La Haye (1907), appel à la morale, **16**, 522. Opinion sur le blocus pacifique, **17**, 504. Opinion sur l'expulsion, **18**, 455. Définition du droit des gens, **47**, 323. Critique l'excès de confiance de M. de Movosiltzow au sujet de ses négociations russo-anglaises à Londres, **60**, 61.

Martens (G-F. de) (1756-1821).

Agents diplomatiques : Rapporte des cas de conspiration d'agents, **12**, 133; rapporte l'incident de Mathéol, **12**, 138; portée de l'inviolabilité de l'ambassade, **12**, 162; étudie l'exemption de la juridiction criminelle, **12**, 167; exemple de représailles pour mauvais traitements aux agents diplomatiques, **12**, 213; aff. du duc de Ripperda, **12**, 215; mission des agents diplomatiques, **31**, 516. — *Arbitrage* : Nomination des juges à la Cour de justice arbitrale, **22**, 140; force obligatoire d'une sentence arbitrale à l'égard des Etats intéressés non parties à l'instance, **30**, 554; arbitrage dans l'arbitrage de Costa-Rica Packet, **30**, 571; exemples d'arbitrage, **33**, 365; cas où la sentence arbitrale n'est pas obligatoire, **33**, 367 distingue deux sortes de compromis, **33**, 389. Avenir de l'arbitrage international, **47**, 576. — *Droits fondamentaux des Etats* : Théorie, **3**, 34; **10**, 545, 585; droit de commerce, **17**, 207. — Traités personnels et traités réels, **4**, 343; fonde le recueil des traités et systématise le droit international, **13**, 319; liberté de ratifier ou non, **15**, 587. Droit d'ambassade des princes détrônés et des usurpateurs, **4**, 373. Critique le projet de Déclaration du droit des gens de l'abbé Grégoire, **13**, 345. Moralité de la course, **15**, 293. Intervention, **17**, 220. Traité des servitudes internationales, **22**, 19. Droit de réglementer l'immigration, **22**, 206. Notion de droit international administratif, **27**,

256. Etudie l'administration internationale, **34**, 6, 9; son sens exact, **34**, 10; caractère contractuel, **34**, 26. Calcul des gains dans les indemnités, **28**, 257. Influence sur l'Europe orientale, **31**, 357. Conception d'un droit des gens volontaire à côté du droit naturel, **35**, 18. Etudie le droit international privé russe, **35**, 481. Reconnaissance de gouvernement et d'Etats nouveaux, **44**, 228. Apparition du droit des gens en 1648, **44**, 319. Servitudes internationales, **45**, 130. Existence d'un droit international européen, **47**, 319. Il n'existe pas de droit positif des nations, il n'en existera sans doute jamais, **53**, 589. Est d'avis que la contrainte peut invalider un traité, **62**, 301.

Martens-Bergbohm.

Partisan de la classification des traités en traités politiques et traités sociaux, **50**, 339.

Marti (Joseph).

Thèse des deux Amériques distinctes, **32**, 406. Nécessite des organes de l'administration internationale, **34**, 37. Appartient à l'école historique, **34**, 250.

Martin (Henry).

Juge l'œuvre de Hotman, souveraineté des nations, **6**, 279. Enseigne le droit romain à Oxford, **40**, 334.

Martin (William).

Histoire de la formation de la nation suisse, **50**, 12.

Martin V (Pape).

Dirige et sanctionne les séances du Concile de Constance, **31**, 379.

Martinez de la Rosa.

Ministre d'Etat espagnol, proteste contre la reconnaissance de l'indépendance des Républiques espagnoles d'Amérique, **22**, 102. Tentative de rapprochement entre l'Espagne et ses anciennes colonies, **22**, 104.

Martin de Lodi.

Le Pape, *princeps superior*, a le devoir de déposer les rois, **44**, 370 et 371.

Martini.

Causes d'expulsion, **18**, 554, 559, 604. Sanctions contre étrangers qui rentrent en France malgré arrêté d'expulsion, **18**, 580.

Martins (Junior).

Coutumes juridiques des indigènes, **31**, 191.

Martins (Oliveira).

Européens du Brésil et Brésiliens, impressions, **31**, 188.

Martinus (Gosia).

Docteur de l'école de Bologne, **29**, 300.

Martitz.

Définition du droit pénal international, **12**, 259. Repousse la légalité de l'apatridie, **43**, 127. Importance de l'Acte du Congo dans la lutte antiesclavagiste, **45**, 590.

Martius (von).

Evalue à 250 le nombre des dialectes dans la région de Pernambouc, **31**, 189; langue générale des indigènes (langue tupi), **31**, 192; continuateur de Martins, **31**, 194.

Martz.

Critique l'arbitrage dans l'aff. des biens loués aux étrangers au Japon, **33**, 400.

Marx (Karl).

Son pacifisme cosmopolite, **13**, 372. Matérialisme historique, **18**, 337, 344. Réalité sociale déterminant la conscience des hommes, **35**, 245.

Masaryk (Président).

Déclare la non-réalisation de la véritable démocratie, **45**, 225; nécessité de la publicité, base de la démocratie, **45**, 227; liberté de la presse nécessaire, **45**, 379.

Masci.

Prévision des faits économiques, **50**, 808.

Mas-Latrie.

Décadence de l'Afrique du Nord, **60**, 639.

Maspéro.

Transplantation des populations vaincues par les rois assyriens, **24**, 343. Histoire du monde commerçant par l'entrée des Egyptiens en Syrie, **32**, 303.

Massari.

Rapport en matière d'extradition, **33**, 198; droit pour l'Etat requis de différer sa décision, **33**, 218.

Massé.

Effets du jugement de faillite prononcé à l'étranger, **14**, 21; effet extra-territorial des lois tendant à prévenir la faillite, **14**, 133. Forme interne d'une œuvre intellectuelle que Massé caractérise par l'expression : l'auteur *sub specie operis*, **52**, 513.

Massé.

Ancien ministre de l'Agriculture de France, délégué à la Conférence préparatoire de la IIe Conférence mondiale du blé, confirme que le paysan français cherche d'abord à nourrir sa famille avant de vendre ses produits, **56**, 377.

Massigli.

Art. 11 du Pacte; pouvoirs du Conseil reconnus par les gouvernements, **39**, 776.

Masters.

Comment les tribunaux allemands, suisses, français et belges mettent en vigueur le droit international, **53**, 615.

Masterson.

Mesures d'exécution des lois américaines sur la prohibition et les douanes, désir de douze Puissances de les étendre au delà de la zone de la mer territoriale, **48**, 258.

Mastny.

Rapport sur la codification des règles de conclusion et de rédaction des traités, **15**, 540.

Masuer (Jean).

Travaux sur la diversité des coutumes, **29**, 321.

Mathéof (de).

Ambassadeur du Tsar à Londres, tentative pour l'arrêter, **12**, 129, 131, 138.

Mater.

Principes sur la monnaie, **27**, 247.

Matos.

Conflit des lois des Etats membres de

l'Union américaine, **9**, 518. Interprétation des termes du projet de droit international américain, **28**, 85. Défenseur du principe de l'autonomie de la volonté, **31**, 660. Ententes régionales, **53**, 37.

Matsuda.

Définition de la piraterie, **15**, 169. Qualification des crimes anarchiques commis en haute mer, **15**, 218.

Matsunami.

Professeur à l'Université de Tokio, opinion sur l'immunité de juridiction de l'Etat, **8**, 417, 471.

Matter (Paul).

Poursuites simultanées d'un délit en France et à l'étranger, **26**, 269. Extinction de l'action civile et de l'action pénale, **26**, 295. Interprétation de la loi étrangère, **26**, 295. Conflit entre la loi sur la propriété commerciale et la Convention franco-espagnole de 1862, **38**, 280. Application par les tribunaux d'une loi contraire à un traité, **38**, 283. Procureur général près la Cour de cassation, sa définition du contrat international, **60**, 711.

Matthieu (Pierre).

S'occupe de l'*Education du Prince*, **9**, 189.

Maubourguet.

Chargé d'affaires du Vénézuéla à Paris (1906), **18**, 508. Son expulsion de France, **18**, 510.

Maull.

Son attitude à l'égard de la double imposition, **20**, 491.

Maurice.

Empereur de Byzance (582-602), le grec, langue d'affaires, **11**, 355.

Maurice (Henry G.).

Memorandum sur la chasse à la baleine, **29**, 501.

Mauro (Mario de).

Constitution de la *Civitas gentium maxima* comme but de la vie sociale, **46**, 757.

Maurtua.

Recommande les moyens pacifiques pour le règlement du conflit du chaco entre Bolivie et Paraguay, **32**, 546. Délégué à la VI[e] Conférence panaméricaine, rapport sur l'intervention, **32**, 573; proposition admettant l'intervention, **32**, 581. Code Bustamante, première œuvre de réglementation organique pour l'humanité civilisée, **44**, 512. Projet d'une Commission panaméricaine de conciliation, **59**, 133.

Maury (Abbé).

Nature juridique des traités internationaux, **38**, 361. Liberté pour tout voyageur de circuler sans passeports, **50**, 100.

Mausbach.

Théorie du droit naturel, **16**, 282; retour au droit naturel, **47**, 293. Repousse la doctrine autonomiste, **30**, 287. Considère la nature *pacta sunt servanda* comme un principe de droit naturel, **49**, 188.

Mâwerdî.

Droit public musulman, **60**, 377.

Maximilien (Empereur).

Attitude vis-à-vis du traité de 1518 entre les rois d'Angleterre, de France et d'Espagne, **13**, 214. Lutte pour renforcement du pouvoir impérial en Allemagne, **28**, 581.

Maximilien (Empereur du Mexique).

Fondation de d'Empire en 1862, **8**, 242

Mayard.

Recommande aux Etats d'harmoniser leur Constitution avec le Pacte de la S. d. N., **38**, 455.

Maybon et Fredet.

Histoire de la concession française de Chang-Haï, **27**, 47, 50. Zones réservées aux étrangers non permises aux Chinois, **27**, 50. Difficultés en matière de taxation, **27**, 73.

Mayer.

Administration interne et externe, **34**, 7. Administration liée par le droit des gens, **34**, 20. Définition de la fonction publique, **41**, 735. Administration des Affaires étrangères, **60**, 277.

Mayer (de).

Plaide pour la Hongrie dans le litige relatif à la compétence de l'organisation permanente du travail en matière agricole, **4**, 107.

Mayer des Planches (Baron).

Préside la Conférence du travail de Gênes, **4**, 209.

Mayrisch.

Président du Comité directeur de l'entente internationale pour l'acier, **19**, 188.

Mazzini.

Adversaire de la reconnaissance des droits de la pensée, **12**, 402, 403, 405. Le principe des nationalités et la « Jeune Europe », **13**, 380. Condamne la neutralité dans une guerre où de grands principes sont en jeu, **17**, 472. Réalisation d'une fédération universelle en partant du principe des nationalités, **38**, 557.

Mazzoni.

Interprétation de la définition du domicile dans le Code civil italien, **23**, 38.

Mc Nair.

Transplantation de la notion de servitude en droit international, **45**, 136. Distinction entre les traités (« Vertrag » et « Vereinbarung »), **47**, 328. Reconnaissance du Conseil national esthonien comme entité indépendante *de facto*, **47**, 449. Fausseté de l'analogie entre navire et aéronef, **48**, 346. Nationalité de l'enfant né à bord d'un aéronef, **48**, 346 et 347. Loi régissant les rapports juridiques formés à bord d'un aéronef, **48**, 355, 356. Le droit international a plus besoin de matériaux à mettre en œuvre que de thèses et de monographies, **54**, 149. Servitudes internationales, **58**, 224. Rapports du droit interne international, **61**, 400. Elève le droit international au rang de droit des gens anglais dans le sens dérivé, **61**, 438.

Mc Reynolds.

Juge à la Cour suprême des Etats-Unis, proteste contre les arrêts de la Cour (du 8 février 1935) qui, sous prétexte de reconnaître au Congrès pouvoir

d'établir un système monétaire, confisque les droits de propriété, **53**, 408, 409, 413.

Meadows (Sir Philipp).

Son ouvrage (1689) fixe pour la première fois l'étendue conventionnelle de la mer territoriale, **48**, 184.

Medina (Fernandez).

Organisation générale des pays américains, **28**, 91.

Mehdi Frasheri.

Représentant de l'Albanie à l'Assemblée de la S. d. N., **14**, 463.

Mehemet Ali.

Pacha d'Egypte, **5**, 21. Institue service sanitaire en Egypte et une intendance sanitaire à Alexandrie, **33**, 585.

Mehesi.

Fomente mouvement en faveur de l'Union nationale des Roumains, **22**, 415.

Meier (N. E.).

Origines de l'arbitrage international, **42**. 6.

Meighen.

Opinion sur la ratification des traités intéressant les Dominions, **19**, 394.

Meijers.

Naissance du droit international privé, **29**, 308, 310. Estime qu'il existe une littérature française indigène indépendante des auteurs italiens, **29**, 314. De la personnalité à la territorialité des lois, **62**, 8 et 9. Ecole hollandaise de dr. intern. privé, **62**, 429.

Meili.

Faillite : Qui peut être déclaré en faillite, législation comparée, **14**, 13, 62; adversaire du principe de l'unité et de l'universalité de la faillite, **14**, 21; application de la loi du pavillon relativement à l'hypothèque maritime au cas de faillite, **14**, 110. Rapporte un cas d'accomplissement d'une peine à l'étranger, **4**, 436. Opinion sur les conflits de lois, **3**, 137. Délits contre le trafic aérien, **10**, 341. Avantages des Unions, **12**, 499. Sa doctrine de dr. intern. privé, **15**, 472. Influence sur Meili de la doctrine positiviste anglaise, **15**, 484. Nature du droit international de procédure civile, **20**, 15. Combat la théorie du renvoi, **21**, 271. La radiotélégraphie, **35**, 653. Exécution en Suisse des jugements étrangers, **36**, 405. Comment, d'après Meili doivent être comblées les lacunes du dr. intern. privé, **58**, 343.

Meinecke (Friederich).

Opinion sur la doctrine de Machiavel (la morale), **16**, 421.

Meinecker.

Morale internationale, **62**, 210.

Meinhard.

Apôtre de la Livonie, route du commerce allemand, **11**, 447.

Meissonnier.

Préside en 1878 le Congrès de la propriété artistique, **12**, 453.

Mejer.

Conflits de lois en Russie, **35**, 480.

Melanchton.

Opinion sur le droit naturel, **6**, 267.

Melchett (Lord).

Préconise le protectionnisme en Grande-Bretagne, **35**, 334, 335.

Melchior.

Conflit de lois, problème des qualifications, **57**, 505. Distingue renvoi au premier degré et renvoi au second degré, **57**, 536. Conflits interprovinciaux, **57**, 554. Droit de conflit applicable à la question préalable, **57**, 558. Comment il comble les lacunes du droit international privé, **57**. Défend l'idée du double renvoi, **57**, 385.

Mélik.

Opinion sur la médiation, **18**, 10.

Méline (Jules).

Préside la Commission d'agriculture du Sénat de France, **4**, 106. Ministre français, les tarifs maximum et minimum, **3**, 318. Projet de créer une institution permanente d'agriculture à laquelle on fournirait une documentation internationale, **56**, 321.

Mello Franco.

Délégué du Brésil au Conseil de la S. d. N., ses observations sur la question des minorités, **22**, 152.

Melville.

Industrie baleinière, **29**, 481.

Menchaca (Vasquez).

Pape ni Empereur n'ont de pouvoir sur les princes, **17**, 155. Soutient le principe de la liberté des mers, **17**, 204. Son influence sur Grotius, **17**, 258. Anti-impérialiste, **32**, 399.

Mendels.

Litige sur la désignation du délégué ouvrier néerlandais à la Conférence de 1921, Mendels plaide pour la Fédération néerlandaise des syndicats, **4**, 125.

Mendelssohn-Bartholdy.

Adoption du terme de « qualification », **62**, 493.

Mendizabal.

Partisan du droit naturel, **18**, 355.

Mendoça.

Délégué du Brésil à la Conférence panaméricaine de Washington, **8**, 254.

Mendonça-Fustado.

Gouverneur du Brésil, institue la Direction des Indiens, **31**, 240.

Mendoza.

Ambassadeur d'Espagne à Londres, complote contre la reine Elisabeth, **16**, 138.

Mendoza (Diego).

Opinions : sur doctrine de Bolivar, **5**, 321; sur le mensonge dans la diplomatie, **4**, 272.

Ménélik.

Traité d'Ucciali avec l'Italie (1890), **17**, 185.

Menno Simons.

Fonde la secte de Mermonites, opinion antimilitariste, **13**, 266.

Menochius.

Combat le machiavélisme, **9**, 171.

Mercier.
Professe la doctrine scholastique de la guerre, **6**, 194.

Mercier (André).
Problème de l'ordre public relativement aux jeux traité à la 25e session de l'Institut de dr. international, **9**, 478. — *Accès des particuliers aux juridictions internationales* : **30**, 257; son rapport à l'Institut de dr. intern., **23**, 358, 385; son avis favorable, **35**, 697.

Mercier de la Rivière.
Economiste physiocrate. Rapports entre Etats, **10**, 555. La liberté suffit à tout, **18**, 381.

Merenda (Antonius).
Auteur italien du début du XVIIe siècle, déclare qu'un sujet avec son patrimoine est soumis aux lois civiles et politiques de son état quel que soit son domicile, **49**, 612.

Merian (Lewis).
Rapport relatif aux Indiens, solutions proposées, **31**, 255, 258, 261.

Mérignhac.
Déclaration de Monroe, son influence sur la politique de la Sainte-Alliance, **5**, 335. — *Opinions* : sur les personnalités internationales autres que les Etats, **12**, 493; sur la médiation, **18**, 11. Dettes spéciales et hypothécaires passent du territoire démembré à la charge de l'Etat annexant, **23**, 304. Limitation de la souveraineté, **34**, 349. — *Arbitrage* : Classification des arbitrages, **23**, 411; caractère privé des litiges, **23**, 412; arbitre décidant en droit, **33**, 391; féodalité aide au développement de l'arbitrage, **42**, 67; influence de la Papauté sur le développement de l'arbitrage international au moyen âge, **42**, 74; rôle des féciaux, **42**, 48. Préconise des mesures militaires pour assumer l'exécution des sentences arbitrales, **48**, 72.

Merlin.
Sénateur français, préconise l'introduction du referendum dans la procédure de déclaration de guerre, **45**, 707.

Meilin.
Opinion sur la cessation des immunités diplomatiques, **12**, 238. Partisan du principe d'unité et d'universalité de la faillite, **14**, 20. Opinion sur la théorie de l'autonomie de la volonté d'après Dumoulin, **16**, 11. Loi régissant les successions testamentaires, **21**, 267. Origine de la règle *locus regit actum*, **21**, 464.

Meilin de Douai.
Attitude à l'égard du projet de Déclaration du droit des gens de l'abbé Grégoire, **13**, 345. Sa définition du plagiat, **52**, 499.

Merrigi (Mlle).
Conflit des qualifications, **57**, 479 et s., **58**, 339; **62**, 496.

Merry del Val.
Opinion sur le rôle arbitral de la papauté, **6**, 231.

Messager (André).
Sa communication sur les droits de l'éditeur d'une œuvre musicale faite à la Semaine professionnelle des travailleurs intellectuels de France (1922), **9**, 398.

Messina.
Application de l'art. 2 du Code civil mixte d'Egypte (droit naturel et équité), **17**, 99.

Mestre.
Affirme que le traité reste, malgré l'intervention parlementaire, l'œuvre exclusive du chef de l'Etat, **56**, 262.

Mestre et James.
Leur écrit : *La clause-or en droit français*, **43**, 606. L'article 1895 du Code civil français a institué un « nominalisme mitigé », **60**, 709.

Metternich (Prince de).
Opinion sur l'intervention, **2**, 381, 385. Son rôle dans le mariage de l'Impératrice Marie-Louise, **4**, 268. Attitude à l'égard du gouvernement de Louis-Philippe, **4**, 341. Réclame en 1920 la médiation du Pape, **6**, 218, 219. Metternich et la Sainte-Alliance, **13**, 359, 360. Attitude à l'égard de la Révolution belge, **13**, 385. Navigation du Rhin, négociations, **28**, 135. Attitude en face d'une proposition de maintien de l'intégrité territoriale des Puissances, **32**, 207. Conditions normales de réduction des armements, **32**, 212, 217. Préside le Congrès de Vienne, répond à certaines pétitions, **40**, 542; **48**, 417. Propagande de presse contre Napoléon, **45**, 259. Proclamation du principe monarchiste au Congrès de Vienne, **53**, 134. Son idée d'un Directoire européen des quatre Puissances, **60**, 79 et s., 83. Repousse une intervention en Espagne, **60**, 92. Sa politique d'intervention en Italie, **60**, 98 et 99.

Metternich (Prince de).
Représentant de l'Autriche à la Convention de Paris sur le Danube, **11**, 291. Limites de la liberté de la mer, **47**, 555.

Meneci.
Son opinion sur la nature juridique de l'impôt, **13**, 23.

Meurer.
Liberté des mers, **30**, 11. Mentionne les traités avec clause compromissoire, **33**, 385.

Mevius (David).
Etablit la base d'une théorie nationale allemande, **29**, 329.

Meyer.
Son ouvrage sur le droit du change universel, **8**, 153.

Meyer (Président de la Confédération helvétique).
Définition de la démocratie, **59**, 493.

Meyer (Georg.).
Domination étatique du territoire, **30** 115.

Meyerson.
Métaphysique et science, opinion sur leurs rapports, **18**, 386; **54**, 91.

Mez.
Tolérance de l'Islam, **60**, 512, 638. Attitude du rabbin à Bagdad, son titre de chef de la captivité, **60**, 555.

Miaja de la Muela.
Affirme l'existence au XVIe siècle d'une école internationale de juristes espagnols soutenant que les relations internationales s'appuient sur la loi naturelle, **43**, 395.

Micha.
Prophète de la paix mondiale, **31**, 304, 310.

Michal (Général).
Délégué de la Croix-Rouge française à la IXe Conférence internationale (Washington, 1912), **21**, 64.

Michaud.
Personnalité de l'Etat, **33**, 679.

Michée.
Paix universelle, opinion, **6**, 129.

Michel de l'Hospital.
Idée d'un droit universel, **50**, 559.

Michel de Tchernigor.
Prince russe martyr, **11**, 450.

Michel Ducas (Empereur de Byzance).
Légitimité du pouvoir impérial, **11**, 357.

Michel Paléologue.
Restaurateur de l'Empire grec (1261), **11**, 442.

Michel Romanof.
Premier Tsar Romanof (1613), **11**, 487.

Micheles (G. de).
Préside la Conférence de Rome de 1924, **20**, 324.

Michelet.
Anecdote sur Kant. **13**, 347.

Michelson (Général).
Fait déporter en Russie le représentant français dans les principautés danubiennes, **22**, 438.

Michieth.
Opinion sur les finances serbes, **5**, 76, 77.

Michoud.
Personnalité morale, **35**, 37. Nie la personnalité juridique des Unions et Bureaux, **51**, 644. Dans tout groupement organisé existe un pouvoir intérieur (part d'autonomie, d'indépendance), **54**, 288.

Mieres.
Succession en dr. intern. privé argentin, **29**, 561.

Mignault.
Législation canadienne du mariage, **53**, 203.

Milioukoff.
Enquêtes internationales, opinion, **18**, 23. Théorie de la continuité de l'Etat, **38**, 351. Ministre des Affaires étrangères du Gouvernement provisoire russe au printemps de 1917, attitude de la Russie dans la question des Détroits, **47**, 780.

Mill (James).
Philosophe anglais, collaborateur de la revue *The Philantropist*, **13**, 367.

Mill (Stuart).
Théorie du libre-échange, **51**, 138.

Mille (Pierre).
Le monde chrétien est une caisse de résonance étendue sur le monde entier, son universalité, **60**, 414.

Miller (David Hunter).
Projet de mise de la guerre hors la loi, **18**, 114; **24**, 184. Mémorandum au colonel House sur les pétitions, **40**, 557. Participe à la rédaction de l'art. 14 du Pacte, compétence de la Cour permanente dans sa fonction consultative, **57**, 11. — *Pacte de la S. d. N.* : Etude sur sa rédaction, **25**, 14; clause de l'art. 15, **38**, 35; origines de l'art. 23 (*e*), hostilité du nationalisme économique, **61**, 142. — *Pacte de Paris* : Son caractère perpétuel, **31**, 456; étude sur lui, **31**, 476; différence entre les idées de Briand et Kellog, **31**, 480; action du temps dans les conflits internationaux, **31**, 532; art. 2 du Pacte comme centre du traité, **38**, 63; absence de sanctions dans le Pacte, **38**, 74.

Millerand.
Président de la section française de l'Association internationale des travailleurs, **4**, 78.

Millot (A.).
Art. 22 du Pacte de la S. d. N., historique de sa rédaction, **19**, 505. Loyauté de la constitution de la Commission permanente des Mandats, **19**, 513; son livre sur les Mandats, situation des missionnaires, **26**, 176, 182.

Milne (Dr).
Missionnaire protestant expulsé de Chine, **29**, 198.

Milner (Lord).
Opinion sur les Capitulations en Egypte, **7**, 312. Travail forcé dans les colonies, attitude du gouvernement anglais, **29**, 241.

Milnitz.
L'institution du régime consulaire favorisé par le mouvement d'échanges commerciaux né des croisades, **48**, 487; valeur du consulat de la mer, **48**, 489; époque de l'apparition du premier établissement consulaire, **48**, 491.

Milone.
Principe de résolution des conflits de lois, **48**, 806.

Mills (John).
Périodicité des cycles, **50**, 759.

Milton.
Doctrine impérialiste, **16**, 472. L'homme d'Etat pendant la guerre, **34**, 85.

Milton.
Son *Areopagitica* (1643) en faveur de la liberté de la Presse, **45**, 252.

Minor.
Caractère de sujets de dr. intern. privé des Etats membres de l'Union américaine, **9**, 519. Projet de Fédération mondiale, **18**, 37, 41. Criterium international du caractère pénal d'une loi, **21**, 224. — *Conflit de lois* : Son traité, **9**, 468; **21**, 197; application de la loi étrangère, son but, **21**, 220; distinction, en matière de capacité, des actes juridiques volontaires et involontaires, **21**, 231; loi du domicile : pour la capacité testamentaire, **21**, 231; pour l'état de mariage, **21**, 236. *Lex rei sitae* applicable aux immeubles, **21**, 245; loi régissant le pouvoir du mandataire d'obliger son mandant, **21**,

258; conflits de lois dans les successions testamentaires, **21**, 267; interprétation du testament, **21**, 269.

Mintz.

Compétence des actions pour protection de la propriété industrielle, **32**, 472.

Mirabeau.

Parle d'un pacte de la fédération du genre humain, **13**, 337.

Mirabeau (D.).

Impôt accordé pour un an seulement, **23**, 221. Réfute les prétentions de l'Empereur Joseph II sur l'Escaut, **21**, 304; s'oppose à lui dans la question de l'ouverture de l'Escaut, **28**, 125; **45**, 238. Proclame le principe de la propriété intellectuelle, **39**, 362. Son discours sur la guerre, **45**, 695. Défend la thèse de la collaboration de l'Assemblée et du roi dans la conduite de la politique extérieure, **56**, 239. Sa définition de l'impôt : une avance pour obtenir la protection de l'ordre social, **61**, 556.

Mirabelli.

Il déclare que Bodin et Machiavel sont dominés par l'idée forte de l'Etat, **50**, 644. Affirme que les Unions ont une personnalité juridique de droit international public, **51**, 644.

Miramon.

Homme politique mexicain, débiteur de créanciers français et espagnols, **4**, 367.

Miranda.

Ses idées, leur influence en Amérique, **5**, 300. Fonde la « Grande Loge américaine », **8**, 214.

Miranda (F. de).

Apôtre de la révolution hispano-américaine, **22**, 90.

Mirkine-Guetzévitch.

Opinion sur le droit soviétique, **18**, 342. Délit de propagande en faveur de la guerre d'agression, **45**, 360. Différence entre droits de l'homme et droits des minorités, **59**, 32.

Mirkovitch.

Ententes régionales, **53**, 38. Définition de la sécurité, **53**, 39. Détermination de l'agresseur, **53**, 77.

Mironesco.

Nature juridique de la Petite-Entente, **53**, 59.

Mitchell.

Contrôle social des crédits bancaires, **15**, 374.

Mitchell (Wesley C.).

Mesure de l'activité économique, **50**, 763. Considère le *trend* séculaire comme mesure du progrès économique de génération en génération, **50**, 820.

Mitrany.

Contributions aux sanctions des Etats membres de la S. d. N., leur limitation, **17**, 518; influence des Etats-Unis sur l'avenir des sanctions économiques du Pacte de la S. d. N., **17**, 544.

Mitre (Président).

Jugement sur Bolivar, **5**, 306. Message au Congrès de 1863, au sujet des aff. mexicaines, **5**, 326.

Mittermaier.

Doctrine de la personnalité du droit, **2**, 458.

Miyatovitch.

Délégué serbe à la Ire Conférence de la paix de La Haye (1899), déclarations sur la médiation, **18**, 11.

Moawia Ier (Khalife).

Sa tolérance envers les chrétiens, **60**, 558, 567.

Moch (Gaston).

Emploie l'expression d'interdépendance internationale, **13**, 409. Bases du droit de légitime défense des Etats, **24**, 159. Motion sur l'arbitrage obligatoire au Congrès de Hambourg (1897), **24**, 169. Conditions pour qu'il y ait légitime défense, **49**, 727.

Modestin.

Origine du droit, **4**, 317.

Modzelewski.

Acquisition de la nationalité polonaise, **1**, 487.

Mohammed.

Droit islamique, **60**, 384; droit des gens musulman, **60**, 385.

Mahomed Aly.

Pacha d'Egypte, application des Capitulations, **17**, 13. Tolérance à l'égard des chrétiens d'Egypte, **60**, 567.

Mahomed Chérif Pacha.

Demande que soit augmenté le nombre des délégués égyptiens au Conseil sanitaire, **33**, 586.

Mahommed Es Sodak.

Bey de Tunis, ses emprunts à l'étranger, **5**, 13.

Mahommed Idu Hishak.

Biographe de Mahomet, légitimité de la guerre, **11**, 386.

Mahommed Saïd.

Pacha d'Egypte, concession pour le percement de l'isthme de Suez, **2**, 196.

Mohl (Robert de).

Opinion sur le principe de la communauté internationale, **2**, 51.

Mohl.

Remarque sur le caractère du contrôle de l'administration égyptienne, **8**, 16. Conception du droit international administratif, **12**, 496; **27**, 256. Nonvalidité des contrats faits en fraude à la loi étrangère, **21**, 219.

Moldenhauer.

Opinion sur la distinction de l'assurance privée et de l'assurance sociale, **19**, 27.

Molé (Comte).

Soutient le principe de non-intervention, **2**, 385.

Molina.

Guerre juste, **17**, 276; elle peut être juste, affirme Molina, dans l'opinion des deux parties, **17**, 295.

Molyhuysen.

Publie la dernière édition de Grotius (1919), **9**, 234.

Momferratos.

Etudie les conflits de lois, **20**, 10.

Mommsen.

La piraterie au temps de la République romaine, **15**, 156. Fait dériver la propriété privée de la propriété étatique, **30**, 94. Mission pacifique des Féciaux, **31**, 307.

Monaco (Prince de).

Conférence pour l'exploitation scientifique de la Méditerranée, **29**, 427.

Monagas (José-Gregorio).

Président du Vénézuéla envisage la codification du droit international américain, **22**, 155; **32**, 718.

Monceaux.

Rôle considérable des proxènes (consuls) dans la vie internationale de l'ancienne Grèce, **48**, 485.

Monclar (Marquis de).

Ministre de France à Caracas, circonstances de son départ du Vénézuéla, **18**, 499.

Mondaini.

Opinion sur la nature juridique des mandats, **5**, 243, 244.

Moneta (E. T.).

Internationaliste italien, **13**, 400.

Monnet (Jean).

Secrétaire général adjoint français de la S. d. N., prépare la Conférence internationale de Bruxelles (1920), **61**, 146.

Monroe.

Attitude à l'égard de l'indépendance des colonies espagnoles, **5**, 312, 331; message de 1922, se montre favorable aux colonies espagnoles révoltées, **22**, 101; **32**, 422, 447, 451; impression produite en Europe, **22**, 102; lien avec la pensée de Canning, **22**, 143. Message 2 décembre 1823, **8**, 7, 220; **11**, 42. Sa doctrine est invoquée par Luis Drago, **8**, 88. Sa déclaration, **28**, 17, 42. Droit de légitime défense, **30**, 481. Projet de message contenant sa doctrine, **32**, 447, 451. Collaboration de Madison, Jefferson et Monroe, **28**, 44; **32**, 437, 439, 445. Droit des Etats à la reconnaissance, **62**, 251. Reconnaissance de belligérance reconnu par Monroe aux insurgés, **62**, 275.

Monsabré.

Opinion sur le rôle de l'Eglise, **6**, 234.

Montagna.

Préside la sous-commission pour l'échange des populations à la Conférence de Lausanne; **24**, 376; déplore l'échange obligatoire, **24**, 377; interprétation de l'art. 2 de la Convention d'échange, **24**, 388; demande qu'on précise les « échangeables » dans la Convention de Lausanne, **24**, 398.

Montagnini (M^gr^).

Secrétaire de la nonciature du Saint-Siège à Paris : son expulsion de France, **18**, 510, 570.

Montagu Norman.

Projet pour favoriser le crédit au commerce et à l'industrie, **42**, 435.

Montaigne.

Opinions : sur la Boétie, **9**, 191; sur les formes du gouvernement, **9**, 193; sur la guerre, **13**, 231. Sérénité et tranquillité des cannibales, **31**, 289. Sa défense du plagiat, **52**, 481, 485. Les lois se maintiennent en crédit, non parce qu'elles sont justes mais parce qu'elles sont lois, **61**, 557.

Montara (Sénateur).

Auteur du décret-loi modifiant la procédure d'exécution des jugements étrangers en Italie, **17**, 438.

Monteguado.

Fait partie de la Grande Loge américaine, **8**, 215.

Monteguado (Bernardo).

Prône la solidarité américaine, **5**, 303.

Montesinos (Fray Antonio de).

Réquisitoires en chaire contre l'attitude des Européens en Amérique, **31**, 216.

Montesquieu.

Fondement des immunités diplomatiques, **2**, 228; **12**, 122. Opinion sur le droit des gens, **2**, 305. Influence en Amérique, **3**, 33. Conception du progrès, **3**, 40. Guerre, rôle du christianisme, **6**, 141; **13**, 297; conditions de la guerre juste, **6**, 197. Esprit des lois, **9**, 183; définition des lois, **4**, 451; idée de l'influence du climat sur les lois, **17**, 359. Ce qu'il doit à Machiavel, **9**, 209; croit au déclin du machiavélisme, **9**, 209. Opinion sur les devoirs réciproques des nations, **10**, 582. Doctrine de la séparation des pouvoirs, **13**, 559, 564; **17**, 85, 92. Base morale des relations internationales, **16**, 496. Définition du droit, **18**, 372. Son influence sur l'émancipation des colonies espagnoles, **22**, 89. Comment Montesquieu considère l'Etat, **23**, 503. Caractère non politique des relations entre Etats, **23**, 507. Dépopulation de l'Asie mineure au XVIII^e^ siècle, **24**, 348. Définition des gens, **32**, 5, 7, 172, 203. Justification des immunités diplomatiques, **32**, 64. Histoire du commerce, **32**, 321. Raison d'état et répression, **33**, 694. Utilité et possibilité d'un droit international, **34**, 252. Droit des Etats à se maintenir, **34**, 346. Doctrine du contrat social, **38**, 265. Puissance exécutrice des choses qui dépendent du droit des gens, **38**, 359. Flétrit l'esclavage des noirs, **45**, 565 (note). Dit qu'avant qu'il y eût des lois, il y avait des rapports de justice possibles, **54**, 461. Montesquieu disait que la Constitution peut être libre et le citoyen ne l'être pas, **59**, 21. Théorie de la séparation des pouvoirs, **60**, 264, 278. Ce qu'est le droit des gens, **60**, 382. Sa définition de l'impôt : portion de son bien que l'on donne pour avoir la sûreté de l'autre, **61**, 556.

Montesquiou.

Plébiscite de la Savoie, **18**, 161.

Montfort (H. de).

Description imagée de la mer Baltique, **52**, 109.

Montigny.

Consul de France, obtient la concession de France à Chang-Haï, **27**, 32. Demande que les Chinois élèvent de nouvelles constructions, **27**, 65. Motif d'expulsion des étrangers, **32**, 157.

Montigny (de).

Rapporteur de la loi du 3 décembre 1849 sur l'expulsion, **18**, 532, 552, 586.

Montilla (Mariano).

Général vénézuélien, affirme la volonté d'indépendance des Américains, **5**, 305.

Montluc (de).

Système pour éviter la double imposition, **13**, 73.

Montmorin (de).

Parle devant l'Assemblée constituante de l'éventualité de la guerre, **38**, 419.

Moor.

Un système de normes restreignant lui-même sa validité sur un espace déterminé se ferait valoir, du moins au sens potentiel, sans cette restriction, **47**, 151.

Moore (H. E.).

Economiste mathématicien américain, tente d'établir une corrélation entre la courbe des pluies et les fluctuations des récoltes et des prix, **50**, 778.

Moore (John Basset).

Cour permanente : Juge à la Cour, **8**, 135, 353; mémorandum sur les avis consultatifs, **8**, 361; **26**, 19; compétence consultative de la Cour, **8**, 407; procédure d'avis devant la Cour, **8**, 365; opinion sur l'aff. des décrets de nationalité de Tunisie et du Maroc, **8**, 369; mémorandum sur le règlement de la Cour, **26**, 30, 58, 60; devoir pour la Cour de soulever *ex officio* les exceptions d'incompétence, **39**, 233; opinion dissidente dans l'aff. du *Lotus;* fonction consultative de la Cour, **57**, 15, 67; **58**, 184. Opinion dissidente dans l'aff. Mavrommatis, **59**, 621. — *Droit maritime international* : Opinion, sur le droit de passage dans la mer territoriale des navires de guerre, **5**, 171; sur le droit de poursuite en Haute-Mer, **10**, 81; définition de la piraterie, **15**, 167. — Jurisconsulte américain, **8**, 103. Extradition, infractions commises pendant une guerre civile, **1**, 213, 214. Jugement sur Bolivar, **5**, 306. Indépendance des colonies espagnoles, Congrès de Panama, **5**, 314. Distinction entre les *nationals* et les *citizens*, **5**, 432. Admet le caractère constitutif de la reconnaissance d'un nouvel Etat, **13**, 460. Rapport au sujet de l'affaire Cutting, **16**, 165. Droit de réglementer l'immigration, **22**, 206. Effets de la guerre sur les traités, **22**, 511; traité prenant fin par consentement mutuel, **22**, 517; violation des traités en entraînant la dénonciation, **22**, 520. Doctrine de non-reconnaissance, mesure de sanction contre les infractions au droit international, critique de Moore, **62**, 285. Aucune différence d'après Moore entre guerre défense et guerre d'agression, **24**, 179. Supériorité de la conciliation, sur l'abitrage, **25**, 262. Compétence d'un Etat à l'égard d'étrangers, **30**, 43. Fonde le droit coutumier sur le consentement tacite, **30**, 294. Progrès du droit international, **35**, 611. « History of international adjudications », **35**, 622. Décisions des tribunaux internationaux, **35**, 667. Responsabilité des Etats à raison des lynchages, **36**, 240. Pour Moore, l'aff. Mavrommatis n'a pas le caractère d'un conflit international, **39**, 245. Rapports entre crises et certains phénomènes physiques, **39**, 285. Contribution au processus régional du droit international en Amérique, **40**, 325. Utilisation des archives diplomatiques, **48**, 637. Le déni de justice peut être provoqué, en dehors de l'autorité judiciaire, par l'insuffisance des lois de l'Etat ou la conduite arbitraire des agents de l'exécutif, **52**, 386. Emploi des mots « sources » et « preuves » (du droit international) dans son volume *International adjudications*, **53**, 537. Son traité en huit volumes *Digest of international law*, **53**, 580. Intervention en Europe et en Amérique, **53**, 594. Propose, pour développer le droit international, l'adoption spécifique d'une règle d'action par un acte de nature législative, **53**, 603. Adoption par Moore du traité Jay pour ouvrir l'ère moderne de l'arbitrage, **53**, 618.

Mora.

Surarbitre dans l'aff. des emprunts vénézuéliens, **8**, 84.

Moralès.

Souligne les inconvénients d'une organisation continentale, **18**, 122.

Morawitz.

Parts contributives à la Dette ottomane mises à la charge des Etats cessionnaires par le traité de Berlin (1878), **23**, 311; le droit public européen à l'égard des dettes envers la Turquie, **23**, 312.

Morel (E. D.).

Participe à la fondation de l' « Union of democratic Control » pour l'organisation de la paix, **13**, 412.

Morellet.

Caractère législatif des Conventions internationales du travail, **34**, 31.

Morelli.

Refuse la qualité d'organes aux tribunaux permanents ou occasionnels, **47**, 533.

Moreno.

Fait partie de la Grande Loge américaine, **8**, 215; pousse les colonies espagnoles à la révolte, **22**, 89.

Morgan (Lewis).

Distinction entre barbarie et sauvagerie, **31**, 207. Etudie la Ligue des Iroquois, **31**, 209.

Morgenthan.

Représentant des Etats-Unis en Turquie, **4**, 244. Membre de la colonisation des réfugiés grecs, **5**, 148. Sa participation aux travaux de la S. d. N., **20**, 382. Différends politiques et différends juridiques, **34**, 557. Différends non justiciables, **34**, 615.

Morillo (Don Pablo).

Général espagnol en Amérique, **5**, 305.

Morillot.

Promoteur du droit moral de l'auteur sur son œuvre, **12**, 557.

Morkov.

Point de vue secret de la diplomatie russe sur la Révolution française, **22**, 354. Négocie la Convention franco-russe sur les îles Ioniennes, **22**, 375. Doctrine de l'intervention, **22**, 426.

Morley (Lord).

Action des Dominions dans les aff. internationales, **19**, 292.

Morpurgo.
Nationalité d'un enfant né à bord d'un aéronef, considéré fictivement comme né au lieu de l'atterrissage, **48**, 348. Crimes et délits à bord des aéronefs, considérés comme accomplis au lieu de l'atterrissage, **48**, 375.

Morris (Lord).
Compétence en matière de divorce, préconise la doctrine du domicile matrimonial pour base du divorce, **49**, 417.

Morrisson.
Admet la mise de la guerre hors la loi, **24**, 175; et demande son inscription dans les Constitutions, **24**, 288. Celui qui déclare la guerre n'est pas forcément l'agresseur, **24**, 179. Condition d'entrée de l'Amérique à la Cour permanente, **24**, 183. Premier missionnaire protestant admis en Chine, **29**, 198. Considère comme chimérique la détermination de l'agresseur, **49**, 773.

Morse (John T.).
Son livre sur James Monroe, **5**, 281.

Morus (Thomas).
Réfute la thèse théocratique, **6**, 261. Auteur de l'*Utopie*, **9**, 213; son pacifisme, **13**, 228; qui admet la guerre défensive, **17**, 245. Liaison de Morus et d'Erasme, **13**, 223. Doctrine impérialiste, **16**, 472. Apôtre de la communauté des biens, estime indispensable le droit de colonisation pour les habitants de son île utopienne, **54**, 588.

Moschato.
Crée un droit international conventionnel valable *erga omues*, **40**, 468.

Mose (J. J.).
Déclaration sur le droit des gens, **7**, 492.

Moser (J. J.).
Sa conception du droit des gens positif, **16**, 259, 283; **30**, 275. Son positif juridique, **18**, 317, 322, 324, 335, 364, 382; **40**, 337; **44**, 217. Appartient à l'école historique, **34**, 250. Conçoit un droit volontaire à côté du droit naturel, **35**, 18. Les reconnaissances d'Etats signalées par lui, **44**, 217.

Moshesh.
Chef des Bassoutos, admet les missionnaires protestants, **29**, 199; rôle de ceux-ci auprès de lui, **29**, 229.

Mosquera (Don).
Chargé par Bolivar de réaliser la formation d'une Conférence américaine, **22**, 94.

Mossa.
Clause de valeur-or, clause de monnaie-or, **60**, 678.

Motawakkil (Khalife).
Persécution des chrétiens, **60**, 560, 567.

Motta.
Appel à la Cour permanente pour les minorités, **1**, 492, 497. Aff. arméniennes à la IIIe Assemblée de la S. d. N., **14**, 409. Interprète l'art. 16 du Pacte, **16**, 316. Assimile la guerre d'agression à un crime, **24**, 166. Avantage de la conciliation sur l'arbitrage, **25**, 262. Projet de résolution relatif aux avis consultatifs, **26**, 44. Services rendus en Suisse par les consuls honoraires, **34**, 844. Nécessité de résoudre la question américaine, **38**, 154. La S. d. N. association de peuples, ce qu'elle doit réaliser, internationalisme économique, **61**, 158.

Motz (F. von).
Ministre des Finances prussien, Union douanière avec la Hesse, **3**, 443.

Mougins de Roquefort.
Origine du recours aux neutres, action médiatrice des Papes, **31**, 329.

Moulay Hafid.
Sultan du Maroc, **5**, 37.

Moulin.
Opinion sur la thèse du général Porter et le caractère obligatoire des dispositions de la Convention Drago-Porter, **8**, 105.

Moulioukine.
Etudie les anciens traités de commerce russe, **11**, 467.

Mourad III (Sultan).
Son projet de changer les Eglises en mosquée ne fut pas mis à exécution grâce aux interventions des ambassadeurs étrangers et moyennant finances, **60**, 588.

Mouravieff (Comte).
Manifeste russe (août 1898) pour la paix, **13**, 404; sa note des 12-24 août 1898 convoquant la Ire Conférence de la paix, **18**, 9. Son tour d'Europe (1897) pour recueillir l'impression des Puissances sur l'attitude de la Russie au sujet des Détroits, **47**, 627. Programme du comte Mouravieff (1900), **47**, 632 et s.

Mousset.
Origine (« noyau ») de la Petite-Entente, **53**, 57.

Moustapha Kemal.
Laïcisation du droit, **60**, 531, 535, 589.

Mouy (Comte de).
Opinion sur les événements de Grèce de 1885, **5**, 57.

Moye.
Définition des fleuves internationaux, **45**, 96.

Moynier (G.).
Fondation de la Croix-Rouge, **1**, 576, 595; président de son Comité international, **21**, 64. Définition des Unions, **12**, 480. — *Prisonniers et blessés de guerre* : Partisan d'une Convention, **21**, 16; appel aux belligérants pendant la guerre russo-turque (1877), **21**, 20; rapport à l'Institut de droit international, **21**, 20; son livre sur les prisonniers de guerre, **21**, 13, 15, 16. Préconise un tribunal d'arbitrage international pour assurer pendant toute guerre l'exécution de la Convention de Genève, **48**, 60 et 61.

Mstislar de Smolensk.
Traité d'amitié et de commerce, **42**, 71.

Mstislav de Tmoutarakan.
Prince russe, combat singulier, jugement de Dieu, **11**, 389, 404.

Muir (Ramsay).
Expose les forces manifestées en Europe contre la solidarité politique des Etats, **8**, 335. La liberté à l'époque de la Renaissance, **32**, 14. Rejet de l'autorité du Pape par les princes, affaissement des idées morales, **32**, 16. L'in-

ternationalisme complète le nationalisme, **32**, 92.

Muller (Joseph).

Œuvre pacificatrice de l'Eglise catholique depuis le Congrès de Vervins, **42**, 9.

Mun (Comte de).

Partisan des syndicats mixtes, **4**, 128. Nécessité d'une législation internationale du travail, **51**, 490.

Munch.

Ministre du Danemark, propose pour meilleure compréhension entre les peuples, propagande par la radio, le cinéma, la presse, **59**, 201.

Munier (Suzanne Th.).

Opinion sur les discussions juridiques relatives au droit d'auteur, **12**, 415.

Munir bey.

Affaire de Mossoul, **14**, 536, 543, 591.

Münster (Comte).

Délégué allemand à la Conférence de Londres sur le Danube, s'oppose à l'admission de la Roumanie sur un pied d'égalité avec les grandes Puissances, **2**, 240. Ambassadeur allemand à Londres, missions et autorités centrales, **60**, 325. Rôle du diplomate, **60**, 338.

Münster (Von).

La moralité dans les relations internationales, **16**, 450.

Murray (Gilbert).

Représentants fixes de la S. d. N. (minorités), **1**, 463, 484. Initiative des gouvernements bulgare et grec, **1**, 467. Délégué de l'Afrique du Sud à la S. d. N., sa proposition de soustraire, le plus possible, les problèmes minoritaires à la compétence du Conseil, **59**, 700. Organisation de la coopération internationale, **61**, 467, 479, 482.

Mussolini.

Sa politique d'émigration de main-d'œuvre, **20**, 237; son plan de patronage des émigrés à l'étranger, **20**, 275. Nécessité de ne légiférer qu'après l'expérience de la vie, la vie précède le droit, **48**, 380. Sa décision absolue de défendre la lire, **49**, 91. Danger de l'intervention collective prévue par le Pacte de la S. d. N., **53**, 40. Promoteur du Pacte à Quatre, **53**, 74. Estime que c'est l'Etat qui crée la Nation, **54**, 365. Fictions balayées par la vérité et les faits, **59**, 512 et 513.

Mustapha Kasnadav.

Ministre tunisien, **5**, 13.

Mynsinger (Joachim).

Etablit la base d'une théorie nationale allemande, **29**, 329.

N

Nabuco (J.).

Le Brésil devant le message de Monroe, **5**, 276; proposition de rendre hommage à sa doctrine, **32**, 531.

Nagooka.

Délégué japonais, se range à la motion polonaise condamnant la guerre d'agression, **24**, 210.

Nagy (de).

Son opinion sur la constatation du paiement par intervention de la lettre de change, **8**, 178.

Nanm (Hugo).

Son expulsion de France, **18**, 571.

Nansen (Fridjof).

Prisonniers de guerre : Rapatriement des prisonniers, **1**, 583. Secours aux prisonniers de guerre en Russie, **5**, 121; leur rapatriement, **43**, 190. — *Réfugiés* : Secours aux réfugiés grecs, russes, bulgares, etc., **5**, 147; passeport Nansen pour les réfugiés russes, **10**, 383; passeport à l'usage des émigrés russes, **28**, 341; transport d'une partie des réfugiés arméniens dans la Transcaucasie, **38**, 153. Haut-Commissaire de la S. d. N. pour l'assistance aux réfugiés russes et arméniens, **38**, 161. Haut-Commissaire de la S. d. N. pour l'aide aux réfugiés, **43**, 191. — *Echange de populations* : Le propose entre la Grèce et la Turquie, **24**, 372, 381; chargé par la S. d. N. de s'occuper des populations du Proche-Orient, **24**, 374. Idée de l'échange des populations greco-turques, **24**, 374. — *S. d. N.* : Collaboration à son œuvre, **16**, 530; attitude à la Ire Assemblée relativement à la guerre polono-russe, **14**, 416; proposition à la IIIe Assemblée relativement à la guerre dans le Proche-Orient, **14**, 411; se défie des traités bilatéraux de conciliation conclus en dehors de la S. d. N., **18**, 124. — Rapporteur du projet de convention facultative pour l'arbitrage, **27**, 517.

Napoléon Ier.

Sa conception de la Nation, **3**, 86. Il oblige les Pays-Bas à boycotter le commerce américain, **8**, 46. Son opinion sur Machiavel, **9**, 264. Commentaire de Machiavel, **9**, 265. Son opinion sur Miranda, **8**, 214. Fait lever des contributions de guerre, **14**, 205. Caractère révolutionnaire de sa politique étrangère, **22**, 332. Cherche rapprochement avec Paul Ier, **22**, 370. Son opinion sur Alexandre Ier et son alliance avec lui, **22**, 374, 375. Lutte contre Napoléon et non contre la France, **22**, 378, 391. Fait du duché de Varsovie un Etat moderne, **22**, 395. Comprend les possibilités révolutionnaires en Russie, **22**, 403; où il favorise les mouvements séparatistes, **22**, 435. Apporte aux peuples balkaniques l'idée de nation, **22**, 416, 421. Ses ambitions vers l'Orient, **22**, 417. Pas de neutralité vis-à-vis de l'Angleterre, **22**, 445. Ennemi et perturbateur de la paix du monde, **32**, 113. Limitation générale des armements objectif suprême, **37**, 542. Utilisation de la presse, il inspire le *Moniteur*, **45**, 255. Napoléon et la question des Dardanelles, **45**, 509. « Il faut agir sur la fantaisie des peuples avec les moyens qui ont sur eux la plus grande influence », **46**, 304. Hostile à l'occupation de Constantinople par les Russes, **47**, 605. Il a dit qu'on ne faisait jamais que la politique de sa géogra-

phie, **59**, 441. Mobiles d'action des peuples, **60**, 339.

Napoléon III.

Ses conceptions internationales : **13**, 387; partisan du principe des nationalités, **2**, 37; favorise la construction du canal de Suez, **2**, 196, 198; favorise le libre-échange, **13**, 391; comment il l'applique, **21**, 120; les plébiscites, **18**, 167, 171; politique commerciale avec l'Angleterre, **35**, 254. Intervention au Mexique, **47**, 56. — *Paix* : L'Empire, c'est la paix, **31**, 322; **59**, 503 et 504; propose limitation des armements, **32**, 212; convie les Puissances européennes à un Congrès pour questions d'intérêt général (1863), **34**, 261; suggère réunion d'une Conférence pour assurer la paix en Europe, **37**, 543. — Admet que les droits de la pensée constituent une propriété, **12**, 430, 450. Intente une action en justice devant la Cour suprême des Etats-Unis, **22**, 480. Son rôle dans l'aff. Mac Ferlane (mission protestante molestée), **29**, 248. Contribue à l'unification de l'Italie, **37**, 12.

Nariño (Don Antonio).

Précurseur de la révolution hispano-américaine, **22**, 90.

Narsès.

Roi des Perses, traite avec Dioclétien, **11**, 370.

Narychkine.

Parlementaire russe arrêté sur l'ordre de Napoléon Ier, **22**, 428.

Nast.

Opinion sur le fractionnement des successions, **9**, 84.

Naudé (Gabriel).

Son opinion sur le rapprochement des passages de Saint-Thomas d'Aquin avec les idées de Machiavel, **9**, 187. Auteur des *Considérations politiques sur les coups d'Etat*, **9**, 212, 221.

Naumann.

Œuvre pacifique de la confession protestante, **31**, 358. Projet de Mittel-Europa, **35**, 265; **51**, 178.

Navailles (De).

Effet sur les tribunaux de l'interprétation des traités par le gouvernement, **38**, 297. Nécessité d'une convention formelle pour stabiliser la situation juridique des apatrides, **43**, 230. Auteur d'un projet de Convention pour assurer la protection des réfugiés, **43**, 235.

Navarre.

Arbitrage international, son importance, **24**, 155. Le prince, après avis des docteurs sur la justice de sa cause, peut s'emparer d'un territoire par la force, **43**, 503.

Necker.

Déclarations pacifistes, **13**, 301.

Negulesco.

Son avis dissident dans l'aff. de la Compétence de l'Organisation permanente du travail en matière de travail agricole, **4**, 110. Juge suppléant à la Cour permanente, proposition relative aux avis consultatifs, séance plénière de la Cour, **8**, 361. Soutient que la rupture du Pacte par un Etat fait naître entre lui et les autres membres de la S. d. N., automatiquement l'état de guerre, **17**, 499. Composition de la Cour permanente, **26**, 54. Portée de la clause *rebus sic stantibus*, **39**, 183. Exercice par la Cour permanente de fonctions arbitrales dans le règlement judiciaire d'une affaire, **39**, 231; rapport sur la révision du Règlement de la Cour permanente, **57**, 42; rapport à l'Institut de dr. international sur l'arbitrage consultatif par la Cour, **57**, 89. Fondement de la force obligatoire de la coutume internationale, **58**, 518. Juge dissident dans l'aff. des écoles minoritaires en Haute-Silésie, **59**, 666.

Nélidof.

Préside la IIe Conférence de la paix de La Haye, apprécie la valeur de la collaboration des Etats américains (Amérique latine), **8**, 312; **22**, 133; **48**, 418; hommage aux repésentants de l'Amérique latine, **28**, 94; sa contribution à la IIe Conférence de la paix, **32**, 700. Examen des pétitions, **40**, 552. Son mémoire (1882) sur la question des Détroits, **47**, 616. Projet de mainmise de la Russie sur le Bosphore, **47**, 620.

Nelson.

Formation du droit, **11**, 12. Théorie du droit naturel, **16**, 282.

Nératow.

Pourparlers avec la Turquie pour obtenir le libre passage des navires de guerre russes dans les Détroits, **47**, 692.

Neukamp.

Régime spécial établi par les Etats pour les personnes morales étrangères, **45**, 400.

Neumann.

Conflit de lois en matière d'obligations contractuelles, **15**, 493. Interprétation de la loi d'introduction au Code civil allemand, **15**, 490. Nature du dr. intern. privé, **20**, 24.

Neumayer.

Droit administratif international, **20**, 16. Nature du dr. intern. privé, **20**, 24.

Neumeyer.

Dr. intern. administratif : Fondé par Neumeyer, **5**, 458; **27**, 148, 257; but de ce droit, **34**, 13; sa base territoriale, **34**, 19; étude de Neumeyer sur ce droit, **12**, 495; conception de ce droi, **15**, 447; sa fonction est de nature procédurale, **51**, 593. — *Dr. intern. privé* : Débuts de son histoire, **29**, 298; recherches dans son histoire, **29**, 311; doubles impositions au regard du droit international privé, **31**, 44. — *Unions* : Unions et dr. intern. administratif, **12**, 400; définition des Unions, **12**, 480, 482; **34**, 48; leur personnalité juridique, **34**, 51; situation du Directeur du Bureau dans les Unions de type dépendant, **12**, 484; Institut international d'agriculture, **12**, 485; personnalité juridique des Unions et Bureaux, **12**, 487; personnalité du Bureau de Berne, **12**, 495. Adversaire de l'unité de loi du contrat, **16**, 75. Etudie le droit des assurances dans son ouvrage sur le droit administratif international, **19**,

135. Appartenance de l'homme à un ordre juridique, **33**, 285. Compétence de l'Etat pour régler un rapport juridique donné, **35**, 484. Partisan de la théorie de l'autorisation de l'Etat aux personnes morales en leur conférant leur personnalité, **45**, 408. Solution du conflit entre les règles successives de dr. intern. privé, **47**, 168. Droit international fiscal, **61**, 529.

Neuner.

Conflits de qualification, **57**, 477; **58**, 337. Détermination des éléments de rattachement, **57**, 513. Reconnaissance et exécution des sentences arbitrales étrangères, **57**, 601 et s.

Neurath (Von).

Représentant de l'Allemagne à la Conférence monétaire de 1933, prédominance de l'internationalisme économique, **61**, 241.

Neut (Dom).

Critique l'européanisation des populations lointaines, **26**, 196.

Newcastle (Duc de).

Secrétaire d'Etat britannique pour les colonies, **3**, 335. Admet en 1859 la liberté des tarifs des Canadiens, **19**, 281.

Niboyet.

Dr. intern. privé : Sa nature, **20**, 24; siège permanent (heimat) de sa doctrine, **29**, 303; dr. intern. privé des obligations, **39**, 656; difficulté de la question, **35**, 552; conflits de lois en matière de vente, **39**, 657; conflits en matière de vices de consentement, **39**, 658; codification internationale du dr. intern. privé, **55**, 415, 418, 422, 426; subordination des règles de dr. intern. privé aux intérêts internationaux, **55**, 419; théorie du dr. intern. privé, droit public, **57**, 409 et 410; conception du dr. intern. privé, **58**, 264. — Rétroactivité en matière d'annexions, **20**, 55. Doctrine des conflits interprovinciaux, **20**, 107. Les traités doivent poser les principes du droit fluvial, **21**, 347. Examen de l'inconstitutionnalité d'une loi étrangère, **27**, 221. Confusion dans la jurisprudence entre le droit des étrangers et le conflit des lois, **21**, 506. Condition de l'étranger en France, **27**, 409. Théorie du renvoi étudiée par Froland, **29**, 533; problème du renvoi, **31**, 663. Hostile à l'autonomie de la volonté, **31**, 656. Fraude à la loi, **31**, 666. Nie la nationalité des sociétés, **33**, 19, 22, 24; **35**, 524. Conditions de soumission à la loi d'un pays, **33**, 42. Nationalité vaticane est, d'après M. Niboyet, une nationalité de fonction, **33**, 137. Répercussion des règles de compétence judiciaire sur la solution des conflits de lois, **44**, 118. Art. 14 du Code civil français est privilège de nationalité et une mesure de défiance contre la justice des pays étrangers, **44**, 149; assimilation des étrangers aux nationaux, **44**, 153. Maintient que la Cour de cassation de France a reconnu (implicitement) l'application de la doctrine du renvoi aux conflits de juridictions, **44**, 177. Hommage au Code Bustamante, **44**, 511. Conflit de lois en matière de filiation naturelle, **50**, 459. Déclare indéfendable juridiquement la thèse de la loi étrangère *pur fait*, **53**, 228. Caractère essentiellement national de l'ordre public, il est *fonction de lieu*, **53**, 237. Conteste que la question de savoir si un bien est meuble ou immeuble soit résolue suivant la *lex rei sitae*, **57**, 615. Il affirme, malgré l'hésitation des tribunaux, que le respect des lois prohibitives étrangères est assuré par la jurisprudence, **57**, 670. Conditions d'applicabilité de la loi étrangère, **58**, 433. Loi déterminant la filiation légitime en cas de nationalité différente des parents, **60**, 231. Double imposition, **61**, 546, 631. Droit international fiscal, **61**, 629. Territorialité des lois, **62**, 6. Orientation nationaliste des conceptions françaises, **62**, 26, 465. Problème du renvoi, **62**, 55. Notion d'ordre public, **62**, 70, 517, 519. Fraude à la loi, **62**, 79, 81. Ecole italienne, **62**, 428. Droits acquis, **62**, 463. Conflits de qualifications, **62**, 491, 494, 495.

Nicéphore Botoniate.

Empereur de Byzance, légitimité du souverain, **11**, 358.

Nicéphore Phocas.

Empereur de Byzance, guerre contre les infidèles, **11**, 368, 388.

Nicéphove Ier.

Empereur de Byzance, égalité des Empires d'Orient et d'Occident, **11**, 353.

Nicholson.

Stabilité des prix, **37**, 276. Système relatif aux altérations de la valeur de la monnaie, **37**, 276.

Nicolas Ier.

Ne renoncera jamais à la protection des orthodoxes en Turquie, **11**, 494. Son alliance avec la Turquie, **47**, 607.

Nicolas II (Empereur de Russie).

Manifeste russe d'août 1898 sur l'arbitrage, **13**, 404. Initiative de la convocation de la Ire Conférence de la Paix (1898), **10**, 592; **32**, 23, 213; **37**, 544. Reprend en 1898 l'idée de la réduction générale des armements, **32**, 213. Projet de mainmise sur le Bosphore, **47**, 624. Restriction de la compétence des autorités finlandaises, **52**, 126.

Nicolas II (Pape).

Frappe d'anathème ceux qui pendant la guerre s'approprient les biens des innocents. **43**, 522.

Nicolas de Cuès.

Conception de la souveraineté, **44**, 394.

Niedner.

Dispositions incomplètement bilatérales de la loi d'introduction au Code civil allemand, **15**, 489, 491. Opinion sur le renvoi dans les cas non visés par l'art. 27 de ladite loi d'introduction, **15**, 512. Caractère facultatif de la règle *locus regit actum*, **39**, 587. Conflit transitoire de droit, international, **47**, 167, 169. Nature du dr. intern. privé, **58**, 267. Loi applicable aux rapports personnels entre époux de nationalité différente, **60**, 200.

Nielsen.

Le déni de justice peut être provoqué en dehors de l'autorité judiciaire, par l'insuffisance des lois de l'Etat ou la

conduite arbitraire des agents de l'exécutif, **52**, 386. Faux témoignage en justice internationale, **56**, 76. But des règles de preuve, **56**, 90.

Niemeyer.

Admet le droit de résistance à la visite et à la capture, **11**, 121. Personnalité internationale en dehors des Etats, **12**, 493. Nécessité d'étudier la législation comparée en matière d'impôts sur les successions, doit international financier, **13**, 75. Son enquête sur le droit naturel ou objectif, **15**, 469; **18**, 345. Conception du dr. intern. privé, **15**, 474; sa nature, **20**, 24. Interprétation de la loi d'introduction au Code civil allemand, **15**, 490, 491, 507. Causes des conflits de lois, **19**, 130, 131. Problème de la succession d'Etats, **23**, 150. Encyclopédie du désarmement, **25**, 378. Ordre public, importance du problème, **29**, 372. Se prononce contre l'uniformité de réglementation des zones d'exercice de droits exceptionnels au delà de la limite des eaux territoriales, **48**, 271. Système de dr. intern. privé du Code civil allemand, **55**, 330. Liberté des Détroits, **55**, 637. Crée l'expression « circonstances de rattachement », **57**, 231. Lacunes du dr. intern. privé, **58**, 343. Condition de validité de la clause-or « Währungsstatut », **60**, 715.

Nietzsche.

Opinion sur la morale chrétienne, **3**, 74. Admet le droit d'attaquer, **10**, 558. Considère l'Etat comme une immoralité organisée, **16**, 420. Sa philosophie de la puissance, **17**, 267. Intérêt, seule loi de l'homme, d'après Nietzsche, **18**, 308. Conception de la philosophie sociale, **18**, 341. Marche du christianisme vers la perfection, **31**, 298.

Nightingale (Florence).

Secours volontaires aux blessés, **1**, 575; secourt les blessés pendant la guerre de Crimée, **13**, 396, **21**, 9 (et note). Elle est suivie par l'opinion publique, **21**, 10.

Nintchitch.

Représentant de la Yougoslavie à l'Assemblée de la S. d. N., **14**, 463.

Niphonte.

Archevêque de Novgorod, pacificateur, **11**, 467.

Nippold.

Problèmes juridiques et problèmes politiques, **7**, 83; politique et droit des gens, différence, **24**, 328. Traité-contrat et traité-« Vereinbarung », **7**, 350. Devoirs des neutres envers les belligérants varient, suivant Nippold, avec la justice de la cause de ceux-ci, **17**, 472. Opinion sur la médiation, **20**, 412. Devoirs des Etats, **27**, 9. Admet la révision en droit international, **30**, 614. Réclame la S. d. N., **34**, 268. Progression dans le développement du droit international, **35**, 617. Opinion sur la Conférence de la paix, **37**, 552. Inviolabilité des archives diplomatiques, **48**, 516. Admet qu'il existe des notions générales patrimoine commun de toutes les parties du droit, **54**, 203.

Nisard.

Les humanistes de la Renaissance, **9**, 196.

Nitti (F.).

Son livre *La Paix*, **15**, 340.

Nizze.

Extension de la domination de l'Etat sur la mer au moyen d'installations fixes, **15**, 14.

Noailles (Comte de).

Ambassadeur de France en Russie, portée du Congrès d'Aix-la-Chapelle (1818), **60**, 79.

Nobel.

Prix Nobel, heureux effets de son institution, **9**, 378. Dotation Nobel et activité pacifiste, **13**, 410.

Noblemaire.

Recrutement des membres de la S. d. N., **41**, 766, 768. Critique l'art. 21 du Pacte de la S. d. N., demande qu'on emploie un autre terme que celui d' « ententes régionales », **53**, 29, 33, 38.

Nobrega.

Revendique les droits des Indiens persécutés, **31**, 226.

Noël.

Soutient que les traités sont supérieurs aux lois, **12**, 517.

Noël Henry.

Gouvernements de fait, **41**, 282; personnalité internationale des gouvernements *de facto*, **41**, 283; rapports avec les gouvernements insurgés, nature juridique de leur reconnaissance en tant que belligérants, **41**, 333; reconnaissance en fait d'un Etat, **41**, 338.

Nogaro.

Distinction fondamentale entre règlements de dettes internes et internationaux, **43**, 606.

Nolcken (Baron).

Expose le rôle du billet à ordre en Russie, **8**, 165.

Nolde (Baron).

Système pour éviter la double imposition, **13**, 74. Dénonciation des traités de commerce, **22**, 532. Contribue au développement du dr. intern. privé russe, **35**, 481. Objet du dr. intern. privé, **35**, 486. Participe au projet de Convention internationale sur le statut juridique des réfugiés espagnols, **43**, 235. Déclare qu'aucune juridiction n'a pu ignorer les arrêts 14 et 15 de la Cour sur le paiement en or de divers emprunts serbes, **60**, 658. — *Conflit de lois* : Rapport à l'Institut de dr. international sur le conflit des lois en matière d'obligations, **17**, 379; adversaire de l'autonomie de la volonté, **16**, 14; préconise la loi unique du contrat, **16**, 75, 77; préconise l'application de la loi du lieu d'exécution comme loi principale des contrats, **16**, 90; opinion sur la loi applicable aux vices du consentement, **16**, 81; distingue loi impérative de l'exception d'ordre public, **16**, 105.

Nolken.

Traduit la pensée de John Adams à l'égard de l'Europe, **32**, 410.

Norman Angell.

Son ouvrage *The Great Illusion*, considère la guerre comme un suicide, **13**, 409. Participe à la fondation de l' « Union of democratic Control », **13**, 412. Comparaison entre les organisations industrielles américaines et européennes, **15**, 356.

Norman Bentwich.

Opinion sur la doctrine du renvoi, **3**, 166.

Normandie (Guillaume de).

Etend l'application de la trêve de Dieu, **6**, 152.

Norsa.

Défend le système de Mackensie Chalmers à l'Institut de dr. international (Munich), **8**, 133. Opinion sur l'exercice de l'action paulienne à l'étranger par les curateurs de la faillite, **14**, 80. Exécution des jugements étrangers, **36**, 399.

Northcliffe (Lord).

Animateur de la propagande anglaise pendant la guerre de 1914, **45**, 289, 296.

Norton (Lord).

Opinion sur le développement colonial, **19**, 267.

Nossig (Dr Alfred).

Agit en vue de la création de la Fédération pour l'entente européenne, **15**, 339.

Nothomb.

Extradition pour crimes politiques, **1**, 199.

Nottingham (Lord).

Reconnaissance des jugements étrangers en Angleterre, **36**, 28. Incompétence des juridictions nationales pour connaître de la validité de l'acte d'un gouvernement étranger, **40**, 366.

Nourrisson (Ad.).

Combat les idées de Machiavel, **9**, 172.

Novacovitch.

Apprécie l'importance du Congrès de Luck, **11**, 470. — *Arbitrage* : Opinion sur l'arbitrage au moyen âge, **13**, 212; arbitrage du Pape au moyen âge, **31**, 346; enregistrement des traités d'arbitrage, **33**, 364; compromis et arbitrages internationaux du XIIe au XVe siècle, **42**, 7.

Novicow.

Sociologue russe, il emploie l'expression d'interdépendance internationale, **13**, 409. Action de l'Eglise catholique en faveur de la paix internationale, **31**, 352. Entre l'an 1500 avant Jésus-Christ et 1860 de l'ère chrétienne, 8.000 traités d'une durée moyenne de deux ans, **49**, 224. Constate que la majorité des traités n'est pas respectée, **54**, 150.

Novossiltsov.

Instructions d'Alexandre Ier (11 septembre 1804), **22**, 377. Transformation de la doctrine internationale de la Russie : ses visées politiques, **22**, 378; son programme d'organisation internationale, **22**, 380; reconstruction de l'Europe, **22**, 382; modification du droit maritime, **22**, 383; point culminant de l'influence de la Révolution française sur la doctrine russe, **22**, 388. Seconde mission de Novossiltsov, **22**, 385. Présentation à l'Angleterre du plan de paix du prince Czartoryski, **60**, 50, 60.

Nubar Pacha.

Ministre égyptien, **5**, 25. Son rôle dans l'aff. du canal de Suez, **2**, 198. Modifie le régime de l'exterritorialité en Egypte, **7**, 310. Son action pour la Réforme judiciaire, **17**, 18, 19, 21, 67; veut étendre la réforme en matière pénale, **17**, 70 et 101. Dirige une revue (*Internationales Jahrbuch für Schiedsgerichtswesen*) traitant des problèmes d'arbitrage privé, **51**, 294.

Nussbaum.

Ouvrages sur la monnaie, **27**, 247. Droit économique, **27**, 258. Rattachement du statut personnel d'une personne morale à la loi de l'Etat qui l'a autorisée, **45**, 443. Conditions d'application du Protocole de Genève relatif aux clauses d'arbitrage, **51**, 382. Lacunes du dr. intern. privé, **58**, 345. Applique la *lex fori* dans les conflits des lois nationales différentes des époux, **60**, 196. Clause valeur-or et clause paiement or, **60**, 678; clause-or ajoutée à une hypothèque, critique l'interprétation de l'art. 245 du Code civil allemand, **60**, 680; le juge doit prendre en considération les intérêts de son pays pour déterminer les règles du droit étranger contraires à l'ordre public de son propre pays, sans tenir compte que la législation de son pays a pu dominer dans certaines législations étrangères, abroger ou restreindre la validité de la clause-or, **60**, 741; conflits de lois concernant la clause-or, **60**, 746, 755, 769, 770. Joint Résolution Roosevelt du 5 juin 1933, **60**, 704, 720.

Nyholm.

Fondement de la coutume internationale, **39**, 148. Juge à la Cour permanente, opinion dissidente dans l'aff. de l'usine de Chorzow, **39**, 162. Stipulation pour autrui impossible en droit international, **39**, 180; **44**, 595 (note). Opinion dissidente dans l'aff. Mavrommatis, **59**, 617 et 618; et dans l'aff. des écoles minoritaires en Haute-Silésie, **59**, 643, 666, 667.

Nys (Ernest).

Traité d'extradition, **1**, 194. Opinion sur la Pentarchie, **2**, 49. Œuvre de Bonet, **6**, 160. Influence de Grotius, **6**, 301. Croit que Grotius s'est inspiré du nouveau Cynée, **13**, 259. Opinion sur Vitoria, **6**, 190; **17**, 120, 121. Opinion sur les traités entre Amérique et Puissances européennes lors de la révolution des colonies espagnoles, **8**, 212. Influence des théories de l'état de nature sur le droit international, **10**, 550. Isidore de Séville et le *jus gentium*, **10**, 551. Rôle des encyclopédistes, **10**, 558. Influence du droit romain sur le droit international, **10**, 561. Appréciation du rôle des théories de l'égalité naturelle, **10**, 593. Désigne l' « accord » par le terme de « collaboration », **11**, 25. Combat la notion de servitude internationale, **22**, 27. Influence de Machiavel en France, **38**, 16. Emploi de l'arbitrage au moyen âge, **42**, 67. Apologie de

Suarez, **43**, 420. Rejette la théorie de la reconnaissance créatrice, **44**, 233. Déclare que Paris est l'atrium de la liberté et que la France condamne l'esclavage, **45**, 563. Repousse la réserve formulée au moment de la ratification du traité, **47**, 376. Portée de l'œuvre de Bodin, **50**, 735. Fondement de la liberté des mers, **55**, 63. Réglementation médiévale de la guerre privée, **58**, 116. Sort des droits acquis en cas de cession de territoire, **59**, 339.

O

Obeydoullah-bin-Mes'oûd.
Droit des gens musulman, **60**, 385.
O Brien.
Meurtrier de Lord Cavendish extradé par les Etats-Unis, **1**, 210.
O' Higgins.
Partisan d'une Confédération de l'Amérique latine, **5**, 303. Fait partie de la Grande Loge américaine, **8**, 215; où il est l'associé de Miranda, **22**, 91. Manifeste adressé au peuple, **8**, 227.
Obando (Nicolas de).
Reçoit recommandation de faire régulariser les mariages des Espagnols avec les Indiennes, **31**, 214. Instructions sur l'attitude qu'il doit observer vis-à-vis des Indiens, **31**, 215.
Obmann.
Arbitre pour la paix publique en Allemagne, **28**, 523.
Occam.
Combat au XVIe siècle la suprématie de l'Eglise, **6**, 261. Participe au mouvement idéologique contre le pouvoir hiérocratique, **44**, 324. Admet la république comme principe de la souveraineté, **44**, 395. Créateur du nominalisme pur, **52**, 196.
Ockhart.
Navigation commerciale à l'époque du Congrès de Vienne, **28**, 141.
Octavio.
Nécessité de maintenir l'autorité de la loi sur le territoire national, **9**, 523.
Octavio (Rodrigo).
Favorable à un droit international américain, **32**, 784. Codification de ce droit, **28**, 85.
Oda.
Juge dissident dans l'aff. Mavrommatis, **59**, 610.
Odoacre.
Dépose le dernier Empereur d'Occident, **11**, 351, 352.
Odopedus.
Application des lois *Si fundus et Contraxisse*, **16**, 8, qualification du droit lombard, **31**, 628.
Oekonomides.
Ses œuvres de droit civil, **20**, 9, 19. *Opinion* : sur le mode d'application en Grèce de la loi étrangère, **20**, 81; sur la forme des actes en Grèce, **20**, 144.
Oersted.
Caractère juridique des conventions internationales du travail, **34**, 32.
Oeschli.
Rapporte des faits mêlés à l'ancienne histoire économique de la Suisse, **15**, 347.
Ogier (François).
Son opinion sur l'influence du Pape, **6**, 208.
Ohlin.
Surproduction antérieure à la crise actuelle, **39**, 330. Perfectionnement de la technique de production postérieure à la crise actuelle, **39**, 337.
Ojeda (Alphonse de).
Soutient que les Indiens sont serfs par nature, **17**, 161.
Oldham.
Président de la Commission d'enquête sur le travail forcé dans la colonie de Kenya, **29**, 242. Secrétaire du Conseil missionnaire international, **29**, 255.
Oldradus de Laude.
Problème de la double imposition, **20**, 489.
Oleg.
Prince russe, traités russo-byzantins (907-911), **11**, 405, 409, 411.
Oliphant (Laurence).
Critique les plébiscites de Savoie et de Nice en 1860, **18**, 175.
Olivart (Marquis d').
Apprécie la doctrine de Monroe, **28**, 74. Combat l'idée d'un droit international américain, **32**, 785; **44**, 488.
Olive.
Etude sur Wolff, **10**, 565; opinion sur sa doctrine, **10**, 565.
Olivecrona (K. de).
Juge suédois, avis sur le recouvrement par la force des dettes contractuelles d'Etat, **8**, 286. Système pour éviter la double imposition, **13**, 73.
Oliveira.
Nécessité d'établir un traité général d'arbitrage obligatoire, **37**, 630.
Olivetti.
Caractère juridique des conventions internationales du travail, **34**, 32.
Ollivier (Emile).
Ecrit le 12 décembre 1866 que la France ne pouvait pas, en raison du principe de la souveraineté des peuples, s'opposer à l'unité allemande, **59**, 500.
Olney.
Secrétaire d'Etat américain, définit le rôle des Etats-Unis à l'égard de tout le continent américain, **11**, 44. Opinion sur la façon d'expulser, **18**, 608.
Olphe Gaillard.
Opinion sur l'existence d'une morale unitaire, **16**, 416.
Omar (Khalife).
Sentiment de la justice, **60**, 398. Du responsable de l'incendie de la bibliothèque d'Alexandie, **60**, 404 (note). Conduite de la guerre, **60**, 452, 496. Accord de la « sauvegarde », **60**, 528. Pouvoirs des chefs des communautés religieuses, **60**, 551. Tolérance à l'égard des chrétiens, **60**, 556.
Ompteda (Von).
Epoque des traités politiques, **2**, 53.

Op den Hooff.

Droit de contrôle et d'interdiction des Puissances étrangères sur le Rhin, **28**, 160. Décision de la Commission centrale du Rhin, **28**, 206. Exclusion des bateliers hollandais, **28**, 129.

Opet.

Droit de l'artiste sur la plus-value de son œuvre, **12**, 561.

Oppenheim.

Opinions : Sur le droit international, partie du droit interne, **1**, 88; sur le droit des navires de guerre dans la mer territoriale, **5**, 171; sur le caractère des règles coutumières, **6**, 361, 362; sur les sources formelles du droit international, **6**, 345; sur l'influence de Grotius, **7**, 144; sur la sanction du droit international, **16**, 582; sur le blocus pacifique, **17**, 504; sur les changements survenus dans le statut des Dominions d'après la guerre mondiale, **19**, 249; sur la personnalité internationale des Dominions qu'il nie en 1912, **19**, 292; sur le Pacte de la S. d. N., **19**, 305; sur l'admission des Dominions dans la S. d. N.; sur leur personnalité internationale, **19**, 343. — *Droit de visite* : Admet l'exercice du droit de visite par les aéronefs, **11**, 97; admet la résistance à la visite de la part du navire de commerce, **11**, 121. — *Droit international* : Théorie et pratique, **23**, 467; consentement commun des Etats base du droit international, **23**, 482; état du droit international avant les Conférences de la paix, **35**, 629; violation par Louis XIV des préceptes du droit international, **38**, 16; nie que le droit international définisse de justes causes de guerre, **38**, 20; nature du droit des gens, **58**, 28. — *Droit des Etats* : Distinction, **1**, 33; leur reconnaissance, **1**, 36; droits fondamentaux, **1**, 57; souveraineté, **1**, 316. — *S. d. N.* : Ses sanctions économiques et neutralité, **17**, 505; ses sanctions militaires, devoir de laisser passer les troupes, **17**, 509; admet sa personnalité, **12**, 489; moyen de rendre efficace l'art. 19 du Pacte, **22**, 479; théorie relative à la S. d. N., **24**, 484; guerre faite avec l'assentiment de la S. d. N., **38**, 47. — Définition du droit, **1**, 319. Reconnaissance et relations diplomatiques, **12**, 121. Définition du traité international, **19**, 477. Admet la dénomination unilatérale des servitudes internationales, **22**, 59. Droit de réglementer l'immigration, **22**, 206. Violation d'un traité entraînant son annulation, **22**, 526. Droit d'exclure les étrangers du territoire, **23**, 74. Dettes de l'Etat entièrement annexé à la charge de l'Etat annexant, **23**, 288. Droits des créanciers de l'Etat annexé vis-à-vis de l'Etat annexant, **23**, 320. Droit des particuliers au point de vue international, **23**, 371. Interprétation des traités, recherche de l'intention des parties, **24**, 59; absence de règles de droit international en matière d'interprétation des traités, **24**, 73 et 75; raisons scientifiques, **24**, 73; rôle des arbitres, **24**, 74. Effet de la reconnaissance des Etats par une majorité des autres, **26**, 354. Condition de création d'une règle universelle, **30**, 295. Incompatibilité de la neutralité avec l'aide à un belligérant, **34**, 295. Opposé à la codification, **35**, 691. Combat la nécessité de l'unanimité dans les conférences, **35**, 707. Inexistence du droit naturel, **38**, 22. Etats comme seuls sujets du droit international, **40**, 30. Acquisition de droits par les Etats tiers en vertu de traités où ils ne sont pas parties, **40**, 473. Personnes internationales, **41**, 261. Compare les apatrides à des vaisseaux voguant en pleine mer sans pavillon, **43**, 127. Par la reconnaissance un Etat est et devient personne internationale, **44**, 236. Droit de passage, en temps de paix, des navires de guerre étrangers dans la zone maritime d'un Etat, **48**, 224. Fondement du droit international, théorie consensuelle, **49**, 192. Affirme les fréquentes violations des traités, **49**, 221. Aucun essai de classification des traités n'a abouti, **50**, 319. Obligations internationales des individus, **53**, 318; le droit des gens ne s'applique pas aux individus, **53**, 608. Influence des projets pour l'établissement de la paix sur le développement des relations internationales, **53**, 549. Influence du droit naturel sur le développement du droit des gens, **53**, 565. Observation entre Etats des règles de la courtoisie internationale, **53**, 585. Traités-lois et traités-contrats, **53**, 590; valeur des traités comme source, **53**, 590. Son explication de l'application du droit international par des tribunaux de compétence interne, **53**, 614. Sujets du droit des gens, **58**, 42. Effets de la reconnaissance d'un Etat, **58**, 52. Effet de la contrainte sur la validité d'un traité, **58**, 204. Servitudes internationales, **58**, 224. Conflit entre loi interne et droit international, **61**, 400, 413. Elève le droit international au rang de droit des gens anglais dans le sens dérivé, **61**, 438.

Ordonez (José Battle).

Projet d'association des nations présenté à la Conférence de La Haye de 1907, **28**, 31.

Origène.

Conception de la guerre, **6**, 132; son attitude à l'égard de la guerre et du service militaire, **13**, 192. Célèbre l'Empire romain au nom de la paix, **31**, 311.

Orlandi.

Interprétation de la définition du domicile dans le Code civil italien, **23**, 38.

Orlando.

Proposition relative à la compétence de la Cour permanente, **8**, 351. Ministre de la Justice italien, sa décision dans l'aff. de l'église libre d'Ecosse, **27**, 237. Son attitude devant la réclamation des biens des missions catholiques par la congrégation de la propagande, **29**, 259. Fait l'apologie de la loi italienne des garanties, **33**, 149. Histoire politique de l'Empire romain, **38**, 554. Les souverainetés nationales et la S. d. N., **61**, 143.

Ormesson (Wladimir d').

Rôle de la presse dans les relations in-

ternationales, **45**, 226. Inconvénients de la diplomatie publique, **45**, 314. Protection internationale contre les fausses nouvelles, mise hors la loi de la fausse nouvelle, **45**, 364. Abîme entre ce que veulent les masses et ce qu'elles font inconsciemment, **45**, 298. La presse, façon dont elle renseigne l'opinion publique, **59**, 194.

Ormsby-Gore.

Confirme la non-conclusion de l'accord entre le gouvernement britannique et la Transjordanie, **19**, 530. Avis sur la nature du mandat belge sur l'Urundi-Ruanda, **19**, 536.

Ortega.

Quatre règles d'interprétation des traités, **24**, 23; interprétation d'après l'intention des parties, **24**, 55, 70.

Ortega y Gasset.

Les masses sont des « impulsions habillées en logique », **46**, 299.

Ortolan.

Souveraineté de l'Etat riverain sur la mer territoriale, **10**, 176, 181. Piraterie, **15**, 166. Définition du crime politique, **16**, 215. Caractère théorique de la notion du domicile, **23**, 39. Repousse la théorie de la territorialité des navires de commerce, **30**, 14; délits commis à bord en pleine mer, **30**, 29; crime commis en haute mer, incompétence des tribunaux français, victime française, **30**, 33; compétence des tribunaux du pays du délinquant, **30**, 37; enquête du pavillon, **30**, 64. Domicile est le siège légal, juridique de toute personne, **53**, 189.

Orts (Pierre).

Son attitude en face du droit de pétition des populations sous mandat, **19**, 551. Formule le principe du désintéressement, **19**, 594, 595. Absence d'opinion sur la valeur de l'institution des mandats internationaux, **19**, 624.

Orné y Arreguy.

Régionalisme dans l'organisation internationale, **56**, 591.

Orzabal de la Quintana.

Opinion sur la doctrine de Monroe, **5**, 319.

Oser.

Clause valeur-or et clause paiement-or, **60**, 678.

Osma (Pierre Martinez de).

Occupe la chaire de Prima Teologia de Salamanque, **17**, 123.

Osman (Khalife).

Mission de Mahomet, **60**, 401.

Osorio (Fr. Alvarode)

Occupe la chaire de Prima Teologia de Salamanque, **17**, 123.

Ossat (Cardinal d').

Admet le mensonge en diplomatie, **4**, 274. Déclare que le prince n'a pas à examiner la légitimité du souverain qui lui envoie un ambassadeur, **4**, 338.

Ossig.

Législation fluviale romaine, **45**, 111.

Osterrieth.

Œuvres littéraires et artistiques susceptibles de protection dans un pays déterminé, **12**, 521; systèmes en présence à la Conférence de Berne pour protection des œuvres littéraires et artistiques, **12**, 503; protection des œuvres d'art appliqué, **12**, 536. Critique l'expression « propriété industrielle », **39**, 375; son idée d'un dépôt international des dessins et modèles, **39**, 455; thèses anglaise et française en matière de protection internationale des appellations d'origine, **39**, 518

Ostertag.

Opinion sur les réserves dans la Convention de Berlin pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, **12**, 509.

Ostrorog.

Droit public musulman, **60**, 377, 378.

Osusky.

Opinion sur l'exécution des sentences arbitrales, **7**, 100. Délégué tchéco-slovaque, déclare la guerre un crime d'après le droit existant, **24**, 166, 207. Insiste sur l'obligation pour la Hongrie de ne pas reconnaître les Habsbourgs, **38**, 340. Tribunal de la S. d. N., **41**, 790.

Olhon Ier (le Grand).

Fonde l'Empire d'Allemagne, **34**, 235.

Otis (James).

Soutient la nullité du « Stam pact » comme contraire à la Constitution, **3**, 123.

Ottolenghi.

Opinion sur la personnalité internationale, **12**, 491, 493. Loi du domicile applicable à la capacité en matière de change, **23**, 27.

Oualid.

Son projet de convention sur les ententes industrielles internationales, **19**, 624. Cause fortuite de double imposition, **31**, 15.

Oubril.

Destitué pour excès de pouvoir dans la négociation d'un traité de paix franco-russe (1806), **22**, 392, 438.

Ouchakow (Amiral).

Sa proclamation (septembre 1798) à la population des îles Ioniennes, **22**, 417.

Oudegaast.

Sa proposition de réformer l'Organisation permanente du travail, **4**, 130, 181.

Owen (Robert).

Son idée de protection internationale des travailleurs, **4**, 70. Congrès d'Aix-la-Chapelle, pétitions en faveur des ouvriers, **40**, 544. Promoteur de la législation internationale du travail, **51**, 489.

Oxenstierna (Axel).

Lutte pour l'abolition du péage du Sund, **53**, 507.

P

Pacchioni.

Règles des conflits de lois, problème des qualifications, **57**, 471. La qualification *lege causae*, la qualification « en

blanc », **57**, 493. Déclare que si l'on acceptait l'opinion de la compétence de la *lex fori* en matière de qualifications on arriverait à dénaturer les dispositions de la loi étrangère à laquelle on a eu recours, **58**, 322. Prévalence de la qualification de la loi étrangère compétente sur celle de la *lex fori*, admettre la compétence de la *lex fori* dénaturerait la loi étrangère à laquelle on a eu recours, **62**, 48.

Pacheco.

Ministre des Affaires étrangères du Brésil, appréciation de la doctrine de Monroe, **5**, 275, 279, 290.

Paderewski.

Attitude à la Ire Assemblée de la S. d. N. sur la guerre polono-russe, **14**, 415. Affaire de Vilna, **14**, 559. Protestation contre les obligations internationales sur la protection des minorités, **38**, 138.

Padoue (Marsile de).

Opinion sur le principe de la souveraineté du peuple, **6**, 261. Conception d'un contrat social, **7**, 408.

Paepe (Polydore de).

Un des auteurs de la Convention franco-belge de 1899 sur l'exécution des jugements, **10**, 514. Rattache au statut personnel l'incapacité pour le failli de disposer de ses biens, ainsi que le principe d'unité et d'universalité de la faillite, **14**, 32.

Pagot (Sir Arthur).

Ambassadeur d'Angleterre à Vienne, publication d'un document diplomatique, **4**, 276.

Paine (Thomas).

Société légale et société politique, **3**, 123. Partisan de l'indépendance américaine, **59**, 234.

Painlevé.

Pose à la VIe Assemblée de la S. d. N. le problème de l'organisation économique de la paix, **15**, 296. Préside le Comité réuni à Paris en vue de la création d'une fédération pour l'entente européenne, **15**, 339. Inaugure le Conseil économique national, **15**, 425. Premier Président du Conseil d'administration de l'Institut de coopération intellectuelle, **61**, 468.

Palacio.

Reconnaissance d'un nouveau gouvernement, **30**, 337.

Palacios.

Attitude : vis-à-vis du droit de pétition des populations sous mandat, **19**, 551; vis-à-vis de la législation du travail en Palestine, **19**, 560.

Paléologue.

Empereur d'Orient, assigne aux Gênois une résidence à Galata, **27**, 17.

Paléologue (Manuel).

Apprécie la portée politique du mariage de l'impératrice Marie-Louise, **4**, 268. S'occupe de l'éducation du prince, **9**, 189.

Paley.

Doctrine utilitariste de la morale internationale, **16**, 426, 457.

Palliéré.

Condition de création d'une règle universelle, **30**, 295.

Palma.

Critique de la théorie de la souveraineté, **34**, 353. Infériorité des Etats composés d'éléments non homogènes, **46**, 731.

Palmerston.

Extradition, crimes politiques, **1**, 201; dépêche du 6 octobre 1849, non-extradition des délinquants politiques, **16**, 196. Obligations financières internationales, sa doctrine, **1**, 303. Opinion sur le canal de Suez, **2**, 196. Caractère discrétionnaire de la protection des sujets anglais par le gouvernement anglais vis-à-vis des Etats banqueroutiers, **8**, 76. Droit d'ingérence de l'Etat, **8**, 81. Emprunts par l'Etat aux particuliers, **8**, 55. Attitude à l'égard de la motion pacifiste de 1849 aux Communes, **13**, 379. Appréciation des prétentions de la France quant à la pêche de Terre-Neuve, **45**, 26.

Palmerston (Lord).

Idée d'un condominium des deux Etats riverains sur l'Escaut, **21**, 349; condition des eaux intermédiaires entre le Rhin et l'Escaut, **28**, 194. Accepte un compromis dans l'affaire de la frontière nord-est américaine, **35**, 413. Recevabilité des réclamations, **41**, 59.

Pandolfi.

Député italien, prend fait et cause pour la limitation des armements, **37**, 539.

Panine (Comte).

Substitue au système de Pierre-le-Grand le système du Nord, **22**, 337.

Paon (Marcel).

Opinion sur l'immigration en France, **18**, 466.

Papafava (Vladimiro).

Application de la loi étrangère, nécessité d'un Code de droit comparé, **46**, 808.

Paparrigoulos.

Son traité de droit civil, **20**, 9, 10.

Papanastassiou.

Initiateur du Pacte balkanique, **53**, 65.

Papinien.

Sentence servant de base à la *lex loci contractus*, **29**, 308.

Papon (Jean).

Travaux sur la diversité des coutumes, **29**, 321.

Pappoulias.

Ses ouvrages de droit civil, **20**, 10.

Parandier.

Rapport sur son activité en faveur des émigrés polonais, **22**, 347.

Paraty.

Chargé d'affaires du Portugal au Brésil, revendique le droit d'asile à bord des navires de guerre, **16**, 154.

Pardessus.

Contrat de paiement à un Français de piastres espagnoles conclu avant l'émission de papier-monnaie, influence du changement de monnaie sur l'exécution de la convention, **43**, 639. Signale un loi des Wisigoths (ve siècle) créant

des juges spéciaux (*telonarii*) pour étrangers, **48**, 487.

Paredes.

Ministère des Affaires étrangères de Salvador demande aux Etats-Unis l'interprétation de la doctrine de Monroe, **32**, 535.

Pareto.

L'histoire des mauvaises monnaies plus longue que celle des bonnes, **56**, 456.

Parke.

Effet d'un jugement étranger en Angleterre, **36**, 29.

Parker (E. S.).

Condamne les traités entre Etats-Unis et tribus indiennes, **31**, 253. Arbitre international réputé, **35**, 665. Règle de la nationalité continuée, **41**, 50. Tâche des arbitres, **41**, 161.

Parker (Lord).

Conflit entre « Orders in Council » et droit international, **61**, 400, 413. Rapports entre le droit international et le droit interne, **62**, 134.

Parmoor (Lord).

Avis sur l'acquisition de la nationalité polonaise, **1**, 491. Opinion sur les sanctions de l'arbitrage obligatoire, **7**, 24. Adhère au projet français d'un Institut international de coopération intellectuelle, **9**, 371. Affirme que jamais une sentence arbitrale n'est restée sans exécution, **48**, 87.

Parnes.

Méthode d'institution d'une monnaie internationale, **37**, 276. Système monétaire, **56**, 433.

Paroldo.

Son ouvrage *Essai de codification du droit international*, **46**, 755.

Parra-Perez.

Jugement sur le rôle de Bolivar, **5**, 308. Missions sont un moyen efficace de tirer de la barbarie les indigènes de certaines contrées, **26**, 199.

Pascal.

Définit la tyrannie, **9**, 208. Sa façon ironique de traiter la guerre et la raison d'Etat, **13**, 295. Sur des matières qui ne sont pas nouvelles, on peut, par des dispositions nouvelles faire œuvre de création intellectuelle, **52**, 465. La justice est sujette à dispute, la force est sans dispute, **54**, 47.

Pascal II (Pape).

Dispense canonique de mariage entre princes par les parents, **11** (v. Mariage). Droit d'ambassade du Saint-Siège, **31**, 319.

Pasquier.

Portrait de l'empereur Alexandre, **60**, 100.

Pasquier (Etienne).

Opinion sur Machiavel, **9**, 213.

Passy (Frédéric).

Président de la Société française pour l'arbitrage, il approuve la doctrine de Drago, **8**, 285. Fonde la « Ligue internationale et permanente de la paix » devenue « Société française d'arbitrage international », **13**, 396. Son rôle lors de la fondation de l'Union interparlementaire, **13**, 401. Initiative tendant à la conclusion d'un traité d'arbitrage entre la France, l'Angleterre et les Etats-Unis, **37**, 537.

Pasteur.

Espère dans le progrès de la science et de la paix, **17**, 567.

Pastor.

Historien de la papauté, **26**, 89.

Pataille.

Possibilité de création originale bâtie sur des matières déjà traitées, **52**, 455 et 456.

Patin (Gui).

Opinion sur Machiavel, **9**, 226.

Paul.

Répartition des pertes résultant du jet de marchandises à la mer, **13**, 11.

Paul (Commissaire).

Opinion dans l'aff. Balistini, Dette d'Etat, **8**, 84.

Paul (Miss Alice).

Apôtre du mouvement international pour l'égalité des sexes, **42**, 591; critique la Convention de La Haye de 1930, **42**, 592; égalité des sexes compatible avec l'unité de la famille, **42**, 593.

Paul Ier (Empereur de Russie).

Continue la politique de Catherine II, **22**, 362. Doctrine russe de la contre-révolution internationale, **22**, 364. La Russie se retire de la coalition contre la France, **22**, 367. Idée d'un Congrès européen pour régler les questions posées par la Révolution française, **22**, 369. Rapprochement de la Russie et de la France, motifs, **22**, 370; alliance franco-russe contre l'Angleterre, **22**, 371; opposition de la noblesse, **22**, 373. Rescrit (3 août 1797) admettant au service de la Russie les corps d'émigrés français, **22**, 430. Invite Louis XVIII à venir en Russie, **22**, 440. Définit les règles de droit maritime, **22**, 444. Neutralité armée, déclaration, **22**, 444.

Paul II.

Rôle de pacificateur, **6**, 176.

Paul III.

Attitude à l'égard des infidèles, **6**, 181. Conciliateur entre François Ier et Charles-Quint, **6**, 202. Reconnaît solennellement les Indiens comme des hommes, **31**, 203. Interprétation de la bulle du Pape partageant le monde, **31**, 345. Nullité des conventions avec les infidèles, **32**, 358.

Paul-Boncour.

Conseille l'emploi de l'art. 19 du Pacte de la S. d. N., **20**, 437. Partie V du Traité de Versailles, **25**, 389. Importance de l'art. 11 du Pacte, **39**, 721. Possibilité de deux actions concurrentes de la S. d. N. en vertu des art. 11 et 15 du Pacte, **39**, 741. Nature spéciale du conflit sino-japonais de 1931-1932, nature de décision d'espèce que revêtira la solution prise par la S. d. N. Opinion publique et négociations diplomatiques, **45**, 312 et 313. Mise en œuvre de l'art. 15 du Pacte, **50**, 46.

Paulucci de Calboli.

Son ouvrage sur les émigrants italiens, **20**, 214.

Paulus.

Définition du *jus singulare*, **49**, 27.

Pauncefote (Julian).
Ambassadeur d'Angleterre, son projet de Cour permanente d'arbitrage devant la Conférence de La Haye, **37**, 556.

Pauron.
Son expulsion de Belgique, **18**, 561.

Pausanias.
Origine de l'arbitrage chez les Hellènes, **42**, 14. Décision arbitrale entre les villes d'Elide et de Pise, **42**, 26.

Paw.
Disposition de ce qui constituait l'ancienne Amérique, **31**, 382.

Pawinski.
Déclare que les consuls de Pise étaient les premiers représentants de l'institution consulaire (1087), **48**, 491.

Pawley Bate.
Ce qu'il pense de la Doctrine du renvoi, **3**, 164, 171.

Payrat.
Rapport à la IXe Conférence de la Croix-Rouge (Washington 1912), **21**, 64.

Pearce (Sir George).
Chef de la Délégation australienne à la VIIIe Assemblée de la S. d. N., signale les inconvénients de l'arbitrage obligatoire, **18**, 119.

Pearce-Higgins.
Opinions : sur la personnalité des Dominions, **19**, 340; sur leur situation en 1924, **19**, 348; sur l'état de guerre des membres de l'Empire britannique, **19**, 484. Création d'une Commission permanente relative à la dissolution des traités, **22**, 479.

Pecchio.
Traditions classiques de l'Ecole italienne, **42**, 364.

Pecqueur (Constantin).
Son prix (1842) pour son ouvrage *De la paix, de son principe et de sa réalisation*, **13**, 371, 372.

Pedro Ier.
Donne à l'empire du Brésil sa Constitution, **31**, 270.

Peel (Sir Robert).
Réforme libre-échangiste en Angleterre, **3**, 335.

Pelajo.
Canoniste du XIVe siècle, d'Empereur sujet du Saint-Père, droit de coercition de l'Eglise envers lui, **49**, 359.

Pelissié du Rausas.
Opinion sur les capitulations, **17**, 8; **43**, 715. Montre la nécessité d'une réforme législative en Egypte, corollaire de la réforme judiciaire, **17**, 86. Notion d'intérêt mixte, **41**, 390. Les Méglis Habsbys (magistrature pupillaire), **41**, 427. Essai de sécularisation partielle de la juridiction du statut personnel, **41**, 428.

Pella.
Intervention internationale, **10**, 299. Rapport sur l'examen des questions pénales et pénitentiaires, **36**, 160. Responsabilité de l'Etat pour crime de son gouvernement, **36**, 171. Favorable au projet de Cour permanente de justice criminelle, **36**, 173. Vœu pour unification du droit pénal, **36**, 178. Délit de propagande en faveur de la guerre d'agression, **38**, 431, 437; son introduction dans le projet de Code pénal roumain (mars 1933), **45**, 747. Etendue de la responsabilité pénale, **38**, 437. Chargé d'un mémoire sur l'adaptation des législations nationales au développement de la vie internationale, **45**, 752 et s., 761. Révision des traités, **54**, 238 et 239. Partisan d'un droit pénal international nouveau, **58**, 89.

Pelletier (Michel).
Portée juridique du brevet d'invention en législation française, **39**, 404.

Peña (Roque Saenz).
Son opinion sur la doctrine de Monroe et la solidarité américaine, **5**, 285, 286, 293, 319.

Penn (William).
Fonde la Pennsylvanie, **6**, 311; **13**, 275. Sa vie et son œuvre, **13**, 278. Projet de paix perpétuelle, **16**, 467; **17**, 471; projet de pacification de l'Europe, **13**, 278; action coercitive en faveur de la paix, **17**, 471. Opinion sur la guerre, **16**, 519; projet destiné à la supprimer, **24**, 158. Partisan de sanctions militaires contre Etat n'exécutant pas une sentence militaire, **48**, 70. Projet d'une Diète européenne (1694), **53**, 547.

Pépin.
Expulsion : Causes d'après l' « Aliens Act » de 1905, **18**, 558; caractère collectif et familial de l'expulsion en Angleterre, **18**, 579; indulgence des Cours anglaises pour les expulsés, **18**, 588; collaboration de la justice et de l'administration en ce qui touche l'expulsion en Angleterre, **18**, 601.

Perassi.
Formation de la coutume internationale, rôle de la Convention, **11**, 20; fonde le droit coutumier sur le consentement tacite, **30**, 294. Reconnaît dans la sentence internationale une manifestation, non de volonté, mais de pensée, de jugement, **61**, 277. Propose le terme d' « organes internationaux », **61**, 280.

Pereira (Lafayette R.).
Son projet de Code de dr. intern. privé, **22**, 162, 174; **23**, 42; **32**, 712; art. 118 du projet, cas de défaut de domicile, **23**, 61; adoption de la loi nationale pour le statut personnel, **23**, 12. Projet de Bolivar, Confédération des Républiques hispano-américaines, **32**, 485.

Péreire (Isaac).
Comptait sur l'Eglise pour résoudre la question ouvrière, **31**, 374.

Pérels.
Juridiction pénale sur la mer territoriale, **10**, 192. Soit des équipages des navires capturés, **11**, 121. Définition de la piraterie, **12**, 348. Extension de la domination de l'Etat sur la mer au moyen d'installations fixes, **15**, 14. Assimilation des navires postaux aux navires de guerre, **15**, 27. Exterritorialité des navires de guerre, **15**, 66.

Péret (Raoul).
Demande en Angleterre la clause des transferts, **27**, 362.

Péreterskij.

Dr. intern. privé russe : Manuel, **35**, 483; son domaine, **35**, 486; ordre public, base marxiste, **35**, 512; favorable en renvoi au premier degré, **35**, 515; nie l'existence d'un dr. intern. privé commun, **35**, 598. Règles sur la prescription libérative, **35**, 546.

Pérez (José, Joaquim).

Président du Chili, son opinion sur l'arbitrage en matière de blocus, **6**, 98, 99.

Pérez Triana.

Opinion sur la doctrine de Monroe, **5**, 335, 345. Délégué colombien, propose la prohibition des mines automatiques dans la guerre maritime, **32**, 742.

Pergler.

Actes d'un gouvernement non reconnu, **41**, 286.

Périandre.

Tyran de Corinthe, appelé au rôle d'arbitre, **31**, 336; arbitre dans un conflit entre Athènes et Mitylène, **42**, 42.

Péricles.

Pacifiste de l'Hellade, interprète les clauses des traités grecs relatifs à l'arbitrage obligatoire, **42**, 39. Nationalité *jure sanguinis* seule admise par Périclès, **60**, 516.

Périn (Ch.).

Voit dans le droit international une adaptation du droit naturel aux rapports entre Etats, **18**, 345.

Peritch.

Idée de la souveraineté des Etats inconciliable avec celle de la paix, **61**, 654.

Perinjaquet.

Rejette la notion de servitude internationale, **22**, 27.

Perroud (Jean).

Pluralité de domicile des sociétés, **23**, 70; changement de nationalité d'une société anonyme, **23**, 77. Raisons politiques de l'art. 3, al. 1 du Code civil français, **29**, 605. Arrangement de Genève (juin 1928) sur les apatrides, accord franco-belge (1928), nature juridique de ces textes dont M. Perroud conteste que l'arrangement soit un traité diplomatique, **43**, 222. Comparaison entre jugement frappé d'appel et le jugement étranger sans exequatur, **43**, 747. Conflits de lois en matière de filiation naturelle, **50**, 460.

Perruzzi.

Banquiers italiens ruinés par la faillite d'Edouard III, **5**, 9.

Perry (Commodore).

Oblige le Japon à s'ouvrir au commerce international, **9**, 430.

Persous (W. M.).

Méthode statistique de prévision des cours de la Bourse, **39**, 339. Le mouvement cyclique des prix varie avec le type d'index considéré, **50**, 769.

Pertile (J.-B.).

Valeur économique de l'émigrant, conteste la portée de cet argument, **20**, 211; défend la politique italienne d'émigration, **20**, 234. Subit l'influence de Savigny, **29**, 363. Sa définition du droit international, **46**, 726. Conditions nécessaires à l'existence d'une nation comme sujet du droit international, **46**, 727.

Pessoa.

Son « Droit international codifié », **11**, 57.

Pessoa (E.).

Délégué brésilien à la Haute Commission interaméricaine, membre de la Cour permanente, **8**, 135. Son projet de « Codigo di Dircito intercional publico », **22**, 156, 162, 174; **32**, 722, 753; adoption de la partie relative à l'asile, **22**, 229; partie consacrée à l'arbitrage, **32**, 753. Délivrance d'avis de la Cour permanente sur simple demande de la S. d. N., **39**, 226. Juge dans l'aff. Mavrommatis, son opinion dissidente, **59**, 610.

Pescatore.

Doctrine italienne de dr. intern. privé, **17**, 357; son opinion sur la règle *locus regit actum*, **17**, 373.

Pessina.

Opinion à l'appui de l'extradition, **10**, 355.

Peters.

Ressemblance entre fleuve régularisé et canal, **28**, 117; redevances, **28**, 174.

Petimézas.

Son traité de droit commercial, **20**, 10.

Pétin.

Appréciation de la doctrine de Monroe, **28**, 50.

Pétion.

Compétence parlementaire dans la conclusion des traités, **38**, 360.

Pétion de Villeneuve.

Patrimoine national garantie du paiement de la Dette publique, **23**, 221. Contrôle parlementaire de la politique extérieure, **56**, 236.

Petkof.

Ministre bulgare, initiateur de l'union serbo-bulgare de 1905, **3**, 434.

Pétrazycki.

Fondateur de l'Ecole psychologique russe. Professeur à l'Université de Pétrograd, le Droit puise sa force en lui-même, **1**, 386; conception du droit, **18**, 357 (note).

Petrushevecz.

Son « Droit international codifié », **11**, 57.

Petty (William).

Exercice du commerce par la partie hétérodoxe de la nation, **5**, 376.

Pétu.

Lettres de change internes, lettres de change internationales, distinction, **8**, 188.

Peuchel.

Adversaire du passeport, **50**, 100.

Pfeiffer.

Sa doctrine du respect des droits acquis, **47**, 194; exigence d'un titre spécial d'acquisition, **59**, 326.

Phélan.

Force obligatoire des conventions de la Conférence internationale du travail vis-à-vis des Etats fédératifs, **51**, 500. Membres originaires de la S. d. N. se-

ront membres originaires de l'Organisation internationale du Travail, amendement de Sir Robert Borden, résolution adoptée par la Conférence de Paris (1919) pour assurer aux Dominions égalité de traitement avec les autres membres de ladite organisation, **51**, 510.

Philippe-Auguste (roi de France).

Lutte contre la guerre privée, **28**, 483.

Philippe le Bel (roi de France).

Lutte d'Etat national contre l'idée internationale, **13**, 204. Attentat d'Anagni, excommunication, **13**, 529. Figure dans l'histoire comme faux monnayeur, **37**, 217.

Philippe de Macédoine.

Appelé par les amphyctions, **34**, 220. Son rôle d'arbitre, **31**, 336.

Philippovitch (Von).

Rôle de la Banque d'Angleterre à l'égard des « exchequer bills », **23**, 196.

Phillimore (Lord).

Projet de création d'une Cour de justice criminelle internationale, **10**, 365. Projet britannique d'organisation internationale, **18**, 55. Nature juridique de la mer, **20**, 447. Principes de droit interne appliqués par le juge international, **44**, 581. Notion de la bonne foi, **44**, 637. Le chiffre 3 de l'art. 38 vise les principes généraux de droit acceptés par toutes les nations, **49**, 287. Déclare que les litiges internationaux sont toujours des litiges entre Etats, **51**, 50. Déclare, à propos de l'art. 38 du statut de la Cour permanente, que tous les principes de droit commun sont applicables aux rapports internationaux, **52**, 220, 223. Les relations entre Etats sont les mêmes que celles des individus entre eux dans la société particulière à laquelle ils appartiennent, conséquences, **53**, 569. Traités non compris dans la classification de Madison, **53**, 593. Le juge international ne peut faire intervenir les principes généraux du droit qu'à défaut de conventions ou de coutumes, **54**, 212.

Phillimore (Sir Robert).

Etat : Sa définition, **1**, 29; droit de vivre des Etats, **1**, 34; droit de conservation, **1**, 49 et 51. — *Interprétation* : Les traités sont des contrats de bonne foi, son œuvre d'interprétation, ses inspirateurs, **24**, 30; essence de l'interprétation, méthode, **24**, 31; droit romain, son importance, **24**, 31, 73; s'appuie sur lui pour l'interprétation des traités, **24**, 29, 73; distinction entre choses favorables et odieuses, **24**, 32; définition de l'interprétation doctrinale, **24**, 35; règle d'interprétation, application, **24**, 41; interprétation extensive, **24**, 42, interprétation historique et usuelle, **24**, 47; intention des parties, **24**, 58; écarte l'interprétation unilatérale d'un traité, **24**, 39. — Pape et patriarches, leur situation internationale, **1**, 32. Aff. du navire *The Helena*, corsaires barbaresques, **1**, 34. Intervention, **1**, 43; droit d'intervention de l'Etat en faveur de ses ressortissants créanciers d'un autre Etat, **8**, 82. Souverains étrangers devant les tribunaux (Khédive d'Egypte), de lois, **1**, 530, 531. Opinion sur les conflits de lois, **3**, 146, 157, 159, 168. Opinion sur la doctrine de Monroe, **5**, 288. Aff. du navire le *Charkich*, immunité des navires d'Etat, **8**, 465. Droit des Etats de réglementer l'immigration, **22**, 206. Rapport de l'Etat au territoire, **23**, 234. Détermination des règles de droit international, **24**, 8. — *Dr. intern. privé* : Etude, **36**, 11; base de sa notion du domicile, **23**, 39; définition du domicile, **36**, 39; introduit en Angleterre les idées de Savigny, **29**, 361. Traités pour lesquels la sanction du Parlement est indispensable, **43**, 254. Nature juridique de la reconnaisasnce l'Etats et de gouvernements, **44**, 233. Statistique des Conventions consulaires, **48**, 545. Classification des traités, **50**, 339. Droits accordés aux étrangers sont basés sur la courtoisie internationale, **53**, 619. Effets de la guerre sur les traités, **59**, 528.

Phillipson.

Avenir du droit international, **35**, 610.

Philonenko.

Aff. Forgo, la Cour de cassation a recherché, d'après lui, d'office et interprété une loi étrangère, **57**, 257, 405. Conflits des règles de conflits, **57**, 522. Pour lui, les qualifications doivent être déterminées par le droit appliqué dans le cas concret, **58**, 322.

Philothée.

Conception politique et religieuse de la « Sainte Russie », **11**, 473.

Phocas.

Délégué de la Grèce à la Conférence de Barcelone, historique de la liberté de la navigation fluviale, **21**, 296, 307.

Photius.

Patriarche byzantin, **11**, 399.

Piatoli (Abbé).

Mémoire (1805) présenté à Alexandre Ier pour le maintien de la paix, **11**, 495; **22**, 384, 386. Ses projets de réforme internationale, **22**, 386.

Pic (Paul).

Opinion : sur l'exercice d'un mandat par un Dominion britannique, **5**, 220; sur les délits militaires internationaux, **10**, 361.

Picard (Edmond).

Son ouvrage *Les Constantes du droit*, **3**, 54. Insiste sur le caractère international des droits de la pensée, **12**, 392, 395; crée l'expression « droits intellectuels », **39**, 363. Théorie sur la nature juridique du droit d'auteur, **12**, 435, 440. Conception : du droit naturel, **33**, 457; du droit pur, **36**, 362. Restriction des cas de cassation interne, en tenir compte pour l'organisation des recours internationaux, **43**, 70, 91. Son étude sur le droit pur, **47**, 41.

Picard (Roger).

Rapport sur les ententes financières européennes, **15**, 339.

Picciotto.

Critique la théorie anglo-américaine de l'incorporation du droit international au droit interne, **40**, 346. Influence de la doctrine de Triepel, **61**, 380.

Réfute l'argumentation de l'impossibilité de l'existence d'une loi interne anglaise en conflit avec le droit international, **61**, 400. Accepte la conception que la règle issue du droit international coutumier se voit douée de la force obligatoire (celle d'un Order) dans le domaine interne, **61**, 438.

Pichon.

Ministre des Affaires étrangères de France, recouvrement par la force des dettes extérieures, position de la France, **1**, 305. Déclaration à la Chambre des députés sur le recouvrement des emprunts d'Etats étrangers, **8**, 97.

Pickering.

Secrétaire d'Etat américain, **3**, 38. Attitude à l'égard de la révolution romaine en 1799, **4**, 339.

Pie II (Pape).

Son rôle pacificateur, **6**, 176.

Pie VII (Pape).

Conciliateur entre le roi de Naples et l'Europe, **6**, 218. Adresse à Napoléon Ier une proclamation de neutralité et de paix, **31**, 348.

Pie IX (Pape).

Condamnation dans le « Syllabus » du principe de non-intervention, **11**, 492. Action médiatrice pour éviter la guerre de 1870, **31**, 326; **31**, 334. Se prononce pour une réduction des armements, **31**, 334. Convocation du Concile du Vatican, **31**, 381; qu'il clôt à cause de la guerre franco-allemande, **31**, 374. Interprétation de sa bulle, **31**, 383.

Pie X (Pape).

Opinion sur la fondation Carnegie, **6**, 127, 128. — *Arbitrage* : Arbitre entre Colombie et Pérou, **31**, 340; préside la Commission d'arbitrage relative aux droits sur le territoire de l'Acre, **33**, 152; arbitrage relatif aux ressortissants péruviens et boliviens du territoire de l'Acre, **36**, 294. L'Eglise laisse aux nations le choix de leur gouvernement, **59**, 472.

Pie XI (Pape).

Définit le rôle de l'Eglise dans le monde, **6**, 234. Sa doctrine missionnaire, **26**, 96. Intention de réunir un Concile en 1925, **31**, 375. Codifiera la paix du monde, **31**, 386. Réception du corps diplomatique à la suite des accords de Latran, **33**, 159. Exhorte à l'abandon, devant les conflits d'intérêts, de l'individualisme et de l'égoïsme, **53**, 166.

Piédelièvre.

Confond les dettes régionales et les dettes spéciales de l'Etat, **23**, 273. Arbitrages italiens au moyen âge, **42**, 7, 77; arbitrage réglant les conflits relatifs à la propriété territoriale, **42**, 67.

Pierantoni.

Principe des nationalités, **2**, 39. Caractérise l'évolution des traités politiques, **2**, 53. Opinion sur l'expulsion donnée à l'Institut de droit international en 1891, **18**, 455. Application par le juge de la loi étrangère, **46**, 808. La faillite devant les Conférences de dr. intern. privé de La Haye, **55**, 380.

Pierce (Président).

Demande au Brésil la libre navigation sur l'Amazone, **21**, 311.

Pierling (Père).

Historien des rapports de la Russie et du Saint-Siège, **11**, 431.

Pierre le Grand (Empereur de Russie).

L'internationalisme à l'intérieur et à l'extérieur de l'Empire, **11**, 474, 488, 490, 493. Son époque marque le point de départ de la disparition du droit international régional de l'Europe orientale, **22**, 334. Système de Pierre le Grand, **22**, 337. Question de l'issue de la Russie vers les mers du Sud, **48**, 603.

Piip.

Projet d'une « Ligue baltique », **52**, 165.

Pilenko (Albert).

Raisons de l'ancienne protection accordée par l'Allemagne aux inventeurs, **12**, 412. Nature juridique du droit d'auteur, **12**, 427. Contribution au développement du droit international privé russe, **35**, 481.

Pillaut (J.).

But des règlements relatifs à l'administration des concessions, **27**, 45. Principes devant servir de base aux Conventions consulaires, intervention consulaire seulement dans l'intérêt des héritiers, **48**, 556.

Pillet (Antoine).

Conflits de loi : Son opinion, **3**, 138, 150, 158, 159; solution des conflits en matière de nationalité, **5**, 467; conflit des lois interprétatives, **16**, 55; conflits de lois sont conflits de souveraineté, **21**, 202; confusion dans la jurisprudence française entre le droit des étrangers et le conflit des lois, **21**, 506; lois compétentes, but social des lois en conflit, **21**, 460; **29**, 312; **33**, 265, 505; application intégrale de la loi étrangère, **21**, 467; théorie continentale des conflits de lois, **29**, 365; conflit de lois en matière d'enrichissement sans cause, **39**, 663. — *Contrats* : Leur nature sur offres réglementées, **16**, 72; contrats sans cause, **16**, 73; loi facultative applicable au contrat en cas de silence des parties, **16**, 109. — *Domicile* : Application du droit impossible sans la notion de domicile, **23**, 5; détermination du domicile légal, loi compétente, **23**, 109, 123; loi du domicile de juridiction universelle en matière de faillite, **23**, 29; rôle de l'intention dans la détermination du domicile, **23**, 38; base de la notion de domicile, **23**, 39; pluralité de domicile des sociétés, **23**, 69; distinction entre filiale, agence et succursale, **23**, 70; validité de l'élection de domicile en droit international, **23**, 71; droit de l'étranger au domicile, **23**, 75; concordance des législations en matière de domicile, **23**, 94; unification de la notion de domicile en matière de personnes naturelles, **23**, 95; domicile légal soumis à la loi du lieu où il est établi, **23**, 109, 123. — *Droit international* : Principe de codification du droit international, **6**, 391; rapports du

droit international public et du droit international privé, **9**, 418. — *Dr. intern. privé* : Origine de l'expression, **9**, 433; expose le dr. intern. privé français, **9**, 548; admet que le Code civil français n'a consacré aucun système de dr. intern. privé, **15**, 477; dr. intern. privé, loi du moindre sacrifice, **17**, 226; **33**, 253, 294; **34**, 369; conception du dr. intern. privé, **20**, 16; **58**, 264; opinion sur sa nature, **20**, 24; **21**, 440; voit, dans le dr. intern. privé, du droit public, **20**, 43; **58**, 409; jugement sur les doctrines de l'école italienne, **25**, 133; critique la doctrine de Savigny, **29**, 359; objet du dr. intern. privé, **33**, 492; conception du dr. intern. privé, **59**, 335; **62**, 21, 430, 444, 463. — *Etat* : Interdépendance des Etats, **1**, 387, 390; **34**, 354; **38**, 179; souveraineté, **6**, 21; **34**, 349, 350; droit au commerce international, **34**, 377; droit de régler l'immigration, **22**, 206; droits fondamentaux des Etats, **24**, 472; unique droit fondamental des Etats, droit au respect mutuel de leur souveraineté, **45**, 143 et s.; application de cette théorie à la navigation fluviale, **45**, 146; droit de conservation que les Etats se doivent de respecter entre eux, **58**, 127. — *Etranger* : Condition des étrangers, **4**, 31; opinion sur l'exclusion de l'étranger des droits politiques, **18**, 463. — *Faillite* : Nature des lois sur la faillite, **14**, 28; loi applicable à la détermination de la date de cessation des paiements, **14**, 76; droits à la faillite quant à répartition du produit des immeubles à l'étranger, **14**, 93. — *Guerre* : Doctrine des théologiens et canonistes sur la guerre, **6**, 194; doctrine de Suarez, **6**, 194; fondement du droit de la guerre, **6**, 196; vanité de la distinction entre guerres justes et injustes, **38**, 20. — *Jugement étranger* : Effet des jugements répressifs, **4**, 426; théorie des droits acquis en matière d'exécution de jugements étrangers, **10**, 479; opinion sur le traité franco-suisse de 1869, **10**, 502, 506, et sur le traité franco-belge de 1899, **10**, 512. — *Ordre public* : **9**, 142; à considérer dans un conflit de lois, **9**, 471; comparaison entre la matière rentrant dans l'ordre public suivant Pillet et suivant Bustamante, **9**, 467; question d'ordre public, effets de sa solution, **9**, 547; impossibilité d'énumérer les lois d'ordre public, **9**, 467; admission des règles d'ordre public de la loi compétente, **21**, 469; notion d'ordre public, **62**, 67, 73, 519. — *Propriété littéraire et artistique* : Convention et Union de Berne, distinction, **12**, 471; dispositions du traité de Versailles sur la propriété littéraire et artistique, **12**, 466, 467; sanction de la Convention de Berne, **12**, 514, 516; théorie des droits acquis en matière de protection des œuvres littéraires et artistiques, **12**, 520; protection des œuvres d'art appliqué, **12**, 536. — Existence d'un droit commun de l'humanité, **1**, 387; **26**, 184. Droit international public, **1**, 82. Loi de l'ambition, **1**, 558. Opinion sur les inconvénients de la législation imposée par traité, **8**, 146. Mancini, sa conception de la nationalité, **9**, 451. Etendue du domaine d'application des lois par le but social qu'elles poursuivent, **9**, 455. Libéralité du « Common law » à l'égard des jugements étrangers, **21**, 212. Règle *mobilia sequuntur personam*, **21**, 247. Fondement de la règle *locus regit actum*, **21**, 480. Avis relatif à la Convention de La Haye sur l'interdiction, **23**, 22. Criterium de la nationalité des personnes morales, **23**, 48. Jugements en matière fiscale sans autorité hors du territoire, **23**, 236. Liberté des mers, **30**, 10. Arbitrage du Pape au moyen âge, **31**, 346. Apprécie l'œuvre des maîtres espagnols du droit naturel, **31**, 362. Caractère constitutif du droit subjectif, **33**, 12, 14. Critique l'expression de nature des choses, **33**, 262. Rejet de la théorie du renvoi, **33**, 273. Promoteur de la théorie des droits acquis, **33**, 567. Autonomie de la volonté, **33**, 528. Droit pour un Etat de se défendre, **34**, 347. Nie l'indépendance des individus et des nations, **34**, 363. Droit d'escale dans les ports étrangers, **34**, 433. Opinion sur le droit pénal international, **35**, 657. Refus aux nationaux du bénéfice de la Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle, **39**, 398. Loi personnelle des plurinationaux, **39**, 576. Prétend qu'il est irrationnel qu'une personne n'appartienne à aucun Etat, **43**, 127. Respect des droits acquis sous l'autorité d'une loi étrangère, **44**, 51; en vertu des droits acquis, maintient le mariage dont un des époux devient sujet d'un Etat qui admet le divorce non admis par la loi commune des époux, **44**, 80. Refus de divorce aux étrangers dans un pays où il n'est pas admis, étude de cette décision par Pillet, **44**, 93 et 94. Acte qui consacre les droits acquis n'est pas tenu pour nul dans un pays où ses effets sont contraires à l'ordre public de ce pays, l'acte est paralysé, **44**, 101; **59**, 336. Critère de la nationalité des sociétés, **45**, 405, 411. Le sens juridique du mot « réciprocité » n'a jamais été bien fixé, **52**, 263 et 264. Toutes les lois sont, par nature, à la fois générales et permanentes, **57**, 369. Applique la théorie des internationalistes qui limite la compétence du législateur et l'oblige non seulement à ne pas toujours appliquer la loi du for mais encore à déclarer applicable une loi étrangère, **57**, 578. Déclare que l'ordre public n'exige jamais une permission, **57**, 644. Inapplicabilité de la loi étrangère pour raison d'ordre public, **58**, 429. Reconnaissance extraterritoriale des droits acquis, **59**, 334.

Pillet et Niboyet.

Ordre public, **9**, 412. Ancienneté de sa notion, **9**, 463; compétence de la loi française, **35**, 510. Définition du droit international privé, **9**, 419. Raison d'admission par les tribunaux français de la théorie du renvoi, **9**, 438. Statut personnel, **9**, 448. Conflits de lois entre Etats de l'Union américaine, **9**, 519; solution des conflits de lois en matière de domicile, *lex fori*, **23**, 127. Loi applicable à la preuve, **25**, 177. Modes d'acquisition de territoire, **31**, 137.

Pilotti.

Conditions des associations organiques,

41, 59. Unions d'Etats et Unions administratives, **41**, 303.

Piloty.

Théorie sur la nature juridique du droit d'auteur, **12**, 424.

Pimentel (Bernardino).

Dernier nonce laïque, **31**, 322.

Pineau.

Impossibilité pour les personnes morales de changer de nationalité, **45**, 433.

Pinheiro-Ferreira.

Exterritorialité des navires de guerre, **15**, 66. Devoir de refuser toute extradition, **36**, 118. Sort des otages dans les guerres modernes, **60**, 473.

Pinon.

Utilité d'un organisme d'arbitrage international, **59**, 131. Education de l'opinion publique, **59**, 194.

Pinot (Robert).

Son rôle à l'organisation permanente du travail, **4**, 107, 176.

Piola-Caselli.

Le droit d'auteur vient d'une activité mentale ayant donné naissance à des éléments qui n'existaient pas auparavant, **52**, 456; son *Traité du droit d'auteur*, sa théorie de l'individualité représentative, **52**, 514 et s.; reproduction d'œuvres intellectuelles, contrefaçon, **52**, 549.

Pirelli.

Son rôle à l'Organisation permanente du travail, **4**, 105, 176.

Pisan (Christine de).

Etudie certains points du droit des gens dans l'ouvrage *Livre des faits d'armes et de chevalerie*, **9**, 233. Opinion sur les causes de guerre juste, **17**, 266.

Piso (Jacques).

Ambassadeur du Pape à Moscou (1514), **6**, 203.

Pistoïa (Cirio de).

Approuve l'autorité universelle de l'Empereur, **17**, 139.

Pithou.

Rapports de l'Eglise et de l'Etat français (1594), **50**, 589.

Pitt (William).

Droit d'intervention de la papauté, **6**, 216; **31**, 334. Sa réponse au tsar Alexandre Ier sur ses projets de pacification, **13**, 359. Consolidation des « navy bills », **23**, 197. Droit pour l'Etat de modifier les conditions d'affectation des revenus publics, **23**, 198. Accueil réservé par Pitt au plan Czartoryski, **60**, 60, 63.

Plaisant (Marcel).

Admet la diversité de nature juridique des droits de la pensée, **12**, 421. Défend le principe d'égalité de traitement des nationaux et étrangers, à la base de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle, **39**, 381. Le législateur doit tendre à reconnaître l'appellation d'origine à tous les produits du sol, **56**, 361 et 363.

Planas-Suarez.

Opinion sur la Conférence de Barcelone, **2**, 254, 262; délégué du Vénézuéla à cette conférence, **21**, 298; opinion sur la liberté de navigation fluviale, **21**, 298; traités sur la navigation fluviale, **28**, 79. Doctrine de Monroe, comparaison avec la doctrine de Bolivar, **28**, 52; appréciation de la doctrine de Monroe, **28**, 62.

Planiol.

Domicile : Base de sa notion, **23**, 39; domicile commercial des femmes mariées considéré comme domicile légal, **23**, 55; insuffisance de la législation française sur le domicile, **23**, 60; domicile principal et domiciles spéciaux, **23**, 64, 65; nature du domicile d'élection, **23**, 70; double idée composant la notion du domicile, **23**, 99. Abus du droit, **32**, 92. Déclare : que la faute est un manquement à une obligation préexistante, **44**, 611; que le droit cesse où l'abus commence, **44**, 618. Réfute l'opinion affirmant l'immutabilité du droit des obligations, **44**, 628. Les droits n'existent et ne durent qu'autant que la loi qui les régit et les permet, **47**, 219. La nullité de la clause-or est la conséquence du cours légal, **60**, 708.

Platon.

Philosophie sociale, **3**, 57, 73, 74. Doctrine sur l'Etat et fondement du pouvoir, **12**, 516, 518, 519, 548. Entrevoit l'existence d'un droit de nature et de raison, **31**, 430. Son autorité comme juriste, **34**, 83. Ecole platonicienne ou école du droit naturel, **52**, 197. Attribue la première place dans le monde des idées au Bon et au Juste, **54**, 459. Son ouvrage *Nomoi*, droit comparé, **57**, 706.

Plener (Baron de).

Adversaire de la médiation obligatoire, **18**, 16.

Plumley.

Surarbitre dans les aff. Boffolo, Oliva, Maal, **18**, 488, 550, 607.

Plumpey.

Surarbitre dans l'aff. Maal, expulsion d'étranger, **6**, 104.

Plutarque.

Sauf-conduit en Grèce, **50**, 94.

Poale Sion.

Parti socialiste sioniste, autonomie des minorités juives, **1**, 394.

Podesta Costa.

Délégué de l'Argentine à la VIe Conférence panaméricaine, projet sur la responsabilité de l'Etat, **47**, 114.

Podiebrad (Georges de).

Son projet de ligue perpétuelle de la chrétienté, **2**, 105. Conçoit une communauté internationale hors de l'autorité du Pape, **6**, 199. Roi de Bohême, clause compromissoire dans un traité, **11**, 467. Conception de l'arbitrage, **13**, 215. Légitimité de la guerre contre les infidèles, **13**, 226. Projet de paix perpétuelle, **16**, 467. Vise à l'établissement d'un Etat fédéral composé des Etats chrétiens existants (1461) et pourvu d'un Congrès permanent de ministres, **53**, 546.

Poincaré (Henri).

Mathématicien français, **9**, 350.

Poincaré (Raymond).

Définit la procédure française de ratifi-

cation des Conventions votées par la Conférence internationale du travail, **4**, 148. S'oppose à l'émission d'un emprunt bulgare sur le marché de Paris, **5**, 85. Objections à la proposition de garantie faite par le chancelier Cuno, **24**, 195. Politique des devises, **27**, 252. Conditions d'établissement des relations diplomatiques avec les Soviets, **38**, 148.

Poinsard.

Types de pays à production différente, **35**, 246.

Poinsett.

Représentant des Etats-Unis au Mexique. Portée donnée à la doctrine de Monroe, **32**, 465.

Poinyett.

Agents des Etats-Unis à Buenos-Ayres, Lima, Santiago, **8**, 218.

Pole (Reginald).

Combat Machiavel, **9**, 172.

Pole (Cardinal).

Délit commis par un ambassadeur, **3**, 126.

Politch.

Passeport des agents de la S. d. N., **50**, 133.

Politis (Ath.).

Distingue trois catégories d'apatrides, **43**, 212. Vice-président de la IIe Conférence des passeports, **50**, 130. Protection des nationaux à l'étranger, **50**, 175.

Politis (Nicolas).

Accès des particuliers aux juridictions internationales, **35**, 695; particuliers dotés par les traités de paix du droit d'ester en justice, **30**, 224; droit de l'individu à une action internationale, **30**, 248; utilité pour les particuliers de ce droit, **30**, 255; favorable à l'ouverture aux particuliers de la procédure internationale, **51**, 58 et 59. — *Arbitrage, conciliation et médiation* : Organe de médiation, **7**, 10; arbitrage obligatoire, **7**, 23; sanctions, **7**, 24; tribunal d'arbitrage, **7**, 74; son rapport à la Ve Conférence de l'Assemblée de la S. d. N. sur le Protocole de Genève, **14**, 453, 553; opinion sur la médiation, **18**, 13; caractère de l'arbitrage prévu par le Protocole de Genève, **18**, 115, 116; nécessité dans l'arbitrage de fixer par le compromis l'objet même du litige, **18**, 132; jurisprudence arbitrale en matière d'expulsion, **18**, 483, 608, 627; caractère relatif du domaine réservé, **19**, 46; médiation, **20**, 412; arbitrage devenu un symbole, **25**, 237; classification des conflits internationaux, **25**, 265; arbitrage prévu par le Protocole de Genève instrument de paix, **25**, 323, 382; domaine de la liberté limitée distinct du domaine réservé, **30**, 360; nécessité de confier la médiation à des médiateurs de métier, **31**, 325; différends exclus de l'arbitrage, **32**, 82; domaine réservé, sa réduction progressive, **32**, 88; **36**, 372; **38**, 40, 186; opinion sur l'arbitrage international, **33**, 468; avantage des tribunaux d'arbitres, **33**, 468; évolution de l'arbitrage, **35**, 46; aff. des optants hongrois, **35**, 378; cas où l'arbitre ne doit pas juger le différend qui lui est soumis, **35**, 400; critique de la sentence arbitrale sur la frontière entre Argentin et Chili, **35**, 417; arbitrage international dans l'ancienne Grèce, **42**, 5; nécessité d'établir un traité général d'arbitrage obligatoire, **37**, 630; préparation du projet de traités par la S. d. N., **38**, 405; déclare que la sentence internationale est un arrêt de justice exprimant la conscience universelle, **44**, 572; le passé de l'arbitrage, son caractère facultatif, que se passerait-il en cas d'adoption dans l'avenir de l'arbitrage obligatoire, **48**, 87 et 88; domaine d'application de l'arbitrage international, **50**, 41; commissions de conciliation, **59**, 118, 171. — *Codification du droit international* : Rend hommage à l'effort de codification poursuivi par l'Union panaméricaine, **22**, 168, 182; efforts en matière de codification internationale, **32**, 730; rapport à l'Assemblée de la S. d. N. sur la codification, **35**, 580; importance de la codification, **35**, 691; estime le Code Bustamante, **44**, 511; œuvre à réaliser en matière de codification, **47**, 246. — *Cour permanente de justice internationale* : Sa compétence consultative, **8**, 406; modification de l'art. 38 du statut de la Cour permanente, **25**, 335, 336; justification de cet article, **25**, 336; la Cour permanente doit se borner à dire le droit, **44**, 574; pouvoir de décision *ex aequo et bono* de la Cour permanente, **49**, 299; recours des sentences arbitrales devant la Cour permanente, **52**, 49; procédure consultative, **57**, 35 et 36; adhésion des Etats-Unis au statut de la Cour, **57**, 36; aff. des zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex, compromis présenté à la Cour par les Parties, analyse de ce compromis par M. Politis, **62**, 628. — *Droit international* : Nouvelles tendances du droit international, **16**, 396; **17**, 459; **18**, 333; **31**, 400; **43**, 397; les rapports des individus de nations étrangères rentrent dans le droit international, **18**, 365; domaine du droit international, **20**, 32; opinion sur les sources du droit international, **18**, 402; nécessité de démocratiser le droit international, **23**, 371; construction scientifique du droit international, **30**, 196; individus sujets du droit international, **30**, 208, 238; **58**, 526; conception du droit des gens, **30**, 212; droit international nouveau, solidarité des relations humaines, **32**, 382; bouleversement des relations internationales, **41**, 525; contribution au progrès du droit international, **41**, 528; fondement du droit international, **49**, 213; le droit international n'est plus exclusivement le droit des Etats, **59**, 7. — *Dr. intern. privé* : Son rôle dans l'élaboration de la doctrine grecque du dr. intern. privé, **20**, 8, 10; caractère international des règles sur les conflits de lois, **20**, 23, 24; nature et méthode du dr. intern. privé, **20**, 72; mode d'application de la loi étrangère en Grèce, **20**, 79; clause attributive de juridiction et ordre public en droit grec, **20**, 92; statut personnel des Ioniens en Grèce, **20**, 111. — *Emprunt d'Etat* : Les emprunts d'Etat en droit international, **1**, 302; **7**, 174; garantie morale, **7**, 165; intérêts des emprunts

d'Etat, **8**, 55; intervention par les Puissances en faveur de leurs ressortissants, **8**, 80; nature juridique du contrat d'emprunt d'Etat, **8**, 62. — *Etat* : Sanction du contrat entre Etat et particulier, **8**, 66; opinion sur la souveraineté, **10**, 560; droits et devoirs fondamentaux des Etats, **18**, 423; transformation politique d'un Etat sans conséquence sur ses dettes, **23**, 256; succession aux dettes d'un Etat annexé, **23**, 295, 298; régime monétaire domaine réservé de l'Etat, **27**, 263; revendications d'un Etat contre le droit positif en vigueur, **27**, 578; transformation moderne de l'Etat, **32**, 88; devant le droit international, les Etats sont égaux, **46**, 260; domaine réservé à la compétence exclusive des Etats, **58**, 612. — *Souveraineté* : Critique du dogme de la souveraineté, **21**, 286; **28**, 7; **31**, 318, 438; **41**, 553; **38**, 18, 19, 185; caractère absolu de la souveraineté, **23**, 519; limitation de la souveraineté, **31**, 438; **38**, 42; doctrine de la souveraineté incompatible avec l'existence d'une communauté juridique internationale, **35**, 698; importance de la notion de souveraineté, **61**, 644, 656, 662. — Convention gréco-bulgare pour la protection des minorités, **1**, 466; opinion sur l'établissement du contrôle en Grèce, **5**, 62. Exterritorialité, **7**, 262. Influence de Grotius en Amérique, **7**, 495. Doctrine de l'abus du droit dans les rapports internationaux, **13**, 576; **18**, 627; **25**, 303; **26**, 544. Rôle de M. Politis dans l'aff. de Corfou, **14**, 342, 347, 360, 496, 498, 500, 502; aff. turco-grecque, **14**, 402. Opinion sur la compétence éventuelle d'une Cour criminelle internationale, **15**, 255. Opinion exprimée à la VIIIe Assemblée de la S. d. N. sur les rapports entre la réduction des armements, la sécurité et la justice, **18**, 136. Critique de M. Politis sur le droit naturel, appréciation de cette critique, **18**, 333, 334. Son livre sur la justice internationale, **21**, 287; **41**, 199. Idées sur la libre navigation fluviale, **21**, 285. Rapporteur à l'Institut de droit international du projet sur les Associations internationales, **23**, 361, 362. Demande que les prélats de l'Eglise orthodoxe soient exemptés de l'échange des populations, **24**, 392. Passage des navires par la mer territoriale, **26**, 444. Prescription en droit international, **26**, 516. Définition de la sécurité, **26**, 591; rapporteur des accords de sécurité, **27**, 517; **37**, 533. Causes de l'échec de la Cour de justice centre-américaine, **28**, 93. Universalité de la S. d. N., **28**, 98. Rapporteur d'une Commission pour traiter de l'exploitation des richesses de la mer, **29**, 415. Repousse la doctrine autonomiste, **30**, 287. Inconvénients de l'expulsion des étrangers, **32**, 156. Fausseté de la notion de personnalité de l'Etat, **33**, 679. Nature juridique de l'Acte général de Genève, **36**, 340. Progrès de la justice dépendant de l'évolution des mœurs, **36**, 380. Inadmissibilité du droit illimité de la guerre, **38**, 25. Application de l'art. 15, al. 8 du Pacte de la S. d. N., **38**, 39. Généralisation de la protection des minorités, **38**, 197. Ne saisit pas le contraste entre les deux alinéas de l'art. 11 du Pacte de la S. d. N., **39**, 694. Existence dans le Pacte d'un embryon de sanction de sentences arbitrales, **39**, 736. Exercice par le Conseil de sa compétence en vertu de l'art. 11 du Pacte, nonobstant l'art. 15, **39**, 739. Les mesures prises par le Conseil en vertu de l'art. 11 du Pacte sont subordonnées au consentement des parties, **39**, 774. Admission dans les Conférences des organisations internationales, **40**, 567. Evolution de l'ancienne diplomatie, **41**, 585. Nécessité de l'évidence manifeste de l'excès de pouvoir pour refuser l'exécution d'une sentence internationale, **43**, 99. Abus de droit en droit des gens, **44**, 619. L'Etat qui désire défendre les intérêts de ses nationaux à l'étranger ne doit le faire qu'après épuisement des voies de recours devant les tribunaux du pays où réside son national, **47**, 100 et 101. Assimile à la violation d'une norme internationale le cas où un Etat use d'un droit subjectif d'une façon abusive, **47**, 558. Sa fiction en cinq points facilitant la détermination de l'agresseur, **47**, 574; **56**, 605. Droit naturel n'a de valeur que si ses règles sont entrées dans les consciences, **49**, 190; **54**, 157. Respect du droit de légitime défense inscrit dans le Protocole de Genève, **49**, 714; dangers de la théorie des intérêts vitaux, risques de guerre, **49**, 745; conception souple (anglo-saxonne) de l'agresseur, conception rigide (continentale), **49**, 749, 763, 764; caractère de la provocation, **49**, 766; les sanctions étant prévues contre l'agresseur, l'agression en entraîne-t-elle le jeu? **49**, 775; l'Etat attaqué peut et doit se défendre seul sans attendre l'assistance des autres Etats, **49**, 810. Proposition de substituer la majorité à l'unanimité pour les décisions du Conseil de la S. d. N. (art. 15 du Pacte), **49**, 836. Possibilité d'application de l'art. 15 du Pacte de la S. d. N. nonobstant toute convention contraire, **50**, 44. Reconnaissance à l'individu de la qualité de sujet du droit international, **51**, 50; **54**, 31. Coexistence d'un droit universel et d'un droit local, **53**, 12. On va par le régionalisme à l'universalisme, intérêt qu'il y aurait à examiner les questions européennes sous leur aspect continental ou régional, mais dans le cadre de la S. d. N., **53**, 87; par définition, la coutume est une règle acceptée par tous les Etats, **58**, 508. L'exception de légitime défense n'a pas à être exprimée, **58**, 544. Projet d'un statut des Associations internationales sans but lucratif, **59**, 68. Le Pacte de Paris, en condamnant la guerre, a condamné la neutralité, **59**, 122. Influence de l'opinion publique internationale, **59**, 195. Au sujet de la liberté d'enseignement à la minorité grecque d'Albanie, égalité de traitement avec la majorité, mais égalité réelle et non « hypocrite », **59**, 650. Liaisons et limitations que comporte le droit international, **61**, 654.

Politis et Benès.

Rapport sur l'interdiction de la guerre d'agression, **24**, 186; exception au principe, **24**, 187. Exceptions au prin-

cipe de l'arbitrage illimité, **24**, 189. Considère la légitime défense comme un droit et comme un devoir, **24**, 198.

Politis et De Visscher.

Rapport à l'Institut (session de 1925) sur la prescription libératoire en droit international, **51**, 79.

Polk (Président).

Refuse d'intervenir contre l'occupation des Anglais au Nicaragua, **28**, 53.

Pollock (Sir Ernest).

Discours d'inauguration de la Cour permanente, **4**, 125. Opinion sur le droit et les effets de sa violation, **17**, 466. Estime que l'art. 10 du Pacte ne contient qu'une obligation morale, **17**, 522. Opinion sur le droit appliqué par les Cours américaines, **18**, 359. Définition de la personnalité juridique, **19**, 339.

Polybe.

Qualification de la ligue achéenne, **24**, 449. Probité douteuse des Grecs et des Romains quant au respect des serments et des traités, **32**, 316. Droit international de Polybe, **32**, 318. Prétendue origine de la clause *rebus sic stantibus*, **32**, 359.

Polyeucte.

Patriarche byzantin, sainteté de la guerre, **11**, 368.

Polyghénis.

Ses ouvrages de droit civil, **20**, 10.

Pomaré.

Roi de Tahiti, admet les missionnaires, **29**, 199.

Pombal (Marquis de).

Intervention relative à la condition de l'Indien, **31**, 225. Affranchit les Indiens de leurs tutelles, **31**, 237. Proscrit les Jésuites et les expulse du Portugal et de ses possessions, **31**, 239.

Pomponius.

Nie les droits les plus élémentaires de l'étranger, **18**, 276. Inconvénients de la chicane, **24**, 23.

Ponsot.

Haut-commissaire de France en Syrie, projet d'établissements de réfugiés arméniens, **18**, 468. Le projet de traité franco-syrien ne s'applique pas aux Alaoustes ni aux Djebel-Druze auxquels convient mieux le mandat, **43**, 764, 765 et 766.

Pontius (Claudius).

Opinion sur la guerre juste, **9**, 278.

Pontus de la Gardie.

Condottière au service de la Suède, **11**, 436.

Popovilieff.

Enseignement en Bulgarie du dr. intern. public et privé, **33**, 488. Ouvrage sur le dr. intern. privé, **33**, 495. Application de la loi nationale en Bulgarie, **33**, 514.

Porri (Vicenzo).

Œuvre stérilisatrice de l'or, **35**, 319.

Porritt.

Rapporte la manière dont les Dominions ont acquis le pouvoir de conclure des traités de commerce, **19**, 283.

Portalis.

Opinion ; sur la codification du droit international, **6**, 387; sur les navires de commerce armés, **11**, 122; sur l'art. 3 du Code civil français, **15**, 477. La guerre met aux prises les Etats, **21**, 7, 38. Observations sur les lacunes des Codes dans l'ordre international, **22**, 174. Pouvoir de la loi, **23**, 427. Nécessité de remonter aux principes de la loi naturelle, **31**, 553. En l'absence de loi, consulter l'usage et l'équité, **60**, 659.

Porter.

Juge anglais, théorie des statuts, **3**, 142. Opinion sur l'impossibilité de déterminer certains principes de droit, **9**, 543.

Porter (Général).

Représentant des Etats-Unis à la Conférence de La Haye de 1907, recouvrement par la force des dettes contractuelles, **1**, 328; **46**, 549. Convention de La Haye du 18 octobre 1907 dite Convention Porter, **5**, 11, 94, 98; **10**, 575; portée de la Convention Porter, **8**, 105, 292. Opinion sur la légitimité du droit d'intervention en matière financière, **6**, 36. Pose à la IIe Conférence de la paix de La Haye, limitation de l'emploi de la force pour le recouvrement des dettes contractuelles d'Etat, **8**, 98; **16**, 518; **37**, 620. Convention Drago-Porter, **22**, 117, 136, 280; proposition défigurant la doctrine Drago, **32**, 738. Interdiction de toute guerre avant vérification des événements chargés de la justifier, **34**, 455.

Porter Morse.

Opinion sur la compétence juridictionnelle nationale pour les délits commis dans les eaux étrangères, **10**, 62.

Porus.

Son combat singulier avec Alexandre le Grand, **11**, 387.

Possada.

Etude de l'administration sous ses deux rapports interne et externe, **34**, 7. Organes administratifs, **34**, 37. Activité des organes de l'administration internationale, **34**, 37. Constitution d'organes de nature administrative mais de caractère international, **51**, 593.

Posse (Baron de).

Ministre suédois à Berlin, arrêté pour dettes, **12**, 175.

Possevino.

Jésuite italien envoyé par le Pape en mission auprès du tsar. Conclut une trêve entre la Pologne et la Russie, **6**, 204. Fait école de machiavélisme, **9**, 167. Ses contrats avec la Réforme, **9**, 169. *Opinions* : sur les justes causes de guerre, **9**, 169; sur Bodin, sur Machiavel, **9**, 180. Armistice entre Etienne Bathori, roi de Pologne et le tsar Ivan le Terrible, **31**, 353.

Posthumus.

Publication de la correspondance relative au Rhin, **28**, 166.

Potamios.

Son traité de procédure, **20**, 10.

Potapof.

Rôle de la presse pendant la guerre, **45**, 276, 282.

Potemkine.

Projet de politique russe, **22**, 340.

Pothier.

Opinion sur l'autonomie de la volonté d'après Dumoulin, **16**, 11. Cité par Story, **21**, 197. Règle *locus regit actum* en matière de testament, **21**, 267. Justifie le nominalisme dans les questions monétaires, **29**, 9. Changement de dénomination de la province détachée de la Couronne, **31**, 114. — *Domicile* : Base de sa conception du domicile, **23**, 39; définition du domicile, **34**, 664; accepte la règle *mobilia sequuntur personam*, **34**, 704; rejette la théorie du vrai domicile d'origine, **34**, 706; déclare qu'on est toujours présumé avoir conservé son domicile d'origine, **53**, 194. Le fonctionnaire acquiert son nouveau domicile quand il prend possession de son poste, **53**, 199. Droit du prince d'enlever aux monnaies en circulation leur cours légal, **43**, 592. Prétend que le droit naturel est cause immédiatement de toutes les obligations, **49**, 185. Définition des statuts personnels et des statuts réels, **49**, 649. Causes de récusation du juge, **51**, 11. Portée de la célébration religieuse du mariage, **57**, 688. Partisan du nominalisme monétaire, **60**, 662.

Potter.

Les servitudes ont pour but originaire la meilleure distribution des ressources de la terre, **45**, 16.

Potter (Pitman B.).

Nécessité d'une réforme, non du Covenant mais de certains Etats membres et de certains Etats non membres de la Ligue, **59**, 170.

Potu.

Portée de la protection accordée aux auteurs unionistes, **12**, 513, 514. Protection des œuvres d'art appliqué, **12**, 537. Analyse de la jurisprudence italienne hostile au renvoi, **29**, 554.

Pouillet.

Définit les droits de la pensée en employant le mot de « propriété », **12**, 430, 431; effets du minimum de protection prévu par la convention sur les œuvres littéraires et artistiques, **12**, 512; admet, pour la protection littéraire et artistique, la théorie de la nationalité de l'œuvre, **12**, 532; résultats de l'Union, **12**, 549. Portée juridique du brevet d'invention dans la législation française, **39**, 404. Importance du droit de priorité pour protection de la marque de fabrique, **39**, 485. L'idée d'un auteur aussitôt publiée rentre dans le domaine de tous mais la forme de sa pensée appartient exclusivement à l'auteur, **52**, 502.

Poulgy.

Emprunts turcs, **5**, 43.

Poullet.

Dr. intern. privé : Sa définition par Poullet, **9**, 416; son origine, **9**, 423; son caractère national, **9**, 439; analyse les arguments favorables à la théorie de Mancini, **9**, 452; application au statut personnel de la loi nationale, **9**, 455; capacité d'un étranger contractant avec un national, loi applicable, **9**, 512.

Poullet (Vicomte).

Croit à l'influence sur le président Wilson de la déclaration des droits et devoirs des nations, **22**, 164. Adopte la théorie du renvoi, **29**, 607. Conflits de lois en matière d'enrichissement sans cause, **29**, 664.

Pound.

Son livre *La Théorie philosophique et la Loi internationale*, **18**, 354.

Pradier-Fodéré.

Agents diplomatiques : Offenses contre eux, expose les mesures destinées à les punir, **12**, 129; insiste sur l'indépendance des agents diplomatiques à l'égard du gouvernement local, **12**, 145; admet le principe de leur immunité de juridiction civile, **12**, 174; étendue de cette immunité : actions immobilières, **12**, 181; actions commerciales, **12**, 184, 185; partisan du droit d'asile diplomatique, **22**, 229; effet de la suspension des relations diplomatiques, **31**, 517; limite à la protection diplomatique, **47**, 60, droit de libre passage des agents diplomatiques, **48**, 509. Opinion sur l'intervention, **1**, 388; **17**, 221. Actes publics des chefs d'Etat se distinguent de leurs actes privés, **1**, 533, 534. Opinion sur la distinction entre traités personnel et traités réels, **4**, 343. Souveraineté judiciaire des Républiques sud-américaines, sa méconnaissance par les Etats européens, **8**, 60. Possibilité d'assigner un Etat étranger, **8**, 70. Protection par l'Etat de ses ressortissants créanciers d'un autre Etat, **8**, 84. Servitude internationale, définition, **22**, 5, admet leur dénonciation si elles sont incompatibles avec les besoins de l'Etat servant, **22**, 57. Après l'indépendance de la Belgique, suppression de l'Etat des Pays-Bas comme résultat du démembrement, **23**, 289; succession aux dettes spéciales d'Etat, **23**, 291; dettes spéciales et hypothécaires de l'Etat démembré supportées par l'Etat qui a obtenu les immeubles hypothéqués, **23**, 305. Existence des Etats mi-souverains, **23**, 473. Droit international américain, **32**, 776. Définition de l'arbtirage, **33**, 390. Litige entre le Chili et quelques Puissances, **33**, 386. Séparation de la communauté internationale et de ses membres, **41**, 294. Responsabilité des Etats vis-à-vis des étrangers fixés sur leur territoire, cas où elle est engagée, **47**, 107. Caractère du droit naturel, **47**, 292 et 293. Condamnation des interventions d'humanité, **59**, 89. Dénie toute valeur aux traités signés sous la menace, **62**, 300.

Pradt (Abbé de).

L'Amérique et ses rapports avec l'Europe, **5**, 287, 289, 293, 326. Opinion de Napoléon sur Machiavel, **9**, 264. Droit de demander réparation du dommage et intervention, **40**, 112.

Prats.

Dans un pays d'immigration, la loi du domicile en matière de statut personnel s'impose, **55**, 419.

Pratt (Hodgson).

Pacifiste anglais, fondateur de l'*Interna-*

tional arbitration and peace society, **13**, 399.

Praxède.

Princesse russe, épouse Henri IV d'Allemagne, **11**, 418.

Preuss.

Etude des mœurs indiennes, **31**, 194; clans exogames du Brésil, **31**, 197. Changement de constitution territoriale d'un Etat provoquant la formation d'un Etat nouveau, **26**, 365.

Prida (Fernandes).

Influence de Vitoria dans la formation du droit international, **31**, 219.

Priklonsky.

Attaché d'ambassade russe, suggère l'idée du manifeste russe d'août 1898 contre les armements et pour l'œuvre interparlementaire, **13**, 403.

Procope.

Historien byzantin. Inviolabilité des ambassadeurs, **11**, 377; leur exterritorialité, **11**, 378.

Procope le Grand.

Prêtre commandant les troupes taborites, son idée de réformer la chrétienté par la propagande, **44**, 425.

Procter (Colonel).

Etablissement des réfugiés grecs en Thrace occidentale, **5**, 147.

Prokesch (Baron de).

Partisan d'un syndicat européen légiférant sur la navigation du Bas-Danube, **21**, 294.

Prou (Maurice).

Opinion sur l'activité diplomatique d'Urbain V, **6**, 173.

Prokesch-Osten.

Importance de l'emploi de la presse dans la politique moderne, **45**, 262.

Proudhon.

Adversaire de l'extradition pour infractions politiques, **1**, 198. Opinion sur la complicité internationale, **10**, 332. Adversaire de la reconnaissance des droits de la pensée, **12**, 402, 403, 404. Méthode d'interprétation, principe de la suffisance de la loi, **17**, 98. Théorie de l'incolat, **34**, 709. Théorie de l'incolat sans succès en France, **34**, 747.

Proust.

Hygiéniste, exercice de la police sanitaire, **33**, 586.

Provo Kluit.

Adversaire de l'extradition des nationaux, **1**, 220. Pose très nettement en 1829 le principe de la non-extradition pour infractions politiques, **16**, 195.

Prudhomme.

Opinion sur la notion d'ordre public dans ses rapports avec l'application d'un droit révolutionnaire étranger, **4**, 396. Opinion sur l'application du droit soviétique en matière successorale, **20**, 94

Prudhon (J.-B.).

Soutient la nécessité d'un *statut spécial* pour les étrangers en France, établis sans esprit de retour, **43**, 128.

Psellos (Michel).

Homme d'Etat byzantin, existence du droit international, **11**, 374.

Pueyrredon (Honorio).

Président de la délégation argentine à la VI^e^ Conférence panaméricaine de Cuba, propose l'abolition des barrières douanières dans tout le continent américain, **21**, 171. Souveraineté des Etats, **32**, 585.

Pufendorf.

Opinion de la domination de la mer, **1**, 132. Conception de la Société internationale, **3**, 25, 31, 33, 36, 37, 39, 40. Droit de guerre, **6**, 198. Opinion sur le droit naturel et le droit volontaire, **7**, 459. Influence exercée par Grotius, **7**, 458; **9**, 228. Définit le droit des gens, **9**, 239. Ne dégage pas le droit des gens du droit naturel, **9**, 239; **18**, 324, 326, 382; **24**, 21, 44; **30**, 282; **34**, 249; **41**, 255. Conception et doctrine du droit naturel, **10**, 554, 556; **13**, 557; **16**, 256, 257, 258; **18**, 334, 344, 370; **31**, 366; **40**, 337; **45**, 120; **53**, 554; **54**, 88. Conception du droit international, **6**, 301; **13**, 320; **18**, 266. Critique par Vattel de la doctrine de Pufendorf, **13**, 325. Exige, pour la validité de l'annexion, le consentement de la population annexée, **18**, 357. N'a pas reconnu les servitudes internationales, **21**, 19. Défenseur du monisme juridique, **24**, 30. Interprétation des traités, **26**, 529; interprétation extensive, **24**, 20, 42; d'après l'intention, **24**, 55; recherche de la volonté, **24**, 55, 70. Reconnaissance des droits de l'homme, **24**, 316. — *Etat* : Aliénation d'une partie de l'Etat, **24**, 316; classification des Unions d'Etats, **24**, 448; définition de la Confédération, **24**, 449; pas de distinction entre union personnelle et union réelle, **24**, 470. Organisation des systèmes fédératifs d'Etats autonomes. Distingue les Etats usufruitiers, **30**, 102; opinion sur l'égalité des Etats, **35**, 703. — Traité de l'arbitrage, **33**, 365; caractère obligatoire de la sentence arbitrale, **33**, 366. Publication du *De jure naturae et genticum*, **40**, 333. Circulation des personnes et des marchandises, **45**, 120 et s. Etendue de la mer adjacente déterminée par la coutume en vigueur dans chaque pays, **48**, 153. Le droit naturel impose la fidélité à la parole donnée et aux engagements, **49**, 152, 187. Droit d'émigration, **50**, 105. Les traités régulatoires fixent le droit naturel ou le suppléent, **50**, 337.

Pusta.

Délégué esthonien à la S. d. N., **1**, 506. Opinion sur la nécessité de la guerre défensive, **7**, 43. Projet d'une « Ligue baltique », **52**, 165.

Puteo (de).

Précurseur du droit des gens, **9**, 233.

Pütter (Johannes-Stephan).

Jurisconsulte allemand du XVIII^e^ siècle. Opinion sur la contrefaçon des œuvres littéraires, **12**, 448. Fonde le droit des gens sur la volonté de l'Etat, **16**, 266. Nie la nécessité du droit des gens, **47**, 274. Doctrine allemande des droits acquis, exigence d'un titre spécial d'acquisition, **59**, 326.

Puttkaumer (Von).
Ministre de l'Intérieur de Prusse. Réprouve l'emploi des agents provocateurs, **18**, 563.
Puviani (Amilcare).
Illusions fiscales, **25**, 105.
Puymorain.
Propose la prohibition du thé anglais, **35**, 252.
Puyredon.
Idée d'une fédération des peuples hispano-américains, **28**, 21, 24. Délégué de l'Argentine, accepte de participer à la S. d. N., **28**, 36.

Q

Quesada (Gonzalo de).
Opinion sur la doctrine de Monroe, **5**, 318.
Quesnay.
Ses idées internationalistes, **13**, 135. Déclarations pacifistes, **13**, 301. Influence de son école (école des physiocrates), **28**, 125.
Quesnay (Pierre).
Hostile au projet de création d'une banque mondiale, **42**, 386. Directeur général de la Banque des règlements internationaux; reconstruction d'un internationalisme monétaire, **42**, 415. Rapports de la Banque des règlements internationaux avec les banques nationales, **42**, 423. Placements de la Banque à long et court terme, **42**, 431; même esprit dans la vie internationale actuelle que celui des notables convoqués par Louis XVI et qui, bien que frappés par la situation économique et financière, ne voulurent pas limiter ce qu'ils nommaient leurs droits et qui étaient des abus, **49**, 125.
Quevedo (don Garcia de).
Protection des missionnaires espagnols en Chine, **26**, 138.
Quevedo (Jean de).
Estime que les Indiens sont nés pour la servitude, **17**, 161.
Quidde.
Légitimité de la guerre défensive, **24**, 159. Glorifie l'offre de médiation du 1er août 1917, **31**, 367.
Quinay Wright.
Influence de Triepel, **61**, 380. Droit international public au sens dérivé, **61**, 429.
Quiñones.
Légat de la paix, **31**, 328.
Quiñones de Léon.
Rapporte le budget de la S. d. N. Affaires de : Yanina-Corfou, **14**, 497; Mossoul, **14**, 521; Jaworzina, **14**, 542; Saint-Naoum, **14**, 542. La guerre d'agression constitue un crime international, **24**, 206. Rapport donnant au droit des minorités un caractère régional, **38**, 40.
Quint.
Son livre *Nouvelles tendances dans le droit fluvial international*, **45**, 187 et 188.
Quintana.
Opinion sur le préambule du traité d'arbitrage de la Conférence panaméricaine de Washington, **8**, 254. Conception du droit international américain, **32**, 779.

R

Raafat.
Régionalisme, condition de l'universalité, **53**, 44.
Raape.
Difficulté de connaître le *locus delicti*, **44**, 169. Peu d'importance qu'attachent les Etats aux questions du dr. intern. privé du point de vue du droit des gens, « bagatelles » affirme Raape, **57**, 355. Fondement d'application des lois étrangères, **57**, 365; **58**, 269. Lois intervenant pour qualifier par une sorte de délégation implicite du législateur du conflit, **57**, 494. Fixation de la partie applicable de l'ordre juridique compétent, **57**, 504. Partisan du renvoi, **57**, 532, 539, 541. Solution des conflits interprovinciaux, **57**, 552, 554. Ordre public et renvoi, **58**, 417. Les clauses de réserve de la doctrine positiviste allemande, **58**, 440. Méthode inductive à employer en cas de lacunes, du droit, **58**, 445.
Rabel.
Suggère l'emploi du droit comparé pour résoudre les conflits de qualifications, **44**, 178; **57**, 471, 472; **58**, 330, 619. Lois intervenant pour qualifier par une sorte de délégation implicite du législateur de conflit par l'effet d'une règle de secours, **57**, 494.
Rabelais.
Ridiculise la guerre, **13**, 231.
Rachel (Samuel).
Sa doctrine sur le droit international, **13**, 319. Conception sur le fondement du droit, **16**, 256, 260. Règles de droit formant une pyramide d'actes juridiques, **30**, 290. Fonde le droit coutumier international sur un consentement tacite, **30**, 293. Défenseur du positivisme juridique, **40**, 337; chef de l'école positiviste au XVIIe siècle, **52**, 557.
Radbruch.
Morale, but même du droit, **54**, 184.
Rade.
Application de l'Evangile à la politique étrangère, **31**, 352. Attitude du protestantisme en face de la question de la paix, **31**, 359.
Radek.
Négocie avec l'Allemagne les dispositions du droit international privé de la Convention de Brest-Litovsk, **15**, 501.
Radnitzky.
Disciple de Kelsen, étudie les conflits de lois, **15**, 475. Théories de la compétence et de la qualité, **30**, 104, 114, 117. Objections à la théorie de la propriété du territoire, **30**, 112. Définition du territoire, **30**, 118. Application de la théorie de la compétence : aux servitudes, **30**, 129; à la cession

de territoire, **30**, 120; à l'exterritorialité, **30**, 120. Théorie de la compétence, **30**, 142. Droit de l'Etat sur son territoire, **30**, 379. Etat ordre normatif, **35**, 115. Pouvoir de l'Etat sur son territoire, **47**, 541.

Radovanowitch.

La liberté de la navigation fluviale résulte d'une obligation internationale conventionnelle, **21**, 328.

Raeder.

Arbitrage : Dans l'antiquité, **33**, 362; dans l'ancienne Grèce, **42**, 6, 44; origines de l'arbitrage international, **42**, 8, 11; clause compromissoire dans la Grèce antique, **42**, 34; arbitrage entre Samos et Priène, **42**, 44.

Raestad.

Origine de la mer territoriale, **10**, 53; ses limites à l'égard du droit de pêche, **10**, 123; droits sur la mer territoriale, **34**, 426. Besoins d'une juridiction maritime, **10**, 190. Chasse à la baleine en mer libre, **29**, 482, 484; ses diverses formes, **29**, 486; nécessité d'investigations scientifiques sur la baleine, **29**, 491; usage des mines flottantes, **29**, 495. Droit individuel à la libre navigation maritime, **40**, 508. Règlement par la Cour permanente de sa procédure d'instance de recours, **43**, 75. Convention de La Haye de 1907, signification de son silence relativement à la nullité des décisions internationales, **43**, 86; opinion sur l'invalidation des sentences internationales nulles, **43**, 87. Rapporte l'introduction par les canonistes de la notion de mer adjacente, **48**, 150; ce qu'était à l'origine la juridiction sur la mer territoriale, **48**, 152. Recours contre les sentences arbitrales, **52**, 5, 44. Préside la Commission créée pour rédiger un projet de Convention internationale sur la Radiophonie, **61**, 486.

Ragonesi.

Progrès de la paix et de la fraternité entre les peuples, **31**, 322.

Rahilly.

Reproche implicitement à Suarez sa conception volontariste, positiviste et contractuelle, **43**, 467.

Ralston.

Surarbitre dans l'aff. Boffolo, opinion sur l'expulsion, **18**, 487, 550, 607; pouvoir de l'arbitre de juger en équité, droit et procédure des tribunaux arbitraux, **33**, 469.

Ramel (Baron).

Dangers du traitement préférentiel en matière douanière, **39**, 126.

Ramirez (Gonzalo).

Déplore que les Conventions de Montevideo n'aient pas été ratifiées, **22**, 160. Son rôle dans l'histoire de la codification du droit international privé américain, **55**, 353.

Ranella.

Opinion sur l'exercice par le curateur de faillite de l'action paulienne à l'étranger, **14**, 80.

Ranelletti.

Opinion sur la nature juridique de l'impôt, **13**, 24. Objet du droit administratif international, **34**, 20.

Ramirez de Velasco.

Ordonnances relatives aux Indiens d'Amérique, **31**, 223.

Ramsès II.

Traite avec le roi Khatisir de Khète (1292), **42**, 12.

Ranitz.

Rhin : Appréciation de la Convention de Mannheim sur le statut du Rhin, **28**, 150, 154, 158; droit de contrôle des non-riverains, **28**, 161; travaux du Rhin, **28**, 169; absence de règlements communs sur le Rhin, **28**, 178, 179; caractère des règlements de police de la navigation, **28**, 182.

Ranke (Léopold de).

Jugement sur la prétendue domination universelle de la papauté, **31**, 312; a ignoré les archives secrètes du Vatican, **31**, 327. Raison de l'autorité de d'Eglise dans l'ancienne Gaule, **31**, 382. Déification de l'Etat, **46**, 264. « Primat de la politique extérieure », **60**, 261. Son ouvrage paru en 1933 *Die grossen Mächte* où il aurait traité la question de la politique extérieure, **60**, 306.

Rapisardi-Mirabelli.

Définition des Unions internationales, **12**, 480; leur nature juridique, **39**, 393, 394. Théorie de l'ordre public, **15**, 514. Ce que sont les Unions administratives, **47**, 534. Sa classification des traités, **50**, 341.

Rappaport.

Constitution de la S. d. N., manifestation de l'esprit international, **36**, 158. Unification internationale du droit pénal, **36**, 177. Reconnaissance de la guerre comme crime international, **38**, 431. Fait introduire dans le Code pénal polonais le délit de propagande en faveur de la guerre d'agression, **45**, 747.

Rappard (W.).

Mandats : Directeur de la section des mandats à la S. d. N. puis membre de la Commission permanente des mandats, **5**, 229; **19**, 513; attitude à l'égard du droit de pétition des populations sous mandat, **19**, 550, 551; **43**, 705; proclame le principe de désintéressement, **19**, 594; défend la constitution de gage par la Puissance mandataire, **19**, 604; sa théorie sur la souveraineté dans les territoires sous mandat, **19**, 615; valeur du contrôle exercé par la Commission permanente des mandats, **46**, 295; **59**, 690. — Condamne la neutralité en cas de guerre en rupture du Pacte, **17**, 487. Son ouvrage sur les problèmes internationaux, **20**, 356. Comment il conçoit la S. d. N., critique de sa conception, **20**, 368. Interprétation de l'art. 23 du Pacte, **35**, 295. Réunions internationales sous les auspices de la S. d. N., **35**, 632. Rapport sur l'audition des pétitionnaires, **40**, 621. Travaux de la Conférence des Hautes Etudes internationales, **61**, 529.

Rasoumouski.

Ministre de Russie à Stockholm, son expulsion, **18**, 499.

Rasparek.

Opinion sur l'extradition, **18**, 455.

Raspaud (M^me^).
Son expulsion de Belgique, **18**, 561.
Rathenau (Walter).
Rapport de cause à effet entre l'idée et l'institution, **20**, 355.
Ratzel.
Définition de l'Etat, **30**, 115. Notion de frontière : conception de la « position » et de l' « étendue », **55**, 207.
Rauchberg.
Causes de l'apatridie dans l'ancienne Autriche, **43**, 149. Son appréciation sur la Conférence de la codification de La Haye, **44**, 524.
Rault.
Opinion sur la participation des pays extra-européens aux Commissions de la S. d. N., **20**, 444.
Ravachol.
Anarchiste, **1**, 217.
Ray (Jean).
Constate l'unité logique et formelle des propositions juridiques, **23**, 334. Protection des minorités, restriction de souveraineté, **38**, 622. S. d. N. super-Etat, **38**, 624. Antithèse entre les deux alinéas de l'art. 11 du Pacte, **39**, 694. Recherches de la S. d. N. sur la notion d'agression, **39**, 704. Appel de la S. d. N. à l'opinion publique internationale, **40**, 583. Proclamation dans le Pacte de la S. d. N. de l'inviolabilité des traités, **49**, 232. Sa théorie sur le fondement du droit international, **54**, 147. Faute du Conseil d'avoir séparé le juridique du politique dans l'avis qu'il demandait à la Cour dans l'aff. du projet d'union douanière austro-allemande, **53**, 267. Sujets du droit privé, sujets du droit international public, **58**, 17. Souveraineté des Etats membres de la S. d. N., **61**, 706.
Raymond de Pennaford (Saint).
Ses cinq conditions pour qu'une guerre soit juste, **43**, 485. Droit pour les sujets d'un prince de ne pas aider leur souverain dans une guerre injuste, **43**, 519.
Raynal.
Historien pacifiste du XVIII^e^ siècle, **13**, 301, 302; son histoire philosophique, **22**, 88, 89. Projet d'indépendance relative des colonies espagnoles, **22**, 88.
Raynaldi.
Ministre du Commerce de France, projette la création d'un office du mouvement général de la production et de l'observation des prix, **15**, 399. Propose la constitution d'offices nationaux pour le ravitaillement de la France en matières premières, **15**, 418.
Raynes.
Opinion sur les contrôles financiers américains, **8**, 31.
Rayneval (Gérard de).
Son livre *De la liberté des mers*, **1**, 135. Auteur des *Institutions du droit de la nature et des gens*, **9**, 242.
Reader.
Historien du droit international, **1**, 10.
Reading (Lord).
Président du King's Bench, interprétation de l'art. 23 *h* du Règlement annexé à la IV^e^ Convention de La Haye (aff. Porter *c.* Freudenberg), **43**, 268, 277.
Real.
Appartient à l'école historique, **34**, 250.
Réal (de).
Opinion sur le droit d'asile, **7**, 252; partisan du droit d'asile, **16**, 147.
Reay (Lord).
Opinion sur l'extradition, **18**, 455.
Reclus (Elysée).
Arbitraire des frontières naturelles, **34**, 403. Rôle des fleuves dans l'histoire des civilisations, **45**, 84.
Redslob.
Restauration, **2**, 33, 35. Principe des nationalités, **2**, 40. Opinion sur la doctrine de Monroe, **5**, 358. Opinion sur le rôle du christianisme dans les rapports internationaux, **6**, 249. Son ouvrage *Les grands principes du droit des gens*, **11**, 345. Analogie entre certaines pratiques des Confédérés helvétiques et le système des mandats, **16**, 304. Interprète la doctrine de Kant sur les relations internationales, **16**, 460. Admet dans l'antiquité un droit international presque semblable au nôtre, **18**, 272, 275. Sa théorie sur la souveraineté dans les territoires sous mandat, **19**, 615. Culte des traités dans le monde antique, **32**, 314. Guerre juste selon le droit international, **38**, 21. Interdiction de la guerre dans le cas de l'art. 15, al. 8 du Pacte de la S. d. N., **38**, 37. Arbitrage international dans l'ancienne Grèce, **42**, 5, 11. Définition du proxène, **42**, 33. Communauté intégrale des droits civiques et politiques entre deux villes, **42**, 37. Dans l'antiquité grecque, la foi aux traités était basée sur des motifs religieux, **49**, 166. Neutralisation des Etats baltes, **52**, 177. Apparition du droit international, **54**, 9.
Rees (Van).
Mandats : Droits politiques des indigènes sous mandat B et C, **19**, 534; question relative au mandat belge sur l'Urundi-Ruanda, **19**, 537; défend le pouvoir de contrôle de la Commission permanente des mandats, **19**, 547; **59**, 689; attitude devant le droit de pétition des populations sous mandat, **19**, 551; attitude vis-à-vis des prescriptions des mandats B et C relatives au travail forcé, **19**, 567; monographie sur le régime foncier des territoires sous mandats B et C, **19**, 574; rapport sur la situation des biens de l'Etat allemand dans les ex-colonies allemandes, **19**, 598; reconnaît à la puissance mandataire le droit au commerce dans le territoire sous mandat, **19**, 600; défend la constitution de gage par la puissance mandataire, **19**, 604; sa théorie des mandats internationaux, **19**, 612.
Reeves.
Critique l'œuvre de codification de la Conférence de La Haye, **35**, 688.
Regelsberger.
Ses ouvrages de droit romain, leur influence en Grèce, **20**, 10. Opinion sur la nature du dr. intern. privé, **20**, 24. Disciple de Savigny, **29**, 360.

Regimbauld.
Archevêque d'Arles; son rôle dans l'application de la trêve de Dieu, **6**, 151.
Réginon (Abbé).
Pénitentiel de l'abbé Réginon : pénitence pour tuer un ennemi en guerre, **11**, 367.
Réglade (Marc).
Traités : Applique le nom d'Union à certains traités, **12**, 472; critique la personnalité de l'Etat et la distinction entre traités-contrats et traités-loi, **12**, 475, 477; opinion sur l'autorité comparée du traité et de la loi, **12**, 517.
Rehm.
Opinion sur la personnalité internationale, **12**, 493. Sujets du droit des gens, **30**, 204. Primauté du droit des gens des Etats, **30**, 230.
Reichardt.
Caractère de l'engagement du banquier envers le bénéficiaire d'une lettre commerciale de crédit, **51**, 260.
Reichel.
Rôle du législateur créant une loi, **33**, 472.
Reid (Miss).
Les servitudes internationales, **45**, 131, 133; **58**, 226. Influence des servitudes sur la souveraineté, **45**, 135. Traité entre le Pérou et le Brésil établissant la liberté de navigation de l'Amazone, **45**, 170.
Reinhardt.
Envoyé français dans la Principauté danubienne, déporté en Russie, **22**, 392, 438.
Reinsch.
Son ouvrage sur le droit international administratif et la souveraineté territoriale, **12**, 496. Avantage des Unions, **12**, 499.
Reis (Bathala).
Assimilation des luttes religieuses aux luttes de races, **38**, 136.
Reiss.
Soutient que la validité de la clause-or est soumise à la loi du lieu de paiement, **60**, 754 et 755.
Remington Kellog.
Importance économique de la chasse à la baleine, **29**, 490.
Renan (Ernest).
Définition de la Nation, **2**, 40; **22**, 312; sa formation, **42**, 497, 531. Auteur de l'*Avenir de la science*, **9**, 359. Alliance et pactes au sein des tribus nomades, **32**, 302. L'Histoire, affirme Renan, est une petite science conjecturale, **59**, 433.
Renard.
Caractère du droit international, **23**, 333.
Renault.
Arbitrage : Son opinion, **2**, 83; arbitre dans l'aff. Canevaro, **18**, 458; **40**, 205; crainte qu'inspire l'arbitre, **25**, 260; arbitrage entrant dans le domaine juridique, **25**, 280; Cour permanente d'arbitrage, jugement dans l'aff. des fonds pieux de Californie, **26**, 81; droit accordé aux Etats signataires d'un traité collectif de recourir séparément à l'arbitrage, **30**, 553; arbitre international, **31**, 341; juge à la Cour permanente d'arbitrage, **37**, 587; effets d'une sentence arbitrale internationale sur un jugement national antérieur, **37**, 628; contradiction des sentences arbitrales et unions internationales, **37**, 628; préparation à la IIIe Conférence de la Paix, **37**, 653; force obligatoire des traités d'arbitrage, **46**, 561. — *Droits de la pensée* : Insiste sur leur caractère international, **12**, 391; opinion sur les divergences d'idées relatives à la nature du droit d'auteur, **12**, 413; principe de la réciprocité légale en matière de droit d'auteur, **12**, 451; son rapport à la Conférence de Berlin pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, **12**, 503; réserves dans la Convention de Berne pour protection des œuvres littéraires et artistiques, **12**, 507, 508; sanctions des règles de protection obligatoire, **12**, 515; durée de protection sur les œuvres selon la Convention de Berlin, **12**, 527. — *Extradition* : **18**, 455; nécessité d'une loi, **1**, 192; le régicide n'est pas un crime politique, **1**, 203; crimes politiques et extradition, **16**, 194, 197; définition de l'infraction connexe, **16**, 199. — Organisation internationale de la Croix-Rouge, **1**, 587. Traité de Washington concernant les phoques à fourrures, **2**, 157. Caractère des Unions internationales, **7**, 352; **12**, 480; leur valeur pratique, **12**, 498. Rapport à la session de Munich de l'Institut, **8**, 133. Opinion sur la contingence et la relativité de l'ordre public, **9**, 472; vœu à l'Institut sur la question de l'ordre public, **9**, 473. Adversaire de l'assimilation complète de la mer territoriale au territoire, **10**, 206. Rapport sur la protection des câbles sous-marins, **10**, 342. Contenu du traité franco-belge de 1899 sur l'exécution des jugements, **10**, 509, 513. Opinion sur la loi de situation des biens et la loi régulatrice de la faillite en matière de droits de préférence, **14**, 98. Conception du droit international, **18**, 346. Rapports du dr. intern. privé avec le dr. intern. public, **20**, 24. Définition du droit des gens et du dr. intern. privé, **20**, 31; **32**, 6. Se prononce contre le renvoi, **20**, 97. Irritation causée par un acte injuste, **24**, 381. Responsabilité de l'Etat pour les actes de ses tribunaux, **30**, 573. Désannexion de l'Alsace et de la Lorraine, **31**, 137. Préfère une règle imparfaite observée à une règle idéale non observée, **32**, 7. Définition de l'Etat, **32**, 34. Valeur des règles de droit, **32**, 76. Définition du juge international, **33**, 371. Saint-Siège sans territoire n'est plus un Etat, mais c'est une Puissance, **33**, 161. Règles juridiques que doit appliquer la Cour des prises, **33**, 406. Combat la théorie du risque étatif, **36**, 212. Rapporteur de la Commission chargée par la Conférence navale de Londres (1909) de rédiger la Déclaration finale, **43**, 269. Recours direct des particuliers devant la Cour des Prises, **51**, 90. Rôle des juristes dans la formation du droit, **54**, 125. Limite au mariage et à la compétence judiciaire les matières de la future codification du dr. intern. privé, **54**, 395; s'oppose au projet

d'Asser de créer commissions spéciales dans chaque pays et corps international chargés de la codification, **54**, 396. Demande que les cas où l'ordre public interdit l'application de la loi étrangère soient restrictivement indiqués, **55**, 417; **62**, 72. Education de l'esprit, **61**, 497.

Renner (Karl).

Protection de minorités, autonomie personnelle, division de communes mixtes, **1**, 392. Envisage l'Etat comme une fédération d'unités nationales, **37**, 51.

Renouard (Aug.-Ch.).

Nécessité de remonter aux principes fondamentaux pour définir les droits de la pensée, **12**, 410. Théorie sur la nature juridique du droit d'auteur, **12**, 425, 427, 429.

Repgov (Eike von).

Auteur du *Sachsenspiegel*, recueil de droit du moyen âge (coutumes et jugements saxons), **15**, 521.

Requin (colonel).

Accords particuliers, ratification du Conseil de la S. d. N., **7**, 20.

Reuterskgold.

Opinion sur la zone neutre entre Suède et Norvège, **26**, 624. Rapport à l'Institut (Lausanne 1927) sur la nationalité de la femme mariée, **60**, 142, 177 et 185.

Revel.

Méfiance du Conseil de la S. d. N. à l'égard de la médiation, **59**, 105.

Révigny (Jacques de).

Conception du dr. intern. privé, **29**, 314; précurseur du dr. intern. privé, **49**, 567.

Revol (Louis de).

Premier ministre des Affaires étrangères de France, **2**, 289.

Revon (Michel).

Solidarité universelle au moyen âge, **6**, 152. Domaine de l'arbitrage international, **34**, 592; arbitrage international à Rome, **42**, 59; rôle des féciaux, **42**, 48.

Rey (Francis).

Définition du fonctionnaire international, **56**, 200.

Rey.

Régime de la navigation depuis le IXe siècle, **21**, 300.

Reynaud.

Organisation féodale, **32**, 339.

Reynold (Gonzague de).

Comment il faut juger les régimes, **59**, 432.

Rezneck.

Son étude sur Bakounine, **16**, 420.

Rhallys.

Son traité de droit commercial, **20**, 9.

Rheinfels.

Propose un tribunal arbitral présidé par le Pape, **31**, 340.

Rhigas.

Lutte au nom des révolutionnaires pour l'indépendance balkanique, **22**, 415.

Rhodes (Cecil).

Son œuvre en Afrique australe, **29**, 232.

Ricardo.

Théorie de la variation des cours du change, **14**, 181. Théorie du libre-échange, **51**, 138. Sa théorie de la rente foncière, **56**, 307. Ouvrages sur la dépréciation de la monnaie, **56**, 427. Peu de stabilité de la valeur de la monnaie, **56**, 492.

Ricci-Busatti.

Particuliers non sujets du droit international, **1**, 66. Distinction entre « différends » et « points » que fait ressortir l'art. 14 du Pacte, **8**, 357. Convention consulaire anglo-italienne, **10**, 163; procédure devant les consuls, **10**, 169. Accident à un marin à bord d'un navire marchand italien dans les eaux territoriales américaines, **10**, 165. Projet italien de la S. d. N., **18**, 41. Refus de l'accès de la Cour permanente aux particuliers, **23**, 425. Distinction entre fonctions judiciaires et fonctions gouvernementales, **25**, 277. Avis consultatif de la Cour permanente, **26**, 18. Sources du droit international, **52**, 223. Application par la Cour de certaines règles d'équité et de justice, **54**, 204.

Richard.

Clause valeur-or et clause monnaie-or, **60**, 678.

Richard (Henry).

Secrétaire du « Peace Congress Committee », **13**, 379. Démarches pacifistes au Congrès de Paris en faveur de l'arbitrage et de la médiation, **13**, 387. Son rôle dans le mouvement pacifiste anglais, **13**, 395. Fait adopter à la Chambre des Communes une résolution en faveur de l'arbitrage, **13**, 398.

Richelieu (Cardinal de).

Ministre des Affaires étrangères, **2**, 289. Type de machiavélisme, **9**, 251. Testament politique, **9**, 256. Opinion sur la nécessité possible de la guerre, **9**, 258. Protection des intérêts protestants à l'étranger, **31**, 330. Réalisateur de l'équilibre européen du XVIIe siècle, **53**, 130 et 131.

Richtofen (Baron Charles-Philippe von).

Son expulsion de Suisse, **18**, 561.

Rickert.

Définition de l'historique, **22**, 302.

Riedl.

Réciprocité trait pour trait dans les traités diplomatiques de droit international, système primitif affirme Riedl, **52**, 311.

Riezler.

Droit de l'artiste sur la plus-value de ses œuvres, **12**, 561.

Rigault.

Opinion sur le rôle de la papauté dans la guerre, **6**, 201.

Rincon.

Meurtre de Rincon, ambassadeur de France, **12**, 222.

Rio-Branco.

Rapport au Conseil de la S. d. N. : protection des minorités, **1**, 456, 459; forme des demandes, **1**, 460, 468, 478; minorités en Esthonie, **1**, 508.

Riou (Gaston).
Nécessité de l'Union, **41**, 559.

Ripert.
Opinion : sur l'immunité de l'Etat relativement à ses navires, **8**, 468; sur le fonctionnement des services publics à l'étranger, **10**, 9. Origine de la marine marchande d'Etat en France, **10**, 32. Sens de la théorie de la fraude à la loi, **25**, 168. Effet rétroactif de l'acquisition de la nationalité française par les Alsaciens-Lorrains, **31**, 136. Ordre public, discrétion que doit mettre le droit international à l'utiliser, **58**, 651.

Ripon (Lord).
Secrétaire d'Etat britannique pour les colonies, **3**, 336; gouverneur de l'Inde, supprime les droits d'entrée, **3**, 349; opinion sur le droit d'action des Dominions dans les relations internationales, **19**, 301.

Ripperda (Duc de).
Réfugie dans une ambassade, **1**, 252.

Rist.
Nécessité d'un rapprochement économique entre les Etats de l'Europe centrale, **39**, 118. Mouvement des prix et fonctionnement de l'étalon-or, **42**, 407.

Risting.
Importance économique de la chasse à la baleine, **29**, 435, 492; possibilité de réglementation, quatre méthodes à envisager, **29**, 494.

Ritchie.
Importance du fait de la pluralité des Etats, **23**, 534.

Rivadavia (Président).
Préconise l'union entre les peuples américains, **5**, 303. Son appel aux émigrants du monde, **20**, 202; **32**, 136. Demande le maintien des frontières des Etats de l'Amérique, **32**, 461.

Rivas (Angel Cesar).
Rôle de la Colombie dans les débuts de l'indépendance de l'Amérique du Sud, **5**, 323.

Rivas (Président).
Son gouvernement est marqué par des troubles au Nicaragua, **8**, 240.

Rivas.
Opposition des Etats-Unis au projet de Bolivar d'une fédération hispano-américaine, **32**, 485.

Rivera.
Général uruguayen, conclut une Convention de frontière avec le Brésil, **8**, 301.

Rivier (Alphonse).
Principe de la communauté internationale, **2**, 52. Effet de l'inexécution des traités, **2**, 337. — *Opinion* : sur la protection par l'Etat de ses ressortissants créanciers d'un autre Etat, **8**, 83; sur Grotius, **9**, 233, 236; sur Leibniz en tant qu'il aborde le domaine du droit des gens, **9**, 240; sur Pufendorff, **9**, 239; sur Barbeyrac, **9**, 240. Analyse la conception du droit des gens de Wolff, **9**, 240. Théorie sur la nature juridique de la mer territoriale, **10**, 55. Antagonisme des droits fondamentaux et des obligations conventionnelles internationales, **10**, 542. Hostile à la codification du droit international, **11**, 58. Opinion sur la nature de la reconnaissance des Etats, **13**, 468. Pratique de l'asile en Suisse, **18**, 556; opinion sur la possibilité de limiter les causes d'expulsion, **18**, 576. Opinion sur la nature du droit international privé, **20**, 24. Influence des changements de souveraineté sur la défense de fortifier Huningue, **22**, 65. Droit de réglementer l'immigration, **22**, 206. Cas où les dettes de l'Etat annexé doivent incomber à l'Etat annexant, **23**, 284. Servitudes internationales, **26**, 428; leur transmission, **26**, 377. Souveraineté de l'Etat sur la mer territoriale, **26**, 392. Traités de commerce non résolus par la guerre, **26**, 532. Territorialité des navires de commerce, **30**, 12. Stipulation contractuelle parfaitement claire, **31**, 463. Confusion entre l'agresseur et le promoteur, **31**, 504, 511. — *Opinion* : sur Démétrino de Phalève, **32**, 318; sur le *jus gentium* des Romains, **32**, 333. Appréciation du plan d'organisation internationale de Lorimer, **40**, 21. Sa définition des fleuves internationaux, **45**, 99. Souveraineté des Etats riverains des mers intérieures, **47**, 546. Nature juridique de la haute mer, **47**, 555. Caractère de la coutume internationale, **58**, 505. Liberté de la mer, **58**, 623.

Rivière.
Admet la validité de la clause-or, **43**, 606. Principe de l'interprétation des traités sont ceux de l'interprétation des conventions entre particuliers, **44**, 653. Droit de libre passage pour les agents diplomatiques, **48**, 509.

Riza Nour bey.
Raisons de l'échange des populations gréco-turques, **24**, 385. Reconnaît que les Albanais doivent être exclus de l'échange des populations visées par la Convention de Lausanne, **24**, 398.

Rizzolati (Mgr).
Déplore le sort des missions catholiques en Chine en 1843, **26**, 129.

Robbins et Schwartz.
Opposition entre droits fiscaux et droits protecteurs, **39**, 14.

Robert (Roi palatin).
Activité en faveur de la paix publique, **28**, 537.

Robert le Pieux.
Convoque une assemblée de princes *de pace componenda*, **28**, 483.

Robespierre.
Opposition au principe de l'intervention révolutionnaire, **22**, 313, 314. Principe de la révolution permanente, **22**, 314. Demande à l'Assemblée constituante de proclamer les principes nouveaux de la paix, **45**, 689. Préconise la lutte internationale contre les Rois, **45**, 722. Ce qu'était le Tribunal de cassation, **57**, 212.

Robin.
Origine de l'exterritorialité, **16**, 144.

Robinson.
Représentant des Etats-Unis à la Commission de législation internationale du travail, **4**, 143, 183.

Robinson (John).
Chef des pèlerins de Mayflower, **42**, 503.
Roca.
La crainte d'une intervention européenne en Hispano-Amérique, **32**, 518.
Rocco (N.).
Opinion sur les conflits de lois, **3**, 143. Opinion sur la loi applicable en ce qui touche la détermination de la date de cessation de paiement, **14**, 76. Son traité de droit civil international, **17**, 348. Compte rendu de son œuvre par Mancini, **17**, 350. Sa contribution, par son Traité, au dr. intern. privé, **46**, 795.
Roche (Juge).
Aff. Luther-Sagor, confiscations bolchevistes, **4**, 394.
Roche (Jules).
Ministre du Commerce français, partisan du tarif balnéaire, **3**, 318.
Rochechouart.
Demande en faveur des chrétiens en Chine, **26**, 133.
Rockfeller.
Fonde le « Standard Oil Co. », **19**, 215, 217.
Rodenburg.
Ecole hollandaise des statuts, **3**, 132, 143, 144; théorie hollandaise du conflit des statuts, **15**, 457, 461. Opinion sur la portée de la règle *locus regit actum*, **9**, 90. Histoire de la faillite aux Pays-Bas, **14**, 10. Partisan du principe de l'unité et de l'universalité de la faillite, **14**, 32.
Rodenburgh (Christian) (1618-1668).
Son influence en Angleterre, **21**, 208. Liaison entre l'objet et l'effet des statuts, **29**, 325. Extérritorialité de la loi du domicile, **34**, 704. Le premier, montre l'effet extra-territorial des statuts personnels, **49**, 666. Théorie des statuts, école hollandaise, courtoisie internationale, **62**, 453, 456.
Rodolphe de Habsbourg (Empereur).
Restauration de la paix publique, **28**, 510, 515.
Roger (Doyen).
Lettre du 24 février 1923 à la Commission de coopération intellectuelle de la S. d. N. sur la crise du travail expérimental en médecine, **9**, 335.
Roguin.
Droit d'auteur : Sa nature juridique, **12**, 426, 429; doctrines de Picard et de Kohler, **12**, 440. — *Faillite* : Réalisation des immeubles du failli d'après la Convention franco-suisse, **14**, 92; loi de la situation et loi régulatrice de la faillite quant à l'exercice des droits de préférence, **14**, 97, 99; loi applicable relativement aux privilèges en cas de faillite, **14**, 104. Attire l'attention de la Conférence de La Haye sur les dispositions favorisant les nationaux en matière successorale, **9**, 53. Soutient que le juge peut déterminer à son gré la loi compétente au cas où les parties à un contrat n'ont pas usé de leur liberté, **16**, 109, 110. Possibilité de limiter les causes d'expulsion, **18**, 576. Nature du dr. intern. privé, **20**, 24. Se prononce pour le renvoi, **20**, 97. Autonomie de la volonté, **20**, 158. Caractère facultatif de la règle *locus regit actum*, **21**, 470. Son avant-projet de convention internationale sur les obligations, **55**, 393. Nature du contrat public, **60**, 750.
Rohan (Prince de).
Emploie la corruption comme moyen diplomatique, **4**, 274.
Róhan (Henri de).
Définit la puissance des souverains, **6**, 214.
Rolin (Baron Albéric).
Domicile : Base de sa définition, **23**, 39; loi applicable à sa détermination, **23**, 31, 127; **34**, 680; loi applicable à son changement, **23**, 133; validité de l'élection de domicile en droit international, **23**, 71; insuffisance de la législation française sur le domicile, **23**, 60. — Effets des jugements répressifs étrangers en matière de récidive, **4**, 443. Extradition, **18**, 455; extradition des anarchistes, **10**, 317. Consultation relative à l'application du traité franco-belge de 1899 sur l'exécution des jugements, **10**, 509. Renonciation à l'immunité de juridiction, **12**, 197; immunités des domestiques de l'agent diplomatique, **12**, 203. Proteste à l'Institut (Bruxelles 1902) contre l'application exclusive de la *lex rei sitae* en matière de droits de préférence, **14**, 96. Réagit contre la doctrine de l'autonomie de la volonté, **16**, 14. Partisan du morcellement du contrat au point de vue de la loi applicable, **16**, 75. Critère de discrimination parmi les crimes commis en temps de guerre civile, **16**, 75. Opinion sur le règlement annexé à la IVe Convention de La Haye de 1907, **17**, 322. Possibilité d'expulser les personnes ayant vocation à la nationalité, **18**, 526. Peine applicable à l'évasion des prisonniers, **21**, 58, 59. Guerre d'agression constituant un crime international, **24**, 207. *Lex fori* obligatoire en matière de prescription, **25**, 181. Critique de la décision rendue dans l'aff. du Macédonien sur la question des dommages-intérêts, **28**, 280; 285. Proposition de créer un comité d'experts pour codification du droit international, **29**, 394. Adopte la théorie du renvoi, **29**, 607. Conflits de lois en matière d'obligations délictuelles, **39**, 660. Morale et neutralité, **40**, 17. Appréciation sur Westlake, **40**, 26. Solution des conflits de lois par arbitre, **40**, 190. Admissibilité de la nullité des jugements internationaux, **43**, 87.
Rolin (Henri).
Arbitrage : Caractère juridique des litiges rentrant dans les catégories énumérées à l'art. 13 du Pacte, **25**, 282; formule locarnienne des conflits soumis à l'arbitrage, **25**, 309; fixation du rôle des organes de règlement pacifique des litiges, **25**, 356. Rolin inspirateur de l'Acte général de Genève, **31**, 543. — *Mandats* : Levée des troupes dans les pays sous mandat français, **26**, 631; application pratique du système des mandats internationaux, **29**, 119; souveraineté du mandataire dans les pays sous mandat, **29**, 131. — Projet de résolution relatif aux avis consultatifs de

la Cour permanente, **26**, 44. Avis consultatif, préconise l'admission à la *majorité*, y compris les parties, **46**, 586. Les Etats ne sont pas libres, ils n'exercent que des compétences, des fonctions attribuées par le droit international, **47**, 506. Le Pacte de Paris n'autorise pas un Etat à recourir à la force pour faire exécuter une sentence, **49**, 731. Danger de la réserve des intérêts vitaux qui paralyse le développement de l'arbitrage, **49**, 745. Difficulté de caractériser soit la légitime défense, soit l'agression, **49**, 752. Application des sanctions du Pacte, l'autorité du Pacte à leur point de vue renforcée par les accords particuliers entre membres de la S. d. N., **53**, 42. Ententes régionales sous les auspices de la S. d. N. en constituent l'armature solide, **53**, 82. Demandes d'avis consultatifs à la Cour permanente limitées par M. Rolin aux seuls différends entre membres de la S. d. N., **57**, 92. Proposition de redressement de l'organisation internationale par amendement au Pacte ou Convention générale, **59**, 168. Activité de la Commission permanente des Mandats, **59**, 683. Souveraineté des Etats membres de la S. d. N., **61**, 683.

Rolin-Jaequemyns (1835-1902).

Opinion sur l'application de l'action *in rem verso* en droit international, **4**, 407, 408. Fondateur de l'Institut de droit international (1873), **6**, 413. Hostile à la codification du droit international, **11**, 58. Justification possible dans certains cas de la double imposition, **13**, 75. Opinion sur la belligérance, **16**, 224. Rapport à l'Institut (Lausanne 1888) sur l'expulsion, **18**, 454, 528. Opinion sur l'extradition (Institut, 1891), **18**, 455.

Rolin-Jaequemyns (Baron Edouard).

Dominions : Définition nécessaire de leur statut, **19**, 249; leur position dans la S. d. N., **19**, 306; définition de la personnalité en droit international applicable aux Dominions, **19**, 339, 341; nie que les Dominions soient des Etats distincts et aient le pouvoir de conclure des traités, **19**, 390. — *Mandats* : Questions qui s'y rapportent, **5**, 236, 251. Son étude sur le système des mandats internationaux, **19**, 608, 609; son opposition à leur institution, **34**, 308. Cour permanente, caractère facultatif des avis, **7**, 64. limitations à la compétence de la Cour permanente, **7**, 51. Personnalité de la S. d. N., **5**, 231. Nécessité de la guerre défensive, **7**, 43. Individus pouvant être expulsés, **18**, 530; possibilité de réglementer le droit d'expulsion, **18**, 575. Caractère de la Convention de Mannheim, **28**, 152. Caractérise la naissance de l'Institut de droit international, **29**, 387. Admission des étrangers sur un territoire, **37**, 340. Idée sur la neutralité, **40**, 17. Questionnaire à l'Institut sur la Convention de Bruxelles de 1874, **40**, 19. Appréciation de l'œuvre de Lorimer, **40**, 22. Juge prématuré un tribunal international, chargé de juger et de condamner, **48**, 60.

Rolland.

Problème de la radiotélégraphie, **35**, 653.

Romagnosi.

Fait partie de l'école de Mancini, **29**, 367. Son livre l'*Introduction au droit public*, **46**, 717; son œuvre, **46**, 718. De la nature et des facteurs de la civilisation, **46**, 742, 752. Droits de la guerre, **46**, 790. Exercice du droit de prises, **46**, 792. Se rattache au principe de l'application extra-territoriale des lois personnelles, **46**, 795.

Romain Ier.

Empereur de Byzance, protège les chrétiens et les reliques, **11**, 362. Guerre contre les infidèles, **11**, 387.

Romano.

Opinion sur la nature juridique de l'impôt, **13**, 25. Condition de création d'une règle universelle, **30**, 295. La coutume révèle une tendance vers l'universalité s'opposant au droit conventionnel, **47**, 318. Valeur déclaratoire et constitutive de la reconnaissance des Etats, **47**, 426. Constitution de chaque personnalité, **47**, 466. « Organes-institutions » du domaine international, **47**, 533. Souveraineté territoriale embrasse la métropole et les colonies, **47**, 545. Distinction entre dr. intern. privé et dr. intern. public, **58**, 274. Caractère de la coutume internationale, **58**, 506. Sujet auquel la sentence arbitrale doit être rapportée, **61**, 272. Justification de l'impôt, **61**, 557. Objet du dr. intern. privé, **62**, 80.

Romberg-Nisard.

Créateur des bureaux de renseignements sur les prisonniers de guerre, **21**, 61.

Romer (Lord).

Juge anglais, refuse de trouver dans la clause espèces-or une clause valeur-or, **43**, 567.

Romier (Lucien).

Le capitalisme est le développement des entreprises humaines par l'expansion du crédit, **54**, 553.

Roncali.

Opinion sur le principe des nationalités, **2**, 39.

Rondon (Mariano Candido).

Favorise la création des villages indiens, **31**, 277; découvre des Indiens, **31**, 287; résultats obtenus par lui, **31**, 288.

Ronne (Baron).

Surarbitre dans l'aff. Oragis de Attelis, expulsion du Mexique, **6**, 103.

Rontiris.

Ses études de dr. intern. privé, **20**, 9.

Roos (Tielman).

Opinion sur le rapport de la Conférence impériale britannique de 1926, **19**, 350.

Roosevelt (Président Franklin D.).

Dettes internationales recouvrement par la force, **1**, 304, 327. Aff. des Ecoles de San Francisco, **2**, 368. Fait accepter ses bons offices par la Russie et le Japon en 1905, **4**, 257. Opinion sur la doctrine de Monroe, **5**, 334, 338, 339, 354; **8**, 272; **28**, 54. Opinion sur la paix universelle, **6**, 42. Message de 1902 sur le respect des obligations vis-à-vis des étrangers, **8**, 95. Responsabilité des Etats-Unis pour les Etats de

l'Amérique latine, **11**, 44. Soumet l'aff. des Fonds pieux en Californie à la Cour permanente d'arbitrage, **13**, 405. Prend l'initiative de la réunion de la Seconde Conférence de la paix, **13**, 407. Suggestion d'un mandat de la France et de l'Espagne au Maroc, **19**, 501. Propose en 1906 un mandat indivis entre ces deux pays sur le Maroc, **29**, 125. Provoque la reprise du Congrès de La Haye de 1907, **20**, 396; **37**, 611. Conception de l'idéal, **32**, 7. Police des Etats-Unis, **32**, 24, 572. Légitimité de l'intervention d'humanité, **40**, 139. Relations avec la presse, **45**, 325. Attitude à l'égard de la souveraineté, **47**, 30. Opposition à l'intervention, **47**, 81, 84. Politique monétaire et bancaire, **49**, 115. Mesures contre la crise agricole, **56**, 315. Politique du bon voisinage, **59**, 157. Efforts durs et laborieux pour obtenir la paix, **59**, 160. Interdépendance des Etats, conséquence d'une guerre sur les Etats-Unis neutres, **59**, 167. Les démocraties sont les amies naturelles de l'Amérique, **59**, 495. Ses mesures en 1933 pour arrêter les retraits d'or, **60**, 696. Désir du monde : paix économique, **61**, 248.

Roosevelt (Président Théodore).

Sa doctrine de l'intervention, **47**, 81. Suggère l'idée d'une ligue internationale de la paix pouvant intervenir militairement, **48**, 95.

Root (Elihu).

Secrétaire d'Etat des Etats-Unis. Dettes internationales, recouvrement par la force, **1**, 108, 327. Déclaration des droits et devoirs des nations, **2**, 404. Affirme que la meilleure sanction de droit international réside dans la volonté de l'Etat d'observer et de faire observer le droit, **2**, 416. Opinion sur la doctrine de Monroe, **5**, 338, 341, 342, 344, 346, 348, 352, 355, 358. Pacte de la S. d. N., **6**, 330. Codification du droit international, **6**, 384; ses avantages, **6**, 395; son esprit, **6**, 430; son rôle, **35**, 677. Membre du Comité des juristes chargé d'élaborer le statut de la Cour permanente, donne des instructions pour la Conférence de Rio de Janeiro, **8**, 106. Opinion sur la compétence consultative des tribunaux, **8**, 407. Reconnaît la responsabilité des Etats-Unis pour les Etats de l'Amérique latine, **11**, 44. Nécessité d'un accord international pour la répression des crimes contre l'humanité, la justice et la morale, **10**, 363. Opinion sur la guerre chimique, **16**, 329, 348. Propose à la Conférence de Washington de limiter sous certaines conditions l'emploi des sous-marins, **17**, 176. Souligne en 1916 l'absence de solidarité internationale, **17**, 461. Volonté de renforcer et perfectionner le droit international après la guerre, **35**, 610; importance d'une compréhension populaire du droit international, **35**, 677; résultat des conférences de droit international, **35**, 686. Objection à l'arbitrage, **41**, 148. Principe de la souveraineté indépendante, **47**, 30. Sanction du droit international, **48**, 95. Refuse aux particuliers l'accès des juridictions internationales, **51**, 49, 53. Reproche à l'arbitrage de chercher des compromis de circonstance, **52**, 14. Art. 36, al. 2 du statut de la Cour, l'énumération de cet alinéa paraît remonter à un amendement de M. Root, **52**, 75 et 76. Sa formule de l'art. 38, 3° « Les principes généraux du droit reconnus par les peuples civilisés » est acceptée, **52**, 222. Besoin d'une compréhension populaire du droit des gens, **53**, 573. La déclaration des droits et devoirs des nations forme les principes fondamentaux du droit international, **53**, 576. Critique dans l'art. 38 du statut de la Cour les mots « dans l'ordre successif » pour application des principaux généraux du droit, **54**, 211. Servitudes internationales, leur effet sur la souveraineté, **62**, 328.

Root-Takahara.

Accord relatif à l'émigration des Japonais aux Etats-Unis, **27**, 437.

Roover (de).

Protection des minorités grecques et bulgares, **1**, 466.

Rosate (A. de).

Droit des successions échappe à la loi réelle, **34**, 703.

Rosas.

Dictateur argentin, **8**, 302.

Roscelin.

Créateur au XIe siècle du nominalisme, **52**, 196.

Roséate (Alberic de).

Opinion sur la loi applicable en matière de succession, **2**, 457.

Rosenberg.

Les avantages de l'arbitrage sont illusoires, **51**, 292.

Rosendorff et Henngeler.

Droit fiscal comparé, **61**, 604.

Rosenthal.

Opinion sur la théorie de Renouard relative au droit d'auteur, **12**, 425.

Rosmini.

Contrat entre la philosophie théorique et la philosophie pratique, **38**, 583. Pour les Etats la liberté de chacun est limitée par les exigences de la liberté des autres, **46**, 783.

Ross.

Antinomies du droit, **54**, 184.

Rossetti.

Sa part dans l'élaboration du statut de la Cour permanente, **22**, 166; **26**, 70, 71; opposé aux avis consultatifs de la Cour, **26**, 17. Relations internationales fondées sur la fidélité et la confiance, **24**, 178. Nécessité du caractère judiciaire de l'arbitrage, **25**, 280; **33**, 402; propose arbitrage sur la question des pêcheries des côtes de l'Atlantique, **29**, 473; traités Root, **34**, 509; projet d'arbitrage, **34**, 556. Interprétation de la doctrine de Monroe, **28**, 55. Nécessité pour les nations d'observer la loi, **32**, 27, 109; observation de la loi internationale, **32**, 286. Question des Israélites en Roumanie, **41**, 212.

Rossi.

Dans la constitution de la nationalité élément originaire de l'Etat, prééminence du facteur psychologique, **46**, 719.

Rossoni.

Délégué ouvrier italien à la Conférence internationale du travail, **4**, 127.

Rostovzeff.

Le guerre dans l'Antiquité constituait la condition anormale des relations entre peuples, **53**, 118.

Rostworowoki.

Opinion sur le droit de juridiction dans la mer territoriale, **10**, 181, 207. Rapport à l'Institut sur les Commissions de conciliation, **18**, 69, 71, 93, 112, 124; préconise pour les différends la conciliation avant toute procédure contentieuse, **18**, 87; recours à la procédure générale de conciliation, **27**, 540. Différence entre Cour permanente de justice et tribunal arbitral, **36**, 299.

Roszkowski.

Définition des Unions, **12**, 480.

Rotgers (Arnold).

Nie l'existence du droit international, **18**, 327, 370.

Roth.

Disciple de Savigny, **29**, 360. Etude des indigènes au Brésil, **31**, 194.

Rothlisberger (Ernest).

Propriété littéraire et artistique : Théorie sur la nature juridique du droit d'auteur, **12**, 442; effets de la guerre sur les Unions, **12**, 460; œuvre de la Conférence de Berlin pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, **12**, 505; portée de la protection invoquée sur leurs œuvres par les auteurs des pays unionistes, **12**, 512; protection des œuvres d'art appliqué, **12**, 535, 536; rôle des conférences de l'Union pour la proclamation des principes fondamentaux et nouveaux en matière de protection des œuvres littéraires et artistiques, **12**, 542; résultats de l'Union. — Président du Bureau de Berne chargé du rapatriement des internés civils, **21**, 34.

Rouard de Card.

Sa théorie des mandats internationaux, **19**, 609. Domaine de l'arbitrage international, **34**, 592.

Roubier.

Conflit transitoire de droit international, **47**, 168, 218, 225, 227, 232.. Fondement de la non-rétroactivité des lois, **41**, 198, 200, 212; rétroactivité des lois d'interprétation authentique, **47**, 235. Critique du système transitoire du droit fédéral suisse, **47**, 188. Création jurisprudentielle du droit anglo-saxon, **47**, 190. Droit acquis, **47**, 197.

Rougier (Antoine).

Théorie de l'intervention d'humanité, **1**, 390; **41**, 573. Situation des fonctionnaires de la S. d. N., **41**, 748. Conventions de 1815-1816 grèvent la Savoie du Nord d'une servitude de neutralité locale perpétuelle, **45**, 58 et 59.

Rouing.

Opinion sur les catégories d'individus qui peuvent être expulsés, **18**, 529.

Roumer.

Attitude à l'égard du droit de pétition des populations sous mandat, **19**, 551.

Roumiantseff.

Représente la Russie près des émigrés de Coblentz, **22**, 354.

Rousa.

Opinion sur le contrôle financier de Saint-Domingue, **5**, 90.

Rousseau (J.-J.).

Opinions : Souveraineté, **2**, 371; droit et force, **2**, 372. Conception d'une organisation internationale, **2**, 108. Individu et gouvernement, **3**, 11. Jugement sur les Congrès, **4**, 240. Ce qu'il doit à Machiavel, **9**, 211. Rousseau et le problème des relations internationales, **13**, 311. Influence de Rousseau sur Alexandre Ier, **13**, 358. Sa doctrine du droit naturel, **18**, 331. Doctrine de la volonté générale, **18**, 416. Sa théorie de la souveraineté du droit public interne, **19**, 619. Son influence sur l'émancipation des colonies espagnoles, **22**, 89. Conception de l'Etat, **23**, 499. Relations entre Etats, **23**, 507. Force obligatoire du droit, **23**, 523. Conception des droits de l'homme, **24**, 317. Droit de quitter son pays, **31**, 119. Attitude à l'égard de l'intervention, **32**, 634. Répression des crimes politiques, **33**, 694. Opposition du fait et du droit, **34**, 82. Opinion sur le droit des gens, **34**, 251. Conduite des affaires extérieures, **38**, 358. Traité, acte de gouvernement, **38**, 359. Lien entre organisation d'un Etat et possibilité d'une coordination internationale, **38**, 633. Théorie de la volonté générale, **38**, 268. Droit d'expatriation, **43**, 125. Politique extérieure de la compétence exclusive de l'Exécutif, **45**, 685. Formation d'une volonté générale au sein de l'Etat, **46**, 290, 291. Constitutions de l'Amérique latine, **47**, 18, 27. « Volonté générale », base de la société, **58**, 6. Interdiction des associations partielles au sein de l'Etat, **58**, 13. L'autorité politique s'appuie pour Rousseau sur les droits de la démocratie, **58**, 25. — *Contrat social* : Théorie, **3**, 36, 46, 119; **13**, 534, 546, 559; **18**, 304, 308, 416; repoussée par Mancini, **17**, 356; **25**, 44; nationalité, théories du contrat social, **5**, 430. — *Guerre* : Rousseau et la guerre, **13**, 300, 302; sa conception de l'ennemi différente de la conception anglo-saxonne, **8**, 44; opinion sur le droit de conquête, **17**, 269; définition de la guerre, relation d'Etat à Etat, **17**, 299; guerre, relation d'Etat à Etat, **21**, 7; **34**, 238; **43**, 521. — *Souveraineté* : Théorie, **23**, 498, 501; caractère de la souveraineté, **23**, 499; **32**, 33; souveraineté du peuple, **13**, 559; **23**, 500.

Rousset (Jean).

Idée d'un droit de convenance, **16**, 489.

Rouvier (Maurice).

Directeur de la dette ottomane, **5**, 48. Accord Rouvier-Radolin, création d'une banque du Maroc, **27**, 317.

Roux.

Juridiction compétente pour les crimes commis sur la frontière, **36**, 142. Fondement du droit de légitime défense, **49**, 706 et 707.

Rowell (Newton).

Ministre canadien, s'explique sur le droit de vote individuel à la S. d. N. accordé aux Dominions, **19**, 321; *Opinion* : sur les différends internationaux des

membres de l'Empire britannique, **19**, 461, 479; sur les obligations des membres de l'Empire en tant que membres de la S. d. N., **19**, 489. Sa critique de l'internationalisme politique de certains membres du Conseil, **61**, 163.

Roy (Louis Le).

S'occupe de l'éducation du Prince, **9**, 189.

Royer-Collard.

Opinion sur la légitimité des gouvernements, **4**, 315.

Royo-Villanova.

Etude de l'administration sous ses aspects interne et extérieur, **34**, 8. Principes régissant les relations entre les Etats, **34**, 12.

Rubens.

Reconnaissance de son privilège en France, lors de la guerre de Trente ans, **12**, 462.

Rubinstein.

Aggravation contemporaine de la situation des apatrides, **43**, 170; participe à l'élaboration d'un projet de Convention sur le statut juridique des réfugiés apatrides, **43**, 235.

Ruccellai (Cosimo).

Machiavel lui dédie ses *Discours sur Tite-Live*, **9**, 184.

Rudgers.

Rapporteur au Comité d'arbitrage et de sécurité, **27**, 517.

Rudorf.

Opinion sur le *jus gentium* des Romains, **32**, 333.

Ruffini.

Définition de l'Union internationale, **34**, 48, personnalité de l'Union, **34**, 52. Dr. intern. privé et propriété intellectuelle, **35**, 645; projet de Convention relative à sa protection, **35**, 646. Distinction entre Conventions et Unions internationales, **39**, 389. Protection de la propriété scientifique, **41**, 592. Caractère universel des droits de la pensée, **52**, 450.

Rügger.

Sauvegarde des droits acquis en cas de succession d'Etats, **23**, 280. Sa conception des rattachements à l'Etat des personnes morales, conditions, **45**, 402.

Ruggiero.

Historien de l'arbitrage dans l'antiquité, **4**, 280; origine de l'arbitrage international, **42**, 7, 50.

Rumbold (Sir Horace).

Préside la Commission d'enquête de Démir Kapou, **14**, 524, 579. Paternité de l'échange des populations gréco-turques à la Conférence de Lausanne, **24**, 375.

Rümelin.

Fondement de l'existence d'une morale d'Etat spéciale, **16**, 416. Définit l'équité à deux fins, **33**, 465. Equité indépendante, équité accessoire, **47**, 347. L'équité en droit romain, **49**, 281.

Rundstein.

Rapport sur la codification des règles relatives à la conclusion et à la rédaction des traités, **15**, 540. Membre du Comité d'experts de la S. d. N., nationalité des personnes morales, **23**, 48, 92. Appréciation du Code Bustamante, **44**, 511. Recours contre les sentences arbitrales, **52**, 5; ajoute aux motifs de recours l'application incorrecte d'une règle du droit international, **52**, 29, 43, 85; transformation en litige juridique d'un différend à caractère politique, **52**, 57; recours pour excès de pouvoir, la solution dépend de considérations politiques, **52**, 61, 66. Ce qu'est l'application du droit étranger par les tribunaux, **53**, 223. Règlement des questions de nationalité par voie d'entente internationale, **53**, 343. Comment doit être regardé le renvoi, **58**, 384. Nationalité de la femme mariée (rapport au comité de la S. d. N. pour la codification progressive du droit international), **60**, 146.

Rurik.

Fondateur de l'Etat russe, **11**, 399.

Rush.

Ministre des Etats-Unis en Angleterre, **8**, 219. Médiation des Etats-Unis entre colonies hispaniques et leur métropole, **32**, 422, 428, 431.

Russel (Juge).

Application de la théorie du renvoi, **29**, 553. Compétence des cours de justice britanniques pour interpréter le Traité de Versailles, **43**, 263.

Russell (Lord).

Correspondance avec M. Seward relative aux immunités diplomatiques en temps de guerre, **12**, 235. Attitude à l'égard : de l'unité italienne, **4**, 302; des aff. italiennes, **18**, 171. Caractère conventionnel du droit international, **23**, 479. Eléments constitutifs du droit à la reconnaissance, **62**, 254, 273.

Russell (Lord Odo).

Anecdotes qui le concernent, **4**, 261, 262. Ministre des Etats-Unis à Caracas, conflit franco-vénézuélien de 1906, **18**, 505.

Russell Lowell.

Représentant des Etats-Unis à Londres, **4**, 244.

Rutemberg.

Accord avec le gouvernement de Palestine en vue de l'annulation de la Concession des Mavrommatis, **12**, 107.

Rutgers.

Difficulté de déterminer l'agression, **24**, 279. Art. 10, 11, 16 du Pacte de la S. d. N., **37**, 133; **39**, 689; **39**, 722, 755. Intérêt d'une réunion rapide du Conseil de la S. d. N. en temps de crise, **39**, 747. Difficulté de caractériser l'agression, **49**, 751. Notion de souveraineté, **61**, 660. Application de l'art. 16 du Pacte, **61**, 750.

Ruyssen (Théodore).

Définit le rôle de la papauté au cours de l'histoire, **6**, 163. Fondateur de la revue *La Paix par le Droit*, **13**, 400.

Ruyter (Amiral de).

Résiste à la visite d'un convoi (1656), **11**, 106.

Ruzé.
Comité international de la Croix-Rouge, **1**, 591, 592.
Ryckère.
Montre le désordre qui régnait parmi les pêcheurs de la mer du Nord avant la Convention du 6 mai 1882, **48**, 34.

S

Saalfeld.
Opinion sur le droit d'asile, **7**, 252.
Saavedra-Llamas (Carlos).
Conception argentine de l'arbitrage, **33**, 45, 46. N'accepte pas la notion de droit international américain, **48**, 488. Appréciation du Code Bustamante, **44**, 511. Caractère unilatéral de la doctrine de Monroe, **53**, 29. Son traité sud-américain pour prévenir la guerre, **59**, 151.
Sabine et Shepard.
Critiquent la théorie de la souveraineté du peuple, **23**, 501.
Sacerdoti.
Critique le projet de modification de l'art. 941 du Code de procédure civile italien sur l'exécution des jugements étrangers, **46**, 812.
Sack.
Effets des transformations d'Etats sur leurs dettes publiques, **23**, 151. Succession aux dettes d'Etats, sauvegarde des droits acquis, **23**, 408. Distribution du papier-monnaie en cas de succession entre Etats, **27**, 292.
Sackville (Lord).
Ministre de Grande-Bretagne à Washington, circonstances dans lesquelles il quitta les Etats-Unis, **18**, 499.
Saenz Peña (Roque).
Nécessité de restreindre l'immigration en Amérique, **22**, 208. Caractère de la doctrine de Drago, **32**, 738. Droit public américain, **32**, 777.
Saïd.
Khédive d'Egypte, **8**, 12. Crée la Dette publique égyptienne, **5**, 21.
Saïd Pacha.
Protection des missions à la Conférence de Berlin, **26**, 166.
Saint Ambroise.
Opinion sur la légitimité de la guerre juste, **6**, 133; attitude à l'égard de la guerre, **17**, 243. Archevêque de Milan, excommunication d'un Empereur romain, **11**, 363. Observation des conventions entre ennemis, **43**, 530.
Saint Anselme.
Conception d'une communauté internationale, **6**, 180.
Saint Athanase.
Conception de la guerre, **6**, 132. Père de l'Eglise louant l'acte de tuer les ennemis, **11**, 366.
Saint Augustin.
Guerre : Guerre juste, définition, **10**, 370; **43**, 485; **44**, 382; doctrine, **13**, 193; **17**, 272; **24**, 152; **31**, 316, 530; **35**, 174; caractère licite de la guerre juste, **6**, 134; **31**, 299; **41**, 519; conditions, **6**, 134, 135; **54**, 141; esprit, **6**, 135, 136; successeurs de saint Augustin (saint Isidore de Séville, **6**, 137; Gratien, **6**, 138; saint Thomas d'Aquin, **6**, 138; Bonet, **6**, 140; théologiens de la Renaissance, **6**, 141); compétence pour déclarer la guerre, **16**, 311; **17**, 253; attitude à l'égard de la guerre, **17**, 246; condamne la guerre de conquête, **17**, 266, 268. — Ses conceptions sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat, **13**, 529, 531. Considère l'Etat terrestre comme une œuvre du mal, **16**, 420. Soutient que les barbares ne peuvent être punis pour ne pas recevoir l'enseignement du Christ, **17**, 180. Opinion sur les limites de l'obéissance aux supérieurs, **17**, 285, 290. Affirme qu'il ne peut exister de conflit entre choses justes, **17**, 294, 298. Son rôle dans l'élaboration du droit naturel, **18**, 284, 286. Cité par Grotius, **24**, 100. Idée chrétienne de la paix, **31**, 315. Thème de la résistance passive, **31**, 317. Principe supérieur dans les relations internationales : ordre basé sur la justice distributive, **44**, 325 et 326. Inviolabilité du serment, **49**, 169, 186. Définition de la paix, **53**, 136. Bonne foi obligatoire même à l'égard de l'ennemi, **54**, 11.
Saint Basile le Grand.
Opinion sur la légitimité de la guerre, **6**, 132, 133. Père de l'Eglise grecque, condamne le meurtre à la guerre, **11**, 366; attitude à l'égard de la guerre, **17**, 244.
Saint Bernard.
Conception du métier militaire, **6**, 156, 157. Condamne la guerre, **44**, 383. Légitime la guerre pour Dieu, **44**, 336.
Saint Boleslas.
Roi de Pologne, conflit avec la Russie, **11**, 413, 430.
Saint Bonaventure.
Nature de l'autorité, **43**, 424. Idée du devoir comme essence de la norme juridique, **44**, 323 et 324. Effet pour le catholique de la transgression à la loi naturelle (divine), **44**, 335.
Sainte Catherine de Sienne.
S'élève avec force contre les guerres ordonnées et conduites par le chef de l'Eglise, **44**, 389, 393.
Saint Clément.
Opinion sur la légitimité de la guerre, **6**, 130.
Saint Cyprien.
Attitude à l'égard de la guerre, **17**, 243.
Saint Isidore.
Définit la guerre juste, **17**, 279.
Saint Isidore de Pelouse.
Condamne la guerre, **17**, 244.
Saint Isidore de Séville.
Définition moderne du droit des gens, **32**, 333.
Saint Jean Chrysostome.
Attitude à l'égard de la guerre, **17**, 243, 244.
Saint Léandre.
Rôle de l'Eglise dans l'union des peuples, **6**, 142.

Saint Louis.
Tient vis-à-vis des Sarrazins ses engagements contractés en prison et sous menace de mort, **32**, 340.

Saint Luc (Evangéliste).
Son impartialité à l'égard du judaïsme, **31**, 300. Célèbre la jouissance d'une paix générale, **31**, 311.

Saint Marc Girardon.
Remarque sur la contrefaçon des œuvres littéraires et artistiques, **12**, 444.

Saint Mathieu (Pape).
Interdiction de la guerre, **6**, 129, 130. Victoire du principe chrétien, **11**, 364.

Saint Maxime de Turin.
Opinion sur la guerre juste, **6**, 133.

Saint Nicolas (Pape).
Condamne la guerre hors le cas de nécessité, **11**, 367.

Saint Odillon.
Abbé de Cluny, extension de la Trêve de Dieu, **6**, 151.

Sainte Olga.
Sa réception à Constantinople, **11**, 429. Son baptême et son rôle religieux, **11**, 432.

Saint Paul.
Opinion sur la solidarité humaine, **6**, 128. Attitude à l'égard du service militaire, **6**, 130; **13**, 192. Caractère universel de la religion chrétienne, **18**, 281. Célèbre la tranquillité d'une paix générale, **31**, 311. « La loi s'adresse à ceux qui sont dans la loi », **43**, 534.

Saint Pierre.
Opinion sur la légitimité de la guerre, **6**, 130.

Saint-Pierre (Abbé de).
Auteur d'un projet de paix perpétuelle, **2**, 106; **9**, 298; **13**, 303; **16**, 468; **24**, 158; **34**, 253, 255; **38**, 569; **53**, 547; **60**, 28 et s. Action coercitive en faveur de la paix, **17**, 471. Projet de communauté internationale, **6**, 211; **53**, 116, 147. Critique de ses idées par Condorcet, **13**, 339; par Saint-Simon, **13**, 354. Comparaison avec Kant, **13**, 352. Ses relations avec Leibniz, **13**, 290. Attitude de Voltaire à l'égard de l'Abbé de Saint-Pierre, **13**, 299. Aspirations à une S. d. N. Sanctions du droit international, **32**, 280. Appui de la politique d'équilibre, **34**, 253. Critique Rousseau, **38**, 634. Partisan de sanctions militaires garantissant l'exécution des sentences arbitrales, **48**, 70. Projet de paix perpétuelle : condamnation des traités, **60**, 30; formation d'une Union européenne, son rôle conservateur, **60**, 35; règlement pacifique des conflits et sanction des obligations de l'Union, **60**, 38; composition du Sénat européen, **60**, 38; règlement des relations commerciales entre nations, **60**, 39; garanties du fonctionnement de l'Union, **60**, 41; dispositions diverses, **60**, 44; absence d'influence pratique, **60**, 46.

Saint-Priest (comte de).
Protection des missions catholiques, **26**, 112.

Saint-Seine (de).
Nomination des membres de la Commission de conciliation, **59**, 129.

Saint-Simon (de).
Opinion sur la constitution politique de l'Europe au moyen âge, **6**, 216, 217. Ses conceptions internationales : rassemblement des peuples d'Europe en un seul corps politique, **13**, 353. Appréciation de la révocation de l'Edit de Nantes, **24**, 340. Organisation juridique forte et stable de l'Europe au moyen âge, **44**, 320.

Saint Thomas d'Aquin.
Droit naturel : Conception, **3**, 23; **13**, 533; **54**, 189; distingue loi naturelle et loi divine, **18**, 299, 303; son influence sur Grotius, **18**, 299; son rôle dans l'élaboration du droit naturel, **18**, 284, 286; place du droit naturel, **31**, 431; droit naturel primaire et secondaire, distinction, **41**, 526. — *Guerre* : Théorie de la guerre juste, **17**, 274; **24**, 152; **31**, 530; **43**, 485; **54**, 15; conditions de la guerre juste, **6**, 138; **41**, 509; **49**, 722; compétence pour déclarer la guerre, **16**, 311; **17**, 252; conception touchant la guerre, **16**, 520; attitude à l'égard de la guerre, **17**, 246; la guerre ne peut être juste des deux côtés à la fois, **17**, 294, 298; opinion sur le butin, **17**, 320; élabore véritablement le droit de la guerre, **18**, 266; action novatrice dans le domaine du droit de la guerre, **31**, 362; droit d'employer des ruses de guerre, **43**, 529; légitimité de la guerre pour Dieu, **44**, 336. — *Commentaires sur le cinquième livre de politiques*, certaines propositions de cet ouvrage se rapprochent du machiavélisme, **9**, 186. Conception de l'Eglise universelle, **13**, 205. Doctrine sur l'Etat, **13**, 530. Droit naturel, théologie, **13**, 533. Son influence sur les principes du droit des gens de Gentile, **24**, 14. Les infidèles ne doivent pas être contraints à croire, **26**, 85. Inviolabilité des traités, **32**, 349, 360; exceptions, **32**, 360; point de départ de la théorie de la clause *rebus sic stantibus*, **32**, 360. Rapport du droit des gens avec le droit naturel, **43**, 430. Division du droit positif en droit des gens et en droit civil, **43**, 454. Nature divine de la justice distributive, **44**, 322. Illicéité de dire une chose fausse ou de ne pas tenir une promesse, **49**, 185. Chaque règle du droit doit avoir un contenu raisonnable en vue du bien commun, **52**, 197. Un citoyen doit s'exposer à la mort pour le bien commun, **53**, 144. Droit de renverser un gouvernement qui cesse de servir le bien du peuple, **59**, 480.

Saintard.
Ecrivain du XVIIIe siècle. Aborde le problème international du point de vue économique, **13**, 314.

Saïto (Baron).
Rend hommage à l'attitude des missions en Corée, **29**, 278.

Salandra.
Attitude à l'égard du Conseil de la S. d. N. dans le conflit italo-grec, **8**, 376. Son rôle au Conseil au moment de l'occupation de Corfou par les Ita-

liens, **14**, 342, 361, 446. Rapporte au Conseil l'aff. de Carélie orientale, **14**, 390, 397, 496, 499. Autorité de l'avis de la Cour permanente, **51**, 682.

Salazar.

Délégué de Colombie aux Etats-Unis; propose une alliance défensive contre les desseins de la Sainte-Alliance, **32**, 468. Chef du gouvernement portugais : non-intervention dans la guerre civile espagnole, **59**, 458. Conception du nationalisme, **61**, 189.

Saldaña.

Conférence sur la défense sociale universelle, **10**, 366. Définition du délit international, **36**, 109. Gravité de l'extradition, **36**, 118. Théorie de la compétence universelle, **36**, 146. Création d'une Cour de justice internationale, **36**, 168. Volonté criminelle dans la conscience collective, **36**, 193.

Saleilles (Raymond).

Admet le caractère impératif des règles facultatives, **16**, 65. Partisan du droit naturel, **18**, 353. But de l'étude du droit comparé, **23**, 91. Genèse de la construction juridique, résultat d'abord principe ensuite, **23**, 523; **58**, 24. Personnification de l'Etat, **23**, 527.

Salicet.

Opinion sur la loi applicable en matière de succession, **2**, 457; droit de succession échappant à la loi réelle, **34**, 703.

Salisbury (Jean de).

En vertu de la donation de Constantin, les îles appartiennent de droit à l'Eglise romaine, **17**, 152.

Salisbury (Lord).

S'oppose à l'extension de la mer territoriale, **2**, 165. Interprète les dispositions ayant trait à la clôture des Détroits, **2**, 188. Opinion sur la légitimité du recouvrement par la force des dettes contractuelles de l'Etat, **8**, 286. Déclaration au Parlement sur le droit de pêche de la France à Terre-Neuve, **26**, 376. Indemnité à la Société des Missions de l'Eglise anglicane pour le meurtre de dix personnes, **29**, 226. Question des cabarets flottants, **29**, 459. Transmet à l'Empereur d'Allemagne un document secret sur les dépenses militaires de l'Europe, **37**, 544. Déclare que les obligations de l'Angleterre concernant la fermeture des Détroits se bornent à un engagement envers le Sultan, **47**, 615.

Salmond.

Contrats d'Etat, **8**, 422. Personnalité de l'Etat en Angleterre, **8**, 420. La consultation à propos de la naturalisation des habitants des territoires sous mandat, **19**, 593. Définition des conventions constitutionnelles en droit anglais, **19**, 251. Caractère conventionnel du droit international, **23**, 479. Raisons de la force obligatoire de la loi, **49**, 246.

Salomon.

Ministre des Affaires étrangères du Pérou, négociations avec le Chili, **8**, 299. Traité avec Hiram, **32**, 322.

Salomon (Tsar d'Irémethie).

Ses relations avec les représentants français, **22**, 435.

Salter (Sir Arthur).

Menace de suicide collectif, **37**, 507. Conditions de réussite d'un travail administratif international, **57**, 106. Avis sur la composition du Comité de conciliation, **59**, 171. Participe à la Conférence économique de 1927, **61**, 221. Combinaison du vote unanime du Conseil avec une majorité qualifiée de l'Assemblée, **62**, 406.

Salvioli.

Critique la distinction entre traité-contrat et traité-loi, **12**, 475 et 476. Double imposition, définition et conception, **13**, 36, 37; **31**, 9, 11. Opinion sur les droit des Etats non reconnus, **13**, 467. Rôle interprétatif des principes généraux du droit, **37**, 353. Droit conventionnel et coutume épuisent le droit international, **54**, 209. Sa conception de l'objet du dr. intern. privé, **58**, 275. Nature juridique de la Cour permanente, **61**, 268; sa capacité procédurale, **61**, 285; arbitrage volonté des parties, **61**, 313. Réception dans l'ordre international des principes généraux des ordres internes, **61**, 350. Théorie du procès international, **61**, 359. Caractère juridique de la sentence, **61**, 266, 273. Le dr. intern. privé a pour objet de délimiter l'empire spatial des ordres juridiques, **62**, 30.

Samuel.

Son projet pour garantir l'exécution des Conventions internationales du travail, **4**, 153; attitude à l'égard de la législation du travail en Palestine, **19**, 560. Sa cruauté, **31**, 305.

Samuel (Sir Marcus).

Fondateur de la Shell Transport and Trading Cy., **19**, 220.

San Martin.

Fait partie de la Grande Loge américaine, **8**, 215; **22**, 15. Préconise une union étroite des Etats de l'Amérique du Sud, **5**, 303. Fondateur des Loges américaines, **22**, 94.

Sanabria (Martin-J.).

Opinion sur la doctrine de Monroe, **5**, 277.

Sanchez (Thomas).

Question de la forme du mariage religieux, le décret Tametsi en vigueur dans les seules paroisses où il aura été promulgué, avis de Sanchez sur la situation dans les paroisses où il ne l'a pas été, **57**, 696.

Sanchez de Arévalo (1404-1470).

Mission pacifique des Conciles et de l'Eglise, **31**, 380.

Sandona.

Condamne l'intervention sauf de rares exceptions, **46**, 783.

Sanger (Margaret).

Hostilité du Japon à sa campagne néo-malthusienne, **57**, 136.

Santamaria (Eustacio).

Chargé par Bolivar de réaliser un projet de confédération américaine. Invite les Etats américains à une Conférence à Panama (1880), **22**, 159.

Santander.

Vice-Président de Colombie. Attitude vis-à-vis de l'Empire Mexicain d'Iturbide,

5, 312. Interprète la doctrine de Monroe, **32**, 467.

Santangel (Louis de).

Chancelier d'Aragon. Affirme l'autorité du Pape relativement aux terres nouvellement découvertes, **17**, 152.

Santi Romano.

Conception de l'Etat, **41**, 257. A qui s'appliquent les normes du droit international, **41**, 259. Membres de la communauté internationale, **41**, 323. Nature des concordats, **41**, 323. Organes des sujets du droit international, **41**, 730. Organes des Unions de sujets internationaux, **41**, 731.

Santoliquido (D^{r}).

Formule d'organisation sanitaire, **33**, 571.

Sá Pereina.

Introduit dans le projet de Code pénal brésilien le délit de propagande en faveur de la guerre d'agression, **45**, 748.

Sapieha (Prince).

Guerre entre la Pologne et les Soviets, **14**, 385. Aff. de Vilna portée devant la S. d. N., **14**, 556.

Saredo.

Opinion sur la nature juridique de l'impôt, **13**, 31.

Saripolos.

Son enseignement du droit international à Athènes, **20**, 8. Influence sur le monde intellectuel de l'Orient, **31**, 347. Définition de la souveraineté, **34**, 349.

Sarpi.

Souveraineté de la mer, **1**, 133. Etendue de la mer territoriale, **48**, 178.

Sarraut.

Sanction à la prohibition de la guerre chimique, **16**, 366.

Sarrut.

Immunité des gouvernements de fait, **1**, 540.

Sarsfield.

Rôle dans l'élaboration du Code argentin, **34**, 723.

Sartorius.

Ecrivain pacifiste suisse, **13**, 371.

Sastri.

Délégué des Indes à la S. d. N., soulève à l'Assemblée la question d'un différend entre Indes et Afrique du Sud, **19**, 470.

Satow (Sir Ernest).

Son livre *Un diplomate au Japon*, **4**, 236. Proteste contre l'emploi du terme « national », **4**, 258. Nomenclature des langues employées dans les traités, **4**, 263. Etudie les diverses catégories de communications officielles écrites entre ministres accrédités et ministre des Affaires étrangères, **15**, 604, 606. Droit de libre passage des agents diplomatiques, **48**, 509.

Saura.

Aff. de Vilna, fixation d'une zone neutre, **14**, 595.

Sauser Hall.

Réagit contre la doctrine de l'autonomie de la volonté, **16**, 14.

Savage.

Publicité des débats de la S. d. N., **59**, 201.

Sa Vianna.

Critique la conception du droit international américain, **11**, 46; nie son existence, **22**, 171; **32**, 780. Vœu en faveur de l'arbitrage, **32**, 753. Repousse la notion de droit international américain, **44**, 488.

Savigny (de).

Jurisconsulte allemand, **9**, 5. Lois personnelles et lois territoriales en droit romain, **3**, 100. Détruit la fiction du contrat social, **3**, 46. Décret de Caracalla, **3**, 101, 102. Opinion sur le gouvernement, **4**, 315. Opinion sur les rapports du droit des gens et du droit international privé, **5**, 148. Opinion sur la codification du droit international, **6**, 378, 410. Etudie les effets des lois dans le temps et l'espace, **8**, 490. Fait prévaloir en Allemagne le principe de l'unité de la succession, **9**, 17. Exemple de cas d'incapacité selon la loi personnelle, **9**, 514. Son hostilité contre le droit écrit, **11**, 58. Inspire la loi prussienne de 1837 pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, **12**, 450. Partisan de l'unité et de l'universalité de la faillite, **14**, 20, 42. Compétence d'un tribunal unique pour les questions relatives à la faillite, **14**, 115. Sa conception organique du droit, **15**, 523. Son ouvrage *Vom Beruf unserer Zeit zur Gesetzgebung*, **15**, 521, 524. Ecole historique du droit, **18**, 336. Partisan du droit naturel, **18**, 355. Conception de la communauté juridique internationale, **21**, 460; **29**, 360. Base de sa notion du domicile, **23**, 39; **29**, 356, 376; cas d'absence du domicile, **23**, 60. Etat et capacité, **23**, 101. Intérêt des peuples exigeant la réciprocité et l'égalité, **25**, 143. Subit l'influence de Story, **29**, 341. Ordre public, **29**, 349, 371. Son influence dans les contrats, **29**, 350. Rattachement de la personne à un ordre juridique, **29**, 355. Droits réels et contrats, **29**, 356. Lieu d'exécution, **29**, 357. Critique de sa doctrine, **29**, 359. Influence de son système en Espagne, principes adoptés par le Code civil espagnol, **31**, 638, 665. Caractère fictif de la personnalité de l'Etat, **33**, 678, 681. Théorie de l'unité de la succession, **34**, 798. Autorité de ses doctrines en Angleterre, **36**, 17. Accord de la doctrine et de la jurisprudence, son importance pour l'uniformité des lois. Problème de la soumission volontaire, **40**, 182. Séparation de la compétence législative et de la compétence judiciaire, **40**, 194. Origines de la notion d'ordre public, **43**, 751. Pétition de principe à la base de la notion de droit acquis, **44**, 7. Conflits de lois dans l'espace et conflits dans le temps, analogie des difficultés de ces deux ordres mis en lumière par Savigny, **44**, 24. Affirme que le *forum contractus* est le tribunal du lieu d'exécution du contrat, **44**, 169. L'école italienne se rallie à la doctrine de Savigny, **46**, 798. Doctrine des droits acquis, **47**, 197; leur respect en cas de cession de territoire, **59**, 332; caractère de la notion de droits acquis, le principe de la non-

rétroactivité des lois, opinion de Savigny, **59**, 368. Savigny un des créateurs du principe de l'autonomie de la volonté en matière contractuelle, **57**, 665. La coutume, pour Savigny, découle de la conscience juridique collective, **58**, 505. Théorie monétaire de la valeur d'échange, **60**, 600. Ordre public, **62**, 66. — *Conflits de lois* : Doctrine, **2**, 462, 464; **3**, 134, 147, 150, 155, 157, 168; estime qu'on doit examiner ensemble les conflits de lois internationaux et les conflits interprovinciaux, **20**, 105. Conflits interprovinciaux, **20**, 106, 107; loi compétente pour régir le mariage, **20**, 147; théorie, **21**, 454; applique la *lex loci executionis* comme loi principale du contrat, **16**, 89; applique la *lex loci solutionis* dans les contrats de vente, **25**, 187; **29**, 353; recherche, dans chaque rapport juridique, de la loi applicable, **28**, 414; son traité du conflit des lois, **29**, 335; rapport de droit soumis à la même législation quel que soit le pays où le procès se déroule, **29**, 521; rapprochement des règles relatives aux conflits de lois, **29**, 615; réaction en faveur de la loi du domicile, **34**, 707; application de la loi du domicile aux étrangers, **34**, 711; loi du domicile réglant les conflits de lois, **34**, 662, 781; **36**, 64; conflits de lois en matière d'obligations, **51**, 456. — *Dr. intern. privé* : Doctrine, **9**, 475; **15**, 466; **17**, 349, 368; **29**, 355; influence de la doctrine, **55**, 318, 320, 321; conception du dr. intern. privé, influence en Grèce, **20**, 19, 23, 24, 60, 63; exception aux règles du dr. intern. privé, **21**, 466; obligation internationale d'appliquer le dr. intern. privé, **25**, 143; effet de la loi *cunctos populos* sur le développement du dr. intern. privé, **29**, 305; père du dr. intern. privé, **29**, 375. Influence sur Savigny de Voet et d'Huber, **49**, 671. Il faut tenir compte de la nature juridique de chaque rapport pour déterminer la loi compétente pour le régir, **51**, 473. Nia la « vocation de notre temps » pour la codification conventionnelle du dr. intern. privé, **55**, 418. Théorie de la communauté de droit en dr. intern. privé, exceptions signalées par Savigny dans l'application des lois aux rapports de droit, **58**, 424. Intégration des lacunes du dr. intern. privé (principe d'internationalité), **58**, 343, œuvre du dr. intern. privé, doctrine, **62**, 15, 17, 430, 445, unification du dr. intern. privé, **62**, 439, 451.

Savornin-Lohman.

Juge à la Cour permanente d'arbitrage, **37**, 587. Examine le problème de la réciprocité, **21**, 344.

Sawas Pacha.

Théorie du droit musulman, **60**, 377.

Say (J.-B.)

Théorie des crises économiques, **39**, 318. Libéralisme économique, **61**, 108.

Say (Léon).

Paiement de l'indemnité de guerre due par la France aux termes du traité de Francfort, rapport à la Commission du budget, **14**, 209. Protectionnisme et socialisme, **35**, 243.

Saya (Marcello Monio).

S'occupe de l'éducation du Prince, **9**, 189

Sayons (Edouard).

Eloge du général Dufour, **21**, 9.

Sayre.

Son ouvrage sur l'administration internationale, **12**, 496; rareté des organes administratifs internationaux, **27**, 257. Avantage des Unions, **12**, 499. Projet de pacte mettant la guerre hors la loi, **24**, 238.

Sazonow.

Désavoue publiquement l'ambassadeur du Tsar à Constantinople en vue d'obtenir libre passage à travers les Détroits pour les navires de guerre russes, **47**, 709. Politique générale de la Russie envers les peuples slaves de la Péninsule balkanique, **47**, 714. Attitude de la Russie durant les guerres balkaniques (1912-1913), **47**, 723. Son rapport sur la politique russe dans les Détroits (23 novembre 1913), **47**, 734. Attitude de Sazonow devant la nomination à Constantinople du général Liman von Sanders, **47**, 749. Assurance donnée par l'Angleterre à la Russie en 1915 de satisfaire ses désirs relatifs aux Détroits au moment de la victoire des Alliés, **47**, 763. Cherche à obtenir la neutralité de la Turquie en 1914, **47**, 760.

Scala (Von).

Début du droit international chez les Grecs, **32**, 318. Recueil général des traités de l'antiquité, **42**, 25.

Scaruffi.

Conception des phénomènes monétaires, **37**, 229.

Scelle (Georges).

Etude sur la traite des nègres, **45**, 568. Opinion sur Zouck, **3**, 31. Justification du droit d'asile appuyée sur le sentiment humanitaire, **10**, 170. Particularité du droit international américain, **10**, 171. Opinion sur l'art. 15, § 8 du Pacte, **14**, 451. Recours à l'Assemblée de la S. d. N. pour le règlement des conflits, **14**, 629. Droits individuels supérieurs à la volonté des Etats signataires de la Convention d'arbitrage, **23**, 429. Protection des étrangers contre les législations nationales n'observant pas les principes du droit international, **24**, 325. Tentative de révision devant la Cour permanente de La Haye, **30**, 614. Distinction entre guerre juste et légitime défense, **31**, 465. Rôle législatif de la Conférence internationale du travail, **34**, 31; nécessité de l'organisation internationale du travail, **38**, 169; commentaire de l'art. 405 du Traité de Versailles, **38**, 408. Diversité de la coutume, **40**, 630. Absence de critère juridique de l'Etat, **41**, 258. Activité internationale du Canada, **41**, 310. Rejet de l'idée de souveraineté, **41**, 553. Contrôle de l'Etat sur les ressortissants en fonctions à Genève, **41**, 771. Dit qu'un traité « revise *ipso facto* les constitutions avec lesquelles il est incompatible », **45**, 732. Congrès et Conférences, **48**, 398. Autoritarisme manifesté dans les Congrès, **48**, 399. La Confé-

rence internationale du Travail, **48**, 406. Déclare en commentant l'art. 38 du statut de la Cour que les deux sources formelles du droit (conventions et coutume) ont la même valeur, **48**, 640. Amendement au statut de l'Organisation internationale du Travail, **51**, 537. Principes généraux du droit dans le domaine international, **52**, 200. Universalité du droit des gens, **53**, 7, 8, 14. Codification du droit international, **53**, 12. Forme de la décentralisation, **53**, 18. Opinion sur l'art. 21 du Covenant, **53**, 27. La doctrine de Monroe est une sauvegarde pour l'ensemble des Etats américains autres que les Etats-Unis, **53**, 29. Caractère non interventionniste de la doctrine de Monroe, **53**, 30. Appartenance d'un même Etat à plusieurs ententes régionales, **53**, 80. Caractère régionaliste du Protocole de Genève, **53**, 46. Nécessité d'un droit objectif international, **54**, 95. Le droit international contient des lacunes, **54**, 248. Critique de l'Acte général de Genève, **54**, 258. Estime que les avis de la Cour permanente ont une valeur obligatoire, **54**, 262; **61**, 712. Domaine réservé, art. 85, § 8 du Pacte, **54**, 276; veut voir remplacer « droit international » par « droit des gens », **54**, 325. Dédoublement fonctionnel des organes de l'Etat, **54**, 441. Contrôle parlementaire de la politique extérieure, **56**, 265. Préconise la généralisation de la garantie des droits de l'homme, **59**, 7. Rejet de la notion de souveraineté, **61**, 651. Nature du Pacte de la S. d. N., **61**, 676; composition du Conseil de la S. d. N., **61**, 688. Conception moniste du droit, **62**, 127, 130. Droit objectif base du droit international, **62**, 150. Traités conclus sous l'empire de la violence que Scelle distingue en violence juste ou injuste, **62**, 300.

Schacht.

Proposition de créer une Banque mondiale, **42**, 386. Aurait voulu qu'on accordât après l'armistice à l'Allemagne le temps d'une reconstitution économique, **49**, 54. Stabilisation du mark effectuée par Schacht, **49**, 77. Préconise la méthode de la vérité à dire dans les Congrès et Conférences, **59**, 430.

Schaeffner.

Etudie le conflit des lois, **8**, 493. Doctrine du droit international privé, **17**, 349; critique de cette doctrine par Mancini, **17**, 353.

Schanz (D^r^).

Critique l'œuvre des experts en matière d'imposition, **13**, 96, 100; **20**, 575. Dégage le premier la notion d'allégeance économique, **61**, 553.

Schanzer.

Délégué de l'Italie à la S. d. N. : action économique internationale, **61**, 167.

Schaube.

Rôle et pouvoirs du consul au moyen âge, **48**, 493.

Scheine.

Déclaration à la Conférence de la paix de 1899 touchant les obus à gaz, **16**, 346. Proposition russe de trêve des armements navals, **37**, 602.

Schelling.

Retour au droit naturel, **47**, 293.

Schiele.

Dictionnaire pratique d'histoire des religions, **31**, 358.

Schiffini.

Opinion sur la doctrine du droit des théologiens du XVI^e^ siècle, **17**, 293.

Schiller (P.).

Influence des idées pacifistes de Rousseau sur Schiller, **13**, 313.

Schilling.

Théorie du droit naturel, **16**, 282. Repousse la doctrine autonomiste, **30**, 287.

Schindler.

Différends non justiciables, **34**, 615. Différends à soumettre à l'arbitrage, **35**, 188. Pouvoir au Conseil de la S. d. N. d'assurer l'exécution des sentences internationales, **40**, 751. Propose solution législative des litiges politiquement non justiciables, **46**, 196. Organisation internationale universelle, **53**, 14; continentalisme, **53**, 24. Tâche du droit international : résoudre les questions de la vie internationale, **58**, 19. L'individualité de l'Etat dans la société des Etats plus importante que celle de l'individu au sein de l'Etat, **58**, 16.

Schlettwein.

Physiocrate allemand, partisan d'une fédération européenne, **13**, 315.

Schmelzing (J.).

Imperfection des servitudes internationales, **45**, 130.

Schmid (K.)

Nature de droit public des règles de dr. intern. privé,, **20**, 43.

Schmid et Schmitz.

Obligation pour l'Allemagne de payer des indemnités, **41**, 220.

Schmidlin (Professeur).

Conception du nationalisme des missions catholiques, **26**, 192, 194.

Schmidt.

Etude des mœurs des indigènes au Brésil, **31**, 194.

Schmidt (Bruno).

Les servitudes ne sont que des relations conventionnelles entre Etats, **22**, 17, 26. Définition de la souveraineté, **22**, 25. Classification des dettes de l'Etat, **23**, 272. Clause *rebus sic stantibus* dans les traités, **26**, 537; caractère de la clause, **32**, 372. Avenir de la S. d. N., **53**, 12.

Schmidt (Paul).

Secrétaire général du cercle allemand de la librairie. Projet de convention modèle sur le droit d'auteur, **12**, 454.

Schmitt.

Association de gestion des Etats riverains du Rhin, **28**, 214.

Schmoller.

Opinion sur la nature juridique de l'impôt, **13**, 25.

Schneider (Wolfgang).

Sa théorie sur la souveraineté dans les territoires sous mandat, **19**, 615.

Schnell.

Supprime la détermination par le juge

de la sphère de compétence de la loi étrangère, **57**, 364. Problème fondamental du dr. intern. privé, **58**, 267.

Schön.

Etats seuls sujets du droit international, **30**, 201. Droit des gens et piraterie, **30**, 229.

Schoenberg (Nicolas).

Ambassadeur du Pape à Moscou, **6**, 203. Nécessité d'une légigslation internationale du travail, **51**, 490.

Schönborn.

Influence du changegment de souveraineté sur les servitudes internationales, **22**, 68, 69. Survivance des Pays-Bas après séparation de la Belgique, **23**, 289. Succession aux dettes de l'Etat annexé, **23**, 284, 288; nie le principe de la succession aux dettes d'Etat en cas de transformation territoriale, **23**, 280, 283, 284; succession aux dettes spéciales d'Etats, **23**, 291. Définition de la succession des Etats, **47**, 473.

Scholz.

Notion du territoire flottant, **30**, 159.

Schopenhauer.

Fonde la morale sur la pitié, **16**, 403.

Schouvaloff (Comte).

Interprétation des dispositions concernant la clôture des Détroits, **2**, 188. Caractère européen du principe de la clôture des Détroits, **47**, 615.

Schramm (G.).

Admet qu'un navire de commerce ne peut se défendre contre la visite, **11**, 121.

Schreiber (Henri).

Définit la double imposition, **13**, 36. Membre des commissions baltes de conciliation, **18**, 108. Etudie le renvoi, **21**, 271.

Schubert.

Caractère périmé de la souveraineté, **38**, 625. Souveraineté étatique et S. d. N., **61**, 669.

Schücking.

Comité international de la Croix-Rouge, bureau suisse, **1**, 592. Organisation des Unions internationales, **7**, 385. Opinion dissidente dans l'aff. du *Wimbledon*, neutralité du canal de Kiel, **12**, 99, 101; **22**, 52. Opinion sur l'école historique du droit international, **13**, 316, 346. Son ouvrage *Der Staatenverband der haager Konferenzen* (L'œuvre internationale des Conférences de La Haye), **13**, 409. Critique la solution de l'aff. de Haute-Silésie, **14**, 487. Partisan du droit naturel, **18**, 356. Membre du Comité d'experts de la S. d. N., étude de la nationalité des personnes morales, **23**, 92. Commentaire du Pacte de la S. d. N., **30**, 179. Particuliers sujets du droit international, **30**, 203. Droit de l'individu à une action internationale, **30**, 248. Repousse la doctrine autonomiste, **30**, 287. Règle de l'unanimité dans les conférences internationales, **35**, 705. Montre que les Conférences de La Haye recèlent le germe de la S. d. N., **37**, 593. Compétence exclusive des Etats, **38**, 44. Remède à la lacune présentée par l'alinéa 8 de l'art. 15 du Pacte, **38**, 113. Limite entre les droits de l'individu et de l'Etat, **38**, 207. Mise en harmonie du droit constitutionnel et du droit international, **38**, 424. Agents de la S. d. N., **41**, 741. Propose d'annexer un Conseil de médiation à la Cour permanente, **46**, 606. Défenseur du droit naturel, **47**, 342. Nature juridique de la Cour permanente d'arbitrage, **47**, 532. Garantie de la liberté des mers, **48**, 66. Partisan de l'exécution par contrainte des sentences arbitrales, **48**, 78. Droit de passage des navires de guerre étrangers dans les eaux territoriales, **48**, 224. Distingue, pour le droit de poursuite, l'entrée du navire en eaux territoriales et en eaux intérieures, **48**, 238. Opinion dissidente dans l'aff. du *Wimbledon*, considérations tirées de la neutralité, **48**, 665. Le droit plonge ses racines dans la conviction des hommes, **50**, 165. Juge à la Cour permanente : opinion dissidente dans l'aff. du Groenland oriental, **50**, 247. Le juge international ne peut reconnaître que les règles juridiques valables à ses yeux, **52**, 243. Solution des conflits politiques ou non justiciables, **54**, 256. Liberté des détroits, **55**, 637. Opinion dissidente dans l'aff. Chinn, **58**, 649. Autorité immédiate du droit international sur les individus, **61**, 409. — *Arbitrage* : Arbitrage obligatoire, **7**, 57; conception d'une juridiction arbitrale obligatoire, **7**, 58; proposition d'arbitrage, **25**, 328; sentences arbitrales rendues entre 1899 et 1907, **33**, 399; appréciation de d'Acte général de Genève, **33**, 476; critique du règlement des conflits adopté par l'Acte général, **38**, 45; insuffisance du Conseil de la S. d. N. pour assurer le règlement pacifique des conflits, **38**, 105. — *Conciliation et médiation* : Médiation, **18**, 9; Commissions d'enquête et de conciliation, traités Bryan, **18**, 31, 34, 36; rapport à la Conférence interparlementaire de 1922 relative aux Commissions de conciliation, **18**, 63, 98; rémunération de leurs membres, **18**, 114; réglement des conflits d'ordre non juridique, **27**, 576; choix des personnalités aptes à l'exercice de la médiation, **31**, 325; propose création d'un Comité spécial de conciliation, **41**, 518; caractère non juridique des différends politiques, **41**, 524. Projet d'un Conseil mondial de conciliation, **59**, 132. — *Guerre* : Interdiction générale de la guerre impossible en 1918, **24**, 162; dit que le Code international ne comprendra plus le chapitre de la guerre, **24**, 256; projet de modification des constitutions interdisant tout recours à la guerre et rendant l'arbitrage obligatoire, **24**, 288; approuve le projet Vollenhoven relatif à la guerre de sanction, **24**, 160; écarte la distinction entre guerre juste et guerre injuste, **38**, 21; sanction du droit de la guerre, **48**, 59. — *Mer territoriale* : Droit de l'Etat sur la mer côtière, **26**, 391. Etendue de la mer territoriale, **26**, 397, 399; droit de passage dans la mer territoriale, **26**, 444; droit de monopoliser les pêcheries ou les réserves aux nationaux, **29**, 419; réserve d'une servitude internationale dans la mer territoriale au profit des navires étrangers, **42**, 233. Etendue de la mer ter-

ritoriale, **48**, 169; zone de haute mer contiguë à la mer territoriale, **48**, 243, 270. — *Souveraineté* : Opinion, **18**, 414, 416; sa théorie de la souveraineté dans les territoires sous mandat, **19**, 615; nature de la souveraineté territoriale des Etats, **30**, 107; distinction entre les Etats souverains et leurs ressortissants, **41**, 278.

Schücking et Wehberg.

Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux et Pacte de la S. d. N., **14**, 364. Interprétation des art. 4, § 5 et 17 combinés du Pacte (litiges touchant des Etats non membres de la S. d. N.), **14**, 382. Art. 15, § 8 du Pacte (compétence exclusive), **14**, 451. Effets du rapport unanime du Conseil, **14**, 604, 606. Relations entre les art. 11, alinéas 1er et 13, alinéa 4 du Pacte, **39**, 737. Conditions pour que naisse la S. d. N., **61**, 676.

Schüller.

Examine les nécessités et conditions du protectionnisme, **51**, 147.

Schumann (F. L.).

Union étroite du patriotisme et des affaires étrangères, **46**, 312.

Schumpeter.

Divergences et accords avec la théorie de Spiethoff (index des prix), **50**, 767.

Schuster.

Effets du mariage sur la nationalité, **60**, 140.

Schwager.

Estime que le missionnaire doit renoncer à toute propagande nationale, **26**, 192.

Schwarzhoff.

Délégué allemand à la Ire Conférence de la Paix, **16**, 343. Opposition du gouvernement allemand à l'égard des propositions russes de trêve des armements, **37**, 597.

Schweitzer.

Monographie sur la neutralité, **31**, 324.

Swertfeger (Bernhard).

Commentateur des documents allemands d'avant-guerre, **16**, 450.

Scialoja.

Conteste la force obligatoire des avis de la Cour permanente, **7**, 63. Rapporteur de la loi italienne sur la protection des œuvres littéraires et artistiques, **12**, 410, 411. Projet de loi sur la détermination du statut personnel des heimatlose, **17**, 365. Attitude à l'égard du droit de pétition des populations sous mandat, **19**, 550. Son opposition à l'admission de Saint-Marin dans la S. d. N., **20**, 378. Délégué italien, ne s'oppose pas à l'adoption d'une déclaration condamnant la guerre d'agression, **24**, 209. But de l'art. 10 du Pacte de la S. d. N., **37**, 161. Ne voit qu'une aspiration dans l'art. 1er du Pacte Briand-Kellog, **38**, 78. Distinction entre pétitions en matière de mandats et en matière de minorités, **40**, 613. Rôle des délégués des Etats à la S. d. N., **51**, 627. Qualifie d'action possessoire la mise en jeu de l'art. 10 du Pacte de la S. d. N., **55**, 137. Délégué de l'Italie à la S. d. N. : œuvre de la Conférence économique de 1927, **61**, 225. Fondement de l'organisation de la S. d. N., **61**, 226. La Cour ne doit pas être une usine de droit international, **62**, 557. — *Conciliation* : Son rôle à la IIIe Assemblée de la S. d. N. à propos des Commissions de conciliation, **14**, 369. Opinion sur la procédure de conciliation arrêtée à Locarno et l'action du Conseil, **18**, 68. Membre de la Commission de conciliation balte, **18**, 108. Recours devant la Cour permanente contre les décisions arbitrales, **52**, 55. Plagiat musical, **52**, 563.

Scolarios.

Premier patriarche élu après la prise de Constantinople, **24**, 334.

Scopes (J.-Th.)

Poursuivi pour avoir enseigné la théorie de l'évolution, **9**, 541.

Scott (J. B.)

Cour de justice internationale et sanctions, **2**, 424. Opinion sur la compétence consultative de la Cour permanente, **8**, 407. Fondateur de l'Institut américain de droit international, **5**, 352; **22**, 163; il le préside, **8**, 280. Opinion sur la S. d. N. Expose le caractère uniforme du droit, **6**, 451. Opinion sur la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, **18**, 12. Commissions d'enquête de la IIe Conférence de la Paix, **18**, 20. Importance de l'opinion publique, **18**, 79. Partisan du droit naturel, **18**, 354, 355. Défenseur d'un droit international universel, **20**, 425. Dirige les travaux de codification du droit aux Conférences panaméricaine, **20**, 441; met à exécution une résolution de l'Union panaméricaine relative à la codification, **32**, 562. Favorable aux servitudes internationales, **22**, 21. Apprécie le projet de convention sur le statut des Etats, **22**, 187. Compétence limitée de la Cour permanente de justice, **25**, 291. Pouvoir de traiter sur les matières qui relèvent de la juridiction des Etats particuliers, **27**, 453, 454. Effets de la découverte du nouveau monde, **28**, 13. Eloge de Vitoria, **28**, 16; Conférences sur Vitoria, **31**, 219; influence de la découverte de l'Amérique sur le développement du droit international, **31**, 220; appréciation de l'œuvre de Vitoria, **31**, 363. Rapports entre les Républiques de l'Amérique, **28**, 70. Repousse la doctrine autonomiste, **30**, 287. Projet donnant à la doctrine de Monroe un caractère continental, **32**, 564. Portée de la déclaration des droits et devoirs des nations, adoptée par l'Institut, **32**, 577. Question de droit international américain, **32**, 786. Le droit existe pour les individus, **33**, 48; rappelle la façon dont chaque homme doit être traité, **36**, 424; nécessité de traiter les étrangers avec bienveillance, **36**, 453. Déclaration des droits internationaux de l'homme, **35**, 173; **38**, 129. Importance de la déclaration internationale des droits de l'homme, **38**, 129. Notion de la communauté internationale chez Suarez, **43**, 465; Suarez, père du droit international, **43**, 420. Mentalité américaine, **44**, 487. L'enthousiasme pour le Code Bustamante, **44**, 510. Con-

damne l'intervention, **47**, 80. Etablit la relation du problème de la responsabilité des Etats avec celui de leurs droits et devoirs, **47**, 102. Droit universel de la communauté nationale, **47**, 318. Distinction entre Conférences et Congrès internationaux, **48**, 394. Recours des minorités devant la Cour permanente, **51**, 104. Conséquence de l'absence de toute continuité de la Cour permanente d'arbitrage, **51**, 111. Particularisme des règles du droit des gens, **53**, 9. Influence sur le droit international de la découverte de l'Amérique, **53**, 549. Droit international actuel, création latine et catholique, négation de la souveraineté absolue de l'Etat, **54**, 87 et 88. Projet d'une Commission panaméricaine de conciliation, **59**, 133. Influence du mariage sur la nationalité de la femme, **60**, 143, 179. Autorité immédiate du droit international sur les individus, **61**, 409. — *Arbitrage* : Délégué des Etats-Unis à la IIe Conférence de la paix, critique de la Cour permanente d'arbitrage, **22**, 139; étude de l'aff. des fonds pieux de Californie, **27**, 273; **30**, 598; défauts de l'arbitrage, **27**, 551; nécessité de créer une Cour de justice arbitrale, **34**, 469; nécessité de la constituer comme un tribunal judiciaire, **33**, 403, 404, 418; différence entre arbitrage et règlement judiciaire, **36**, 293; projet américain de convention pour établissement d'une Cour de justice arbitrale, **37**, 640; arbitrage dans les premiers Etats de la Confédération suisse, **42**, 8; traités Bryan, **18**, 34, 37.

Scott (Sir William).

Compétence du navire anglais en cas de sauvetage d'un navire étranger, **30**, 52. Décision de juridiction de prises, aff. du *Maria*, **40**, 329. Première manifestation, dans un jugement anglais (1811) de la notion de droits acquis, **44**, 30.

Scrutton (Lord).

Juge anglais qui affirme que la législation (soviétique) d'un pays reconnu par le Roi d'Angleterre ne peut être qu'admise comme morale par le juge, **43**, 181.

Sebastiani.

Général, **9**, 264. S'efforce de faire ramener les effectifs au pied du temps de paix, **32**, 312.

Sédillot.

Egalité devant la loi musulmane, **60**, 395. L'Arabie avant Mahomet, vains efforts pour la christianiser, **60**, 399.

Seeley.

Doctrine impérialiste, **16**, 472.

Seeliger.

Délégué allemand à la IIe Conférence de communications et du transit, application aux rades du statut de la Convention de Genève, **15**, 8.

Séfériades.

Son œuvre de droit international, **20**, 9, 10. Opinion sur les classifications juridiques, **20**, 47. Combat le principe erroné de souveraineté, **31**, 318. Propose l'accès des juridictions internationales aux particuliers, **35**, 697; **37**, 289. Etat, seul sujet normal du droit international, **41**, 255, 258. Refus de la personnalité internationale aux individus, **41**, 356. Situation de l'Inde dans l'Empire britannique, **41**, 314. Comment est née la première règle quasi internationale, **49**, 163. Juge à la Cour permanente : opinion dissidente dans l'aff. des Phares, **50**, 268. Existence dans l'antiquité d'une notion de neutralité, **54**, 11.

Segal.

Domaine réservé, art. 15, § 8, interprétation, **54**, 284.

Segers.

Déclare que le Pacte de Paris réserve la légitime défense, **49**, 702.

Segres (Sénateur).

Préconise l'approbation du traité (3 avril 1925) relatif à l'Escaut, **21**, 357.

Seguse (Henri de).

Problème de la double imposition, **20**, 488.

Seignobos.

Combat le Machiavélisme, **9**, 132. Opinion sur la maxime *Væ Victis*, **9**, 285. Indifférence de l'opinion publique pour la politique extérieure, **45**, 231 et 232.

Seijas.

Besoin d'expansion de la souveraineté, **32**, 256. Parle d'un droit international hispano-américain, **32**, 777. Abus de la protection diplomatique, **33**, 45.

Seipel (Mgr).

Son rôle dans la discussion des affaires autrichiennes au Conseil de la S. d. N., **5**, 131. Fait appel à la S. d. N. en raison du mauvais état des finances autrichiennes, **8**, 36; **61**, 180.

Sela.

Favorable à la conclusion d'une convention collective de conciliation, **18**, 124; accès des particuliers à la procédure judiciaire internationale, **51**, 59.

Selden.

Son *Mare clausum*, **2**, 134; **30**, 7; **35**, 158; opposé au *Mare liberum* de Grotius, **1**, 130, 132; causes de sa publication, **7**, 450; défend la thèse monopolisatrice des mers, **17**, 203. Doctrine sur la juridiction maritime, **3**, 67. Son rôle dans l'élaboration du droit international, **18**, 297. Affirme la souveraineté de l'Angleterre sur des mers étendues, **18**, 316; **30**, 7. Adversaire de la liberté de la mer, **30**, 7, 137; **34**, 417. Souveraineté de l'Etat sur la mer, **35**, 118. Droit de passage dans la mer territoriale, **48**, 205. Son ouvrage *Mare clausum* (1635), **51**, 661.

Seligman.

Sa participation aux travaux de la S. d. N., **20**, 382. Progressivité n'est pas un concept inséparable de la personnalité, **25**, 72. Traités en matière financière et monétaire, **35**, 655. Conclut au maintien de l'étalon-or, **49**, 41. — *Impôts* : Définition de la double imposition, **13**, 35, 37; **31**, 6, 8; membre du Comité des experts de la S. d. N. chargé d'étudier la double imposition, **13**, 76; **20**, 552; **31**, 27; rapport de ce Comité, **31**, 28; double imposition dans les rapports internationaux, **31**, 17; **61**, 546; classifie les

cas d'imposition des étrangers et des nationaux à l'étranger, **61**, 612, 621; impôts anglais et allemand sur le revenu, **61**, 610.

Sellon (Comte de).
Le comte de Sellon fonda la première Société de paix sur le continent européen, **13**, 370, 371.

Selosse.
Opinion de Selosse sur la question de la succession aux dettes d'un Etat annexé, **23**, 295. Hypothèques des dettes d'un Etat sur son territoire, **23**, 238.

Sémichon.
Sa thèse de la naissance du mouvement communal dans les associations chrétiennes de paix, **6**, 154.

Sénèque.
Conception du droit naturel, **10**, 551. Doctrines humanitaires, **13**, 190.

Sepulveda.
Son affirmation de la souveraineté du monarque espagnol sur les Indes, **17**, 142, 147; droit de faire la guerre aux Indiens, **34**, 242. Portée de la clause de la nation la plus favorisée, **39**, 98.

Sereni.
Situation juridique des minorités nationales, **41**, 343; caractère international des stipulations des traités de minorité, **41**, 344; droit de pétition, **41**, 345.

Serge de Radonège (Saint).
Pacificateur, **11**, 468. Droit islamique, **60**, 384, 385.

Serkassi.
Droit islamique, **60**, 384, 385.

Serlachius (Allan).
Auteur de l'avant-projet du Code pénal finlandais, **4**, 445.

Sererus Clemens.
Etude sur la profession diplomatique, **16**, 449.

Sérout.
Contrôle parlementaire de la politique extérieure, **56**, 236.

Serrarens.
Délégué ouvrier néerlandais à la Conférence internationale du travail, **4**, 125.

Serruys.
Président du comité économique; préside la Conférence sur les peaux et les os, **21**, 166. Inconvénients de la discrimination fiscale pour les étrangers, **37**, 403. Délégué français à la Conférence économique de 1927 : retour à la liberté du commerce international, **61**, 220.

Seuffert.
Disciple de Savigny, **29**, 360.

Séverin.
Activité arbitrale et médiatrice au Ve siècle, **31**, 340.

Seward.
Homme d'Etat américain adversaire de l'esclavage, **3**, 75. Attitude à l'égard des aff. du Mexique, **4**, 368. Secrétaire d'Etat américain, attitude à l'égard de la guerre de course des Sudistes, **15**, 198. Rejette la limite de trois milles pour les eaux territoriales, **48**, 159. Interdit délivrance de passeports aux personnes dont la loyauté n'est pas prouvée, **50**, 111.

Sextus Pompée.
Sextus Pompée et la piraterie, **15**, 157.

Seydel.
Titres à l'exercice du pouvoir, territoire et nationalité, **34**, 19.

Seydel (Max).
Histoire du Zollverein, **3**, 442. Rejette le droit international, **47**, 275.

Seydel (Von).
Professeur allemand, combat l'idée de la nationalité des personnes morales, **45**, 394 et 395.

Seyssel (Claude de).
S'occupe de l'éducation du Prince, **9**, 189.

Sfétea.
Appréciation sur les doctrines de Picard et de Kohler relatives au droit d'auteur, **12**, 440.

Sforza.
Son rôle au Conseil suprême à propos des aff. de Haute-Silésie, tentative de conciliation restée vaine, **14**, 480. Exprime l'espoir que le Concile du Vatican proclamera la nouvelle loi des nations, **31**, 385. Violation des traités par les dictatures, **59**, 509. A dit des dictateurs qu'ils sont à cheval sur un tigre, **59**, 515.

Shafer.
Droits des étrangers ennemis en temps de guerre, **27**, 472.

Shaftesbury.
Enquêtes sur la condition des travailleurs, **51**, 488.

Shakespeare (W.)
Droit naturel et droit des gens, **3**, 25. Exposé de la doctrine moderne de la souveraineté, **34**, 146.

Shaw (Bernard).
Fonction du journaliste moderne, **45**, 337.

Shaw (Lord).
Approuve la règle de l'unité de domicile pour le mari et la femme en droit anglais, **36**, 41.

Sherman (Roger).
Interprétation de la doctrine de Monroe, **28**, 53. Membre du Comité de rédaction de la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis, **42**, 532.

Shipley (Mme).
Déléguée des Etats-Unis à la Conférence de codification de 1930, nationalité de la femme mariée, **60**, 171.

Shotwell.
Délégué des Etats-Unis à la Commission de législation internationale du travail, **4**, 143. Promoteur d'un plan de garantie, **7**, 21. Opinion sur l'extension géographique de la guerre, **17**, 467. Donne son appui aux travaux de la S. d. N., **24**, 206. Projet de traité pour une paix permanente, **24**, 236. Projet de désarmement, **25**, 378. Assistance aux Etats victimes de la violation du Pacte Briand-Kellog, **49**, 804.

— *Guerre* : Préconise la collaboration des Etats-Unis avec la S. d. N. en cas de guerre d'agression, **17**, 545, 547; **24**, 299; estime que le Pacte met fin à l'ancien droit souverain de guerre, **17**, 555; projet de mise de la guerre hors la loi, **18**, 114; **24**, 184; la guerre de sanction est une défense de la paix elle-même, **24**, 261; *Economic and social history of the war*, **35**, 622. Interdiction de fournir du matériel de guerre à l'agresseur, **49**, 844. Signale des exceptions à l'action du Pacte de Paris interdisant la guerre d'une façon absolue, **50**, 28. Pense que le gouvernement américain considère comme légitime défense des actions menées par lui dans l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, **50**, 32. Se réjouit des dispositions du § 4 du préambule retirant le bénéfice du Pacte Briand-Kellog aux pays qui le violeraient, **50**, 58. Compétence de l'organisation internationale du Travail, **51**, 555. Nécessité d'un organisme neutre de la conciliation internationale, **59**, 137 Préconise la procédure de consultation entre Etats, **59**, 175. Nécessité d'employer la méthode pacifique, **59**, 191. Mise de la guerre hors la loi sur le continent américain, **59**, 158. Coopération internationale en matière de science sociale, **61**, 522.

Si Ahmed.

Grand vizir d'Abdul-Aziz, **5**, 34.

Sibille.

Rapport à la Chambre française des Députés sur la Convention du 6 novembre 1887 relative à l'abolition du trafic des spiritueux dans la mer du Nord, **2**, 154.

Sichermann.

Opinion sur le délai de présentation, **8**, 149; avis sur les divergences des législations allemande, autrichienne, hongroise, anglaise, écossaise sur le délai de présentation des effets de commerce, **8**, 150.

Sidgwick.

Conceptions utilitaristes, **16**, 457, 480.

Sidi-el-Khalil.

Mariage entre musulman et infidèle, **60**, 542. Droit pénal musulman, **60**, 612.

Sidzikauskas.

Pétition des populations lithuanienne et blanc-russienne de Vilna, **1**, 456. Aff. de Vilna, refus de la décision du Conseil, **14**, 595.

Siebenhaar.

Auteur du Code saxon de dr. intern. privé (1860), loi nationale base de ses règles de dr. intern. privé, **55**, 320.

Sieber.

Pour lui l'apatridie est une plaie sociale, **43**, 127.

Sieburg.

Nécessité d'une année internationale, **41**, 532.

Siegel.

Théorie sur la nature juridique du droit d'auteur, **12**, 424.

Siegfried (André).

Indifférence de l'opinion publique pour la politique extérieure, **45**, 232. L'attitude des partis en politique extérieure est un reflet de leurs convictions en politique extérieure, **46**, 318. Echange entre ancien et nouveau monde, **56**, 540.

Sievers.

Institue un régime de terreur en Pologne, **22**, 345.

Sigismond.

Empereur d'Allemagne, choisi comme arbitre, **11**, 466. Participe au Congrès de Luck, **11**, 469. Politique de la paix publique, **28**, 538. Arbitre entre l'Ordre teutonique, le roi Jagellon de Pologne, le grand-duc de Lithuanie et les princes de Masovie, **42**, 84.

Sigwin (Archevêque de Cologne).

Publie un statut de la paix comprenant la Trêve de Dieu (1083), **28**, 480.

Silvestre.

Faute d'entreprendre une guerre si l'adversaire offre une juste réparation, **43**, 515; restitution obligatoire à la fin de la guerre par le vainqueur des biens pris aux innocents, **43**, 522.

Siméon.

Tsar bulgare, ses ambassadeurs mutilés, **11**, 378.

Siméon (Vicomte).

Partisan de la protection des œuvres littéraires et artistiques, **12**, 449.

Siméoni.

Protection des catholiques en Orient, **26**, 118.

Simiand.

Cycles économiques semi-séculaires, **50**, 829.

Simitis.

Son ouvrage de droit commercial, **20**, 10.

Simminghe Damslé.

Expert technique de la S. d. N. sur la double imposition et l'évasion fiscale, **13**, 107.

Simon (Jules).

Solidarité internationale des prolétariats, **59**, 440.

Simons.

Opinion sur les formalités relatives à l'avis du défaut de paiement ou d'acceptation des effets de commerce, **8**, 174. Principes égoïstes introduits dans le dr. intern. privé, **29**, 384. Ordre public, épouvantail du droit international, **34**, 727. Choix entre la loi du domicile et la loi nationale, **29**, 371; prévoit un retour à la loi du domicile, **34**, 733; **36**, 71; son développement, **34**, 762. Preuve de la loi étrangère, **53**, 224.

Simpson (Sir Edward).

Annule un mariage d'Anglais à l'étranger, **29**, 346. Fondement de la coutume internationale, **52**, 198.

Simson (Von).

Présente au Comité d'arbitrage et de sécurité les propositions allemandes en vue de prévenir la guerre, **24**, 230. Recours juridictionnel au droit international en cas de lacune du droit allemand, **61**, 440.

Singer.

Apparition du droit des gens à la paix de Westphalie, **44**, 319.

Sinha (Lord).
Son rôle dans l'élaboration de la Partie XIII du Traité de Paix, **4**, 81.

Siotto Pintor.
Règle *Par in parem non habet judicium*, **23**, 439. Théorie en matière de fleuves internationaux, **28**, 216.

Sismondi.
Théorie des crises économiques, **39**, 318.

Sitta.
Nécessité d'une collaboration scientifique des Etats en matière fiscale, **25**, 82.

Sixte-Quint.
Définit la puissance temporelle de la papauté, **6**, 255.

Sjörborg.
Rapport au Conseil de la S. d. N. touchant la conciliation, **18**, 6.

Skinner.
Opinion sur la doctrine de Monroe, **5**, 321; son origine sud-américaine, **32**, 732.

Skirmunt.
Aff. de Jaworzina, acceptation de l'avis de la Cour permanente, **14**, 541.

Skobeleff.
Soulève la réprobation de l'opinion publique en faisant sauter une forteresse barbare, **9**, 296.

Skrzinski.
Point de vue du gouvernement polonais sur la question des armements, **32**, 218.

Slavco Stoykovitch.
Autorité de la sentence arbitrale en droit international public, **30**, 548.

Smend.
Intégration de l'idée de l'Etat, **30**, 94. Appréciation de la théorie de la compétence, **30**, 125.

Smilari.
Interprétation de la définition du domicile dans le Code civil italien, **23**, 38.

Smirnov (Père).
Prêtre russe, chargé d'affaires à Londres, **22**, 439.

Smith.
Professeur, montre la complexité juridique de la situation des Etats riverains d'un fleuve international, **58**, 187.

Smith (Adam).
Ses tendances pacifistes, **13**, 315. Combat le mercantilisme, **13**, 372. La liberté des échanges peut être limitée par des considérations de défense nationale, **15**, 283. Montre la connexité entre la liberté du commerce et le bien-être général, étendue du marché, **15**, 318; commerce extérieur, **15**, 320. Estime que l'intérêt particulier conduit à la réalisation du bien général, **18**, 381. Règle fondamentale en matière d'impôt, **25**, 26. Œuvre économique s'appuyant sur la fiction d'un homme capable de rechercher un intérêt connu, **35**, 245. Libéralisme économique, **35**, 253. Pouvoir d'achat variable de l'or, **37**, 220. Vante la main invisible, **37**, 505. Libre-échange, **51**, 138. Lutte contre le mercantilisme, **61**, 18. Libéralisme économique, **61**, 108.

Smith (H. A.).
Exploitation industrielle des cours d'eau internationaux, problèmes qu'elle fait naître, **45**, 187.

Smith (Sir Hubert Llewellyn).
Conférence de Genève (octobre-novembre 1923) sur les formalités douanières, préside un sous-comité, **61**, 198, 201. Déclare que les questions politiques se rapportant aux relations financières sont en dehors du programme de la Conférence, **61**, 203.

Smith (Sir Sidney).
Nécessité de faire cesser la piraterie et le brigandage pratiqués par les Etats barbaresques, **40**, 541.

Smith (Sir Thomas).
Soutient la supériorité du Parlement britannique sur le roi, **3**, 117.

Smuts (Général).
Son loyalisme envers l'Empire britannique, **19**, 276. Sa conception de la S. d. N., **13**, 419. Souverainetés nationales et S. d. N. Sanctions des violations du Pacte de la S. d. N., **62**, 353. — *Dominions* : Son action pour élargir leurs droits, **19**, 294, 296; leur participation au Traité de Versailles, **19**, 311; situation des Dominions britanniques avant la Conférence impériale de 1926, **19**, 346; rapport de la Conférence, **19**, 350; force des liens qui unissent l'Empire britannique, **19**, 402; rôle de la Couronne dans l'Empire britannique, **19**, 407; nie le droit de sécession des Dominions, **19**, 440, 441; questions intéressant un groupe, **19**, 449; statut des Dominions, **41**, 318. — *Mandats* : Son projet des mandats, **5**, 217; **16**, 303; **29**, 121, 125; proteste contre le mandat, **19**, 504; envisage la tutelle internationale pour les territoires détachés de la Russie et de l'Autriche-Hongrie, **19**, 514; dessin du mandat dans sa brochure sur une S. d. N., **19**, 503; proteste contre l'application du mandat aux colonies allemandes, **32**, 41; proposa le mot « mandat international », **43**, 668.

Snape.
Vœu en faveur de la réduction des armements, **37**, 540.

Snyder (Carl).
Propose la limitation des réserves d'or des banques, **37**, 278. Mesures de la marche économique du pays, **50**, 762. Etablit une relation réduite entre le niveau général des prix et leur mouvement cyclique, **50**, 769.

Soarez de Souza.
Ministre des Affaires étrangères du Brésil; opinion dans l'affaire de la lagune Mirim frontière entre Brésil et Uruguay, **8**, 303.

Sobieski (Jean).
Roi de Pologne. Paix perpétuelle avec la Russie, **11**, 488.

Socrate.
Doctrine sur l'Etat et le fondement du pouvoir, **13**, 516. Se dit citoyen du monde, **31**, 304. Son esprit cosmopolite, **32**, 317.

Soderini Pier.
Homme d'Etat florentin du XIVe siècle, **9**, 177.

Soederblöm (Archevêque).
Préside une conférence relative aux missions allemandes, **29**, 256.
Soederjhelm (J.-O.)
Nie l'existence des servitudes internationales, **22**, 28. Fonction de la Finlande à l'égard des îles d'Aland, **26**, 641.
Sokal.
Mise de la guerre hors la loi n'a qu'une signification morale, **24**, 209. Résolution condamnant la guerre d'agression, **24**, 211. La guerre déclarée, nécessité de définir l'agresseur et de prendre des sanctions, **48**, 113. Propose suppression des passeports pour les pays membres de la S. d. N., **50**.
Sokard.
Envoyé de Cromwell en France, **4**, 339.
Sokolowski.
Négocie en 1918 avec l'Allemagne une convention de droits privés, **15**, 502.
Solaro della Margherita.
Rapports de l'Eglise et de l'Etat, guerre et paix, intervention, etc., **46**, 774.
Solate (Aldunate).
Rapport à la Ve Conférence panaméricaine sur la codification du droit international, **22**, 163, 184.
Solberg.
Chef du bureau américain du Copyright, **12**, 551.
Soldati.
Président du Tribunal arbitral mixte italo-autrichien; appréciation de l'activité de ce tribunal, **41**, 172.
Soliman le Magnifique (Sultan).
Capitulations de 1535, **17**, 9; **46**, 171, 173, 529. Résultats obtenus par son traité avec François Ier, **45**, 503.
Solmi.
Nécessité d'une collaboration scientifique des Etats en matière fiscale, **25**, 82.
Solon.
Nationalité *jure sanguinis* dans l'antiquité grecque, **60**, 516.
Solorzano-Pereyra.
Droits que la découverte donnait à la couronne, **31**, 182, 185; sagesse des lois espagnoles concernant les Indiens, **31**, 222; leurs mauvais effets, **31**, 223.
Soloviov.
Opinion sur les inspirations de la politique d'Alexandre Ier, **22**, 384.
Solowief.
Pacifiste chrétien, **31**, 355.
Solvay.
Méthode du comptabilisme social, **37**, 276; **56**, 433.
Somary (Félix).
Prospérité du monde, **37**, 504.
Sombart.
Liaison de l'or avec la formation du capitalisme, **37**, 215. Le processus de l'économie du capitalisme avancé, **50**, 813. Conséquences du machinisme : déshumanisation des entreprises, **50**, 828.
Somers (Lord).
Crédit de l'administration de la marine au temps des emprunts anglais assignés sur revenus déterminés, **23**, 188. Caractère des dettes publiques d'Angleterre considérées comme un *freehold*, **23**, 189. Cassation du jugement de lord Somers dans le *Bankers'case*, **23**, 245.
Somlo.
Preuve de l'inexistence du droit international, **26**, 338.
Sonne (E.).
Arbitrage dans la Grèce antique, **42**, 6. Compulsion des textes helléniques, **42**, 24.
Sophocle.
Exprime dans Antigone la loi fondamentale de l'amour du prochain, **31**, 306.
Sorel (Albert).
Effet des passions populaires en régime démocratique, **2**, 319. Traités historiques, leur compréhension, **22**, 303. Ramène à une question de frontières la lutte contre la Révolution française et l'Europe, **22**, 328, 352. Reconnaît que la Révolution française a créé un droit public nouveau, **22**, 329. Analyse les instructions d'Alexandre Ier, **22**, 383, 387. Explication de la rupture de l'alliance franco-russe de Tilsit, **22**, 401. Ses mensonges de la rhétorique de la coalition, **22**, 403. Résultats désastreux pour la France de la révocation de l'édit de France, **24**, 341. L'idée d'une responsabilité réciproque des Etats est contradictoire avec l'idée de souveraineté, **47**, 494. Décadence du droit international à la veille de la Révolution française, **53**, 551.
Sorel (Georges).
Idée de la grève générale, **3**, 86.
Soto (Fr. Domingo de).
Opinion sur la guerre, **6**, 188. Préside la junte de Valladolid relative à la politique espagnole aux Indes, **17**, 142; affirme qu'il n'est pas légitime d'occuper de force les terres des infidèles, **17**, 170, 265. Affirme que la guerre peut être juste des deux côtés à la fois, **17**, 290, 294; conséquence de la doctrine de la guerre juste, **24**, 154. Fondation de la science du droit international, **30**, 283. Appréciation de la sentence du partage du monde, **31**, 344. Anti-impérialiste, **32**, 399. Obligation d'accueillir les étrangers indigents, **42**, 555. Nécessité du droit naturel, **43**, 434. La guerre contre l'infidèle n'est pas une guerre juste, **43**, 496.
Sotus (Dominicus).
Fondement du droit des gens, **34**, 246.
Soubbotich (Ivan).
Thèse sur la nationalité serbe-croate-slovène, **28**, 322. Indigénat en Yougoslavie, **28**, 346. Traité franco-anglais de Bréda (1667) inaugure d'après lui le droit de choisir une nationalité, **43**, 124. Nationalité sur les territoires de l'ancienne Autriche-Hongrie, **43**, 153.
Southey.
Admire l'œuvre de Nobrega en faveur des Indiens au Brésil, **31**, 228.
Souvorof (Professeur).
Opinion sur Michel Cérulaire « pape de Byzance », **11**, 436.

Souza (Thomé de).
Le roi de Portugal lui donne le droit de réduire les indigènes en esclavage, **31**, 302. Erige San-Salvador de Bahia en capitale des possessions portugaises, **31**, 224.

Souza-Dantas.
Affaire de l'acquisition de la nationalité polonaise, négociations germano-polonaises, **1**, 488, 491.

Sozzini (Lelio).
Fondateur de la secte des Socinicus, **13**, 267.

Sozzini (Fausto).
Expose les opinions des Socinicus sur la guerre et la paix, **13**, 267.

Spaak.
Ministre belge des Affaires étrangères : Union des démocrates, **59**, 494.

Spaen.
Plénipotentiaire des Pays-Bas au Congrès de Vienne pour la question du Rhin, **28**, 138. Composition de la Commission centrale, **28**, 204.

Spaight.
Application de la loi du lieu d'exécution pour les contrats conclus en aéronef, **48**, 356; frontière en droit aérien, **48**, 373.

Spalding.
Observations sur la dépréciation de la monnaie d'argent au Mexique, **37**, 249.

Spears (Général).
Rapport sur la question des zones démilitarisées, **26**, 612.

Spencer (Ambroise).
Compétence de la Cour suprême dans l'affaire de la nation Cherokee contre l'Etat de Géorgie, **31**, 252.

Spencer (Herbert).
Caractère organiciste de sa doctrine, **18**, 337. Opinion sur les conséquences de la substitution de la souveraineté populaire à celle des rois, **18**, 414. Commerce fonction de distribution, **34**, 381.

Spender.
Rôle important de la presse dans la politique internationale, **45**, 229. Influence du journal sur ses lecteurs, danger sur le plan de la politique extérieure, **45**, 238.

Sprenglar.
Nature du *gentlemen agreement*, **50**, 330.

Sperle.
Exécution des jugements étrangers, **53**, 260.

Sperling.
Utilité de maintenir le passeport, **50**, 129.

Spiecker.
Les conférences de presse, **45**, 336.

Spiethoff.
Mesure de l'activité économique, son index, **50**, 767.

Spinoza.
Philosophe, **9**, 211. Opinion sur le tyran, **9**, 292. Conception de l'état de nature, **10**, 557.. Doctrine du droit, **16**, 263; admet que le droit de la paix repose sur une volonté collective des Etats, **16**, 275. L'Etat-puissance, **16**, 474. But de l'Etat, **16**, 551. Conception du droit naturel et des relations internationales, **10**, 553, **13**, 221; **16**, 582, 585. Observation des pactes par raison d'utilité, **38**, 576. Large application du principe *rebus sic stantibus*, **49**, 241. Fonction du droit entre individus et Etats, **62**, 116.

Spiropoulos.
Son œuvre de droit international, **20**, 9. Démonstration de l'existence de conventions, **33**, 451. Droit naturel comme source du droit des gens, **33**, 455. Evolution de la doctrine du droit national, **38**, 23. Nécessité de donner aux particuliers l'accès des tribunaux internationaux, **38**, 209. En cas de violation des droits de l'homme, nécessité de sanctions efficaces, **38**, 212. Sujets du droit des gens, **41**, 263, 279. Commissions fluviales internationales, Etats fluviaux, **41**, 256. Affaiblissement de la conception de souveraineté, **41**, 356. Imprécision de la terminologie du droit international, **47**, 268. Identifie les principes généraux du droit avec le droit naturel moderne, **47**, 337. Droit naturel une des sources du droit international, **47**, 340. Sujets du droit international, problème contreversé, **47**, 418. Aucun traité n'est actuellement signé et ratifié par tous les Etats, **53**, 11. Sa théorie d'ensemble sur le droit international, **54**, 45.

Spitaler.
Double imposition, **61**, 546, 624.

Sprogere.
Contrôle social des crédits bancaires, **15**, 374; proposition de créer des départements de crédit, **42**, 424. Mouvements considérables des fonds étrangers à court terme, **42**, 425; propose la création d'un « département de crédit » par la Banque des règlements internationaux, **42**, 453. Défend la stabilisation du dollar, **49**, 117.

Sprengporten (Général).
Chargé par Paul Ier de négocier le rapatriement des prisonniers russes détenus en France, **22**, 371.

Srbik (Von).
Lutte entre un Empire supernational à traditions séculaires et l'idée nationale, **54**, 342.

Staal (de).
Désigne comme Conférence de la Paix la Ire Conférence de La Haye qu'il préside, **37**, 552; **48**, 418. Perspectives de cette Conférence, **37**, 554.

Staden (Hans).
Anecdotes sur l'intelligence des indigènes brésiliens, **31**, 281.

Staël Holstein.
Servitude de démilitarisation militaire, **26**, 625. Expose que le Traité de Versailles a dû éteindre les effets de la Déclaration de 1908 sur la mer Baltique, **52**, 182, 183.

Stahl.
Nature juridique de l'impôt, **13**, 25, 27. Détermination de la volonté générale dans la doctrine de Rousseau, **13**, 561.

Stamaty.
Son séjour à Paris pendant la Révolution, **22**, 415.

Stammler.
Théorie du droit naturel à contenu variable, **18**, 356, 388. Valeur obligatoire de la loi, **49**, 249. Le juge doit, en cas de lacunes du droit, décider selon ce qui est fondamentalement juste, **49**, 290.

Stamp.
Expert économique désigné par le Comité financier de la S. d. N. pour l'étude des doubles impositions, **13**, 76; **20**, 552; **31**, 27; impôt sur le revenu en Australie, **20**, 501; sa théorie de l'impôt, **20**, 531; concept de la progression et personnalité, **25**, 72; imposition des personnes juridiques, **25**, 73; capacité contributive des grosses entreprises, **25**, 75; les impôts sont un dommage, **25**, 76. L'institution de l'étalon-or international doit se faire par étapes successives, **56**, 510. Justification de l'impôt, **61**, 557.

Stanhope.
Ambassade d'Angleterre en Espagne, aff. du duc de Ripperda, **12**, 215. Etude des questions relatives à la création d'une Cour permanente d'arbitrage, **37**, 541.

Stanley.
Fait envoyer des missionnaires dans l'Ouganda, **29**, 200.

Stanley (Lord).
Opinion relative au règlement du Luxembourg, **40**, 107.

Stanley (Jevons).
Périodicité des crises, **39**, 278; rapports entre crises et certains phéomènes physiques, **39**, 285. Etablit une relation de cause à effet entre les cycles de crédit et les variations solaires, **50**, 759. Sa théorie des crises, **50**, 778.

Starbuck.
Histoire de l'industrie baleinière américaine, **29**, 481.

Starhemberg (Prince de).
Principes de l'affectation de revenus déterminés à des dépenses déterminées, **23**, 221.

Stead.
Origines réelles des Conférences de La Haye, **37**, 544. Intervient en faveur de la Conférence de La Haye proposée par Nicolas II, **37**, 548.

Steeg.
Ministre de la Justice de France. Législation applicable aux Russes réfugiés en France, **43**, 185.

Steel Maitland.
Service d'informations du consul, **34**, 871.

Stefani (de).
Réglementation internationale des passeports, **50**, 128.

Stefanich.
Compétence de la S. d. N. concernant les différends interaméricains, **32**, 548.

Stegemann.
Tournant de l'histoire du monde, **60**, 262. Importance de son œuvre d'historien, **60**, 312 (note).

Stein (Von).
Administration internationale, **7**, 354; droit administratif international, **7**, 356; **27**, 256; **34**, 6; division de ce droit en trois parties, **34**, 9; étude de l'administration, **34**, 7; son autonomie, **34**, 10.

Steinen.
Etude des mœurs des indigènes du Brésil, **31**, 194; pluralité de chefs dans une tribu, **31**, 195.

Steinmetz.
Sa « défense de la guerre », **16**, 518, 519.

Stengel.
Définition des Usines, **12**, 480. Tourne en dérision la Ire Conférence de la paix, **37**, 550.

Stenuit.
Les règles internationales peuvent seules assurer le bon voisinage entre Etats en matière de radiocommunication, **55**, 59. Convention internationale de radiodiffusion, projet, obligations que l'Etat doit imposer aux particuliers, **55**, 79.

Stéphan (Von).
Idée de création d'une union postale universelle, **40**, 536.

Stephen (Sir James).
Critique la doctrine anglo-américaine incorporant le droit international dans le droit interne, **40**, 346. Lois contraires au droit des gens que le juge est tenu d'appliquer, **40**, 354.

Stephenson (G.)
Son ouvrage sur l'immigration américaine, **20**, 285.

Sterndale (Lord).
Président de la Cour des prises. Déroutement d'un navire neutre, **11**, 134. Invalidité d'un contrat dont l'inexécution est illégale d'après la loi locale, **36**, 26.

Stevens (Miss).
Leader du mouvement international pour l'égalité des sexes, **42**, 591.

Stevenson.
Relation sur l'Amérique, **5**, 287. Son plan pour production du caoutchouc, **15**, 312.

Stewart.
Mesures de la marche économique du pays, **50**, 762.

Stier Somlo (Frity).
La liberté des mers n'est pas un principe de droit, **30**, 10. Sujets du droit des gens, **41**, 251.

Stimson.
Diplomatie américaine du dollar, **32**, 522. Protection des droits reconnus aux nations européennes, **32**, 572. Doctrine américaine de la paix, **41**, 546. Non-reconnaissance d'actes accomplis en violation d'un traité, **44**, 266, 307. Importance de la désapprobation morale du monde, **44**, 306. Détermination de l'Etat violateur du Pacte de Paris, **44**, 308. *Stimson Doctrine*, **49**, 234. Approuve l'incorporation au Pacte de Paris de la procédure de « consultation » obligeant l'Etat à prendre contact avec ses adversaires, **49**, 513. Secrétaire d'Etat aux Etats-Unis : refus de reconnaître tout traité ou accord con-

tre un Pacte de Paris, **58**, 150. Doctrine de non-reconnaissance (1932), **62**, 283; doctrine de Stimson, **62**, 293.

Stirner.

Estime que l'intérêt est la seule loi de l'homme, **18**, 808.

Stockmans.

Influence en Angleterre, **21**, 208.

Stockton (Amiral C. H.).

Affirme que la visite en haute mer est souvent impossible, **11**, 131.

Stoecker (M^me^).

Rapport au XXXIII^e^ Congrès de la Paix sur les questions économiques, **15**, 293.

Stoerk.

Caractérise le navire de guerre, **7**, 314. Système pour éviter les doubles impositions, **13**, 73. Souveraineté sur les eaux territoriales, **15**, 11; extension de la domination de l'Etat sur la mer au moyen d'installations fixes, **15**, 14. Partage du pouvoir de juridiction sur les navires de commerce étrangers dans les ports, **15**, 60. Théorie de la qualité, **30**, 114. Etude de l'option de nationalité, **31**, 121; cette option apparaît pour lui pour la première fois au Traité de la coalition d'Augsbourg (1697), **43**, 124.

Stoianow.

Influence sur le monde intellectuel de l'Orient, **31**, 357.

Stolfi.

Opinion relative à l'influence des doctrines sur le législateur et le juge en matière de droit d'auteur, **12**, 410. Plagiat littéraire et artistique, **52**, 507 et 508.

Stone.

Juge à la Cour suprême des Etats-Unis : pouvoir constitutionnel du Congrès de réglementer la monnaie, **53**, 413.

Stone (J.)

Pertes résultant du chômage, **15**, 365.

Stonore.

« Chief justice » britannique, droit et raison, **3**, 118.

Storny.

Etendue de la mer territoriale, **48**, 178.

Story.

Jurisconsulte, **9**, 5. Souveraineté (définition), **1**, 313; principe de la souveraineté territoriale absolue, **29**, 358. Opinion sur l'effet international des jugements répressifs, **4**, 49, 425. Son critère de la règle coutumière internationale, **6**, 365, 366. Opinion sur le droit des effets de commerce, **8**, 195. Influence de son œuvre, **9**, 428; influence de son livre, **29**, 335, 338, 340, 354, 375; son influence sur les tribunaux anglo-saxons, **9**, 42; influence en France et en Allemagne, **29**, 341. Etendue d'application des lois, **9**, 423. Partisan de la territorialité des lois, **9**, 446; **34**, 723. Opinion sur les applications de la loi étrangère, **9**, 434; **29**, 348. Caractère national de l'ordre public, **9**, 469; **21**, 214, 215; **25**, 142; **29**, 349. Thèse de l'utilitarisme international, **16**, 466. Importation aux Etats-Unis du *Common law*, **18**, 360; son développement, **21**, 202. Fonction de l'Etat sanctionnant les droits privés, **21**, 203. Concours des tribunaux à l'exécution d'un contrat fait en fraude des droits d'une nation, **21**, 219. Caractère local des lois pénales, **21**, 222. Division des lois en lois universelles et en lois spéciales, **21**, 228. Loi compétente en matière de divorce, **21**, 240. Cite les opinions des auteurs de la Constitution des Etats-Unis, **24**, 120. Distinction entre meubles et immeubles, **29**, 350. Jugement d'un crime commis sur un bâtiment étranger, **30**, 31; décision dans une affaire d'enquête du pavillon, **30**, 63; droit de poursuite en haute mer, **30**, 70. Légitimité de la capture en haute mer, **40**, 353. Compétence de la Cour suprême des Etats-Unis, aff. de la nation Cherokee contre Etat de Géorgie, opinion dissidente, **31**, 352. Incapacité pénale ou religieuse strictement territoriale, **36**, 28. Définition du droit international, **40**, 380. Courtoisie internationale, **44**, 12. Responsabilité en cas de droit de poursuite non justifié, **48**, 239. Traités aussi obligatoires que les contrats privés, **49**, 236. Admet la *Comity des nations* mais rejette celle des cours, **57**, 336. Influence de Savigny sur Story pour l'admission dans la coutume américaine et anglaise du principe de l'autonomie de la volonté, **57**, 665. Inapplicabilité de la loi étrangère pour raion d'ordre public, **58**, 421; **62**, 517, 520. Fondement de l'application de la loi étrangère, **62**, 455, 458. Fraude à la loi, **62**. 536. — *Conflits de lois* : Son opinon, **3**, 141, 142, 146, 156, 162, 169; ses commentaires sur les conflits de lois, leur importance, **21**, 196; **36**, 9; conflits en matière mobilière, **21**, 247; application de la loi du lieu du contrat, **21**, 257; application de la loi du dernier domicile aux successions mobilières *ab intestat*, **21**, 266; système anglo-américain de conflits de lois, **62**, 432. — *Doctrine* : Fond de sa doctrine, **29**, 342; petit nombre de principes généraux, **29**, 342; type du traité anglo-américain de droit international privé, **29**, 343; fonde sa doctrine sur la courtoisie, *comity*, **9**, 433; **29**, 343; **33**, 253; **36**, 18. — *Domicile* : Base de sa notion du domicile, **23**, 39. Effet du changement de domicile sur le régime matrimonial, **36**, 46; capacité régie par la loi du domicile ou par celle du contrat, **21**, 229; influence de sa notion de domicile sur la jurisprudence anglaise, **36**, 17. — *Dr. intern. privé* : Père de l'expression « dr. intern. privé », **9**, 417; père du dr. intern. privé, **29**, 375; sa conception du dr. intern. privé, **15**, 483; son influence sur ce droit, **29**, 335; méthode en dr. intern. privé, **62**, 438.

Stoupnitzky.

Portée faible des traités conclus avec l'U. R. S. S., **52**, 290.

Stowell (Lord).

Jugements : aff. *The Helena*, corsaires constitués en Etat, **1**, 34; aff. *Twee Gebroeders*, limite de la mer territoriale, **1**, 138. Décision dans l'aff. Dalrymple *c.* Dalrymple, application de la loi étrangère, **3**, 153. Reconnaissance universelle du droit de visite, **11**, 75; **30**, 68; résistance à la visite, **11**,

125; moment où la propriété d'une prise est transférée au capteur, **11**, 148; décision-juridiction des prises, capture du *Maria*, **40**, 329; indemnité due au cas de destruction d'un navire neutre, **11**, 157; adversaire du droit d'asile à bord des navires de guerre, **16**, 154. Opinion sur les immunités diplomatiques en temps de guerre, **12**, 235. Sentence reconnaissant que les îles sises dans la mer territoriale font partie du territoire, **30**, 371. Autorité de ses décisions en Angleterre, **36**, 9. Nécessité d'interpréter les textes législatifs en accord avec le droit international, **40**, 362. Accords avec les pirates de l'Afrique du Nord, **41**, 282. Interprétation du traité dano-anglais (1780), **43**, 265; appuie son interprétation sur les travaux préparatoires de l'accord, **43**, 267; interprétation de l'art. 19 du Traité anglo-portugais du 20 juillet 1654, **43**, 274; se refuse, dans l'interprétation d'un traité, à appliquer la maxime *exceptio confirmat legem*, **43**, 278; interprétation des traités anglo-hollandais relatifs à la fermeture de l'Escaut en cas de guerre, **43**, 274 et 285; les tiers non parties à un traités mais qui en bénéficient indirectement sont incompétents pour réclamer son exécution, **43**, 290 et 291; non-validité des traités non ratifiés, **43**, 297. L'acte de ratification d'un traité, son effet rétroactif, **43**, 300, 301; mise en vigueur d'un traité de cession, **43**, 301. Rôle éminent de Stowell comme Président de la Cour anglaise des prises, **43**, 302. Intervention et interposition, **47**, 75. Devoir du Tribunal des prises maritimes d'administrer le droit international, **53**, 605. Les traités de d'Angleterre et des Pays-Bas sur la fermeture de l'Escaut ont été abrogés par la guerre entre eux, **59**, 528. Fondement de l'application de la loi étrangère, **62**, 455. Application de la loi du renvoi, **62**, 507.

Stoyanowski.

Sa théorie sur la souveraineté dans les territoires sous mandat, **19**, 617.

Stoykovitch.

Adoption de la distinction de M. Lammasch entre l'arbitrage isolé et l'arbitrage institutionnel, **30**, 577. Interprétation de l'art. 305 du traité de Versailles, **30**, 579. Dit que l'individu n'est qu'une spectateur dans le procès international, **30**, 593. .

Strabon.

Arbitrage chez les Hellènes, **42**, 14.

Strafford (Sir William).

Rapport qui lie la quantité de monnaie et le niveau des prix, **37**, 219.

Stratford de Redcliffe.

Ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, **4**, 261.

Stratis.

Estime que la légitime défense ne tombe pas sous le coup de l'interdiction de la guerre, **38**, 63.

Stratmann.

Opinion sur la thèse scolastique de la guerre juste, **24**, 154.

Streit (Baron).

Représente la Grèce à l'Assemblée de la S. d. N., **14**, 463. Son enseignement du droit international à Athènes, **20**, 8.

Streit.

Reconnaît dans un cas l'utilité du renvoi, **29**, 574; le qualifie de law-tennis juridique, **33**, 507.

Stresemann.

Reprend les projets de garantie du chancelier Cuno, **24**, 196. Propose à la France de conclure un pacte rhénan, **24**, 196. Demande de renoncer à la force et à la violence, **24**, 211. Interdiction par le Reich du commerce des armes en Chine, **24**, 294. Délégué de l'Allemagne à la S. d. N. : œuvre de la Conférence économique de 1927, **61**, 225.

Stresemann (Dr Gustave).

Opinion sur la concurrence anglo-allemande en 1913, **19**, 147.

Strisower.

Opinion sur la situation juridique des navires en relâche forcée, **10**, 39, 41. Adversaire de l'unité de loi des contrats, **16**, 75. Admet la responsabilité internationale directe de l'Etat envers l'individu lésé, **18**, 641. Sens de la cérémonie des Féciales, **24**, 152. Repousse la doctrine autonomiste, **30**, 287. Portée du droit des gens, pour qui il est obligatoire, **30**, 327. Nature du droit accordé dans son territoire par le souverain à une autre nation, **30**, 383. Une question jugée par la Cour permanente ne peut être portée devant le Conseil de la S. d. N., **30**, 315, 610. Rôle du droit naturel dans la conduite des Etats, **47**, 343. Souveraineté de l'Etat sur la mer côtière, **48**, 214. Responsabilité internationale de l'Etat à raison des actes de ses organes, **51**, 110. — *Double imposition* : Rapport sur les doubles impositions à l'Institut (session de Grenoble), **13**, 74; son étude sur les doubles impositions en matière de droits successoraux, **20**, 552, **31**, 27; injustice des doubles impositions, **31**, 25; les doubles impositions en dr. intern. privé, **31**, 47. — *Guerre* : Sa légitimité, **30**, 497; distinction entre guerre juste et injuste, **38**, 21, 24; ne fait pas appel au droit naturel, **38**, 24; influence de la doctrine de la guerre juste sur les actes des Etats, **38**, 26.

Strong.

Arbitre dans l'aff. Pelletier condamné pour tentative de capture d'esclaves nègres, **35**, 398.

Strupp (Karl).

Opinion sur le rôle de la clause d'accession dans les Unions internationales, **7**, 359; effets de la guerre sur les Unions, **12**, 459; classification et position systématiques de Union, **12**, 482; personnalité internationale, **12**, 493; **20**, 32; Rapport à la « Deutsche Gesellschaft für Völkerrecht » sur la responsabilité des Etats, **16**, 527. Opinion sur les représailles et l'aff. de Corfou, **18**, 413. Doctrine sur les rapports du droit international et du droit interne, **20**, 31. Considère que la France possède un protectorat sur Monaco, **22**, 40. Reconnaît aux Etats le droit d'expulser des étrangers, **22**, 210. Nie le principe de la succession

aux dettes d'Etat en cas de transformation territoriale, **23**, 281. Reconnait aux créanciers d'Etats le droit d'accès devant la justice internationale, **23**, 406, 440. Etendue de la mer territoriale, **26**, 297. Nature de la souveraineté territoriale des Etats, **30**, 107. Conception du droit des gens, **30**, 212. Définition empirique du droit des gens, **30**, 220. Cas régis par le droit de nécessité, **30**, 488. Existence d'un droit international américain, **32**, 783. Etats obligés par les normes acceptées librement et volontairement, **34**, 26. Théories monistes du droit, **34**, 28. Classification des fonctions des organes internationaux, **34**, 44. Aff. des optants hongrois, **35**, 378. Nécessités d'éliminer du droit international public la notion de souveraineté, **35**, 699. Droit de statuer en équité, **41**, 190. Déclaration du 18 octobre 1870, offre de traité, **41**, 321. Organes de rapports internationaux, **41**, 729. Définition de la reconnaissance d'Etats, **44**, 210. Partisan d'un droit international américain, **44**, 488. Déclarations du ministre des Affaires étrangères doivent être faites d'accord avec le chef de l'Etat ou le Conseil des ministres, **47**, 361. Proposition de traiter en pirate celui qui viole l'interdiction de la guerre aérienne, **48**, 65. Voit dans le chiffre 3 de l'art. 38 du statut de la Cour un élargissement de la compétence du juge international, **49**, 287. Droit international particulier et universel, **53**, 10, 11. Doctrine positiviste adoptée par Strupp d'après laquelle la coutume repose sur le consentement tacite des Etats, **54**, 196 et 197. Prévoit l'octroi d'immunités internationales à certaines catégories de personnes investies de fonctions d'intérêt international, **56**, 190. Fondement du droit, la volonté de l'Etat dont on ne retient que les actes internationaux, **58**, 506. Règlement pacifique des conflits internationaux, **59**, 387. Théorie dualiste (partisan de la), **62**, 130.

Struve.

Opinion sur l'application par le juge des règles de conflits posées par le législateur, **2**, 463.

Struycken.

Membre de la Commission internationale de juristes sur l'aff. des îles d'Aland, **14**, 427. Révision du régime de l'Escaut après la guerre de 1914, **21**, 355. Repousse l'exécution par contrainte des sentences arbitrales, **48**, 79. — *Rhin* : Droit de contrôle des Etats non riverains, **28**, 161; appréciation de la Convention de Mannheim, **28**, 153; caractère des règlements de police de la navigation, **28**, 182; Commission centrale du Rhin : sa compétence, **28**, 197; son caractère, **28**, 208; sa composition, proportionnalité, **28**, 204; caractère obligatoire de ses décisions, **28**, 207.

Stryck (Samuel).

Etablit la base d'une théorie nationale allemande, **29**, 329.

Stuart (Graham H.).

Etats-Unis, contrôle des relations extérieures entre les mains du Président, **56**, 254.

Stuart Mill.

Théorie de la variation du cours des changes, **14**, 181. Définit les infractions politiques, **16**, 207. Doctrine utilitaire, **18**, 337. Définit la nationalité, **19**, 262. Définit la nation, **19**, 273. Estime que les colonies autonomes ne peuvent pas prendre part aux relations internationales, **19**, 279. Sa théorie de la matière fiscale, **20**, 547. Opinion sur le protectionnisme industriel, **21**, 129. Perfectionnement du système de la personnalité de l'impôt, **25**, 85. Il y a justice à exempter l'épargne de l'impôt, **25**, 87, 102.

Stuart (Sir Campbell).

Rôle important de la propagande par la presse pendant la guerre de 1914, **45**, 277.

Stucka.

Favorable au renvoi au 1er degré, **35**, 515.

Sturdza.

Ministre des Affaires étrangères de Roumanie. Liberté de navigation du Danube, **11**, 302, 312.

Sturge (Joseph).

Démarches pacifistes au Congrès de Paris, **13**, 387.

Suarez.

Importance de l'industrie baleinière, **29**, 490. Impossibilité de contrôler les mines flottantes, **29**, 483, 495. Nombre de baleines tuées par an, **29**, 491, 495; Nécessité d'une Conférence internationale, **29**, 496; phoques, **29**, 504. Valeur des anciens traités, **29**, 506. Auteur du *Landrecht* prussien de 1794, **55**, 309.

Suarez (Francisco) [V. SUAREZ, **Table analytique**, 487 et 488].

Nécessité des relations entre Etats, **1**, 31. Idée de la S. d. N., **1**, 189. Loi de conservation, **1**, 559. Arbitrage international, **6**, 193. Pillet critique les opinions de Suarez, **6**, 193, 194. Précurseur de Grotius, **6**, 296; son influence sur lui, **18**, 300; **22**, 156. Opinion sur la nécessité des relations commerciales, **7**, 416. Conception de la *Civitas maxima*, **10**, 576. Suarez et la conception universaliste du droit, **16**, 253, 261. Règle *pacta sunt servanda*, **16**, 312. Autorité de Suarez au moyen âge, **24**, 153. Nécessité de l'arbitrage, **24**, 155; traité de l'arbitrage, **33**, 365. Arbitrage du Pape partageant le monde, **31**, 345. Renaissance de la doctrine de Suarez, **30**, 288. Droit de légitime défense, **30**, 481. Droit de justice punitive et vindicative, **30**, 480; **41**, 513. Thème de la résistance passive, **31**, 317. Place du droit naturel, **31**, 431. Suit la doctrine de Vitoria, **34**, 246. Appartient à l'école du droit naturel, **34**, 249. Nécessité de l'Union des Etats, **34**, 267. Conception de la monarchie universelle, **38**, 550. Universalité du genre humain, **42**, 579. Unité spécifique, politique et morale, raison d'être du droit des gens, **54**, 15 et 16. Caractère effectif de l'assistance juridique que Suarez appelle « devoir de charité », **62**, 31. — *Droit des gens, droit international* : Expose les règles du droit international, **6**, 296; père du

droit international, **53**, 562; son rôle dans l'élaboration de la science du droit international, **13**, 253, 254; conception du droit international, **18**, 290, 292; **44**, 434; **53**, 562; distingue entre droit international naturel et droit des gens volontaire, **18**, 318; **30**, 281, 282; définition de la société internationale, **6**, 191, 317; **28**, 17; raison d'être du droit des gens, **30**, 280; morale universelle fondement du droit des gens, **30**, 280; validité des règles internationales, **30**, 295; primauté du droit international, **34**, 196; fondement du droit des gens, **38**, 589; droit naturel base du *jus gentium*, **52**, 202; sources du droit international, **53**, 568. — *Guerre* : **6**, 190, 195; droit de déclarer la guerre, **16**, 313; l'infidélité n'est pas une cause de juste guerre, **17**, 265; cas où la justice d'une guerre est douteuse, **17**, 287, 288; catégorie des « innocents » en temps de guerre, **17**, 301; théorie de la guerre juste, **24**, 153; **31**, 530; elle empêcherait toute idée d'agression, **24**, 154; conduite de la guerre, **24**, 156; s'écarte de la théorie scolastique, **24**, 156; distingue guerre défensive et guerre offensive, **38**, 13; guerre juste, des deux côtés, **38**, 14; théorie de l'Eglise sur la guerre, **41**, 511.

Sucre (Maréchal Antonio José de).

Bataille d'Ayacucho, **5**, 334. Chef de la Bolivie, **24**, 475.

Suède (Prince Ch. de).

Président de la Croix-Rouge suédoise, organisation internationale de la Croix-Rouge, **1**, 601.

Suess.

Qualification géographique de la mer Baltique, **52**, 109.

Sugimura.

Ses aspirations à une S. d. N., **22**, 145. Portée du terme « guerre d'agression » dans le projet de lord Robert Cecil, **24**, 172. Souveraineté des Etats membres de la S. d. N., **61**, 717.

Sukiennicki.

Repousse la notion de souveraineté relative, **16**, 318.

Sulkowski.

Dans les rapports interprovinciaux en Pologne, le critère du domicile remplace celui de la nationalité, **53**, 185. Nature juridique de la clause-or, **60**, 678; jurisprudence française sur la validité de la clause-or, **60**, 712.

Sully.

Conception d'une S. d. N., **6**, 318. Contrevient aux règles de juridiction personnelle des ambassadeurs, **7**, 269; ambassadeur de France à Londres, condamne à mort un membre de sa suite, **12**, 211. Problème de l'organisation internationale, **40**, 19. — *Le Grand Dessein* : Projet de paix perpétuelle, **2**, 106; **34**, 267; **38**, 569; les conceptions pacifiques du duc de Sully, le Grand Dessein du roi Henri IV, **13**, 241; **60**, 7. Sully et la Russie dans le Grand Dessein, **13**, 245; exclut de la communauté européenne, dans son Grand Dessein, le grand-duc de Moscou, **11**, 491; appréciation du Grand Dessein, **13**, 245; comparaison du projet de Sully avec celui de W. Penn, **13**, 281; le Grand Dessein et le projet de l'abbé de Saint-Pierre, **13**, 304, 306; le Grand Dessein, tendances utilitaires, **16**, 467, 468; Grand Dessein, action coercitive prévue en faveur de la paix, **17**, 471.

Sumien (Paul).

Notion d'assurance, **19**, 14.

Summer (Lord).

Avis du Comité judiciaire du Conseil privé relatif à la Rhodésie du Sud, déclaration de Summer, **8**, 395. Jugement dans l'aff. de l'*Edna*, droit de visite, **11**, 132. Juge au Private Council, traités et contrats, limites à leur analogie, **43**, 279. Ensemble de faits manifestant l'intention de répudier un traité, **43**, 280. Effet de la guerre sur les capitulations en Turquie, **43**, 288; **59**, 561.

Summer-Maine.

Activité pacificatrice de la papauté, **31**, 334. Représentant de la méthode historique, **40**, 8. Rapports primitifs en vue de la paix entre les groupes humains, **53**, 558. Coutume, fondement primitif du droit, **53**, 572. Rôle du droit romain dans la formation du droit international moderne, **53**, 538. Devoirs des membres de la communauté internationale, **53**, 9.

Summer Wells.

Prévention de la guerre, **59**, 103.

Sumner (Charles).

Sénateur américain; conférences pacifistes de 1845 et 1849, **13**, 378. Fait adopter au Sénat américain une résolution pour la création d'un tribunal international, **13**, 398.

Sundberg.

Ses statistiques sur l'émigration, **20**, 184.

Surville.

Loi du domicile applicable à l'heimathlos, **23**, 18; ainsi qu'à l'individu qui a une double nationalité, **23**, 18. Conception territoriale des concessions, abandon contractuel de la souveraineté, **27**, 118. Loi régissant les effets personnels du mariage entre époux de nationalité différente, **60**, 193.

Surville et Arthuys.

Application de la loi du pavillon en ce qui touche l'hypothèque maritime en cas de faillite, **14**, 110. Application de la loi de la situation aux droits de la femme en cas de faillite, **14**, 110. Loi applicable à la preuve, **25**, 177. Application en matière de vente de la loi de la partie restée maîtresse du contrat, **25**, 198.

Suse (Henry de).

Sa conception d'une Communauté internationale, **6**, 180.

Sütherland.

Réserve dans la loi écossaise, **31**, 664.

Süttner (Bertha von).

Pacifiste allemande, **13**, 400, 401; **37**, 538.

Suyling (J.-Ph.)

Président du Comité des doubles impositions à la Chambre de commerce internationale, son rapport, **13**, 119.

Suzaria.

Tout ce qui concerne la dot est régi par

la loi du domicile du mari au moment du mariage, **49**, 596.

Sviatoslav.

Princes russes. Déclaration de guerre, **11**, 389; conquêtes, **11**, 402, 403. Ambassades reçues, **11**, 423, 433.

Svolos.

Ses ouvrages de droit civil, **20**, 10.

Swayne.

Juge. Droit des étrangers à l'exercice d'une profession, **27**, 478.

Swift.

Ridiculise la guerre, **13**, 295.

Sybel.

Estime que la Prusse s'est élevée au rang de grande puissance par sa politique de neutralité, **31**, 325.

Sydow (Von).

Membre de la Commission du Slesvig, **18**, 208.

Sylvestre.

Défend l'autorité temporelle universelle du Pape, **17**, 156, 158. Soutient que les barbares ne sont pas punissables pour ne pas recevoir l'enseignement du Christ, **17**, 180. Cas où la justice d'une guerre est douteuse, **17**, 291, 292. Soit de la propriété ennemie en temps de guerre, **17**, 308.

Szadek.

Principe des nationalités, **55**, 266.

Szassy.

Classification des servitudes internationales, **44**, 732.

Sze.

Délégué chinois à la Conférence de Washington, régime commercial de la Chine, **17**, 209.

Szechenyi (Comte Etienne).

Amélioration de la navigation danubienne, **11**, 274.

Szilassy (J. de).

Observations et rapports du diplomate, **48**, 528; style diplomatique, rédaction des dépêches, **48**, 530; correspondance entre l'envoyé diplomatique et le gouvernement qui l'accrédite, **48**, 537; vie mondaine de l'officier diplomatique, **48**, 542; manuel pratique de diplomatie moderne, **60**, 253; évolution historique de la diplomatie, **60**, 268; rapports des envoyés diplomatiques, **60**, 299.

T

Tabacovici.

Sa définition des ententes régionales, **53**, 39.

Tabbah.

Droit naturel et droit positif, **54**, 189.

Tachi.

Combat l'idée de souveraineté, **35**, 700. La souveraineté étatique dans les rapports entre Etat et ses ressortissants ou entre Etat et autres Etats, **47**, 494 et 495. Domaine de compétence exclusive de l'Etat, **54**, 294.

Tafel.

Etude des problèmes de la mer du Nord, **29**, 460.

Taft (Président).

Avertissement au Président de la République dominicaine, **2**, 392; **32**, 125. Intervention au Honduras, **5**, 92. Opinion sur la doctrine de Monroe, **5**, 339. Arbitre dans l'aff. Tinoco, **16**, 270; **30**, 337. L'art. 10 du Pacte n'est, d'après Taft, qu'une obligation morale, **17**, 522. Son veto au *Litteracy test*, **20**, 286. Responsabilité des Etats non reconnus, **44**, 260. Un Etat ne peut modifier un engagement international par la législation interne, **49**, 237.

Taigny.

Ministre de France à Caracas, circonstances dans lesquelles il quitta le Vénézuéla, **18**, 502.

Tailhade (Laurent).

Son expulsion de Belgique, **18**, 560.

Taine.

Opinion sur les constitutions, **4**, 315. Ignorances et savoir, **32**, 8.

Takahashi.

Etudie le droit international dans l'histoire du Japon, **2**, 8.

Talbot (Lord Chancelier).

Fondement des immunités diplomatiques, aff. Barbuit, décision dans cette aff., **12**, 122, 154, 194; **40**, 339, 341. Affirme que le droit des gens fait partie du droit anglais, **40**, 331.

Talbot (S.-I.)

Plaidoiries pour le gouvernement anglais devant la Cour permanente, litige relatif à la compétence de l'Organisation permanente du travail en matière de travail agricole, **4**, 107.

Talfourd (Sir Noon).

Propose (1841) un *bill* en faveur du droit des auteurs, **12**, 402, 449, 450.

Talleyrand (Prince de).

Définit le principe de légitimité, **2**, 32; **22**, 449. Ses ministères, **2**, 290. Conception de la diplomatie, **2**, 308. Mémoire du 25 novembre 1792, politique extérieure de la France, **2**, 310. Proposition en faveur de la liberté de navigation des fleuves internationaux, **2**, 227. Politique du Congrès de Vienne, **2**, 312. Son rôle à la Conférence de Londres de 1831, **2**, 313, 317. Publie le « Prince », **9**, 266. Boutade sur les résultats négatifs de la guerre, **13**, 184. Opinion sur la convention d'entretien des troupes alliées en 1815, **14**, 206. Talleyrand et le désarmement en 1814, **16**, 339, 340; **32**, 211. Formule le principe moderne du droit de la guerre, **21**, 7. Nie le droit de conquête, **22**, 434. Lettre au maréchal Brune sur la protection des catholiques, **26**, 114. Favorable à l'établissement de la Prusse sur le Rhin, **28**, 128. Négociations relatives à la navigation du Rhin, **28**, 134; demande libre navigation du Rhin, **32**, 266. Devoir de respect mutuel des souverainetés, **32**, 202; domaine de la souveraineté, **32**, 257. Signification de l'intervention, **40**, 91. Nécessité de dire les choses qui « vont de soi », **41**, 536. Fonctions du Talleyrand, **48**, 548, 565. Rôle des consuls, **60**, 297. La politique au Congrès de Vienne, **60**, 309.

Taney.
Chief-justice britannique, courtoisie internationale, **3**, 169. Inexistence légale des sociétés étrangères, **33**, 39.

Tangorra.
Nature juridique de l'impôt, **13**, 28; abus d'imposition sur les étrangers, **13**, 46.

Tanssing.
Sa doctrine démentie par les événements, **35**, 322.

Taparelli.
Partisan du droit naturel, **18**, 355.

Taparelli d'Azeglio.
Communauté internationale au XIXe siècle, **6**, 231. Ses vues sur la nationalité, la souveraineté, assujettissement d'une nation à une autre, **46**, 774 et 775.

Tarde.
Opinion sur la souveraineté, **6**, 20. Elargissement continuel des relations de droit, **38**, 589.

Tardieu.
Plan de création d'une armée internationale, **48**, 121. Réponse aux objections contre l'attitude des grandes Puissances dans les négociations du Traité de Versailles, **48**, 400. Accueil réservé aux conclusions des Commissions par les chefs de gouvernement à la Conférence de la Paix, **48**, 438. Plan de redressement économique de l'Europe centrale, **51**, 180. Etude des questions russes par la Conférence de la Paix, **52**, 155.

Taube (Baron M. de).
Personnalité internationale, **12**, 492. Contribution de la Russie : au droit des gens du XVIIIe siècle, **22**, 334, 351, 369; au droit international de l'Europe, intervention d'humanité, **22**, 350, 362. Doctrine russe du droit maritime et de la neutralité maritime en 1760, **22**, 442. Droit international réglant les relations entre Etats, **30**, 218. Préparation d'une IIIe Conférence de la paix, **37**, 653. Inviolabilité des traités, **41**, 268, 509. Principe du droit international, **41**, 268. Arbitrage international au moyen âge, **42**, 7. Fondement de la force obligatoire des traités, **49**, 169. Droit appliqué par les arbitres internationaux au moyen âge, **52**, 207. Prétend que l'antiquité a connu le droit international, **54**, 9.

Tawney.
Maladie d'une société animée d'un esprit de lucre, **37**, 477. Influence des enseignements de Luther et de Calvin sur le développement du capitalisme, **53**, 129, 130.

Taylor.
Exercice du droit de visite, **11**, 83. Emploi des ministres permanents, **31**, 516. Rapport sur la réorganisation du plan de travail de l'Institut international d'agriculture, **56**, 337.

Tcharykow.
Sa mission secrète relative à l'obtention du passage dans les détroits des navires de guerre russes (1911), **47**, 692. Idée d'une Confédération balkanique, **47**, 719, 720.

Tchernoff.
Obligation morale transformée en obligation juridique, **36**, 240.

Tchitchérine.
Affaire de la Carélie orientale, **14**, 392. Négociation avec l'Allemagne des dispositions de droit international privé de la Convention de Brest-Litovsk, **15**, 501. Sa déclaration à la Conférence de Gênes, **20**, 381. Son but dans la question des détroits, **47**, 788.

Tchou-Wei.
Pose la question de la responsabilité internationale directe de l'Etat envers l'individu lésé, **18**, 641.

Teagle.
Son rôle dans le « Standard Oil », **19**, 217.

Teichmann.
Extradition, actes de guerre civile, **1**, 213.

Teixeira de Freitas.
Rôle dans l'élaboration du Code argentin, **34**, 723.

Temple (C. L.).
Gouverneur de la Nigéria britannique, activité des missions, **29**, 271.

Ténékidès.
Son œuvre de droit international, **20**, 9, 10.

Tennant.
Sa conception de la protection des inventeurs, **39**, 404.

Tennyson.
Exprime sa croyance dans la réalisation de l'idéal pacifiste, **13**, 377.

Terlinden.
Immunités de juridiction des Etats étrangers, **1**, 549.

Ter Meulen.
Plan Ter Meulen, système de crédits internationaux, **5**, 125, 127; **42**, 385. Etudie les projets de paix perpétuelle du XVIIIe siècle, **13**, 303. Rapporte des preuves de l'intérêt soulevé par le projet de l'abbé de Saint-Pierre sur le même sujet, **13**, 309. Exécution des sentences arbitrales, **48**, 438.

Tertullien.
Sa doctrine peut condamner la guerre, **6**, 131. Opinion sur la foi nécessaire, *Credo quia absurdum*, **13**, 528. Attitude à l'égard de la guerre, **17**, 244. Prétend qu'un chrétien ne doit jamais être en querelle, **31**, 339.

Testa.
Cite les décrets rendus par les sultans en faveur des chrétiens, **26**, 113.

Tevfik Rouchdy bey.
Membre de la Commission mixte gréco-turque pour l'échange des populations, **14**, 402.

Tewfick.
Khédive d'Egypte, **5**, 25. Administration de la Dette, **8**, 13.

Textor.
Sa conception du droit des gens, **16**, 258. Règles d'interprétation des traités, **24**, 22. Interprétation des traités d'après le droit romain, **24**, 73. Chef de l'école positiviste au XVIIIe siècle, **53**, 557.

Thaller.
Partisan de la faillite des non-commerçants, **14**, 16. Effets de la pluralité des faillites, **14**, 25. Législations du groupe français en matière commer-

ciale, **14**, 52, 55, 68, 71. Législations du groupe anglo-saxon, **14**, 56. Loi ancienne sur la faillite aux Etats-Unis, **14**, 57. Théorie de la personnalité des sociétés, **33**, 16. Recherche de la nationalité des personnes morales est la recherche de leur domicile, **45**, 413.

Thayer (James Bradley).

Opinion sur la compétence consultative des tribunaux, **8**, 407.

Théano.

Prêtresse, refuse de maudire l'ennemi, **31**, 306.

Thémistocle.

Appelé à jouer le rôle d'arbitre, **31**, 336.

Théodebert Ier.

Roi des Francs, monnaie à l'effigie de l'Empereur de Byzance, **11**, 352.

Théodhat.

Roi des Goths, immunité diplomatique, **11**, 377.

Théodoli (Marquis).

Défend la constitution de gage par la puissance mandataire, **19**, 604. Sa théorie des mandats internationaux, **19**, 612.

Théodore le Grand.

11, 361, 363.

Théophile.

Empereur de Byzance, paix et amitié avec l'Occident, **11**, 371, 399, 407.

Théophraste (372-287).

Son ouvrage sur les contrats, recherche de droit comparé chez les Grecs, **57**, 707.

Theunis.

Président du Comité préparatoire de la Conférence économique internationale de 1927, **15**, 303; **21**, 146; **21**, 147; **61**, 213. Opinion sur l'importance des facteurs économiques, **19**, 148. Dangers du système de l'économie soviétique, **38**, 221.

Théveneau.

S'occupe de l'éducation du Prince, **9**, 189.

Thierry (A.).

Elève et collaborateur de Saint-Simon, réunion de l'Europe en un seul corps politique, **13**, 353.

Thiers.

Réclame l'extradition d'inculpés de crimes sous la commune, **1**, 214. Avantages qu'il possède sur un historien de cabinet, **9**, 184. Opinion sur l'inspirateur des instructions d'Alexandre Ier, **22**, 386. Neutralisation des Etats, Etats tampons, **38**, 328. Ministre français : intervention dans la guerre carliste, **59**, 452.

Thiersch.

Opinion de la législation internationale du travail, **6**, 315.

Thietmar de Mersebourg.

Chroniqueur allemand du xie siècle, jugement sur l'Europe orientale et la Russie, leur internationalisme, **11**, 415, 433.

Thimme.

Les imprimés de propagande pendant la guerre de 1914, leur nombre, **45**, 297, 301.

Thöl.

Comme Savigny, déclare que le précepte du mariage religieux fait partie des règles de caractère obligatoire, **57**, 687.

Thoma (R.).

Territoire comme élément de l'Etat, **23**, 235.

Thomas (Albert).

Directeur du Bureau international du travail, **4**, 107, 111, 112, 125, 147, 166, 174, 175, 179, 184, 185, 189, 198, 199. Propose au nom de la Fédération nationale de statistique de France la création d'un office international de statistique, **15**, 396. Danger des concentrations économiques pour la paix, **15**, 402. Consommation coopérative, son importance, **15**, 407, 410, 411. Intervention dans la composition de la Commission permanente des mandats, **19**, 513. Nature juridique de l'organisation internationale du travail, **34**, 34. Force obligatoire des Conventions votées par la Conférence internationale du travail, **51**, 538; autonomie de l'Organisation internationale du travail, **51**, 520.

Thomas (Miss Dorothy).

Effets sociaux des cycles économiques, **39**, 295.

Thomasius.

Conception : du droit naturel, **13**, 557; universalité du droit, **16**, 256; de la justice, **16**, 501. N'a pas reconnu la servitude internationale, **22**, 19.

Thompson.

Expert technique de la S. d. N. sur la double imposition et l'évasion fiscale, **13**, 107; opinion sur la classification en impôts réels et personnels, **20**, 571. Opinion dissidente dans l'aff. « Nation Cherokee » c. Etat de Georgie, **31**, 252. Montre les résultats obtenus par l'Angleterre par ses efforts continus de pénétration, **45**, 164.

Thornton (Sir Edward).

Surarbitre dans les aff. Zerman, **18**, 486, 607; Lacoste, **18**, 621. Arbitre non lié par les précédents, **30**, 548; arbitre dans l'aff. des « Fonds pieux de Californie », sa sentence, **30**, 599.

Thorp.

Diversité d'étendue des cycles économiques, **50**, 786.

Thou (de).

Prête sa bibliothèque à Grotius, **9**, 237.

Thouvenel.

Son rôle dans les plébiscites des Provinces danubiennes, **18**, 486, 607.

Thucydide.

Loi de l'ambition, **1**, 560. Diplomatie de la Grèce ancienne, **4**, 232. Rapporte un traité du ve siècle avant Jésus-Christ sur la piraterie, **12**, 358.

Thür (Von).

Pas de principe scientifique dans le droit transitoire, **47**, 221.

Tiberius.

Empereur de Byzance, **11**, 356.

Thiele.

Facteur qui se trouve à la base de la religion musulmane, **60**, 523.

Tijdeman.
Combat la création d'une Cour permanente d'arbitrage, **37**, 541.
Tillmann.
Sénateur. Contrôles financiers américains, **8**, 30.
Tiraqueau (André).
Travaux sur la diversité des coutumes, **29**, 321.
Tirpitz (Amiral).
Sa création d'un bureau de presse pendant la guerre, **45**, 297.
Tite-Live.
Guerre défensive seule protégée des dieux, **31**, 307. Cérémonial entourant les actes des juges de la paix, **31**, 308.
Tittoni.
Procédure en matière de minorités, rapport au Conseil de la S. d. N., **1**, 455, 458. Effet du non-enregistrement des traités à la S. d. N., **38**, 406.
Titulesco.
Dispositions à prendre par le Conseil en cas de menaces de guerre, **24**, 227. Représentant de la Roumanie dans l'aff. des optants hongrois, **35**, 459. Importance de l'art. 11 du Pacte, **39**, 722, 757. Critique de l'attitude du Conseil dans le conflit sino-japonais de 1931-1932, **39**, 766. Repousse la suppression de la souveraineté des Etats, **47**, 37. Autorité des avis consultatifs de la Cour permanente, **51**, 682.
Tobar.
Sa doctrine, **2**, 392; **32**, 123. Engagement de mettre fin aux guerres civiles, **4**, 335, 361. Reconnaissance d'Etats nouveaux, **26**, 370. Convention entre les Républiques centre-américaines fondée sur sa doctrine, **30**, 338.
Tobar y Borgono.
Critique l'unification des législations criminelles nationales, **36**, 174.
Tocco (Karolus de).
Droit d'un peuple d'être jugé selon sa loi, **49**, 553. Résolution des conflits de statuts, **49**, 594.
Tod.
Histoire du droit international, **1**, 10. — *Arbitrage international* : dans l'ancienne Grèce, **42**, 6, 30; dans l'ancien Orient, **42**, 11; sentence arbitrale entre Etats de la Mésopotamie, **42**, 17; compulsion des textes helléniques relatifs à l'arbitrage international, **42**, 24; exécution des sentences arbitrales en Grèce, **42**, 46; nombre des arbitrages gréco-romains, **42**, 52.
Tokugawa (Prince).
Opinion sur le machiavélisme, **9**, 132.
Toledo (Don Francisco de).
Autorise les Indiens à être témoins, **31**, 223.
Toll (Von).
Opinion sur la personnalité juridique des Unions, **12**, 488, 489, 494; **34**, 51.
Tolstoï (Alexis).
Son poème *Potok le Preux*.
Tolstoï (Léon).
Opinion sur la paix, **6**, 129. Adversaire des droits de la pensée, **12**, 402, 404, 405, 406. Dépeint l'horreur de la guerre (Crimée), **13**, 396. Attitude vis-à-vis de l'Etat, **16**, 420. Condamne universellement la guerre, **15**, 519.
Tommasini (Oreste).
Biographie de Machiavel, **9**, 200. Liste fournie par lui des personnes accusées de machiavélisme, **9**, 243.
Torcy (de)
Ministre de Louis XIV, **2**, 290. Maxime sur la sincérité en diplomatie, **4**, 272.
Tornielli.
Délégué de l'Italie à la IIe Conférence de la Paix, discours sur l'arbitrage et la proposition Porter, **8**, 101. Préside la IIe Conférence de la Paix, **37**, 618.
Torre-Tosti.
Projet italien de S. d. N., **18**, 42.
Torres (Manuel).
Envoyé de Bolivar aux Etats-Unis, **5**, 309, 322. Agent de la Colombie près les Etats-Unis auxquels il demande la reconnaissance de pays de l'Amérique espagnole, **22**, 98. Premier représentant officiel d'un pays latino-américain près les Etats-Unis, **22**, 99.
Torres-Campos.
Expulsion en Espagne, **18**, 558. Droit administratif international, **34**, 10; sa conception, **34**, 19; ses divisions, **34**, 11. Définition de l'Union internationale, **34**, 48.
Tosti.
Exequatur de la nomination d'un consul, **27**, 227.
Toullier.
Loi applicable aux successions testamentaires, **21**, 267.
Tourtoulon.
Idée de droit, son caractère spécifique, **23**, 333. Valeur des constructions doctrinales du législateur, **23**, 337.
Toze (Eobald).
Projet d'organisation de la « République chrétienne de l'Europe », **13**, 311.
Travers (Maurice).
Troubles à bord d'un navire marchand, compétence, criterium de distinction, **10**, 199. Punition des crimes de guerre, **10**, 300. Définition de la piraterie, **12**, 347; **15**, 168. La répression a pour unique fondement la protection sociale, **16**, 176. Les lois répressives ont toute liberté en matière de qualification, **16**, 182. Crimes politiques et attentats anarchistes, **16**, 206. Base du droit pénal, **30**, 35. Règle *una electa via*, **26**, 283. Autorité de la chose jugée des jugements étrangers, **26**, 299, 301. Droit de l'Etat se confondant avec le droit de punir, **38**, 10. Crime à bord d'un aéronef, compétence de l'Etat du lieu d'atterrissage, **48**, 375. — *Extradition* : Définition, **33**, 172 (note 1); notion de la compétence, **33**, 172; éléments non constitutifs d'extradition, **33**, 173; projet de traité d'extradition, **33**, 183; en matière d'extradition, l'incrimination par la loi de l'Etat requis n'est pas nécessaire, **33**, 189, 191; droit, pour l'Etat requis, de différer sa décision, **33**, 219.
Traz (Robert de).
Antécédents de la S. d. N., **59**, 449.

Treby (Lord Chief Justice).
Estime que les barons de l'Echiquier n'avaient pas qualité pour ordonner des paiements sur les recettes, **23**, 187.

Treitschke (H. von).
Opinion sur la clause *rebus sic stantibus*, **2**, 343. Treitschke et le darwinisme social, nécessité de la guerre, **13**, 393. Rapports de l'Etat et de la morale, **16**, 427; condamne l'emploi du mensonge d'Etat, **16**, 516; droit de conservation de l'Etat, **16**, 524. Valeur des engagements internationaux, **49**, 244.

Trelbes (Camilo Barcia).
Colonisation du nouveau monde, **28**, 17. Etude de l'œuvre de Vitoria, **31**, 219.

Trelour (Colonel)
Réfugiés grecs en Thrace occidentale, **5**, 147.

Trendelenburg (Adolf).
La morale dans ses relations avec l'Etat et le droit, **16**, 431.

Tresscott (William).
Irresponsabilité de l'Etat pour dommages subis par les étrangers en cas de troubles, point de vue des Etats-Unis, **8**, 260.

Trevor.
Exclusion des étrangers au Japon, **27**, 441.

Triana (Santiago Pérez).
Délégué à la IIe Conférence de La Haye, s'oppose à l'emploi de la force pour recouvrement de dettes d'un Etat, **22**, 136.

Triantaphilopoulos.
Développement des études juridiques en Grèce, **20**, 8. Ses ouvrages de droit civil, **20**, 10.

Tricoupis (Charilaos).
Ses ministères et son rôle politique, **5**, 56, 57, 59.

Triepel (H.).
Distinction entre contrat et accord, **11**, 25. Combat le droit de résistance à la visite et à la capture, **11**, 121. Partisan du caractère constitutif de la reconnaissance d'Etats, **13**, 460. Rapports entre loi constitutionnelle et la loi ordinaire, **15**, 38. Caractère positiviste de sa doctrine, **18**, 383. Admet la souveraineté en droit international, **18**, 413. Doctrine sur le fondement du droit, **19**, 37. Fondement de la validité du droit en dehors du droit, **23**, 546. Application des lois hors du territoire, **27**, 163. Fonde le droit coutumier sur le consentement tacite, **30**, 294. Droit international public, rapports des Etats entre eux, **33**, 562. — Insuffisance de la théorie de l'auto-limitation, **35**, 49. Théorie dualiste, **35**, 136, 138; **36**, 376; **38**, 177, 212, 318; déclin de cette doctrine, **38**, 320. Règles constitutionnelles établissant la renonciation à la guerre, **38**, 418. Nécessité d'un droit interne de la paix, **38**, 456. Fondement d'un caractère obligatoire du droit, **38**, 578. Critique la renonciation constitutionnelle à la guerre qu'il traite de « droit international irrelevant », **45**, 698. Adopte la doctrine positiviste qui fait reposer la coutume sur le consentement tacite des Etats, **54**, 196. Admet qu'il existe des règles de droit international non écrites limitant la liberté étatique, **54**, 373. Pouvoir externe de l'Etat, **60**, 283. Essence de l'ordre juridique, **61**, 382. Sujets du droit international, **61**, 409. — *Droit international* : Théories fondamentales du droit des gens, **11**, 18. Théorie de la « Vereinbarung » : fondement de la force obligatoire du droit, **15**, 600; **23**, 484; **35**, 50, 56; **38**, 313; **49**, 201; **50**, 333; **58**, 32, 34, 514, 649. Conteste l'existence du droit commun international, **11**, 36; doctrine sur le fondement du droit international, **16**, 275, 310; combat l'idée d'une règle fondamentale hypothétique du droit international, **16**, 279; **26**, 323, 325; règles de droit international devenant obligatoires, **38**, 387; **47**, 287; caractère particulier des normes internationales, **47**, 317; inexistence d'un droit des gens universel, **53**, 10; relativisme du droit international, **58**, 487. — *Droit interne et droit international* : Le droit privé dans le droit international, **10**, 560; **30**, 525; construction du droit des gens, rapports avec le droit interne, **11**, 9; doctrine dualiste des rapports du droit international et du droit interne, **16**, 289; **20**, 31; **30**, 307; **47**, 391; **54**, 26, 442, 443; **58**, 35, 40; **61**, 379, 383, 426, 428; **62**, 130. Nécessité de recourir au droit interne pour l'accomplissement du droit international, **16**, 297; rapport entre droit international et droit constitutionnel, **38**, 311; diversité des deux droits quant au contenu et aux sources, **47**, 391; points communs constitués par les renvois, **47**, 392; suprématie du droit international, **47**, 393. — *Traités* : Leur classification d'après leur nature juridique, **7**, 348; traité « Vereinbarung », **7**, 349; son recueil de traités, **20**, 136; application des traités par les tribunaux des Etats-Unis, **34**, 190; traités-lois et traités-contrats, **35**, 55; **36**, 291; **58**, 98.

Trip.
Règlement des prix par la banque centrale, **37**, 288.

Trissino (Gian Giorgio).
Poète de Vicence, **9**, 184. Usage des artifices et de la fraude dans la guerre, **9**, 184.

Trivulzio.
Légat de la paix, **31**, 328.

Tröltsch.
Opinion sur l'interprétation de la doctrine morale de Kant sur les relations internationales, **16**, 461.

Tröltsch (Ernst).
Introduit en droit des gens la théorie des droits fondamentaux des Etats, **22**, 56. Rapports de la religion protestante avec la politique, **31**, 357.

Tronchet.
Proclame le principe de l'unité de domicile, **23**, 63.

Trotabas.
Thèse sur les « bandites », pâturage institué dans le comté de Nice avant l'annexion, **8**, 490.

Troubat Le Houx.
Les commissaires nationaux dans les Commissions de conciliation, **59**, 128.

Truchy.
Signification de la surproduction, **39**, 328.
Trumball.
Surarbitre dans l'aff. du *Neptun* : droit de nécessité, **52**, 209.
Tryggveson (Olaf).
Roi de Norvège, son influence chrétienne sur Saint-Vladimir, **11**, 433.
Tryon.
Exécution des sentences arbitrales, **48**, 80.
Tuhr (Von).
Substance des obligations, **60**, 724. Lieu d'exécution des contrats, **60**, 777.
Tulla.
Plan de transformation du Rhin, **28**, 165, 168, 174.
Tupper.
Négociateur de la Convention franco-canadienne de 1907, **3**, 336. Prend part aux négociations commerciales touchant le Canada, **19**, 284.
Turcotti.
Personnalité internationale de l'Etat, **46**, 726.
Turgot.
Déclarations pacifistes, **13**, 301. Ses vues sur l'internationalisme, **13**, 315. Sa biographie par Condorcet, **13**, 339.
Turkel.
Préparation de l'Union postale universelle, création de la Commission d'études, **48**, 410.
Turpand.
Opinion sur le banditisme international, **10**, 326.
Twining.
Demande à la Conférence de la Croix-Rouge de s'occuper des prisonniers de guerre, **21**, 13.
Twiss.
Adversaire de l'assimilation complète de la mer territoriale au territoire, **10**, 205. Notification des augmentations importantes de territoires, mesure de courtoisie internationale, **44**, 232.
Tyler (Président).
Son appel à l'immigration, **20**, 207; **32**, 137.

U

Udina.
Conflits de lois relatifs aux rapports personnels entre époux de nationalité différente, **60**, 200.
Uhland.
Défend le droit coutumier contre les lois, **15**, 522.
Ukita.
Opinion sur l'histoire du droit international, **2**, 6.
Ulbach (Louis).
Opinion exprimée à la Conférence de Berne de 1886 sur les possibilités de réalisation de la protection internationale des œuvres littéraires et artistiques, **12**, 503.
Ullmann.
Nature de la souveraineté territoriale des Etats, **30**, 107. Appréciation de la législation sanitaire internationale, **33**, 575. Principe subjectif dans l'histoire du droit des gens, **41**, 268.
Ulmann (Von).
Opinion sur l'aff. White, **18**, 477. Accès des particuliers aux tribunaux internationaux, **51**, 34.
Ulpien.
Conception du droit naturel, **3**, 22; **10**, 551; admet qu'il est commun à tous les êtres animés, **18**, 292, 318, 366. Définition de la justice, **3**, 74; sa conception, **16**, 501. Conception du *jus gentium*, **10**, 553. Repousse l'idée de responsabilité solidaire, **17**, 309. Les prisonniers de guerre étaient des *res mancipi*, **24**, 335. Définition ou description du *jus gentium*, **32**, 332. Distingue par leur objet le droit public et le droit privé, **57**, 408. S'occupe du droit étranger en citant les législations de Solon et de Dracon, **57**, 709. Définition de la jurisprudence, **62**, 204. Ce qu'est le territoire par rapport à l'Etat dont il fait partie, **62**, 319.
Ulrich.
Nature juridique de la clause de paiement-or, **60**, 678.
Unanue.
Pousse les colonies d'Espagne à la révolte, **22**, 89.
Unden.
Son rôle dans l'aff. de Mossoul, **14**, 512, 521, 543, 551, 591. Délégué de la Suède à la IIIe Assemblée de la S. d. N. Opinion sur les traités de conciliation et l'action du Conseil, **18**, 67. Attitude à l'égard du droit de pétition des populations sous mandat, **19**, 551. Droit pour le tribunal arbitral de statuer *ex aequo et bono*, **27**, 570. Compare le texte du Pacte Briand-Kellog au Traité de la Sainte-Alliance, **38**, 78. Son rapport sur l'audition des pétitionnaires, **40**, 623; droit de pétition des minorités, **40**, 636. Arbitre entre Grèce et Bulgarie, sa restriction à la règle de l'épuisement des recours locaux dans le cas où les actes incriminés émanent du gouvernement dans l'exercice de fonctions officielles, **62**, 358.
Unger.
Opinion sur la théorie des conflits interprovinciaux, **20**, 107. Disciple de Savigny, **29**, 360; dont il affirme en Autriche les théories, **29**, 361. Se recommande à tort de Savigny relativement au précepte du mariage religieux, **57**, 687.
Unwine (R.).
Projet de conseil de conciliation (1924), **18**, 100.
Urbain.
Lettre à la Commission de la coopération intellectuelle de la S. d. N. sur la désertion, en France, de la science pure, **9**, 337.
Urbain II.
Etablit la trêve de Dieu universelle, **6**, 152; la confirme, **28**, 478. Conçoit la croisade pour pacifier la chrétienté, **6**, 166, 167.

Urbain IV.
Nullité des traités conclus avec les infidèles, **32**, 357. Il existe un fondement général pour l'intervention du Pape dans les conflits internationaux, **44**, 380.

Urbain VII.
Bulle étendant aux conquêtes portugaises la déclaration que les Indiens sont des hommes, **31**, 203.

Urbain VIII.
Conciliateur entre la France et l'Autriche (1631-1635), **6**, 206, 207. Parle du service de la papauté pour toutes les nations, **31**, 330. Médiation au cours de la guerre de trente ans, **31**, 343.

Urbina.
Favorable à une entente économique américaine, **21**, 172.

Uribarri.
Arbitre dans l'aff. Arata, **18**, 458.

Urquhart (David).
Etend le rôle arbitral de la papauté, **6**, 220. Son influence en faveur de la paix, **31**, 301. Sa foi en l'Eglise pour restaurer le droit des gens, **31**, 374. Solution pacifique des conflits, **41**, 515.

Urrutia.
Efforts diplomatiques de Bolivar pour faire reconnaître l'indépendance des républiques sud-américaines, **5**, 309. Opinion sur le droit de représailles, **7**, 41. Délégué de la Colombie à la S. d. N.; expose la théorie de la responsabilité des Etats en cas de crimes politiques commis à l'égard d'étrangers sur leur territoire, **22**, 151. Expose la conception américaine de la codification du droit international, **22**, 167; **32**, 778; **32**, 784. Demande à la IIIe Assemblée de la S. d. N. de rédiger un traité sur la guerre chimique, **25**, 398. Contribution des Etats américains à la S.d.N., **28**, 83. Clause *rebus sic stantibus*, **32**, 83. Proposition en matière d'arbitrage, **32**, 784. Rejette la notion de droit international américain, **44**, 488. Eléments d'une responsabilité internationale des Etats, **47**, 102. Trouve hardi l'accès des particuliers aux tribunaux internationaux, **51**, 59. Une grande partie de la condition des étrangers appartient au domaine du dr. intern. privé, **53**, 261.

Urugoyen (Bernardo de).
Note au gouvernement britannique sur la nationalité des sociétés, **33**, 40.

Ustéri.
Histoire de la pratique arbitrale en Suisse (XIIIe au XVe siècle), **42**, 8.

V

Vagliassindi.
Son expulsion de France, **18**, 567.

Vaknicek.
Expert technique de la S. d. N. sur la double imposition et l'évasion fiscale, **13**, 107.

Valdemar II.
Roi de Danemark, conquête de l'Esthonie, **11**, 448.

Valentin.
Justice de la guerre soutenue par deux princes basée sur l'opinion qu'ils suivent, **17**, 298.

Valera.
Ministre des Affaires étrangères du Pérou; correspondance télégraphique avec Hunneus pour exécution du plébiscite de Tacna et Arica, **8**, 298. Actes sécessionnistes, reniement de l'allégeance, **41**, 217.

Valery.
Rôle de la réciprocité dans le droit international privé, **9**, 434. Compétence en matière de faillite des tribunaux du domicile, **14**, 50. Loi applicable en matière de preuve, **25**, 177. *Lex fori* applicable au contrat entre absents, **25**, 199. Approbation du principe de Savigny, **29**, 362. Respect en France des droits régulièrement acquis à l'étranger, **44**, 7. — *Conflits de lois* : Méthode de règlement des conflits de lois par le juge français, **9**, 438; solution des conflits de lois en matière de domicile, **23**, 127; application de la loi nationale au changement de domicile, **23**, 134; conflits de lois en matière d'enrichissement sans cause, **39**, 663. — *Ordre public* : Notion d'ordre public international, **25**, 152; lois d'ordre public, **9**, 460; pas d'ordre public dans les anciens systèmes juridiques, **9**, 463; classification à faire dans l'ordre public, **9**, 460.

Valery (Paul).
Opinion sur les bases de la civilisation européenne, **18**, 285. Répercussion universelle de la politique de chaque pays, **45**, 224. Président du Comité international des Lettres et Arts, **61**, 488; la S. d. N. suppose une Société des esprits, **61**, 494.

Valette.
Cas du défaut de domicile, **23**, 61. Doctrine de la revendication de l'intérêt français, **25**, 155.

Valin.
Etendue de la mer territoriale, **48**, 176.

Valladão.
Juriste brésilien, dans les rapports personnels entre époux, donne la prépondérance à la *lex fori* brésilienne si l'un des époux est brésilien, **60**, 194 et 195.

Valle.
Solidarité américaine, **5**, 303. Partisan : d'une Confédération des Etats sud-américains, **8**, 228; d'une fédération générale, d'un bloc des pays hispano-américains, **28**, 21; **32**, 473.

Vallini.
Opinion sur les obligations des Puissances mandataires dans les pays à mandats, **5**, 247; la souveraineté dans les territoires sous mandat, **19**, 615.

Vallotton.
Délégué suisse à la Conférence de Barcelone dont il aprécie l'œuvre, **21**, 298. Impression favorable sur la portée du Congrès de Vienne (1815), **21**, 309. Raisons du médiocre succès du statut sur le régime des voies navigables, **45**, 154.

Valoritis.
Dette publique ottomane, compensations

financières dues aux Etats balkaniques, connexité des deux questions, **23**, 302.

Valsamon.

Commentateur du droit canon grec. Condamnation de la guerre, **11**, 367.

Van der Heuvel.

Personnalité morale de l'Etat, **33**, 678.

Vanderlip.

Propose l'organisation du Federal Reserve Board, comme modèle à l'Europe, **42**, 384.

Vanderpol.

Analyse de la doctrine scolastique de la guerre juste, **2**, 10; **24**, 154; relâchement de cette doctrine, **24**, 156. Son appréciation de la doctrine de Vitoria sur la guerre juste, **17**, 276. Son opinion sur la partie de cette doctrine relative au sort des ennemis (non-combattants) en temps de guerre, **17**, 307. Rend accessible au public la doctrine de la guerre d'après les théologiens du moyen âge, **31**, 363.

Vandervelde.

Sa collaboration à la Partie XIII du Traité de paix, **4**, 81, 108, 118, 119, 132, 141, 159. Sa participation à l'Organisation internationale du travail, **51**, 499. Adhésion de la Belgique à la Conférence internationale économique de 1927, **61**, 223.

Van der Vlugt.

Estime que la science positive perd ses fonctions directrices, **30**, 286. Œuvre de Grotius inspirée par Vitoria, **31**, 219.

Vandy.

Mesures de coercition autorisées par le Pactes de la S. d. N., **38**, 56. Légitime défense, nécessité de sa définition, **38**, 73.

Vandyck.

Envoyé de Charles de Sudermanie auprès du roi de France, **4**, 338.

Van Genepp.

Minorités en Tchécoslovaquie, **5**, 394. Histoire religieuse de la France, **5**, 406.

Vanjugen.

Histoire de la répression de la piraterie, **10**, 337.

Van Praag.

Appréciation judiciaire des actes publics étrangers, **27**, 200.

Vareilles-Sommières (de).

Théorie des statuts, **2**, 455; statuts et non-rétroactivité des lois, **8**, 494. Conflits de lois, **3**, 162, 168. Effet des jugements répressifs étrangers, **4**, 426. Loi déterminant la dévolution successorale, **9**, 18. Lois d'ordre public, **9**, 461. Effet des lois étrangères sur le territoire, **21**, 453. Origine de la règle *locus regit actum*, **21**, 464. Définition de la loi territoriale, **21**, 505. Nie la nationalité des sociétés, **33**, 59. Effet de la mort civile prononcée à l'étranger, **36**, 137. Concurrence de deux statuts personnels étrangers, application de la loi française, **44**, 79. La nationalité des sociétés est celle de ses membres, **45**, 404. Attaque la théorie des droits acquis, **47**, 200. Considère l'effet immédiat de la loi comme règle du droit commun, **47**, 204. Partisan de la territorialité des lois, **47**, 339. Dans les rapports entre époux dont l'un est étranger, applique la loi française si l'autre est français, **60**, 194; si les deux époux sont étangers, applique également dans leur conflit la loi française en vertu du principe de la réalité des lois, **60**, 196.

Varela.

Délégué de l'Uruguay. Opinion sur la doctrine de Monroe, **5**, 276; **28**, 49. Echec de son système de conciliation entre la loi du domicile et la loi nationale, **24**, 14. Formule contenant le principe du domicile et celui de la nationalité, **29**, 581. Principe de l'autonomie en dr. intern. privé, **31**, 660.

Varnhagen.

Ascendance paternelle, ses effets, **31**, 195.

Vasarhélyi.

Ingénieur hongrois. Son action relative au Danube aux Portes de fer, **11**, 274, 308.

Vasconcellos.

Porte au Portugal les félicitations de la colonie du Brésil, **31**, 232. Délégué du Portugal à la S. d. N., échec du projet d'assistance financière au Portugal par la S. d. N., **61**, 190.

Vasée (Jean).

Opinion sur Vitoria, **17**, 121.

Vassily III.

Grand-duc de Russie. Centralisateur de la terre russe, souverain absolu, **11**, 472, 477, 483.

Vasquez.

Usage de la mer commune à tous, **30**, 7. Nécessité de l'arbitrage, **24**, 155.

Vattel.

L'Etat est une personne morale, **1**, 30. Droit de commerce, ses limites, **1**, 56, 57. Opinion sur la guerre, **2**, 371; **6**, 198; critique la doctrine de la guerre juste, **17**, 558; **31**, 367; **38**, 17. Doctrine des droits fondamentaux des Etats et de la souveraineté, **3**, 34, 38; **10**, 577. Reconnaissance des gouvernements de fait, **4**, 338. Réception des envoyés des princes détrônés et des usurpateurs, **4**, 372. Influence excercée sur lui par Grotius, **7**, 466, 467; **9**, 238. Sa méthode, **7**, 468. Notion de l'équilibre, **7**, 471. Sa conception de la souveraineté, **6**, 17, 18; **16**, 310. Droit d'asile, **7**, 253; **16**, 147. Opinion sur les emprunts d'Etat et les droits du créancier, **8**, 82. Réactions contre les doctrines de Vattel au XIXe siècle, **10**, 590. Tendances utilitaristes de Vattel, **16**, 464, 466. Légitimité du fait accompli, **17**, 130. Admet la légitimité de cultiver les territoires non cultivés par les indiggènes, **17**, 161. Droit de commerce, **17**, 207, 213. Droit d'intervention, **17**, 220, 224. Respect des non-combattants au cours des hostilités,

17, 304. Occupation de guerre et extension de la souveraineté, distinction, **17**, 322. Vattel définit et apprécie la neutralité, **17**, 455, 470. Soumet la validité de l'annexion au consentement de la population annexé, **18**, 157. Applique la doctrine du contrat social au droit international, **18**, 304. Justifie tout par la puissance du fait, **18**, 304. Opinon sur le refus d'accorder quartier, **21**, 37. Théorie des représailles dans l'ancien droit, **22**, 289. Transformation politique de l'Etat sans conséquence sur ses dettes, **23**, 255. Base de sa notion de domicile, **23**, 39. Dommages subis par Etat et particuliers, **23**, 388. Conception des droits de l'homme séparés de ceux de l'Etat, **24**, 316. Obligation pour les missionnaires de s'incliner devant les prohibitions de la propagation de la foi, **26**, 85. Enfants nés en mer, **30**, 13. Thèse de Grotius sur la liberté de la mer, **30**, 137. Compétence des Etats pour régler certaines matières, **30**, 361. Réunion de la compétence exclusive et de la souveraineté territoriale, **30**, 367. Nécessité du caractère permanent de l'occupation de territoire, **30**, 369. Droits accordés sur son territoire par le souverain à une autre nation, **30**, 383. Droit de l'Etat riverain sur une partie de la mer, **30**, 388; souveraineté de l'Etat sur la mer territoriale, **30**, 391. Obligation de commerce entre Etats, **30**, 423; **34**, 379. Interventions permises, **30**, 453. Nécessité de la contrainte, **30**, 479. Droit de légitime défense, **30**, 481. Etat de nécessité, **30**, 489. Droit de passage, **30**, 489. Droit à la conservation de la paix par médiation et arbitrage, **31**, 369. Condamnation de la guerre, **32**, 17. Emprunts consentis aux belligérants, **34**, 140. Appartient à l'école du droit naturel, **34**, 250; bataille autour du droit naturel, **31**, 366; devoirs communs des nations prescrits par la loi naturelle, **34**, 344. Obligations parfaites et imparfaites, **34**, 380. Considère la *civitas maxima* comme une fiction, **35**, 18. Excès de pouvoir des arbitres, **35**, 365. Devoirs des puissances neutres vis-à-vis des belligérants, **36**, 206. Aux tierces Puissances de décider si elles veulent prendre part à la guerre, **38**, 53. Nation juge si elle choisit les voies pacifiques avant d'en venir aux armes, **38**, 79. Conception de la souveraineté, **38**, 175. Doctrine des droits imparfaits, **40**, 38. Solidarité de l'Etat et de ses ressortissants, **41**, 44. Fondement de la protection diplomatique, **41**, 49. Condition pour qu'un Etat rentre dans la Société internationale, **44**, 217. Etendue des eaux territoriales, **48**, 154. La question des prérogatives des envoyés diplomatiques, **48**, 475 et 476, 506 et 511. Fondement du droit de légation, **48**, 478. Différence entre passeport et sauf-conduit, **50**, 91. Droit pour l'individu d'émigrer, **50**, 105. La société qui a banni un de ses membres n'a plus de droit sur lui, **50**, 176. Exécution de la sentence arbitrale sauf excès de pouvoir de l'arbitre, **52**, 7. On ne doit recourir aux représailles que lorsqu'on ne peut obtenir justice, **57**, 371 et 372, 388. Déni de justice en droit international, **52**, 380. Distinction entre guerre juste et injuste, **58**, 110. Principes du droit naturel applicables aux affaires des Nations et aux Souverains, **58**, 478. Guerre juste, **59**, 89. Sa conception de la souveraineté, **61**, 649. L'offensé est en droit de pourvoir à sa sûreté pour l'avenir en infligeant une peine qui détourne l'offenseur de nouveaux crimes (internationaux), **62**, 352. — *Arbitrage* : Opinion sur l'arbitrage, **10**, 579; traité de l'arbitrage, **33**, 305; cas où la sentence arbitrale n'est pas obligatoire, **33**, 367; domaine de l'arbitrage international, **34**, 551. Critère de la compétence exclusive de l'Etat, **54**, 294. — *Droit coutumier* : Fonde le droit coutumier sur un consentement tacite des Etats, **30**, 293; **54**, 196; le droit coutumier n'oblige que les nations qui l'ont adopté, **30**, 294; non-universalité du droit coutumier et du droit conventionnel, **30**, 294. — *Droit des gens, droit international* : Conception de la société internationale, **3**, 30, 31, 37, 44, 45; **6**, 319; la morale publique incorporée au droit des gens, **9**, 241; rejette la fiction de la « cité des nations », **9**, 242; conception du droit des gens, **16**, 258; droit des gens naturel, droit des gens positif, distinction, **9**, 294 caractère de l'œuvre de Vattel, sa doctrine du droit international, **13**, 325; **18**, 326, 330; base morale des relations internationales, **16**, 496, 497; le droit des gens est originairement le droit naturel appliqué aux nations, **45**, 122; influence de son ouvrage *Le Droit des gens*, **53**, 564. — *Etrangers* : Leur admission sur le territoire, **30**, 438; leur expulsion, **32**, 156; opinion sur l'expulsion, **18**, 474; **37**, 339; règles à leur égard, **37**, 349; lois auxquelles les étrangers ne sont pas soumis, **37**, 357; biens des particuliers considérés comme biens de la nation, **37**, 371; **30**, 445; contribution des étrangers à la défense du pays de séjour, **37**, 381; responsabilité de l'Etat en cas d'injustice palpable et évidente, **37**, 385. — *Immunités diplomatiques* : Exterritorialité des chefs d'Etats, **1**, 527; incompétence des tribunaux nationaux à l'égard des Etats étrangers, **1**, 543; fondement des immunités diplomatiques, **12**, 122; biens auxquels elles s'étendent, **12**, 162; Vattel accepte le principe de l'immunité de juridiction civile des agents diplomatiques, **12**, 174; mas ne l'étend pas aux actions privées relatives aux immeubles, **12**, 180; aux actions commerciales, **12**, 184; admet, en cas de nécessité, le droit de violer l'hôtel de la légation, **12**, 214; blâme l'assassinat de Rincou et de Frégore, **12**, 222; détermine le moment de la cessation des immunités diplomatiques, **12**, 238. — *Traités* : Traités personnels et réels, **4**, 343; liberté de ratifier les traités, **15**, 587; admet validité d'un traité non ratifié, **22**, 196; violation d'un traité opérant sa rupture, **22**, 524; foi des traités sainte et sacrée, **32**, 372; **49**, 187; reconnaissance de la clause *rebus sic stantibus*, **22**, 470; raison du traité, **24**, 83; traités extorqués par la crainte, leur validité, **30**, 429; **47**, 367; **58**, 646; les deux types

de traités de Vattel, **50**, 339. — *Traités (interprétation des)* : Règle d'interprétation, **41**, 154; application des règles d'interprétation, **24**, 41; **48**, 713; interprétation extensive, **24**, 42; matières favorables, non favorables, mixtes, **24**, 27, 43, 68, 89, 90, 137; interprétation des termes clairs et précis, **24**, 40; interprétation grammaticale, **24**, 46, 104; termes ayant des sens différents, **24**, 103; recherche de la volonté des parties, **24**, 57, 70; dans le texte, puis en dehors du texte, **24**, 57, 58, 60; interprétation par le contexte, **24**, 100, 101; interprétation menant à l'absurde, **24**, 82; diversité de signification des expressions, **24**, 103; méthode de Vattel conduit à la présomption, **24**, 104; application de la règle établie par les parties, **24**, 91; « Il n'est pas permis d'interpréter ce qui n'a pas besoin d'interprétation », **43**, 264.

Vauban.

Critique les guerres de conquête, **13**, 296.

Vaunois (A.).

Effets de la guerre sur l'Union de Berne (propriété littéraire et artistique), **12**, 461; réserves dans la Convention de Berne, **12**, 509; sanction judiciaire des dispositions de la Convention de Berne, **12**, 516; statut personnel des auteurs, **12**, 520, durée de la protection prévue par la Convention de Berlin, **12**, 527; importance du droit moral de l'auteur sur son œuvre, **12**, 556; motifs du droit de suite des auteurs sur leurs œuvres, **12**, 560.

Vasquez.

Admet la liberté des mers, **18**, 316. Justice de la guerre, **43**, 503.

Vasquez de Menchaca.

Qualifié par Grotius de gloire hispanique. Différence établie par lui entre le droit des gens et le droit naturel, **43**, 437 et s.

Vecchio (del).

Opinion sur l'attitude de l'Eglise catholique à l'égard de la guerre, **16**, 519.

Vedia (A. de).

Publiciste uruguayen, étudie les conflits de droit international privé, **8**, 318.

Vedia.

Politique incertaine de l'Argentine à l'égard des Indiens, **31**, 262.

Vega (Juan de la).

Emploi du mensonge en diplomatie, **4**, 272.

Veit Valentin.

Cosmopolitisme éthique, **16**, 492.

Velasco (Juan Ramirez de).

Ordonnances relatives aux Indiens, **31**, 223.

Velay.

Motifs pour lesquels le traité de Berlin est resté sans application vis-à-vis de la Dette ottomane, **23**, 311.

Velemirovitch.

Fraternité universelle, expression du christianisme, **31**, 356.

Velzkovitch.

Délégué serbe à la Ire Conférence de la Paix, adversaire des commissions d'enquête, **18**, 19.

Velloso (Leão).

Solidarité américaine, **5**, 292.

Venceslas.

Roi de Bohême, choisi comme arbitre, **11**, 466; arbitre choisi par les margraves de Brandebourg et de Moravie et les reines Marie et Elisabeth de Hongrie, **42**, 82; arbitre entre la Pologne et l'ordre teutonique de Prusse, **42**, 83.

Venezian.

Délégué italien à la Conférence de Berlin. Opinion sur le fondement de la protection conventionnelle des œuvres littéraires et artistiques, **12**, 520.

Venizelos.

Prétend que l'échange des populations gréco-turques n'a pas été demandé par la Grèce, **24**, 372; combat le système d'échange, **24**, 373; protestation des populations visées, **24**, 377; protestation contre l'expulsion des Grecs de Constantinople, **24**, 388. Respect par le Pacte de la S. d. N. de la souveraineté des Etats, **47**, 35.

Verbeck.

Missionnaire au Japon; son rôle politique, **29**, 233.

Verdière (Père).

Historien des rapports de la Russie et du Saint-Siège, **11**, 431.

Verdross.

Souveraineté des Etats; compétence particulière, **1**, 387; opinion sur la souveraineté, **18**, 414; **38**, 18, 278; incorporation de la souveraineté dans la conception du droit, **38**, 624; admet la possibilité d'actes illégaux de l'Etat, **11**, 10. Opinion sur la condition juridique d'un nouvel Etat avant sa reconnaissance, **13**, 467; **42**, 274; situation des Etats non reconnus, **41**, 284; reconnaissance, premier traité conclu par un Etat, **42**, 279; effet du traité de reconnaissance, **42**, 280. Attitude à l'égard du droit naturel, **18**, 356. Théorie du droit, **19**, 39. Etendue de la mer territoriale, **26**, 397; **42**, 227; bâtiment territoire flottant, **42**, 224. Relations juridiques avec les Etats non membres de la S. d. N., **26**, 329. définition de l'Etat d'après les règles coutumières de droit général, **26**, 343; activité d'un Etat, valeur juridique pour les autres, **26**, 348; développement de la théorie de la compétence, **30**, 122. Règles que posent les organes internationaux, **30**, 233. Particuliers dotés par les traités de paix du droit d'ester en justice, **30**, 224. Sujets du droit des gens, **30**, 205; leur classification, **41**, 275, 279. Définition des règles juridiques communes aux droits des nations civilisées, **33**, 449, 451. cas de légitimité de la guerre, **38**, 21. Pacte de la S. d. N. (art. 15, § 7), **38**, 22. Renaissance du droit naturel, **38**, 23. Droit de l'Etat de se défendre, **38**, 25. Rapport entre le droit international et le droit constitutionnel, **38**, 311. Définition du bassin de la Sarre, **38**, 336. Articles des Constitutions allemande et autrichienne, dispositions exécutoires, **38**, 387. Primauté du traité de Versailles sur la Constitution allemande, **38**, 398. Doctrine du commerce international juri-

diquement obligatoire, **41**, 295. Personnes naturelles et personnes artificielles, **41**, 259, 275. Effets de certaines conventions internationales à l'égard des tiers, **40**, 474. Théorie de l'effectivité, **41**, 287; **42**, 318. Caractère de juridictions internationales des tribunaux arbitraux mixtes, **41**, 355. Conflits d'intérêts, **41**, 525. Règlement sur le rang entre agents diplomatiques, **43**, 324. Excès de pouvoir, différence entre excès formel et excès matériel, **43**, 98. Cas où l'excès de pouvoir entraîne la nullité de la sentence arbitrale, **43**, 103. Transfert des droits et obligations servitudinaires d'un Etat à l'Etat successeur, **44**, 698. Devoir de l'Etat né dans le cadre de la communauté internationale de se conduire d'après les règles coutumières généralement acceptées, **49**, 247. Distingue l'Etat au sens du droit public interne d'une part et du dr. intern. public d'autre part, **47**, 422 et 423. Validité des actes internes d'un gouvernement non reconnu, **47**, 434 et 435. Refus de la personnalité internationale aux Etats dépendants, **47**, 469. Droit de l'Etat sur son territoire, **47**, 543. Partisan de la doctrine pure du droit mais faisant des concessions à l'expérience qu'il a nommé « matériel positif du droit », conséquences, **47**, 400 et 401. Critique de sa théorie, **47**, 403 et 404. Traités conclus sous l'empire de la contrainte, **49**, 258. Si c'est en interprétant le compromis que l'arbitre s'est déclaré compétent, sa décision est inattaquable, **52**, 66. Admet qu'un tribunal accueille en dehors du droit une demande qu'il reconnaît se heurter au droit en vigueur, **52**, 89. Conception moniste du droit, **54**, 33. Renaissance moderne du droit naturel, **54**, 153. Théorie de la subordination par laquelle Verdross explique la coutume internationale, **54**, 197. Nécessité de connaître les sources du droit applicables à un conflit avant de le résoudre, **54**, 210. Ne traite pas du contenu du droit mais de la structure invariable de l'ordre juridique, **56**, 225. Tout droit positif suppose l'idée de justice applicable aux circonstances, **57**, 358. Opposition entre rapports du droit national et du droit interne d'une part, ceux du droit fédéral et des droits des Etats fédérés, **57**, 437. Bonne foi principe fondamental des rapports internationaux, **58**, 520. Condition des étrangers, **58**, 635. Conception religieuse du droit, **59**, 8. Mesures dans lesquelles les constitutions se sont rapprochées de la « sphère idéale », **59**, 14. — *Droit international, droit des gens* : Conception moniste du droit international et du droit interne, **26**, 319; **38**, 311, 319; le droit international se fonde sur la morale, **32**, 6; règle *pacta sunt servanda*, base du droit international, **26**, 361; **34**, 198; combat la conception du droit international dérivant du droit interne, **35**, 136; primauté du droit international, **38**, 182, 320; définition du droit des gens, **30**, 220; immédiateté du droit des gens, **36**, 352; obligations internationales de l'Etat, **38**, 348; prédominance de la constitution juridique internationale sur les constitutions des Etats, **38**, 627; rapport sur les sources du droit international, **35**, 599; cas où le droit international présente des lacunes, **46**, 236; construction du droit des gens, **47**, 278; abandonne la théorie moniste interne pour une construction moniste internationale, **47**, 295; préconise le rattachement du dr. intern. public en droit interne, **47**, 296. Nomme les principes généraux du droit justice internationale, **47**, 334. Le droit des gens n'oblige que les Etats, **47**, 407; primauté du droit des gens, **47**, 408; **49**, 209. Les règles régionales ne lient que les membres d'un même groupe dont les relations sont régies par les règles du droit international universel, **53**, 11. Fondement de la force obligatoire du droit international, **61**, 43. Rapports du droit international et du droit interne, **61**, 387, 393, 394, 395, 433. Sa théorie pseudo-moniste abandonnée ensuite, **61**, 390. Notion de souveraineté, **61**, 662, 669. Souveraineté des Etats membres de la S. d. N., **61**, 668. Conception moniste du droit, **62**, 130. Verdross donne comme base à la norme fondamentale l'obligation de respecter les principes généraux du droit, **62**, 151 et 152.

Vergé (Ch.)

Opinion sur la possibilité d'assigner l'Etat étranger devant les tribunaux, **8**, 70.

Vergennes (de).

Son ministère, **2**, 290. Idées sur la diplomatie, rapport au roi du 12 avril 1776, **2**, 308. Rejette la corruption comme moyen diplomatique, **4**, 274.

Vernesco.

Devoir des Etats de respecter la liberté de la navigation, **45**, 108.

Vergniaud.

Doctrine de l'intervention révolutionnaire, **45**, 721, 722.

Verzijl.

Appréciation de la pratique du déroutement suivie pendant la guerre mondiale, **11**, 136. Constate la non-justification, par les Conseils de prises allemands et autrichiens, des destructions de navires, **11**, 161. Opinion sur l'arbitrage international au moyen âge, **11**, 467. Conflits susceptibles de règlement arbitral ou judiciaire, **27**, 560. L'enregistrement d'un traité à la S. d. N. n'a pas à être prouvé, étant de notoriété commune, **56**, 30. Théorie inernationale de la preuve, **56**, 99. Considère que toute convention internationale doit être censée renvoyer tacitement aux principes généraux du droit international, **62**, 155. L'agent du gouvernement devant la juridiction internationale, **62**, 591.

Vesey-Fitzgerald.

Juge aux Indes, conditions d'admission de la validité des mariages polygames, **49**, 406.

Vespuce (Amerigo).

Découverte du Nouveau-Monde, **31**, 186.

Veuillot.

Prévoit une organisation chrétienne internationale, **6**, 234.

Vichniac.
Développement actuel de l'apatridie, **58**, 197.
Vico.
Sa proposition à l' « International law Association » sur la preuve internationale du domicile, **23**, 114. Favorable au principe de l'autonomie de la volonté, **31**, 660. Criterium du vrai, **38**, 636. Droit positif phénomène naturel, **38**, 591. N'accepte pas le Code Bustamante, **44**, 511. Le monde est la grande Cité des Nations fondée et gouvernée par Dieu, **46**, 716, 752.
Vicquefort.
Condamnation en France de l'esclavage, **45**, 563.
Victor-Emmanuel III.
Création de l'Institut international d'Agriculture, **42**, 370.
Victoria (V. Vitoria).
Victoria (Guadalupe).
Président du Mexique, interprétation de la doctrine de Monroe, **32**, 466.
Victoria (Reine).
Sentence arbitrale du 1er août 1844 entre la France et le Mexique, **18**, 610.
Vidal de la Blache.
Fondateur de l'école française de géographie politique, **55**, 207.
Vidari.
Opinion sur l'exercice de l'action paulienne à l'étranger par les curateurs de faillite, **14**, 80.
Vieira (Antonio).
Plus de 100 idiomes sur le territoire du Para et du Maranhão, **31**, 189. Défense des droits de l'homme sauvage au Brésil, **31**, 227; son action en faveur des Indiens persécutés, **31**, 227, 231.
Vilela (Alvaro).
Validité des restrictions à l'immigration, **23**, 74. Loi applicable à l'individu qui possède une double nationalité, **23**, 18.
Villalonga.
Opinion sur la nature juridique de l'organisation permanente du travail, **4**, 99.
Villanueva.
Mise en harmonie du droit constitutionnel et du droit international, **45**, 744.
Villars (Marquis de).
Ambassadeur de France à Madrid. Sa protestation contre un maire ayant, sans son autorisation traversé le quartier de l'ambassade, **16**, 146.
Villefort.
Extradition, son histoire, **1**, 193. Apprécie le principe de réciprocité légale en matière de droit d'auteur, **12**, 451.
Villegas.
Parle en faveur de la procédure de conciliation à la VIIIe Assemblée de la S. d. N., **18**, 119.
Villemain.
Partisan de la protection des œuvres littéraires et artistiques, **12**, 449.
Villeneuve (Marquis de).
Attitude des religieux à l'égard de l'ambassadeur de France, **26**, 114.
Villermé.
Remède au dépérissement des enfants dans les manufactures, **51**, 488.
Villeroy (de).
Ministre de Henri IV, **4**, 338.
Vincens.
Particularités du Statut de Gênes sur la faillite, **14**, 8.
Vincent et Perraud.
Conflits de lois en matière de domicile, solution, **23**, 125.
Vinck.
Secrétaire général de l'Union internationale des villes, **15**, 394.
Viner.
Application des droits antidumping aux États jouissant de la clause de la nation la plus favorisée, **39**, 68.
Vinogradoff (Sir Paul).
Histoire du droit international, **1**, 6; en Grèce, **1**, 10; dr. intern. privé de l'ancienne Grèce, **42**, 36. Opinion sur les droits de l'Etat et de ses sujets, **8**, 423. Historien du droit international, **11**, 345, 348. La notion d'un consentement libre essentielle pour un contrat n'est pas applicable aux Etats, **49**, 195.
Vintimille (Jacques de).
S'occupe de l'éducation du Prince, **9**, 189.
Virchow.
Sa motion de réunion d'un congrès pour réduction des armements, présentée à la diète de l'Allemagne du Nord, **13**, 396.
Visconti-Venosta.
Commentaire de la loi des garanties, **41**, 320.
Visscher (Ch. de).
Son étude sur la procédure de conciliation devant la S. d. N., **1**, 565. *Opinion* : sur la responsabilité de l'Etat du fait de ses tribunaux, **2**, 356; sur la liberté des communications, **5**, 184; sur l'aff. de Corfou et l'emploi des représailles armées, **14**, 346, 347; sur les pouvoirs du Conseil d'apprécier s'il y a danger de rupture, **14**, 362; sur le caractère facultatif des sanctions de l'art. 10 du Pacte de la S. d. N., **17**, 522. Expert pour la codification du droit international : question de la compétence criminelle internationale, **12**, 263; rôle de la codification, **35**, 691. Partisan du caractère constitutif de la reconnaissance des Etats, **13**, 460; admet que la reconnaissance *de facto* s'applique à un gouvernement qui n'a pas affirmé son pouvoir, **13**, 492. Son rôle comme membre du comité de juristes institué au lendemain du différend italo-grec de Corfou, **14**, 503. Membre de la Commission balte de conciliation, **18**, 108. Dommages internationaux, réparation directe et réparation indirecte, direction, **26**, 562. Etat de nécessité, **30**, 490. Ses observations sur la question d'extradition, **33**, 183. Rôle de la jurisprudence des tribunaux, **35**, 662. Valeur des avis de la Cour permanente, **35**, 670. Le droit de citation de tout conflit devant le Conseil, objection tirée des mots « susceptible d'entraîner une

rupture », **50**, 45. Sa ligne de démarcation entre les situations d'intérêt universel et celles d'intérêt régional doit faire l'objet d'une entente entre tous les Etats, **53**, 11. Mesures d'exécution des sanctions du Pacte, il appartient aux Etats formant le groupement d'en décider, **53**, 42; cette décision doit se prendre sous les auspices de la S. d. N., **53**, 83. Compare le droit d'un propriétaire dont le fonds est enclavé d'obtenir un passage au droit des Etats riverains d'un fleuve international d'obtenir des autres riverains un passage pour aller à la mer, **55**, 10. Multiplicité de l'interprétation des intérêts, conséquence pour les souverainetés locales, **55**, 15. Liberté du transit, **55**, 22. Transport d'énergie électrique sans profit pour l'Etat, **55**, 31. Intérêt universel des canaux internationaux, **55**, 43. But de la Convention de navigation du 13 octobre 1919 : doter le droit international aérien d'un statut comparable à celui de la navigation fluviale, **55**, 55. Mesures de coercition, le Comité des juristes considère les représailles armées comme contraires à l'esprit du Pacte et comme admissibles les mesures de pression économique, **55**, 167. Importance des questions posées pour avis à la Cour permanente, **57**, 79. L'allégeance politique n'est pas l'essence de la nationalité des personnes morales, **59**, 71.

Visscher (F. de)

Question des îles d'Aland, **26**, 641. Servitudes de droit public et de droit privé, **26**, 647. Régime de démilitarisation, **26**, 653, 656. Engagements de la Russie et de la Turquie, **26**, 657. Conditions de création d'une règle universelle, **30**, 295. Volonté des organes de l'Etat pour la conclusion des accords internationaux, **41**, 579. N'accepte pas l'analogie entre les servitudes du droit privé et les situations internationales que fait naître l'établissement de charges militaires, **45**, 55. Critique de l'Avis de la Commission chargée de la démilitarisation des îles d'Aland, **45**, 63. Cas où les traités conclus peuvent être attaqués, **58**, 205. Dans toute solution du problème de la nationalité de la femme mariée, la nationalité doit être considérée dans ses effets politiques, **60**, 185.

Visser.

Admet l'autorité immédiate du droit international sur les individus, **61**, 409.

Vissering (Dr G.).

Propose la création d'un institut de troc, **42**, 384.

Viswanalha.

Rareté de l'inexécution d'un traité dans l'Inde antique, **49**, 165.

Vitautas.

Grand-duc de Lithuanie. Initiative du Congrès de Luck (xve siècle), **11**, 469.

Vitel (Orderic).

Fidélité aux contrats et aux traités, **32**, 345.

Viterbe (Jacques de).

Son livre *De regimine christiano* (1302), influence de saint Augustin et d'Aristote, **44**, 346; ordre juridique de l'Eglise, **44**, 346; caractère spirituel du pouvoir temporel, **44**, 347; le pouvoir papal est la synthèse de la puissance sacerdotale et de la puissance royale, **44**, 348.

Vitoria (Francisco de) [V. VITORIA, **Table analytique**, pp. 535, 536 et 537].

Théologien à l'Université de Salamanque (1526-1546), **6**, 189. Caractère à la fois théorique et pratique de son œuvre, **18**, 310. Loi de conservation se dégage de son œuvre, **1**, 559. Flétrit la loi d'ambition et l'impérialisme, **1**, 560. Obligations morales imposées par les chrétiens aux peuples non christianisés, **3**, 19. Inspirateur de Grotius, **22**, 156; **31**, 183. Les représailles dans l'ancien droit, **22**, 259; leurs inconvénients, **22**, 257. Principe d'interdépendance des nations, **28**, 16. Licéité de l'émigration des Espagnols au Nouveau-Monde, **30**, 438; **34**, 378. Le souverain a le devoir d'attendre avant de recourir à la force, **30**, 480. Droit de légitime défense, **30**, 481. Arbitrage du Pape dans le partage du monde, **31**, 345. Ecarte l'idée d'une juridiction temporelle universelle du Pape, **30**, 279. Résistance passive, **31**, 317. Anti-impérialiste, **32**, 399. Conception de la souveraineté, **32**, 244; **38**, 173. Affirmation doctrinale du particularisme américain, **32**, 398. Doctrine de l'intervention civilisatrice, **34**, 68. Appartient à l'école du droit naturel, **34**, 249. Sur la base du droit naturel, fait prévaloir le droit international sur le droit interne, **34**, 196, 241. Solidarité, **34**, 363. Droit de communication et de libre commerce, **34**, 376. Défend la liberté des mers, **34**, 247. Publication des Relectiones theologicae (1557), **40**, 333. Théories comparées de Suarez et de Vitoria, **43**, 392 et s. Renaissances actuelles des théories vitoriennes, **43**, 394 et 195. Pour lui, les problèmes internationaux étaient des problèmes moraux, **43**, 404. Application du droit international à l'Amérique du Sud, **43**, 464. Conditions de la juste paix, **43**, 528. Pouvoir de la Communauté internationale, **47**, 322. Influence de la contrainte sur la validité d'un contrat, **49**, 258. Le *jus communicationis*, **50**, 629. Ressemblance avec Bodin, **50**, 721. Sauve contre Charles-Quint la primauté du spirituel, **50**, 725. Droit au commerce international, **50**, 728. Adversaire de l'intangibilité de la souveraineté, possibilité d'intervention, **50**, 728. Posa, le premier, le principe d'un droit universel **54**, 15. — *Droit international. Droit des gens* : Conception d'un droit *inter omnes gentes*, **30**, 277; **34**, 244; idée d'un droit universel liant tous les Etats de l'humanité, **30**, 278; **54**, 15; origine des règles du droit des gens, **30**, 294; définition du droit des gens modernes, **34**, 243; **42**, 557; sociabilité, base du droit des gens, **34**, 243, 244; existence de la communauté internationale, **42**, 578; loi contraire au droit international, **34**, 201; nouvelle conception du droit international bâtie sur les ruines des principes du moyen âge, **44**, 434. Base

le *jus gentium* sur le droit naturel, **52**, 202. L'influence de son école de droit international sur la science juridique actuelle, **53**, 550; *jus inter omnes gentes, jus gentium*, **54**, 322 et 323. — *Etrangers* : Bon accueil qui leur est dû, **34**, 201; bon traitement doit leur être accordé, **37**, 248; droit naturel des étrangers à être admis sur d'autres territoires, **37**, 338; l'étranger et l'indigène, identification, **37**, 348. — *Guerre* : Elabore le droit de la guerre, **5**, 182, 187, 195; **7**, 414, 416; **18**, 296; opinion sur le sort des prisonniers au cours d'une guerre, **10**, 301; droit de déclarer la guerre, **16**, 312; caractère licite de la guerre, **18**, 290; obligations des sujets quant à la justice de la guerre, application à la neutralité, **18**, 315; théorie de la guerre juste, **24**, 153; cause légitime de guerre, **43**, 476, 486; problème de la justice de la guerre entreprise contre un possesseur illégitime, **43**, 504; **38**, 13; guerre juste des deux côtés, **38**, 14; interdiction de faire la guerre en vertu du principe de l'unité chrétienne, **24**, 155; légitimité d'une guerre entreprise contre une oppression tyrannique, **30**, 453; théorie de l'Eglise sur la guerre, **41**, 511; droit de justice punitive et vindicative, **41**, 513; appréciation de la légitimité des causes de guerre, **43**, 506; réparation des dommages de guerre, **43**, 519; protection des innocents au cours de la guerre, **43**, 523, 526; condition de légitimité de la guerre offensive, **49**, 724. — *Indiens* : Son livre *Politica indiana*, **31**, 183; principes devant régir la conquête du nouveau monde, **28**, 16; conquête des territoires barbares, **28**, 17; les pays peuplés par des tribus sauvages ne sont pas, d'après Vitoria, des *res nullius*, **30**, 367; Etat occupant considéré comme tuteur du territoire, **30**, 368; du droit des Indiens de l'Amérique, **31**, 218; les titres des rois d'Espagne sur les terres découvertes s'appuient sur le droit des gens, **31**, 220; relations avec les barbares et les Indiens, **34**, 242; **42**, 614.

Vitrarius.

Opinion sur le droit de la guerre, **6**, 198. Emploie le terme de *servitus juris publici*, **22**, 16.

Vitta.

Le Conseil sanitaire de Tanger n'était qu'une émanation de l'autorité locale, **48**, 56.

Vives.

Humaniste chrétien, son pacifisme, **13**, 229.

Vivès (Jean-Louis).

Opinion sur le rôle pacificateur de la papauté, **6**, 203. Signale les rapports de Vitoria et d'Erasme, **17**, 121. Son pacifisme, **17**, 245.

Viviani.

Ministre du Travail de France. Préconise l'adoption de programmes de travaux publics pour parer aux crises économiques, **15**, 380; crée la Commission des crises économiques, **15**, 396. Commission de conciliation et Pacte de la S. d. N., **14**, 367, 369. Affaire de Vilna, **14**, 598.

Vladimir Jaroslavitch.

Prince de Galicie. Sollicite l'intervention de l'Empereur, **11**, 430.

Vladimir le Grand (Saint).

Prince de Russie, internationaliste et pacifiste, **11**, 360, 376, 400, 404, 413, 414, 415, 416, 417, 433, 475, 476.

Vladimir Monomaque.

Prince et Grand Kniaz de Kiev, pacificateur, chevaleresque, pieux, **11**, 418, 422, 423, 467, 475, 476; son miroir des princes pour la guerre et la paix, **31**, 354.

Vladimir (Paul).

Nature du droit du Pape et de l'Empereur sur le territoire des infidèles, **31**, 344. Son mémoire du droit des gens soumis au Concile de Constance, **31**, 379.

Vladimirko de Halicz.

Prince russe, manquement à ses engagements, **11**, 422.

Vlught (Van der).

Opinion sur l'attitude de Grotius à l'égard de Vitoria, **17**, 258.

Voët (Jean).

Statuts : Théorie, **2**, 452; doctrine de la *comitas gentium*, **3**, 19; application de la *comitas gentium*, **25**, 138; **62**, 13. Etendue d'application des statuts, leur territorialité, **9**, 426; théorie hollandaise de la collision des statuts, **15**, 457, 461. Définition du *jus gentium*, **3**, 101. Portée de la règle *locus regit actum*, **9**, 90. Exposé de Voet des doctrines hollandaises de dr. intern. privé, **9**, 426; **29**, 326. Histoire de la faillite aux Pays-Bas, **14**, 10; partisan de l'unité et de l'universalité de la faillite, **14**, 19, 32. Voet cité par Story, **21**, 197. Droit de l'Etat sur ses nationaux à l'étranger, **44**, 21.

Voët (Paul) (1619-1677).

Théorie des statuts, **3**, 132; **62**, 453, 456. Histoire de la faillite aux Pays-Bas, **14**, 10. Partisan de l'unité et de l'universalité de la faillite, **14**, 32. Cité par Story, **21**, 197. Théorie de la *comitas gentium*, **29**, 326; **36**, 17. Les effets des statuts s'étendent au delà du territoire du législateur, **44**, 10. Nature du statut interdisant de tester avant un certain âge, **49**, 657.

Voët (Paul et Jean).

Influence en Angleterre, **21**, 208. Succession testamentaire, loi applicable, **21**, 265. Courtoisie internationale, **21**, 452. Aucun statut n'étend ses effets au delà du territoire où il a été établi, **44**, 10. Sens de *comitas gentium*, **49**, 664.

Vogt.

Juge à la Cour permanente. Opinion dissidente dans l'aff. du Groenland oriental, **50**, 247.

Voldemaras.

Représentant de la Lithuanie. Ses propositions d'amendements au Pacte de la S. d. N., présentées à la IX[e] Assemblée, **24**, 262.

Volkelius.

Opinion sur Machiavel, **9**, 172.

Volkmann.
Reproduction d'œuvres, « traduction artistique », **52**, 553.

Vollenhoven (Van).
Critique de la souveraineté, **2**, 114. Opinions sur Vattel, **3**, 37; **10**, 577, 590; **16**, 310; **18**, 331. Déchéance de l'autorité du Pape, **6**, 205. Préface l'édition de Grotius de Molyhuysen, **9**, 235: Interdiction absolue de la guerre, **7**, 57; **41**, 514; suppression dans les Constitutions du droit de déclarer la guerre, **24**, 287. Nécessité d'une force coercitive internationale, **7**, 12. Dénationalisation de la justice, **10**, 359. Doctrine de Grotius, **10**, 563. Doctrine de Wolff, **10**, 565. Etudes de Vollenhoven sur la police internationale, **16**, 380 et 381; **48**, 78, 81, 95. Critique Vattel soutenant que les Etats tiers n'ont pas le droit d'apprécier la justice d'une guerre, **17**, 558; opinion sur Vattel, **26**, 85. Estime que l'heure de Grotius a sonné, **18**, 312. Précurseur d'une doctrine nouvelle relative à la haute mer, **20**, 446. Création d'une flotte internationale pour la guerre de sanction, **24**, 159; **48**, 66. Président d'une Commission mixte, décision dans le cas Janes, **33**, 429. Rôle du droit naturel, **33**, 456. Sentences arbitrales de Vollenhoven, **35**, 665. Ecroulement des annonces médiévales d'un droit de paix, **42**, 106. Expose les deux conceptions opposées; Machiavel et Vitoria, **43**, 403. Montre l'influence de Suarez sur Grotius, **43**, 404. Question de la substitution de l'art. 11 à l'art. 16 du Pacte, **48**, 113. Son ouvrage *De jure pacis*, espoir de la paix entre peuples, **50**, 733. A quoi s'applique l'expression « déni de justice », **52**, 392, 393. Un accusé ne peut être condamné que si le juge est convaincu de sa culpabilité, **52**, 412. Surarbitre de la Claims Commission mexicano-américaine de 1923, place à faire au droit naturel comme élément de décision pour le juge international, **58**, 481.

Volney.
Opinion sur la société internationale, **8**, 216. Motion à la Constituante sur les nouvelles données du problème des relations internationales, **13**, 337; **22**, 308. Précurseur de la S. d. N., **34**, 267. Déclaration des droits et devoirs des Etats, **34**, 345. Universalité du genre humain, **35**, 19. Propose l'interdiction générale et absolue de la guerre d'agression, **38**, 421. Doctrine de l'organisation internationale, **45**, 693. Fait le procès de la conduite des familles régnantes et princières, de la diplomatie de la royauté, **56**, 237.

Voltaire.
Introduction à l'anti-Machiavel de Frédéric, **9**, 211. Contrefaçon des Pélopides, **12**, 446. Opinion sur la guerre, **13**, 298 : Raille les projets de paix perpétuelle, **13**, 299. Appréciation sur Grotius et Pufendorf, **18**, 334. Voit dans les Conciles le Sénat de l'Europe, **31**, 379. Opinion sur le droit des gens, **34**, 250. Etat de la justice et de la société au temps de Louis XIV, **36**, 392. Importance de l'acte de reconnaissance du Prince par le Pape, **44**, 357. Violation des traités, **49**, 221. Déclare que les esprits les plus originaux empruntent aux autres, **52**, 483.

Vorontsof.
Chargé de surveiller les émigrés polonais à Londres, **22**, 440.

Vorowski.
Chef de la mission commerciale russe en Italie, réclame une protection pénale, spéciale, **4**, 388. Observateur des Soviets à Lausanne, son meurtre soulève des difficultés entre les Soviets et la Suisse, **12**, 126; **16**, 222.

Vriès (de).
Ministre des Finances de Hollande, apprécie la loi hollandaise permettant d'éviter les doubles impositions, **13**, 125.

Vulcan.
Aspect de triple réaction du Pacte balkanique, **53**, 65.

W

Wadia et Joshi.
Leur ouvrage *The Wealth of India* tendances contraires à la division du travail, **15**, 322.

Wächter (von).
Doctrine sur les conflits de lois, **2**, 462; **3**, 134. Fait prévaloir en Allemagne le système de la succession, **9**, 17. Doctrine du dr. intern. privé, **15**, 463; **17**, 349; critiqué par Meili, **15**, 473; opinion sur le dr. int. priv., **20**, 24. Réagit contre la théorie admise en Allemagne de la collision des statuts, **15**, 457. Influence sur Wächter de la législation française, **15**, 479. Approuve la doctrine de l'autonomie de la volonté relativement au régime matrimonial, **16**, 66. Opinion sur l'application de la *lex fori* comme loi principale du contrat, **16**, 84. Opinion sur la nature du dr. intern. privé, **20**, 24. Critique de la tradition statutaire, **29**, 352. Son influence sur l'école italienne, **46**, 798. Lacunes du dr. intern. privé, **58**, 343.

Wagemann.
Dynamisme des phénomènes économiques, **50**, 771, 785; sa théorie séméiologique ou des symptômes, **50**, 790 et 791; types fondamentaux d'organisation économique, **50**, 794.

Wagner.
Classification des cas d'imposition des étrangers et de nationaux à l'étranger, **13**, 144. Prise en charge par le Parlement des dettes publiques de la Couronne, **23**, 247. Nécessité d'une législation internationale du travail, **51**, 490. Loi de l'accroissement des activités étatiques, **54**, 340.

Wakefield.
Sa condamnation de la politique de déportation, **20**, 204.

Walewski (Comte).
Représentant de la France à la Conférence de Paris (1858) sur le Danube, **11**, 284. Préside le Congrès de Paris de 1856, **48**, 417.

Waline.
Voit le fondement de la rétroactivité des lois d'interprétation dans leur caractère juridictionnel, **47**, 235.

Walker.
Dirige une expédition au Nicaragua (1856), **8**, 240. Reconnaissance par les Etats-Unis du gouvernement soutenu par Walker au Nicaragua, **8**, 240. Abus d'imposition sur les étrangers, **13**, 46. Portée de la célébration religieuse du mariage, **57**, 699. Conflits entre époux de nationalité différente, application annulative des lois nationales, **60**, 200.

Walker (Gustave).
Etude des obligations, **33**, 527.

Walker (Thomas A.).
Importance du « Consulat de la Mer », **53**, 541. Fondement du droit ancien, **53**, 571.

Wallace
Etude des mœurs des indigènes du Brésil, **31**, 190.

Wallandt.
Ingénieur chargé par le gouvernement hongrois des travaux de régularisation du Danube (1883), **11**, 308.

Wallenstein.
Rôle de la presse à l'occasion de sa mort, **45**, 250.

Walpole (Robert).
Rôle de trustee de la Couronne d'Angleterre, **23**, 158. Droit de propriété des porteurs de dette publique sur les revenus de la Couronne, **23**, 188.

Walras (Léon).
Oppose l'économie sociale à l'économie politique, **35**, 244.

Walter.
Disciple de Savigny, **29**, 360.

Walter (Ferdinand).
Mission pacifique de l'Empire chrétien, **31**, 313. Théorie de la résistance passive, **31**, 316.

Walters.
Représentant de la Lettonie auprès du Conseil de la S. d. N., les minorités, **1**, 504.

Walton.
Immunité de l'Etat, **8**, 460. Actes d'autorité et de gestion, distinction, **8**, 479.

Walton (Sir Edgar).
Représentant de l'Union sud-africaine auprès de la S. d. N.; naturalisation collective des Allemands habitant les territoires soumis au mandat de l'Union, **5**, 259. Demande pour l'Afrique du Sud le droit de naturaliser les habitants du Sud-Ouest africain, **19**, 593.

Walz.
Sens de l'expression renonciation à la guerre comme instrument de politique nationale, **38**, 60. Critique les négateurs de la nature juridique du droit des gens, **47**, 269. Auto-protection, **47**, 270. Caractère positif du droit international, **47**, 284. Son explication du monisme avec primauté du droit des gens, **47**, 399. Limitation de la sphère d'action juridique du droit des gens aux faits réglés par lui positivement, **47**, 404. Droit international formel, **47**, 416. Echanges mutuels d'influence entre droit international et droit public interne, **60**, 279.

Wanderlip.
Tentative de création d'une monnaie nationale, **37**, 276.

Wang.
Juge à la Cour permanente, opinion dissidente dans l'aff. du Groenland oriental, **50**, 247.

Ward.
Historien du droit international, **11**, 345. Obligation de l'Etat de protéger les agents diplomatiques, **12**, 124; nécessité de soustraire l'agent diplomatique à la juridiction criminelle locale, **12**, 166. Terme d'autorité à substituer à la notion de souveraineté, **23**, 523.

Warneck.
Principes adoptés par les missions protestantes pour leur protection, **29**, 214.

Warren.
Affaire Nation Cherokee *c.* Géorgie, crise de la Cour suprême, **31**, 250.

Washington (George).
Premier Président des Etats-Unis. Ses idées, ses principes, leur influence, **5**, 285, 289, 301, 337. Demande un avis consultatif à la Cour suprême des Etats-Unis, **8**, 383. Manifeste d'adieu du 17 septembre 1796, principe d'isolement, **16**, 479. Influence sur les colonies espagnoles d'Amérique, **22**, 87. Son « farewell address », **22**, 103. Manifeste sur la politique internationale des Etats-Unis, **28**, 48. Demande la reconnaissance des droits des Indiens, **31**, 247. Proclame l'abstention des Etats-Unis dans la guerre entre France et Angleterre, dans les disputes européennes, **32**, 413. Préconise la politique d'isolement dans son message d'adieu, **32**, 414. Symbolise l'activité créatrice de son pays, **35**, 251. Fixe les règles de sa politique douanière des Etats-Unis, **35**, 260. Politique extérieure de Washington, **59**, 229, 284.

Water (de).
Critique de l'attitude du Conseil de la S. d. N. à l'égard du conflit sino-japonais de 1931-1932, **39**, 767.

Wauwermans.
Sanction judiciaire prévue par la Convention pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, **12**, 516.

Weber (Léon).
Définition de la double imposition, **13**, 36.

Weber (Max).
Influence de Luther et de Calvin sur le développement du capitalisme moderne, **53**, 129 et 130.

Webster.
Compétence de la Cour suprême des Etats-Unis dans l'aff. Nation Cherokee *c.* Etat de Géorgie, **31**, 252. Interprétation de la doctrine de Monroe, **32**, 507. Restrictions à la conduite des Etats souverains, **53**, 616. Droit de légitime défense des Etats, **58**, 128.

Weesterdijk.
Droit moral de la Belgique au développement d'Anvers, **21**, 342, 343.

Wegerdt.

Question de l'immatriculation des aéronefs, **48**, 307.

Wehberg (Hans).

Bureau suisse du Comité international de la Croix-Rouge, **1**, 592. Aff. de Haute-Silésie, son opinion, **14**, 487. Art. 15, al. 8 du Pacte de la S. d. N., son opinion, **17**, 489. Son cours à l'Académie de La Haye sur le Protocole de Genève, **20**, 432; son ouvrage sur le Protocole de Genève, **18**, 5, 116. Partisan du droit naturel, **18**, 356. Sa théorie de la souveraineté dans les territoires sous mandat, **19**, 615. Utilité d'une cassation internationale, **23**, 441. Commentaire du Pacte de la S. d. N., **30**, 179. Droit de l'individu d'accéder à une juridiction internationale, **30**, 248. Droit de l'individu de s'adresser à une autorité internationale, **34**, 314. Proposition d'accorder aux étrangers l'accès en première instance d'une juridiction internationale, **30**, 255. Tendance transactionnelle des arbitrages, **33**, 381; Considère l'arbitrage comme une décision d'équité, **33**, 395; critique de la sentence rendue dans l'aff. des Fonds pieux de Californie, **33**, 400. Mandats internationaux, est partisan de leur maintien et de leur extension. Contribution des conférences de la Paix aux progrès du droit international, **35**, 191. Nécessité de faire état des décisions judiciaires, **35**, 661. Guerres entreprises en violation d'une décision arbitrale ou judiciaire, **38**, 33. Domaine réservé de la compétence exclusive des parties, **38**, 36. Avantage du Pacte Briand-Kellog, **38**, 78. Garanties internationales contre les dangers qui menacent les peuples, **38**, 425. Agents de la S. d. N., **41**, 741. Demande création d'une Cour internationale compétente pour se prononcer sur les requêtes directes des particuliers contre les Etats étangers. **51**, 43. Causes de l'apatridie, **53**, 354. Opportunité de réformer la S. d. N., **59**, 170. Rôle préventif de la conciliation, **59**, 171. — *Navire de guerre* : Durée du séjour possible d'un navire de guerre belligérant dans un port neutre, **15**, 80; enrôlement de personnel technique par les navires belligérants dans les ports neutres, **15**, 83; possibilité pour la puissance neutre d'exclure de ses ports les navires du belligérant qui a violé la neutralité, **15**, 85. Sanction des règles relatives au séjour des navires de guerre belligérants dans les ports neutres, **15**, 89. Publicité donnée aux débats de la 1re Conférence de la Paix, **45**, 350.

Weill.

Censure de la presse française pendant la guerre 1914, **45**, 303.

Weinberg.

Hessianisme démocratique des Etats-Unis, **59**, 309.

Weinschel.

Rescision en droit des gens, **47**, 362.

Weismann.

Révision allemande n'est qu'une forme spéciale de la cassation française, **57**, 218.

Weiss.

Idée du droit nécessaire entre les nations, **1**, 194. Extradition des nationaux, **1**, 221. Doctrine de la personnalité du droit, **3**, 158, 162; **29**, 370. Juge à la Cour permanente, opinion dissidente dans le litige relatif à la compétence de l'organisation permanente du travail en matière de travail agricole, **4**, 110. Loi applicable à la détermination de la capacité d'un étranger qui a contracté avec un national, **9**, 512. Statut personnel des œuvres littéraires et artistiques, **12**, 520. Son système pour éviter la double imposition, loi de la situation, **13**, 73; préconise l'étude du droit comparé en matière d'impôt successoral, **13**, 75; territorialité de l'impôt, **23**, 235. Son opinion sur la souveraineté des Etats, **18**, 411. Nature du droit pénal international, **20**, 15. Rapports du dr. intern. privé avec le dr. intern. public, **20**, 24. Soutient l'application d'office de la loi étrangère, **20**, 75, 76. Partisan de l'application de la loi nationale, **36**, 64. Se prononce pour le renvoi, **20**, 97; **29**, 607, **36**, 57. Autonomie de la volonté, **20**, 157. Fiction du contrat judiaire, **21**, 455. Droit réel régi par la loi personnelle de son titulaire, **23**, 25. Loi applicable en matière de preuve, **25**, 177. Navire, portion du territoire national, **30**, 15. Droit d'émigration, **31**, 119. Incompétence de la S. d. N. en cas de différends entre Etats américains, **32**, 529. Excès de pouvoir de l'arbitre dans le différend de frontière bolivo-péruvienne, **35**, 417. Loi personnelle des plurinationaux, **39**, 576. Conflits de lois en matière d'enrichissement sans cause, **39**, 663. Droit féodal et féciaux sous la République romaine, **42**, 48. Principe de la limitation de la souveraineté de l'Etat à son territoire, opinion dissidente dans l'aff. du *Lotus*, **43**, 362. Rattache le statut personnel des personnes morales à l'Etat qui les a autorisées, **45**, 443. Nature de l'auto-protection, **47**, 270. Pour Weiss le juge d'appel n'est qu'un arbitre supérieur, arbitre en second degré, opinion critiquée, **51**, 308. Déclare que rien dans le Code civil français ne rappelle l'ancienne doctrine statutaire, **55**, 313. Conflits de lois relatifs aux rapports juridiques entre parents et enfants, Weiss applique la loi nationale de l'enfant, **60**, 230. Juge à la Cour permanente, souveraineté et droit international, **61**, 657. Systématisation du dr. intern. privé, et réalités de la vie juridique, **25**. 444. Question d'ordre public discutée à la Session de Paris de l'Institut (1910), **62**, 72. — *Domicile* : Base de sa notion du domicile, **23**, 39; conception du domicile en droit civil français, **23**, 95; solution des conflits de lois en matière de domicile, **23**, 126. — *Dr. intern. privé* : Conception de ce droit, **20**, 19; largeur d'esprit de sa doctrine, **15**, 480; commentaires sur le dr. intern. privé, **21**, 202; définition de ce droit, **21**, 435; assied le dr. intern. privé sur la souveraineté des Etats, **25**, 144; appréciation de la doctrine de Savigny, **29**, 354; existence d'un dr. intern. privé supra-national, **33**, 265. —

Faillite : Affirme une liaison entre le principe d'unité et d'universalité de la faillite et le statut personnel, **14**, 27; critique de cette affirmation, **14**, 29; loi applicable à l'annulabilité des actes antérieurs à la faillite, **14**, 77; exercice par le curateur de faillite de l'action paulienne à l'étranger, **14**, 81; effet extra-territorial du concordat après faillite, **14**, 134. — *Nationalité* : Définition, **5**, 430; se rallie à la doctrine de Mancini, **17**, 358; expose cette doctrine, **9**, 452; la répand en France, **29**, 366; **33**, 263; rapports concernant la nationalité, **41**, 411. — *Ordre public* : Place de l'ordre public dans le dr. intern. privé, **9**, 411; **21**, 221; son importance, **21**, 221; notion de l'ordre public international, **25**, 121.

Wehlpley.

Partisan de l'immigration aux Etats-Unis, **20**, 202.

Wekerlé.

Proclame l'indépendance de la Hongrie, **4**, 330.

Welwod (William).

Contradicteur de Grotius à propos de la liberté des mers, **17**, 203.

Wengler.

Principe d'autonomie de formation des concepts, **57**, 491. Se prononce en faveur des normes de conflit du droit dont les règles matérielles sont applicables à la question principale, **57**, 558. Notion du domicile fiscal, **61**, 564. Critères de l'activité économique, **61**, 586.

Wenzel (Max).

Droit des gens sortant du droit interne, **35**, 136. Classé parmi les partisans du droit extérieur de l'Etat, **47**, 276. Partisan de la primauté du droit interne, **49**, 200. Droit international et droit interne, rapports, ne reconnaît pas d'ordre juridique indépendant, **61**, 388; sa théorie fondée sur la méthode inductive, **61**, 432.

Werber (Robert).

Condition des étrangers en Allemagne, **3**, 362.

Werner.

Président de l'Office international Nansen, **43**, 231 (note). Un des auteurs d'un projet de Convention sur le statut juridique des réfugiés apatrides, **43**, 235.

Wery.

Condition des eaux intermédiaires entre le Rhin et l'Escaut occidental, **28**, 194.

Wesendong.

Relation du diplomate avec la presse en milieu étranger, **45**, 343.

Wessemberg.

Plénipotentiaire autrichien au Congrès de Vienne pour la question du Rhin, **28**, 137.

Westbury (Lord).

Aff. Udny *c.* Udny; distingue la nationalité et le domicile, **29**, 345; définition du domicile, **36**, 39; caractère théorique de sa notion de domicile, **23**, 39. Nationalité en Angleterre, **36**, 48. Affirme que le statut civil est régi universellement par la loi du domicile, **62**, 450.

Westermann.

Arbitrage international dans l'ancienne Grèce, **42**, 6, 11.

Westlake (J.) [V. Westlake, **Table analytique,** pp. 539 et 540].

Droit de défense, ses abus, **1**, 51; **40**, 50. Traité d'extradition (1174), **1**, 194. Souveraineté, origine du mot, **1**, 316. Son évolution dans le progrès humain, **1**, 321. Imprécision, cause de conflit entre Etats, **1**, 561. Société internationale, opinion sur son caractère nécessaire, **6**, 31; son défaut d'organisation, **3**, 48; ses membres, **3**, 50. Décret de Caracalla, **3**, 102. Conflits de lois, **3**, 134, 135, 147, 149, 150, 151, 157, 159, 165, 168, 171; conflits de lois entre les villes italiennes au moyen âge, **21**, 205. Opinion sur le droit de passage des navires de guerre dans la mer territoriale, **5**, 171; objection de l'Angleterre au système des convois, **11**, 111. Opinion sur la loi applicable à la capacité des personnes, **8**, 169. Ordre public anglais, **9**, 516. Opinion sur le *jus gentium*, **10**, 551. Conception du droit naturel, **10**, 555. Opinion sur l'autorité relative des décisions des tribunaux internationaux, **11**, 53. Considère dans certain cas l'individu comme sujet du droit international, **12**, 355. Justifie le paiement dans certains cas par une personne de l'impôt dans des Etats différents, **13**, 38, 43, 73. Son opinion sur la « Comity », **15**, 484; sens du mot « Comity » en Angleterre, **36**, 18. Interprétation récente du « Comity », **34**, 781; répudie la notion de courtoisie internationale, **14**, 20; **33**, 253. Effets des faillites étrangères en droit anglais, **14**, 56; son opinion sur la loi applicable au droit de stoppage *in transitu*, **14**, 119. Partisan de la territorialité de la loi pénale, **16**, 167. Son opinion sur le critère de discrimination parmi les crimes en temps d'insurrection ou de guerre civile, **16**, 213. Opinion sur l'art. 10 du Pacte de la S. d. N. Opinion sur la situation des Dominions en 1914, **19**, 403. Définition de l'Etat souverain, **19**, 426. Conception du dr. intern. privé, **20**, 17; opinion sur sa nature, **20**, 24; ouvrage sur le dr. intern. privé, **36**, 11. Se prononce pour le renvoi, **20**, 97. Condamne la théorie de la validité des contrats en fraude de la loi, **21**, 219. Justifie la théorie du renvoi, **21**, 468; **25**, 218; **36**, 54; **49**, 458. Indivisibilité du droit étranger dans la théorie du renvoi, **29**, 597. Droit de réglementer l'immigration, **22**, 206. Définit les traités « transitory », **22**, 530. Définition du domicile vague et insuffisante, **23**, 35; notion purement théorique du domicile, **23**, 39; conservation du domicile, **23**, 59. Pas de succession aux dettes générales d'un Etat en cas d'annexion partielle, **23**, 302; dettes spéciales et hypothécaires d'un territoire démembré portées à la charge de l'Etat annexant, **23**, 305; droits des créanciers à l'égard des Etats débiteurs, **23**, 316, 320. Idée de l'ordre public, **25**, 153. Interprétation de la Déclaration de Londres (1908), valeur du rapport du Comité de rédaction, **24**, 126. Opinion sur l'intervention

présumée des parties, **25**, 189. Cas où l'action politique est justiciable, **25**, 275. Motifs de la sentence arbitrale, **25**, 333. Loi déterminant et les effets des contrats, **29**, 362. Doctrine du désistement, **29**, 599. Liberté de la mer, **30**, 10; droit de poursuite en haute mer, **30**, 71. Théorie de la qualité, **30**, 114. Condition de création d'une règle universelle, **30**, 295. Favorable à la double imposition, **31**, 24. Fait pénétrer dans le « Common law » l'influence des doctrines de Savigny, **29**, 361; **34**, 121. Définition des différends juridiques, **34**, 531; distinction entre différends juridiques et politiques, **34**, 534. Limites de l'arbitrage obligatoire, **34**, 614. Pouvoir d'un agent public d'engager le pays qu'il représente, **35**, 364. Autorité de Westlake en Angleterre, **36**, 17. Domicile de la femme séparée, **36**, 41; acquisition d'un domicile anglo-indien, **36**, 43. Juridiction en matière de séparation de corps, **36**, 44. Critique la doctrine de Drago, **37**, 631. Confiance à l'Etat étranger, son étendue, **41**, 58. Responsabilité internationale des Etats à raison de la violation de leurs obligations contractuelles envers des étrangers, **41**, 58. Intégration du droit des gens dans le « Common law » anglais, **41**, 561. Traités dispositifs, **43**, 285. Signale le *Tractatus de legibus* de Suarez qui fait connaître l'existence d'une société humaine au-dessus des Etats, **43**, 418. Influence de l'école hollandaise (où terminaient leurs études les juristes anglais) sur le droit anglais, **44**, 29. Conflits de lois en matière de divorce, **44**, 78. Distinction entre la compétence judiciaire internationale et la compétence interne, **44**, 123. « International settlements », droit des grandes puissances de décider dans un traité des territoires des petits Etats, institution peu recommandable, **45**, 157. Statut personnel d'une personne morale, **45**, 443. Garantie contre les violations de la Convention de Genève, **48**, 60 et 61. Etendue de la mer territoriale, **48**, 172. Navire étranger dans les eaux territoriales, **48**, 223. Montre que l'égalité des Etats et ses effets se heurtent à la force des choses, **48**, 444. Utilité des règles d'interprétation des traités, **48**, 715. Mariage en Angleterre d'un étranger qui, par la loi du domicile, n'a pas pleine capacité pour se marier, **49**, 398. Pratique des Etats les plus intéressés à un domaine particulier du droit international, **53**, 581. Un Etat doit laisser libre le passage pacifique le long d'un fleuve de son territoire, **55**, 69. Question de la liberté des détroits en temps de guerre, **55**, 636. Equivalent du renvoi : désistement du droit étranger, Westlake rattache cette idée à la notion de souveraineté, au respect dû à la souveraineté étrangère, **57**, 543. Protectorats coloniaux, **58**, 190. Admet l'autorité immédiate du droit international sur les individus, **61**, 409. Admet la possibilité de la double imposition, **61**, 630. Dit que le renvoi est un phénomène résultant du fait que le juge se désintéresse du problème, **62**, 58. Notion d'ordre public, **62**, 65. Il ne sépare pas la responsabilité de l'Etat des individus qui le composent, **62**, 351. Pour son dr. intern. privé, il s'est basé sur la jurisprudence anglaise, **62**, 433, 436. Conflits en matière de contrats, non-application de la *lex loci contractus*, **62**, 473.

Weygand (Général).

Crée une union syrienne, **19**, 527.

Wharton.

Opinion sur les conflits de lois, **3**, 147, 168; son livre sur les conflits de lois, **21**, 197. Questions que soulève le mariage, leur caractère d'ordre public, **9**, 481; caractère d'ordre public du statut personnel, **9**, 461; sa place en droit européen et anglo-saxon, **9**, 448; règles d'ordre public en Amérique, **9**, 462. Relations de cause à effet entre restrictions au mariage et naissances d'enfants illégitimes, **9**, 482. Son opinion sur la nature du dr. intern. privé, **20**, 24; traité de dr. intern. privé américain, **29**, 343. Incorporation au « Common law » de la règle d'application de la loi étrangère, **21**, 209. Validité des contrats faits en fraude de la loi étrangère, **21**, 219. Politique des Etats-Unis, encouragement des mariages précoces, **21**, 236. Pouvoir d'accorder le divorce est un attribut de la souveraineté, **21**, 241. *Lex rei situs* applicable aux immeubles, **21**, 246. L'intention des parties détermine la loi applicable au contrat, **21**, 260. *Lex fori* applicable à la détermination du domicile, **23**, 127. Nécessité d'appliquer la loi étrangère, **29**, 348. Conformité de la loi avec le droit des gens, **36**, 241. Notion d'ordre public, **62**, 65.

Wheaton.

Origine du droit international, **1**, 6. Quand commence la souveraineté d'un Etat, **1**, 36. Droit de conservation, sa définition, **1**, 49. Opinion sur les conflits de lois, **3**, 141, 145, 146, 147, 168. Historien du droit des gens, **4**, 234. Opinion sur la doctrine du droit coutumier, **6**, 359. Sert la cause de Grotius, **7**, 497. Soulève une controverse sur l'exterritorialité du mobilier d'ambassade, **7**, 270. Opinion sur la possibilité d'assigner l'Etat devant les tribunaux étrangers, **8**, 70. Prises faites par des navires armés par des particuliers, **11**, 83; corsaires, **11**, 85. Définition de la piraterie, **15**, 166; opinion sur la répression de la piraterie, **10**, 337. Intervention, **17**, 221; droit de rester neutre, **17**, 459. Nie l'existence du droit international dans l'antiquité, **18**, 273. Définit la Confédération d'Etats, **19**, 429. Le traité du 9 juin 1785 entre Etats-Unis et Prusse, précédent relatif au sort des prisonniers de guerre, **21**, 16. Transformation politique d'un Etat sans conséquence sur ses dettes, **23**, 256. Communications antérieures à un traité incorporées au traité, **24**, 181. Pas d'accord entre les auteurs du droit international sur la neutralité des personnes, **33**, 7. Epuisement des voies de recours internes, **41**, 55. Reconnaissance d'un Etat indépendante de sa constitution, **44**, 231. Droit de passage des agents diplomatiques, **48**, 509. Appréciation du partage de la Pologne, **53**, 551. Impossibilité d'une

codification du droit international, **53**, 605.

Whewel.

Demande à Henri Summer Maine de faire des leçons sur la guerre, **9**, 293. Traduit Grotius, **9**, 293.

White (Dundas).

Attitude du Saint-Siège devant le traité de Westphalie, **31**, 332. Institution d'une monnaie internationale, **37**, 277.

White (Juge).

Opinion sur la nationalité des sociétés, **33**, 37.

White (Sir William).

Ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, **4**, 243.

Whitehead.

Base philosophique des sciences, **49**, 178.

Whithworth.

Ministre d'Angleterre en Russie rappelé sur l'ordre de Paul Ier, **22**, 438.

Whithworth (Lord).

Ambassadeur de la reine Anne auprès de Pierre le Grand, **12**, 140.

Whitton.

Art. 20 du Pacte abrogeant toutes obligations incompatibles avec ses dispositions, **53**, 27 et 28. Rejette la maxime *pacta sunt servanda*, **54**, 152.

Wibaut.

Développement économique de la Belgique et son droit moral, **21**, 343.

Wickersham.

Participe aux travaux de la S. d. N., **20**, 381. Application des droits antidumping aux Etats jouissant de la clause de la nation la plus favorisée, **39**, 68, 69. Zone de haute mer contiguë à la mer territoriale, **48**, 270.

Wickham Steed.

Son rôle dans la propagande anglaise durant la guerre, **45**, 290.

Wicksell.

Altération des valeurs de la monnaie, **37**, 276.

Wiclef.

Ses traités théologiques traduits en tchèque, leur influence sur le mouvement d'émancipation de l'Eglise tchèque, **44**, 396. Pose dans son traité *De civili romano* les conditions de la guerre juste, **44**, 416.

Wicquefort (Abraham).

Mémoires sur les ambassadeurs et les ministres publics, **7**, 249; auteur de l'*Ambassadeur et ses fonctions*, **9**, 238. Opinion sur la liberté de ratifier ou non les traités, **15**, 587. Admet que le droit d'asile n'est pas fondé en droit des gens, **16**, 147.

Wieland.

Influence sur lui des idées de Rousseau, **13**, 313. Conception de l'humanité, **16**, 492.

Wigmore.

Caractère essentiel de la loi, **21**, 198. Intention d'après le sens du mot employé, **24**, 59.

Wigny.

Justification de la territorialité dans le dr. intern. public, **57**, 340. Création d'un droit nouveau par application de la loi étrangère, **57**, 380.

Wigram (Sir John).

Règles d'interprétation des contrats, **48**, 722.

Wilberforce (William).

Abolition : de la traite des noirs, **6**, 312; **16**, 376; de l'esclavage, **13**, 382; préconise la création d'une police internationale, **16**, 376; **48**, 29; apôtre de l'antiesclavagisme, **45**, 566.

Wilbor (Dr Ray L.)

Constate l'influence de la S. d. N. sur la politique des migrations, **20**, 227.

Wilde (Oscar).

Son drame *Salomé* protégé en Allemagne, **12**, 522.

Wildman.

Violation d'un article d'un traité donnant droit de le déclarer caduc, **22**, 525.

Wilhelm.

Admet l'autorité immédiate du droit international sur les individus, **61**, 409.

Willard.

La Cour suprême des Etats-Unis, déclare Willard, considère avant les Acts Roosevelt de 1933 la clause-or comme une clause de monnaie-or, **60**, 682.

Willes.

Continuateur de l'œuvre de Lord Mansfield, **3**, 129.

Williams (Roger).

Fondateur du Rhode Island, **42**, 520.

Willoughby.

Définition de la souveraineté, **3**, 121. Pouvoir de traiter aux Etats-Unis, **38**, 245. Conçoit que les Conseils des Prises anglais puissent admettre la validité de la loi interne en conflit avec le droit international, **61**, 413.

Wilmotte.

Rapport sur les relations intellectuelles entre Etats européens, **15**, 339.

Wilshere.

Distingue trois sortes de juridictions d'équité, **33**, 464, 465.

Wilson (George Grafton).

Existence de servitudes générales, **45**, 12.

Wilson (J. J.).

Navires d'Etats, navires privés, distinction, **15**, 24.

Wilson (James).

Droit naturel, **3**, 22.

Wilson (Président Woodrow).

Garantie des droits des nationalités, **1**, 398, 399. Insiste sur la nécessité d'une organisation internationale, **2**, 112. Adversaire des révolutions en Amérique, **2**, 393; attitude à l'égard de l'Amérique latine, **4**, 336. Contrôle du commerce des armes et des munitions, **3**, 379. Egalité du commerce, **3**, 417. Elaboration de la Partie XIII du Traité de paix, **4**, 80, 81. Recommandations à M. Morgenthau, **4**, 245. Protection des minorités, **5**, 389. Opinion sur le domaine réservé, **6**, 46. Règlement pacifique des conflits internationaux, **7**, 5. Projet de désarmement, **7**, 134. Son opinion sur la garantie mutuelle, **8**, 236. Négociations de traités instituant des commissions

internationales d'enquête, **8**, 319. Rôle d'arbitre dans les aff. d'Arménie, **14**, 400, 405, 406, 633. Droit des nations à participer aux avantages économiques, **15**, 314. Son ouvrage *Histoire du peuple américain* mentionne les circonstances de l'unification économique des Etats-Unis, **15**, 347. Son insistance sur la limitation à une durée de trente ans de paiements allemands, **16**, 588. Condamne la neutralité si la guerre est engagée pour des principes d'importence primordiale, **17**, 473. Affirme le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, **18**, 185; **20**, 437; **30**, 377. Ne réussit pas à régler par un plébiscite l'aff. de Fiume, **18**, 188. Son veto : au « Litteracy test », **20**, 286; à la législation de la quote, **20**, 287. Portée de son œuvre, **20**, 353. Esprit nouveau en matière de conventions douanières, **21**, 125. Son discours au IIe Congrès scientifique de Washington (27 décembre 1915), plan d'un traité continental, **22**, 130. Condamne la diplomatie secrète, **22**, 195. Projet de ligue américaine (IIe Congrès scientifique panaméricain), **28**, 31. Projet d'organisation internationale, **28**, 33. S'oppose aux annexions après la guerre 1914-1918, **29**, 121; **32**, 41. Estime que les biens des missions catholiques n'appartiennent pas à la congrégation de la propagande, **29**, 259. Devoirs de la souveraineté, **32**, 24. Justification de l'intervention, **32**, 109. Défavorable aux gouvernements issus des révolutions, **32**, 125. Propose de faire du panaméricanisme un instrument de sécurité pour les Etats des deux Amériques, **32**, 207. Force de contrainte de l'humanité organisée, **32**, 283. Adepte passionné des théories de Bolivar, **32**, 708. Matières réservées, **35**, 152. Incorpore l'immigration dans le domaine réservé des Etats, **37**, 346. Dispositions concernant les droits de l'individu, **38**, 137. Protection des droits des minorités, **38**, 138. Parlementarisme des couloirs aux Etats-Unis, **38**, 371. Proposition d'étude d'un règlement international de la situation de la femme et de l'enfant, **40**, 559. Notion de neutralité, **41**, 542. Influence de Suarez sur le Président Wilson, **43**, 421. Le constitutionnalisme du Président Wilson, **44**, 247. Relations avec la presse, **45**, 324. Influence que devrait avoir l'opinion publique sur la politique extérieure, **46**, 298. Refus de reconnaître les gouvernements révolutionnaires, **46**, 392. Se préoccupe moins de l'arbitrage que de la solution politique des conflits, **46**, 570. Met au rancart la reconnaissance des gouvernements *de facto*, **47**, 42. Sanction en cas de non-exécution des sentences arbitrales, **48**, 82. Préconise une police internationale, **48**, 98. Sa politique en matière de commerce international, **48**, 594. Son intervention sans succès auprès des membres de la S. d. N. pour la liberté de conscience, **59**, 15. Droit de sécession des membres de la S. d. N., **61**, 680. — *Doctrine de Monroe* : Désire son extension, **2**, 393; panaméricanisme et doctrine de Monroe, **5**, 283, 291, 324, 326, 353, 354; **20**, 402; érige la doctrine de Monroe en doctrine mondiale, **32**, 24. Sa politique contraire à la doctrine de Monroe, **47**, 42. — *Mandats internationaux* : Message du 8 janvier 1918, origine du système des mandats, **5**, 216, 236; 5e et 12e points du Président Wilson relatifs au mandat, **19**, 503; exige l'extension du système du mandat aux anciennes colonies allemandes, **19**, 504; délimite l'Etat arménien, **19**, 516. — *Paix* : Conceptions du Président Wilson et la paix, **8**, 324; **13**, 416; programme de la paix, **2**, 89; principes de la paix, **3**, 76, 77; projet de désarmement, **7**, 134; négocie en personne le traité de Versailles, **15**, 547; qualifie la garantie donnée par l'art. 10 du Pacte de base de la paix mondiale, **37**, 165; adversaire des Conférences de la paix de La Haye, **37**, 659. Son programme de paix, **28**, 11, 12, 32. Sa doctrine de la paix par le fait des hommes, **59**, 503. Pour assurer la paix, nécessité de créer une force supérieure à toute nation, **60**, 33, 34. — *Quatorze points (les)* : Sa sphère intellectuelle et moraliste, les 14 points, **16**, 445, 452; message du 8 janvier 1918, **22**, 142, 145; **24**, 323; **28**, 34; 4e proposition complémentaire : satisfaction des aspirations nationales, **34**, 259; *1er point* : publicité des traités de paix, leur signature au grand jour, **37**, 113; *2e point* : condamnation des transplantations, **24**, 363; *3e point* : suppression des barrières douanières économiques, **17**, 209, 212; **21**, 129; **34**, 382; **35**, 268; égalité de traitement économique, **39**, 32; *5e point* : souveraineté des parties turques de l'Empire ottoman, **32**, 41; *12e point* : protection des droits de l'homme, **24**, 323; dommages causés aux Alliés, **41**, 218; *14e point* : création de la S. d. N., **21**, 130; **24**, 177; **34**, 269; **35**, 613. Liberté des mers (un des quatorze points), **2**, 135, 137; **20**, 446; **30**, 138; peu de résultat pratique obtenu par les quatorze points, **49**, 33. — *S. d. N. et Pacte* : Le Président Wilson et la S. d. N., **16**, 530; conférence tenue à la Maison Blanche, **3**, 52; conception de la S. d. N., **7**, 13; projet de S. d. N., règlement des conflits, **18**, 56; son attitude à l'égard de l'art. 10 du Pacte, **17**, 520, 524, 528; le considère comme le point central, **32**, 704; **37**, 95; estime qu'il ne contient qu'une obligation morale, **17**, 522; son action en vue de faire ratifier le Pacte par le Sénat américain, **17**, 542; comment il conçoit l'homogénéité de la S. d. N., **20**, 379; son espoir en l'art. 19 du Pacte, **20**. 436; constate l'influence de la S. d. N. sur la politique des migrations, **20**, 227; interdiction de guerre entre membres de la S. d. N., **24**, 161; insertion de la doctrine de Monroe dans le Pacte, **28**, 42, 62; S. d. N. réservé aux Etats démocratiques, **30**, 335; portée de l'art. 11 du Pacte, **39**, 700; sanction du Pacte, **34**, 291; propose le contrôle de la S. d. N. sur les colonies allemandes, **32**, 109. Droit pour la S. d. N. d'intervenir dans le règlement pacifique de questions américaines, **32**, 527. Efforts pour rallier le Sénat américain au Pacte de la S. d. N., **47**, 36.

Wilton (J. B.).
Considère la doctrine de Monroe comme une aspiration de tous les peuples de l'Amérique, **32**, 735.
Windscheid.
Influence en Grèce de ses ouvrages de droit romain, **20**, 10. Opinion sur les conflits interprovinciaux, **20**, 107. Disciple de Savigny, **29**, 360. Nécessité d'interpréter la volonté des parties pour rechercher ce qu'elles ont entendu par monnaie, **60**, 659.
Winkler (Benoît).
Caractère non juridique des principes mêmes, **38**, 577. Sentence arbitrale sur l'interprétation du traité italo-péruvien du 23 décembre 1874, **40**, 193.
Winthrop.
Ecarte la doctrine du renvoi, **21**, 271.
Winzingerode.
Parlementaire russe arrêté par Napoléon Ier, **22**, 428.
Wirth (Dr).
Chancelier, proteste contre l'expulsion de 500 Allemands d'Alsace-Lorraine, **18**, 469.
Witenberg.
Traduit en français les lois polonaises sur les effets de commerce, **8**, 155.
Witte (Comte de).
Son rôle dans l'histoire du manifeste russe de 1898; entente pour le désarmement, **13**, 403. Initiative de la convocation de la Ire Conférence de La Haye, **37**, 544.
Witter (Van Hoogland).
Inconvénient des dispositions protectrices des minorités, **34**, 323.
Wohlgemüth.
Expulsion de Suisse, **18**, 564.
Wolf.
C'est dans le droit civil qu'on trouve les principes du droit, **44**, 584.
Wolff.
Règle de droit des gens positif s'imposant à tous les Etats, **57**, 374. La désignation de l'ordre juridique compétent sert à la réalisation de la justice dans les rapports privés, **57**, 414. Conflits de qualifications, **57**, 471, 484; **58**, 322.
Wolf (Julius).
Irresponsabilité de l'Etat pour dommages causés par des particuliers, **36**, 255. Propose l'émission d'un billet international, **42**, 383.
Wolf ou Wolff (Chrétien de).
Opinion sur le principe d'équilibre, **2**, 29; continuateur de Grotius, **9**, 238. Opinion sur les traités d'alliance liés à une forme de gouvernement, **4**, 346. Opinion sur l'intervention dans la politique d'un Etat, **10**, 300. Maître de Vattel, **10**, 581, 585. Influence de ses ouvrages, **16**, 464; influence sur Vattel, **13**, 325. Conception : universalité du droit, **16**, 256. Intervention, **17**, 227. Légitimité du fait accompli, **17**, 130. Traité des servitudes *servitiorum*, **22**, 19. Distingue les Etats usufruitiers, **30**, 192. Bataille autour du droit naturel, **31**, 366; appartient à l'école du droit naturel. Attitude à l'égard de l'intervention, **32**, 634. Droit des étrangers à l'admission et au séjour, **37**, 339. Doctrine des droits imparfaits, **40**, 38. Proclame l'existence d'une famille des nations, **53**, 563. Conflits de qualifications, **62**, 48. — *Droit des gens, droit international* : Conception de la Société internationale, **3**, 31, 35, 38, 39, 40; conçoit une communauté internationale, **6**, 319; distingue le droit des gens naturel et le droit des gens positif, **9**, 294; caractère obligatoire du droit des gens, **9**, 240; composition du droit des gens, **9**, 240; adversaire de la conception du droit des gens de Pufendorff, **9**, 240; état de nature et droit international, **13**, 322; son rôle dans l'élaboration du droit international de la paix, **18**, 266; doctrine du droit de la nature et des gens, conception de la *civitas maxima*, **2**, 109; **11**, 15; **13**, 323; **16**, 529; **35**, 18; **37**, 88; **18**, 326, 328, 382; **61**, 393. Le droit des gens originairement droit naturel appliqué aux Nations, **45**, 122. — *Etat* : Conception de l'Etat, du devoir imparfait, **7**, 474; doctrine des droits fondamentaux des Etats, **10**, 565; admet pour postulat le « commandement d'Amour » pour les Etats, **16**, 496, 497, 531; droit de commerce, **17**, 207; conception de l'Etat personne morale, **18**, 320. — *Guerre* : Doctrine, **2**, 11; devoir d'assistance envers l'Etat soutenant une guerre juste, **2**, 11; devoir de respecter au cours des hostilités ceux qui sont exempts de faute, **17**, 304. — *Traités (interprétation des)* : Interprétation extensive, **24**, 20, 24, 42; interprétation par les auteurs, **24**, 34, 39; d'après la volonté des parties, **24**, 24, 70. Interprétation grammaticale, **24**, 46; interprétation par le contraste, **24**, 100; présomption relative à la volonté, **24**, 56; nécessité des règles d'interprétation, **24**, 70; interprétation d'où il résulterait qu'on n'a rien entrepris, **24**, 82; rejet d'interprétation conduisant à l'inefficacité d'un traité, **24**, 82; interprétation conduisant à un résultat déraisonnable ou absurde, **24**, 93; interprétation par le contexte, **24**, 100; expression ayant plusieurs sens, **24**, 103; ou employées à plusieurs reprises, **24**, 103.
Wolff (Martin).
Conception du droit international privé, **58**, 275.
Wolff (Richard de).
Effets de la guerre sur les traités littéraires, **12**, 461.
Wolff (S. de).
Courbe des prix, sur laquelle repose l'histoire des ondes larges, **50**, 816.
Wolgast.
Critique l'arrêt rendu par la Cour permanente dans l'aff. du Wimbledon, **22**, 53.
Wolowski.
Nécessité d'une protection internationale des travailleurs, **51**, 490.
Wolseley (Lord).
Opinion sur l'emploi de la ruse en politique, **9**, 297.
Wolsey.
Chancelier d'Angleterre, **13**, 228. Son

rôle dans l'élaboration du traité de 1518 entre les rois d'Angleterre, de France et d'Espagne, ses idées humanistes, **13**, 213.

Wolsey (Cardinal).
Son projet de confédération internationale de paix hors de l'autorité du Pape, **6**, 202. Opinion sur le blocus pacifique, **17**, 504.

Wolterbuk.
Problème des travaux du Rhin, **28**, 169 Copropriété du Rhin, **28**, 213.

Wolzendorff (Kurt).
Nation (constatation objective de l'existence d'une), **1**, 409.

Woolf.
Conception de l'union postale, **34**, 48.

Woolsey (Théodore de).
Territorialité des navires de commerce, **30**, 15. Légitimité de l'intervention d'humanité, **40**, 139. Sa définition du droit international, **60**, 378. Condition de reconnaissance de belligérance pour les insurgés, **62**, 275.

Worcester (Noal).
Fondateur de la « Massachusetts Peace Society », sa doctrine sur la guerre, **13**, 364.

Wörner (Gerhard).
Propose des critères de division de l'assurance, **19**, 22; opinion sur la division des assurances, **19**, 25.

Wotton.
Envoyé du roi Jacques Ier à Venise : bon mot sur le mensonge en diplomatie, **16**, 515; **48**, 524.

Woytinsky.
Son ouvrage *Die vereinigten Staaten von Europa*, **15**, 340.

Wrangel.
Reconnaissance de son gouvernement, **4**, 367.

Wright (Quincy).
Opinion sur la nature juridique des mandats, **5**, 229, 237, 240. Opinion sur le droit de rester neutre, **17**, 459. Partisan du droit naturel, **18**, 354. Son étude sur le « droit naturel dans la théorie politique américaine », **18**, 359. Sa théorie de l'absence de souveraineté dans le mandat, **19**, 618. Différence entre l'aff. de Mossoul et l'aff. de Tacna-Arica, **25**, 326. Distinction entre conflits juridiques et politiques, **25**, 278. Abandonne la notion de la guerre juste, **38**, 20. Traités-lois et traités-contrats, distinction, **47**, 327.

Wuarin.
Opinion sur la possibilité pour l'Etat de modifier unilatéralement les contrats qu'il a passés antérieurement, **8**, 65. Arbitre entre la Bulgarie et la Grèce, **41**, 119.

Wundt (Wilhelm).
Définition de l'humanité, **16**, 492.

Wyclif.
Hérésie de Wycliff : sa doctrine pacifique, **13**, 198.

Wycliffe.
Soutient que la souveraineté ne peut être exercée que par ceux qui sont état de grâce, **17**, 169. Condamne la guerre, **17**, 245.

Wyss (Fr. de).
Nature de droit public des règles de dr. intern. privé, **20**, 43.

Wyze (Louis-Bonaparte-Napoléon).
Obtient une concession pour la construction d'un canal interocéanique en territoire colombien, **2**, 208.

Y

Yamamoto.
Propagateur du néo-malthusianisme au Japon, **57**, 136.

Yanez.
Délégué du Chili à la S. d. N. Propose de rechercher les moyens d'agir sur l'opinion publique par la presse, **45**, 351.

Yang.
Cession de Macao au Portugal, **27**, 19.

Ybarra (Général).
Ministre des Aff. étrangères du Vénézuéla en 1906, **18**, 504.

Yepes.
Condamnation de l'intervention, **32**, 570. Préconise l'union entre la S. d. N. et l'Union panaméricaine, **47**, 133.

Yntema.
Fait partie de l'école réaliste américaine, **62**, 476.

Yoshitomi.
Situations résultant du caractère territorial des concessions, **27**, 81.

Young (E.)
Son rapport sur l'émigration aux Etats-Unis, **20**, 218.

Young (Owen D.).
Préside un comité d'experts financiers indépendants pour élaborer le règlement du problème des réparations, **27**, 353. Adoption au Liban et en Syrie des règles du droit ottoman en matière de succession, **43**, 742. Organe prévu par le plan Young pour résoudre les différends entre la Banque des Règlements internationaux et d'autres banques ou ses actionnaires, **46**, 543.

Yovanovitch.
Sort des traités de commerce conclus par la Serbie depuis son incorporation dans la Yougoslavie, **28**, 394.

Yves d'Evreux.
Situation du Brésil à l'époque de la conquête, **31**, 190, 191.

Z

Zacharie.
Idée de la paix universelle, **6**, 129.

Zahle.
Préconise le désarmement intégral, **7**, 137. Déclaration sur la répression du trafic de l'opium, **10**, 327.

Zalenki.
Etude du domaine administratif international, **34**, 6.

Zalenski.

Adopte la proposition du Comité des experts pour la codification du droit international, **20**, 421; son rapport au Conseil de la S. d. N., **20**, 428. Rapport au Conseil de la S. d. N. sur l'exploitation des victimes de la mer, **29**, 415.

Zankoff (Etienne).

Coopération de la foi orthodoxe à la paix mondiale, **31**, 353; programme pacifique du christianisme orthodoxe, **31**, 356; effets de la dislocation de la chrétienté, **31**, 357.

Zanobini.

Actes accomplis dans le domaine du droit privé par le roi, **27**, 190.

Zasius.

Précurseur de la théorie de la servitude du droit public international, **22**, 15.

Zeballos.

Etat personne juridique, **1**, 30. Homme, droits supernationaux, plutôt qu'internationaux, **1**, 33. Détroit de Magellan, interdiction de poser des mines, **1**, 160. Domicile et nationalité, **3**, 163. Opinion sur la doctrine de Monroe, **5**, 286. Considère les étrangers comme des « ressortissants », **5**, 432.

Zeligowski (Général).

S'empare de Vilna, **14**, 558, 594, 602, 613, 625; **18**, 132, 200, 245.

Zénon.

Empereur de Constantinople, suzerain d'Odoacre, **11**, 352. Ses doctrines humanitaires, **13**, 190. Chef de l'école stoïcienne, **13**, 520. Son esprit cosmopolite, **32**, 217.

Zerega Fombona.

Participation de l'Amérique latine à la coopération intellectuelle, **28**, 80.

Ziegenbalg.

Missionnaire protestant allant évangéliser les colonies danoises de l'Inde, **29**, 196.

Zimahscherî.

Commentateur du Koran, **60**, 384.

Zimiscès (Jean).

Empereur de Byzance, combat singulier, **11**, 389.

Zimmermann.

Résultats de l'entr'aide financière internationale en Autriche, **5**, 7.

Zimmern.

Opinion sur la S. d. N. et l'Empire britannique, **19**, 490. Difficulté de se former une opinion par la lecture des journaux, **45**, 375. Critique les traités ou manuels de droit international, **58**, 8; droit international, **58**, 230.

Zitelmann.

Nationalité conflits, **5**, 466. Application du statut territorial en matière de droit d'auteur, **12**, 522. Influence de la législation française sur Zitelmann, **15**, 479. Interprétation de la loi d'introduction au Code civil allemand, **15**, 490. Conception organique du droit chez Zitelmann, **15**, 523. Applique la loi du débiteur comme loi principale du contrat, **16**, 85. Droit mondial, **16**, 440. Qualifications juridiques, **20**, 69. Mode d'application des lois étrangères par le juge, **20**, 79. Souveraineté et loi envisagée *in abstracto*, **21**, 460. Raison d'appliquer la loi personnelle de l'obligé, **21**, 464. Théorie de la volonté générale, **33**, 12 : Echec de l'œuvre de Zitelmann, **33**, 266. Opinion sur la théorie des droits acquis, **33**, 508. Notion de la personnalité morale, **35**, 37. Distinction entre forme et contenu des actes juridiques, **39**, 587. Principe de solution des conflits en matière d'obligations, **39**, 649, 650. Illégalité de l'apatridie, **43**, 127. Opposé à la *civitas maxima*, créatrice de droit international, **47**, 282. Application de la loi nationale des parents et de celle de l'enfant dans les rapports juridiques qui les lient, **50**, 420. Clauses de réserve, **58**, 438; **62**, 69. Conflit de lois dans les rapports entre époux, applique en concurrence les deux lois nationales, **60**, 198, 209. Son système de dr. intern. privé, **62**, 28, 430. Admet la théorie internationale du dr. intern. privé, **62**, 445. — *Dr. intern. privé* : Sa force obligatoire, **3**, 168. Sa nature, **5**, 458; **20**, 24, 34; **58**, 253. Doctrine du dr. intern. privé, **15**, 470; **33**, 264; **58**, 253; admet que ses règles sont de dr. intern. public, **20**, 43, 44; rétroactivité en dr. intern. privé, **20**, 54; commentaires sur le dr. intern. privé, **21**, 202; son système de dr. intern. privé, **29**, 612; conditions d'existence et de validité d'une règle juridique étrangère, **27**, 221; soutient l'existence d'un droit supranational, **25**, 146; autorité du droit supranational, **36**, 19; comment doivent être traités les conflits de dr. intern. privé, **47**, 168; lacunes du dr. intern. privé, **58**, 343.

Zizka.

Caractère religieux de la guerre des Hussites, **44**, 424.

Zoll.

Opinion sur le droit de suite au profit des auteurs, **12**, 567.

Zonara.

Commente le droit canon grec. Condamnation de la guerre, **11**, 367.

Zorn (Albert).

Le droit des gens n'est du droit qu'à mesure qu'il devient du droit constitutionnel, **47**, 276.

Zorn (Philippe).

Opinion sur le privilège d'exterritorialité accordé aux fonctionnaires officiels d'un Etat étranger, **7**, 281. Délégué de l'Allemagne à la Ire Conférence de la Paix à laquelle il donne une adhésion sincère, **13**, 405. Appréciation des travaux de la conférence, **37**, 570; esprit de la conférence, **13**, 570. Appréciation de la IIe Conférence de la Paix, **37**, 619, 622. Création de la Cour permanente d'arbitrage, **37**, 556; veut que les sentences arbitrales soient motivées, **37**, 589; arbitrage international de la papauté au moyen âge, **31**, 341. Nature purement interne du droit des gens, **47**, 275. Sa conception d'un droit constitutionnel extérieur, **47**, 275. Etablit un lien entre la question de la nature juridique du droit international et l'idée de l'unité du droit international et du droit interne, **61**, 387. Adversaire de la médiation obligatoire, **18**, 16. Attitude à l'égard

de la médiation internationale, **37**, 574.

Zorrilla de San Martin.

Principes américains de démocratie et d'indépendance, **5**, 299. Origine sud-américaine de la doctrine de Monroe, **5**, 304.

Zoroastre.

Idée de l'Union de tous les peuples, **31**, 315.

Zoubor.

Plan de partage de l'Europe, effet produit, **22**, 340.

Zouch.

Opinion sur le droit de commerce, **17**, 206. — *Droit international, droit des gens* : Conception du droit international, **3**, 20, 26, 31; ses doctrines sur le droit international, **13**, 317; le premier, il donne son vrai titre au droit international, **10**, 577; **17**, 197; son rôle dans l'élaboration du droit international, **18**, 297; laïcise le droit international, **18**, 317; caractère positiviste de sa doctrine, **18**, 335, 334, 382; sa conception du droit des gens, **10**, 577; **16**, 256, 258; admet que les Etats doivent leur existence au droit des gens, **16**, 313.

Zouche (Richard de).

Embrasse le droit des gens dans toute son envergure, **31**, 365. Bataille autour du droit naturel, **31**, 366. Traité de l'arbitrage, **33**, 365. Qualifie le droit international de *jus inter gentes*, **34**, 242; **41**, 270. Appartient à l'école historique, **34**, 250. Conception d'un droit volontaire à côté du droit naturel, **35**, 18. Travaux de Holland, édition du *jus feciale*, **40**, 67, 71. Principe du positivisme, **40**, 337. Ambiguïté du terme *jus gentium*, **40**, 72. *Jus inter gentes*, **41**, 270. Distinction entre personnel diplomatique et serviteurs, **48**, 472.

Zubieta.

Dispersion de l'Amérique latine, **32**, 474.

Zulueta.

Adaptation de la Constitution espagnole au Pacte de la S. d. N., **38**, 455.

Zumarragua (Don Juan de).

Détruit les documents et manuscrits concernant l'histoire des indigènes, **31**, 283.

Zumeta.

Délégué du Vénézuéla à la Conférence internationale du travail, **4**, 110. Rôle historique de l'Amérique, **5**, 351.

Zürcher.

Définition de la double imposition, **13**, 36.

Zweig (Stefan).

Lutte contre le mensonge imprimé qui crée artificiellement une haine entre peuples, **45**, 362.

Zwicker.

Docinien, ses polémiques avec Comenius; il condamne le recours aux armes, **13**, 287.

Zwingli.

Opinion sur le droit naturel, **6**, 268.

V. Table des Noms des Auteurs de Cours publiés dans le recueil

Aftalion (Albert). — Crises économiques et financières, **39**, 277-347.
Ago (Roberto). — Règles générales des conflits de lois, **58**, 247-468.
Allix (Edgard). — Condition des étrangers au point de vue fiscal, **61**, 545-635.
Ancel (Jacques). — Les frontières, étude de géographie politique, **55**, 207-296.
Andrassy (Georges). — La souveraineté et la Société des Nations, **61**, 641-761.
Andreadès (André). — Contrôles financiers internationaux, **5**, 5-108.
Arminjon (Pierre). — Objet et méthode du droit international privé, **21**, 433-511. — La notion des droits acquis en droit international privé, **44**, 5-109.
Asbeck. — V. Van (Asbeck).
Audinet (E.). — Conflits de lois en matière de mariage et de divorce, **11**, 175-252. — Conflits de lois relatifs aux effets patrimoniaux du mariage, **40**, 241-303.

Bagge (Algot). — Conflits de lois en matière de contrats de vente de biens meubles corporels, **25**, 129-232.
Baker (P. N.). — Statut juridique actuel des dominions britanniques dans le domaine du droit international, **19**, 249-491.
Balás (Charles de). — La politique commerciale en Europe centrale. (Les systèmes de la politique commerciale en rapport avec la situation de l'Europe centrale), **51**, 125-201.
Balladore Pallieri (Comte Giorgio). — L'arbitrage privé dans les rapports internationaux, **51**, 291-403.
Balogh (Elemer). — Le rôle du droit comparé dans le droit international, **57**, 577-727.
Barbosa de Magalhaes. — Doctrine du domicile en droit international privé, **23**, 5-144.
Barcia Trelles (Camillo). — Francisco Suarez (1548-1617) (les théologiens espagnols du XVI^e^ siècle et l'école moderne du droit international), **43**, 389-551.
Bartin (Etienne). — Doctrine des qualifications et ses rapports avec le caractère national du conflit des lois, **31**, 565-621. — Une conception nouvelle de l'empire de la loi locale par opposition à la loi personnelle et à la loi territoriale, **52**, 587-640.
Basdevant (Jules). — Conclusion et rédaction des traités et des instruments diplomatiques autres que les traités, **15**, 539-643. — Règles générales du droit de la paix, **58**, 475-691.
Beckett (W. E.). — Les questions d'intérêt général au point de vue juridique

dans la jurisprudence de la Cour permanente de justice internationale (juillet 1932-juillet 1934), **39**, 135-269; **50**, 193-305.

Benoist (Charles). — Influence des idées de Machiavel, **9**, 131-306.

Bentwich (Norman). — Le système des mandats, **29**, 119-180. — Le développement récent du principe du domicile en droit anglais, **49**, 377-465.

Blocizewski (J.). — Régime international du Danube, **11**, 257-340.

Blüdhorn (Rudolf). — Le fonctionnement et la jurisprudence des tribunaux arbitraux mixtes créés par les Traités de Paix, **41**, 141-243.

Boeck (Charles de). — L'expulsion et les difficultés internationales qu'en soulève la pratique, **18**, 447-650.

Bœgner (M.). — L'influence de la réforme sur le développement du droit international, **6**, 245-324. — Les missions protestantes et le droit international, **29**, 191-283.

Bonnet (Henri). — L'œuvre de l'Institut international de coopération intellectuelle, **61**, 461-539.

Borel (Eugène). — L'organisation internationale de la Croix-Rouge, **1**, 573-607. — L'Acte général de Genève, **27**, 501-595. — Les voies de recours contre les sentences arbitrales, **52**, 5-105.

Bourquin (Maurice). — L'organisation internationale des voies de communication, **5**, 163-210. — Crimes et délits contre la sûreté des Etats étrangers, **16**, 121-246. — Règles générales du droit de la paix, **35**, 5-229. — Le problème de la sécurité internationale, **49**, 473-541.

Brière (Yves de la). — Evolution de la doctrine et de la pratique en matière de représailles, **22**, 241-294. — La condition juridique de la Cité du Vatican, **33**, 115-165.

Brierly (J. L.). — Le fondement du caractère obligatoire du droit international, **23**, 467-552. — Règles générales du droit de la paix, **58**, 5-237.

Brouckère (L. de). — Les travaux de la Société des Nations en matière de désarmement, **25**, 365-449. — Prévention de la guerre, **50**, 5-83.

Brüel (Erik). — Les détroits danois au point de vue du droit international, **55**, 599-695.

Brun (Viktor). — Cour permanente de justice internationale, **62**, 551-670.

Bühler (Ottmar). — Les accords internationaux concernant la double imposition et l'évasion fiscale, **55**, 437-505.

Butter (Oscar). — La presse et les relations politiques internationales, **45**, 223-382.

Caloyanni (Mégalos). — L'organisation de la Cour permanente de justice et son avenir, **38**, 655-785.

Cardahi (Choucri). — Le mandat de la France sur la Syrie et le Liban (son application en droit international public et privé), **43**, 663-791. — Conception et pratique du droit international privé dans l'Islam, **60**, 511-647.

Cassin (René). — La nouvelle conception du domicile dans le règlement des conflits de lois, **34**, 659-807.

Castberg (Frede). — L'excès de pouvoir dans la justice internationale, **35**, 357-470. — La méthodologie du droit international public, **43**, 313-383.

Catellani (Enrico). — Les maîtres de l'Ecole italienne du droit international au XIX^e^ siècle, **46**, 709-825.

Cavaglieri (Arrigo). — Règles générales du droit de la paix, **26**, 315-583.

Chinard (Gilbert). — Les origines historiques de la doctrine de l'isolement aux Etats-Unis, **59**, 229-313.

Cock (Henry de). — Effets et exécution des jugements étrangers, **10**, 435-536.

Colombos (C. John). — La conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique britanniques, **36**, 5-74.
Crusen (G.). — Les servitudes internationales, **22**, 5-79.
Cybichowski (Sigismond). — La compétence des tribunaux à raison d'infractions commises hors du territoire, **12**, 251-385.

Daneff (Stoyan). — Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique en Bulgarie, **33**, 487-543.
De Orñe y Arregui (José Ramon). — Le régionalisme dans l'organisation internationale, **53**, 7-94.
Descamps (Baron). — Le droit international nouveau, **31**, 399-557.
Dickinson (Edwin D.). — L'interprétation et l'application du droit international dans les pays anglo-américains, **40**, 309-393.
Diena. — Les mandats internationaux, **5**, 215-265. — La conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique en Italie, **17**, 347-445. — Principe du droit international privé maritime, **51**, 409-481.
Donnedieu de Vabres (Henri). — L'action publique et l'action civile dans les rapports de droit pénal international, **26**, 211-309.
Dumas (Jacques). — La responsabilité des Etats à raison des crimes et délits commis sur leur territoire au préjudice d'étrangers, **36**, 187-261. — La sauvegarde internationale des droits de l'homme, **59**, 5-96.
Dupuis (Charles). — Liberté des voies de communication, relations internationales, **2**, 129-444. — Règles générales du droit de la paix, **32**, 5-289. — Les antécédents de la Société des Nations, **60**, 5-108.

Efremoff (J.). — La conciliation internationale, **18**, 5-148. — Organisation de la conciliation comme moyen de prévenir les guerres, **59**, 103-222.
Ehrlich (Ludwik). — L'interprétation des traités, **24**, 5-145.
Einaudi (Luigi). — La coopération internationale en matière fiscale, **25**, 5-123.
Erich (R.). — La naissance et la reconnaissance des Etats, **13**, 431-507. — La question des zones démilitarisées, **26**, 591-667.
Escarra (Jean). — Le régime des concessions étrangères en Chine, **27**, 5-139.
Eysinga (Jonkheer W. J. M. Van). — La guerre chimique et le mouvement pour sa répression, **16**, 329-383.

Fabre-Surveyer (Edouard). — Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique au Canada, **53**, 181-281.
Fedozzi (Prospero). — La condition juridique des navires de commerce, **10**, 5-222. — De l'efficacité extra-territoriale des lois et des actes de droit public, **27**, 145-241.
Feinberg (Nathan). — La pétition en droit international, **40**, 529-641. — Juridiction et jurisprudence de la Cour permanente de justice internationale en matière de mandats et de minorités, **59**, 591-705.
Finck (Georg A.). — Les sources modernes du droit international, **53**, 535-628.
Fischer-Williams (Sir John). — V. Williams (Sir John Fischer).
François (J.-P.-A.). — Problème des apatrides, **53**, 287-375.
Frankenstein (Ernst). — Tendances nouvelles du droit international privé, **33**, 245-347.
Freytag-Loringhaven (baron Axel von). — Les ententes régionales, **56**, 589-677.

Gardot (André). — Jean Bodin. Sa place parmi les fondateurs du droit international, **50**, 549-743.
Garino Canina (Attilio). — Problèmes internationaux de l'or, **37**, 209-319. — Le « gold standard » et son avenir dans les rapports internationaux, **56**, 423-529.
Garner (James W.). — Le développement et les tendances du droit international, **35**, 609-714.
Gascon y Marin (José). — Les transformations du droit administratif international, **34**, 5-75. — Les fonctionnaires internationaux, **41**, 725-797.
Gemma (Scipione). — Les gouvernements de fait, **4**, 297-414.
Gidel (Gilbert). — Droits et devoirs des nations, théorie classique des droits fondamentaux des Etats, **10**, 541-599. — La mer territoriale et la zone contiguë, **48**, 137-277.
Goyau (Georges). — L'église catholique et le droit des gens, **5**, 127-239. — La condition internationale des missions catholiques, **26**, 81-205.
Giraud (Emile). — Théorie de la légitime défense, **49**, 691-865.
Griziotti (Benvenuto). — L'imposition fiscale des étrangers, **13**, 5-169. — La banque des règlements internationaux, **42**, 359-463. — L'évolution monétaire dans le monde depuis la guerre de 1914, **49**, 7-141.
Gutteridge (H. C.). — Le conflit des lois de compétence judiciaire dans les actions personnelles, **44**, 115-197.
Guani (Albert). — La solidarité internationale dans l'Amérique latine, **8**. 207-339.
Guggenheim (Paul). — Les mesures conservatoires dans la procédure arbitrale et judiciaire, **40**, 649-763.
Gutzwiller (Max). — Le développement historique du droit international privé, **29**, 291-394.

Haas (P.). — Régime international des zones franches dans les ports maritimes, **21**, 375-428.
Habicht (Max). — Le pouvoir du juge international de statuer « ex aequo et bono », **49**, 281-369.
Hamel (Joseph). — Formes internationales des crédits bancaires, **51**, 207-285.
Hammarskjöld (A.). — Les immunités des personnes investies de fonctions internationales, **56**, 110-209.
Healy (Thomas H.). — Théorie générale de l'ordre public, **9**, 411-557. — La condition juridique de l'étranger, spécialement aux Etats-Unis, **27**, 405-495.
Heilborn (P.). — Les sources du droit international, **11**, 5-63.
Heyking (Baron Alphonse). — L'exterritorialité et ses applications en Extrême-Orient, **7**, 241-339. — La théorie et la pratique des services consulaires, **34**, 815-911. — La contribution de quatre grands juristes britanniques au droit international (Lorimer, Westlake, Hall et Holland), **40**, 5-85.
Heyligers (Th.). — L'organisation des tribunaux mixtes d'Egypte, **17**, 5-107.
Higgins (Pearce). — Le droit de visite et de capture dans la guerre maritime, **11**, 69-169. — Le régime juridique des navires de commerce, **30**, 5-79.
Hill (Charles E.). — Le régime international des détroits maritimes, **45**. 479-555.
Hindmarsh (Albert-E.). — Le Japon et la paix en Asie, **57**, 101-199.
Hobza (Antoine). — Questions de droit international concernant les religions, **5**, 371-423.

Hostie (Jean). — Le statut international du Rhin, **28**, 109-227. — Examen de quelques règles du droit international dans le domaine des communications et du transit, **40**, 403-523.
Hudson (Manley O.). — Les avis consultatifs de la Cour permanente de justice internationale, **8**, 345-412.
Hugh H. L. Bellot. — Théorie anglo-saxonne des conflits de lois, **3**, 99, 175.
Hurst (Sir Cecil). — Les immunités diplomatiques, **12**, 119-245.

Ianoulоff (Ilia). — Législation internationale du travail, **51**, 487-577.
Isay (Ernst). — De la nationalité, **5**, 429-471.

Janne (X.). — La réglementation internationale des restrictions douanières, **21**, 113-185.
Jessup (Ph. C.). — L'exploitation des richesses de la mer, **29**, 405-508.
Jèze (Gaston). — La garantie des emprunts publics d'Etat, **7**, 155-236. — Les paiements internationaux, **14**, 165-226. — La stabilisation des monnaies, **38**, 471-539. — Les défaillances de l'Etat, **53**, 381-435.
Joseph-Barthélemy. — Politique intérieure et droit international, **59**, 429-520.

Kaeckenbeek (Georges). — La protection internationale des droits acquis, **59**, 321-419.
Kaufmann (Erich). — Règles générales du droit de la paix, **54**, 313-615.
Kaufmann (Wilhelm). — Les unions internationales de nature économique, **3**, 181-290.
Kelsen (Hans). — Les rapports de système entre le droit interne et le droit international public, **14**, 231-331. — Théorie générale du droit international public. Problèmes choisis, **42**, 121-351.
Korff (Baron S.). — Introduction à l'histoire du droit international, **1**, 5-23.
Krabbe (H.). — L'idée moderne de l'Etat, **13**, 513-583. — Système et fonction des traités internationaux, **50**, 317-399.
Kraus (Herbert). — La morale internationale, **16**, 389-539.
Kuhn (Arthur K.). — Les effets de commerce en droit international, **8**, 129-201. — La conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique aux Etats-Unis, **21**, 193-278. — L'article XI du Pacte de la Société des Nations, **39**, 683-789.
Kunz (Joseph-L.). — L'option de nationalité, **31**, 111-175.

La Barra (Fr. de). — La médiation et la conciliation internationales, **1**, 557-567.
Lange (Christian-L.). — Histoire de la doctrine pacifique et de son influence sur le développement du droit international, **13**, 175-426.
Laun (Rudolf). — Le régime international des ports, **15**, 5-143.
Lauterpacht (H.). — La théorie des différends non justiciables en droit international, **34**, 499-653. — Les travaux préparatoires et l'interprétation des traités, **48**, 713-819. — Règles générales du droit de la paix, **62**, 99-419.
Lebée (Edmond). — Trusts et cartels internationaux, **19**, 147-246.
Leener (Georges de). — Règles générales du droit des communications internationales, **55**, 5-83.
Le Fur (Louis). — La théorie du droit naturel depuis le XVIII[e] siècle et la doctrine moderne, **18**, 263-442. — Le développement historique du droit international : de l'anarchie internationale à une communauté interna-

tionale organisée, **41**, 505-601. — Règles générales du droit de la paix, **54**, 5-307.

Lewald (Hans). — Questions de droit international des successions, **9**, 5-125. — La théorie du renvoi, **29**, 519-616. — Contrôle des Cours suprêmes sur l'application des lois étrangères (Etude de jurisprudence comparée), **57**, 205-323.

Limbourg. — L'autorité de la chose jugée des juridictions internationales, **30**, 523-617.

Luchaire (Julien). — Principes de la coopération intellectuelle internationale, **9**, 311-406.

Llewelyn Davies (D. J.). — Règles générales des conflits de lois, **62**, 427-547.

Mahaim (Ernest). — L'organisation permanente du travail, **4**, 69-223.

Makarov (A. N.). — Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique russes (U. R. S. S.), **35**, 477-603. — La nationalité de la femme mariée, **60**, 115-239.

Makowski. — L'organisation actuelle de l'arbitrage international, **36**, 267-384.

Mandelstam (André Nicolayévitch). — La protection des minorités, **1**, 367-519. — La conciliation internationale d'après le pacte et la jurisprudence du Conseil de la Société des Nations, **14**, 337-648. — La protection internationale des droits de l'homme, **38**, 129-231. — Politique russe d'accès à la Méditerranée, **47**, 602-801.

Matos (José). — L'Amérique et la Société des Nations, **28**, 5-103.

Maury (Jacques). — Règles générales des conflits de lois, **57**, 329-569.

Mc Nair (Arnold D.). — La terminaison et la conclusion des traités, **22**, 463-538. — Application et interprétation des traités d'après la jurisprudence britannique, **43**, 251-305. — Effets de la guerre sur les traités, **59**, 527-585.

Meijers (E. M.). — L'histoire des principes fondamentaux du droit international privé à partir du moyen âge, spécialement dans l'Europe occidentale, **49**, 547-683.

Mercier (André). — L'extradition, **33**, 171-239.

Messina (Salvatore). — Les tribunaux mixtes et les rapports interjuridictionnels en Egypte, **41**, 367-499. — Le plagiat littéraire et artistique dans la doctrine, la législation comparée et la jurisprudence internationale, **52**, 447-581.

Mestre (Achille). — Les traités et le droit interne, **38**, 237-305.

Milhaud (Edgard). — L'organisation économique de la paix, **15**, 281-431.

Miranda (Pontes de). — La conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique au Brésil, **39**, 555-675.

Mirkine-Guetzevitch (B.). — Influence de la Révolution française sur le développement du droit international dans l'Europe orientale, **22**, 299-457. — Droit international et droit constitutionnel, **38**, 311-465. — Le droit constitutionnel et l'organisation de la paix (droit constitutionnel de la paix), **45**, 673-773. — La technique parlementaire des relations internationales, **56**, 219-298.

Morelli (Gaetano). — Théorie générale du procès international, **61**, 257-373.

Moresco (E.). — Rapports de droit public entre la métropole et les colonies, Dominions et autres territoires d'outre-mer, **55**, 511-592.

Muller (Joseph). — L'œuvre de toutes les confessions chrétiennes (églises) pour la paix internationale, **31**, 297-391.

Musy (Jean-Marie). — Bases de l'organisation économique de l'Europe, **56**, 535-583.

Négulesco (Démètre). — L'évolution de la procédure des avis consultatifs de la Cour permanente de justice internationale, **57**, 5-95.
Négulesco (Paul). — Principes du droit international administratif, **51**, 583-690.
Niboyet (J.-P.). — Théorie de l'autonomie de la volonté, **16**, 5-116. — Les doubles impositions au point de vue juridique, **31**, 5-105. — Le rôle de la justice internationale en droit international privé : conflit des lois, **40**, 157-235. — La notion de réciprocité dans les traités diplomatiques de droit international privé, **52**, 258-362.
Niemeyer (Theodor). — Les sociétés de commerce, **4**, 5-62.
Nippold (O.). — Le développement historique du droit international depuis le Congrès de Vienne, **2**, 5-121.
Nolde (Baron Boris). — Droit et technique des traités de commerce, **3**, 295-462. — La monnaie en droit international public, **27**, 247-395. — La clause de la nation la plus favorisée et les tarifs préférentiels, **39**, 5-129. — Codification du droit international privé, **55**, 303-431.
Nussbaum (Arthur). — La clause-or dans les contrats internationaux, **43**, 559-657.

Patterson (Dr Ernest Minor). — Les bases économiques de la paix, **37**, 419-523.
Pella (Vespasien V.). — La répression de la piraterie, **15**, 149-275. — La répression des crimes contre la personnalité de l'Etat, **33**, 677-831.
Péritch (Jivoïn). — Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique en Yougoslavie, **28**, 299-447.
Phillimore (George Grenvile). — Immunité des Etas au point de vue de la juridiction ou de l'exécution forcée, **8**, 417-481.
Phillimore (Lord). — Droits et devoirs fondamentaux des Etats, **1**, 29-71.
Pillet (A.). — Théorie continentale des conflits de lois, **2**, 451-484. — La théorie générale des droits acquis, **8**, 489-538.
Pilotti (Massimo). — Les Unions d'Etats, **24**, 447-546.
Plaisant (Marcel). — De la protection internationale de la propriété industrielle, **39**, 357-547.
Planas-Suarez (Simon). — L'extension de la doctrine de Monroe en Amérique du Sud, **5**, 271-365.
Politis (N.). — Le problème des limitations de la souveraineté et la théorie de l'abus des droits dans les rapports internationaux, **6**, 5-121.
Potter (Pitman B.). — L'intervention en droit international moderne, **32**, 611-689.
Pusta (C. R.). — Le statut juridique de la mer Baltique à partir du XIXe siècle, **52**, 109-189.

Quidde (Ludwig). — Histoire de la paix publique en Allemagne au moyen âge, **28**, 453-597.

Raape (Léo). — Rapports juridiques entre parents et enfants comme point de départ d'une explication pratique d'anciens et de nouveaux problèmes fondamentaux du dr. intern. privé, **50**, 403-539.
Rapisardi-Mirabelli (A.). — La théorie générale des Unions internationales, **7**, 345-393.
Rappart (William E.). — Le nationalisme économique et la Société des Nations, **61**, 103-251.
Rauchberg (H.). — Les obligations juridiques des membres de la Société des Nations pour le maintien de la paix, **37**, 87-203.

Ray (Jean). — Des conflits entre principes abstraits et stipulations conventionnelles, **48**, 635-707.
Reale (Egidio). — Problèmes des passeports, **50**, 89-187.
Rechid (Ahmed). — Condition des étrangers dans la République de Turquie, **46**, 169-227. — L'Islam et le droit des gens, **60**, 375-505.
Redslob (Robert). — Le principe des nationalités, **37**, 5-81.
Reeves (Jesse S.). — La communauté internationale, **3**, 5-94.
Reid (Helen Dwight). — Les servitudes internationales, **45**, 5-73.
Ripert (Georges). — Règles du droit civil applicables aux rapports internationaux, **44**, 569-663.
Rodrigo-Octavio. — Les sauvages américains devant le droit, **31**, 181-291.
Rolin (Baron Albéric). — Quelques questions relatives à l'extradition, **1**, 181-227. — Des conflits de lois en matière de faillite, **14**, 5-160.
Rolin (Henri). — La pratique des mandats internationaux, **19**, 497-628.
Roux (J.-A.). — L'entr'aide des Etats dans la lutte contre la criminalité, **36**, 31-181.
Ruffini (Francesco). — La protection internationale des droits sur les œuvres littéraires et artistiques, **12**, 391-574.
Rühland (Curt). — Le problème des personnes rurales en droit international privé, **45**, 391-473.
Rundstein. — L'arbitrage international en matière privée, **23**, 331-461. — Cour permanente de justice internationale comme instance de recours, **43**, 5-113.
Rutgers (V. H.). — La mise en harmonie du Pacte de la Société des Nations avec le Pacte de Paris, **38**, 5-123.

Sack (A. N.). — La succession aux dettes publiques d'Etat, **23**, 149-326.
Saldaña (Quintiliano). — La justice pénale internationale, **10**, 227-429.
Salvioli (Gabriele). — La jurisprudence de la Cour permanente de justice internationale, **12**, 5-114. — La responsabilité des Etats et la fixation des dommages-intérêts par les tribunaux internationaux, **28**, 235-289. — Règles générales de la paix, **46**, 5-163.
Sauser-Hall (Georges). — La clause-or dans les contrats publics et privés, **60**, 657-782.
Scelle (Georges). — Règles générales du droit de la paix, **46**, 331-697. — Théorie et pratique de la fonction exécutive en droit international, **55**, 91-201.
Schindler (Dietrich). — Les progrès de l'arbitrage obligatoire depuis la création de la Société des Nations, **25**, 237-364. — Contribution à l'étude des facteurs sociologiques et psychologiques, **46**, 233-325.
Schoenborn (Walther). — La nature juridique du territoire, **30**, 85-189.
Schucking (W.). — Le développement du Pacte de la Société des Nations, **20**, 353-458.
Scott (James Brown). — Le principe de l'égalité juridique dans les rapports internationaux, **42**, 473-627.
Séfériadès (Stelio). — L'échange des populations, **24**, 311-439. — Principes généraux du droit international de la paix, **34**, 181-489. — Le problème de l'accès des particuliers à des juridictions internationales, **51**, 5-119.
Seligman (Edwin B. A.). — La double imposition et la coopération fiscale internationale, **20**, 463-603.
Sibert (Marcel). — Quelques aspects de l'organisation et de la technique des conférences internationales, **48**, 391-457.

Simons (Walter). — La conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique en Allemagne, **15**, 437-533.
Siotto-Pintor (Manfredi). — Le régime international de l'Escaut, **21**, 285-369. — Les sujets du droit international autres que les Etats, **41**, 251-361.
Sperl (Hans). — La reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers, **36**, 389-477.
Spiropoulos (Jean). — L'individu et le droit international, **30**, 195-269.
Stein (Oswald). — Le droit international des assurances, **19**, 5-142.
Stowell (Ellery C.). — La théorie et la pratique de l'intervention, **40**, 91-151.
Straznicky (Milorad). — Les conférences de droit international privé depuis la fin de la guerre mondiale, **44**, 443-561.
Streit (Georges). — La conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique en Grèce, **20**, 5-164.
Strisower (Léo). — L'exterritorialité et ses principales applications, **1**, 233-287.
Strupp (Karl). — L'intervention en matière financière, **8**, 5-124. — Le droit du juge de statuer selon l'équité, **33**, 357-481. — Règles générales du droit de la paix, **47**, 263-593.
Stuart (Graham). — Le droit et la pratique diplomatiques et consulaires, **48**, 463-569.
Sulkowski (Joseph). — Questions juridiques soulevées dans les rapports internationaux par les variations de valeur des signes monétaires, **29**, 5-107. — Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique en Pologne, **41**, 607-717.
Szaszy (Etienne de). — Conflits de lois dans les temps, **47**, 149-256.

Taube (Baron M. de). — Etudes sur le développement historique du droit international dans l'Europe orientale, **11**, 345-535. — L'inviolabilité des traités, **32**, 295-389. — Les origines de l'arbitrage international. Antiquité et moyen âge, **42**, 5-115. — Le statut juridique de la mer Baltique jusqu'au début du XIX^e^ siècle, **53**, 441-531.
Travers (Maurice). — Les effets internationaux des jugements répressifs, **4**, 419-469. — La nationalité des sociétés commerciales, **33**, 5-111.
Trelles (Camilo Barcia). — Francisco de Vitoria et l'Ecole moderne du droit international, **17**, 113-342. — La doctrine de Monroe dans son développement historique, particulièrement en ce qui concerne les relations interaméricaines, **32**, 397-603.
Trias de Bes (J. M.). — Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique en Espagne, **31**, 627-707. — Règles générales des conflits de lois, **62**, 5-91.
Triepel (H.). — Les rapports entre le droit interne et le droit international, **1**, 77-121.
Truchy (Henri). — L'Union douanière européenne, **48**, 575-629.

Udina (Maulio). — La succession des Etats quant aux obligations internationales autres que les dettes publiques, **44**, 669-773.
Urrutia (F.-J.). — La codification du droit international en Amérique, **22**, 85-236.

Van Asbeek (baron Frederik Mari). — Le régime des étrangers dans les colonies, **61**, 5-95.

Van Eysinga (Jonkheer W. I. M.). — La guerre chimique et le mouvement pour sa répression, **16**, 329-383.
Varlez (Louis). — Les migrations internationales et leurs réglementations, **20**, 169-348.
Vaughan. — V. Williams (R. E. L. Vaughan).
Vecchio (Giorgio del). — La Société des Nations au point de vue de la philosophie du droit international, **38**, 545-649.
Veiga-Simoes (A. de). — Les nouvelles orientations de la politique économique internationale, **35**, 237-349. — Crise et intervention, **50**, 753-839.
Verdross (Alfred). — Le fondement du droit international, **16**, 251-323. — Règles générales du droit international de la paix, **30**, 275-507. — Règles internationales concernant le traitement des étrangers, **37**, 327-409. — Les principes généraux du droit dans la jurisprudence internationale, **52**, 195-252.
Vichniac (Marc). — Le statut international des apatrides, **43**, 119-245.
Visscher (Ch. de). — La codification du droit international, **6**, 329-455. — Les avis consultatifs de la Cour permanente de justice internationale, **26**, 5-76. — Le déni de justice en droit international, **52**, 369-441.
Visscher (Fernand de). — Les conflits de lois en matière de droit aérien, **48**, 285-385.
Vitta (Cino). — Le droit sanitaire international, **33**, 549-669. — La défense internationale de la liberté et de la moralité individuelles, **45**, 561-666. — La coopération internationale en matière d'agriculture, **56**, 305-415.
Vlugt (W. Van der). — L'Œuvre de Grotius, **7**, 399-509.

Walsh (R. P. Professeur Edmund A.). — Les principes fondamentaux de la vie internationale, **53**, 101-173.
Walz (G.-A.). — Rapports du droit international et du droit interne, **61**, 379-455.
Wambaugh (Sarah). — La pratique des plébiscites internationaux, **18**, 153-258.
Wehberg (Hans). — Le protocole de Genève, **7**, 5-150. — Le problème de la mise de la guerre hors la loi, **24**, 151-306. — La contribution des conférences de la paix de La Haye au progrès du droit international, **37**, 533-669. — La police internationale, **48**, 7-131.
Weiss (André). — Compétence ou incompétence des tribunaux à l'égard des Etats étrangers, **1**, 525-551.
Werner (Georges). — Les prisonniers de guerre, **21**, 5-107.
Whitton (John B.). — La neutralité et la Société des Nations, **17**, 453-569. — La règle « pacta sunt servanda », **49**, 151-275.
Williams (R. E. L. Vaughan). — Les méthodes de travail de la diplomatie, **4**, 229-288.
Williams (Sir John Fischer). — Le droit international et les obligations financières internationales qui naissent d'un contrat, **1**, 293-361. — L'entr'aide financière internationale, **5**, 113-157. — Quelques apects juridiques des transferts contractuels de richesse entre Etats, **16**, 545-592. — La Convention pour l'assistance financière aux Etats victimes d'agression, **34**, 81-175. — La doctrine de la reconnaissance en droit international et ses développements récents, **44**, 203-313.
Wilson (George Grafton). — Les eaux adjacentes au territoire des Etats, **1**, 127-175.
Winiarski (Bohdan). — Principes généraux du droit fluvial international, **45**, 79-217.

Witenberg (J. C.). — La recevabilité des réclamations devant les juridictions internationales, **41**, 5-135. — La théorie des preuves devant les juridictions internationales, **56**, 5-105.

Wolff (Karl). — Les principes généraux du droit applicables dans les rapports internationaux, **36**, 483-553.

Wolgast (Ernst). — Le diplomate et ses fonctions (déduits de la nature de l'organisation internationale publique du pouvoir externe de l'Etat), **60**, 251-369.

Yepes (J. M.). — La contribution de l'Amérique latine au développement du droit international public et privé, **32**, 697-795. — Problèmes fondamentaux du droit des gens en Amérique, **47**, 5-141.

Zimmermann (Michel). — La crise de l'organisation internationale à la fin du moyen âge, **44**, 319-437.

VI. Liste des Cours

TABLE PAR TOME DES COURS
professés à l'Académie de Droit international de La Haye et publiés dans le recueil de 1923 à 1937 inclus

(Tomes 1 à 62 de la collection)

TOME 1er (1923) :

Baron S. Korff, Introduction à l'histoire du droit international . 5- 23
Lord Phillimore, Droits et devoirs fondamentaux des Etats . . . 29- 71
H. Triepel, Les rapports entre le droit interne et le droit international 77-121
George Grafton Wilson, Les eaux adjacentes au territoire des Etats. 127-175
Baron Albéric Rolin, Quelques questions relatives à l'extradition. 181-227
Léo Strisower, L'exterritorialité et ses principales applications . . 233-287
Sir John Fischer Williams K. C., Le droit international et les obligations financières internationales qui naissent d'un contrat 293-359
André Mandelstam, La protection des minorités 367-517
André Weiss, Compétence ou incompétence des tribunaux à l'égard des Etats étrangers 525-551
Fr. de la Barra, La médiation et la conciliation internationales . . 557-567
Eugène Borel, L'organisation internationale de la Croix-Rouge . . 573-607

TOME 2 (1924-I) :

O. Nippold, Le développement historique du droit international depuis le Congrès de Vienne 5-121
Charles Dupuis, Liberté des voies de communication, relations internationales 129-439
Antoine Pillet, Théorie continentale des conflits de lois 451-483

TOME 3 (1924-II) :

Jesse S. Reeves, La communauté internationale 5- 93
Hugh H. L. Bellot, La théorie anglo-saxonne des conflits de lois . 99-175
Wilhelm Kaufmann, Les unions internationales de nature économique 181-289
Baron Boris Nolde, Droit et technique des traités de commerce. 295-461

TOME 4 (1924-III) :

Theodor Niemeyer, Les sociétés de commerce 5- 61
Ernest Mahaim, L'organisation permanente du travail 69-221
R. E. L. Vaughan Williams K. C., Les méthodes de travail de la diplomatie 229-287
Scipione Gemma, Les gouvernements de fait 297-413
Maurice Travers, Les effets internationaux des jugements répressifs 419-467

TOME 5 (1924-IV) :

André Andréadès, Les contrôles financiers internationaux . . . 5-107
Sir John Fischer Williams K. C., L'entr'aide financière internationale 113-157
Maurice Bourquin, L'organisation internationale des voies de communication 163-209
Giulio Diena, Les mandats internationaux 215-265
Simon Planas-Suarez, L'extension de la doctrine de Monroe en Amérique du Sud 271-365
Antoine Hobza, Questions de droit international concernant les religions 371-423
Ernst Isay, De la nationalité 429-471

TOME 6 (1925-I) :

N. Politis, Le problème des limitations de la souveraineté et la théorie de l'abus des droits dans les rapports internationaux . 5-117
Georges Goyau, L'Eglise catholique et le droit des gens 127-237
Marc Boegner, L'influence de la Réforme sur le développement du droit international 245-323
Charles de Visscher, La codification du droit international . . . 329-453

TOME 7 (1925-II) :

Hans Wehberg, Le protocole de Genève 5-149
Gaston Jèze, La garantie des emprunts publics d'Etat 155-235
Baron Alphonse Heyking, L'exterritorialité et ses applications en Extrême-Orient 241-335
A. Rapisardi-Mirabelli, Théorie générale des unions internationales 345-393
W. Van der Vlugt, L'œuvre de Grotius et son influence sur le développement du droit international 399-507

TOME 8 (1925-III) :

Karl Strupp, L'intervention en matière financière 5-123
Arthur K. Kuhn, Les effets de commerce en droit international . . 129-199
Albert Guani, La solidarité internationale dans l'Amérique latine. 207-337
Manley O. Hudson, Les avis consultatifs de la Cour permanente de Justice internationale 345-411
George Grenville Phillimore, Immunité des Etats au point de vue de la juridiction ou de l'exécution forcée 417-481
A. Pillet, La théorie générale des droits acquis 489-537

TOME 9 (1925-IV) :

Hans Lewald, Questions de droit international des successions . . 5-125

Charles Benoist, L'influence des idées de Machiavel 131-303
Julien Luchaire, Principes de la coopération intellectuelle internationale 312-405
Thomas H. Healy, Théorie générale de l'ordre public 411-553

TOME 10 (1925-V) :

Prospero Fedozzi, La condition juridique des navires de commerce . 5-221
Quintiliano Saldana, La justice pénale internationale 227-425
Henry de Cock, Effets et exécution des jugements étrangers . . . 435-535
Gilbert Gidel, Droits et devoirs des nations. La théorie classique des droits fondamentaux des Etats 541-599

TOME 11 (1926-I) :

P. Heilborn, Les sources du droit international 5- 63
A. Pearce Higgins, Le droit de visite et de capture dans la guerre maritime 69-169
E. Audinet, Les conflits de lois en matière de mariage et de divorce. 175-251
J. Blociszewski, Le régime international du Danube 257-339
Baron M. de Taube, Etudes sur le développement historique du droit international dans l'Europe orientale 345-535

TOME 12 (1926-II) :

Gabriele Salvioli, La jurisprudence de la Cour permanente de Justice internationale 5-113
Sir Cecil Hurst, Les immunités diplomatiques 119-241
Sigismond Cybichowski, La compétence des tribunaux à raison d'infractions commises hors du territoire 251-383
Francesco Ruffini, La protection internationale des droits sur les œuvres littéraires et artistiques 391-571

TOME 13 (1926-III) :

Benvenuto Griziotti, L'imposition fiscale des étrangers 5-161
Christian L. Lange, Histoire de la doctrine pacifique et de son influence sur le développement du droit international . . 175-423
R. Erich, La naissance et la reconnaissance des Etats 431-505
H. Krabbe, L'idée moderne de l'Etat 513-583

TOME 14 (1926-IV) :

Baron Albéric Rolin, Des conflits de lois en matière de faillite . 5-159
Gaston Jèze, Les paiements internationaux 165-225
Hans Kelsen, Les rapports de système entre le droit interne et le droit international public 231-329
André Nicolayévitch Mandelstam, La conciliation internationale d'après le Pacte et la jurisprudence du Conseil de la Société des Nations 337-643

TOME 15 (1926-V) :

Rudolf Laun, Le régime international des ports 5-141
Vespasien V. Pella, La répression de la piraterie 149-269
Edgard Milhaud, L'organisation économique de la paix 281-431

Walter Simons, La conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique en Allemagne 437-529
Jules Basdevant, La conclusion et la rédaction des traités et des instruments diplomatiques autres que les traités 539-643

TOME 16 (1927-I) :

J.-P. Niboyet, La théorie de l'autonomie de la volonté 5-115
Maurice Bourquin, Crimes et délits contre la sûreté des Etats étrangers 121-245
Alfred Verdross, Le fondement du droit international 251-321
Jonkheer W. I. M. Van Eysinga, La guerre chimique et le mouvement pour sa répression 329-383
Herbert Kraus, La Morale internationale 389-539
Sir John Fischer Williams, Quelques aspects juridiques des transferts contractuels de richesse entre Etats 545-591

TOME 17 (1927-II) :

Th. Heyligers, L'organisation des tribunaux mixtes d'Egypte . . 5-105
Camilio Barcia Trelles, Francisco de Vitoria et l'Ecole moderne du droit international 113-337
Giulio Diena, La conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique en Italie 347-445
John B. Whitton, La neutralité et la Société des Nations . . . 453-569

TOME 18 (1927-III) :

J. Efremoff, La conciliation internationale 5-147
Sarah Wambaugh, La pratique des plébiscites internationaux . . 153-257
Louis Le Fur, La théorie du droit naturel depuis le XVII^e^ siècle et la Doctrine moderne 263-441
Charles de Boeck, L'expulsion et les difficultés internationales qu'en soulève la pratique 447-647

TOME 19 (1927-IV) :

Oswald Stein, Le droit international des assurances 5-141
Edmond Lebée, Trusts et cartels internationaux 147-245
P. N. Baker, Le statut juridique actuel des Dominions britanniques dans le domaine du droit international 249-491
H. Rolin, La pratique des mandats internationaux 497-627

TOME 20 (1927-V) :

Georges Streit, La conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique en Grèce 5-163
Louis Varlez, Les migrations internationales et leur réglementation 169-347
W. Schücking, Le développement du Pacte de la Société des Nations 353-457
Edwin R. A. Seligman, La double imposition et la coopération fiscale internationale 463-603

TOME 21 (1928-I) :

Georges Werner, Les prisonniers de guerre 5-105

Xavier Janne, La réglementation internationale des restrictions douanières 113-187
Arthur K. Kuhn, La conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique aux Etats-Unis 193-277
Manfredi Siotto Pintor, Le régime international de l'Escaut . . 285-369
Robert Haas, Régime international des zones franches dans les ports maritimes 375-427
Pierre Arminjon, L'objet et la méthode du droit international privé 433-511

TOME 22 (1928-II) :

Georg Crusen, Les servitudes internationales 5- 79
F.-J. Urrutia, La codification du droit international en Amérique. 85-233
Yves de la Brière, Evolution de la doctrine et de la pratique en matière de représailles 241-293
B. Mirkine-Guetzévitch, L'influence de la Révolution française sur le développement du droit international dans l'Europe orientale 299-457
Arnold D. Mc Nair, La terminaison et la dissolution des traités . . 463-537

TOME 23 (1928-III) :

Barbosa de Magalhaes, La doctrine du domicile en droit international privé 5-143
A.-N. Sack, La succession aux dettes publiques d'Etat 149-325
Simon Rundstein, L'arbitrage international en matière privée . . 331-459
J.-L. Brierly, Le fondement du caractère obligatoire du droit international 467-551

TOME 24 (1928-IV) :

Ludwik Ehrlich, L'interprétation des traités 5-143
Hans Wehberg, Le problème de la mise de la guerre hors la loi. 151-305
Stelio Séfériadès, L'échange des populations 311-437
Massimo Pilotti, Les unions d'Etats 445-545

TOME 25 (1928-V) :

Luigi Einaudi, La coopération internationale en matière fiscale . . 5-119
A. Bagge, Les conflits de lois en matière de contrats de vente de biens meubles corporels 129-231
D. Schindler, Les progrès de l'arbitrage obligatoire depuis la création de la Société des Nations 237-361
Louis de Brouckère, Les travaux de la Société des Nations en matière de désarmement 365-450

TOME 26 (1929-I) :

Charles de Visscher, Les avis consultatifs de la Cour permanente de Justice internationale 5- 75
Georges Goyau, La condition internationale des missions catholiques 81-205
Henri Donnedieu de Vabres, L'action publique et l'action civile dans les rapports de droit pénal international 211-309
Arrigo Cavaglieri, Règles générales du droit de la paix 315-583
Rafael Erich, La question des zones démilitarisées 591-667

TOME 27 (1929-II) :

Jean Escarra, Le régime des concessions étrangères en Chine . . 5-139
Prosper Fedozzi, De l'efficacité extraterritoriale des lois et des actes de droit public 145-241
Baron Boris Nolde, La monnaie en droit international public . . . 247-395
Thomas H. Healy, La condition juridique de l'étranger spécialement aux Etats-Unis 405-495
Eugène Borel, L'Acte Général de Genève 501-595

TOME 28 (1929-III) :

José Matos, L'Amérique et la Société des Nations 5-103
Jean Hostie, Le statut international du Rhin 109-227
Gabriele Salvioli, La responsabilité des Etats et la fixation des dommages-intérêts par les tribunaux internationaux 235-289
Jivoïn Péritch, Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique en Yougoslavie 299-447
Ludwig Quidde, Histoire de la paix publique en Allemagne au moyen âge 453-597

TOME 29 (1929-IV) :

Joseph Sulkowski, Questions juridiques soulevées dans les rapports internationaux par les variations de valeur des signes monétaires 5-111
Norman Bentwich, Le système des mandats 119-183
Marc Boegner, Les missions protestantes et le droit international . 191-285
Max Gutzwiller, Le Développement historique du droit international privé 291-399
Ph. C. Jessup, L'exploitation des richesses de la mer 405-518
Hans Lewald, La théorie du renvoi 519-619

TOME 30 (1929-V) :

A. Pearce Higgins, Le régime juridique des navires de commerce. 5- 79
Walther Schoenborn, La nature juridique du territoire 85-189
Jean Spiropoulos, L'individu et le droit international 195-269
Alfred Verdross, Règles générales du droit international de la Paix 275-507
Limburg, L'autorité de la chose jugée des décisions des juridictions internationales 523-617

TOME 31 (1930-I) :

J.-P. Niboyet, Les doubles impositions au point de vue juridique. 5-105
Joseph-L. Kunz, L'option de nationalité 111-175
Rodrigo Octavio, Les sauvages américains devant le droit 181-291
Joseph Muller, L'œuvre de toutes les confessions chrétiennes (Eglises) pour la paix internationale 297-391
Baron Descamps, Le droit international nouveau. L'influence de la condamnation de la guerre sur l'évolution juridique internationale 399-557
E. Bartin, La doctrine des qualifications et ses rapports avec le caractère national du conflit des lois 565-621

J.-M. Trias de Bes. Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique en Espagne 627-707

TOME 32 (1930-II) :

Charles Dupuis, Règles générales du droit de la paix 5-289
Baron Michel de Taube, L'inviolabilité des traités 295-389
Camilo Barcia Trelles, La doctrine de Monroë dans son développement historique, particulièrement en ce qui concerne les relations interaméricaines 397-603
Pitman B. Potter, L'intervention en droit international moderne . 611-689
J.-M. Yepes, La contribution de l'Amérique latine au développement du droit international public et privé 697-795

TOME 33 (1930-III) :

Maurice Travers, La nationalité des sociétés commerciales . . . 5-111
Yves de La Brière, La condition juridique de la cité du Vatican. 115-165
André Mercier, L'extradition 171-239
Ernst Frankenstein, Tendances nouvelles du droit international privé. 245-347
Karl Strupp, Le droit du juge international de statuer selon l'équité 357-481
Stoyan Daneff, Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique en Bulgarie 487-543
Cino Vitta, Le droit sanitaire international 549-669
Vespasian V. Pella, La répression des crimes contre la personnalité de l'Etat 677-831

TOME 34 (1930-IV) :

José Gascon y Marin, Les transformations du droit administratif international 5- 75
Sir John Fischer Williams, La convention pour l'assistance financière aux Etats victimes d'agression 81-175
Stelio Séfériadès, Principes généraux du droit international de la paix 181-489
H. Lauterpacht, La théorie des différends non justiciables en droit international 499-653
René Cassin, La nouvelle conception du domicile dans le règlement des conflits de lois 659-807
Baron Alphonse Heyking, La théorie et la pratique des services consulaires 815-911

TOME 35 (1931-I) :

Maurice Bourquin, Règles générales du droits de la paix . . . 5-229
A. da Veiga Simões, Les nouvelles orientations de la politique économique internationale 237-349
Frede Castberg, L'excès de pouvoir dans la justice internationale. 357-470
A. N. Makarov, Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique russes (U. R. S. S.) 477-603
James W. Garner, Le développement et les tendances récentes du droit international 609-714

TOME 36 (1931-II) :

C. John Colombos, La conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique britanniques 5- 74
J.-A. Roux, L'entr'aide des Etats dans la lutte contre la criminalité 81-181
Jacques Dumas, La responsabilité des Etats à raison des crimes et délits commis sur leur territoire au préjudice d'étrangers . . 187-261
Julien Makowski, L'organisation actuelle de l'arbitrage international 267-384bis
Hans Sperl, La reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers 389-477
Karl Wolff, Les principes généraux du droit applicables dans les rapports internationaux 483-553

TOME 37 (1931-III) :

Robert Redslob, Le principe des nationalités 5- 81
H. Rauchberg, Les obligations juridiques des membres de la Société des Nations pour le maintien de la paix 87-203
Attilio Garino-Canina, Problèmes internationaux de l'or 209-319
Dr A. Verdross, Les Règles internationales concernant le traitement des étrangers 327-409
Dr Ernest Minor Patterson, Les bases économiques de la paix . . 419-523
Hans Wehberg, La contribution des conférences de la paix de La Haye au progrès du droit international 533-669

TOME 38 (1931-IV) :

V. H. Rutgers, La mise en harmonie du Pacte de la Société des Nations avec le pacte de Paris 5-123
André N. Mandelstam, La protection internationale des droits de l'homme 129-231
Achille Mestre, Les traités et le droit interne 237-305
B. Mirkine-Guetzévitch, Droit international et droit constitutionnel. 311-465
Gaston Jèze, La stabilisation des monnaies 471-539
Giorgio Del Vecchio, La Société des Nations au point de vue de la philosophie du droit international 545-649
Mégalos A. Caloyanni, L'organisation de la Cour permanente de Justice et son avenir 655-785

TOME 39 (1932-I) :

Baron Boris Nolde, La clause de la nation la plus favorisée et les tarifs préférentiels 5-129
W.-E. Beckett, Les questions d'intérêt général au point de vue juridique dans la jurisprudence de la Cour permanente de Justice internationale 135-269
Albert Aftalion, Les crises économiques et financières 277-347
Marcel Plaisant, De la protection internationale de la propriété industrielle 357-547
Pontes de Miranda, La conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique au Brésil 555-675
Joseph-L. Kunz, L'article XI du pacte de la Société des Nations . . 683-789

TOME 40 (1932-II) :

A. Pearce Higgins, La contribution de quatre grands juristes britanniques au droit international (Lorimer, Westlake, Hall et Hollard) 5- 85
Ellery C. Stowell, La théorie et la pratique de l'intervention . . 91-151
J.-P. Niboyet, Le rôle de la justice internationale en droit international privé : conflit des lois 157-235
Eugène Audinet, Des conflits de lois relatifs aux effets patrimoniaux du mariage 241-303
Edwin D. Dickinson, L'interprétation et l'application du droit international dans les pays anglo-américains 309-393
Jean Hostie, Examen de quelques règles du droit international dans le domaine des communications et du transit 403-523
Nathan Feinberg, La pétition en droit international 529-641
Paul Guggenheim, Les mesures conservatoires dans la procédure arbitrale et judiciaire 649-763

TOME 41 (1932-III) :

J.-C. Witenberg, La recevabilité des réclamations devant les juridictions internationales 5-135
Rudolf Blühdorn, Le fonctionnement et la jurisprudence des tribunaux arbitraux mixtes créés par les traités de Paris 141-243
Manfredi Siotto-Pintor, Les sujets du droit international autres que les Etats 251-361
Salvatore Messina, Les tribunaux mixtes et les rapports interjuridictionnels en Egypte 367-499
Louis-Erasme Le Fur, Le développement historique du droit international. De l'anarchie internationale à une communauté internationale organisée 505-601
Joseph Sulkowski, Conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique en Pologne 607-717
José Gascon y Marin, Les fonctionnaires internationaux 725-797

TOME 42 (1932-IV) :

Baron Michel de Taube, Les origines de l'arbitrage international. Antiquité et moyen âge 5-115
Hans Kelsen, Théorie générale du droit international public. Problèmes choisis 121-351
Benvenuto Griziotti, La banque des règlements internationaux . . 359-463
James Brown Scott, Le principe de l'égalité juridique dans les rapports internationaux 473-627

TOME 43 (1933-I) :

Simon Rundstein, La Cour permanente de Justice internationale comme instance de recours 5-113
Marc Vichniac, Le statut international des apatrides 119-245
Arnold Mc Nair, L'application et l'interprétation des traités d'après la jurisprudence britannique 251-305
Frede Castberg, La méthodologie du droit international public . 313-383
Camilo Barcia Trelles, Francisco Suarez (1548-1617) (Les théolo-

giens espagnols du XVI^e siècle et l'école moderne du Droit international) 389-551
Arthur Nussbaum, La clause-or dans les contrats internationaux. 559-657
Choucri Cardahi, Le mandat de la France sur la Syrie et le Liban (Son application en droit international public et privé) . . . 663-791

TOME 44 (1933-II) :

Pierre Arminjon, La notion des droits acquis en droit international privé 5-109
H. C. Gutteridge, Le conflit des lois de compétence judiciaire dans les actions personnelles 115-197
Sir John Fischer Williams, La doctrine de la reconnaissance en droit international et ses développements récents 203-313
Michel Zimmermann, La crise de l'organisation internationale à la fin du moyen âge 319-437
Milorad Straznicky, Les conférences de droit international privé depuis la fin de la guerre mondiale 443-561
Georges Ripert, Les règles du droit civil applicables aux rapports internationaux 569-663
Manlio Udina, La succession des Etats quant aux obligations internationales autres que les dettes publiques 669-773

TOME 45 (1933-III) :

Helen Dwight Reid, Les servitudes internationales 5- 73
Bohdan Winiarski, Principes généraux du droit fluvial international 79-217
Oscar Butter, La presse et les relations politiques internationales. 223-382
Curt Rühland, Le problème des personnes morales en droit international privé 391-473
Charles E. Hill, Le régime international des détroits maritimes . . 479-555
Cino Vitta, La défense internationale de la liberté et de la moralité individuelles 561-666
Boris Mirkine-Guetzévitch, Le droit constitutionnel et l'organisation de la paix (Droit constitutionnel de la paix) 673-773

TOME 46 (1933-IV) :

Gabriele Salvioli, Les règles générales de la paix 5-163
Ahmed Rechid, La condition des étrangers dans la République de Turquie 169-227
Dietrich Schindler, Contribution à l'étude des facteurs sociologiques et psychologiques du droit international 233-325
Georges Scelle, Règles générales du droit de la paix 331-697
Enrico Catellani, Les maîtres de l'École italienne du droit international au XIX^e siècle 709-825

TOME 47 (1934-I) :

J. M. Yepes, Les problèmes fondamentaux du droit des gens en Amérique 5-141
Etienne de Szaszy, Les conflits de lois dans le temps (Théorie des droits privés) 149-256
Karl Strupp, Les règles générales du droit de la paix 263-593

André N. Mandelstam, La politique russe d'accès à la Méditerranée au XX^e siècle 602-801

TOME 48 (1934-II) :

Hans Wehberg, La police internationale 7-131
Gilbert Gidel, La mer territoriale et la zone contiguë 137-277
Fernand de Visscher, Les conflits de lois en matière de droit aérien. 285-385
Marcel Sibert, Quelques aspects de l'organisation et de la technique des conférences internationales 391-457
Graham Stuart, Le droit et la pratique diplomatiques et consulaires 463-569
Henri Truchy, L'union douanière européenne 575-629
Jean Ray, Des conflits entre principes abstraits et stipulations conventionnelles 635-707
H. Lauterpacht, Les travaux préparatoires et l'interprétation des traités 713-819

TOME 49 (1934-III) :

Benvenuto Griziotti, L'évolution monétaire dans le monde depuis la guerre de 1914 7-141
John B. Whitton, La règle « pacta sunt servanda » 151-275
Max Habicht, Le pouvoir du juge international de statuer « ex aequo et bono » 281-369
Norman Bentwich, Le développement récent du principe du domicile en droit anglais 377-465
Maurice Bourquin, Le problème de la sécurité internationale . . 473-541
E.-M. Meijers, L'histoire des principes fondamentaux du droit international privé à partir du moyen âge, spécialement dans l'Europe occidentale 547-683
Emile Giraud, La théorie de la légitime défense 691-865

TOME 50 (1934-IV) :

Louis de Brouckère, La prévention de la guerre 5- 83
Egidio Reale, Le problème des passeports 89-187
W. E. Beckett, Les questions d'intérêt général au point de vue juridique dans la jurisprudence de la Cour permanente de justice internationale (juillet 1932-juillet 1934) 193-305
Herbert Kraus, Système et fonctions des traités internationaux . . 317-399
Léo Raape, Les rapports juridiques entre parents et enfants comme point de départ d'une explication pratique d'anciens et de nouveaux problèmes fondamentaux du droit international privé 403-539
André Gardot, Jean Bodin. Sa place parmi les fondateurs du droit international 549-743
A. da Veiga Simoes, Crise et intervention 753-839

TOME 51 (1935-I) :

Stelio Séfériadès, Le problème de l'accès des particuliers à des juridictions internationales 5-119
Charles de Balàs, La politique commerciale en Europe centrale (Les systèmes de la politique commerciale en rapport avec la situation de l'Europe centrale) 125-201

Joseph Hamel, Les formes internationales des crédits bancaires . 207-285
Comte Giorgio Balladore Pallieri, L'arbitrage privé dans les rapports internationaux 291-403
Giulio Diena, Principes du droit international privé maritime . . 409-481
Ilia Ianouloff, Législation internationale du travail 487-577
Paul Négulesco, Principes du droit international administratif . . 583-690

TOME 52 (1935-II) :

Eugène Borel, Les voies de recours contre les sentences arbitrales . 5-105
C. R. Pusta, Le statut juridique de la mer Baltique à partir du XIX^e^ siècle 109-189
Alfred von Verdross, Les principes généraux du droit dans la jurisprudence internationale 195-251
J.-P. Niboyet, La notion de réciprocité dans les traités diplomatiques de droit international privé 258-362
Charles de Visscher, Le déni de justice en droit international . . 369-441
Salvatore Messina, Le plagiat littéraire et artistique dans la doctrine, la législation comparée et la jurisprudence internationale . . 447-581
Etienne Bartin, Une conception nouvelle de l'empire de la loi locale par opposition à la loi personnelle et à la loi territoriale . . . 587-640

TOME 53 (1935-III) :

José Ramon de Orúe y Arregui, Le régionalisme dans l'organisation internationale 7- 94
R. P. Professeur Edmund A. Walsh, S. J., Les principes fondamentaux de la vie internationale 101-173
Edouard Fabre-Surveyer, La conception du droit international privé d'après la doctrine et la pratique au Canada 181-281
J.-P.-A. François, Le problème des apatrides 287-375
Gaston Jèze, Les défaillances de l'Etat 381-435
Baron Michel de Taube, Le statut juridique de la mer Baltique jusqu'au début du XIX^e^ siècle 441-531
George A. Finch, Les sources modernes du droit international . . 535-628

TOME 54 (1935-IV) :

Louis Le Fur, Règles générales du droit de la paix 5-307
Erich Kaufmann, Règles générales du droit de la paix 313-615

TOME 55 (1936-I) :

Georges de Leener, Règles générales du droit des communications internationales 5- 83
Georges Scelle, Théorie et pratique de la fonction exécutive en droit international 91-201
Jacques Ancel, Les frontières. Etude de géographie politique . . 207-296
Baron Boris Nolde, La codification du droit international privé . 303-431
Ottmar Bühler, Les accords internationaux concernant la double imposition et l'évasion fiscale 437-505
E. Moresco, Les rapports de droit public entre la métropole et les colonies, dominions et autres territoires d'outre-mer . . . 511-592
Erik Brüel, Les détroits danois au point de vue du droit international 599-695

TOME 56 (1936-II) :

J.-C. Witenberg, La théorie des preuves devant les juridictions internationales 5-105
A. Hammarskjöld, Les immunités des personnes investies de fonctions internationales 110-209
Boris Mirkine-Guetzévitch, La technique parlementaire des relations internationales 219-298
Cino Vitta, La coopération internationale en matière d'agriculture. 305-415
Attilio Garino Canina, Le « Gold Standard » et son avenir dans les rapports internationaux 423-529
Jean-Marie Musy, Les bases de l'organisation économique de l'Europe 535-583
Baron Axel von Freytagh-Loringhoven, Les ententes régionales . 589-677

TOME 57 (1936-III) :

Démètre Négulesco, L'évolution de la procédure des avis consultatifs de la Cour permanente de justice internationale . . 5- 95
Albert-E. Hindmarsh, Le Japon et la paix en Asie 101-199
Hans Lewald, Le contrôle des Cours suprêmes sur l'application des lois étrangères (Etude de jurisprudence comparée) . . 205-323
Jacques Maury, Règles générales des conflits de lois 329-569
Elemer Balogh, Le rôle du droit comparé dans le droit international privé 577-727

TOME 58 (1936-IV) :

James-Leslie Brierly, Règles générales du droit de la paix . . . 5-237
Roberto Ago, Règles générales des conflits de lois 247-468
Jules Basdevant, Règles générales du droit de la paix 475-691

TOME 59 (1937-I) :

Jacques Dumas, La sauvegarde internationale des droits de l'homme 5- 96
Jean Efremoff, Organisation de la Conciliation comme moyen de prévenir les guerres 103-222
Gilbert Chinard, Les origines historiques de la doctrine de l'isolement aux Etats-Unis 229-313
Georges Kaeckenbeeck, La protection internationale des droits acquis 321-419
Joseph-Barthélemy, Politique intérieure et droit international . . 429-520
Arnold D. Mc Nair, Les effets de la guerre sur les traités. . . . 527-585
Nathan Feinberg, La juridiction et la jurisprudence de la Cour permanente de Justice internationale en matière de mandats et de minorités 591-705

TOME 60 (1937-II) :

Charles Dupuis, Les antécédents de la Société des Nations. . . 5-108
A. N. Makarov, La nationalité de la femme mariée 115-239
Ernst Wolgast, Le diplomate et ses fonctions (Déduits de la nature de l'organisation internationale publique du pouvoir externe de l'Etat) 251-369

Ahmed Rechid, L'Islam et le droit des gens 375-505
Choucri Cardahi, La conception et la pratique du droit international privé dans l'Islam (Etude juridique et historique) . . 511-647
Georges Sauser-Hall, La clause-or dans les contrats publics et privés 657-782

TOME 61 (1937-III) :

Baron Frederik Mari van Asbeck, Le régime des étrangers dans les colonies 5- 95
William E. Rappard, Le nationalisme économique et la Société des Nations 103-251
Gaetano Morelli, La théorie générale du procès international . . 257-373
G.-A. Walz, Les rapports du droit international et du droit interne. 379-455
Henri Bonnet, L'œuvre de l'Institut international de Coopération intellectuelle 461-539
Edgard Allix, La condition des étrangers au point de vue fiscal. 545-635
Georges Andrassy, La souveraineté et la Société des Nations . . . 641-761

TOME 62 (1937-IV) :

J. M. Trias de Bes, Règles générales des conflits de lois . . . 5- 91
H. Lauterpacht, Règles générales du droit de la paix 99-419
D. J. Llewelyn Davies, Règles générales des conflits de lois . . . 427-547
Viktor Bruns, La Cour permanente de justice internationale, son organisation et sa compétence 551-670

VII. Table des Noms des Auteurs de Cours

professés à l'Académie et non reproduits dans le Recueil

(avec les titres de ces cours, et, éventuellement, les indications bibliographiques concernant leur publication)

Alvarez (A.), L'Union pan-américaine, 1923 (*Revue de droit international*, de Genève, oct.-nov. 1923).

Basdevant (J.), La théorie générale des traités, 1923.

Brondi, Le service de l'Assistance publique dans les relations internationales, 1927.

Bustamante (A. S. de), La Cour permanente de Justice internationale, 1923 (paru chez Martinus Nijhoff, La Haye, 1924).

Butler (N. Murray), Le développement de l'esprit international, 1923 (*Revue des sciences politiques*, juillet-septembre 1923; publié en anglais dans *International Conciliation*, no. 192, New-York, 1923).

Cavaglieri (Arrigo), Les effets des changements de souveraineté, 1923 (publié en italien dans la *Rivista di diritto internazionale*, 1924, p. 26).

Dehousse (Fernand), Les nouvelles tendances juridiques de l'Organisation internationale du Travail, 1938.

Eysinga (Jonkheer W. J. M. van), Les fleuves et canaux internationaux, 1923 (*Bibliotheca Visseriana*, t. II, p. 123, Leyde, E.-J. Brille, 1924).

Fur (Louis Le), Théorie générale de l'Etat, 1923 (Publié partiellement sous les titres suivants : L'Etat souverain et la loi internationale, dans la Revue *Les Lettres*, 1925; Le fondement du Droit, *même Revue*, 1927; Le droit d'intervention et la Société des Nations, dans la Revue Scientia, *Revue internationale de synthèse scientifique*, Milan, mars 1924, pp. 191 et seq.; Le fondement juridique de la Société des Nations, *même Revue*, janvier 1925).

Garner (James Wilford), La réglementation internationale de la navigation aérienne, 1923 (*Revue de droit international et de législation comparée*, 1923, p. 356 et 628).

Hammarskjöld (L. de), La neutralité en général, 1923 (*Bibliotheca Visseriana*, t. III, p. 53, Leyde, E.-J. Brille, 1922).

Lapradelle (A. de), La liberté des mers, 1923.

Loder (B. C. J.), L'arbitrage et la justice internationale, 1923 (*Bulletin de l'Institut intermédiaire international*, t. IX, p. 257, La Haye, 1923).
Maillard (G.), La propriété industrielle, 1924.
Marshall Brown (Ph.), Les bons offices, la médiation et la conciliation, 1924 (publié en 1925, sous le titre *La Conciliation internationale*).
Mercier (André), Le domaine d'application des lois pénales, 1924.
Neumeyer (K.), Les Unions internationales, 1923 (*Revue de droit international et de sciences diplomatiques et sociales*, Genève, 1924, p. 16).
Oppikofer (Hans), L'unification internationale du Droit privé, spécialement en matière du Droit des transports, 1938.
Pella (V.-V.), La prévention et la répression internationales du terrorisme, 1935.
Pilenco (Al.), L'extradition, 1925.
Politis (N.), La théorie et la pratique de l'arbitrage international, 1923 (publié sous le titre *La justice internationale* à Paris, Hachette, 1924).
Redslob (R.), Le développement historique du droit international depuis le XVII^e^ siècle jusqu'au congrès de Vienne, 1924 (V. son ouvrage *L'Histoire des grands principes du droit des gens*, Paris, Rousseau, 1923).
Scelle (G.), La Société des Nations, 1924.
Schatzel, Les changements de nationalité d'après les traités de paix ayant mis fin à la guerre mondiale, 1927.
Scott (James Brown), La conduite des affaires extérieures dans les gouvernements démocratiques. Droit écrit, coutume, comitas gentium, 1923.
Stowell (Ellery C.), Les attributs des consuls, 1923.
Taube (Baron M. de), Le développement historique du droit international jusqu'au XVII^e^ siècle, 1924.
Verzijl (J. H. W.), L'arbitrage et la justice internationale, 1924.
Visscher (Charles de), La responsabilité des Etats, 1923 (*Bibliotheca Visseriana*, t. II, p. 89. Leyde, E. J. Brille, 1924).

Table des Matières

Composition du Curatorium de l'Académie II

Statuts de l'Académie de Droit international de La Haye . . III

Avant-propos VII

I. Table analytique 1

II. Table des textes. 543

III. Table de jurisprudence 601

IV. Table des noms propres cités 619

V. Table des noms des auteurs de Cours publiés dans le recueil 819

VI. Table par tome des Cours professés à l'Académie de Droit international de La Haye et publiés dans le recueil de 1923 à 1937 inclus 830

VII. Table des noms des auteurs de Cours professés à l'Académie et non reproduits dans le recueil 844

Imp. C. Thone, Liège (Belgique)

BIBL.
LONDIN.
UNIV.